



CAL STATE HAYWARD LIBRARY

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE STAMPED BELOW

Failure to return books on the date due will  
result in assessment of overdue fees.

---



CSU HAYWARD LIBRARY



3 0050 01547 0932

CALIFORNIA STATE COLLEGE  
AT HAYWARD  
LIBRARY









ŒUVRES COMPLÈTES  
DE  
ERNEST RENAN

ŒUVRES COMPLÈTES  
DE  
ERNEST RENAN

TOME I

CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS

15, RUE ALGER - PARIS

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés  
pour tous pays et compris le Maroc (U. R. S. S.)

ŒUVRES COMPLÈTES  
DE  
ERNEST RENAN

TOME I

Tous droits de traduction, adaptation et reproduction réservés  
pour tous pays, y compris la Russie (U. R. S. S.)

ŒUVRES COMPLÈTES.  
DE  
ERNEST RENAN

TOME I

ÉDITION DÉFINITIVE ÉTABLIE PAR  
HENRIETTE PSICHARI

CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS

3, RUE AUBER - PARIS

CALIFORNIA STATE COLLEGE  
AT HAYWARD  
LIBRARY

20  
R38  
v.1

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

ERNEST RENAN

TOME I

ÉDITION DÉFINITIVE ÉTABLIE PAR  
HENRIETTE PSICHARI

CALMAN-LÉVY, ÉDITEURS

3, RUE ALGER - PARIS

CALIFORNIA STATE COLLEGE  
AT HAYWARD  
LIBRARY



C E V O L U M E C O N T I E N T :

QUESTIONS CONTEMPORAINES

LA RÉFORME INTELLECTUELLE  
ET MORALE

DIALOGUES ET FRAGMENTS  
PHILOSOPHIQUES

DISCOURS ET CONFÉRENCES

---



# QUESTIONS CONTEMPORAINES

1868

Philosophie de l'Histoire contemporaine. —  
Trois Professeurs au Collège de France. —  
Destitution d'un Professeur. — L'État des  
Esprits en 1849. — Le Libéralisme clérical, etc.





## PRÉFACE (I)

*L'homme sérieux ne se mêle d'une manière active aux affaires de son temps que s'il y est appelé par sa naissance ou par le vœu spontané de ses concitoyens. Il faut une grande présomption ou beaucoup de légèreté de conscience pour prendre, de gaieté de cœur, la responsabilité des choses humaines quand on n'y est pas obligé. Mais la réflexion spéculative n'implique pas la même témérité. Chacun, dans sa mesure, a pour devoir de songer au bien public et d'y pousser de toute sa force. Celui qui s'occupe des sciences historiques est particulièrement tenu à ce genre d'application. Car, bien que la connaissance du présent soit moins instructive que celle du passé, le présent est aussi une des faces de la réalité ; il mérite d'être étudié. Laisser un pareil soin à ceux qu'on appelle « les hommes politiques » serait chose fâcheuse. L'homme politique est d'ordinaire un homme de parti et de passion. Il est très mal placé pour juger les ensembles, comparer les temps et les pays divers, saisir les mouvements à longue portée et prévoir l'avenir.*

*J'ai réuni en ce volume, pour le petit nombre de ceux qui portent quelque philosophie dans l'étude des affaires de leur*

(1) *Les Questions contemporaines* parurent le 10 mars 1868 chez Michel Lévy. (N. de l'éd.)

*temps, une série d'articles qui n'ont les uns avec les autres d'autre lien que d'avoir trait, d'une façon plus ou moins directe, aux questions et aux intérêts de notre siècle. La politique générale, les questions relatives à l'instruction publique, l'organisation civile des cultes, l'état moral et religieux de notre pays y sont brièvement touchés.*

*Dans l'article qui est consacré à la politique générale, j'ai cherché à montrer ce qu'a de superficiel et d'insuffisant la constitution sociale sortie de la Révolution, les dangers auxquels elle expose la France, les malheurs qu'il est permis de craindre, la nécessité qu'il y a d'élargir l'esprit français, de lui ouvrir de nouveaux horizons, de le soustraire à des erreurs invétérées. Toujours grande, sublime parfois, la Révolution est une expérience infiniment honorable pour le peuple qui osa la tenter ; mais c'est une expérience manquée. En ne conservant qu'une seule inégalité, celle de la fortune ; en ne laissant debout qu'un géant, l'État, et des milliers de nains ; en créant un centre puissant, Paris, au milieu d'un désert intellectuel, la province ; en transformant tous les services sociaux en administrations, en arrêtant le développement des colonies et fermant ainsi la seule issue par laquelle les États modernes peuvent échapper aux problèmes du socialisme, la Révolution a créé une nation dont l'avenir est peu assuré, une nation où la richesse seule a du prix, où la noblesse ne peut que déchoir. Un code de lois qui semble avoir été fait pour un citoyen idéal, naissant enfant trouvé et mourant célibataire ; un code qui rend tout viager, où les enfants sont un inconvénient pour le père, où toute œuvre collective et perpétuelle est interdite, où les unités morales, qui sont les vraies, sont dissoutes à chaque décès, où l'homme avisé est l'égoïste qui s'arrange pour avoir le moins de devoirs possible, où l'homme et la femme sont jetés dans l'arène de la vie aux mêmes conditions, où la propriété est conçue non comme une chose morale, mais*

comme l'équivalent d'une jouissance toujours appréciable en argent, un tel code, dis-je, ne peut engendrer que faiblesse et petitesse. On s'étonne souvent de la force que possèdent en province le clergé, l'épiscopat. Cela est bien simple, la Révolution a tout désagrégé ; elle a brisé tous les corps excepté l'Église ; le clergé seul est resté organisé en dehors de l'État. Comme les villes, lors de la ruine de l'Empire romain, choisirent pour représentant leur évêque, l'évêque sera bientôt, en province, seul debout au milieu d'une société démantelée. Avec leur mesquine conception de la famille et de la propriété, ceux qui liquidèrent si tristement la banqueroute de la Révolution, dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, préparèrent un monde de pygmées et de révoltés. Ce n'est jamais impunément qu'on manque de philosophie, de science, de religion. Comment des juristes, quelque habiles qu'on les suppose, comment de médiocres hommes politiques, échappés par leur lâcheté aux massacres de la Terreur, comment des esprits sans haute culture, comme la plupart de ceux qui composaient la tête de la France en ces années décisives, eussent-ils résolu le problème qu'aucun génie n'a pu résoudre : créer artificiellement et par la réflexion l'atmosphère où une société peut vivre et porter tous ses fruits ?

Les articles consacrés à l'instruction publique forment la plus grande partie de ce recueil. De tous les problèmes de notre temps, c'est là le plus important, celui où les comparaisons sont le plus nécessaires. J'ai pensé qu'on lirait avec intérêt l'analyse des jugements que les Allemands portent sur nos institutions et nos méthodes. Ce jugement est trop sévère, sans doute, mais on en peut tirer du profit. L'Université de France a trop imité les jésuites, leurs fades harangues, leurs vers latins ; elle rappelle trop les rhéteurs anciens de la décadence. Le mal français, qui est le besoin de pérorer, la tendance à tout faire dégénérer en déclamation, une partie de

*l'Université l'entretient par son obstination à mépriser le fond des connaissances et à n'estimer que le style et le talent. Ai-je besoin de dire qu'aucune critique des méthodes universitaires ne diminue mon estime ni mon respect pour un corps qui renferme dans son sein tant de savoir et de dévouement ?*

*L'instruction supérieure m'a particulièrement préoccupé. L'enseignement supérieur est la source de l'enseignement primaire. Sacrifier le premier au second, c'est commettre une faute, c'est aller contre le but qu'on se propose. Un million économisé sur la haute culture peut arrêter net le mouvement intellectuel d'un pays ; donné à l'instruction primaire, ce million sera de peu d'effet. Il faut, pour innover en fait d'instruction populaire, de bien autres sacrifices. L'instruction primaire n'est solide dans un pays que quand la partie éclairée de la nation la veut, la comprend, en voit l'utilité et la justice. Travaillez à produire des classes supérieures qui soient animées d'un esprit libéral ; sans cela, vous bâtissez sur le sable ; le caprice d'une Chambre malveillante ou peu éclairée emportera vos fondations. Pour créer une forêt, il ne suffit pas de planter ; il faut garantir que les plants ne seront pas arrachés. Tant qu'on n'aura pas détruit en France cette fausse idée que l'éducation ne sert qu'en vue de la position sociale, que cultiver et instruire le pauvre, c'est faire naître en lui des besoins et une ambition impossibles à satisfaire, rien ne sera définitivement conquis. La force de l'instruction populaire en Allemagne vient de la force de l'enseignement supérieur en ce pays. C'est l'université qui fait l'école. On a dit que ce qui a vaincu à Sadowa, c'est l'instituteur primaire. Non ; ce qui a vaincu à Sadowa, c'est la science germanique, c'est la vertu germanique, c'est le protestantisme, c'est la philosophie, c'est Luther, c'est Kant, c'est Fichte, c'est Hegel. L'instruction du peuple est un effet de la haute culture de certaines classes. Les pays qui, comme les États-Unis, ont créé un ensei-*



*gnement populaire considérable sans instruction supérieure sérieuse expieront longtemps encore cette faute par leur médiocrité intellectuelle, leur grossièreté de mœurs, leur esprit superficiel, leur manque d'intelligence générale.*

*Il est traité longuement, en ce volume, du Collège de France, de sa nature, de son excellence. C'est là, pour moi, un sujet favori. J'y réfléchis beaucoup vers 1860, quand différents indices purent faire croire qu'il était permis d'espérer, pour les choses libérales, des jours meilleurs. Des cours oratoires comme ceux du temps de la Restauration ne me parurent ni possibles ni désirables. Ces sortes de cours, plus propres à montrer le talent du professeur qu'à former le jugement et le caractère de l'auditeur, ont fait tort à l'esprit scientifique parmi nous. Continué timidement, ils ne peuvent aboutir qu'à une grande médiocrité. En outre, de pareilles leçons solennelles supposent la liberté politique et un état de l'esprit public qui (je le dis à regret) n'est pas de notre temps. On ne se concilie pas vite une jeunesse qu'on a froissée et à laquelle on n'a pas su inspirer le goût des choses sérieuses et des fortes études. La compression et l'hypocrisie officielle engendrent la turbulence : les universités allemandes, où la liberté de penser est absolue, ne connaissent pas les scènes de trouble. Je crus donc qu'à défaut des brillants exercices du temps de la Restauration on pouvait songer à un enseignement plus scientifique que littéraire, plus spécial qu'oratoire, à un enseignement tirant sa force de sa sincérité absolue, éloigné de toute politique non par timidité, mais par respect de la vérité, ne cherchant pas le succès dans des allusions, ne faisant de concessions d'aucune sorte. Rêver de nos jours la Sorbonne du temps de MM. Guizot, Cousin, Villemain, serait une chimère ; mais nous pourrions avoir demain, autour du Collège de France, un mouvement scientifique que Berlin nous envierait. Je mis mon ambition à obtenir par les voies régulières,*

*c'est-à-dire par le suffrage de mes confrères, une place dans ce grand chapitre de la science libre. Dans un discours préliminaire, j'indiquai la ligne que je comptais suivre, avec un succès qui jusque-là n'avait pas eu coutume d'accueillir les nominations ministérielles, et avec une mesure qu'on voulut bien, pendant deux jours, reconnaître. Le troisième jour, des personnes qui devraient être assez satisfaites de leur privilège pour ne pas être jalouses de la liberté des autres me firent interdire la parole. Trois ans et demi plus tard, sans qu'on articulât contre moi de nouveaux griefs, je fus destitué. On trouvera dans le présent volume les pièces de cette affaire. Je persiste à croire qu'en tout cela je n'ai pas eu de tort. Je n'ai pas fait, comme on le répète, une leçon sur Jésus-Christ au lieu d'une leçon d'hébreu. Pour me conformer à l'usage, j'ai fait une première leçon sur le rôle historique des peuples dont je devais enseigner les langues. Consacrer une phrase profondément respectueuse à Jésus dans une telle leçon n'était pas sortir du sujet. Niera-t-on que Jésus n'ait eu dans l'histoire des peuples sémitiques assez d'importance pour mériter une brève mention ? Si un professeur d'arabe, dans sa leçon d'ouverture, consacrait une phrase à Mahomet, l'accuserait-on de sortir de son sujet ? Qu'on dise que j'ai manqué d'habileté, à la bonne heure. La science, selon moi, ne doit pas être habile, elle doit être sincère. En tout cas, si, dans cette circonstance, j'ai fait preuve de peu de politique, j'ai montré un véritable amour de mon pays, un vrai dévouement à la solide culture de l'esprit, un vrai désir de tirer la jeunesse de l'état mauvais où elle est, un sentiment juste de la dignité du Collège de France.*

*Puisse-t-on comprendre, enfin, la nature du rôle que l'État doit jouer dans l'enseignement supérieur ! Quand l'État a choisi le sujet que les corps compétents lui désignent comme un homme de mérite, sa responsabilité est à couvert. Ce que le professeur dit ensuite ne regarde que le professeur. Les pro-*

testants, les israélites, les libres penseurs se sont-ils plaints qu'Ozanam prêchât à la Faculté des lettres de Paris le plus pur catholicisme ? Non, certes ; car le mérite d'Ozanam était reconnu. On avait eu raison de le nommer ; une fois nommé, il était parfaitement libre de traiter son sujet comme il l'entendait. Mais, quand un protestant, un israélite, un libre penseur arrive, par le choix des corps compétents, à une chaire, il doit être libre aussi de professer ses opinions. Prenez garde ! vous mettez le non-catholique en dehors du droit commun, vous arrivez à classer les personnes par religion en ce qui concerne l'admissibilité aux fonctions publiques. Quand le prédicateur catholique nous outrage, nous ne nous plaignons nullement de n'avoir pas le droit de lui répondre ; nous ne tenons pas à la liberté de l'injure : aurions-nous ce droit (comme l'égalité le voudrait), nous n'en userions pas. Mais que le catholique puisse enseigner hautement son opinion dans les chaires laïques de l'État et que nous ne puissions enseigner la nôtre dans ces mêmes chaires, cela n'est pas juste. La loi n'a pas dit que, pour être membre de l'enseignement supérieur, il faut être catholique. Ceux qui ne le sont pas seront donc réduits ou à dissimuler leur sentiment ou à se voir exclus d'une profession ouverte à tous ? Voilà les conséquences où l'on est amené, si l'on admet que l'État est responsable directement de tout ce qui s'enseigne dans les chaires qu'il subventionne. Ne voit-on pas que faire peser sur l'État une telle responsabilité, c'est frapper de nullité tous les établissements publics ? On trouvera peu d'hommes supérieurs qui s'engageront ainsi à ne déplaire à personne. Un tel miracle ne pourrait être accompli que si le professeur consentait à garder un silence prudent sur tout ce qui est délicat, c'est-à-dire justement sur ce qui vaut la peine qu'on s'en occupe. La médiocrité seule accepterait un tel programme. Si l'enseignement supérieur devait être réduit de la sorte à

*l'art de tout émousser, de tout fausser, mieux vaudrait l'abolir.*

*On invoque, pour justifier ces exigences, les égards qui sont dus à la religion de la majorité. Que ce mot est trompeur ! quelles déceptions il prépare, et qu'on sera surpris un jour de voir que cette majorité n'était qu'une apparence ! Mais supposons qu'elle soit réelle ; admettons que, si l'ange du Seigneur sondait la foi de tous les Français, il trouvât la plus grande moitié de nos concitoyens composée de catholiques croyants et orthodoxes ; est-ce une raison pour que la minorité soit mise hors la loi ? Ne serait-il pas à craindre que cet esprit d'exclusion ne portât ses fruits ordinaires, qui sont une incurable ignorance, des superstitions énervantes, un dédain funeste de l'étranger, une certaine débilité d'esprit ?*

*En réalité, sous le nom de « religion de la majorité », on reconstitue une religion d'État ou du moins une religion particulièrement privilégiée. Dans l'article intitulé De l'Avenir religieux des Sociétés modernes, j'ai cherché à montrer les conséquences d'un tel système et à prouver qu'une religion protégée par l'État est aussi peu libre qu'une religion gênée par l'État. Cet article parut en 1860. La singulière situation où s'est placé le catholicisme venait d'être mise en relief par la constitution du royaume d'Italie. Je hasardai dès lors sous toutes réserves une supposition, savoir que le catholicisme pouvait être à la veille d'un grand schisme, dont le signal serait l'élection simultanée et indécise de deux papes. Je ne veux pas insister sur cette prédiction plus qu'il ne convient. Ce qui s'est passé depuis m'a cependant bien des fois suggéré la même pensée. La papauté a suivi les errements de la royauté française : elle a posé la pyramide sur son sommet, au lieu de la laisser sur sa base ; elle sera punie comme la royauté par un subit écroulement. Les deux fonctions contradictoires de prince électif d'un petit territoire italien et de chef spirituel*



universel pourront bien amener, à l'un des prochains conclaves, ce qu'ils amenèrent au XIV<sup>e</sup> siècle, je veux dire une double élection, l'une répondant aux intérêts romains et italiens, l'autre aux intérêts catholiques. Les deux partis, naturellement, prétendront être dans le droit canonique, et les règles d'un conclave sont chose si compliquée, que l'on trouvera de part et d'autre de bonnes raisons à faire valoir. Or, les deux papes étant nommés, le schisme sera incurable. Il aura commencé par être une simple question de personnes et de politique, il deviendra très vite une scission sur les principes. Les deux papes agiront à la manière des deux pôles d'une pile électrique, attirant à eux les éléments qui leur seront analogues. Le catholicisme peut être comparé à l'eau. C'est un corps très homogène, non un corps simple. Mettez-y un agent de séparation, l'oxygène fuira à un pôle, l'hydrogène à l'autre. Le catholicisme ne peut désormais avoir d'hérésies ; mais il n'en est que plus exposé aux schismes. La centralisation du catholicisme est devenue telle qu'un schisme s'opérant du vivant d'un pape est chose impossible. L'angoisse des consciences séparées serait trop grande. Mais que le vrai pape devienne douteux, que les consciences de part et d'autre aient des raisons pour croire à des papes différents, et on se précipitera dans la séparation en parfaite sûreté de conscience. Le conclave est ainsi une porte ouverte à tous les hasards ; la grande faiblesse de la papauté est là. Un pape assis sur la chaire de saint Pierre (tout apocryphe qu'elle est) peut défier les attaques ; mais dans les interrègnes rien n'est impossible. On a vu un conclave nommer pape le complaisant du roi qui venait de souffleter la papauté ; on a vu le pape ainsi nommé (Clément V) biffer sur les registres du Vatican les actes du pape inflexible et souffleté (Boniface VIII).

Deux des articles reproduits en ce volume appartiennent aux premiers essais que j'imprimai dans *La Liberté de penser*,

*et que je ne renie pas, bien que j'aie adopté depuis une autre manière d'écrire. L'un de ces articles m'a semblé rendre assez bien les sentiments qu'un jeune homme put éprouver durant les funestes années qui suivirent 1848, années où une réaction inintelligente parut adopter pour devise : « Laissez toute espérance ». Au moment où nous voyons se reconstituer sous nos yeux, par la coalition de tous les préjugés français, la majorité que nous avons connue alors, de telles pages peuvent être utiles. Cette honnête, irréprochable, mais imprévoyante et superficielle Révolution de 1848 eut pour conséquence, au bout de moins d'un an, de donner le pouvoir à l'élément le plus pesant, le moins clairvoyant, le plus obstinément conservateur de notre pays. Une échappée se fit vers 1859 dans cette atmosphère comprimée, par les vues personnelles de l'empereur Napoléon III, lesquelles étaient loin d'être simplement négatives comme celles de la majorité conservatrice. La majorité conservatrice avait cru rencontrer dans le prince Louis-Napoléon l'instrument le plus énergique de réaction ; mais, peu pénétrante, elle s'était trompée ; il se trouva que celui qu'on avait choisi pour comprimer toute idée avait des idées propres et des plans très critiquables sans doute en plusieurs parties, mais fort différents de ceux des purs conservateurs. Après avoir servi d'abord la réaction, l'empereur Napoléon III obéit à ses instincts, lesquels n'étaient pas toujours à l'unisson du vieil esprit français, dans ce qu'il a de borné et d'exclusif. Détruire l'opinion exagérée qu'on s'était faite de la puissance de l'empereur Nicolas ; tendre la main à l'Italie renaissante ; laisser se développer sans opposition et en un sens favoriser le mouvement inévitable qui fonde sous le nom de Prusse une grande Allemagne sagement libérale, destinée à compter pour beaucoup dans la direction des choses humaines ; préparer doucement la modification du pouvoir temporel des papes ; atténuer les funestes effets de la loi sur l'instruction*

publique imposée en 1850 par le parti cléricale ; essayer, en fait de commerce et d'industrie, des systèmes qui renferment peut-être quelque chose de bon ; ouvrir la voie à ces associations ouvrières qui sont appelées à un grand avenir, ce sont là autant d'actes contraires à l'esprit des conservateurs français, et dont peu de gouvernements chez nous auraient voulu prendre la responsabilité. Ceux qui, n'étant pas engagés dans la politique active, ont le droit d'être impartiaux et indulgents ; ceux qui, traitant l'humanité en malade, évitent de se montrer difficiles et savent pour un peu de bien oublier beaucoup de mal purent éprouver quelque satisfaction de ces victoires remportées sur la routine. Des fautes, dont la principale est de n'avoir pas proclamé tout d'abord par des actes irrévocables que la France ne désire pas d'agrandissement territorial (un pays comme la France, loin de forcer les gens à s'unir à lui, devrait se faire prier pour admettre de nouveaux membres dans sa communauté), des fautes graves, dis-je, ont changé l'état des choses. L'empereur Napoléon III ayant eu pour maxime de réaliser ses idées au moyen de personnes qui ne les partagent pas, et avec l'appui de la majorité conservatrice, laquelle y est hostile, on devait bien prévoir qu'un jour la majorité conservatrice et les membres du gouvernement de l'Empereur, appartenant presque tous au parti de 1849, se retrouveraient les maîtres. C'est ce parti qui a fait prononcer dans la question romaine le mot « Jamais » ; c'est lui qui cherche à détruire le royaume d'Italie, et qui par ses provocations excite ce qu'il y a de dangereux dans le patriotisme allemand. On se trompe si l'on croit que l'on fondera le gouvernement libéral en France par la présomption et l'ignorance, par l'aveuglement sénile et la folle négation des plus évidentes nécessités.

L'article sur Le Libéralisme cléricale parut le 15 mai 1848. Je n'avais pas voulu jusqu'ici le reproduire, d'abord



*parce qu'il est écrit avec une verdeur qui ne m'est plus habituelle, et aussi parce que je craignais qu'on n'y vît un jugement malveillant sur le catholicisme, auquel je dois tant de reconnaissance. Les catholiques, depuis quelques années, ont beaucoup parlé de libéralisme ; je n'ai jamais cessé de penser qu'un catholique quelque peu conséquent ne peut être libéral ; mais il ne faut jamais reprocher à ses adversaires leurs inconséquences, quand c'est pour le bien qu'ils sont inconséquents. J'étais donc ravi de voir démenti mon article de 1848, lorsque le Syllabus m'a montré que cet article renfermait des vues assez justes, et que, du moins, je m'y étais montré bon théologien. Le Syllabus, en effet, a été l'éclatante proclamation de la thèse que je soutenais, savoir que le catholicisme et le libéralisme sont incompatibles. Or, apparemment, le pape sait mieux que nos politiques cléricaux l'essence du catholicisme. On n'est pas catholique malgré le pape, et, quand, dans une discussion récente, les plus chauds défenseurs de la papauté ont tous commencé par déclarer qu'ils rejetaient le Syllabus, les théologiens ont dû sourire. Pour se représenter les dogmes de l'Église, il faut étudier les décisions des papes et des conciles et ne pas s'en tenir aux commodes interprétations de laïques qui, n'ayant pas fait de théologie, sont mille fois hérétiques sans le savoir et quelquefois le sachant. Le pape est bon juge en matière de foi catholique. Le Syllabus, qui a surpris tant de personnes, ne renferme rien de nouveau : Pie VII, Pie VIII et Grégoire XVI avaient fait exactement les mêmes déclarations.*

*On se tromperait sur les intentions qui m'ont dirigé dans la composition et la réimpression de ces études, si on y voyait le moindre effort pour augmenter des divisions déjà trop profondes et aggraver une situation déjà grave. Le moyen de travailler à la concorde est non de dissimuler ses opinions, ce qui est une injure à la vérité, mais de les exposer avec modération.*

*En prêchant à son pays la haute éducation morale et intellectuelle, le culte pur, non séparé violemment de la religion, mais indépendant de la religion, on travaille au bien public. L'apparition subite et triomphante de l'Allemagne dans le champ de la grande bataille européenne a inspiré l'idée d'imiter les armes et les institutions militaires qui ont produit une si grande supériorité. Pour les armes, rien de plus simple. Pour les institutions militaires, la difficulté est déjà grande. Qu'on prenne garde de vouloir en tout ceci les effets sans la cause, les fruits sans l'arbre et les racines. L'organisation prussienne est le fruit d'un esprit national enté sur une solide philosophie. Imiter l'organisation, sans imiter l'esprit qui l'a produite, serait peu sage. On pourrait être surpris de recueillir d'institutions analogues imposées à des esprits différents des résultats tout divers. Que faut-il donc imiter ? Les écoles allemandes, les universités allemandes, l'éducation morale de l'Allemagne, la façon allemande de traiter les questions religieuses. Quand le baron de Stein entreprit à partir de 1808 la régénération de la Prusse, il commença par faire de Berlin la capitale intellectuelle de l'Allemagne du Nord ; il nomma Fichte recteur de l'Université ; il y attira des hommes comme Wolf, Schleiermacher, puis Niebuhr, de Savigny. La force d'une société réside en deux choses : d'abord, la vertu populaire, ce grand réservoir de dévouement, de sacrifice, de force morale instinctive, que les races nobles portent en elles, comme un héritage de leurs ancêtres ; en second lieu, l'instruction et le sérieux des classes supérieures. La guerre, dans les temps modernes, étant devenue un problème scientifique et moral, une affaire de dévouement et d'industrie savante est en somme un bon critérium de ce que vaut une race. Les armées ne pouvant plus guère être que la levée en masse des nations, les frais qu'elles entraînent étant énormes, le principe des grandes nationalités fondées sur un réel patriotisme sera de plus en*

plus la loi du monde. Une nation sans élan, sans mobile élevé, sans affection pour son gouvernement, sera bien vite lassée de ce jeu terrible. Le perfectionnement des armes, d'un autre côté, étant devenu une des mille applications de la science, mettra de plus en plus la force entre les mains de la raison, qui maîtrise la matière et crée par l'instruction un peuple digne de servir l'esprit. La nation la plus scientifique, celle qui aura les meilleurs mécaniciens, les meilleurs chimistes, les corps officiels les moins routiniers et les moins jaloux, sera la mieux armée. La barbarie, c'est-à-dire la force brute, sans intelligence, est vaincue pour toujours. La victoire définitive sera au peuple le plus instruit et le plus moral, en entendant par moralité la capacité de sacrifice, l'amour du devoir. Le pays qui peut fournir le plus promptement le plus de citoyens armés pour la cause commune, le pays qui peut suffire au budget le plus considérable, le pays qui obtient le plus de résultats au meilleur marché possible, le pays qui supporte le droit divin sans honte et l'inégalité des classes sans envie, le pays qui ne songe pas à se soulever contre sa dynastie nationale est le plus vertueux, le plus éclairé, et finira par devenir le plus libre. La vanité, qu'on décore du nom d'honneur, la jalousie, principe de l'amour exagéré de l'égalité, sont impuissantes pour faire de grandes choses, même chez une nation spirituelle et pleine de ressources. On ne fait de grandes choses qu'avec la science et la vertu. Croyez que le bon patriote est celui qui vous prêche le sérieux, l'amendement intellectuel et moral, et non celui qui joue le sort de sa patrie pour montrer son éloquence ou son habileté.

Relever l'amour du vrai et du solide en toute chose ; ne rien négliger pour former une nation raisonnable, éclairée, pratiquant la première des abnégations, la plus difficile, la plus méritoire, qui est de ne pas trop tenir à une fausse idée de l'égalité ; fonder une éducation virile et sérieuse, ayant pour

base de fortes études spéciales ; inspirer au peuple la croyance à la vertu, le respect des hommes savants et graves ; le détourner des révolutions, remèdes souvent plus funestes que le mal qu'il s'agit d'extirper ; faire que chacun aime à rester à son rang, par résignation, par fierté, par goût de l'honnête ; montrer le beau où il est, c'est-à-dire chez tant d'admirables soldats, d'admirables marins, d'ouvriers courageux, d'ouvrières résignées, qui continuent la tradition de la vertu ; ne pas dire au pauvre : « Enrichis-toi », mais lui dire : « Console-toi, tu travailles pour l'humanité et la patrie » ; lui prêcher le bonheur par la simplicité du cœur et la poésie du sentiment ; persuader à l'homme du peuple que ce qui le rend intéressant, c'est d'être respectueux pour les grandes choses morales auxquelles il coopère sans pouvoir toujours les comprendre ; à la femme que ce qui fait son charme, c'est d'être dévouée et de servir ; mais se comporter en même temps de telle sorte que l'inférieur sente bien que celui qui commande remplit un devoir et est animé d'un haut sentiment philosophique ; présenter comme des choses funestes l'acrimonie, l'envie, la défiance systématique, qui rendent tout gouvernement impossible ; faire comprendre que l'on devient un aristocrate par le mépris de ce qui est bas et vil ; décourager de toutes les manières le mauvais goût public, ce fade genre d'esprit, cette basse littérature de turlupins qui est devenue à la mode ; opposer une digue au charlatanisme qui nous envahit de toutes parts ; respecter hautement le sentiment religieux, mais ne pas attacher la destinée morale de l'humanité à des formes confessionnelles qui peuvent périr, tandis que la loi vraie ne périra pas ; par-dessus tout, respecter la liberté, condition essentielle de tout bien ; voilà ce qui serait la bonne politique. Le reste ne sera qu'expédient d'une médecine aux abois. La maladie de ce pays est profonde ; il faut toucher à l'essence même de son tempérament.



*Les forces de la France sont infinies, mais elles s'étouffent faute d'air libre et d'espace. Redoutons un de ces accès périodiques où notre nation comme en délire semble vouloir se décapiter elle-même et rejeter hors d'elle la partie la plus noble de ses enfants. Réprimons ces accès malsains d'amour-propre national qui nous font croire que la puissance d'une nation repose sur la division et l'affaiblissement de ses voisins. Il ne faut pas pousser le principe des nationalités jusqu'à la subtilité ni jusqu'au fanatisme. Mais, du moment qu'on a rejeté le principe du droit divin des dynasties, il n'y a plus de solide que le principe du droit des peuples ; or les peuples n'ont d'existence qu'en tant qu'ils sont des groupes naturels formés par la communauté approximative de race et de langue, la communauté de l'histoire, la communauté des intérêts. Au lieu de se haïr et de se contrarier, que les nations s'étudient les unes les autres, profitent tour à tour de leurs expériences. Les deux conditions essentielles du salut du monde moderne, les deux conditions qui feront (telle est ma ferme confiance) que la destinée de notre civilisation ne sera pas de disparaître, comme les civilisations de l'antiquité, après un éclat passager, sont, d'une part, la division de l'Europe en plusieurs États, garantie de sa liberté, et, d'autre part, cette profonde fraternité qui fait que les esprits des races les plus diverses s'entendent dans la grande unité de la science, de l'art, de la poésie, de la religion. C'est la Grèce, à la fois si puissante par la solidarité du génie et si divisée en politique, qui doit être notre modèle, et non cet Empire romain qui fit périr la civilisation antique sous l'étreinte de son effrayante unité.*

*Dieu me garde de méconnaître ce qu'a de grand et d'extraordinaire le rôle de la France. Faite pour étonner le monde par ses coups de génie et ses caprices, la France ne sait pas être médiocre et bourgeoise. Si on veut travailler à la rendre telle, on n'y réussira pas : c'est basse et méchante qu'on la ren-*

*dra ; elle tombera au dernier rang, si elle ne travaille à quelque œuvre de première noblesse. Ses chimères sont sa gloire et sa vie. La Révolution a jeté la France dans un état de crise héroïque, qui parfois la met au-dessous de tous et lui enlève les avantages des gens sensés, mais qui la marque au front pour une destinée mystérieuse. Je ne voudrais pas que l'on coupât cette fièvre divine qui fait notre grandeur. Mais il faut prendre garde qu'un accès n'emporte le malade. Que tous mettent en commun leurs réflexions, amassées en des champs divers, pour conjurer ce danger. On lit dans les vieilles légendes hébraïques que Rébecca, sentant les deux enfants qu'elle portait lutter dans ses entrailles, consulta le Seigneur : « Deux nations sont dans ton sein », lui fut-il répondu. Dans le sein de notre pays, comme dans celui de Rébecca, se battent deux peuples dont l'un veut étouffer l'autre. Faut-il que l'un abdique, cède à l'autre ? Non, il faut que tous deux se supportent, et, malgré leurs divisions, aient un culte commun, celui de la justice et du bien, inséparable de celui de la patrie. Divisée en quatre factions, dont trois sont toujours hostiles à celle qui règne, la France ne dispose jamais, en réalité, que du quart de ses forces ; et pourtant il est des intérêts permanents, supérieurs aux changements de dynastie, qui ne doivent jamais souffrir. Le galant homme qui ne voudrait servir qu'un gouvernement indiscuté et à la formation duquel il n'aurait pas contribué est réduit à se tenir à l'écart. Un gouvernement ne peut guère être bienfaisant qu'au bout de dix ou quinze ans. Jusque-là, il appartient non aux citoyens honnêtes et utiles, mais à ceux qui l'ont fondé ou vite accueilli. Les révolutions avilissent ceux qui en profitent et qui sont toujours suspects de les avoir provoquées ; elles isolent, annulent, égarent ceux qui leur résistent. Funeste cercle vicieux, qui ne laisse pas de choix entre des variations pénibles, entraînant à la longue un complet avilissement des caractères et une raideur qui vous*

*rend malgré vous hostile à l'œuvre publique ! Leçon terrible pour les peuples qui, incapables du gouvernement républicain, détruisent la dynastie que les siècles leur ont donnée ! Si l'on n'y prend garde, le temps n'est pas loin où la mort de chaque souverain donnera le signal d'une guerre civile, où le pouvoir sera le prix du plus audacieux, où la nation sera divisée en deux parts, l'une composée d'intrigants de toute sorte, vivant de révolutions et de restaurations ; l'autre composée d'honnêtes gens ayant pour règle absolue de ne pas se mêler des changements de gouvernement, attendant, mornes, chez eux, l'arrêt du destin. Mais cet état de choses lui-même sera un paradis auprès de ce qui suivra. Nobles d'abord, puis faibles, puis méprisés, les honnêtes gens s'éteindront de jour en jour, et, au bout de cent ans, il ne restera plus que de hardis aventuriers jouant entre eux le jeu sanglant des guerres civiles et une populace pour applaudir le vainqueur du jour. Les scènes qui accompagnaient les changements de règne dans l'Empire romain au I<sup>er</sup> et au III<sup>e</sup> siècle se reverront alors. Le matin où l'on apprendra qu'au prix de la mort et de l'exil de quelques centaines d'hommes importants un coup hardi a pacifié l'avenir, les gens paisibles applaudiront. L'homme couvert de sang, de perfidies et de crimes qui arrivera vainqueur de ses rivaux sera proclamé sauveur de la patrie. Deux causes, la pression de l'étranger, qui ne souffrira pas qu'une nation s'écarte trop de l'ordre commun de l'Europe, et l'autorité morale des évêques, appuyés sur le parti catholique, seront seules capables de créer un lest dans ce navire ballotté. Apparemment, ces deux interventions ne seront pas désintéressées. Dans le cercle fatal des révolutions, l'abîme appelle l'abîme. Il y a des exemples de nations qui, entrées dans cet enfer de Dante, en sont revenues. Mais que dire de la nation qui, après en être sortie, s'y replonge deux fois, trois fois ?*



## PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE (I)

C'EST presque une obligation pour l'homme qui a tenu dans sa main les grandes affaires de son pays, de rendre compte à la postérité des principes qui ont dirigé ses actes et de l'ensemble de vues qu'il a porté dans le gouvernement. Peu d'hommes d'État y ont manqué, et il n'est pas de plus précieux documents pour l'histoire que ces espèces de confessions où les acteurs eux-mêmes viennent raconter devant un public plus calme et plus désintéressé les faits dont le vrai caractère a pu échapper d'abord dans le feu de la passion. L'éminent historien qui a montré de nos jours avec tant d'éclat ce que peuvent et ce que ne peuvent pas l'instruction et le talent appliqués à la direction des choses humaines pouvait moins qu'un autre se soustraire à ce devoir ; mais, en l'acceptant, M. Guizot a dérogé sur un point essentiel à l'exemple de ses illustres devanciers (2). D'ordinaire, c'est après la mort de l'auteur, ou du moins quand il a clairement avoué que sa carrière publique est finie, que de tels écrits se produisent. On croit écarter ainsi la plupart des motifs qui faussent le jugement sur l'histoire contemporaine, et, en rendant l'impartialité

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet 1859. (N. de l'éd.)

(2) Guizot, *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, t. I et II, 1858-1859, Paris, Michel Lévy.

au lecteur plus facile, rendre la franchise au narrateur plus aisée. Cette fois, au contraire, c'est au milieu d'une activité toute virile que l'homme d'État dont le tour d'esprit et le caractère ont eu l'influence la plus décisive sur son pays vient exposer ses opinions sur les luttes auxquelles il a pris part. Ce n'est pas, comme d'ordinaire, du tombeau, c'est d'une retraite d'où n'est bannie aucune espérance, que sort la voix qui doit nous apprendre les pensées et les doctrines dont les conséquences ont pesé si gravement sur la vie de chacun de nous.

On aperçoit tout d'abord combien cette circonstance, en apparence insignifiante, doit mettre de différence entre les *Mémoires* de M. Guizot et ceux que nous ont laissés la plupart des hommes d'État. Toute confession faite avant le temps où l'on peut avouer sans crainte qu'on a péché ne peut que ressembler à une apologie. Quelque éloigné qu'il soit de ces empressements vulgaires auxquels sont livrés sans défense les hommes qui tirent leur dignité du dehors, M. Guizot, comme tous les grands ambitieux (ce mot est un éloge quand l'ambition est justifiée), ne reconnaît pas à la fortune le droit de prononcer des exils sans retour. Pour lui, les affaires publiques ne sauraient plus être un ornement ; mais elles peuvent toujours être un objet de haute préoccupation. Les causes qu'il a défendues, attaquées, compromises, se disputent la victoire, et de cette victoire dépendra le jugement définitif qu'il conviendra de porter sur son rôle et sur son influence. C'est dire assez que plus d'une fois dans ses *Mémoires* le souci de l'avenir a dû peser sur l'explication du passé. La politique ne comporte guère la haute impartialité de l'histoire ; la prétention à l'infailibilité, si blessante aux yeux de la critique, est comme une réponse obligée à la morgue hypocrite des partis. L'aveu candide d'une erreur n'exciterait qu'une superbe pitié chez la vanité jalouse ou la médiocrité présomptueuse, et si quelqu'un osait dire à ces aveugles détracteurs : « Que celui d'entre vous qui est sans péché me jette la première pierre », une troupe de fous s'avancerait hardiment pour le lapider.

Le succès du livre de M. Guizot l'excuserait d'ailleurs,

s'il avait besoin d'excuse pour le dessein hardi qu'il a conçu de fournir lui-même à l'histoire les pièces sur lesquelles il veut être jugé. Nulle part, l'enchaînement des principes politiques qui l'ont guidé durant vingt-cinq années ne s'est montré avec tant de suite et de clarté. L'esprit libéral, la modération, le respect pour les opinions diverses, l'altière et haute sérénité qui respirent dans tout le livre sont la meilleure réponse à tant de regrettables malentendus que la légèreté de la foule a accrédités, et que la fierté de M. Guizot a dédaigné de rectifier. Le style des *Mémoires* a ses défauts ; comme écrivain, M. Guizot ne s'est jamais soucié de la perfection. Il n'a reçu du ciel en partage ni l'expression vive, profonde, animée de M. Sainte-Beuve, ni la richesse, la vigueur, la saillie de M. Michelet. Ce n'est point ce style ailé, cet adorable abandon n'admettant d'autres négligences que celles mêmes qui sont voulues, cette trame charmante d'un tissu filé d'or et de soie dont une muse savante et légère semble avoir révélé le secret à M. Cousin. Ce n'est pas cette correction austère, cette haute idée de la rigueur du langage français, cette étude assidue des vieux modèles, qui font la solidité du style de M. de Sacy. On peut être un éminent écrivain et ne point avoir ces qualités-là. Sans parler des auteurs tels que Chateaubriand, de Maistre, qui ont brillé par la passion et l'imagination, mais qui ne sont jamais arrivés à une notion complète de la prose française, de son timbre, de son ampleur harmonieuse et mâle, parmi nos prosateurs de premier ordre, tels que Lamennais, Augustin Thierry, combien en est-il qui se soient toujours astreints à cette inflexible teneur de style, fruit d'une perpétuelle attention et du saint tremblement qui fait garder des heures et des jours la feuille destinée à devenir irrévocable ? J'ose dire qu'un tel effort blesserait dans certains ouvrages, où toute arrière-pensée littéraire est déplacée. La diction de M. Guizot, quoique peu châtiée, a ce quelque chose de sobre, de fort et de mesuré qui convient aux grandes affaires. Un ton général de réserve et de discrétion donne au livre beaucoup de noblesse. De tous les écrivains de notre temps, M. Guizot est peut-être le plus exempt d'une certaine coquetterie de mauvais goût, devenue fort com-

mune depuis que les idées de dignité personnelle et de convenance se sont affaiblies ; nul moins que lui ne s'est familiarisé avec le public, et n'a encouragé le public à se familiariser avec lui. Ce mérite, je le sais, est peu apprécié en France. La réserve, la timidité, le respect de soi et des autres, signes ordinaires des natures sérieuses et distinguées, paraissent chez nous de la fierté. J'ai entendu des personnes traiter comme un défaut cette froideur digne et sévère de M. Guizot, et regretter qu'il ne cherche pas davantage à se faire aimer. Pour moi, je l'en félicite : d'ordinaire, on ne se fait aimer de la foule que par ses petits côtés ou ses travers. L'homme d'État a des confessions, non des confidences à faire ; ceux que leurs devoirs mettent en rapport avec le public ne doivent se montrer à lui que comme des abstractions.

## I

Laissons de côté ces précautions vulgaires auxquelles il faut avoir recours quand on veut parler, sans le blesser, de l'esprit faux qui se croit impeccable. A la hauteur où s'est placé M. Guizot, l'éloge et le blâme perdent toute signification personnelle, puisque l'homme arrivé à représenter une des grandes causes qui se partagent le monde n'est coupable que de la loi fatale qui condamne chaque théorie à n'être qu'à moitié légitime. La critique n'est jamais plus à l'aise qu'avec ceux que la gloire a ainsi consacrés, et dont la seule faute est de n'avoir pas résolu le problème insoluble que l'humanité offrira éternellement à ceux qui voudront la comprendre ou la gouverner. Il est aussi superficiel de reprocher aux hommes d'État les défauts ou la caducité de leur œuvre qu'il le serait de reprocher à Leibniz ou à Hegel de n'avoir pas dit le dernier mot sur l'homme, le monde et Dieu. Chaque système philosophique et politique est un grand parti pris, qu'il faut juger, non comme représentant la vérité et le droit absolus, mais comme tenant une place plus ou moins élevée dans l'ordre moral. Tout ce qui est

grand est légitime à sa manière ; la médiocrité seule n'a pas de place dans le royaume de Dieu. Il est temps de renoncer à cette critique presque toujours mesquine qui, croyant posséder la règle du vrai, reproche aux hommes de talent ou de génie de n'avoir pas réalisé ce que, depuis l'origine de la pensée humaine, des milliers de présomptueux ont cru tenir sans que jamais leur prétention se soit trouvée justifiée.

Les deux premiers volumes de *Mémoires* publiés par M. Guizot vont de 1814 à la fin de 1832. Il est de notre devoir de nous borner strictement aux années jusqu'ici parcourues par l'illustre historien et d'attendre les explications qu'il fournira sur l'époque où son rôle devient principal. Je n'ai pas d'opinion arrêtée sur les débats compliqués qui ont rempli les dix dernières années du régime parlementaire en France ; d'autres bien mieux que moi sauraient juger entre les rivaux de ces luttes ardentes et apprécier la justice ou l'injustice de tant d'accusations contradictoires. Je ne le cache pas d'ailleurs, tout en reconnaissant l'utilité des guerres intérieures du gouvernement parlementaire, j'ai peu de goût pour le détail de ces combats. En fait de stratégie, le résultat seul me touche. L'histoire politique n'est pas l'histoire des partis, de même que l'histoire de l'esprit humain n'est pas l'histoire des coteries littéraires. Au-dessus des partis, il y a ces grands mouvements dont l'histoire de tous les temps est remplie, mais qui, depuis soixante-dix ans, ont pris un nom et une forme particuliers, le nom et la forme de révolutions. C'est là l'objet qui doit, dans l'histoire contemporaine, fixer l'attention du philosophe et de l'observateur.

Des deux grandes révolutions que M. Guizot embrasse dans son récit, la première est, de tous les événements de notre histoire, le plus propre à faire réfléchir sur la nature des sociétés modernes et sur leurs lois constitutives. Négation absolue de la Révolution française, la Restauration en applique cependant les meilleures maximes ; illibérale en apparence, elle inaugure parmi nous la liberté ; œuvre de l'étranger, elle ouvre une période d'éveil politique et d'esprit public ; représentée souvent par des hommes d'une



médiocre portée d'esprit, elle fonde le vrai développement intellectuel de la France au *xix<sup>e</sup>* siècle et reste une époque chère à tous ceux qui pensent. Il faut, pour comprendre un aussi étrange phénomène, se bien rendre compte des nécessités historiques qui amenèrent le retour de la maison de Bourbon. Il faut surtout s'élever à une vue générale des faits qui établissent une si profonde différence entre la civilisation moderne et les développements brillants, mais toujours éphémères, de l'antiquité.

Cette différence consiste, selon moi, dans un point fondamental, dont les conséquences s'étendent à l'ordre social tout entier, je veux dire dans une manière tout opposée de concevoir le gouvernement. L'État ancien, qu'il revêtît la forme de monarchie comme en Orient, ou celle de république comme en Grèce, ou celle de principat militaire comme à l'époque de l'Empire romain, est toujours absolu. On parlait de cette idée, que la communauté peut tout sur ceux qui la composent, qu'il n'y a pas de résistance légitime contre l'État, que l'individu n'a le droit de se développer que selon la loi de l'État. La liberté pour l'antiquité ne fut guère que l'indépendance nationale ; en réalité, on n'était pas plus libre à Sparte qu'à Persépolis. La « loi » valait mieux sans doute que la volonté du « grand roi » ; mais elle n'était pas moins tyrannique, en ce sens qu'elle se mêlait d'une foule de choses qui, selon nos idées, ne regardent que l'individu. Chaque État de l'antiquité, ayant de la sorte un principe organique très étroit et très exclusif, traversait avec rapidité les diverses phases de la vie : la décadence venait fatalement après la splendeur ; les hégémonies et les dynasties se succédaient selon des règles en quelque sorte calculables, et le monde ancien lui-même, dans son ensemble, finit par s'abîmer. Un phénomène comme celui de la civilisation moderne, portant en elle-même un germe de progrès indéfini, ou bien comme celui de la France, conservant durant huit cents ans une même dynastie, toujours très puissante malgré des périodes de revers, est sans exemple parmi les États de l'antiquité.

La race germanique, en brisant les cadres de l'Empire romain, fit la plus grande révolution politique de l'histoire

du monde. Ce fut la victoire de l'individu sur l'État. L'Empire, par son despotisme administratif, avait tellement affaibli le monde civilisé, qu'il suffit d'une imperceptible minorité pour l'abattre : une poignée de braves aventuriers lui rendit le service de le conquérir. L'esprit des peuples germaniques était l'individualisme le plus absolu : l'idée de l'État leur était complètement étrangère ; tout reposait chez eux sur les libres engagements, sur la « fidélité », sur la ligue passagère des individus associés pour une œuvre commune. Le dernier terme de ce principe social fut la féodalité. Quand nous aurons une bonne histoire des origines de la noblesse française, on verra que chaque centre de familles féodales correspond à un centre de colonisation germanique, et que la plupart des familles vraiment anciennes de France remontent à un établissement de l'époque carlovingienne. En effet, l'esprit de la féodalité est l'esprit germanique par excellence. L'homme libre ne doit au roi que ce à quoi il s'est obligé ; il est dégagé de ses devoirs, si le roi n'observe pas les siens ; lui seul est juge de ce dernier point, et, s'il n'est pas satisfait de son suzerain, il peut lui faire la guerre en tout honneur. Joinville est sans contredit le type de la loyauté chevaleresque ; on sait, de plus, quelle affection personnelle il avait pour saint Louis ; écoutons-le cependant : « Il arriva qu'un jour un sergent du roi mit la main sur un chevalier de ma bataille. Je m'en allai plaindre au roi et lui dis que, s'il ne m'en faisait droit, je laisserais son service, puisque ses sergents battaient les chevaliers. Il me fit faire droit, et le droit fut tel, selon les usages du pays, que le sergent vint en ma herberge deschaux et en braies, une épée toute nue en sa main, et s'agenouilla devant le chevalier, et lui dit : « Sire, je vous amende de ce que j'ai mis la main sur vous, et vous ai apporté cette épée pour que vous me coupiez le poing, s'il vous plaît. » Et je priai le chevalier qu'il lui pardonnât son mal talent, et ainsi fit-il. » Conçoit-on un des généraux de Constantin ou de Théodose écrivant à l'empereur que, pour quelques mécontentements personnels, il avait résolu d'abandonner le service de l'État ?

Je ne veux pas méconnaître la part que le christianisme



a eue dans cette révolution par les progrès qu'il a fait faire à la moralité générale et par le sentiment de respect pour la dignité de l'homme que tous ses dogmes respirent. On ne saurait dire pourtant que la liberté politique soit son œuvre ; il semble plutôt que par moments il y a nui. Ayant grandi en opposition avec l'idolâtrie de l'État, qui était l'esprit même de l'Empire, le christianisme fut bien, durant trois siècles, la protestation de la conscience contre le joug officiel ; mais pas un moment, dans la lutte héroïque qu'il soutint, on ne voit poindre une idée politique. À partir du iv<sup>e</sup> siècle, époque de son intime alliance avec le despotisme romain, il montre une préférence marquée pour les pouvoirs absolus, quand ceux-ci consentent à se faire persécuteurs à son profit. Durant la première époque de l'invasion germanique, et même sous Charlemagne, l'action du clergé, civilisatrice en un sens, corruptrice en un autre, s'exerce tout entière en faveur des idées romaines : ce sont les évêques qui donnent aux chefs germains des idées de souveraineté auxquelles ceux-ci ne songeaient pas. La papauté, à partir de Grégoire VII, rendit, il est vrai, des services à la liberté en empêchant la formation de souverainetés laïques trop puissantes ; mais elle agissait elle-même au nom d'un principe de centralisation universelle qui, dans son ordre, était fort tyrannique, et qui le fût devenu bien plus encore, s'il eût été donné aux pontifes romains de se faire les vrais chefs de la chrétienté et de réaliser l'espèce de khalifat chrétien auquel ils aspiraient.

On aperçoit sans peine la nature particulière de la royauté qui devait sortir de ce chaos fécond. Elle devait être, elle fut en effet, en premier lieu, strictement héréditaire. La loi de succession en Orient et dans l'Empire romain n'avait jamais été rigoureusement définie. Grâce au culte presque superstitieux de l'hérédité, la civilisation moderne fut préservée de ce régime d'aventures qui, une ou deux fois, a donné au monde des années de bonheur, mais qui, par les défiances, les hésitations, les rivalités qu'il entraîne, maintient en permanence le meurtre, la trahison, et noie la société qui s'y livre dans un torrent de sang. — La royauté fut, en second lieu, la conséquence d'un droit personnel et

comme une extension de la propriété. La souveraineté du peuple fondait les vieilles républiques et les vieux despotismes. Dans ce nouvel ordre politique, il n'est plus question d'une telle souveraineté. Le moyen âge (j'excepte les scolastiques péripatéticiens, qui copiaient Aristote sans s'inquiéter de la constitution réelle des États de leur temps) n'a aucune idée de la nation envisagée comme source du pouvoir. Le roi est propriétaire de sa couronne, et, si on la lui retire sans juste motif, on le blesse dans son droit. — En troisième lieu, la royauté se trouve liée par des chartes ou obligations librement consenties, à l'exécution desquelles on peut forcer le roi par la guerre, par le refus de l'impôt et du service militaire. — En quatrième lieu enfin, elle est fort limitée ; le roi s'occupe de bien moins de choses que le despote ancien ; sa cour a peu d'importance ; il n'a qu'un faible budget ou n'en a pas du tout ; il laisse librement exister autour de lui de vraies républiques, Église, universités, ordres religieux, villes, corporations de toute espèce. Tous sont armés contre lui de privilèges et de coutumes auxquels le souverain n'ose porter atteinte. L'honnête Charles V mourut la conscience troublée pour avoir levé des impôts non consentis par les États et entretenu des armées permanentes. L'évidente nécessité des temps ne suffit pas pour le rassurer sur la légitimité de ces actes, que tout le moyen âge regardait comme attentatoires aux principes du droit chrétien.

Une conséquence non moins importante de la transformation de l'Europe par les races qu'on est convenu d'appeler barbares fut sa division en un certain nombre d'États fortement constitués, et dont les rivalités ont fait avorter tous les rêves de monarchie universelle. M. Gervinus a comparé avec beaucoup de raison la constitution de l'Europe chrétienne à ce damier de petits États que nous présente la Grèce antique, petits États dont les alliances changeaient sans cesse et parmi lesquels ne purent jamais se former que des hégémonies passagères. L'uniformité, c'est le despotisme, et réciproquement le despotisme complet et durable n'est possible qu'avec la monarchie universelle, la république chrétienne ne pouvant souffrir qu'un de ses

membres déroge complètement aux lois de l'ensemble. La division de l'Europe est ainsi devenue la garantie de sa liberté : c'est cette division qui a rendu possible la Réforme, la Philosophie ; c'est elle qui brisera toutes les tyrannies à la façon antique, et préservera le monde moderne de l'inévitable ruine réservée aux sociétés qui n'ont pas de contrepoids.

Toute la supériorité des États modernes, tous les motifs d'espérer en leur avenir, se résument, selon moi, en ces deux points : 1<sup>o</sup> une Europe divisée, et arrivée à un état d'équilibre stable ; 2<sup>o</sup> une organisation de la royauté qui maintient le pouvoir exécutif hors de toute compétition, arrête les ambitions déréglées, écarte à la fois les tyrannies momentanées des pays républicains (tels que la Grèce, l'Italie du moyen âge), et le césarisme prétorien de l'époque romaine. Le roi n'empêche aucun développement légitime de l'activité humaine. Non seulement il ne peut rien sur la propriété privée, mais ce n'est que par un abus des temps barbares qu'il s'occupe de la religion ; le peu de tolérance que connut le moyen âge fut, en somme, un bienfait de la royauté. Ce dépôt de la continuité d'une nation fait une fois pour toutes entre les mains d'une famille en quelque sorte séquestrée au profit de la communauté, cette façon de retirer la souveraineté au peuple pour l'hypothéquer sur un domaine spécial, sont assurément l'inverse de la théorie rationnelle de l'organisation des sociétés. Il en sortit néanmoins des États d'une solidité merveilleuse. Tandis que le tyran antique succombe à la première faute ou au premier revers, le roi de France pouvait être un homme aussi méprisable que le fut Louis XV, il pouvait être réduit à une détresse aussi profonde que le fut celle de Charles VII, sans que personne doutât de son droit, de sa fortune et de la mission qu'il remplissait.

L'Angleterre seule, je le sais, a pleinement développé le type de gouvernement que nous venons d'esquisser ; c'est à seulement que la féodalité a porté son fruit, qui est le régime parlementaire et la division du pouvoir. Le roi de France, depuis Philippe le Bel, en s'appuyant de préférence sur les jurisconsultes, représentants du principe romain, fait une guerre acharnée aux souverainetés locales, aux

libertés provinciales, et cherche à établir un genre de souveraineté fort différente de celle de saint Louis. Au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, la Renaissance amène en politique comme en toute chose un retour encore bien plus caractérisé vers les idées de l'antiquité. Les publicistes de cette époque, Italiens pour la plupart ou subissant l'influence de l'Italie, reprennent, soit sous forme républicaine, soit sous forme absolutiste, les principes de l'État à la manière grecque ou romaine : les uns rêvent des utopies démocratiques fondées sur une conception abstraite de l'homme ; les autres, vrais corrupteurs des princes, se font les fauteurs de la grande idolâtrie de leur temps, je veux dire de l'adoration sans réserve des souverains puissants. La France en particulier, suivant son goût pour l'uniformité et cette tendance théocratique que le catholicisme porte en lui, arrive à réaliser le phénomène le plus étrange des temps modernes, cette monarchie de Louis XIV, sorte d'imitation d'un idéal sassanide ou mongol, qui doit être tenue pour un fait contre nature dans l'Europe chrétienne. Le moyen âge l'eût excommunié, ce despote de l'Orient, ce roi antichrétien, qui se proclamait le seul propriétaire de son royaume, disposait des âmes comme des corps, et anéantissait tous les droits devant l'orgueil sans bornes que lui inspirait le sentiment de son identification avec l'État.

Mais, une fois la notion de l'État déchaînée, on ne compte plus avec elle. L'aberration de Louis XIV entraîne comme conséquence immédiate la Révolution française. La pure conception de l'antiquité reprend le dessus. L'État redevient souverain absolu. On se laisse aller à croire qu'une nation doit être heureuse, pourvu qu'elle ait un bon code. On veut avant tout fonder un État juste, et l'on ne s'aperçoit pas que l'on brise la liberté, que l'on fait une révolution sociale et non une révolution politique, que l'on pose la base d'un despotisme semblable à celui des césars de l'ancienne Rome. Le monde moderne revenait aux errements antiques, et la liberté était perdue pour toujours, si le mouvement qui entraînait la France vers la conception despotique de l'État fût devenu universel. Mais la Révolution française ne fut pas un fait général : elle créa à la France

une situation fatalement hostile à l'égard des autres puissances de l'Europe. Les pays où dominait l'élément germanique, et auxquels le régime administratif et militaire de la France était insupportable, opérèrent une vigoureuse réaction. En revendiquant leur indépendance, ils ramenèrent la France à la pure notion de la royauté, dont elle s'était écartée depuis des siècles, et qui, il faut le dire, n'était nullement en accord avec quelques-uns de ses instincts les plus secrets.

Voilà les origines de la Restauration, et dans ces origines on aperçoit sans peine le principe de ses défauts et de ses avantages. Elle fut un retour vers le régime qui convient le mieux aux États européens, mais un retour inintelligent et antipathique à la France, toujours dominée par ses idées de souveraineté du peuple, par ses goûts militaires. Elle fut un gouvernement civil et à beaucoup d'égards libéral, mais malgré elle et malgré la France. Elle n'eut rien de militaire ; elle fut le résultat d'une pression de l'étranger légitime en son principe, puisque la république européenne possède, comme les États-Unis d'Amérique, quoique à un moindre degré, le droit d'amphictyonie ; mais elle ne vit pas que, quand l'âge des entreprises héroïques est passé pour un grand pays, il n'y a qu'un moyen de le consoler du veuvage de la gloire, c'est la noble activité du dedans, les luttes de la tribune, les controverses religieuses, les sectes littéraires, l'éveil des esprits. Elle ne pouvait vivre sans la Charte, car, ainsi que le dit fort bien M. Guizot, « pour la maison de Bourbon et ses partisans, le pouvoir absolu est impossible : avec eux, la France a besoin d'être libre ; elle n'accepte leur gouvernement qu'en y portant elle-même l'œil et la main ». Malheureusement, ni Louis XVIII ni ceux qui l'entouraient ne comprirent bien la nature de ce grand pacte ; « la Charte se présenta comme une pure concession royale, au lieu de se proclamer ce qu'elle était réellement, un traité de paix après une longue guerre, une série d'articles nouveaux ajoutés d'un commun accord au pacte d'ancienne union entre la nation et le roi ».

C'est surtout dans la classe qui entourait le trône que l'erreur était profonde et que toute notion vraie des condi-



tions de la royauté tempérée fut méconnue. Il est de l'essence des États modernes, sortis de la féodalité, de posséder une aristocratie, reste des familles autrefois souveraines, dont le rôle consiste à limiter la royauté et à empêcher le développement exagéré de l'idée de l'État. La noblesse française a toujours manqué à cette vocation. Brillante et légère, on la voit, depuis le *xiv<sup>e</sup>* siècle, mettre sa gloire à paraître avec éclat à la cour ; « servir le roi » fut toujours pour elle le devoir suprême : erreur énorme qui a faussé notre histoire et a été le principe de nos malheurs ! S'il ne s'agit que de « servir », il n'est pas besoin de nobles pour cela. Louis XI y employait des valets, les despotes d'Orient y emploient des esclaves ; voilà qui est conséquent. L'aristocratie est une condition de liberté, parce qu'elle donne aux rois des serviteurs d'office, et que l'indépendance du caractère, la plus solide de toutes, étant rare, il est bon qu'il y ait des indépendances de position, afin que tous ceux qui arrivent aux places élevées ne soient pas obligés de suivre ces voies pénibles où chacun laisse une partie de sa fierté, quand il n'y laisse pas une partie de son honneur. Mais, si les serviteurs-nés du roi sont eux-mêmes les instruments les plus dévoués du pouvoir absolu, on conçoit qu'à l'avilissement inséparable du despotisme se joindra dans toute sa force l'odieux du privilège. L'Orient est gouverné par des domestiques, mais du moins ces domestiques ne forment pas une caste à part. L'importance exagérée de la cour dans l'ancienne France amena une véritable perversion des idées. Versailles fut pour la noblesse le tombeau de toute vertu. Ainsi l'on peut dire sans injustice que la noblesse a été le vrai coupable de notre histoire : elle n'a point fondé la liberté ; par son manque d'aptitude pour les affaires et son impertinence envers le tiers état, elle a rendu impossibles ou inféconds les États généraux, d'où, selon les vraies analogies de l'histoire moderne, aurait dû sortir le régime constitutionnel de notre pays. Elle laissa le rôle de l'opposition aux parlements, dont la nature n'était nullement politique, et dont l'intervention dans les affaires de l'État fut en général gauche, peu éclairée et dénuée de toute légitimité.

A quelques belles exceptions près, la noblesse de la Restauration ne fut pas plus sage que celle de l'ancien régime. Loin qu'elle ait aidé au développement d'une vie parlementaire où elle aurait eu le plus beau rôle, par un étrange renversement on la vit, plus royaliste que le roi, nier ou atténuer de toutes ses forces les conséquences libérales de la Charte. Tels étaient son ignorance en fait d'histoire générale et son aveuglement sur ses véritables devoirs, que la plupart de ses membres s'imaginaient que la mission naturelle d'une noblesse est de soutenir le pouvoir absolu. Ils préféraient une servitude dont ils étaient les agents à des libertés qu'ils auraient partagées avec les autres ordres de la nation. Le droit d'humilier la bourgeoisie fut presque le seul auquel ils semblèrent tenir. Leur alliance avec le clergé, assez légitime à l'époque où le haut clergé de France était en quelque sorte, par la façon dont les bénéfices se distribuaient, un membre de la noblesse, devenait un non-sens depuis que le clergé avait perdu tout caractère politique et avait commencé à se recruter dans les classes populaires. La déplorable tradition du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, Louis XIV et sa splendeur mensongère donnaient le vertige à tout le monde. On voulait être de la religion du roi, sans songer que, si le roi est libre d'avoir telle opinion qu'il lui convient en religion et en littérature, son action dans ces sortes de choses doit se borner à ce qui convient au premier particulier du royaume et ne dépasser en rien les limites d'une propagande toute privée.

La noblesse, je le sais, n'était pas seule coupable de ces réminiscences du passé qui troublaient si profondément l'établissement d'un ordre nouveau. La nation suivait sa tendance, qui est de préférer la bonne administration et l'égalité sociale à la liberté. Les questions de classes, toujours si fatales aux questions politiques, prenaient une importance exagérée. Le vrai libéral s'inquiète assez peu qu'il y ait au-dessus de lui une aristocratie, même dédaigneuse, pourvu que cette aristocratie le laisse travailler sans obstacle à ce qu'il envisage comme son droit. A ses yeux, il n'y a qu'une égalité solide, l'égalité devant le devoir, l'homme de génie, le noble, le paysan, se relevant par une



seule et même chose, qui est la vertu. Les libéraux du temps de la Restauration étaient loin de comprendre cette abnégation. De là des alliances fâcheuses avec les partisans des régimes déchus, parmi lesquels la nouvelle jeunesse devait trouver, j'imagine, bien peu de distinction et d'esprit. M. Béranger surtout créa une très perfide combinaison, où l'esprit bourgeois, le matérialisme grossier, le goût du despotisme, pourvu qu'il se colore d'apparences nationales, se donnaient la main. Ce qu'il y eut de plus regrettable, c'est qu'au lieu de lutter contre la royauté en se servant des armes légales, les mécontents cherchaient par des conspirations à renverser l'ordre établi. Ces attaques contre le principe du gouvernement amenèrent le gouvernement de son côté à commettre une erreur grave. Il confondit la répression des actes séditeux, qui n'a en soi rien d'illibéral, avec les lois destructives de la liberté, lois toujours funestes et injustes, puisqu'elles n'atteignent guère les vrais coupables, et que, pour prévenir la faute de quelques-uns, elles portent atteinte aux droits de tous.

Cette disposition acariâtre de la nation fut, il faut l'avouer, la cause de plusieurs des fautes dont on a fait peser la responsabilité sur le gouvernement de la Restauration. Le peu de capacité de quelques-uns des hommes qu'elle mit à la tête des affaires ne fut un mal que par suite de l'esprit administratif de la France, et parce qu'on s'est habitué dans notre pays à demander aux gouvernements plus qu'ils ne peuvent donner. Je ne verrais pour ma part aucun inconvénient à ce que les positions élevées de l'État fussent occupées par des gentilshommes bien élevés et assez superficiels, mais à une condition, c'est qu'ils ne s'occupent de leurs fonctions que d'une manière sommaire. S'il se laisse simplement guider par son instinct général d'homme du monde, le gentilhomme attendera moins à la liberté que l'administrateur de profession ou le parvenu ; mais il est clair que, si le gentilhomme descend à de mesquines tracasseries et veut imposer ses préjugés à tous, il reste fort au-dessous de l'administrateur, qui, à côté de ses petitesesses, a du moins de l'aptitude et du sérieux. Ni le gouvernement ni l'opinion ne comprirent

ces nuances. Les libéraux partaient de l'idée fort répandue parmi nous que les places sont dues au mérite, et que l'homme de talent a une sorte de droit naturel à être fonctionnaire de son pays, tandis qu'en réalité l'homme de talent n'a qu'un droit (et ce droit lui est commun avec tous), c'est de se développer librement, c'est-à-dire de ne pas trouver dans le gouvernement un rival jaloux qui l'opprime ou lui fasse une concurrence déloyale. Le gouvernement, d'un autre côté, avait la folle prétention de former les esprits à son image. Pourquoi l'inoffensif Charles X, qui, il y a trois ou quatre siècles, eût été ce qu'on appelait un « bon roi », devint-il si impopulaire ? Pourquoi ses petits défauts, sa dévotion étroite, sa frivolité, son goût un peu puéril de l'étiquette, sa tendance à s'entourer d'esprits légers, devinrent-ils des malheurs publics ? Hélas ! c'est qu'on lui demandait d'accomplir une tâche supérieure aux forces d'un homme de génie, je veux dire d'administrer trente millions de citoyens pour leur plus grand bien. M. de Polignac était assurément le dernier des hommes auxquels il fallait songer pour résoudre un tel problème. Si l'on fait du gouvernement une question de direction universelle de l'esprit de la nation, il faut être conséquent et observer le système chinois jusqu'au bout ; il faut, dis-je, qu'on arrive à être préfet et ministre au concours et au moyen d'un système d'examen. Il y a une flagrante contradiction à vouloir qu'un gouvernement de gentilshommes, étrangers par leur état à toute connaissance spéciale, soit en même temps un gouvernement d'administrateurs et de mandarins.

Telle est, selon moi, l'explication de cette époque singulière, digne à la fois de tant d'éloges et d'un blâme si sévère. Elle manqua à son devoir essentiel, qui était de fonder la liberté. La Restauration oublia que, n'étant pas nationale, elle était obligée d'être libérale ; mais elle eut le bonheur d'être faible. Le fond d'honnêteté qui était dans sa nature lui interdit cette tyrannie savante qui, arrêtant jusqu'à la possibilité d'une opposition, n'a pas besoin de recourir à des actes de violence. Elle fut loyale envers ses ennemis, en ce sens qu'elle les combattit, souvent les

écrasa de son poids, mais jamais ne les prévint en les désarmant. La plus grande gloire des gouvernements est dans ce qu'ils laissent faire. Dure et parfois odieuse dans le détail de ses actes, la Restauration se fera absoudre de l'avenir, grâce à cette pléiade d'hommes distingués qui se développèrent sans elle et malgré elle, mais dont elle ne fut ni assez forte ni assez adroite pour arrêter le développement. On oubliera la commune antipathie qu'ils lui portèrent pour lui être reconnaissant de ce qu'elle ne les a pas étouffés. Par une étrange fortune, elle sera félicitée d'avoir laissé grandir ses ennemis, et elle bénéficiera de ce qu'elle n'a pu empêcher.

Telle est aussi l'origine de la position singulière du parti légitimiste et de la contradiction étrange en vertu de laquelle ce parti représente à la fois parmi nous ce qu'il y a de plus excellent et de plus regrettable : d'un côté, la résistance à la brutalité des faits au nom d'un principe, l'attachement désintéressé à une abstraction en apparence stérile ; de l'autre, l'inanité de vues et d'idées, le refus systématique de se prêter aux résultats les plus acquis de l'esprit moderne. Je me hâte de le dire, quiconque est fidèle à son opinion rend un service à l'espèce humaine en préservant le monde de cette légèreté, pire que la barbarie, qui le livre au caprice de tous les vents. Rien ne vaut le légitimiste sincère, maintenant contre toute espérance, et en apparence contre toute raison, son culte obstiné du droit antique ; mais, si cette obstination n'est que la persévérance dans une erreur historique, si c'est au despotisme et non au roi que l'on est fidèle, à tel point que la seule apparence du pouvoir absolu suffise pour opérer des conversions qu'on avait déclaré ne pouvoir faire sur l'autel de la liberté, le parti légitimiste est sans contredit le plus grand obstacle aux destinées de notre pays. Certes, il serait mieux qu'une nation poussât la patience et la raison jusqu'à supporter pour l'amour pur du droit les plus pénibles épreuves ; mais un tel héroïsme sera toujours rare : notre pays en particulier ne comprend guère qu'il est bon parfois de sacrifier l'esprit à la lettre, et qu'il vaut mieux pour un malade se guérir lentement et péniblement selon

les principes que de dissimuler le mal par les procédés d'un empirisme trompeur.

## II

La résistance au coup d'État de Juillet fut, au point de vue du droit constitutionnel, d'une parfaite légitimité. Les ordonnances portaient atteinte au pacte fondamental de l'État. L'esprit étroit et subtil du roi Charles X et de ses conseillers peut seul voir dans l'article 14 un prétexte pour une telle mesure. Jamais on ne doit supposer qu'un pacte a été rédigé de façon à le rendre illusoire. Or il en aurait été ainsi si l'auteur de la Charte y avait inséré un article qui eût permis, en pleine paix et sans provocation de la part de la nation, de suspendre la Charte elle-même. Le roi et ses conseillers en avaient si bien la conscience qu'ils se préparèrent à cet acte déplorable comme on se prépare à un attentat. Ils se crurent obligés d'appeler, pour l'exécuter, des survivants d'un autre monde, des hommes amnistiés d'avance par leur imprévoyance et leur légèreté. On cachait à peine, dans le parti fanatique, les efforts que l'on faisait pour s'aveugler et s'exciter à l'audace (1). « Ce qu'on appelle coup d'État, disaient les organes avoués du cabinet, est quelque chose de social et de régulier, lorsque le roi agit dans l'intérêt général du peuple, agit-il même en apparence contre les lois. » §

La situation de Charles X était donc celle d'un roi du moyen âge, violant les lois de son royaume, spoliant ses grands vassaux, abolissant les droits des bonnes villes, d'un Jean sans Terre, par exemple, déchirant la Grande Charte qu'il avait donnée. Tous les casuistes du moyen âge sont d'accord pour déclarer que dès lors la résistance est légitime, puisqu'en violant le pacte le roi cesse d'être roi et n'est plus qu'un tyran. « Dans ce cas, dit énergique-

(1) Guizot, *Mémoires*..., I, 351.

ment saint Thomas, c'est le tyran qui est le séditieux (1). »

Mais, si la résistance était légitime, jusqu'à quel point convenait-il de la pousser ? Au fond, la situation n'était pas aussi nouvelle qu'on le croit d'ordinaire. « Plus d'une fois, dit M. Guizot, les nations ont eu à lutter, non seulement par les lois, mais par la force, pour maintenir ou recouvrer leurs droits. En Allemagne, en Espagne, en Angleterre, avant le règne de Charles I<sup>er</sup>, en France jusque dans le xvii<sup>e</sup> siècle, les corps politiques et le peuple ont souvent résisté au roi, même par les armes, sans se croire en nécessité ni en droit de changer la dynastie de leurs princes ou la forme de leur gouvernement. La résistance, l'insurrection même avaient, soit dans l'état social, soit dans la conscience et le bon sens des hommes, leur frein et leurs limites ; on ne jouait pas à tout propos le sort de la société tout entière. Aujourd'hui et parmi nous, de toutes les grandes luttes politiques, on fait des questions de vie et de mort ; peuples et partis, dans leurs aveugles emportements, se précipitent tout à coup aux dernières extrémités ; la résistance se transforme soudain en insurrection et l'insurrection en révolution. Tout orage devient déluge. »

En d'autres termes, la lutte aurait dû être une résistance, non une révolution. Certes, il est difficile à distance de tracer des bornes à ces hardis élans d'un peuple auquel le pouvoir a donné lui-même, en violant la loi, le signal de l'anarchie ; mais l'arbitraire des révolutions est aussi fatal que celui des rois, les actes du peuple soulevé comme ceux des gouvernements doivent être soumis à un sévère examen. Le premier moment où il semble que la résistance aurait dû s'arrêter fut celui où M. de Sussy, le 30 juillet, porta de Saint-Cloud à la Chambre le retrait des ordonnances et la composition d'un nouveau cabinet. Plusieurs fois les Anglais ont ainsi admis à résipiscence leurs rois délinquants, et s'en sont bien trouvés. Il serait important qu'on pût se rendre compte de ce qui se passa à cette heure décisive. Malheureusement, les procès-verbaux de

(1) *Perturbatio hujus regimnis (tyrannici) non habet rationem seditionis... Magis autem tyrannus seditiosus est* (Summa, II<sup>a</sup> II<sup>ae</sup>, q. XLII art. 2).



la réunion sont fort incomplets et n'ont pas de caractère officiel. Ils laissent voir que la défiance de la Chambre pour ces concessions reposait sur des motifs fort graves. Le récit de M. Guizot (1), confirmé par divers témoignages, montre aussi que le roi, en retirant son imprudente provocation, n'agissait pas avec une parfaite droiture. Il est donc difficile de blâmer les précautions que prit la Chambre en cette circonstance. Un roi qui recule dans un coup d'État qu'il a tenté doit subir la peine des rois, qui est l'abdication. Le roi, en rompant le pacte fondamental, avait remis la décision de la question à la force ; il avait lancé ses soldats dans la rue ; c'était un duel où le vainqueur restait maître de pousser sa victoire jusqu'au point où il le jugeait nécessaire pour sa sûreté.

Mais, après l'abdication de Charles X et la claire désignation d'un successeur contre lequel il n'existait aucun motif avoué de répulsion, la continuation du divorce avec la branche aînée était-elle légitime et opportune ? Je ne le pense pas. Une longue régence commençant par le triomphe des idées libérales offrait, pour fonder le régime parlementaire, une de ces occasions comme il s'en présente bien peu dans la destinée des nations. Les Anglais, en reléguant dans l'île de Wight leur roi parjure Jean sans Terre, eurent bien soin de prendre pour son successeur son fils mineur Henri III. A part un petit nombre de sages, dont la conscience me semble devoir être merveilleusement tranquille (2), tous cédèrent à une erreur fort commune en notre pays, je veux dire à une préoccupation exagérée des qualités personnelles du chef de l'État. Égarée par une décevante analogie, qui fait répéter à beaucoup de personnes que la France n'a été grande que sous les grands souverains, l'opinion publique parmi nous se laisse volontiers aller à croire que, tant vaut le roi, tant vaut la nation. Les minorités, les régence, moments si excellents pour le

(1) Guizot, *Mémoires...*, II, 8-9.

(2) Le procès-verbal de la séance du 30 juillet ne mentionne qu'une seule protestation en ce sens. « M. Villemain déclare qu'en descendant dans sa conscience il n'y trouve pas la conviction que le droit de changer de dynastie lui ait été confié par ses commettants. »



développement du régime constitutionnel, sont en France des moments désastreux. Nous voulons un roi qui nous gouverne. De ce que telle famille nous paraît plus digne de régner, nous concluons que c'est elle qui est légitime, comme si le pouvoir était une récompense ou le prix d'un concours. Nous ne songeons pas qu'une race mûrie par le temps, nourrie dans la pensée de ses honneurs traditionnels, préservée par le sentiment de sa majesté, des inquiétudes auxquelles les dynasties nouvelles peuvent difficilement se soustraire, vaut mieux pour séquestrer le pouvoir qu'une race jeune, active, obligée de se faire sa place dans le monde. Nous oublions que la royauté est un dépôt qui doit être transmis, comme toute chose héréditaire, par le fait de la naissance, que c'est là une simple question d'état civil, non de mérite, et que faire intervenir, quand il s'agit de la succession au trône, les questions de popularité et de capacité, c'est attribuer à la personne du roi une importance qu'elle ne doit avoir que dans les monarchies absolues.

A Dieu ne plaise que je me fasse le complice de ce triste parti légitimiste qui a eu le privilège de rendre la légalité odieuse, et auquel on ne peut donner la main qu'après avoir déclaré qu'on le prend pour autre chose que ce qu'il croit être ! Je ne méconnaiss pas les réserves imposées au théoricien quand il s'agit d'un temps où, par la faute des gouvernants et des gouvernés, la révolution a semblé déjouer à plaisir les solutions les mieux concertées. Il ne s'agit ici que de regrets, et certes un tel sentiment est bien permis en présence du divorce fatal qui a fait du droit une utopie et a réduit les sages eux-mêmes à vivre d'expédients. La responsabilité de cette fatale alternative doit peser avant tout sur le pouvoir qui l'avait amenée. L'opposition libérale, d'un autre côté, méconnaissait quelques-unes des conditions de la royauté moderne. Elle renfermait dans son sein des éléments fort divers, de vieux militaires incapables d'idées politiques, des sectaires, des badauds. Le peuple, à la courageuse intervention duquel on avait dû avoir recours, était bien incapable de ce degré d'abnégation raffinée qui fait que le philosophe préfère le droit abstrait,

même quand il a les plus fâcheuses conséquences, à la révolution qui accomplit sur-le-champ ses désirs. La moyenne de l'opinion était trop superficielle pour sacrifier à des vérités métaphysiques le bien palpable du moment, et pour résister à l'empressement, en apparence si légitime, de faire ce qu'on croit le meilleur. Que de leçons il faut pour qu'un pays arrive à comprendre que les principes généraux sont seuls à longue portée, et que sans eux les combinaisons les plus ingénieuses sont au fond aventure et hasard !

On voit tout d'abord les graves conséquences que la dérogation aux lois d'hérédité commise par la Révolution de Juillet fit peser sur la dynastie qui sortit de cette révolution. Le roi Louis-Philippe, malgré ses rares qualités, son admirable bon sens, sa haute et philosophique humanité, eut constamment à lutter contre la position délicate que lui créaient ses origines. Flottant entre le roi élu et le roi légitime, il se vit entraîné à des démarches indécises, dont sa dignité souffrit. Je ne dirai pas qu'il manqua à ses promesses : il n'en avait pas fait ; mais on peut dire que la situation les avait faites pour lui. Il est certain qu'il se prêta d'abord à l'idée d'une origine toute populaire ; il vit bien ensuite la contradiction radicale impliquée dans l'idée d'un roi élu, et il se rattacha à une autre théorie. Il y avait là, cependant, une infidélité réelle au principe qui l'avait fait roi. Fonder une dynastie, c'est abstraire une famille pour l'opposer à la nation comme une force indépendante, mais limitée. La royauté ne sort pas d'un hôtel de ville. Ceux qu'on a appelés « camarades » et « chers compatriotes » ne deviennent jamais des sujets. On reçoit le roi du dehors, on ne le fait pas. Le prince éclairé et habile que les accidents de nos révolutions bien plus que son propre choix avaient chargé d'une si lourde tâche ne sortit jamais de ce dilemme fatal : faible quand il était fidèle à ses origines, blessant quand il ne l'était pas, il se laissait arracher comme des concessions les actes que l'opinion dont il avait reçu l'investiture réclamait comme des droits, et il n'en recueillait pas le bénéfice, car on sentait trop bien qu'il se trouvait humilié comme roi légitime

des déférences auxquelles il se prêtait comme roi élu.

L'esprit français fut, à vrai dire, le premier coupable dans cette tentative imprudente, qui, sous prétexte de rendre la royauté populaire, lui enlevait en réalité son caractère libéral. Un des défauts de la France, c'est de vouloir que ses souverains soient en rapports intimes avec elle. Elle aime à toucher ceux qui la conduisent ; elle veut sentir en eux une personne, et n'est pas blessée de ce genre de familiarité du supérieur envers l'inférieur qui ressemble si fort à de l'impertinence. Le roi conçu comme une sorte de personne neutre à qui l'on impose d'abdiquer sa personnalité pour le bien de tous est la chose du monde qui est chez nous le moins comprise. On voit sans peine combien une telle disposition d'esprit est peu favorable au régime constitutionnel. Je ne connais pas un seul roi d'Angleterre qui, d'après cette manière de juger, eût été apprécié en France. La royauté constitutionnelle, en effet, n'est pas une position bien faite pour développer de grands talents et acquérir un renom brillant. Un des avantages de cette royauté, c'est précisément qu'elle est peu enviable. Le souverain y est le personnage sacrifié ; il n'agit pas, n'écrit pas, n'a pas de *cursus honorum* régulier, pas de carrière. Les qualités qu'il doit posséder sont de celles que les sages prisent par-dessus tout, mais que la foule ne peut apprécier. Un grand ambitieux, dans un tel état de choses, désirera bien plutôt d'être ministre que d'être roi. Le roi républicain, sorte de chef du peuple armé, que rêva M. de La Fayette, n'a rien de commun avec cette noble et pacifique image du roi antique, qui, si elle eût osé se montrer sur les barricades, eût semblé, j'imagine, une apparition des temps féodaux.

De tous ceux qui essayèrent de donner la théorie d'une situation dont le malheur était précisément d'être en dehors des théories, M. Guizot fut sans contredit celui qui déploya le plus d'ingénieuse perspicacité. Son système devint peu à peu celui du roi lui-même. « Le roi démêla sur-le-champ, dit M. Guizot, que ma façon de comprendre et de présenter la révolution qui venait de le mettre sur le trône était la plus monarchique et la plus propre à fonder un gouvernement. Il ne l'adopta point ouvertement ni pleinement : il

avait, pour agir ainsi, trop de gens à ménager ; mais il me témoignait son estime, et me donnait clairement à entendre que nous nous entendions. » D'après cette théorie, le roi Louis-Philippe eut tort d'aller à l'Hôtel de Ville chercher une consécration populaire : personne ne l'avait fait roi, et il ne devait de reconnaissance à personne ; il héritait directement du titre de la Restauration, et devait en continuer les traditions. « Amenés par la violence, dit M. Guizot, à rompre violemment avec la branche aînée de notre maison royale, nous en appelions à la branche cadette pour maintenir la monarchie en défendant nos libertés. Nous ne choisissons point un roi ; nous traitons avec un prince que nous trouvions à côté du trône, et qui pouvait seul, en y montant, garantir notre droit public et nous garantir des révolutions. L'appel au suffrage populaire eût donné à la monarchie réformée précisément le caractère que nous avons à cœur d'en écarter ; il eût mis l'élection à la place de la nécessité et du contrat... J'étais toujours tenté de sourire quand j'entendais dire du roi Louis-Philippe « le roi de notre choix », comme si, en 1830, nous avions eu à choisir, et si M. le duc d'Orléans n'avait pas été l'homme unique et nécessaire... Je montrai dans M. le duc d'Orléans ce qu'il était en effet, un prince du sang royal heureusement trouvé près du trône brisé, et que la nécessité avait fait roi. »

M. Guizot a parfaitement raison de repousser l'élection et l'appel au suffrage populaire comme moyen de fonder la royauté ; ce qui sort du suffrage populaire s'appelle d'un tout autre nom. Le chef élu ou représentant la souveraineté du peuple sera toujours trop fort pour accepter le rôle modeste de la royauté tempérée. M. de La Fayette, en prenant sa noble accolade pour une investiture, se trompait aussi gravement que le Sénat de 1814, imbu des idées de l'école impériale, en déclarant Louis XVIII rappelé par le « vœu de la nation ». Une seule chose désigne le roi, c'est la naissance : le mérite et le vœu du peuple sont pour cela de faibles fondements. Une seule chose l'investit de sa prérogative, c'est son avènement, impliquant la reconnaissance des droits constitutionnels de la nation. Mais qui ne voit que, pour rester conséquent à une telle manière de concevoir



la royauté, il n'était pas permis de transiger avec l'hérédité ? Le parti légitimiste, auquel M. Guizot me semble en général attribuer trop peu d'importance historique, resta comme une protestation fatale qui pesa à son jour d'un poids décisif. L'appel au peuple changea de mains, et devint l'arme de ceux qui ne jugèrent pas que leur volonté eût été exactement interprétée.

Pour justifier l'acte hardi par lequel les droits de la branche aînée de la maison de Bourbon furent transférés à la branche cadette, M. Guizot invoque la nécessité. Cette nécessité était réelle, et elle suffit amplement pour absoudre ceux qui s'y soumirent ; mais un tel principe impliquait de graves conséquences. La racine de toutes les perturbations dynastiques est la nécessité. L'avantage de la royauté héréditaire est précisément d'écarter ces dangereuses conjonctures où un homme peut se présenter comme seul capable de sauver le pays. Si c'est par condescendance pour la révolution triomphante et par égard pour l'opinion que l'on se crut obligé à une dérogation aux lois fondamentales de l'État, ne sent-on pas quel principe de caducité on introduisait par là dans le régime nouveau ?... Et qu'on ne dise pas que ce sont là des théories spéculatives, bonnes pour les casuistes de la politique, théories que l'homme d'action, uniquement attentif aux besoins du moment, doit dédaigner. Les principes abstraits, en apparence sans application dans le monde, sont au fond les plus grandes réalités, puisqu'ils renferment la logique et la raison des faits. Le temps, je le sais, a des remèdes pour toutes les blessures : le droit a commencé par être le fait, et, dans un pays où les événements auraient été moins assujettis que dans le nôtre à une rigoureuse conséquence, il n'est pas douteux que le régime le plus désirable eût été consacré par la durée, marque assurée du vœu national. La durée malheureusement a bien des caprices. Une modération exemplaire, des prodiges d'habileté, de nobles dévouements ne purent sauver un gouvernement sans reproche légal, qui se débattait contre un mal dont il n'était pas coupable. Son honnêteté même ne fut qu'une cause de faiblesse de plus dans une situation qui ne pouvait être sauvée



que par l'audace. La plus grande faute que puissent commettre les personnes réservées est de se mettre dans des positions où il faut pour réussir des défauts qu'elles n'ont pas. Si Louis-Philippe eût été un tyran, il eût duré peut-être. Honnête comme il l'était, il crut devoir se retirer devant la manifestation même la plus équivoque de la volonté nationale : fatale situation des peuples qui mettent en question leur dynastie, ou plutôt crime des dynasties qui forcent les nations à douter d'elles ! L'avènement d'un prince qui, à beaucoup d'égards, ne peut être comparé qu'à l'exemplaire Charles V, inaugura dans les questions de droit constitutionnel le dangereux régime de l'à peu près, déchira le pacte d'unité de la nation, accoutuma les Français à répondre par un sourire superficiel quand on leur parle de questions de principes, et enracina cette opinion que les chartes, les traités, les constitutions, tous les serments en un mot, ne sont bons à respecter que tant qu'on n'est pas assez fort pour les violer.

### III

Avec cette blessure au cœur, comment le gouvernement du roi Louis-Philippe fit-il face aux difficultés nombreuses qui l'assaillirent dès les premiers jours ? C'est ce qu'il importe maintenant de rechercher. Disons-le bien haut, pour ne pas être injuste envers une famille accomplie et des hommes éminents, ce gouvernement a donné à la France les dix-huit meilleures années que notre pays et peut-être l'humanité aient jamais traversées. C'est assez pour le défendre contre ceux qui ont intérêt à croire qu'il ne fut que faible et bas ; ce n'est pas assez pour le philosophe qui, envisageant sur une longue échelle la portée des événements, s'est habitué à ne juger les faits de l'histoire que d'après leur influence définitive sur les progrès de la moralité humaine et de la civilisation.

Fidèle à sa théorie sur l'origine des droits du roi Louis-

Philippe, M. Guizot résume en un mot la façon dont il comprenait les devoirs du gouvernement sorti de la Révolution de Juillet : deux partis se disputaient la direction du pays, le parti du mouvement (que M. Guizot appelle ailleurs celui du laisser-aller) et celui de la résistance ; le second parti devait être celui du roi et de ses ministres. En mettant en pratique cette théorie, M. Guizot ne faisait que suivre la ligne qu'il avait toujours préférée. Le 23 novembre 1829, M. de La Fayette écrivait à M. Dupont (de l'Eure) : « M. Guizot est plus monarchique et moins démocrate, je pense, que vous et moi, mais il aime la liberté. Il sait beaucoup, s'exprime avec talent ; il a de l'élévation, du caractère et de la probité. Avec une administration doctrinaire, il s'arrêterait en deçà de nous ; jusque-là, tous les projets ministériels trouveront en lui un habile contrôleur dans le sens libéral (1). » Il fut après la Révolution de Juillet ce qu'il s'annonçait auparavant, et, comme l'opinion obéissait alors à des empressements souvent désordonnés, il pensa qu'en général le devoir de l'homme d'État devait être de résister à l'opinion.

Je ne veux point faire en détail la critique d'une conduite que d'impérieuses fatalités dominaient. J'avoue cependant que la formule que l'habile théoricien de la Révolution de Juillet assigne à la politique de la dynastie nouvelle me paraît impliquer une certaine confusion d'idées. La tendance à beaucoup gouverner et la révolution ne sont pas deux choses contraires ; elles vont souvent de pair : c'est la liberté qui est l'opposé de l'une et de l'autre. Certes le laisser-aller est toujours mauvais. Ce qui est désordre, violence, attentat au droit d'autrui, doit être réprimé sans pitié. Les délits contre les personnes et les propriétés ne sont pas plus permis en un temps qu'en un autre. Le sang versé pour empêcher la plus inoffensive illégalité n'est pas à regretter. De là pourtant à ce principe général de résistance à l'opinion, que M. Guizot semble donner par moments comme l'abrégé de sa politique, il y a loin. Un gouvernement ne doit ni résister systématiquement à l'opinion

(1) *Mémoires, Correspondance et Manuscrits du général La Fayette*, publiés par sa famille, Paris, 1837-1838, t. VI, p. 341.

ni la suivre aveuglément ; il doit protéger les droits et la liberté de tous. Je ne comprends pas que l'on consente à s'appeler parti du mouvement ou parti de la résistance ; ces deux mots doivent être écartés. Parlez-nous de droits et de liberté, et il n'y aura plus d'équivoque, car devant ces mots-là les idées de résistance et de révolution disparaissent, ou du moins perdent leur sens odieux et subversif.

Certes il est des cas où le gouvernement a le droit et le devoir de résister à l'opinion, même quand il n'est pas douteux que cette opinion est celle de la majorité. C'est bien l'opinion qui, durant un siècle et demi, a poussé le gouvernement à tant d'actes d'une intolérance tantôt perfide, tantôt cruelle, contre la religion réformée. Le gouvernement qui révoqua l'édit de Nantes et ordonna les Dragonnades n'en fut pas pour cela moins coupable. La recherche de la popularité est la marque du souverain ou de l'homme d'État de second ordre. Un prince accompli, remplissant ses devoirs avec discrétion, froideur, réserve, n'empiétant sur la liberté de personne, n'ayant pas de vues propres, ne cherchant à se faire aimer que dans son intimité, ne se servant pas de sa position pour se faire des obligés personnels, un tel prince, dis-je, ne serait que modérément populaire. Il ne faut pas néanmoins que, pour se soustraire à la tyrannie de l'opinion, l'homme d'État se croie obligé de ne lui rien céder. Je sais quel charme austère il y a pour les fortes natures à braver la médiocrité impuissante et à provoquer la rage des sots. Il y a des personnes pour lesquelles la douceur d'être aimé n'approche pas de la douceur d'être haï. L'antipathie des esprits superficiels étant une marque sûre pour discerner les sages, les âmes fières croient voir dans l'impopularité une contre-épreuve de leur valeur morale. M. Guizot a trop savouré cette volupté, contre laquelle la plus haute philosophie ne met pas toujours en garde. Il s'est trop laissé aller à la joie dangereuse qu'on éprouve à faire sentir son dédain. L'opinion est une reine à sa manière, mais non une reine absolue ; il faut lui tenir tête, quand on croit le devoir faire, mais en la respectant et en prenant dans l'opinion même le point d'appui nécessaire pour l'attaquer.

En somme, le gouvernement n'est ni une machine de résistance ni une machine de progrès. C'est une puissance neutre, chargée, comme les podestats des villes d'Italie, de maintenir la liberté de la lutte, non de peser dans la balance pour l'un des partis. Quand l'opinion force le gouvernement à agir dans le sens qu'elle désire, elle commet une injustice, car elle force un pouvoir qui devait jouer le rôle d'arbitre et de conciliateur à favoriser une direction au détriment de toutes les autres ; elle écrase son adversaire en invoquant contre lui un auxiliaire redoutable, qui deviendra bientôt son maître à elle-même. La France, qui n'a pas assez de foi dans la liberté et qui croit trop volontiers que les idées s'imposent autrement que par la marche naturelle des esprits, commet souvent cette erreur. S'imaginant que le progrès s'opère par le dehors et que le bien peut se décréter, elle est satisfaite quand elle a semé ses jardins d'Adonis ; elle se fie au soleil pour faire germer ses fleurs sans racines : elle ne voit pas que le seul progrès désirable consiste dans l'amélioration des âmes, l'affermissement des caractères, l'élévation des esprits.

Combien les conditions mêmes du gouvernement de Juillet lui rendaient difficile ce rôle presque effacé, sans lequel il ne peut guère y avoir de royauté solide ni de vraie liberté ! Et d'abord le régime nouveau fut et ne pouvait manquer d'être le gouvernement d'une classe. Dans une société où tous les privilèges, tous les droits particuliers, tous les corps ont été détruits, il ne reste, pour constituer un collège de notables, qu'un seul signe, la richesse, dont la mesure est la taxe de l'impôt. Un tel système devait évidemment amener ce que M. Guizot appelle avec assez de justesse un « torysme bourgeois ». Au lieu de représenter des droits, le gouvernement ne pouvait plus représenter que des intérêts. Le matérialisme en politique produit les mêmes effets qu'en morale ; il ne saurait inspirer le sacrifice ni par conséquent la fidélité. Le tory bourgeois conçu par M. Guizot est trop dominé par ses intérêts pour devenir un homme vraiment politique. On dira peut-être que ses intérêts bien entendus, en lui faisant sentir le besoin de la stabilité, suppléeront aux principes et l'atta-

cheront solidement à son parti : il n'en est rien. Loin de lui conseiller la fermeté, ses intérêts le porteront à être toujours de l'avis du plus fort. De là ce type fatal sorti de nos révolutions, l'homme d'ordre comme on l'appelle, prêt à tout subir, même ce qu'il déteste, cet éternel Fouché, avec ses perfidies honnêtes, mentant par conscience, et, n'importe qui a vaincu, toujours vainqueur. On hésite parfois à être pour lui trop sévère, on peut soutenir que, d'ordinaire, un sentiment assez juste des besoins du moment l'a dirigé : il a trahi tous les gouvernements, il n'a pas trahi la France ; mais, je me trompe, il l'a trahie en inaugurant le règne de l'égoïsme, de la lâcheté et de cette funeste croyance que le bon citoyen se résigne à tout pour sauver ce qu'il regarde comme la seule chose nécessaire, l'intérêt de sa classe et l'ordre apparent de l'État.

L'Évangile a dit avec raison : « Qui veut sauver sa vie la perd. » L'intérêt ne saurait rien fonder, car, ayant horreur des grandes choses et des dévouements héroïques, il amène un état de faiblesse et de corruption où une minorité décidée suffit pour renverser le pouvoir établi. Le lendemain de ces sortes de surprises, l'esprit conservateur est en quelque sorte le complice des violateurs de la loi, car, se laissant égarer par un faux calcul et ne se piquant pas de chevalerie, il trouve plutôt son compte à accepter les faits illégaux qu'à les combattre. Ainsi, en voulant le repos à tout prix, il perd justement ce qu'il voulait acquérir par le sacrifice de son honneur et de sa fierté.

Le torysme bourgeois ne fonde pas la stabilité ; il ne fonde pas non plus la liberté. Ce reproche n'atteint pas les hommes d'État estimables qui déploierent, pour introduire les mœurs libérales parmi nous, tant de talent et d'éloquence. On n'a pas écrit sur les droits de la presse de plus belles et de plus fortes pages que celles qui se rencontrent çà et là dans le livre même qui fait l'objet de notre étude (1). Malheureusement, le besoin de sécurité, qui forme le premier instinct des sociétés fondées sur l'intérêt, faisait un redoutable contrepoids à ces hautes théories.

(1) Guizot, *Mémoires...*, I, 50, 176, 282, 408 ss.



Plus frappés de l'abus que du droit, les hommes pratiques, dans leurs accès « d'ardent égoïsme », pour me servir d'une expression excellente de M. Guizot, réclamaient des mesures répressives contre ce qui les effrayait. Deux mois après la Révolution de Juillet, on déclara parfaitement en vigueur les deux articles 291 et 294 du Code pénal ainsi conçus : « Nulle association de plus de vingt personnes dont le but sera de se réunir tous les jours, ou à certains jours marqués, pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société. — Tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association, même autorisée, ou pour l'exercice d'un culte, sera puni d'une amende de 16 à 200 francs. » Je ne veux pas nier qu'une telle législation ne fût nécessaire ; je fais seulement remarquer la bizarrerie d'un peuple qui brise une dynastie pour défendre la liberté, et qui, peu de jours après, est amené à se donner de telles chaînes. Je ne pense pas qu'aucune nation de l'antiquité ou du moyen âge ait jamais connu une loi aussi tyrannique. Supposez une telle loi dans le passé : ni l'Académie, ni le Lycée, ni le Portique, ni le christianisme, ni la Réforme, n'eussent été possibles, car ces grands mouvements ont, sans contredit, entraîné des réunions de plus de vingt personnes. Cet article-là, appliqué durant un demi-siècle, suffirait pour éteindre dans une société toute initiative intellectuelle et religieuse. M. Dupin réclama au moins les droits de la liberté religieuse, il ne fut pas écouté ; on admit en principe que nul n'a le droit de communiquer sa pensée à ses semblables sans la permission de l'autorité, et qu'à moins d'être salarié par le gouvernement on ne peut avoir rien de bon à dire au public.

Comment a-t-il pu se faire qu'au lendemain d'une révolution libérale une telle mesure ait été prise par des hommes fort libéraux ? La première cause d'une telle législation doit sans doute être cherchée dans cette déplorable ten-

dance qu'ont parmi nous les associations populaires à se changer en comités de gouvernement. Le club est la chose du monde la plus légitime, tant qu'il reste une réunion où s'élaborent des opinions bonnes ou mauvaises : il est un crime dès qu'il aspire à être un pouvoir dans l'État. Mais les amis de l'ordre ne s'arrêtèrent pas à cette distinction essentielle. Ce qu'ils demandaient, c'est qu'on « mît un terme à toutes ces réunions qui venaient troubler la tranquillité publique et arrêter les opérations commerciales ». La liberté paya les frais de l'industrie en souffrance, et, pour rétablir les affaires de quelques industriels, on trouva tout simple d'établir sur la société un vaste couvre-feu. Qu'on se figure l'éclat de rire qui eût accueilli à Florence ou à Pise une requête des négociants demandant la suppression de la vie publique, parce qu'elle nuisait à leur commerce. Nous subissons trop la tyrannie de ces sortes d'intérêts, tout respectables qu'ils sont. L'État n'a point à se mêler de la fortune privée : on doit à l'industrie la liberté ; mais il ne faut pas lui sacrifier celle des autres. Chose étrange ! ce fut la garde nationale qui, de son propre mouvement et sans s'inquiéter si elle en avait le droit, envahit les clubs, siffla les orateurs (fort ridicules en effet, j'en suis sûr) et accompagna les assistants de huées à leur sortie. L'éducation de la liberté était si peu avancée qu'un corps constitué en vue de la défense de l'ordre commettait, pour donner satisfaction à ses craintes, un acte vingt fois plus séditionnaire que ceux qu'il voulait empêcher.

J'ai insisté sur cet exemple, car il n'en est aucun qui mette aussi bien dans tout son jour la fatale réciprocity d'erreur qui existe d'une part entre la turbulence populaire, toujours portée à peser illégalement sur l'État, et de l'autre la timidité exagérée qui fait croire au parti conservateur que tout mouvement d'opinion doit être prévenu comme un danger. Les complots, les sociétés secrètes ont presque toujours leur point de départ dans une liberté violée. L'Angleterre n'a pas de conspirateurs, parce qu'elle a des meetings. — Le meeting, dira-t-on, c'est le club, et le club, c'est l'anarchie. — Le club est l'anarchie dans un

état de choses où, pour obtenir ce que l'on désire, il faut renverser le pouvoir et se mettre à sa place. Le club sera ou utile ou inoffensif quand les voies légales de la propagande et de la résistance seront permises à tous. Ouvrez sur tous les points du volcan social des foyers partiels, et vous éviterez ces explosions qui ébranlent le monde. L'attente est insupportable pour la minorité opprimée qui ne voit devant elle aucune espérance ; elle est presque douce, quand on peut se croire sûr de triompher à son jour par la force de l'opinion. Tout est venin sans la liberté ; l'ordre même n'est, sans elle, qu'un mensonge. Dix-sept ans après la fermeture du dernier des clubs sortis de la Révolution de Juillet, un misérable enfantillage, un dîner qu'il aurait dû être permis de faire à la seule condition de ne pas gêner la voie publique, suffit pour anéantir le fruit de tant de nobles travaux, et pour ouvrir un abîme dont nous sommes loin encore d'avoir entrevu la profondeur.

Ainsi on combattait la révolution par les moyens révolutionnaires par excellence. On était violent pour l'ordre, séditieux dans la modération. On fortifiait le principe d'où sont sorties toutes les perturbations des temps modernes, cette défiance de la liberté qui porte les gouvernements à regarder ce qui se fait en dehors d'eux comme fait contre eux, à fermer les voies du prosélytisme régulier, à s'attribuer la régie de l'opinion. Que peut faire, dans un tel état politique, l'homme dévoué avec quelque énergie à la doctrine, vraie ou fausse, qu'il a embrassée ? Une seule chose : chercher à être le maître du gouvernement, pour faire prévaloir par la force l'idée qu'il n'a pu servir par les voies pacifiques de la discussion. Tout devient de la sorte une question d'État. La plus humble ambition est obligée de revêtir une forme politique. Une machine d'une effrayante puissance, et auprès de laquelle les efforts individuels ne sont qu'un atome, a été créée ; chaque homme, au lieu de combattre pour son opinion avec ses forces isolées, cherchera nécessairement à s'emparer du redoutable levier au moyen duquel le premier venu soulève le monde. Saint Paul, de nos jours, devrait songer à être ministre ou tribun ; Luther et Calvin seraient obligés de se faire conspirateurs.

Toutes les critiques qu'on est en droit d'adresser à ceux qui dirigèrent dans les premières années le gouvernement issu de la Révolution de Juillet se résument de la sorte en un mot : ils aimaient la liberté, mais ils n'en comprenaient pas bien les conditions. La Révolution et l'Empire, qui n'avaient pu créer aucune institution politique, avaient créé en revanche une administration singulièrement étendue et compliquée. La Restauration conserva dans son ensemble l'administration impériale, en la tempérant par un système d'égards et de considérations personnelles qui valait mieux que l'égalité dans la sujétion, mais qui ne profita guère qu'à la noblesse. Ces limites furent regardées par les libéraux comme des abus, et la Révolution de Juillet fut un retour pur et simple à l'administration impériale. On ne vit pas qu'on cherchait à fonder la liberté en fortifiant le plus grave des obstacles qui s'opposent à la liberté. « Là où l'administration, dit très bien M. Guizot, est libre comme la politique, quand les affaires locales se traitent et se décident par des autorités ou des influences locales et n'attendent ni leur impulsion ni leur solution du pouvoir central, qui n'y intervient qu'autant que l'exigent absolument les affaires générales de l'État, en Angleterre et aux États-Unis d'Amérique, en Hollande et en Belgique, par exemple, le régime représentatif se concilie sans peine avec un régime administratif qui n'en dépend que dans d'importantes et rares occasions. Mais, quand le pouvoir supérieur est chargé à la fois de gouverner avec la liberté et d'administrer avec la centralisation, quand il a à lutter au sommet pour les grandes affaires de l'État, et en même temps à régler partout, sous sa responsabilité, presque toutes les affaires du pays, deux inconvénients graves ne tardent pas à éclater : ou bien le pouvoir central, absorbé par le soin des affaires générales et de sa propre défense, néglige les affaires locales, et les laisse tomber dans le désordre et la langueur, ou bien il les lie étroitement aux affaires générales, les fait servir à ses propres intérêts, et l'administration tout entière, depuis le hameau jusqu'au palais, n'est plus qu'un moyen de gouvernement entre les mains des partis politiques qui se

disputent le pouvoir. » Ce qu'il y a d'étrange, c'est que le parti qui se croyait le plus libéral était le plus porté à commettre cette faute. M. Guizot en fut d'abord aussi exempt que le permettaient les circonstances. « Cherchez des hommes qui pensent et agissent par eux-mêmes, écrivait-il le 14 septembre 1830, comme ministre de l'Intérieur, à M. Amédée Thierry, préfet de la Haute-Saône. Le premier besoin de ce pays-ci, c'est qu'il s'y forme sur tous les points des opinions et des influences indépendantes. La centralisation des esprits est pire que celle des affaires. »

Ces excellents principes ne furent guère suivis. L'État, en janvier 1848, était bien plus chargé de fonctions qu'en juin 1830. Les progrès du budget durant ces dix-huit années le prouvent ; or tout progrès du budget correspond à quelque diminution de liberté. Il y aurait une souveraine injustice à comparer le genre de tyrannie sorti de nos perfectionnements administratifs avec les tyrannies brutales qui ont laissé dans l'histoire un sanglant souvenir. Les tortures et les supplices du passé opposés à l'apparente douceur de notre législation font croire au premier coup d'œil qu'un âge d'or a succédé à un âge de fer. On ne pense pas que le propre du régime administratif est de prévenir ce que les régimes anciens punissaient ; sa douceur est peu méritoire, je dirai presque qu'elle est fâcheuse, car, en imposant d'avance la sagesse, elle rend impossible toute initiative. La presse au XVIII<sup>e</sup> siècle était assujettie à une législation en apparence plus sévère que celle de notre temps, puisque la peine de mort y figurait, et pourtant Voltaire passa à travers les larges mailles du filet de la censure. La première édition de l'*Esprit des Lois* ne put être imprimée en France ; mais en dix-huit mois il en fut fait vingt-deux éditions clandestines. De nos jours, un pamphlet de Hollande serait arrêté au premier relais. L'extension des services publics, en plaçant entre les mains de l'État des intérêts chers à tous, a mis la société entière dans la dépendance du gouvernement. Sous un tel régime, tous ont besoin de l'État à un certain jour, et celui qui se met en dehors de l'ordre officiel est, comme un ilote, privé de ses droits naturels. On arrive de la sorte à constituer une



aristocratie de fonctionnaires, ayant la plupart des inconvénients de l'ancienne noblesse, sans offrir les mêmes avantages.

L'école libérale de 1830, en rêvant une royauté républicaine, au lieu de fonder une royauté limitée, gouverna en réalité plus que personne. Au lieu de diminuer la royauté, tous à l'envi travaillèrent à l'augmenter. La vraie conduite libérale eût été de rendre à l'individu le plein pouvoir d'exercer son action pour le bien et pour le mal dans la limite où le droit des autres n'est pas violé, de laisser les corporations, les associations, les réunions de toute espèce s'établir, de créer ainsi entre les hommes des liens différents de ceux de l'État. On suivit une voie tout opposée : le grand reproche que l'opposition adressa au gouvernement fut de ne pas assez faire, c'est-à-dire évidemment de ne pas assez gouverner. On crut sauver la liberté en disputant au roi le droit de régner par lui-même et en essayant de transporter au conseil des ministres la pleine souveraineté : discussion assez stérile, car il m'importe assez peu par qui je suis gouverné, si je suis trop gouverné. Certes, les garanties parlementaires sont indispensables, car sans elles tout gouvernement est amené par la force des choses à empiéter sur ce qui ne le concerne pas ; mais ce qui importe avant tout, c'est que ceux qui gouvernent, quels qu'ils soient, se renferment dans les bornes prescrites par les droits de chacun. En politique, la liberté est le but qui ne doit jamais être sacrifié, et auquel tout doit être subordonné.

A vrai dire, l'opposition libérale, en poussant de plus en plus la France dans cette voie de gouvernement, ne faisait que suivre la tradition de la Révolution, comme la Révolution ne faisait que suivre le mauvais exemple de la royauté des deux derniers siècles. Un publiciste éminent, dont la France éclairée porte le deuil, a démontré, dans le plus beau livre de philosophie politique et historique qui ait paru en ces dernières années, que la liberté n'est pas précisément dans la tradition de la France. On peut l'avouer sans faire cause commune avec ceux qui pensent qu'il n'y a rien à faire pour l'établir parmi nous. Le vrai patriote

n'est pas celui qui cherche à découvrir les côtés faibles de sa nation pour les flatter. Gardons-nous de ce fatal raisonnement qui porte l'orgueilleux à être fier de ses défauts et à ne rien faire pour acquérir les vertus opposées. Si la France jusqu'ici a péché par absence de liberté, c'est par la liberté qu'il faut chercher à la guérir. La vraie cause des révolutions est la notion de l'État qui est résultée de l'action combinée de Richelieu, de Louis XIV, de la République (1) et de l'Empire. On ne sortira de l'ère des révolutions qu'en réformant cette idée : or on ne réforme l'idée exagérée de l'État qu'en la corrigeant par la liberté. La lutte et l'agitation sont des choses aussi vieilles que l'humanité ; ce qui caractérise notre siècle, ce sont ces brusques et complets revirements qui font qu'aucun gouvernement ne tombe à demi. L'édifice qui posait autrefois sur une foule d'états, dont plusieurs pouvaient faiblir en même temps sans entraîner sa chute, ne porte plus que sur un point ; une attaque à la base suffit pour jeter par terre le colosse dont la tête a été démesurément grossie. Paris n'est pas coupable, ainsi qu'on le répète souvent, de cette instabilité. On détruirait le caractère révolutionnaire de Paris qu'on ne détruirait pas la révolution. On n'arrêtera la révolution que le jour où l'on amoindrira et divisera les gouvernements trop forts que la Révolution française a créés, le jour où l'on cessera d'envisager les travaux publics, l'instruction publique, la religion, les beaux-arts, la littérature, la science, le commerce, l'industrie comme des branches de l'administration. La stabilité des gouvernements (M. de Tocqueville l'a établi) est en raison inverse de leur puissance, ou, pour mieux dire, de l'étendue de leur action. Qu'est-ce que le pouvoir de la reine d'Angleterre comparé à celui dont furent investis les chefs de nos différents gouvernements ? Et pourtant quel est celui de nos gouvernants depuis un

(1) Il importe d'observer que ce reproche ne doit point tomber sur les hommes supérieurs qui préparèrent la Révolution ou même la commencèrent, Montesquieu, Turgot, politiques de premier ordre et vraiment libéraux. Il tombe sur l'école révolutionnaire proprement dite, qui se rattachait surtout à Rousseau, et qui a donné à la Révolution française son caractère définitif, c'est-à-dire sa tendance vers l'organisation abstraite, sans tenir compte ni des droits antérieurs ni de la liberté.

siècle qui s'est assis sur son trône avec autant de sécurité que la reine d'Angleterre ?

Et qu'on ne dise pas que c'est là un idéal réservé pour un lointain avenir, qu'il faut encore à la France une longue éducation pour être capable de le réaliser. S'il en est ainsi, laissons toute espérance. Si la France n'est pas mûre pour la liberté, elle ne le sera jamais. L'éducation politique ne se fait point par le despotisme ; un peuple qui a longtemps subi le système administratif s'y enforce toujours de plus en plus. Je ne me fais pas d'illusion sur les inconvénients qu'entraînerait d'abord un régime qui, pour être bienfaisant, a besoin qu'on en sache longtemps attendre les conséquences ; mais je crois pouvoir dire sans paradoxe que le mal qui résulte de la liberté vaut mieux en un sens que le bien qui résulte du régime administratif. Le bien n'est le bien que quand il sort de la conscience des individus ; le bien imposé du dehors aboutit à la longue au mal suprême, qui est pour une nation la léthargie, le matérialisme vulgaire, l'absence d'opinion, la nullité officielle, sous l'empire de laquelle on ne hait rien ni n'aime rien. L'institution d'un pouvoir investi du droit de mettre tout le monde d'accord, d'écarter, comme l'on dit, les causes de division entre les citoyens, semble au premier coup d'œil un précieux bienfait. Elle n'a qu'un défaut, c'est qu'au bout de cinquante ans elle aura cent fois plus exténué la nation que ne l'aurait fait une série de guerres civiles et religieuses. Ces guerres, quelque déplorables qu'elles fussent, rendaient d'ordinaire le peuple plus sérieux et plus énergique. L'administration, au contraire, détruit le ressort des âmes en les assujettissant à une tutelle continue. Le clergé seul a pu jusqu'ici conserver en présence de cette force envahissante quelques privilèges, à peu près comme l'on vit, aux derniers jours de l'Empire d'Occident, les évêques rester debout au milieu d'une société tuée par l'administration ; mais, quoique le clergé soit un bon auxiliaire dans la lutte contre le despotisme, puisque tout despotisme est amené forcément à se brouiller avec le pouvoir spirituel, il faut avouer qu'en général ce corps ne se soucie guère que de sa propre indépendance. Le catholicisme d'ailleurs, en accoutumant

l'homme à se démettre sur autrui d'une foule de soins, tels que l'éducation des enfants, la charité publique, la direction de sa propre conscience, offre en général de graves dangers pour la liberté.

On arrive ainsi de toutes parts à regarder la liberté comme la solution par excellence et comme le remède à presque tous les maux de notre temps. Bien des personnes se sont habituées, sur la foi de quelques sectaires, à croire que la liberté ne convient qu'aux époques où, personne n'étant sûr de posséder la vérité, aucune opinion n'a le droit de repousser les autres d'une manière absolue. C'est là une grave erreur. La liberté est en tout temps la base d'une société durable. D'une part, en effet, la vérité ne se démontre qu'à des auditeurs libres ; d'une autre, la possibilité de mal faire est la condition essentielle du bien. Le monde moderne ne peut échapper au sort des civilisations antiques qu'en laissant à chacun le droit entier de faire valoir à sa guise le talent qu'il a reçu du maître. La dignité de l'homme est en raison de sa responsabilité. Que chacun tienne donc sa destinée entre ses mains ; que la société prenne garde, en prévenant le mal, de rendre du même coup le bien impossible. Quand même il faudrait acheter de nouveau la liberté au prix de la barbarie, plusieurs pensent qu'elle ne serait pas trop chèrement achetée ; car seule la liberté donne aux individus un motif de vivre, et seule elle empêche les nations de mourir.

Les *Mémoires* de M. Guizot jettent beaucoup de lumière sur ces grands problèmes de l'histoire contemporaine. Ni par son livre ni par ses actes, M. Guizot n'est arrivé ni n'arrivera à la popularité. Cette équivoque récompense est chez nous réservée à des qualités et à des défauts qui ne sont pas les siens. La France, en mesurant la gloire, consulte bien plus ses préférences que la froide justice. La gloire est pour elle une récompense nationale, et non un jugement de la raison. Avoir une doctrine en face de sa volonté est presque une sédition. La France veut qu'on la flatte et qu'on partage ses fautes ; ce qu'elle pardonne le moins, c'est d'avoir été plus sage qu'elle. Le poète frivole, docile écho des erreurs de la foule, fut son idole ; le penseur

austère qui chercha à s'élever au-dessus des préjugés de son temps et de son pays encourut le plus grave des reproches, celui de n'être pas « national ». Coupable de n'avoir livré au hasard que ce qu'il ne pouvait lui soustraire, et d'avoir songé à l'avenir dans un pays qui fait parfois de la prudence un crime d'État, M. Guizot (et je suppose qu'il en est fier) doit paraître à peine un homme de son temps à ceux pour qui le patriotisme consiste à ne rien prévoir. Ses *Mémoires* sont un éloquent appel de ces faux jugements au tribunal de l'opinion impartiale. Durant les dix-huit années qu'ils embrassent jusqu'ici, les fautes de M. Guizot furent le plus souvent celles de l'opinion dominante ou celles de la fatalité. Les livres suivants nous raconteront des fautes qui lui ont été personnelles. Peut-être verra-t-on du moins qu'elles sortirent comme une conséquence des nécessités de la situation, et que ses adversaires en furent souvent aussi coupables que lui.



## L'INSTRUCTION SUPÉRIEURE EN FRANCE (1)

ENTRE les meilleurs symptômes de notre temps, il faut compter le goût général qui s'est manifesté dernièrement pour les exercices de l'esprit, l'éveil qui en est résulté dans le public éclairé ou avide de s'instruire, les facilités accordées par l'administration au développement de ces utiles essais. Un danger, comme il arrive toujours, s'est révélé à la suite des tentatives nouvelles. Beaucoup de personnes, et des plus sérieuses, ont cru remarquer que la démocratie, en mettant au premier rang l'intérêt des classes les plus nombreuses, en posant comme un principe que ce que tous payent doit être utile à tous, finirait par porter un grave préjudice aux grandes découvertes, à celles qui prennent naissance dans la pensée d'un petit nombre avant de devenir le bien commun de l'humanité. Il est certain en effet que la haute culture est, à quelques égards, une chose tout à fait aristocratique. Pour y prendre part, il faut des études spéciales, une vie entièrement vouée à la recherche et à la méditation. Pour en sentir le prix, il faut une étendue de connaissances, une philosophie, une vue d'ensemble sur l'avenir et le passé, dont très peu de personnes sont capables. Si un jour les contribuables, pour admettre l'utilité du cours de mathématiques transcendantes au Collège de France, devaient comprendre à quoi servent les spéculations qu'on y enseigne, cette chaire courrait de grands risques. Je crois cependant que ces inquiétudes reposent sur une idée inexacte des aspirations du

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> mai 1864. (N. de l'éd.)

peuple dans les temps modernes. Pas plus dans l'ordre des choses de l'esprit que dans l'ordre politique et social, le peuple n'est capable d'analyser ce qu'il veut ; mais il veut avec justesse. Ce que l'influence démocratique favorisera sera, j'imagine, très aristocratique. L'art que le peuple encouragera, ce sera le grand art et non les mièvreries où se complaisaient les époques fatiguées. La littérature que le peuple inspirera sera une littérature noble s'adressant aux hauts sentiments, et non une littérature frivole, consistant en jeux d'esprit et en tours de force d'exécution. Le style que le peuple voudra sera le français de grand aloi, simple, naturel, non cette langue maniérée, variable à tout vent de doctrine, que la fantaisie individuelle essaye de créer. J'espère de même que la démocratie future, sans entrer dans le détail de la science, en saisira d'instinct l'esprit et la portée. Elle éprouvera devant les savants le même sentiment que les barbares éprouvaient à l'égard des saints à l'époque mérovingienne, un sentiment de respect et d'étonnement, comme devant un secret qu'on ne perce qu'à demi. Le peuple comprendra que le progrès de la recherche positive est la plus claire acquisition de l'humanité, et que cette acquisition importe avant tout à ceux qu'elle délivre et ennoblit. Un monde sans science, c'est l'esclavage, c'est l'homme tournant la meule, assujetti à la matière, assimilé à la bête de somme. Le monde amélioré par la science sera le royaume de l'esprit, le règne des fils de Dieu.

Le principal motif qui porte d'excellents juges à craindre pour la haute culture les influences de la démocratie, c'est l'opinion très répandue que la science, quand elle veut se faire accepter du grand nombre, est obligée de se rapetisser. La vérité est qu'il y a deux manières de rendre la science accessible à tous : c'est de la prendre par son très grand ou par son très petit côté. Le milieu, qui est l'ordre des déductions spéciales, échappe à quiconque n'a pas d'études préalables. Les hommes d'exposition commettent d'ordinaire la faute, pour se mettre au niveau de leur public, de se rabattre sur les anecdotes, les analogies superficielles, les expériences voyantes, les mesquines applications ; mais on réussirait beaucoup mieux en attaquant les plus hauts

sommets, où toutes les vérités se rencontrent comme en un foyer et deviennent en quelque sorte de droit commun. Dans l'ordre des choses religieuses, morales, philosophiques, je ne suis pas d'avis qu'il faille initier la foule à nos distinctions, à nos subtilités ; mais je maintiens qu'il n'y a pas de vérité si fine, si délicate, que tous ne puissent la comprendre. Le travail par lequel on rend populaires les résultats philosophiques est, non pas un amoindrissement, mais une traduction. C'est une erreur capitale que de traiter le peuple comme un enfant : il faut le traiter comme une femme. Un discours tenu devant des femmes est meilleur que celui qu'on tient en leur absence, car il est assujéti à plus de règles, il obéit à des exigences plus sévères. Ce qu'on écrit pour le peuple doit aussi se distinguer du reste en étant plus châtié. On peut lui tout dire, mais à la condition de ne rien dire qu'il ne comprenne, et surtout de ne rien dire qui puisse être mal compris.

## I

Rien de grand jusqu'ici, non seulement en France, mais dans aucun pays du monde, ne s'est passé tout à fait en dehors de l'État. Notre temps est arrivé, pour la première fois, à concevoir une organisation sociale où, l'initiative individuelle ayant toute liberté, l'État, réduit à un simple rôle de police, ne s'occuperait ni de religion, ni d'éducation, ni de littérature, ni d'art, ni de morale, ni d'industrie. C'est là un idéal vers lequel il faut tendre, quand bien même il serait impossible de l'atteindre entièrement. Le premier article de notre foi politique, sociale, philosophique, religieuse, c'est la liberté, et la liberté signifie pour nous l'abstention de l'État en tout ce qui n'est pas intérêt social immédiat ; mais un second point sur lequel je ne pense pas que deux hommes judicieux puissent différer, c'est qu'un tel idéal est fort éloigné encore, et que le moyen de l'ajourner indéfiniment serait justement une trop prompte abdication de l'État. Il est peu conforme

à notre système que l'État s'occupe d'éducation, et pourtant je ne crois pas qu'un seul libéral réclame pour demain la suppression du ministère de l'Instruction publique. L'essentiel est qu'en rien l'influence de l'État ne soit exclusive. Or, grâce à l'esprit d'individualisme qui a jeté dans le monde civilisé de si fortes racines, le bon ou le mauvais vouloir d'un gouvernement ou même de tous les gouvernements pour les choses de l'esprit n'a plus qu'une importance assez secondaire. Le goût et les opinions personnelles de Louis XIV étaient la loi de son époque. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les hommes qui tenaient à exercer une action sur leur temps étaient obligés de tenir grand compte d'un Frédéric, d'une Catherine. Le public européen est devenu de nos jours le véritable souverain intellectuel. Dans un si vaste monde, les intrigues et le charlatanisme sont de nulle conséquence. L'étendue fait le même effet que le temps ; à cent ans de distance, tous les mérites sont remis à leur place : de même l'Europe éclairée ne se trompe pas longtemps sur la valeur des hommes et des idées. Ce juge incorruptible, insaisissable, est le vrai mécène ; on le gagne par de bonnes raisons, et non en lui faisant la cour.

Pour tout ce qui peut s'appeler art ou littérature, la question du patronage de l'État est d'une solution relativement facile. Une réforme qui supprimerait un tel patronage sur la poésie, les ouvrages d'imagination, la peinture, la musique, la sculpture, serait à l'heure qu'il est presque mûre. Le véritable encouragement ici, c'est la liberté. L'art et la littérature véritables d'un temps sont ceux que ce temps fait vivre, car un temps n'encourage jamais que la littérature et l'art qui répondent à son sentiment et à ses besoins. Une telle littérature peut être fort mauvaise, si le siècle est mauvais ; mais c'est la littérature du siècle. Maintenir artificiellement et bon gré mal gré, en dehors du public, des genres qu'il ne demande pas, est assez stérile, car cela ne produit jamais d'œuvre franche et vraie. Il arrive d'ailleurs presque fatalement que ces encouragements, n'étant pas réclamés par les vrais artistes, qui trouvent leur récompense dans leur entente avec le goût public, ne vont qu'à la médiocrité, et contribuent à jeter

dans les carrières nobles des personnes sans vocation qui n'y voient qu'un métier.

Quoi qu'il en soit de ce point, sur lequel il faudrait encore éviter les solutions hâtives et trop radicales, on ne saurait nier que la culture supérieure de l'esprit ne constitue un véritable intérêt d'État. L'État a un intérêt de premier ordre à posséder des savants dans les sciences physiques et mathématiques. Ces sciences ont amené et amèneront encore des révolutions capitales dans la guerre, l'industrie, le commerce, l'administration. A l'heure qu'il est, il y a au monde deux classes de nations : les unes qui ont des savants, les autres qui n'en ont pas. Ces dernières sont aussi abaissées sous le rapport politique que sous le rapport intellectuel. L'Orient musulman a tenu tête à l'Occident et même l'a vaincu jusqu'au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire jusqu'à l'avènement de la science moderne. Le monde musulman s'est tué en étouffant dans son sein le germe de la science au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. Ce que je viens de dire des sciences mathématiques et physiques, on peut le dire des sciences historiques. Ces sciences ne sont autre chose que la recherche des lois qui ont présidé jusqu'ici au développement de l'espèce humaine. Elles sont la base des sciences sociales. Sans elles, il n'y a que des esprits sans solidité, sans vivacité, sans pénétration. L'Oriental est inférieur à l'Européen, bien moins encore parce qu'il ne connaît pas la nature que parce qu'il ne connaît pas l'histoire. La grande cause de cette infériorité des États-Unis dont on a peine d'abord à se rendre compte, qui est réelle cependant, c'est l'absence de grandes institutions pour les choses de l'esprit, telles que les universités, les académies, les aristocraties intellectuelles de nos capitales européennes. Il n'est pas indifférent à l'État que les esprits soient universellement lourds et grossiers.

Ajoutons qu'en fait de science les objections qu'on peut opposer au rôle de l'État dans les choses de goût ne peuvent être reproduites. Il y a de graves inconvénients à ce que l'État ait une opinion en fait d'art, en fait de poésie. Il faut pour cela qu'il ait un dogme, qu'il soit classique ou romantique, qu'il prenne parti dans des choses absolument



libres et relevant du choix de chacun. En patronnant la science, au contraire, l'État ne tranche aucune opinion controversée. Il s'agit de recherches positives, sujettes sans doute à mille discussions, mais où le goût individuel n'est pour rien. L'État n'est pas obligé de veiller à ce qu'il y ait toujours des gens s'occupant de faire des épopées ou des tragédies, mais il est obligé de veiller à ce qu'il y ait toujours des gens poursuivant l'investigation scientifique. En encourageant ces investigations, il ne prend parti pour aucune école, il sert seulement le mouvement général de l'esprit. Dans une société beaucoup plus perfectionnée et où la haute culture serait bien plus répandue, de tels encouragements seraient inutiles ; mais dans notre société ils sont indispensables. La science n'est le plus souvent cultivée que par des personnes obligées de vivre de leur travail. Or, la science, source de tout progrès, est par elle-même improductive. Elle enrichit celui qui met en œuvre, mais non le véritable inventeur. Ni Newton ni Leibniz n'ont tiré aucun avantage pécuniaire de leur invention du calcul différentiel. Les vrais créateurs de la chimie n'ont pas profité des immenses fortunes industrielles que leurs découvertes ont fait faire. Cela est juste, car ils ont eu la gloire. En tout cas, cela est inévitable. Il faut donc que la société intervienne pour réparer cette injustice nécessaire, dont elle bénéficie ; je dis mal, pour faire des avances en une entreprise dont elle touchera les fruits.

Le moyen âge, qui n'avait pas l'idée de l'État, procédait ici par de tout autres voies. Le développement intellectuel et moral appartenait en principe à l'Église ; mais la maîtrise des choses de l'esprit arriva bientôt à former dans le sein de l'Église un ordre indépendant. Les universités, qui d'abord relevaient directement de l'autorité ecclésiastique, s'affranchirent peu à peu en s'appuyant sur la royauté, et formèrent une espèce de pouvoir, en partie ecclésiastique, en partie laïque, qui représenta la culture d'État. Le XII<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle furent l'époque florissante de ce grand mouvement, qui rendit célèbres dans le monde entier la montagne Sainte-Geneviève, le clos de Garlande, les échoppes de la rue du Fouarre. Ce fut un mouvement

fort original, surtout dans ses commencements, une vraie renaissance, mais qui ne sut pas porter des fruits durables. Au *xiv<sup>e</sup>* et au *xv<sup>e</sup>* siècle, les universités sont en pleine décadence, envahies par le pédantisme, uniquement préoccupées de l'enseignement, ne faisant presque rien pour le progrès de l'esprit humain. La vraie et grande renaissance, celle que l'Italie a la gloire éternelle d'avoir fondée, se fait en dehors des universités. Bien plus, elle compta dans les universités ses ennemis les plus acharnés ; elle ameuta les docteurs de toute espèce. Elle fut l'œuvre de Florence, non de Padoue, des gens du monde, non des professeurs. Ni Pétrarque, ni Boccace, ni Bacon, ni Descartes, ne sont des hommes d'université. L'Université de Paris en particulier, au *xv<sup>e</sup>* siècle, atteignit le dernier degré du ridicule et de l'odieux par sa sottise, son intolérance, son parti pris de repousser toutes les études nouvelles. Il fallut que la royauté, qui par sa puissante tutelle avait presque affranchi l'université de l'Église, prît sous sa protection, contre l'université, le mouvement scientifique, et, par le Collège de France au *xv<sup>e</sup>* siècle, par les académies au *xvii<sup>e</sup>*, créât un contrepoids à ces habitudes de paresse, à cet esprit de négation malveillante dont les corps purement enseignants ont beaucoup de peine à se préserver.

Le mouvement scientifique en France a eu ainsi pour patron la royauté. Nous n'avons pas à rechercher si ce patronage fut toujours éclairé. Dans notre pensée, la royauté, par l'extermination du protestantisme, causa aux fortes études bien plus de dommage qu'elle ne leur fit de bien par ses faveurs. Le protestantisme français sous Henri IV et Louis XIII avait été une merveilleuse école de philologie et de critique historique. La France protestante était en train de faire dans la première moitié du *xvii<sup>e</sup>* siècle ce que l'Allemagne protestante fit dans la seconde moitié du *xviii<sup>e</sup>*. Il en résultait pour tout le pays un admirable mouvement de discussion et de recherches. C'était le temps des Casaubon, des Scaliger, des Saumaise. La révocation de l'édit de Nantes brisa tout cela. Elle tua les études de critique historique en France. L'esprit littéraire étant seul encouragé, il en résulta une certaine fri-

volité. La Hollande et l'Allemagne, en partie grâce à nos exilés, eurent presque le monopole des études savantes. Il fut décidé dès lors que la France serait avant tout une nation de gens d'esprit, une nation écrivant bien, causant à merveille, mais inférieure pour la connaissance des choses, et exposée à toutes les étourderies que l'on n'évite qu'avec l'étendue de l'instruction et la maturité du jugement.

Le régime des universités du moyen âge avait à peu près disparu en France au XVIII<sup>e</sup> siècle (1). Ce régime se continuait en Angleterre, en Allemagne, en Hollande, en Suède, et dans tous ces pays il est venu jusqu'à nos jours. On ne peut dire qu'en Angleterre un tel régime ait produit des résultats de premier ordre. Oxford et Cambridge ont eu au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle des hommes éminents, mais n'ont été le théâtre d'aucun grand mouvement. Ces vieilles institutions ont fini par s'endormir dans une routine, une ignorance, un oubli des grands intérêts de l'esprit, qu'on eût pu croire incurables, si l'Angleterre ne possédait dans ses libertés, dans l'éveil et l'activité des individus, le remède à tous les maux. C'est en Allemagne que le régime des universités porta des fruits merveilleux. On peut dire que l'Allemagne a fait dans l'ordre des choses de l'esprit ce que l'Angleterre a fait dans l'ordre politique. L'Angleterre a tiré de la féodalité, ailleurs insupportable et tyrannique, la constitution la plus libérale qui ait jamais existé. L'Allemagne a tiré des universités, ailleurs aveugles et obstinées, le mouvement intellectuel le plus riche, le plus flexible, le plus varié, dont l'histoire de l'esprit humain ait gardé le souvenir. La division de l'Allemagne en petites principautés et l'esprit particulier du luthéranisme, plus doux, plus tolérant, plus dégagé que le calvinisme des symboles absolus, produisirent, en ce qui concerne la science libre, des résultats admirables et un mouvement intellectuel dont les renaissances du XII<sup>e</sup> et du XVI<sup>e</sup> siècle n'appro-

(1) Les jésuites l'avaient tué. Les collèges de l'université eux-mêmes imitaient plus ou moins les collèges des jésuites. Le système d'éducation française créé après la Révolution sous le nom d'Université tient en réalité beaucoup plus des jésuites que des anciennes universités.

chèrent pas. Pendant que la France, avec ses gens du monde et ses gens d'esprit, créait la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle, expression dernière d'un bon sens superficiel, sans méthode, sans possibilité de progrès, l'Allemagne, avec ses docteurs, créait l'histoire, non l'histoire anecdotique, amusante, déclamatoire ou spirituelle, dont la France avait fort bien eu le secret, mais l'histoire envisagée comme le parallèle de la géologie, l'histoire recherchant le passé de l'humanité, de même que la géologie recherche les transformations de la planète. Il fallait d'abord reconstituer les textes anciens, dont les critiques du XVI<sup>e</sup> siècle, hommes éminents pour la plupart, mais condamnés à une œuvre trop hâtive, avaient supprimé les difficultés et souvent altéré les détails. Il fallait découvrir des sources nouvelles, principalement au moyen de l'étude de l'Orient. Il fallait surtout interpréter les témoignages antiques, en peser la valeur, en discuter l'authenticité, se placer dans le milieu intellectuel où vivait l'écrivain et où se formèrent les traditions, pour les contrôler et les comprendre. Voilà ce que l'Allemagne fit ou refit dans vingt écoles savantes avec une suite, une persistance, une pénétration merveilleuses. Certes, la France y avait amplement contribué. D'abord, dans sa grande période scientifique, de François I<sup>er</sup> à Louis XIII, elle avait, comme je l'ai déjà dit, prélué à ce que l'Allemagne réalisa plus tard. Même au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Académie des inscriptions et belles-lettres compta cinq ou six hommes vraiment éminents, qui fondaient la critique à leur manière, manière en un sens supérieure à celle de l'Allemagne ; mais ils étaient isolés. En fait de critique, le plus spirituel des hommes ne sortait pas des contresens naïfs ou puérils de la vieille école. Voltaire ne comprenait ni la Bible, ni Homère, ni l'art grec, ni les religions antiques, ni le christianisme, ni le moyen âge. Il faisait une œuvre excellente, il fondait la tolérance, la justice, le bon sens public : inclinons-nous devant lui, nous vivons de ce qu'il a fondé ; mais dans l'ordre de la pensée il a peu de chose à nous apprendre. Il n'était pas dans la tradition de la grande culture ; il n'est sorti de lui aucune série vraiment féconde de re



cherches et de travaux. Voltaire n'a pas fait d'école. Je vois ce qui est sorti de Descartes, de Newton, de Kant, de Niebuhr, des Schlegel, des Humboldt, mais non ce qui est sorti de Voltaire.

De nos jours, bien qu'en décadence, le mouvement des universités allemandes est encore très brillant, et constitue la part principale du travail sérieux de l'esprit humain. Dans les sciences physiques et mathématiques, ces grandes écoles ont peut-être des rivales ; mais dans les sciences historiques et philologiques leur supériorité est telle, que l'Allemagne, en ces études, peut être considérée comme rendant plus de services que tout le reste de l'Europe ensemble. La vaste reconstitution des textes grecs et latins qui s'est faite depuis cinquante ans est l'œuvre de l'Allemagne. La philologie comparée est la création de l'Allemagne. La critique historique lui doit, sinon sa création, du moins ses plus larges applications. Je ne vois que l'archéologie et les voyages scientifiques où sa gloire soit égalée. Une université allemande de dernier ordre, Giessen ou Greifswald, avec ses petites habitudes étroites, ses pauvres professeurs à la mine gauche et effarée, ses *privatdocent* hâves et faméliques, fait plus pour l'esprit humain que l'aristocratique université d'Oxford, avec ses millions de revenu, ses collèges splendides, ses riches traitements, ses *fellows* paresseux. Dieu me garde de médire de l'Angleterre ! Dans les sciences physiques et mathématiques, elle a des hommes de premier ordre. En toute chose, elle compense par la grandeur des efforts individuels la faiblesse des directions officielles ; mais dans les sciences historiques et philologiques, le peu de disposition de l'esprit anglais pour comprendre ce qui n'est pas lui, la pesanteur de son gros bon sens pratique, qui n'est guère de mise en ces études, lui créent une réelle infériorité. On dirait que l'aptitude pour les sciences dont nous parlons est en raison inverse de l'aptitude à la politique. Je voulus un jour lire Macaulay ; ces partis tranchés, cette façon de n'aimer pas ses ennemis, ces préjugés avoués, ce manque d'impartialité, cette absence de la faculté de comprendre les choses contraires, ce libéralisme qui n'est pas de la largeur d'esprit,



ce christianisme si peu chrétien, me blessèrent. Telle est la pauvre espèce humaine qu'il y faut des esprits étroits. Peut-être l'impuissance politique de l'Allemagne est-elle la condition de sa supériorité intellectuelle (1). C'est parce que l'esprit français a le charmant privilège de s'élever mieux qu'aucun autre au-dessus des préjugés de caste, de secte, de métier, de spécialité, qu'il étonne si souvent le monde par ses contradictions, ses défaillances, ses singuliers retours.

## II

La Révolution française, en faisant table rase des institutions du passé, en ne laissant subsister en face l'un de l'autre que l'individu et l'État, se donna la tâche difficile de tout créer à nouveau sur le modèle de la pure logique. Tout ce que faisaient autrefois l'Église, les universités, les ordres religieux, les villes, les provinces, les corporations, les classes diverses, l'État dut le faire. Il serait facile de montrer qu'en cela la Révolution n'innova guère, qu'elle ne fit que suivre la voie ouverte par la royauté du *xvii<sup>e</sup>* siècle. Quoi qu'il en soit, le principe fut appliqué avec beaucoup de rigueur dans l'ordre qui nous occupe. L'État nouveau accepta l'héritage de la vieille Université ; il enseigna. Il eut des écoles de tous les degrés, depuis l'école de village jusqu'à l'école scientifique de l'ordre le plus élevé. Un tel système, se combinant avec la nature particulière de l'esprit français, produisit des résultats singulièrement originaux, et qu'il est bon, à la distance où nous sommes, d'étudier dans leur ensemble. Je m'abstiendrai de tout jugement sur l'enseignement primaire et secondaire, non que j'en méconnaisse la capitale importance, mais parce que

(1) L'Allemagne a certes, l'an dernier, fort bien secoué son impuissance. Mais la question se pose à l'inverse : l'entrée de l'Allemagne dans le champ de l'activité politique et militaire ne sera-t-elle pas son abaissement intellectuel ?

l'instruction supérieure a des intérêts à part, et qui suffisent pour le moment à nos réflexions.

L'enseignement supérieur, tel qu'il sortit de la Révolution (sous ce mot, je renferme l'Empire, suite et développement naturel du mouvement qui l'avait précédé), se composait de trois séries d'établissements : 1<sup>o</sup> d'écoles spéciales chargées de transmettre certaines connaissances d'une nécessité absolue pour l'État (l'École polytechnique par exemple) ; 2<sup>o</sup> d'établissements de science pure uniquement chargés d'augmenter le trésor des vérités acquises et de continuer la tradition de la recherche savante (Collège de France, Muséum) ; 3<sup>o</sup> des facultés des lettres et des sciences, chargées de répandre un enseignement plus élevé que celui des collèges, sans aucune vue d'application immédiate, sans autre but que la culture désintéressée de l'esprit.

L'admission dans les écoles spéciales étant assujettie à certaines conditions, ces écoles possédèrent tout d'abord un public déterminé. Leurs amphithéâtres, tout en s'ouvrant parfois avec beaucoup de libéralité à quiconque en exprimait le désir, eurent un auditoire fixe, compétent, ayant prouvé qu'il possédait les connaissances préalables. Il n'en fut pas de même des établissements scientifiques et des facultés. Comme la gratuité absolue était et devait être la loi de ces établissements, on adopta pour l'admission du public le régime le plus singulier. Les portes furent ouvertes à deux battants. L'État, à certaines heures, tint salle ouverte pour des discours de science et de littérature. Deux fois par semaine, durant une heure, un professeur dut comparaître devant un auditoire formé par le hasard, composé souvent, à deux leçons consécutives, de personnes toutes différentes. Il dut parler sans s'inquiéter des besoins spéciaux de ses élèves, sans s'être enquis de ce qu'ils savent, de ce qu'ils ne savent pas. Quel enseignement devait résulter de telles conditions ? On l'entrevoit sans peine. Les longues déductions scientifiques, exigeant qu'on ait suivi toute une série de raisonnements, durent être écartées. L'auditeur vient ou ne vient pas au cours selon ses occupations ou son caprice. Faire une leçon qui suppose nécessai-

rement que l'élève a assisté à la leçon précédente, qu'il s'est préparé avant de venir, c'est faire un calcul qui sera sûrement couronné de peu de succès. Que signifie, dans un tel régime, ce mot terrible « avoir peu de succès » ? C'est avoir peu d'élèves ; en d'autres termes, ce qui est le signe d'un enseignement vraiment supérieur devait devenir une sorte de reproche. Laplace, s'il eût professé dans de pareils établissements, n'aurait certainement pas eu plus d'une douzaine d'auditeurs. Ouverts à tous, devenus le théâtre d'une sorte de concurrence dont le but est d'attirer et de retenir le public, que seront les cours supérieurs ainsi entendus ? De brillantes expositions, des « récitation » à la manière des déclamateurs de la décadence romaine. Qu'en sortira-t-il ? Des hommes véritablement instruits, des savants capables de faire avancer la science à leur tour ? Il en sort des gens amusés durant une heure d'une manière distinguée, il est vrai, mais dont l'esprit n'a puisé dans cet enseignement aucune connaissance nouvelle.

Certes, de nombreuses exceptions protesteront contre l'épidémie du bel esprit, conséquence nécessaire d'un tel système. Un Eugène Burnouf mettra sa gloire à avoir six ou huit élèves venus des quatre coins de l'Europe, et auxquels il enseigne les textes les plus difficiles, textes que lui seul sait comprendre et expliquer ; mais pour cela il faudra être un héros de la science. Dans un grand nombre de cas, le savant solide portera envie à son confrère superficiel qui, par une parole aisée, par des aperçus faciles à saisir, par des leçons détachées dont chacune fait un tout, saura mieux attirer et retenir la foule. Une sorte de rivalité souverainement déplacée s'établira, rivalité où le savant consciencieux, celui qui aspire à enseigner à ses auditeurs quelque chose de positif, aura nécessairement le dessous. Ce qu'il faut, c'est que l'oisif qui en passant s'est assis durant un quart d'heure sur les sièges d'une salle ouverte à tous les vents sorte content de ce qu'il a entendu. Quoi de plus humiliant pour le professeur, abaissé ainsi au rang d'un amuseur public, constitué par cela seul l'inférieur de son auditoire, assimilé à l'acteur antique dont le but était

atteint quand on pouvait dire de lui : *Saltavit et placuit* (1) ?

La surprise de l'Allemand qui vient assister à ces cours est très grande. Il arrive de son université, où il a été habitué à entourer son professeur d'un grand respect. Ce professeur est un *Hofrath* ; il voit le prince à certains jours ! C'est un homme grave, ne disant que des paroles remarquables, se prenant fort au sérieux. Ici, tout est changé. Cette porte battante, qui durant tout le cours ne cesse de s'ouvrir et de se fermer, ce va-et-vient perpétuel, cet air désœuvré des auditeurs, le ton du professeur presque jamais didactique, parfois déclamatoire, cette habileté à rechercher les lieux communs sonores qui n'apprennent rien de nouveau, mais qui font infailliblement éclater les marques d'assentiment, tout cela lui paraît étrange et inouï. Les applaudissements surtout excitent son plus haut étonnement. Un auditoire attentif n'a pas le temps d'applaudir. Cet usage bizarre lui montre de plus qu'il s'agit ici non d'instruire, mais de briller. Il s'aperçoit qu'il n'apprend rien, et se dit à lui-même qu'en Allemagne il ne souscrirait pas à ce cours. Dans un cours assujetti à une rétribution, ce qu'on veut pour son argent, c'est de la science positive, ce sont des résultats précis. On ne paye pas pour écouter un homme qui n'a d'autre but que de vous prouver qu'il sait bien parler. Wilhelm Schlegel, m'a-t-on dit, voulut, à l'imitation de la manière française, faire à Bonn de ces cours oratoires ; il n'eut aucun succès. Personne ne voulut se déranger pour entendre des récitaions brillantes, dont le but principal était de montrer l'esprit du professeur, et dont le résultat le plus clair était qu'on se dît à la sortie : « Il a du talent. »

Le talent, tel fut en effet le but suprême de la culture nouvelle inaugurée sous le double régime de la publicité absolue et de la gratuité. Deux circonstances importantes donnèrent à cette direction un caractère encore plus tranché. La Révolution, loin d'interrompre les traditions de sciences physiques et mathématiques, avait semblé leur donner un nouvel élan. Il n'en fut pas de même dans l'ordre

(1) Inscription d'Antibes.

qu'on appelle « des lettres », et qu'on appellerait beaucoup mieux l'ordre des sciences historiques et philologiques. Dans cet ordre, la France, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, était fort abaissée. La Révolution acheva de la décapiter. Vers 1800, la France n'avait réellement que deux savants éminents dans les études dont nous parlons, Silvestre de Sacy et d'Ansse de Villoison ; encore ces deux hommes, de premier ordre comme hellénistes et orientalistes, étaient-ils dénués de toute philosophie. Les études historiques et littéraires, tenant à des choses bien plus délicates que les sciences physiques et mathématiques, ne pouvaient se développer sous l'Empire : elles ne prirent chez nous un essor brillant que sous la Restauration ; mais le pli était donné. L'interruption fâcheuse que la Révolution avait amenée dans les études savantes devait porter ses fruits pendant plus d'un demi-siècle. Une certaine faiblesse dans l'enseignement des langues et de l'histoire fut la conséquence de cette interruption. A part quelques hommes éminents, peut-être supérieurs à tout ce que l'Europe produisait dans le même ordre, l'école française, en fait de lettres savantes, resta médiocre. Ce ne fut ni l'esprit, ni la pénétration, ni les habitudes laborieuses qui lui manquèrent, ce fut la tradition. Une quantité énorme de force se perdit faute de direction ; des efforts surhumains furent dépensés pour acquérir ce que l'étudiant d'une bonne université allemande ou hollandaise apprend en quelques mois.

La nature particulière de l'esprit français contribua bien plus encore à faire pencher notre enseignement supérieur vers les exercices oratoires. La maîtrise de l'esprit français, au moins depuis Louis XIV, est bien plus dans la forme que dans le fond des choses. Nulle part on n'écrit si bien qu'en France ; nulle part on n'hérite d'un si précieux trésor de bon langage, de si excellentes règles de style ; formé par des générations d'incomparables artisans de la parole, notre idiome est comme un guide excellent de la pensée, la contenant, la mesurant, parfois la limitant, mais toujours lui donnant un relief, une clarté qu'aucune langue n'égale. Les Italiens ont un privilège analogue, et sont après les Français la nation qui écrit le mieux. Certes je suis loin de



dire que ce don de lucide exposition exclut la solidité des recherches : la perfection serait de réunir les deux qualités ; mais la perfection est rare, et les dons des nations sont presque toujours exclusifs. Avec sa langue puriste à l'excès, l'Italie devait aboutir aux sonnets et à l'élégant radotage des académies du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le danger de la France dans l'ordre intellectuel est de devenir une nation de parleurs et de rédacteurs, sans souci du fond des choses et du progrès réel des connaissances. L'institution à laquelle la France a confié le recrutement de son corps enseignant dans l'ordre secondaire et supérieur, l'École normale, a été, pour la division des lettres, une école de style, non une école où l'on apprend des choses. Elle a produit des publicistes exquis, des romanciers attachants, des esprits raffinés en des genres fort divers, tout enfin, excepté des hommes possédant une solide connaissance des langues et des littératures. L'enseignement grammatical en particulier, base de la philologie, y a toujours été systématiquement abaissé. Sous prétexte de s'en tenir à des vérités générales de morale et de goût, on a enfermé les esprits dans le lieu commun. Les esprits, quand il s'en est trouvé, ont pris leur revanche, et sûrement aucun séminaire (1) d'Allemagne n'a produit d'hommes comme M. Prévost-Paradol, M. About, M. Taine. Telle est la France, compensant d'un bond son arriéré, sachant tout sans avoir rien appris, réalisant par les dons heureux et faciles de son génie ce que les autres obtiennent à force d'application et de travail.

Serait-il juste d'oublier, en effet, ce que le système d'instruction supérieure dont nous venons de critiquer certaines parties eut par moments de brillant et de glorieux ? Peut-on oublier ces professeurs illustres qui, dans la première moitié de ce siècle, donnèrent à la chaire profane un éclat sans égal ? Ce fut là une manifestation tout à fait originale de l'esprit français, à laquelle aucune autre nation n'a rien à comparer. Mais les institutions doivent être combinées en vue de durer. Il faut que, dans un système embrassant des centaines de personnes, la médiocrité ait sa place et

(1) Séminaire est en Allemagne à peu près synonyme d'école normale.

puisse produire des fruits. Un élève même secondaire de M. Böeckh, de M. Bopp, de M. Karl Ritter, rend des services, est un homme utile, qui compte dans le mouvement scientifique du temps, et travaille pour sa part à polir une des pierres qui entrent dans l'édifice du temple éternel ; mais qu'est-ce qu'un élève médiocre de M. Cousin, de M. Guizot, de M. Villemain, de M. Michelet ? Le genre d'enseignement inauguré par ces hommes supérieurs ne pouvait convenir qu'à eux. Il n'en pouvait sortir un mouvement fécond de recherches (1). De brillantes généralités, enseignées avec le plus rare talent, attirent un auditoire, mais ne forment pas d'élèves. Dans un pays comme la France, où la contagion du succès est dangereuse, la vogue de tels cours devait avoir de fâcheux résultats. Elle devait nuire aux enseignements spéciaux. Des facultés, où il était à sa place, l'enseignement oratoire devait gagner les établissements scientifiques proprement dits. On dut être amené à mesurer l'excellence d'un cours au nombre de ses élèves. Tel savant de premier ordre, dont le nom sera attaché dans des siècles à des découvertes capitales, se vit préférer l'agrégé, formé par de longs exercices aux habiletés de la parole. Ce qu'on appela un sujet de grande espérance fut le jeune homme habile dans l'art de l'exposition, mais le plus souvent incapable de faire faire à la science un progrès, de travailler utilement sous une direction, ou même de se tenir au courant des connaissances acquises. La recherche pure en souffrit d'irréparables dommages. Il fut trop souvent de bon goût d'accueillir par une feinte incrédulité les résultats nouveaux et les recherches de première main, qu'on qualifiait de témérités de la critique allemande. Par ce dédain superbe, on se donnait un air de supériorité, et du même coup on excusait sa paresse d'esprit. L'homme voué à l'exposition, en effet, n'aime pas qu'on change ses partis pris et ses phrases toutes faites. Moins soucieux du vrai que de la forme, ce qu'il voudrait, ce seraient des thèses convenues à la façon de la Chine, où l'on enseigne, dit-on,

(1) M. Cousin et M. Michelet ont provoqué des vocations historiques et de sérieux travaux ; mais ce n'est point par leurs cours de la Sorbonne ou du Collège de France qu'ils les ont provoqués.

une fausse astronomie en la sachant fausse, parce qu'elle est celle des bons auteurs. *L'Histoire universelle* de Bossuet n'a plus, dans l'état actuel des études historiques, aucune partie qui tienne debout ; mais le livre est classique : tant pis pour l'histoire. Mommsen aura beau faire, il n'aura pas raison contre ce beau style et ces habitudes enracinées.

Je ne me plains pas qu'un tel esprit existe. Il est utile, nécessaire peut-être ; mais, selon moi, il a beaucoup trop envahi l'enseignement supérieur. Il en est résulté un véritable abaissement pour les recherches de première main. Toute culture qui tourne sur elle-même sans se renouveler dégénère forcément en déclamations de rhétorique. Il ne faut pas croire qu'un corps enseignant puisse impunément n'être ni peu ni beaucoup un corps savant. On enseigne mal ce dont on n'a pas le sentiment vif et direct. Un exemple rendra ma pensée. Les textes de l'antiquité sont venus jusqu'à nous à travers mille accidents qui en ont rendu la reconstitution, dans une foule de cas, douteuse et toujours pleine de difficultés. Les premières éditions des classiques, faites au xv<sup>e</sup> siècle, se bornant presque toutes à reproduire lettre pour lettre un seul manuscrit, étaient illisibles. Les éditeurs savants du xvi<sup>e</sup> siècle, hommes de goût et surtout préoccupés de faire jouir les anciens de la vogue qu'ils méritaient, voulurent donner au public des éditions où l'on ne s'aheurtât pas à chaque ligne contre des non-sens. Ils corrigèrent, parfois avec bonheur, mais souvent avec une effrayante hardiesse, voulant à tout prix que le texte qu'ils offraient au public fût net et clair. La comparaison de tous les manuscrits était alors impossible, et puis on était pressé ; il fallait répondre à la juste avidité que le public témoignait pour tant de chefs-d'œuvre. En réalité, pendant deux cents ans, les textes classiques que les écoles admirèrent et commentèrent furent des textes fort altérés, où les rhéteurs du Bas-Empire et les philologues de la Renaissance avaient collaboré pour une bonne part. Quelle fut, dans la grande enquête qui s'ouvrit en Allemagne vers la fin du dernier siècle, la méthode suivie par la critique ? La même que celle qu'on observe dans la restauration des œuvres d'art. Une foule de statues antiques avaient été,

au xvi<sup>e</sup> siècle, réparées et retouchées, car ce qu'on se proposait à cette époque, ce n'était nullement de voir les œuvres de l'antiquité telles qu'elles étaient venues jusqu'à nous : c'était de montrer des œuvres belles, que rien ne déparât. Quand un goût plus exercé s'introduisit dans l'étude de l'art ancien, on se hâta d'enlever ces additions malencontreuses. On a fait de même pour les textes. Grâce aux facilités qu'offrent maintenant les grandes collections de manuscrits centralisées dans les capitales, on a institué un vaste travail de collation ; au moyen de règles sûres, on est remonté au plus ancien texte qu'il soit possible d'atteindre ; on a fait justice des corrections maladroitement des éditeurs modernes. Or, voici ce qu'il y a de bien remarquable. Le département des manuscrits de la Bibliothèque impériale est la plus précieuse collection que l'on possède pour les textes de l'antiquité latine. Sont-ce les professeurs de l'Université de France qui ont fait usage de tels trésors ? Nullement. Ce sont des colonies d'Allemands et de Hollandais qui ont exploité ce vaste dépôt et en ont cueilli tout le fruit. Des collections de classiques, où rien n'était épargné sous le rapport de la typographie, se sont faites en France, sans qu'on se soit avisé d'aller rue de Richelieu chercher les moyens d'améliorer les textes. Ce travail même, exécuté par l'Allemagne et la Hollande avec une si rare patience, l'école universitaire l'a presque vu de mauvais œil. Il a été de règle de dire que les Allemands « changent les textes », quand en réalité ils ne font qu'essayer de les retrouver. Autant vaudrait prétendre qu'on change un beau tableau de maître en le dégageant de mauvais repeints. La routine, du reste, est toujours la même. Quand l'Aristote grec, l'Aristote véritable, parut, il eut une longue lutte à soutenir contre l'Aristote apocryphe des universités. Les professeurs se plaignirent ; habitués à s'en tenir à des cahiers d'école qui n'avaient pas cent ans et qui étaient en possession de présenter les vraies doctrines du philosophe, ils traitèrent celui-ci en intrus lorsqu'il osa se présenter avec le texte authentique de ses ouvrages. Combien de fondateurs, s'ils revenaient, seraient ainsi fort mal reçus de ceux qui prétendent enseigner en leur nom !



Je sais que des restrictions nombreuses sont ici nécessaires ; mieux que personne j'ai pu apprécier ce que valent quelques-uns de nos maîtres, et je déclare bien haut qu'il n'est pas une seule des assertions précédentes qui ne fût fausse, si on la prenait dans un sens absolu ; mais presque tous les vrais savants que compte dans son sein le corps enseignant seront eux-mêmes, j'imagine, d'accord avec moi pour regretter de voir la direction qu'ils donnent si peu suivie. L'enseignement de nos facultés des lettres, dans son ensemble, est moins celui de la science moderne que celui des rhéteurs du IV<sup>e</sup> ou du V<sup>e</sup> siècle, et souvent je me figure que, si les grammairiens contemporains d'Ausone entraient dans les salles de notre haut enseignement, ils croiraient entrer dans leur école. Paris est un centre si brillant, qu'on ne s'aperçoit pas de cette lacune ; mais, si l'on passe à la province, quel désert ! A part quelques honorables exceptions, il ne sort des facultés de province rien d'original, rien de première main. Une ou deux tentatives qui se sont produites pour former ou continuer des écoles provinciales, bien que révélant une activité louable, ont décelé un manque de sérieux, une puérilité, une fausseté de jugement, qui attristent. Strasbourg seul, par suite de ses institutions protestantes, a gardé une forte tradition d'études propres et de solides méthodes. A cela près, toute la production scientifique va de plus en plus se concentrant à Paris. On ne cherche, on ne trouve que là. Cette brillante Alexandrie sans succursales m'inquiète et m'effraye. Aucun atelier de travail intellectuel ne peut être comparé à Paris ; c'est une ville faite exprès pour l'usage des gens d'esprit ; mais qu'il faut se défier de ces oasis au milieu d'un désert ! Des dangers perpétuels les assiègent. Un coup de vent, une source tarie, quelques palmiers coupés, et le désert reprend ses droits.

N'hésitons donc pas à le dire : il y a là une infériorité dont il importe de se préoccuper. Dans les voies nouvelles où est entré l'esprit européen depuis cent ans, la France cesserait de garder son rang, si elle s'en tenait à ses vieilles traditions de spirituelle légèreté. Admettons que la France soit aujourd'hui aussi spirituelle qu'elle l'était autrefois ;



il est bien sûr au moins que son genre d'esprit n'est pas aussi goûté. Ce n'est plus cet esprit qui fait la loi en Europe. Le groupe nombreux d'hommes intelligents qui travaillent avec ardeur et succès à tirer l'Angleterre de ses habitudes arriérées est tourné tout entier du côté de l'Allemagne. L'Italie, la Grèce, qui s'éveillent, ne vont pas à l'école de la France ; elles vont à l'école de l'Allemagne. La Russie y est depuis cent ans et y reste. Or c'est justement le privilège de la France de savoir se plier à tout et d'exceller même en ce qu'elle emprunte. La France, à l'heure qu'il est, est assez ignorante : elle croit qu'on lui dit des choses hardies quand on lui parle de choses élémentaires ; mais, qu'on ne s'y trompe pas, demain elle sera passée maîtresse. On dirait une femme qui d'abord vous écoute sans vous comprendre, puis, tout à coup, vous prouve par un mot juste, vif, profond, qu'elle a tout compris, et qu'en un moment elle a deviné ce qui vous a coûté de longs efforts. En une heure, la France peut ainsi réparer toutes ses fautes passées. Il y a dans le naïf étonnement que lui inspirent les nouvelles études quelque chose de si spirituel, qu'un pédant même en serait désarmé. Seulement, ne nous imaginons pas que, pour soutenir notre réputation, nous soyons obligés d'être superficiels. Nos pères ne l'étaient pas tant qu'on le dit ; en tout cas, ils l'étaient sans effort. La légèreté a un premier charme ; mais il n'y faut pas trop appuyer. Gardons-nous de ce que M<sup>me</sup> de Staël a quelque part appelé le pédantisme de la légèreté.

### III

En soumettant ces réflexions aux personnes qui s'occupent des choses de l'esprit, on n'a nullement prétendu faire la critique d'aucune administration. Ce qui est arrivé est arrivé fort logiquement ; personne n'en est responsable, et en tout cas ceux qui peuvent le plus justement s'en laver les mains sont ceux qui n'ont fait que recueillir l'héritage d'un long passé. Encore moins a-t-on voulu demander des

réformes, ou même en indiquer. Je crois peu à l'efficacité des règlements ; non qu'ils soient indifférents, mais rarement le bien qui résulte des réformes compense l'inconvénient de changer ce qui est établi. Je conçois une administration idéale qui ne ferait pas un seul arrêté nouveau, et se bornerait à un choix de personnes. Les hommes sont tout ; les règlements, très peu de chose. Les conditions de notre enseignement supérieur tiennent d'ailleurs si profondément aux lois fondamentales de la société française sortie de la Révolution, qu'il ne faut songer à aucune modification radicale. Limiter la gratuité et la publicité absolues de cet enseignement semblerait illibéral. Le transporter hors de Paris, créer en France des villes d'étude, des Goettingue, des Heidelberg, paraîtrait à plusieurs une pensée si folle, qu'il est inutile de la discuter. Or, toute la direction qu'a prise en France le système de l'enseignement supérieur est la suite de ces trois ou quatre conditions fondamentales. Faut-il donc renoncer à voir la France dotée de ces grands établissements scientifiques qui font la gloire des pays étrangers ? Non, sans doute. Les cadres existent ; une administration éclairée, également attentive à toutes les parties de ses attributions, persuadée que le devoir de l'État est double, qu'il doit à la fois répandre les connaissances et les étendre, une telle administration, dis-je, saurait tirer parti des ressources infinies que la France possède. Deux ou trois circonstances récentes me semblent de nature à faciliter cette tâche et à élever chez nous le niveau de l'enseignement supérieur.

Je mets sur la première ligne la liberté accordée en principe à un enseignement libre, d'un caractère à la fois attrayant et élevé, de se former à côté de celui de l'État. Si, comme on doit l'espérer, cette excellente institution est destinée à prendre des développements, on en peut attendre les plus heureux effets (1). Tout éveil est salutaire, et telle est la miraculeuse efficacité de la liberté, qu'elle profite à tous, même à ceux dont elle semble blesser les privilèges.

(1) Ceci fut écrit en 1864. Les espérances qu'on formait alors ne se sont guère réalisées.

Dans mon opinion, personne ne retirera plus d'avantages de ces sortes de cours libres que l'enseignement de l'État. La charge d'amuser et d'instruire un public aimable et spirituel étant devenue ce qu'elle doit être, c'est-à-dire une industrie libre, permise, encouragée même, les titulaires des grandes chaires seront plus à l'aise pour vaquer à leurs austères devoirs. L'État ne doit l'amusement à personne. Il doit l'instruction élémentaire à tous ; il doit de plus la haute instruction destinée à un petit nombre, mais dont les bienfaits retombent sur tous. On peut sérieusement espérer que les établissements d'instruction supérieure gagneront à être ainsi débarrassés d'un public qui les faussait. Rendus à leur vraie destination, qui est de continuer la tradition de la haute culture, ils songeront moins à attirer la foule qu'à faire des élèves. L'idée de l'autorité scientifique, qui manque si profondément en France, s'étendra et se fortifiera.

Une distinction d'ailleurs s'établira de plus en plus. Que les chaires de facultés continuent à avoir pour but principal de répandre les vérités acquises, la science déjà faite, nous n'y voyons pas d'inconvénient ; mais qu'on ne sacrifie pas à ce besoin légitime d'une exposition élégante et claire la science en voie de se faire, l'enseignement dont le but principal est de découvrir des résultats nouveaux. Que le Collège de France redevienne ce qu'il fut au *xvi<sup>e</sup>* siècle, ce qu'il a été depuis à plusieurs reprises, le grand chapitre scientifique, le laboratoire toujours ouvert où se préparent les découvertes, où le public est admis à voir comment on travaille, comment on découvre, comment on contrôle et vérifie ce qui est découvert. Les cours intéressants ou simplement instructifs n'y sont pas à leur place ; il ne doit pas y être question de programmes formant un ensemble. Les cadres mêmes du Collège doivent varier sans cesse. A part un certain nombre de chaires, qui ont toujours leur raison d'être, car elles représentent de grandes divisions scientifiques où le travail se continue de siècle en siècle, les titres des chaires devraient être pour la plupart mobiles, correspondant à la tâche de chaque jour. Il ne faut pas s'obliger ici à des symétries imaginaires, ni tenir à ce

que toutes les branches de l'enseignement soient représentées. Certes, Dieu me garde d'indiquer une seule des chaires actuellement existantes dont on pût désirer la suppression, puisqu'il n'en est pas une qui ne soit occupée par un homme d'un rare mérite ; n'est-il pas cependant regrettable qu'aucun vide ne se soit encore produit qui ait permis de créer une chaire de zend, une chaire de littérature védique, et surtout une chaire de langues et de littératures celtiques ? Ce dernier point est pour les amis des études savantes l'objet d'amères réflexions. Il n'y a pas en Allemagne, je ne dis pas une université, mais une école d'un ordre élevé, qui n'ait sa chaire de langues et de littératures germaniques anciennes. Serait-ce que les langues celtiques possèdent moins de monuments, qu'elles donnent lieu à des problèmes de critique moins intéressants et moins variés ? Non certes. Les textes écrits dans les quatre dialectes celtiques forment une masse presque égale à celle des anciens textes germaniques ; ils remontent presque aussi haut, et, sous le rapport de l'intérêt historique et poétique, ils sont, selon moi, supérieurs. Eh bien ! ces trésors nationaux sont chez nous oubliés. Il a suffi de quelques exagérations niaises, des ridicules d'une ou deux académies celtiques au commencement de ce siècle pour jeter un discrédit complètement injuste sur ces études : nos vieilles langues indigènes ne jouissent pas du même honneur que le turc et le javanais ; elles n'ont jamais été représentées dans notre haut enseignement.

Un riche Collège de France où rien ne soit donné à la frivolité, dont l'existence soit à peine connue du grand public, bien que personne n'en soit exclu, voilà donc le grand remède à cette infériorité dans les hautes études qu'un peuple jaloux d'être envié par les autres ne saurait patiemment souffrir. La raison qui fit créer le Collège de France au *xvi<sup>e</sup>* siècle est celle qui doit le faire durer. La Renaissance avait créé une foule d'études et de méthodes auxquelles l'Université refusait l'entrée dans ses établissements. François I<sup>er</sup>, au lieu de combattre directement par des mesures administratives l'esprit routinier de l'Université, créa à côté d'elle un établissement rival, où les études

nouvelles que l'on repoussait trouvèrent un asile. Que faire pour rendre le Collège de France à cette haute destination ? Reprendre l'esprit de François I<sup>er</sup> et de Henri II, y appeler les hommes qui, dans les sciences physiques et mathématiques, ou dans les sciences historiques et philologiques, sont en voie de créer. Qu'aucune branche nouvelle d'études ne se manifeste en France sans qu'immédiatement elle soit représentée au Collège par son fondateur. Il n'est nullement nécessaire que les chaires du Collège de France représentent le cadre encyclopédique de l'enseignement. Ce qui est essentiel, c'est qu'elles représentent l'état du mouvement scientifique. Le but du Collège de France étant moins de fournir une série complète de cours que de maintenir la grande tradition des recherches de première main, les leçons du professeur, pour un grand nombre d'enseignements, ne devraient constituer qu'une partie de ses devoirs. Le Collège de France n'a jamais été plus florissant qu'à l'époque où il n'avait pas de bâtiment à lui (1), et où chaque professeur réunissait à son domicile les disciples désireux de l'entendre. L'essentiel serait que l'homme voué à une série de recherches nouvelles formât autour de lui une école qui travaillât sous sa direction. Les laboratoires atteignent très bien ce but pour la chimie, la physique, la physiologie. Peut-être pour l'enseignement philologique serait-il opportun de créer quelques bourses « d'auditeurs pensionnaires » qui permettraient à des jeunes gens studieux de suivre durant un certain nombre d'années des études qui sont d'abord complètement improductives. La vie modeste du jeune savant étant devenue beaucoup plus difficile depuis les récentes transformations de la vie parisienne, il s'ensuivra un grand déchet pour la haute culture, si l'on n'y porte remède par des précautions sagement ménagées.

A plusieurs, de tels soucis pour des études en apparence humbles et obscures paraîtront superflus. Le grand danger de nos sociétés, ce sont les courtes vues. On ne songe qu'à

(1) Il importe, en effet, d'observer que l'ancien « lecteur royal » était uniquement pensionné pour répandre et perfectionner de la façon qu'il jugeait la meilleure les études qu'il représentait. Le Collège n'a commencé à avoir un local que sous Louis XIII.



un seul âge. « Depuis cinquante ans, a dit très bien M. Biot (1), les sciences physiques et chimiques ont rempli le monde de leurs merveilles. La navigation à vapeur, la télégraphie électrique, l'éclairage au gaz ou celui qu'on obtient par la lumière éblouissante de l'électricité, les rayons solaires devenus des instruments de dessin, d'impression, de gravure, cent autres miracles humains que j'oublie, ont frappé les peuples d'une immense et universelle admiration. Alors, la foule irréfléchie, ignorante des causes, n'a plus vu des sciences que leur résultat, et, comme le sauvage, elle aurait volontiers trouvé bon qu'on coupât l'arbre pour avoir le fruit. Allez donc lui parler d'études antérieures, de théories physiques, chimiques qui, longtemps élaborées dans le silence du cabinet, ont donné naissance à ces prodiges. Vantez-lui les mathématiques, ces racines génératrices de toutes les sciences positives. Elle ne s'arrêtera pas à vous écouter. A quoi bon des théoriciens ? Lagrange, Laplace, ont-ils créé des usines ou des industries ? Voilà ce qu'il faut ! Elle ne veut que jouir. Pour elle, le résultat est tout ; elle ignore les antécédents et les dédaigne. Gardons-nous, tous tant que nous sommes qui cultivons les sciences, de nous laisser troubler à ce bruit des exigences populaires. Poursuivons avec une invariable persévérance notre patient travail d'exploration, sans les écouter. »

C'est moins la foule ignorante qu'une médiocrité prétentieuse et mesquinè qui fait le raisonnement justement blâmé par M. Biot ; mais il est très vrai que ce faux raisonnement est le véritable danger des sociétés modernes, surtout de la société française. Ce qui est brillant et actuel a chez nous trop d'avantages sur ce qui est à longue portée. La solidité en a beaucoup souffert. Certes, nous savons plus de choses que le *xvii<sup>e</sup>* et le *xviii<sup>e</sup>* siècle ; le monde s'est pour nous infiniment élargi ; l'histoire surtout, comme nous la concevons, n'a presque rien de commun avec ce qu'on appelait de ce nom ; mais la discipline intellectuelle était plus forte autrefois. Quelle application ! quel sérieux !

(1) *Journal des Savants*, mars 1854, et *Mélanges scientifiques et littéraires*, I, p. 469-470.

et, au milieu de singulières petitessees, quel goût de la vérité ! Les classes sociales étaient à quelques égards mieux ordonnées. La magistrature, le clergé, les institutions monastiques fournissaient aux hommes laborieux d'excellentes formes d'existence. En s'obligeant à remplacer tout cela, le budget a accepté un lourd héritage. Qu'il n'y manque pas tout à fait ; que l'État fasse pour la culture scientifique ce qu'il fait pour les choses indispensables qui seraient négligées s'il ne s'en mêlait. Les forêts disparaîtraient, si on les abandonnait à la spéculation privée ; il en faut cependant, et voilà pourquoi on les cultive comme choses d'État. Il en est de même de la haute science. Elle ne périrait pas sans doute, si l'État en France l'abandonnait : grâce à la division de l'Europe et aux bien-faisantes rivalités qu'elle porte en son sein, grâce surtout à l'initiative individuelle et aux grandes fortunes qui, en Angleterre particulièrement, sont venues en des mains intelligentes, l'avenir du libre développement de l'esprit est assuré ; mais il y va de l'honneur de notre pays. L'intime persuasion que le monde nous admire ne suffit pas : il faut prouver par des effets qu'on tient sa place dans le genre de culture d'esprit que l'Europe a définitivement préféré.

Certes, il serait fort puéril d'espérer que la France modifiera son caractère ; il serait même téméraire de le souhaiter. Elle est charmante comme elle est. Aurait-on la baguette des fées, il faudrait trembler avant de toucher à ces choses complexes où tout se tient, où les qualités sortent des défauts, et où l'on ne peut rien changer sans faire crouler l'ensemble. Mais le moyen d'être vraiment soi-même n'est pas de cultiver ses défauts. La grandeur de la France est de renfermer les pôles opposés. La France est la patrie de Casaubon, de Descartes, de Saumaise, de Du Cange, de Fréret. La France a été une nation sérieuse aux époques où elle était le plus spirituelle ; on pourrait même soutenir qu'elle était plus spirituelle quand elle était plus sérieuse, et que ce qu'elle a perdu en solidité, elle ne l'a pas gagné en véritable agrément. Gardons, je le veux bien, la tradition de l'esprit français, mais gardons-la

tout entière. N'espérons pas surtout que nous exercerions désormais sur l'Europe l'action que nous avons exercée au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle en nous renfermant dans nos vieilles habitudes. La culture intellectuelle de l'Europe est un vaste échange où chacun donne et reçoit à son tour, où l'écolier d'hier devient le maître d'aujourd'hui. C'est un arbre où chaque branche participe à la vie des autres, où les seuls rameaux inféconds sont ceux qui s'isolent et se privent de la communion avec le tout.

La grande expérience que la France accomplit depuis la fin du siècle dernier se poursuit dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre politique. L'issue de cette expérience est tout à fait incertaine ; mais il sera sûrement glorieux de l'avoir tentée. La démocratie à la manière française peut-elle constituer en politique une société forte et durable ? Peut-elle constituer dans l'ordre intellectuel une société éclairée, qui ne soit pas dominée par les charlatans, où le savoir, la raison, la supériorité d'esprit aient leur place, leur autorité légitime et leur prix ? Voilà ce qu'on saura dans cent ans, et on le saura grâce à la France. Je suis de ceux qui croient à l'avenir de la démocratie ; mais ces sortes de prévisions sont toujours sujettes à beaucoup de doutes, car les choses humaines sont trop compliquées pour qu'on puisse être sûr de tenir à la fois toutes les données du problème, et d'ailleurs la volonté des grands hommes vient de temps en temps déjouer les calculs. En tout cas, il faut continuer l'expérience. *Felix culpa !* Cette audace qui parfois nous enlève les avantages des gens sensés fait notre grandeur. Beaucoup d'excellents esprits, à la vue des crises périodiques, suivies d'abattements, qui semblent le régime de notre pays, voudraient imiter ceux qui n'ont pas péché, ou bien user de remèdes capables de nous rendre le calme. Ce calme serait la mort. La France ne sait pas être médiocre. Si on veut travailler à la rendre telle, on n'y réussira pas ; ce n'est pas médiocre, c'est nulle et inférieure à tous qu'on la rendrait. N'arrêtons donc pas cette fièvre glorieuse, qui est le signe de notre noblesse. Prenons garde seulement qu'un accès n'emporte le malade, ou ne le frappe d'une incurable débilité. La solide culture de l'esprit,

une vigilante attention donnée aux intérêts permanents des sociétés, une perpétuelle appréhension de céder aux vues superficielles qui trop souvent surprennent les jugements de la foule, sont les contrepoids au moyen desquels on préviendra quelques-unes des chances mauvaises d'une situation pleine de péril.





## L'INSTITUT DE FRANCE (1)

L'INSTITUT est une des créations les plus glorieuses de la Révolution, une chose tout à fait propre à la France. Plusieurs pays ont des académies qui peuvent rivaliser avec les nôtres par l'illustration des personnes qui les composent et par l'importance de leurs travaux ; la France seule a un Institut, où tous les efforts de l'esprit humain sont comme liés en faisceau, où le poète, le philosophe, l'historien, le philologue, le critique, le mathématicien, le physicien, l'astronome, le naturaliste, l'économiste, le jurisconsulte, le sculpteur, le peintre, le musicien, peuvent s'appeler confrères. Deux pensées préoccupèrent les hommes simples et grands qui conçurent le dessein de cette fondation toute nouvelle : l'une admirablement vraie, c'est que toutes les productions de l'esprit humain se tiennent et sont solidaires l'une de l'autre ; l'autre, plus critiquable, mais grande encore et en tout cas tenant à ce qu'il y a de plus profond dans l'esprit français, c'est que les sciences, les lettres et les arts sont une chose d'État, une chose que chaque nation produit en corps, que la patrie est chargée de provoquer, d'encourager et de récompenser. « Il y a pour toute la République un Institut national chargé de recueillir les découvertes, de perfectionner les arts et les sciences (loi du 22 août 1795). » L'avant-dernier jour de la Convention (25 octobre 1795), parut la loi destinée à réaliser cette pensée pleine d'avenir. L'objet de l'Institut est le progrès de la science, l'utilité générale et la gloire de la République. Il rend compte tous les ans

(1) Article paru dans *Paris-Guide*, 1<sup>re</sup> partie : *La Science et l'Art*, 1867. (N. de l'éd.)

au Corps législatif des progrès accomplis. Il a son budget, ses collections, ses prix ; il confie des missions, patronne les établissements scientifiques et littéraires. Pour la formation du noyau primitif de ses membres, il fut décidé que le directoire exécutif nommerait quarante-huit personnes, soit un tiers des titulaires : ceux-ci nommeraient les deux autres tiers au scrutin.

Trois hommes contribuèrent surtout à tracer ces grandes lignes, auxquelles il faudra revenir toutes les fois que l'Institut voudra renouveler sa jeunesse : ce furent Lakanal, Daunou, Carnot. Malheureusement, la France était alors à l'état d'un malade qui sort épuisé d'un accès de fièvre. Des branches entières de la culture humaine avaient été balayées. Les sciences morales, politiques, philosophiques étaient profondément abaissées. La littérature était presque nulle. Les sciences historiques et philologiques ne comptaient que deux hommes éminents, Silvestre de Sacy et d'Ansse de Villoison. En revanche, les sciences physiques et mathématiques étaient à un des moments les plus glorieux de leur développement. Les divisions de l'Institut en classes et en sections se ressentirent de cet état de choses. Les classes étaient au nombre de trois. L'une répondait exactement à l'Académie des sciences actuelle, et présentait à peu près les mêmes sections. La seconde s'appelait classe des « sciences morales et politiques ». Elle répondait à l'Académie qui porte aujourd'hui le même nom et à une petite partie de notre Académie des inscriptions et belles-lettres. La troisième classe s'appelait « littérature et beaux-arts ». Elle embrassait ce que nous appelons maintenant Académie française, Académie des beaux-arts et la plus grande partie de l'Académie des inscriptions. La grande erreur de cette division était de ne pas admettre l'existence des sciences historiques. A dire vrai, ceux qui la firent étaient excusables ; ces sciences alors existaient à peine en France. Les sciences historiques supposent de longues traditions, une société raffinée et, jusqu'à un certain point, aristocratique. La philosophie, d'un autre côté, ne se commande pas et ne se laisse point classer. Quelque chose d'un peu écolier, sen-

tant le pédagogue, présida à toute cette distribution primitive. La deuxième classe avait une section appelée « Analyse des sensations et des idées ». Six personnes étaient toujours occupées à ce difficile labeur. La troisième classe comprenait huit sections qui s'appelaient : « Grammaire, Langues anciennes, Poésie, Antiquités et monuments, Peinture, Sculpture, Architecture, Musique et Déclamation ».

Cette organisation primitive dura six ans. Divers règlements vinrent successivement la compléter. La loi du 4 avril 1796 régla le mode des élections ; elles étaient à trois degrés. Les sections faisaient des présentations aux classes, celles-ci en faisaient à l'Institut entier, lequel votait en dernier ressort. On ne pouvait être membre à la fois de plusieurs classes. Le droit de présentation pour les vacances dans toutes les grandes écoles de l'État fut attribué aux classes correspondantes. Enfin, par cette même loi fut dévolue à l'Institut la continuation des grands recueils commencés sous la royauté par l'Académie des sciences et par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. On jugea que, dans une société où, en haine des corporations, on avait tout rendu individuel et viager, l'Institut avait seul assez de continuité pour accepter l'héritage de ces grands travaux ; pensée juste et féconde, dont il faut principalement faire honneur à Camus.

Le premier Consul, cependant, voyait de mauvais œil un corps libre, borné, il est vrai, à la pure spéculation, mais se mouvant sans limites ni entraves dans le vaste champ des choses de l'esprit. Quelques défauts sensibles s'étaient d'ailleurs manifestés dans le plan primitif. Le 23 janvier 1803, une organisation nouvelle, inspirée par Chaptal, vint modifier l'œuvre de la Convention. L'approbation du premier Consul fut requise pour toutes les élections. Le nombre des classes fut de quatre. La première répondait à notre Académie des sciences ; la deuxième (langue et littérature françaises), à l'Académie française ; la troisième (histoire et littérature anciennes), à notre Académie des inscriptions ; la quatrième, à l'Académie des beaux-arts. A beaucoup d'égards, cette division était meil-

leure que celle de 1795. Sous une forme chétive encore, elle créait une place aux sciences historiques. Elle détruisait l'agglomération disparate de spécialités sans lien entre elles, que la loi de 1795 avait établie sous le nom de troisième classe. Dans la classe de langue et de littérature françaises, et dans celle d'histoire et de littérature anciennes, les sections intérieures, toujours funestes aux corps savants, furent supprimées. La création des secrétaires perpétuels donna plus de suite aux travaux. La continuation des recueils diplomatiques, legs de l'ancien régime et en particulier de la savante Congrégation de Saint-Maur, fut dévolue à la troisième classe. Mais l'esprit général de cette organisation nouvelle était, sous d'autres rapports, bien étroit. Les sciences morales et politiques se trouvèrent écartées des travaux de l'Institut. La première classe n'eut le droit de s'occuper de ces sciences que « dans leur rapport avec l'histoire ». On sent la volonté systématique de découronner l'esprit humain, de réduire la littérature à de puérils exercices de rhétorique. Les sciences physiques et mathématiques gardèrent la supériorité que leur assuraient des hommes tels que Laplace, Lagrange, Monge, Berthollet. Mais la nullité littéraire et philosophique devint déplorable ; les sciences historiques, de leur côté, se développèrent d'une façon pénible. C'était la faute du temps, plus que celle du gouvernement. Celui-ci prit l'initiative de quelques fondations utiles. La continuation de l'*Histoire littéraire de la France*, précieux recueil commencé par les bénédictins, fut décrétée en 1807 sur la proposition de M. de Champigny.

L'organisation de l'Institut, inauguré en 1803, dure jusqu'en 1816. Le 21 mars de cette année, une ordonnance du roi Louis XVIII porta à l'Institut un coup bien plus grave que celui du 23 janvier 1803. Fondation révolutionnaire, l'Institut déplaisait aux hommes exaltés de ce temps. Un moment on songea à le supprimer et à rétablir les académies de l'ancien régime. Un parti de conciliation prévalut. « La protection que les rois nos aïeux ont constamment accordée aux sciences et aux lettres nous a toujours fait considérer avec un intérêt particulier les divers établisse-

ments qu'ils ont fondés pour honorer ceux qui les cultivent : aussi n'avons-nous pu voir sans douleur la chute de ces académies qui avaient si puissamment contribué à la prospérité des lettres, et dont la fondation a été un titre de gloire pour nos augustes prédécesseurs. Depuis l'époque où elles ont été rétablies sous une dénomination nouvelle, nous avons vu avec une vive satisfaction la considération et la renommée que l'Institut a méritées en Europe. Aussitôt que la divine Providence nous a rappelé sur le trône de nos pères, notre intention a été de maintenir et de propager cette savante compagnie ; mais nous avons jugé convenable de rendre à chacune de ses classes son nom primitif, afin de rattacher leur gloire passée à celle qu'ils ont acquise, et afin de leur rappeler à la fois ce qu'elles ont pu faire dans des temps difficiles, et ce que nous devons en attendre dans des jours plus heureux. »

Voilà un fort bon langage, et qui semble nous porter bien loin de l'œuvre mesquine de Chaptal et du premier Consul. Malheureusement, le gouvernement de Louis XVIII démentit son apparente modération, et, sous prétexte de reconstituer l'Institut, lui fit la plus grande violence qu'il eût jamais subie. Jusque-là, il n'y avait eu qu'une seule radiation parmi les membres de l'Institut, celle de Carnot, prononcée avec une déplorable légèreté à la suite du 18 fructidor, et bientôt réparée. Le premier Consul, en supprimant la classe des sciences morales et politiques, n'avait privé personne du titre de membre de l'Institut. Tous ceux qui jouissaient de ce titre en 1803 furent répartis entre les nouvelles classes établies à cette époque. Il n'en fut pas de même en 1816. Vingt-deux académiciens, entre lesquels le peintre David, l'évêque Grégoire, Monge, Carnot, Lakanal, Sieyès, furent privés d'un titre qu'ils honoraient par leur caractère ou leurs œuvres. Cette mesure de vengeance et d'iniquité avait été provoquée par le comte de Vau-blanc. En revanche, dix-sept personnes reçurent, par ordonnance royale, un titre qui n'a toute sa valeur que quand il est décerné à un homme de lettres ou un savant par le libre suffrage de ses pairs. C'était là un triste début. La suite ne le démentit pas. Le brillant éclat littéraire du temps de la



Restauration, le puissant éveil des esprits qui firent de cette époque le commencement d'une nouvelle ère intellectuelle pour la France, ne doivent pas laisser oublier l'état d'infériorité où la science fut tenue sous Louis XVIII et Charles X. Une sorte de puérilité frappa en particulier l'académie qui représentait les études historiques. Le titre de gentil-homme de la chambre faisait admettre un homme parmi les érudits. Ce n'est pas que l'organisation fût mauvaise. En réalité, on n'avait guère fait que changer le nom de deux académies. La classe de langue et de littérature françaises était devenue l'Académie française ; la classe d'histoire et de littérature anciennes avait repris le nom, compris de peu de personnes (1), d'Académie des inscriptions et belles-lettres. Les académies eurent leur règlement particulier et furent plus distinctes. La grande unité de l'Institut, telle que la Convention l'avait rêvée, était brisée depuis 1803 ; peut-être était-ce là une conception impossible. Mais les expulsions de 1816 ne sauraient être pardonnées. Au sein des diverses académies, surtout de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, les préjugés politiques et religieux du temps régnèrent, d'ailleurs, avec beaucoup d'intolérance. De précieuses qualités furent usées en intrigues. Les influences les plus ridiculement incompétentes s'exerçaient au su de tous. M. le duc de Berry, M. le duc d'Angoulême avaient leurs candidats. L'institution des membres libres créa pour l'avenir le germe de grandes difficultés. L'intérêt des études sérieuses était le moindre souci d'académiciens hommes du monde, qui voyaient surtout dans leur nomination le privilège de porter l'épée et un habit brodé.

La Révolution de 1830 amena des jours meilleurs. Certes, si jamais la vengeance littéraire était permise, elle l'eût été au lendemain des journées de Juillet. Le parti légitimiste avait énormément abusé de sa force. Il s'était montré

(1) Ce nom ne vient pas de ce que cette académie s'occupe d'inscriptions. Il vient de ce que le premier noyau de la savante compagnie qui a rendu tant de services à l'histoire au XVIII<sup>e</sup> siècle fut une commission formée au sein de l'Académie française, et chargée de faire des inscriptions pour les médailles de Louis XIV. Cet objet devint bientôt accessible, mais le nom resta.

rogue, étroit, malveillant. Il restait, quoique vaincu sur la place publique, en majorité dans presque toutes les académies. Le gouvernement du roi Louis-Philippe, avec une haute raison, se fia au temps et à la bonne direction qu'il comptait donner aux choses de l'esprit pour vaincre ces survivants d'un régime déchu. Il n'enleva ni ne conféra à personne le titre de membre de l'Institut. Mais, attentif à s'attacher les hommes de mérite, habile à traiter les affaires de littérature et de science, il eut bientôt conquis dans les diverses académies, par des moyens légitimes, l'influence qu'il eût peut-être vainement demandée à des radiations ou à des intrusions.

Une mesure importante, qui fut prise sur la proposition de M. Guizot, en 1832, mit cette sage conduite dans tout son jour. Le mot de « sciences morales et politiques » avait disparu de l'Institut depuis 1803. On ne peut pas dire précisément que cette académie eût été supprimée, puisque tous les membres en avaient été placés dans d'autres sections, et que les études historiques et géographiques qui furent d'abord attribuées à ladite classe avaient passé dans le domaine de la troisième classe, devenue depuis 1816 Académie des inscriptions. Mais la philosophie, la morale, la législation, l'économie politique, la statistique, n'avaient pas de place officielle dans l'Institut sous l'Empire et la Restauration. — En ce qui concerne la philosophie, cette lacune n'était pas fort à regretter. La philosophie de notre temps n'est pas une science à part ; c'est l'esprit général de toutes les sciences. Il est assez singulier qu'il y ait dans l'Institut une section de six personnes s'appelant « section de philosophie ». En tout cas, une telle section serait à quelques égards mieux placée dans une académie scientifique, vouée à la pure spéculation, que dans une académie composée de magistrats, de politiques, d'économistes, d'hommes préoccupés de l'utilité journalière et des principes qu'il faut aux peuples. Les six membres de la section de philosophie devraient être les six penseurs les plus éminents de leur temps, sans distinction d'opinion. Dans deux cents ans, quand on fera le tableau de la philosophie du XIX<sup>e</sup> siècle, les noms des membres de la section

dont il s'agit seront-ils les noms qui occuperont les premières places dans les récits de l'historien ? On en peut douter. Auguste Comte n'a pas fait partie de ces représentants officiels de la philosophie. A l'heure qu'il est, Vacherot, Littré, Taine, ne figurent point parmi eux. — En ce qui concerne la morale, on peut s'étonner aussi de la voir traitée comme une science à part. La morale n'est pas susceptible de progrès ; on n'y fait pas de découvertes. — Quant à l'histoire, nous croyons qu'il y a des inconvénients à séparer le travail des documents originaux du travail littéraire et philosophique. Il est à craindre que dans l'avenir cela ne constitue deux sections du travail historique, l'une se faisant avec compétence par le paléographe, le diplomate, le philologue ; l'autre se faisant par des hommes de talent sans spécialité. — Nous préférons donc la division pratiquée dans l'Académie de Berlin, où nos deux académies des sciences morales et des inscriptions ne font qu'une classe et constituent ce qu'on peut appeler l'académie des sciences de l'humanité, en opposition avec l'académie des sciences de la nature. Mais, ces réserves faites, on ne peut que louer la façon libérale dont on procéda au rétablissement de la cinquième classe. On rechercha les membres de l'ancienne académie, qui se trouvèrent au nombre de dix. (On publia Lakanal, réfugié en Amérique depuis 1815, et dont on ignorait l'existence, mais qui fut réintégré par élection en 1837, après son retour en France.) On leur adjoignit deux des correspondants de la classe qui, depuis, étaient devenus membres de l'Institut. Ces douze personnes complétèrent par des élections successives le nombre de trente titulaires. Ainsi le gouvernement qui venait de créer une académie tout entière ne s'arrogea pas le pouvoir de nommer un seul membre. Cette réserve ne devait pas toujours être imitée.

De 1830 à 1849, l'Institut ne fit que grandir. L'Académie des sciences, entraînée par M. Arago dans les voies d'une publicité peut-être exagérée, acquit une importance extraordinaire. Si le journalisme y prit dès lors trop de place, si cette docte compagnie en vint par moments à ressembler plus à une chambre de députés qu'à une académie,

il ne faut pas oublier que c'est par là qu'elle devint le centre scientifique de l'Europe. L'Académie des inscriptions fit des progrès bien plus incontestables. Eugène Burnouf et Letronne rivalisèrent avec les savants les plus exacts de l'Allemagne en méthode et en sagacité. Augustin Thierry développait en des œuvres accomplies sa fine et profonde manière d'entendre l'histoire. Entre les mains de Daunou, de Fauriel, et surtout du vrai bénédictin de notre siècle, M. Victor Le Clerc (1), les travaux de l'Académie furent conduits avec un soin et une activité inconnus jusque-là.

Le gouvernement de 1848 continua envers l'Institut les traditions de 1830. Quelques changements sans portée furent introduits. La gravité des problèmes sociaux qui s'agitaient donna de l'importance à l'Académie des sciences morales et politiques. On vit l'honnête général Cavaignac, en sa naïve conception des choses humaines, s'adresser à cette académie afin d'obtenir d'elle des traités pour combattre les erreurs socialistes. Sûrement ces petits livres, qu'on a depuis réunis en un gros volume, n'eurent pas un seul lecteur parmi ceux qu'ils devaient convertir. On compromettait ainsi la dignité de la libre science, qui ne songe pas aux applications, en des luttes d'un autre ordre, qui s'accommodent mieux d'expédients que de philosophie.

Les réactions qui suivirent ramenèrent l'Institut à ses paisibles travaux. Jamais peut-être l'activité intérieure n'y fut plus grande que depuis 1852. Quelques dangers qui menacèrent un moment sa dignité et son indépendance furent habilement conjurés. Moins bien inspiré que ne le furent les ministres de 1830 et de 1848, M. Fortoul essaya d'apporter des restrictions aux libertés de l'Institut. Dès qu'on eut montré à l'Empereur les conséquences de ces mesures, les choses furent ramenées à leur ancien état. Il ne resta de cette malheureuse tentative qu'une section nouvelle ajoutée à l'Académie des sciences morales, section dont, apparemment, le besoin n'était pas bien sensible, puisque plus tard l'Académie l'a fondue dans les autres sections, avec le consentement des membres et l'approbation du

(1) On s'interdit de nommer ici des membres vivants.

gouvernement. Dix personnes furent nommées par décret pour remplir les nouvelles places, ce qui ne s'était pas vu depuis les plus mauvais jours de la Restauration.

Est-ce à dire que nous prétendions que l'Institut n'a besoin d'aucune réforme ? Non certes ; mais, avant de rien tenter à cet égard, les gouvernements feront bien de réfléchir beaucoup et de beaucoup consulter. Entre les réformes possibles, il en est deux qui nous paraissent surtout devoir être méditées. L'une serait relative à la division de certaines académies en sections. Cette division, indispensable dans l'Académie des beaux-arts, est funeste aux académies scientifiques. Elle fait dominer dans les élections un esprit étroit de spécialité et de coterie. Les fondateurs des sciences nouvelles et ceux qui les cultivent sont exclus justement par ce qui fait leur gloire ou leur mérite. L'importance relative des sciences change, le nombre de ceux qui les cultivent varie. Le cadre des sciences qui était bon en 1795 ne saurait plus l'être de nos jours. En 1795, il pouvait être juste d'affecter six personnes à la botanique et six personnes à la chimie. Dira-t-on que l'importance relative de la botanique et de la chimie est maintenant ce qu'elle était alors ? La conséquence de ces divisions intérieures est que certaines sections sont obligées, pour se recruter, de prendre des sujets de mérite secondaire, tandis que d'autres sont forcées de se priver d'hommes de premier ordre.

L'institution des membres libres semble aussi appeler une réforme. Sous l'ancien régime, cette institution avait toute sorte de motifs d'exister. A tort ou à raison, notre société ne s'y prête pas. Selon l'idée qui présida à la création des membres libres, le membre libre est un haut personnage, aimant la science, la comprenant, la patronnant, n'ayant pas le temps de la cultiver, venant très rarement aux séances, ne songeant pas à s'occuper des affaires intérieures de l'académie, qu'il ne connaît pas, et qu'il a d'ailleurs la confiance de voir bien gérées par les membres ordinaires. Il n'est ni supérieur ni inférieur aux membres ordinaires ; il est d'un autre rang et, si j'ose le dire, d'un autre état. Or, de nos jours, on voit des académiciens libres se



plaindre de n'avoir pas toutes les charges des académiciens ordinaires. On voit poindre l'idée fausse et inconvenante que les académiciens libres sont des académiciens de second ordre. Certes, si une telle idée devait prévaloir, il vaudrait mieux procéder par voie d'extinction successive à la suppression des membres libres ; car l'égalité académique est le premier principe d'un corps fondé sur l'estime réciproque et la bonne confraternité.

Tel qu'il est, l'Institut est un des éléments essentiels du travail intellectuel en France. Le régime intellectuel de la France ne saurait être ni celui de l'Angleterre, à plus forte raison de l'Amérique, ni celui de l'Allemagne. Notre centralisation ne permet pas ces nombreuses et fortes universités, qui sont à la fois des académies et des corps enseignants, et d'où le génie allemand a tiré sa plus grande force. Chez nous, la science et l'enseignement sont choses distinctes, souvent jalouses et ennemies. Le régime de pure liberté intellectuelle, pratiqué par l'Angleterre et l'Amérique, pourrait encore moins nous convenir. Outre que ce régime a créé pour les pays où il règne une véritable infériorité en critique, il a l'inconvénient d'offrir au charlatanisme et à la sottise trop de facilités. Il y a une vraie science, il faut donc qu'il y ait une autorité scientifique. C'est en Allemagne que cette autorité existe au plus haut degré ; là, le charlatanisme et l'absurdité sont infailliblement arrêtés dès les premiers pas. Chez nous, d'assez fortes mystifications peuvent se produire et réussir. La voix de la science sérieuse est parfois bien faible contre l'audace et l'imposture. Mais il y a une voix de la science, et, quand les clameurs de la mode sont tombées, cette voix continue de se faire entendre et, à la fin, l'on n'entend plus qu'elle. Voilà pourquoi, malgré les plaintes perpétuelles de la basse opinion contre les académies scientifiques, ces académies finissent toujours par l'emporter, parce qu'elles sont les gardiennes de la vraie méthode. Elles existent pour un petit nombre, mais ce petit nombre a raison, et il n'y a que la raison qui dure.

On peut dire que le régime des choses de l'esprit en France doit résulter d'une sorte d'équilibre entre trois pouvoirs.

dont aucun ne doit régner absolument : le gouvernement, les académies, le public. Ces trois grands mécènes ne sont pas toujours d'accord, et leur division est justement la garantie de la liberté pour les penseurs, les écrivains et les chercheurs. Constituées en sénats irresponsables, les académies se montreraient souvent égoïstes et passionnées. Le gouvernement, disposant de moyens d'action supérieurs aux leurs, corrige au besoin leurs injustes exclusions ; le public, avec la grande couronne qu'il a dans la main, le succès, console amplement les exclus. — Seul maître des choses de l'esprit, le gouvernement céderait trop souvent à des considérations personnelles, à des jugements superficiels. Les académies le ramènent à la saine appréciation des hommes ; le contrôle du public l'empêche de tout donner aux complaisances de cour, aux intérêts de parti. — Le public est souvent mauvais juge, il n'est pas capable d'apprécier certains mérites scientifiques. Le gouvernement et les académies sont là pour dispenser les savants d'avoir besoin du public, pour favoriser ces travaux spéciaux qu'une cinquantaine de personnes en Europe suivent et comprennent, pour faire justice des charlatans et des intrigants qui surprennent souvent les suffrages de la foule et la faveur des journaux. Nulle part plus que dans les choses de l'esprit, l'unité du pouvoir n'est dangereuse : la liberté résulte de forces contraires, ne pouvant s'absorber et servant par leurs rivalités mêmes la cause du progrès.

# TROIS PROFESSEURS AU COLLÈGE DE FRANCE

## I

### RAMUS (1)

PARMI les nombreuses monographies dont la Faculté des lettres de Paris, soit par les savants travaux de ses membres et de ses agrégés, soit par le remarquable mouvement d'études qu'elle encourage, a enrichi l'histoire littéraire et philosophique, l'étude de M. Charles Waddington sur Ramus (2) est une des plus dignes d'éloge : elle ajoute un chapitre curieux à l'histoire de la philosophie française et de l'Université de Paris. Ramus ne saurait prétendre à la gloire de ces grands créateurs dont l'influence s'étend sur toute la ligne de l'esprit humain ; mais peu de maîtres ont eu plus d'importance dans l'enceinte des écoles. A Ramus appartient le premier essai tenté pour tirer l'instruction du cercle étroit de la scolastique et pour faire parler aux sciences la langue vulgaire. L'enseignement littéraire et l'enseignement scientifique, dans leur opposition avec l'enseignement scolastique, doivent le tenir pour un de leurs pères. Le moyen âge n'a pas eu de plus ardent adversaire, et, comme presque tous les réformateurs, il fut

(1) *Journal des Débats*, 5 juin 1856. (N. de l'éd.)

(2) Charles Waddington, professeur agrégé de philosophie à la Faculté des lettres de Paris, *Ramus (Pierre de la Ramée), sa Vie, ses Écrits et ses Opinions*, Paris, 1855.

victime de sa réforme. Sa mort déplorable, en effet, ne saurait être mise uniquement sur le compte des passions religieuses, et Ramus doit être considéré bien plus comme un martyr de la bonne discipline de l'esprit humain que comme un martyr de la liberté de conscience.

Le principal intérêt de l'ouvrage de M. Waddington est dans le tableau vivant qu'il présente de l'état des études et de l'Université au *xvi<sup>e</sup>* siècle. Ce tableau n'est pas flatteur : je ne sais si l'Université de Paris compte dans ses longues et souvent glorieuses annales une époque de plus grand abaissement. La Renaissance, fait essentiellement italien dans son origine, n'y avait pas encore pénétré. La routine, la paresse, le parti pris de repousser les études nouvelles avaient formé autour de cette grande institution d'infranchissables barrières ; une scolastique formaliste et vide de sens occupait la place due aux études libérales, seules vraiment efficaces pour la culture de l'esprit ; les règlements, toujours funestes à l'enseignement supérieur, ne laissaient rien à l'initiative du maître. Le grief sans cesse renouvelé contre Ramus est que, dans son cours de philosophie, il se permettait parfois d'expliquer des poètes et des orateurs : un professeur de philosophie ne devait citer qu'Aristote, c'est-à-dire les cahiers traditionnels où l'on prétendait qu'était renfermée la doctrine de ce philosophe. Le même Ramus ayant osé dire qu'Aristote n'avait pas bien défini la logique, un procès lui fut intenté, et un arrêt du roi, publié à son de trompe dans les rues de Paris, le déclara pour ce fait téméraire, arrogant, impudent, ignorant, homme de mauvaise volonté, médisant, menteur. Encore cet arrêt fut-il trouvé beaucoup trop doux : Jacques Charpentier, préludant aux violences qui devaient plus tard faire de lui un assassin, réclamait un exil perpétuel ; d'autres adressèrent au roi leurs plaintes et supplications, « afin que, dans son amour pour les lettres et sa bienveillance pour les maîtres qui les enseignent, il voulût bien condamner cet homme aux galères. » Leur requête fut un moment prise au sérieux, car, plusieurs années après, Charpentier, dans une apostrophe adressée à Ramus, disait. « Ceux auxquels il souvient encore de ce temps disent que,

si l'on n'eust adouci le roy, il vous eust dès lors envoyé plus loin semer vostre doctrine, et par aventure occupé en un lieu où vous n'eussiez eu le loisir de faire des animadversions sus Aristote. »

Ce qu'il y a de curieux, c'est que François I<sup>er</sup>, en rendant l'arrêt ridicule dont nous venons de parler, crut de la meilleure foi du monde soutenir sa réputation de restaurateur des études. On lui avait persuadé que Ramus en voulait aux auteurs anciens, qu'il couvrait de sa royale protection. « Étrange contradiction ! dit M. Waddington. Voilà un roi qui avait, dit-on, de la sollicitude pour la philosophie, et qui la persécute outrageusement ; ce même roi se vante de protéger les sciences, et c'est pour en étouffer le progrès ; il s'appelle le « père des lettres », et il bâillonne un des écrivains qui ont fait le plus d'honneur à la France du xvi<sup>e</sup> siècle. Telles sont les erreurs inévitables du pouvoir absolu quand il se mêle de ce qui ne le regarde pas. La pensée n'a pas de maître ici-bas : elle ne relève que d'elle-même. » Quant à l'Université, elle regarda la condamnation de Ramus comme une victoire. Le texte de l'arrêt, imprimé en français et en latin, fut affiché dans tous les quartiers ; on représenta dans les collèges des pièces où Ramus était accablé d'outrages aux grands applaudissements des scolastiques qui y assistaient.

En présence d'un pédantisme aussi intolérant, la nature et la vraie destination du Collège de France apparaissent dans tout leur jour. La fondation de cet illustre établissement fut la conséquence de l'esprit d'exclusion qui repoussait de l'Université toutes les études nouvelles, réclamées par les progrès du temps. Les études, ainsi chassées de l'enseignement officiel, allaient coloniser près de là ; et ainsi, par le concours de bannis, se forma la grande école qui a eu la gloire de représenter à diverses reprises la plus haute culture de l'esprit humain. Le grec se présenta d'abord ; mais l'Université, ne trouvant pas dans ses archives un texte qui permît l'enseignement de cette langue, suspecte d'hérésie, considérant d'ailleurs que les bons docteurs ne l'avaient pas connue, ferma ses portes, et ce fut le Collège royal qui eut la chaire de Danès. L'hébreu s'offrit ensuite ;



mais l'hébreu n'était pas une des langues dont l'Université admît l'existence légale ; l'hébreu fut repoussé, et le Collège royal eut la chaire de Vatable. Les canonistes et les professeurs de droit romain s'obstinant à soutenir que le droit français n'existait pas et ne pouvait être enseigné, le Collège de France eut la première chaire de droit national, fondée pour de Launay. Ramus ayant vainement essayé d'introduire dans la philosophie universitaire un esprit plus libéral, le roi Henri II, au lieu de l'envoyer aux galères selon la supplication de ses collègues, lui adressa une lettre pleine d'encouragements et d'éloges, pour lui annoncer qu'il venait de créer en sa faveur au Collège royal une chaire d'éloquence à la fois et de philosophie, et qu'il l'autorisait à y poursuivre ses études selon le plan qu'il s'était tracé.

Telle fut à l'époque de sa fondation et telle est encore de nos jours la raison d'être de ce grand établissement, dont la destination est en général si peu comprise. Loin de faire double emploi avec les établissements de l'Université, comme on le suppose trop souvent, le Collège de France répond à des besoins d'un autre ordre et qui tiennent si profondément au progrès de l'esprit humain, que la manière plus ou moins fidèle dont il remplit sa mission peut être prise comme mesure du développement scientifique à un moment donné. Les époques où le Collège de France a compté dans son sein les chefs du mouvement intellectuel ont été les époques fécondes en grands résultats ; les moments où le Collège de France, transformé en succursale des établissements ordinaires, n'a fait que répéter des doctrines reçues sans poursuivre aucune méthode nouvelle, ont été des temps de décadence scientifique. Un corps comme l'Université, — ai-je besoin de dire que je n'entends parler ici que de la tendance générale de l'institution, et des personnes distinguées qui peuvent en faire partie ? — un corps, dis-je, comme l'Université, chargé d'enseigner à tous les degrés les études réputées classiques, est nécessairement un peu étroit dans ses jugements. Les nouvelles études ne doivent pas être témérairement introduites dans le programme de l'instruction : il faut qu'un stage leur soit pour ainsi dire imposé, et il n'y a pas d'inconvénient à ce

que l'enseignement commun ne suive qu'avec une certaine mesure le progrès de la science ; autrement on s'exposerait à donner une sanction officielle à des hypothèses, et l'on s'obligerait à mener la jeunesse à travers les tâtonnements qui se produisent toujours au début d'un nouvel ordre de travaux. Toute corporation d'ailleurs doit avoir ce qu'on appelle « l'esprit de son état », et par conséquent une tradition chargée de maintenir cet esprit. Or, la tradition dans les choses intellectuelles dégénère en routine, sans qu'il y ait de la faute de personne. L'esprit particulier de chaque état implique quelque chose d'étroit, qui n'est pas la libre allure de l'homme dégagé de tout lien de profession. Un corps enseignant, quel que soit le nombre des hommes illustres qu'il renferme, est obligé de conserver un peu de ce bon petit esprit à la manière de Rollin, sage, honnête, ne péchant pas par trop de pénétration et de vivacité. La science a d'autres droits et d'autres devoirs ; les utiles barrières que réclame l'austère fonction de l'enseignement seraient quelquefois pour elle des entraves ; la première condition qu'elle exige pour porter ses fruits est la liberté. A côté des établissements où se garde le dépôt des connaissances acquises, il est donc nécessaire qu'il y ait des chaires indépendantes où s'enseignent, non les branches de la science qui sont faites, mais celles qui sont en voie de se faire, et où la grande originalité, qui dans l'enseignement proprement dit n'est pas une qualité indispensable, trouve sa juste place. S'il était permis de comparer des choses aussi différentes par leur nature, je dirais que le Collège de France, aux bonnes époques, a été à l'Université ce que les anciennes colonies des États-Unis ont été pour l'Angleterre, un asile ouvert à tout ce qui ne se trouve point à l'aise dans la mère patrie, et où des fondations distinctes, en apparence sans lien les unes avec les autres, arrivent à constituer par la liberté un ensemble harmonieux.

Jamais peut-être le Collège royal ne réalisa mieux ce beau programme que dans les premières années de sa fondation. Malheureusement, les factions religieuses vinrent y porter le trouble et anéantir presque l'œuvre de François I<sup>er</sup>. Ramus, comme plusieurs de ses collègues, embrassa

la Réforme ; c'était trop de deux haines contre un seul homme, à une époque où la haine ne s'assouvissait que dans le sang. En général, la bonne politique défend de conduire plus d'une opposition à la fois. Le monde, avec raison peut-être, a de telles antipathies contre les novateurs, que l'homme qui dévoue sa vie à une idée ne peut guère triompher qu'en succombant sous le poids des colères que les fortes individualités ont le privilège d'exciter autour d'elles. Le jour où, à la haine des partisans d'Aristote, qui étaient assez modérés pour ne demander contre lui que les galères, vint se joindre la haine du parti fanatique, qui en appelait aux massacres et aux bûchers, le pauvre Ramus fut perdu. On débuta par les destitutions et les tracasseries. « Les ennemis de Ramus, dit M. Waddington, n'avaient pas manqué de dire et de répéter qu'un professeur huguenot faisait tort à l'Université, et que les pères de famille ne voudraient plus envoyer leurs enfants dans des collèges infectés par l'hérésie. » Les parents, disait-on dans une requête du mois d'août 1568, estoient divertis d'envoyer leurs enfants aux collèges, pour la crainte qu'ils avoient que par tels principaux et pédagogues ils ne fussent divertis de la vraie religion ; dont procédoit une infinité d'inconvénients et mesme toute espérance ostée de pouvoir remettre ladite Université en sa première splendeur et vigueur. » De là dans le corps enseignant tant d'épurations qui, au dire de certaines gens, devaient repeupler les écoles... Peut-être le lecteur est-il curieux de savoir ce que devinrent l'Université et le Collège royal, quand on en eut chassé par tant d'exorcismes et d'ordonnances tout ce qui sentait de près ou de loin l'hérésie... L'Université est sans doute plus florissante ? Il n'en est rien : des milliers d'étudiants, qui naguère affluaient de tous les pays de l'Europe, ont renoncé à venir sur une terre inhospitalière pour entendre des professeurs qui ne sont plus les premiers du monde, ou dont les doctrines intolérantes les effrayent. Mais du moins les pères de famille catholiques ont-ils repris confiance ? envoient-ils de nouveau leurs enfants dans les écoles purifiées ? Pas davantage ; ils les envoient chez les jésuites, par la raison très simple que, si l'on cherche uniquement dans l'éducation

les principes les plus purs du catholicisme, personne, sous ce rapport, ne saurait rivaliser avec la société fondée par Loyola. Écoutons du reste un témoin oculaire, assez peu suspect de favoriser cette société. Hubert Languet, écrivant de Paris à son ami Camérarius, le 26 août 1571, lui décrit en quelques mots l'état de l'enseignement : « Les études se relèvent un peu ; mais ceux qui professent notre religion sont exclus de toutes les chaires. Les jésuites éclipsent en réputation tous les autres professeurs, et peu à peu ils font tomber les sorbonistes dans le mépris. » Quant au Collège de France, personne n'en parle à cette époque : Turnèbe est mort ; Ramus est condamné au silence ; Denis Lambin, intimidé par le nom de « politique » que lui donne Charpentier et par les dénonciations furibondes de ce dernier, Lambin s'exile, sous prétexte d'aller consulter en Italie des manuscrits. Il reste Charpentier ; mais, s'il a bien pu, comme il s'en vante, conserver au Collège royal son existence, il est incapable de lui donner la gloire. Il ne retient du monde à ses cours qu'en se livrant à des déclamations sanguinaires, à des sorties violentes contre les « politiques ».

« Ainsi, continue M. Waddington, s'annonçait cette décadence progressive de l'Université que devait achever la Ligue, et que décrit assez plaisamment la *Satire Ménippée* : « Jadis, au temps des politiques et des hérétiques Ramus, Gallandius, Turnebus, nul ne faisait profession des lettres qu'il n'eust de longue main et à grands frais étudié et acquis des arts et sciences en nos collèges, et passé par tous les degrés de la discipline scolastique. Mais maintenant les beurriers et beurrières de Vanves, les vignerons de Saint-Cloud, sont devenus maîtres es arts, bacheliers, principaux, présidents et boursiers des collèges, régents des classes, et si arguts philosophes que mieux que Cicéron ils disputent *de inventione*. »

Les efforts consciencieux de Ramus pour s'opposer, en qualité de doyen du Collège royal, à cette décadence, achevèrent de perdre le courageux réformateur. La Saint-Barthélemy offrit à ses ennemis l'occasion de satisfaire leur rage, en la couvrant d'un prétexte religieux. Les circons-



tances de cet abominable assassinat nous sont connues dans leurs plus menus détails, grâce à la piété des amis de Ramus, dont l'un habitait la même maison que lui, et dont l'autre fit un long voyage pour venir à Paris recueillir le témoignage des voisins et des témoins oculaires. Le mardi 26 août, c'est-à-dire le troisième jour du massacre, des assassins à gages, conduits par deux hommes, dont l'un était tailleur et l'autre sergent, forcèrent l'entrée du Collège de Presles (1), où demeurait Ramus, et se mirent à fouiller la maison. Ramus, à la vue des meurtriers, s'était retiré dans un petit cabinet de travail au cinquième étage ; il y attendait la mort en priant, lorsque la troupe homicide, sur quelques indications qui lui furent données, força la porte et se précipita dans la chambre. L'un des chefs de la bande lui déchargea sur la tête une arme à feu dont les deux balles allèrent se loger dans la muraille, tandis qu'un autre scélérat le perçait de son épée. Les assassins le précipitèrent ensuite par la fenêtre, d'une hauteur de plus de cent marches. Le corps, dans sa chute, rencontra un toit qu'il défonça en partie, et tomba palpitant dans la cour du collège. Le sang et les entrailles se répandirent sur le sol, et pourtant l'infortuné respirait encore. On lui attacha une corde aux pieds et on le traîna par les rues étroites qui avoisinent la place Maubert jusqu'à la Seine ; là, on lui coupa la tête, et le corps fut jeté dans la rivière. Mais la populace, chez laquelle trois journées de massacre avaient éveillé l'horrible appétit du sang et de la mort, n'était pas encore satisfaite. Les passants, moyennant un écu qu'ils donnèrent à des bateliers, se firent apporter sur la berge le cadavre qui surnageait près du pont Saint-Michel, et s'en donnèrent le spectacle. Les ennemis de Ramus prodiguèrent de nouveau à ses restes d'infâmes outrages, pendant que sa riche bibliothèque et son mobilier devenaient la proie des assassins.

La rage qui se déploya lors de la mort de Ramus ne permet guère de croire que le fanatisme religieux ait été le seul mobile qui conduisit le bras des assassins. Tel fut

(1) Le Collège de Presles était situé sur le versant de la montagne Sainte-Geneviève, près de l'emplacement actuel du Collège de France.



l'avis des contemporains, et tous, d'une seule voix, désignent comme le principal coupable le rival et l'indigne confrère de Ramus, Jacques Charpentier. La discussion lumineuse de M. Waddington ne permet plus un doute sur ce point. Oui, l'histoire peut, sans craindre d'être injuste ou téméraire, faire peser sur Charpentier toute la responsabilité de l'assassinat que nous venons de raconter. Les antécédents de Charpentier, sa haine bien connue contre Ramus ; les imprécations auxquelles on le voit se livrer dans sa chaire contre les protestants et les « politiques » ; les menaces de mort et les prédictions sinistres qui reviennent fréquemment sous sa plume ; l'éloge impudent qu'il ne rougit pas de décerner aux plus odieuses proscriptions ; la joie qu'il témoigna de la Saint-Barthélemy, qu'il appelle une belle et douce journée (1) ; la part qu'il prit comme dizenier à toutes les violences contre les protestants et probablement au massacre même du 24 et du 25 août ; l'horrible façon dont, quelques mois après, renouvelant ses diatribes contre Ramus, il apostrophe sa mémoire et le représente comme frappé par Dieu d'un juste mais trop tardif châtement ; ses liaisons intimes avec une coterie d'hommes qui jouèrent un rôle important dans la Ligue, tous violents, fanatiques, médiocres, et partageant sa haine contre Ramus ; les félicitations qu'il reçut après la Saint-Barthélemy de l'un de ses collègues, félicitations qu'il mit en tête de son dernier ouvrage, et où se trouvent d'atroces plaisanteries sur « le plongeon profitable pour tous, que Ramus aurait dû faire un peu plus tôt » ; la mort de Denis Lambin, qui, attaché au parti des « politiques » et se souvenant des emportements de Charpentier contre ce parti, crut voir son sort écrit dans celui de l'infortuné Ramus et mourut de frayeur quelques jours après la Saint-Barthélemy ; enfin le témoignage unanime des contemporains, excepté un seul, dont le récit porte des traces évidentes de fausseté, tout se réunit pour accabler Charpentier. Le Collège de France lui-même a paru renoncer à défendre une mémoire aussi compromise. Dans un

(1) *Clarissimus sol idemque suavissimus Galliæ illuxit, superiore mense Augusto...*

discours prononcé en 1595 sur la constitution et la réorganisation de cet établissement, le professeur H. de Monantheuil, exprimant le vœu que l'on place dans le Collège les portraits de tous ceux qui y ont enseigné, propose d'en exclure Jean Dampestre, à cause de son incapacité avouée ; puis il énumère tous les lecteurs royaux depuis l'an 1530 ; dans cette liste il n'omet qu'un seul nom, celui de Jacques Charpentier. Associons-nous donc à l'arrêt sévère qu'à trois siècles de distance prononce M. Waddington : « Je le dis en terminant, avec une conviction profonde et inébranlable : Ramus a péri victime d'une vengeance particulière, et le meurtrier est bien Jacques Charpentier. Au nom de sa victime, je le voue à l'indignation des hommes de cœur et au mépris éternel des gens de bien. Tout ami des lettres, de la philosophie et des sciences, pour ne pas dire de la religion et de la morale, s'unira, j'en suis sûr, à cet anathème. »

La dispute et l'injure, qui semblèrent le partage de Ramus durant sa vie, ne cessèrent point par sa mort. En 1577, cinq ans après la Saint-Barthélemy, le théologien Génébrard, dans un discours prononcé à Saint-Germain-des-Prés, l'appelait « corrupteur et abuseur de la jeunesse, laquelle il dégoustoit de bons auteurs, doctes livres et anciennes disciplines, hérétique aux éléments et langues, hérétique en grammaire, hérétique en rhétorique et philosophie, hérétique en Euclide, père et fondateur des mathématiques, hérétique en l'art militaire, hérétique en théologie, esprit de trouble, de contradiction, vertigineux, gros, espais et ignorantissime en la cognoissance des choses, manquant d'une des principales parties de rhétorique, à sçavoir invention, pauvre et outrecuidé ignorant ». Ces invectives, ainsi qu'il arrive d'ordinaire, provoquaient d'un autre côté des louanges non moins exagérées. Ramus, condamné en France comme un dangereux novateur, s'élevait aux honneurs de chef d'école, et le *ramisme* devenait la philosophie officielle de presque tous les pays protestants. L'Allemagne, qui avait encore deux cents ans à attendre avant de trouver sa philosophie originale, fut *ramiste* pendant une partie du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> siècle. Il

faut lire, dans l'ouvrage instructif et judicieux de M. Waddington, l'histoire de cette longue tradition pour comprendre le rang élevé que Ramus mérite d'occuper parmi les fondateurs de la philosophie moderne. Il scella de son sang le principe fondamental de cette philosophie, la liberté de la pensée ; les tribulations de sa vie et l'horreur de sa mort resteront comme un frappant exemple des ridicules et des atrocités qui se produisent, toutes les fois que l'État ne remplit pas son premier devoir, qui est de rester neutre dans les combats de l'esprit.

## II

## EUGÈNE BURNOUF (I).

La France et l'Europe viennent de perdre un savant qui, dans une vie de cinquante années, a su faire revivre deux ou trois civilisations de l'antique Asie, restituer à la science des langues dont le nom était à peine connu avant lui, expliquer des mouvements religieux dont le sens avait jusqu'à nos jours échappé à la critique, rendre leur signification primitive aux livres de Zoroastre, aux inscriptions de Darius et de Xerxès, aux légendes primitives du bouddhisme, découvrir et déterminer avec finesse mille lois délicates de l'esprit humain, mille relations inaperçues, mille traits de la nature morale intéressants pour l'histoire et la vraie philosophie, laisser enfin le plus parfait modèle d'une vie consacrée à l'étude et à la méditation. S'il est un homme pour lequel il soit vrai de dire que l'histoire de sa vie fut l'histoire de ses travaux, c'est assurément Eugène Burnouf. Jamais pensée ne fut plus absorbée que la sienne dans la recherche du vrai ; jamais existence ne fut plus exclusivement vouée à l'objet qu'elle s'était assigné. Et

(I) *Moniteur universel*, 13 juin 1852. Article écrit au lendemain de la mort de Burnouf. (N. de l'éd.)

pourtant ceux qui ne connaîtront cet homme éminent que par ses livres n'apprécieront jamais que la moindre partie de ses admirables facultés. Il fut supérieur à ses travaux, non qu'il ne les ait portés au plus haut degré de perfection qu'il soit possible d'atteindre dans l'état actuel de la science, mais parce que volontairement il s'y borna à l'œuvre la plus humble et la plus utile, évitant, avec autant de soin que d'autres les recherchent, les occasions de déployer les parties brillantes de son génie.

Le trait essentiel du caractère d'Eugène Burnouf fut le dévouement et l'oubli de soi-même. Non content de donner à ses livres la forme la plus strictement scientifique, il se refusait jusqu'aux moyens les plus légitimes de publicité, moyens dont le charlatanisme peut abuser, il est vrai, mais que la bonne science n'est pas obligée pour cela de s'interdire. « Il en est des vérités philosophiques, disait-il en 1848, en présidant la séance annuelle des cinq académies, comme des vérités morales : l'homme ne doit pas en détourner un seul instant ses regards, parce que c'est dans la contemplation incessante de ces vérités qu'il trouve, avec une règle infaillible, la récompense promise à qui sait les comprendre. Analyser les œuvres de la pensée humaine en assignant à chacune son caractère essentiel, découvrir les analogies qui les rapprochent les unes des autres, et chercher la raison de ces analogies dans la nature même de l'intelligence qui, sans rien perdre de son unité indivisible, se multiplie par les productions si variées de la science et de l'art, tel est le problème que le génie des philosophes de tous les temps s'est attaché à résoudre, depuis le jour où la Grèce a donné à l'homme les deux puissants leviers de l'analyse et de l'observation. »

Telle était la pensée dominante d'Eugène Burnouf. L'histoire de l'esprit humain était le but suprême qu'il posait à la science, histoire non pas improvisée par l'esprit de système ou devinée à priori par une prétendue philosophie, mais fondée sur l'étude la plus patiente et la plus attentive des détails. C'est parce que l'Inde lui parut une des pages les plus importantes de cette histoire qu'il y consacra tous les efforts de sa noble intelligence ; et c'est

parce que les études indiennes lui semblaient encore à leur enfance qu'il se confina dans les travaux de la philologie la plus spéciale. Il pensait avec raison qu'il ne s'agit pas encore de disserter sur une littérature que l'on connaît depuis un demi-siècle, et dont on ne possède les monuments en Europe que d'une manière très incomplète. Quelques personnes semblaient croire qu'avec ses hautes facultés il eût fait une œuvre plus méritoire et plus honorable en écrivant sur l'Inde de savantes généralités qu'en se livrant à ce pénible travail d'éditeur et de traducteur. Eugène Burnouf résistait à ces entraînements, et, quand l'occasion le forçait à développer ces vues générales où éclatait la pénétration de sa critique, il ne le faisait qu'à contre-cœur, en s'excusant d'avance des belles pages qu'il allait écrire, et en protestant que l'étude positive, la discussion philologique étaient à ses yeux, dans l'état actuel de la science, l'œuvre la plus urgente et la plus essentielle.

Cette admirable abnégation, il la portait jusqu'au mépris de ses droits les plus acquis. La priorité des découvertes le touchait peu quand il s'agissait des siennes. Dans plusieurs circonstances où des personnes moins désintéressées eussent engagé de vives polémiques, il se tut. Il regardait comme perdu le temps employé à ces stériles débats. Son cours au Collège de France était le reflet du même esprit. Nul n'était plus capable que lui d'attacher un auditoire par sa parole vive, élevée, pleine de justesse. Il se refusait ce moyen si légitime de séduction ; il n'était éloquent qu'à la dérobée et dans ses moments d'oubli. Il croyait mieux faire pour la science en se bornant à une analyse purement philologique des textes les plus difficiles de la littérature sanscrite, les commentaires du Code de Manou. Lui seul possédait le secret de ce style étrange, vraie algèbre de la pensée humaine ; à peine quatre ou cinq personnes en Europe étaient capables de le suivre. Il préférait cet austère enseignement à des développements qu'il jugeait prématurés, ou à des explications plus accessibles, mais que d'autres maîtres eussent pu donner comme lui.

Et ne croyons pas que ce fut là une fantaisie d'érudit,



un simple amour de la difficulté pour elle-même et pour le plaisir qu'on trouve à la vaincre. Eugène Burnouf était convaincu que la science n'est solide que si elle repose sur la plus scrupuleuse philologie. Voilà pourquoi une des intelligences les plus vives et les plus ouvertes de ce siècle se voua au rude métier de manœuvre, se borna presque à la tâche de recueillir des documents, d'apprendre des langues, de se créer des dictionnaires, des grammaires. La disproportion apparente qu'on peut trouver entre sa réputation méritée d'homme supérieur et le caractère de ses écrits, trop sérieux pour être généralement appréciés, n'eut pas d'autre cause. Cuvier est plus connu par son superficiel *Discours sur les Révolutions du Globe* que par les mémoires spéciaux qui forment, aux yeux du savant, ses véritables titres scientifiques. Eugène Burnouf ne voulut laisser aucun écrit de cette espèce. Il ne faisait nulle concession à la frivolité (de cela, il faut le louer sans réserve), ni même au public simplement curieux (de ceci, on peut éprouver quelques regrets). Cet habile maître, appelé par la supériorité de son esprit et ses précieuses qualités morales à devenir le centre d'une grande école, resta ainsi dans l'isolement. Il craignait d'abaisser la science, et, ne tenant pas compte de la faiblesse de son siècle, il la rendait presque inabordable. La fière et noble manière des maîtres d'autrefois, repoussant comme indigne d'eux tout effort pour rendre l'instruction attrayante et facile, suppose dans l'élève une force de volonté, une résolution, un désintéressement bien rares de nos jours. L'œuvre scientifique, d'ailleurs, renferme deux fonctions bien distinctes : le génie de la découverte, le travail des recherches originales et l'art de les rendre accessibles au public. Ces deux rôles ne peuvent être bien remplis que par la même personne. La science se trouve presque toujours mal des interprètes qui veulent parler pour elle sans connaître sa méthode et ses procédés. Par un rare bonheur, Eugène Burnouf réunissait ces deux aptitudes presque opposées ; mais, des riches dons de sa nature, il préféra les plus sévères, et négligea les plus brillants. Le public distraît ne sut pas comprendre cette haute abnégation. Eugène Burnouf put d'abord y être sensible ;

mais cela n'atteignit pas le fond de son âme. Nous lui avons souvent entendu répéter qu'il n'était guidé dans ses travaux que par la vue la plus abstraite du devoir, et qu'il n'avait besoin d'attendre aucune récompense de l'opinion. Les joies exquises de l'intérieur, qui lui furent si abondamment départies, d'abord auprès d'un père, dont le souvenir était pour lui un véritable culte, puis au sein d'une famille digne de lui, suffisaient à son bonheur ; tout le reste, il le faisait parce qu'il croyait devoir le faire. Il avouait que, dans ses premières années, il avait été soutenu par une noble émulation de gloire, et que peut-être, sans ce mobile, il n'eût pu mener à fin les immenses travaux par lesquels il débuta dans la science. Mais cette chaleur de jeunesse l'abandonna ; il en était venu à cette paix inaltérable de l'homme qui ne connaît au monde qu'un seul juge, sa conscience.

Et c'est précisément parce qu'il la fuyait, que la gloire vint le chercher. L'opinion fut vraiment étrange à son égard. Elle ne sut pas le suivre dans la haute voie où il s'était engagé, et pourtant elle le comprit d'instinct ; elle sentit tout ce qu'il y avait de grave et d'élevé dans cette noble figure. Son immense réputation dans les écoles savantes de l'étranger réagit sur l'indifférence de ses compatriotes. Ses derniers jours furent son triomphe : à quelques semaines d'intervalle, il se vit élevé par le gouvernement aux fonctions d'inspecteur général de l'enseignement supérieur, et, par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, à la charge de secrétaire perpétuel. Les louanges unanimes et sans mélange qui éclatèrent à sa mort prouvèrent qu'en prenant la part du sérieux et de l'honnête il avait réellement pris la meilleure part.

Son souvenir restera, pour tous ceux qui l'ont connu, un sublime et cher entretien, un motif de foi et de confiance, une excitation à bien penser et à bien faire. Cette vie toute consacrée aux choses supérieures, cet exemple d'un homme possédé par la passion désintéressée du vrai, avec un rare génie pour la satisfaire, leur rappellera que, si la gloire n'est pas faite pour tous, les pures joies de l'étude et du devoir accompli sont ouvertes à tous. Non, aucun de ceux qui ont

senti le parfum qui s'exhale de cet illustre mort ne croira qu'il eût mieux fait de suivre une voie moins noble et moins pure.

## III

## ÉTIENNE QUATREMÈRE (I)

Il n'est point permis de laisser sans mémoire une vie comme celle de l'orientaliste éminent que l'Académie des inscriptions et belles-lettres a perdu il y a quelques jours. M. Étienne Quatremère avait demandé qu'aucun discours ne fût prononcé sur sa tombe. L'austérité de ses mœurs et l'âpre fierté de son caractère eussent repoussé de même l'idée d'une louange posthume qui ne fût pas venue de ses œuvres. L'éloge avec ses formules obligées et ses partis pris de dissimulation nous est donc interdit. Ce n'est point à des convenances personnelles, c'est à la science qu'on doit le compte de ces vies consacrées à l'étude et qui appartiennent à tous.

M. Étienne Quatremère naquit à Paris en 1782, d'une famille où la gravité, la sévérité de mœurs et le goût des choses sérieuses qu'inspirait le jansénisme formaient une sorte d'hérédité. Son aïeul, marchand de drap comme ses ancêtres (le mot n'est point emphatique appliqué à d'anciennes familles bourgeoises où vivait une si forte tradition), fut anobli par Louis XVI avec la clause exceptionnelle que l'un de ses fils pourrait toujours, sans déroger, continuer le commerce. Sa grand'mère, Anne Bourjot, dont la vie a été écrite par dom Labat, fut un modèle de charité chrétienne poussée jusqu'à l'héroïsme. Son père, pénétré de la même foi, et ouvert aux idées généreuses du siècle dans la mesure assez large où le jansénisme les admettait, fut un des premiers officiers municipaux élus en 1789. L'étude et le goût des exercices de l'esprit prenaient place dans ces vies austères à côté des devoirs religieux. La famille

(1) *Journal des Débats*, 20 octobre 1857. (N. de l'éd.)

de M. Quatremère, soit par elle-même, soit par ses branches collatérales, a donné aux lettres les noms inégalement célèbres de Quatremère de Quincy, Quatremère-Roissy, Quatremère-Disjonval. La sève énergique de ces vieilles familles aboutissait presque toujours à une grande originalité : chacun y avait son type, et, comme on dirait en ce temps de pâle uniformité, son ridicule. Le pli vigoureux que les caractères recevaient de l'éducation traditionnelle y inculquait très profondément certains préjugés ; mais ces préjugés mêmes entretenaient une force de volonté et une puissance d'initiative qui s'en vont de plus en plus, depuis qu'on a cru régler le monde en n'y laissant de place que pour la faiblesse et la médiocrité.

Une horrible expérience de la méchanceté humaine ouvrit la vie de M. Étienne Quatremère et ne contribua pas peu sans doute à lui inspirer cette humeur sombre et mélancolique qui a si souvent attristé ses plus fidèles amis. Au milieu des misères des premières années de la Révolution, son père commit la généreuse imprudence de répandre des aumônes abondantes, qui lui firent supposer des richesses supérieures à celles qu'il avait. Traduit au tribunal révolutionnaire, il fut condamné le 21 juin 1794 pour incivisme et fanatisme. Les malheureux dont il était le soutien habituel étaient présents à l'audience, et, dans ce sanglant prétoire où la voix de la nature était si rarement entendue, il se fit un mouvement quand l'arrêt fut prononcé. Le président se leva et déclara que Quatremère, n'ayant eu en vue que son Dieu et nullement les sans-culottes, méritait la mort « pour avoir humilié le peuple par ses bienfaits. »

On conçoit quel refoulement cette exécrable dérision dut produire dans l'âme d'un enfant de douze ans. La largeur de l'esprit et l'indépendance de la libre pensée sont presque toujours le fruit d'une expérience heureuse de la vie : l'homme qui n'a rencontré autour de soi que bonté et droiture admet volontiers d'énormes diversités dans la manière de croire au vrai et de réaliser le bien ; mais il ne faut pas demander la modération à celui qui a souffert, ni la tolérance pour les idées à celui qui a vu les idées servir

de prétexte à la spoliation et à l'assassinat. M. Quatremère ne connut point cette pacifique disposition d'esprit, qui est non pas l'indifférence, mais l'optimisme d'une belle âme supposant chez les autres la sérénité et l'absence de passions qu'elle sent en elle. Ni la philosophie ni les habitudes de l'homme du monde ne tempérant sa roideur, il aimait mieux renoncer à la part de légitime influence qu'il eût pu exercer que de faire aucun sacrifice au commerce des hommes. De bonne heure, il se plongea dans l'étude et ne voulut pas en être distrait. Toute sa vie il vécut seul, presque sans autres amis que ses livres, les seuls qui ne pussent jamais le contredire. Les grands travaux qu'il a publiés n'étaient pas eux-mêmes le but principal qu'il se proposait, et ses écrits sont toujours restés, pour le nombre et l'importance, au-dessous de son érudition. Il aimait sa science jusqu'à en être jaloux ; il voulait qu'on y crût sur sa parole et semblait regretter que le public en profitât.

Les langues orientales furent le champ principal de sa curiosité, mais il ne les prit point comme une spécialité exclusive : toute autre étude l'eût autant charmé, et s'il préféra celle-ci, c'est probablement parce qu'il la trouva plus rare et plus difficile. Il n'y avait livre qu'il ne lût. Son admirable bibliothèque de cinquante mille volumes n'était point, comme cela arrive si souvent, un instrument oisif entre les mains d'un maître qui ne lit pas ; c'était l'image fidèle de son savoir universel. De toutes ses œuvres, c'est celle qu'il a le plus aimée, et une de ses préoccupations habituelles était la beauté du catalogue qui en serait dressé après sa mort.

Cette manière de prendre l'étude comme une jouissance personnelle, bien plus que comme un moyen d'enrichir la science de résultats nouveaux, explique les côtés éminents et les parties faibles de la carrière de M. Étienne Quatremère. Peu de savants peuvent lui être comparés pour l'étendue et la sûreté des connaissances ; on sent que ce qu'il donne au public est le fruit d'un vaste travail dont la plus grande partie reste inconnue : nul souci de se montrer ; aucun de ces artifices, bien vite découverts par un œil exercé, au moyen desquels l'érudition novice essaye de faire



illusion. Tous les travaux de M. Quatremère, quand il n'y mêle point de jugement propre, peuvent être pris comme des sources premières et maniés avec une entière sécurité. Mais on ne saurait nier que, sous le rapport de la critique, ils ne laissent beaucoup à désirer. Ce n'est jamais impunément qu'on manque d'esprit philosophique, même dans les travaux qui semblent en exiger le moins. Faute de direction générale, M. Quatremère, avec d'incomparables ressources et une puissance de travail qui ne fut jamais surpassée, n'a point ouvert de voie vraiment féconde. L'unité d'une carrière intellectuelle résulte toujours d'une grande idée extérieure, impersonnelle, objective, comme on dit en Allemagne, qui entraîne l'homme, le domine, fait sa vie sans lui et malgré lui. L'activité, si noble d'ailleurs, de M. Quatremère fut gouvernée par de tout autres vues. L'intérêt abstrait de la science le touchant moins que sa propre curiosité, il se laissa conduire par son travail plutôt qu'il ne le dirigea. On ne saisit pas le principe qui relie ses ouvrages les uns aux autres. Ce n'est point une critique que je fais ici ; je constate seulement la diversité des dons que la nature sait partager entre les esprits excellents. M. Quatremère a laissé dans le champ des études historiques et philologiques une trace durable, quoiqu'il n'ait jamais bien nettement compris, je crois, la portée et l'objet de ces études. Il ne se douta pas du lien qui rattache toute recherche sérieuse au problème vital de l'être pensant ; il n'aperçut pas le but supérieur de l'érudition, qui est de construire pierre à pierre la science historique de l'esprit humain, c'est-à-dire la moitié de la philosophie. Il ne vit pas tout cela, et peut-être, s'il l'eût vu, eût-il moins bien mérité de la cause qu'il servait sans le savoir. Il fut comme un ouvrier laborieux, rendant d'immenses services à la construction d'un édifice, dont le plan, la destination et les proportions ne lui apparurent jamais.

Ce fut en 1808 que M. Étienne Quatremère débuta dans la carrière savante par un écrit qui doit compter au nombre des meilleurs qu'il ait produits, ses *Recherches sur la Langue et la Littérature de l'Égypte*. M. Quatremère y établit d'une manière absolument démonstrative un résultat en-

trevu avant lui par Jablonski, à savoir que la langue de l'ancienne Égypte doit être cherchée dans le copte. Ce fut le point de départ des recherches qui, peu après, furent entreprises pour résoudre l'énigme de l'écriture hiéroglyphique. Mais M. Quatremère s'arrêta après ce premier pas, et n'entra pas dans la voie nouvelle. Il nia même la possibilité d'aller plus loin, et ne crut jamais aux découvertes de Champollion. Il poussait à l'excès la réserve quand il s'agissait de recherches auxquelles il n'avait point eu de part. Quelquefois cette réserve était légitime, et on ne peut que le louer d'avoir pris les plus grandes précautions contre les méthodes peu sévères ; mais on ne saurait nier que souvent aussi il n'ait trop cédé à certaines préventions. Ainsi, il n'admit jamais ce qu'on appelle la philologie comparée, cette grande méthode créée par Frédéric Schlegel, Bopp, Burnouf, et de la valeur de laquelle il n'est plus permis de douter. Il envisageait les langues isolément, croyait qu'elles se ressemblent à peu près également et qu'elles diffèrent à peu près également les unes des autres, sans distinction de familles. Il repoussait jusqu'à l'unité de la famille indo-européenne, et il disait que l'usage du sanscrit pour expliquer les origines grecques, latines, etc., passerait, comme avait passé la mode de tout expliquer par l'hébreu.

Les études sémitiques furent l'objet habituel des travaux de M. Quatremère : il les parcourut dans les sens les plus divers, et toujours avec un savoir consommé. L'enseignement de l'hébreu, qui est la clef de toutes les recherches sur le monde sémitique, fut durant quarante ans, au Collège de France, confié à ses soins. On ne peut pas dire que, dans cet ordre de recherches, M. Quatremère ait rendu à la science de signalés services. Il ne suivit guère les immenses travaux qui, depuis un demi-siècle, se sont accumulés en Allemagne, et ont fait de la philologie hébraïque le modèle de toutes les philologies. Il n'observa peut-être point assez délicatement la nuance essentielle qui doit distinguer la chaire de « littérature hébraïque, chaldaïque et syriaque » au Collège de France, d'une chaire « d'Écriture sainte » dans une faculté de théologie. M. Quatremère voulut être théologien, et théologien raisonnable, il ne satisfait personne.

M. Quatremère se rapprochait parfois de l'école qu'on appelle en exégèse l'école *rationaliste*, dont la tendance est de trouver aux faits donnés pour surnaturels des explications historiques. Il ne rejetait pas les miracles, mais il en voulait le moins possible ; quand il en rencontrait « d'une exécution difficile », selon sa naïve expression, il cherchait à les atténuer ou à les expliquer par des procédés naturels et par des malentendus. Cela l'entraînait dans bien des subtilités peu profitables à la philologie. Il distinguait, par exemple, les miracles qui supposent seulement une violence faite aux lois de la surface de notre planète des miracles qui supposent un arrêt du système solaire tout entier, comme le miracle de Josué. Bien que la puissance divine soit très grande, il croyait la soulager en la dispensant d'un tel effort. Il n'admettait pas que ni le soleil ni la terre se fussent arrêtés à la voix de Josué ; il pensait que le nuage chargé de pierres, passant devant le soleil, l'obscurcit momentanément. Le nuage s'étant déchargé sur les Chananéens, le soleil reparut, et, comme dans la chaleur du combat on ne mesure pas bien le temps, les compagnons de Josué crurent qu'une prolongation du jour avait eu lieu en leur faveur (1). Un nuage chargé de cailloux lui paraissait un prodige beaucoup moins inadmissible qu'une suspension des mouvements du ciel. Dans un cours où la littérature hébraïque aurait été prise comme l'est dans un cours de sanscrit la littérature indienne, dans un cours de chinois la littérature chinoise, je veux dire comme un instrument pour l'étude des origines d'une fraction de l'humanité, de pareilles questions n'auraient pas dû se poser.

Les études phéniciennes, qui ne sont qu'une application des études hébraïques, occupèrent beaucoup M. Quatremère, et furent pour lui l'occasion de travaux importants. Ce n'est pas que ses interprétations aient été d'ordinaire les mieux inspirées ; en tout ce qui demandait un certain bonheur de divination, un instinct particulier de rectitude, de simplicité et de justesse, M. Quatremère ne jouissait

(1) Voir les *Observations sur un Passage du Livre de Josué*, publiées dans le *Journal des Savants* (août 1856).

pas de tous ses avantages. Cependant sa riche mémoire lui suggéra quelques rapprochements ingénieux. C'est à lui qu'appartient la découverte de la forme exacte du pronom relatif en phénicien, qui jusque-là avait été méconnue. Cette découverte, faite sur des textes fort courts et peu significatifs, a été confirmée par le déchiffrement des grandes inscriptions plus récemment trouvées à Marseille et à Saïda, et qui ont livré à la science les premiers textes de quelque étendue écrits en langue phénicienne.

Dans le champ des études araméennes, M. Quatremère a marqué sa trace par un ouvrage très important, et qui, à l'époque où il parut, fut, peut-être sans que l'auteur s'en doutât, un trait de lumière jeté sur les antiquités sémitiques ; je veux parler de son *Mémoire sur les Nabatéens*. M. Quatremère aperçut le premier l'intérêt d'un livre singulier qui est parvenu jusqu'à nous dans une traduction arabe sous le titre d'*Agriculture nabatéenne*. Il en tira de précieux renseignements, autour desquels il groupa, avec l'érudition qui n'appartenait qu'à lui, toutes les données que l'Orient et l'antiquité classique nous ont laissées sur le même sujet. Ces recherches ont été depuis reprises par M. Chwolson, de Saint-Petersbourg ; celui-ci a énormément enchéri sur les opinions de M. Quatremère qui pouvaient paraître les plus exagérées. Selon notre savant compatriote, nous aurions dans l'*Agriculture nabatéenne* un ouvrage d'agronomie composé à Babylone à l'époque de Nabuchodonosor. Selon M. Chwolson, ce serait à plusieurs milliers d'années avant Jésus-Christ que ce livre singulier nous ferait remonter. Il faut attendre, pour se prononcer d'une manière assurée, que le texte arabe complet des ouvrages nabatéens ait été publié. Mais les extraits qu'en a donnés M. Chwolson soulèvent les doutes les plus graves (1). Il est bien probable que toute cette littérature nabatéo-arabe est un produit apocryphe des écoles babyloniennes du v<sup>e</sup> ou du vi<sup>e</sup> siècle de notre ère. Mais, comme telle, elle a encore beaucoup d'intérêt ; car il s'y trouve de

(1) Voir *Mém. de l'Acad. des Inscr. et Belles-Lettres*, t. XXIV, 1<sup>re</sup> partie, p. 139 ss. ; *Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft*, 1861, p. 1 ss.



précieuses données sur l'ancienne civilisation de la Chaldée. Le *Mémoire sur les Nabatéens* conserve de même son prix, bien que les conclusions en soient fort ébranlées. Le manque de critique ne pouvait permettre à M. Quatremère de traiter avec un plein succès ces difficiles questions de haute antiquité. Dans ses mémoires sur la topographie de Babylone et sur Darius le Mède, le même défaut se fait sentir.

C'est surtout à l'histoire, à la géographie et à la littérature du monde musulman que M. Quatremère consacra d'immenses labeurs. Ses *Mémoires géographiques et historiques sur l'Égypte* ; son *Histoire des Sultans mamelouks*, traduite de l'arabe de Makrizi ; son *Histoire des Mongols de la Perse*, traduite du persan de Raschid-ed-Din ; son édition du texte arabe des *Prolégomènes* d'Ibn-Khaldoun, l'un des monuments les plus curieux de la littérature arabe ; ses nombreux mémoires insérés dans le *Journal asiatique* sont des trésors de matériaux du meilleur aloi. Les imperfections qu'on peut reprocher à la critique de M. Quatremère, quand il traite des époques reculées, ne se montrent point ici. M. Quatremère n'avait nullement le sentiment des choses primitives ; il manquait de cette souplesse qui fait deviner ou sentir des états intellectuels fort différents de celui où nous vivons. Mais, lorsqu'il s'agissait de l'histoire des époques moyennes ou modernes, histoire qui exige bien moins d'efforts d'interprétation et où la solidité de l'érudition suffit, il était sans égal. L'aridité et, il est permis de le dire, l'importance secondaire de ces époques de l'histoire de l'Orient ne le rebutaient pas. Les études orientales offrent un intérêt de premier ordre, égal et, selon moi, supérieur à celui des littératures classiques, quand elles s'appliquent à l'antiquité, c'est-à-dire à l'époque où l'Orient fut le théâtre de révolutions dont nous avons recueilli l'héritage. L'histoire de l'Inde védique, des Hébreux, de l'Assyrie, de la Perse ancienne, c'est notre histoire à tous, puisque notre civilisation plonge par ses racines dans le sol même où les Védas, la Bible, le Zend-Avesta nous transportent, et que nous subissons encore aujourd'hui le contre-coup de ce qui se passa il y a des milliers d'années dans l'Asie primitive, à Ninive, à Babylone, à Suse, dans le pays de



Chanaan. On n'en peut dire autant des littératures modernes de l'Orient. Elles sont aussi d'un très grand intérêt, puisque rien n'est à négliger dans l'ensemble des choses, et que, d'ailleurs, les destinées des familles les moins favorisées de l'espèce humaine touchent par une foule de points au développement général de la civilisation ; mais enfin une distinction doit être faite entre le grand courant, qui entraîne d'une même teneur l'humanité vers un but inconnu, et les courants latéraux du fleuve, qui souvent semblent contrarier le cours principal. L'horrible abaissement de la moralité et de l'intelligence dans les pays musulmans, surtout à partir de la seconde moitié du moyen âge, m'a toujours dégoûté, et j'admire la conscience des philologues qui consacrent à ce monde dégradé les mêmes soins qu'aux nobles restes du génie de la Grèce, de l'Inde antique, de la Judée. Mais les plus tristes pages de l'histoire demandent aussi des interprètes, et dans le travail scientifique il faut savoir gré à ceux qui prennent pour eux la plus mauvaise part.

Il me reste enfin à rappeler les travaux de M. Étienne Quatremère qui auraient dû faire sa gloire principale, et qui, par suite de regrettables circonstances, ont été perdus pour le public savant, je veux dire ses travaux lexicographiques. La vraie vocation de M. Quatremère était de ce côté. Son immense lecture, sa mémoire qui tenait du prodige, son exactitude scrupuleuse sur les détails lui assuraient le premier rang dans un ordre de travaux où les qualités qui lui manquaient sont le moins exigées. Très jeune, il se mit à recueillir d'immenses matériaux pour un dictionnaire arabe, qui, s'il eût été achevé, eût fait oublier sans peine tous ceux que l'on possède. Le meilleur juge en cette matière, son maître, Silvestre de Sacy, aimait à dire qu'Étienne Quatremère était le seul homme capable de composer un dictionnaire arabe. Il est certain que si, en grammaire, Silvestre de Sacy n'a point été égalé, M. Quatremère n'eût point été de longtemps surpassé en lexicographie. On peut énoncer sur ce point des conjectures, quoique les travaux dont nous parlons soient restés inédits. M. Quatremère, pour utiliser des notes qu'il désespérait de réunir

en un corps d'ouvrage, avait pris l'habitude de les placer à tout propos au bas des pages de ses différents écrits. Elles y forment un encombrement assez incommode, et il est à craindre que la science ne tire jamais qu'un médiocre avantage des articles de dictionnaire ainsi dispersés ; mais on est surpris de l'immense dépouillement de textes auxquels l'auteur s'était livré. M. Quatremère recueillit également beaucoup de notes en vue d'un dictionnaire copte, d'un dictionnaire syriaque, d'un dictionnaire turc oriental, et je crois même de dictionnaires persans et arméniens.

Il est permis de supposer que les services rendus par le docte orientaliste dans ces diverses branches d'étude eussent été fort inégaux. En syriaque, par exemple, je pense qu'on se consolera de n'avoir pas le travail de M. Quatremère quand on possédera complet le beau lexique de M. Bernstein, dont le premier fascicule a paru et donne la plus haute idée de l'ouvrage (1). Ce n'en est pas moins une chose déplorable que ce vaste amas de travaux soit resté et soit probablement destiné à rester toujours inutile (2). Il faut dire, pour justifier la France et le public savant d'une indifférence coupable, que le goût personnel qui portait le laborieux auteur plutôt à recueillir des notes qu'à achever des ouvrages eut autant de part que les circonstances dans ce fâcheux abandon.

Au *Journal des Savants*, M. Quatremère représentait depuis vingt ans l'érudition orientale. Sa critique, rarement bienveillante et parfois empreinte d'une regrettable partialité, avait du moins l'avantage d'être sérieuse et approfondie. Il ne tint pas à lui que ce grand recueil ne continuât d'être ce qu'il était du temps de Daunou et de Silvestre de Sacy, l'écho fidèle et complet de la littérature savante de l'Europe. Il y maintint la grande manière des recensions spéciales et détaillées, qui disparaît de jour en jour, et qui pourtant est indispensable au progrès des recherches de première main. L'abnégation nécessaire à

(1) M. Bernstein est mort depuis. J'ignore si l'on doit continuer l'impression de son ouvrage.

(2) La bibliothèque royale de Munich en a fait l'acquisition. J'apprends avec joie qu'il est question d'en tirer parti.

ce genre de critique devient rare, et peut seulement trouver sa place dans un recueil qui n'a point à tenir compte d'intérêts particuliers ni des exigences du public.

Les qualités de M. Quatremère ne le prédestinaient pas à faire école. Il continua son œuvre sans se soucier des autres ni encourager le progrès des études auxquelles il s'était voué. On pourrait croire que, dans ces froides recherches, la solitude devrait être un avantage ; il semble qu'un érudit détaché de tout ce qui retire l'homme de la sphère des abstractions soit mieux placé pour voir le vrai sans nuage et pour tout embrasser. Il n'en est point ainsi : quand on n'a pas de devoirs envers les autres, on s'en croit souvent de trop grands envers soi-même, et les inconvénients de la bonté sont presque toujours moindres que ceux de la personnalité renfermée en elle-même et jalouse de son repos.

Peu sympathique au premier coup d'œil, M. Quatremère attachait à la longue par l'originalité de son caractère et par le tour arrêté de ses idées. Il représentait avec une énergie qui se perd de jour en jour l'ancien esprit de la bourgeoisie parisienne, ses traditions de sérieux, de culture libérale et d'honorable indépendance. Le « règlement » en toute chose était sa loi suprême ; il le défendait avec acharnement dans les corps dont il faisait partie. Gardien vigilant des droits et de la dignité de ces corps, il en était venu (tel est le siècle où nous sommes) à paraître séditieux à force d'être conservateur. Malgré ses côtés étroits, et, si l'on veut, ses ridicules, ce vieil esprit avait d'excellentes parties que notre société, affaiblie pour les grandes choses, doit certes regretter. On vivait pour l'estime de quelques personnes, et, afin de l'obtenir, on recherchait en tout le solide et l'honnête. Comme on s'estimait beaucoup soi et les siens, on consentait très difficilement à estimer les autres ; cela rendait souvent les caractères aigres et difficiles, mais cela donnait de la fierté et de la tenue. On était attaché à ses idées ; on avait une raison en dehors de son intérêt pour être de telle ou telle opinion. En religion, on devenait facilement sectaire, afin de pouvoir regarder la vérité comme sa propriété ou comme un privilège qu'on partageait avec un petit nombre ; mais du moins la foi

pénétrait la vie, et on se l'assimilait comme quelque chose de personnel. L'abdication religieuse dont nous sommes les témoins, le laïque ne s'occupant plus de théologie et croyant sans se soucier de ce qu'il doit croire, eût paru à ces austères chrétiens une monstruosité.

M. Quatremère, sous ce rapport, comme sous tant d'autres, n'était pas de notre âge. Janséniste et gallican, il portait dans sa piété une gravité triste et respectueuse qui n'excluait pas le libre jugement. Les innovations religieuses le révoltaient : il n'accepta point le bréviaire romain, devenu si fort à la mode dans ces dernières années ; il y trouvait des fables, des anachronismes, et préférait beaucoup le bréviaire de Paris, composé tout entier avec des paroles de l'Écriture et des Pères. Les nouveaux dogmes, les nouveaux saints et les nouveaux miracles le trouvaient aussi fort sévère ; à l'époque où fut introduit dans le diocèse d'Amiens le culte de sainte Théodosie, il composa un savant mémoire pour établir que les procédés par lesquels on avait créé la légende de cette sainte avec une inscription de quelques mots étaient contraires à toutes les règles de la saine critique. Cette fermeté nous paraît surannée ; croyants et sceptiques, nous sommes devenus bien plus dociles. Il faudrait s'en réjouir, si l'on pouvait croire que cela vient de plus de largeur et d'élévation d'esprit ; mais, si cela vient de l'affaiblissement des caractères, de la fatigue et de la paresse, si les habitudes que nous envisageons comme des travers sont la condition de l'application mâle aux choses désintéressées, il faut regretter la solide pesanteur que la discipline des deux derniers siècles avait donnée aux esprits. Le janséniste acariâtre, chagrin, disant son bréviaire, pouvait être fermé à bien des idées et hostile à plus d'un progrès légitime ; mais il était, du moins pour les parties austères du travail de la pensée, un auxiliaire utile, et il rendait un immense service au développement sérieux de l'esprit en faisant digue à l'envahissement du monde par l'immoralité, le charlatanisme et la légèreté.





## LA CHAIRE DE SANSKRIT AU COLLÈGE DE FRANCE (1)

TOUTES les personnes qui aiment la science d'une manière désintéressée sont en ce moment préoccupées d'une question fort grave. La chaire de sanscrit au Collège de France est vacante depuis la mort d'Eugène Burnouf, arrivée en 1852. Il y a quelques semaines, M. le ministre de l'Instruction publique invita, selon le règlement, MM. les professeurs du Collège de France à lui désigner les deux personnes les plus capables de remplir cette chaire, qui est d'une importance particulière dans l'état actuel des études philologiques. Les professeurs, réunis le dimanche suivant, ne purent s'empêcher de remarquer l'absence parmi les candidats de celui que l'opinion de toute l'Europe savante désigne comme le successeur d'Eugène Burnouf ; je veux parler de M. Adolphe Régnier. La cause de cette abstention était bien connue. Par un motif tout personnel, étranger à la politique, par suite d'une relation si intime qu'on peut presque l'assimiler à un lien de famille, M. Adolphe Régnier ne croit pas pouvoir prêter le serment exigé par la loi pour les fonctions publiques. Pensant qu'on l'accuserait de présomption s'il avouait le désir d'une exception au droit commun, trop ennemi d'ailleurs des vaines démonstrations pour rechercher des suffrages avec l'intention de n'en pas profiter, M. Régnier avait pris le seul parti qui convînt à la modération de son caractère, il s'était interdit de se porter comme candidat à la chaire pour laquelle les présentations étaient demandées.

(1) *Journal des Débats*, 10 décembre 1862. (N. de l'éd.

L'assemblée des professeurs du Collège de France, en présence de cette situation difficile, ne consulta que l'intérêt des grandes études dont le dépôt lui est confié. Une lettre de candidature, en pareille circonstance, ne pouvait être considérée comme nécessaire. En effet, la nouvelle de la convocation des professeurs du Collège de France avait été insérée au *Moniteur* quatre jours avant le terme fixé par M. le ministre pour la réunion. Tel candidat habitant une province écartée n'aurait pas eu le temps d'écrire pour faire connaître ses intentions. Le Collège, d'un autre côté, devait-il entrer dans des considérations de politique et d'administration étrangères à la science ? MM. les professeurs ne le pensèrent pas ; ils crurent que dans ces sortes de convocations une seule question est posée : « Quel est le sujet le plus digne ? » Ils présentèrent en première ligne M. Adolphe Régnier. Quelques jours après, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, également consultée d'après les règlements, présenta le même candidat.

Voilà, ce nous semble, une des questions qui mettent le mieux en lumière les vrais rapports de l'État avec les choses de l'esprit. Il est indubitable que l'administration de l'instruction publique serait dans son droit en ne nommant pas M. Régnier. Le pouvoir n'est jamais tenu d'octroyer une dispense aux lois existantes. D'un autre côté, le ministre, en ne choisissant pas le candidat qui lui est présenté en première ligne par les deux corps savants, sortirait de l'usage (un seul exemple d'une telle nomination peut être cité, exemple emprunté aux plus tristes souvenirs de la Restauration) ; il ne sortirait pas du règlement. Si donc il est décidé que la dispense du serment, qui a été accordée à M. Arago et offerte spontanément à M. Cauchy, ne doit pas être offerte à M. Adolphe Régnier, les amis de la science devront se borner à regretter le dommage causé aux bonnes études par les circonstances politiques, si embarrassées, que traverse notre siècle.

Mais l'administration de l'instruction publique, dans les attributions de laquelle le Collège de France est resté, veut sans doute le plus grand bien de l'enseignement et le libre développement de tout ce qui peut faire honneur au

pays. A ce point de vue, nous ne croyons pas qu'un gouvernement pût faire un acte plus honorable et plus libéral qu'en invitant M. Adolphe Régnier à monter dans la chaire dont les deux corps les plus compétents du monde le croient digne, et à laquelle un scrupule de délicatesse l'empêche d'aspirer. La loi du serment n'est pas une loi comme une autre. Sans examiner si le chef de l'État a la faculté de dispenser de la loi, il peut être de sa générosité et de son goût éclairé pour les lettres de laisser tomber un droit que la loi lui confère, s'il voit dans cette renonciation un avantage pour l'esprit public. L'Empereur, qui s'est déjà honoré en laissant M. Arago et M. Cauchy à leur haut enseignement, ne recueillerait sans doute de ce nouvel acte que d'unanimes approbations. Dans nos temps si troublés, les intérêts les plus graves de la société sont compromis si l'on n'admet pas la neutralité des grandes choses éternelles qui sont supérieures aux révolutions, aux divisions passagères, aux partis : neutralité de la science, neutralité des travaux de l'esprit, neutralité de tout ce qui contribue à l'amélioration de l'espèce humaine et au progrès de la civilisation ; j'ajouterai neutralité de la religion, pour celles des communions religieuses qui ne réclament pas au profit de leurs dogmes la protection de l'État. Si, par nos dissensions, une moitié de la France est tour à tour frappée d'incapacité pour les grands services de la patrie, qui ne voit l'infailible abaissement qui en résultera dans tout ce qui demande de la continuité ? L'enseignement du sanscrit est la maîtresse partie de notre haut enseignement philologique. « La chaire de sanscrit, annulée en France pour une génération comme elle l'est déjà en Angleterre, c'est un coup trop fort pour nos études » (1), m'écrivait hier même un des plus illustres indianistes de l'Europe. La chaire de Wilson, en effet, par toute sorte de considérations mesquines, a été comme supprimée à Oxford. Espé-

(1) Mon correspondant ne savait pas qu'un orientaliste de grand mérite devait être promu à la chaire. S'il eût connu le nom de cet orientaliste, il eût hautement approuvé qu'on appelât au Collège de France, pour représenter les études bouddhiques, un homme qui a su rendre à ces études de si grands services. Mais il eût probablement persisté à croire que la chaire de Burnouf devait garder son caractère distinct.

rons qu'une noble pensée nous rendra la chaire d'Eugène Burnouf. Cette chaire a vu se grouper autour d'elle comme élèves presque tous ceux qui sont aujourd'hui des maîtres en Allemagne, en Russie, en Italie, en Angleterre ; serons-nous réduits à aller chercher à l'étranger la science que nous lui avons donnée et les méthodes qu'il tient de nous ?

# LA CHAIRE D'HÉBREU AU COLLÈGE DE FRANCE

EXPLICATIONS A MES COLLÈGUES (1)

Paris, 15 juillet 1862.

Messieurs et savants collègues,

L'ESPÉRANCE que je conservais encore, il y a quelques jours, de rouvrir mon cours en ce semestre, ne s'est pas réalisée. La pensée que mon nom pourra rester attaché, dans l'histoire du Collège de France, à un incident restrictif de nos libertés est pour moi la cause d'un véritable regret. Je suis obligé de vous dire en peu de mots à quel point de vue je me place pour croire qu'en tout ce qui s'est passé je n'ai pas manqué à mes devoirs.

Quatre reproches m'ont été adressés. On a trouvé fâcheux que je me sois obstiné à poursuivre une chaire où je devais m'attendre à de graves difficultés. On m'a blâmé d'avoir fait, à l'ouverture du cours, une leçon d'un caractère général. On a critiqué et le sujet que j'avais choisi pour la première leçon, et la manière dont j'ai traité ce sujet. Il n'est pas dans mon caractère de me poser en infaillible. Je respecte tous les jugements sincères ; je désire seulement que l'on sache de quels principes je suis parti, et que, si l'on

(1) Lettre parue en brochure chez Michel Lévy en mars 1862. Les chapitres V et VI, accompagnés d'une note d'Ad. Guérault, ont été publiés dans l'*Opinion nationale* du 2 août 1862. (N. de l'éd.)



réprouve ces principes, on m'épargne du moins l'accusation de légèreté.

## I

*Pourquoi j'ai aspiré à la chaire d'hébreu  
au Collège de France.*

Vous savez comment la chaire de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque devint vacante, en septembre 1857, par la mort si regrettable de M. Étienne Quatremère. Tout en reconnaissant ce qui me manquait pour succéder à ce docte orientaliste, je crus devoir me porter comme candidat à la chaire qu'il avait occupée. Je vous rendis les visites d'usage, et vous informai de mes intentions, pour le cas où les présentations seraient demandées. En cela, je ne faisais que suivre un dessein depuis longtemps arrêté. J'ai toujours donné pour but à ma carrière scientifique de contribuer selon mes forces à relever les études sémitiques anciennes de l'abaissement où, malgré d'honorables exceptions, elles sont restées, en France, depuis Richard Simon. De bonne heure je reconnus que l'infériorité critique de la France, au XVIII<sup>e</sup> siècle et au commencement du XIX<sup>e</sup>, surtout quand il s'agit de la haute antiquité, tenait à la faiblesse de ces études parmi nous. Maîtresse des sciences historiques jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes, la France, depuis cette fatale époque, lègue à la Hollande et à l'Allemagne le soin de continuer l'œuvre qu'elle avait si glorieusement commencée. Il y a là un grand arriéré de deux siècles à réparer. Ceux qui me connaissent me rendront cette justice, que ce dont j'ai une fois embrassé la pensée comme un devoir, je ne l'abandonne pas. Je pris avec moi-même l'engagement de ne jamais accepter d'autre chaire que celle pour laquelle je me croyais une vocation spéciale. Pendant quatre années, du reste, la question fut écartée ; M. le ministre ne crut pas devoir immédiatement pourvoir à la chaire. Usant du droit que lui confèrent les règlements

actuels du Collège, il ne demanda pas les présentations, et il nomma un chargé de cours.

En août 1861, au moment où je prenais un peu de repos dans le Liban, je reçus une bienveillante communication qui m'autorisait à prétendre, pour l'époque de mon retour en France, à une place parmi vous. J'accueillis comme je le devais une ouverture si conforme à mes désirs. Le Collège de France est la plus belle partie de notre système d'enseignement et, selon moi, le principal contrepoids à ses défauts. Appartenir à ce grand établissement, qui représente le progrès de la science libre, avait toujours été mon ambition. Mais je répondis en même temps que je n'accepterais jamais qu'une seule chaire, celle pour laquelle j'avais déjà fait auprès de MM. les professeurs des démarches de candidat, celle qui était devenue vacante par la mort de M. Quatremère. J'avais alors pour unique conseil ma sœur bien-aimée, qui devait, quelques jours après, expirer près de moi. Cette personne, d'un jugement si sûr et si purement gouvernée par les considérations de l'ordre moral, me dit que je ne devais pas céder, quelles que fussent les difficultés. Je n'ai jamais eu beaucoup de goût pour les petites habiletés qui forment souvent le tissu des vies les plus honnêtes ; tous les avantages de ce monde ne me semblent pas valoir la peine qu'on dévie tant soit peu de ce que l'on croit le bien. Une année de commerce assidu avec l'antiquité et la méditation des grands problèmes historiques qui me préoccupaient en ce moment ne firent que fortifier en moi une telle disposition. La perte de ma courageuse compagne m'attacha plus que jamais aux études qui m'avaient coûté si cher. A mon retour en France, je vis une sorte de révélation impérative dans le conseil d'une amie qui ne m'apparaissait plus qu'environnée du nimbe sacré de la mort.

M. le ministre comprit, du reste, qu'une nomination entourée des formes ordinaires et provoquée par votre suffrage couvrirait mieux sa responsabilité. Il vous demanda les présentations, conformément aux usages. Vous m'accordâtes l'insigne faveur de me placer en première ligne. L'Académie des inscriptions et belles-lettres me fit le même honneur. Prenant acte de ces deux présentations, M. le

ministre voulut bien proposer ma nomination à Sa Majesté l'empereur, qui, par un décret du 11 janvier 1862, daigna la ratifier.

## II

### *Nature de la chaire d'hébreu au Collège de France.*

Le décret parut au *Moniteur*, accompagné d'un rapport où M. le ministre exposait la nature de la chaire à laquelle il s'agissait de pourvoir. La rédaction de ce rapport n'était pas de tout point celle que j'eusse préférée ; mais rien n'était changé au programme de la chaire. Il est clair, en effet, que, si de tels changements eussent été dans l'intention de M. le ministre, ils eussent dû être faits avant les présentations. C'est à la chaire de M. Quatremère, telle que M. Quatremère la posséda, que j'avais aspiré et que votre suffrage m'avait désigné. Le ministre a le droit de changer la nature des chaires du Collège de France ; mais, dans ce cas, il ne demande pas de présentations, et, en supposant que pour s'éclairer il jugeât à propos de le faire, il va sans le dire qu'il devrait préalablement vous avertir que la chaire à laquelle il vous invite à présenter n'est plus ce qu'elle avait été jusque-là. Comment présenter des candidats à un enseignement dont on ignore la nature ? Comment le candidat lui-même peut-il prétendre à une chaire dont le programme ne serait pas fixé ? Qui sait s'il se fût présenté dans les conditions nouvelles qu'on introduirait inopinément le jour de la nomination ? Le rapport de M. le ministre à l'Empereur laissait donc à la chaire sa parfaite identité (1). Il exprimait suffisamment des idées sur les-

(1) Une assertion, qui s'est produite au Sénat, m'a obligé d'écrire aux journaux la lettre suivante (4 avril 1867) :

« Dans la séance du Sénat du 2 avril, M. Rouland a parlé d'engagements que j'aurais pris avec lui, lors de ma nomination au Collège de France. L'honorable sénateur veut-il parler d'obligations résultant du titre et de la nature même de la chaire à laquelle j'étais porté par le double suffrage du Collège de France et de l'Institut ? Ces obligations-là, je crois les avoir

quelles nous étions d'accord. Ces idées, du reste, étaient si simples, qu'elles devaient se présenter d'elles-mêmes à tout bon esprit. Les voici :

Les livres qui doivent servir de texte à des leçons de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque sont en grande partie des livres sacrés. Les cultes israélite, catholique, protestant, y cherchent des dogmes, des prières, des consolations religieuses, les fondements d'une « histoire sainte », un aliment pour la piété. L'État manquerait à ses devoirs, s'il cherchait à troubler les âmes dans ces pieuses méditations. L'enseignement religieux à tous ses degrés jouit de la liberté la plus absolue. Dans les facultés de théologie catholique et protestante, dans les séminaires rabbiniques, des professeurs, choisis ou agréés par l'autorité religieuse compétente, enseignent l'hébreu, défendent les interprétations traditionnelles et demandent aux livres antiques la raison des croyances reçues par chaque communion.

Il est évident qu'un tel ordre de discussions ne peut trouver sa place au Collège de France. Quand on recherche les intentions si justes et si élevées du roi François I<sup>er</sup>, lors de la fondation de ce bel établissement, on trouve que, dans la pensée du fondateur, ce fut avant tout une institution laïque et indépendante. Il s'agissait de créer, en dehors de la Sorbonne, liée par ses traditions, un terrain libre, où, sous la protection du chef de l'État, fauteur naturel de tout ce qui est noble et grand, les études qui passaient, au xvi<sup>e</sup> siècle, pour des nouveautés hardies pussent trouver à se développer. Le Collège de France n'a jamais eu de chaire théologique. S'il a toujours eu un enseignement de l'hébreu, c'est que les vieux textes écrits dans cette langue, en même temps qu'ils sont des livres sacrés pour le théologien, sont pour le savant un objet d'importantes recherches. Ils sont « la Bible » ; mais ils sont aussi « la littérature hébraïque ». Au premier point de vue, ils n'appartiennent pas à l'enseignement laïque ; au second, ils en sont une partie essentielle. Plus que jamais, de nos jours,

bien remplies. Quant à des engagements personnels, limitant en ce qui me concernait le programme et la liberté de l'enseignement en question, je n'en ai pris et n'en pouvais prendre, ni de vive voix ni par écrit. »

un tel enseignement a besoin d'être maintenu et élargi, au milieu du grand mouvement d'études comparatives qui a renouvelé l'histoire ancienne. Ces études, quand elles s'appliquent au monde sémitique, ne peuvent pas plus se passer d'un cours d'hébreu que l'étude comparée des langues indo-européennes ne peut se passer d'un cours de sanscrit. La philologie comparée, l'histoire, l'archéologie, l'ethnographie seraient incomplètes, si le plus précieux répertoire de faits que nous possédions sur la haute antiquité leur était interdit.

La mission du professeur de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque au Collège de France se trouve ainsi nettement définie. Il manquerait à ses devoirs s'il s'égarait dans des discussions dogmatiques qui appartiennent à un autre enseignement, s'il faisait de la polémique pour ou contre les croyances qu'on a tirées des textes qu'il est chargé d'expliquer. Il se conformera à son programme, s'il envisage ces textes en historien, en littérateur, en philologue. Pour lui, il ne s'agira pas de défendre ou d'attaquer telle ou telle croyance ; il s'agira de travailler au progrès d'une des parties les plus importantes de la science comparée des langues et des littératures. Sans doute, il se croira obligé à quelque chose de plus ; en traitant comme historien et comme savant des choses religieuses, il gardera toujours cette gravité, ce respect qui sont un devoir quand on touche aux sources de la foi de plusieurs. Mais, cette condition remplie, il n'y a plus de limites à ses droits. Si un professeur a pour devoir évident de ne pas sortir de son programme, il ne peut, dans l'intérieur de son programme, accepter de restrictions sans manquer à la première de ses obligations, qui est l'absolue sincérité.

La chaire de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque au Collège de France est donc une chaire purement profane, une chaire scientifique et non théologique, une chaire philologique et historique, non dogmatique. Il s'y agit non de défendre ou de combattre les explications de la Bible données par les différents cultes, mais de discuter, sans dogmatisme, ce que la science indépendante sait de plus probable sur ces textes, en tout cas si antiques et si



curieux. La diversité même des interprétations théologiques ferait une loi au professeur de ne pas sortir d'un tel programme, car il n'est pas de passage important sur lequel les interprètes juifs, catholiques, protestants soient d'accord. Vouloir satisfaire à la fois ces exigences opposées est impossible. Et pourtant, le juif, le catholique, le protestant ont également droit d'exiger que, dans un établissement neutre, leurs croyances ne soient pas systématiquement sacrifiées à une autre croyance religieuse. Un seul parti reste donc à prendre, c'est de ne chercher à contenter que la science sans s'imposer d'être d'accord avec les théologiens, mais sans traduire son dissentiment en polémique directe ; c'est de poser comme certain ce qui est certain, comme douteux ce qui est douteux, et de laisser aux théologiens des différents cultes le soin de défendre leurs explications quand ils les croient compromises par les résultats scientifiques. Ce n'est ici ni une chaire de polémique ni une chaire d'apologétique ; c'est une chaire de philologie, naturellement en renfermant sous ce mot tous les développements qui touchent à l'histoire prise dans son sens le plus élevé.

Et qu'on ne dise pas que la théologie à son tour devrait avoir une chaire pour maintenir les explications traditionnelles. Veut-on parler de la théologie juive, de la théologie protestante ou de la théologie catholique ? S'il s'agit de cette dernière, elle doit être satisfaite. À deux pas du Collège de France, à la Sorbonne et dans les mêmes conditions de publicité qu'au Collège de France, les catholiques qui veulent apprendre l'hébreu, sans rien entendre qui puisse contredire leur croyance, ont le cours de M. l'abbé Bargès, et de plus le cours d'Écriture sainte, expressément consacré à exposer et à défendre l'exégèse catholique. Certes, si quelqu'un peut se plaindre ici, ce sont les juifs et les protestants, qui voient l'État entretenir une chaire publique pour l'exégèse de leurs adversaires, sans jouir eux-mêmes du même privilège. L'égalité des cultes ne sera parfaite que quand la Faculté de théologie sera mixte et possédera des chaires d'exégèse juive et d'exégèse protestante. Quant au Collège de France, aucun culte n'a particulièrement le droit

de s'y faire entendre, vu que cet établissement est, comme la loi, indifférent à tous les cultes.

Est-ce à dire que le professeur devra s'interdire dans la chaire dont il s'agit de toucher aux choses religieuses ? Cela est absolument impossible, d'abord parce que tout enseignement, quel qu'il soit, serait abaissé s'il fallait observer une telle interdiction, et, en second lieu, par un motif tiré de la nature spéciale de la chaire. La littérature hébraïque n'a pas un seul écrit qui ne soit considéré comme religieux. La religion est le côté essentiel de l'histoire du peuple juif. Autant vaudrait, quand il s'agit des Grecs, s'interdire de parler d'art et de littérature. Le professeur d'hébreu, en un sens, parlera toujours de religion ; mais il n'en parlera jamais d'une façon théologique. Il n'aura pas d'opinion sur la vérité des dogmes. Il ne s'octupera pas de savoir si c'est à tort ou à raison que l'on conclut de tel passage tel dogme accepté comme révélé ; il cherchera purement et simplement ce que signifie le passage. Il ne fera pas une série de leçons pour ou contre les prophéties prétendues messianiques ; il ne se croira pas obligé d'accepter ces interprétations, s'il ne les trouve pas solides. Il aura tort s'il fait un cours pour nier la divinité de certains faits ; il sera dans son droit en parlant de ces faits comme s'il ne les croyait pas divins. Jamais on ne le surprendra discutant des articles de foi. Jamais un article de foi ne le fera dévier de l'explication qu'il regarde comme la vraie. Sa position, en un mot, est fort analogue à celle du professeur de sanscrit. Quand Eugène Burnouf expliquait le Code de Manou ou les écrits bouddhiques, il ne cherchait pas si le commentateur Kulluka-Bhatta a été un bon canoniste, il ne faisait pas de controverse pour ou contre les croyances bouddhiques. Si Burnouf avait fait une leçon pour prouver que Çakya-Mouni n'arriva jamais, quoi qu'en disent les bouddhistes, à l'état de Bodhisattva, on aurait eu le droit d'être surpris. Mais, si, tout en parlant de Çakya-Mouni avec admiration, il se fût exprimé d'une façon qui n'impliquât pas les attributs transcendants que ses disciples lui prêtent, personne ne lui en eût fait un reproche. Un bouddhiste, arrivant à son cours, eût été blessé de cette hétérodoxie ; voilà tout.

L'objet du professeur n'était pas de réfuter les bouddhistes ; son devoir n'était pas non plus de les satisfaire.

En d'autres termes, il n'y a pas et il n'est pas opportun qu'il y ait au Collège de France une chaire consacrée à attaquer ou à défendre les différents cultes. Ces controverses doivent être permises, mais leur place n'est pas dans les établissements de l'État. Le professeur des établissements de l'État ignore s'il y a au monde des théologiens. Il ne se dérange ni pour les éviter, ni pour les heurter. Sa position est toute neutre, comme celle de l'État lui-même, dans les questions religieuses. Le respect en pareille matière ne saurait consister à contenter tout le monde (ce qui ne se pourrait obtenir qu'en faisant fléchir l'esprit scientifique), ni à passer sous silence les points susceptibles de blesser quelque opinion (ce qui serait tout amoindrir) ; il consiste dans la convenance du ton, dans une certaine manière grave et sympathique, qui convient à l'histoire religieuse, et surtout dans le principal hommage que réclame la vérité, dans l'acte souverainement religieux, qui est la sincérité.

Tel est le champ ouvert devant le professeur d'hébreu au Collège de France. Il nous reste à chercher quelle doit être la forme de son enseignement. La tradition ici est constante. Depuis le *xvi<sup>e</sup>* siècle, cette chaire a été une chaire spéciale. L'usage et la raison ont introduit dans notre enseignement supérieur deux sortes de cours, les uns, destinés à transmettre la connaissance des méthodes scientifiques, et, par conséquent, ne s'adressant qu'à un petit nombre ; les autres, roulant sur des généralités susceptibles d'intéresser un nombreux auditoire. Ce genre brillant, créé dans la première moitié de notre siècle par des hommes éminents, est une des gloires de l'esprit français. Il faut le maintenir, si l'on sait trouver les hommes de talent nécessaires pour cela. Mais il ne faut pas que cet enseignement, qui, par la force des choses, sera toujours un peu sommaire, fasse délaisser les études spéciales, sans lesquelles toute culture intellectuelle dégénère en lieux communs et en banalités. La place d'un tel enseignement est dans les facultés, mais non au Collège de France. Ce grand établissement n'a de raison d'être qu'à condition d'être l'établissement

des enseignements analytiques et minutieux. Transmettre le dépôt des connaissances acquises, charmer et instruire les gens du monde, voilà le but des facultés ; former des savants, voilà le but du Collège de France. Indépendant de l'Université, n'aspirant pas à présenter un cadre complet d'enseignement, notre Collège est une sorte d'annexe de l'Institut, uniquement préoccupé des progrès théoriques de la science et d'ordinaire sans relations avec le public. A cet égard, mes idées n'ont jamais varié (1). « Dans l'accomplissement de ma tâche, disais-je en ma première leçon, vous me permettrez de descendre jusqu'aux plus menus détails, et d'être habituellement technique et austère. La science n'atteint son but sacré, qui est la découverte de la vérité, qu'à condition d'être spéciale et rigoureuse. Tout le monde n'est pas destiné à être chimiste, physicien, philologue, à s'enfermer dans des laboratoires, à suivre durant des années une expérience ou un calcul ; tout le monde participe cependant des grands résultats philosophiques de la chimie, de la physique, de la philologie. Présenter ces résultats dégagés de l'appareil qui a servi à les découvrir est une chose utile et que la science ne doit pas s'interdire. Mais telle n'est pas la destination du Collège de France ; tout l'appareil de la science la plus spéciale et la plus minutieuse doit être ici déployé. Des démonstrations laborieuses, de patientes analyses, n'excluant, il est vrai, aucun développement général, aucune digression légitime, tel est le programme de ces cours. C'est le laboratoire même de la science philologique qui est ouvert au public, pour que des vocations spéciales se forment et que les personnes du monde puissent se faire une idée des moyens qu'on emploie pour arriver à la vérité (2). »

« Depuis Vatable et Mercier, écrivais-je le lendemain (3),

(1) Voir le *Journal des Débats* du 5 juin 1856, où, à propos de Ramus, j'exposais mes vues sur le Collège de France et la nature de son enseignement. V. ci-dessus, p. III ss.

(2) *De la Part des Peuples sémitiques dans l'Histoire de la Civilisation. Discours d'ouverture des Cours de Langues hébraïque, chaldaïque et syriaque au Collège de France, Journal des Débats*, 25 février 1862, réimprimé dans *Mélanges d'Histoire et de Voyages*. (N. de l'éd.)

(3) *Ibid.* Préface datée du 23 février 1862 et insérée dans le *Journal des Débats* du 26. L'arrêté de suspension est du 27.



jusqu'à M. Quatremère, la chaire à laquelle j'ai eu l'honneur d'être présenté et nommé a offert un caractère technique et spécial. Sans enchaîner en aucune façon ma liberté ni celle de mes successeurs, je croirais rendre un mauvais service à la science en sortant habituellement de cette respectable tradition. Que deviendront les études sérieuses si elles n'ont au Collège de France un sanctuaire inviolable ? Que deviendra la haute culture de l'esprit humain, si les expositions générales, seules admises en présence d'un public nombreux, étouffaient les enseignements d'une forme plus sévère, dans un établissement surtout qui est destiné à continuer les grands travaux scientifiques ? Je serais tout à fait coupable, si on pouvait m'accuser dans l'avenir d'avoir contribué à un tel changement. Le progrès de la science est compromis si nous ne revenons aux longues réflexions, si chacun croit remplir les devoirs de la vie en ayant à l'aveugle sur toutes choses les opinions d'un parti ; si la légèreté, les opinions exclusives, les façons tranchantes et péremptoires viennent supprimer les problèmes au lieu de les résoudre. Oh ! que les pères de l'esprit moderne comprenaient mieux la sainteté de la pensée ! Grandes et vénérables figures des Reuchlin, des Henri Estienne, des Casaubon, des Descartes, levez-vous pour nous apprendre quel cas vous faisiez de la vérité, par quels labeurs vous saviez l'atteindre, ce que vous souffrîtes pour elle. Ce sont des spéculations comprises de vingt personnes au XVII<sup>e</sup> siècle qui ont changé de fond en comble les idées des nations civilisées sur l'univers ; ce sont les travaux obscurs de quelques pauvres érudits du XVI<sup>e</sup> siècle qui ont fondé la critique historique et préparé une totale révolution dans les idées sur le passé de l'humanité. »

Assurément, cela ne veut pas dire que les généralités nous soient interdites. Cela veut dire qu'elles doivent être amenées par l'étude directe des faits, que le cadre de l'enseignement doit être le plus ordinairement philologique. Ici j'aime encore à prendre Burnouf pour mon modèle : « C'est à l'étude de la langue, disait-il dans sa première



leçon (1), que nous appliquerons ensemble ce que nous avons de constance et de zèle... Osons le dire cependant : si ce cours doit être consacré à la philologie, nous n'en bannirons pas pour cela l'étude des faits et des idées... C'est plus que l'Inde, Messieurs ; c'est une page des origines du monde, de l'histoire primitive de l'esprit humain que nous essayerons de déchiffrer ensemble... Il n'y a pas de philologie véritable sans philosophie et sans histoire. » Je n'ai rien voulu de plus, et je terminais ma première leçon en annonçant que nos entretiens ultérieurs seraient consacrés à la philologie hébraïque la plus sévère (2). Mon programme, deux fois reproduit par les affiches officielles, suffisait, du reste, pour en faire foi.

A Dieu ne plaise que je songe à restreindre nos droits ! La liberté est la loi de notre établissement. Aucun règlement ne fixe la manière dont un professeur au Collège de France doit faire son cours, ni le nombre de ses auditeurs. Rien n'empêche le professeur au Collège de France, même dans la chaire la plus spéciale, de donner, s'il le croit utile au progrès de la science, une série de leçons générales. S'il avait plu à Burnouf de faire un cours sur l'histoire de la littérature hindoue, personne assurément n'aurait songé à le lui interdire. Mais avec raison il ne le jugea pas à propos. De tels enseignements, excluant par leur nature l'analyse des détails, doivent être rares chez nous. Dans l'état actuel des études hébraïques en France, je ne crois pas que des leçons de ce genre puissent être très fructueuses : ce qu'il faut avant tout, c'est une rigoureuse philologie, une discussion précise, portant sur des faits déterminés. On verra plus tard s'il est temps, pour une partie de ces études, de procéder, ainsi qu'on le fait dans l'enseignement des littératures classiques, sous forme d'histoire littéraire et par grands exposés.

(1) *Revue des Deux Mondes*, 2<sup>e</sup> série, I, p. 237-238.

(2) *De la Part des Peuples sémitiques dans l'Histoire de la Civilisation*.

## III

*Pourquoi j'ai fait une leçon d'ouverture  
d'un caractère général.*

Voilà le programme de la chaire que j'ai recherchée et obtenue, programme déterminé, bien avant qu'il fût question de me la confier, par les lois constitutives du Collège de France et par le titre même de la chaire ; programme que M. le ministre, dans son rapport du 11 janvier, voulut définir et non modifier. Ai-je manqué à ce programme ? Telle est la question sur laquelle je vais maintenant vous communiquer mes réflexions.

Un usage général veut que la première leçon, dans les chaires les plus spéciales, ne ressemble pas aux autres. Cette leçon attire des personnes qui n'ont pas l'intention de suivre la série entière des leçons techniques ; il est si naturel de commencer toute entreprise intellectuelle par quelques propos d'un caractère général, que celui qui manquerait à cela, surtout s'il a composé des écrits arrivés à quelque publicité, passerait pour se singulariser. La dernière ouverture d'un cours de ce genre est, je crois, celle de M. de Rougé. On peut lire dans le *Moniteur* (1) le « discours » qu'il prononça, en cette circonstance, sur les résultats généraux des études égyptiennes. On trouvera dans la *Revue des Deux Mondes* (2) l'excellente première leçon d'Eugène Burnouf. Ce n'est pas là une obligation, c'est un usage. J'avais toujours eu l'intention de m'y conformer. Si j'y eusse renoncé, une circonstance particulière eût donné à cette dérogation une couleur que je ne pouvais accepter.

Il fut de notoriété publique, dans les semaines qui suivirent ma nomination, que des personnes exprimaient l'intention d'empêcher mon cours de se faire. Ces personnes agissaient par des motifs opposés : les unes, possédées de

(1) 2 mai 1860.

(2) 1<sup>er</sup> février 1833.

ce fâcheux esprit qui a toujours rendu la liberté impossible en France, esprit d'intolérance et d'exclusion, qui fait que l'on ne se contente jamais de la liberté pour soi, si l'on n'opprime en même temps celle des autres, ne pouvaient supporter de voir l'explication de livres qu'elles tenaient pour sacrés confiée à un professeur qui ne partageait pas leurs croyances surnaturalistes. D'autres, méconnaissant totalement mon caractère et me blâmant d'avoir accepté des rapports avec un gouvernement dont je n'approuve pas tous les principes, toutes les tendances et tous les actes, s'imaginèrent que je n'avais obtenu cette chaire qu'en faisant le sacrifice de mes idées. Certes, j'ai trop peu de souci de l'opinion passagère, et je l'ai trop souvent dédaignée pour que de tels malentendus m'eussent fait modifier en quelque chose la ligne que je m'étais tracée. Je ne crois pas à l'efficacité des calomnies ; je n'y réponds jamais ; car je suis persuadé que, pour les esprits sérieux (les seuls dont l'opinion compte), la droiture de l'honnête homme se révèle toujours. Si l'usage du discours d'ouverture n'eût pas été établi, je ne l'eusse pas inventé. Mais, cet usage existant, y manquer, c'était reculer devant une menace, c'était donner raison à ceux qui soutenaient que je n'oserais pas avouer mes principes ; c'était faire une concession à la pression du dehors ; car il est bien certain que, si mon cours se fût ouvert dans des circonstances calmes, j'eusse débuté par une leçon inaugurale. Fidèle à mon principe de ne jamais provoquer, mais aussi de ne jamais reculer devant la provocation, je résolus de faire une première leçon dans les données ordinaires, de l'écrire, afin de bien constater que je n'accordais rien à l'imprévu, de la composer enfin comme si j'avais dû avoir pour auditoire quarante personnes déjà initiées à ces études et y prenant de l'intérêt.

Je mis le même scrupule à me conformer aux usages sur la publicité et le local. Les rédacteurs du *Journal des Débats* ont l'habitude d'y annoncer par une note l'ouverture de leur cours ; je fis comme les autres, mais rien de plus. Ma première intention avait été de m'établir tout d'abord dans la salle de M. Quatremère, salle pouvant contenir une trentaine d'auditeurs, et qui semble devoir longtemps être

suffisante pour réunir les personnes qui, à Paris, veulent sérieusement apprendre l'hébreu. Mais, quand il me fut démontré qu'un public considérable se présenterait, quand je me fus assuré que les derniers discours d'ouverture, en particulier celui de M. de Rougé, avaient été prononcés dans des amphithéâtres plus vastes que celui qui sert d'ordinaire au professeur, je me décidai à prendre la plus grande salle qui serait vacante à l'heure marquée pour mon cours. Je ne fis aucun appel ; je laissai l'auditoire se former de lui-même ; je ne sus rien des mesures d'ordre que prit l'autorité.

Ce qu'on pouvait prévoir arriva. Le meilleur moyen de dissiper les malentendus est d'être sincère. Les ligues et les cabales reposent presque toujours sur l'équivoque. Or l'équivoque ne tient jamais devant la franchise et la droiture. Dès que j'eus mis un auditoire incertain en présence de deux ou trois phrases caractérisées, disant nettement ce qu'elles voulaient dire, toutes les coalitions cessèrent. Il y eut une opposition, mais représentée par une faible minorité. Je remercie la jeunesse française du concours qu'elle me prêta ce jour-là. Le tact et la justesse d'esprit que je trouvai devant moi me frappèrent. Avec une pénétration que les libéraux les plus habiles n'eurent pas toujours, mes jeunes auditeurs virent que le dogmatisme étroit est le plus grand ennemi de la liberté. Grâce à leur intelligent appui, il fut démontré que le fanatisme ne prévaudra jamais en France contre l'esprit scientifique ; que jamais les ennemis de la discussion n'entraîneront le public à un acte d'intolérance. En ce sens, la journée fut bonne pour la liberté, et je suis fier d'en avoir été l'occasion.

Fut-elle fâcheuse pour notre Collège, et l'idéal que nous devons poursuivre, est-ce un calme absolu, en dehors de toutes les luttes qui partagent les hommes ? Je ne le pense pas. Certes, nous ne devons jamais nous laisser aller à cette manière frivole où le professeur pactise avec la légèreté de son auditoire, et cherche à lui plaire par des traits d'esprit d'un goût équivoque. Encore moins devons-nous subir les passions du public et rechercher ses applaudissements par des condescendances. Notre mission n'est pas l'éclat

et le bruit ; mais ce n'est pas non plus l'inoffensive quiétude de la médiocrité. Notre devoir est de rester toujours froids ; mais il ne dépend pas de nous que le public nous oublie. Le xvi<sup>e</sup> siècle, notre époque héroïque, vit les passions provoquées par nos leçons aller jusqu'à l'assassinat. Effacerez-vous de vos annales les noms de Ramus, de Denis Lambin, de Mercier, parce que la mort, l'exil, les persécutions se mêlent à leur souvenir ? La seule époque fâcheuse pour la gloire de notre établissement est la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle et le commencement du xviii<sup>e</sup>, époque où personne ne parla de lui. C'est alors que, par suite de l'abaissement de l'esprit scientifique en France, nos chaires deviennent des titres de pension, que les ministres distribuent à leurs médecins ou aux précepteurs de leurs enfants. Dieu nous préserve d'acheter la paix à ce prix ! Ne nous occupons du public, ni pour flatter ses préjugés, ni pour combattre l'intérêt légitime qu'il porte à nos études. Nous touchons à tout ce qu'il y a de plus profond dans l'âme humaine, aux seuls intérêts qui vaillent la peine qu'on s'y attache. Quelque sérieux que nous apportions à nos devoirs, si nous les accomplissons avec force et profondeur, on fera attention à nous, on prendra parti pour ou contre nous.

Voilà les motifs pour lesquels je ne suivis pas les conseils de personnes, fort sages du reste, qui voulaient que, dès ma première leçon, je prisse la petite salle et abordasse les détails techniques. Il me reste à examiner deux points : Devais-je choisir, pour ma première leçon, un autre sujet que celui que j'ai choisi ? Devais-je traiter celui que j'ai choisi d'une autre façon que je ne l'ai fait ?

#### IV

*Comment, dans ma première leçon, j'ai dû parler  
des origines du christianisme.*

Le sujet d'une leçon d'ouverture pour un cours de langue est en quelque sorte tout indiqué. Le professeur n'a de choix



qu'entre deux sujets : ou bien il rappelle le souvenir du professeur auquel il succède ; ou bien il expose l'état des études qu'il doit continuer, les traits généraux des littératures qu'il est chargé d'expliquer, le rôle historique des peuples dont les archives lui sont en quelque sorte confiées. Le premier de ces sujets m'était interdit, l'éloge de M. Quatremère ayant déjà été prononcé au Collège de France par le savant que M. le ministre chargea du cours en 1857. J'étais donc amené forcément à traiter les généralités des études sémitiques. On ne niera pas, j'espère, que je ne l'aie fait avec toute la gravité réclamée par le sujet. On m'a reproché seulement d'avoir donné à mon cadre une extension qui m'amenait à toucher les origines du christianisme, et d'avoir employé, en parlant de ces origines, une expression qui renfermait la négation de l'un des dogmes fondamentaux de tous les cultes chrétiens.

Il n'est pas dans mes habitudes de rapetisser les sujets. Or, présenter l'histoire générale du développement de l'esprit sémitique sans dire un mot du christianisme, en vérité, n'était-ce pas supprimer l'âme même de mon discours ? Autant vaudrait permettre au botaniste de parler de la racine, mais lui défendre d'analyser la fleur et le fruit. Le judaïsme ne tient une si grande place dans l'histoire du monde que grâce au christianisme. L'islamisme n'en s'explique pas sans les deux religions qui l'ont précédé. Le christianisme est ainsi le nœud de toute la destinée des peuples sémitiques. Or, le christianisme n'est pas une œuvre anonyme. Ne pas prononcer le nom de son illustre fondateur, se renfermer dans ces phrases banales où l'on a l'air de n'admettre pour acteurs dans l'histoire que des abstractions, c'est assurément le plus étrange abus du respect, si ce n'est pas une ironie. J'ai renoncé à ces formules vagues et fausses, qui ont prêté dans le livre de M. Strauss à un si bizarre malentendu. Le dernier résultat de mes réflexions a été d'apercevoir la haute personnalité de Jésus. La création du christianisme est bien son œuvre. C'est parce qu'il l'a voulu, parce qu'il fut immensément supérieur à tout ce qui l'entoura, que nous sommes chrétiens. Quand donc comprendra-t-on que le silence en pareille

matière est bien près du dédain ; que les phrases abstraites qu'on applique à ces grandes œuvres, conçues et voulues par des individus, renferment une suprême injustice ; que la vraie gloire des grands fondateurs est intéressée à ce qu'on parle d'eux sans la contrainte d'une fausse « loi de majesté » ?

Je devais donc nommer Jésus. Ne devais-je le faire qu'en usant de formules théologiques impliquant sa divinité ? Je ne le pense pas. Ne pas faire mention d'un dogme, ce n'est pas l'attaquer ; une parenthèse fut introduite comme atténuation respectueuse et pour reconnaître que, si quelque part le divin se montre d'une façon particulière, c'est dans le fait de Jésus (1). Le tour de phrase qu'on a incriminé est habituel aux docteurs chrétiens les plus orthodoxes. Je n'en citerai que deux exemples, qu'on ne récusera pas. Le premier est de saint Pierre : « Israélites, écoutez ceci : Jésus de Nazareth, homme accrédité de Dieu près de vous (2)... » Le second est de Bossuet : « Un homme d'une douceur admirable, singulièrement choisi de Dieu (3)... » Enfin, sans rechercher si la phrase qui m'a été reprochée n'est pas d'accord avec les sentiments des plus grands chrétiens jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle, qu'il me soit permis de dire que des fractions aujourd'hui existantes du christianisme s'en déclareraient parfaitement satisfaites. Il est des chaires en France où ladite phrase pourrait être prêchée. En tout cas, la Hollande est sans contredit un pays aussi chrétien que la France, et l'Université de Leyde est la plus haute école de la théologie hollandaise. Or, il m'est bien permis de rappeler que, dans une circonstance récente, la Faculté de théologie de cette Université, par une manifestation spontanée dont je garde un profond souvenir (4), voulut bien reconnaître pour très chrétienne la pensée où des interprètes

(1) « Un homme incomparable, — si grand que, bien qu'ici tout doive être jugé au point de vue de la science positive, je ne voudrais pas contredire ceux qui, frappés du caractère exceptionnel de son œuvre, l'appellent Dieu... »

(2) *Act.*, II, 22. *Comp. Luc*, XXIV, 19 ; *Matth.*, IX, 8.

(3) *Discours sur l'Histoire universelle...*, II<sup>e</sup> partie, ch. IV.

(4) Voir les correspondances hollandaises du *Siècle*, 17 mai 1862, et du *Temps*, 4 juin 1862.

moins autorisés des dogmes chrétiens ont vu la totale négation du christianisme. A vrai dire, ce n'en était ni la négation ni l'affirmation. C'était la traduction en langage historique et naturel de faits que les théologiens, avec des nuances très variées, regardent comme divins. Parler différemment, c'eût été blesser la théologie israélite, qui, dans une chaire d'hébreu, a particulièrement le droit d'être respectée. C'eût été, par-dessus tout, blesser la loi fondamentale de notre établissement, qui est de n'admettre que les explications scientifiques, de n'employer que le langage de la raison. Qu'on y réfléchisse un moment, on verra que toute autre manière de parler eût été l'expression d'une opinion théologique et la négation même de l'esprit que nous sommes chargés d'entretenir.

## V

*Comment j'ai dû parler des origines du christianisme en dehors de toute formule surnaturelle.*

Le principe essentiel de la science, en effet, c'est de faire abstraction du surnaturel. Aucun fait ne prouve qu'il y ait une force supérieure à l'homme, intervenant par des actions particulières dans le tissu des phénomènes du monde. En d'autres termes, il n'y a pas un seul cas de miracle prouvé. Il ne se passe de miracles qu'aux époques où l'on y croit, et devant des gens disposés à y croire. Comme l'a dit excellemment M. Littré : « Une expérience, que rien n'est jamais venu contredire, a enseigné à l'âge moderne que tout ce qui se racontait de miraculeux avait constamment son origine dans l'imagination qui se frappe, dans la crédulité complaisante, dans l'ignorance des lois naturelles. Quelque recherche qu'on ait faite, jamais un miracle ne s'est produit là où il pouvait être observé et constaté. Jamais, dans les amphithéâtres d'anatomie et sous les yeux des médecins, un mort ne s'est relevé et ne leur a montré, par

sa seule apparition, que la vie ne tient pas à cette intégrité des organes qui, d'après leurs recherches, fait le nœud de toute existence animale, et qu'elle peut encore se manifester avec un cerveau détruit, un poumon incapable de respirer, un cœur inhabile à battre. Jamais dans les plaines de l'air, aux yeux des physiciens, un corps pesant ne s'est élevé contre les lois de la pesanteur, prouvant par là que les propriétés des corps sont susceptibles de suppressions temporaires, qu'une intervention surnaturelle peut rendre le feu sans chaleur, la pierre sans pesanteur et le nuage orageux sans électricité. Jamais, dans les espaces intercosmiques, aux yeux des astronomes, la terre ne s'est arrêtée dans sa révolution diurne, ni le soleil n'a reculé vers son lever, ni l'ombre du cadran n'a manqué de suivre l'astre dont elle marque les pas ; et les calculs d'éclipses, toujours établis longtemps à l'avance et toujours vérifiés, témoignent qu'en effet rien de pareil ne se passe dans les relations des planètes et de leur soleil. Ainsi a parlé l'expérience perpétuelle (1). »

Voilà la loi sans laquelle toutes nos recherches sont vaines, et sans laquelle en particulier toutes les sciences historiques sont frappées de stérilité. Dans l'ordre des faits, ce qui n'est pas expérimental n'est pas scientifique. La condition même de la science est de croire que tout est explicable naturellement, même l'inexpliqué. Pour la science, une explication surnaturelle n'est ni vraie ni fausse ; ce n'est pas une explication. Il est superflu de la combattre, parce qu'une telle hypothèse correspond à un tout autre état de l'esprit humain que celui qui a définitivement prévalu depuis que le principe d'induction est devenu l'axiome fondamental qui règle nos actes et nos pensées.

Ce principe, chers confrères, vous l'appliquez tous les jours sans fléchir. Chacune de vos leçons suppose le monde invariable. Tout calcul est une impertinence, s'il y a une force changeante qui peut modifier à son gré les lois de

(1) Préface de la 2<sup>e</sup> édition de la *Vie de Jésus* de D. Strauss (1835), traduite par Littré en 1839, p. v-vi. (N. de l'éd.)

l'univers. Si des hommes réunis et priant ont le pouvoir de produire la pluie ou la sécheresse ; si on venait dire au météorologiste : « Prenez garde, vous cherchez des lois naturelles là où il n'y en a pas ; c'est une divinité bienveillante ou courroucée qui produit ces phénomènes que vous croyez naturels » ; la météorologie n'aurait plus de raison d'être. Si on venait dire au physiologiste et au médecin : « Vous prétendez trouver la raison des maladies et de la mort : vous êtes aveugles ; c'est Dieu qui frappe, guérit, tue » ; le physiologiste et le médecin répondraient : « Je cesse mes recherches, adressez-vous au thaumaturge. » Si l'on disait au géologue : « Vous étudiez les lois de la formation du monde : vous vous trompez dès le point de départ ; il y a six ou sept mille ans, Dieu a créé le monde par un acte direct » ; la géologie serait supprimée. Il en est de même en histoire. S'il y a une histoire en dehors des lois qui régissent le reste de l'humanité, s'il y a une histoire interdite à la critique et mise à part comme divine, il n'y a plus de science historique. C'est comme si la physique était libre en toutes ses parties, sauf sur la théorie de la lumière ; la chimie libre en tout, excepté sur les composés organiques. Les sciences historiques ne diffèrent en rien par la méthode des sciences physiques et mathématiques : elles supposent qu'aucun agent surnaturel ne vient troubler la marche de l'humanité ; que cette marche est la résultante immédiate de la liberté qui est dans l'homme et de la fatalité qui est dans la nature ; qu'il n'y a pas d'être libre supérieur à l'homme auquel on puisse attribuer une part appréciable dans la conduite morale, non plus que dans la conduite matérielle de l'univers.

De là cette règle inflexible, base de toute critique, qu'un événement donné pour miraculeux est nécessairement légendaire. Dans les histoires profanes, cela est accepté sans aucune difficulté. Rollin ne croit pas aux prodiges racontés par Tite-Live. Les miracles permanents des temples de la Grèce, rapportés par Pausanias, sont universellement regardés comme des fables. Pourquoi l'histoire des Juifs est-elle traitée d'une autre manière ? L'induction est ici d'une accablante simplicité. Aucun homme éclairé n'admet les



miracles qui sont censés se passer de nos jours ; des sectaires seuls admettent des miracles qui se seraient passés au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle ; on n'est pas taxé de grande hardiesse pour réduire à la légende ce qu'on raconte de saint François d'Assise et des saints du moyen âge. Pourquoi le siècle d'Auguste et de Tibère ferait-il exception ? Les lois du monde étaient alors ce qu'elles sont aujourd'hui. La science doit donc chercher à expliquer tout ce qui s'est passé sous Auguste et Tibère par les mêmes lois qu'elle applique au reste de l'histoire. Libre au théologien orthodoxe de soutenir que ces explications sont insuffisantes, et de chercher à prouver, dans ses livres et ses chaires, que les miracles chrétiens et juifs sont véritables. Nous ne lui répondrons pas. Nous attendons qu'on nous montre un miracle se passant dans des conditions scientifiques, devant des juges compétents. Nous ne nions pas, nous attendons.

Il ne s'agit pas ici, en effet, de métaphysique ; il s'agit de faits à constater. Or, il est certain que jamais miracle n'a eu lieu dans les conditions voulues pour créer une conviction rationnelle. Au lieu de se passer devant des gens crédules, étrangers à toute idée scientifique, ils devraient se passer devant des commissions composées d'hommes spéciaux, variant les conditions, comme on le fait dans les expériences de physique, réglant elles-mêmes le système de précautions, et forçant le thaumaturge à opérer dans les circonstances posées par elles. Toutes les expériences des thaumaturges de nos jours, qui réussissent si bien devant les gens du monde, échouent dans ces conditions-là. Ce qui fait que les magnétiseurs ont toujours refusé le jugement de l'Académie des sciences, c'est que l'Académie élevait la prétention parfaitement légitime de régler elle-même ses précautions, ainsi que le matériel de l'expérience. Constater le caractère d'un fait n'est pas donné à tous ; cela exige une forte discipline de l'esprit et l'habitude des expériences scientifiques. Dans les miracles qu'on raconte du passé, aucune de ces conditions n'est réalisée. Outre que les textes historiques qui nous les racontent prêtent à une foule de réserves, le public devant lequel ils se passent est étranger à la science et incompetent pour juger si vraiment

les lois de la nature ont été violées ; de plus, ces miracles ont tous un vice radical : le thaumaturge règle les conditions du prodige, choisit son public. Aucun fait constaté scientifiquement ne démontrant que le miracle ait jamais eu place dans l'histoire, pourquoi imposer au professeur de sciences historiques une restriction que ne connaît pas le professeur de sciences physiques ? Pourquoi lui interdire de qualifier les choses selon leur apparence naturelle et lui imposer, sur des chapitres essentiels, ou le silence, ou un langage dénué de sens positif ?

Voilà le point de vue où je me plaçais en écrivant cette première leçon, qui, à mes yeux, n'impliquait nullement une attaque contre un dogme établi, mais était tout simplement un exposé historique de faits dont je croyais avoir le droit de parler. Je n'ai pas pris mon sujet en théologien, je l'ai pris en historien : or, pour l'historien, pas plus que pour le physicien et le chimiste, il n'y a de miracles ; il y a des faits, des causes et des lois. Ma façon de parler des origines du christianisme ne fut pas la discussion directe d'un dogme ou d'un enseignement théologique ; ce fut de l'histoire indépendante, n'aspirant ni à contredire le théologien ni à le contenter. N'est-il pas évident, en effet, que l'histoire deviendrait impossible s'il fallait s'obliger, en la faisant, à satisfaire tous les cultes admis par l'État ?

L'État moderne n'a plus de dogme théologique officiel. Il n'est ni athée ni irrégulier, ainsi qu'on le répète souvent ; il est même essentiellement religieux, puisqu'il suppose le droit et le devoir, qu'il admet le serment, qu'il respecte la mort, qu'il croit à la sainteté du mariage. Mais il n'impose aucune forme particulière de croyance. Il reconnaît seulement certains cultes, auxquels il garantit la liberté et le respect. Que veut dire cette garantie ?

Est-ce un engagement de ne jamais laisser parler en public d'une manière qui ne soit pas conforme aux dogmes des cultes reconnus ? Non, assurément, puisque l'État garantit également le judaïsme, le catholicisme et le protestantisme, qui, sur des dogmes essentiels, sont en contradiction directe. Le juif est obligé de nier la divinité de Jésus-Christ ; le catholique est obligé de tenir le protestantisme

pour une rébellion impie ; le protestant est obligé d'attaquer le catholicisme comme superstitieux. Que peut l'État au milieu de ces affirmations opposées ? Laisser dire, empêcher les violences, les outrages publics (1), et assurer à chaque culte sa pleine liberté d'exposition, de discussion et d'anathèmes.

Outre les cultes, l'État salarie des établissements scientifiques étrangers à toute religion particulière. Aucune chaire de ces établissements n'est directement religieuse ; mais il en est très peu où le professeur ne soit amené par les nécessités de son sujet à des contacts avec la religion. La religion, en effet, touche à tout ; elle a une philosophie, une histoire, une théorie de l'art, une géologie, une astronomie, une critique. Demander à la science de ne pas s'occuper des choses dont s'occupe la religion, c'est lui demander de ne pas être. Qu'est-ce qu'un historien libre, à condition de ne jamais dire un mot du plus grand des problèmes historiques, de celui qui est la clef de tous les autres ? Qu'est-ce qu'une philologie libre, à condition que l'enseignement de la plus curieuse des langues savantes soit soumis à l'inspection du théologien ? Qu'est-ce qu'une philosophie libre, à condition d'être toujours d'accord avec les dogmes d'un des cultes reconnus ? Que reste-t-il de permis dans un tel système ? Une science enfantine, passe-temps d'oisifs ou d'esprits blasés, une petite histoire de mesquines curiosités, une petite archéologie de chétif aloi, une petite érudition, amusante sans doute, mais sans portée. Si la science n'est que cela, je ne vois pas pourquoi on fait figurer au budget cet innocent divertissement. Tout a un sens au point de vue de la grande science libre ; tout est puéril, s'il n'est pas permis de rattacher chaque détail de ce qu'on peut savoir à la seule chose qu'il importe de savoir.

La liberté est ainsi la grande solution de tous les problèmes de l'ordre intellectuel et religieux. Pourquoi ne pas s'en contenter ? Pourquoi demander à l'État une protection

(1) Il est clair que la discussion ou la négation ne peuvent être considérées comme des outrages. La loi protège aussi chaque citoyen individuellement contre l'outrage ; s'ensuit-il que la loi interdit de discuter ou de nier les opinions professées par chaque citoyen ?

pour des dogmes particuliers ? Pourquoi ne pouvoir entendre des opinions qu'on ne partage pas, sans chercher à imposer silence à celui qui parle, sans demander à l'État de le faire taire ? La science est plus modeste. Elle ne réclame pas de lois contre les attaques ou les outrages. Les attaques, elle les appelle ; car la discussion est son essence. Les outrages, elle en sourit. Elle n'a pas besoin d'une terre à elle pour être libre ; elle n'est pas une société à côté d'une autre société, une puissance du monde traitant diplomatiquement les choses de l'esprit, forçant les gouvernements à des compromis, concluant ses l'igues séparées. Elle trouve juste que l'État lui ouvre des chaires, en souvenir des anciennes fondations qu'il a absorbées, et parce qu'un des premiers devoirs de l'État est de favoriser ce qui est grand. Mais elle repousse tout ce qui ressemblerait à un enseignement d'État. L'État, en nommant le professeur, ne considère qu'une seule chose, sa capacité, attestée par des présentations ou des épreuves ; il ne doit pas s'enquérir de ses doctrines ; il n'en est nullement responsable. Le professeur public n'est pas l'État enseignant : il enseigne dans un établissement soutenu par l'État en vue de la discussion libre, et sur un brevet de capacité décerné par l'État ; voilà tout. L'État n'a pas de doctrine particulière, tel est l'axiome fondamental auquel on revient toujours quand on veut fonder, dans les matières intellectuelles, le droit des individus, c'est-à-dire la liberté.

## VI

*Qu'on n'est pas irréligieux pour essayer de séparer  
la religion du surnaturel.*

Voilà, savants collègues, comment j'entends ma justification scientifique, et, si je n'étais préoccupé que de mon apologie comme professeur, je devrais m'arrêter ici. Mais j'ai un autre souci. Au-dessus des devoirs de professeur, il y a les devoirs d'homme. Je ne me consolerais pas, si je croyais n'être en règle qu'avec les premiers.



Ceux-là ne me connaissent guère qui pensent que je veux diminuer la somme de religion qui reste encore en ce monde. Plus j'avance dans la vie, plus je me rattache au seul problème qui garde toujours son sens profond et sa séduisante nouveauté. Un infini nous déborde et nous obsède. Éclosions d'un moment à la surface d'un océan d'être, nous nous sentons, avec l'abîme, notre père, une mystérieuse affinité. Dieu ne se révèle pas par le miracle ; il se révèle par le cœur, où un gémississement inénarrable, comme dit saint Paul, s'élève sans cesse vers lui. C'est ce sentiment de rapports obscurs avec l'infini, d'une filiation divine, qui, gravé dans chaque homme en traits de feu, est ici-bas la source de tout bien, la raison d'aimer, la consolation de vivre. Jésus est à mes yeux le plus grand des hommes, parce qu'il a fait faire à ce sentiment un progrès auquel nul autre ne saurait être comparé. Sa religion renferme le secret de l'avenir. Ne croyez pas que je rêve l'œuvre funeste de venir, sous prétexte d'une froide exactitude, diminuer ce foyer de chaleur qui vit encore au cœur de l'humanité et constitue la meilleure part de ce qu'il y a en elle de noble et de bon.

Jusqu'ici, la religion n'a pas existé sans surnaturel. Loin qu'il faille en être surpris, c'est le contraire qui eût été un vrai miracle. L'idée des lois de la nature, si admirablement formulée dans l'antiquité par les écoles philosophiques, ne put jamais chez le grand nombre prendre décidément le dessus. Le moyen âge, jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, l'ignore complètement. Depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au XVI<sup>e</sup>, cette idée est l'apanage de quelques penseurs isolés. Au XVII<sup>e</sup> siècle, Galilée, Descartes, Huyghens, Newton, par leur explication mécanique du monde, lui donnent une solidité inébranlable; mais ce n'est qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'on la voit gagner une portion considérable de l'humanité et passer à l'état de croyance très générale. En l'absence d'une telle idée, les rapports de Dieu et de l'homme ne pouvaient être conçus que d'une manière concrète et matérielle. Jésus, à cet égard, ne fit pas exception. Ses idées en physiologie ne furent pas supérieures à celles de ses contemporains : il croyait comme tout le monde que les maladies nerveuses venaient de l'action des démons ; il n'était pas venu donner



au monde des leçons de physique. Révélation et miracles furent ainsi, dans l'antiquité, des parties inséparables de toutes les créations religieuses et même politiques ou sociales. Que ce soit là une association devenue aujourd'hui dangereuse, on le voit sans peine. S'il est un fait évident, en effet, c'est que la croyance au surnaturel s'affaiblit de toutes parts. Dans les classes éclairées, cette croyance est battue en brèche par deux ordres d'études qui, toutes deux, excluent le miracle : les études de la nature, nous montrant un ordre fatal là où les anciens théologiens voyaient l'exercice de volontés libres, et les sciences historiques, remplaçant par des explications tout humaines et par une exégèse rationaliste les anciennes interprétations mystiques des textes et des faits. Chassé ainsi de la nature et de l'histoire, le surnaturel fuit en quelque sorte. Les catholiques sérieux d'autrefois (bénédictins, jansénistes) n'admettaient guère que les miracles bibliques ; les protestants se laissèrent réduire de bonne heure à ne défendre que ceux de l'Évangile. Le surnaturel est devenu comme une tache originelle dont on a honte ; les personnes même les plus religieuses n'en veulent plus qu'un minimum ; on cherche à faire sa part aussi petite que possible ; on le cache dans les recoins du passé. Conserve-t-il plus de créance dans les classes peu instruites et peut-on espérer de voir une solide foi religieuse s'asseoir de nouveau sur ces illusions ? Non, certes. Les pays et les classes où l'on y croit sont d'importance secondaire. L'ouvrier des villes n'y croit pas. Chose étrange ! l'ouvrier devine tout d'abord, avec une pénétration surprenante, le résultat le plus élevé de la science moderne. L'idée de la nature prend bien plus vite racine chez lui que chez les personnes qui ont reçu une demi-culture littéraire, laquelle se concilie souvent avec beaucoup de paresse d'esprit et de préjugés.

Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le regrette, le surnaturel disparaît de ce monde ; il n'obtient plus de foi sérieuse que dans les classes qui ne sont pas au courant de leur siècle. Faut-il que la religion s'écroule du même coup ? Non, non. La religion est nécessaire. Le jour où elle disparaîtrait, ce serait le cœur même de l'humanité qui se desséchait.

La religion est aussi éternelle que la poésie, aussi éternelle que l'amour ; elle survivra à la destruction de toutes les illusions, à la mort de l'objet aimé. Mais que dis-je ? Son objet aussi est éternel. Jamais l'homme ne se contentera d'une destinée finie ; sous une forme ou sous une autre, toujours un ensemble de croyances exprimant la valeur transcendante de la vie et la participation de chacun de nous aux droits de fils de Dieu fera partie des éléments essentiels de l'humanité.

Transporter la religion par delà le surnaturel, séparer la cause à jamais triomphante de la religion de la cause perdue du miracle, c'est donc rendre service à la religion ; c'est la détacher d'un vaisseau qui périt ; c'est épargner aux âmes les angoisses de ces moments de transition où le naufrage des dieux qui s'en vont a l'air d'entraîner aussi le naufrage du divin, où ce sont les âmes les plus sincères qui croient être irréligieuses, où c'est l'homme le plus pieux qui se déclare athée. Je le dis avec confiance : un jour, la sympathie des âmes vraiment religieuses sera pour moi. Elles verront bien qu'un sentiment de profond respect pour la religion était au fond de cette franchise absolue qui n'admet pas que la vérité ait besoin des mensonges de la politique. J'ai cru à toutes les révélations qui sont au fond du cœur de l'homme ; jamais l'une d'elles ne m'a empêché d'écouter l'autre. J'ai toujours pensé que leurs contradictions n'étaient qu'apparentes et que le parti d'imposer silence à la raison critique, au nom des instincts moraux et religieux, n'avait rien de respectueux pour la Divinité. L'esprit scientifique n'est pas, pour la religion ainsi conçue, un ennemi dont il faille se défier. Il fait partie de la religion même, et sans lui on ne saurait être un véritable adorateur.

Voilà en quel sens, savants collègues, j'estime, en suivant une ligne purement scientifique, servir la cause de la vraie religion, j'ajouterai même la cause du christianisme ; car, dans ma pensée, le christianisme, tel qu'il résulte des discours et du type moral de son fondateur, comprend le germe de tous les progrès. A part l'esprit scientifique, dont Jésus ne pouvait avoir aucun élément, rien ne manque à sa religion pour être le pur royaume de Dieu. Toute l'Europe

éclairée marche vers cet idéal, susceptible d'épurations indéfinies. Le XIX<sup>e</sup> siècle ne verra pas, comme on l'a dit souvent, la fin de la religion de Jésus ; il verra la fin de la religion de Mahomet, la fin de la religion temporelle, inséparable de la politique, et le plein épanouissement de la religion de Jésus, de la religion de l'esprit.

J'ai vu la mort de très près. J'ai perdu le goût de ces jeux frivoles où l'on peut prendre plaisir quand on n'a pas encore souffert. Les soucis de pygmées, dans lesquels s'use la vie, n'ont plus beaucoup de sens pour moi. J'ai, au contraire, rapporté du seuil de l'infini une foi plus vive que jamais dans la réalité supérieure du monde idéal. C'est lui qui est, et le monde physique qui paraît être. Fort de cette conviction, j'attends l'avenir avec calme. La conscience de bien faire suffit à mon repos, Dieu m'ayant donné pour tout ce qui est étranger à ma vie morale une parfaite indifférence. Vouloir m'arrêter est puéril. Je puis dire avec un de nos anciens collègues : « Ce que dix d'entre vous ne veulent pas entendre, demain dix mille le liront. » Je ne suis pas assez dénué de communications avec le public éclairé pour que ceux qui ont demandé que le silence me fût imposé y gagnent quelque chose. Puissent-ils n'y rien perdre et ne pas regretter un jour d'avoir traité en ennemi un loyal dissident ! Je leur ferai du moins un souhait : c'est qu'ils n'aient jamais que des adversaires comme moi — des adversaires que les injures et les violences ne convertissent ni n'aigrissent — des adversaires dont on n'obtienne pas plus facilement un mouvement de colère qu'un acte de foi, — des adversaires assez froids pour réclamer, en faveur des doctrines qu'on leur oppose, l'admiration, la sympathie et par-dessus tout la liberté.

Agréez, messieurs et savants collègues, l'assurance des sentiments de haute estime avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Votre tout dévoué serviteur,  
E. RENAN (1).

(1) Mon illustre ami M. Prévost-Paradol ayant bien voulu recommander

cet opuscule aux lecteurs du *Journal des Débats*, une phrase de son article m'amena à lui adresser la lettre suivante :

Paris, le 31 juillet 1862.

Mon cher ami,

Je ne fais jamais, vous savez, de rectification de détail. Mais avec vous, et quand il s'agit de notre religion commune, la liberté, j'en viendrais presque à des subtilités de casuiste. « N'y avait-il pas, dites-vous, quelque imprévoyance à appeler un tel professeur à une telle chaire pour l'en faire descendre aussitôt qu'il aurait parlé comme il était naturel et presque inévitable qu'il parlât ? » Je ne trouve pas juste, mon cher ami, qu'on pose la question de la sorte. L'État n'ayant pas de doctrine dans les choses de l'esprit, son devoir, quand les corps compétents lui présentent un professeur, est de le nommer sans s'inquiéter des opinions qu'il enseignera. Il n'est pas responsable de ces opinions ; il n'a pas à les prévoir. Si quelque jour le Collège de France et l'Institut présentaient au ministre un candidat, et que le ministre, craignant que l'enseignement de ce candidat ne contrarie l'administration, refusât de le nommer, que ferions-nous ? Nous blâmerions le ministre d'être trop prévoyant. Louons donc aussi son « imprévoyance », et disons qu'en me nommant sans tenir compte de mes opinions, il a fait un acte libéral.

Adieu. Vous savez ma vive amitié.

E. RENAN.

## DESTITUTION D'UN PROFESSEUR AU COLLÈGE DE FRANCE

**L**E 2 juin 1864, parut au *Moniteur* un rapport adressé à Sa Majesté l'empereur par M. le ministre de l'Instruction publique. On y lisait ce qui suit :

Il y aurait donc lieu de supprimer à la Sorbonne la chaire de M. Hase, mais de créer, sous le titre de grammaire et de philologie comparées, une chaire nouvelle au Collège de France.

La dotation de cette chaire n'existant pas au budget, on y appliquerait provisoirement les fonds votés pour la chaire des langues hébraïque, chaldaïque et syriaque.

Depuis plus de deux ans, cette chaire n'est point remplie par des raisons d'ordre public qui subsistent dans toute leur force. Ce provisoire ne peut durer plus longtemps.

Je tiens, Sire, à mettre une extrême régularité dans toutes les parties de l'administration que l'Empereur m'a confiée. Or, il est contraire aux intérêts du service, à la bonne gestion des deniers publics, autant qu'à la dignité même du savant distingué qui est forcé de subir cette anomalie, qu'un traitement soit touché sans que la fonction soit remplie.

Ne pouvant faire remonter M. Renan dans la chaire où il n'a paru qu'une fois, je crois qu'il convient de faire loyalement cesser une situation anormale et d'appeler M. Renan à d'autres fonctions.

C'est de la Bibliothèque impériale qu'il est sorti pour entrer au Collège de France, et il en a emporté le titre de bibliothécaire honoraire ; je prie Votre Majesté de vouloir bien l'y ramener en lui confiant la place de conservateur sous-directeur adjoint au département des manuscrits, où son érudition spéciale lui permettra de rendre au public de réels services.



Suivaient des décrets conformes.

Le jour même, j'écrivis à M. le ministre de l'Instruction publique la lettre suivante (1) :

Sèvres, le 2 juin 1864.

Monsieur le ministre,

J'ai appris ce matin, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser et par le *Moniteur*, que Sa Majesté l'empereur, par un décret signé d'hier, avait daigné me nommer conservateur sous-directeur adjoint au département des manuscrits de la Bibliothèque impériale. Aux termes des règlements actuels, toute fonction à la Bibliothèque impériale est incompatible avec un enseignement. Accepter la fonction à laquelle Sa Majesté l'empereur a bien voulu me nommer serait donc donner ma démission de la chaire que j'occupe au Collège de France.

J'ai déjà eu plusieurs fois l'honneur d'exposer à Votre Excellence les motifs pour lesquels il m'est impossible de donner d'une façon directe ou indirecte cette démission. J'ai été porté à la chaire de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque par le suffrage de MM. les professeurs au Collège de France et de mes confrères de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Cette chaire, d'ailleurs, n'est pas pour moi la première fonction venue. Je l'ai voulue pour elle-même, et non pour le traitement qui y est attaché. Les langues hébraïque et araméenne sont ma spécialité scientifique. J'attachais beaucoup d'importance à un tel enseignement, la faiblesse des études critiques en France tenant en grande partie, selon moi, à la nullité dont les anciennes études sémitiques sont depuis longtemps frappées parmi nous. Relever ces études dans nos grandes écoles a toujours été ce que j'ai considéré comme ma tâche scientifique et comme une partie de mes devoirs moraux.

Quels que soient les excellents souvenirs que j'aie gardés du département des manuscrits à la Bibliothèque impériale, je n'accepte donc pas la fonction que Sa Majesté l'empereur a daigné me conférer hier. La chaire de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque au Collège de France n'est pas supprimée ; je ne suis pas destitué ; seulement, le traitement de ladite chaire est affecté provisoirement à un autre usage. Ce traitement, Monsieur le ministre, j'avais continué de le toucher, sans que ma « dignité »,

(1) *Journal des Débats*, 4 juin 1864. (N. de l'éd.)

dont je suis bon juge, en souffrit, d'abord parce qu'on me laissa espérer, lors de l'arrêté de suspension, une prompte réouverture ; en second lieu, parce que renoncer à ce traitement eût été reconnaître un état de choses contre lequel j'ai protesté en toute circonstance ; en troisième lieu, parce qu'en réalité j'ai rempli ma fonction autant qu'il dépendait de moi, et même, selon mon opinion, de la manière la plus fructueuse. Dès qu'il me fut prouvé, en effet, que la réouverture de mon cours pouvait encore être fort éloignée, j'ai fait chez moi, au petit nombre d'orientalistes et de philologues que mes leçons devaient intéresser, le cours que j'aurais fait dans la salle des Langues au Collège de France. Ces sortes d'enseignement, je l'ai toujours dit (1), sont uniquement destinées à dix ou douze personnes déjà préparées, et vouées aux travaux scientifiques. Aux époques les plus florissantes du Collège de France, les maîtres les plus célèbres ont procédé de cette manière, et j'ose croire que bien des cours qui se sont faits cette année dans les salles réglementaires n'ont pas porté autant de fruits que le mien. Il ne faut pas que les étroites idées administratives de notre temps se transportent d'une façon trop absolue dans l'ordre des choses de l'esprit. L'économie superficielle, qui regarde comme la suprême sagesse de voir le produit tangible et immédiat de ses deniers, n'a rien à faire avec la science. La science mesure les mérites aux résultats acquis et non à l'exécution plus ou moins ponctuelle d'un règlement, et, si jamais vous reprochez à un savant qui fait quelque honneur à son pays de ne pas gagner la faible somme que l'État lui alloue, croyez-le, monsieur le ministre, il vous répondra comme je vous réponds en ce moment, et selon un illustre exemple : *Pecunia tua tecum sit*.

Appliquez donc, Monsieur le ministre, les fonds votés pour la chaire de langues hébraïque, chaldaïque et syriaque à telle fin que vous jugerez à propos. Je conserve un titre que je tiens de la double présentation de MM. les professeurs au Collège de France et de mes confrères à l'Institut. Sans traitement, je continuerai à remplir les devoirs que ce titre m'impose, c'est-à-dire à travailler de toutes mes forces au progrès des études dont la tradition m'a été confiée.

Agréez, Monsieur le ministre, l'assurance de la haute estime et du profond respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

E. RENAN.

(1) *De la Part des Peuples sémitiques dans l'Histoire de la Civilisation.*

Le 3 juin, parut au *Journal des Débats* l'article suivant (1):

Le temps nous a manqué hier pour dire notre avis sur les questions que soulève la lettre de M. Renan. A part un trait un peu vif, excusé par l'agacement qu'on cause toujours aux gens d'esprit en leur parlant de questions d'argent, notre collaborateur nous paraît avoir été guidé en cette circonstance par un sentiment très juste des droits de la science libre. Sa loyauté et son désintéressement connus auraient bien dû faire supposer qu'il ne donnerait jamais sa démission d'une place à laquelle il attache un sens très élevé. M. Renan a des vues particulières, qu'il a souvent développées, sur le Collège de France. Il pense que cet établissement doit représenter la science la plus spéciale, mais aussi la plus indépendante. Les personnes qui partagent le moins les idées de M. Renan connaissent la sincérité et la ténacité avec lesquelles il les soutient. La conduite de notre collaborateur nous paraît donc, dans cette circonstance, avoir été conséquente ; en tout cas, elle n'a dû surprendre personne, et nous sommes étonnés qu'on ne l'ait pas prévue.

M. Renan ayant refusé tout moyen de retraite pour sortir de la situation qu'il a choisie avec réflexion, la série de mesures prises par M. le ministre de l'Instruction publique n'a qu'un effet, c'est la cessation du traitement que M. Renan avait continué jusqu'ici à toucher. M. Renan accepte cette conséquence avec fierté. Nous regrettons un peu, nous l'avouons, que M. le ministre ait fait intervenir dans les graves questions de principe impliquées en ce débat une aussi mince question d'économie. Si M. Renan, par des circonstances venant de lui, avait omis de faire ses leçons pendant deux ou trois ans, nous reconnaissons bien volontiers qu'il y aurait toute sorte d'objections à lui faire. Mais M. Renan a sans cesse réclamé contre la suspension de son cours. Il a toujours dit qu'il était prêt à remonter dans sa chaire quand on lèverait l'arrêté qui l'en écartait. Enfin, par une pensée pleine de sagesse, il a donné chez lui deux fois par semaine les leçons qu'il lui eût été plus agréable et plus commode de donner au Collège de France. Dans un tel état de choses, M. Renan avait parfaitement raison de maintenir ses droits et de ne pas aggraver de gaieté de cœur la situation qu'on lui avait faite.

Les motifs d'ordre public qui ont empêché la réouverture du cours de M. Renan étaient-ils aussi graves qu'on l'a supposé ?

(1) Cet article, écrit par Renan, parut sous la signature de Camus, secrétaire de la rédaction du *Journal des Débats*. (N. de l'éd.).

Nous ne le croyons pas. La première et la seule leçon qu'ait faite M. Renan fut accueillie par la jeunesse avec un enthousiasme dont on n'a pas perdu le souvenir. Comme nous croyons les démonstrations publiques contraires au véritable esprit de liberté, nous ne désirerions nullement voir renaître les manifestations bruyantes qui, ce jour-là, accompagnèrent le professeur jusqu'à sa demeure. Mais M. Renan, dans sa première leçon, tant applaudie, déclara à plusieurs reprises que le cours qu'il avait à faire était un cours technique destiné à un petit nombre d'auditeurs. C'est un usage que les professeurs récemment nommés débutent par une première leçon de généralités, laquelle se fait d'ordinaire dans un amphithéâtre plus vaste que celui qui sert aux leçons spéciales. M. Renan suivit cet usage. A la fin de son discours d'ouverture, il prit congé en quelque sorte de son nombreux auditoire, et déclara qu'à la prochaine leçon il commencerait l'exposition de la grammaire hébraïque. La salle où se font ces sortes de cours peut contenir vingt ou trente personnes, et jamais elle n'est remplie. Admettons que, vu l'intérêt spécial du cours, et par suite de la curiosité un peu excitée du public, la salle eût été comble les premiers jours ; en vérité, l'ordre public court-il de grands dangers parce qu'on se presse un peu dans une salle de quelques mètres carrés ? Les mesures les plus simples, et qui n'eussent pas exigé la présence d'un seul sergent de ville, auraient suffi pour empêcher tout inconvénient.

Nous regrettons donc qu'au lieu de préférer cette solution, si conforme aux vrais principes de la liberté scientifique, on l'ait, au contraire, ajournée. Mais, puisque M. Renan se déclare peu atteint par la mesure qui lui enlève son traitement, et qu'il garde le titre auquel il tient si fort, les droits essentiels de la science sont sains et saufs. M. Renan insiste avec raison sur une circonstance capitale qu'on a souvent feint d'ignorer. Il a été nommé à la place qu'il occupe sur la double présentation de ses collègues et confrères du Collège et de l'Institut. Quand s'agit de choix faits sur présentation, le rôle de l'administration est bien simple. A toutes les objections qu'on soulève contre de tels choix, elle n'a qu'une seule chose à répondre : « J'ai nommé celui qu'on m'a présenté. Prenez-vous-en aux corps qui ont fait la présentation. »

Le 12 juin, parut au *Moniteur* le décret suivant :



NAPOLÉON, etc.,

Sur la proposition de notre ministre de l'Instruction publique ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juin 1864, par lequel M. Renan, professeur au Collège de France, est relevé de ses fonctions et appelé à la charge de conservateur sous-directeur adjoint du département des manuscrits à la Bibliothèque impériale ;

Vu la lettre de M. Renan qui refuse cette fonction et prétend conserver son premier emploi ;

Vu le décret du 9 mars 1852 portant que l'Empereur nomme et révoque les professeurs du Collège de France,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La nomination de M. Renan à la Bibliothèque impériale est rapportée.

Art. 2. M. Renan demeure révoqué de ses fonctions au Collège de France.

Art. 3. Notre ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 11 juin 1864.

NAPOLÉON.

Le 14 juin, parut dans le *Journal des Débats* l'article suivant (1) :

Le décret inséré hier au *Moniteur* a tranché tous les doutes qui pouvaient rester sur la situation de M. Renan. M. Renan est destitué. Nos principes en fait de liberté sont assez connus pour que nous n'ayons pas besoin d'exprimer les regrets que nous cause cette mesure. Pour nous borner aux questions de forme, nous ferons remarquer que le décret de destitution de M. Renan n'est pas motivé. Les quatre destitutions de professeurs au Collège de France qui ont été prononcées depuis le commencement de ce siècle avaient été précédées d'un exposé de motifs. L'ordonnance royale qui priva M. Tissot de sa chaire n'en avait pas dans sa première rédaction ; M. Lefèvre-Gineau, alors administrateur du Collège de France, refusa de la recevoir en cet état. On la lui rendit avec un exposé qui servit du moins à montrer la faiblesse des raisons sur lesquelles on se fondait, et qui, en 1830, amena l'annulation de l'ordonnance.

Cette omission nous semble fâcheuse. L'obligation de motiver un décret de destitution ne serait écrite nulle part qu'elle

(1) Cet article, écrit par Renan, parut sous la signature d'Alloury, rédacteur au *Journal des Débats*. (N. de l'éd.)



serait un devoir pour l'administration. Au degré le plus humble de la fonction, celui que l'État frappe a le droit de savoir pour quoi on le frappe. L'administration doit cette garantie à celui qu'elle destitue ; on peut dire qu'elle se la doit à elle-même. Il faut que la responsabilité de pareils actes soit pleinement avouée, qu'on voie d'où ils viennent, à quelle ligne de conduite ils se rattachent. C'est là une sécurité pour le fonctionnaire ; car l'aveu des motifs peut arrêter bien des mesures violentes ; on peut fort bien ne pas vouloir faire explicitement ce qu'on fait tacitement et comme une simple mesure administrative. Cette obligation, d'ailleurs, nous semble résulter clairement du décret du 6 mars 1852. L'article 5 de ce décret, énumérant les peines qui peuvent être portées contre les membres de l'enseignement supérieur, met de ce nombre « la peine de la révocation, laquelle ne peut être prononcée que sur la proposition du ministre de l'Instruction publique, par le président de la République ». Que cette proposition doive être motivée, c'est ce qui nous paraît évident. La révocation est une « peine » ; le décret du 9 mars le déclare. Une peine suppose une « faute ». L'administration ne peut proclamer à la face du public qu'un citoyen a commis un manquement à ses devoirs sans dire quel est ce manquement. Or, le décret inséré au *Moniteur* le 12 juin n'articule contre M. Renan aucun grief. M. Renan, sans curiosité indiscrette, peut bien désirer savoir quelle est la faute qu'il a commise selon les principes de M. le ministre, quel est le blâme que M. le ministre lui inflige.

Nous persistons aussi à croire (1) que M. Renan aurait dû jouir des garanties assurées par le décret du 11 juillet 1863 à tous les membres de l'enseignement supérieur et de l'enseigne-

(1) M. Laboulaye, dans un article d'une logique péremptoire, publié au *Journal des Débats* le 10 juin, avait prouvé l'illégalité de ma révocation. Le décret porté le 11 juillet 1863 contenait ce qui suit :

« Considérant qu'il importe d'assurer aux membres du corps enseignant toutes les garanties possibles de justice...

« Art. 1<sup>er</sup>. A partir de ce jour, un comité composé de cinq membres désignés par le conseil impérial de l'Instruction publique, et choisis dans son sein, sera appelé à donner son avis motivé toutes les fois qu'il pourra y avoir lieu à la révocation d'un professeur de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement secondaire qui sera titulaire de son emploi.

« Art. 3. L'inculpé sera admis à présenter sa défense, selon qu'il le jugera préférable, de vive voix ou par écrit. »

Le Collège de France fait partie de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement primaire. A moins de soutenir qu'il fait partie de l'enseignement primaire, il faut admettre que le décret susdit s'y applique.

ment secondaire. Le considérant du décret du 9 mars 1852 met expressément le Collège de France dans le *corps enseignant*. Si le Collège de France fait exception dans le corps enseignant, ce doit être par plus d'indépendance. S'il a une situation privilégiée, ce n'est pas une raison pour lui refuser le droit commun. Est-il naturel qu'un professeur de sixième ait plus de garanties que le successeur de Burnouf ou de Cuvier ?

Les motifs pour lesquels M. Renan a été destitué n'étant pas exprimés, nous ne les discuterons pas. Mais nous croyons que tous les libéraux ressentiront vivement le coup porté, dans la personne de notre collaborateur, à l'indépendance de la pensée.

# LES ÉTUDES SAVANTES EN ALLEMAGNE

(Lettre aux directeurs de la *Revue germanique*) (1).

Paris, le 15 décembre 1857.

Messieurs,

VOTRE projet d'une *Revue germanique* réalise un des vœux que j'ai le plus souvent formés. Je n'ai point la prétention de vous suggérer des idées que vous n'avez déjà eues. Cependant, afin de vous prouver quel intérêt je prends à votre noble dessein, je me permettrai de vous communiquer quelques réflexions sur la place que devra, ce me semble, occuper dans votre recueil la partie des études allemandes dont je me suis plus particulièrement occupé.

Votre *Revue* doit être un tableau complet des travaux intellectuels en Allemagne. Or, la partie de ces travaux qui mérite le plus, selon moi, d'attirer l'attention, ce sont les sciences historiques et philologiques. L'Allemagne, jusqu'à ces dernières années, a été égalée par la France dans le domaine des sciences physiques et mathématiques. La philosophie allemande est quelque chose de très particulier, qui ne peut être comparé à quoi que ce soit et dont le temps seul permettra d'apprécier la valeur. Quant à l'ensemble des productions qu'on appelait autrefois les « ouvrages de l'esprit » et qu'on désigne maintenant du nom de « littérature », l'Allemagne n'a point échappé à la décadence générale dont

(1) Cette lettre parut dans le premier numéro de la *Revue germanique*.

les œuvres d'imagination sont frappées de nos jours : elle a eu, en ce genre, des hommes de génie ; à l'heure qu'il est, elle possède à peine quelques hommes de talent. La véritable excellence de l'Allemagne est, à mon avis, dans l'interprétation du passé. L'Allemagne a compris l'histoire bien plus comme une science que comme un art. Elle n'a pas de grands historiens dans le sens que nous attachons à ce mot ; il faut pour mériter ce nom un talent de composition qu'elle semble dédaigner ; mais jamais race ne posséda une plus merveilleuse aptitude pour les recherches d'érudition. La science critique et historique de l'esprit humain, la philologie, instrument nécessaire de cette science, voilà sa création. Certes, l'étude sérieuse et patiente des monuments antiques existait avant que l'Allemagne s'en fût emparée. Pour n'en citer qu'un seul exemple, quel admirable répertoire de solide érudition que l'ancien recueil de l'Académie des inscriptions et belles-lettres ! Mais le service qu'a rendu l'Allemagne, c'est d'avoir élevé à la hauteur d'une science organisée ce qui n'avait été jusque-là qu'un délasement d'amateur, et d'avoir donné une valeur philosophique à des études qu'on envisageait comme un simple exercice de curiosité.

L'Allemagne, vous le savez, n'a pas de revues comme nous les entendons. Elle a des journaux spéciaux où chaque science dépose ses découvertes successives. Les Allemands n'écrivent pas ; ils cherchent et ils pensent. Le genre de critique difficile et brillant dont la *Revue des Deux Mondes* a créé le modèle parmi nous ne va pas à la tournure de leur génie, plus soucieux du fond que de la forme. Même différence dans l'enseignement. Les cours faits dans la manière éloquente que MM. Cousin, Villemain, Guizot ont inaugurée en France, n'ont dans les universités allemandes aucun succès. Les enseignements les plus spéciaux, au contraire, y ont des auditeurs, quand on est sûr d'y recueillir des idées nouvelles ou des faits nouveaux.

C'est donc dans les journaux spéciaux que les rédacteurs d'une *Revue germanique* devraient, selon moi, chercher les éléments les plus considérables de leur travail. Le *Journal de la Société orientale allemande* est le plus abondant réper-

toire pour les travaux relatifs aux antiquités de l'Asie. On ferait une œuvre utile en traduisant le rapport qui paraît dans chaque volume de ce recueil sur les progrès annuels des études orientales. Le journal de M. Haupt pour les antiquités germaniques, le *Musée du Rhin* pour l'antiquité classique, les communications de l'Institut de Perthes pour la géographie, sont aussi de précieux recueils, où notre insouciance des choses étrangères laisse s'enfouir de véritables trésors. Le *Journal pour la Philologie comparée* de MM. Kuhn et Aufrecht, enfin, est la publication périodique la plus intéressante que je connaisse par la richesse, la variété, la finesse des découvertes qui y sont consignées. C'est là que s'est fondée la science capitale qui résume le travail philologique des dernières années, la mythologie comparée. C'est aux fines analyses de M. Kuhn et de ses collaborateurs qu'on doit la démonstration de ce résultat important, que la race indo-européenne n'a eu d'abord qu'un système de mythes, dont les Védas nous présentent la forme la plus ancienne, comme elle n'a eu d'abord qu'un seul vocabulaire, qui se trouve épars dans les rameaux divers de la grande famille depuis l'Islande jusqu'à Ceylan.

Il est certains hommes dont les livres se présentent avec une sorte de périodicité, et qui sont une école à eux seuls. Ce tour particulier d'esprit qui rend les Allemands impropres à composer des ouvrages, mais qui en fait d'excellents collecteurs de matériaux, devait amener quelques travailleurs au système, plus commode pour eux que pour le public, de donner leurs idées au fur et à mesure qu'elles leur viennent. En France, on s'impose de ne livrer son œuvre au public que quand elle est parfaitement mûrie et achevée ; en Allemagne, on la donne à l'état provisoire, non comme un enseignement doctrinal, mais comme une excitation à penser et comme un ferment pour les esprits. Il résulte de tout cela des livres moins bien faits que les nôtres, mais un mouvement fort supérieur au nôtre. Parmi ceux qui ont cédé à cette tentation, indice au moins d'une très grande activité, je citerai d'abord M. A. Weber, de l'Académie et de l'Université de Berlin. Je ne connais pas en Europe de chercheur plus pénétrant et plus fécond. Ses *Indische Stu-*



*dien* paraissant à des intervalles irréguliers et ses autres ouvrages vous donneront toujours le dernier mot du grand ensemble de recherches qui se rattache au sanscrit. M. Ewald et ses annuaires vous tiendront au courant des études bibliques : consultés avec discernement et avec défiance quand il s'agit de questions de personnes, les ouvrages de ce critique parfois éminent sont d'un prix infini. Pourriez-vous oublier M. de Bunsen, cette infatigable activité, ce zèle pour tout ce qui est noble et grand, et ce vaste atelier de travail scientifique qui se groupe autour de lui (1) ? Les trois ou quatre volumes que publie par an M. de Bunsen sont un vrai journal, où l'on est sûr de trouver toujours les résultats, sinon les plus démontrés, du moins les plus récents, de la philologie comparée, des études védiques, des études sur l'Avesta, des études bibliques, en un mot de tout ce qui est vivant et en progrès dans le champ des études philologiques.

Vous aurez sans doute des correspondants auprès des diverses universités. C'est là qu'il faut prendre comme à sa source le riche développement d'idées qui assure à l'Allemagne, dans l'ordre des spéculations rationnelles, une si incontestable supériorité. L'enseignement n'est point en Allemagne, comme il l'est dans d'autres pays, une pédagogie étroite et jalouse de la science. Les établissements d'instruction publique y sont aussi des établissements scientifiques, recevant l'impulsion, non d'une administration centrale, d'ordinaire peu au courant des choses intellectuelles, et naturellement indifférente ou hostile à ce qu'elle ne comprend pas, mais de savants et de penseurs, prenant au sérieux les choses de l'esprit. De là un enseignement large, libre, plein d'initiative, représentant à chaque heure l'état de la science ; si bien que le jeune homme qui l'a suivi aperçoit clairement dès ses débuts le point d'où il faut partir et la région qui promet de récompenser par des découvertes les efforts des travailleurs.

Je sais que je vous parle ici d'un idéal quelque peu éclipsé aujourd'hui. Selon moi, l'âge d'or de l'Allemagne,

(1) Cet homme excellent est mort depuis que les pages que nous reproduisons ici ont été écrites.

au moins sous le rapport des conditions extérieures de la vie intellectuelle, est passé. La réaction des dix dernières années (1) a exercé sur ces belles études une influence fatale. L'enseignement de la théologie, autrefois si indépendant et si élevé, est devenu dans les pays protestants d'Allemagne presque aussi impossible que dans les pays catholiques. Or, qu'on ne s'y trompe pas, c'est l'enseignement de la théologie qui a été la cause du grand développement qu'ont pris en Allemagne les études philologiques : les fondateurs des études orientales, en particulier les Eichhorn, les Gesenius, étaient des théologiens. Cette ressource si précieuse pour le travail intellectuel est perdue peut-être sans retour. Les jeunes gens sérieux, qui autrefois trouvaient dans l'enseignement de la théologie ou le ministère pastoral un excellent moyen de mener une vie laborieuse, repoussés par les symboles inacceptables ou étroits qu'on leur impose, se rejettent sur les carrières purement scientifiques, qui sont nécessairement peu nombreuses. Tout cela, se combinant avec le renchérissement de la vie matérielle, qui atteint même les villes d'universités en Allemagne, a produit une misère sur laquelle nous n'insisterions pas, si elle n'avait pour la science les plus fâcheux résultats. En effet, une conséquence de cet état de gêne, ce sont les travaux hâtifs par lesquels une jeunesse intelligente, mais trop nombreuse et trop empressée, cherche à se frayer une route vers les fonctions salariées. Ce n'est jamais impunément qu'on met les découvertes aux enchères. Les travaux solides sont de tous les temps ; mais les découvertes viennent à leur jour, et il ne faut pas les devancer. Le grand défaut de l'Allemagne est cet empressement fiévreux d'annoncer des résultats nouveaux et de dépasser les maîtres, qui produit un déluge de thèses hardies et de paradoxes. Ajoutez à cela les intrigues d'un parti religieux, mettant pour condition à ses faveurs tout autre chose que le mérite scientifique, et vous comprendrez les effets désastreux qu'ont pu produire sur des études aussi délicates que les nôtres quelques années d'un tel régime. Vous aurez le droit d'être

(1) Je rappelle que ceci fut écrit à la fin de 1857.

sévères pour l'école superficielle, qui voudrait ainsi passer l'éponge sur le travail d'un demi-siècle, et enlever à l'Allemagne sa vraie couronne, celle de la science critique, saine et désintéressée.

Et puisque j'ai commencé à vous communiquer mes réflexions sur des points secondaires de votre plan, auxquels peut-être vous ne penseriez pas, j'oserai vous conseiller de ne pas chercher le développement de l'esprit allemand seulement en Allemagne. Je ne sais si je me trompe, mais je crois voir le moment approcher où les Allemands joueront le même rôle que ces Scot de la première moitié du moyen âge, qu'on trouve partout à l'état de missionnaires de la science et de grammairiens. Déjà presque tout le travail matériel de la philologie est supporté dans le monde par des Allemands. Ne négligez donc pas d'embrasser dans votre recueil ces nombreuses colonies où, grâce à une puissance d'expansion qui nous étonne, la race germanique porte son activité intellectuelle et son sérieux. Suivez-la dans l'Académie de Saint-Pétersbourg, où, malgré des susceptibilités assez naturelles, la science allemande s'est créé une importante succursale, peu inférieure à l'Académie de Berlin, surtout pour les sciences géographiques. Cherchez-la en Angleterre, à Oxford, à Londres, où vous rencontrerez à l'état d'exilés volontaires quelques-uns des meilleurs représentants de la nouvelle école, MM. Max Müller, Aufrecht, d'autres encore. Ils écrivent en anglais, mais leur science, leur pensée sont allemandes : cela doit vous suffire. La Hollande mérite aussi que vous lui ouvriez votre recueil. L'Université de Leyde me paraît depuis quelques années dans une direction excellente : elle possède un grand enseignement historique, à la tête duquel est M. Dozy, et une solide école d'exégèse dirigée par MM. Scholten et Kuenen. En Suisse, vous trouverez l'Université de Zurich et le savoir un peu hasardeux de M. Hitzig. L'Asie et l'Afrique enfin vous offriront d'admirables missionnaires, tels que les Krapf, les Isenberg, et des voyageurs, tels que Barth et Overweg (1). Tandis que les missions catholiques, autrefois

(1) Morts depuis.

si fructueuses, ne rendent plus à la science que de médiocres services, à cause du peu d'instruction et de curiosité de la plupart de ceux qui s'y dévouent (1), les missions allemandes, anglaises, américaines, ont produit d'habiles explorateurs qui ouvrent devant nous des mondes inconnus, et prennent place parmi les fondateurs de la science critique de l'humanité.

N'oubliez pas les juifs allemands : ils sont une partie essentielle et pourtant distincte du mouvement qui doit vous occuper. C'est un monde fort mêlé, mais où se rencontrent encore des Mendelssohn et des Spinoza, et d'où sont sortis de bons auxiliaires du travail scientifique. Par une singulière destinée, la race juive est de nos jours un utile interprète de certaines civilisations de l'Orient qui se sont trouvées, il y a deux ou trois mille ans, en contact avec elle, et dont les études bibliques et talmudiques la rapprochent.

Enfin, cherchez aussi l'Allemagne en France. Nous possédons parmi nous une colonie allemande qui, en même temps qu'elle communique largement avec le centre des idées françaises, puise directement encore aux mamelles germaniques, dont elle n'est point détachée : c'est l'école de Strasbourg. Cette modeste et savante école, dont l'administration centrale a parfois trop peu respecté l'individualité, est parmi nous le seul reste des anciennes institutions provinciales, qui avaient de si bons effets pour la culture intellectuelle. Vous connaissez sans doute la *Revue de Théologie* de M. Colani, excellent écho de ce qu'il y a de meilleur dans l'exégèse allemande. Les travaux de M. Reuss, de M. Bergmann, honorerait une université d'outre-Rhin; ils sont chez nous presque inconnus, et j'ignore si, en dehors de l'estime d'un petit nombre, ils ont jamais reçu le moindre encouragement de l'opinion.

Que votre *Revue* soit l'abrégé de ce vaste ensemble

(1) Une exception devrait certes être faite pour le voyage en Arabie de M. Palgrave. Mais nous ignorons si M. Palgrave s'est envisagé ou s'envisagé encore comme un missionnaire catholique. Nous ferons bien volontiers une autre exception pour M. Bigandet.

d'études. Dans ma pensée, elle doit représenter non seulement l'Allemagne, mais tout ce dont l'Allemagne s'occupe, c'est-à-dire le monde entier. Croyez que son apparition ne sera saluée par personne avec plus de sympathie que par moi, et agréez, etc.



# L'INSTRUCTION PUBLIQUE EN FRANCE JUGÉE PAR LES ALLEMANDS (1)

**R** IEN de plus nuisible aux progrès de l'esprit humain que les jalousies nationales. On a pu autrefois accuser la France d'être, de toutes les nations, la plus dédaigneuse de l'étranger. C'est là un défaut dont elle s'est en partie corrigée. Dans l'ordre de l'instruction publique, du moins, une série de missions ont eu pour objet d'étudier le système d'éducation des peuples voisins. Nos voisins ne nous ont guère rendu la pareille, et on doit le regretter, car, si des ouvrages sur l'instruction publique en Allemagne, en Hollande, faits par des Français sont utiles, des ouvrages sur l'instruction publique en France faits par des Allemands, par des Hollandais, nous seraient bien plus utiles encore. La rareté de tels livres donne un grand prix au travail de M. Hahn (2), bien que ce travail n'ait rien d'officiel. M. Hahn s'est donné sa mission à lui-même, ou plutôt il l'a reçue du hasard qui lui a fait passer quelques années parmi nous.

Son livre prouve, du reste, mieux encore que l'indifférence de ses compatriotes, combien les universités allemandes sont éloignées de goûter l'enseignement français. Il est difficile de pousser plus loin la sévérité. A peine est-il un point de notre système d'enseignement qui obtienne un éloge de M. Hahn, et il n'en est pas un seul auquel il

(1) *Journal de l'Instruction publique*, 28 avril 1849. (N. de l'éd.)

(2) Ludwig Hahn, *Das Unterrichts-Wesen in Frankreich, mit einer Geschichte der Pariser Universität*, Breslau, 1848.

n'adresse les plus vives critiques. Souvent, d'ailleurs, il n'a fait que puiser à l'arsenal des ennemis de l'Université ses renseignements et ses appréciations.

## I

L'ouvrage de M. Hahn renferme deux parties distinctes : l'une consacrée à l'exposition, où il retrace la législation et l'état de l'instruction publique en France ; l'autre, consacrée à la critique, où il juge d'après ses principes nos institutions et nos règlements. La première partie est nécessairement dénuée d'intérêt pour nous. Quant aux jugements de M. Hahn sur les mérites et les défauts de notre système d'éducation publique, comme ils sont évidemment ceux de la plupart de ses compatriotes, il est bon de les connaître, bien que parfois on puisse regretter qu'ils soient fondés sur une observation superficielle et sur des informations inexactes. M. Hahn a vu en passant un certain nombre de classes ; il a pris des notes avec précipitation, recueilli quelques anecdotes, et attaché de l'importance à des enfantillages. Sa critique rappelle trop souvent le trait du voyageur qui juge d'après le teint de son hôte et celui de toutes les femmes du pays. Ainsi il raconte d'un ton scandalisé qu'un écolier de rhétorique, avec lequel il s'entretenait sur les difficultés du *Phédon*, lui a dit, pour se tirer d'embarras : « Ces bêtises-là, nous les passons (1). » Ailleurs, il nous apprend que, quand un chef d'institution a besoin d'un maître d'études, il s'adresse à l'estaminet le plus voisin, et que les élèves appellent cela « aller à la foire aux pions » (*auf den Pionsmarkt gehen*) (2).

Les critiques de M. Hahn qui s'adressent à l'ensemble de notre système d'instruction publique sont autrement importantes ; car celles-ci ne viennent pas d'une connaissance plus ou moins incomplète de ce qui se passe dans nos collèges ; elles viennent de principes opposés aux nôtres

(1) p. 409. Ces mots remarquables sont rapportés en français.

(2) p. 508.

et qui sont vrais à quelques égards. Dans l'organisation française de l'instruction publique, la source de tout le mal, aux yeux de M. Hahn, c'est le système du concours. Notre censeur allemand revient à tout propos sur cette idée fondamentale, et, imitant le trait du vieux Caton, il termine ainsi les chapitres les plus divers : *Ceterum censeo concursum delendum esse*. A l'en croire, cette institution serait aussi funeste comme épreuve pour les professeurs que comme moyen d'émulation entre les élèves. « Il est fort regrettable, dit-il, que le concours soit la seule voie pour arriver au professorat des collèges, et que l'habileté pratique, jointe à des connaissances suffisantes, ne puisse y donner entrée. Les hommes les plus expérimentés dans l'éducation, ceux qui apportent à leurs difficiles fonctions non des facultés brillantes, mais un esprit solide avec un peu de lenteur et de timidité, seront toujours placés, dans les épreuves publiques, après les jeunes gens qui savent amuser leur auditoire et leurs juges, et qui, doués d'une parole facile pour se tirer des difficultés, ne possèdent ni assez de patience ni assez de fermeté pour bien enseigner. Toutes les dispositions que l'on essaiera d'introduire dans la législation des concours en faveur des maîtres plus mûrs seront insuffisantes pour obvier aux inconvénients du système. Il devrait y avoir des conditions d'un autre genre et plus largement entendues pour arriver aux places importantes de l'enseignement secondaire. Il y a maintenant dans les collèges des professeurs qui, sans sortir des limites de l'enseignement grammatical, ont fait preuve du plus grand zèle et d'une habileté supérieure ; il y en a même quelques-uns dont les écrits témoignent de plus de culture littéraire qu'on n'en trouve chez la plupart des agrégés des classes supérieures, et qui pourtant sont condamnés à vieillir dans une classe de grammaire, parce que leur âge avancé ne leur permet plus de tenter une lutte périlleuse contre tant de jeunes candidats. Indépendamment de l'injustice d'un tel procédé, le dévouement le plus honnête doit nécessairement se refroidir, s'il ne voit plus aucun but devant lui, surtout dans un pays où la pédagogie inspire peu d'intérêt par elle-même. Le système exclusif du concours est donc à la fois

inique et préjudiciable à l'enseignement des collèges (1). »

Il est facile de montrer ainsi le côté faible et les inconvénients de toute institution. Mais on ne fait preuve de sagacité qu'en indiquant le remède. Le principe de l'administration française étant de se défier des libres choix faits par les supérieurs et de limiter autant que possible l'arbitraire des chefs, le concours, au moins pour l'enseignement secondaire, reste une nécessité. Le système de garantie de lien réciproque et en quelque sorte d'inféodation des hommes les uns aux autres, qui fleurit en Angleterre et en Allemagne, ne saurait être appliqué en France. Le personnel de l'enseignement secondaire n'est pas chez nous, comme il l'est ailleurs, l'analogue d'une corporation religieuse : c'est une sorte d'armée ; il y faut un mode d'avancement régulier, où le caprice ne soit pour rien. On peut regretter que la France se soit attachée si fortement à un tel système ; mais, le système étant ce qu'il est, le concours pour les fonctions de l'enseignement secondaire en sort logiquement. Les observations de M. Hahn sont bien plus vraies en ce qui concerne l'enseignement supérieur. Ici, le concours est un moyen d'appréciation trop imparfait, et peut, d'ailleurs, être remplacé par des titres d'une autre nature. « Le concours, dit-il à ce sujet, est une des institutions les plus populaires de la France ; il représente l'élément démocratique dans le domaine de l'enseignement, et répond surtout aux idées des jeunes étudiants et de ceux qui s'appellent libéraux. S'il n'était ainsi couronné de l'aurore du libéralisme, il y a longtemps qu'on aurait reconnu quels inconvénients il entraîne à côté de quelques avantages fort contestables, et, depuis quinze années, M. Cousin n'aurait pas en vain combattu ce mode de nomination avec toute la verve de sa critique (2). »

La centralisation et l'uniformité de l'instruction publique parmi nous sont pour M. Hahn l'objet de reproches presque aussi acerbes que le système des concours : « On ne peut avoir qu'une seule opinion, dit-il, sur l'organisation napo-

(1) P. 536.

(2) P. 587.

léonienne de l'Université. Il était impossible d'imaginer un système plus puissant et plus simple pour fonder l'unité de l'instruction nationale et pourvoir à la stabilité des traditions. Mais, d'un autre côté, une institution dirigée uniquement vers ce but portait en elle-même un danger immédiat, et ce danger ne s'est que trop révélé : c'était de sacrifier le progrès à la fixité, de faire dégénérer l'unité d'esprit en uniformité de méthode et de procédés, d'étouffer toutes les tentatives nouvelles en fait d'éducation. En effet, la prétention hautement avouée des universitaires, c'est que d'un bout du royaume jusqu'à l'autre, aucun changement ne survienne, soit dans la direction des études, soit dans le maintien de la discipline, qui ne soit prescrit par l'autorité centrale ; c'est que, pour les méthodes d'enseignement et des livres classiques, pour la distribution des heures et les règlements disciplinaires, un collège du Nord corresponde dans les derniers détails à une école située sur la Méditerranée... Avant d'introduire quelque innovation, il faut en faire l'épreuve ; or, il est naturel que l'on hésite à tenter l'expérience sur la totalité des écoles ; en sorte que, la sévère uniformité ne permettant pas de faire ces essais sur des établissements isolés, il devait en résulter que toute la corporation se trouvât enchaînée dans une complète immobilité. C'est, en effet, ce qui est arrivé. Le corps enseignant est devenu tellement stationnaire en France, que je ne connais aucune société qui, dans ce temps de progrès universel, et chez la nation la plus mobile du monde, persiste en ses voies avec autant d'aise et de satisfaction, qui repousse avec autant de dédain et de présomption toutes les méthodes étrangères, et qui soit si prompte à voir une révolution, même dans les changements les plus insignifiants (1)... Cette uniformité me semble la cause principale de la faiblesse relative des études dans les collèges de province... Si les écoles de Paris, avec un système d'enseignement fort défectueux, produisent parfois de brillants résultats, ce sont là bien moins les fruits du système que les effets de mobiles extérieurs, qui entretiennent chez la jeunesse studieuse de

(1) p. 172.



la capitale une ardeur vraiment extraordinaire. Dans la province, au contraire, où ces motifs d'émulation manquent, les maîtres ne songent à rien changer ni à rien améliorer dans la méthode officielle ; souvent même ils se relâchent et se négligent à un point déplorable. La brillante routine de la capitale devient, dans le reste du pays, une besogne assoupissante, sans vie ni intérêt. Si les proviseurs et les professeurs des collèges de province pouvaient suivre leurs propres inspirations, on trouverait en plusieurs villes des centres d'instruction moins éclatants peut-être que les collèges de Paris, mais tout aussi féconds. L'uniformité, au contraire, a étouffé la liberté et la vie ; l'égalité absolue, c'est le souffle de la mort... Des deux devises de la Révolution française, la liberté et l'égalité, Napoléon n'a eu égard, dans ses créations, qu'à la seconde : l'égalité a eu pour effet d'exclure absolument la liberté. L'égalité, le principe de la centralisation servaient les vues du despotisme impérial. La Restauration ne s'occupa guère davantage de l'émancipation des académies. Mais le gouvernement de Juillet a-t-il été fidèle à son principe et à son programme, en maintenant l'uniformité dans les établissements de l'Université ? Je ne le pense pas. Cependant, pour ne pas adresser au gouvernement lui-même un reproche qui retombe sur lui beaucoup moins que sur ses adversaires, je dois faire remarquer que c'est surtout la faute de l'opposition prétendue libérale (*der vermeintlich liberalen Opposition der Linken*), si la stagnation est devenue une loi de l'Université, et si l'égalité est restée intacte aux dépens de la liberté. Depuis que le parti cléricale a commencé à demander la liberté de l'enseignement, le corps universitaire est devenu, aux yeux de ceux qui se disent libéraux, le représentant de l'esprit moderne, et malheur aux mains profanes qui osent toucher à ce saint des saints ! Dans son zèle aveugle contre le parti qui tire avantage pour ses desseins des vices profonds de l'Université, l'opposition ne croit pouvoir rien faire de mieux que de nier ces défauts et de les couvrir du manteau de sa popularité. Le droit de l'État sur l'éducation des enfants est parfois exagéré jusqu'à la maxime lacédémonienne ; le principe de l'unité d'esprit dans les sociétés

modernes est préconisé de toute manière et sur tous les tons ; les considérations vraiment loyales et franches sont fatalement sacrifiées aux besoins de la polémique (1)... »

Ce qui suit a de quoi nous surprendre. M. Hahn présente comme une réforme utile et comme un premier pas dans la carrière du progrès la modification ou la suppression du Conseil de l'instruction publique, et certaines autres mesures qui ont paru chez nous tout à fait funestes et qui l'ont été en effet. Ces passages montrent que l'auteur a peu compris le véritable esprit de la société française. Soyons juste pourtant ; M. Hahn a vu les choses de notre pays sous un faux jour ; il s'est laissé prendre à des déclamations partout répétées : il n'est pourtant pas ennemi des lumières. Ses principes sur l'éducation du peuple en sont la preuve. « Si c'est un devoir, dit-il, pour tous les régimes, de donner leur principale attention à l'instruction du peuple, ce devoir incombe aux gouvernements qui sont fondés sur le principe de la liberté. La politique vraiment libérale n'ignore pas que la propagation de l'éducation est sa garantie la plus sûre et sa base la plus ferme. Un pays qui veut être libre doit être éclairé ; autrement, ses plus nobles sentiments sont pour lui un danger. Si les droits politiques devancent ou dépassent la culture intellectuelle, il est à craindre que le peuple ne se laisse entraîner, dans l'exercice de ses droits, aux plus graves erreurs (2). » Dans l'appréciation des faits, M. Hahn se montre, ici comme toujours, critique sévère. « Le principe de l'enseignement obligatoire (*die Schulpflichtigkeit*), dans le sens allemand, c'est-à-dire le devoir rigoureux imposé par la loi aux parents de faire participer leurs enfants au bienfait de l'enseignement, n'est point encore introduit en France. Des principes de liberté mal entendue ont jusqu'ici empêché d'employer ce moyen, le seul efficace pour procurer la diffusion générale de l'instruction élémentaire. Un libéralisme peu assuré de lui-même, reposant sur de faux principes, et par cela même timide et toujours en garde contre la puissance de l'État,

(1) p. 176.

(2) p. 184.

a refusé d'attribuer à la société le droit de contrainte relativement à l'éducation. La question se posa dans les premières années de la Révolution de Juillet... Le gouvernement était porté à reconnaître au moins indirectement le principe de l'école obligatoire ; mais la Chambre des députés le repoussa, et la Chambre des pairs se rangea au même sentiment, bien que dans le sein des deux assemblées les membres les plus compétents, et surtout la commission chargée du rapport, par l'organe de M. Cousin, se fussent prononcés très décidément en faveur de l'obligation universelle (1). » M. Hahn trouve que l'instruction primaire est parmi nous peu répandue et insuffisante (2) ; la position et le mérite des instituteurs lui ont paru au-dessous du médiocre (3). Le tableau qu'il trace de l'éducation des femmes (4) est aussi des plus tristes. Plût à Dieu que la réalité ne fût pas plus triste encore !

## II

La partie de l'ouvrage de M. Hahn qui est relative à l'enseignement secondaire est la plus intéressante et la plus développée. « L'Université, dit-il, en prenant l'antiquité classique pour l'objet principal et presque exclusif des études, a prétendu rendre un service inappréciable à la civilisation, ainsi qu'à la prépondérance imaginaire de la culture française en Europe ; elle insiste avec vanité sur ce bienfait, pour soutenir les intérêts de sa domination absolue ; et pourtant il est certain qu'au fond elle n'a pas la juste conscience des vraies études de l'humaniste. Elle entasse avec surabondance la matière classique, mais sans la vivifier par l'esprit littéraire ; les formes antiques circulent

(1) p. 209.

(2) p. 263.

(3) p. 327.

(4) p. 384.

journallement et passent de main en main ; mais le sens du beau antique manque profondément ; on rassemble laborieusement des pierres polies pour la construction, mais jamais elles ne s'élèvent en un édifice harmonieux ; jamais on ne passe d'un aride exercice d'intelligence à une nourriture vitale de tout l'homme spirituel. Tout se borne à des applications étroites et mesquines : au lieu de fortifier les facultés intellectuelles, au lieu d'un développement où la beauté de la forme serait en harmonie avec les progrès de la raison, on acquiert seulement une habileté singulière pour déguiser à soi-même et aux autres le vide de la pensée sous une forme creuse, éblouissante et pompeuse. On s' imagine conserver et continuer les traditions philosophiques de Port-Royal ; on promet à la nation des fruits comparables à ceux qu'a produits cette vigoureuse école, un nouveau siècle d'or en littérature ; mais on ne s'aperçoit pas que, de toute cette culture classique, on a saisi l'écorce et non le fruit, en sorte qu'au lieu d'élever l'âme cette culture n'aboutit qu'à empirer le mal d'un siècle tout extérieur et profondément atteint de matérialisme. Un esprit étroit et formaliste est le trait caractéristique de l'enseignement en France ; ce n'est pas une vraie culture de l'esprit ; c'en est la caricature.

» S'il faut conserver aux études classiques, dans l'éducation de la jeunesse, la prééminence que, durant des siècles, elles ont obtenue à bon droit et pour le salut des peuples ; si elles doivent résister aux assauts d'un matérialisme impatient et uniquement attentif aux intérêts immédiats, elles dont l'action est presque entièrement désintéressée, il est absolument nécessaire que le vrai caractère, les avantages essentiels et profonds d'une telle éducation sortent d'abord pour les maîtres eux-mêmes du nuage d'un respect traditionnel et deviennent une conviction profonde. On n'entraînera pas la société sceptique avec de vaines phrases, contre lesquelles le premier argument palpable des réalistes aurait trop facilement raison. Il faut pardonner aux gens du monde de méconnaître le prix de l'éducation classique, de préférer pour la jeunesse l'étude des littératures modernes à celle des langues mortes, de s'imaginer mieux

connaître les chefs-d'œuvre de l'antiquité au moyen de bonnes traductions que par une étude de dix années ; tous ces faciles arguments ont gain de cause, si on ne leur oppose qu'une prétendue pédagogie, au fond tout aussi banale, qui ne traite pas les langues anciennes autrement que les langues modernes, qui fait moins pénétrer dans l'esprit des anciens, dans le développement harmonieux de leur pensée, que ne le ferait une traduction supportable, qui enfin ne repose sur aucune idée saine des lois de la gymnastique intellectuelle, sur aucune étude approfondie du développement lent et graduel des facultés tel qu'il doit résulter des études littéraires.

» On entend répéter de toutes parts des phrases stéréotypées sur la beauté et la simplicité des études classiques et sur leurs avantages pour le développement intellectuel ; mais, au delà de ces phrases, au delà des lieux communs généralement répandus, on ne trouve dans la conscience et dans la pratique de la plupart des maîtres aucun principe, aucune étoile conductrice. L'étude des langues anciennes, de moyen qu'elle était, est devenue la fin de l'éducation ; d'œuvre patiente qu'elle devait être, elle est devenue un pur exercice mécanique pour acquérir une routine tout artificielle. Tandis que l'avantage spécial de l'étude d'une langue morte est d'être une logique pratique, par l'analyse qu'elle exige des formes du langage, et que, par conséquent, il s'agit, dans ce premier travail, non d'écarter les difficultés, mais d'apprendre méthodiquement à les surmonter, qu'il ne s'agit point, dis-je, d'abrégier la route, puisque, en un sens, la route est elle-même la fin et le but, tout l'art de l'enseignement classique en France consiste à faire arriver le plus promptement possible à l'intelligence facile des auteurs, ou à un style agréable en latin ; et cela, en éludant toutes les difficultés grammaticales et logiques. La grammaire devient ainsi un recueil de procédés et d'artifices pratiques, fondés bien plutôt sur l'analogie extérieure que sur la nécessité rationnelle ; l'exemple, au lieu de ne faire qu'éclaircir la règle, devient le principal, la règle ne servant qu'à éclaircir l'exemple. La traduction en langue ancienne est bien moins une application intelligente des



règles qu'une réunion machinale de phrases apprises par cœur, un travail tout aveugle. Dans l'explication des auteurs, on néglige le soin de pénétrer le développement de la pensée, et on ne recherche qu'une élégance suspecte dans le style français. Envisageons en détail la nature de cet enseignement *pseudo-humaniste* (1)... »

M. Hahn examine de ce point de vue toutes les branches de notre enseignement classique. Les études grammaticales sont de toutes les plus maltraitées ; l'auteur s'élève avec force (et ici, il faut l'avouer, avec quelque raison) contre le tour mécanique et la méthode extérieure de nos rudiments, contre l'usage du « mot à mot » et les « cahiers d'expressions ». Il se révolte contre les « *que* retranchés », les « *de* qui peuvent se tourner par *qui s'appelle* », et autres recettes du même genre. Il voudrait une méthode philologique, et la substitution d'un ouvrage élémentaire analogue à la *Méthode latine* de M. Burnouf (plus conforme elle-même aux méthodes allemandes) à la grammaire artificielle et sans logique de Lhomond. Cette partie du travail de M. Hahn (p. 386-402) est pleine d'observations plus ou moins sévères, mais toujours originales, et que l'habitude seule nous empêche de faire. L'usage des vers latins réveille sa verve et son antipathie contre les habitudes un peu extérieures de notre éducation classique. Il admire ces tours de force et l'esprit que nous y dépensons ; mais il n'y voit que le chef-d'œuvre du pastiche (2). Même reproche et toujours pour les mêmes raisons adressé à notre système de récitations, qu'il accuse d'être un exercice purement mécanique et de nul effet pour la culture de l'esprit. S'il est plus indulgent pour les études grecques, si la grammaire de M. Burnouf obtient ses éloges, tandis que tous nos livres élémentaires lui paraissent détestables, c'est qu'il espère en rapporter l'honneur à la philologie allemande et aux travaux de Buttmann et de Matthiæ. « Encore, ajoute-t-il, cet ouvrage paraît-il aux professeurs trop systématique, trop pédantesque. Tout ce qui n'est pas routine passe dans l'Uni-

(1) p. 384 ss.

(2) p. 393.

versité pour pédanterie (1). » Notre rhétorique n'a pas davantage l'approbation de M. Hahn. Le programme qui est assigné à cette classe lui paraît impossible à réaliser, eu égard à la faiblesse des études antérieures ; la direction qu'on donne aux études lui semble trop exclusivement oratoire ; l'exercice des discours latins et français lui paraît une pure affaire de recettes et de procédés (2). Il s'étonne d'ailleurs, avec pleine raison, que l'étude philologique et la théorie grammaticale de la langue française soient si négligées parmi nous (3). L'enseignement de l'histoire tel qu'il est établi dans nos lycées le trouve moins sévère ; il reproche seulement aux professeurs de ne pas proportionner suffisamment leurs leçons à la force des élèves et de suivre la même méthode dans les classes inférieures et dans les classes supérieures. Il voudrait que l'on parcourût deux fois toute l'étendue de l'histoire : une première fois, jusqu'à la quatrième, dans des abrégés simples et faciles ; une seconde fois depuis la quatrième, d'une manière plus approfondie (4). Enfin, la philosophie trouve en lui, par une exception honorable, un juge des plus impartiaux. M. Hahn s'étend longuement sur la nature de cet enseignement et cherche à le justifier des attaques dont il a été l'objet. Son autorité mérite d'autant plus d'être considérée, qu'il pousse jusqu'à l'affectation le soin de témoigner son attachement au christianisme, et qu'il semble en toute autre chose se rapprocher pour la manière de voir de ceux qui ont accusé d'impiété notre enseignement philosophique (5).

Il serait long et peut-être inutile de rapporter ici tous les griefs généraux que M. Hahn articule contre notre système d'instruction secondaire. Il ne lui reconnaît presque aucune efficacité pour la culture de l'esprit national, et il pense d'ailleurs qu'une telle éducation est, par ses conditions mêmes, le privilège des classes aisées ou même des riches.

(1) p. 407-408.

(2) p. 410.

(3) p. 420.

(4) p. 425.

(5) p. 429. — M. Hahn a placé à la suite de son ouvrage une esquisse de l'histoire des controverses sur la liberté de l'enseignement. Il penche, en général, vers le parti le moins favorable à l'Université.

Cela serait peu regrettable, si cette culture était, comme il le suppose, exclusivement dirigée vers le baccalauréat ou le concours général. Ces deux institutions, la dernière surtout, sont jugées très défavorablement (1). Le concours général est, aux yeux de notre auteur, la source des défauts les plus graves de notre enseignement, qui sont le pastiche, la routine, la « spécialité », soit chez les élèves, soit chez le professeur (2). Quant au régime intérieur des établissements, M. Hahn trouve les heures de travail trop multipliées, et s'élève avec force contre le système de récompenses et de punitions généralement adopté. Il voudrait supprimer du même coup les pensums et les récompenses honorifiques ; mais il n'a garde de nous dire par quoi il voudrait les remplacer (3).

« Il est temps, dit-il, en terminant cette critique, il est grand temps, dans l'intérêt de l'éducation classique, de réformer ces abus. En province, encore plus qu'à Paris, on doit craindre que les intérêts matériels ne prennent le dessus sur un système aussi insoutenable, aussi fautif ; car en province les résultats apparents du grand concours ne jettent pas de la poudre aux yeux. Puisse l'enseignement lui-même se laisser réformer ; puisse-t-il admettre dans son sein les éléments d'un mouvement original et indépendant, pour ne point provoquer une réaction radicale, qui détruirait sans ménagement toute culture classique (4) ! »

### III

L'éducation française est jugée par M. Hahn plus sévèrement encore que l'instruction donnée par l'Université. L'éducation de famille lui paraît tout simplement impossible, puisque, à l'entendre, il n'y a plus de famille en France.

(1) P. 370-376, 487, ss.

(2) P. 461.

(3) P. 463, ss. 500, ss.

(4) P. 465.

Voici à ce sujet ses paroles ; inutile d'en relever l'exagération : « La France moderne ne connaît plus la famille. Pour que l'éducation paternelle fût désirable et féconde en résultats, il faudrait que les relations domestiques fussent rétablies dans leur état normal, et que, grâce à l'union intime et à l'amour sincère des époux, tous les germes de vertu et de sainteté pussent être l'objet d'une culture assidue. Mais qui oserait prétendre qu'il en est ainsi de nos jours en France ? Qui ne sait que la vie conjugale est tombée si bas en ce pays, que c'est à peine si l'on y conserve encore la conscience des devoirs qu'elle impose, que c'est à peine si l'on y peut rendre l'individu responsable de ses égarements personnels, parce que, dans l'atmosphère empestée où chacun apprend à penser et à sentir, il respire avec le souffle vital la frivolité des sentiments et l'indifférence morale ? Si la vie domestique est ainsi attaquée des vers à sa base même, qui pourrait s'étonner que l'éducation de famille soit devenue impossible ? Les parents ne voient dans les enfants, aussitôt qu'ils sont en âge de réfléchir, que des témoins incommodes de leurs infidélités réciproques, et n'ont rien de plus pressé que de s'en débarrasser. Ainsi les collèges et les pensions s'enrichissent grâce à l'immoralité des familles (1). »

Comment l'Université s'acquitte-t-elle de la tâche difficile de suppléer à l'éducation paternelle ? « Je crois, dit M. Hahn, qu'elle n'en a compris ni le sérieux ni la grandeur. Dans l'enseignement, nous avons trouvé de fausses méthodes, un faux système à critiquer, mais dans ce système beaucoup de force, une action énergique et puissante ; quant à l'éducation, elle est absolument nulle. L'éducation dans l'Université est une pure discipline. Au premier coup d'œil, tout est parfait ; l'ordre extérieur est irréprochable ; la tenue des élèves, la ponctualité, la régularité des exercices ne laissent rien à désirer ; durant les heures de travail, le silence est maintenu avec rigueur ; durant les heures de récréation, les conversations obscènes, la grossièreté de mœurs sont punies ; aucun symptôme de dépravation

(1) p. 503.

ne se montre. Sous ce rapport, l'Université porte encore aujourd'hui l'empreinte de son origine impériale. Napoléon, qui voulait en toute chose unité, ordre et obéissance, qui visait à ce que la France, comme un vaste camp, ne connût qu'une seule volonté, ne laissa point échapper l'occasion de dresser militairement la jeunesse ; l'idéal de l'instruction publique fut à ses yeux une discipline sévère et presque rude, comme celle du soldat. Dans chaque exercice, il voulut l'exactitude de la caserne et du champ de bataille ; le règlement d'un collège fut celui d'un régiment ; les élèves eurent plutôt des supérieurs que des éducateurs ; ils trouvèrent même parmi leurs camarades des sous-officiers et des caporaux ; partout les règles de la subordination et la prérogative du commandement. Une éducation plus complète, conçue d'après des principes plus élevés, capable de développer les nobles facultés, de réveiller l'indépendance de la pensée et de donner à chacun la conscience de son droit, eût formé une génération comme le despotisme impérial n'en voulait pas. — Jamais la discipline ne remplacera l'éducation véritable : la discipline peut refréner les passions, mais non les diriger en les épurant ; la discipline surtout ne peut entretenir les inclinations vertueuses et les bons principes, qui seuls donnent à la vie morale une base solide, une direction assurée ; elle ne fournit aucun contrepoids contre l'influence secrète des vices contagieux de la haute société. Aussitôt que la contrainte disparaît, aussitôt que le jeune homme jouit de sa liberté, il laisse un libre cours à ses premiers penchants, qui ne sont pas étouffés, et à ses nouvelles passions, auxquelles nulle conviction morale ne met un frein (1). »

« Je ne pense pas, dit ailleurs M. Hahn, que le plus grand nombre des élèves des internats y deviennent profondément immoraux, ni qu'ils en sortent plus corrompus qu'ils ne l'eussent été dans la maison paternelle ; mais il est certain qu'ils n'en rapportent dans le monde aucun principe, aucune conviction qui puisse les mettre en garde contre l'abus de la liberté dont ils vont jouir, et contre la séduction



des vices de la société. Dans un tel système d'éducation publique, la moralité de l'individu n'a plus aucune base ; nous ne devons donc pas nous étonner que les mœurs publiques présentent tous les jours en France un spectacle plus affligeant. Comment l'égoïsme, la cupidité, la frivolité, ne deviendraient-ils pas le levier de toute chose, si aucun mobile plus noble, plus désintéressé, n'est implanté dans l'âme de la jeunesse ? On dit que l'Université s'appuie sur le sentiment de l'honneur, et par là développe un des ressorts les plus puissants qui poussent aux nobles actions ; c'est là une erreur ; l'Université excite et surexcite, il est vrai, l'ambition, qu'elle dirige vers les résultats extérieurs, mais non le véritable honneur, lequel considère la valeur interne et morale des actions en elles-mêmes (1). »

L'injustice et la partialité de ce tableau ne doivent pas nous empêcher de reconnaître ce qu'il y a de vrai dans les principes théoriques de M. Hahn. Ses erreurs ont leur cause dans l'incurable prévention qu'il a conçue contre le caractère français. A l'en croire, l'instruction publique sera nulle parmi nous, tant que nous n'aurons pas adopté la science que l'Allemagne appelle *pédagogique*. Les Allemands se montrent en général très fiers de cette science (2). Au fond, pourtant, il n'y a guère sous ce rapport, entre eux et nous, qu'une seule différence : c'est que nous ne réunissons pas sous un nom commun et technique les excellents écrits que nous possédons sur l'éducation, depuis le *Traité des Études* de Rollin. Il est vrai que, l'enseignement de nos écoles étant assujetti, dans ses moindres détails, à une autorité supérieure, cette science a dû se traduire chez nous en ordonnances et en règlements ; les nombreux arrêtés émanés du ministère de l'Instruction publique composent notre vraie « pédagogie ». On peut dire, si l'on veut, que le problème de l'instruction publique a été posé chez nous dans des conditions où il est insoluble. On ne saurait dire qu'il n'a pas été agité avec suite et persévérance.

L'ouvrage de M. Hahn était achevé et presque entière-

(1) P. 510.

(2) P. 307.

ment imprimé avant la fin du mois de février 1848. Dans une seconde préface, datée d'avril, il exprime sa pensée sur les changements qu'il suppose devoir s'accomplir dans l'enseignement. Mais ne nous flattons pas de le trouver ici plus indulgent. C'est par les défauts qu'il a le plus vivement critiqués, par le principe d'égalité et de centralisation, par la discipline extérieure, par le mécanisme sans âme qu'il trouve l'Université en harmonie avec le nouveau régime, et qu'il veut bien lui accorder quelque chance de vie (1). Évidemment M. Hahn, tandis qu'il a vécu parmi nous, a été sous l'empire d'une antipathie très vive contre notre esprit, et il n'a pas voulu nous comprendre. Il tombe presque dans la niaiserie, à force de répéter que l'on ne connaît en France d'autre mobile que l'intérêt. Hélas ! l'égoïsme est de tous les temps et de tous les pays. Il y a dans cette façon de déclamer contre des maux très réels une sorte d'illusion d'optique fort dangereuse en histoire. Le siècle présent n'apparaît qu'à travers un nuage de poussière soulevé par le tumulte de la vie réelle ; on a peine à distinguer dans ce tourbillon les formes belles et pures de l'idéal. Au contraire, ce nuage des petits intérêts étant tombé, le passé nous apparaît grave, sévère et désintéressé. Ne le voyant que dans ses livres et ses monuments, dans sa pensée en un mot, nous sommes tentés de croire qu'on ne faisait autrefois que penser. Ce n'est pas le fracas de la rue qui passe à la postérité. Quand l'avenir nous verra dégagés du tumulte qui nous étourdit, il nous jugera comme nous jugeons le passé. La race des égoïstes, qui n'ont le sens ni de l'art, ni de la science, ni de la morale, est de tous les temps. Mais ceux-là meurent tout entiers ; ils n'ont pas leur place dans le grand tableau que l'humanité contemple derrière elle : ce sont les flots bruyants qui murmurent sous les roues du pyroscaphe dans sa course, mais se taisent derrière lui.

(1) p. VIII, IX.

## IV

Quatre ans après M. Hahn, un autre Allemand, M. Holzappel (1), a repris le même sujet que lui. L'auteur, placé à la tête d'une des écoles les plus importantes de la Prusse, a fait un séjour assez prolongé parmi nous. Au milieu de l'inconstance qui, en fait d'éducation plus encore qu'en toute autre chose, semble le caractère de la France, un exposé de notre système d'instruction devient bien vite arriéré. Une loi d'instruction publique a chez nous le temps d'éclorre, de vivre et de mourir durant le temps qu'il faut à un Allemand pour s'en former une idée claire. Le système que nous trouvons exposé et apprécié dans le livre de M. Holzappel est l'ancien système, constitué par vingt ans de tâtonnements et par l'effort combiné des hommes les plus éminents de ce siècle, système qui depuis a été profondément modifié. Mais, si les lois se succèdent chez nous avec une rapidité souvent fâcheuse, les habitudes d'esprit ne changent pas. Les idées françaises en fait d'éducation sont les plus arrêtées qu'il y ait. L'Université du XVIII<sup>e</sup> siècle, les jésuites d'autrefois, la nouvelle Université, les maisons ecclésiastiques de nos jours, n'ont au fond qu'un seul et même système, dont on pourrait montrer que les jésuites sont les vrais inventeurs, système fondé sur trois principes essentiels : 1<sup>o</sup> la séparation de l'enfant de sa famille ; 2<sup>o</sup> la constitution de grands internats, où les exercices se font comme dans un régiment ; 3<sup>o</sup> une instruction pseudo-humaniste, ayant pour base une étude toute matérielle des langues anciennes, sans souci du fond des choses, sans critique, sans vraie philo'ogie.

Les jugements de M. Holzappel sur nos principes généraux en fait d'éducation (principes que l'organisation nouvelle est loin d'avoir atténués) ressemblent beaucoup à ceux de

(1) R. Holzappel, *Mitteilungen ueber Erziehung und Unterricht in Frankreich*, Magdebourg, 1853.

M. Hahn. M. Holzapfel ne trouve à signaler que des différences entre notre système et ce qui existe en Allemagne. La plupart des critiques qu'il nous adresse tiennent à la constitution même de notre société, et, si elles s'appliquent à des maux réels, ces maux peuvent être regardés comme à peu près incurables. Ainsi ce qui le blesse par-dessus tout, c'est le manque presque absolu de l'éducation de famille, c'est cette séquestration de l'enfant, cette façon de le tenir loin des influences qui seules peuvent former en lui des habitudes de moralité douce. A la vue des étranges précautions prises contre l'action des parents les plus proches, à la vue de l'empressement avec lequel les parents se débarrassent de l'éducation de leurs enfants, comme d'une besogne embarrassante et difficile, M. Hahn et M. Holzapfel concluent qu'il faut que notre société soit entièrement corrompue et que les liens les plus sacrés y soient détruits sans retour. Le régime des internats, inconnu à l'Allemagne, leur semble plein de graves inconvénients. Qu'eussent-ils dit, s'ils avaient appris qu'il devait un jour être question de rendre ce régime presque obligatoire et de tout réduire à ce qu'ils appellent le régime de la caserne ? Cette organisation militaire, qui donne à nos collèges l'aspect d'un quartier de cavalerie, est ce qui blesse le plus M. Holzapfel. Il ne comprend pas que des caractères élevés et des esprits originaux puissent sortir de cette vulgarité. Il pense, du reste, que tout cela est conforme au caractère de notre nation, et qu'il ne faut pas chercher le développement libre de l'individu dans un pays qui n'a jamais compris que deux choses : commander et obéir.

Quant à nos règlements d'instruction publique, envisagés en eux-mêmes et indépendamment du système qu'ils servent à réaliser, M. Holzapfel leur reproche d'être trop nombreux, trop uniformes, et de ne rien laisser à l'initiative personnelle du professeur. Deux Français qui ont reçu l'enseignement officiel de leur pays, l'un dans l'extrême Nord, l'autre dans l'extrême Sud, se trouvent en face l'un de l'autre comme deux condisciples, et, s'il s'agissait de réciter un morceau, l'un pourrait continuer la phrase que l'autre laisserait interrompue. On se figure en ce pays que

la perfection est atteinte, quand l'administration est en mesure de dire ce que fait, à une heure donnée, le professeur de telle classe à Lille et à Perpignan ; et cela, parce que toujours le régiment a été pris pour idéal. M. Holzapfel n'est pas moins choqué de la suspicion où les règlements semblent tenir les élèves et les professeurs, de cette perpétuelle attention à prévoir des abus dont la seule idée blesse l'imagination, comme si l'on supposait que la pensée des uns et des autres est toujours tournée vers le mal. L'institution des concours et nos moyens d'émulation trouvent aussi en lui un censeur bien rigide. A ses yeux, c'est là une suite de la tendance de l'esprit français à faire prévaloir le mobile de la gloire et de la vanité sur celui de la conscience et du devoir.

On voit que M. Holzapfel est, en général, un juge sévère de nos institutions et de notre caractère national. Mais c'est un esprit éclairé et sans passion. Les hommes sérieux préfèrent les critiques de tels juges, fussent-elles exagérées, aux éloges trompeurs qu'on se décerne à soi-même pour s'aveugler sur ses défauts.



# RÉFLEXIONS SUR L'ÉTAT DES ESPRITS (1) (1849)

## I

UN mot résume l'histoire de la littérature, de la philosophie, de l'art depuis dix-huit mois, et ce mot, c'est la peur. *Le Prophète* était achevé avant 1848, et je ne pense pas que ce soit la Révolution de Février qui ait inspiré les *Confidences* et *Raphaël*. La France, depuis plus d'une année, semble avoir oublié de produire.

Il ne s'agit point là d'un fait accidentel et sans portée. Cet étrange arrêt de la pensée tient aux conditions essentielles du mouvement intellectuel dans les sociétés contemporaines, et forme avec le passé un remarquable contraste. S'il est un lieu commun démenti par les faits, c'est que le temps des révolutions est peu favorable au travail de l'esprit, que la littérature, pour produire des chefs-d'œuvre, a besoin de calme et de loisir, et que les arts méritent l'épithète classique d'« amis de la paix ». L'histoire démontre, au contraire, que le mouvement, la guerre, les alarmes sont le vrai milieu où l'humanité se développe, que le génie ne végète puissamment que sous l'orage, et que les grandes créations de la science et de la poésie sont

(1) *La Liberté de penser*, 15 juillet 1849. (Fragment du ch. XXI, remanié, de *L'Avenir de la Science*.) (N. de l'éd.)

apparues dans des sociétés fort troublées. De tous les siècles, le *xvi<sup>e</sup>* est sans doute celui où l'esprit humain a déployé le plus d'énergie et d'activité en tous sens : c'est le siècle créateur par excellence. La règle lui manque, il est vrai : c'est un taillis épais et luxuriant où l'art n'a point encore dessiné des allées. Mais quelle fécondité ! Quel siècle que celui de Luther et de Raphaël, de Michel-Ange et de l'Arioste, d'Ulrich de Hutten et d'Érasme, de Cardan et de Copernic ! Tout s'y fonde : philologie, mathématiques, astronomie, sciences physiques, philosophie. Eh bien ! ce siècle admirable, où se constitue définitivement l'esprit moderne, est le siècle de la lutte de tous contre tous : luttes religieuses, luttes politiques, luttes littéraires, luttes scientifiques. Cette Italie, qui avançait alors l'Europe dans les voies de la civilisation, était le théâtre de guerres barbares telles que l'avenir, il faut l'espérer, n'en verra plus. Le sac de Rome ne troublait pas le pinceau de Michel-Ange. Orphelin à six ans, sabré par les soldats de Gaston de Foix dans la cathédrale de Brescia, sauvé par sa mère, qui le lécha comme une chienne, Tartaglia crée l'algèbre. Il n'y a que les rhéteurs qui puissent préférer l'œuvre calme et artificielle de l'écrivain à l'œuvre brûlante et vraie qui fut un acte, qui apparut à son jour comme le cri spontané d'une âme héroïque ou passionnée. Dante aurait-il composé au sein d'un studieux loisir ces chants, les plus originaux d'une période de dix siècles ? Les souffrances du poète, ses colères, son exil ne sont-ils pas une moitié du poème ? Ne sent-on pas dans Milton le blessé des luttes politiques ? Chateaubriand aurait-il été ce qu'il est, si le *xix<sup>e</sup>* siècle eût continué tranquillement le *xviii<sup>e</sup>* ?

L'état habituel d'Athènes, c'était la terreur. Jamais les mœurs politiques ne furent plus implacables, jamais la sécurité des personnes ne fut moindre. L'ennemi était toujours à dix lieues ; tous les ans, on le voyait paraître ; tous les ans, il fallait aller guerroyer contre lui. Et à l'intérieur, quelle série interminable de révolutions ! Aujourd'hui exilé, demain vendu comme esclave, ou condamné à boire la ciguë, puis regretté, honoré comme un dieu, exposé tous les jours à se voir traduit à la barre du plus impitoyable tribu-

nal révolutionnaire, l'Athénien, qui, au milieu de cette vie agitée, n'était jamais sûr du lendemain, produisait avec une spontanéité qui nous étonne. Le Parthénon et les Propylées, les créations de Phidias, les dialogues de Platon, les comédies d'Aristophane furent l'œuvre d'une époque fort ressemblante à 93, d'un état politique qui entraînait, proportion gardée, plus de morts violentes que notre première révolution n'en fit à son moment le plus terrible. Où est, dans ces chefs-d'œuvre, la trace de la terreur ? Je ne sais quelle timidité s'est chez nous emparée des esprits. Sitôt que le moindre nuage paraît à l'horizon, chacun se renferme, se flétrit sous la peur : « Que faire en des temps comme ceux-ci ? Il faudrait de la sécurité. On n'a goût à rien produire, quand tout est mis en question. » Mais songez donc que, depuis le commencement du monde, tout est ainsi mis en question, et que, si les grands hommes dont les travaux nous ont faits ce que nous sommes eussent raisonné de la sorte, l'esprit humain serait demeuré stérile.

Ce fatal besoin de repos vient de la longue paix que nous avons traversée, et qui a si profondément influé sur le tour de nos idées. La forte génération qui prit la robe virile en 1815 eut le bonheur d'être bercée au milieu des grands périls, et d'avoir pour exercer sa jeunesse une lutte généreuse. Mais, nous qui avons commencé de sentir en 1830, nous que le sort a fait naître sous les influences de Mercure, le monde nous est apparu comme une machine régulièrement organisée ; la paix nous a semblé l'atmosphère naturelle de l'esprit humain, la lutte ne s'est montrée à nous que sous les mesquines proportions d'une opposition parlementaire. Le moindre orage nous étonne. Conserver timidement ce que nos pères ont fait, voilà tout l'horizon qu'on nous a proposé. Malheur à la génération qui n'a eu sous les yeux qu'une police régulière, qui a conçu la vie comme un repos et l'art comme une jouissance ! Les grandes choses n'apparaissent jamais dans ces tièdes milieux. Il ne faut pas refuser toute valeur aux productions des époques de calme et de régularité. Elles sont fines, sensées, raisonnables, conséquentes avec elles-mêmes ; elles se lisent avec agrément aux heures de loisir ; mais elles n'ont rien de ferme et

d'original, rien qui sente l'humanité militante, rien qui approche des œuvres hardies de ces temps extraordinaires où les éléments de l'humanité en ébullition apparaissent tour à tour à la surface. L'univers ne créa qu'aux périodes primitives et sous le règne du chaos. Les « monstres » ne sauraient naître sous le paisible régime d'équilibre qui a succédé aux tempêtes des premiers âges.

Il faut être juste : jamais on n'a vécu plus à l'aise que de 1830 à 1848. Peut-on dire cependant que, pendant cette période, l'humanité se soit enrichie de beaucoup d'idées nouvelles, que la moralité, l'intelligence, la vraie religion, aient fait de sensibles progrès ? Une civilisation régulière, en traçant à l'existence un chemin trop étroit, et en imposant à la liberté individuelle de continuelles entraves, ne nuit pas moins à la spontanéité que le régime de l'arbitraire. « Cette liberté formaliste, dit M. Villemain, fait naître plus de tracasseries que de grandes luttes, plus d'intrigues que de grandes passions. » Certainement, les libertés publiques sont maintenant mieux garanties qu'à l'époque où naquit le christianisme ; et pourtant une grande idée trouverait de nos jours pour se répandre plus d'obstacle que n'en rencontra le christianisme à ses débuts. Si Jésus paraissait de nos jours, on le traduirait en police correctionnelle ; ce qui est pis que d'être crucifié. On se figure trop facilement que la liberté est favorable au développement d'idées vraiment originales. Comme on a découvert que dans le passé tout système nouveau est né sans autorisation et a grandi hors la loi, jusqu'au jour où, prenant sa revanche, il est à son tour devenu loi, on a pu croire qu'en reconnaissant et légalisant le droit des idées nouvelles à se produire, les choses en iraient beaucoup mieux. C'est le contraire qui est arrivé. Jamais on n'a pensé avec moins d'originalité que depuis qu'on a été libre de le faire. L'idée vraie ne demande pas de permission ; elle se soucie peu que son droit soit ou non reconnu. Le christianisme n'a pas eu besoin de la liberté de la presse ni de la liberté de réunion pour conquérir le monde.

Une liberté reconnue légalement doit être réglée. Or, une liberté réglée constitue une chaîne plus étroite que



l'absence de loi. En Judée, sous Ponce-Pilate, le droit de réunion n'était écrit nulle part et on n'en était que plus libre de se réunir ; car, par là même que ce droit n'était pas écrit, il n'était pas limité. Mieux vaut, je le répète, pour la grande originalité, l'arbitraire et les inconvénients qu'il entraîne que l'inextricable toile d'araignée où nous enserrent des milliers d'articles de lois, arsenal qui fournit des armes à toute fin. Nos garanties ne profitent réellement qu'à la petite originalité, si fatale en ce qu'elle déprécie la grande ; elles servent très peu le progrès véritable de l'esprit humain. Nous usons nos forces à défendre des libertés abstraites, sans songer que la liberté est un moyen, qu'elle a du prix si elle facilite l'avènement des idées vraies, mais seulement alors. Nous tenons à pouvoir produire ce qui est en nous, et de fait nous ne produisons rien. Nous voulons être libres de penser, et de fait on a pensé plus librement et plus hardiment il y a un demi-siècle à la cour de Weimar, sous un gouvernement absolu, qu'on ne le fait dans notre pays, après tant de combats livrés pour la liberté. Goethe, l'ami d'un grand-duc, aurait pu se voir en France poursuivi devant les tribunaux. Occupons-nous donc un peu plus de penser, et un peu moins d'avoir le droit d'exprimer notre pensée. L'homme qui a raison est toujours assez libre. D'ordinaire, ceux qui se plaignent le plus des entraves apportées à la pensée ne sont pas tant des gens possédés par le vrai et souffrant de ne pouvoir le divulguer, que des gens qui n'auraient rien à dire s'ils étaient autorisés à tout dire. Les novateurs à qui l'avenir a donné raison ont pu être persécutés ; mais la persécution n'a pas retardé d'une année peut-être le triomphe de leurs idées, et leur a plus servi que n'eût fait un avènement immédiat.

Sans doute nous devons soigneusement maintenir les libertés que nos pères ont conquises par tant d'efforts ; mais il importe bien plus encore de se convaincre que ce n'est là qu'une condition, avantageuse si l'on a de fortes études, funeste si l'on n'en a pas. Car à quoi sert-il d'être libre de se réunir, si on n'a pas de bonnes choses à se communiquer ? A quoi sert-il d'être libre de parler et d'écrire, si l'on n'a rien de vrai et de neuf à dire ?



Ce n'est donc ni le bien-être ni même la liberté qui contribuent beaucoup à l'énergie du développement intellectuel ; c'est le spectacle des grandes choses, c'est l'activité universelle, c'est la passion développée par le combat. Le travail de l'esprit ne serait sérieusement menacé que le jour où l'humanité serait trop à l'aise. Grâce à Dieu, nous n'avons pas à craindre que ce jour soit près de nous !

Un journal sommait, il y a quelques semaines, l'Assemblée nationale de proclamer le « droit au repos » ; ingénieuse image dont le sens n'échappait à personne. Certes, s'il ne fallait voir dans la vie que le plaisir, on devrait maudire l'agitation de la pensée, et traiter de pervers ceux qui viennent, pour satisfaire leur inquiétude, troubler le doux sommeil des autres. Mais, s'il en était ainsi, si le bien-être était réellement la fin de l'humanité, Fourier et Cabet auraient raison. Il est horrible qu'un homme soit sacrifié à la jouissance d'un autre homme. L'inégalité n'est concevable et juste qu'aux yeux de celui qui prête à la société une signification morale. S'il ne s'agissait que de jouir, mieux vaudrait pour tous le brouet noir que pour un petit nombre les délices, pour le grand nombre la faim. En vérité, serait-ce la peine de sacrifier sa vie et son bonheur au bien d'autrui, si tout se bornait à procurer de fades jouissances à quelques niais, qui se sont mis eux-mêmes par leur égoïsme au ban de l'humanité ? Et qu'importe, à la fin de cette triste et courte vie, d'avoir pu être cité comme un exemple de félicité extérieure ? Ce qui importe, c'est d'avoir beaucoup pensé et beaucoup aimé, c'est d'avoir levé un œil ferme sur toute chose, c'est de pouvoir dire à sa dernière heure : « J'ai beaucoup vécu. » J'aime mieux un yogui, j'aime mieux un mouni de l'Inde, j'aime mieux Siméon Stylite mangé des vers sur sa colonne, que ces pâles existences que n'a jamais traversées le rayon de l'idéal, qui depuis leur premier jusqu'à leur dernier moment se sont déroulées jour par jour comme les feuillets d'un livre de comptoir.

Le but de l'humanité n'est pas le bonheur ; c'est la perfection intellectuelle et morale. Il s'agit bien de se reposer, grand Dieu ! quand on a l'infini à parcourir et le parfait à

atteindre ! L'humanité ne se reposera que dans le parfait. Il serait trop étrange que des hommes, intéressés par des considérations de bourse ou de boutique, arrêtaient le mouvement de l'esprit, le vrai mouvement religieux. L'état le plus dangereux pour l'humanité serait celui où la majorité, se trouvant à l'aise et ne voulant pas être dérangée, maintiendrait son repos aux dépens des penseurs et d'une minorité. Ce jour-là, il n'y aurait plus de salut que dans les barbares. Le barbare, en effet, représentant quelque chose d'inassouvi, est l'éternel trouble-fête des siècles satisfaits. Or, les barbares ne font jamais défaut. Quand ceux du dehors sont épuisés, il y a ceux du dedans.

Ce sera donc bien vainement que nos aînés, devenus sages, nous prieront de ne plus penser et de nous tenir immobiles, de peur de déranger le frêle abri sous lequel ils reposent. Nous réclamons pour nous la liberté qu'ils ont prise pour eux. Nous les laisserons se convertir, et nous en appellerons de Voltaire malade à Voltaire en santé.

Réfléchissez donc un instant à ce que vous voulez faire, et songez que c'est la chose impossible par excellence, celle que, depuis l'origine des sociétés, les conservateurs ont tentée sans y réussir : arrêter l'esprit humain, assoupir l'activité intellectuelle, persuader à la jeunesse que toute pensée est dangereuse et tourne à mal. Vous avez pensé librement, nous penserons de même ; ces grands hommes du passé que vous avez appris à admirer, ces illustres promoteurs de la pensée que vous répudiez aujourd'hui, nous les admirons comme vous. Nous vous rappellerons vos leçons, nous vous défendrons contre vous-mêmes. Vous êtes vieux et malades ; mais nous, vos élèves en libéralisme, nous, jeunes et pleins de vie, nous à qui appartient l'avenir, pourquoi accepterions-nous la communauté de vos terreurs ? Comment voulez-vous qu'une génération naissante se condamne à sécher de dépit et de frayeur ? L'espérance est de notre âge, et nous aimons mieux succomber dans la lutte que mourir de froid ou de peur.

« Pour faire croire le peuple, avez-vous dit, il faut que nous croyions. » — De tous les partis, c'est ici le plus chi-

mérique. N'est pas orthodoxe qui veut. Vous croirez au moment du danger, ou plutôt vous chercherez à croire. Au premier beau soleil, vous redeviendrez incrédules. Oh ! les étranges chrétiens que les chrétiens de la peur !

Il y a, je le sais, dans l'homme des instincts de faiblesse, d'humilité, de mollesse, qui se réveillent surtout aux mauvais jours, et qui souffrent de cette mâle tenue du rationalisme, laquelle ressemble parfois à une sorte de roideur. Il est certaines âmes d'une nature fort délicate, qu'il sera à jamais impossible de plier au sévère régime, à l'austère discipline de la philosophie. Les grandes calamités, en humiliant la raison, en émoussant la pointe des vives facultés, inspirent à l'humanité, comme les maladies à l'individu, un certain besoin de soumission, d'abaissement, d'humiliation. Il passe un vent tiède et humide qui détend toute rigidité, rend lâche ce qui tenait ferme. On est presque tenté de se frapper la poitrine pour l'audace que l'on a eue en bonne santé ; les ressorts perdent leur élasticité ; les instincts généreux et forts s'affaiblissent ; on éprouve je ne sais quelle molle velléité de tomber à genoux. Si les fléaux du moyen âge revenaient, les monastères se repeupleraient, les superstitions du moyen âge reviendraient. La superstition sera toujours en raison inverse de la vigueur de l'esprit et de la culture intellectuelle. Elle est là derrière l'humanité, attendant ses moments de défaillance pour la recevoir dans ses bras, et prétendre ensuite que l'humanité s'est donnée à elle. Pour nous, nous ne plierons pas ; nous tiendrons ferme comme Ajax contre les dieux ; s'ils prétendent nous faire fléchir en nous frappant, ils se trompent. Honte aux timides qui ont peur ! honte surtout à ceux qui exploitent nos misères et attendent pour nous vaincre que le malheur nous ait déjà à moitié vaincus !

Il est triste pour l'homme d'intelligence de traverser ces moments d'affaissement, de voir les choses saintes raillées par les profanes, et de subir le rire insultant de la frivolité triomphante. Mais n'importe : le philosophe tient le dépôt sacré, il porte l'avenir, il est homme dans le grand et large sens. Il le sait, et de là ses joies et ses tristesses : ses tristesses, car, pénétré de l'amour du parfait, il souffre que

tant de consciences y demeurent à jamais fermées ; ses joies, car il sait que les ressorts de l'humanité ne s'usent pas, que, pour être assoupies, les puissances de l'âme humaine ne sont pas éteintes, et qu'un jour elles se réveilleront pour étonner de leur fière originalité, de leur indomptable énergie, et leurs timides apologistes et leurs insolents contempteurs.

Notre première colère est sans doute pour la brutale inintelligence qui a causé tous nos maux et qui, par ses excès, ou plutôt par ses menaces, a rendu suspecte toute pensée libérale. Mais que ceux qui, escomptant par avance nos malheurs, fondent leur espoir sur la fatigue et la dépression intellectuelle qu'amènent les grandes souffrances, ne s'imaginent pas que la génération qui entre dans la vie de la pensée est à eux ! Nous saurons maintenir l'esprit moderne et contre ceux qui veulent ramener le moyen âge, et contre ceux qui prétendent substituer à notre civilisation vivante et multiple je ne sais quelle société architecturale et pétrifiée, comme celle du siècle où l'on bâtit les pyramides.

Si la philosophie, si la science, si l'art, si la littérature n'étaient qu'un agréable passe-temps, un jeu pour les oisifs, un ornement de luxe, une fantaisie d'amateur, « la moins vaine des vanités » en un mot, il y aurait des jours où le savant devrait dire avec le poète :

Honte à qui peut chanter pendant que Rome brûle !

Mais si le travail de la pensée est la chose la plus sérieuse qu'il y ait, si les destinées de l'humanité et la perfection de l'individu y sont attachées, ce travail a, comme les choses religieuses, une valeur de tous les jours et de tous les instants. Ne donner à l'étude et à la culture intellectuelle que les moments de calme et de loisir, c'est faire injure à l'esprit humain, c'est supposer qu'il y a quelque chose de plus sérieux que la recherche de la vérité. Or, s'il en était ainsi, si la philosophie ne constituait qu'un intérêt de second ordre, l'homme qui a voué sa vie au parfait, qui veut pouvoir dire à ses derniers instants : « J'ai accompli ma fin », devrait-il y consacrer une heure, quand il saurait que des devoirs plus élevés le réclament ?



Que les révolutions et les craintes de l'avenir soient un écueil pour la littérature frivole et pour la science qui ne s'est jamais interrogée sur ce qu'elle veut et ce qu'elle vaut, cela se conçoit. Il y a des jours où s'amuser est un crime ou tout au moins une impossibilité. La niaise littérature des coteries et des salons, la science des curieux et des amateurs est bien dépréciée par les terribles spectacles des guerres et des révolutions ; le roman-feuilleton perd beaucoup de son intérêt au bas des colonnes d'un journal qui offre le récit des combats de chaque jour ; l'amateur doit craindre de voir ses collections emportées ou dérangées par le vent de l'orage. Pour prendre goût à ces paisibles jouissances, il faut n'avoir rien à faire ni rien à craindre. Quant à la pensée philosophique, elle n'est jamais plus libre qu'aux grands jours de l'histoire. Ce qui est bon est toujours bon, et si, pour cultiver la science et l'art, nous attendons le calme, nous attendrons longtemps peut-être. Si nos pères eussent ainsi raisonné, ils se fussent croisés les bras, et nous ne jouirions pas de leur héritage. Qu'importe après tout que la journée de demain soit sûre ou incertaine ? qu'importe que l'avenir nous appartienne ou ne nous appartienne pas ? La vérité est-elle moins belle, et Dieu est-il moins grand ? Le monde croulerait, qu'il faudrait philosopher encore, et j'ai la confiance que, si jamais notre planète est victime d'un cataclysme, à ce moment redoutable, il se trouvera des hommes qui, au milieu du bouleversement et du chaos, auront une pensée désintéressée, scientifique, et qui, oubliant leur mort prochaine, discuteront le phénomène, pour en tirer des conséquences sur le système général de l'univers.

## II

Tout le secret de la situation intellectuelle du temps où nous vivons est dans cette fatale vérité : le travail intellectuel a été abaissé au rang des jouissances. Le jour des



luttres sérieuses étant venu, les jouissances se sont trouvées insignifiantes et fades. La faute n'est donc pas aux événements, qui auraient dû plutôt contribuer à exciter la pensée ; elle est tout entière à la décadence générale amenée par l'amour du repos, à ce honteux culte du plaisir, dont les folies communistes ne sont que la dernière conséquence. Car, je le répète, si le but de la vie était de jouir, il ne faudrait pas trouver mauvais que chacun réclamât sa part ; en une telle hypothèse, toute jouissance qu'on se procurerait aux dépens des autres serait bien réellement une injustice et un vol.

La science, l'art, la philosophie n'ont de valeur qu'en tant qu'ils sont choses religieuses, c'est-à-dire en tant qu'ils fournissent à l'homme le pain spirituel, que les religions lui fournissaient autrefois et qu'elles ne peuvent plus lui donner. « Une seule chose est nécessaire. » Il faut admettre ce précepte du grand maître de la morale comme le principe de toute noble vie, comme la règle expressive, quoique dangereuse en sa brièveté, des devoirs de la nature humaine. Le premier pas de celui qui veut se donner à la sagesse, comme disait la respectable antiquité, est de faire deux parts dans la vie : l'une vulgaire et n'ayant rien de sacré, se résumant en des besoins et des jouissances d'un ordre inférieur ; l'autre, que l'on peut appeler idéale, céleste, divine, désintéressée, absorbée dans le culte des formes pures de la vérité, de la beauté, de la bonté morale, ou (pour prendre l'expression la plus large et la plus consacrée par les respects du passé) de Dieu lui-même, touché, perçu, senti sous ses mille formes par l'intelligence de tout ce qui est vrai et l'amour de tout ce qui est beau. Le saint est celui qui consacre sa vie à ce grand idéal et déclare tout le reste inutile.

Oui, il y a dans le culte pur des facultés humaines et des objets divins qu'elles atteignent une religion tout aussi suave, tout aussi riche en délices que les cultes les plus vénérables. J'ai goûté dans mon enfance et dans ma première jeunesse les plus douces joies du croyant, et, je le dis du fond de mon âme, ces joies n'étaient rien, comparées à celles que j'ai senties dans la pure contemplation du

beau et la recherche passionnée du vrai. Je souhaite à tous mes frères restés dans l'orthodoxie une paix comparable à celle où je vis depuis que ma lutte a pris fin, et que la tempête apaisée m'a laissé au milieu de ce grand océan pacifique, mer sans vagues et sans rivages, où l'on n'a d'autre étoile que la raison, ni d'autre boussole que son cœur.

L'ascétisme chrétien n'avait pas tort en déclarant que les choses religieuses ont seules une valeur idéale, et que tout le reste est vanité. Mais, en proclamant cette grande simplification de la vie, il entendit d'une façon si étroite la seule chose nécessaire, que son principe devint avec le temps, pour l'esprit humain, une chaîne intolérable. Non seulement les pères de la vie spirituelle négligèrent totalement le vrai et le beau (la philosophie, la science, la poésie étaient à leurs yeux des vanités) ; mais, en s'attachant exclusivement au bien, ils le conçurent sous la forme la plus mesquine : le bien fut pour eux l'exécution de la volonté d'un être supérieur, une sorte de sujétion humiliante pour la dignité humaine ; or, la poursuite du bien moral n'est pas plus une obéissance à des lois imposées que la recherche du beau dans une œuvre d'art n'est l'observation de certaines règles. Ainsi la nature humaine se trouva mutilée dans sa portion la plus élevée. Parmi les choses intellectuelles, qui sont toutes également saintes, on distingua du sacré et du profane. Le profane, grâce aux instincts de la nature, plus forts que les principes d'un ascétisme artificiel, ne fut pas entièrement banni ; on le toléra quoique vanité : mais, si on eût été conséquent, on l'eût banni sans pitié ; c'était une faiblesse à laquelle les parfaits renonçaient. Fatale distinction, qui a empoisonné l'existence de tant d'âmes belles et libres, nées pour savourer l'idéal dans toute son infinité, et dont la vie s'est écoulée triste et oppressée sous l'étreinte de l'étau fatal ! Que de luttes elle m'a coûtées ! La première victoire philosophique de ma jeunesse fut de proclamer du fond de ma conscience : « Tout ce qui est de l'âme est sacré. »

L'infériorité de la société contemporaine vient de ce que la culture intellectuelle n'y est point entendue comme une chose religieuse, de ce que la poésie, la science, la littérature

y sont envisagées comme des arts de luxe, qui ne s'adressent guère qu'aux classes privilégiées de la fortune. L'art grec produisait pour la patrie ; l'art au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle produisait pour le roi, ce qui était en un sens produire pour la nation. L'art de nos jours ne produit guère que sur la commande des individus. La Grèce tirait de son sein des poèmes, des temples, des statues, pour épuiser sa propre fécondité et satisfaire à un besoin de la nature humaine. Chez nous, on accorde à l'art quelques subventions péniblement marchandées, non par le besoin qu'on éprouve de voir la pensée nationale traduite en grandes œuvres, non par l'impulsion intime qui porte l'homme à réaliser la beauté, mais par une vue réfléchie, parce qu'on reconnaît, sans savoir trop pourquoi, que l'art doit avoir sa place, et qu'on ne veut pas rester en arrière du passé (1). Or, réfléchissez aux conséquences de ce déplorable régime qui soumet l'art, et plus ou moins la littérature et la poésie, au goût des individus. Dans l'ordre des productions de l'esprit, bien moins que dans l'ordre industriel, et cependant pour une grande part, la production se règle sur une demande expresse ou supposée de l'acheteur, et, par la force des choses, il arrive que c'est ou la richesse ou le grand nombre qui fait la demande. Celui donc qui est obligé de vivre de la production intellectuelle doit songer avant tout à deviner la demande du riche ou du grand nombre pour s'y conformer. Or, que demande le riche, que demande le grand nombre, en fait de productions intellectuelles ? Est-ce de la littérature sérieuse ? est-ce de la haute philosophie ? Dans l'art, sont-ce des productions pures et sévères, de belles créations morales ? Nullement. C'est de la littérature amusante ; ce sont des feuilletons, des romans, des pièces spirituelles (2). Ainsi, le riche et la foule réglant plus ou

(1) Une des raisons que l'on faisait valoir tout récemment en faveur du projet pour l'achèvement du Louvre, c'est qu'il y aurait là un « moyen d'occuper les artistes ». Est-ce que Périclès fit valoir ce motif aux Athéniens, quand il s'agit de bâtir les Propylées ? (1849).

(2) Le progrès des temps a montré que cette dernière qualité était même inutile. La sottise, la plaisanterie nauséabonde, l'ignoble platitude sont devenues les conditions du succès bourgeois et provincial. Mais une distinction est nécessaire dans ce mot « le goût du grand nom-

moins la production littéraire et artistique par leur goût suffisamment connu, et ce goût étant souvent porté (il y a de nobles exceptions) vers la littérature frivole et l'art indigne de ce nom, il devait fatalement arriver qu'un tel état de choses avilît la littérature, l'art et la science. Le goût du riche et du badaud, en effet, faisant le prix des choses, un jockey, une danseuse qui correspondent à ce goût sont des personnages de plus de valeur que le savant ou le philosophe, dont les œuvres sont peu demandées. Voilà pourquoi un fabricant de romans-feuilletons peut faire une brillante fortune et arriver à ce qu'on appelle une position dans le monde, tandis qu'un savant sérieux, eût-il d'aussi beaux travaux que Bopp ou M. Eugène Burnouf, ne pourrait en aucune manière vivre du produit vénal de ses œuvres.

La poésie, la philosophie, la littérature n'étaient pas, dans les beaux siècles de l'antiquité, des professions exclusives, comme cela a eu lieu dans notre société moderne. On était philosophe ou poète, comme on est honnête homme, dans toutes les positions de la vie. Nul intérêt pratique, nulle institution officielle n'était nécessaire pour exciter le zèle de la recherche ou la production poétique. La curiosité spontanée, l'instinct des belles choses y suffisaient. Ammonius Saccas, le fondateur de la plus abstraite des écoles philosophiques de l'antiquité, était un portefaix. Imaginez un fort de la halle créant chez nous un ordre de spéculation analogue à la philosophie de Schelling ou de Hegel ! Quand je pense à ce noble peuple d'Athènes, où tous sentaient et vivaient de la vie de la nation, à ce peuple qui applaudissait les pièces de Sophocle et critiquait Isocrate, à cette ville où les femmes disaient : « C'est là ce Démosthène ! » où une marchande d'herbes reconnaissait Théophraste pour étranger, où tous avaient fait leur éducation au même gymnase et dans les mêmes chants, où tous savaient et comprenaient Homère ; je ne puis m'empêcher de concevoir quelque humeur contre notre société si profondément divisée en hommes cultivés et en barbares. Là,

bre ». Je suis persuadé que, si les ouvriers des villes étaient libres de se créer une littérature, ils la créeraient forte et saine (1867).



tous avaient leur place au soleil de l'intelligence, tous avaient part aux mêmes trophées, tous avaient contemplé la même Minerve et le même Jupiter. Que sont pour notre peuple Racine, Bossuet, Buffon ? que lui disent les héros de Nordlingen et de Fontenoi (1) ? Le peuple est chez nous déshérité de la vie intellectuelle ; il n'y a pas pour lui de littérature. Immense malheur pour le peuple ! malheur plus grand encore pour la littérature !

Le travail intellectuel n'a toute sa valeur que quand il résulte spontanément du besoin de la nature humaine, exprimé par ce mot : « L'homme ne vit pas seulement de pain. » Le grand sens scientifique et religieux ne renaîtra que quand on reviendra à une conception de la vie aussi vraie, aussi peu mêlée de factice que celle du voyageur seul au milieu des forêts de l'Amérique, ou que celle du brahmane trouvant qu'il a vécu ce qu'il devait, et se disposant au grand départ, c'est-à-dire à mourir sur les sommets de l'Himalaya. Qui n'a éprouvé de ces moments de solitude intérieure, durant lesquels l'âme, descendant de couche en couche et cherchant à se joindre elle-même, perce les unes après les autres toutes les surfaces superposées, jusqu'à ce qu'elle arrive à la région silencieuse où toute convention expire, où l'on est en face de soi-même sans fiction ni artifice ? Ces moments sont rares et fugitifs ; habituellement nous vivons en face d'une tierce personne, qui empêche l'effrayant contact du moi contre lui-même. La franchise de la vie n'existe qu'à la condition de déchirer ce voile et de poser incessamment sur le fond vrai de notre nature pour y écouter les instincts désintéressés, qui nous portent à savoir, à adorer, à aimer.

(1) C'est un des bienfaits de l'Empire d'avoir donné au peuple des souvenirs héroïques et un nom facile à comprendre et à idolâtrer. Napoléon, si franchement adopté par l'imagination populaire, offrant un grand sujet d'enthousiasme national, aura puissamment contribué à l'exaltation intellectuelle des classes ignorantes, et est devenu pour elles ce qu'Homère était pour la Grèce, l'initiateur des grandes choses, celui qui fait ressaillir la fibre et étinceler l'œil (1849).



## III

Plût à Dieu que toutes les âmes vives et pures fussent persuadées que la question de l'avenir de l'humanité est tout entière une question de doctrine, et que la seule philosophie, c'est-à-dire la recherche rationnelle, est compétente pour la résoudre ! La révolution réellement efficace, celle qui donnera la forme à l'avenir, ne sera pas une révolution politique, ce sera une révolution religieuse et morale. La politique a fourni tout ce qu'elle pouvait fournir ; c'est désormais un champ aride, épuisé, une lutte de passions et d'intrigues, fort indifférentes à l'humanité, intéressantes seulement pour ceux qui s'y mêlent.

Il y a des siècles où tout devient politique : ainsi, par exemple, à la limite du moyen âge et des temps modernes, de Philippe le Bel, de Louis XI, les docteurs et les penseurs étaient peu de chose, ou n'avaient de valeur réelle que s'ils servaient la politique. Il en fut de même au commencement de notre siècle. La politique alors mena le train du monde ; les gens d'esprit qui aspiraient à autre chose qu'à charmer leurs contemporains devaient se faire hommes d'État, pour exercer sur le temps une légitime part d'influence. Ce n'est pas une blâmable ambition qui a entraîné dans ce tourbillon les hommes les plus intelligents de la première moitié de notre siècle ; ces hommes ont fait ce qu'ils devaient faire pour servir leurs contemporains. Mais l'état de choses qu'ils représentaient touche à son terme ; le rôle principal va de plus en plus, ce me semble, passer aux hommes de la pensée (1). A côté des siècles où la politique a occupé la première place dans le mouvement de l'humanité, il en est d'autres où elle s'est vue acculée dans le petit

(1) Je laisse subsister cette naïve prophétie, qui semble au premier coup d'œil s'être bien peu réalisée. Mais je parle ici d'influence historique réelle, non de rôles officiels. Peut-être, dans cent ans, quand on fera l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle, découvrira-t-on, de 1848 à 1857, des hommes qui eurent plus d'importance que M. Rouher (1857).

monde de l'intrigue, et où le grand intérêt s'est porté sur les hommes de l'esprit. Par exemple, au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui a tenu en ses mains les grandes affaires de l'humanité ? C'est Voltaire, c'est Rousseau, c'est Montesquieu, c'est toute une grande école de penseurs qui s'empare puissamment du siècle, le façonne et crée l'avenir. Que sont la guerre de la succession d'Autriche, la Guerre de sept ans, le Pacte de famille, comparés comme événements au *Contrat social* ou à l'*Esprit des Lois* ? Les affaires étaient entre les mains d'un roi incapable, de courtisans sans vues ni portée. Les vrais personnages historiques du temps sont des écrivains, des philosophes, des hommes d'esprit ou de génie. Et ces penseurs cherchent-ils à s'occuper des affaires d'État, comme le fera la première génération du XIX<sup>e</sup> siècle ? Nullement ; ils restent écrivains, philosophes, moralistes, et c'est comme tels qu'ils agissent sur le monde. J'imagine de même que ceux qui nous rendront la grande originalité seront non pas des politiques, mais des penseurs. Ils grandiront en dehors du monde officiel, ne songeant même pas à lui faire opposition, le laissant mourir dans son cercle épuisé (1).

Dans les maigres pâturages des îles de Bretagne, chaque brebis du troupeau, attachée à un pieu, ne peut brouter une herbe rare que dans l'étroit rayon de la corde qui la retient. Telle me paraît la condition actuelle de la politique ; elle a usé les ressources qu'elle possède pour résoudre le problème de l'humanité. La morale, la philosophie, la vraie religion ne sont pas à sa portée ; elle tourne dans une fatale impuissance. Si le salut du siècle présent devait venir de l'habileté, espérons-nous trouver des hommes plus habiles que M. Guizot, que M. Thiers ? Qui ne hausserait les épaules en voyant la naïve inexpérience de médiocres débutants qui prétendent du premier coup mieux faire que de tels hommes ? Non, on ne les dépassera pas en faisant comme eux ; on les dépassera en faisant autrement qu'eux.

(1) « Aucuns voyants la place du gouvernement politique saisie par des hommes incapables, s'en sont reculés. Et celui qui demanda à Cratès jusques à quand il faudroit philosopher, en receut cette réponse : « Jusques à tant que cene soient plus des asniers qui conduisent nos armées. » (Montaigne, liv. I, ch. 24.)

Si de tels hommes ont été frappés d'incapacité, est-ce leur faute ? ou ne serait-ce plutôt qu'aucune habileté n'est égale à la situation ?

Prenons encore pour exemple les trois premiers siècles de l'ère chrétienne. Où se passaient alors les grandes choses ? où se fondait l'avenir ? quels étaient les noms désignés au respect des générations futures ? Était-ce Tibère et Séjan, était-ce Galba, Othon, Vitellius, qui occupaient vraiment le centre de l'humanité, comme on le croyait sans doute de leur temps ? Le centre du monde, c'était le coin de terre le plus méprisé de l'Orient. Les grands hommes marqués pour l'apothéose étaient des croyants enthousiastes fort étrangers aux secrets de la grande politique. Cinq siècles plus tard, on ne nommera entre les hommes illustres de ces siècles que Pierre, Paul, Jean, Matthieu, pauvres gens qui, assurément, faisaient peu figure. Qu'aurait dit Tacite, si on lui eût annoncé que tous les personnages de ses histoires seraient un jour complètement effacés devant les chefs de ces « chrétiens » dont il parle avec tant de mépris ; que le nom d'Auguste ne serait sauvé de l'oubli que parce qu'en tête des fastes de l'année chrétienne, on lirait : *Imperante Caesare Augusto, Christus natus est in Bethlehem Juda* ; qu'on ne se souviendrait de Néron que parce que sous son règne souffrirent Pierre et Paul, maîtres futurs de Rome ; que le nom de Trajan se retrouverait encore dans quelques légendes, non pour avoir vaincu les Daces et poussé jusqu'au Tigre les limites de l'empire, mais parce qu'un crédule évêque de Rome du <sup>vi</sup>e siècle eut un jour la fantaisie de prier pour lui ? Voilà donc un immense développement, sourdement préparé durant trois siècles en dehors de la politique, grandissant parallèlement à la société officielle, persécuté par elle, et qui, un certain jour, étouffe la politique, ou plutôt se trouve vivant et fort, quand le monde officiel se meurt d'épuisement. Si saint Ambroise fût resté gouverneur de Ligurie, en supposant même qu'il eût eu de l'avancement, et fût devenu, comme son père, préfet des Gaules, il serait maintenant oublié. Il a bien mieux fait de devenir évêque. Dites donc encore qu'il n'y a moyen de servir l'humanité qu'en se jetant dans la mêlée. Je dis, moi,

au contraire, que celui qui embrasse de toute âme cet humiliant labeur prouve par là même qu'il n'est pas appelé à la grande œuvre. Qu'est-ce que la politique de nos jours ? Une agitation sans principe et sans loi, un combat d'ambitions rivales, des mines et contre-mines d'intrigues, un vaste théâtre de cabales, de luttes toutes personnelles. Que faut-il pour y réussir, pour être « possible », comme on dit maintenant ? Une vive originalité ? une pensée ardente et forte ? une conviction impétueuse ? Ce sont là d'invincibles obstacles au succès. Il faut ne pas penser ou ne pas dire sa pensée ; il faut s'enfermer dans un système de conventions et de mensonges officiels. Et vous croyez que c'est de là que sortira ce dont nous avons besoin, une sève originale, un renouvellement du patriotisme, une croyance capable de passionner de nouveau l'humanité ? Autant vaudrait espérer que le scepticisme engendrera la foi, et qu'une religion nouvelle sortira des bureaux d'un ministère ou des couloirs d'une assemblée. Ce qu'il faut à l'humanité, c'est une morale et une foi ; c'est des profondeurs de la nature humaine que cette foi doit sortir, et non des chemins battus et inféconds du monde officiel.

M. de Chateaubriand a, je crois, soutenu quelque part que l'entrée des hommes de lettres dans la politique active marque l'affaiblissement de l'esprit politique chez une nation. Il est plus vrai de dire que cela prouve un affaiblissement de l'esprit philosophique : cela prouve que l'on ne comprend plus la valeur et la dignité de l'intelligence ; cela prouve que le règne a passé de l'esprit et de la doctrine à l'intrigue et à la petite activité. Il en est ainsi de notre temps. Mais le flot toujours montant des questions sociales forcera la politique d'avouer son impuissance. Alors on comprendra que la grande révolution viendra, non des hommes d'action, mais des hommes de pensée et de sentiment, et toutes les âmes élevées, abandonnant la terre aux esprits inquiets, tenant pour choses indifférentes les formes de gouvernement, les noms des gouvernements et leurs actes, se réfugieront sur les hauteurs de la nature humaine, et, brûlant de l'enthousiasme du beau et du vrai, créeront cette force nouvelle, qui renversera les frêles abris de la



politique, et deviendra à son tour la loi de l'humanité.

Qui opérera ces merveilles ? La philosophie, la science, l'action combinée de toutes les facultés humaines. Le temps des sectes est passé. On ne se convertit pas de la finesse au béotisme ; n'aurait-on été raisonnable qu'une heure, on se rappelle toujours cette heure. Pour qu'une secte religieuse fût désormais possible, il faudrait un large fossé d'oubli, comme celui qui fut creusé par l'invasion barbare, où vinssent s'abîmer tous les souvenirs du monde moderne. Conservez une bibliothèque, une école, un monument tant soit peu significatif, vous conservez la critique, ou du moins le souvenir d'un âge critique. Or, je le répète, il n'y a qu'un moyen de guérir de la critique comme du scepticisme, c'est d'oublier son passé et de commencer la vie sur un autre pied. Voilà pourquoi toutes les sectes religieuses qui ont essayé, depuis un demi-siècle, de s'établir en Europe sont venues se briser contre une sorte de ridicule. Notre temps est si peu religieux qu'il n'a pas même pu enfanter une hérésie (1). Tenter une innovation religieuse, c'est faire acte de croyant, et c'est parce que tout le monde désespère de voir renaître la foi, qu'il devient de mauvais goût de rien changer au *statu quo* en religion. La France est le pays du monde le plus orthodoxe, car c'est le pays du monde le moins religieux. Si la France avait davantage le sentiment religieux, elle fût devenue protestante comme l'Allemagne. Mais, n'entendant absolument rien en théologie, et sentant pourtant le besoin d'une croyance, elle trouve commode de garder le système qu'elle rencontre sous sa main, sans se soucier de le perfectionner ; car tenter de le perfectionner, ce serait le prendre au sérieux, ce serait faire acte de théologie ; or, il est de bon ton parmi nous de déclarer qu'on ne s'occupe pas de ces sortes de choses. L'indifférence et l'orthodoxie se touchent. L'hérésiarque n'a donc rien à espérer de nos jours ni des orthodoxes sévères, qui l'anathématiseront,

(1) Ceci s'applique surtout à la France catholique. Il n'en est pas de même en Angleterre ni aux États-Unis. La formation de nouvelles sectes, que les catholiques reprochent aux protestants comme une marque de leur faiblesse, prouve, au contraire, que le sentiment religieux vit encore chez ces derniers, puisqu'il y est créateur. Rien de plus mort que ce qui ne bouge pas.



ni des libres penseurs, qui souriront à la tentative de réformer l'irréformable.

Il y a une ligne très délicate au delà de laquelle l'école philosophique devient secte : malheur à qui la franchit ! A l'instant la langue s'altère, on ne parle plus pour tout le monde, on affecte des formes mystiques, une part de superstition et de crédulité paraît tout à coup dans les doctrines qui semblaient les plus raisonnables, la rêverie se mêle à la science. Le philosophe cesse de mériter son nom, s'il prétend devenir le patriarche d'une petite église, si, désertant le grand auditoire du genre humain, il aspire à jouer le rôle facile et flatteur pour l'amour-propre de grand prêtre et de prophète dans des cénacles d'adeptes dont on se demande parfois avec hésitation : « Sont-ils assez naïfs pour être croyants ? » Le trait général des œuvres religieuses est d'avoir besoin pour être comprises d'un sens spécial que tout le monde n'a pas, d'être vraies ou belles pour les affiliés et non pour tous les hommes. Des croyances à part, des sentiments à part entraînent un style à part, des images à part. C'est assurément un admirable génie que saint Paul, et pourtant sont-ce les grands instincts de la nature humaine, pris dans leur forme la plus générale, qui font la beauté de ses lettres, comme ils font la beauté des *Dialogues* de Platon, par exemple ? Non. Sénèque ou Tacite, en lisant ces curieuses compositions, ne les eussent pas trouvées belles, du moins au même degré que nous, initiés que nous sommes aux données de l'esthétique chrétienne. Le sectaire est fermé à la moitié du monde. Toute secte se présente avec des limites ; or, une limite quelconque est ce qu'il y a de plus antipathique aux bons esprits. Nous avons vu tant d'écoles se succéder dans l'histoire, que nous ne pouvons nous résigner à croire que l'une d'elles possède plus qu'une autre la vérité absolue. Tout en reconnaissant volontiers que la grande originalité a été jusqu'ici sectaire, ou au moins dogmatique, nous voyons l'impossibilité absolue de renfermer à l'avenir l'esprit humain dans aucune de ces formes étroites qu'on appelle une église. Car, avec une conscience aussi réfléchie que la nôtre, nous aurions bien vite fait des rapprochements,

nous nous jugerions nous-mêmes comme nous jugeons le passé, nous nous critiquerions tout vivants. Le dogmatisme du sectaire est inconciliable avec la critique ; comment s'empêcher de vérifier sur soi-même les lois qu'on a observées dans le développement des autres doctrines, et comment concilier la croyance absolue avec de telles arrière-pensées ? On peut donc dire sans hésiter qu'aucune secte religieuse ne naîtra désormais en Europe, à moins que des races neuves, étrangères à la réflexion, n'étouffent encore une fois la civilisation.

La question de l'avenir des religions doit donc être résolue diversement, selon le sens qu'on attache au mot de religion. Si l'on entend par ce mot un ensemble de doctrines léguées traditionnellement, revêtant une forme mythique et dogmatique, il faut dire, sans hésiter, que les religions ne tiennent pas au fond même de la nature humaine et qu'elles disparaîtront un jour. Si, au contraire, on entend par ce mot une croyance accompagnée d'enthousiasme, de dévouement et de sacrifices, il est indubitable que l'humanité sera éternellement religieuse. Mais ce qui ne l'est pas moins, c'est qu'une doctrine n'a désormais quelque chance de faire fortune qu'en se rattachant bien largement à la nature humaine, en écartant toute forme particulière, en s'adressant à tout le monde sans distinction d'adeptes ou de profanes. La philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle demeure ici notre éternel modèle. Cette philosophie a changé le monde et inspiré d'énergiques convictions, sans se faire secte ou religion. La réforme religieuse et sociale viendra, puisque tous l'appellent ; mais elle ne viendra d'aucune secte ; elle sera le fruit du progrès de la science et des efforts unis de l'humanité.

Ce n'est donc pas une exagération de dire que la science renferme l'avenir de l'humanité, qu'elle seule peut apprendre à l'homme sa destinée et lui enseigner la manière d'attendre sa fin. Jusqu'ici, ce n'est pas la raison qui a mené le monde ; c'est le caprice, c'est la passion. Un jour viendra où la raison éclairée par l'expérience prendra son empire, le seul qui soit de droit divin, et conduira le monde non plus au hasard, mais avec la vue claire du but à

atteindre. Notre époque de passion et d'erreur apparaîtra alors comme la pure barbarie, ou comme l'âge capricieux et fantasque qui, chez l'enfant, sépare les charmes du premier âge de la raison de l'homme fait. Notre politique machinale, nos partis aveugles et égoïstes sembleront des monstres d'un autre âge. On n'imaginera plus comment un siècle a pu décerner le titre d'habiles à des hommes prenant le gouvernement de l'humanité comme une simple partie d'échecs. La science qui conduira le monde, ce ne sera pas la politique. La politique, c'est-à-dire la manière de gouverner l'humanité de la même façon que l'on gouverne une machine ou un troupeau, disparaîtra comme art spécial. La science maîtresse, le souverain d'alors, ce sera la philosophie, c'est-à-dire la science qui recherche le but et les conditions de la société. Pour la politique, dit Herder, l'homme est un moyen ; pour la morale, il est une fin. La révolution de l'avenir sera le triomphe de la morale sur la politique. Organiser scientifiquement l'humanité, tel est le dernier mot de la science moderne ; telle est son audacieuse mais légitime prétention. De quoi s'étonnerait-on, quand on songe que tout le progrès accompli jusqu'ici n'est peut-être que la première page de la préface d'une œuvre infinie ?

Eh bien ! que tous ceux qui adorent encore quelque chose s'unissent par l'objet qu'ils adorent. L'athée, c'est l'homme frivole ; les païens, ce sont les égoïstes, ceux qui n'entendent rien aux choses de Dieu, âmes flétries qui affectent la finesse et rient de ceux qui croient, âmes basses et terrestres, destinées à jaunir d'égoïsme et à mourir de nullité. Comment, ô disciples du Christ, faites-vous alliance avec ces hommes ? Ah ! ne vaudrait-il pas mieux nous asseoir les uns et les autres à côté de la pauvre humanité, assise morne et silencieuse sur le bord du chemin, pour relever ses yeux vers le ciel, qu'elle ne regarde plus ? Quant à nous, le sort en est jeté ; et, lors même que la superstition et la légèreté, désormais inséparables et auxiliaires l'une de l'autre, parviendraient à engourdir pour un temps la conscience humaine, il sera dit qu'en ce *xix<sup>e</sup>* siècle, le siècle de la peur, il y eut encore quelques hommes qui, nonobs-

tant le mépris du vulgaire, aimèrent à être appelés gens d'un autre monde ; des hommes qui crurent à la vérité, et se passionnèrent à sa recherche, au milieu d'un âge frivole, parce qu'il était sans foi, et superstitieux parce qu'il était frivole.

## L'AVENIR RELIGIEUX DES SOCIÉTÉS MODERNES (1)

BEAUCOUP de personnes, de celles qu'on nomme éclairées, sont arrivées de nos jours à un système singulier. Persuadées que le bien suprême est l'universelle pacification, elles pensent que tout ce qui divise les hommes doit être prévenu par l'État, et elles ferment les yeux sur les questions qui troubleraient leur heureuse quiétude. La Chine est, sans qu'elles le sachent, l'idéal qu'elles se proposent. Là, chacun a son épithète officielle, chacun a droit après sa mort à la considération dont il a joui pendant sa vie ; tout magistrat y est intègre, tout préfet bon administrateur ; tous les rois ont été des pères ; s'ils ne l'ont pas été, nul ne l'ose dire, et l'on raconte que, quand les vieux sages trouvaient la trace de quelque méfait commis par les souverains, ils l'effaçaient prudemment. La Chine apparaît de la sorte au premier coup d'œil comme un paradis de sages, et le XVIII<sup>e</sup> siècle, qui prit au sérieux cette niaiserie obstinée des annales du Céleste empire, crut avoir trouvé le peuple modèle. En réalité, la Chine, avec ses mandarins, sa police par moments admirable, ses concours de gradués, son instruction publique si largement répandue, a toujours été inférieure à notre Occident, même à ses plus mauvais jours. Quand nous brûlions des hommes pour des subtilités théologiques, nous étions fort loin assurément de cette indifférence raisonnable pour les choses transcendantes qui est, aux yeux d'un disciple de Confucius, la condition essentielle du bonheur ; mais il faut prendre

(1) *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1860. (N. de l'éd.)



les races dans l'ensemble de leur histoire. La Chine, par suite de son optimisme béat, meurt non pas de vieillesse, mais d'une enfance indéfiniment prolongée. Les nations occidentales, qui ont eu la fièvre ardente de l'absolu et du droit, l'Inquisition, le tribunal révolutionnaire, la Terreur, sont jeunes, maîtresses du monde. Capables de beaucoup aimer et de beaucoup haïr, elles doivent à leurs excès mêmes d'avoir dans le passé quelque chose à détester et dans l'avenir un idéal à poursuivre. Les mots de foi et d'espérance ont pour elles un sens : ce sont des races dogmatiques, habituées à préférer mille choses à la vie, possédées d'une confiance invincible en ce qu'elles croient la vérité.

Ce que les politiques superficiels du siècle dernier et du commencement de celui-ci admiraient le plus dans les institutions de la Chine, c'était l'écart prudent où la législation avait eu soin de tenir les questions religieuses. Une sorte d'académie des sciences morales réglant une fois pour toutes les relations de l'homme avec l'infini, un pouvoir central étendant une prudente prohibition sur tout ce qui pouvait monter les têtes et amener des discussions, une religion de cérémonies et d'innocentes parades, leur parurent le chef-d'œuvre d'une administration sage. Dans la persuasion plus ou moins avouée que le but de la vie est de jouir, on regardait comme des importuns ceux qui rappelaient les problèmes d'un ordre supérieur. Luther et Calvin étaient des hommes dangereux, qui avaient fait verser beaucoup de sang. Peu s'en fallait qu'on ne reprochât à Pilate d'avoir agi avec trop de faiblesse, en n'arrêtant pas le christianisme, et aux commissaires de la police romaine de n'avoir pas exercé une surveillance assez active sur les catacombes. Toute propagande fut un délit. Un des articles organiques du Concordat portait que les prédicateurs ne devaient se permettre dans leurs instructions aucune inculpation directe ou indirecte contre les autres cultes autorisés par l'État.

Des réactions vives, et en apparence opposées, ont prouvé que cette tendance étroite de quelques esprits n'était nullement celle de l'Europe, et que l'Occident ne se résignera jamais, pour vivre en paix, à n'avoir plus de motif de vivre. La lutte

changera mille fois de face, les partis abandonneront, il faut l'espérer, les armes déloyales dont ils se sont trop souvent servis ; mais la guerre ne finira pas. Quelles sont les formes que revêtira l'éternel discord dont Dieu même a semé les germes dans l'humanité ? Si les religions ont un avenir, quel est cet avenir ? Comment limiter sans l'éteindre le foyer d'incendie que toute grande société porte en son sein ? Comment les proportions des familles religieuses qui se partagent le monde peuvent-elles être modifiées ? Quelques livres récents ont appelé l'attention sur tous ces points. Un écrivain connu depuis longtemps par des ouvrages d'une pensée individuelle et hardie, M. Salvador, a publié sur les questions religieuses un des livres les plus originaux qui aient paru depuis des années (1). Un jeune et brillant publiciste, dont le noble cœur sait comprendre tout ce qui est libéral, M. Prévost-Paradol, en réimprimant un écrit publié il y a près de quarante ans par un des hommes de la génération passée qui eurent le plus de pressentiments de l'avenir, y a joint des vues pleines de justesse et de force sur l'état des diverses communions chrétiennes (2). Un anonyme a exposé avec une vigueur remarquable les conséquences qui résultent de notre législation des cultes, et montré ce qu'il faut entendre par la liberté religieuse (3). Enfin des événements contemporains qu'on ne discutera pas ici, car il y a de la gaucherie à proposer, sans être consulté, des solutions pour des problèmes qu'on n'a pas soulevés, des issues pour des situations qu'on n'a pas faites, ont montré au mouvement du monde combien la politique en doit tenir compte, et combien les maximes suivies jusqu'ici sont devenues insuffisantes en présence des faits nouveaux qui se sont produits. Il faut rechercher si l'on est autorisé à tirer de tous ces faits quelques lumières sur les transformations possibles du code religieux de l'humanité.

(1) Salvador, *Paris, Rome et Jérusalem, ou la Question religieuse au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1860.

(2) Samuel Vincent, *Du Protestantisme en France*, introduction de Prévost-Paradol. Paris, 1859.

(3) *La Liberté religieuse et la Législation actuelle*, Paris, 1860.

## I

La première question qui se présente quand on réfléchit sur l'avenir religieux du monde est celle-ci : Peut-on croire qu'il apparaîtra une forme religieuse nouvelle, expression complète et originale des besoins des temps nouveaux, ou bien ces besoins chercheront-ils à se satisfaire en modifiant diversement les cultes existants ? En d'autres termes, en dehors du judaïsme, du christianisme, de l'islamisme, qui occupent à eux seuls depuis douze cents ans le champ clos de la civilisation, se formera-t-il une autre religion n'ayant pas plus de lien avec ces trois-là que Jésus n'en eut avec Moïse, et Mahomet avec Jésus ? Ce problème prend dans le livre de M. Salvador un relief singulier. A égale distance et de l'orthodoxie, qui se renferme dans les symboles de l'une des trois religions, et de la libre symbolique, qui les interprète en des sens de plus en plus raffinés, et du déisme, qui n'en garde que le squelette desséché, et de la critique, qui cherche à en saisir la valeur dans l'ensemble total du mouvement de l'humanité, M. Salvador occupe une place à part au milieu du travail religieux de notre temps. Si, comme le pensent quelques personnes, notre mal à tous est d'être trop historiens, M. Salvador peut passer pour tout à fait exempt du commun défaut de ses contemporains. Nature entière, grande, forte, pleine de race, s'inquiétant peu de faire sourire, se souciant médiocrement de nos nuances, de notre exactitude, étranger à cette fine intuition du passé que la critique allemande a inaugurée, M. Salvador est vraiment un original, un rénovateur religieux. Il ne connaît qu'à demi, il associe librement, il combine. Sa place eût été au *xvi<sup>e</sup>* siècle, en Hollande, à côté des Spinoza et des Acosta ; égaré en un siècle d'analyse, je crains qu'il ne reste une apparition stérile. Le premier en France, M. Salvador aborda le problème des origines du christianisme. Il le fit avec une érudition insuffisante, mais avec un vif sentiment de quelques-unes des données du problème. Nous

sera-t-il permis de le dire ? il y portait un don de race, cette espèce de coup d'œil politique qui a rendu les sémites seuls capables de grandes combinaisons religieuses. Cette race saisit les lignes générales des choses humaines, non comme nous par l'analyse et l'étude érudite des détails, mais par une sorte de vue sommaire, comme Élie du haut du Carmel. La philosophie de l'histoire est une œuvre juive et en un sens la dernière transformation de l'esprit prophétique, la prophétie, vers l'époque des Séleucides, devenant vision apocalyptique, et la vision apocalyptique, telle que nous la trouvons pour la première fois chez l'auteur inconnu du *Livre de Daniel*, étant l'antécédent immédiat de l'abbé Joachim, de Bossuet, de Vico, de Herder (1). Quand on étudie la philosophie de l'histoire des musulmans dans les *Prolégomènes* d'Ibn-Khaldoun, que vient de traduire M. de Slane, on est étonné des grandes vues d'ensemble que ces sortes de religions unitaires surent inspirer bien avant qu'aucune idée d'une science exacte de l'histoire se fût développée. Abd-el-Kader, de nos jours, a conservé au plus haut degré cette faculté de sa race ; c'est le prophète de l'arrière-saison sémitique, le Jérémie de l'islam. M. Salvador m'apparaît parfois sous un jour analogue. Si vous le prenez par le côté de l'exactitude et de l'esprit positif, vous le trouverez bizarre, souvent puéril. Ses spéculations, empreintes de ce genre d'imagination abstraite qui caractérise le peuple juif, sont souvent arbitraires ; elles rappellent Philon et la cabale. Mais il faut se rappeler que la première condition pour les combinaisons fécondes, c'est l'à peu près. Mahomet n'eût pas si bien amalgamé le christianisme et le judaïsme, s'il avait su lire et si la Bible lui avait été connue directement. La combinaison religieuse de l'avenir, en supposant que l'avenir nous réserve à cet égard quelque surprise, ne viendra certainement pas de critiques et de théologiens. Des têtes ardentes, voyant les choses à travers le voile de leurs rêves passionnés, sont pour cela bien mieux préparées.

(1) La théorie des « quatre empires » qui, depuis Bossuet, est la base de la théorie historique enseignée dans nos écoles, a été exprimée pour la première fois dans le *Livre de Daniel*.



M. Salvador est sans contredit l'homme de notre temps qui a conçu la rénovation du dogme de la façon la plus large. Quelquefois il rappelle saint Paul par la chaleur de son âme, son ardeur révolutionnaire en religion, et la facilité avec laquelle il se meut au milieu de la confusion. Médiocre historien, il nous surpasse tous par l'entente pratique des choses religieuses. Nous sommes pour la plupart trop chrétiens pour n'avoir pas en religion quelque préjugé, quelque attache d'habitude ou de sympathie. M. Salvador est presque à notre égard ce que devaient paraître les juifs aux païens de la Grèce et de Rome : un incrédule, un homme dégagé de la tradition, un railleur des dieux. Quelle vivacité originale dans le récit de sa vocation religieuse (1) ! Quel prophète d'Israël a plus hardiment affirmé l'avenir de sa race ? « Avance, dit-on au juif, et déclare-nous quel est ton nom. — Mon nom ? Je m'appelle juif, mot qui signifie *louangeur, célébreur invariable* de l'Être, de l'Unique, de l'Éternel (2). — Ton âge ? — Mon âge ? Deux mille ans de plus que Jésus-Christ. — Ta profession ? — Je laisse à l'écart les tristes professions qui m'avaient été faites, et dont je ne manifeste encore que trop l'empreinte et les conséquences ; mais ma destination à moi, ma profession traditionnelle est celle-ci : je garantis la sainte imprescriptibilité du nom de la loi, et je suis le conservateur vivant de la noblesse antique et de la légitimité attachée par droit divin au nom, au propre nom du peuple. — Lève la main et promets de parler sans haine et sans crainte, de dire la vérité, toute la vérité. — Je sais de science certaine que, malgré ses admirables grandeurs, Rome est une cité usurpatrice, qu'elle n'est pas la vraie Jérusalem. Pour la gloire universelle de Dieu, de même que dans les intérêts positifs du monde, Rome doit être providentiellement transformée, doit être souverainement remplacée. Je sais de science certaine qu'il faut que la divinité de Jésus-Christ soit modifiée à fond ou rectifiée ouvertement dans une sainte et large mesure. Après avoir rendu au peuple ce qui appartient au nom du peuple, rendez à l'Éternel ce qui n'appartient qu'au

(1) *Paris, Rome et Jérusalem*, I, 243, ss.

(2) Le philologue aurait dû des réserves à faire.



nom de l'Éternel. Je sais aussi, et depuis longtemps, qu'il y aura lieu pour les autres nations de rompre un nouveau pain, d'inaugurer le vrai repos, le vrai sabbat de l'Éternel, de célébrer de nouvelles pâques. Voilà mon libre et légitime témoignage. Et, de plus, les choses que je sais par l'esprit de tradition, par l'esprit de justice et d'intelligence, ces choses-là, je les veux d'une volonté inébranlable, et elles seront par l'esprit de force morale, par nécessité suprême et divine autorité. »

Tout ce qui a été fait de grand dans le monde a été fait au nom d'espérances exagérées, et le peuple juif a des côtés si étranges qu'il ne faut jamais légèrement parler de lui. Cependant il est des passés si glorieux qu'ils excluent jusqu'à la pensée d'un avenir. Comment parler de l'avenir d'Athènes ? Quel destin pour la Grèce ne sera pas obscur, si l'on songe à ce qu'elle a été ? Pour le même motif, je n'admets guère qu'à propos des juifs on parle d'autre chose que de ce qu'ils ont fait. Depuis Jésus-Christ, les juifs, selon moi, n'ont servi qu'à conserver un livre. Du jour où ils ont transmis la Bible hébraïque à la science européenne, du jour où ils ont appris l'hébreu à Reuchlin et à Luther, ils n'ont plus rien eu d'essentiel à faire. Certes, depuis ce temps-là, le judaïsme a donné au monde une remarquable proportion d'hommes excellents, distingués ou même de premier ordre ; mais c'est là un privilège qu'il partage avec toutes les Églises peu nombreuses. Les petites Églises deviennent, par la force des choses, des aristocraties où la lumière se fait plus promptement, et où les préjugés sont plus faciles à percer.

Tout en admirant autant que M. Salvador le rôle du peuple juif dans le passé, je ne puis donc partager ses vues sur le rôle qu'il lui attribue dans l'avenir. Je crois à une réforme du christianisme ; mais cette réforme ne consistera pas à revenir au judaïsme. En général, M. Salvador ne se fait pas une idée suffisante de la forte originalité du christianisme pris dans son ensemble. Je persiste à penser, malgré quelques vives répliques (1), que le christianisme est non

(1) I, 90, ss.

la continuation du judaïsme, mais bien une réaction contre l'esprit dominant du judaïsme opérée dans le sein du judaïsme lui-même. Quelles qu'aient été à cet égard les vues du fondateur, il faut bien reconnaître que l'attitude de saint Paul, et plus encore la direction qui prévalut dans les Églises primitives, ne prêtent à aucune équivoque. Le judaïsme fournit le levain qui provoqua la fermentation, voilà tout. L'élément hellénique et romain d'abord, puis l'élément germanique et celtique prirent complètement le dessus, s'emparèrent exclusivement du christianisme, et le développèrent dans un sens fort différent de ses origines premières. Schleiermacher et l'école catholique de Munich, M. Lassaulx par exemple, sont dans le vrai quand ils proclament que Socrate et Platon sont bien plus nos ancêtres et plus près de Jésus-Christ que les rudes Bédouins du temps de Josué et de David, ou que les juifs de la ligne pharisaïque (les vrais juifs), étroits, haineux, animés d'un fort esprit d'exclusion. M. de Bunsen est dans le vrai quand il pense que le perfectionnement successif du christianisme doit consister à s'éloigner de plus en plus du judaïsme pour faire prédominer dans son sein le génie de la race indo-européenne. Il y aurait injustice à oublier le service de premier ordre que le peuple juif et le peuple arabe ont rendu à l'humanité en tranchant d'un coup de ciseau hardi l'écheveau inextricable des mythologies antiques ; mais c'est là un service négatif, qui n'a eu sa pleine valeur que grâce à l'excellence des races européennes. L'islamisme, qui n'est pas tombé sur une terre aussi bonne, a été en somme plus nuisible qu'utile à l'espèce humaine ; il a tout étouffé par sa sécheresse et sa désolante simplicité. Le christianisme n'a échappé à ce danger que parce que l'élément sémitique a toujours été en lui très combattu et a fini par être à peu près éliminé.

Par suite de ses tendances plus juives que chrétiennes, M. Salvador porte, dans sa manière de juger les questions religieuses, un esprit très absolu. Il est injuste pour le protestantisme, parce qu'il ne le voit pas afficher de prétention au droit divin en toute chose ; il ne comprend pas l'avenir du christianisme libre tel que les peuples germani-

ques le conçoivent : il ne tient pas assez de compte de l'Angleterre, des États-Unis ; il ne s'aperçoit pas de l'envahissement du monde par la race anglo-saxonne. La séparation du spirituel et du temporel, dont la société juive et la société musulmane n'eurent guère d'idée, et qui a été le salut de l'Europe chrétienne, M. Salvador ne l'admet qu'avec réserve. Il voudrait (ce dont Dieu nous préserve !) que ces deux pouvoirs pussent retrouver un jour leur unité (1). Une certaine tendance théocratique se fait jour çà et là. En cela, M. Salvador se montre encore un vrai sémite. Les deux grandes formes de la civilisation sémitique ont cela de propre qu'elles n'admettent pas le gouvernement civil dans le sens où nous l'entendons. Le pouvoir, pour le juif comme pour l'Arabe, vient toujours de Dieu : système déplorable, qui a livré les peuples musulmans au despotisme, sans une ombre de garantie ni de tempérament, et a créé cet affreux état de société qu'offre l'islam depuis six ou sept cents ans ! La théocratie, en attribuant au pouvoir une origine spirituelle, plaît aux esprits élevés ; mais elle renferme un poison caché, qui la rend toujours funeste : elle ne peut produire que des pouvoirs absolus. Le principe germanique, que le pouvoir, à ses différents degrés, est la propriété de celui qui l'exerce, en apparence si méquin, est en réalité bien meilleur ; car, selon cette manière de voir, tout devient droit personnel : chacun a sa charte, chacun est roi dans sa forteresse. Il est certain du moins que c'est la notion de la souveraineté ainsi conçue qui a fondé dans le monde la liberté.

Là est la grande différence qui sépare M. Salvador de nous autres libéraux. M. Salvador veut unir et fonder : il songe à un pouvoir spirituel, il voudrait un symbole et un dogme établi. Nous autres, nous voudrions que chacun eût son symbole ; nous craindrions de trop fortes unions, car elles nuiraient à la liberté. Comme toutes les natures exaltées, M. Salvador aime l'unité. Pour nous, au contraire, la division est la condition de la liberté. Il dépendrait de quelqu'un de fondre les nations en une seule nation, les

Églises en une seule Église, les sectes, les écoles, en une seule secte, en une seule école, qu'il faudrait s'y opposer. Le vieux monde romain a péri par l'unité, le salut du monde moderne sera sa diversité. M. Salvador invite le siècle à regarder vers l'orient et le sud ; nous autres, nous lui disons : Fuyez vers le nord et vers l'ouest. L'Orient n'a jamais rien produit d'aussi bon que nous. Qu'y a-t-il de juif dans notre christianisme germanique et celtique, dans saint François d'Assise, dans sainte Gertrude, saint Bernard, sainte Élisabeth, et plus récemment dans Vincent de Paul, Schleiermacher, Channing ? Est-ce à ces fleurs écloses au souffle romantique et charmant de nos mers et de nos montagnes que vous comparerez vos Esther et vos Mardochée ? Qu'y a-t-il de juif dans le livre de l'*Imitation*, dans la vie monastique, cet élément si capital du christianisme, dans la pauvreté, cette charmante vertu toute chrétienne, dans nos saints de l'époque mérovingienne, nos vrais saints ? Restons Germains et Celtes ; gardons notre « évangile éternel », le christianisme tel que l'a fait notre verte et froide nature. Tout ce qu'il y a de bon dans l'humanité s'y est greffé, tout progrès moral s'est identifié avec lui. Une sorte de crudité native, et comme un péché originel, distingue les pays et les races sur lesquels cette excellente discipline n'a point passé. Remarquons d'ailleurs que le fait historique des origines est ici peu de chose, que la biographie est d'intérêt secondaire : l'idée est tout en pareille matière. Il sortirait de dessous terre un document qui montrerait que l'estime personnelle qu'on a faite jusqu'ici d'Aristote a été exagérée, qu'il n'est pas l'auteur des écrits ou des doctrines qu'on lui attribue, nous n'en resterions pas moins aristotéliens. Le nom propre n'est ici qu'une marque d'origine, dont l'exactitude n'importe qu'à l'érudit.

La question religieuse de l'avenir se trouve ainsi fort limitée. Aucune grande création religieuse complètement originale ne naîtra dans notre civilisation. Les tentatives dans le genre du saint-simonisme reposent sur un malentendu ; elles veulent appliquer le nom de religion à des choses qui n'ont rien de religieux, telles que le bien-être,



l'industrie. Où trouver en tout cela la part de l'abnégation, du dévouement, le sacrifice du réel à l'idéal, qui est l'essence même de la religion ? Les tentatives de l'école révolutionnaire ne sont pas moins entachées d'erreur. La Révolution est un fait tout profane ; son dernier mot, c'est le code civil. Si l'Amérique renferme encore assez d'ignorance et d'énergie de nature pour qu'il puisse y éclore un de ces mouvements singuliers qui n'ont guère de titre à la créance que d'avoir résisté aux sarcasmes de deux ou trois générations, on peut affirmer que le rationalisme environnant sera néanmoins assez fort pour les empêcher de doubler le cap après lequel la foi aveugle devient tradition. Les religions, comme l'araignée, ont besoin d'un point d'attache pour suspendre leur toile. Ce point d'attache manquera aux essais nouveaux. Le christianisme seul reste donc en possession d'un avenir. Seulement, le christianisme est tout un monde : il faut, pour se faire une idée de ses révolutions futures, étudier son état actuel et la proportion des partis qui se sont formés dans son sein.

## II

De tout temps, le christianisme a été très divisé. Résultat de trois siècles d'efforts individuels, il trouva le principe de sa force dans cette division même et dans l'extrême activité qu'elle produisait. L'organisation primitive du christianisme fut en quelque sorte municipale, chaque Église existant par elle-même et toutes les Églises communiquant entre elles par des épîtres et des envoyés reconnus. Les Églises ne firent, à vrai dire, que continuer le vaste système de synagogues qui couvrait l'Empire à l'époque d'Auguste, et qui s'est continué chez les juifs jusqu'aux temps modernes. La vie intime des communautés juives, au moyen âge et encore de nos jours dans les pays où le judaïsme a conservé son organisation originale, est le modèle de ce qui se passait dans les Églises du temps de saint Paul : mêmes



rivalités, mêmes cabales, même éveil sur les questions de doctrine, de discipline, de hiérarchie. « Les Églises » ont devancé « l'Église », et même quand celle-ci, devenue officielle, cherche à reproduire dans son sein l'unité de l'Empire, la division s'opère par un autre côté. Un parti d'opposition rationnelle se fait jour sous le nom d'arianisme et balance pendant près d'un siècle la destinée de l'Église orthodoxe. Quand ce type de christianisme, trop avancé pour le temps, disparaît, sauf à revivre mille années après, une opposition bien plus profonde, celle qui tient aux races, commence à se manifester. L'Église se coupe selon la division des deux grandes familles du monde antique. Ce que Rome impériale n'avait pu faire, Rome chrétienne ne le put davantage. De même que la langue latine, à l'heure où elle étendait ses conquêtes jusqu'en Écosse, s'arrêtait à Naples, devant la ligne grecque du midi de l'Italie ; de même l'Église romaine se trouva impuissante devant l'Église grecque. Photius ne fit qu'obéir à une nécessité historique ; la séparation était faite depuis Constantin. Ces deux branches du christianisme continuent leur propagande durant tout le moyen âge : l'une s'assimile les peuples germaniques, l'autre les peuples slaves ; longtemps elles se disputent l'Empire. L'Église grecque, supérieure en culture à l'Église latine jusqu'au <sup>x</sup><sup>e</sup> ou <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle (1), lui devient très vite inférieure du côté de la force morale : l'islamisme l'écrase ; les Slaves, qu'elle s'est affiliés, se réveillent tard ; le latinisme, au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, prend une immense supériorité. Cette supériorité aboutit, comme toutes les renaissances, à une scission. Le grand réveil chrétien, le protestantisme, se produit dans l'Église latine. La force, la profondeur, la liberté du génie germanique éclatent. Ce génie, qui ne s'était assujéti qu'à regret au gouvernement spirituel de Rome, réclame ses droits et se

(1) La première moitié du moyen âge latin n'a pas un homme d'une aussi vaste lecture ni d'une aussi belle instruction que Photius. Au <sup>xii</sup><sup>e</sup> et au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, l'Occident est supérieur ; aucun Byzantin n'égale Abélard et Roger Bacon. Cependant, au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, les Grecs sont encore nos maîtres ; c'est à eux en grande partie qu'on doit la renaissance italienne. Pléthon, Manuel Paléologue et Bessarion étaient après tout les premiers hommes de leur temps pour la culture de l'esprit.

crée un christianisme à sa manière, lequel, après beaucoup de tâtonnements, arrive, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au XIX<sup>e</sup>, à une hauteur inconnue jusque-là. L'Allemagne à cette époque réalise la plus belle religion qui ait été professée, et cette religion s'appelle toujours christianisme. Ainsi, à côté des deux vieilles orthodoxies, grecque et latine, qui restent enchaînées dans leurs symboles, se produit une nouvelle forme de christianisme, dont la dernière conséquence, qui est le christianisme libre, ne s'aperçoit que de notre temps. Trois puissances destinées à toujours se combattre sans jamais s'anéantir ni même s'affaiblir, à plus forte raison sans pouvoir se réunir, divisent la chrétienté, et, en la préservant de toute domination exclusive, assurent son avenir, j'ose dire aussi l'avenir de la philosophie et de la liberté.

Cette triple division de la famille chrétienne, en effet, n'est pas, comme l'arianisme, le pélagianisme, une simple division de sectes : elle correspond à des divisions naturelles, à celles que trace dans le monde civilisé la séparation des races latines, germaniques, gréco-slaves. L'Angleterre tout entière se laisserait séduire à la critique inintelligente du docteur Pusey, qu'elle ne se réconcilierait pas avec le pape. Les théologiens grecs et latins s'entendraient sur *filioque*, que Rome pour cela ne régnerait pas à Moscou. L'inutilité des efforts que ces trois Églises ont faits pour s'absorber est désormais démontrée. Au moyen âge, l'Église latine pèse sur l'Église grecque et sur les petites Églises orientales, qu'on peut considérer comme des annexes de l'Église grecque, du poids de sa supériorité militaire ; depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, elle pèse encore sur elles du poids de sa diplomatie et de toute l'importance que lui donne parmi les Slaves la possession de la Pologne. Elle détache du tronc oriental des branches entières, Arméniens unis, Maronites, Grecs unis. Les Turcs infligent à l'Église grecque un affront en apparence éternel. Mais voici qu'au bout de quatre ou cinq cents ans l'Église grecque ressuscite. Une conquête qui pendant des siècles sembla de peu d'importance, celle des Russes, lui confère en un jour un principat égal à celui des Latins. La race imaginative et

résistante des Slaves se substitue à la race grecque affaiblie, et, au bout de dix siècles, l'œuvre de Photius se retrouve comme un phénomène capital de l'histoire du monde. Le protestantisme ne s'est pas montré moins obstiné : Philippe II, Pie V, le duc d'Albe, les jésuites, Louis XIV s'y sont brisés ; l'hérésie, qu'on proclamait exterminée, est restée maîtresse des parties les plus vivantes de l'Europe. Rien donc ne sortira de la lutte réciproque des trois familles chrétiennes : leur équilibre n'est pas moins assuré que celui des trois grandes races auxquelles le monde appartient ; leur division préservera l'avenir contre les excès d'un pouvoir religieux trop fort, comme la division de l'Europe doit empêcher à jamais le retour de cet *orbis romanus*, de ce cercle fermé, où nul recours n'était possible contre la redoutable tyrannie qu'engendre toujours l'unité.

La propagande de ces trois grandes Églises sur les portions non encore chrétiennes du monde changera-t-elle quelque chose à leur situation respective ? En d'autres termes, quel est l'avenir des missions catholiques, gréco-russes et protestantes ? Une constante expérience permet de s'exprimer sur ce point avec beaucoup de précision. Peu de dévouements sont aussi respectables que celui du missionnaire ; peu d'institutions ont rendu et peuvent rendre aux sciences historiques et géographiques des services aussi grands que les établissements de propagande. Si de nos jours les missions protestantes remplissent presque seules ce noble rôle, par suite de la fâcheuse indifférence pour les sciences que montrent trop souvent les missionnaires catholiques, il ne faut pas oublier les belles missions catholiques du XVIII<sup>e</sup> siècle, celles des jésuites en Chine, celles des missionnaires italiens dans l'Inde et au Thibet, les Horace della Penna, les Paulin de Saint-Barthélemy, les Tieffenthaler. Mais, une fois cet hommage rendu à un courage digne d'admiration et à de réels services, il faut reconnaître que les missions modernes n'ont eu sur l'histoire religieuse du monde que des effets de second ordre. Cette façon d'agir en colporteur isolé de la vérité convient aux grands apostolats fondateurs qu'on trouve à l'origine de toutes les religions ; elle est insuffisante quand le pre-

mier feu de la création est passé. Saint Paul de nos jours ne se ferait pas missionnaire. On ne citerait pas une communauté chrétienne sérieuse qui soit l'œuvre des missions modernes. Les Églises de la Chine et du Japon étaient bâties sur le sable. Ni l'héroïsme de François Xavier, ni l'habileté et parfois la largeur d'esprit des jésuites n'ont pu les empêcher de crouler. Les efforts pour attaquer les grandes religions de l'Asie, l'islamisme, le brahmanisme, le bouddhisme, la religion lettrée de la Chine ont été impuissants. Ce n'est pas vers le christianisme que l'Afrique semble se tourner ; à l'heure qu'il est, par une coïncidence singulière, elle se convertit d'un bout à l'autre à l'islamisme. Quant aux races sauvages, ces tristes survivants d'un monde en enfance, à qui l'on ne peut souhaiter qu'une douce mort, il y a presque dérision à leur appliquer nos formulaires dogmatiques. Avant d'en faire des chrétiens, il faudrait en faire des hommes, et il est douteux qu'on y réussisse. On style le pauvre Taïtien à aller à la messe ou au prêche ; on ne corrige pas l'irréremédiable mollesse de son cerveau, on le fait mourir de tristesse ou d'ennui. Oh ! laissez ces derniers fils de la nature s'éteindre sur le sein de leur mère ; n'interrompez pas de nos dogmes austères, fruit d'une réflexion de vingt siècles, leurs jeux d'enfants, leurs danses au clair de lune, leur douce ivresse d'une heure ! La grande erreur des jésuites, cette idée que l'éducation de l'homme se fait par le dehors, au moyen de procédés artificiels et de machines pieuses, est au fond de toutes les missions. On crée des Paraguay, des joujoux d'enfant, et l'on croit faire revivre l'Éden !

Est-ce à dire que toute espérance d'agrandissement soit fermée pour le christianisme ? Non, certes. Si nous prenons l'état géographique du christianisme vers l'an 1500 et si nous le comparons à ce qu'il est de nos jours, nous sommes frappés de ses vastes accroissements ; mais ces accroissements ne sont pas dus aux missions : ils sont dus à la propagation de la race européenne, en d'autres termes, à la conquête et à la colonisation. La conquête et la colonisation renferment tout le secret de l'avenir du



christianisme ; il faut voir laquelle des trois communions chrétiennes peut se promettre sous ce rapport les plus grands avantages.

On ne peut nier que le protestantisme ne se présente ici avec une certaine supériorité. Les nations colonisatrices sont presque toutes protestantes ; le protestantisme, par son esprit d'individualité, par la simplicité de son culte, par son peu de besoin de communier avec le reste de la chrétienté, semble par excellence la religion du colon. Avec sa Bible, l'Anglais trouve au fond de l'Océanie l'aliment religieux que le catholique ne peut recevoir sans tout un établissement officiel d'évêques et de prêtres. « Sur dix hommes, dit très bien M. Prévost-Paradol, qui, la hache et le fusil à la main, s'avancent dans des solitudes inexplorées, y établissent leur demeure et bientôt une cité, y fondent une famille et bientôt un État, un seul à peine appartient à l'Église romaine, et le plus souvent, s'il n'en sort pas lui-même, il n'y maintient pas ses enfants (1). » Aussi le protestantisme a-t-il bénéficié des meilleures conquêtes que le christianisme ait faites, les États-Unis, l'Australie, les Indes hollandaises, le cap de Bonne-Espérance. L'Hindoustan et la Chine ont même reçu une forte semence protestante. Presque toute l'Océanie semble destinée à devenir protestante, et ce qu'il y a de plus grave, c'est que ces riches dépôts de race anglo-saxonne jetés au bout du monde colonisent et fructifient à leur tour avec une admirable fécondité. Il y a là une sourde conquête dont les résultats sont incalculables. — On se tromperait cependant si l'on croyait que, dans ce partage de la terre par la race de Japhet, les deux Églises orthodoxes n'ont pas aussi, à la suite de la politique, d'importantes conquêtes à accomplir.

La Russie, en effet, gagne à l'Église grecque des tribus nombreuses dans le nord et le centre de l'Asie ; les populations bouddhiques paraissent appelées à se souder à la branche orientale de la société chrétienne. Ces conquêtes

(1) On estime que, si les catholiques qui émigrent aux États-Unis étaient restés fidèles à leur culte, ils formeraient une population de 7.500.000 âmes ; or, les États-Unis ne renferment que 2 millions de catholiques, malgré l'annexion du Texas et de la Californie.



se font sans violence et avec assez d'habileté. La Chine recevra probablement du même côté l'apport chrétien le plus énergique. Enfin quelques petites chrétientés schismatiques de l'Orient, les Arméniens par exemple, semblent destinées à se rattacher à l'Église gréco-russe, quand elles sortiront de leur isolement. On voit quel énorme domaine semble ainsi dévolu à la famille chrétienne qui, un moment, avait paru condamnée à périr.

Quant au catholicisme, si son avenir colonial est moins brillant que celui du protestantisme, il ne faut pas s'arrêter à cette vue partielle. Certes l'Amérique espagnole et portugaise, le Canada, les Philippines, ne valent pas les États-Unis et l'Australie ; mais, sur tout le littoral de la Méditerranée, Rome peut faire d'importantes conquêtes. Une Église qui est celle de la majorité des Français ne peut manquer d'être réservée à bien des fortunes imprévues et de recevoir plus d'un glorieux reflet. Les écoles chrétiennes et les établissements charitables que le zèle du catholicisme français multiplie en Orient, comme pour combler l'effroyable lacune que l'islamisme porte au cœur, ont de l'avenir. Il est un élément, d'ailleurs, sur lequel le catholicisme a beaucoup plus de prise que le protestantisme, et même que l'Église gréco-russe : je veux parler des petites communautés chrétiennes déchirées ou flottantes que les désastres de l'Église grecque l'ont empêchée de s'assimiler, Abyssins, Coptes, Arméniens, jacobites et nestoriens de Syrie. Rome, par ses apparences traditionnelles, a des avantages auprès de ces Églises, et les disputera souvent avec succès à la Russie. La fidélité qu'elle a su inspirer jusqu'à ces derniers temps aux Maronites est un fait très caractéristique. La manière abstraite dont le protestantisme aborde ces populations n'est pas, en général (il faut faire une exception pour la belle mission américaine établie chez les nestoriens d'Ourmia), celle qui paraît la plus propre à assurer auprès de chrétientés aussi abaissées un bien solide succès. Enfin, l'Église romaine, si elle n'avait perdu le secret de son habileté traditionnelle, aurait certainement une magnifique partie à jouer dans la crise que traversent les provinces de la Turquie d'Europe. La maïo-

rité chrétienne des provinces slaves et roumaines est en communion avec l'Église orthodoxe. Mais l'espèce d'hégémonie religieuse que la partie la plus corrompue de l'Église grecque (celle qui se traîne dans les fanges de Constantinople) a toujours exercée sur ces provinces a soulevé, surtout chez les Bulgares, une vive et légitime répulsion. Il est douteux que le patriarche de Constantinople, le jour où l'unité de l'Empire ottoman sera détruite, reste le centre d'unité religieuse des provinces slaves et roumaines. L'Église latine, d'un autre côté, a déployé en Orient, dans ces dernières années, une politique si aveugle, qu'il est peu probable que ce riche héritage doive lui échoir. Infidèle à son ancienne et sage habitude (1) de conserver aux petites Églises qui s'unissaient à elle leurs usages, leur discipline et leur liturgie, l'Église catholique, depuis quelque temps, poursuit ou du moins laisse poursuivre par ses agents les plus actifs, les jésuites, un but tout à fait chimérique. Ce qu'elle veut, c'est de latiniser (2) complètement les petites Églises, jadis dissidentes, qui se sont réunies à elle ; ce qu'elle veut, c'est qu'un seul bréviaire et un seul missel puissent servir d'un bout à l'autre du monde oriental. Il est possible que cette imprudence rompe le lien qui rattache à Rome les Maronites et les Grecs unis. Il est sûr au moins qu'elle nuira beaucoup aux acquisitions que la papauté aurait pu faire au milieu de la débâcle terrible que va traverser l'Orient.

Cette débâcle sera un événement religieux encore plus que politique. L'Église grecque et l'Empire ottoman avaient contracté une alliance intime. En retour de l'argent qu'elle payait et des humiliations qu'elle acceptait, le sultan garantissait à l'Église grecque des provinces entières dont les revenus dédommageaient le haut clergé fanariote des cadeaux simoniaques qu'il faisait au sultan et au grand vizir. Si la Russie n'avait pris depuis un siècle en Orient une attitude qui déjoue tous les calculs, on eût pu

(1) On peut citer comme un modèle de cette politique le concordat conclu en 1599 entre le légat Dandini et les Maronites.

(2) « Latin », en Orient, n'est pas synonyme de « catholique ». Les Maronites, les Grecs unis sont catholiques et non pas latins.

craindre que la ruine de l'Empire turc ne fût en même temps la ruine de l'Église orthodoxe, l'unité de cette dernière étant en partie constituée par la Turquie. Mais la Russie conservera toujours à l'Église orthodoxe une position de premier ordre. La propagande catholique, trop souvent exercée sous le couvert de la France, a d'ailleurs excité, depuis quelques années, de fortes antipathies dans tout le Levant. Nous inclinons à croire que le protestantisme plutôt que l'Église de Rome héritera des populations orientales qui, comme les Bulgares, tiennent l'Église de Constantinople pour une marâtre et désirent s'en séparer.

Laissons ces considérations d'un ordre profane, revenons à la conscience ; demandons à chacune des trois grandes communions chrétiennes par quel programme elle entend répondre aux exigences des sociétés modernes, et quel compromis elle peut offrir entre la tradition et les besoins nouveaux de l'esprit humain.

### III

Le christianisme a pris dans les sociétés humaines trois positions qui répondent à peu près aux trois familles que les races et l'histoire ont formées dans le sein du christianisme lui-même.

Pendant les trois cents ans de sa lutte première, le christianisme ne demanda naturellement rien à l'État ; il fit ses affaires à lui seul. Persécuté par l'État, il triompha à force de patience et força l'État à signer une paix qui, par un singulier retour, fut beaucoup plus onéreuse pour lui que pour l'État. Il semble qu'il soit dans la nature du christianisme de ne pouvoir être simplement libre et toléré. Dès qu'il n'est plus persécuté, il devient religion officielle. La machine romaine était si puissamment organisée, que devenir la religion de l'État, c'était devenir une fonction de l'État. En effet, depuis Constantin, dans toutes les parties du monde qui suivent le sort du vieil empire,

L'Église est dominée par l'État. Les divisions épiscopales sont calquées sur les divisions de l'Empire ; l'évêque de Constantinople, siège si moderne, devient pape de l'Orient parce qu'il est l'évêque de la cour, à peu près comme si l'évêque de Versailles fût devenu primat des Gaules. L'Église grecque, qui représente cette vieille tradition romano-byzantine, en a gardé la trace ineffaçable ; la Russie en a hérité, l'empereur y est chef absolu de la religion. Dans les communautés chrétiennes soumises à la Turquie, par un phénomène inverse, mais très logique, l'Église est devenue l'état civil ; le patriarche est un administrateur civil autant que religieux nommé par le sultan. La religion est devenue la nationalité, ou, pour mieux dire, la formation de nationalités, dans le sens que nous attachons à ce mot, a été rendue impossible en Orient.

L'Occident eût, j'imagine, suivi la même ligne si l'unité de l'Empire s'y fût maintenue. Le monde byzantin, dans sa décrépitude, nous représente au fond ce qu'eût été l'Empire d'Occident sans les barbares, un monde dénué de liberté et du sentiment de l'infini. Mais les Germains, en brisant l'Empire et en fondant des royaumes distincts, créèrent pour l'Église des conditions meilleures. Chacun de ces royaumes ne pouvant avoir la prétention de représenter à lui seul l'Église universelle, on fut amené à concevoir l'Église et l'État comme deux choses distinctes, l'Église formant un ensemble plus étendu que l'État, savoir la catholicité, avec le pape pour chef (1). Le génie des grands papes italiens des XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles donna à ce système un cachet de merveilleuses splendeurs ; l'Occident lui doit son irrévocable primatie. La distinction des deux pouvoirs est pendant tout le moyen âge la condition du progrès, la garantie d'une certaine liberté. Pour en apprécier la valeur, il faut jeter les yeux sur l'islamisme. L'islamisme ne connaît pas la distinction des deux pouvoirs ; le monde musulman en a péri ; il n'a eu ni Jean Chrysostome, ni Grégoire VII, ni Thomas Becket. On cite quelques belles résistances d'imams ;

(1) Sous Charlemagne et les Othons, qui ramènent une sorte d'unité pour l'Empire d'Occident, l'Église latine offre un aspect peu différent de l'Église grecque.



mais jamais de tout cela ne s'est formé un clergé indépendant et jaloux de ses privilèges ; jamais non plus ne s'est constitué, en opposition avec l'ordre religieux, un état civil bien défini. Si aujourd'hui la Turquie fait de vains efforts pour constituer une société fondée sur l'égalité des droits, c'est qu'elle lutte contre un principe séculaire et fatal. Héritier des khalifes, c'est-à-dire vice-prophète, le sultan ne peut pas plus présider un État mixte, où croyants et infidèles auraient les mêmes droits, que le pape ne pourrait, si la moitié de ses sujets étaient juifs ou protestants, leur faire une part dans les congrégations romaines ou le sacré collège. La lutte du sacerdoce et de l'empire a été de la sorte le fait générateur des temps modernes. La théocratie et le despotisme absolu ont été rendus impossibles. Si l'islamisme avait eu cette division féconde, un monstre comme le khalife Hakem n'eût pu se produire, et la science arabe n'eût pas été étouffée par le fanatisme laïque, le pire de tous les fanatismes.

Certes il s'en faut que le régime de division entre les deux pouvoirs qui régna en Occident durant tout le moyen âge fût un régime de liberté. L'Église latine, bien plus indépendante que celle d'Orient, ne fut pas plus exempte que cette dernière d'un mal funeste, conséquence de l'extrême énergie avec laquelle le christianisme affirmait sa vérité divine, je veux dire de l'intolérance. En brisant la vieille « religion d'État » de l'Empire romain, le christianisme mit à sa place la « religion absolue ». La dignité de la conscience y gagna ; mais des violences inconnues jusque-là furent la conséquence de ce dogmatisme exagéré, et, par un étrange renversement, cette religion, dont la victoire avait été le triomphe de la conscience, s'est trouvée être la religion qui a fait couler le plus de sang. La raison en est simple : le despotisme romain se souciait peu des âmes ; sa religion était un règlement de police, qui atteignait peu la liberté philosophique. Le christianisme veut les âmes, le dehors ne lui suffit pas ; c'est aux consciences qu'il porte le fer et le feu : de là un zèle de conversion dont la vivacité ne connaît pas de limites. L'Empire romain n'a pas persécuté un seul philosophe pour sa philosophie abstraite ; le moyen âge



chrétien a étouffé la liberté de la pensée par d'atroces supplices. Des souverains que l'Église a tenus pour des modèles apparaissent aux yeux de l'histoire impartiale comme d'impitoyables bourreaux. Je ne prendrai pas pour exemple Philippe II, qui fut à la fois un tyran religieux et un tyran politique, un vrai Domitien. Je prendrai le plus honnête homme peut-être qui ait régné, un vrai libéral, un souverain qui respecta tous les droits, et dont la bonté de cœur n'a pas été surpassée : saint Louis est en religion un terrible persécuteur. Il est si convaincu de la vérité de sa croyance, qu'il pose en principe que l'homme laïque ne doit répondre aux objections qu'il entend faire contre la foi qu'en perçant le ventre de celui qui les fait (1), et qu'il laisse sans le moindre scrupule l'horrible inquisition dominicaine décimer ses sujets par « l'immuration et le bûcher en permanence ». Dioclétien n'a pas fait cela ; on n'a pas vu sous Dioclétien un tribunal suivre contre les chrétiens une procédure aussi odieuse que celle qui est prescrite dans le *Directorium inquisitorum* de Nicolas Eymeric (2). Aucun proconsul romain n'a écrit un poème comme la *Novelle de l'Hérétique*, de l'inquisiteur Izarn, où chaque argument se termine par cette menace : « Et si tu ne le veux croire, vois le feu allumé où brûlent tes compagnons », ou bien : « Mais déjà s'appareillent le feu et le tourment par lequel tu dois passer (3). » C'est en ce sens qu'il est permis de dire que la persécution théologique est dans le monde l'œuvre du christianisme. L'islamisme, bien plus dur en un sens, ne chercha jamais à convertir. Son intolérance est celle du dédain : il étouffe le chrétien, il le pille, le massacre dans ses moments de fureur ; mais il ne le prêche pas en lui offrant le choix entre ses syllogismes et le bûcher. Le christianisme, avec sa tendresse infinie pour les âmes, a créé le type fatal

(1) Voyez Joinville, *Recueil des Histoires des Gaules et de la France*, XX, 198.

(2) Les actes authentiques de ces horreurs, devant lesquelles pâlisent celles du tribunal révolutionnaire, sont encore en partie inédits. On peut lire les procès-verbaux de l'Inquisition de Toulouse publiés par Limborch. Ceux de l'Inquisition de Carcassonne sont à la Bibliothèque impériale (Saint-Germain latin, n<sup>os</sup> 395 ss.). Le *Directorium* a été publié.

(3) *Histoire littéraire de la France*, XIX, 581.

d'une tyrannie spirituelle, et inauguré dans le monde cette idée redoutable, que l'homme a droit sur l'opinion de ses semblables. L'Église ne se fit pas l'État, mais elle força l'État à persécuter pour elle. Si le bras séculier exécutait la sentence, le prêtre la prononçait.

Tout en peignant les persécutions de l'Empire, qui n'avaient pas la prétention de s'exercer au nom de la vérité, sous les couleurs les plus justement odieuses, le christianisme occidental fut donc en réalité au moyen âge une religion armée, violente, impérieuse, ne souffrant pas de discussion. Un tel système valait mieux pour la moralité générale de l'espèce humaine que le système romain, où l'État créait la religion, et que le système musulman, où la religion créait l'État ; mais, en réalité, il était le plus cruel de tous ; il fit de l'Europe latine, au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle, un champ de tortures ; il était en flagrante contradiction avec les principes élevés dont l'Évangile gardait le secret. Une protestation sortie des entrailles mêmes du christianisme éclate au XVI<sup>e</sup> siècle : un troisième type de société chrétienne se constitue et annonce la prétention de revenir à la primitive liberté. Certes il s'en faut que cette prétention fût dès lors justifiée : le protestantisme, outre beaucoup d'actes de violence qu'il eut à se reprocher, put sembler d'abord n'être que le retour à des idées moins pures sur les rapports de l'Église et de l'État. Le luthéranisme mit la théologie dans la main des princes allemands ; le calvinisme, dans la cité idéale de Genève, fonda la république sur la religion. En Angleterre, en Suède, la réforme officielle n'aboutit qu'à des Églises nationales absolument dépendantes du pouvoir civil. Néanmoins, le principe qui était l'âme cachée du mouvement nouveau, l'idée d'un christianisme libre que chacun crée et porte dans son cœur, se dégage peu à peu. Les sectes dissidentes dans le sein de la Réforme, presque aussi vivement persécutées par les Églises protestantes officielles qu'elles l'eussent été par les catholiques, maintiennent et propagent cette idée avec une admirable ténacité. De nos jours, elle éclate et triomphe sur tous les points du monde protestant. Une foule de sociétés chrétiennes, n'ayant aucun lien ni avec une

Église centrale ni avec l'État, existent et fructifient. L'Amérique nous présente ce système érigé en loi constitutionnelle. Ainsi le protestantisme, après trois siècles d'hésitations, arrive à réaliser le programme dont il avait prématurément annoncé l'accomplissement. Il est revenu vraiment à la liberté des premiers siècles, dont toute trace avait disparu depuis le jour où Constantin commença à s'occuper de théologie.

Église libre, comme dans les trois premiers siècles, comme de nos jours en Amérique ; — Église dépendante de l'État, comme en Russie, comme en Suède ; — Église séparée de l'État, centralisée à Rome et traitant avec l'État de puissance à puissance, comme dans les pays catholiques, telles sont donc les trois formes sous lesquelles le christianisme s'est mis en rapport avec les sociétés humaines. Voyons laquelle de ces trois formes semble le mieux se prêter aux tendances de la pensée moderne vers un idéal de liberté, de douceur de mœurs, d'instruction et de moralité.

Au plus bas degré, il faut placer sans contredit le système qui fait de l'Église une fonction de l'État. Les effets de ce système sont fort divers selon la qualité même des gouvernements auxquels l'Église se trouve assujettie. Assez avantageux dans les pays où les gouvernements n'ont qu'une action très limitée, il est fatal dans les pays despotiques. En Russie, il a amené les derniers excès de la servilité. L'Église russe, humiliée, pauvrement recrutée, sans germe apparent de progrès, se traîne dans les bas-fonds du christianisme et presque à sa limite. On cite peu d'hommes distingués qui soient sortis de son sein. En Suède, l'Église d'État aboutit à une intolérance choquante et à une assez grande médiocrité. En Angleterre, l'Église officielle, après avoir été odieusement persécutrice à la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle et au *xvii<sup>e</sup>*, est arrivée depuis longtemps à un état de nullité assez inoffensive. La paresse et les abus y règnent dans une parfaite quiétude ; Oxford, jusqu'aux remarquables mouvements de ces dernières années, le disputait à Rome pour l'absence de critique et l'obstination des partis pris. Heureusement, des germes d'un bien meilleur avenir se font jour çà et là, et de plus, mérite immense et sans

égal ! cette Église officielle, opulente, patronnée par l'État, réunissant les suffrages de la majorité, ne persécute plus les dissidents ; elle n'est d'aucun obstacle à la liberté. — Dans les petites principautés d'Allemagne, la dépendance de l'Église, après avoir produit au *xvii<sup>e</sup>* siècle un état intellectuel assez effacé, a eu plus tard d'excellents effets. Grâce à la largeur de l'esprit germanique et à l'intelligence remarquable des princes allemands vers la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, grâce peut-être aussi à ces riches facultés spéculatives que l'Allemagne semble expier par le manque d'influence politique (1), l'enseignement théologique des universités allemandes atteignit une hauteur dont aucun siècle n'avait offert l'exemple. L'absence de centralisation, qui avait fait le succès du protestantisme en Allemagne, portait ici son fruit ordinaire ; en créant la rivalité, elle créait la lumière et la liberté.

Ce n'est là qu'une exception, dont il ne faudrait pas tirer de conséquences. En général, la subordination de l'Église à l'État est mauvaise et contraire aux vrais besoins de l'esprit moderne. En France surtout, elle serait fatale, et j'envisage comme une grande erreur l'opinion de très bons esprits qui cherchent de ce côté une solution à des difficultés sans cesse renaissantes. L'Église gallicane de Pierre Pithou aurait eu tous les défauts de l'Église anglicane, et n'en aurait peut-être pas eu les qualités. Les requêtes que les assemblées du clergé de France adressaient au roi avaient d'ordinaire pour objet de solliciter des actes d'intolérance. Je ne doute pas que de nos jours une Église gallicane, dépendante de l'État, ne pesât beaucoup plus sur la liberté que l'Église dépendante de Rome. Mieux vaut le pape que l'empereur théologien de Byzance ou de Moscou. On connaît ces superbes paroles : « J'allais relever le pape outre mesure, l'entourer de pompes et d'hommages. Je l'eusse amené à ne plus regretter son temporel. J'en aurais fait une idole. Il eût demeuré près de moi ; Paris fût devenu la capitale du monde chrétien, et j'aurais dirigé le monde religieux, ainsi

(1) Voir ci-dessus, p. 79, note.



que le monde politique. C'était un moyen de resserrer toutes les parties fédératives de l'empire et de contenir en paix tout ce qui demeurerait en dehors. J'aurais eu mes sessions religieuses comme mes sessions législatives. Mes conseils eussent été la représentation de la chrétienté ; les papes n'en eussent été que les présidents. J'aurais ouvert et clos ces assemblées, approuvé leurs décisions, comme l'avaient fait Constantin et Charlemagne. » Je ne connais pas de danger plus grave que celui qu'impliquait ce programme. Les pays d'administration et de centralisation sont ceux où une Église nationale produit les effets les plus fâcheux. Pie V et Philippe II n'ont pas arrêté l'esprit moderne ; le despotisme administratif l'arrêterait. Celui-ci, en effet, n'a pas besoin d'être violent. Des brutalités comme celles qui avaient lieu en Judée du temps de Ponce Pilate, à Rome sous Néron, en Europe au *xvi<sup>e</sup>* siècle, ne sont plus à craindre. Et pourtant la liberté que supposent la fondation du christianisme et la victoire de la Réforme n'existe plus ; de simples règlements de police correctionnelle ont rendu de pareilles manifestations religieuses impossibles. M. Michelet a très bien montré comment la persécution des habiles administrateurs sortis de l'école de Colbert, lesquels n'aimaient guère le clergé, a bien plus frappé au cœur ses victimes que la grossière cruauté de l'inquisition espagnole. Quand l'État met la main sur l'âme, cette main est toujours bien plus lourde que celle du prêtre. Le prêtre, même armé de pouvoirs énormes, n'empêche pas les nouveautés de se produire ; l'État, avec sa douceur prudente et son système préventif, arrête toute initiative. Je ne vois pas une seule vie de saint ou de grand homme dans le passé qui, de nos jours, ne fût une contravention perpétuelle. Nos lois sur l'exercice illégal de la médecine, sur les réunions, sur l'autorisation préalable en fait de culte, auraient suffi pour couper court aux deux ou trois événements auxquels le monde doit sa vie et son progrès.

La France est fière de son Concordat, et, en effet, le Concordat est bien le dernier mot de la Révolution dans l'ordre religieux, comme le code civil est le dernier mot de la Révolution dans l'ordre politique. Le Concordat a le



caractère de tout ce qui est sorti de la Révolution : essentiellement administratif, il témoigne une remarquable entente de ce qui fait la force et la paix d'une nation, mais en même temps un singulier oubli de la liberté, un mince respect pour la conscience individuelle, et une complète méconnaissance du côté moral de l'homme. Le Concordat se résume en ce mot qu'on prête à Portalis : « Régulariser et resserrer la superstition. » L'erreur de la France est, en général, de croire qu'on peut suppléer à la libre spontanéité des âmes par des institutions bien combinées. Un barbarisme affreux, *moraliser*, est devenu un mot français. Partant de l'idée qu'une nation est heureuse dès qu'elle a un bon code et une bonne administration, n'accordant à l'individu qu'un seul droit, celui de s'amuser à son aise, sans idées, sans opinion, sans rien de ce qui dérange un bonheur vulgaire, les politiques qui résumèrent les principes de la Révolution devaient être amenés à regarder les croyances religieuses comme un mal inévitable, qu'il faut restreindre et légiférer par de sages règlements. Mais l'humanité a trop de feu dans le sang pour se contenter d'un Éden de bourgeois heureux, s'amusant par escouades, vivant et mourant par habitude, croyant par décret. Le sentiment religieux prendra sa revanche ; les cultes aimeront mieux les périls de la liberté qu'une protection obtenue au détriment de ce qu'ils ont de plus cher. Ils préféreront à tous les avantages le droit de se combattre et de croire qu'ils ne relèvent que d'eux-mêmes et de la vérité.

En somme, le système des Églises nationales nous semble avoir peu d'avenir. La conception étroite de la vérité qu'il suppose est contraire à la tendance de l'esprit français vers un idéal universel et commun à tous. Il faut l'optimisme patriotique de l'Anglais pour s'imaginer que l'Église de son île doit être la meilleure, parce qu'elle est la sienne. Le sentiment religieux vise de plus en plus à tenir peu de compte des fleuves et des montagnes. Une administration centrale, telle qu'est la cour de Rome, sera d'ailleurs bien plus accessible à certaines idées de progrès que de petites Églises dominées par une incurable routine. Rome jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle a joué dans le catholicisme

le rôle d'une capitale plus éclairée que les provinces. Bérenger, Abélard, Roger Bacon ont trouvé plus d'appui ou de tolérance dans la papauté que dans les autorités ecclésiastiques locales. Aucune Église locale a-t-elle contribué à la Renaissance comme le pontificat du *xv<sup>e</sup>* et de la première moitié du *xvi<sup>e</sup>* siècle ? Quel temps que celui où la découverte d'un auteur latin conduisait à la papauté ou au cardinalat ! Qu'on songe à l'incomparable largeur d'esprit que supposent des papes comme Thomas de Sarzane, Æneas Sylvius, Jules II, Léon X, des secrétaires apostoliques comme le Pogge, l'Arétin (Leonardo Bruni), Bembo, Sadolet ! Au *xviii<sup>e</sup>* siècle même, aucune Église nationale ne possédait un Benoît XIV, correspondant de Voltaire, un Clément XIV, un Passionei, un Étienne Borgia. La papauté, bénéficiant des rares qualités de l'esprit italien, du tact, de l'habileté, de la science pratique de la vie qui sont comme innés chez les anciennes races classiques, a su embrasser un horizon plus étendu qu'aucune Église locale. Si de nos jours il n'en est plus ainsi, c'est que Rome n'est plus un centre italien. Des néo-catholiques français, des Belges, des Irlandais y font la mode et y parlent un langage que ne comprendraient plus les Maï, les Bernetti, les La Somaglia.

De ce que le système catholique est préférable au régime des Églises nationales dépendantes de l'État, faut-il conclure qu'un tel système représente en religion l'idéal de notre temps ? Non, certes. La notion ultramontaine d'un pouvoir religieux centralisé dans une capitale, possédant cette capitale et les provinces qui en dépendent en toute souveraineté, traitant avec les États de puissance à puissance, par-dessus la tête des clergés locaux, implique, à mon avis, des difficultés qui se révéleront. Une logique inflexible, en effet, a de plus en plus amené le catholicisme à fortifier son centre, à y faire refluer toute puissance. De plus en plus les catholiques ont été conduits à croire qu'ils reçoivent de Rome la vie et le salut. Il est même bien remarquable que ce sont les nouvelles conquêtes du catholicisme qui montrent à cet égard le plus de susceptibilité. Le vieux catholique provincial, qui tient sa foi du sol, a moins

besoin du pape et est beaucoup moins alarmé des orages qui le menacent que le néo-catholique, qui, en revenant au catholicisme, a envisagé le pape, selon le nouveau système, comme l'auteur et le garant de sa foi. Une sorte de lamaïsme ou de foi en une perpétuelle incarnation de la vérité tend ainsi à s'établir. Par une bizarre rencontre, le plus puissant auxiliaire de ces modernes exagérations a été celui qui en a semblé le plus redoutable ennemi. L'idée que le pape est dans l'Église ce que l'empereur est dans l'État, qu'il administre l'Église par les évêques comme l'empereur administre l'État par les préfets, que traiter avec lui, c'est traiter avec l'Église, comme traiter avec l'empereur, c'est traiter avec l'État, cette idée-là est une idée de Napoléon. Elle est le fond du Concordat. On eût demandé à Grégoire VII s'il se croyait les pouvoirs nécessaires pour biffer d'un trait de plume une Église entière et la reconstruire le lendemain selon les vues du souverain temporel, qu'il eût répondu négativement. Les théologiens de ce qu'on appelle la « petite Église » produisirent sur ce point d'invincibles arguments. Le Concordat est un fait inouï dans l'histoire de l'Église et l'acte d'ultramontanisme le plus énorme que la papauté se soit jamais permis. L'évêque, qui, dans les anciennes institutions canoniques, tient son pouvoir d'un droit divin, n'est plus, d'après les nouveaux principes, qu'un préfet révocable, même sans qu'il soit en faute, pour le bien de la communauté. Le pape, qui n'a dans l'ancienne Église qu'une primauté mal définie, devient, selon le droit canon inauguré par Napoléon, l'administrateur général de l'Église. La constitution des diocèses, comme Églises distinctes, est profondément atteinte ; le réseau peut en être changé quand il plaît à l'administrateur suprême ; ils n'ont plus qu'une existence factice comme le département. Le principe administratif de la France fit ainsi dans l'Église une complète invasion ; le pape devint le souverain absolu de l'Église ; tous les droits qui, selon l'ancienne constitution, étaient répandus dans le corps ecclésiastique se trouvèrent concentrés dans la main de celui qui désormais passera pour l'équivalent de Jésus-Christ.

Les dangers d'une telle organisation s'aperçoivent sans

peine. L'expérience a prouvé que les pouvoirs centralisés sont les moins stables, un coup de main suffisant pour les renverser. La révolution est la forme sous laquelle s'opèrent les changements dans les États de ce genre. Avec la centralisation, la fragilité et la révolution ont fait leur entrée dans l'Église. Le pape est bien plus vulnérable qu'une Église partout répandue. Le pape, d'ailleurs, étant mis par le système des concordats en rapport direct avec les gouvernements, la religion est ramenée dans le cercle des choses mondaines ; elle est mêlée à toutes les intrigues de la terre : son représentant n'est plus le pontife, le saint homme, le docteur ; elle se personnifie dans les diplomates, des Consalvi, des Caprara. Le pape du <sup>xii</sup><sup>e</sup> et du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle est certes fort mêlé aux choses de la terre ; mais il y est mêlé comme un acteur de premier ordre, et même comme le premier de tous. Privé de ce rôle suprême depuis le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, représentant dans le monde une puissance de deuxième ou de troisième rang, le pape des temps modernes est réduit à de petites habiletés peu dignes de lui. Le catholicisme a été entraîné de la sorte à devenir une religion essentiellement politique : les jésuites, qui ont tracé le code de sa diplomatie, sont les seuls qui aient compris les exigences de sa position et la ligne de conduite à laquelle il est condamné.

Préjudiciable à la religion, l'organisation ultramontaine ne l'est guère moins à l'État. Ce n'est pas un superficiel préjugé qui a mis en opposition dans certains pays les mots de « catholiques » et de « patriotes », et en a fait le drapeau de partis contraires. Le catholicisme est en fait bien plus la patrie du croyant que l'État où il est né. Plus une religion est forte, plus elle a cet effet ; l'islamisme a totalement tué en Orient la patrie. L'Europe ne court pas les mêmes dangers ; mais on ne peut nier que le catholicisme ultramontain ne crée pour la société civile de graves embarras. La religion, dans le système ultramontain, étant une puissance à part, qui dispose de moyens terrestres, l'État est obligé envers elle à de perpétuelles concessions. Ces concessions sont toujours des diminutions de la liberté publique. Se posant comme une puissance de



droit divin, à laquelle obéissance est due par ceux qui ne la professent pas, l'Église, quand elle ne domine pas, se croit persécutée. Elle réclame le droit commun, et elle a raison ; mais, en réalité, elle jouit d'un énorme privilège, qu'elle tient de ses allures hautaines. L'évêque se plaint de ne pas jouir pour la publication de ses mandements de toute la liberté qu'il désirerait : je suis avec lui dans cette croisade ; mais pourquoi l'évêque ne veut-il pas permettre que le libre penseur jouisse de la même liberté ? pourquoi exige-t-il de l'État que les opinions différentes de la sienne soient exclues de l'enseignement ? Si l'évêque pèse sur l'État, il ne doit pas trouver mauvais que l'État pèse sur lui ; s'il demande à l'État qu'il ne se dise dans les chaires publiques rien de contraire à ses idées, il ne doit pas trouver mauvais que l'État revise ses mandements pour qu'il ne s'y trouve rien de contraire à la politique nationale. Il est peu naturel que le clergé ne puisse recevoir les bulles de Rome que par la voie diplomatique ; mais il faut se rappeler que le pape est un souverain, et que ses nonces sont des « ambassadeurs ». Il est absurde que l'État force le prêtre à chanter des *Te Deum* et le poursuive quand il refuse de prier ; mais il faut se rappeler que ce prêtre tient de l'État un immense privilège, que sa puissance, ses richesses, son règne passé et les beaux débris qui lui en restent, il les doit directement ou indirectement à l'État, qui, depuis des siècles, lui a maintenu un monopole exclusif. Soyez libres, à la bonne heure ; mais qu'alors tous le soient ! Ne demandez pas à l'État de reconnaître que vous possédez la vérité ; défendez-vous sans invoquer l'État contre vos adversaires ; ne demandez qu'une chose au pouvoir, celle à laquelle tous ont droit, la liberté de croire ce qui vous semble vrai, et de faire partager aux autres votre conviction par des moyens avoués de la stricte équité.

C'est là, je le sais, une abnégation impossible. Le catholicisme, persuadé qu'il travaille pour la vérité, essaiera toujours de faire servir l'État à sa défense ou à sa propagande. La formation d'un « parti catholique » ayant pour principe d'employer son influence dans l'intérêt de



l'Église, d'appuyer ou d'attaquer les gouvernements, suivant qu'ils servent ou ne servent pas sa foi religieuse, est la conséquence inévitable du système ultramontain. L'histoire de ce parti, auquel n'ont manqué ni le talent ni l'habileté, est déjà longue de près d'un demi-siècle ; il a toujours parlé de liberté : peut-on dire que ce grand mot ait toujours été la règle de sa conduite ? Les belles résolutions de tolérance qu'il prenait quand il était faible, les a-t-il gardées au lendemain de sa victoire ? Quand le parti catholique, dans les deux ou trois années qui suivirent la Révolution de 1848, arriva à une importance de premier ordre, respecta-t-il beaucoup ses adversaires ? Toutes les lois qu'il vota, songea-t-il qu'un jour elles pourraient lui être appliquées ? Le concordat de l'Autriche, celui du grand-duché de Bade, qui furent son œuvre, sont-ils vraiment des œuvres de liberté ? Lui qui approuvait la révolte de la Belgique contre la Hollande, de la Pologne contre la Russie, qui approuverait la séparation de l'Irlande, que dit-il du soulèvement des Romagnes ? Il est certain pourtant que les traités de 1815 ne sont guère moins violés par une de ces révoltes que par l'autre. Le parti catholique déteste à bon droit le régime de la Terreur ; et cependant il fait l'apologie de Pie V et de l'ordre de Saint-Dominique. Il s'élève contre la tyrannie ; mais blâme-t-il bien hautement l'Église d'avoir fait alliance avec tous les despotismes qui l'ont servie, depuis Philippe II jusqu'à tel président sans nom des républiques américaines ? On nous assure qu'il n'en sera plus de même dans l'avenir. Dieu le veuille ! Au surplus, peu nous importe ; on tient la liberté de soi et non d'autrui. Il faut souhaiter à tous la mesure de liberté que nous voudrions pour nous-mêmes, mais n'attendre que de nous celle dont nous avons besoin, et à laquelle nous avons droit.

Une circonstance particulière complique encore ces difficultés. Comme tous les États centralisés, le catholicisme ultramontain a besoin d'une capitale. Il faut qu'une certaine portion de la surface du monde soit soustraite à toutes les conditions de la vie nationale pour servir de territoire à son administration et de siège à son souverain.

La supériorité du protestantisme par ce côté est immense. L'unité du protestantisme est toute spirituelle ; il n'a pas besoin d'un pouce de terre pour y établir son centre. Jamais protestant, pour la tranquillité de sa conscience, n'a demandé le sacrifice d'un village de dixième ordre. Mettant son repos non point dans la communication avec un chef, mais dans la foi en un livre, et ultérieurement dans la pure idée du Christ, la conscience du protestant est au-dessus des révolutions et des hasards de l'histoire. Ce complet détachement de l'espace, ce spiritualisme absolu, n'admettant de lien avec aucun point terrestre, le catholicisme ultramontain ne saurait le pratiquer. Il ne peut se passer d'un établissement matériel ; il faut qu'il ait un patrimoine, une armée, un trésor, une diplomatie, une politique. Il entre en plein dans le courant des choses passagères ; il en doit subir la loi. Il pose sur le sol ruineux de notre planète ; il en ressentira toutes les secousses. Pour que l'ultramontanisme, en effet, pût se promettre des destinées éternelles, il faudrait que l'ultramontanisme fût assuré que le coin de terre sur lequel il a bâti sa ville sainte ne tremblera jamais, et que le peuple qu'il s'est approprié non seulement restera toujours catholique, mais ne réclamera point son droit de vivre comme les autres nations. Il lui faudrait une ville dans les nuages, un pic inaccessible, où nul voisinage ne vînt le troubler. Voyons si le pays où, en vertu de déductions théologiques fort subtiles, et surtout par suite de nécessités historiques très profondes, le catholicisme a placé son siège réunit toutes ces conditions.

Ce pays est l'Italie. C'a été là pour le catholicisme une heureuse fortune, et l'Italie, de son côté, y a gagné une destinée brillante et tout à fait unique, qui n'est devenue pour elle un fardeau et une infériorité que depuis les changements amenés par la Révolution dans le train du monde, mais quatre faits considérables se sont introduits, il y a un demi-siècle, dans l'ordre européen, et ont rendu très difficile à maintenir la séquestration de l'Italie, condition essentielle de la vieille organisation de la papauté. Ces quatre faits sont : — l'importance prise par le principe des nationalités — la prépondérance exclusive que les grands

États se sont arrogée — la profonde transformation subie par la papauté elle-même — la révolution qui, sans distinction de secte, s'est opérée dans le sentiment religieux.

On peut trouver de l'exagération dans les applications diverses que notre siècle tend à faire du droit des nationalités ; mais il est certain que le principe des divisions territoriales fondées sur la nature même ou le besoin des peuples tend à se substituer aux divisions fondées sur la convenance des princes. Or, la grandeur de la papauté est justement d'être en dehors et au-dessus des nationalités, d'être une machine universelle, d'exiger par conséquent le sacrifice de la nationalité dont elle occupe le sol. Si le pape est italien, il ne sera pas catholique ; s'il est catholique, il ne sera pas italien. L'histoire est ici d'une logique inflexible ; elle nous montre, avec une évidence qui ne peut échapper qu'aux esprits étrangers à toute vue générale, la papauté opposant, depuis le temps des Lombards, un obstacle infranchissable à la formation d'un royaume d'Italie. Je ne veux tenir ici aucun compte d'événements contemporains qui semblent des faits accomplis. C'est la gloire de l'Église romaine de mépriser les orages : j'admettrai donc, si l'on veut, que la tentative d'une nationalité italienne est destinée à une série de défaites, et que dix fois encore Pierre, fort de l'appui de la catholicité, marchera sur l'aspic et le basilic ; mais ce que je vois clairement, c'est que chacune de ces victoires lui sera fatale, que chacune d'elles creuse un gouffre où le Vatican s'abîmera, car les peuples ne meurent pas, et les institutions meurent : les institutions périssent par leurs victoires, et les peuples triomphent par leurs défaites. Un duel à outrance est engagé, où l'un des combattants, quoique le plus faible et sans cesse terrassé, ne peut pas mourir. La conséquence inévitable, c'est que l'autre meure. Chaque effort pour étouffer son ennemi coûte à la papauté des engagements, des compromis, des pactes avec la terre qui lui seront funestes à la longue, et lui enlèveront jusqu'à la dernière parcelle de cette indépendance qu'elle prétendait fonder sur la possession d'une petite principauté.

Il s'élève, en effet, contre la papauté temporelle une diffi-

culté bien plus forte que celle qui résulte du réveil des nationalités. L'indépendance papale a été assez bien garantie par sa souveraineté de trois ou quatre millions d'hommes à l'époque où les petits États étaient encore quelque chose. Quand la république de Venise était en Europe une puissance fort respectée et résistait au roi de France, le souverain de Rome et de Bologne était, dans l'ordre temporel, indépendamment de son prestige religieux, un personnage considérable. Il n'en est plus ainsi depuis que quatre ou cinq grandes agglomérations ont accaparé pour elles seules le maniement des choses européennes. Dans un tel état de choses, on voit sans peine quelle doit être la position des petits souverains. Si l'on peut dire (et certes bien des restrictions seraient ici nécessaires) que, pour les quatre ou cinq grandes puissances, souveraineté est synonyme d'indépendance, il est bien sûr que le petit souverain est, lui, le plus dépendant des hommes. Que dire quand ce petit souverain est en lutte forcée avec ses sujets ? Il est clair qu'en ce cas il dépend de la nation qui le garde, ou de la nation sur laquelle il s'appuie contre celle qui le garde. Mieux vaudrait être le sujet libre d'une puissance libérale que d'être ainsi alternativement l'obligé de toutes. La formation d'une armée catholique n'est pas une solution à cette difficulté. Une armée catholique échouera, comme toute chevalerie dans notre âge de plomb, devant la fatalité des grandes masses. Si la catholicité peut former une armée comme celle de la France, une flotte comme celle de l'Angleterre, je n'ai rien à dire ; mais qui ne voit que le principe national seul peut entretenir ces gigantesques appareils ? J'ajoute que l'habile parti romain, qui, comptant peu sur les miracles, a toujours courtoisé les forces établies bien plus qu'il n'a recherché l'appui de l'enthousiasme religieux, se défiera de l'armée catholique, en neutralisera les effets, et se tournera de préférence vers la diplomatie. Par la fatalité des choses, le pape sera donc réduit à demander la garantie de ses États aux grandes puissances, à épier le succès, à pactiser avec les forts, à s'enfoncer dans le dédale des calculs humains. Ce n'est donc pas de sa petite principauté qu'il tire son indépen-



dance ; au contraire, sa principauté est le point par lequel il est cloué à la terre et traduit au tribunal des puissances européennes, où le schisme et l'hérésie disposent de la majorité. — J'ajoute encore qu'un grand principe de force, la légitimité, ne saurait être ici invoqué. La légitimité se fonde sur une sorte de mariage séculaire entre une maison royale et une nation, la maison royale s'obligeant à une stricte hérédité, et renonçant à tout intérêt privé qui ne serait pas conforme à l'intérêt de la nation. Il n'y a ici ni maison héréditaire ni intérêts nationaux ; la papauté n'est pas plus admise à revendiquer les droits d'une dynastie que le dogat de Venise, et, quant aux intérêts qu'elle représente, ils ont cessé depuis longtemps d'avoir rien de commun avec le pays sur la surface duquel elle règne, mais non en vue duquel elle gouverne. Chargé d'une mission universelle, le pape manquerait à ses devoirs de père commun des fidèles, s'il ne considérait que l'intérêt de sa petite principauté, c'est-à-dire s'il était bon souverain.

Les exagérations introduites de notre temps dans l'idée de la souveraineté spirituelle et temporelle du pape ont donné à cette difficulté des proportions toutes nouvelles. L'Italie cultiva la papauté tant que la papauté fut italienne et lui laissa le gouvernement qu'elle aimait, le gouvernement municipal. On eût tenté au XVIII<sup>e</sup> siècle d'arracher la papauté à l'Italie, que l'Italie l'eût défendue de toutes ses forces. Les choses à cet égard sont irrévocablement changées. D'une part, la papauté devient de plus en plus une administration catholique, où l'influence est exercée par des étrangers. De l'autre, une idée étroite de souveraineté directe et administrative a remplacé à Rome la vieille idée de suzeraineté, qui constituait pour le pape une position plus digne et plus commode. Par un faux calcul dont les conséquences rempliront notre siècle, Consalvi fit adopter ce principe que la souveraineté du pape sur les États qu'on lui rendait en 1815 était une pleine souveraineté, analogue à celle du roi de France, par exemple, et impliquant l'abolition des anciennes franchises. C'était là une énorme usurpation, car en 1796 Bologne était une vraie



république, n'ayant avec Rome qu'un lien de vassalité nominale ; mais c'était la faute du temps : il semble qu'en renversant l'Empire on prit à tâche de continuer partout, avec autant de rigueur et moins d'éclat, le système de gouvernement que l'Empire avait inauguré. L'idée de la souveraineté napoléonienne devint en 1815 la base du droit public européen : l'Allemagne conservait ses petits princes comme de complets souverains ; la Restauration conservait le régime préfectoral ; le pape et le sultan étaient déclarés rois absolus des pays que la carte leur attribuait. Pour Rome et Constantinople, la faute fut la même. D'un côté, elle devait aboutir au massacre des chrétiens ; de l'autre, livrer les États romains, et surtout les Romagnes, à la révolution. Le pape, en effet (et je n'entends pas en ceci lui faire un bien grave reproche), ne sera jamais un bon administrateur ; le gouvernement des sociétés humaines est descendu à des détails mesquins où la vieille majesté romaine ne peut que se compromettre. Le pape d'autrefois échappait à cette responsabilité par la nature peu précise de son pouvoir ; le pape du XIX<sup>e</sup> siècle n'avait qu'un moyen d'y échapper : c'était d'accepter le régime constitutionnel. Il ne l'a pas voulu, et, pour être juste, il faut se demander s'il l'a pu. Je suis loin de méconnaître ce qu'a eu de généreux une tentative où se sont usés de nobles cœurs ; j'avoue cependant (et certes j'aimerais à voir mon appréhension déjouée) que l'hypothèse d'une papauté parlementaire au temporel me semble impossible à réaliser. A quelques égards même, on peut dire qu'une telle hypothèse est en contradiction avec les principes essentiels non de la papauté idéale, mais de la papauté exagérée qui est sortie des maximes de l'ultramontanisme moderne. Je comprends très bien le pape suzerain féodal de provinces assez libres ou protecteur de petites républiques ; je ne comprends pas le pape constitutionnel, au moins avec les formes d'une représentation centrale. Ce prêtre qu'il faut faire souverain pour ne le subordonner à aucun souverain, ne doit-on pas craindre de le subordonner à ses sujets ? Le catholique, dont la conscience se révolte s'il peut croire que celui qui représente à ses yeux la vérité subit quelque contrainte du dehors, ne se révoltera-t-il pas

bien plus encore si son chef infaillible et impeccable dépend d'une chambre toute profane et plie devant son cabinet ?

La religion, enfin, aspirant de nos jours à se renfermer dans les âmes, le fatal attachement à la terre qu'implique le nouveau système ultramontain deviendra très antipathique aux personnes vraiment religieuses : elles finiront par voir un acte de peu de foi dans cette perpétuelle défiance de la vertu du secours divin. Il y a des indépendances tout humaines qui savent fort bien se maintenir sans posséder un coin de terre ; pourquoi celui qu'assistent la force et la lumière d'en haut n'aurait-il pas le même courage ? Une fausse idée de la souveraineté est au fond des jugements que portent sur ce point les catholiques ; on commence par supposer que l'on ne peut être en même temps libre et sujet, que le souverain est nécessairement un Louis XIV, possédant à la fois les corps et les âmes. Que les catholiques s'unissent à nous pour tâcher qu'il n'en soit plus ainsi. Au lieu de fonder l'indépendance de la foi sur des murailles de pierre, qu'ils travaillent à conquérir la liberté pour tous et à réduire les droits que l'État s'arroe sur les choses de l'esprit. Que l'action du pape se borne aux intérêts purement religieux, aucun gouvernement n'essayera de le gêner sur ce terrain. La confession d'Augsbourg, pour être digne et forte, n'a pas besoin d'un représentant souverain : elle se défend par la foi commune de ses adhérents.

De toutes parts nous arrivons donc à ce résultat, que l'établissement catholique fondé sur l'aliénation éternelle d'une partie de l'Italie ne saurait se maintenir. L'imprudence que le catholicisme a faite en se centralisant outre mesure apparaîtra avec une effrayante clarté. On maudira le jour où César Borgia donna à la papauté les provinces qu'il avait conquises par des procédés admirés de Machiavel. Ah ! gonfalonier de la sainte Église, quel triste cadeau vous lui avez fait ! On regrettera les moyens termes qui rendaient l'inconséquence possible et facile. On reconnaîtra qu'une principauté italienne était un mauvais moyen pour maintenir l'indépendance de la religion. Ainsi le catholicisme sera amené à préférer le simple appel à la conscience au régime protecteur. D'une part, il sera

assez fort pour rendre impossible une Église nationale, administrée par l'État ; de l'autre, il ne pourra pas défendre son établissement central : il restera une puissante association libre, reposant sur une force morale répandue partout. Ce jour-là, l'Église réclamera la liberté avec une ardente bonne foi et lui rendra de grands services, car elle en aura besoin. J'espère qu'aucun vrai libéral ne lui rappellera avec ironie le temps où elle s'arrogeait le droit divin de régner, où elle traitait tout dissident de rebelle et repoussait l'égalité des droits comme une injure à la vérité.

A Dieu ne plaise que je semble jamais méconnaître la grandeur du catholicisme et la part qui lui revient dans la lutte que soutient notre pauvre espèce contre les ténèbres et le mal ! Que de bien jaillit encore au sein des eaux troublées de cette fontaine intarissable, où l'humanité a bu si longtemps la vie et la mort ! Même en cet âge de décadence et malgré des fautes poussées à l'extrême avec une obstination sans égale, le catholicisme donne des preuves d'une étonnante vigueur. Quelle fécondité dans son apostolat de charité ! Que d'âmes excellentes parmi ces fidèles qui ne puisent à ses mamelles que le lait et le miel, laissant à d'autres l'absinthe et le fiel ! Comme, à la vue de ces tentes rangées dans la plaine, et au milieu desquelles se promène encore Jéhovah, on est tenté, avec le prophète infidèle, de bénir celui qu'on voulait maudire et de s'écrier : « Que tes pavillons sont beaux ! que tes demeures sont charmantes ! » Malgré les limites obligées que le catholicisme pose à certains côtés du développement intellectuel, combien d'esprits, qui sans les fondations religieuses seraient restés ensevelis dans la vulgarité ou l'ignorance, lui doivent leur éveil ! Où trouver quelque chose de plus vénérable que Saint-Sulpice, cette image vivante des anciennes mœurs, cette école de conscience et de vertu, où l'on donne la main à François de Sales, à Vincent de Paul, à Fénelon ? Même dans cette association, parfois un peu niaise, entre le catholicisme et les débris de la vieille société française, dans ce néo-catholicisme affadi, que de distinction encore ! quelle atmosphère pure et honnête ! quel effort naïf vers le bien ! Ah ! gardons-nous de croire que Dieu a quitté pour

toujours cette vieille Église. Elle rajeunira comme l'aigle, elle reverdira comme le palmier ; mais il faut que le feu l'épure, que ses appuis terrestres se brisent, qu'elle se repente d'avoir trop espéré en la terre, qu'elle efface de son orgueilleuse basilique : *Christus regnat, Christus imperat*, qu'elle ne se croie pas humiliée quand elle occupera dans le monde une position qui ne sera grande qu'aux yeux de l'esprit.

#### IV

Le monde sera éternellement religieux, et le christianisme, dans un sens large, est le dernier mot de la religion. — Le christianisme est susceptible de transformations indéfinies. — Toute organisation officielle du christianisme, soit sous la forme d'Église nationale, soit sous la forme ultramontaine, est destinée à disparaître. Un christianisme libre et individuel, avec d'innombrables variétés intérieures, comme fut celui des trois premiers siècles, tel nous semble donc l'avenir religieux de l'Europe. Ils se trompent également, et ceux qui croient que la religion est destinée à perdre peu à peu son importance dans les affaires du monde, et ceux qui voient dans une sorte de déisme le terme final de toute religion. La religion est une chose *sui generis* ; la philosophie des écoles ne s'y substituera pas. Le déisme, qui a la prétention d'être scientifique, ne l'est pas plus que la religion ; c'est une mythologie abstraite, mais c'est une mythologie. Il exige des miracles ; son Dieu intervenant providentiellement dans le monde ne diffère pas au fond de celui de Josué arrêtant le soleil. Ajoutons que des dogmes étroits, secs, n'ayant rien de plastique ni de traditionnel, ne prêtant à aucune interprétation, sont pour l'esprit humain une bien plus étroite prison que la mythologie populaire. Herder, Fichte, Schleiermacher n'étaient pas assez orthodoxes pour une chaire de religion naturelle, au sens de Voltaire ; ils ont été d'excellents théologiens. Le principe religieux et nullement dogmatique proclamé



par Jésus se développera éternellement, avec une flexibilité infinie, amenant des symboles de plus en plus élevés, et, en tout cas, créant pour les divers étages de la culture humaine des formes de culte appropriées à la capacité de chacun.

Je sais qu'à beaucoup de personnes une telle solution paraîtra une utopie, et elles auraient raison si l'on parlait ici de mesures à prendre ou de législation à réformer ; mais ce n'est point de la sorte que s'opèrent les grandes transformations de l'humanité. La législation des cultes peut rester tant que l'on voudra ce qu'elle est ; la seule question intéressante pour le philosophe est de savoir de quel côté va le monde, ou, en d'autres termes, de voir clairement les conséquences qu'impliquent les faits accomplis. Or, s'il est un principe qui s'établisse d'une manière irrévocable, c'est que le domaine de l'âme est celui de la liberté. Les trois grandes forces de l'Europe moderne, la démocratie française, le génie allemand et l'esprit anglais, sont d'accord sur ce point. Les idées ultramontaines sont liées à des partis sans avenir. Tout le faubourg Saint-Germain, avec son oracle M. de Maistre, pèse moins dans le monde que quelques quakers de Manchester. Comment voulez-vous que ces chrétiens lancés au fond de l'Amérique et de l'Océanie conservent avec la vieille Rome, notre mère à tous, les mêmes liens d'obéissance que ceux qui lui doivent la civilisation et la foi ? Le christianisme libre est seul éternel et universel. L'idée d'un pouvoir spirituel opposé au pouvoir temporel doit être modifiée. Certes le spirituel n'est pas le temporel ; mais le spirituel ne constitue pas un « pouvoir », il constitue une « liberté ». S'il y avait ici-bas un pouvoir spirituel, Grégoire VII aurait eu raison dans ses plus hardis paradoxes : le royaume des âmes eût été tout, le royaume des corps bien peu de chose. En réalité, le royaume des âmes n'existe que dans la région des âmes, c'est-à-dire dans le monde de l'idée pure. La liberté est limitée dans l'ordre matériel : le champ de mon voisin m'est interdit, cela est juste et nécessaire pour que le mien le soit à mon voisin ; mais mon voisin ne me fait aucun tort en ayant sur Dieu, le monde et la société les opinions qui lui semblent



bonnes, car, en ayant ces opinions, il ne m'enlève rien du droit que j'ai d'en avoir de tout opposées. L'Église, si l'on entend par ce mot un pouvoir armé d'autres moyens que ceux de la libre propagande, doit ainsi disparaître, non au profit de l'État, mais au profit de la liberté. Tant qu'il y aura un établissement officiel de la religion, il vaut mieux que les deux autorités soient distinctes que réunies ; mais l'idéal où il faut tendre est justement d'arriver au règne pur de l'esprit, non comme l'entendent les fanatiques et les sectaires, mais comme l'entendent les vrais libéraux, persuadés qu'une croyance n'a de prix que quand elle est acquise par une réflexion personnelle, qu'un acte religieux n'est méritoire que quand il est spontané.

C'est sans contredit le protestantisme qui est le plus près de cet idéal. Se dégageant peu à peu de ses liens avec l'État, le protestantisme arrive de nos jours à sa dernière conséquence qui est l'organisation libre de la religion et l'union des chrétiens, non dans la lettre morte des symboles, mais dans la pure idée religieuse, telle que l'Évangile l'a pour la première fois exprimée. Malgré des réactions locales et momentanées, le protestantisme, en Allemagne, en Angleterre, en France, en Hollande, en Suisse, accomplit chaque jour de sensibles progrès dans cette voie. Les Églises réformées de France, en particulier, traversent une crise dont l'issue intéresse au plus haut degré le philosophe et l'homme religieux. Obligées de se serrer pour résister, ces Églises étaient restées jusqu'à ces dernières années renfermées dans les étroits symboles du calvinisme. La largeur en religion est le fruit d'une longue paix. Ce n'est pas à des fils de martyrs qu'il faut demander de critiquer les symboles pour lesquels leurs pères ont souffert. Les formules larges ne savent pas se défendre et ne saisissent pas assez l'homme tout entier pour faire endurer cent cinquante ans de proscriptions. Le protestantisme français demandait ainsi à être jugé non par ce qu'il était devenu sous le coup d'odieuses persécutions, mais par ce qu'il eût été s'il fût resté libre. Un demi-siècle de liberté a suffi pour le rendre à sa direction naturelle. Dès l'époque de la Restauration, un pasteur de Nîmes, Samuel Vincent, quoique connaissant

peu encore le christianisme germanique, énonçait avec une rare fermeté les maximes qui depuis sont devenues des axiomes sur la nature de la croyance religieuse. Plus tard, une influence d'études supérieures, venue surtout de Strasbourg, a renouvelé la tradition des savantes écoles réformées du *xvi<sup>e</sup>* et du *xvii<sup>e</sup>* siècle. Le protestantisme français tout entier finira par comprendre que, s'il n'est pas la religion libre, il n'a pas de raison d'exister, que le siècle ne se fera pas calviniste, qu'il ne quittera pas l'Église pour la Bible, le concile de Trente pour le symbole de la Rochelle. L'ancien protestantisme confessionnaliste et national peut rendre de grands services comme pépinière d'hommes éclairés ; mais, comme secte particulière, il ne peut aspirer à un bien grand avenir.

Le catholicisme, avec la fière audace de ses affirmations et l'opinion exagérée qu'il a de ses droits, ne se prêterait point à d'aussi faciles transformations. Il traversa de longs déchirements avant de renoncer à son règne terrestre, à l'idée antichrétienne de son khalifat. Pour dire toute ma pensée, j'avouerai qu'un schisme entre les éléments opposés que le catholicisme renferme dans son sein me semble difficile à éviter. Le parti politique, s'enfonçant de plus en plus dans les intrigues, et le parti sincère, froissé de plus en plus par cette confiance exclusive accordée aux moyens humains, finiront par s'apercevoir qu'ils n'adorent pas le même Dieu. Le moindre malentendu, habilement secondé, qui s'élèverait à la mort d'un pape (qu'on veuille bien relire les deux premières pages de l'histoire du grand schisme d'Occident) ferait passer la scission intérieure à l'état de fait accompli. Toute grande crise religieuse est précédée d'une période d'essais timides, où la pensée d'avenir s'agite en quelques âmes douces, et où les réformateurs, humbles encore, se soumettent à l'Église, qui les condamne. Nous sommes à ce moment. La rupture de Lamennais a été un fait isolé, tenant à sa rudesse bretonne, toujours portée aux éclats. La docilité des Montalembert, des P. Hyacinthe, résistera à toutes les épreuves. Mesurons la durée qui s'écoule de Joachim de Flore à Luther, en passant par Pierre-Jean d'Olive, Tauler,

Conecte, Savonarole : nous aurons l'espace de temps qui fait d'un saint un hérésiarque. Il est vrai que les mouvements de l'humanité sont en notre siècle fort accélérés ; mais la patience des âmes pieuses est longue : il faut au moins deux générations pour que Rosmini ou Lacordaire soient les ancêtres d'un schismatique.

Une objection peut m'être adressée, et je dois la prévenir. « Vous voulez relever la religion, me dira-t-on, et vous cherchez à la soustraire à la régence de l'État ; mais vous ne voulez pas, d'un autre côté, qu'elle soit une puissance organisée, qui force l'État à compter avec elle : ne voyez-vous pas que vous l'abaissez ; que, n'étant plus une chose d'État, elle descendra au niveau des opinions de littérature ou d'art, dont l'administration ne se soucie pas, parce qu'elle les trouve au-dessous d'elle ? Vous qui savez les conditions de la liberté, ne voyez-vous pas que vous abattez la dernière tour où elle se défende encore ? Quoi ! dans notre société démantelée, vous applaudissez à la ruine de la dernière forteresse féodale ! Vous ne songez pas que cette forteresse pourra être un jour l'unique asile des âmes qui ne voudront pas plier devant la redoutable puissance de l'État ! En somme, au milieu de l'universel abaissement de l'Europe, au milieu du silence créé par l'égale sujétion de tous, qui a résisté ? qui a parlé ? Le pape, les évêques. L'égalité n'est pas une protection ; le code n'est un abri pour personne. Si la vieille Rome eût eu de beaux caractères de prêtres, si la puissance pontificale, au lieu d'être absorbée par l'empereur, eût abouti à créer des évêques, le despotisme césarien eût été impossible. La liberté résulte d'un privilège ; pourquoi ne voulez-vous pas que l'Église ait le sien ? » Je le veux, certes, s'il m'est permis d'avoir le mien contre elle ; mais la faute de l'Église n'a-t-elle pas été précisément d'en appeler plus que personne au principe de l'État pour étouffer au nom de l'unité nationale toute dissidence ? Qui plus que l'Église a invoqué ce redoutable auxiliaire contre ceux qu'elle croit ses ennemis ? L'idée exagérée que la France se fait de l'État, les difficultés qu'y trouve l'établissement du régime constitutionnel, ne sont-elles pas en partie l'œuvre du catholicisme ? Cette

pensée que les choses dont l'État ne s'occupe pas sont par là même des choses moins nobles n'est-elle pas le mal qu'il faut combattre, et n'est-ce pas justement la protection dont plusieurs intérêts sociaux ont besoin contre les tendances nécessairement envahissantes de l'Église qui fait une bonne partie de la force de l'État ? Qu'on laisse à l'Église son organisation féodale, mais qu'alors on relève de toutes pièces le système des organisations libres ; qu'on laisse d'autres Églises, d'autres associations de toute nature se former avec un droit égal ; sans cela l'injustice est flagrante. Un établissement officiel de l'Église peut être une condition de liberté dans les pays déjà libres ; mais un tel établissement dans les pays centralisés est, au contraire, une atteinte à la liberté. Loin de s'exclure, comme l'a cru un publiciste d'ailleurs si pénétrant (1), la liberté politique et la liberté de penser se supposent l'une l'autre, et, s'il fallait choisir, j'avoue même que je préférerais la seconde ; car on peut être un homme accompli dans un pays qui ne jouit pas de la liberté politique, et sans la liberté religieuse et philosophique on ne peut être qu'un homme fort imparfait.

La liberté se trouve ainsi la solution de la question religieuse, plus encore qu'elle n'est la solution des questions morales, sociales, politiques, industrielles. La raison en est simple. Le but de la religion est le bien ; or, le bien qui n'est pas obtenu par la liberté n'est pas le bien. La religion est un problème que l'esprit crée en s'y appliquant ; la vraie et bonne religion est pour chacun celle qu'il croit et qu'il aime. Le principe libéral par excellence, c'est que l'homme est une âme, qu'on ne doit le prendre que par l'âme, que tout ce qui ne change point l'âme est de nulle valeur. Une justice obstinée, accordant avec une implacable opiniâtreté la liberté à tous, même à ceux qui, s'ils étaient les maîtres, ne l'accorderaient pas à leurs adversaires, telle est la seule issue que la raison entrevoie aux graves problèmes soulevés de nos jours. Je suis porté à croire que si, en 1849, on n'avait opposé aux erreurs

(1) M. de Tocqueville.



socialistes qu'un impassible libéralisme, le virus dangereux que les mesures de répression prises alors ont fait rentrer dans le corps social eût perdu toute sa force. Bien des malheurs eussent été conjurés, et de lourdes entraves apportées aux droits de tous n'existeraient pas.

La religion gagnera plus que toute autre chose à ce régime. De grossières associations d'idées très préjudiciables à l'élévation des âmes tomberont d'elles-mêmes. La synonymie établie par l'hypocrisie de la fin du règne de Louis XIV entre libertin et libre penseur disparaîtra. Le catholicisme officiel a pour effet ordinaire d'amener cette confusion ; il est triste de songer que, sans l'appui du libertin de petite ville brouillé avec son curé, la révolution du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui a fondé l'indépendance de la pensée, ne se fût pas accomplie. L'exemple de l'Italie, flottant depuis le moyen âge entre le matérialisme et la dévotion, dévorée à la fois par la religion et l'incrédulité, paralysée par le catholicisme et n'en sachant point sortir, ne peut être assez médité. En somme, l'indifférence superbe de l'averroïsme padouan, qui semblait au XVI<sup>e</sup> siècle d'une si bonne politique, a été une maladresse. On ne combat pas la trop grande puissance d'une religion en lui faisant des protestations mensongères de respect. Le seul moyen pour empêcher la tyrannie cléricale est l'appel infatigable à la liberté.

Le dogmatisme, qui croit posséder la formule éternelle du vrai, le scepticisme, qui nie le vrai, seront toujours dans la direction des affaires religieuses deux guides trompeurs. Rien de ce qui est de l'humanité n'est à dédaigner, mais rien non plus n'est à embrasser d'une manière absolue. Les conditions de la civilisation sont comme celles d'un problème à données limitées. Dans un pareil problème, toute donnée poussée à l'extrémité mène à l'impossible. Il ne faut pas toucher imprudemment à l'équilibre délicat du milieu où vit l'humanité. Dans cette atmosphère savamment combinée pour qu'aucun organe ne dévore les autres ou ne soit dévoré, un degré de chaleur de plus ou de moins produit la vie ou la mort. Souvent, en cet ordre de choses, ce qui paraît le mal est la cheville ouvrière qui soutient le reste. Tout préjugé est une erreur, et pourtant l'homme



à préjugés est bien supérieur à l'homme nul et sans caractère que notre siècle indifférent a produit. Tout abus est blâmable et cependant la société ne vit que d'abus. Toute affirmation dogmatique renfermée dans une phrase finie est sujette à l'objection, et cependant, le jour où l'humanité cesserait d'affirmer, elle cesserait d'être. Toute forme religieuse est imparfaite, et pourtant la religion ne peut exister sans forme. La religion n'est vraie qu'à sa quintessence, et pourtant la trop subtiliser, c'est la détruire. Le philosophe qui, frappé du préjugé, de l'abus, de l'erreur contenue dans la forme, croit posséder la vérité en se réfugiant dans l'abstraction, substitue à la réalité quelque chose qui n'a jamais existé. Le sage est celui qui voit à la fois que tout est image, préjugé, symbole, et que l'image, le préjugé, le symbole sont nécessaires, utiles et vrais. Le dogmatisme est une présomption, car enfin, si, parmi les millions d'hommes qui ont cru tour à tour posséder la vérité, il n'en est pas un qui ait eu complètement raison, comment espérer que l'on sera plus heureux ? Mais de même qu'on ne reproche pas au peintre de commettre un contresens puéril en représentant Dieu sous des formes finies, de même on peut admettre et aimer un symbole dès que ce symbole a eu sa place dans la conscience de l'humanité. Sans rêver la perfection absolue, qui, à prendre rigoureusement les choses, serait le néant, on peut croire qu'une carrière immense est ouverte à la raison et à la liberté. Le problème du vrai et du juste est comme celui de la quadrature du cercle, dont on approche tant que l'on veut, mais où l'on n'arrive jamais.

Éternellement battue en brèche par une moitié de l'âme humaine, la religion résistera ainsi éternellement, appuyée sur l'autre moitié. Si la religion était une simple erreur de l'humanité, comme l'astrologie, la sorcellerie et les autres chimères qui ont été pendant des siècles des croyances générales, la science l'aurait déjà balayée, comme elle a relégué dans les bas étages de la société la croyance aux esprits et aux sorciers. Si, d'un autre côté, la religion n'était que le fruit du calcul naïf par lequel l'homme veut retrouver au delà de la tombe le fruit des placements vertueux qu'il a faits ici-bas, l'homme y serait surtout

porté dans ses moments d'égoïsme. Or, c'est dans ses meilleurs moments que l'homme est religieux, c'est quand il est bon qu'il veut que la vertu corresponde à un ordre éternel, c'est quand il contemple les choses d'une manière désintéressée qu'il trouve la mort révoltante et absurde. Comment ne pas supposer que c'est dans ces moments-là que l'homme voit le mieux ? De l'homme égoïste et dissipé, ou de l'homme bon et recueilli, quel est celui qui a raison ? Si, comme le voulaient les sophistes italiens du xvi<sup>e</sup> siècle, la religion avait été inventée par les simples et par les faibles, comment les plus belles natures seraient-elles justement les plus religieuses ? Disons donc hardiment que la religion est un produit de l'homme normal, que l'homme est le plus dans le vrai quand il est le plus religieux et le plus assuré d'une destinée infinie ; mais écartons toute confiance absolue dans les images qui servent à exprimer cette destinée, et croyons seulement que la réalité doit être fort supérieure à ce qu'il est permis au sentiment de désirer et à la fantaisie d'imaginer.

Peut-être quelque chose d'analogue à ce qui s'est passé dans les sciences physiques se passera-t-il ici. Au premier moment, on put croire que les sciences modernes, en détruisant le système primitif où les phénomènes de la nature étaient l'œuvre d'agents libres, allaient détruire la beauté de l'univers et tout réduire à un plat réalisme. Bien des âmes tendres pleurèrent ce monde enchanté où vécut l'humanité ignorante, ce monde où tout était moral, passionné, plein de vie et de sentiment. On crut que la science allait diminuer le monde. En réalité, elle l'a infiniment agrandi. Les idées qui semblaient dans l'antiquité les plus exagérées se sont trouvées étroites, mesquines, puériles, comparées à ce qui est. La terre semblable à un disque, le soleil gros comme le Péloponèse, les étoiles roulant à quelques lieues de hauteur sur les rainures d'une voûte solide, un univers fermé, entouré de murailles, cintré comme un coffre (1), voilà le système du monde le plus splendide

(1) Voir l'étude de M. Letronne sur Cosmas Indicopleuste : *Des Opinions cosmographiques des Pères de l'Église rapprochées des Doctrines philosophiques de la Grèce*, *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1834.

que l'on eût pu concevoir. Qui oserait le regretter en présence de celui que la science a révélé ? L'hypothèse mécanique de Newton n'est-elle pas plus grandiose que celle des anges mouvant les sphères, et l'histoire du globe, telle que la géologie permet déjà de l'entrevoir, n'est-elle pas plus poétique que le monde façonné à la main il y a cinq mille ans ? Croyons hardiment que le système du monde moral est de même supérieur à nos symboles. Ne pleurons pas les chimères enfantines des époques naïves. Le rêve pâlit toujours devant la réalité. Laissons la science inflexible attaquer avec la rigueur de ses méthodes ces problèmes résolus depuis des siècles par le sentiment et l'imagination. Qui sait si la métaphysique et la théologie du passé ne seront pas à celles que le progrès de la spéculation révélera un jour ce que le *cosmos* d'Anaximène ou d'Indicopleuste est au *cosmos* de Laplace et de Humboldt !



## DU LIBÉRALISME CLÉRICAL (1)

**R**IEN ne fait mieux comprendre l'irrésistible énergie du mouvement des idées que la force avec laquelle l'humanité tire après elle ceux mêmes qui se posaient comme ses plus dangereux adversaires et qui tentaient le plus audacieusement de l'arrêter. On dirait une tempête qui entraîne à reculons ceux qui essayent de lui faire face. Les partis rétrogrades, qui se croient privés d'un droit si l'humanité conquiert les siens et brise la barre dont on voulait l'enrayer, en viennent bientôt à se poser en persécutés et à réclamer pour eux le bénéfice de cette liberté qu'ils avaient si vivement combattue, quand elle leur était contraire. Un grand pas a été accompli le jour où les choses sont amenées à ce point que les ennemis du progrès en appellent aux principes qui les ont détrônés, et trouvent leur intérêt à demander qu'on pousse les choses à leurs dernières conséquences. Ce n'est pas qu'il faille beaucoup compter sur ce libéralisme de circonstance ; mais les principes au moins ont été avoués, et il y a contentement à voir ces droits sacrés proclamés et invoqués par les hommes qui les avaient d'abord niés le plus outrageusement.

Déjà, pendant les dernières années du régime précédent, le parti le plus absolu, celui qui se croit opprimé s'il ne domine pas, avait soutenu une vive polémique contre les représentants des idées libérales, en n'ayant à la bouche que le mot de liberté. Mais ce revirement n'était rien en comparaison des faits dont nous sommes les témoins depuis quelques mois. Des moines transformés en ardents

(1) *La Liberté de penser*, 15 mai 1848. (N. de l'éd.)



démocrates, les anciens alliés de la noblesse devenus plus républicains que le tiers état, des prêtres bénissant l'arbre qu'ils ont tant de fois maudit, et traitant de tyrannie le gouvernement qu'ils avaient d'abord traité d'anarchie, voilà les miracles que cette année nous réservait. Reportons-nous en effet à 1830. Quelle rage ! quels cris à l'impiété, au sacrilège ! Et contre quoi ? Était-ce contre les fautes qui, dans les dernières années, rendirent inutile l'œuvre des combattants de juillet ? Serait-ce que les croyants préviennent le tort que par certains côtés cette dynastie devait faire à la France ? Ah ! sans doute, s'ils avaient su qu'un jour renaîtrait la religion d'État, qu'un jour la liberté de la pensée serait sacrifiée à un pacte funeste avec le parti qui se dit religieux, leur rage eût été adoucie, et, s'ils n'eussent pas accordé au nouveau venu cette affection de cœur que l'on ne pouvait avoir que pour le fils aîné de l'Église, ils n'eussent point lancé contre lui tant d'anathèmes. Pourquoi donc cette fureur ? C'est que le pouvoir était d'abord trop libéral, ou plutôt était forcé de l'être trop ; c'est qu'il renversait un régime chéri, et dont on se promettait beaucoup ; c'est qu'on ne pouvait plus espérer la sainte alliance du trône et de l'autel.

Venons à 1848. Que les temps sont changés ! Avec quelle bonne grâce on se prête aux circonstances ! avec quel empressement on se fait démocrate, tout en riant en secret de la démocratie ! avec quelle sévérité on condamne un gouvernement moins blâmable après tout que celui de la Restauration, pour lequel on n'a que des sympathies ! Est-ce que par hasard la Révolution de 1848 serait plus de droit divin que celle de 1830 ? Les combattants de juillet étaient-ils moins des rebelles que ceux de février ? Si l'œuvre des premiers a été annulée par l'égoïsme des hommes politiques, est-ce leur faute ? Eh bien ! comment les a-t-on traités le clergé ? En rebelles, en séditeux. Les prières de l'Église leur ont été refusées ou données de mauvaise grâce. Au fond du cœur, on les damnait comme morts dans le péché de la révolte. Plusieurs prêtres alléguèrent, afin d'excuser les cérémonies officielles, qu'en priant pour les morts de juillet on ne spécifiait pas de quels morts il

s'agissait, et qu'on pouvait appliquer son intention aux Suisses et aux autres victimes de la cause royale.

Est-ce bien sérieusement après cela qu'on érige les morts de février en héros et en martyrs ? Ne le croyez pas. Ce n'est là que rancune et calcul d'intérêt. Les rancunes cléricales sont longues : dix-huit années, et dix-huit années de caresses, ne les avaient pas adoucies. Le roi du 9 août était encore un usurpateur, et Dieu sait au bout de combien de générations et au prix de combien de concessions eût été légitimée sa dynastie. Février contente les catholiques, parce que février soulage leur mauvaise humeur contre celui qui avait supplanté le roi selon le cœur de Dieu ; parce que février, pensent-ils, aplanira les vies au fils de David, à ce Joas bien-aimé, qui va venir réparer les maux des révolutions, et ramener « la beauté des anciens jours ».

Voyons si, de bonne foi, ce libéralisme peut être sérieux ; consultons les antécédents, qui pour l'Église sont une règle obligatoire, afin de savoir si de tels principes sont chez elle de bien vieille date. On a souri de l'embarras d'un religieux qui, au milieu de ses protestations démocratiques, s'est vu opposer un passage beaucoup moins républicain, tiré de ses écrits antérieurs. L'Église entière, quand elle se fait libérale, ne s'expose-t-elle pas à un semblable démenti ?

Posons d'abord en principe que l'Église ne peut jamais se départir de son passé, que pour elle renier un de ses actes, c'est se détruire : *Sint ut sunt, aut non sint*, sera toujours la devise des orthodoxes. Que ce soit là une position malheureuse, irrégulière, si j'ose le dire, dans l'humanité : je le reconnais. La philosophie n'étant jamais qu'une formule plus ou moins avancée, mais toujours incomplète, de la vérité, le penseur ne conçoit en aucune circonstance ni la rétractation absolue, ni l'immobilité décidée. Il veut que l'on se prête aux modifications successives amenées par le temps, sans jamais rompre avec son passé, mais sans en être esclave ; il veut que, sans renier les symboles qu'on a aimés, on sache les expliquer en des sens nouveaux et montrer la part de vérité mal définie qu'ils contenaient. Telle est la méthode de la philosophie. Qu'un philosophe se dépasse lui-même et use plusieurs systèmes, cela n'a rien de

contradictoire, cela lui fait honneur. Mais il n'en va pas ainsi de l'orthodoxie. Comme sa prétention est d'être faite du premier coup et tout d'une pièce, elle se met par là en dehors du progrès, elle devient roide, cassante, inflexible, et, tandis que la philosophie est toujours contemporaine à l'humanité, la religion à un certain jour devient arriérée ; car elle est immuable, et l'humanité marche. Ce n'est pas que de force l'Église aussi n'ait marché comme le reste. Mais elle le nie ; elle ment à l'histoire, elle fausse toute critique pour prouver que son état actuel est semblable à son état primitif, et elle y est obligée pour demeurer orthodoxe.

Le passé étant la loi infranchissable de l'Église, si le passé lui interdit le libéralisme, si elle ne peut sans renier ses décisions antérieures adopter les idées modernes en politique, il sera prouvé que les orthodoxes n'ont pas le droit de parler de liberté, et que, s'ils en parlent, ils sont des hypocrites ou des hérétiques.

Quatre articles résument toute la charte des libertés modernes : — Existence de la nation à l'état de personne morale ayant des droits comme elle a une responsabilité. — Participation de tous au gouvernement à des degrés divers. — Tolérance religieuse universelle. — Liberté illimitée de la pensée, et par conséquent de la parole et de la presse, dans l'ordre spéculatif. — Voyons ce que l'Église peut accepter de ce programme.

## I

Les traités de théologie et de philosophie ecclésiastique (1) sont d'accord pour condamner le principe de la souveraineté du peuple (2). La « théorie du contrat social », qui,

(1) Les scolastiques du moyen âge professaient une doctrine beaucoup plus libérale. Mais c'était là chez eux un reflet des écrits d'Aristote et des philosophes anciens.

(2) Voici comme le qualifiait M. Frayssinous : « ... Théorie aussi absurde que séditionnaire, qui ne flatte la multitude que pour l'égaler, et ne lui vante ses droits que pour lui faire violer tous ses devoirs. Pour peu qu'on veuille

bien que très fautive, si on la prend comme une hypothèse historique, reste la base de la politique moderne, est une hérésie aux yeux des théologiens. Le droit divin du pouvoir établi est une proposition que les docteurs orthodoxes prouvent par l'Écriture, et, comme leur exégèse ne se refuse pas les contresens, les textes se présentent en abondance : *Per me reges regnant* (1). — *Subjecti... estote omni humanae creaturae propter Deum, sive regi quasi prae excellenti, sive ducibus tanquam ab eo missis..., quia sic est voluntas Dei* (2). — *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit ; non est enim potestas nisi a Deo ; quae autem sunt, a Deo ordinatae sunt. Itaque qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit. Qui autem resistunt, ipsi sibi damnationem acquirunt... Dei enim minister est... Ideo necessitate subditi estote, non solum propter iram, sed etiam propter conscientiam... Ministri enim Dei sunt, in hoc ipsum servientes* (3). Les Pères ne font pas défaut : *Non tribuamus dandi regni atque imperii potestatem nisi Deo vero...*, dit saint Augustin (4). Dieu me préserve de manquer assez de critique pour ériger saint Pierre, saint Paul et saint Augustin en absolutistes d'après quelques textes découpés. On aurait d'aussi bonnes preuves pour faire de Jésus-Christ un révolutionnaire. Je rapporte les arguments des théologiens pour montrer quelle est parmi eux l'opinion généralement établie. La théorie du droit divin commence à se formuler explicitement dès l'époque de Constantin. Les Pères, et

approfondir les choses, on trouve que les mots *peuple* et *souverain* ne s'allient pas plus ensemble que les mots *lumière* et *ténèbres*, etc. » (*Conférence sur l'Union de la Religion et de la Société*.) Un des plus curieux monuments des doctrines politiques de l'Église est la bulle de Pie VII contre les *carbonari* (13 sept. 1821). Ceux-ci sont condamnés parce qu'ils enseignent « qu'il est permis d'exciter des révoltes, pour dépouiller de leur puissance les rois et ceux qui commandent, auxquels ils donnent le nom injurieux de tyrans ». La bulle les frappe d'excommunication, ainsi que tous ceux qui liront leurs livres et ne les dénonceront pas à leur évêque dès qu'ils les connaîtront. (*Ami de la Religion et du Roi*, 10 oct. 1821.)

(1) *Prov.*, VIII, 15. Ces paroles, dans la bouche de la Sagesse divine, sont fort simples ; mais il s'agit ici du sens que les théologiens ont voulu y voir.

(2) *I Ep. Petri*, II, 13-15.

(3) *Ep. Pauli ad Rom.*, XIII, 1-7.

(4) *De civitate Dei*, V, 21.

surtout Lactance, ne cessent de représenter aux empereurs l'avantage que leur procure le christianisme, en leur assurant des sujets qui ne se révoltent jamais (1).

On s'est habitué depuis assez longtemps à dire que l'Évangile renferme des principes de liberté politique, et cette phrase banale se répète complaisamment. On serait bien embarrassé s'il fallait citer un seul passage de l'Évangile qui contienne le moindre germe du système politique adopté par les nations modernes. L'admiration que tout esprit élevé professe pour ce livre sublime ne doit point aller jusqu'à y trouver ce qui n'y est pas. Le principe de l'Évangile, c'est l'idée morale et religieuse, le perfectionnement et la purification de l'homme intérieur. Sans doute le respect de l'humanité qu'une telle doctrine inspire devait amener des mœurs plus dignes en politique. Mais c'est par voie de conséquence qu'un si heureux résultat est arrivé à se produire. Le seul passage politique que l'on puisse citer de l'Évangile est un mot d'indifférence supérieure : *Reddite ergo quae sunt Caesaris, Caesari et quae sunt Dei, Deo* (2).

Et, de fait, est-ce du christianisme que sont sorties directement les idées libérales ? Est-ce le christianisme qui a fait la Révolution ? Depuis le commencement des temps modernes, le christianisme traditionnel n'a-t-il pas cherché à étouffer toutes les aspirations de l'Europe occidentale ? Les écrivains catholiques qui se sont crus obligés d'être conséquents n'ont-ils pas été les plus hostiles au progrès politique ? C'est l'esprit moderne, élevé sans doute en partie par le christianisme, mais affranchi du christianisme, qui a produit tous les grands mouvements d'émancipation. L'orthodoxie maudissait d'abord ces mouvements ; puis, quand elle a vu qu'il était impossible d'arrêter le torrent, que l'humanité continuait son chemin, s'inquiétant peu de la laisser en arrière, elle s'est mise à courir après sa pupille infidèle, à faire l'empressee, à prétendre qu'elle avait voulu ce qui est arrivé et qu'on lui en devait beaucoup de reconnaissance.

(1) Cf. Gibbon, *Histoire de la Décadence et de la Chute de l'Empire romain*, ch. xx.

(2) *Matth.*, xxii, 21.



Voulez-vous apprécier dans sa vérité ce libéralisme « du lendemain », lisez les auteurs orthodoxes qui ont écrit librement et avant que le « malheur des temps » vînt les forcer à des concessions. Prenez, par exemple, la *Politique tirée des propres Paroles de l'Écriture sainte* de Bossuet. Savez-vous quelle politique ce Père de l'Église, ce grand exégète des catholiques a tirée du livre révélé ? En voici le résumé en phrases textuelles :

« Le meilleur gouvernement est le gouvernement monarchique, héréditaire de mâle en mâle et d'aîné en aîné. Ainsi la France, ajoute Bossuet, où la succession est réglée de cette manière, peut se glorifier d'avoir la meilleure constitution d'État qui soit possible, et la plus conforme à celle que Dieu même a établie. Ce qui montre tout ensemble et la sagesse de nos ancêtres et la protection particulière de Dieu sur ce royaume (1). — Dieu établit les rois comme ses ministres, et règne par eux sur les peuples. — La personne des rois est sacrée (2). — L'autorité royale est absolue. Le prince ne doit rendre compte à personne de ce qu'il ordonne (3). — La seule défense des particuliers contre la puissance publique doit être leur innocence. — Il faut obéir aux princes comme à la justice même. Ils sont des dieux, et participent en quelque façon à l'indépendance divine. — Le prince se peut redresser lui-même quand il connaît qu'il a mal fait, mais contre son autorité il ne peut y avoir de remède que dans son autorité. — Il n'y a que Dieu qui puisse juger des jugements et de la personne des princes. — Il n'y a point de force coactive contre le prince. — Il n'y a dans un État que le prince qui soit armé. — Le peuple doit craindre le prince, mais le prince ne doit craindre que de faire le mal. — La crainte de fâcher poussée trop avant dégénère en une faiblesse criminelle. — Le prince doit se faire craindre des grands et des petits. L'autorité royale doit être invincible. — La fermeté est un

(1) L. II, art. 1.

(2) L. III, art. 2.

(3) Bossuet voit l'idéal de la royauté dans ce passage de l'*Ecclésiaste* : *Omne quod voluerit faciet : et sermo illius potestate plenus est, nec dicere ei quisquam potest : Quare ita facis ? (Eccl., VIII, 3, 4.)*

caractère essentiel de la royauté (1). — La majesté est l'image de la grandeur de Dieu dans le prince. (Suit un parallèle entre Dieu et le prince, (2). — Il faut servir l'État comme le prince l'entend ; car en lui réside la raison qui conduit l'État (3). — Obéir passivement (4). — Les sujets n'ont à opposer à la violence des princes que des remontrances respectueuses sans mutinerie et sans murmure, et des prières pour leur conversion (5). — Jamais de révolte pour quelque raison que ce soit (6). »

La plupart de ces axiomes sont les titres d'autant de chapitres, dont chacun est prouvé à la façon d'une proposition de théologie, avec un grand luxe de citations de la Bible. Bossuet ne fait, du reste, que résumer la politique orthodoxe, et il n'est pas de catholique qui, en secret, ne doive dire que ce serait là le meilleur régime, si un tel régime était désormais possible. En effet, du moment que l'homme est considéré comme naturellement méchant, du moment que réprimer est l'abrégé de la morale, réprimer est aussi le mot de la politique. Le régime le plus dur, le plus capable de maîtriser les passions, est le meilleur. Le politique toujours préoccupé, comme M. de Maistre, d'expiation, de crime inhérent à l'homme et antérieur à la naissance, de mal incurable dans la nature humaine, ne doit guère applaudir à ce qui sert le progrès. Une justice formidable, des supplices, des soldats, le bourreau, voilà les vrais moyens de gouvernement, et le célèbre publiciste, en rêvant ce cauchemar et s'y reposant avec complaisance, n'a été que conséquent à son orthodoxie. Comme, dans ce système, une seule chose est nécessaire, sauver les âmes à quelque prix et de quelque manière que ce soit, on doit préférer à tout autre le gouvernement qui régit le plus énergiquement

(1) L. IV.

(2) L. V, art. 4.

(3) L. VI, art. 1.

(4) *Ibid.*, art. 2.

(5) *Ibid.*, art. 2, 6<sup>e</sup> proposition. — « N'est-ce pas combattre pour l'autorité légitime, dit-il ailleurs, que d'en souffrir tout sans murmurer ? » (*Sermon sur l'Unité de l'Église*, 1<sup>er</sup> point.)

(6) *Politique tirée des propres Paroles de l'Écriture sainte*, l. VI, art. 2 et 3.

l'homme, qui fait le plus ressembler la société à un monastère sévèrement discipliné, où toute liberté est vigoureusement pliée au bien, et où le mal est rendu forcément impossible.

La légitimité de l'opposition légale, quand les droits de la nation sont méconnus, est la conséquence de la souveraineté nationale. Tous les traités de morale orthodoxes en font un crime sans restriction ni explication. Qu'on lise, par exemple, le *Cinquième Avertissement* de Bossuet et sa *Défense de l'Histoire des Variations* (1), consacrés à réfuter les lettres de Jurieu. Le ministre avait soutenu la théorie de la souveraineté du peuple, des pactes supposés, du droit qu'a la nation de changer sa constitution (2). Cela paraît simplement à Bossuet « une doctrine propre à soulever tous les États. Les parents, ajoute-t-il, ont-ils besoin de faire un pacte avec leurs enfants pour les obliger à leur obéir (3) ? »

Voilà le vrai mot. Le souverain possédant son État légitimement, comme une propriété qu'il tient de Dieu, l'en déposséder est à la fois une injustice et un sacrilège. Cette singulière idée de légitimité par droit divin, qui joue un si grand rôle dans l'histoire des nations modernes, et qui n'apparaît pas dans l'histoire ancienne, en dehors des Juifs, a été formée chez nous sous des influences cléricales. Le clergé, en empruntant à la théocratie hébraïque le sacre des rois, faisait de ceux-ci des « Christs du Seigneur », et donnait

(1) Voir aussi *Histoire des Variations des Églises protestantes*, t. X, § 25.  
— J. de Maistre, *Du Pape*, t. II, ch. II.

(2) C'est lui qui émit le premier ce principe exagéré que « le peuple n'a pas besoin de raison pour valider ses actes ».

(3) « J'ai vengé, dit-il en se résumant, le droit des rois et de toutes les puissances souveraines ; car elles sont également attaquées, s'il est vrai, comme on le prétend, que le peuple domine partout, et que l'État populaire, qui est le pire de tous, soit le fond de tous les États. J'ai répondu aux autorités de l'Écriture qu'on leur oppose. Celles-là sont considérables ; et, toutes les fois que Dieu parle ou qu'on objecte ses décrets, il faut répondre. Pour les frivoles raisonnements dont se servent les spéculatifs pour régler le droit des puissances qui gouvernent l'univers, leur propre majesté les en défend ; et il n'y aurait qu'à mépriser ces vains politiques, qui, sans connaissance du monde ou des affaires publiques, pensent pouvoir assujettir les trônes des rois aux lois qu'ils dressent parmi leurs livres, ou qu'ils dictent dans leurs écoles. »

à leur inviolabilité une sanction religieuse. La royauté devenait ainsi une sorte de sacrement imprimant « caractère », un « ordre » à part ; et en effet plusieurs cérémonies du sacre étaient imitées de l'ordination sacerdotale (1).

Bien loin donc que l'Église ait avancé l'émancipation des peuples, il faut dire qu'elle l'a retardée. Cette émancipation n'a pu se faire que quand les peuples se sont préalablement émancipés de l'Église. Sans doute l'autorité ecclésiastique, et spécialement la papauté, furent souvent, dans la première moitié du moyen âge, une protection contre la barbarie du siècle. Les maximes d'humanité que l'Église a toujours professées, hors les cas où elle a été en péril, la possibilité d'en appeler de la conquête et de la brutalité à une puissance spirituelle étaient un immense bienfait dans un temps où la force régnait d'une manière absolue. Mais, si l'Église d'ordinaire soutint les opprimés, elle ne tenta jamais de revendiquer leur liberté ni de réveiller en eux l'idée de leurs droits. Les services qu'elle rendit ressemblent aux constitutions modernes comme l'aumône individuelle d'autrefois ressemblait aux établissements organisés de bienfaisance publique ; on paraît à une foule de maux partiels, mais le principe du mal restait. Tout était précaire, et dépendait du bon vouloir d'un individu. L'Église a pratiqué la bienfaisance politique ; elle n'a pas fondé le droit politique.

## II

La théorie de la souveraineté nationale entraîne comme conséquence le gouvernement par la représentation nationale, laquelle peut admettre des formes diverses et des

(1) Les gens ignorants prenaient la chose sur ce pied. J'ai entendu en Bretagne des personnes simples soutenir que Louis-Philippe n'avait pas plus de droit à exercer la royauté, comme n'étant point sacré, qu'un prêtre non ordonné n'aurait le pouvoir de remplir les fonctions sacerdotales.

degrés divers, mais n'est complète que quand tout citoyen, au moyen de l'élection, a sa part au gouvernement. Or, ce gouvernement de la nation par la nation, on ne saurait dire combien l'Église l'a toujours vu de mauvais œil. L'Église, en effet, s'est toujours vantée de réaliser, dans sa propre constitution, l'idéal des gouvernements. Or, chaque siècle de l'histoire de l'Église nous la montre chassant de plus en plus de son sein tout ce qui semblait rappeler la représentation populaire. Quelle a été la forme dont le gouvernement de l'Église s'est rapproché de plus en plus ? La forme la moins démocratique, celle où les rangs sont séparés par la barrière la plus infranchissable, je veux dire par un caractère sacré, indélébile. La hiérarchie est la base de tout le système catholique ; elle est « de foi » comme disent les théologiens (1). Tandis qu'à l'origine l'Église était la réunion des croyants se gouvernant eux-mêmes, l'Église de nos jours s'est divisée en gouvernés et en gouvernants, et ceux-ci ont pris pour eux tous les droits dont le peuple jouissait dans la constitution primitive. A l'origine, le jugement de la doctrine était le partage de tous : le système moderne en exclut formellement les laïques, qui ne vont plus à l'église que pour écouter. A l'origine, la mission apostolique venait de la conscience de chacun, ou de la voix des fidèles assemblés : de nos jours, le corps hiérarchique s'est seul arrogé de droit de la conférer (2). Encore si dans ce sénat dirigeant s'était conservé quelque chose de la fraternité primitive qui unissait les coopérateurs de l'Évangile ! Mais loin de là, les rangs se sont profondément tranchés dans le sein du clergé. Le prêtre, que saint Jérôme déclarait nettement être l'égal de l'évêque (3), est devenu par droit divin son subalterne. Le prêtre s'est vu successivement exclu des conciles et de toute participation à la juridiction épiscopale ; il est devenu téméraire de

(1) *Concil. Trident.*, sess. XXIII, can. 4, 6, 7, 8.

(2) *Ibid.*, can. 7.

(3) *Idem est presbyter qui episcopus, et antequam diaboli instinctu studia in religione fierent..., communi presbyterorum consilio Ecclesiae gubernabantur.* Il faut voir toute la suite du passage (*In cap. I Epist. ad Tit.*). Sur l'identité primitive du *πρεσβύτερος* et de l'*ἐπίσκοπος*, voir *Phil.* 1, 1, et l'observation de Théodoret sur ce passage.



dire que le clergé de second ordre forme le conseil nécessaire de l'évêque, et que celui-ci ne peut, sans son concours, prendre aucune décision sur la foi ou la discipline. L'égalité des évêques s'est-elle mieux conservée ? Non ; elle est devenue une sujétion commune à un chef unique. Je sais que l'accord n'est point ici unanime, et que certaines Églises ont conservé des maximes moins éloignées de l'esprit ancien. Selon la doctrine gallicane, l'Église serait une sorte de monarchie représentative, où l'infailibilité et le gouvernement ne résideraient que dans le chef et les membres réunis. Mais cela vient de ce que, sur une foule de questions théologiques, la critique historique et les décisions modernes de l'Église sont en contradiction. Les gallicans triomphent quand ils en appellent aux faits des temps anciens ; mais ils n'ont rien à répondre quand leurs adversaires leur opposent des décisions plus modernes, qu'ils sont obligés d'admettre eux-mêmes comme d'irréfragables autorités. Qu'ont-ils à dire, par exemple, à des textes comme celui-ci du concile de Florence : *Definimus romano pontifici... in beato Petro pascendi, regendi universalem Ecclesiam a Christo plenam potestatem traditam esse*, et à cet autre du deuxième concile de Lyon : *Ecclesia romana summum et plenum primatum super universalem Ecclesiam catholicam obtinet*, et à cet autre du concile de Trente : *Pontifices maximi, pro suprema potestate sibi in Ecclesia universa tradita* (1)... ? Peut-on exprimer la monarchie absolue en termes plus clairs, et ici, comme toujours, l'opinion la plus étroite n'est-elle pas la plus orthodoxe ?

Il est curieux d'étudier dans toute l'histoire de l'Église cette marche constante de la démocratie la plus parfaite, qui fut le régime de la plupart des Églises primitives, à l'oligarchie épiscopale, et, de là, à la monarchie papale, de voir comment l'autorité centrale une fois constituée a sévèrement réprimé toute tentative pour revendiquer les droits périmés. Les conciles de Constance et de Bâle, qui essayent d'établir pour l'Église une sorte de régime parlementaire, échouent complètement. Le concile de Trente,

(1) *Concil. Trident.*, sess. XIV, chap. 7.

dans ses commencements, manifesta aussi des intentions fort hostiles à l'omnipotence pontificale, intentions que le froid de l'autorité, pour parler avec M. de Maistre, vint ensuite arrêter (1). Mais rien ne montre plus ouvertement l'aversion de l'Église pour tout ce qui sent le régime populaire, que la façon dont elle accueillit, d'une part, les essais des jansénistes pour ramener dans l'Église la discipline primitive, d'une autre part, la Constitution de 1791, qui n'était que la reprise de l'essai janséniste. L'idée fondamentale de la Constitution de 1791 fut d'accommoder le gouvernement de l'Église au système des États modernes, et par là de le ramener à sa première forme. Donner à l'évêque un conseil permanent formé de son clergé (2), établir l'élection sur les bases les plus larges et les plus libérales (3), tels étaient les principes de cet acte célèbre. Comment y répondit l'orthodoxie ? Par les condamnations de la Sorbonne, par des brefs du pape, par les qualifications de schismatique et de subversive de la hiérarchie. L'antiquité était un peu plus libérale quand elle déclarait l'élection de tradition divine et de droit divin.

### III

On conseille souvent la tolérance à l'Église, sans se demander si elle peut l'accorder. C'est ici le point épineux de toutes les controverses, celui sur lequel on ne peut jamais obtenir de réponse catégorique. C'est qu'en effet l'Église n'a jamais été tolérante ; elle ne le sera jamais, elle ne peut pas l'être, et les orthodoxes, dans les moments où ils renoncent à toute gêne, l'avouent assez volontiers. Mais ici, comme en une foule d'autres cas, ils ont une doctrine pour ceux que rien ne scandalise, et une autre doc-

(1) Cf. Léopold Ranke, *Histoire de la Papauté au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle*, t. II, init.

(2) Tit. I, art. 14.

(3) Tit. II tout entier.

trine qu'on peut donner à ceux du dehors. Ne demandez pas d'abord au catholique cette tolérance intérieure qui est non pas le scepticisme, mais la critique : le catholique la condamne comme mauvaise et impossible. Du moment, en effet, que l'on reconnaît pour absolument et uniquement vraie telle ou telle doctrine religieuse, on ne saurait admettre qu'une autre doctrine ait aussi sa part de vérité. Toute doctrine absolue est, par son essence même, intolérante. L'orthodoxie n'aura donc jamais cette haute impartialité philosophique, pesant et appréciant avec froideur toutes les opinions. Or, cette tolérance intérieure est la condition nécessaire de la tolérance extérieure, de celle qui rend possible la bienveillance entre les dissidents, et qui, en politique, accorde aux uns et aux autres les mêmes droits.

Aux yeux de l'orthodoxe, en effet, l'hétérodoxe est coupable. Comme l'orthodoxe est obligé de soutenir que la vraie croyance est de toutes les choses claires la plus claire, l'erreur sur la religion ne peut venir, selon lui, que d'une ignorance grossière ou d'une mauvaise foi décidée. Le sentiment le plus charitable de l'orthodoxe envers le mécréant, c'est la pitié. S'il ne peut croire à l'ignorance involontaire (et, en matière si évidente, l'ignorance involontaire lui paraît presque une hypothèse chimérique) (1), le croyant est obligé de damner quiconque ne pense pas comme lui. Or, on est bien près de brûler dans ce monde-ci les gens que l'on brûle dans l'autre. Comme, d'ailleurs, la saine croyance est, d'après la manière de voir des orthodoxes, le plus grand des biens, celui auquel tout le reste doit être sacrifié, et que le prince, comme ils disent, peut et doit tout oser pour le bonheur de ses sujets, le prince fait acte de père en séparant le bon grain de l'ivraie et en brûlant celle-ci (2). Le *compelle intrare* est légitimé par ses

(1) M. Frayssinous, répondant à des questions qui lui avaient été adressées sur le salut des hérétiques, et cherchant à élargir autant que possible la doctrine catholique, reconnaît que l'erreur de bonne foi doit être considérée comme l'exception. La maxime générale « Hors de l'Église, point de salut » le suppose aussi.

(2) On sait que l'Inquisition avait un texte pour présenter ses bûchers comme une institution divine : *Si quis in me non manserit mittetur foras*

résultats. De gré, de force, qu'importe ? Sauver la vérité avant tout et coûte que coûte ! Aussi les théologiens accordent-ils unanimement au prince le pouvoir d'exiger la « profession extérieure » du culte reconnu, et le concile de Trente lance-t-il l'anathème contre ceux qui soutiendraient qu'on ne peut ramener par des peines temporelles ceux qui n'acceptent pas à un âge plus avancé les promesses qu'on a faites pour eux à leur baptême (1). Cela, du reste, est d'une logique inflexible. On a tort de presser les catholiques sur ce point ; il ne faut pas exiger d'eux ce qu'ils ne peuvent donner. Demandez-leur de renoncer à l'orthodoxie, à la bonne heure ; mais ne leur demandez pas de rester orthodoxes et de supporter l'hétérodoxie. Il s'agit là pour eux d'être ou de n'être pas.

Toutes les fois donc que l'Église le pourra sans danger, elle persécutera, et sera conséquente en persécutant. Rien ne tient devant la seule chose nécessaire, sauver les âmes. Si, en sacrifiant mille âmes gangrenées, on en peut sauver une seule, l'orthodoxie trouvera le sacrifice suffisamment compensé. Si, en brûlant les gens en ce monde, on peut leur épargner, à eux ou à d'autres, d'être brûlés dans l'éternité, c'est faire un acte méritoire. Je n'invente pas ; je ne fais que répéter les arguments que l'on trouve partout dans les auteurs vraiment orthodoxes pour justifier l'Inquisition et les mesures du même genre.

Aucun droit ne tient aux yeux du vrai croyant devant cette nécessité suprême de conserver la foi. Le droit de la famille, par exemple ; assurément, celui-là, l'Église dans ces dernières années l'a souvent invoqué contre l'enseignement de l'État. Pour soustraire la jeunesse à l'éducation publique, qui n'était pas de son goût, l'Église rappelait avec un libéralisme impatient les droits de la famille sur

*sicut palmas, et arescet, et colligent eum, et in ignem mittent, ET ARDEB.*  
(Joann., xv, 6.)

(1) *Si quis dixerit.... parvulos baptizatos, cum adoleverint, interrogandos esse an ratum habere velint quod patrini eorum nomine, dum baptizarentur, polliciti sunt, et ubi se nolle responderint, suo esse arbitrio relinquendos, nec alia interim poena ad christianam vitam cogendos, nisi ut ab Eucharistiae aliorumque sacramentorum perceptione arceantur, donec resipiscant, anathema sit.* (Sess. VII, De bapt., can. 14.)

l'enfant. Mais savez-vous comment la même Église, au temps où elle était maîtresse, a respecté ces droits ? Elle a établi en pratique, sinon en principe général, le droit d'enlever l'enfant à sa famille, quand celle-ci n'était point orthodoxe : *Infans*, dit le droit canon (1), *non debet apud eas remanere personas de quibus postest esse suspicio quod saluti vel vitæ insidiantur illius*. — *Judaeorum filios baptizatos*, dit le quatrième concile de Tolède (633) (2), *ne parentum involvantur erroribus, ab eorum consortio separari decernimus, deputandos autem nonasteriis aut christianis viris, ut in moribus et fide proficiant*. Plusieurs th'ologiens accordent au prince le droit de faire baptiser de force les enfants des juifs et des infidèles, et la raison qu'ils en apportent est évidente : le prince a le droit d'empêcher le père d'assassiner son fils : or, en le retenant dans l'infidélité, le père fait pis que l'assassiner. Tous au moins conviennent que l'enfant gagné à l'orthodoxie, par quelque captation que ce soit, sort de la domination de ses parents ; que les enfants des esclaves, si le maître y consent, et les enfants de ceux qui, après avoir embrassé l'orthodoxie, sont revenus à l'hérésie peuvent être baptisés de force ; que le consentement d'un seul des parents suffit, et qu'en cas de conversion de l'un d'eux, l'enfant en bas âge doit suivre la partie fidèle. On sait, d'ailleurs, les exigences rigoureuses de l'Église en ce qui concerne les enfants issus des mariages mixtes, tandis que l'équité voudrait que le partage se fît d'après le sexe, comme y consentent les sectes protestantes. Enfin, l'Église n'a eu que des éloges pour les actes attentatoires à la liberté des familles dont Louis XIV fit précéder et appuya sa révocation de l'édit de Nantes (3). L'Église, quand elle l'a pu, a donc porté l'État à violer le droit de la famille sur l'éducation religieuse. Et pourtant ce droit est bien plus sacré en fait de religion qu'en fait d'édu-

(1) *Decretal. Gregorii*, l. III, tit. xxxiii, *De convrs. infid.*, cap. 2.

(2) Canon 60.

(3) L'œuvre des « Nouvelles catholiques » avait pour objet de fournir un asile contre l'influence paternelle aux jeunes filles protestantes amenées de gré ou de force au catholicisme. Quand les Églises séparées se sont permis des actes semblables (et d'ordinaire elles y ont mis plus de modération), les catholiques en ont appelé à la liberté !



cation. L'État doit posséder quelque pouvoir sur l'éducation intellectuelle et morale de ses membres ; il ne peut rien sur la religion. La religion, en effet, est chose essentiellement traditionnelle. « Nos pères ont ainsi adoré », voilà sa meilleure, ou, pour mieux dire, sa seule raison d'être. Toute conversion est mauvaise ; car toute conversion prête une valeur absolue à des formes de culte relatives et discutables. La naissance doit faire les religions ; la raison seule doit faire les opinions individuelles.

#### IV

Si l'orthodoxie est obligée de se montrer sévère contre toute croyance qui s'écarte de la sainte doctrine théologique, que fera-t-elle contre le libre penseur, qui se met en dehors de toute doctrine religieuse ? La plus grande grâce qu'elle pourra lui faire sera de le traiter comme hérétique. En effet, l'Église n'a guère distingué de l'un à l'autre : l'inquisition est le remède commun qu'elle a opposé à la liberté de croire et à la liberté de penser.

Je sais qu'il y a dans l'Église un parti plus libéral, qui condamne ces mesures barbares. Mais c'est là une des mitigations que des esprits peu conséquents ont introduites sur plusieurs points de la doctrine et de la discipline catholiques, devenus trop choquants pour l'esprit moderne. L'orthodoxie sérieuse suit, à l'égard de ces adoucissements, une tactique conforme à son esprit général. Elle n'a garde d'y donner la main ; mais elle est bien aise qu'il y ait des docteurs naïfs pour mettre en avant des explications superficielles dont les laïques se contentent. Assurés d'avance que les objections contre leur foi sont mauvaises, les catholiques y font souvent de mauvaises réponses, sachant fort bien ce qu'elles valent. Cela tient à ce suprême dédain pour ceux qui doutent ou ne croient pas, qui est au fond des controverses théologiques. Pour sauver la thèse fondamentale, on est complaisant sur le reste. Le théologien, s'envisageant

toujours comme en possession d'une science supérieure, que les simples gens ne peuvent comprendre, traite ses adversaires comme un mathématicien traite le public à qui il est obligé d'exposer une question transcendante. Le mathématicien, en pareil cas, se permet beaucoup de tours de démonstration qu'il sait bien n'être pas exacts, mais qu'il trouve appropriés à ses auditeurs. Le théologien, jugeant le laïque incapable de saisir les vraies raisons de la vérité, est bien aise de le voir s'attacher à certaines solutions qui satisfont son ignorance, et dont lui, théologien, voit bien la fragilité.

Pour en revenir à l'Inquisition, les orthodoxes laissent dire assez volontiers que ce fut un abus, que ce ne fut pas l'œuvre de l'Église, que celle-ci n'est nullement intéressée à l'apologie de ce tribunal odieux. Ils le laissent dire, mais ils savent fort bien qu'on ne peut le croire. Et, de fait, cela n'est pas : l'Inquisition est la conséquence logique de tout le système orthodoxe ; elle est le résumé de l'esprit de l'Église ; l'Église, quand elle le pourra, ramènera l'Inquisition, et, si elle ne le fait pas, c'est qu'elle ne le peut pas.

Je n'aurais, pour prouver cette proposition, qu'à renvoyer le lecteur à un curieux opuscule d'un théologien italien du commencement de ce siècle, le chanoine Muzzarelli (1), lequel a consacré une longue et érudite dissertation (2) à démontrer que les Pères, les conciles, la discipline universelle de l'Église sont favorables à l'Inquisition ; que l'Inquisition est dans l'esprit même de l'Évangile (erreur : dans l'esprit de l'Église, oui), et qu'il n'y a que les incrédules qui puissent y être hostiles.

C'est là une triste thèse sans doute, mais une thèse malheureusement très vraie. Que peuvent, en effet, répondre les orthodoxes aux conciles qui ont établi ou approuvé l'Inquisition, aux Pères et aux évêques qui ont conseillé et pratiqué des mesures inquisitoriales ? Le P. Lacordaire reconnaît que, depuis Constantin, c'est-à-dire depuis que l'Église

(1) Muzzarelli fut le théologien le plus autorisé de Rome sous le règne de Pie VII et le conseiller intime de ce pontife.

(2) On peut la lire traduite en partie à la suite du tome V de *l'Histoire générale de l'Église*, par M. le baron Henrion.

eu quelque pouvoir dans l'État, l'Eglise a toujours fait appel à l'autorité publique pour la conservation de la foi, et cela, dit-il, est tout naturel, la religion étant le premier bien des peuples (1). Les empereurs chrétiens furent, pour la plupart, intolérants, à l'instigation des évêques (2). Constantin intervint directement dans la querelle des donatistes (3). Une foule de conciles particuliers, celui d'Aquilée (381), celui de Milan, sous saint Ambroise (389), le cinquième de Carthage (400), celui de Milève (416), implorèrent la puissance civile contre les hérétiques. Dioscore d'Alexandrie ayant été condamné au concile général de Chalcédoine (451) fut puni, par ordre du concile, de peines séculières. Le troisième concile d'Orléans (538), le sixième de Tolède (638), celui de Toulouse (1119) préludèrent à l'Inquisition. Le pape Innocent III, les conciles de Toulouse (1229), d'Arles (1234), de Narbonne (1235), de Béziers (1246), d'Albi (1254), achevèrent peu à peu l'organisation de cette redoutable institution. Deux conciles oecuméniques l'ont hautement approuvée. Le concile de Vienne délègue des inquisiteurs, enjoint aux évêques de leur prêter secours, prescrit, avec le plus grand soin, la sûreté des prisons, la fidélité des gardes, leur vigilance, leur secret. Les paroles du quatrième concile de Latran font frémir : « Les dépositaires du pouvoir politique seront avertis et, s'il en est besoin, contraints par censures de prêter serment de purger leurs terres de tous les hérétiques notés par l'Eglise. Si le seigneur temporel, après cet avertissement, reste dans l'inaction, il sera excommunié par

(1) *Mémoire pour le Rétablissement en France de l'Ordre des Frères prêcheurs*, en tête de sa *Vie de saint Dominique*, p. 130 ss. (3<sup>e</sup> éd., 1844).

(2) Il peut être intéressant de savoir sur ce point le sentiment de Bossuet. Voici encore quelques axiomes de sa *Politique* : « Le prince doit employer son autorité pour détruire dans son État les fausses religions... » (L. VII, art. III, prop. 9). « Ceux qui ne veulent pas souffrir que le prince use de rigueur en matière de religion sont dans une erreur impie. » Après avoir exposé la conduite des princes chrétiens, il ajoute : « L'Eglise les remerciait de ces lois. » Le prince, toujours selon Bossuet, est l'exécuteur de la loi de Dieu ; il doit prendre soin de l'instruction religieuse de ses peuples, de faire sanctifier les fêtes, de punir les blasphémateurs. (L. VII, art. 4, 5, etc.)

(3) Voir Fleury, *Histoire ecclésiastique*, l. X, n<sup>os</sup> 10 ss.

les prélats de la province, et, s'il ne satisfait dans l'année, on le dénoncera au souverain pontife, afin que, dès lors, celui-ci déclare ses vassaux déliés du serment de fidélité, et propose ses domaines aux armes des catholiques, qui les posséderont sans aucune contradiction, après en avoir chassé les hérétiques, et qui les conserveront dans la pureté de la foi, sauf les droits du seigneur principal, pourvu que lui-même n'apporte aucun empêchement à l'exécution du décret. Or, ceux qui se croiseront gagneront les mêmes indulgences que ceux qui vont à la terre sainte. Nous excommunions aussi les fauteurs et recéleurs d'hérétiques, en sorte que, s'ils ne satisfont dans l'année, ils seront infâmes de plein droit, et, comme tels, exclus de tous offices et conseils publics, des droits d'élection, de celui de rendre témoignage et de recevoir des successions. On ne leur répondra point en justice, et ils seront obligés de répondre aux autres. S'ils sont juges, leurs sentences seront nulles, et l'on ne portera point de causes à leur audience ; s'ils sont avocats, ils ne seront point admis à plaider ; s'ils sont tabellions, les actes qu'ils auront dressés seront de nulle valeur ; ainsi du reste (1). »

Les mesures ordonnées pour la recherche des hérétiques répondent à ces effrayantes pénalités (2). Les catholiques, quand on leur parle de ces persécutions, répondent que l'Église n'a jamais versé le sang, que les princes séculiers sont seuls responsables de telles rigueurs (3). Que n'ajoute-t-on aussi que l'Église obligeait les princes à ces rigueurs sous les peines les plus terribles, qu'on les excommuniait, déposait, traitait comme hérétiques, s'ils n'obéissaient pas.

Nous craindriens d'accumuler des preuves superflues en

(1) *Concil. Later. IV*, can. 3.

(2) Un pieux historien de l'Église ajoute à l'exposé de ces faits la réflexion suivante : « L'Église avait alors ces droits et cette autorité, puisqu'elle en usait souverainement, et elle les conserve toujours, quoiqu'elle ne juge pas devoir en user aujourd'hui comme autrefois. » « Devoir » en pareil cas signifie « pouvoir ». *Histoire générale de l'Église*, par le baron Henrion, t. V, p. 263.

(3) C'est la réponse de M. J. de Maistre dans sa *Lettre à un Gentilhomme russe sur l'Inquisition espagnole*, et de M. Lacordaire, dans l'ouvrage précité. Les vrais orthodoxes, au contraire, reconnaissent franchement le pouvoir immédiat de l'Église.



citant un grand nombre de passages pour prouver aux orthodoxes que leurs pères dans la foi ont été de zélés inquisiteurs. Saint Augustin est un de ceux qu'on est le plus étonné de trouver au premier rang dans la liste. Après avoir d'abord été opposé à ces mesures de rigueur, il fut un des plus ardents à les provoquer contre les donatistes (1). « Eh quoi ! disait énergiquement Pétilien, le service de Dieu exige peut-être que vous nous assassiniez de votre main ! Vous vous trompez, méchants ; Dieu n'a pas de bourreaux pour ministres. » Augustin répondait : « Pourquoi, par le moyen de la puissance établie, l'homme pieux ne chasserait-il pas l'impie, et l'homme juste l'injuste ?... La seule chose qu'il faille examiner, c'est de savoir si c'est à bon droit ou à tort que vous vous êtes séparés de la communion universelle. Car, si nous trouvons que vous vous êtes séparés par impiété, ne soyez plus surpris que les ministres ne manquent pas à Dieu pour vous châtier ; dans ce cas, vous ne souffrez pas la persécution de nous, mais, comme il est écrit, de vos propres œuvres (2). » — « Parménien, dit-il ailleurs, ose se plaindre de l'ordre de Constantin de conduire au camp, c'est-à-dire au supplice, les donatistes qui, convaincus devant les juges ecclésiastiques, ne pourraient pas prouver devant lui ce qu'ils disaient... Quelle injustice peut-il y avoir dans les peines que souffrent en punition de leurs péchés et par ordre de la puissance ceux que Dieu avertit par ce jugement présent et par ce châtiment de se soustraire au feu éternel ? Qu'ils prouvent d'abord qu'ils ne sont ni hérétiques ni schismatiques, et qu'ils se plaignent ensuite d'être punis injustement. »

Ces mesures de coaction étaient déjà très communes dans la juridiction épiscopale (3). Saint Hilaire de Poitiers et saint Jérôme ne se montrent guère moins rigoureux. Saint Grégoire pape ne cesse d'inviter les gouverneurs et les

1) Voir Fleury, *Histoire ecclésiastique*, l. XXIII, nos 39 ss.

(2) *Contra litt. Petil.*, II, 42, 43.

(3) *Tanctorum scelerum confessionem... virgarum verberibus erui. Qui modus correctionis a magistris artium liberalium, et ab ipsis parentibus, et saepe etiam in judiciis solet ab episcopis adhiberi.* (S. Aug., *Epist.* 159 aliis 133.)



exarques à battre et exiler les hérétiques (1). Saint Léon fit de même, et, ayant découvert des manichéens à Rome, les remit au bras séculier (2). La pratique universelle de l'Église, en un mot, prouve qu'elle a cru posséder un tel droit ; et, en effet, le concile de Constance, dans une des sessions tenues de tous pour œcuméniques, a condamné cette proposition de Jean Hus, que la puissance ecclésiastique n'a pas le pouvoir de recourir à la puissance séculière pour appuyer ses censures (3). Que peut répondre à cela le théologien orthodoxe ? Peut-il dire encore que l'Inquisition est un abus, une institution politique ? Si l'Inquisition a été la pratique universelle de l'Église, le théologien n'est-il pas forcé de reconnaître que l'Église avait les droits que suppose une telle pratique, et d'avouer que, si l'Église n'use pas maintenant de ce droit, c'est une grâce qu'elle nous fait ?

A la liberté de penser correspond le droit d'exprimer librement sa pensée, soit par la parole, soit par la presse. Il est curieux de voir comment l'Église a respecté cette liberté, la plus nécessaire de toutes, parce que seule elle suffit pour conquérir et conserver les autres. On se rappelle que, dans une circonstance récente (4), un peuple renaissant à la vie politique fit la demande au plus libéral des pontifes de ce premier besoin des nations modernes, et qu'il lui fut répondu par un décret du concile de Latran (5). La réponse était péremptoire. Une foule d'actes de l'Église romaine, de nombreuses bulles papales, des institutions revêtues de la sanction de l'Église universelle sont la négation du droit de libre émission des idées. Qu'on lise, par exemple, les règlements faits par l'ordre du concile de Trente sur l'Éd. ex. Il est impossible d'imaginer un plan mieux combiné pour étouffer la liberté de la pensée. Ce ne

(1) L. I, *epist.* 74 ; l. IV, *epist.* 7 et 34.

(2) Fleury, *Histoire ecclésiastique*, l. XXVI, n° 54.

(3) *Ibid.*, l. CIII, n° 74.

(4) Allusion à un incident des premiers temps du pape Pie IX.

(5) C'est par erreur qu'on a cru qu'il s'agissait du deuxième concile de Latran contre Arnould de Bresse (Labbe, *Concil.*, t. X, col. 999 ss.). Il s'agit du concile de Latran, sous Léon X (sess. X), dont les décrets à cet égard furent invoqués par le concile de Trente (sess. IV).

sont pas seulement les ouvrages relatifs à la théologie et à l'Écriture sainte qui sont assujettis aux entraves les plus tyranniques : tous les livres des hérésiarques, de quelque sujet qu'ils traitent, sont défendus ; la condamnation *in odium auctoris* est déjà posée en principe (1) ; les pénalités les plus sévères sont portées contre les délinquants. Les règlements ultérieurs des papes et du saint office complétèrent ce système d'oppression. Les livres les plus inoffensifs ou dont la connaissance est la plus indispensable, Descartes, Malebranche, par exemple, furent mis à l'*Index*. La lecture en fut défendue, sous peine d'excommunication, à tous, même aux évêques, excepté aux inquisiteurs, et à ceux qui obtiendraient la permission de les lire, en annonçant l'intention formelle et arrêtée d'avance de les réfuter. Les théologiens, avec leur scrupule ordinaire, ont même soin de faire observer que l'excommunication frappe ceux qui ne font que parcourir le livre des yeux, sans prononcer les paroles, et ceux qui se le feraient lire par d'autres. Les Églises particulières renchérirent encore sur ces règlements. L'oubli a fort simplifié en ce point les devoirs des fidèles : bien des personnes ne savent pas sans doute qu'elles sont sous le coup de l'excommunication dans le diocèse de Paris en possédant chez elles les *Provinciales* de Pascal.

On dira peut-être que j'ai pris l'orthodoxie par son côté sombre et sévère, qu'il est un catholicisme plus complaisant, qui a su pactiser avec les nécessités du temps et jeter un voile sur de trop rudes vérités. Je le sais ; mais, de tous les systèmes, celui-là est le plus inconséquent. Je conçois les orthodoxes, je conçois les incrédules, mais non les néo-catholiques. L'ignorance profonde où l'on est en France, en dehors du clergé, de l'exégèse biblique et de la théologie a seule pu donner naissance à cette école superficielle et pleine de contradictions. C'est dans les Pères, c'est dans les conciles : qu'il faut chercher le vrai christianisme, et non chez des esprits à la fois faibles et légers, qui ont altéré la doctrine chrétienne en l'adoucissant, sans la rendre plus acceptable.

(1) *Concil. Trident.*, sess. IV et XVIII, et les règles *De libris prohibitis* portées par le concile et approuvées par la constitution *Dominici* le 24 mars 1564 (*Labbe, Concil.*, t. XIV, col. 950 ss.).

Dira-t-on que les temps sont changés, que l'Église ne songe plus à faire ce qu'elle a fait jadis ? Ce n'est donc que pour mieux servir sa cause qu'elle se désiste de ses droits. Si elle nous permet la liberté, c'est qu'il serait trop difficile de réprimer nos écarts. On nous abandonne à la dureté de notre cœur ; on nous laisse respirer, parce qu'on ne peut nous étouffer (1). La liberté est une grâce qu'on nous accorde, une aumône qu'on nous fait en soupirant. Nous n'en voulons pas à ce titre ; la liberté est notre droit, et non une concession que nous voulons devoir aux temps mauvais : c'est notre droit de dire notre pensée sans autre contrôle que la raison publique. Pas de générosités faites de ce qui nous appartient !

Et pourquoi, je vous prie, la répression serait-elle maintenant moins nécessaire qu'autrefois ? Serait-ce qu'à vos yeux l'opposition au catholicisme est de nos jours moins dangereuse ? Vous ne le croyez pas sans doute. C'est donc que vous ne pouvez faire autrement. Vous êtes modérés, parce qu'il vous serait dangereux d'être violents. Ce n'est pas de la tolérance que de souffrir ses ennemis, quand on n'a la force ni de les enchaîner ni de les brûler.

Dites-le franchement : si vous étiez les maîtres, que feriez-vous ? Inviteriez-vous la pensée à ouvrir ses ailes en toute liberté ? Vous livreriez-vous sans plastron aux coups de la critique ? Non ; vous vous retrancheriez derrière le nuage d'une révélation « évidente » ; vous relèveriez la vieille idole du respect ; vous traiteriez vos ennemis d'aveugles volontaires, de perversisseurs de la conscience publique ; vous seriez conséquents et cherchiez à les extirper à tout prix. Vous feriez, en un mot, ce que vous avez fait sous la Restauration, ce que vous avez fait toutes les fois qu'un pouvoir complaisant a bien voulu vous prêter la main, à charge de retour. Ne parlez plus de liberté, de tolérance ;

(1) Voici, par exemple, la théorie des catholiques sur l'édit de Nantes et la révocation de cet édit. Henri IV, disent-ils, a dû le porter, parce qu'il ne pouvait faire autrement (et ils détruisent tout le caractère de ce prince pour prouver qu'en fervent catholique il n'accordait rien à l'hérésie qu'à contre-cœur). Louis XIV a dû le révoquer, du moment qu'il a été assez fort pour cela. Le pouvoir a toujours été la mesure de la tolérance de l'Église.

ne prononcez plus ces mots sacrés de notre symbole ; pour pouvoir vous en servir, vous êtes obligés de les fausser. Votre tolérance est un don forcé ; si vous étiez assez forts, vous la retireriez : nous ne vous en savons aucun gré.

Que l'Église reste donc ce qu'elle est et qu'elle avoue ses doctrines. On lui tiendra compte de sa sincérité. On l'accueillera avec cette bienveillance qu'on a pour les débris historiques ; on la respectera comme ces vieillards à qui l'on pardonne de ne pas se plier aux idées nouvelles, de regretter le passé, même de se faire les censeurs aigres et fâcheux du présent. Que l'Église s'entoure de ce parfum de vénération qui s'attache aux vieilles choses, mais qu'elle n'essaye pas de se refaire à la mode du jour. Qu'elle conserve ses vieilles bannières, innocentes antiquailles qui ne font naître qu'un sourire ; mais qu'elle ne tente pas de prendre ce drapeau moderne qui jure avec ses habitudes surannées. Un vieillard n'est pas ridicule en conservant le costume de son temps ; il l'est en se coiffant du bonnet rouge et en prenant des airs de jeunesse qui contrastent avec sa caducité.





## LA THÉOLOGIE DE BÉRANGER (1)

UN titre me frappa il y a quelque temps parmi les réclames : *Le Béranger des Familles* (Paris, Perrotin, 1859). Je fus curieux de voir comment on avait réconcilié M. Béranger avec la religion et la morale, et au prix de quels sacrifices on peut devenir en France la lecture du soir des familles bien pensantes. L'examen m'a prouvé que l'opération qui transfigure ceux que la légende populaire a déjà consacrés peut être faite d'une main fort légère, et que, s'il est des péchés que la France ne pardonne pas, il en est aussi qu'elle couvre d'une absolution bien facile. Je supposais naïvement que la préface du nouvel éditeur renfermerait quelque explication sur cette singularité littéraire d'un poète qui a chanté tout autre chose que la religion et les vertus domestiques devenant, dans un temps aussi facile à scandaliser que le nôtre, un auteur classique pour les maisons d'éducation. Il n'en est rien. On m'apprend seulement que, « bien qu'il ait joui de sa jeunesse tant qu'il fut jeune, il fut par-dessus tout un homme de bien... ; que ce n'est pas seulement un grand poète, que c'est le patriarche de la France nouvelle ; qu'il nous a légué en même temps que ses vers l'exemple de son caractère et l'enseignement de ses vertus ». A Dieu ne plaise que je personnifie la France en M. Béranger ! La France est par excellence le pays des dons variés et contraires, et on se trompe toutes les fois qu'on veut assigner une limite à sa nature. Mais une autorité presque indiscutable a proclamé M. Béranger « poète national » ; l'opinion exprimée dans la préface que je citais

(1) Article paru sous le titre : *Le Béranger des Familles*, *Journal des Débats*, 17 décembre 1859. (N. de l'éd.)

tout à l'heure tend de plus en plus à devenir générale et presque officielle. On est par conséquent autorisé à réfléchir sur cette curieuse adoption et à rechercher par quel côté du génie français elle a pu s'accomplir.

Je n'ai lu M. Béranger que fort tard et comme on lit un document historique. Je suis donc mal placé pour le bien comprendre, et je me défie d'une certaine injustice dans les sentiments qu'il m'inspire. Sa langue, qui me semble manquer de limpidité et de vraie légèreté, fait peut-être un meilleur effet quand on l'entend chanter. Plusieurs de ses motifs poétiques, qui sont pour nous dénués de sens, en avaient sans doute l'oreille lorsqu'ils furent accueillis avec tant de faveur. Un perpétuel malentendu, auquel il ne paraît pas que le public ait été fort sensible, me gâte d'ailleurs ses chansons les mieux réussies et se mêle comme une dissonance à ses rythmes harmonieux. Je veux parler de cette prétention qui lui a fait si souvent payer tribut à un des défauts de notre temps, à la manie de confondre les genres et de transformer tout en déclamation. Chaque genre est bon, pourvu qu'il soit franc et tranché. Nos vieux chansonniers de l'école provençale sont des classiques à leur manière. Anacréon chanta le plaisir d'une façon qui fut presque une leçon de morale, puisqu'elle fut une leçon de simplicité, de grâce et de bon goût. Hafiz surtout est un incomparable débauché. La profonde mélancolie de la condition humaine, l'instabilité du sort, la fatalité qui nous presse n'eurent jamais de plus profond interprète. La pensée de la mort est son compagnon d'ivresse ; derrière le plaisir se cache pour lui, non la vulgaire gaieté, mais le repos dans l'infini, la vision de Dieu. Tout ce qui est vrai doit avoir sa place en esthétique. Le mauvais est ce qui est artificiel : c'est l'honnête et pédant Chapelain, usurpant gauchement le rôle de l'aède et du trouvère ; c'est le poète du XVIII<sup>e</sup> siècle, un J. B. Rousseau, un Piron, faisant à volonté des cantiques pieux, des odes pindariques et des épigrammes obscènes ; c'est le chansonnier respectable, chantant le vin par conscience et « célébrant les faveurs de Glycère », comme le thème obligé de quiconque veut faire des vers.

Certes, il serait injuste de placer M. Béranger dans cette classe d'écrivains artificiels ou sans valeur. Mais on ne peut nier que son œuvre ne soulève aux yeux du critique une singulière difficulté. La légèreté, chez lui, est réfléchie et voulue. C'était, dit-on, un homme sobre, d'un jugement rare, plein de bons conseils, buvant peu, et beaucoup plus prévoyant qu'il ne voudrait le faire croire dans ses chansons. Quand on m'apprend tout cela, je suis presque tenté de m'écrier : « Tant pis ! » Viveur, je l'eusse placé à côté de ses confrères, représentants de l'antique gaieté, fous de bon aloi, buveurs sincères, qui ne faisaient pas de chansons sociales et philosophiques et ne voyaient rien au delà de leurs joyeux refrains. Mais, si l'on m'apprend que Lisette et le chambertin ne sont que des figures de rhétorique, que ce chanteur inso ciant, qui prétend n'avoir d'autre soin que les dîners du Caveau et sa maîtresse, a une philosophie, une politique, et, Dieu me pardonne ! une théologie, toute mon esthétique est en désarroi. Je ne vois plus dans l'expression de cette gaieté menteuse qu'une amplification d'écolier, quelque chose d'analogue aux vers latins que, du temps de l'Empire, l'homme le plus rangé faisait sur le vin et l'amour, par système poétique et comme signe de son admiration pour Horace. En vérité, conçoit-on qu'en un siècle préoccupé de problèmes aussi sérieux que ceux qui nous obsèdent, un homme de sens ait accepté devant le public ce rôle de faux ivrogne et de faux libertin ? Comment choisir de sang-froid un genre de littérature où la condition essentielle pour rester dans le vrai est d'être un mauvais sujet ? Désaugiers, si inférieur à Béranger en ce qui peut s'appeler portée d'esprit, me semble un bien meilleur chansonnier ; car il n'a pas d'arrière-pensée ; sa gaieté est bien la vieille gaieté sans conséquence ; il n'aurait pu, quand il l'eût voulu, faire autre chose que des chansons. Mais M. Béranger a fait des épopées ; il a été à son jour poète solennel d'une école politique ; tout nous le montre comme un homme fort avisé, d'un esprit peu étendu, mais très clairvoyant. Sa modestie est donc feinte, et en effet lui-même, sur la fin de ses jours, laissa là cette poétique de convention pour chercher la popularité dans

la chanson philanthropique et le socialisme sentimental.

L'art et la poésie ne sont pas la morale. Ils n'en sont pas le contraire, comme le pensent quelques critiques ; l'art et la poésie supposent en un sens la morale ; mais on ne saurait dire que le but de l'artiste et du poète soit le même que celui du moraliste. Aristophane et Shakespeare nous présentent souvent dans toute sa nudité le côté le plus laid de la nature humaine, sans que pour cela personne, après avoir lu leurs écrits, se soit trouvé rapetissé ou perverti. Le Sardanapale de lord Byron est noble encore dans sa débauche ; le tableau de la vie des Borgia dans les récits du chapelain Burchard est beau comme une tempête, comme un abîme. Mais le vice égrillard, la coquetterie de l'immoralité, la gentillesse du mal, voilà le péché français par excellence, voilà la petitesse, voilà le ridicule dont le Français croit se laver par son air dégagé et son éternel sourire. Voilà aussi ce qui ne fera jamais de grande poésie. Il n'y a pas de poésie des mauvaises mœurs. Prenez l'homme de génie à ses moments d'égarement, un Schiller à son début, vous verrez que c'est l'ivresse de quelque beau principe faussement appliqué qui l'égare, et non le goût du grivois, la fanfaronnade de la légèreté. Le jour où Beaumarchais se fit applaudir après Molière fut le jour où la bourgeoisie (je donne à ce mot un sens intellectuel et non un sens social) prit possession du parterre, et en s'y installant, chassa de la scène le génie et le grand art.

De toutes les parties du système poétique de Béranger, celle qui me surprit le plus, quand je le lus pour la première fois, ce fut sa théologie. Je connaissais peu alors l'esprit français ; je ne savais pas les singulières alternatives de légèreté et de pesanteur, de timidité étroite et de folle témérité, qui sont un des traits de son caractère. Toute mes idées furent troublées quand je vis que ce joyeux convive, que je m'étais figuré mécréant au premier chef, parlait de Dieu en langage fort arrêté, et engageait sa maîtresse à

Lever les yeux vers ce monde invisible  
Où pour toujours nous nous réunissons.

Le vieux chansonnier, lui, n'avait pas de théologie ; il était

athée par essence. Non qu'il niât la Divinité, c'eût été là un effort de spéculation dont cette inoffensive créature eût été incapable; mais, renfermé qu'il était dans sa bonne et patriarcale gaieté, toute sa religion consistait à ne faire de mal à personne. La chanson déiste était alors profondément inconnue. — La naïveté toute bourgeoise de cette théologie d'un genre nouveau, cette façon de s'incliner le verre en main devant le Dieu que je cherchais avec tremblement, furent pour moi un trait de lumière. A l'indignation que me causa l'idée d'une confraternité religieuse avec ceux qui adorent de la sorte se mêla le sentiment de ce qu'il y a de fatalement limité dans les manières de voir et de sentir de la France. L'incurable médiocrité religieuse de ce grand pays, orthodoxe jusque dans sa gaieté, me fut révélée, et le Dieu des bonnes gens m'apparut comme l'éternel dieu gaulois contre lequel lutterait en vain toute tentative de philosophie et de religion épurée.

Quand j'ai cherché depuis à me rendre compte du scandale que je souffris en cette circonstance, j'ai trouvé qu'il tenait à ce que rien n'est relatif comme nos jugements sur la pesanteur et la légèreté, quand il s'agit des choses de l'esprit. Une année, une révolution, un degré de latitude produisent à cet égard d'étranges déplacements. Ce railleur, que tous autrefois trouvaient charmant, nous paraît maintenant fermé à toute nuance un peu déliée. D'un côté, nous sommes blessés de son rire : quand il raille l'huile sainte et Liesse, il nous offense ; car songez, disons-nous, à ceux que cette onction a consolés ; songez combien de cœurs simples ont battu à la vue de ces tours, au récit de ces miracles. De l'autre, son dieu de grisettes et de buveurs, ce dieu auquel on peut croire sans pureté de mœurs ni élévation d'esprit, nous semble le mythe du béotisme substitué à celui de l'antique sentiment. Nous sommes tentés de nous faire athées pour échapper à son déisme, et dévots pour n'être pas complices de sa platitude ; si bien que le chansonnier orthodoxe de 1828 (tel est le chemin parcouru par l'esprit religieux en un quart de siècle) nous paraît maintenant à la fois un impie et un philistin.

La vraie religion, en effet, est le fruit du silence et du



recueillement. Elle est synonyme de distinction, d'élévation, de raffinement ; elle naît avec la délicatesse morale, au moment où l'homme vertueux, rentrant en lui-même, écoute les voix qui s'y croisent. En ce silence, tous les sens étant apaisés, tous les bruits du dehors éteints, un murmure pénétrant et doux sort de l'âme, et rappelle, comme le son d'une cloche lointaine de village, le mystère de l'infini. Semblable alors à un enfant égaré qui cherche vainement à démêler le secret de sa naissance inconnue, l'homme qui médite se sent dépaycé. Mille signes de la patrie provoquent chez lui de mélancoliques retours. Il s'élève au-dessus des terres fangeuses de la réalité vers des champs pénétrés de soleil ; il sent ces parfums des jours antiques que les mers du Sud conservaient encore quand les vaisseaux d'Alexandre les parcoururent pour la première fois. La mort, en habit de pèlerin revenant de terre sainte, frappe à la porte de l'âme, qui commence à sentir, ce qu'elle ne voyait pas dans le trouble de la vie, qu'il lui sera doux de mourir. Elle est assurée alors que ses œuvres la suivront ; la vérité lui apparaîtrait comme la récompense de ses bonnes actions ; elle voit l'insuffisance de toutes les formes passagères pour exprimer l'idéal ; les mots d' « être » et de « néant » perdent leur sens contradictoire ; elle s'envisage avec la Divinité dans les rapports d'un fils avec son père, et elle prie à peu près en ces termes : « Notre Père, qui êtes au ciel... »

Quel droit a l'homme dissipé sur ces fugitives impressions ? L'esprit superficiel, qui ne voit pas le sens divin de la vie, n'est-il pas l'athée par excellence ? L'homme est religieux au moment où le sentiment de l'infini prend chez lui le dessus sur le caprice ou la passion. Le plaisir, essentiellement égoïste, est par conséquent la négation du divin, l'inverse de la religion. Je comprends le fine ironie d'Horace, reléguant le plus possible les dieux dont il n'a nul besoin. *Namque deos didici securum agere ævum.* Je comprends la religion parfois un peu baroque, mais jamais bourgeoise, de M. Alfred de Musset ; sa joie n'est pas la gaieté ; quand il veut rire, il se contraint ; aussi est-ce bien le vrai Dieu qu'il adore.

Je ne puis — malgré moi l'infini me tourmente,  
Je n'y saurais songer sans crainte et sans espoir ;  
Et, quoi qu'on en ait dit, ma raison s'épouvante  
De ne pas le comprendre, et pourtant de le voir.

O toi que nul n'a pu connaître,  
Et n'a renié sans mentir,  
Réponds-moi, toi qui m'as fait naître  
Et demain me feras mourir !  
Puisque tu te laisses comprendre,  
Pourquoi fais-tu douter de toi ?  
Quel triste plaisir peux-tu prendre  
À tenter notre bonne foi ?

Mais ce dieu de guinguette et de gens attablés, à qui l'on frappe sur l'épaule, qu'on traite en camarade et en bon vivant, m'irrite comme une usurpation de titre de noblesse. Non, ils ne peuvent te connaître, être saint qu'on n'entre-voit jamais que dans la sérénité d'un cœur pur. Tu n'appartiens qu'à nous qui savons te chercher. Les blasphèmes de l'homme de génie doivent plus te plaire que le vulgaire hommage de la gaieté satisfaite. L'athée est bien plutôt celui qui te méconnaît à ce point que celui qui te nie. Le désespoir des Lucrèce et des Byron fut plus selon ton cœur que cette confiance effrontée de l'optimisme superficiel qui t'insulte en te bénissant.

Je n'insisterais pas sur la puérilité de cette théologie roturière, si elle ne nous faisait toucher du doigt un des phénomènes de la conscience religieuse les plus dignes d'être étudiés, je veux dire l'alliance singulière qui s'établit quelquefois entre le dogmatisme et la frivolité. Rien ne met à l'aise comme les opinions arrêtées en fait de politique, de religion, de littérature. Ce qui fait la rhétorique en poésie fait en religion le besoin des formes rigoureusement déterminées. On ne songe pas que la clarté est l'opposé de la poésie et de la religion, qui poursuivent un idéal obscur et mystérieux. La France, le seul pays où l'on s'amuse, est par excellence le pays des partis pris et des horizons bornés. La tendance qu'ont les gens du monde à prendre pour de l'orgueil le calme du philosophe, se passant de ce qu'ils

regardent comme essentiel à la vie tranquille, la facilité avec laquelle les personnes qui ont mené une vie légère se prêtent sur leur retour à des idées étroites se rattachent à la cause que nous indiquons ici. La Fontaine se convertit ; Boccace et l'Arioste ne se convertirent pas. Cela est tout simple : les contes de La Fontaine sont licencieux ; les récits de Boccace et de l'Arioste ne sont que charmants. La grande pensée ne connaît pas de résipiscence, et le grand art n'a jamais à se repentir.

La gaucherie de l'esprit français, quand il s'agit de l'infini, cette timidité qui fait que, ne sachant ni le nier ni le comprendre, il essaye de lui faire sa part, ne date pas, du reste, de nos jours. Voltaire offrit le premier la combinaison singulière d'un tour d'imagination fort irrégulier et même assez immoral avec une philosophie pesante et saine. Voltaire est un esprit léger ; ce n'est pas un esprit hardi. Le rire de M. Béranger resta également fort éloigné de la vraie finesse ; son air dégagé conserva toujours quelque chose de cette affectation de galanterie qui rend parfois le Français si ridicule à l'étranger. Sa façon de prendre les femmes ressemble à sa religion : elle manque non seulement de toute distinction, mais même de tout atticisme et de toute urbanité. Les familiarités choquantes qu'il se permettait avec son lecteur tenaient au même principe, je veux dire à ce défaut de réserve qui l'empêcha de sortir jamais des limbes de la vulgarité. Recherchant la faveur d'un certain public qui aime à être traité sans façon, il l'enhardissait à se mettre en rapport avec lui, à le prendre en badinant. Aussi tomba-t-il plus lourdement que personne dans les pièges tendus à tous ceux qui n'ont pas horreur des opinions plates. Rien de plus fatal pour le développement de l'esprit qu'une haine dominante ou une sympathie dominante. Béranger n'eut qu'une haine, la Restauration dévote, l'association, très folle en effet, du trône et de l'autel. Cette haine l'a perdu. Il ne faut jamais tant désirer une chose que tout le reste soit indifférent ou même secondaire. La vie totalement désenchantée que le XVIII<sup>e</sup> siècle avait créée, et dont la déplorable tradition régna exclusivement jusqu'en 1815, l'extrême sécheresse de la société sortie des derniers temps

de la Révolution, ne le révoltaient pas. Débarrassé du noble et du prêtre, il se souciait peu que les choses que ces deux classes représentent, souvent très mal, je l'avoue, souffrissent quelque déchet.

Comprend-on maintenant pourquoi M. Béranger a obtenu son brevet d'orthodoxie, et comment le pays catholique par excellence a choisi pour son poète national le railleur superficiel des dogmes du catholicisme, l'inconvenant détracteur de son culte et de ses pratiques ? Son apparence de légèreté a été son excuse. Un grain de polissonnerie lui a fait tout pardonner. Qu'on examine les réputations devenues nationales, on verra qu'il n'en est presque aucune où n'entre ainsi un peu de la faveur qui s'attache à un certain mauvais goût. Les bonnes manières, au contraire, qui sont nécessairement aristocratiques, en ce sens qu'elles impliquent le respect de soi et des autres, déplaisent toujours et rendent impopulaire. Combien n'a-t-il pas servi à Henri IV d'être un libertin ! Ce bon pays de France n'a pu résister à la séduction d'un roi bon camarade, ne respectant aucune femme et ayant des airs familiers. Il y a quelques années, le public raffola de la correspondance d'un homme célèbre, où celui-ci s'avouait joueur, aventurier et mauvais sujet. Cela ne lui fit aucun tort, et, quand on raconta qu'il fit une fin chrétienne, tous en furent édifiés. J'imagine qu'il arrivera quelque chose de semblable pour M. Béranger. La légende le fera se confesser en échangeant un gros rire avec son curé. Lui-même s'était complu dans cet affreux type du curé rabelaisien, le *Vicaire de Wakefield* de la race gauloise, dont l'idéal a été caressé par tous nos chansonniers et que M. Béranger nous a montré, dans une de ses plus piquantes chansons, buvant au cabaret et ne damnant personne.

Voilà à quel prix tout lui a été permis. La France aime l'impiété grivoise ; elle ne tolère pas la religion épurée. M. Béranger l'a enchantée en se moquant des croyances pour lesquelles elle a fait la Saint-Barthélemy, traversé un siècle de guerre civile, mis à l'ordre du jour les tortures et les proscriptions. Le protestantisme a amassé contre lui des trésors de colère ; la France en a eu le vertige : elle a applau-

di ou laissé faire d'atroces persécuteurs, Foucault, Bâville, Saint-Florentin, dignes de la même exécution que les Carrier et les Fouquier-Tinville, à l'heure même où elle adorait Voltaire et lisait clandestinement *La Pucelle*. Ah ! si les pasteurs du désert avaient voulu imiter le curé que devait chanter M. Béranger, ils n'eussent pas été des séditeux. Mais ils étaient graves, indépendants et austères ; ils furent pendus ou roués, et ceux qui les pendirent, à leur retour à Paris, furent accueillis comme des hommes fort honorables. On est compromis dans ce pays si l'on y avoue des sentiments particuliers en religion ; on est perdu si l'on nomme Spinoza sans accompagner son nom d'un anathème ; mais le libertin y est sacré : le code le protège, et il a droit à de la considération. Que le penseur réclame les droits imprescriptibles de la science et du libre examen, c'est un novateur, et, s'il a des lecteurs, un homme dangereux. Mais, s'il voulait bien, au lieu de cela, chanter Lisette et rire des choses saintes le verre en main, le clergé serait odieux, rétrograde, ennemi des lumières en s'opposant à lui, et l'ombre du poète national se lèverait pour montrer à tous les joyeux convives de France la liberté menacée et les principes de 89 en danger.

Il résulte de tout ceci une leçon pour les jeunes poètes qui, selon une prédiction vieille déjà de quelques années, ne pourront manquer d'illustrer la seconde moitié de notre siècle. Il ne faut pas être trop délicat. Au lieu de scruter avec crainte le problème que d'autres trouvent si clair, soyez vulgaires, riez, faites des chansons à boire, flattez les erreurs populaires, et il vous sera pardonné. Des éditions de vos œuvres légèrement expurgées vous mettront à la portée de tous. On fera des vignettes où les jeunes filles vous souriront. Vous serez à la fois le poète des cabarets et le poète des familles, des dîners bourgeois et des lectures du soir. Vous jouirez, pour me servir des paroles de l'éditeur du *Béranger des Familles*, « de cette immortalité fabuleuse que la reconnaissance des peuples accorde à ceux qui les ont sincèrement aimés ». Vous serez national. Cela est tout simple ; chaque pays recherche la liberté qui lui convient. La liberté de penser et de croire n'a de prix que pour ceux qui sont



capables de croire et de penser : la liberté de l'épicuréisme bourgeois, au contraire, est d'importance majeure dans un pays où la poursuite d'un certain bonheur vulgaire est devenue la cause des révolutions politiques, l'inspiratrice de la muse, le souci et, en un sens, la religion de tous.







# LA RÉFORME

## INTELLECTUELLE ET MORALE

1871

La Réforme intellectuelle et morale de la France. — La Guerre entre la France et l'Allemagne. — Lettres à Strauss. — La Monarchie constitutionnelle en France. — La Famille et l'État dans l'Éducation, etc.





## PRÉFACE (1)

*Le plus étendu des morceaux contenus dans le présent volume renferme les réflexions qui me furent suggérées durant ces douloureuses semaines où un bon Français ne dut avoir de pensée que pour les souffrances de sa patrie. Je ne me fais pas d'illusion sur l'influence que ces pages peuvent exercer. Le rôle des écrivains à qui est échu le lot des vérités importunes ne diffère pas beaucoup du sort de ce fou de Jérusalem qui allait parcourant sans cesse les murs de la cité vouée à l'extermination et criant : « Voix de l'Orient ! voix de l'Occident ! voix des quatre vents ! malheur à Jérusalem et au temple ! » Personne ne l'écouta, jusqu'au jour où, frappé par la pierre d'une baliste, il tomba en disant : « Malheur à moi ! » Le petit nombre de personnes qui ont suivi en politique la ligne que j'ai cru devoir adopter, non par intérêt ni ambition, mais par simple goût du bien public, sont les plus complètement vaincues dans la funeste crise qui se déroule sous nos yeux ; mais je tiens essentiellement à éviter le reproche d'avoir refusé aux affaires de mon temps et de mon pays l'attention que tout citoyen est obligé d'y donner. Au point où*

(1) *La Réforme intellectuelle et morale* parut le 6 novembre 1871, chez Michel Lévy. (N. de l'éd.)

*en sont venues les sociétés humaines, il faudrait faire peu d'estime de celui qui rechercherait avidement une part de responsabilité dans les affaires de son temps et de son pays. L'ambitieux à l'ancienne manière, celui qui mettait son plaisir, son honneur et son espérance de fortune dans la participation au gouvernement, serait de nos jours presque un non-sens, et si, à l'heure qu'il est, nous voyions un jeune homme aborder la vie publique avec cette espèce d'ardeur un peu vaine, cette chaleur de cœur et cet optimisme naïf qui caractérisèrent, par exemple, l'époque de la Restauration, nous ne pourrions retenir un sourire, ni nous empêcher de lui prédire de cruelles déceptions. Un des plus mauvais résultats de la démocratie est de faire de la chose publique la proie d'une classe de politiciens médiocres et jaloux, naturellement peu respectés de la foule, qui a vu son mandataire d'aujourd'hui humilié hier devant elle, et qui sait par quel charlatanisme on a surpris son suffrage. Toutefois, avant de proclamer que le sage doit se renfermer dans la pensée pure, il faut être bien sûr qu'on a épuisé toutes les chances de faire entendre la voix de la raison. Quand nous aurons été dix fois vaincus, quand dix fois la foule aura préféré à nos avis les déclamations des complaisants ou des exaltés, quand il sera bien prouvé que, nous étant légalement offerts, nous avons été rebutés, refusés, alors nous aurons le droit de nous retirer fiers, tranquilles, et de faire sonner bien haut notre défaite. On n'est pas obligé de réussir, on n'est pas obligé de faire concurrence aux procédés que se permet l'ambition vulgaire; on est obligé d'être sincère. Si Turgot eût assez vécu pour voir la Révolution, il aurait eu presque seul le droit de rester calme, car seul il avait bien indiqué ce qu'il fallait faire pour la prévenir.*

*J'ai joint à cet essai sur les réformes qui semblent les plus urgentes un ou deux morceaux parus en 1869, qui en sont*

le commentaire et l'explication (1). On trouvera, si l'on veut, que ce sont là des épaves d'une politique bien arriérée; les solutions du libéralisme modéré se voient toujours ajournées par le fait des situations extrêmes; mais elles ne doivent pas pour cela être délaissées, car l'opinion y revient tôt ou tard. Malgré les démentis apparents que les faits m'ont donnés, j'ai relu ces morceaux sans amertume, et j'ai pensé qu'ils gardaient encore quelque prix.

C'est, au contraire, avec une profonde douleur que j'ai réimprimé les deux ou trois morceaux relatifs à la guerre qui se trouvent en ce volume. J'avais fait le rêve de ma vie de travailler, dans la faible mesure de mes forces, à l'alliance intellectuelle, morale et politique de l'Allemagne et de la France, alliance entraînant celle de l'Angleterre, et constituant une force capable de gouverner le monde, c'est-à-dire de le diriger dans la voie de la civilisation libérale, à égale distance des empressements naïvement aveugles de la démocratie et des puériles velléités de retour à un passé qui ne saurait revivre. Ma chimère, je l'avoue, est détruite pour jamais. Un abîme est creusé entre la France et l'Allemagne; des siècles ne le combleront pas. La violence faite à l'Alsace et à la Lorraine restera longtemps une plaie béante; la prétendue garantie de paix rêvée par les journalistes et les hommes d'État de l'Allemagne sera une garantie de guerres sans fin.

L'Allemagne avait été ma maîtresse; j'avais la conscience de lui devoir ce qu'il y a de meilleur en moi. Qu'on juge de ce que j'ai souffert, quand j'ai vu la nation qui m'avait enseigné l'idéalisme railler tout idéal, quand la patrie de Kant, de Fichte, de Herder, de Gœthe s'est mise à suivre uniquement les visées d'un patriotisme exclusif, quand le peuple que

(1) Quelques points qui peuvent paraître obscurs dans ces diverses études sont développés plus au long dans mes *Questions contemporaines*.

j'avais toujours présenté à mes compatriotes comme le plus moral et le plus cultivé s'est montré à nous sous la forme de soldats ne différant en rien des soudards de tous les temps, méchants, voleurs, ivrognes, démoralisés, pillant comme du temps de Wallenstein ; enfin, quand la noble révoltée de 1813, la nation qui souleva l'Europe au nom de la « générosité », a hautement repoussé de la politique toute considération de générosité, a posé en principe que le devoir d'un peuple est d'être positif, égoïste, a traité de crime la touchante folie d'une pauvre nation, trahie par le sort et par ses souverains, nation superficielle, dénuée de sens politique, je l'avoue, mais dont l'unique faute est d'avoir tenté étourdiment une expérience (celle du suffrage universel) dont aucun autre peuple ne se tirera mieux qu'elle. L'Allemagne présentant au monde le devoir comme ridicule, la lutte pour la patrie comme criminelle, quelle triste désillusion pour ceux qui avaient cru voir dans la culture allemande un avenir de civilisation générale ! Ce que nous aimions dans l'Allemagne, sa largeur, sa haute conception de la raison et de l'humanité, n'existe plus. L'Allemagne n'est plus qu'une nation ; elle est à l'heure qu'il est la plus forte des nations ; mais on sait ce que durent ces hégémonies et ce qu'elles laissent après elles. Une nation qui se renferme dans la pure considération de son intérêt n'a plus de rôle général. Un pays n'exerce une maîtrise que par les côtés universels de son génie ; patriotisme est le contraire d'influence morale et philosophique. Nous tous qui avons passé notre vie à nous garder des erreurs du chauvinisme français, comment veut-on que nous époussions les étroites pensées d'un chauvinisme étranger, tout aussi injuste, tout aussi intolérant que le chauvinisme français ? L'homme peut s'élever au-dessus des préjugés de sa nation ; mais, erreur pour erreur, il préférera toujours les préjugés patriotiques à ceux qui se présentent



comme de menaçantes insultes ou d'injustes dénigrements.

Nul plus que moi n'a toujours rendu justice aux grandes qualités de la race allemande, à ce sérieux, à ce savoir, à cette application, qui suppléent presque au génie et valent mille fois mieux que le talent, à ce sentiment du devoir, que je préfère beaucoup au mobile de vanité et d'honneur qui fait notre force et notre faiblesse. Mais l'Allemagne ne peut se charger de l'œuvre tout entière de l'humanité. L'Allemagne ne fait pas de choses désintéressées pour le reste du monde. Très noble est le libéralisme allemand, se proposant pour objet moins l'égalité des classes que la culture et l'élévation de la nature humaine en général; mais les droits de l'homme sont bien aussi quelque chose; or c'est notre philosophie du XVIII<sup>e</sup>. siècle, c'est notre Révolution qui les ont fondés. La réforme luthérienne n'a été faite que pour les pays germaniques; l'Allemagne n'a jamais eu l'analogue de nos attachements chevaleresques pour la Pologne, pour l'Italie. La nature allemande, d'ailleurs, semble contenir les deux pôles opposés: l'Allemand doux, obéissant, respectueux, résigné; l'Allemand ne connaissant que la force, le chef au commandement inexorable et dur, le vieil homme de fer enfin; jura negat sibi nata. On peut dire qu'il n'y a rien au monde de meilleur que l'Allemand moral, et rien de plus méchant que l'Allemand démoralisé. Si les masses sont chez nous moins susceptibles de discipline qu'en Allemagne, les classes intermédiaires sont moins capables de vilenie; disons à l'honneur de la France que, pendant toute la dernière guerre, il a été presque impossible de trouver un Français pour jouer passablement le rôle d'espion; le mensonge, la basse rouerie nous répugnent trop.

La grande supériorité de l'Allemagne est dans l'ordre intellectuel, mais que là encore elle ne se figure pas tout posséder. Le tact, le charme lui manquent. L'Allemagne a beau-

*coup à faire pour avoir une société comme la société française du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, des gentilshommes comme La Rochefoucauld, Saint-Simon, Saint-Évremond, des femmes comme M<sup>me</sup> de Sévigné, M<sup>lle</sup> de La Vallière, Ninon de Lenclos. Même de nos jours, l'Allemagne a-t-elle un poète comme M. Victor Hugo, un prosateur comme M<sup>me</sup> Sand, un critique comme M. Sainte-Beuve, une imagination comme celle de M. Michelet, un caractère philosophique comme celui de M. Littré ? C'est aux connaisseurs des autres nations à répondre. Nous récusons seulement les jugements injustes de ceux qui ne veulent connaître la France contemporaine que par sa basse presse, par sa petite littérature, par ces mauvais petits théâtres dont le sot esprit, aussi peu français que possible, est le fait d'étrangers et en partie d'Allemands. Si l'on jugeait de l'Allemagne par ses journaux de bas étage, on la jugerait aussi fort mal. Quel plaisir peut-on trouver à se nourrir ainsi d'idées fausses, d'appréciations haineuses et de partialité ? On aura beau dire, le monde sans la France sera aussi défectueux qu'il le serait si la France était le monde entier ; un plat de sel n'est rien, mais un plat sans sel est bien fade. Le but de l'humanité est supérieur au triomphe de telle ou telle race ; toutes les races y servent ; toutes ont à leur manière une mission à remplir.*

*Puisse-t-il se former enfin une ligue des hommes de bonne volonté de toute tribu, de toute langue et de tout peuple, qui sachent créer et maintenir au-dessus de ces luttes ardentes un empyrée des idées pures, un ciel où il n'y ait ni Grec, ni Barbare, ni Germain, ni Latin ! Quand on engageait Goethe à faire des poésies contre la France : « Comment voulez-vous que je prêche la haine, répondait-il, quand je ne la sens pas dans mon cœur ? » Telle doit être notre réponse, quand on nous engagera à calomnier l'Allemagne. Soyons inexorablement justes et troids. La France ne nous a pas écoutés, quand*

*nous la conjurons de ne pas lutter contre l'inévitable ; l'Allemagne nous a raillés, quand nous l'avons engagée à la modération dans la victoire. Sachons attendre. Les lois de l'histoire sont la justice de Dieu. Dans le Livre de Job, Dieu, pour montrer qu'il est fort, se plaît à écraser celui qui triomphe et à exalter l'humilié. La philosophie de l'histoire est d'accord sur ce point avec le vieux poème. Toute création humaine a son ver qui la ronge ; une défaite est l'expiation d'une gloire passée et souvent le garant d'une victoire pour l'avenir. La Grèce, la Judée ont payé de leur existence nationale leur destinée exceptionnelle et l'incomparable honneur d'avoir fondé des enseignements pour toute l'humanité. L'Italie a expié par deux cents ans de nullité la gloire d'avoir inauguré au Moyen Age la vie civile et d'avoir fait la Renaissance ; au XIX<sup>e</sup> siècle, cette double gloire a été son principal titre à une nouvelle vie. L'Allemagne a expié par un long abaissement politique la gloire d'avoir fait la Réforme ; elle touche maintenant le bénéfice de la Réforme. La France expie aujourd'hui la Révolution ; elle en recueillera peut-être un jour les fruits dans le souvenir reconnaissant des peuples émancipés.*

*Consolations de vaincus, dira-t-on, vaine pâture qu'on se jette à soi-même pour adoucir le malheur présent par les rêves de l'avenir ! — Soit ; mais il faut avouer aussi que jamais consolations ne furent plus solides. Les espérances fondées sur l'instabilité de la fortune n'ont pas manqué une seule fois de se réaliser depuis qu'il y a une humanité. Nil permanet sub sole, a dit cet aimable sceptique, si merveilleusement pénétrant, l'Ecclésiaste, le plus inspiré des auteurs sacrés. L'histoire aura son cours, les vainqueurs d'aujourd'hui seront les vaincus de demain. Que ce soit là une vérité triste ou gaie, n'importe ; c'est une vérité qui sera vraie dans tous les temps. Voilà pourquoi le souhait du philo-*

sophe doit être qu'il y ait le moins possible de vainqueurs et de vaincus.

« O monde, que tu es méchant et de nature perverse ! s'écrie le plus grand des poètes persans. Ce que tu as élevé, tu le détruis toi-même. Regarde ce qu'est devenu Féridoun, le héros qui ravit l'empire au vieux Zohak. Il a régné pendant cinq siècles ; à la fin il est mort. Il est mort comme nous mourrons tous, soit que nous ayons été le berger, soit que nous ayons été le troupeau. »

# LA RÉFORME INTELLECTUELLE ET MORALE DE LA FRANCE

## PREMIÈRE PARTIE

### LE MAL

**C**eux qui veulent à tout prix découvrir dans l'histoire l'application d'une rigoureuse justice distributive s'imposent une tâche assez rude. Si, en beaucoup de cas, nous voyons les crimes nationaux suivis d'un prompt châtiment, dans une foule de cas aussi nous voyons le monde régi par des jugements moins sévères ; beaucoup de pays ont pu être faibles et corrompus impunément. C'est certainement un des signes de grandeur de la France que cela ne lui ait pas été permis. Énervée par la démocratie, démoralisée par sa prospérité même, la France a expié de la manière la plus cruelle ses années d'égarement. La raison de ce fait est dans l'importance même de la France et dans la noblesse de son passé. Il y a une justice pour elle ; il ne lui est pas loisible de s'abandonner, de négliger sa vocation ; il est évident que la Providence l'aime, car elle la châtie. Un pays qui a joué un rôle de premier ordre n'a pas le droit de se réduire au matérialisme bourgeois qui ne demande qu'à jouir tranquillement de ses



richesses acquises. N'est pas médiocre qui veut. L'homme qui prostitue un grand nom, qui manque à une mission écrite dans sa nature, ne peut se permettre sans conséquence une foule de choses que l'on pardonne à l'homme ordinaire, qui n'a ni passé à continuer, ni grand devoir à remplir.

Pour voir en ces dernières années que l'état moral de la France était gravement atteint, il fallait quelque pénétration d'esprit, une certaine habitude des raisonnements politiques et historiques. Pour voir le mal aujourd'hui, il ne faut, hélas ! que des yeux. L'édifice de nos chimères s'est effondré comme les châteaux féeriques qu'on bâtit en rêve. Présomption, vanité puérile, indiscipline, manque de sérieux, d'application, d'honnêteté, faiblesse de tête, incapacité de tenir à la fois beaucoup d'idées sous le regard, absence d'esprit scientifique, naïve et grossière ignorance, voilà depuis un an l'abrégé de notre histoire. Cette armée, si fière et si prétentieuse, n'a pas rencontré une seule bonne chance. Ces hommes d'État, si sûrs de leur fait, se sont trouvés des enfants. Cette administration infatuée a été convaincue d'incapacité. Cette instruction publique, fermée à tout progrès, est convaincue d'avoir laissé l'esprit de la France s'abîmer dans la nullité. Ce clergé catholique, qui prêchait hautement l'infériorité des nations protestantes, est resté spectateur atterré d'une ruine qu'il avait en partie faite. Cette dynastie, dont les racines dans le pays semblaient si profondes, n'eut pas le 4 Septembre un seul défenseur. Cette opposition, qui prétendait avoir dans ses recettes révolutionnaires des remèdes à tous les maux, s'est trouvée au bout de quelques jours aussi impopulaire que la dynastie déchue. Ce parti républicain, qui, plein des funestes erreurs qu'on répand depuis un demi-siècle sur l'histoire de la Révolution, s'est cru capable de répéter une partie qui ne fut gagnée, il y a quatre-vingts ans, que par suite de circonstances tout à fait différentes de celles d'aujourd'hui, s'est trouvé n'être qu'un halluciné, prenant ses rêves pour des réalités. Tout a croulé comme en une vision d'Apocalypse. La légende même s'est vue blessée à mort. Celle de l'Empire a été

détruite par Napoléon III ; celle de 1792 a reçu le coup de grâce de M. Gambetta ; celle de la Terreur (car la Terreur même avait chez nous sa légende) a eu sa hideuse parodie dans la Commune ; celle de Louis XIV ne sera plus ce qu'elle était depuis le jour où le descendant de l'électeur de Brandebourg a relevé l'empire de Charlemagne dans la salle des fêtes de Versailles. Seul, Bossuet se trouve avoir été prophète quand il dit : *Et nunc, reges, intelligite !*

De nos jours (et cela rend la tâche des réformateurs difficile), ce sont les peuples qui doivent comprendre. Essayons, par une analyse aussi exacte que possible, de nous rendre compte du mal de la France, pour tâcher de découvrir le remède qu'il convient d'y appliquer. Les forces du malade sont très grandes ; ses ressources sont comme infinies ; sa bonne volonté est réelle. C'est au médecin à ne pas se tromper ; car tel régime étroitement conçu, tel remède appliqué hors de propos révolterait le malade, le tuerait ou aggraverait son mal.

## I

L'histoire de France est un tout si bien lié dans ses parties qu'on ne peut comprendre un seul de nos deuils contemporains sans en rechercher la cause dans le passé. Nous avons, il y a deux ans (1), exposé ce que nous regardons comme la marche régulière des États sortis de la féodalité du Moyen Âge, marche dont l'Angleterre est le type le plus parfait, puisque l'Angleterre, sans rompre avec sa royauté, avec sa noblesse, avec ses comtés, avec ses communes, avec son Église, avec ses universités, a trouvé moyen d'être l'État le plus libre, le plus prospère et le plus patriote qu'il y ait. Tout autre fut la marche de la société française depuis le XIII<sup>e</sup> siècle. La royauté capétienne, comme il arrive d'ordinaire aux grandes forces, porta son principe jusqu'à l'exagération. Elle détruisit la possibilité de toute vie provinciale, de toute représentation de la nation. Déjà, sous Philippe le Bel, le mal est évident. L'élément qui a fait ailleurs la vie parlementaire, la petite noblesse de campagne, a perdu son importance. Le roi ne convoque les États généraux que pour qu'on le supplie de faire ce qu'il a déjà décidé. Comme instruments de gouvernement, il ne veut plus employer que ses parents, puissante aristocratie de princes du sang, assez égoïstes, et des gens de loi ou d'administration anoblis (*milites regis*), serviteurs complaisants du pouvoir absolu. Cet état de choses se fait amnistier au XVII<sup>e</sup> siècle par la grandeur incomparable qu'il donne à la France ; mais bientôt après le contraste devient criant. La nation la plus spiri-

(1) Dans le travail sur la *Monarchie constitutionnelle*, réimprimé à la fin de ce volume.

tuelle de l'Europe n'a pour réaliser ses idées qu'une machine politique informe. Turgot considère les parlements comme le principal obstacle à tout bien ; il n'espère rien des assemblées. Cet homme admirable, si dégagé de tout amour-propre, se trompait-il ? Non. Il voyait juste, et ce qu'il voyait équivalait à dire que le mal était sans remède. Ajoutez à cela une profonde démoralisation du peuple ; le protestantisme, qui l'eût élevé, avait été expulsé ; le catholicisme n'avait pas fait son éducation. L'ignorance des basses classes était effroyable. Richelieu, l'abbé Fleury posent nettement en principe que le peuple ne doit savoir ni lire ni écrire. A côté de cette barbarie, une société charmante, pleine d'esprit, de lumières et de grâce. On ne vit jamais plus clairement les aptitudes intimes de la France, ce qu'elle peut et ce qu'elle ne peut pas. La France sait admirablement faire de la dentelle ; elle ne sait pas faire de la toile de ménage. Les besognes humbles, comme celle du magister, seront toujours chez nous pauvrement exécutées. La France excelle dans l'exquis ; elle est médiocre dans le commun. Par quel caprice est-elle avec cela démocratique ? Par le même caprice qui fait que Paris, tout en vivant de la cour et du luxe, est une ville socialiste, que Paris, qui passe son temps à persifler toute croyance et toute vertu, est intraitable, fanatique, badaud, quand il s'agit de sa chimère de république.

Admirables assurément furent les débuts de la Révolution, et, si l'on s'était borné à convoquer les États généraux, à les régulariser, à les rendre annuels, on eût été parfaitement dans la vérité. Mais la fausse politique de Rousseau l'emporta. On voulut faire une constitution à priori. On ne remarqua pas que l'Angleterre, le plus constitutionnel des pays, n'a jamais eu de constitution écrite, strictement libellée. On se laissa déborder par le peuple ; on applaudit puérilement au désordre de la prise de la Bastille, sans songer que ce désordre emporterait tout plus tard. Mirabeau, le plus grand, le seul grand politique du temps, débuta par des imprudences qui l'eussent probablement perdu, s'il eût vécu ; car, pour un homme d'État, il est bien plus avantageux d'avoir débuté par la réaction que

par des complaisances pour l'anarchie. L'étourderie des avocats de Bordeaux, leurs déclamations creuses, leur légèreté morale achevèrent de tout ruiner. On se figura que l'État, qui s'était incarné dans le roi, pouvait se passer du roi, et que l'idée abstraite de la chose publique suffirait pour maintenir un pays où les vertus publiques font trop souvent défaut.

Le jour où la France coupa la tête à son roi, elle commit un suicide. La France ne peut être comparée à ces petites patries antiques, se composant le plus souvent d'une ville avec sa banlieue, où tout le monde était parent. La France était une grande société d'actionnaires formée par un spéculateur de premier ordre, la maison capétienne. Les actionnaires ont cru pouvoir se passer du chef, et puis continuer seuls les affaires. Cela ira bien tant que les affaires seront bonnes ; mais, les affaires devenant mauvaises, il y aura des demandes de liquidation. La France avait été faite par la dynastie capétienne. En supposant que la vieille Gaule eût le sentiment de son unité nationale, la domination romaine, la conquête germanique avaient détruit ce sentiment. L'empire franc, soit sous les Mérovingiens, soit sous les Carlovingiens, est une construction artificielle dont l'unité ne gît que dans la force des conquérants. Le traité de Verdun, qui rompt cette unité, coupe l'empire franc du nord au sud en trois bandes, dont l'une, la part de Charles ou Carolingie, répond si peu à ce que nous appelons la France, que la Flandre entière et la Catalogne en font partie, tandis que vers l'est elle a pour limites la Saône et les Cévennes. La politique capétienne arrondit ce lambeau incorrect, et en huit cents ans fit la France comme nous l'entendons, la France qui a créé tout ce dont nous vivons, ce qui nous lie, ce qui est notre raison d'être. La France est de la sorte le résultat de la politique capétienne continuée avec une admirable suite. Pourquoi le Languedoc est-il réuni à la France du nord, union que ni la langue, ni la race, ni l'histoire, ni le caractère des populations n'appelaient ? Parce que les rois de Paris, pendant tout le XIII<sup>e</sup> siècle, exercèrent sur ces contrées une action persistante et victorieuse. Pourquoi Lyon fait-il partie



de la France ? Parce que Philippe le Bel, au moyen des subtilités de ses légistes, réussit à le prendre dans les mailles de son filet. Pourquoi les Dauphinois sont-ils nos compatriotes ? Parce que, le dauphin Humbert étant tombé dans une sorte de folie, le roi de France se trouva là pour acheter ses terres à beaux deniers comptants. Pourquoi la Provence a-t-elle été entraînée dans le tourbillon de la Carolingie, où rien ne semblait d'abord faire penser qu'elle dût être portée ? Grâce aux roueries de Louis XI et de son compère Palamède de Forbin. Pourquoi la Franche-Comté, l'Alsace, la Lorraine se sont-elles réunies à la Carolingie, malgré la ligne méridienne tracée par le traité de Verdun ? Parce que la maison de Bourbon retrouva pour agrandir le domaine royal le secret qu'avaient si admirablement pratiqué les premiers Capétiens. Pourquoi enfin Paris, ville si peu centrale, est-elle la capitale de la France ? Parce que Paris a été la ville des Capétiens, parce que l'abbé de Saint-Denis est devenu roi de France (1). Naïveté sans égale ! Cette ville, qui réclame sur le reste de la France un privilège aristocratique de supériorité et qui doit ce privilège à la royauté, est en même temps le centre de l'utopie républicaine. Comment Paris ne voit-il pas qu'il n'est ce qu'il est que par la royauté, qu'il ne reprendra toute son importance de capitale que par la royauté, qu'une république, selon la règle posée par l'illustre fondateur des États-Unis d'Amérique, créerait nécessairement pour son gouvernement central, à Amboise ou à Blois, un petit Washington ?

Voilà ce que ne comprirent pas les hommes ignorants et bornés qui prirent en main les destinées de la France

(1) « ... Challes, li rois de Saint-Denis. »

(*Roman de Roncevaux*, laisse 40.)

Hugues le Blanc dut sa fortune à la possession des grandes abbayes de Saint-Denis, de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Martin de Tours, qui faisait de lui le tuteur de pays riches et prospères. La bannière du roi capétien, c'est la bannière de Saint-Denis. Son cri de ralliement est *Montjoie Saint-Denis*. Les premiers Capétiens chantent au chœur à Saint-Denis.

à la fin du dernier siècle. Ils se figurèrent qu'on pouvait se passer du roi ; ils ne comprirent pas que, le roi une fois supprimé, l'édifice dont le roi était la clef de voûte croulait. Les théories républicaines du XVIII<sup>e</sup> siècle avaient pu réussir en Amérique, parce que l'Amérique était une colonie formée par le concours volontaire d'émigrants cherchant la liberté ; elles ne pouvaient réussir en France, parce que la France avait été construite en vertu d'un tout autre principe. Une dynastie nouvelle faillit sortir de la convulsion terrible qui agitait la France ; mais on vit alors combien il est difficile aux nations modernes de se créer d'autres maisons souveraines que celles qui sont sorties de la conquête germanique. Le génie extraordinaire qui avait élevé Napoléon sur le pavois l'en précipita, et la vieille dynastie revint, en apparence décidée à tenter l'expérience de monarchie constitutionnelle qui avait si tristement échoué entre les mains du pauvre Louis XVI.

Il était écrit que, dans cette grande et tragique histoire de France, le roi et la nation rivaliseraient d'imprudence. Cette fois, les fautes de la royauté furent les plus graves. Les ordonnances de juillet 1830 peuvent vraiment être qualifiées de crime politique ; on ne les tira de l'article 14 de la Charte que par un sophisme évident. Cet article 14 n'avait nullement dans la pensée de Louis XVIII le sens que lui prêtèrent les ministres de Charles X. Il n'est pas admissible que l'auteur de la Charte eût mis dans la Charte un article qui en renversait toute l'économie. C'était le cas d'appliquer l'axiome : *Contra eum qui dicere potuit clarius præsumptio est facienda*. Si avant M. de Polignac quelqu'un eût pu penser que cet article donnait au roi le droit de supprimer la Charte, c'eût été l'objet d'une perpétuelle protestation ; or personne ne protesta ; car personne ne pensa jamais que cet insignifiant article contint le droit implicite des coups d'État. L'insertion de cet article ne vint pas de la royauté, qui s'y serait réservé un moyen d'éluder ses engagements, il faisait partie du projet de constitution élaboré par les chambres de 1814, fort attentives à ne pas exagérer les droits du roi ; il ne

donna lieu alors à aucune observation ; « on n'y voyait qu'une sorte de lieu commun emprunté aux constitutions antérieures, et personne n'y soupçonnait le sens redoutable et mystérieux qu'on a voulu depuis y attacher (1) ».

Les députés de 1830 eurent donc raison de résister aux ordonnances, et les citoyens qui étaient à portée d'entendre leur appel firent bien de s'armer. La situation était celle du roi d'Angleterre, qui plus d'une fois s'est trouvé en lutte avec son parlement. Mais, dès que le roi, vaincu, eut retiré les ordonnances, il fallait s'arrêter et maintenir le roi dans son palais. Il lui convint d'abdiquer ; il fallait prendre celui en faveur de qui il abdiquait. On fit autrement. Hâtons-nous de dire que dix-huit années d'un règne plein de sagesse justifiaient à beaucoup d'égards le choix du 10 août 1830, et que ce choix pouvait s'autoriser de quelques-uns des précédents de la Révolution de 1688 en Angleterre ; mais, pour qu'une substitution aussi hardie devînt légitime, il fallait qu'elle durât. Par une série d'impardonnables étourderies de la part de la nation et par suite d'une regrettable faiblesse de la dynastie nouvelle, cette consécration manqua. Le roi et ses fils, au lieu de maintenir leur droit par les armes, se retirèrent et laissèrent l'émeute parisienne violer outrageusement la volonté de la nation. Déchirure funeste faite à un titre un peu caduc en son origine et qui ne pouvait acquérir de force que par sa persistance. Une dynastie doit à la nation, qui toujours est censée l'appuyer, de résister à une minorité turbulente. L'humanité est satisfaite, pourvu qu'après la bataille le pouvoir vainqueur se montre généreux et traite les rebelles, non comme des coupables, mais comme des vaincus.

Nous entrons pour la plupart dans la vie publique quand survint le néfaste incident du 24 février. Avec un instinct parfaitement juste, nous sentîmes que ce qui se passa ce jour-là était un grand malheur. Libéraux par principes philosophiques, nous vîmes bien que les arbres de la liberté qu'on plantait avec une joie si naïve ne verdi-

(1) M. de Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, t. I, p. 429.

raient jamais ; nous comprîmes que les problèmes sociaux qui se posaient d'une façon audacieuse étaient destinés à jouer un rôle de premier ordre dans l'avenir du monde. Le baptême de sang des journées de juin, les réactions qui suivirent nous serrèrent le cœur ; il était clair que l'âme et l'esprit de la France couraient un véritable péril. La légèreté des hommes de 1848 fut vraiment sans pareille. Ils donnèrent à la France, qui ne le demandait pas, le suffrage universel. Ils ne songèrent pas que ce suffrage ne bénéficierait qu'à cinq millions de paysans, étrangers à toute idée libérale. Je voyais assidûment à cette époque M. Cousin. Dans les longues promenades que ce profond connaisseur de toutes les gloires françaises me faisait faire dans les rues de Paris de la rive gauche, m'expliquant l'histoire de chaque maison et de ses propriétaires au xvii<sup>e</sup> siècle, il me disait souvent ce mot : « Mon ami, on ne comprend pas encore quel crime a été la Révolution de Février ; le dernier terme de cette Révolution sera peut-être le démembrement de la France. »

Le coup d'État du 2 Décembre nous froissa profondément. Dix ans nous portâmes le deuil du droit ; nous protestâmes selon nos forces contre le système d'abaissement intellectuel savamment dirigé par M. Fortoul, à peine mitigé par ceux qui lui succédèrent. Il arriva cependant ce qui arrive toujours. Le pouvoir inauguré par la violence s'améliorait en vieillissant ; il se prit à voir que le développement libéral de l'homme est un intérêt majeur pour tout gouvernement. Le pays, d'un autre côté, était enchanté de ce gouvernement médiocre. Il avait ce qu'il voulait ; chercher à renverser un tel gouvernement malgré le vœu évident du plus grand nombre eût été insensé. Ce qu'il y avait de plus sage était de tirer du mal le meilleur parti possible, de faire comme les évêques du v<sup>e</sup> siècle et du vi<sup>e</sup>, qui, ne pouvant repousser les barbares, cherchaient à les éclairer. Nous consentîmes donc à servir le gouvernement de l'empereur Napoléon III dans ce qu'il avait de bon, c'est-à-dire en tant qu'il touchait aux intérêts éternels de la science, de l'éducation publique, du progrès des lumières, à ces devoirs sociaux enfin qui ne chôment jamais.

Il est incontestable, d'ailleurs, que le règne de l'empereur Napoléon III, malgré ses immenses lacunes, avait résolu une moitié du problème. La majorité de la France était parfaitement contente. Elle avait ce qu'elle voulait, l'ordre et la paix. La liberté manquait, il est vrai ; la vie politique était des plus faibles ; mais cela ne blessait qu'une minorité d'un cinquième ou d'un sixième de la nation, et encore dans cette minorité faut-il distinguer un petit nombre d'hommes instruits, intelligents, vraiment libéraux, d'une foule peu réfléchie, animée de cet esprit séditieux qui a pour unique programme d'être toujours en opposition avec le gouvernement et de chercher à le renverser. L'administration était très mauvaise : mais quiconque ne niait pas le principe des droits de la dynastie souffrait peu. Les hommes d'opposition eux-mêmes étaient plutôt gênés dans leur activité que persécutés. La fortune du pays s'augmentait dans des proportions inouïes. A la date du 8 mai 1870, après de très graves fautes commises, sept millions et demi d'électeurs se déclarèrent encore satisfaits. Il ne venait à l'esprit de presque personne qu'un tel état pût être exposé à la plus effroyable des catastrophes. Cette catastrophe, en effet, ne sortit pas d'une nécessité générale de situation ; elle vint d'un trait particulier du caractère de l'empereur Napoléon III.

## II

L'empereur Napoléon III avait fondé sa fortune en répondant au besoin de réaction, d'ordre, de repos qui fut la conséquence de la Révolution de 1848. Si l'empereur Napoléon III se fût renfermé dans ce programme, s'il se fût contenté de comprimer à l'intérieur toute idée, toute liberté politique, de développer les intérêts matériels, de s'appuyer sur un cléricalisme modéré et sans conviction, son règne et celui de sa dynastie eussent été assurés pour



longtemps. Le pays s'enfonçait de plus en plus dans la vulgarité, oubliait sa vieille histoire ; la nouvelle dynastie était fondée. La France telle que l'a faite le suffrage universel est devenue profondément matérialiste ; les nobles soucis de la France d'autrefois, le patriotisme, l'enthousiasme du beau, l'amour de la gloire, ont disparu avec les classes nobles qui représentaient l'âme de la France. Le jugement et le gouvernement des choses ont été transportés à la masse ; or la masse est lourde, grossière, dominée par la vue la plus superficielle de l'intérêt. Ses deux pôles sont l'ouvrier et le paysan. L'ouvrier n'est pas éclairé ; le paysan veut avant tout acheter de la terre, arrondir son champ. Parlez au paysan, au socialiste de l'Internationale, de la France, de son passé, de son génie, il ne comprendra pas un tel langage. L'honneur militaire, de ce point de vue borné, paraît une folie ; le goût des grandes choses, la gloire de l'esprit sont des chimères ; l'argent dépensé pour l'art et la science est de l'argent perdu, dépensé follement, pris dans la poche de gens qui se soucient aussi peu que possible d'art et de science. Voilà l'esprit provincial que l'Empereur servit merveilleusement dans les premières années de son règne. S'il était resté le docile et aveugle serviteur de cette réaction mesquine, aucune opposition n'aurait réussi à l'ébranler. Toutes les oppositions réunies eussent trouvé leur limite en deux millions de voix tout au plus. Le chiffre des opposants augmentait chaque année ; d'où quelques personnes concluaient qu'il grandirait jusqu'à devenir majorité. Erreur ; ce chiffre eût rencontré un point d'arrêt qu'il n'eût pas dépassé. Disons-le, puisque nous avons la certitude que ces lignes ne seront lues que par des personnes intelligentes : un gouvernement qui aura pour unique désir de s'établir en France et de s'y éterniser aura désormais, je le crains, une voie bien simple à suivre : imiter le programme de Napoléon III, moins la guerre. De la sorte il amènera la France au degré d'abaissement où arrive toute société qui renonce aux hautes visées ; mais il ne mourra qu'avec le pays, de la mort lente de ceux qui s'abandonnent au courant de la destinée, sans jamais le contrarier.

Tel n'était pas l'empereur Napoléon III. Il était supérieur en un sens à la majorité du pays ; il aimait le bien ; il avait un goût, peu éclairé sans doute, réel cependant, de la noble culture de l'humanité. A plusieurs égards, il était en totale dissonance avec ceux qui l'avaient nommé. Il rêvait la gloire militaire ; le fantôme de Napoléon I<sup>er</sup> le hantait. Cela est d'autant plus étrange que l'empereur Napoléon III voyait fort bien qu'il n'avait ni aptitudes, ni pratique pour la guerre, et qu'il savait que la France avait perdu à cet égard toutes ses qualités. Mais l'idée innée l'emportait. L'Empereur sentait si bien que ses vues personnelles à cet égard étaient une sorte de *navus* qu'il fallait cacher, que toujours, à l'époque de la fondation de son pouvoir, nous le voyons occupé à protester qu'il veut la paix. Il reconnaissait que c'était là le moyen de se rendre populaire. La guerre de Crimée ne fut acceptée dans l'opinion que parce qu'on la crut sans conséquence pour la paix générale. La guerre d'Italie ne fut pardonnée que quand on la vit tourner court et rester à mi-chemin.

Le plus simple bon sens commandait à l'empereur Napoléon III de ne jamais faire la guerre. La France, il le savait, ne la désirait en aucune sorte (1). En outre, un pays travaillé par les révolutions, qui a des divisions dynastiques, n'est pas capable d'un grand effort militaire. Le roi Jean, Charles VII, François I<sup>er</sup> et même Louis XIV traversèrent des situations aussi critiques que celle de Napoléon III après la capitulation de Sedan ; ils ne furent pas pour cela renversés, ni même un moment ébranlés. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, après la bataille d'Iéna, se trouva plus solide que jamais sur son trône ; mais Napoléon III ne pouvait supporter une défaite. Il était comme un joueur qui jouerait à la condition d'être fusillé s'il perd une partie. Un pays divisé sur les questions dynastiques doit renoncer à la guerre ; car, au premier échec, cette cause de faiblesse apparaît et fait de tout accident un cas mortel. L'homme qui a une blessure mal cicatrisée peut

(1) Enquête des préfets, *Journal des Débats*, 3 et 4 octobre 1870.

se livrer aux actes de la vie ordinaire sans qu'on s'aperçoive de son infirmité ; mais tout exercice violent lui est interdit ; à la première fatigue sa blessure se rouvre, et il tombe. On ne conçoit pas que Napoléon III se soit fait une si complète illusion sur la solidité de l'édifice qu'il avait fait lui-même d'argile. Comment ne vit-il pas qu'un tel édifice ne résisterait pas à une secousse, et que le choc d'un ennemi puissant devait nécessairement le faire crouler ?

La guerre déclarée au mois de juillet 1870 est donc une aberration personnelle, l'explosion ou plutôt le retour offensif d'une idée depuis longtemps latente dans l'esprit de Napoléon III, idée que les goûts pacifiques du pays l'obligeaient de dissimuler, et à laquelle il semble qu'il avait lui-même presque renoncé. Il n'y a pas un exemple de plus complète trahison d'un État par son souverain, en prenant le mot trahison pour désigner l'acte du mandataire qui substitue sa volonté à celle du mandant. Est-ce à dire que le pays ne soit pas responsable de ce qui est arrivé ? Hélas ! nous ne pouvons le soutenir. Le pays a été coupable de s'être donné un gouvernement peu éclairé et surtout une chambre misérable, qui, avec une légèreté dépassant toute imagination, vota sur la parole d'un ministre la plus funeste des guerres. Le crime de la France fut celui d'un homme riche qui choisit un mauvais gérant de sa fortune et lui donne une procuration illimitée ; cet homme mérite d'être ruiné ; mais on n'est pas juste si l'on prétend qu'il a fait lui-même les actes que son fondé de pouvoir a faits sans lui et malgré lui.

Quiconque connaît la France, en effet, dans son ensemble et dans ses variétés provinciales, n'hésitera pas à reconnaître que le mouvement qui emporte ce pays depuis un demi-siècle est essentiellement pacifique. La génération militaire, froissée par les défaites de 1814 et de 1815, avait à peu près disparu sous la Restauration et sous le règne de Louis-Philippe. Un patriote profondément honnête, mais souvent superficiel, raconta nos anciennes victoires d'un ton de triomphe qui souvent put blesser l'étranger ; mais cette dissonance allait s'affaiblissant chaque jour. On peut dire qu'elle avait cessé depuis 1848. Deux

mouvements commencèrent alors, qui devaient être la fin non seulement de tout esprit guerrier, mais de tout patriotisme : je veux parler de l'éveil extraordinaire des appétits matériels chez les ouvriers et chez les paysans. Il est clair que le socialisme des ouvriers est l'antipode de l'esprit militaire ; c'est presque la négation de la patrie ; les doctrines de l'Internationale sont là pour le prouver. Le paysan, d'un autre côté, depuis qu'on lui a ouvert la voie de la richesse et qu'on lui a montré que son industrie est la plus sûrement lucrative, le paysan a senti redoubler son horreur pour la conscription. Je parle par expérience. Je fis la campagne électorale de mai 1869 dans une circonscription toute rurale de Seine-et-Marne ; je puis assurer que je ne trouvai pas sur mon chemin un seul élément de l'ancienne vie militaire du pays. Un gouvernement à bon marché, peu imposant, peu gênant, un honnête désir de liberté, une grande soif d'égalité, une totale indifférence à la gloire du pays, la volonté arrêtée de ne faire aucun sacrifice à des intérêts non palpables, voilà ce qui me parut l'esprit du paysan dans la partie de la France où le paysan est, comme on dit, le plus avancé.

Je ne veux pas dire qu'il ne restât plus de traces du vieil esprit qui se nourrit des souvenirs du premier Empire. Le parti très peu nombreux qu'on peut appeler bonapartiste, au sens propre, entourait l'Empereur de déplorables excitations. Le parti catholique, par ses lieux communs erronés sur la prétendue décadence des nations protestantes, cherchait aussi à rallumer un feu presque éteint. Mais cela ne touchait nullement le pays. L'expérience de 1870 l'a bien montré ; l'annonce de la guerre fut accueillie avec consternation ; les sottises rodomontades des journaux, les criailles des gamins sur le boulevard sont des faits dont l'histoire n'aura de compte à tenir que pour montrer à quel point une bande d'étourdis peut donner le change sur les vrais sentiments d'un pays. La guerre prouva jusqu'à l'évidence que nous n'avions plus nos anciennes facultés militaires. Il n'y a rien là qui doive étonner celui qui s'est fait une idée juste de la philosophie de notre histoire. La France du Moyen Age est une construction germanique,



élevée par une aristocratie militaire germanique avec des matériaux gallo-romains. Le travail séculaire de la France a consisté à expulser de son sein tous les éléments déposés par l'invasion germanique jusqu'à la Révolution, qui a été la dernière convulsion de cet effort. L'esprit militaire de la France venait de ce qu'elle avait de germanique ; en chassant violemment les éléments germaniques et en les remplaçant par une conception philosophique et égalitaire de la société, la France a rejeté du même coup tout ce qu'il y avait en elle d'esprit militaire. Elle est restée un pays riche, considérant la guerre comme une sotte carrière, très peu rémunératrice. La France est ainsi devenue le pays le plus pacifique du monde ; toute son activité s'est tournée vers les problèmes sociaux, vers l'acquisition de la richesse et les progrès de l'industrie. Les classes éclairées n'ont pas laissé dépérir le goût de l'art, de la science, de la littérature, d'un luxe élégant ; mais la carrière militaire a été abandonnée. Peu de familles de la bourgeoisie aisée, ayant à choisir un état pour leur fils, ont préféré aux riches perspectives du commerce et de l'industrie une profession dont elles ne comprennent pas l'importance sociale. L'école de Saint-Cyr n'a guère eu que le rebut de la jeunesse, jusqu'à ce que l'ancienne noblesse et le parti catholique aient commencé à la peupler, changement dont les conséquences n'ont pas encore eu le temps de se développer. Cette nation a été autrefois brillante et guerrière ; mais elle l'a été par sélection, si j'ose le dire. Elle entretenait et produisait une noblesse admirable, pleine de bravoure et d'éclat. Cette noblesse une fois tombée, il est resté un fond indistinct de médiocrité, sans originalité ni hardiesse, une roture ne comprenant ni le privilège de l'esprit ni celui de l'épée. Une nation ainsi faite peut arriver au comble de la prospérité matérielle ; elle n'a plus de rôle dans le monde, plus d'action à l'étranger. D'autre part, il est impossible de sortir d'un pareil état avec le suffrage universel. Car on ne dompte pas le suffrage universel avec lui-même ; on le trompe, on l'endort ; mais, tant qu'il règne, il oblige ceux qui relèvent de lui de pactiser avec lui et de subir sa loi. Il y a cercle



vicieux à rêver qu'on peut réformer les erreurs d'une opinion inconvertissable en prenant son seul point d'appui dans l'opinion.

La France n'a fait, du reste, que suivre en cela le mouvement général de toutes les nations de l'Europe, la Prusse et la Russie exceptées. M. Cobden, que je vis vers 1857, était enchanté de nous. L'Angleterre nous avait devancés dans cette voie du matérialisme industriel et commercial ; seulement, bien plus sages que nous, les Anglais surent faire marcher leur gouvernement d'accord avec la nation, tandis que notre maladresse a été telle que le gouvernement de notre choix a pu nous engager malgré nous dans la guerre. Je ne sais si je me trompe ; mais il y a une vue d'ethnographie historique qui s'impose de plus en plus à mon esprit. La similitude de l'Angleterre et de la France du Nord m'apparaît chaque jour davantage. Notre étourderie vient du Midi, et, si la France n'avait pas entraîné le Languedoc et la Provence dans son cercle d'activité, nous serions sérieux, actifs, protestants, parlementaires. Notre fond de race est le même que celui des Îles britanniques ; l'action germanique, bien qu'elle ait été assez forte dans ces îles pour faire dominer un idiome germanique, n'a pas, en somme, été plus considérable sur l'ensemble des trois royaumes que sur l'ensemble de la France. Comme la France, l'Angleterre me paraît en train d'expulser son élément germanique, cette noblesse obstinée, fière, intraitable, qui la gouvernait du temps de Pitt, de Castlereagh, de Wellington. Que cette pacifique et toute chrétienne école d'économistes est loin de la passion des hommes de fer qui imposèrent à leur pays de si grandes choses ! L'opinion publique de l'Angleterre, telle qu'elle se produit depuis trente ans, n'est nullement germanique ; on y sent l'esprit celtique, plus doux, plus sympathique, plus humain. Ces sortes d'aperçus doivent être pris d'une façon très large ; on peut dire cependant que ce qui reste encore d'esprit militaire dans le monde est un fait germanique. C'est probablement par la race germanique, en tant que féodale et militaire, que le socialisme et la démocratie égalitaire, qui chez nous autres Celtes ne trouveraient pas

facilement leur limite, arriveront à être domptés, et cela sera conforme aux précédents historiques ; car un des traits de la race germanique a toujours été de faire marcher de pair l'idée de conquête et l'idée de garantie ; en d'autres termes, de faire dominer le fait matériel et brutal de la propriété résultant de la conquête sur toutes les considérations des droits de l'homme et sur les théories abstraites de contrat social. La réponse à chaque progrès du socialisme pourra être de la sorte un progrès du germanisme, et on entrevoit le jour où tous les pays de socialisme seront gouvernés par des Allemands. L'invasion du iv<sup>e</sup> et du v<sup>e</sup> siècle se fit par des raisons analogues, les pays romains étant devenus incapables de produire de bons gendarmes, de bons mainteneurs de propriété.

En réalité notre pays, surtout la province, allait vers une forme sociale qui, malgré la diversité des apparences, avait plus d'une analogie avec l'Amérique, vers une forme sociale où beaucoup de choses tenues autrefois pour choses d'État seraient laissées à l'initiative privée. Certes, on pouvait n'être pas le partisan d'un tel avenir ; il était clair que la France en se développant dans ce sens resterait fort au-dessous de l'Amérique. À son manque d'éducation, de distinction, à ce vide que laisse toujours dans un pays l'absence de cour, de haute société, d'anciennes institutions, l'Amérique supplée par le feu de sa jeune croissance, par son patriotisme, par la confiance exagérée peut-être qu'elle a dans sa force, par la persuasion qu'elle travaille à la grande œuvre de l'humanité, par l'efficacité de ses convictions protestantes, par sa hardiesse et son esprit d'entreprise, par l'absence presque totale de germes socialistes, par la facilité avec laquelle la différence du riche et du pauvre y est acceptée, par le privilège surtout qu'elle a de se développer à l'air libre, dans l'infini de l'espace et sans voisins. Privée de ces avantages, faisant son expérience, pour ainsi dire, en vase clos, à la fois trop pesante et trop légère, trop crédule et trop railleuse, la France n'aurait jamais été qu'une Amérique de second ordre, mesquine, médiocre, peut-être plus semblable au Mexique ou à l'Amérique du Sud qu'aux États-Unis. La royauté

conserve dans nos vieilles sociétés une foule de choses bonnes à garder ; avec l'idée que j'ai de la vieille France et de son génie, j'appellerais cet adieu à la gloire et aux grandes choses : *Finis Franciæ*. Mais, en politique, il faut se garder de prendre ses sympathies pour ce qui doit être ; ce qui réussit en ce monde est d'ordinaire le rebours de nos instincts, à nous autres idéalistes, et presque toujours nous sommes autorisés à conclure, de ce qu'une chose nous déplaît, qu'elle sera. Ce désir d'un état politique impliquant le moins possible de gouvernement central est le vœu universel de la province. L'antipathie qu'elle témoigne contre Paris n'est pas seulement la juste indignation contre les attentats d'une minorité factieuse ; ce n'est pas seulement le Paris révolutionnaire, c'est le Paris gouvernant que la France n'aime pas. Paris est pour la France synonyme d'exigences gênantes. C'est Paris qui lève les hommes, qui absorbe l'argent, qui l'emploie à une foule de fins que la province ne comprend pas. Le plus capable des administrateurs du dernier règne me disait, à propos des élections de 1869, que ce qui lui paraissait le plus compromis en France était le système de l'impôt, la province à chaque élection forçant ses élus à prendre des engagements, qu'il faudrait bien tenir tôt ou tard dans une certaine mesure, et dont l'accomplissement serait la destruction des finances de l'État. La première fois que je rencontrai Prévost-Paradol, au retour de sa campagne électorale dans la Loire-Inférieure, je lui demandai son impression dominante : « Nous verrons bientôt la fin de l'État », me dit-il. C'est exactement ce que j'aurais répondu s'il m'avait demandé mes impressions de Seine-et-Marne. Que le préfet se mêle d'aussi peu de choses que possible, que l'impôt et le service militaire soient aussi réduits que possible, et la province sera satisfaite. La plupart des gens n'y demandent guère qu'une seule chose, c'est qu'on les laisse tranquillement faire fortune. Seuls, les pays pauvres montrent encore de l'avidité pour les places ; dans les départements riches, les fonctions ne sont pas considérées et sont tenues pour un des emplois les moins avantageux qu'on ait à faire de son activité.

Tel est l'esprit de ce qu'on peut appeler la démocratie provinciale. Un pareil esprit, on le voit, diffère sensiblement de l'esprit républicain ; il peut s'accommoder de l'empire et de la royauté constitutionnelle aussi bien que de la république, et même mieux à quelques égards. Aussi indifférent à telle ou telle dynastie qu'à tout ce qui peut s'appeler gloire ou éclat, il préfère au fond avoir une dynastie, comme garantie d'ordre ; mais il ne veut faire aucun sacrifice à l'établissement de cette dynastie. C'est le pur matérialisme politique, l'antipode de la part d'idéalisme qui est l'âme des théories légitimistes et républicaines. Un tel parti, qui est celui de l'immense majorité des Français, est trop superficiel, trop borné pour pouvoir conduire les destinées d'un pays. L'énorme sottise qu'il fit à son point de vue quand il prit en 1848 le prince Louis-Napoléon pour gérant de ses affaires, il la renouvellera vingt fois. Son sort est d'être dupe sans fin, car il est défendu à l'homme basement intéressé d'être habile ; la simple platitude bourgeoise ne peut susciter la quantité de dévouement nécessaire pour créer un ordre de choses et pour le maintenir.

Il y a du vrai, en effet, dans le principe germanique qu'une société n'a un droit plein à son patrimoine que tandis qu'elle peut le garantir. Dans un sens général, il n'est pas bon que celui qui possède soit incapable de défendre ce qu'il possède. Le duel des chevaliers du Moyen Age, la menace de l'homme armé venant présenter la bataille au propriétaire qui s'endort dans la mollesse étaient à quelques égards légitimes. Le droit du brave a fondé la propriété ; l'homme d'épée est bien le créateur de toute richesse, puisqu'en défendant ce qu'il a conquis il assure le bien des personnes qui sont groupées sous sa protection. Disons au moins qu'un État comme celui qu'avait rêvé la bourgeoisie française, État où celui qui possédait et jouissait ne tenait pas réellement l'épée (par suite de la loi sur le remplacement) pour défendre sa propriété, constituait un véritable porte à faux d'architecture sociale. Une classe possédante qui vit dans une oisiveté relative, qui rend peu de services publics, et qui se montre néanmoins arro-

gante, comme si elle avait un droit de naissance à posséder et comme si les autres avaient par naissance le devoir de la défendre, une telle classe, dis-je, ne possédera pas longtemps. Notre société devient trop exclusivement une association de faibles ; une telle société se défend mal ; il lui est difficile de réaliser ce qui est le grand critérium du droit et de la volonté qu'a une réunion d'hommes de vivre ensemble et de se garantir mutuellement, je veux dire une puissante force armée. L'auteur de la richesse est aussi bien celui qui la garantit par ses armes que celui qui la crée par son travail. L'économie politique, uniquement préoccupée de la création de la richesse par le travail, n'a jamais compris la féodalité, laquelle était au fond tout aussi légitime que la constitution de l'armée moderne. Les ducs, les marquis, les comtes étaient au fond les généraux, les colonels, les commandants d'une Landwehr, dont les appointements consistaient en terres et en droits seigneuriaux.

### III

Ainsi la tradition d'une politique nationale se perdait de jour en jour. Le principe du goût que la majorité des Français a pour la monarchie étant essentiellement matérialiste, et aussi éloigné que possible de ce qui peut s'appeler fidélité, *loyalisme*, amour de ses princes, la France, tout en voulant une dynastie, se montre très coulante sur le choix de la dynastie elle-même. Le règne éphémère mais brillant de Napoléon I<sup>er</sup> avait suffi pour créer un titre auprès de ce peuple, étranger à toute idée de légitimité séculaire. Le prince Louis-Napoléon se présentant en 1848 comme héritier de ce titre, et paraissant fait exprès pour tirer la France d'un état qui lui est antipathique et dont elle s'exagérait les dangers, la France le saisit comme une bouée de sauvetage, l'aïda dans ses entreprises les plus



téméraires, se fit complice de ses coups d'État. Pendant près de vingt ans, les fauteurs du 10 décembre purent croire qu'ils avaient eu raison. La France développa prodigieusement ses ressources intérieures. Ce fut une vraie révélation. Grâce à l'ordre, à la paix, aux traités de commerce, Napoléon III apprit à la France sa propre richesse. L'abaissement politique intérieur mécontentait une fraction intelligente ; le reste avait trouvé ce qu'il voulait, et il n'est pas douteux que le règne de Napoléon III restera pour certaines classes de la nation un véritable idéal. Je le répète, si Napoléon III eût voulu ne pas faire la guerre, la dynastie des Bonapartes était fondée pour des siècles. Mais telle est la faiblesse d'un État dénué de base morale, qu'un jour de folie suffit pour tout perdre. Comment l'Empereur ne vit-il pas que la guerre avec l'Allemagne était une épreuve trop forte pour un pays aussi affaibli que la France ? Un entourage ignorant et sans sérieux, conséquence du péché d'origine de la monarchie nouvelle, une cour où il n'y avait qu'un seul homme intelligent (ce prince plein d'esprit et connaissant merveilleusement son siècle, que la fatalité de sa destinée laissa presque sans autorité) rendaient possibles toutes les surprises, tous les malheurs.

Pendant que la fortune publique, en effet, prenait des accroissements inouïs, pendant que le paysan acquérait par ses économies des richesses qui n'élevaient en rien son état intellectuel, sa civilité, sa culture, l'abaissement de toute aristocratie se produisait en d'effrayantes proportions ; la moyenne intellectuelle du public descendait étrangement. Le nombre et la valeur des hommes distingués qui sortaient de la nation se maintenaient, augmentaient peut-être ; dans plus d'un genre de mérite, les nouveaux venus ne le cédaient à aucun des noms illustres des générations écloses sous un meilleur soleil ; mais l'atmosphère s'appauvissait ; on mourait de froid. L'Université, déjà faible, peu éclairée, était systématiquement affaiblie ; les deux seuls bons enseignements qu'elle possédât, celui de l'histoire et celui de la philosophie, furent à peu près supprimés. L'École polytechnique, l'École normale étaient découronnées. Quelques efforts d'amélioration qui se firent

à partir de 1860 restèrent incohérents et sans suite. Les hommes de bonne volonté qui s'y compromirent ne furent pas soutenus. Les exigences cléricales auxquelles on se soumettait ne laissaient passer qu'une inoffensive médiocrité ; tout ce qui était un peu original se voyait condamné à une sorte de bannissement dans son propre pays. Le catholicisme restait la seule force organisée en dehors de l'État et confisquait à son profit l'action extérieure de la France. Paris était envahi par l'étranger viveur, par les provinciaux, qui n'y encourageaient qu'une petite presse ridicule et la sotte littérature, aussi peu parisienne que possible, du nouveau genre bouffon. Le pays, en attendant, s'enfonçait dans un matérialisme hideux. N'ayant pas de noblesse pour lui donner l'exemple, le paysan enrichi, content de sa lourde et triviale aisance, ne savait pas vivre, restait gauche, sans idées. *Oves non habentes pastorem*, telle était la France : un feu sans flamme ni lumière ; un cœur sans chaleur ; un peuple sans prophètes sachant dire ce qu'il sent ; une planète morte, parcourant son orbite d'un mouvement machinal.

La corruption administrative n'était pas le vol organisé, comme cela s'est vu à Naples, en Espagne ; c'était l'incurie, la paresse, un laisser aller universel, une complète indifférence pour la chose publique. Toute fonction était devenue une sinécure, un droit à une rente pour ne rien faire. Avec cela, tout le monde était inattaquable. Grâce à une loi sur la diffamation qui a l'air d'avoir été faite pour protéger les moins honorables des citoyens, grâce surtout à l'universel discrédit où la presse tomba par sa vénalité, une prime énorme était assurée à la médiocrité et à la malhonnêteté. Celui qui hasardait quelque critique devenait vite un être à part et bientôt un homme dangereux. On ne le persécutait pas ; cela était bien inutile. Tout se perdait dans une mollesse générale, dans un manque complet d'attention et de précision. Quelques hommes d'esprit et de cœur, qui donnaient d'utiles conseils, étaient impuissants. L'impertinence vaniteuse de l'administration officielle, persuadée que l'Europe l'admirait et l'enviait, rendait toute observation inutile et toute réforme impossible.

L'opposition était-elle plus éclairée que le gouvernement ? A peine. Les orateurs de l'opposition se montraient, en ce qui concerne les affaires allemandes, plus étourdis encore que M. Rouher. En somme, l'opposition ne représentait nullement un principe supérieur de moralité. Étrangère à toute idée de politique savante, elle ne sortait pas de l'ornière du superficiel radicalisme français. A part quelques hommes de valeur, qu'on s'étonne de voir issus d'une source aussi trouble que le suffrage parisien, le reste n'était que déclamation, parti pris démocratique. La province valait mieux à quelques égards. Des besoins d'une vie locale régulière, d'une sérieuse décentralisation au profit de la commune, du canton, du département, le désir impérieux d'élections libres, la volonté arrêtée de réduire le gouvernement au strict nécessaire, de diminuer considérablement l'armée, de supprimer les sinécures, d'abolir l'aristocratie des fonctionnaires, constituaient un programme assez libéral, quoique mesquin, puisque le fond de ce programme était de payer le moins possible, de renoncer à tout ce qui peut s'appeler gloire, force, éclat. De ces vœux accomplis, fût résultée avec le temps une petite vie provinciale, matériellement très florissante, indifférente à l'instruction et à la culture intellectuelle, assez libre ; une vie de bourgeois aisés, indépendants les uns des autres, sans souci de la science, de l'art, de la gloire, du génie ; une vie, je le répète, assez semblable à la vie américaine, sauf la différence des mœurs et du tempérament.

Tel était l'avenir de la France, si Napoléon III n'eût volontairement couru à sa ruine. On allait à pleines voiles vers la médiocrité. D'une part, les progrès de la prospérité matérielle absorbaient la bourgeoisie ; de l'autre, les questions sociales étouffaient complètement les questions nationales et patriotiques. Ces deux ordres de questions se font en quelque sorte équilibre ; l'avènement des uns signale l'éclipse des autres. La grande amélioration qui s'était faite dans la situation de l'ouvrier était loin d'être favorable à son amélioration morale. Le peuple est bien moins capable que les classes élevées ou éclairées de résister à la séduction des plaisirs faciles, qui ne sont sans incon-

vénients que quand on est blasé sur leur compte. Pour que le bien-être ne démoralise pas, il faut y être habitué ; l'homme sans éducation s'abîme vite dans le plaisir, le prend lourdement au sérieux, ne s'en dégoûte pas. La moralité supérieure du peuple allemand vient de ce qu'il a été jusqu'à nos jours très maltraité. Les politiques qui soutiennent qu'il faut que le peuple souffre pour qu'il soit bon n'ont malheureusement pas tout à fait tort.

Le dirai-je ? Notre philosophie politique concourait au même résultat. Le premier principe de notre morale, c'est de supprimer le tempérament, de faire dominer le plus possible la raison sur l'animalité ; or c'est là l'inverse de l'esprit guerrier. Quelle pouvait être notre règle de conduite, à nous autres libéraux, qui ne pouvons pas admettre le droit divin en politique, quand nous n'admettons pas le surnaturel en religion ? Un simple droit humain, un compromis entre le rationalisme absolu de Condorcet et du XVIII<sup>e</sup> siècle, ne reconnaissant que le droit de la raison à gouverner l'humanité, et les droits résultant de l'histoire. L'expérience manquée de la Révolution nous a guéris du culte de la raison ; mais, en y mettant toute la bonne volonté possible, nous n'avons pu en venir au culte de la force ou du droit fondé sur la force, qui est le résumé de la politique allemande. Le consentement des diverses parties d'un État nous paraît l'*ultima ratio* de l'existence de cet État. — Tels étaient nos principes, et ils avaient deux défauts essentiels : le premier, c'est qu'il se trouvait au monde des gens qui en avaient de tout autres, qui vivaient des dures doctrines de l'ancien régime, lequel faisait consister l'unité de la nation dans les droits du souverain, tandis que nous nous imaginions que le XIX<sup>e</sup> siècle avait inauguré un droit nouveau, le droit des populations ; le second défaut, c'est que ces principes, nous ne réussîmes pas toujours à les faire prévaloir chez nous. Les principes que je disais tout à l'heure sont bien des principes français, en ce sens qu'ils sortent logiquement de notre philosophie, de notre révolution, de notre caractère national avec ses qualités et ses défauts. Malheureusement, le parti qui les professe n'est, comme tous les partis intelligents, qu'une

minorité, et cette minorité a été trop souvent vaincue chez nous. L'expédition de Rome a été la plus évidente dérogation à la seule politique qui pouvait nous convenir. La tentative de nous immiscer dans les affaires allemandes a été une flagrante inconséquence, et celle-ci ne doit pas être mise uniquement à la charge du gouvernement déchu ; l'opposition n'avait cessé d'y pousser depuis Sadowa. Ceux qui ont toujours repoussé la politique de conquête ont le droit de dire : « Prendre l'Alsace malgré elle est un crime ; la céder autrement que devant une nécessité absolue serait un crime aussi. » Mais ceux qui ont prêché la doctrine des frontières naturelles et des convenances nationales n'ont pas le droit de trouver mauvais qu'on leur fasse ce qu'ils voulaient faire aux autres. La doctrine des frontières naturelles et celle du droit des populations ne peuvent être invoquées par la même bouche, sous peine d'une évidente contradiction.

Ainsi nous nous sommes trouvés faibles, désavoués par notre propre pays. La France pouvait se désintéresser de toute action extérieure, comme le fit sagement Louis-Philippe. Dès qu'elle agissait à l'étranger, elle ne pouvait servir que son propre principe, le principe des nations libres, composées de provinces libres, maîtresses de leurs destinées. C'est de ce point de vue que nous vîmes avec sympathie la guerre d'Italie de l'empereur Napoléon III, même à quelques égards la guerre de Crimée, et surtout l'aide qu'il donna à la formation d'une Allemagne du Nord autour de la Prusse. Nous crûmes un moment que notre rêve allait se réaliser, c'est-à-dire l'union politique et intellectuelle de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France, constituant à elles trois une force directrice de l'humanité et de la civilisation, faisant digue à la Russie, ou plutôt la dirigeant dans sa voie et l'élevant. Hélas ! que faire avec un esprit étrange et inconsistant ? La guerre d'Italie eut pour contre-partie l'occupation prolongée de Rome, négation complète de tous les principes français ; la guerre de Crimée, qui n'eût été légitime que si elle avait abouti à émanciper les bonnes populations tenues dans la sujétion par la Turquie, n'eut pour résultat que de forti-



fier le principe ottoman ; l'expédition du Mexique fut un défi jeté à toute idée libérale. Les titres réels qu'on s'était acquis à la reconnaissance de l'Allemagne, on les perdit en prenant après Sadowa une attitude de mauvaise humeur et de provocation.

Il est injuste, disons-le encore, de rejeter toutes ces fautes sur le compte du dernier régime, et un des tours les plus dangereux que pourrait prendre l'amour-propre national serait de s'imaginer que nos malheurs n'ont eu pour cause que les fautes de Napoléon III, si bien que, Napoléon III une fois écarté, la victoire et le bonheur devraient nous revenir. La vérité est que toutes nos faiblesses eurent une racine plus profonde, une racine qui n'a nullement disparu, la démocratie mal entendue. Un pays démocratique ne peut être bien gouverné, bien administré, bien commandé. La raison en est simple. Le gouvernement, l'administration, le commandement sont dans une société le résultat d'une sélection qui tire de la masse un certain nombre d'individus qui gouvernent, administrent, commandent. Cette sélection peut se faire de quatre manières qui ont été appliquées tantôt isolément, tantôt concurremment dans diverses sociétés : 1<sup>o</sup> par la naissance ; 2<sup>o</sup> par le tirage au sort ; 3<sup>o</sup> par l'élection populaire ; 4<sup>o</sup> par les examens et les concours.

Le tirage au sort n'a guère été appliqué qu'à Athènes et à Florence, c'est-à-dire dans les deux seules villes où il y ait eu un peuple d'aristocrates, un peuple donnant par son histoire, au milieu des plus étranges écarts, le plus fin et le plus charmant spectacle. Il est clair que dans nos sociétés, qui ressemblent à de vastes Scythies, au milieu desquelles les cours, les grandes villes, les universités représentent des espèces de colonies grecques, un tel mode de sélection amènerait des résultats absurdes ; il n'est pas besoin de s'y arrêter.

Le système des examens et des concours n'a été appliqué en grand qu'en Chine. Il y a produit une sénilité générale et incurable. Nous avons été nous-mêmes assez loin dans ce sens, et ce n'est pas là une des moindres causes de notre abaissement.

Le système de l'élection ne peut être pris comme base unique d'un gouvernement. Appliquée au commandement militaire, en particulier, l'élection est une sorte de contradiction, la négation même du commandement, puisque, dans les choses militaires, le commandement est absolu ; or l'élu ne commande jamais absolument à son électeur. Appliquée au choix de la personne du souverain, l'élection encourage le charlatanisme, détruit d'avance le prestige de l'élu, l'oblige à s'humilier devant ceux qui doivent lui obéir. A plus forte raison ces objections s'appliquent-elles si le suffrage est universel. Appliqué au choix des députés, le suffrage universel n'amènera jamais, tant qu'il sera direct, que des choix médiocres. Il est impossible d'en faire sortir une chambre haute, une magistrature, ni même un bon conseil départemental ou municipal. Essentiellement borné, le suffrage universel ne comprend pas la nécessité de la science, la supériorité du noble et du savant. Il ne peut être bon qu'à former un corps de notables, et encore à condition que l'élection se fasse dans une forme que nous spécifierons plus tard.

Il est incontestable que, s'il fallait s'en tenir à un moyen de sélection unique, la naissance vaudrait mieux que l'élection. Le hasard de la naissance est moindre que le hasard du scrutin. La naissance entraîne d'ordinaire des avantages d'éducation et quelquefois une certaine supériorité de race. Quand il s'agit de la désignation du souverain et des chefs militaires, le critérium de la naissance s'impose presque nécessairement. Ce critérium, après tout, ne blesse que le préjugé français, qui voit dans la fonction une rente à distribuer au fonctionnaire bien plus qu'un devoir public. Ce préjugé est l'inverse du vrai principe de gouvernement, lequel ordonne de ne considérer dans le choix du fonctionnaire que le bien de l'État ou, en d'autres termes, la bonne exécution de la fonction. Nul n'a droit à une place ; tous ont droit que les places soient bien remplies. Si l'hérédité de certaines fonctions était un gage de bonne gestion, je n'hésiterais pas à conseiller pour ces fonctions l'hérédité.

On comprend maintenant comment la sélection du com-

mandement, qui, jusqu'à la fin du <sup>xvii</sup>e siècle, s'est faite si remarquablement en France, est maintenant si abaissée, et a pu produire ce corps de gouvernants, de ministres, de députés, de sénateurs, de maréchaux, de généraux, d'administrateurs que nous avons au mois de juillet de l'année dernière, et qu'on peut regarder comme un des plus pauvres personnels d'hommes d'État que jamais pays ait vus en fonction. Tout cela venait du suffrage universel, puisque l'Empereur, source de toute initiative, et le Corps législatif, seul contrepoids aux initiatives de l'Empereur, en venaient. Ce misérable gouvernement était bien le résultat de la démocratie : la France l'avait voulu, l'avait tiré de ses entrailles. La France du suffrage universel n'en aura jamais de beaucoup meilleur. Il serait contre nature qu'une moyenne intellectuelle qui atteint à peine celle d'un homme ignorant et borné se fît représenter par un corps de gouvernement éclairé, brillant et fort. D'un tel procédé de sélection, d'une démocratie aussi mal entendue ne peut sortir qu'un complet obscurcissement de la conscience d'un pays. Le collège grand électeur formé par tout le monde est inférieur au plus médiocre souverain d'autrefois ; la cour de Versailles valait mieux pour les choix des fonctionnaires que le suffrage universel d'aujourd'hui ; ce suffrage produira un gouvernement inférieur à celui du <sup>xviii</sup>e siècle à ses plus mauvais jours.

Un pays n'est pas la simple addition des individus qui le composent ; c'est une âme, une conscience, une personne, une résultante vivante. Cette âme peut résider en un fort petit nombre d'hommes ; il vaudrait mieux que tous pussent y participer ; mais ce qui est indispensable, c'est que, par la sélection gouvernementale, se forme une tête qui veille et pense pendant que le reste du pays ne pense pas et ne sent guère. Or la sélection française est la plus faible de toutes. Avec son suffrage universel non organisé, livré au hasard, la France ne peut avoir qu'une tête sociale sans intelligence ni savoir, sans prestige ni autorité. La France voulait la paix, et elle a si sottement choisi ses mandataires qu'elle a été jetée dans la guerre. La chambre d'un pays ultra-pacifique a voté d'enthousiasme la guerre

la plus funeste. Quelques brailards de carrefour, quelques journalistes imprudents ont pu passer pour l'expression de l'opinion de la nation. Il y a en France autant de gens de cœur et de gens d'esprit que dans aucun autre pays ; mais tout cela n'est pas mis en valeur. Un pays qui n'a d'autre organe que le suffrage universel direct est dans son ensemble, quelle que soit la valeur des hommes qu'il possède, un être ignorant, sot, inhabile à trancher sagement une question quelconque. Les démocrates se montrent bien sévères pour l'ancien régime, qui amenait souvent au pouvoir des souverains incapables ou méchants. Sûrement les États qui font résider la conscience nationale dans une famille royale et son entourage ont des hauts et des bas ; mais prenons dans son ensemble la dynastie capétienne, qui a régné près de neuf cents ans ; pour quelques périodes de baisse au XIV<sup>e</sup>, au XVI<sup>e</sup>, au XVIII<sup>e</sup> siècle, quelles admirables séries au XII<sup>e</sup>, au XIII<sup>e</sup>, au XVII<sup>e</sup> siècle, de Louis le Jeune à Philippe le Bel, de Henri IV à la deuxième moitié du règne de Louis XIV ! Il n'y a pas de système électif qui puisse donner une représentation comme celle-là. L'homme le plus médiocre est supérieur à la résultante collective qui sort de trente-six millions d'individus, comptant chacun pour une unité. Puisse l'avenir me donner tort ! Mais on peut craindre qu'avec des ressources infinies de courage, de bonne volonté, et même d'intelligence, la France ne s'étouffe comme un feu mal disposé. L'égoïsme, source du socialisme, la jalousie, source de la démocratie, ne feront jamais qu'une société faible, incapable de résister à de puissants voisins. Une société n'est forte qu'à la condition de reconnaître le fait des supériorités naturelles, lesquelles au fond se réduisent à une seule, celle de la naissance, puisque la supériorité intellectuelle et morale n'est elle-même que la supériorité d'un germe de vie éclos dans des conditions particulièrement favorisées.

## IV

Si nous eussions été seuls au monde ou sans voisins, nous aurions pu continuer indéfiniment notre décadence et même nous y complaire ; mais nous n'étions pas seuls au monde. Notre passé de gloire et d'empire venait comme un spectre troubler notre fête. Celui dont les ancêtres ont été mêlés à de grandes luttes n'est pas libre de mener une vie paisible et vulgaire ; les descendants de ceux que ses pères ont tués viennent sans cesse le réveiller dans sa bourgeoise félicité et lui porter l'épée au front.

Toujours légère et inconsiderée, la France avait à la lettre oublié qu'elle avait insulté il y a un demi-siècle la plupart des nations de l'Europe, et en particulier la race qui offre en tout le contraire de nos qualités et de nos défauts. La conscience française est courte et vive ; la conscience allemande est longue, tenace et profonde. Le Français est bon, étourdi ; il oublie vite le mal qu'il a fait et celui qu'on lui a fait ; l'Allemand est rancunier, peu généreux ; il comprend médiocrement la gloire, le point d'honneur ; il ne connaît pas le pardon. Les revanches de 1814 et de 1815 n'avaient pas satisfait l'énorme haine que les guerres funestes de l'Empire avaient allumée dans le cœur de l'Allemagne. Lentement, savamment, elle préparait la vengeance d'injures qui pour nous étaient des faits d'un autre âge, avec lequel nous ne nous sentions aucun lien et dont nous ne croyions nullement porter la responsabilité.

Pendant que nous descendions insouciant la pente d'un matérialisme inintelligent ou d'une philosophie trop généreuse, laissant presque se perdre tout souvenir d'esprit national (sans songer que notre état social était si peu solide qu'il suffisait pour tout perdre du caprice de quelques hommes imprudents), un tout autre esprit, le vieil esprit de ce que nous appelons l'ancien régime, vivait en



Prusse, et à beaucoup d'égards en Russie. L'Angleterre et le reste de l'Europe, ces deux pays exceptés, étaient engagés dans la même voie que nous, voie de paix, d'industrie, de commerce, présentée par l'école des économistes et par la plupart des hommes d'État comme la voie même de la civilisation. Mais il y avait deux pays où l'ambition dans le sens d'autrefois, l'envie de s'agrandir, la foi nationale, l'orgueil de race duraient encore. La Russie, par ses instincts profonds, par son fanatisme à la fois religieux et politique, conservait le feu sacré des temps anciens, ce qu'on trouve bien peu chez un peuple usé comme le nôtre par l'égoïsme, c'est-à-dire la prompte disposition à se faire tuer pour une cause à laquelle ne se rattache aucun intérêt personnel. En Prusse, une noblesse privilégiée, des paysans soumis à un régime quasi féodal, un esprit militaire et national poussé jusqu'à la rudesse, une vie dure, une certaine pauvreté générale, avec un peu de jalousie contre les peuples qui mènent une vie plus douce, maintenaient les conditions qui ont été jusqu'ici la force des nations. Là, l'état militaire, chez nous déprécié ou considéré comme synonyme d'oisiveté et de vie désœuvrée, était le principal titre d'honneur, une sorte de carrière savante. L'esprit allemand avait appliqué à l'art de tuer la puissance de ses méthodes. Tandis que, de ce côté du Rhin, tous nos efforts consistaient à extirper les souvenirs selon nous néfastes du premier Empire, le vieil esprit des Blücher, des Scharnhorst vivait là encore. Chez nous, le patriotisme se rapportant aux souvenirs militaires était ridiculisé sous le nom de *chauvinisme* ; là-bas, tous sont ce que nous appelons des *chauvins*, et s'en font gloire. La tendance du libéralisme français était de diminuer l'État au profit de la liberté individuelle ; l'État en Prusse était bien plus tyrannique qu'il ne le fut jamais chez nous ; le Prussien, élevé, dressé, moralisé, instruit, enrégimenté, toujours surveillé par l'État, était bien plus gouverné (mieux gouverné aussi sans doute) que nous ne le fûmes jamais, et ne se plaignait pas. Ce peuple est essentiellement monarchique ; il n'a nul besoin d'égalité ; il a des vertus, mais des vertus de

classes. Tandis que, parmi nous, un même type d'honneur est l'idéal de tous, en Allemagne, le noble, le bourgeois, le professeur, le paysan, l'ouvrier ont leur formule particulière du devoir ; les devoirs de l'homme, les droits de l'homme sont peu compris ; et c'est là une grande force, car l'égalité est la plus grande cause d'affaiblissement politique et militaire qu'il y ait. Joignez-y la science, la critique, l'étendue et la précision de l'esprit, toutes qualités que développe au plus haut degré l'éducation prussienne, et que notre éducation française oblitère ou ne développe pas ; joignez-y surtout les qualités morales et en particulier la qualité qui donne toujours la victoire à une race sur les peuples qui l'ont moins, la chasteté (1), et vous comprendrez que, pour quiconque a un peu de philosophie de l'histoire et a compris ce que c'est que la vertu des nations, pour quiconque a lu les deux beaux traités de Plutarque, *De la Vertu et de la Fortune d'Alexandre*, *De la Vertu et de la Fortune des Romains*, il ne pouvait y avoir de doute sur ce qui se préparait. Il était facile de voir que la Révolution française, faiblement arrêtée un moment par les événements de 1814 et de 1815, allait une seconde fois voir se dresser devant elle son éternelle ennemie, la race germanique ou plutôt slavo-germanique du Nord, en d'autres termes la Prusse, demeurée pays d'ancien régime, et ainsi préservée du matérialisme industriel, économique, socialiste, révolutionnaire, qui a dompté la virilité de tous les autres peuples. La résolution fixe de l'aristocratie prussienne de vaincre la Révolution française a eu ainsi deux phases distinctes, l'une de 1792 à 1815, l'autre de 1848 à 1871, toutes deux victorieuses, et il en sera probablement encore ainsi à l'avenir, à moins que la révolution ne s'empare de son ennemi lui-même, ce à quoi l'annexion de l'Allemagne à la Prusse fournira de grandes facilités, mais non encore pour un avenir immédiat.

La guerre est essentiellement une chose d'ancien régime. Elle suppose une grande absence de réflexion égoïste,

(1) Les femmes comptent en France pour une part énorme du mouvement social et politique ; en Prusse, elles comptent pour infiniment moins.

puisque, après la victoire, ceux qui ont le plus contribué à la faire remporter, je veux dire les morts, n'en jouissent pas ; elle est le contraire de ce manque d'abnégation, de cette âpreté dans la revendication des droits individuels, qui est l'esprit de notre moderne démocratie. Avec cet esprit-là, il n'y a pas de guerre possible. La démocratie est le plus fort dissolvant de l'organisation militaire. L'organisation militaire est fondée sur la discipline ; la démocratie est la négation de la discipline. L'Allemagne a bien son mouvement démocratique ; mais ce mouvement est subordonné au mouvement patriotique national. La victoire de l'Allemagne ne pouvait donc manquer d'être complète ; car une force organisée bat toujours une force non organisée, même numériquement supérieure. La victoire de l'Allemagne a été la victoire de l'homme discipliné sur celui qui ne l'est pas, de l'homme respectueux, soigneux, attentif, méthodique sur celui qui ne l'est pas ; ç'a été la victoire de la science et de la raison ; mais ç'a été en même temps la victoire de l'ancien régime, du principe qui nie la souveraineté du peuple et le droit des populations à régler leur sort. Ces dernières idées, loin de fortifier une race, la désarment, la rendent impropre à toute action militaire, et, pour comble de malheur, elles ne la préservent pas de se remettre entre les mains d'un gouvernement qui lui fasse faire les plus grandes fautes. L'acte inconcevable du mois de juillet 1870 nous jeta dans un gouffre. Tous les germes putrides qui eussent amené sans cela une lente consommation devinrent un accès pernicieux ; tous les voiles se déchirèrent ; des défauts de tempérament qu'on ne faisait que soupçonner apparurent d'une manière sinistre.

Une maladie ne va jamais seule ; car un corps affaibli n'a plus la force de comprimer les causes de destruction qui sont toujours à l'état latent dans l'organisme, et que l'état de santé empêche de faire éruption. L'horrible épisode de la Commune est venu montrer une plaie sous la plaie, un abîme au-dessous de l'abîme. Le 18 mars 1871 est, depuis mille ans, le jour où la conscience française a été le plus bas. Nous doutâmes un moment si elle se refor-

merait, si la force vitale de ce grand corps, atteinte au point même du cerveau où réside le *sensorium commune*, serait suffisante pour l'emporter sur la pourriture qui tendait à l'envahir. L'œuvre des Capétiens parut compromise, et on put croire que la future formule philosophique de notre histoire clorait en 1871 le grand développement commencé par les ducs de France au ix<sup>e</sup> siècle. Il n'en a pas été ainsi. La conscience française, quoique frappée d'un coup terrible, s'est retrouvée elle-même ; elle est sortie en trois ou quatre jours de son évanouissement. La France s'est reprise à la vie, le cadavre que les vers déjà se disputaient a retrouvé sa chaleur et son mouvement. Dans quelles conditions va se produire cette existence d'outre-tombe ? Sera-ce le court éclair de la vie d'un ressuscité ? La France va-t-elle reprendre un chapitre interrompu de son histoire ? Ou bien va-t-elle entrer dans une phase entièrement nouvelle de ses longues et mystérieuses destinées ? Quels sont les vœux qu'un bon Français peut former en de telles circonstances ? Quels sont les conseils qu'il peut donner à son pays ? Nous allons essayer de le dire, non avec cette assurance qui serait en de pareils jours l'indice d'un esprit bien superficiel, mais avec cette réserve qui fait une large part aux hasards de tous les jours et aux incertitudes de l'avenir.





## DEUXIÈME PARTIE

### LES REMÈDES

UNE chose connue de tout le monde est la facilité avec laquelle notre pays se réorganise. Des faits récents ont prouvé combien la France a été peu atteinte dans sa richesse. Quant aux pertes d'hommes, s'il était permis de parler d'un pareil sujet avec une froideur qui a l'air cruelle, je dirais qu'elles sont à peine sensibles. Une question se pose donc à tout esprit réfléchi. Que va faire la France ? Va-t-elle se remettre sur la pente d'affaiblissement national et de matérialisme politique où elle était engagée avant la guerre de 1870, ou bien va-t-elle réagir énergiquement contre la conquête étrangère, répondre à l'aiguillon qui l'a piquée au vif et, comme l'Allemagne de 1807, prendre dans sa défaite le point de départ d'une ère de rénovation ? — La France est très oublieuse. Si la Prusse n'avait pas exigé de cessions territoriales, je n'hésiterais pas à répondre que le mouvement industriel, économique, socialiste, eût repris son cours ; les pertes d'argent eussent été réparées au bout de quelques années ; le sentiment de la gloire militaire et de la vanité nationale se fût perdu de plus en plus. Oui, l'Allemagne avait entre les mains après Sedan le plus beau rôle de l'histoire du monde. En restant sur sa victoire, en ne faisant violence à aucune partie de la population française, elle enterrait la guerre pour l'éternité, autant qu'il est permis de parler d'éternité, quand il s'agit des choses humaines. Elle n'a pas voulu de ce rôle ; elle a pris violemment deux millions de Français, dont une très petite fraction peut être supposée consentante à une

telle séparation. Il est clair que tout ce qui reste de patriotisme français n'aura de longtemps qu'un objectif, regagner les provinces perdues. Ceux même qui sont philosophes avant d'être patriotes ne pourront être insensibles au cri de deux millions d'hommes, que nous avons été obligés de jeter à la mer pour sauver le reste des naufragés, mais qui étaient liés avec nous pour la vie et pour la mort. La France a donc là une pointe d'acier enfoncée en sa chair, qui ne la laissera plus dormir. Mais quelle voie va-t-elle suivre dans l'œuvre de sa réforme ? En quoi sa renaissance ressemblera-t-elle à tant d'autres tentatives de résurrection nationale ? Quelle y sera la part de l'originalité française ? C'est ce qu'il faut rechercher, en tenant à priori pour probable qu'une conscience aussi impressionnable que la conscience française aboutira, sous l'étreinte de circonstances uniques, aux manifestations les plus inattendues.

## I

Il existe un modèle excellent de la manière dont une nation peut se relever des derniers désastres. C'est la Prusse elle-même qui nous l'a donné, et elle ne peut nous reprocher de suivre son exemple. Que fit la Prusse après la paix de Tilsitt ? Elle se résigna, se recueillit. Le territoire qui lui restait était tout au plus le cinquième de ce qui nous reste ; ce territoire était le plus pauvre de l'Europe, et les conditions militaires qui lui étaient faites semblaient de nature à le condamner pour jamais à l'impuissance. Il y avait de quoi décourager un patriotisme moins âpre. La Prusse s'organisa silencieusement ; loin de chasser sa dynastie, elle se serra autour d'elle, adora son roi médiocre, sa reine Louise, qui pourtant avait été une des causes immédiates de la guerre. Toutes les capacités de la nation furent appelés ; Stein dirigea tout avec son ardeur

concentrée. La réforme de l'armée fut un chef-d'œuvre d'étude et de réflexion ; l'université de Berlin fut le centre de la régénération de l'Allemagne ; une collaboration cordiale fut demandée aux savants, aux philosophes, qui ne mirent qu'une condition à leur concours, celle qu'ils mettent et doivent mettre toujours, leur liberté. De ce sérieux travail poursuivi pendant cinquante ans, la Prusse sortit la première nation de l'Europe. Sa régénération eut une solidité que ne saurait donner la simple vanité patriotique, elle eut une base morale ; elle fut fondée sur l'idée du devoir, sur la fierté que donne le malheur noblement supporté.

Il est clair que, si la France voulait imiter son exemple, elle serait prête en moins de temps. Si le mal de la France venait d'un épuisement profond, il n'y aurait rien à faire ; mais tel n'est pas le cas ; les ressources sont immenses ; il s'agit de les organiser. Il est incontestable aussi que les circonstances nous viendraient en aide. « La figure de ce monde passe », dit l'Écriture. Certaines personnes mourront ; les difficultés intérieures de l'Allemagne reviendront ; le parti catholique et le parti démocratique (les deux Internationales, comme on dit en Prusse) créeront à M. de Bismarck et à ses successeurs de perpétuelles difficultés ; il faut songer que l'unité de l'Allemagne n'est nullement encore l'unité de la France ; il y a des parlements à Dresde, à Munich, à Stuttgart ; qu'on se figure Louis XIV dans de pareilles conditions. En Prusse, la rivalité du parti féodal et du parti libéral, habilement conjurée par M. de Bismarck, éclatera ; le rayonnement fécond et pacifique du germanisme s'arrêtera. Le facteur de la conscience slave, c'est la conscience allemande ; la conscience des Slaves grandira et s'opposera de plus en plus à celle des Allemands ; l'inconvénient qu'il y a pour un État à détenir des pays malgré eux se révélera de plus en plus ; la crise interminable de l'Autriche amènera les péripéties les plus dangereuses ; Vienne deviendra de toute manière un embarras pour Berlin ; quoi qu'on fasse, cet empire est né bicéphale ; il vivra difficilement. La roue de fortune tourne et tournera toujours. Après avoir monté,

on descend ; et voilà pourquoi l'orgueil est quelque chose de si peu raisonnable. Les organisations militaires sont comme les outillages industriels ; un outillage vieillit vite, et il est rare que l'industriel réforme de lui-même l'outillage qui est en sa possession ; cet outillage, en effet, représente un immense capital d'établissement ; on veut le garder ; on ne le change que si la concurrence vous y force. En ce cas, il arrive presque toujours que le concurrent a l'avantage ; car il construit à neuf et n'a pas de concession à faire à un établissement antérieur. Sans le fusil à aiguille, la France n'eût jamais remplacé son fusil à piston ; mais, le fusil à aiguille l'ayant mise en mouvement, elle a fait le chassepot. Les organisations militaires se succèdent de la sorte comme les machines de l'industrie. La machine militaire de Frédéric le Grand eut en son temps l'excellence ; en 1792, elle était totalement vieillie et impuissante. La machine de Napoléon eut ensuite la force ; de nos jours, la machine de M. de Moltke a prouvé son immense supériorité. Ou les choses humaines vont changer leur marche, ou ce qui est le meilleur aujourd'hui ne le sera pas demain. Les aptitudes militaires changent d'une génération à l'autre. Les armées de la République et de l'Empire succédèrent à celles qui furent battues à Rosbach. Une fois la France entraînée, une fois son embonpoint bourgeois et ses habitudes casanières secoués, impossible de dire ce qui arrivera.

Il est donc certain que, si la France veut se soumettre aux conditions d'une réforme sérieuse, elle peut très vite reprendre sa place dans le concert européen. Je ne saurais croire qu'aucun homme d'État sérieux ait fait en Allemagne le raisonnement qu'ont sans cesse répété les journaux allemands : « Prenons l'Alsace et la Lorraine pour mettre la France hors d'état de recommencer. » S'il ne s'agit que de surface territoriale et de chiffres d'âmes, la France est à peine entamée. La question est de savoir si elle voudra entrer dans la voie d'une réforme sérieuse, en d'autres termes, imiter la conduite de la Prusse après Iéna.

Cette voie serait austère ; ce serait celle de la pénitence.

En quoi consiste la vraie pénitence ? Tous les Pères de la vie spirituelle sont d'accord sur ce point : la pénitence ne consiste pas à mener une vie dure, à jeûner, à se mortifier. Elle consiste à se corriger de ses défauts, et, parmi ses défauts, à se corriger justement de ceux qu'on aime, de ce défaut favori qui est presque toujours le fond même de notre nature, le principe secret de nos actions. Quel est pour la France ce défaut favori, dont il importe avant tout qu'elle se corrige ? C'est le goût de la démocratie superficielle. La démocratie fait notre faiblesse militaire et politique ; elle fait notre ignorance, notre sotte vanité ; elle fait, avec le catholicisme arriéré, l'insuffisance de notre éducation nationale. Je comprendrais donc qu'un bon esprit et un bon patriote, plus jaloux d'être utile à ses concitoyens que de leur plaire, s'exprimât à peu près en ces termes :

« Corrigeons-nous de la démocratie. Rétablissons la royauté, rétablissons dans une certaine mesure la noblesse ; fondons une solide instruction nationale primaire et supérieure ; rendons l'éducation plus rude, le service militaire obligatoire pour tous ; devenons sérieux, appliqués, soumis aux puissances, amis de la règle et de la discipline. Soyons humbles surtout. Défions-nous de la présomption. La Prussè a mis soixante-trois ans à se venger d'Iéna ; mettons-en au moins vingt à nous venger de Sedan ; pendant dix ou quinze ans, abstenons-nous complètement des affaires du monde ; renfermons-nous dans le travail obscur de notre réforme intérieure. A aucun prix ne faisons de révolution, cessons de croire que nous avons en Europe le privilège de l'initiative ; renonçons à une attitude qui fait de nous une perpétuelle exception à l'ordre général. De la sorte, il est incontestable que, les changements ordinaires du monde y aidant, nous aurons dans quinze ou vingt ans retrouvé notre rang.

» Nous ne le retrouverions pas autrement. La victoire de la Prusse a été la victoire de la royauté de droit quasi divin (de droit historique) ; une nation ne saurait se réformer sur le type prussien sans la royauté historique et sans la noblesse. La démocratie ne discipline ni ne moralise.



On ne se discipline pas soi-même ; des enfants mis ensemble sans maître ne s'élèvent pas ; ils jouent et perdent leur temps. De la masse ne peut émerger assez de raison pour gouverner et réformer un peuple. Il faut que la réforme et l'éducation viennent du dehors, d'une force n'ayant d'autre intérêt que celui de la nation, mais distincte de la nation et indépendante d'elle. Il y a quelque chose que la démocratie ne fera jamais, c'est la guerre, j'entends la guerre savante comme la Prusse l'a inaugurée. Le temps des volontaires indisciplinés et des corps francs est passé. Le temps des brillants officiers, ignorants, braves, frivoles, est passé aussi. La guerre est désormais un problème scientifique et d'administration, une œuvre compliquée que la démocratie superficielle n'est pas plus capable de mener à bonne fin que des constructeurs de barques ne sauraient faire une frégate cuirassée. La démocratie à la française ne donnera jamais assez d'autorité aux savants pour qu'ils puissent faire prévaloir une direction rationnelle. Comment les choisirait-elle, obsédée qu'elle est de charlatans et incompetente pour décider entre eux ? La démocratie, d'ailleurs, ne sera pas assez ferme pour maintenir longtemps l'effort énorme qu'il faut pour une grande guerre. Rien ne se fait en ces gigantesques entreprises communes, si chacun, selon une expression vulgaire, « en prend et en laisse » ; or la démocratie ne peut sortir de sa mollesse sans entrer dans la terreur. Enfin, la république doit toujours être en suspicion contre l'hypothèse d'un général victorieux. La monarchie est si naturelle à la France que tout général qui aurait donné à son pays une éclatante victoire serait capable de renverser les institutions républicaines. La république ne peut exister que dans un pays vaincu ou absolument pacifié. Dans tout pays exposé à la guerre, le cri du peuple sera toujours le cri des Hébreux à Samuel : « Un roi qui marche à notre tête et fasse la » guerre avec nous. »

» La France s'est trompée sur la forme que peut prendre la conscience d'un peuple. Son suffrage universel est comme un tas de sable, sans cohésion ni rapport fixe entre les atomes. On ne construit pas une maison avec cela.

La conscience d'une nation réside dans la partie éclairée de la nation, laquelle entraîne et commande le reste. La civilisation à l'origine a été une œuvre aristocratique, l'œuvre d'un tout petit nombre (nobles et prêtres), qui l'ont imposée par ce que les démocrates appellent force et imposture ; la conservation de la civilisation est une œuvre aristocratique aussi. Patrie, honneur, devoir sont choses créées et maintenues par un tout petit nombre au sein d'une foule qui, abandonnée à elle-même, les laisse tomber. Que fût devenue Athènes si on eût donné le suffrage à ses deux cent mille esclaves et noyé sous le nombre la petite aristocratie d'hommes libres qui l'avaient faite ce qu'elle était ? La France de même avait été créée par le roi, la noblesse, le clergé, le tiers état. Le peuple proprement dit et les paysans, aujourd'hui maîtres absolus de la maison, y sont en réalité des intrus, des frelons impatronisés dans une ruche qu'ils n'ont pas construite. L'âme d'une nation ne se conserve pas sans un collège officiellement chargé de la garder. Une dynastie est la meilleure institution pour cela ; car, en associant les chances de la nation à celles d'une famille, une telle institution crée les conditions les plus favorables à une bonne continuité. Un sénat comme celui de Rome et de Venise remplit très bien le même office ; les institutions religieuses, sociales, pédagogiques, gymnastiques des Grecs y suffisaient parfaitement ; le prince électif à vie a même soutenu des États sociaux assez forts ; mais ce qui ne s'est jamais vu, c'est le rêve de nos démocrates, une maison de sable, une nation sans institutions traditionnelles, sans corps chargé de faire la continuité de la conscience nationale, une nation fondée sur ce déplorable principe qu'une génération n'engage pas la génération suivante, si bien qu'il n'y a nulle chaîne des morts aux vivants, nulle sûreté pour l'avenir. Rappelez-vous ce qui a tué toutes les sociétés coopératives d'ouvriers : l'incapacité de constituer dans de telles sociétés une direction sérieuse, la jalousie contre ceux que la société avait revêtus d'un mandat quelconque, la prétention de les subordonner toujours à leurs mandants, le refus obstiné de leur faire une position digne. La démocratie française

fera la même faute en politique ; il ne sortira jamais une direction éclairée de ce qui est la négation même de la valeur du travail intellectuel et de la nécessité d'un tel travail.

» Et ne dites pas qu'une assemblée pourra remplir ce rôle des vieilles dynasties et des vieilles aristocraties. Le nom seul de république est une excitation à un certain développement démocratique malsain ; on le verra bien au progrès d'exaltation qui se manifestera dans les élections, comme cela eut lieu en 1850 et 1851. Pour arrêter ce mouvement, une assemblée se montrera impitoyable ; mais alors se dévoilera une autre tendance, celle qui porte à préférer une monarchie libérale à une république réactionnaire. La fatalité de la république est à la fois de provoquer l'anarchie et de la réprimer très durement. Une assemblée n'est jamais un grand homme. Une assemblée a les défauts qui chez un souverain sont les plus rédhibitoires : bornée, passionnée, emportée, décidant vite, sans responsabilité, sous le coup de l'idée du moment. Espérer qu'une assemblée composée de notabilités départementales, d'honnêtes provinciaux, pourra prendre et soutenir le brillant héritage de la royauté, de la noblesse françaises, est une chimère. Il faut un centre aristocratique permanent, conservant l'art, la science, le goût, contre le bétisme démocratique et provincial. Paris le sent bien ; jamais aristocratie n'a tenu à son privilège séculaire autant que Paris à ce privilège qu'il s'attribue d'être une institution de la France, d'agir à certains jours comme tête et souverain, et de réclamer l'obéissance du reste du pays ; mais que Paris, en réclamant son privilège de capitale, se prétende encore républicain et ait fondé le suffrage de tous, c'est là une des plus fortes inconséquences dont l'histoire des siècles ait gardé le souvenir.

» La synagogue de Prague a dans ses traditions une vieille légende qui m'a toujours paru un symbole frappant. Un cabaliste du *xvi<sup>e</sup>* siècle avait fait une statue si parfaitement conforme aux proportions de l'archétype divin, qu'elle vivait, agissait. En lui mettant sous la langue le nom ineffable de Dieu (le mystique tétragramme), le ca-

baliste conférait même à l'homme de plâtre la raison, mais une raison obscure, imparfaite, qui avait toujours besoin d'être guidée. Il se servait de lui comme d'un domestique pour diverses besognes serviles ; le samedi, il lui ôtait de la bouche le talisman merveilleux pour qu'il observât le saint repos. Or une fois il oublia cette précaution bien nécessaire. Pendant qu'on était au service divin, on entendit dans le ghetto un bruit épouvantable ; c'était l'homme de plâtre qui cassait, brisait tout. On accourt, on se saisit de lui. A partir de ce moment, on lui ôta pour jamais le tétragramme, et on le mit sous clef dans le grenier de la synagogue, où il se voit encore. Hélas ! nous avons cru qu'en faisant balbutier quelques mots de raison à l'être informe que la lumière intérieure n'éclaire pas nous en faisons un homme. Le jour où nous l'avons abandonné à lui-même, la machine brutale s'est détraquée ; je crains qu'il ne faille la remiser pour des siècles.

» Relever un droit historique, en place de cette malheureuse formule du droit « divin » que les publicistes d'il y a cinquante ans mirent en vogue, serait donc la tâche qu'il faudrait se proposer. La monarchie, en liant les intérêts d'une nation à ceux d'une famille riche et puissante, constitue le système de la plus grande fixité pour la conscience nationale. La médiocrité du souverain n'a même en un tel système que de faibles inconvénients. Le degré de raison nationale émanant d'un peuple qui n'a pas contracté un mariage séculaire avec une famille est, au contraire, si faible, si discontinu, si intermittent qu'on ne peut le comparer qu'à la raison d'un homme tout à fait inférieur ou même à l'instinct d'un animal. Le premier pas est donc évidemment que la France reprenne sa dynastie. Un pays n'a qu'une dynastie, celle qui a fait son unité au sortir d'un état de crise ou de dissolution. La famille qui a fait la France en neuf cents ans existe ; plus heureux que la Pologne, nous possédons notre vieux drapeau d'unité ; seulement, une déchirure funeste le dépare. Les pays dont l'existence est fondée sur la royauté souffrent toujours les maux les plus graves quand il y a des dissidences sur l'hérédité légitime. D'un autre côté, l'impossible est l'im-



possible... Sans doute on ne peut soutenir que la branche d'Orléans, depuis sa retraite sans combat en février (acte qui put être le fait de bons citoyens, mais ne fut pas celui de princes), ait des droits royaux bien stricts ; mais elle a un titre excellent, le souvenir du règne de Louis-Philippe, l'estime et l'affection de la partie éclairée de la nation.

» Il ne faut pas nier, d'un autre côté, que la Révolution et les années qui ont suivi furent à beaucoup d'égards une de ces crises génératrices où tous les casuistes politiques reconnaissent que se fonde le droit des dynasties. La maison Bonaparte émergea du chaos révolutionnaire qui accompagna et suivit la mort de Louis XVI, comme la maison capétienne sortit de l'anarchie qui accompagna en France la décadence de la maison carlovingienne. Sans les événements de 1814 et de 1815, il est probable que la maison Bonaparte héritait du titre des Capétiens. La remise en valeur du titre bonapartiste à la suite de la Révolution de 1848 lui a donné une réelle force. Si la Révolution de la fin du dernier siècle doit un jour être considérée comme le point de départ d'une France nouvelle, il est possible que la maison Bonaparte devienne la dynastie de cette nouvelle France ; car Napoléon I<sup>er</sup> sauva la Révolution d'un naufrage inévitable et personnifia très bien les besoins nouveaux. La France est certainement monarchique ; mais l'hérédité repose sur des raisons politiques trop profondes pour qu'elle les comprenne. Ce qu'elle veut, c'est une monarchie sans la loi bien fixe, analogue à celle des Césars romains. La maison de Bourbon ne doit pas se prêter à ce désir de la nation ; elle manquerait à tous ses devoirs si elle consentait jamais à jouer les rôles de podestats, de stathouders, de présidents provisoires de républiques avortées. On ne se taille pas un justaucorps dans le manteau de Louis XIV. La maison Bonaparte, au contraire, ne sort pas de son rôle en acceptant ces positions indécises, qui ne sont pas en contradiction avec ses origines et que justifie la pleine acceptation qu'elle a toujours faite du dogme de la souveraineté du peuple.

» La France est dans la position de l'Hercule du sophiste



Prodicus, *Hercules in bivio*. Il faut que d'ici à quelques mois elle décide de son avenir. Elle peut garder la république : mais qu'on ne veuille pas des choses contradictoires. Il y a des esprits qui se figurent une république puissante, influente, glorieuse. Qu'ils se détrompent et choisissent. Oui, la république est possible en France, mais une république à peine supérieure en importance à la confédération helvétique et moins considérée. La république ne peut avoir ni armée ni diplomatie ; la république serait un État militaire d'une rare nullité ; la discipline y serait très imparfaite ; car, ainsi que l'a bien montré M. Stoffel, il n'y a pas de discipline dans l'armée s'il n'y en a pas dans la nation. Le principe de la république, c'est l'élection ; une société républicaine est aussi faible qu'un corps d'armée qui nommerait ses officiers ; la peur de n'être pas réélu paralyse toute énergie. M. de Savigny a montré qu'une société a besoin d'un gouvernement venant du dehors, d'au delà, d'avant elle, que le pouvoir social n'émane pas tout entier de la société, qu'il y a un droit philosophique et historique (divin, si l'on veut) qui s'impose à la nation. La royauté n'est nullement, comme affecte de le croire notre superficielle école constitutionnelle, une présidence héréditaire. Le président des États-Unis n'a pas fait la nation, tandis que le roi a fait la nation. Le roi n'est pas une émanation de la nation ; le roi et la nation sont deux choses ; le roi est en dehors de la nation. La royauté est ainsi un fait divin pour ceux qui croient au surnaturel, un fait historique pour ceux qui n'y croient pas. La volonté actuelle de la nation, le plébiscite, même sérieusement pratiqué, ne suffit pas. L'essentiel n'est pas que telle volonté particulière de la majorité se fasse ; l'essentiel est que la raison générale de la nation triomphe. La majorité numérique peut vouloir l'injustice, l'immoralité ; elle peut vouloir détruire son histoire, et alors la souveraineté de la majorité numérique n'est plus que la pire des erreurs.

» C'est, en tout cas, l'erreur qui affaiblit le plus une nation. Une assemblée élue ne réforme pas. Donnez à la France un roi jeune, sérieux, austère en ses mœurs ; qu'il

règne cinquante ans, qu'il groupe autour de lui des hommes après au travail, fanatiques de leur œuvre, et la France aura encore un siècle de gloire et de prospérité. Avec la république, elle aura l'indiscipline, le désordre, des francs-tireurs, des volontaires cherchant à faire croire au pays qu'ils se vouent à la mort pour lui, et n'ayant pas assez d'abnégation pour accepter les conditions communes de la vie militaire. Ces conditions, obéissance, hiérarchie, etc., sont le contraire de tout ce que conseille le catéchisme démocratique, et voilà pourquoi une démocratie ne saurait vivre avec un état militaire considérable. Cet état militaire ne peut se développer sous un pareil régime, ou, s'il se développe, il absorbe la démocratie. On m'objectera l'Amérique ; mais, outre que l'avenir de ce pays est très obscur, il faut dire que l'Amérique, par sa position géographique, est placée, en ce qui concerne l'armée, dans une situation toute particulière, à laquelle la nôtre ne saurait être comparée.

» Je ne conçois qu'une issue à ces hésitations, qui tuent le pays ; c'est un grand acte d'autorité nationale. On peut être royaliste sans admettre le droit divin, comme on peut être catholique sans croire à l'infailibilité du pape, chrétien sans croire au surnaturel et à la divinité de Jésus-Christ. La dynastie est en un sens antérieure et supérieure à la nation, puisque c'est la dynastie qui a fait la nation ; mais elle ne peut rien contre la nation ni sans elle. Les dynasties ont des droits sur le pays qu'elles représentent historiquement ; mais le pays a aussi des droits sur elles, puisque les dynasties n'existent qu'en vue du pays. Un appel adressé au pays dans des circonstances extraordinaires pourrait constituer un acte analogue au grand fait national qui créa la dynastie capétienne, ou à la décision de l'Université de Paris lors de l'avènement des Valois. Nos anciens théoriciens de la monarchie conviennent que la légitimité des dynasties s'établit à certains moments solennels, où il s'agit avant tout de tirer la nation de l'anarchie et de remplacer un titre dynastique périmé.

» C'est également par le procédé historique, je veux dire en profitant habilement des pans de murs qui nous restent

d'une plus vieille construction, et en développant ce qui existe, que l'on pourrait former quelque chose pour remplacer les anciennes traditions de famille. Pas de royauté sans noblesse ; ces deux choses reposent au fond sur le même principe, une sélection créant artificiellement, pour le bien de la société, une sorte de race à part. La noblesse n'a plus chez nous aucune signification de race. Elle résulte d'une cooptation presque fortuite, où l'usurpation des titres, les malentendus, les petites fraudes, et surtout l'idée puérile qui consiste à croire que la préposition *de* est une marque de noblesse, tiennent presque autant de place que la naissance et l'anoblissement légal. Le suffrage à deux degrés introduirait un principe aristocratique bien meilleur. L'armée serait un autre moyen d'anoblissement. L'officier de notre future *Landwehr*, milice locale sans cesse exercée, deviendrait vite un hobereau de village, et cette fonction aurait souvent une tendance à être héréditaire ; le capitaine cantonal, vers l'âge de cinquante ans, aimerait à transmettre son office à son fils, qu'il aurait formé et que tous connaîtraient. La même chose arriva au Moyen Age par la nécessité de se défendre. Le *Ritter*, qui avait un cheval, sorte de brigadier de gendarmerie, devint un petit seigneur.

» La base de la vie provinciale devrait ainsi être un honnête gentilhomme de village, bien loyal, et un bon curé de campagne tout entier dévoué à l'éducation morale du peuple. Le devoir est une chose aristocratique, il faut qu'il ait sa représentation spéciale. Le maître, dit Aristote, a plus de devoirs que l'esclave ; les classes supérieures en ont plus que les classes inférieures. Cette *gentry* provinciale ne doit pas être tout ; mais elle est une base nécessaire. Les universités, centres de haute culture intellectuelle, la cour, école de mœurs brillantes, Paris, résidence du souverain et ville de grand monde, corrigeront ce que la *gentry* provinciale a d'un peu lourd et empêcheront que la bourgeoisie, trop fière de sa moralité, ne dégénère en pharisaïsme. Une des utilités des dynasties est justement d'attribuer aux choses exquises ou sérieuses une valeur que le public ne peut leur donner, de discerner

certaines produits particulièrement aristocratiques que la masse ne comprend pas. Il fut bien plus facile à Turgot d'être ministre en 1774 qu'il ne le serait de nos jours. De nos jours, sa modestie, sa gaucherie, son manque de talent comme orateur et comme écrivain l'eussent arrêté dès les premiers pas. Il y a cent ans, pour arriver, il lui suffit d'être compris et apprécié de l'abbé de Véry, prêtre philosophe, très écouté de M<sup>me</sup> de Maurepas.

» Tout le monde est à peu près d'accord sur ce point qu'il nous faut une loi militaire calquée pour les lignes générales sur le système prussien. Il y aura dans le premier moment d'émotion des députés pour la faire. Mais, ce moment passé, si nous restons en république, il n'y aura pas de députés pour la maintenir ou la faire exécuter. A chaque élection, le député sera obligé de prendre à cet égard des engagements qui énerveront son action future. Si la Prusse avait le suffrage universel, elle n'aurait pas le service militaire universel, ni l'instruction obligatoire. Depuis longtemps la pression de l'électeur aurait fait alléger ces deux charges. Le système prussien n'est possible qu'avec des nobles de campagne, chefs-nés de leur village, toujours en contact avec leurs hommes, les formant de longue main, les réunissant en un clin d'œil. Un peuple sans nobles est au moment du danger un troupeau de pauvres affolés, vaincu d'avance par un ennemi organisé. Qu'est-ce que la noblesse, en effet, si ce n'est la fonction militaire considérée comme héréditaire et mise au premier rang des fonctions sociales ? Quand la guerre aura disparu du monde, la noblesse disparaîtra aussi ; non auparavant. On ne forme pas une armée, comme on forme une administration des domaines ou des tabacs, par le choix libre des familles et des jeunes gens. La carrière militaire entendue de la sorte est trop chétive pour attirer les bons sujets. La sélection militaire de la démocratie est misérable ; un Saint-Cyr formé sous un tel régime sera toujours excessivement faible. S'il y a, au contraire, une classe qui soit appliquée à la guerre par le fait de la naissance, cela donnera pour l'armée une moyenne de bons esprits, qui sans cela iraient à d'autres applications.

» Sont-ce là des rêves ? Peut-être ; mais alors, je vous l'assure, la France est perdue. Elle ne le serait pas si l'on pouvait croire que l'Allemagne sera entraînée à son tour dans la ronde du sabbat démocratique, où nous avons laissé toute notre vertu ; mais cela n'est pas probable. Ce peuple est soumis, résigné au delà de tout ce qu'on peut croire. Son orgueil national est si fort exalté par ses victoires que, pendant une ou deux générations encore, les problèmes sociaux n'occuperont qu'une part limitée de son activité. Un peuple, comme un homme, préfère toujours s'appliquer à ce en quoi il excelle ; or la race germanique sent sa supériorité militaire. Tant qu'elle sentira cela, elle ne fera ni révolution, ni socialisme. Cette race est vouée pour longtemps à la guerre et au patriotisme ; cela la détournera de la politique intérieure, de tout ce qui affaiblit le principe de hiérarchie et de discipline. S'il est vrai, comme il semble, que la royauté et l'organisation nobiliaire de l'armée sont perdues chez les peuples latins, il faut dire que les peuples latins appellent une nouvelle invasion germanique et la subiront. »

## II

Heureux qui trouve dans des traditions de famille ou dans le fanatisme d'un esprit étroit l'assurance qui seule tranche tous ces doutes ! Quant à nous, trop habitués à voir les différents côtés des choses pour croire à des solutions absolues, nous admettrions aussi qu'un très honnête citoyen parlât ainsi qu'il suit :

« La politique ne discute pas les solutions imaginaires. On ne change pas le caractère d'une nation. Il suffit que le plan de réforme que vous venez de tracer ait été celui de la Prusse pour que j'ose affirmer que ce ne sera pas celui de la France. Des réformes supposant que la France abjure ses préjugés démocratiques sont des réformes chimériques.



La France, croyez-le, restera un pays de gens aimables, doux, honnêtes, droits, gais, superficiels, pleins de bon cœur, de faible intelligence politique ; elle conservera son administration médiocre, ses comités entêtés, ses corps routiniers, persuadée qu'ils sont les premiers du monde ; elle s'enfoncera de plus en plus dans cette voie de matérialisme, de républicanisme vulgaire vers laquelle tout le monde moderne, excepté la Prusse et la Russie, paraît se tourner. Cela veut-il dire qu'elle n'aura jamais sa revanche ? C'est peut-être justement par là qu'elle l'aura. Sa revanche serait alors un jour d'avoir devancé le monde dans la route qui conduit à la fin de toute noblesse, de toute vertu. Pendant que les peuples germaniques et slaves conserveraient leurs illusions de jeunes races, nous leur resterions inférieurs ; mais ces races vieilliront à leur tour ; elles entreront dans la voie de toute chair. Cela ne se fera pas aussi vite que le croit l'école socialiste, toujours persuadée que les questions qui la préoccupent absorbent le monde au même degré. Les questions de rivalité entre les races et les nations paraissent devoir longtemps encore l'emporter sur les questions de salaire et de bien-être, dans les parties de l'Europe qu'on peut appeler d'ancien monde ; mais l'exemple de la France est contagieux. Il n'y a jamais eu de révolution française qui n'ait eu son contre-coup à l'étranger. La plus cruelle vengeance que la France pût tirer de l'orgueilleuse noblesse qui a été le principal instrument de sa défaite serait de vivre en démocratie, de démontrer par le fait la possibilité de la république. Il ne faudrait peut-être pas beaucoup attendre pour que nous pussions dire à nos vainqueurs comme les morts d'Isaïe : *Et tu vulneratus es sicut et nos ; nostri similis effectus es !*

» Que la France reste donc ce qu'elle est ; qu'elle tienne sans défaillance le drapeau de libéralisme qui lui a fait un rôle depuis cent ans. Ce libéralisme est souvent une cause de faiblesse, c'est une raison pour que le monde y vienne ; car le monde va s'énervant et perdant de sa rigueur antique. La France en tout cas est plus sûre d'avoir sa revanche, si elle la doit à ses défauts, que si elle est réduite à l'attendre de qualités qu'elle n'a jamais eues. Nos enne-

mis peuvent être rassurés si le Français, pour reprendre sa place, doit préalablement devenir un Poméranien ou un Dithmarse. Ce qui a vaincu la France, c'est un reste de force morale, de rudesse, de pesanteur et d'esprit d'abnégation qui s'est trouvé avoir encore résisté, sur un point perdu du monde, à l'effet délétère de la réflexion égoïste. Que la démocratie française réussisse à constituer un état viable, et ce vieux levain aura bien vite disparu sous l'action du plus énergique dissolvant de toute vertu que le monde ait connu jusqu'ici. »

Peut-être, en effet, le parti qu'a pris la France, sur le conseil de quelques hommes d'État qui la connaissent bien, d'ajourner les questions constitutionnelles et dynastiques est-il le plus sage. Nous nous y conformerons. Sans sortir de ce programme, on peut indiquer quelques réformes qui, en toute hypothèse, doivent être méditées.

### III

Ceux même qui n'admettent pas que la France se soit trompée en proclamant sans réserve la souveraineté du peuple ne peuvent nier au moins, s'ils ont quelque esprit philosophique, qu'elle n'ait choisi un mode de représentation nationale très imparfait (1). La nomination des pouvoirs sociaux au suffrage universel direct est la machine politique la plus grossière qui ait jamais été employée. Un pays se compose de deux éléments essentiels : 1<sup>o</sup> les citoyens pris isolément comme de simples unités ; 2<sup>o</sup> les fonctions sociales, les groupes, les intérêts, la propriété. Deux chambres sont donc nécessaires, et jamais gouvernement régulier, quel qu'il soit, ne vivra sans deux chambres.

(1) J'ai été heureux de m'être rencontré, dans les vues qui suivent, avec quelques bons esprits qui cherchent en ce moment le remède à nos institutions si défectueuses. J. Foulon-Ménard, *Fonctions de l'État*, Nantes, 1871 ; J. Guadet, *Du Suffrage universel et de son Application d'après un Mode nouveau*, Bordeaux, 1871.

Une seule chambre nommée par le suffrage des citoyens pris comme de simples unités pourra ne pas renfermer un seul magistrat, un seul général, un seul professeur, un seul administrateur. Une telle chambre pourra mal représenter la propriété, les intérêts, ce qu'on peut appeler les collègues moraux de la nation. Il est donc absolument nécessaire qu'à côté d'une assemblée élue par les citoyens sans distinction de professions, de titres, de classes sociales, il y ait une assemblée formée par un autre procédé, et représentant les capacités, les spécialités, les intérêts divers, sans lesquels il n'y a pas d'État organisé.

Est-il indispensable que la première de ces deux chambres, pour être une vraie représentation des citoyens, soit nommée par l'universalité des citoyens ? Non certes, et le brusque établissement du suffrage universel en 1848 a été, de l'aveu de tous les politiques, une grande faute. Mais il ne s'agit plus de revenir sur ce fait. Toute mesure, comme la loi du 31 mai 1851, ayant pour but de priver des citoyens d'un droit qu'ils ont exercé depuis vingt-trois ans serait un acte blâmable. Ce qui est légitime, possible et juste, c'est de faire que le suffrage, tout en restant parfaitement universel, ne soit plus direct, c'est d'introduire des degrés dans le suffrage. Toutes les constitutions de la première République, hormis celle de 1793, qui ne fonctionna jamais, admirent ce principe élémentaire. Les deux degrés corrigerait ce que le suffrage universel a nécessairement de superficiel ; la réunion des électeurs au second degré constituerait un public politique digne de candidats sérieux. On peut accorder que tout citoyen possède un certain droit à la direction de la chose publique ; mais il faut régler ce droit, en éclairer l'exercice. Que cent citoyens d'un même canton, en confiant leur procuration à un de leurs concitoyens habitant le même canton, le fassent électeur ; cela donnera environ quatre-vingt mille électeurs pour toute la France. Ces quatre-vingt mille électeurs formeraient des collèges départementaux, dont chaque fraction cantonale se réunirait au chef-lieu de canton, aurait ses assises libres et voterait pour tout le département. Le scrutin de liste, si absurde avec le suffrage universel direct,

aurait alors sa pleine raison d'être, surtout si le nombre des membres de la première chambre était réduit, comme il devrait l'être, à quatre ou cinq cents. Dans ce système, les opérations pour le choix des électeurs du second degré seraient, il est vrai, publiques ; mais il y aurait là une garantie de moralité. La procuration électorale devrait être conférée pour quinze ou vingt ans ; si on forme le collège électoral en vue de chaque élection particulière, on perdra presque tous les avantages de la réforme dont il s'agit.

J'avoue que je préférerais un système plus représentatif encore, et où la femme, l'enfant fussent comptés. Je voudrais que, dans les élections primaires, l'homme marié votât pour sa femme (en d'autres termes, que sa voix comptât pour deux), que le père votât pour ses enfants mineurs ; je concevrais même la mère, la sœur confiant leur pouvoir à un fils, à un frère majeurs. Il est sûrement impossible que la femme participe directement à la vie politique ; mais il est juste qu'elle soit comptée. Il y aurait trop d'inconvénients à ce qu'elle pût choisir la personne à laquelle elle donnerait sa procuration politique ; mais la femme qui a son mari, son père, ou bien un frère, un fils majeurs a des procureurs naturels, dont elle doit pouvoir, si j'ose le dire, doubler la personnalité le jour du scrutin. De la sorte, la société devient un ensemble lié, cimenté, où tout est devoir réciproque, responsabilité, solidarité. Les électeurs du second degré seraient des aristocrates locaux, des autorités, des notables nommés presque à vie. Ces électeurs pourraient être rassemblés par cantons en temps de crise ; ils seraient les gardiens des mœurs, les surveillants des deniers publics ; ils tiendraient école de gravité et de sérieux. Les conseils généraux de département émaneraient de procédés électoraux analogues, légèrement modifiés.

Tout autres et infiniment plus variés devraient être les moyens servant à composer la seconde chambre. Supposons que le nombre des membres soit de trois cent soixante. D'abord, il y faudrait une trentaine de sièges héréditaires, réservés aux survivants d'anciennes familles dont les

titres résisteraient à un travail historique et critique. Les membres à vie seraient nommés par des procédés divers. On pourrait faire désigner un membre par le conseil général de chaque département. Le chef de l'État nommerait cinquante membres ; la chambre haute elle-même se recruterait jusqu'à concurrence de trente membres ; la première chambre en nommerait trente autres. Les cent vingt ou cent trente membres restants représenteraient les corps nationaux, les fonctions sociales. L'armée et la marine y figureraient par les maréchaux et les amiraux ; la magistrature, les corps enseignants, les clergés y verraient siéger leurs chefs ; chaque classe de l'Institut nommerait un membre ; il en serait de même des corporations industrielles, des chambres de commerce, etc. Les grandes villes, enfin, sont des personnes morales, ayant un esprit propre. Je voudrais que toute grande ville de plus de cent mille âmes eût un élu dans la chambre haute ; Paris en aurait quatre ou cinq. Cette chambre représenterait ainsi tout ce qui est une individualité dans l'État ; ce serait vraiment un corps conservateur de tous les droits et de toutes les libertés.

Il est permis d'espérer que deux chambres ainsi formées serviraient au progrès libéral et non à la révolution. Vu certaines particularités du caractère français, il serait bon d'interdire la publicité des séances, laquelle fait trop souvent dégénérer les débats en parade. On fonderait ainsi un genre d'éloquence simple et vrai, bien préférable au ton de nos harangues prolixes, déclamatoires, de mauvais goût. Le compte rendu a l'inconvénient de déplacer l'objectif de l'orateur, de le porter à viser le public plutôt que la Chambre et de faire servir le gouvernement du pays à l'agitation du pays. Si la France veut un avenir de réformes et de revanches, il faut qu'elle évite d'user ses forces en luttes parlementaires. Le gouvernement parlementaire est excellent pour les époques de prospérité ; il sert à faire éviter les fautes très graves et les excès, ce qui certes est capital ; mais il n'excite pas les grands efforts moraux. La Prusse n'aurait pas accompli sa renaissance à la suite d'Iéna si elle eût pratiqué la vie parlementaire. Elle tra-



versa quarante ans de silence, qui servirent merveilleusement à tremper le caractère de la nation.

Il est incontestable que Paris est la seule capitale possible de la France ; mais ce privilège doit être payé par des charges. Non seulement il faut que Paris renonce à ses attentats sur la représentation de la France ; Paris, étant constitué par la résidence des autorités centrales à l'état de ville à part, ne peut avoir les droits d'une ville ordinaire. Paris ne saurait avoir ni maire, ni conseil élu dans les conditions ordinaires, ni garde civique. Le souverain ne doit pas trouver dans la ville où il réside une autre souveraineté que la sienne. Les usurpations dont la commune de Paris s'est rendue coupable à toutes les époques ne justifient que trop les appréhensions à cet égard.

Avec de solides institutions, la liberté de la presse pourrait être laissée entière. Dans un état social vraiment assis, l'action de la presse est très utile comme contrôle ; sans la presse, des abus extrêmement graves sont inévitables. C'est aux classes honnêtes à décourager par leur mépris la presse scandaleuse. Quant à la liberté des clubs, l'expérience a montré que cette liberté n'a aucun avantage sérieux, et qu'elle ne vaut pas la peine qu'on y fasse des sacrifices.

La cause de la décentralisation administrative est trop complètement gagnée pour que nous y insistions. Que si l'on veut parler d'une décentralisation plus profonde, qui ferait de la France une fédération d'États analogue aux États-Unis d'Amérique, il faut s'entendre. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire d'un État unitaire et centralisé décrétant son morcellement. Un tel morcellement a failli se faire au mois de mars dernier ; il se ferait le jour où la France serait mise encore plus bas qu'elle ne l'a été par la guerre de 1870 et par la Commune ; il ne se fera jamais par mesure légale. Un pouvoir organisé ne cède que ce qu'on lui arrache. Quand de grandes machines de gouvernement, comme l'Empire romain, l'Empire franc, commencent à s'affaiblir, les parties disloquées de ces ensembles font leurs conditions au pouvoir central, se dressent des chartes, forcent le pouvoir central à les signer. En d'autres termes,

la formation d'une confédération (hors le cas des colonies) est l'indice d'un empire qui s'effondre. Ajournons donc de tels propos, d'autant plus que, si les crocs de fer qui retiennent ensemble les pierres de la vieille construction se relâchaient, il n'est pas sûr que ces pierres resteraient à leur place et ne se disjoindraient pas tout à fait.

La colonisation en grand est une nécessité politique tout à fait de premier ordre. Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre du riche et du pauvre. La conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure, qui s'y établit pour le gouverner, n'a rien de choquant. L'Angleterre pratique ce genre de colonisation dans l'Inde, au grand avantage de l'Inde, de l'humanité en général, et à son propre avantage. La conquête germanique du <sup>v<sup>e</sup></sup> et du <sup>vi<sup>e</sup></sup> siècle est devenue en Europe la base de toute conservation et de toute légitimité. Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénération des races inférieures ou abâtardies par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité. L'homme du peuple est presque toujours chez nous un noble déclassé ; sa lourde main est bien mieux faite pour manier l'épée que l'outil servile. Plutôt que de travailler, il choisit de se battre, c'est-à-dire qu'il revient à son premier état. *Regere imperio populos*, voilà notre vocation. Versez cette dévorante activité sur des pays qui, comme la Chine, appellent la conquête étrangère. Des aventuriers qui troublent la société européenne faites un *ver sacrum*, un essaim comme ceux des Francs, des Lombards, des Normands ; chacun sera dans son rôle. La nature a fait une race d'ouvriers, c'est la race chinoise, d'une dextérité de main merveilleuse sans presque aucun sentiment d'honneur ; gouvernez-la avec justice, en prélevant d'elle pour le bienfait d'un tel gouvernement un ample douaire au profit de la race conquérante, elle sera satisfaite ; — une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre ; soyez pour lui bon et humain, et tout sera dans l'ordre ; — une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. Réduisez cette noble race à travailler dans l'ergastule comme des nègres et des Chinois, elle se révolte. Tout

révolté est chez nous, plus ou moins, un soldat qui a manqué sa vocation, un être fait pour la vie héroïque, et que vous appliquez à une besogne contraire à sa race, mauvais ouvrier, trop bon soldat. Or la vie qui révolte nos travailleurs rendrait heureux un Chinois, un fellah, êtres qui ne sont nullement militaires. Que chacun fasse ce pour quoi il est fait, et tout ira bien. Les économistes se trompent en considérant le travail comme l'origine de la propriété. L'origine de la propriété, c'est la conquête et la garantie donnée par le conquérant aux fruits du travail autour de lui. Les Normands ont été en Europe les créateurs de la propriété ; car, le lendemain du jour où ces bandits eurent des terres, ils établirent pour eux et pour tous les gens de leur domaine un ordre social et une sécurité qu'on n'avait pas vus jusque-là.

#### IV

Dans la lutte qui vient de finir, l'infériorité de la France a été surtout intellectuelle ; ce qui nous a manqué, ce n'est pas le cœur, c'est la tête. L'instruction publique est un sujet d'importance capitale ; l'intelligence française s'est affaiblie ; il faut la fortifier. Notre plus grande erreur est de croire que l'homme naît tout élevé ; l'Allemand, il est vrai, croit trop à l'éducation ; il en devient pédant ; mais nous y croyons trop peu. Le manque de foi à la science est le défaut profond de la France ; notre infériorité militaire et politique n'a pas d'autre cause ; nous doutons trop de ce que peuvent la réflexion, la combinaison savante. Notre système d'instruction a besoin de réformes radicales ; presque tout ce que le premier Empire a fait à cet égard est mauvais. L'instruction publique ne peut être donnée directement par l'autorité centrale ; un ministère de l'Instruction publique sera toujours une très médiocre machine d'éducation.

L'instruction primaire est la plus difficile à organiser. Nous envions à l'Allemagne sa supériorité à cet égard ; mais il n'est pas philosophique de vouloir les fruits sans le tronc et les racines. En Allemagne, l'instruction populaire est venue du protestantisme. Le luthéranisme ayant fait consister la religion à lire un livre, et plus tard ayant réduit la dogmatique chrétienne à une quintessence impalpable, a donné une importance hors de ligne à la maison d'école ; l'illettré a presque été chassé du christianisme ; la communion parfois lui est refusée. Le catholicisme, au contraire, faisant consister le salut en des sacrements et en des croyances surnaturelles, tient l'école pour chose secondaire. Excommunier celui qui ne sait ni lire ni écrire nous paraît impie. L'école n'étant pas l'annexe de l'église est la rivale de l'église. Le curé s'en défie, la veut aussi faible que possible, l'interdit même si elle n'est pas toute cléricale. Or, sans la collaboration et la bonne volonté du curé, l'école de village ne prospérera jamais. Que ne pouvons-nous espérer que le catholicisme se réforme, qu'il se relâche de ses règles surannées ! Quels services ne rendrait pas un curé, pasteur catholique, offrant dans chaque village le type d'une famille bien réglée, surveillant l'école, presque maître d'école lui-même, donnant à l'éducation du paysan le temps qu'il consacre aux fastidieuses répétitions de son bréviaire ! En réalité, l'église et l'école sont également nécessaires ; une nation ne peut pas plus se passer de l'une que de l'autre ; quand l'église et l'école se contrarient, tout va mal.

Nous touchons ici à la question qui est au fond de toutes les autres. La France a voulu rester catholique, elle en porte les conséquences. Le catholicisme est trop hiératique pour donner un aliment intellectuel et moral à une population ; il fait fleurir le mysticisme transcendant à côté de l'ignorance ; il n'a pas d'efficacité morale ; il exerce des effets funestes sur le développement du cerveau. Un élève des jésuites ne sera jamais un officier susceptible d'être opposé à un officier prussien ; un élève des écoles élémentaires catholiques ne pourra jamais faire la guerre savante avec les armes perfectionnées.

Les nations catho'iques qui ne se réformeront pas seront toujours infailliblement battues par les nations protestantes. Les croyances surnaturelles sont comme un poison qui tue si on le prend à trop haute dose. Le protestantisme en mêle bien une certaine quantité à son breuvage ; mais la proportion est faible et devient alors bienfaisante. Le Moyen Age avait créé deux maîtrises de la vie de l'esprit, l'Église, l'Université ; les pays protestants ont gardé ces deux cadres ; ils ont créé la liberté dans l'Église, la liberté dans l'Université, si bien que ces pays peuvent avoir à la fois des Églises établies, un enseignement officiel et une pleine liberté de conscience et d'enseignement. Nous autres, pour avoir la liberté, nous avons été obligés de nous séparer de l'Église ; les jésuites avaient depuis longtemps réduit nos universités à un rôle secondaire. Aussi nos efforts ont été faibles, ne se rattachant à aucune tradition ni à aucune institution du passé.

Un libéral comme nous est ici fort embarrassé ; car notre premier principe est que, dans ce qui touche à la liberté de conscience, l'État ne doit se mêler de rien. La foi, comme toutes les choses exquises, est susceptible ; au moindre contact, elle crie à la violence. Ce qu'il faut désirer, c'est une réforme libérale du catholicisme, sans intervention de l'État. Que l'Église admette deux catégories de croyants, ceux qui sont pour la lettre et ceux qui s'en tiennent à l'esprit. A un certain degré de la culture rationnelle, la croyance au surnaturel devient pour plusieurs une impossibilité ; ne forcez pas ceux-là à porter une chape de plomb. Ne vous mêlez pas de ce que nous enseignons, de ce que nous écrivons, et nous ne vous disputerons pas le peuple ; ne nous contestez pas notre place à l'université, à l'académie, et nous vous abandonnerons sans partage l'école de campagne. L'esprit humain est une échelle où chaque degré est nécessaire ; ce qui est bon à tel niveau n'est pas bon à tel autre ; ce qui est funeste pour l'un ne l'est pas pour l'autre. Conservons au peuple son éducation religieuse, mais qu'on nous laisse libres. Il n'y a pas de fort développement de la tête sans liberté ; l'énergie morale n'est pas le résultat d'une doctrine en



particulier, mais de la race et de la vigueur de l'éducation. Nous avait-on assez parlé de la décadence de cette Allemagne qu'on présentait comme une officine d'erreurs énervantes, de dangereuses subtilités ! Elle était tuée, disait-on, par le sophisme, le protestantisme, le matérialisme, le panthéisme, le fatalisme. Je ne jurerais pas, en effet, que M. de Moltke ne professe quelque-une de ces erreurs ; mais on avouera que cela ne l'empêche pas d'être un bon officier d'état-major. Renonçons à ces déclamations fades. La liberté de penser, alliée à la haute culture, loin d'affaiblir un pays, est une condition du grand développement de l'intelligence. Ce n'est pas telle ou telle solution qui fortifie l'esprit ; ce qui le fortifie, c'est la discussion, la liberté. On peut dire que pour l'homme cultivé il n'y a pas de mauvaise doctrine ; car pour lui toute doctrine est un effort vers le vrai, un exercice utile à la santé de l'esprit. Vous voulez garder vos jeunes gens dans une sorte de gynécée intellectuel ; vous en ferez des hommes bornés. Pour former de bonnes têtes scientifiques, des officiers sérieux et appliqués, il faut une éducation ouverte à tout, sans dogme rétrécissant. La supériorité intellectuelle et militaire appartiendra désormais à la nation qui pensera librement. Tout ce qui exerce le cerveau est salubre. Il y a plus : la liberté de penser dans les universités a cet avantage que le libre penseur, satisfait de raisonner à son aise dans sa chaire, au milieu de personnes placées au même point de vue que lui, ne songe plus à faire de la propagande parmi les gens du monde et les gens du peuple. Les universités allemandes présentent à ce sujet le spectacle le plus curieux.

Notre instruction secondaire, quoique fort critiquable, est la meilleure partie de notre système d'enseignement. Les bons élèves d'un lycée de Paris sont supérieurs aux jeunes Allemands pour le talent d'écrire, l'art de la rédaction ; ils sont mieux préparés à être avocats ou journalistes ; mais ils ne savent pas assez de choses. Il faut se persuader que la science prend de plus en plus le dessus sur ce qu'on appelle en France les lettres. L'enseignement doit surtout être scientifique ; le résultat de l'éducation

doit être que le jeune homme sache le plus possible de ce que l'esprit humain a découvert sur la réalité de l'univers. Quand je dis scientifique, je ne dis pas pratique, professionnel ; l'État n'a pas à s'occuper des applications de métier ; mais il doit prendre garde que l'éducation qu'il donne ne se borne à une rhétorique creuse, qui ne fortifie pas l'intelligence. Chez nous, les dons brillants, le talent, l'esprit, le génie sont seuls estimés ; en Allemagne, ces dons sont rares, peut-être parce qu'ils ne sont pas fort prisés ; les bons écrivains y sont peu nombreux ; le journalisme, la tribune politique n'ont pas l'éclat qu'ils ont chez nous ; mais la force de tête, l'instruction, la solidité du jugement sont bien plus répandues et constituent une moyenne de culture intellectuelle supérieure à tout ce qu'on avait pu obtenir jusqu'ici d'une nation.

C'est surtout dans l'enseignement supérieur qu'une réforme est urgente. Les écoles spéciales, imaginées par la Révolution, les chétives facultés créées par l'Empire ne remplacent nullement le grand et beau système des universités autonomes et rivales, système que Paris a créé au Moyen Age et que toute l'Europe a conservé, excepté justement la France qui l'a inauguré vers 1200. En y revenant, nous n'imiterons personne, nous ne ferons que reprendre notre tradition. Il faut créer en France cinq ou six universités, indépendantes les unes des autres, indépendantes des villes où elles seront établies, indépendantes du clergé. Il faut supprimer du même coup les écoles spéciales, École polytechnique, École normale, etc., institutions inutiles quand on possède un bon système d'universités, et qui empêchent les universités de se développer. Ces écoles ne sont, en effet, que des prélèvements funestes faits sur les auditeurs des universités (1). L'université enseigne tout, prépare à tout, et dans son sein toutes les branches de l'esprit humain se touchent et s'embrassent. A côté des universités, il peut, il doit y avoir des écoles d'application ; il ne peut y avoir des écoles d'État

(1) On n'entend pas nier l'utilité de tels établissements comme internats ou séminaires ; mais l'enseignement intérieur n'y devrait pas dépasser la conférence entre élèves, selon les usages anciens.

fermées et faisant concurrence aux universités. On se plaint que les facultés des lettres, des sciences n'aient pas d'élèves assidus. Quoi de surprenant ? Leurs auditeurs naturels sont à l'École normale, à l'École polytechnique, où ils reçoivent le même enseignement, mais sans rien sentir du mouvement salulaire, de la communauté d'esprit que crée l'université.

Ces universités établies dans des villes de province (1), sans préjudice naturellement de l'Université de Paris et des grands établissements uniques, tels que le Collège de France, propres à Paris, me paraissent le meilleur moyen de réveiller l'esprit français. Elles seraient des écoles de sérieux, d'honnêteté, de patriotisme. Là se fonderait la vraie liberté de penser, qui ne va pas sans de solides études. Là aussi se ferait un salulaire changement dans l'esprit de la jeunesse. Elle se formerait au respect ; elle prendrait le sentiment de la valeur de la science. Un fait qui donne bien à réfléchir est celui-ci. Il est reconnu que nos écoles sont des foyers d'esprit démocratique peu réfléchi et d'une incrédulité portée vers une propagande populaire étourdie. C'est tout le contraire en Allemagne, où les universités sont des foyers d'esprit aristocratique, réactionnaire (comme nous disons) et presque féodal, des foyers de libre pensée, mais non de prosélytisme indiscret. D'où vient cette différence ? De ce que la liberté de discussion, dans les universités allemandes, est absolue. Le rationalisme est loin de porter à la démocratie. La réflexion apprend que la raison n'est pas la simple expression des idées et des vœux de la multitude, qu'elle est le résultat des aperceptions d'un petit nombre d'individus privilégiés. Loin d'être portée à livrer la chose publique aux caprices de la foule, une génération aussi élevée sera jalouse de maintenir le privilège de la raison ; elle sera appliquée,

(1) Une circonstance d'un autre ordre rendra l'application de ce système presque indispensable, c'est l'établissement du service militaire obligatoire pour tous. Une telle organisation militaire n'est possible que si le jeune homme peut faire ses études d'université (droit, médecine, etc.) en même temps que son service militaire, ain i que cela se pratique en Allemagne. Cette combinaison suppose des villes d'étude régionales, qui soient en même temps des centres sérieux d'instruction militaire.

studieuse et très peu révolutionnaire. La science sera pour elle comme un titre de noblesse, auquel elle ne renoncera pas facilement, et qu'elle défendra même avec une certaine âpreté. Des jeunes gens élevés dans le sentiment de leur supériorité se révolteront de ne compter que pour un comme le premier venu. Pleins du juste orgueil que donne la conscience de savoir la vérité que le vulgaire ignore, ils ne voudront pas être les interprètes des pensées superficielles de la foule. Les universités seront ainsi des pépinières d'aristocrates. Alors l'espèce d'antipathie que le parti conservateur français nourrit contre la haute culture de l'esprit paraîtra le plus inconcevable des nonsens, la plus fâcheuse erreur.

Il va sans le dire qu'à côté de ces universités dotées par l'État, et où toutes les opinions sagement présentées auraient accès, une entière latitude serait laissée pour l'établissement d'universités libres. Je crois que ces universités libres produiraient de très médiocres résultats ; toutes les fois que la liberté existe réellement dans l'université, la liberté hors de l'université est de peu de conséquence ; mais, en leur permettant de s'établir, on aurait la conscience en règle et on fermerait la bouche aux personnes naïves toujours portées à croire que sans la tyrannie de l'État elles feraient des merveilles. Il est bien probable que les catholiques les plus fervents, un Ozanam, par exemple, préféreraient le champ libre des universités d'État, où tout se passerait au grand jour, à ces petites universités à huis clos, fondées par leur secte. En tout cas, ils auraient le choix. De quoi pourraient se plaindre avec un pareil régime les catholiques les plus portés à s'élever contre le monopole de l'État ? Personne ne serait exclu des chaires des universités à cause de ses opinions ; les catholiques y arriveraient comme tout le monde. Le système des *Privatdocent* permettrait en outre à toutes les doctrines de se produire en dehors des chaires dotées. Enfin les universités libres enlèveraient jusqu'au dernier prétexte aux récriminations. Ce serait l'inverse de notre système français, procédant par l'exclusion des sujets brillants. On croit avoir assez fait pour l'impartialité si,



après avoir destitué ou refusé de nommer un libre penseur, on destitue ou refuse de nommer un catholique. En Allemagne, on les met tous deux face à face ; au lieu de ne servir que la médiocrité, un tel système sert à l'émulation et à l'éveil des esprits. En distinguant soigneusement le grade et le droit d'exercer une profession, comme on le fait en Allemagne, en établissant que l'université ne fait pas des médecins, des avocats, mais rend apte à devenir médecin, avocat, on lèverait les difficultés que certaines personnes trouvent à la collation des grades par l'État. L'État, en un tel système, ne salarie pas certaines opinions scientifiques ou littéraires ; il ouvre, dans un haut intérêt social et pour le bien de toutes les opinions, de grands champs clos, de vastes arènes, où les sentiments divers peuvent se produire, lutter entre eux et se disputer l'assentiment de la jeunesse, déjà mûre pour la réflexion, qui assiste à ces débats.

Former par les universités une tête de société rationaliste, régnant par la science, fière de cette science et peu disposée à laisser périr son privilège au profit d'une foule ignorante ; mettre (qu'on me permette cette forme paradoxale d'exprimer ma pensée) le pédantisme en honneur, combattre ainsi l'influence trop grande des femmes, des gens du monde, des revues, qui absorbent tant de forces vives ou ne leur offrent qu'une application superficielle ; donner plus à la spécialité, à la science, à ce que les Allemands appellent le *Fach*, moins à la littérature, au talent d'écrire et de parler ; compléter ce faite solide de l'édifice social par une cour et une capitale brillantes, d'où l'éclat d'un esprit aristocratique n'exclue pas la solidité et la forte culture de la raison ; en même temps, élever le peuple, raviver ses facultés un peu affaiblies, lui inspirer, avec l'aide d'un bon clergé dévoué à la patrie, l'acceptation d'une société supérieure, le respect de la science et de la vertu, l'esprit de sacrifice et de dévouement, voilà ce qui serait l'idéal ; il sera beau du moins de chercher à en approcher.

J'ai dit à plusieurs reprises que ces réformes ne peuvent pas bien se faire sans la collaboration du clergé. Il est



clair que notre principe théorique ne peut plus être que la séparation de l'Église et de l'État ; mais la pratique ne saurait être la théorie. Jusqu'ici, la France n'a connu que deux pôles, catholicisme, démocratie ; oscillant sans cesse de l'un à l'autre, elle ne se repose jamais entre les deux. Pour faire pénitence de ses excès démagogiques, la France se jette dans le catholicisme étroit ; pour réagir contre le catholicisme étroit, elle se jette dans la fausse démocratie. Il faudrait faire pénitence des deux à la fois, car la fausse démocratie et le catholicisme étroit s'opposent également à une réforme de la France sur le type prussien, je veux dire à une forte et saine éducation rationnelle. Nous sommes à l'égard du catholicisme dans cette situation étrange que nous ne pouvons vivre ni avec lui ni sans lui. L'Église est une pièce trop importante d'éducation pour qu'on se prive d'elle ; si de son côté elle fait les concessions nécessaires et ne se rend pas, en exagérant ses doctrines, plus nuisible qu'utile. Si un mouvement gallican de réforme dans le genre de celui que rêve avec tant de candeur, de sincérité, de chaleur d'âme, le P. Hyacinthe, si un mouvement de réforme, dis-je, entraînant le mariage des prêtres de campagne et le remplacement du bréviaire par un enseignement presque quotidien, était possible, il faudrait l'accueillir avec empressement ; mais je crains que l'Église catholique ne se roidisse et n'aime mieux tomber que de se modifier. Un schisme m'y paraît plus probable que jamais ; ou plutôt le schisme est déjà fait ; de latent, il deviendra effectif. La haine des Allemands et des Français, l'occupation de Rome par le roi d'Italie, ont ajouté un élément explosible nouveau à ceux qu'avait entassés le concile. Si le pape reste dans Rome, capitale de l'Italie, les non-Italiens souffriront de voir leur chef spirituel ainsi subordonné à une nation particulière. Si le pape quitte Rome, les Italiens diront comme en 1378 : « Le pape est l'évêque de Rome ; qu'il revienne, ou nous allons choisir un évêque de Rome, lequel, par là même, sera le pape. » A vrai dire, un pape tel que l'a fait le concile ne peut résider nulle part ; il lui faudrait une île escarpée et sans bords ; il n'a pas de place au monde ; or, si la

papauté cesse d'avoir un petit territoire politiquement neutralisé à son usage, elle verra briser son unité. Il me paraît donc presque inévitable que nous ayons bientôt deux papes et même trois, car il va être bien difficile que des Français, des Italiens et des Allemands soient de la même religion. Le principe des nationalités devait à la longue amener la ruine de la papauté. On dit souvent : « Les questions religieuses ont de nos jours trop peu d'importance pour amener des schismes. » C'est là une erreur ; des hérésies, des divisions sur les dogmes abstraits, il n'y en aura plus (1) ; car on ne prend presque plus le dogme au sérieux ; mais des schismes dans le genre de celui d'Avignon, des divisions de personnes, des élections contestées et dont l'incertitude maintiendra longtemps affrontées des parties de la catholicité, cela est parfaitement possible, cela sera. Une fois le schisme fait sur les personnes, une fois les deux papes constitués, l'un à Rome, l'autre hors de l'Italie, la décomposition de la catholicité s'opérera par le choix des obédiences, comme celle de l'eau sous l'action de la pile électrique ; chacun des deux papes deviendra un pôle qui attirera à lui les éléments qui lui seront homogènes ; l'un sera le pape du catholicisme rétrograde, l'autre le pape du catholicisme progressif ; car tous deux désireront avoir des partisans, et, pour avoir des partisans, il faut représenter quelque chose. Nous verrons Pierre de Lune (2) prétendre encore enfermer l'Église universelle sur son rocher de Paniscole ; la ligne de séparation des obédiences pourrait même déjà être tracée. Une foule de réformes maintenant impraticables seront praticables alors, et l'horizon du catholicisme, maintenant si fermé, pourra s'ouvrir tout à coup et laisser voir des profondeurs inattendues.

(1) Le dogme de l'infailibilité fait exception ; car ce dogme est « pratique » au plus haut degré, et atteint toute l'organisation de l'Église catholique dans ses rapports avec l'ordre civil.

(2) Benoît XIII, pape d'Avignon

## V

Avec des efforts sérieux, une renaissance serait donc possible, et je suis persuadé que, si la France marchait dix ans dans la voie que nous avons essayé d'indiquer, l'estime et la bienveillance du monde la dispenseraient de toute revanche. Oui, il serait possible qu'un jour cette guerre funeste dût être bénie et considérée comme le commencement d'une régénération. Ce n'est pas la seule fois que la guerre aurait été plus utile au vaincu qu'au vainqueur. Si la sottise, la négligence, la paresse, l'imprévoyance des États n'avaient pour conséquence de les faire battre, il est difficile de dire à quel degré d'abaissement pourrait descendre l'espèce humaine. La guerre est de la sorte une des conditions du progrès, le coup de fouet qui empêche un pays de s'endormir, en forçant la médiocrité satisfaite d'elle-même à sortir de son apathie. L'homme n'est soutenu que par l'effort et la lutte. La lutte contre la nature ne suffit pas ; l'homme finirait, au moyen de l'industrie, par la réduire à peu de chose. La lutte des races se dresse alors. Quand une population a fait produire à son fonds tout ce qu'il peut produire, elle s'amollirait, si la terreur de son voisin ne la réveillait ; car le but de l'humanité n'est pas de jouir ; acquérir et créer est œuvre de force et de jeunesse : jouir est de la décrépitude. La crainte de la conquête est ainsi, dans les choses humaines, un aiguillon nécessaire. Le jour où l'humanité deviendrait un grand empire romain pacifié et n'ayant plus d'ennemis extérieurs serait le jour où la moralité et l'intelligence courraient les plus grands dangers.

Mais ces réformes s'accompliront-elles ? La France va-t-elle s'appliquer à corriger ses défauts, à reconnaître ses erreurs ? La question est complexe, et, pour la résoudre, il faut s'être fait une idée précise du mouvement qui semble emporter vers un but inconnu tout le monde européen.

Le XIX<sup>e</sup> siècle possède deux types de société qui ont

fait leurs preuves, et qui, malgré les incertitudes qui peuvent peser sur leur avenir, auront une grande place dans l'histoire de la civilisation. L'un est le type américain, fondé essentiellement sur la liberté et la propriété, sans privilèges de classes, sans institutions anciennes, sans histoire, sans société aristocratique, sans cour, sans pouvoir brillant, sans universités sérieuses ni fortes institutions scientifiques, sans service militaire obligatoire pour les citoyens. Dans ce système, l'individu, très peu protégé par l'État, est aussi très peu gêné par l'État. Jeté sans patron dans la bataille de la vie, il s'en tire comme il peut et s'enrichit, s'appauvrit, sans qu'il songe une seule fois à se plaindre du gouvernement, à le renverser, à lui demander quelque chose, à déclamer contre la liberté et la propriété. Le plaisir de déployer son activité à toute vapeur lui suffit, même quand les chances de la loterie ne lui ont pas été favorables. Ces sociétés manquent de distinction, de noblesse ; elles ne font guère d'œuvres originales en fait d'art et de science ; mais elles peuvent arriver à être très puissantes, et d'excellentes choses peuvent s'y produire. La grosse question est de savoir combien de temps elles dureront, quelles maladies particulières les affecteront, comment elles se comporteront à l'égard du socialisme, qui les a jusqu'ici peu atteintes.

Le second type de société que notre siècle voit exister avec éclat est celui que j'appellerai l'ancien régime développé et corrigé. La Prusse en offre le meilleur modèle. Ici l'individu est pris, élevé, façonné, dressé, discipliné, requis sans cesse par une société dérivant du passé, moulée dans de vieilles institutions, s'arrogeant une maîtrise de moralité et de raison. L'individu, dans ce système, donne énormément à l'État ; il reçoit en échange de l'État une forte culture intellectuelle et morale, ainsi que la joie de participer à une grande œuvre. Ces sociétés sont particulièrement nobles ; elles créent la science ; elles dirigent l'esprit humain ; elles font l'histoire ; mais elles sont de jour en jour affaiblies par les réclamations de l'égoïsme individuel, qui trouve le fardeau que l'État lui impose trop lourd à porter. Ces sociétés, en effet, impliquent des



catégories entières de sacrifiés, de gens qui doivent se résigner à une vie triste sans espoir d'amélioration. L'éveil de la conscience populaire et jusqu'à un certain point l'instruction du peuple minent ces grands édifices féodaux et les menacent de ruine. La France, qui était autrefois une société de ce genre, est tombée. L'Angleterre s'éloigne sans cesse du type que nous venons de décrire pour se rapprocher du type américain. L'Allemagne maintient ce grand cadre, non sans que des signes de révolte s'y fassent déjà entrevoir. Jusqu'à quel point cet esprit de révolte, qui n'est autre chose que la démocratie socialiste, envahira-t-il les pays germaniques à leur tour ? Voilà la question qui doit préoccuper le plus un esprit réfléchi. Nous manquons d'éléments pour y répondre avec précision.

Si les nations d'ancien régime ne faisaient, quand leur vieil édifice est renversé, que passer au système américain, la situation serait simple ; on pourrait alors se reposer en cette philosophie de l'histoire de l'école républicaine, selon laquelle le type social américain est celui de l'avenir, celui auquel tous les pays en viendront tôt ou tard. Mais il n'en est pas ainsi. La partie active du parti démocratique qui maintenant travaille plus ou moins tous les États européens n'a nullement pour idéal la république américaine. A part quelques théoriciens, le parti démocratique a des tendances socialistes qui sont l'inverse des idées américaines sur la liberté et la propriété. La liberté du travail, la libre concurrence, le libre usage de la propriété, la faculté laissée à chacun de s'enrichir selon ses pouvoirs sont justement ce dont ne veut pas la démocratie européenne. Résultera-t-il de ces tendances un troisième type social, où l'État interviendra dans les contrats, dans les relations industrielles et commerciales, dans les questions de propriété ? On ne peut guère le croire ; car aucun système socialiste n'a réussi jusqu'ici à se présenter avec les apparences de la possibilité. De là un doute étrange, qui en France atteint les proportions du plus haut tragique et trouble notre vie à tous : d'une part, il semble bien difficile de faire tenir debout sous une forme quelconque les insti-



tutions de l'ancien régime ; d'une autre part, les aspirations du peuple ne sont nullement en Europe dirigées vers le système américain. Une série de dictatures instables, un césarisme de basse époque, voilà tout ce qui se montre comme ayant les chances de l'avenir.

La direction matérialiste de la France peut d'ailleurs faire contrepoids à tous les motifs virils de réforme qui sortent de la situation. Cette direction matérialiste dure depuis les années qui suivirent 1830. Sous la Restauration, l'esprit public était très vivant encore ; la société noble songeait à autre chose que jouir et s'enrichir. La décadence devint tout à fait sensible vers 1840. Le soubresaut de 1848 n'arrêta rien ; le mouvement des intérêts matériels était vers 1853 ce qu'il eût été si la Révolution de Février ne fût pas arrivée. Certes, la crise de 1870-1871 est bien plus profonde que celle de 1848 ; mais on peut craindre que le tempérament du pays ne prenne encore le dessus, que la masse de la nation, rentrant dans son indifférence, ne songe plus qu'à gagner de l'argent et à jouir. L'intérêt personnel ne conseille jamais le courage militaire ; car aucun des inconvénients qu'on encourt par la lâcheté n'équivaut à ce que l'on risque par le courage. Il faut, pour exposer sa vie, la foi à quelque chose d'immatériel ; or cette foi disparaît de jour en jour. Ayant détruit le principe de la légitimité dynastique, qui fait consister la raison d'être de l'union des provinces dans les droits du souverain, il ne nous restait plus qu'un dogme, savoir qu'une nation existe par le libre consentement de toutes ses parties. La dernière paix a porté à ce principe la blessure la plus grave. Enfin, loin de se relever, la culture intellectuelle a reçu des événements de l'année des coups sensibles ; l'influence du catholicisme étroit, qui sera le grand obstacle à la renaissance, ne paraît nullement en train de décroître ; la présomption d'une partie des personnes qui président à l'administration semble par moments avoir redoublé avec les défaites et les affronts.

On ne peut nier, d'ailleurs, que beaucoup des réformes que la Prusse nous impose ne doivent rencontrer chez nous de sérieuses difficultés. La base du programme conser-

vateur de la France a toujours été d'opposer les parties sommeillantes de la conscience populaire aux parties trop éveillées, je veux dire l'armée au peuple. Il est clair que ce programme manquerait de base le jour où l'esprit démocratique pénétrerait l'armée elle-même. Entretenir une armée faisant corps à part dans la nation et empêcher le développement de l'instruction primaire sont ainsi devenus dans un certain parti des articles de foi politique ; mais la France a pour voisine la Prusse, qui force indirectement la France, même conservatrice, à reculer sur ces deux principes. Le parti conservateur français ne s'est pas trompé en prenant le deuil le jour de la bataille de Sadowa. Ce parti avait pour maxime de calquer l'Autriche des Metternich, je veux dire de combattre l'esprit démocratique au moyen d'une armée disciplinée à part, d'un peuple de paysans tenus soigneusement dans l'ignorance, d'un clergé armé de puissants concordats. Ce régime énerve trop une nation qui doit lutter contre des rivaux. L'Autriche elle-même a dû y renoncer. C'est ainsi que, selon la thèse de Plutarque, le peuple le plus vertueux l'emporte toujours sur celui qui l'est moins, et que l'émulation des nations est la condition du progrès général. Si la Prusse réussit à échapper à la démocratie socialiste, il est possible qu'elle fournisse pendant une ou deux générations une protection à la liberté et à la propriété. Sans nul doute, les classes menacées par le socialisme feraient leurs antipathies patriotiques le jour où elles ne pourraient plus tenir tête au flot montant, et où quelque État fort prendrait pour mission de maintenir l'ordre social européen. D'un autre côté, l'Allemagne trouverait dans l'accomplissement d'une telle œuvre (assez analogue à celle qu'elle exécuta au <sup>ve</sup> siècle) des emplois si avantageux de son activité, que le socialisme serait chez elle écarté pour longtemps. Riche, molle, peu laborieuse, la France se laissait aller depuis des années à faire exécuter toutes ses besognes pénibles, exigeant de l'application, par des étrangers qu'elle payait bien pour cela ; le gouvernement, en tant qu'il se confond avec le métier de gendarme, est à quelques égards une de ces besognes

ennuyeuses pour lesquelles le Français, bon et faible, a peu d'aptitude ; le jour se laisse entrevoir où il payera des gens rogues, sérieux et durs pour cela, comme les Athéniens avaient des Scythes pour remplir les fonctions de sbires et de geôliers.

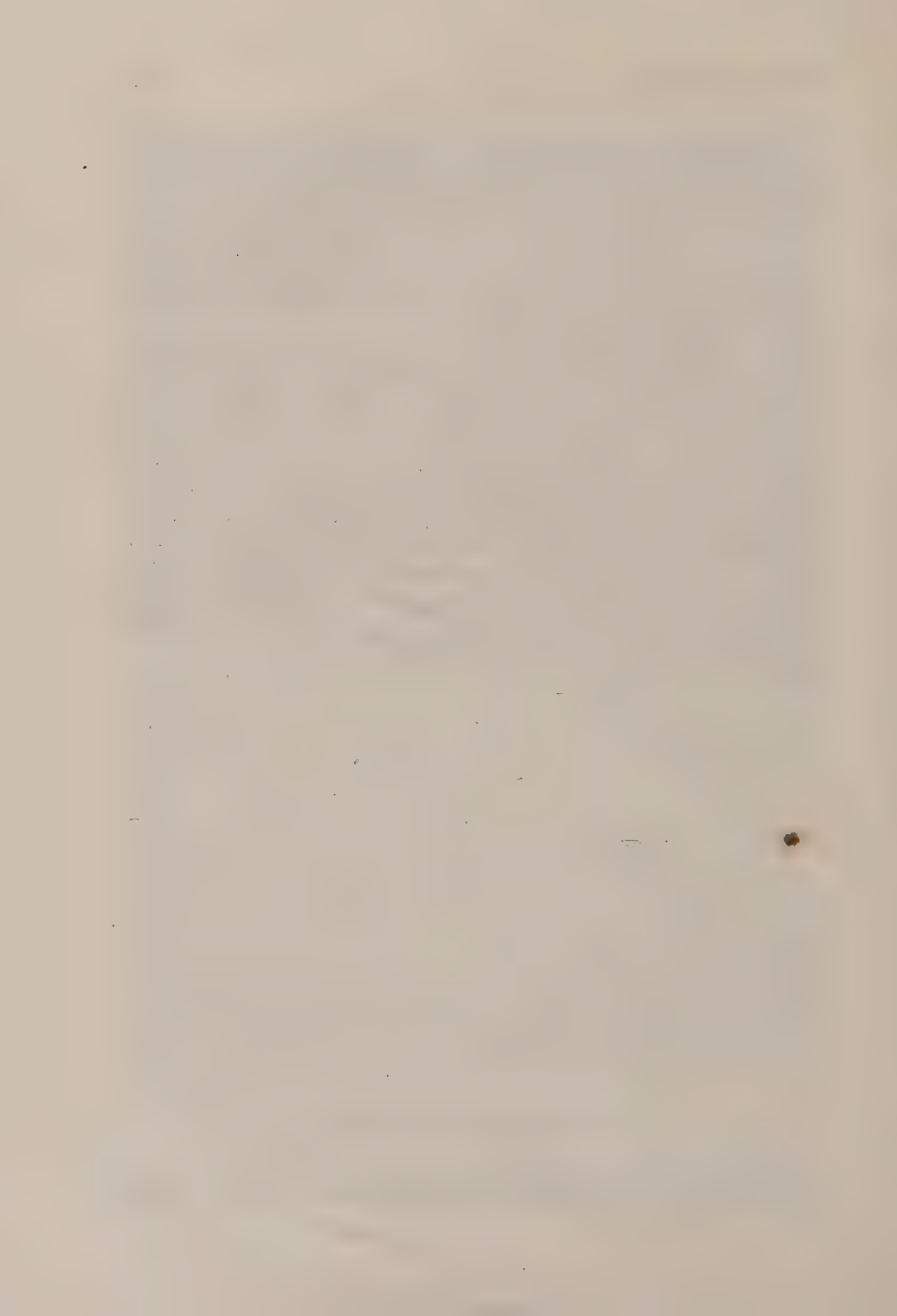
La gravité de la crise révélera peut-être des forces inconnues. L'imprévu est grand dans les choses humaines, et la France se plaît souvent à déjouer les calculs les mieux raisonnés. Étrange, parfois lamentable, la destinée de notre pays n'est jamais vulgaire. S'il est vrai que c'est le patriotisme français qui, à la fin du dernier siècle, a réveillé le patriotisme allemand, il sera peut-être vrai aussi de dire que le patriotisme allemand aura réveillé le patriotisme français sur le point de s'éteindre. Ce retour vers les questions nationales apporterait pour quelques années un temps d'arrêt aux questions sociales. Ce qui s'est passé depuis trois mois, la vitalité que la France a montrée après l'effroyable syncope morale du 18 mars sont des faits très consolants. On se prend souvent à craindre que la France et même l'Angleterre, au fond travaillée du même mal que nous (l'affaiblissement de l'esprit militaire, la prédominance des considérations commerciales et industrielles), ne soient bientôt réduites à un rôle secondaire, et que la scène du monde européen n'en vienne à être uniquement occupée par deux colosses, la race germanique et la race slave, qui ont gardé la vigueur du principe militaire et monarchique, et dont la lutte remplira l'avenir. Mais on peut affirmer aussi que, dans un sens supérieur, la France aura sa revanche. On reconnaîtra un jour qu'elle était le sel de la terre, et que sans elle le festin de ce monde sera peu savoureux. On regrettera cette vieille France libérale, qui fut impuissante, imprudente, je l'avoue, mais qui aussi fut généreuse, et dont on dira un jour comme des chevaliers de l'Arioste :

*O gran bontà de' cavalier' antichi !*

Quand les vainqueurs du jour auront réussi à rendre le monde positif, égoïste, étranger à tout autre mobile que

l'intérêt, aussi peu sentimental que possible, on trouvera qu'il fut heureux cependant pour l'Amérique que le marquis de La Fayette ait pensé autrement ; qu'il fut heureux pour l'Italie que, même à notre plus triste époque, nous ayons été capables d'une généreuse folie ; qu'il fut heureux pour la Prusse qu'en 1865, aux plans confus qui remplissaient la tête de l'Empereur, se soit mêlée une vue de philosophie politique élevée.

Ne jamais trop espérer, ne jamais désespérer doit être notre devise. Souvenons-nous que la tristesse seule est féconde en grandes choses, et que le vrai moyen de relever notre pauvre pays, c'est de lui montrer l'abîme où il est. Souvenons-nous surtout que les droits de la patrie sont imprescriptibles, et que le peu de cas qu'elle fait de nos conseils ne nous dispense pas de les lui donner. L'émigration à l'extérieur ou à l'intérieur est la plus mauvaise action qu'on puisse commettre. L'empereur romain qui, au moment de mourir, résumait son opinion sur la vie par ces mots : *Nil expedit*, n'en donnait pas moins pour mot d'ordre à ses officiers : *Laboremus*.





# LA GUERRE ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE (1)

EN commençant à écrire ces pages, j'ignore quel sera l'état du monde au moment où elles seront terminées. Il faudrait un esprit bien frivole pour chercher à démêler l'avenir quand le présent n'a pas une heure assurée. Il est permis cependant à ceux qu'une conception philosophique de la vie a élevés au-dessus, non certes du patriotisme, mais des erreurs qu'un patriotisme peu éclairé entraîne, d'essayer de découvrir quelque chose à travers l'épaisse fumée qui ne laisse voir à l'horizon que l'image de la mort.

J'ai toujours regardé la guerre entre la France et l'Allemagne comme le plus grand malheur qui pût arriver à la civilisation. Tous, nous acceptons hautement les devoirs de la patrie, ses justes susceptibilités, ses espérances ; tous, nous avons une pleine confiance dans les forces profondes du pays, dans cette élasticité qui déjà plus d'une fois a fait rebondir la France sous la pression de l'infortune ; mais supposons les espérances permises de beaucoup dépassées, la guerre commencée n'en aura pas moins été un immense malheur. Elle aura semé une haine violente entre les deux portions de la race européenne dont l'union importait le plus au progrès de l'esprit humain. La grande maîtresse de l'investigation savante, l'ingénieuse, vive et prompte initiatrice du monde à toute fine et délicate pensée sont brouillées pour longtemps, à jamais peut-

(1) *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1870.

être ; chacune d'elles s'enfoncera dans ses défauts, l'une devenant de plus en plus rude et grossière, l'autre de plus en plus superficielle et arriérée. L'harmonie intellectuelle, morale, politique, de l'humanité est rompue ; une aigre dissonance se mêlera au concert de la société européenne pendant des siècles.

En effet, mettons de côté les États-Unis d'Amérique, dont l'avenir, brillant sans doute, est encore obscur, et qui en tout cas occupent un rang secondaire dans le travail original de l'esprit humain, la grandeur intellectuelle et morale de l'Europe repose sur une triple alliance dont la rupture est un deuil pour le progrès, l'alliance entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre. Unies, ces trois grandes forces conduiraient le monde et le conduiraient bien, entraînant nécessairement après elles les autres éléments, considérables encore, dont se compose le réseau européen ; elles traceraient surtout d'une façon impérieuse sa voie à une autre force qu'il ne faut ni exagérer ni trop rabaisser, la Russie. La Russie n'est un danger que si le reste de l'Europe l'abandonne à la fausse idée d'une originalité qu'elle n'a peut-être pas, et lui permet de réunir en un faisceau les peuples barbares du centre de l'Asie, peuplades tout à fait impuissantes par elles-mêmes, mais capables de discipline et fort susceptibles, si l'on n'y prend garde, de se grouper autour d'un Gengis Khan moscovite. Les États-Unis ne sont un danger que si la division de l'Europe leur permet de se laisser aller aux fumées d'une jeunesse présomptueuse et à de vieux ressentiments contre la mère patrie. Avec l'union de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, le vieux continent gardait son équilibre, maîtrisait puissamment le nouveau, tenait en tutelle ce vaste monde oriental auquel il serait malsain de laisser concevoir des espérances exagérées. Ce n'était là qu'un rêve. Un jour a suffi pour renverser l'édifice où s'abritaient nos espérances, pour ouvrir le monde à tous les dangers, à toutes les convoitises, à toutes les brutalités.

Dans cette situation, dont nous ne sommes en rien responsables, le devoir de tout esprit philosophique est de faire taire son émotion et d'étudier, d'une pensée froide

et claire, les causes du mal, pour tâcher d'entrevoir la manière dont il est possible de l'atténuer. La paix se fera entre la France et l'Allemagne. L'extermination n'a qu'un temps ; elle trouve sa fin, comme les maladies contagieuses, dans ses ravages mêmes, comme la flamme, dans la destruction de l'objet qui lui servait d'aliment. J'ai lu, je ne sais où, la parabole de deux frères qui, du temps de Caïn et d'Abel sans doute, en vinrent à se haïr et résolurent de se battre jusqu'à ce qu'ils ne fussent plus frères. Quand, épuisés, ils tombèrent tous deux sur le sol, ils se trouvèrent encore frères, voisins, tributaires du même puits, riverains du même ruisseau.

Qui fera la paix entre la France et l'Allemagne ? Dans quelles conditions se fera cette paix ? On risquerait fort de se tromper si l'on voulait parler de la paix provisoire ou plutôt de l'armistice qui se conclura dans quelques semaines ou quelques mois. Nous ne parlons ici que du règlement de compte qui interviendra un jour pour le bien du monde entre les deux grandes nations de l'Europe centrale. Pour se former une idée à cet égard, il faut d'abord bien connaître de quelle façon l'Allemagne est arrivée à concevoir l'idée de sa propre nationalité.

## I

La loi du développement historique de l'Allemagne ne ressemble en rien à celle de la France ; la destinée de l'Allemagne, au contraire, est à beaucoup d'égards semblable à celle de l'Italie. Fondatrice du vieil Empire romain, dépositaire jalouse de ses traditions, l'Italie n'a jamais pu devenir une nation comme les autres. Succédant à l'Empire romain, fondatrice du nouvel Empire carlovingien, se prétendant dépositaire d'un pouvoir universel, d'un droit plus que national, l'Allemagne était arrivée jusqu'à ces dernières années sans être un peuple. L'Empire romain et la papauté, qui en fut la suite, avaient perdu l'Italie.

L'Empire carlovingien faillit perdre l'Allemagne. L'empereur germanique ne fut pas plus capable de faire l'unité de la nation allemande que le pape de faire celle de l'Italie. On n'est maître chez soi que quand on n'a aucune prétention à régner hors de chez soi. Tout pays qui arrive à exercer une primauté politique, intellectuelle, religieuse, sur les autres peuples, l'expie par la perte de son existence nationale durant des siècles.

Il n'en fut pas de même de la France. Dès le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, la France se retire bien nettement de l'Empire. Les deux joyaux du monde occidental, la couronne impériale et la tiare papale, elle les perd pour son bonheur. A partir de la mort de Charles le Gros, l'Empire devient exclusivement l'apanage des Allemands, aucun roi de France n'est plus empereur d'Occident. D'autre part, la papauté devient la propriété de l'Italie. La *Francia*, telle que l'avait faite le traité de Verdun, est privilégiée justement à cause de ce qui lui manque : elle n'a ni l'empire, ni la papauté, les deux choses universelles qui troublent perpétuellement le pays qui les possède dans l'œuvre de sa concrétion intime. Dès le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, la *Francia* est toute nationale, et en effet, dans la seconde moitié de ce siècle, elle substitue au Carlovingien, lourd Allemand qui la défend mal, une famille encore germanique sans doute, mais bien réellement mariée avec le sol, la famille des ducs de France, qui a un domaine propre, et non pas seulement, comme les Carlovingiens, un titre abstrait. Dès lors commence autour de Paris cette admirable marche du développement national, qui aboutit à Louis XIV, à la Révolution, et dont le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle pourra voir la contre-partie, par suite de la triste loi qui condamne les choses humaines à entrer dans la voie de la décadence et de la destruction dès qu'elles sont achevées.

L'idée de former une nationalité compacte n'avait jamais été, jusqu'à la Révolution française, l'idée de l'Allemagne. Cette grande race allemande porte bien plus loin que la France le goût des indépendances provinciales ; la chance de guerres que nous appellerions civiles entre des parties de la même famille nationale ne l'effraye pas.

Elle ne veut pas de l'unité pour elle-même, elle la veut uniquement par crainte de l'étranger ; elle tient par-dessus tout à la liberté de ses divisions intérieures. Ce fut là ce qui lui permit de faire la plus belle chose des temps modernes, la réforme luthérienne, chose, selon nous, supérieure à la philosophie et à la Révolution, œuvres de la France, et qui ne le cède qu'à la Renaissance, œuvre de l'Italie ; mais on a toujours les défauts de ses qualités. Depuis la chute des Hohenstaufen, la politique générale de l'Allemagne fut indécise, faible, empreinte d'une sorte de gaucherie ; à la suite de la guerre de Trente ans, la conscience d'une patrie allemande existe à peine. La royauté française abusa de ce pitoyable état politique d'une grande race. Elle fit ce qu'elle n'avait jamais fait : elle sortit de son programme, qui était de ne s'assimiler que des pays de langue française ; elle s'empara de l'Alsace, terre allemande. Le temps a légitimé cette conquête, puisque l'Alsace a pris ensuite une part si brillante aux grandes œuvres communes de la France. Il y eut cependant dans ce fait, qui au *xvii<sup>e</sup>* siècle ne choqua personne, le germe d'un grave embarras pour l'époque où l'idée des nationalités deviendrait maîtresse du monde et ferait prendre, dans les questions de délimitation territoriale, la langue et la race pour critérium de légitimité.

La Révolution française fut, à vrai dire, le fait générateur de l'idée de l'unité allemande. La Révolution répondait en un sens au vœu des meilleurs esprits de l'Allemagne ; mais ils s'en dégoûtèrent vite. L'Allemagne resta légitimiste et féodale ; sa conduite ne fut qu'une série d'hésitations, de malentendus, de fautes. La conduite de la France fut d'une suprême inconséquence. Elle, qui élevait dans le monde le drapeau du droit national, viola, dans l'ivresse de ses victoires, toutes les nationalités. L'Allemagne fut foulée aux pieds des chevaux ; le génie allemand, qui se développait alors d'une façon si merveilleuse, fut méconnu ; sa valeur sérieuse ne fut pas comprise des esprits bornés qui formaient l'élite intellectuelle du temps de l'Empire ; la conduite de Napoléon à l'égard des pays germaniques fut un tissu d'étourderies.



Ce grand capitaine, cet éminent organisateur était dénué des principes les plus élémentaires en fait de politique extérieure. Son idée d'une domination universelle de la France était folle, puisqu'il est bien établi que toute tentative d'hégémonie d'une nation européenne provoque, par une réaction nécessaire, une coalition de tous les autres États, coalition dont l'Angleterre, gardienne de l'équilibre, est toujours le centre de formation (1).

Une nation ne prend d'ordinaire la complète conscience d'elle-même que sous la pression de l'étranger. La France existait avant Jeanne d'Arc et Charles VII ; cependant c'est sous le poids de la domination anglaise que le mot de *France* prend un accent particulier. Un *moi*, pour prendre le langage de la philosophie, se crée toujours en opposition avec un autre *moi*. La France fit de la sorte l'Allemagne comme nation. La plaie avait été trop visible. Une nation dans la pleine floraison de son génie et au plus haut point de sa force morale avait été livrée sans défense à un adversaire moins intelligent et moins moral par les misérables divisions de ses petits princes, et faute d'un drapeau central. L'Autriche, ensemble à peine allemand, introduisant dans le corps germanique une foule d'éléments non germaniques, trahissait sans cesse la cause allemande et en sacrifiait les intérêts à ses combinaisons dynastiques. Un point de renaissance parut alors : ce fut la Prusse de Frédéric. Formation récente dans le corps germanique, la Prusse en recélait toute la force effective. Par le fond de sa population, elle était plus slave que germanique ; mais ce n'était point là un inconvénient, tout au contraire. Ce sont presque toujours ainsi des pays mixtes et limitrophes qui font l'unité politique d'une race : qu'on se rappelle le rôle de la Macédoine en Grèce, du Piémont en Italie. La réaction de la Prusse contre l'oppression de l'Empire français fut très belle. On sait comment le génie de Stein tira de l'abaissement même la condition de la force, et comment l'organisation de l'armée prussienne,

(1) Ceci n'est vrai que du passé. La vieille Angleterre, paraît-il, n'existe plus de nos jours (septembre 1871).

point de départ de l'Allemagne nouvelle, fut la conséquence directe de la bataille d'Iéna. Avec sa présomption habituelle et son inintelligence de la race germanique, Napoléon ne vit rien de tout cela. La bataille de Leipzig fut le signal d'une résurrection. De ce jour-là, il fut clair qu'une puissance nouvelle de premier ordre (la Prusse, tenant en sa main le drapeau allemand) faisait son entrée dans le monde. Au fond, la Révolution et l'Empire n'avaient rien compris à l'Allemagne, comme l'Allemagne n'avait rien compris à la France. Les grands esprits germaniques avaient pu saluer avec enthousiasme l'œuvre de la Révolution, parce que les principes de ce mouvement à l'origine étaient les leurs, ou plutôt ceux du XVIII<sup>e</sup> siècle tout entier ; mais cette basse démocratie terroriste, se transformant en despotisme militaire et en instrument d'asservissement pour tous les peuples, les remplit d'horreur. Par réaction, l'Allemagne éclairée se montra en quelque sorte affamée d'ancien régime. La Révolution française trouvait l'obstacle qui devait l'arrêter dans la féodalité organisée de la Prusse, de la Poméranie, du Holstein, c'est-à-dire dans ce fonds de populations antidémocratiques au premier chef des bords de la Baltique, populations fidèles à la légitimité, acceptant d'être menées, bâtonnées, servant bien quand elles sont bien commandées, ayant à leur tête une petite noblesse de village, forte de toute la force que donnent les préjugés et l'esprit étroit. La vraie résistance continentale à la Révolution et à l'Empire vint de cette Vendée du Nord ; c'est là que le gentilhomme campagnard, chez nous couvert de ridicule par la haute noblesse, la cour, la bourgeoisie, le peuple même, prit sa revanche sur la démocratie française et prépara sourdement, sans bruit, sans plébiscites, sans journaux, l'étonnante apparition qui depuis quelques années vient de se dérouler devant nous.

La nécessité qui sous la Restauration obligea la France à renoncer à toute ambition extérieure, la sage politique qui sous Louis-Philippe rassura l'Europe éloignèrent quelque temps le danger que recélait pour la France sortie de la Révolution cette anti-France de la Baltique, qui est la négation totale de nos principes les plus arrêtés. A part

quelques paroles imprudentes d'hommes d'État de médiocre portée et quelques mauvais vers d'un poète étourdi (1), la France de ce temps songea peu à l'Allemagne. L'activité était tournée vers l'intérieur et non vers les agrandissements du dehors. On avait mille fois raison. La France est assez grande ; sa mission ne consiste pas à s'adjoindre des pays étrangers, elle consiste à offrir chez elle un de ces brillants développements dont elle est si capable, à montrer la réalisation prospère du système démocratique qu'elle a proclamé, et dont la possibilité n'a pas été jusqu'ici bien prouvée. Qu'un pays de dix-sept ou dix-huit millions d'habitants, comme était autrefois la Prusse, joue le tout pour le tout, et sorte, même au prix des plus grands hasards, d'une situation qui le laissait flotter entre les grands et les petits États, cela est naturel ; mais un pays de trente ou quarante millions d'habitants a tout ce qu'il faut pour être une grande nation. Que les frontières de la France aient été assez mal faites en 1815, cela est possible ; mais, si l'on excepte quelques mauvais contours du côté de la Sarre et du Palatinat, qui furent tracés, à ce qu'il semble, sous le coup de chétives préoccupations militaires, le reste me paraît bien. Les pays flamands sont plus germaniques que français ; les pays wallons ont été empêchés de s'agglutiner au conglomérat français par des aventures historiques qui n'ont rien de fortuit ; cela tint au profond esprit municipal qui rendit la royauté française insupportable à ces pays. Il en faut dire autant de Genève et de la Suisse romande ; on peut ajouter que grande est l'utilité de ces petits pays français, séparés politiquement de la France ; ils offrent un asile aux émigrés de nos dissensions intestines, et, en temps de despotisme, ils servent de refuge à une pensée libre. La Prusse rhénane et le Palatinat sont des pays autrefois celtiques, mais profondément germanisés depuis deux mille ans. Si l'on excepte quelques vallées séparées de la France en 1815 par des raisons de stratégie, la France n'a donc pas un pouce de terre à désirer. L'An-

(1) Il faut dire qu'il ne faisait que répondre à une provocation venant d'Allemagne.

gleterre et l'Écosse n'ont en surface que les deux cinquièmes de la France, et pourtant l'Angleterre est-elle obligée de songer à des conquêtes territoriales pour être grande ?

Le sort de l'année 1848 fut, en cette question comme en toutes les autres, de soulever des problèmes qu'elle ne put résoudre, et qui, au bout d'un ou deux ans, reçurent des solutions par des moyens diamétralement opposés à ceux que rêvèrent les partis alors dominants. La question de l'unité allemande fut posée avec éclat ; selon la mode du temps, on crut tout arranger par une assemblée constituante. Ces efforts aboutirent à un éclatant échec. Qu'on traite les hommes de 1848 d'utopistes, ou qu'on reproche aux masses de n'avoir pas été assez éclairées pour les suivre, il est sûr que les essais de cette année demeurèrent tous infructueux. Pendant dix ans, les problèmes sommeillèrent, le patriotisme allemand sembla porter le deuil ; mais déjà un homme disait à ceux qui voulaient l'écouter : « Ces problèmes ne se résolvent pas comme vous croyez, par la libre adhésion des peuples ; ils se résolvent par le fer et le feu. »

L'empereur Napoléon III rompit la glace par la guerre d'Italie, ou plutôt par la conclusion de cette guerre qui fut l'annexion à la France de la Savoie et de Nice. La première de ces deux annexions était assez naturelle ; de tous les pays de langue française non réunis à la France, la Savoie était le seul qui pût sans inconvénient nous être dévolu ; depuis que le duc de Savoie était devenu roi d'Italie, une telle dévolution était presque dans la force des choses. Et cependant cette annexion eut bien plus d'inconvénients que d'avantages. Elle interdit à la France ce qui fait sa vraie force, le droit d'alléguer une politique désintéressée et uniquement inspirée par l'amour des principes ; elle donna une idée exagérée des plans d'agrandissement de l'empereur Napoléon III, mécontenta l'Angleterre, éveilla les soupçons de l'Europe, provoqua les hardies initiatives de M. de Bismarck.

Il est clair que, s'il y eut jamais un mouvement légitime en histoire, c'est celui qui, depuis soixante ans, porte, l'Allemagne à se former en une seule nation. Si quelqu'un,



en tout cas, a le droit de s'en plaindre, ce n'est pas la France, puisque l'Allemagne n'a obéi à cette tendance qu'à notre exemple, et pour résister à l'oppression que la France fit peser sur elle au *xvii<sup>e</sup>* siècle et sous l'Empire. La France, ayant renoncé au principe de la légitimité, qui ne voyait dans telle ou telle agglomération de provinces en royaume ou en empire que la conséquence des mariages, des héritages, des conquêtes d'une dynastie, ne peut connaître qu'un seul principe de délimitation en géographie politique, je veux dire le principe des nationalités, ou, ce qui revient au même, la libre volonté des peuples de vivre ensemble, prouvée par des faits sérieux et efficaces. Pourquoi refuser à l'Allemagne le droit de faire chez elle ce que nous avons fait chez nous, ce que nous avons aidé l'Italie à faire ? N'est-il pas évident qu'une race dure, chaste, forte et grave comme la race germanique, une race placée au premier rang par les dons et le travail de la pensée, une race peu portée vers le plaisir, tout entière livrée à ses rêves et aux jouissances de son imagination, voudrait jouer dans l'ordre des faits politiques un rôle proportionné à son importance intellectuelle ? Le titre d'une nationalité, ce sont des hommes de génie, « gloires nationales », qui donnent aux sentiments de tel ou tel peuple une forme originale et fournissent la grande matière de l'esprit national, quelque chose à aimer, à admirer, à vanter en commun. Dante, Pétrarque, les grands artistes de la Renaissance ont été les vrais fondateurs de l'unité italienne. Goethe, Schiller, Kant, Herder ont créé la patrie allemande. Vouloir s'opposer à une éclosion annoncée par tant de signes eût été aussi absurde que de vouloir s'opposer à la marée montante. Vouloir lui donner des conseils, lui tracer la manière dont nous eussions désiré qu'elle s'accomplît, était puéril. Ce mouvement s'accomplissait par défiance de nous ; lui indiquer une règle, c'était fournir à une conscience nationale, soupçonneuse et susceptible, un critérium sûr, et l'inviter clairement à faire le contre-pied de ce que nous lui demandions. Certes je suis le premier à reconnaître qu'à ce besoin d'unité de la nation allemande il se mêla d'étranges excès. Le patriote allemand, comme



le patriote italien, ne se détache pas facilement du vieux rôle universel de sa patrie. Certains Italiens rêvent encore le *primato* ; un très grand nombre d'Allemands rattachent leurs aspirations au souvenir du Saint-Empire, exerçant sur tout le monde européen une sorte de suzeraineté. Or la première condition d'un esprit national est de renoncer à toute prétention de rôle universel, le rôle universel étant destructeur de la nationalité. Plus d'une fois le patriotisme allemand s'est montré de la sorte injuste et partial. Ce théoricien de l'unité allemande qui soutient que l'Allemagne doit reprendre partout les débris de son vieil empire refuse d'écouter aucune raison quand on lui parle d'abandonner un pays aussi purement slave que le grand-duché de Posen (1). Le vrai, c'est que le principe des nationalités doit être entendu d'une façon large, sans subtilités. L'histoire a tracé les frontières des nations d'une manière qui n'est pas toujours la plus naturelle ; chaque nation a du trop, du trop peu ; il faut se tenir à ce que l'histoire a fait et au vœu des provinces, pour éviter d'impossibles analyses, d'inextricables difficultés.

Si la pensée de l'unité allemande était légitime, il était légitime aussi que cette unité se fît par la Prusse. Les tentatives parlementaires de Francfort ayant échoué, il ne restait que l'hégémonie de l'Autriche ou de la Prusse. L'Autriche renferme trop de Slaves, elle est trop antipathique à l'Allemagne protestante, elle a trop manqué durant des siècles à ses devoirs de puissance dirigeante en Allemagne, pour qu'elle pût être de nouveau appelée à jouer un rôle de ce genre. Si jamais, au contraire, il y eut une vocation historique bien marquée, ce fut celle de la Prusse depuis Frédéric le Grand. Il ne pouvait échapper à un esprit sagace que la Prusse était le centre d'un tourbillon ethnique nouveau, qu'elle jouait pour la nationalité

(1) La possession de Posen par la Prusse ne saurait en aucune manière être assimilée à la possession de l'Alsace par la France. L'Alsace est francisée et ne proteste plus contre son annexion, tandis que Posen n'est pas germanisé et proteste. Le parallèle de l'Alsace est la Silésie, province slave de race et de langue, mais suffisamment germanisée, et dont personne ne conteste plus la légitime propriété à la Prusse.

allemande du Nord le rôle du cœur dans l'embryon, sauf à être plus tard absorbée par l'Allemagne qu'elle aurait faite, comme nous voyons le Piémont absorbé par l'Italie. Un homme se trouva pour s'emparer de toutes ces tendances latentes, pour les représenter et leur donner avec une énergie sans égale une pleine réalisation.

M. de Bismarck voulut deux choses que le philosophe le plus sévère pourrait déclarer légitimes, si, dans l'application, le peu scrupuleux homme d'État n'avait montré que pour lui la force est synonyme de légitimité : d'abord, chasser de la confédération germanique l'Autriche, corps plus qu'à demi étranger qui l'empêchait d'exister ; en second lieu, grouper autour de la Prusse les membres de la patrie allemande que les hasards de l'histoire avaient dispersés. M. de Bismarck vit-il au delà ? Son point de vue nécessairement borné d'homme pratique lui permit-il de soupçonner qu'un jour la Prusse serait absorbée par l'Allemagne et disparaîtrait en quelque sorte dans sa victoire comme Rome finit d'exister en tant que ville le jour où elle eut achevé son œuvre d'unification ? Je l'ignore, car M. de Bismarck ne s'est pas jusqu'ici offert à l'analyse ; il ne s'y offrira peut-être jamais. Une des questions qu'un esprit curieux se pose le plus souvent, en réfléchissant sur l'histoire contemporaine, est de savoir si M. de Bismarck est philosophe, s'il voit la vanité de ce qu'il fait, tout en y travaillant avec ardeur, ou bien si c'est un croyant en politique, s'il est dupe de son œuvre, comme tous les esprits absolus, et n'en voit pas la caducité. J'incline vers la première hypothèse, car il me paraît difficile qu'un esprit si complet ne soit pas critique et ne mesure pas dans son action la plus ardente les limites et le côté faible de ses desseins. Quoi qu'il en soit, s'il voit dans l'avenir les impossibilités du parti qui consisterait à faire de l'Allemagne une Prusse agrandie, il se garde de le dire, car le fanatisme étroit du parti des hobereaux prussiens ne supporterait pas un moment la pensée que le but de ce qui se fait par la Prusse n'est pas de prussianiser toute l'Allemagne, et plus tard le monde entier, au nom d'une sorte de mysticisme politique dont on semble vouloir se réserver le secret.

Les plans de M. de Bismarck furent élaborés dans la confiance et avec l'adhésion de l'empereur Napoléon III, ainsi que du petit nombre de personnes qui étaient initiées à ses desseins. Il est injuste de faire de cela un reproche à l'empereur Napoléon. C'est la France qui a élevé dans le monde le drapeau des nationalités ; toute nationalité qui naît et grandit devrait naître et grandir avec les encouragements de la France, devenir pour elle une amie. La nationalité allemande étant une nécessité historique, la sagesse voulait qu'on ne se mît pas à la traverse. La bonne politique n'est pas de s'opposer à ce qui est inévitable ; la bonne politique est d'y servir et de s'en servir. Une grande Allemagne libérale, formée en pleine amitié avec la France, devenait une pièce capitale en Europe et créait avec la France et l'Angleterre une invincible trinité, entraînant le monde, surtout la Russie, dans les voies du progrès par la raison. Il était donc souverainement désirable que l'unité allemande, venant à se réaliser, ne se fît pas malgré la France, qu'elle se fît, bien au contraire, avec notre assentiment. La France n'était pas obligée d'y contribuer, mais elle était obligée de ne pas s'y opposer ; il était même naturel de songer au bon vouloir de la jeune nation future, de se ménager de sa part quelque chose de ce sentiment profond que les États-Unis d'Amérique garderont encore longtemps à la France en souvenir de La Fayette. Était-il opportun de tirer profit des circonstances pour notre agrandissement territorial ? Non en principe, puisque de tels agrandissements sont à peu près inutiles. En quoi la France est-elle plus grande depuis l'adjonction de Nice et de la Savoie ? Cependant, l'opinion publique superficielle attachant beaucoup de prix à ces agrandissements, on pouvait, à l'époque des tractations amicales, stipuler quelques cessions, portant sur des pays disposés à se réunir à la France, pourvu qu'il fût bien entendu que ces agrandissements n'étaient pas le but de la négociation, que l'unique but de celle-ci était l'amitié de la France et de l'Allemagne. Pour répondre aux taquineries des hommes d'État de l'opposition et satisfaire à certaines exigences des militaires qui ont sans doute leur fondement, on pouvait, par

exemple, stipuler avant la guerre la cession du Luxembourg au cas qu'il y consentît et la rectification de la Sarre, auxquelles la Prusse eût probablement consenti alors. Je le répète, j'estime qu'il eût mieux valu ne rien demander : le Luxembourg ne nous eût pas apporté plus de force que la Savoie ou Nice. Quant aux contours stratégiques des frontières, combien une bonne politique eût été un meilleur rempart ! L'effet d'une bonne politique eût été que personne ne nous eût attaqués, ou que, si quelqu'un avait pris contre nous l'offensive, nous eussions été défendus par la sympathie de toute l'Europe. — Quoi qu'il en soit, on ne prit aucun parti : une indécision déplorable paralysa la plume de l'empereur Napoléon III, et Sadowa arriva sans que rien eût été convenu pour le lendemain. Cette bataille, qui, si l'on avait suivi une politique consistante, aurait pu être une victoire pour la France, devint ainsi une défaite, et, huit jours après, le gouvernement français prenait le deuil de l'événement auquel il avait plus que personne contribué.

A ce moment, d'ailleurs, entrèrent en scène deux éléments qui n'avaient eu aucune part aux conversations de Biarritz, l'opinion française et l'opinion prussienne exaltées. M. de Bismarck n'est pas la Prusse ; en dehors de lui existe un parti fanatique, absolu, tout d'une pièce, avec lequel il doit compter. M. de Bismarck, par sa naissance, appartient à ce parti ; mais il n'en a pas les préjugés. Pour se rendre maître de l'esprit du roi, faire taire ses scrupules et dominer les conseils étroits qui l'entourent, M. de Bismarck est obligé à des sacrifices. Après la victoire de Sadowa, le parti fanatique se trouva plus puissant que jamais ; toute transaction devint impossible. Ce qui arrivait à l'empereur Napoléon III arrivera, je le crains, à plusieurs de ceux qui auront des relations avec la Prusse. Cet esprit intraitable, cette roideur de caractère, cette fierté exagérée seront la source de beaucoup de difficultés. — En France, l'empereur Napoléon III se montra également débordé par une certaine opinion. L'opposition fut cette fois, ce qu'elle est trop souvent, superficielle et déclamatoire. Il était facile de montrer que la conduite du gou-



vernement avait été pleine d'imprévoyance et de tergiversations. Il est clair qu'à l'époque des ouvertures de M. de Bismarck le gouvernement aurait dû ou refuser de l'écouter ou avoir un plan de conduite qu'il pût appuyer d'une bonne armée sur le Rhin ; mais ce n'était pas là une raison pour venir soutenir chaque année, ainsi que le faisait l'opposition, que la France avait été vaincue à Sadowa, ni surtout pour établir en doctrine que la frontière de la France devait être garnie de petits États faibles, ennemis les uns des autres. Pouvait-on inventer un moyen plus efficace pour leur persuader d'être unis et forts ? M. Thiers contribua beaucoup par ses aveux à exciter l'opinion allemande, laquelle est persuadée que cet honorable homme d'État représente l'opinion dominante de la bourgeoisie française et ses instincts secrets.

Le règlement de la question du Luxembourg mit cette situation funeste dans tout son jour. Rien n'avait été convenu avant Sadowa entre la France et la Prusse : la Prusse n'éluda donc aucun engagement en refusant toute concession ; mais, si la modération avait été dans le caractère de la cour de Berlin, comment ne lui eût-elle pas conseillé de tenir compte de l'émotion de la France, de ne pas pousser son droit et ses avantages à l'extrême ? Le Luxembourg est un pays insignifiant, tout à fait hybride, ni allemand ni français, ou, si l'on veut, l'un et l'autre. Son annexion à la France, précédée d'un plébiscite, n'avait rien qui pût mécontenter l'Allemand le plus correct dans son patriotisme. La roideur systématique de la Prusse prouva qu'elle n'entendait garder aucun souvenir reconnaissant des tractations qui avaient précédé Sadowa, et que la France, malgré l'appui réel qu'elle lui avait prêté, était toujours pour elle l'éternelle ennemie. Du côté de la France, on avait amené ce résultat par une série de fautes ; on avait été si malavisé qu'on n'avait même pas le droit de se plaindre. On avait voulu jouer au fin, on avait trouvé plus fin que soi. On avait fait comme celui qui, ayant dans son jeu des cartes excellentes, n'a pas pu se décider à les jeter sur table, les réservant toujours pour des coups qui ne viennent jamais.



Est-ce à dire, comme le pensent beaucoup de personnes, que, depuis 1866, la guerre entre la France et la Prusse fût inévitable ? Non, certes. Quand on peut attendre, peu de choses sont inévitables ; or on pouvait gagner du temps. La mort du roi de Prusse, ce qu'on sait du caractère sage et modéré du prince et de la princesse de Prusse pouvaient déplacer bien des choses. Le parti militaire féodal prussien, qui est l'une des grandes causes de danger pour la paix de l'Europe, semble destiné à céder avec le temps beaucoup de son ascendant à la bourgeoisie berlinoise, à l'esprit allemand, si large, si libre, et qui deviendra profondément libéral dès qu'il sera délivré de l'étreinte du casernement prussien. Je sais que les symptômes de ceci ne se montrent guère encore, que l'Allemagne, toujours un peu timide dans l'action, a été conquise par la Prusse, sans qu'aucun indice ait montré la Prusse disposée à se perdre dans l'Allemagne ; mais le temps n'est pas venu pour une telle évolution. Acceptée comme moyen de lutte contre la France, l'hégémonie prussienne ne faiblira que quand une pareille lutte n'aura plus de raison d'être. La force avec laquelle est lancé le mouvement allemand donnera lieu à des développements très rapides. Il n'y a plus aucune analogie en histoire si l'Allemagne conquise ne conquiert la Prusse à son tour et ne l'absorbe. Il est inadmissible que la race allemande, si peu révolutionnaire qu'elle soit, ne triomphe pas du noyau prussien, quelque résistant qu'il puisse être. Le principe prussien d'après lequel la base d'une nation est une armée, et la base de l'armée une petite noblesse, ne saurait être appliqué à l'Allemagne. L'Allemagne, Berlin même, a une bourgeoisie. La base de la vraie nation allemande sera, comme celle de toutes les nations modernes, une bourgeoisie riche. Le principe prussien a fait quelque chose de très fort, mais qui ne saurait durer au delà du jour où la Prusse aura terminé son œuvre. Sparte eût cessé d'être Sparte si elle eût fait l'unité de la Grèce. La constitution et les mœurs romaines disparurent dès que Rome devint maîtresse du monde ; à partir de ce jour-là, Rome se vit gouvernée par le monde, et ce ne fut que justice.

Chaque année eût ainsi apporté à l'état de choses sorti de Sadowa les plus profondes transformations. Une heure d'aberration a troublé toutes les espérances des bons esprits. Sans songer qu'une nation jeune, dans tout le feu de son développement, a d'immenses avantages sur une nation vieillie qui a déjà rempli son programme et atteint l'égalité, on s'est jeté dans le gouffre de gaieté de cœur. La présomption et l'ignorance des militaires, l'étourderie de nos diplomates, leur vanité, leur sotte foi dans l'Autriche, machine disloquée dont il y a peu de compte à tenir, l'absence de pondération sérieuse dans le gouvernement, les accès bizarres d'une volonté intermittente comme les réveils d'un Épiménide ont amené sur l'espèce humaine les plus grands malheurs qu'elle eût connus depuis cinquante-cinq ans. Un incident qu'une habile diplomatie eût aplani en quelques heures a suffi pour déchaîner l'enfer... Retenons nos malédictions ; il y a des moments où l'horrible réalité est la plus cruelle des imprécations.

## II

Qui a fait la guerre ? Nous l'avons dit, ce me semble. — Il faut se garder, dans ces sortes de questions, de ne voir que les causes immédiates et prochaines. Si l'on se bornait aux considérations restreintes d'un observateur inattentif, la France aurait tous les torts. Si l'on se place à un point de vue plus élevé, la responsabilité de l'horrible malheur qui a fondu sur l'humanité en cette funeste année doit être partagée. La Prusse a facilement dans ses manières d'agir quelque chose de dur, d'intéressé, de peu généreux. Sentant sa force, elle n'a fait aucune concession. Du moment que M. de Bismarck voulut exécuter ses grandes entreprises de concert avec la France, il devait accepter les conséquences de la politique qu'il avait choisie. M. de Bismarck n'était pas obligé de mettre l'empereur Napo-

l'éon III dans ses confidences ; mais, l'ayant fait, il était obligé d'avoir des égards pour l'Empereur et les hommes d'État français, ainsi que pour une fraction de l'opinion, qu'il fallait ménager. Le grand mal de la Prusse, c'est l'orgueil. Foyer puissant d'ancien régime, elle s'irrite de notre prospérité bourgeoise ; ses gentilshommes sont blessés de voir des roturiers, je ne dis pas plus riches qu'eux, mais exerçant comme eux la profession qui ailleurs est le privilège de la noblesse. La jalousie chez eux double l'orgueil. « Nous sommes une jeunesse pauvre, disent-ils, des cadets qui veulent se faire leur place dans le monde. » Une des causes qui ont produit M. de Bismarck a été la vanité blessée du diplomate abreuvé d'avaries par ses confrères autrichiens traitant la Prusse en parvenue. Le sentiment qui a créé la Prusse a été quelque chose d'analogue : l'homme sérieux, pauvre, intelligent, sans charme, supporte avec peine les succès de société d'un rival qui, tout en lui étant fort inférieur pour les qualités solides, fait figure dans le monde, règle la mode et réussit, par des dédains aristocratiques, à l'empêcher de s'y faire accepter.

La France n'a pas été moins coupable. Les journaux ont été superficiels, le parti militaire s'est montré présomptueux et entêté, l'opposition n'a paru attentive qu'à la recherche d'une fausse popularité, blâmant le gouvernement s'il préparait la guerre, l'insultant s'il ne la faisait pas, parlant sans cesse de la honte de Sadowa et de la nécessité d'une revanche ; mais le grand mal a été l'excès du pouvoir personnel. La conversion à la monarchie parlementaire affectée depuis un an était si peu sérieuse qu'un ministère tout entier, la Chambre, le Sénat ont cédé presque sans résistance à une pensée personnelle du souverain qui ne répondait nullement à leurs idées ni à leurs désirs.

Et, maintenant, qui fera la paix ?... La pire conséquence de la guerre, c'est de rendre impuissants ceux qui ne l'ont pas voulue, et d'ouvrir un cercle fatal où le bon sens est qualifié de lâcheté, parfois de trahison. Nous parlerons avec franchise. Une seule force au monde sera capable de réparer le mal que l'orgueil féodal, le patriotisme exa-

géré, l'excès du pouvoir personnel, le peu de développement du gouvernement parlementaire sur le continent ont fait en cette circonstance à la civilisation.

Cette force, c'est l'Europe. L'Europe a un intérêt majeur à ce qu'aucune des deux nations ne soit ni trop victorieuse, ni trop vaincue. La disparition de la France du nombre des grandes puissances serait la fin de l'équilibre européen. J'ose dire que l'Angleterre en particulier sentirait, le jour où un tel événement viendrait à se produire, les conditions de son existence toutes changées. La France est une des conditions de la prospérité de l'Angleterre. L'Angleterre, selon la grande loi qui veut que la race primitive d'un pays prenne à la longue le dessus sur toutes les invasions, devient chaque jour plus celtique et moins germanique ; dans la grande lutte des races, elle est avec nous ; l'alliance de la France et de l'Angleterre est fondée pour des siècles. Que l'Angleterre porte sa pensée du côté des États-Unis, de Constantinople, de l'Inde ; elle verra qu'elle a besoin de la France, et d'une France forte.

Il ne faut pas s'y tromper en effet : une France faible et humiliée ne saurait exister. Que la France perde l'Alsace et la Lorraine, et la France n'est plus. L'édifice est si compact que l'enlèvement d'une ou deux grosses pierres le ferait crouler. L'histoire naturelle nous apprend que l'animal dont l'organisation est très centralisée ne souffre pas l'amputation d'un membre important ; on voit souvent un homme à qui l'on coupe une jambe mourir de phthisie ; de même, la France atteinte dans ses parties principales verrait sa vie générale s'éteindre et ses organes du centre insuffisants pour renvoyer la vie jusqu'aux extrémités.

Qu'on ne rêve donc pas de concilier deux choses contradictoires : conserver la France et l'amoindrir. Il y a des ennemis absolus de la France qui croient que le but suprême de la politique contemporaine doit être d'étouffer une puissance qui, selon eux, représente le mal. Que ces fanatiques conseillent d'en finir avec l'ennemi qu'ils ont momentanément vaincu, rien de plus simple ; mais que ceux qui croient que le monde serait mutilé si la France disparaissait y prennent garde. Une France diminuée perdrait successi-



vement toutes ses parties ; l'ensemble se disloquerait le Midi se séparerait ; l'œuvre séculaire des rois de France serait anéantie, et, je vous le jure, le jour où cela arriverait, personne n'aurait lieu de s'en réjouir. Plus tard, quand on voudrait former la grande coalition que provoque toute ambition démesurée, on regretterait en Europe de ne pas avoir été plus prévoyant. Deux grandes races sont en présence ; toutes deux ont fait de grandes choses, toutes deux ont une grande tâche à remplir en commun ; il ne faut pas que l'une d'elles soit mise en un état qui équivaille à sa destruction. Le monde sans la France serait aussi mutilé que le monde sans l'Allemagne ; ces grands organes de l'humanité ont chacun leur office : il importe de les maintenir pour l'accomplissement de leur mission diverse. Sans attribuer à l'esprit français le premier rôle dans l'histoire de l'esprit humain, on doit reconnaître qu'il y joue un rôle essentiel : le concert serait troublé si cette note y manquait. Or, si vous voulez que l'oiseau chante, ne touchez pas à son bocage. La France humiliée, vous n'aurez plus d'esprit français.

Une intervention de l'Europe assurant à l'Allemagne l'entière liberté de ses mouvements intérieurs, maintenant les limites fixées en 1815 et défendant à la France d'en rêver d'autres, laissant la France vaincue, mais fière dans son intégrité, la livrant au souvenir de ses fautes et la laissant se dégager en toute liberté et comme elle l'entendrait de l'étrange situation intérieure qu'elle s'est faite, telle est la solution que doivent, selon nous, désirer les amis de l'humanité et de la civilisation. Non seulement cette solution mettrait fin à l'horrible déchirement qui trouble en ce moment la famille européenne, elle renfermerait de plus le germe d'un pouvoir destiné à exercer sur l'avenir l'action la plus bienfaisante.

Comment, en effet, un effroyable événement comme celui qui laissera autour de l'année 1870 un souvenir de terreur a-t-il été possible ? Parce que les diverses nations européennes sont trop indépendantes les unes des autres et n'ont personne au-dessus d'elles, parce qu'il n'y a ni congrès, ni diète, ni tribunal amphictyonique qui soient



supérieurs aux souverainetés nationales. Un tel établissement existe à l'état virtuel, puisque l'Europe, surtout depuis 1814, a fréquemment agi en nom collectif, appuyant ses résolutions de la menace d'une coalition ; mais ce pouvoir central n'a pas été assez fort pour empêcher des guerres terribles. Il faut qu'il le devienne. Le rêve des utopistes de la paix, un tribunal sans armée pour appuyer ses décisions, est une chimère ; personne ne lui obéira. D'un autre côté, l'opinion selon laquelle la paix ne serait assurée que le jour où une nation aurait sur les autres une supériorité incontestée est l'inverse de la vérité ; toute nation exerçant l'hégémonie prépare par cela seul sa ruine en amenant la coalition de tous contre elle. La paix ne peut être établie et maintenue que par l'intérêt commun de l'Europe, ou, si l'on aime mieux, par la ligue des neutres passant à une attitude comminatoire. La justice entre deux parties contendantes n'a aucune chance de triompher ; mais entre dix parties contendantes la justice l'emporte, car il n'y a qu'elle qui offre une base commune d'entente, un terrain commun. La force capable de maintenir contre le plus puissant des États une décision jugée utile au salut de la famille européenne réside donc uniquement dans le pouvoir d'intervention, de médiation, de coalition, des divers États. Espérons que ce pouvoir, prenant des formes de plus en plus concrètes et régulières, amènera dans l'avenir un vrai congrès, périodique, sinon permanent, et sera le cœur d'États-Unis d'Europe liés entre eux par un pacte fédéral. Aucune nation alors n'aura le droit de s'appeler « la grande nation », mais il sera loisible à chacune d'être une grande nation, à condition que, ce titre, elle l'attende des autres et ne prétende pas se le décerner. C'est à l'histoire qu'il appartiendra plus tard de spécifier ce que chaque peuple aura fait pour l'humanité et de désigner les pays qui, à certaines époques, ont pu avoir sur les autres certains genres de supériorité.

De la sorte, on peut espérer que la crise épouvantable où est engagée l'humanité trouvera un moment d'arrêt. Le lendemain du jour où la faux de la mort aura été arrêtée, que devra-t-on faire ? Attaquer énergiquement la cause

du mal. La cause du mal a été un déplorable régime politique qui a fait dépendre l'existence d'une nation des présomptueuses vantardises de militaires bornés, des dépités et de la vanité blessée de diplomates inconsistants. Opposons à cela le régime parlementaire, un vrai gouvernement des parties sérieuses et modérées du pays, non la chimère démocratique du règne de la volonté populaire avec tous ses caprices, mais le règne de la volonté nationale, résultat des bons instincts du peuple sagement interprétés par des pensées réfléchies. Le pays n'a pas voulu la guerre ; il ne la voudra jamais ; il veut son développement intérieur, soit sous forme de richesse, soit sous forme de libertés publiques. Donnons à l'étranger le spectacle de la prospérité, de la liberté, du calme, de l'égalité bien entendue, et la France reprendra l'ascendant qu'elle a perdu par les imprudentes manifestations de ses militaires et de ses diplomates. La France a des principes qui, bien que critiquables et dangereux à quelques égards, sont faits pour séduire le monde, quand la France donne la première l'exemple du respect de ces principes ; qu'elle présente chez elle le modèle d'un État vraiment libéral, où les droits de chacun sont garantis, d'un État bienveillant pour les autres États, renonçant définitivement à l'idée d'agrandissement, et tous, loin de l'attaquer, s'efforceront de l'imiter.

Il y a, je le sais, dans le monde, des foyers de fanatisme où le tempérament règne encore ; il y a en certains pays une noblesse militaire, ennemie-née de ces conceptions raisonnables, et qui rêve l'extermination de ce qui ne lui ressemble pas. L'élément féodal de la Prusse, d'une part, la Russie, de l'autre, sont à cet âge où l'on a l'âcreté du sang barbare, sans retour en arrière ni désillusion. La France et jusqu'à un certain point l'Angleterre ont atteint leur but. La Prusse et la Russie ne sont pas encore arrivées à ce moment où l'on possède ce que l'on a voulu, où l'on considère froidement ce pour quoi l'on a troublé le monde, et où l'on s'aperçoit que ce n'est rien, que tout ici-bas n'est qu'un épisode d'un rêve éternel, une ride à la surface d'un infini qui tour à tour nous produit et nous absorbe.

Ces races neuves et violentes du Nord sont bien plus naïves ; elles sont dupes de leurs désirs ; entraînées par le but qu'elles se proposent, elles ressemblent au jeune homme qui s'imagine que, l'objet de sa passion une fois obtenu, il sera pleinement heureux. A cela se joint un trait de caractère, un sentiment que les plaines sablonneuses du nord de l'Allemagne paraissent toujours avoir inspiré, le sentiment des Vandales chastes devant les moeurs et le luxe de l'Empire romain, une sorte de fureur puritaine, la jalousie et la rage contre la vie facile de ceux qui jouissent. Cette humeur sombre et fanatique existe encore de nos jours. De tels « esprits mélancoliques », comme on disait autrefois, se croient chargés de venger la vertu, de redresser les nations corrompues. Pour ces exaltés, l'idée de l'Empire allemand n'est pas celle d'une nationalité limitée, libre chez elle, ne s'occupant pas du reste du monde ; ce qu'ils veulent, c'est une action universelle de la race germanique, renouvelant et dominant l'Europe. C'est là une frénésie bien chimérique ; car supposons, pour plaire à ces esprits chagrins, la France anéantie, la Belgique, la Hollande, la Suisse écrasées, l'Angleterre passive et silencieuse, que dire du grand spectre de l'avenir germanique, des Slaves qui aspireront d'autant plus à se séparer du corps germanique que ce dernier s'individualisera davantage ? La conscience slave s'élève en proportion de la conscience germanique et s'oppose à celle-ci comme un pôle contraire ; l'une crée l'autre. L'Allemand a droit comme tout le monde à une patrie, pas plus que personne il n'a droit à la domination. Il faut observer d'ailleurs que de telles visées fanatiques ne sont nullement le fait de l'Allemagne éclairée. La plus complète personnification de l'Allemagne, c'est Goethe. Quoi de moins prussien que Goethe ? Qu'on se figure ce grand homme à Berlin et le débordement de sarcasmes olympiens que lui eussent inspirés cette roideur sans grâce ni esprit, ce lourd mysticisme de guerriers pieux et de généraux craignant Dieu ! Une fois délivrées de la crainte de la France, ces populations fines de la Saxe, de la Souabe, se soustrairont à l'enrégimentation prussienne ; le Midi en particulier

reprendra sa vie gaie, sereine, harmonieuse et libre.

Le moyen pour que cela arrive, c'est que nous ne nous en mêlions pas. Le grand facteur de la Prusse, c'est la France, ou, pour mieux dire, l'appréhension d'une ingérence de la France dans les affaires allemandes. Moins la France s'occupera de l'Allemagne, plus l'unité allemande sera compromise, car l'Allemagne ne veut l'unité que par mesure de précaution. La France est en ce sens toute la force de la Prusse. La Prusse (j'entends la Prusse militaire et féodale) aura été une crise, non un état permanent ; ce qui durera réellement, c'est l'Allemagne. La Prusse aura été l'énergique moyen employé par l'Allemagne pour se délivrer de la menace de la France bonapartiste. La réunion des forces allemandes dans la main de la Prusse n'est qu'un fait amené par une nécessité passagère. Le danger disparu, l'union disparaîtra, et l'Allemagne reviendra bientôt à ses instincts naturels. Le lendemain de sa victoire, la Prusse se trouvera ainsi en face d'une Europe hostile et d'une Allemagne reprenant son goût pour les autonomies particulières. C'est ce qui me fait dire avec assurance : la Prusse passera, l'Allemagne restera. Or l'Allemagne livrée à son propre génie sera une nation libérale, pacifique, démocratique même dans le sens légitime ; je crois que les sciences sociales lui devront des progrès remarquables, et que plusieurs idées qui chez nous ont revêtu le masque effrayant de la démocratie socialiste se produiront chez elle sous une forme bienfaisante et réalisable.

La plus grande faute que pourrait commettre l'école libérale au milieu des horreurs qui nous assiègent, ce serait de désespérer. L'avenir est à elle. Cette guerre, objet des malédictions futures, est arrivée parce qu'on s'est écarté des maximes libérales, maximes qui sont en même temps celles de la paix et de l'union des peuples. Le funeste désir d'une revanche, désir qui prolongerait indéfiniment l'extermination, sera écarté par un sage développement de la politique libérale. C'est une fausse idée que la France puisse imiter les institutions militaires prussiennes. L'état social de la France ne veut pas que



tous les citoyens soient soldats, ni que ceux qui le sont le soient toujours. Pour maintenir une armée organisée à la prussienne, il faut une petite noblesse ; or nous n'avons pas de noblesse, et, si nous en avons une, le génie de la France ferait que nous en aurions plutôt une grande qu'une petite. La Prusse fonde sa force sur le développement de l'instruction primaire et sur l'identité de l'armée et de la nation. Le parti conservateur en France admet difficilement ces deux principes, et, à vrai dire, il n'est pas sûr que le pays en soit capable. La Prusse, étant, comme dirait Plutarque, d'un tempérament plus vertueux que la France, peut porter des institutions qui, appliquées sans précautions, donneraient peut-être chez nous des fruits tout différents et seraient une source de révolutions. La Prusse touche en cela le bénéfice de la grande abnégation politique et sociale de ses populations. En obligeant ses rivaux à soigner l'instruction primaire et à imiter sa *Landwehr* (innovations qui, dans des pays catholiques et révolutionnaires, seront probablement anarchiques), elle les force à un régime sain pour elle, malsain pour eux, comme le buveur qui fait boire à son partenaire un vin qui l'enivrera, tandis que lui gardera sa raison.

En résumé, l'immense majorité de l'espèce humaine a horreur de la guerre. Les idées vraiment chrétiennes de douceur, de justice, de bonté, conquièrent de plus en plus le monde. L'esprit belliqueux ne vit plus que chez les soldats de profession, dans les classes nobles du Nord de l'Allemagne et en Russie. La démocratie ne veut pas, ne comprend pas la guerre. Le progrès de la démocratie sera la fin du règne de ces hommes de fer, survivants d'un autre âge, que notre siècle a vus avec terreur sortir des entrailles du vieux monde germanique. Quelle que soit l'issue de la guerre actuelle, ce parti sera vaincu en Allemagne. La démocratie lui a compté les jours. J'ai des appréhensions contre certaines tendances de la démocratie, et je les ai dites, il y a un an (1), avec sincérité ; mais certes, si la

(1) Article sur la *Monarchie constitutionnelle*, réimprimé à la fin de ce volume.



démocratie se borne à débarrasser l'espèce humaine de ceux qui, pour la satisfaction de leurs vanités et de leurs rancunes, font égorgé des millions d'hommes, elle aura mon plein assentiment et ma reconnaissante sympathie.

Le principe des nationalités indépendantes n'est pas de nature, comme plusieurs le pensent, à délivrer l'espèce humaine du fléau de la guerre ; au contraire, j'ai toujours craint que le principe des nationalités, substitué au doux et paternel symbole de la légitimité, ne fît dégénérer les luttes des peuples en exterminations de race, et ne chassât du code du droit des gens ces tempéraments, ces civilités qu'admettaient les petites guerres politiques et dynastiques d'autrefois. On verra la fin de la guerre quand, au principe des nationalités, on joindra le principe qui en est le correctif, celui de la fédération européenne, supérieure à toutes les nationalités, ajoutons : quand les questions démocratiques, contre-partie des questions de politique pure et de diplomatie, reprendront leur importance. Qu'on se rappelle 1848 ; le mouvement français se reproduisit en secousses simultanées dans toute l'Allemagne. Partout les chefs militaires surent étouffer les naïves aspirations d'alors ; mais qui sait si les pauvres gens que ces mêmes chefs militaires mènent aujourd'hui à l'égorgement n'arriveront pas à éclaircir leur conscience ? Des naturalistes allemands, qui ont la prétention d'appliquer leur science à la politique, soutiennent, avec une froideur qui voudrait avoir l'air d'être profonde, que la loi de la destruction des races et de la lutte pour la vie se retrouve dans l'histoire, que la race la plus forte chasse nécessairement la plus faible, et que la race germanique, étant plus forte que la race latine et la race slave, est appelée à les vaincre et à se les subordonner. Laissons passer cette dernière prétention, quoiqu'elle pût donner lieu à bien des réserves. N'objectons pas non plus à ces matérialistes transcendants que le droit, la justice, la morale, choses qui n'ont pas de sens dans le règne animal, sont des lois de l'humanité ; des esprits si dégagés des vieilles idées nous répondraient probablement par un sourire. Bornons-nous à une observation : les espèces animales ne se liguent pas

entre elles. On n'a jamais vu deux ou trois espèces en danger d'être détruites former une coalition contre leur ennemi commun ; les bêtes d'une même contrée n'ont entre elles ni alliances ni congrès. Le principe fédératif, gardien de la justice, est la base de l'humanité. Là est la garantie des droits de tous ; il n'y a pas de peuple européen qui ne doive s'incliner devant un pareil tribunal. Cette grande race germanique, bien plus réellement grande que ne le veulent ses maladroits apologistes, aura certes dans l'avenir un haut titre de plus, si l'on peut dire que c'est sa puissante action qui aura introduit définitivement dans le droit européen un principe aussi essentiel. Toutes les grandes hégémonies militaires, celle de l'Espagne au xvi<sup>e</sup> siècle, celle de la France sous Louis XIV, celle de la France sous Napoléon, ont abouti à un prompt épuisement. Que la Prusse y prenne garde, sa politique radicale peut l'engager dans une série de complications dont il ne lui soit plus loisible de se dégager ; un œil pénétrant verrait peut-être dès à présent le nœud déjà formé de la coalition future. Les sages amis de la Prusse lui disent tout bas, non comme menace, mais comme avertissement : *Vae victoribus!*



## LETTRE A M. STRAUSS

LE 18 août 1870, parut, dans la *Gazette d'Augsbourg*, une lettre que M. Strauss me faisait l'honneur de m'adresser sur les événements du temps. Elle se terminait ainsi :

« Vous trouverez peut-être étrange aussi que ces lignes ne vous parviennent que par l'intermédiaire d'un journal. Certes, dans des temps moins agités, je me serais assuré tout d'abord de votre agrément ; mais, dans les circonstances actuelles, avant que ma demande fût parvenue dans vos mains, et votre réponse dans les miennes, le vrai moment aurait passé. Et j'estime d'ailleurs qu'il peut y avoir quelque utilité à ce que, dans cette crise, deux hommes appartenant aux deux nations rivales, indépendants l'un de l'autre et étrangers à tout esprit de parti, échangent leurs vues sans passion, mais en toute franchise, sur les causes et sur la portée de la lutte actuelle ; car les pages que je viens d'écrire n'auront complètement atteint leur but que si elles vous déterminent à un semblable exposé de sentiments, fait à votre point de vue. »

Je me rendis à cette invitation ; le 16 septembre 1870, parut dans le *Journal des Débats* la réponse que je vais reproduire. La veille avait paru dans le même journal la traduction de la lettre de M. Strauss.

Monsieur et savant maître,

Vos hautes et philosophiques paroles nous sont arrivées à travers ce déchaînement de l'enfer, comme un message de paix ; elles nous ont été d'une grande consolation, à moi surtout qui dois à l'Allemagne ce à quoi je tiens le plus, ma philosophie, je dirai presque ma religion. J'étais au séminaire Saint-Sulpice vers 1843, quand je commençai

à connaître l'Allemagne par Goethe et Herder. Je crus entrer dans un temple, et, à partir de ce moment, tout ce que j'avais tenu jusque-là pour une pompe digne de la Divinité me fit l'effet de fleurs de papier jaunies et fanées. Aussi, comme je vous l'ai écrit au premier moment des hostilités, cette guerre m'a rempli de douleur, d'abord à cause des épouvantables calamités qu'elle ne pouvait manquer d'entraîner, ensuite à cause des haines, des jugements erronés qu'elle répandra et du tort qu'elle fera aux progrès de la vérité. Le grand malheur du monde est que la France ne comprend pas l'Allemagne et que l'Allemagne ne comprend pas la France : ce malentendu ne fera que s'aggraver. On ne combat le fanatisme que par un fanatisme opposé ; après la guerre, nous nous trouverons en présence d'esprits rétrécis par la passion, qui admettront difficilement notre libre et large sérénité.

Vos idées sur l'histoire du développement de l'unité allemande sont d'une parfaite justesse. Au moment où j'ai reçu le numéro de la *Gazette d'Augsbourg* qui contenait votre belle lettre, j'étais justement occupé à écrire pour la *Revue des Deux Mondes* un article qui paraîtra ces jours-ci, et où j'exposais des vues identiques aux vôtres. Il est clair que, dès que l'on a rejeté le principe de la légitimité dynastique, il n'y a plus, pour donner une base aux délimitations territoriales des États, que le droit des nationalités, c'est-à-dire des groupes naturels déterminés par la race, l'histoire et la volonté des peuples d'exister en toute son indépendance, c'est assurément la nationalité allemande. L'Allemagne a le meilleur titre national, je veux dire un rôle historique de première importance, une âme, une littérature, des hommes de génie, une conception particulière des choses divines et humaines. L'Allemagne a fait la plus importante révolution des temps modernes, la Réforme ; en outre, depuis un siècle, l'Allemagne a produit un des plus beaux développements intellectuels qu'il y ait jamais eu, un développement qui a, si j'ose le dire, ajouté un degré de plus à l'esprit humain en profondeur et en étendue, si bien que ceux qui n'ont pas participé à cette culture nou-



velle sont à ceux qui l'ont traversée comme celui qui ne connaît que les mathématiques élémentaires est à celui qui connaît le calcul différentiel.

Qu'une si grande force intellectuelle, jointe à tant de moralité et de sérieux, dût produire un mouvement politique correspondant, que la nation allemande fût appelée à prendre dans l'ordre extérieur, matériel et pratique, une importance proportionnée à celle qu'elle avait dans l'ordre de l'esprit, c'est ce qui était évident pour toute personne instruite, non aveuglée par la routine et les partis pris superficiels. Ce qui ajoutait à la légitimité des vœux de l'Allemagne, c'est que le besoin d'unité était chez elle une mesure de précaution justifiée par les déplorables folies du premier Empire, folies que les Français éclairés réprouvent autant que les Allemands, mais contre le retour desquelles il était bon de se prémunir, certaines personnes relevant encore ces souvenirs avec beaucoup d'étourderie.

C'est vous dire qu'en 1866 (je parle ici au nom d'un petit groupe de vrais libéraux) nous accueillîmes avec une grande joie l'augure de la constitution d'une Allemagne à l'état de puissance de premier ordre. Ce n'est pas qu'il nous agréât plus qu'à vous de voir ce grand et heureux événement réalisé par l'armée prussienne. Vous avez montré mieux que personne combien il s'en faut que la Prusse soit l'Allemagne. Mais n'importe ; nous avions à cet égard une pensée que, je pense, vous partagez : c'est que l'unité allemande, après avoir été faite par la Prusse, absorberait la Prusse, conformément à cette loi générale que le levain disparaît dans la pâte qu'il a fait lever. A ce pédantisme rogue et jaloux qui nous déplaît parfois dans la Prusse, nous voyions ainsi se substituer peu à peu et succéder en définitive l'esprit allemand, avec sa merveilleuse largeur, ses poétiques et philosophiques aspirations. Ce qu'il y avait de peu sympathique à nos instincts libéraux dans un pays féodal, très médiocrement parlementaire, dominé par une petite noblesse entichée d'une orthodoxie étroite et pleine de préjugés, nous l'oublions comme vous l'oubliez vous-même, pour ne voir dans un avenir ultérieur que l'Allemagne, c'est-à-dire une grande

nation libérale, destinée à faire faire un pas décisif aux questions politiques, religieuses et sociales, et peut-être à réaliser ce que nous avons essayé en France, jusqu'ici sans y réussir : une organisation scientifique et rationnelle de l'État.

Comment ces rêves ont-ils été déçus ? Comment ont-ils fait place à la plus amère réalité ? J'ai expliqué mes idées sur ce point dans la *Revue* ; les voici en deux mots : on peut faire aussi grande que l'on voudra la part des fautes du gouvernement français, mais il serait injuste d'oublier ce qu'a eu de répréhensible à beaucoup d'égards la conduite du gouvernement prussien. Vous savez que les plans de M. de Bismarck furent communiqués en 1865 à l'empereur Napoléon III, lequel, en somme, y adhéra. Si cette adhésion vint de la conviction que l'unité de l'Allemagne était une nécessité historique, et qu'il était désirable que cette unité se fit avec la pleine amitié de la France, l'empereur Napoléon III eut mille fois raison. Il est à ma connaissance personnelle qu'un mois à peu près avant le commencement des hostilités de 1866 l'empereur Napoléon III croyait au succès de la Prusse, et même qu'il le désirait. Malheureusement, l'hésitation, le goût des actes successivement contradictoires perdirent l'Empereur en cette occasion comme en plusieurs autres. La victoire de Sadowa éclata sans que rien fût convenu. Versatilité inconcevable ! Égaré par les rodomontades du parti militaire, troublé par les reproches de l'opposition, l'Empereur se laissa entraîner à regarder comme une défaite le résultat qui aurait dû être pour lui une victoire, et qu'en tout cas il avait voulu et amené.

Si le succès justifie tout, le gouvernement prussien est complètement absous ; mais nous sommes philosophes, monsieur ; nous avons la naïveté de croire que celui qui a réussi peut avoir eu des torts. Le gouvernement prussien avait sollicité, accepté l'alliance secrète de l'empereur Napoléon III et de la France. Quoique rien n'eût été stipulé, il devait à l'Empereur et à la France des marques de gratitude et de sympathie. Un de vos compatriotes, qui montre en ce moment contre la France plus de passion que

je n'aime à en voir chez un galant homme, me disait, à l'époque dont il s'agit, que l'Allemagne devait à la France une grande reconnaissance pour la part réelle, quoique négative, que cette dernière avait prise à sa fondation. Conduit par un principe d'orgueil qui aura dans l'avenir de fâcheuses conséquences, le cabinet de Berlin ne l'entendit pas ainsi. Certes les agrandissements territoriaux, quand il s'agit d'une nation forte déjà de trente ou quarante millions d'hommes, ont peu d'importance ; l'acquisition de la Savoie et de Nice a été pour la France plus fâcheuse qu'utile. On peut regretter cependant que le gouvernement prussien n'ait pas fait céder la rigueur de ses prétentions dans l'affaire du Luxembourg. Le Luxembourg cédé à la France, la France n'eût pas été plus grande ni l'Allemagne plus petite ; mais cette concession insignifiante eût suffi pour satisfaire l'opinion superficielle, qui en un pays de suffrage universel doit être ménagée, et eût permis au gouvernement français de masquer sa retraite. Dans le plus grand château des croisés qui existe encore en Syrie, le Kalaat-el-hosn, se voit, en beaux caractères du XIII<sup>e</sup> siècle, sur une pierre au milieu des ruines, l'inscription suivante, que la maison de Hohenzollern devrait faire graver sur l'écusson de tous ses châteaux :

*Sit tibi copia,  
Sit sapientia,  
Formaque detur ;  
Inquinat omnia  
Sola superbia  
Si comitetur.*

Dans les causes éloignées de la guerre, un esprit impartial peut donc faire presque égale la part de reproches que méritent d'un côté le gouvernement de la France et d'un autre côté celui de la Prusse. Quant à la cause prochaine, à ce pitoyable incident diplomatique ou plutôt ce jeu cruel de vanités blessées qui, pour venger de chétives querelles de diplomates, a déchaîné tous les fléaux sur l'espèce humaine, vous savez ce que j'en pense. J'étais à Tromsø,

où le plus splendide paysage de neige des mers polaires me faisait rêver aux îles des Morts de nos ancêtres celtes et germains, quand j'appris cette horrible nouvelle ; je n'ai jamais maudit comme ce jour-là le sort fatal qui semble condamner notre malheureux pays à n'être jamais conduit que par l'ignorance, la présomption et l'ineptie.

Cette guerre, quoi qu'on en dise, n'était nullement inévitable. La France ne voulait en aucune façon la guerre. Il ne faut pas juger de ces choses par des déclamations de journaux et des criaileries de boulevard. La France est profondément pacifique ; ses préoccupations sont tournées vers l'exploitation des énormes sources de richesses qu'elle possède et vers les questions démocratiques et sociales. Le roi Louis-Philippe avait vu le vrai sur ce point avec beaucoup de bon sens. Il sentait que la France, avec son éternelle blessure, toujours près de se rouvrir (le manque d'une dynastie ou d'une constitution universellement acceptée), ne pouvait pas faire la grande guerre. Une nation qui a rempli son programme et atteint l'égalité ne saurait lutter avec des peuples jeunes, pleins d'illusions et dans tout le feu de leur développement. Croyez-moi, les uniques causes de la guerre sont la faiblesse de nos institutions constitutionnelles et les funestes conseils que des militaires présomptueux et bornés, des diplomates vaniteux ou ignorants ont donnés à l'Empereur. Le plébiscite n'y est pour rien ; au contraire, cette étrange manifestation, qui montra que la dynastie napoléonienne avait poussé ses racines jusqu'aux entrailles mêmes du pays, devait faire croire que l'Empereur s'éloignerait ensuite de plus en plus des allures d'un joueur désespéré. Un homme qui possède de grands biens territoriaux nous paraît devoir être moins porté à tenter le sort sur un coup de dé que celui dont la richesse est douteuse. En réalité, pour écarter les dangers de conflagration, il suffisait d'attendre. Que de questions, dans les affaires de cette pauvre espèce humaine, il faut résoudre en ne les résolvant pas ! Au bout de quelques années on est tout surpris que la question n'existe plus. Y eut-il jamais une haine nationale comme celle qui pendant six siècles a divisé la France et l'Angle-



terre ? Il y a vingt-cinq ans, sous Louis-Philippe, cette haine était encore assez forte ; presque tout le monde déclarait qu'elle ne pouvait finir que par la guerre ; elle a disparu comme par enchantement.

Naturellement, cher monsieur, les libéraux éclairés n'ont eu ici qu'un seul vœu depuis l'heure fatale, voir finir ce qui n'aurait pas dû commencer. La France a eu mille fois tort de paraître vouloir s'opposer aux évolutions intérieures de l'Allemagne ; mais l'Allemagne commettrait une faute non moins grave en voulant porter atteinte à l'intégrité de la France. Si l'on a pour but de détruire la France, rien de mieux conçu qu'un tel plan ; mutilée, la France rentrerait en convulsions et périrait. Ceux qui pensent, comme quelques-uns de vos compatriotes, que la France doit être supprimée du nombre des peuples sont conséquents en demandant son amoindrissement ; ils voient très bien que cet amoindrissement serait sa fin ; mais ceux qui croient comme vous que la France est nécessaire à l'harmonie du monde doivent peser les conséquences qu'entraînerait un démembrement. Je puis parler ici avec une sorte d'impartialité. Je me suis étudié toute ma vie à être bon patriote, ainsi qu'un honnête homme doit l'être, mais en même temps à me garder du patriotisme exagéré comme d'une cause d'erreur. Ma philosophie, d'ailleurs, est l'idéalisme ; où je vois le bien, le beau, le vrai, là est ma patrie. C'est au nom des vrais intérêts éternels de l'idéal que je serais désolé que la France n'existât plus. La France est nécessaire comme protestation contre le pédantisme, le dogmatisme, le rigorisme étroit. Vous qui avez si bien compris Voltaire devez comprendre cela. Cette légèreté qu'on nous reproche est au fond sérieuse et honnête. Prenez garde que, si notre tour d'esprit, avec ses qualités et ses défauts, disparaissait, la conscience humaine serait sûrement amoindrie. La variété est nécessaire, et le premier devoir de l'homme qui cherche d'un cœur vraiment pieux à entrer dans les desseins de la Divinité est de supporter, de respecter même les organes providentiels de la vie spirituelle de l'humanité qui lui sont le moins congénères et le moins sympathiques. Votre illustre Momm-



sen, dans une lettre qui nous a un peu attristés, comparait il y a quelques jours notre littérature aux eaux bourbeuses de la Seine, et cherchait à en préserver le monde comme d'un poison. Quoi ! cet austère savant connaît donc nos journaux burlesques et notre niais petit théâtre bouffon ! Soyez assuré qu'il y a encore, derrière la littérature charlatanesque et misérable qui a chez nous comme partout les succès de la foule, une France fort distinguée, différente de la France du *xvii<sup>e</sup>* et du *xviii<sup>e</sup>* siècle, de même race cependant : d'abord un groupe d'hommes de la plus haute valeur et du sérieux le plus accompli, puis une société exquise, charmante et sérieuse à la fois, fine, tolérante, aimable, sachant tout sans avoir rien appris, devinant d'instinct le dernier résultat de toute philosophie. Prenez garde de froisser cela. La France, pays très mixte, offre cette particularité que certaines plantes germaniques y poussent souvent mieux que dans leur sol natal ; on pourrait le démontrer par des exemples de notre histoire littéraire du *xiii<sup>e</sup>* siècle, par les chansons de geste, la philosophie scolastique, l'architecture gothique. Vous semblez croire que la diffusion des saines idées germaniques serait facilitée par certaines mesures radicales, détrompez-vous ; cette propagande serait alors arrêtée net ; le pays s'enfoncerait avec rage dans ses routines nationales et ses défauts particuliers. — « Tant pis pour lui ! » diront vos exaltés. — « Tant pis pour l'humanité ! » ajouterai-je. La suppression ou l'atrophie d'un membre fait pâtir tout le corps.

L'heure est solennelle. Il y a en France deux courants d'opinion. Les uns raisonnent ainsi : « Finissons cette odieuse partie au plus vite ; cédon's tout, l'Alsace, la Lorraine ; signons la paix ; puis haine à mort, préparatifs sans trêve, alliance avec n'importe qui, complaisances sans borne pour toutes les ambitions russes ; un seul but, un seul mobile à la vie, guerre d'extermination contre la race germanique. » D'autres disent : « Sauvons l'intégrité de la France, développons les institutions constitutionnelles, réparons nos fautes, non en rêvant de prendre notre revanche d'une guerre où nous avons été injustes agresseurs, mais en contractant avec l'Allemagne et l'Angleterre une alliance

dont l'effet sera de conduire le monde dans les voies de la civilisation libérale. » L'Allemagne décidera laquelle des deux politiques suivra la France, et du même coup elle décidera de l'avenir de la civilisation.

Vos germanistes fougueux allèguent que l'Alsace est une terre germanique, injustement détachée de l'Empire allemand. Remarquez que les nationalités sont toutes des cotes mal taillées ; si l'on se met à raisonner ainsi sur l'ethnographie de chaque canton, on ouvre la porte à des guerres sans fin. De belles provinces de langue française ne font pas partie de la France, et cela est très avantageux, même pour la France. Des pays slaves appartiennent à la Prusse. Ces anomalies servent beaucoup à la civilisation. La réunion de l'Alsace à la France, par exemple, est un des faits qui ont le plus contribué à la propagande du germanisme ; c'est par l'Alsace que les idées, les méthodes, les livres de l'Allemagne passent d'ordinaire pour arriver jusqu'à nous. Il est incontestable que, si on soumettait la question au peuple alsacien, une immense majorité se prononcerait pour rester unie à la France. Est-il digne de l'Allemagne de s'attacher de force une province rebelle, irritée, devenue irréconciliable, surtout depuis la destruction de Strasbourg ? L'esprit est vraiment parfois confondu de l'audace de vos hommes d'État. Le roi de Prusse paraît en train de s'imposer la lourde tâche de résoudre la question française, de donner et par conséquent de garantir un gouvernement à la France. Peut-on, de gaieté de cœur, rechercher un pareil fardeau ? Comment ne voit-on pas que la conséquence de cette politique serait d'occuper la France à perpétuité avec 3 ou 400 000 hommes ? L'Allemagne veut donc rivaliser avec l'Espagne du xvi<sup>e</sup> siècle ? Et sa grande et haute culture intellectuelle, que deviendrait-elle à ce jeu-là ? Qu'elle prenne garde qu'un jour, quand on voudra désigner les années les plus glorieuses de la race germanique, on ne préfère à la période de sa domination militaire, marquée peut-être par un abaissement intellectuel et moral, les premières années de notre siècle, où, vaincue, humiliée extérieurement, elle créait pour le monde la plus haute révélation de la raison que l'humanité eût connue jusque-là !

On s'étonne que quelques-uns de vos meilleurs esprits ne voient pas cela, et surtout qu'ils se montrent contraires à une intervention de l'Europe en ces questions. La paix ne peut, à ce qu'il semble, être conclue directement entre la France et l'Allemagne ; elle ne peut être l'ouvrage que de l'Europe, qui a blâmé la guerre et qui doit vouloir qu'aucun des membres de la famille européenne ne soit trop affaibli. Vous parlez à bon droit de garanties contre le retour de rêves malsains ; mais quelle garantie vaudrait celle de l'Europe, consacrant de nouveau les frontières actuelles et interdisant à qui que ce soit de songer à déplacer les bornes fixées par les anciens traités ? Toute autre solution laissera la porte ouverte à des vengeances sans fin. Que l'Europe fasse cela, et elle aura posé pour l'avenir le germe de la plus féconde institution, je veux dire d'une autorité centrale, sorte de congrès des États-Unis d'Europe, jugeant les nations, s'imposant à elles, et corrigeant le principe des nationalités par le principe de fédération. Jusqu'à nos jours, cette force centrale de la communauté européenne ne s'est guère montrée en exercice que dans des coalitions passagères contre le peuple qui aspirait à une domination universelle ; il serait bon qu'une sorte de coalition permanente et préventive se formât pour le maintien des grands intérêts communs, qui sont après tout ceux de la raison et de la civilisation.

Le principe de la fédération européenne peut ainsi offrir une base de médiation semblable à celle que l'Église offrait au Moyen Âge. On est parfois tenté de prêter un rôle analogue aux tendances démocratiques et à l'importance que prennent de nos jours les problèmes sociaux. Le mouvement de l'histoire contemporaine est une sorte de balancement entre les questions patriotiques d'une part, les questions démocratiques et sociales de l'autre. Ces derniers problèmes ont un côté de légitimité et seront peut-être, en un sens, la grande pacification de l'avenir. Il est certain que le parti démocratique, malgré ses aberrations, agite des problèmes supérieurs à la patrie : les sectaires de ce parti se donnent la main par-dessus toutes les divisions de nationalité et professent une grande indifférence pour les

questions de point d'honneur, qui touchent surtout la noblesse et les militaires. Les milliers de pauvres gens qui en ce moment s'entre-tuent pour une cause qu'ils ne comprennent qu'à demi ne se haïssent pas ; ils ont des besoins, des intérêts communs. Qu'un jour ils arrivent à s'entendre et à se donner la main malgré leurs chefs, c'est là un rêve sans doute ; on peut cependant entrevoir plus d'un biais par où la politique à outrance de la Prusse pourra servir à l'avènement d'idées qu'elle ne soupçonne pas. Il paraît difficile que cette fureur d'une poignée d'hommes, reste des vieilles aristocraties, mène longtemps à l'égorgement des masses de populations douces, arrivées à une conscience démocratique assez avancée et plus ou moins imbues d'idées économiques (pour eux saintes) dont le propre est justement de ne pas tenir compte des rivalités nationales.

Ah ! cher maître, que Jésus a bien fait de fonder le royaume de Dieu, un monde supérieur à la haine, à la jalousie, à l'orgueil, où le plus estimé est, non pas, comme dans les tristes temps que nous traversons, celui qui fait le plus de mal, celui qui frappe, tue, insulte, celui qui est le plus menteur, le plus déloyal, le plus mal élevé, le plus défiant, le plus perfide, le plus fécond en mauvais procédés, en idées diaboliques, le plus fermé à la pitié, au pardon, celui qui n'a nulle politesse, qui surprend son adversaire, lui joue les plus mauvais tours ; mais celui qui est le plus doux, le plus modeste, le plus éloigné de toute assurance, jactance et dureté, celui qui cède le pas à tout le monde, celui qui se regarde comme le dernier ! La guerre est un tissu de péchés, un état contre nature où l'on recommande de faire comme belle action ce qu'en tout autre temps on commande d'éviter comme vice ou défaut, où c'est un devoir de se réjouir du malheur d'autrui, où celui qui rendrait le bien pour le mal, qui pratiquerait les préceptes évangéliques de pardon des injures, de goût pour l'humiliation, serait absurde et même blâmable. Ce qui fait entrer dans le Walhalla est ce qui exclut du royaume de Dieu. Avez-vous remarqué que ni dans les huit béatitudes, ni dans le sermon sur la montagne, ni dans l'Évangile, ni dans toute la littérature chrétienne primitive, il n'y a pas un mot qui mette les vertus

militaires parmi celles qui gagnent le royaume du ciel ?

Insistons sur ces grands enseignements de paix, qui échappent aux hommes dupes de leur orgueil, entraînés par leur éternel et si peu philosophique oubli de la mort. Personne n'a le droit de se désintéresser des désastres de son pays ; mais le philosophe comme le chrétien a toujours des motifs de vivre. Le royaume de Dieu ne connaît ni vainqueurs ni vaincus ; il consiste dans les joies du cœur, de l'esprit et de l'imagination, que le vaincu goûte plus que le vainqueur, s'il est plus élevé moralement et s'il a plus d'esprit. Votre grand Goethe, votre admirable Fichte ne nous ont-ils pas appris comment on peut mener une vie noble et par conséquent heureuse au milieu de l'abaissement extérieur de sa patrie ? Un motif, du reste, m'inspire un grand repos d'esprit : l'an dernier, lors des élections pour le Corps législatif, je m'offris aux suffrages des électeurs ; je ne fus pas choisi ; mes affiches se voient encore sur les murs des villages de Seine-et-Marne ; on y peut lire : « Pas de révolution, pas de guerre ! Une guerre serait aussi funeste qu'une révolution ! » Pour avoir la conscience tranquille dans des temps comme les nôtres, il faut pouvoir se dire qu'on n'a pas fui systématiquement la vie publique, pas plus qu'on ne l'a recherchée.

Conservez-moi toujours votre amitié, et croyez à mes sentiments les plus élevés.

Paris, 13 septembre 1870.



## NOUVELLE LETTRE A M. STRAUSS

Paris, 15 septembre 1871.

Monsieur et savant maître,

A LA fin de la lettre que vous m'avez adressée par la *Gazette d'Augsbourg*, le 18 août 1870, vous m'invitiez à exposer mes vues sur la situation terrible créée par les derniers événements. Je le fis ; ma réponse à votre lettre parut dans le *Journal des Débats*, le 16 septembre ; la veille, avait été insérée dans le même journal la traduction de votre lettre, telle que nous l'avait envoyée votre excellent interprète français, M. Charles Ritter. Si vous voulez bien réfléchir à l'état de Paris à cette époque, vous reconnaîtrez peut-être que ce journal faisait en cela preuve d'un certain courage. Le siège commença le lendemain, et toute communication entre l'intérieur de Paris et le reste du monde se trouva interrompue pendant cinq mois.

Plusieurs jours après la conclusion de l'armistice au mois de février 1871, j'appris une nouvelle qui me surprit, c'est que, le 2 octobre 1870, vous aviez fait dans la *Gazette d'Augsbourg* une réponse à ma lettre du 16 septembre. Vous ne pensiez pas sans doute que le blocus prussien fût aussi rigoureux qu'il l'était ; car, si vous l'aviez su, il est peu probable que vous m'eussiez adressé une lettre publique que je ne pouvais lire et à laquelle je ne pouvais répondre. Le malentendu en ces matières délicates est facile ; il faut que la personne qu'on a interpellée puisse donner des explications et rectifier, s'il y a lieu, les opinions qu'on lui prête. Dans le cas dont il s'agit, la crainte d'un malentendu n'était pas chimérique. Entre bien des rectifications, en effet,

que j'aurais à faire à votre réponse du 2 octobre, il en est une qui a de l'importance. Trompé par l'expression de « traités de 1814 » que nous employons souvent en France pour désigner l'ensemble des conventions qui fixèrent les limites de la France à la chute du premier Empire, vous avez cru que je demandais après Sedan qu'on revînt sur les cessions de 1815, qu'on nous rendît Sarrelouis et Landau. Je suis fâché d'avoir été présenté par vous au public allemand comme capable d'une telle absurdité. Il me semble que, s'il y a une pensée qui résulte clairement de ce que j'ai écrit sur cette funeste guerre, c'est qu'il fallait s'en tenir aux frontières nationales telles que l'histoire les avait fixées, que toute annexion de pays sans le vœu des populations était une faute et même un crime.

Une circonstance augmenta encore mon chagrin. Peu de jours après que j'eus connu l'existence de votre lettre du 2 octobre, j'appris que la *Gazette d'Augsbourg* n'avait pas inséré la traduction de ma lettre du 16 septembre, si bien que ce journal, après m'avoir invité par votre organe à entrer dans la discussion, après avoir vu le *Journal des Débats*, dont la position était autrement délicate que la sienne, insérer vos pages hautaines sous le coup de l'émeute populaire, refusait de porter au public allemand victorieux les humbles pages où je réclamaï pour ma patrie vaincue un peu de générosité et de pitié. Je sais que vous avez regretté ce procédé ; mais c'est ici que j'admire de quoi est capable votre patriotisme exalté ; car, au lieu de vous retirer d'un débat où la parole était refusée à votre adversaire, vous avez inséré quelques jours après dans cette même *Gazette d'Augsbourg* une réplique à la lettre que vous m'aviez fait écrire et que vous n'aviez pas eu le crédit de faire publier. Voilà, monsieur, où je vois bien la différence entre nos manières de comprendre la vie. La passion qui vous remplit et qui vous semble sainte est capable de vous arracher un acte pénible. Une de nos faiblesses, au contraire, à nous autres Français de la vieille école, est de croire que les délicatesses du galant homme passent avant tout devoir, avant toute passion, avant toute croyance, avant la patrie, avant la religion. Cela nous fait du tort ;

car on ne nous rend pas toujours la pareille, et, comme tous les délicats, nous jouons le rôle de dupes au milieu d'un monde qui ne nous comprend plus.

Il est vrai que vous m'avez fait ensuite un honneur auquel je suis sensible comme je le dois. Vous avez traduit vous-même ma réponse et l'avez réunie dans une brochure à vos deux lettres (1). Vous avez voulu que cette brochure se vendit au profit d'un établissement d'invalides allemands. Dieu me garde de vous faire une chicane au point de vue de la propriété littéraire ! L'œuvre à laquelle vous m'avez fait contribuer est d'ailleurs une œuvre d'humanité, et, si ma chétive prose a pu procurer quelques cigares à ceux qui ont pillé ma petite maison de Sèvres, je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion de conformer ma conduite à quelques-uns des préceptes de Jésus que je crois les plus authentiques. Mais remarquez encore ces nuances légères. Certainement, si vous m'aviez permis de publier un écrit de vous, jamais, au grand jamais, je n'aurais eu l'idée d'en faire une édition au profit de notre hôtel des Invalides. Le but vous entraîne ; la passion vous empêche de voir ces mièvreries de gens blasés que nous appelons le goût et le tact.

Il m'est arrivé depuis un an ce qui arrive toujours à ceux qui prêchent la modération en temps de crise. Les événements ainsi que l'immense majorité de l'opinion m'ont donné tort. Je ne puis vous dire cependant que je sois converti. Attendons dix ou quinze années ; ma conviction est que la partie éclairée de l'Allemagne reconnaîtra alors qu'en lui conseillant d'user doucement de sa victoire je fus son meilleur ami. Je ne crois pas à la durée des choses menées à l'extrême, et je serais bien surpris si une foi aussi absolue en la vertu d'une race que celle que professent M. de Bismarck et M. de Moltke n'aboutissait pas à une déconvenue. L'Allemagne, en se livrant aux hommes d'État et aux hommes de guerre de la Prusse, a monté un cheval fringant, qui la mènera où elle ne veut pas. Vous jouez trop

(1) *Krieg und Friede, zwei Briefe an Ernest Renan, nebst dessen Antwort auf den ersten*, Leipzig, Hirzel, 1870 (N. de l'éd.).

gros jeu. A quoi ressemble votre conduite ? Exactement à celle de la France à l'époque qu'on lui reproche le plus. En 1792, les puissances européennes provoquent la France ; la France bat les puissances, ce qui était bien son droit ; puis elle pousse ses victoires à outrance, en quoi elle avait tort. L'outrance est mauvaise ; l'orgueil est le seul vice qui soit puni en ce monde. Triompher est toujours une faute et en tout cas quelque chose de bien peu philosophique : *Debemur morti nos nostraque*.

Ne vous imaginez pas être plus que d'autres à l'abri de l'erreur. Depuis un an, vos journaux se sont montrés moins ignorants sans doute que les nôtres, mais tout aussi passionnés, tout aussi immoraux, tout aussi aveugles. Ils ne voient pas une montagne qui est devant leurs yeux, l'opposition toujours croissante de la conscience slave à la conscience germanique, opposition qui aboutira à une lutte effroyable. Ils ne voient pas qu'en détruisant le pôle nord d'une pile on détruit le pôle sud, que la solidarité française faisait la solidarité allemande, qu'en mourant la France se vengera et rendra le plus mauvais service à l'Allemagne. L'Allemagne, en d'autres termes, a fait la faute d'écraser son adversaire. Qui n'a pas d'antithèse n'a pas de raison d'être. S'il n'y avait plus d'orthodoxes, ni vous ni moi n'existerions : nous serions en face d'un stupide matérialisme vulgaire qui nous tuerait bien mieux que les théologiens. L'Allemagne s'est comportée avec la France comme si elle ne devait jamais avoir d'autre ennemi. Or le précepte du vieux sage : *Ama tanquam osurus*, doit aujourd'hui être retourné ; il faut haïr comme si l'on devait un jour être l'allié de celui qu'on hait ; on ne sait pas de qui on devra quelque jour rechercher l'amitié.

Il ne sert de rien de dire qu'il y a soixante et soixantedix ans nous avons agi exactement de la même manière, qu'alors nous avons fait en Europe la guerre de pillage, de massacre et de conquête que nous reprochons aux Allemands de 1870. Ces méfaits du premier Empire, nous les avons toujours blâmés ; ils sont l'œuvre d'une génération avec laquelle nous avons peu de chose de commun et dont la gloire n'est plus la nôtre. A tort évidemment, nous

nous étions habitués à croire que le *xix<sup>e</sup>* siècle avait inauguré une ère de civilisation, de paix, d'industrie, de souveraineté des populations. « Comment, dit-on, traitez-vous de crimes et de hontes des cessions d'âmes auxquelles ont autrefois consenti des races aussi nobles que la vôtre et dont vous-mêmes avez profité ? » — Distinguons les dates. Le droit d'autrefois n'est pas le droit d'aujourd'hui. Le sentiment des nationalités n'a pas cent ans. Frédéric II n'était pas plus mauvais Allemand dans son dédain pour la langue et la littérature allemandes que Voltaire n'était mauvais Français en se réjouissant de l'issue de la bataille de Rosbach. Une cession de province n'était alors qu'une translation de biens immeubles d'un prince à un prince ; les peuples y restaient le plus souvent indifférents. Cette conscience des peuples, nous l'avons créée dans le monde par notre Révolution ; nous l'avons donnée à ceux que nous avons combattus et souvent injustement combattus ; elle est notre dogme. Voilà pourquoi nous autres libéraux français étions pour les Vénitiens, pour les Milanais contre l'Autriche ; pour la Bohême, pour la Hongrie contre la centralisation viennoise ; pour la Pologne contre la Russie ; pour les Grecs et les Slaves de Turquie contre les Turcs. Il y avait protestation de la part de Milan, de Venise, de la Bohême, de la Hongrie, de la Pologne, des Grecs et des Slaves de Turquie, cela nous suffisait. Nous étions également pour les Romagnols contre le pape, ou plutôt contre la contrainte étrangère qui les maintenait malgré eux sujets du pape ; car nous ne pouvions admettre qu'une population soit confisquée contre son gré au profit d'une idée religieuse qui prétend qu'elle a besoin d'un territoire pour vivre. Dans la guerre de la sécession d'Amérique, beaucoup de bons esprits, tout en étant peu sympathiques aux États du Sud, ne purent se décider à leur dénier le droit de se retirer d'une association dont ils ne voulaient plus faire partie, du moment qu'ils eurent prouvé par de rudes sacrifices que leur volonté à cet égard était sérieuse.

Cette règle de politique n'a rien de profond ni de transcendant ; mais il faut se garder, à force d'érudition et de métaphysique, de n'être plus juste ni humain. La



guerre sera sans fin si l'on n'admet des prescriptions pour les violences du passé. La Lorraine a fait partie de l'empire germanique, sans aucun doute ; mais la Hollande, la Suisse, l'Italie même, jusqu'à Bénévent, et, en remontant au delà du traité de Verdun, la France entière, en y comprenant même la Catalogne, en ont aussi fait partie. — L'Alsace est maintenant un pays germanique de langue et de race ; mais, avant d'être envahie par la race germanique, l'Alsace était un pays celtique, ainsi qu'une partie de l'Allemagne du Sud. Nous ne concluons pas de là que l'Allemagne du Sud doive être française, mais qu'on ne vienne pas non plus soutenir que, par droit ancien, Metz et Luxembourg doivent être allemands. Nul ne peut dire où cette archéologie s'arrêterait. Presque partout où les patriotes fougueux de l'Allemagne réclament un droit germanique, nous pourrions réclamer un droit celtique antérieur, et, avant la période celtique, il y avait, dit-on, les Allophyles, les Finnois, les Lapons ; et avant les Lapons, il y eut les hommes des cavernes ; et avant les hommes des cavernes, il y eut les orangs-outans. Avec cette philosophie de l'histoire, il n'y aura de légitime dans le monde que le droit des orangs-outans, injustement dépossédés par la perfidie des civilisés.

Soyons moins absolus ; à côté du droit des morts, admettons pour une petite part le droit des vivants. Le traité de 843, pacte conclu entre trois chefs barbares qui assurément ne se préoccupèrent dans le partage que de leurs convenances personnelles, ne saurait être une base éternelle de droit national. Le mariage de Marie de Bourgogne avec Maximilien ne saurait s'imposer à jamais à la volonté des peuples. Il est impossible d'admettre que l'humanité soit liée pour des siècles indéfinis par les mariages, les batailles, les traités des créatures bornées, ignorantes, égoïstes, qui, au Moyen Âge, tenaient la tête des affaires de ce bas monde. Ceux de vos historiens, comme Ranke, Sybel, qui ne voient dans l'histoire que le tableau des ambitions princières et des intrigues diplomatiques, pour lesquels une province se résume en la dynastie, souvent étrangère, qui l'a possédée, sont aussi peu philosophes que

la naïve école qui veut que la Révolution française ait marqué une ère absolument nouvelle dans l'histoire. Un moyen terme entre ces extrêmes nous paraît seul pratique. Certes, nous repoussons comme une erreur de fait fondamentale l'égalité des individus humains et l'égalité des races ; les parties élevées de l'humanité doivent dominer les parties basses ; la société humaine est un édifice à plusieurs étages, où doit régner la douceur, la bonté (l'homme y est tenu même envers les animaux), non l'égalité. Mais les nations européennes telles que les a faites l'histoire sont les pairs d'un grand sénat où chaque membre est inviolable. L'Europe est une confédération d'États réunis par l'idée commune de la civilisation. L'individualité de chaque nation est constituée sans doute par la race, la langue, l'histoire, la religion, mais aussi par quelque chose de beaucoup plus tangible, par le consentement actuel, par la volonté qu'ont les différentes provinces d'un État de vivre ensemble. Avant la malheureuse annexion de Nice, pas un canton de France ne voulait se séparer de la France ; cela suffisait pour qu'il y eût crime européen à démembrer la France, quoique la France ne soit une ni de langue ni de race. Au contraire, des parties de la Belgique et de la Suisse, et jusqu'à un certain point les îles de la Manche, quoique parlant français, ne désirent nullement appartenir à la France ; cela suffit pour qu'il fût criminel de chercher à les y annexer par la force. L'Alsace est allemande de langue et de race ; mais elle ne désire pas faire partie de l'État allemand ; cela tranche la question. On parle du droit de la France, du droit de l'Allemagne. Ces abstractions nous touchent beaucoup moins que le droit qu'ont les Alsaciens, êtres vivants en chair et en os, de n'obéir qu'à un pouvoir consenti par eux.

Ne blâmez donc pas notre école libérale française de regarder comme une sorte de droit divin le droit qu'ont les populations de n'être pas transférées sans leur consentement. Pour ceux qui comme nous n'admettent plus le principe dynastique qui fait consister l'unité d'un État dans les droits personnels du souverain, il n'y a plus d'autre droit des gens que celui-là. De même qu'une nation légi-

timiste se fait hacher pour sa dynastie, de même nous sommes obligés de faire les derniers sacrifices pour que ceux qui étaient liés à nous par un pacte de vie et de mort ne souffrent pas violence. Nous n'admettons pas les cessions d'âmes ; si les territoires à céder étaient déserts, rien de mieux ; mais les hommes qui les habitent sont des créatures libres, et notre devoir est de les faire respecter.

Notre politique, c'est la politique du droit des nations ; la vôtre, c'est la politique des races : nous croyons que la nôtre vaut mieux. La division trop accusée de l'humanité en races, outre qu'elle repose sur une erreur scientifique, très peu de pays possédant une race vraiment pure, ne peut mener qu'à des guerres d'extermination, à des guerres « zoologiques », permettez-moi de le dire, analogues à celles que les diverses espèces de rongeurs ou de carnassiers se livrent pour la vie. Ce serait la fin de ce mélange fécond, composé d'éléments nombreux et tous nécessaires, qui s'appelle l'humanité. Vous avez levé dans le monde le drapeau de la politique ethnographique et archéologique en place de la politique libérale ; cette politique vous sera fatale. La philologie comparée, que vous avez créée et que vous avez transportée à tort sur le terrain de la politique, vous jouera de mauvais tours. Les Slaves s'y passionnent ; chaque maître d'école slave est pour vous un ennemi, un termite qui ruine votre maison. Comment pouvez-vous croire que les Slaves ne vous feront pas ce que vous faites aux autres, eux qui en toute chose marchent après vous, suivent vos traces pas pour pas ? Chaque affirmation du germanisme est une affirmation du slavisme ; chaque mouvement de concentration de votre part est un mouvement qui « précipite » le Slave, le dégage, le fait être séparé rent. Un coup d'œil sur les affaires d'Autriche montre cela avec évidence. Le Slave, dans cinquante ans, saura que c'est vous qui avez fait son nom synonyme d'« esclave » ; il verra cette longue exploitation historique de sa race par la vôtre, et le nombre des Slaves est double du vôtre, et le Slave, comme le dragon de l'Apocalypse, dont la queue balaye la troisième partie des étoiles, traînera un jour après lui le troupeau

de l'Asie centrale, l'ancienne clientèle des Gengis Khan et des Tame lan. Combien il eût mieux valu vous réserver pour ce jour-là l'appel à la raison, à la moralité, à des amitiés de principe ! Songez quel poids pèsera dans la balance du monde le jour où la Bohême, la Moravie, la Croatie, la Serbie, toutes les populations slaves de l'Empire ottoman, sûrement destinées à l'affranchissement, races héroïques encore, toutes militaires et qui n'ont besoin que d'être commandées, se grouperont autour de ce grand conglomérat moscovite, qui englobe déjà dans une gangue slave tant d'éléments divers, et qui paraît bien le noyau désigné de la future unité slave, de même que la Macédoine, à peine grecque, le Piémont, à peine italien, la Prusse, à peine allemande, ont été le centre de formation de l'unité grecque, de l'unité italienne, de l'unité allemande. Et vous êtes trop sages pour compter sur la reconnaissance que vous doit la Russie. Une des causes secrètes de la mauvaise humeur de la Prusse contre nous est de nous devoir une partie de sa culture. Une des blessures des Russes sera un jour d'avoir été civilisés par les Allemands. Ils le nieront, mais se l'avoueront tout en le niant, et ce souvenir les exaspérera. L'Académie de Saint-Pétersbourg en voudra un jour autant à celle de Berlin, pour avoir été tout allemande, que celle de Berlin nous en veut pour avoir été autrefois à moitié française. Notre siècle est le siècle du triomphe du serf sur son maître ; le Slave a été et à quelques égards est encore votre serf.

Or, le jour de la conquête slave, nous vaudrons plus que vous, de même qu'Athènes sous l'Empire romain eut un rôle brillant encore, tandis que Sparte n'en eut plus.

Défiez-vous donc de l'ethnographie, ou plutôt ne l'appliquez pas trop à la politique. Sous prétexte d'une étymologie germanique, vous prenez pour la Prusse tel village de Lorraine. Les noms de Vienne (*Vindobona*), de Worms (*Borbitomagus*), de Mayence (*Moguntiacum*) sont gaulois ; nous ne vous réclamerons jamais ces villes ; mais, si un jour les Slaves viennent revendiquer la Prusse proprement dite, la Poméranie, la Silésie, Berlin, par la



raison que tous ces noms sont slaves, s'ils font sur l'Elbe et sur l'Oder ce que vous avez fait sur la Moselle, s'ils pointent sur la carte les villages obotrites ou vélatabes, qu'aurez-vous à dire ? Nation n'est pas synonyme de race. La petite Suisse, si solidement bâtie, compte trois langues, trois ou quatre races, deux religions. Une nation est une grande association séculaire (non pas éternelle) entre des provinces en partie congénères formant noyau, et autour desquelles se groupent d'autres provinces liées les unes aux autres par des intérêts communs ou par d'anciens faits acceptés et devenus des intérêts. L'Angleterre, qui est la plus parfaite des nations, est la plus mêlée, au point de vue de l'ethnographie et de l'histoire. Bretons purs, Bretons romanisés, Irlandais, Calédoniens, Anglo-Saxons, Danois, Normands purs, Normands francisés, tout s'y est confondu.

Et j'ose dire qu'aucune nation n'aura tant à souffrir de cette fausse manière de raisonner que l'Allemagne. Vous savez mieux que moi que ce qui marqua le grand règne de la race germanique dans le monde, du <sup>v</sup><sup>e</sup> au <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle, ce fut moins d'occuper à l'état de population compacte de vastes pays contigus que d'essaimer l'Europe et d'y introduire un nouveau principe d'autorité. Pendant que le germanisme était maître de tout l'Occident, la Germanie proprement dite avait peu de corps. Les Slaves venaient jusqu'à l'Elbe, le vieux fond gaulois persistait ; si bien que l'Empire germanique n'était en partie qu'une féodalité germanique régnant sur un fond slave et gaulois. Prenez garde, en ce siècle de la résurrection des morts, il pourrait se passer d'étranges choses. Si l'Allemagne s'abandonne à un sentiment trop exclusivement national, elle verra se rétrécir d'autant la zone de son rayonnement moral. La Bohême, qui était à demi digérée par le germanisme, vous échappe, comme une proie déjà avalée par un serpent boa, qui ressusciterait dans l'œsophage du monstre et ferait des efforts désespérés pour en sortir. Je veux croire que la conscience slave est morte en Silésie ; mais vous n'assimilerez pas Posen. Ces opérations veulent être enlevées d'emblée, pendant que le patient dort ; s'il



vient à se réveiller, on ne les reprend plus. Une suspicion universelle contre votre puissance d'assimilation, contre vos écoles, va se répandre. Un vaste effort pour écarter vos nationaux, que l'on envisagera comme les avant-coureurs de vos armées, sera pour longtemps à l'ordre du jour. L'infiltration silencieuse de vos émigrants dans les grandes villes, qui était devenue un des faits sociaux les plus importants et les plus bienfaisants de notre siècle, va être bien diminuée. L'Allemand, ayant dévoilé ses appétits conquérants, ne s'avancera plus qu'en conquérant. Sous l'extérieur le plus pacifique, on verra un ennemi cherchant à s'impatroniser chez autrui. Croyez-moi, ce que vous avez perdu est faiblement compensé par les cinq milliards que vous avez gagnés.

Chacun doit se défier de ce qu'il y a d'exclusif et d'absolu dans son esprit. Ne nous imaginons jamais avoir tellement raison que nos adversaires aient complètement tort. Le Père céleste fait lever son soleil avec une bienveillance égale sur les spectacles les plus divers. Ce que nous croyons mauvais est souvent utile et nécessaire. Pour moi, je m'irriterais d'un monde où tous mèneraient le même genre de vie que moi. Comme vous, je me suis imposé, en qualité d'ancien clerc, d'observer strictement l'adieu des mœurs, mais je serais désolé qu'il n'y eût pas des gens du monde pour représenter une vie plus libre. Je ne suis pas riche, mais je ne pourrais guère vivre dans une société où il n'y aurait pas de gens riches. Je ne suis pas catholique, mais je suis bien aise qu'il y ait des catholiques, des sœurs de charité, des curés de campagne, des carmélites, et il dépendrait de moi de supprimer tout cela que je ne le ferais pas. De même, vous autres Allemands, supportez ce qui ne vous ressemble pas ; si tout le monde était fait à votre image, le monde serait peut-être un peu morne et ennuyeux ; vos femmes elles-mêmes supportent avec peine cette austérité trop virile. Cet univers est un spectacle qu'un dieu se donne à lui-même. Servons les intentions du grand chorège en contribuant à rendre le spectacle aussi brillant, aussi varié que possible.

Votre race germanique a toujours l'air de croire au

Walhalla ; mais le Walhalla ne sera jamais le royaume de Dieu. Avec cet éclat militaire, l'Allemagne risque de manquer sa vraie vocation. Reprenons tous ensemble les grands et vrais problèmes, les problèmes sociaux, qui se résument ainsi : trouver une organisation rationnelle et aussi juste que possible de l'humanité. Ces problèmes ont été posés par la France en 1789 et en 1848 ; mais en général celui qui pose les problèmes n'est pas celui qui les résout. La France les attaqua d'une façon trop simple ; elle crut avoir trouvé une issue par la démocratie pure, par le suffrage universel et par des rêves d'organisation communiste du travail. Les deux tentatives ont échoué, et ce double échec a été la cause de réactions fâcheuses, pour lesquelles il convient d'être indulgent, si l'on songe que l'initiative en pareille matière a bien quelque mérite. Attaquez à votre tour ces problèmes. Créez à l'homme en dehors de l'État et par delà la famille une association qui l'élève, le soutienne, le corrige, l'assiste, le rende heureux, ce que fut l'Église et ce qu'elle n'est plus. Réformez l'Église, ou substituez-y quelque chose. L'excès du patriotisme nuit à ces œuvres universelles dont la base est le mot de saint Paul : *Non est Judaeus neque Graecus*. C'est justement parce que vos grands hommes d'il y a quatre-vingts ans n'étaient pas trop patriotes qu'ils ouvrirent cette large voie, où nous sommes leurs disciples. Je crains que votre génération ultra-patriotique, en repoussant tout ce qui n'est pas germanique pur, ne se prépare un auditoire beaucoup plus restreint. Jésus et les fondateurs du christianisme n'étaient pas des Allemands. Saint Boniface, les Irlandais qui vous ont appris à écrire du temps des Carlovingiens, les Italiens, qui ont été deux ou trois fois nos maîtres à tous, n'étaient pas des Allemands. Votre Goethe reconnaissait devoir quelque chose à cette France « corrompue » de Voltaire, de Diderot. Laissons ces fanatismes étroits aux régions inférieures de l'opinion. Permettez-moi de vous le dire : vous avez déchu. Vous avez été plus étroitement patriotes que nous. Chez nous, quelques hommes supérieurs ont trouvé dans leur philosophie le calme et l'impartialité ; chez vous,

je ne connais personne, en dehors du parti démocratique, qui n'ait été ébranlé dans la froideur de ses jugements, qui n'ait été une fois injuste, qui n'ait recommandé de faire dans l'ordre des relations nationales ce qui eût été une honte selon les principes de la morale privée.

Mais je m'arrête ; on est aujourd'hui trop naïf à parler de modération, de justice, de fraternité, de la reconnaissance et des égards que les peuples se doivent entre eux. La conduite que vous allez être forcés de tenir dans les provinces annexées malgré elles achèvera de vous démoraliser. Vous allez être obligés de donner un démenti à tous vos principes, de traiter en criminels des hommes que vous devrez estimer, des hommes qui n'auront fait autre chose que ce que vous fîtes si noblement après Iéna ; toutes les idées morales vont être perverties. Notre système d'équilibre et d'amphictyonie européenne va être renvoyé au pays des chimères ; nos thèses libérales vont devenir un jargon vieilli. Par le fait des hommes d'État prussiens, la France d'ici longtemps n'aura plus qu'un objectif : reconquérir les provinces perdues. Attiser la haine toujours croissante des Slaves contre les Allemands, favoriser le panslavisme, servir sans réserve toutes les ambitions russes, faire miroiter aux yeux du parti catholique répandu partout le rétablissement du pape à Rome ; à l'intérieur, s'abandonner au parti légitimiste et clérical de l'Ouest, qui seul possède un fanatisme intense, voilà la politique que commande une telle situation. C'est justement l'inverse de ce que nous avons rêvé. On ne sert pas tour à tour deux causes opposées : ce n'est pas nous qui conseillerons la destruction de ce que nous avons aimé, qui donnerons un plan pour trafiquer habilement de la question romaine, qui deviendrons russes et papistes, qui recommanderons la défiance et la malveillance envers les étrangers ; mais que voulez-vous ! nous serions coupables, d'un autre côté, si nous cherchions, en conseillant encore des poursuites généreuses et désintéressées, à empêcher le pays d'écouter la voix de deux millions de Français qui réclament l'aide de leur ancienne patrie.

La France est en train de dire comme votre Herwegh : « Assez d'amour comme cela ; essayons maintenant de la haine. » Je ne la suivrai pas dans cette expérience nouvelle, et l'on peut, au reste, douter qu'elle réussisse ; la résolution que la France tient le moins est celle de haïr. En tout cas, la vie est trop courte pour qu'il soit sage de perdre son temps et d'user sa force à un jeu si misérable. J'ai travaillé dans mon humble sphère à l'amitié de la France et de l'Allemagne ; si c'est maintenant « le temps de cesser les baisers », comme dit l'Ecclésiaste, je me retire. Je ne conseillerai pas la haine, après avoir conseillé l'amour ; je me tairai. Apre et orgueilleuse est cette vertu germanique, qui nous punit, comme Prométhée, de nos téméraires essais, de notre folle « philanthropie (1) ». Mais nous pouvons dire avec le grand vaincu : « Jupiter, malgré tout son orgueil, ferait bien d'être humble. Maintenant, puisqu'il est vainqueur, qu'il trône à son aise, se fiant au bruit de son tonnerre et secouant dans sa main son dard au souffle de feu. Tout cela ne le préservera pas un jour de tomber ignominieusement d'une chute horrible. Je le vois se créer lui-même son ennemi, monstre très difficile à combattre, qui trouvera une flamme supérieure à la foudre, un bruit supérieur au tonnerre. Vaincu alors, il comprendra par son expérience combien il est différent de régner ou de servir (2). »

Croyez, monsieur et illustre maître, à mes sentiments les plus élevés.

(1) Eschyle, *Prométhée enchaîné*, vers 111. (N. de l'éd.)

(2) Idem, *ibidem*, vers 907 ss. (N. de l'éd.)

## DE LA CONVOCATION D'UNE ASSEMBLÉE PENDANT LE SIÈGE

**P**ROFONDÉMENT convaincu de ce principe qu'une force organisée et disciplinée l'emporte toujours sur une force non organisée et indisciplinée, je n'eus jamais d'espoir dans les efforts tentés pour continuer la lutte après le 4 Septembre. Au mois de novembre, j'insérai dans le *Journal des Débats* les trois articles que voici :

1<sup>er</sup> ARTICLE. — 10 NOVEMBRE 1870.

L'étrange situation où nous sommes a cela de particulier que la volonté de la France est devenue tout à fait obscure, et que l'unité même de la conscience française est gravement mise en péril. Le gouvernement de la défense nationale, sorti d'une révolution qui, comme la plupart des révolutions et des coups d'État, fut une erreur politique, n'a jamais été, à beaucoup près, aussi pleinement accepté que les gouvernements issus des Révolutions de 1830 et de 1848. Les portions conservatrices du pays n'y ont adhéré qu'à demi ; les partis dits avancés l'ont à peine reconnu ; l'Ouest, le Midi ont montré un esprit d'indépendance qui n'a surpris que les observateurs inattentifs ; à l'heure qu'il est, Lyon, Marseille, Bordeaux sont des communes révolutionnaires, admettant à peine avec le gouvernement de Paris un lien fédéral. Cela devait être. Composé uniquement de membres de la députation pari-



sienne et de personnes appartenant au parti républicain, le gouvernement de la défense nationale ne pouvait avoir la prétention d'être la large expression de la France entière ; il aurait fallu pour cela que, dès son premier jour, il eût admis parmi ses membres des députés de province et qu'il eût groupé autour de lui les hommes éminents de tous les partis. Ce gouvernement, qui, malgré le défaut de son origine, compte dans son sein tant de personnes sages, courageuses et dignes d'estime, avoue, du reste, son vice fondamental avec une franchise qui l'honore : « Le lendemain du jour où le gouvernement impérial s'est abîmé, les hommes que la nécessité a investis du pouvoir ont proposé la paix, et, pour en régler les conditions, ils ont proposé une trêve indispensable à la constitution d'une représentation nationale. Désireux avant tout de s'effacer devant les mandataires du pays et d'arriver par eux à une paix honorable, ils ont voulu que la France pût réunir ses députés pour délibérer sur la paix ; ils ont cherché les combinaisons pouvant permettre à la France d'exprimer sa volonté. »

Ainsi parle avec une haute raison M. Jules Favre. Ajoutons que ce gouvernement, si partiel, si incomplètement accepté, a le pire défaut que puisse avoir un gouvernement : il ne communique pas avec les pays qu'il gouverne. La fausse situation du pouvoir établi à l'Hôtel de Ville se montre ici dans tout son jour. Dominé par les nécessités de son origine toute parisienne, il n'a pas osé quitter Paris au moment de l'investissement, ainsi que la logique l'aurait voulu. Il est tout à fait contre nature que le gouvernement central d'un grand pays soit assiégé. Trop sensé pour ne pas voir ce qu'une telle situation avait de faible, le gouvernement de la défense nationale a tâché avec beaucoup de bonne foi de procurer la réunion d'une assemblée investie des pleins pouvoirs du pays.

Une idée paraît avoir préoccupé le gouvernement et une partie du public, c'est que, pour la réunion d'une telle assemblée, un armistice était nécessaire. De là ces tentatives de Ferrières, noblement conçues et noblement ra-

contées ; de là ces essais des puissances neutres provoqués et secondés avec tant de patriotisme et d'élévation d'âme par M. Thiers. Toute espérance de voir conclure un pareil arrangement semble perdue ; mais il est permis de se demander si l'on ne s'était pas exagéré la nécessité de la convention militaire qu'on a poursuivie avec tant de suite et d'insistance. Fallait-il réellement, pour réunir une assemblée nationale, la permission de l'ennemi ? N'y avait-il pas, au contraire, quelque chose de profondément institutionnel, quelque chose de très humiliant et qui même viciait le fond de l'acte électoral, à exécuter l'opération essentielle de la vie politique de la nation grâce à une cédula délivrée par l'ennemi et sous sa surveillance ? Les difficultés soulevées par la Prusse à propos du vote en certaines portions du territoire envahi, qu'elle prétend garder après la paix, avaient quelque chose d'assez conséquent. Il n'est pas naturel qu'un acte de haute hostilité contre la Prusse s'accomplisse sous les yeux d'une sentinelle prussienne. C'est malgré la Prusse et non avec l'agrément de la Prusse que l'Alsace et la Lorraine doivent choisir leurs délégués. Ce choix sera sans aucun doute une protestation contre les projets hautement annoncés par le parti allemand exalté ; une telle protestation n'aurait pas toute sa force si elle avait lieu par suite d'une concession gracieuse de l'ennemi.

Un formalisme méticuleux a pu seul nous faire croire qu'une très sérieuse représentation de la volonté nationale ne pouvait se faire sans que l'ennemi s'y prêtât. L'histoire nous montre au contraire les vrais représentants d'un esprit national naissant sous la pression de l'ennemi. Assurément, pour que les opérations électorales pussent avoir lieu avec les formalités ordinaires, il faudrait que, dans les parties envahies du territoire, le gouvernement prussien y consentît. Ces formalités ont quelque chose de solennel ; un acte public de haute liberté et même de souveraineté ne saurait être accompli en présence de l'ennemi. Mais, dans un moment de suprême nécessité, les formes peuvent être simplifiées. Il faut songer que les trois quarts de la France n'ont pas été atteints par les

armées allemandes. Dans ces régions, les élections pourraient se faire selon les règles accoutumées. Dans les départements envahis même, un grand nombre de communes pourraient procéder à des scrutins réguliers. Restent les pays écrasés par les armées étrangères et où tout acte de vie politique est impossible. Dans ces pays, l'opinion publique devrait se faire jour d'une façon irrégulière, mais qui n'en serait peut-être que plus sincère, surtout si l'opération se faisait très rapidement. Il n'est pas admissible que la France se prive d'une fonction essentielle de sa vie nationale, parce qu'elle ne peut l'accomplir avec l'appareil ordinaire et d'une manière uniforme dans toutes les parties du territoire.

La difficulté serait grande si l'on voulait former de la sorte une assemblée de sept ou huit cents membres au scrutin de liste. Une telle élection exigerait un état calme, un pays libre. L'ennemi nous accordât-il toutes les facilités possibles, le gouvernement prussien voulût-il bien s'interdire toute ingérence dans les opérations de scrutin, on peut trouver qu'une élection ainsi accomplie serait sans dignité et sans légitimité. Mais ce n'est pas une assemblée nombreuse qu'il nous faut à l'heure présente ; ce qu'il nous faut, c'est une délégation exécutive des départements, délégation rapidement formée et promptement rassemblée à Tours ou dans une ville derrière la Loire. Ce qu'il faut, c'est que chaque département, dans huit ou dix jours, ait fait choix d'un délégué muni de ses pleins pouvoirs. Ces délégués, joints aux membres de la fraction du gouvernement résidant à Tours, formeraient une réunion d'une centaine de personnes. Cette réunion se mettrait en rapport, autant qu'il serait possible, avec le gouvernement de Paris ; elle serait investie de tous les droits de la souveraineté nationale ; elle déciderait de la continuation de la guerre ou de la conclusion de la paix. En recevant ses ordres et en les exécutant, nous aurions la certitude d'accomplir un devoir et de nous conformer à la volonté de la France, soit qu'elle nous commandât de nous imposer de nouveaux sacrifices, soit qu'elle nous enjoignît de subir pour elle une cruelle humiliation.

Si l'heure de la paix est venue, un tel gouvernement pourrait la conclure. Nous doutons que le gouvernement de Paris le puisse. On porte toujours les attaches de son point de départ. Un gouvernement qui doit compter sans cesse avec les journaux et les clubs, un gouvernement fondé sur la popularité et obligé de ménager les erreurs qu'impliquent presque toujours les opinions tranchées, ne peut manquer de faire des fautes. Le gouvernement de la défense nationale a su traverser des moments fort difficiles ; mais il n'a pu se défendre d'afficher un programme conforme à ce ton d'assurance, de fierté, de déclamation, qu'aime le peuple. Il a dit imprudemment : « Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses. » Or de très bons patriotes, qui ne consentiraient jamais à condamner des millions de Français à un sort qui leur répugne, peuvent accepter un système de neutralisation où le droit des populations soit suffisamment garanti. Le gouvernement de la défense nationale, en outre, a fait comme tous les gouvernements mis en présence d'une grande fièvre populaire : le plus innocemment du monde, il a contribué à nourrir des illusions ; il a pactisé avec certaines erreurs du public. Aujourd'hui, cela lui coupe à peu près la retraite. Nous doutons qu'il puisse être le gouvernement de la paix. Le péché originel de toute institution démocratique, ce sont les sacrifices qu'on est obligé de faire à l'esprit superficiel de la foule. Comment détruire des espérances qu'on a entretenues, déclarer sans issue une situation qu'on a laissé croire brillante ou assez bonne ? Ajoutons qu'un gouvernement qui ne représente que très imparfaitement la France, un gouvernement assiégé et dont les communications sont coupées avec le pays, ne peut guère traiter pour le pays. Si Paris doit se rendre, il faut que la capitulation lui soit commandée. Si la guerre doit être continuée, il est plus nécessaire encore que nous sachions si la prolongation de la lutte est voulue par le pays entier, et si nous ne lui imposons pas une épreuve au-dessus de ses forces.

On arrive ainsi par toutes les voies à reconnaître la nécessité de constituer une délégation provinciale, dépositaire de la souveraineté de la France, et qui puisse être

réunie sans qu'on ait à demander aucune permission à l'ennemi. Il est fâcheux que cette délégation ne se soit pas formée spontanément. Si la France avait eu des états provinciaux ou des conseils généraux sérieux et capables de grande politique qui eussent constitué cette délégation, combien nous serions près du salut ! Un scrutin rapide, et, partout où le scrutin n'est pas possible, une interprétation sagace de l'opinion publique, faite par les citoyens les plus estimés et les plus éclairés, voilà la planche de salut. Le noyau de la délégation, une fois formé par les élus des scrutins réguliers, jugerait les nominations moins régulières et au besoin y suppléerait. L'impartialité serait facile dans les terribles circonstances où nous sommes, surtout si l'on songe qu'une telle délégation aurait un caractère essentiellement temporaire, qu'elle ne traiterait aucune question de politique engageant l'avenir, que ses pouvoirs cesseraient au moment de l'évacuation du territoire, par la nomination régulière d'une constituante.

L'unité de la France est menacée ; la tête, le cœur ne renvoient plus, ne reçoivent plus la vie. Défendons de toutes nos forces cette grande conscience française qui a été un si bel instrument de civilisation, et qui menace de s'éteindre. Défendons-la par une résistance énergique qui, même vaincue, sera notre sauvegarde dans l'avenir ; défendons-la aussi en maintenant l'entente et la solidarité des parties de la nation. Que le gouvernement invite par un décret chaque département à faire sa délégation dans le plus bref délai, qu'il indique le lieu de la réunion, et la France aura une représentation centrale sans avoir la honte de la devoir à une concession de l'ennemi. Ajoutons que peut-être elle n'en aura jamais eu de meilleure. Le mandat sera trop triste pour que personne ait le courage de le briguer ; les circonstances sont trop solennelles pour laisser une place aux petites intrigues et aux chétives récriminations.



II<sup>e</sup> ARTICLE. — 13 NOVEMBRE 1870.

En insistant sur la nécessité d'organiser le plus tôt possible une représentation du pays, nous n'avons pas prétendu indiquer en détail les voies et moyens de la constituer. Nous croyons une telle opération difficile ; nous ne la croyons pas impossible ; nous nous fions à la sagesse du gouvernement de la défense nationale pour le choix des meilleures manières d'y procéder. Deux points seulement sont arrêtés dans notre esprit : le premier, auquel nous tenons absolument, c'est qu'une assemblée est indispensable pour sauver la nation ; le second, de bien moindre importance, c'est que l'assemblée réunie pour continuer la guerre ou faire la paix doit être distincte de l'assemblée constituante qui réglera nos futures destinées politiques. Une constituante ne peut être nommée qu'en un temps de calme relatif, après de mûres discussions, par des scrutins uniformes et strictement contrôlés. Un pareil acte électoral nous paraît impraticable durant la crise que nous traversons ; les pays envahis n'y pourraient prendre part, à moins d'une convention avec les Prussiens, dont il vaut mieux se passer. Une constituante est, d'après les idées françaises (en ceci du reste fort critiquables), une assemblée nombreuse. Peut-être une assemblée nombreuse remplirait-elle assez mal le mandat douloureux et terrible dont il s'agit à l'heure où nous sommes. Enfin une constituante est une assemblée essentiellement politique. Dans celle qui décidera de notre avenir, les partis peuvent être profondément divisés. Au contraire, l'assemblée qu'il faut élire en ce moment devra être placée au-dessus de toutes les divisions de partis ; elle devra presque les ignorer ; elle ne songera qu'à une seule chose, tirer la France de l'horrible situation où l'ont plongée quelques erreurs fondamentales et persistantes en fait de philosophie politique. Les personnes qui veulent la réunion immédiate d'une assemblée constituante s'inquiètent avec raison des réunions électorales, des pro-

fessions de foi, de la confection des listes, de la libre circulation des candidats, des élus. Tout cela ne saurait se faire sans une convention avec l'ennemi. Pour nous, qui concevons la possibilité de l'élection sans aucune permission demandée à l'autorité prussienne, nous imaginons la désignation rapide des délégués comme ayant lieu sans candidatures régulières. Chaque département vote dès qu'il est informé ; l'élu, sitôt nommé, se dirige vers Tours ; les premiers arrivés se réunissent, se constituent ; les nouveaux arrivants se joignent à eux. Il y aura des lacunes, des départements tardivement représentés ; n'importe. Tel département n'aura pu faire de scrutin régulier, mais on aura des données sur les préférences de l'opinion publique ; cela peut suffire. Dans quelques départements, aucune désignation, même sommaire, n'aura pu se produire ; alors le noyau de l'assemblée déjà formé à Tours donnera pour représentants à ces départements d'anciens députés, des hommes connus pour y être universellement estimés et pour en représenter l'esprit. Qu'importent leurs opinions antérieures, puisqu'il s'agit en ce moment d'un acte patriotique en dehors de toutes les opinions ?

C'est là, dira-t-on, une assemblée de notables, quelque chose d'aristocratique, de peu conforme à notre jalouse et soupçonneuse démocratie. Il est vrai ; mais faisons trêve pour un moment à ces mesquines préoccupations. Quand nous serons sortis de l'abîme, nous reprendrons ces questions ; maintenant, sauvons-nous. Un pays ne se sauve que par des actes de foi et de confiance en l'intelligence et en la vertu de quelques citoyens. Laissez le petit nombre des vrais aristocrates qui-existe encore vous tirer de la détresse où vous êtes ; puis vous vous vengerez d'eux en les excluant de vos chambres, de vos conseils électifs. Il faut, au moment présent, des hommes d'élite par l'esprit et le cœur. Ces hommes ne réclament de privilège qu'au moment du péril ; qu'on souffre ce privilège-là. La réunion qu'il s'agit de former aura pour mission de traiter avec un gouvernement essentiellement aristocratique, qui admet hautement la valeur de la supériorité de naissance et de la supériorité du savoir ; acceptez pour un moment l'esprit

de votre adversaire ; vous prendrez ensuite votre revanche à loisir.

Certes, il vaudrait mieux que la France trouvât dans ses institutions antérieures la désignation de cette chambre improvisée et intérimaire. On n'a jamais vu plus clairement que ces jours-ci le vide terrible que laisse en un pays le manque d'institutions provinciales et d'une réelle aristocratie locale. Que n'avons-nous depuis longtemps de sérieux conseils généraux ! Si dans quelques départements ces conseils sont réunis et qu'ils veuillent prendre sur eux de choisir un délégué qui paraisse adopté par l'opinion publique, il faut accueillir ce délégué avec empressement. Si, comme on le dit, quelques départements sont en train de faire leurs élections sans avoir attendu l'invitation officielle, tant mieux : ces départements-là sont probablement les plus avancés de la France sous le rapport de l'esprit politique. Toutes les expressions promptes et sincères de l'opinion, qu'on les accueille vite, qu'on les groupe. Pas de minutieuses formalités, pas de petitesesses d'amour-propre. Le plus indigne de faire partie d'une telle assemblée serait celui qui s'y porterait candidat. Candidat, grand Dieu ! à une mission de larmes et de deuil !...

Comment feront les députés de Paris pour se rendre à cette assemblée ? Je n'en sais rien ; ils n'y sont pas absolument nécessaires. Paris sera représenté par la délégation du gouvernement de la défense nationale qui est à Tours, par ceux des autres membres du gouvernement qui pourront s'y rendre, par M. Thiers, député de Paris, qui est le président naturel de l'assemblée. Loin d'exclure d'une telle assemblée souveraine les membres actuels du gouvernement de la défense nationale, je les envisage tous comme en étant membres par le fait même du pouvoir qu'ils exercent avec tant de patriotisme, et que nul ne songe à leur enlever. L'assemblée nouvelle ne serait qu'un élargissement du gouvernement de la défense nationale, une adjonction faite par le pays à ce gouvernement pour l'aider à accomplir la tâche redoutable qui pèse sur lui.

Comment expédier de Paris le décret de convocation et les instructions nécessaires pour l'acte qu'il s'agit

d'accomplir ? Si les communications, qui, jusqu'à ces derniers temps, ont permis des relations irrégulières mais pourtant assez suivies avec la province, sont insuffisantes ou interrompues, il faudrait, sans relever la question de l'armistice, obtenir, directement ou par l'intermédiaire des puissances neutres, que les Prussiens laissent passer le décret, et avec lui, s'il se peut, un membre du gouvernement de Paris. Les Prussiens ont autant d'intérêt que nous à ce qu'il y ait quelque part un gouvernement muni des pleins pouvoirs de la France. En laissant passer le message et l'envoyé du gouvernement de Paris, ils n'écouteraient que leur propre intérêt et ne nous accorderaient aucune faveur.

L'essentiel est, d'une part, de ne point s'arrêter aux considérations d'un pédantisme exagéré en fait de régularité ; de l'autre, d'oublier toutes les divisions de partis. Sur ce dernier point, le parti légitimiste et cléricale de l'Ouest nous a donné un bel exemple. Il doit avoir peu de sympathie pour le gouvernement sorti de la Révolution du 4 Septembre, et pourtant il a pris bravement les armes ; il sert ce gouvernement pour son objet essentiel, qui est la défense nationale. Toutes les fractions du parti républicain n'ont pas montré la même abnégation. On se divisera plus tard ; il ne faut pas que dans l'assemblée qui doit d'abord se réunir il y ait une trace de distinction entre les royalistes, les impérialistes, les cléricaux et les républicains.

Nous ne savons ce qu'il peut y avoir de fondé dans le bruit répandu par quelques journaux d'une proposition ayant pour objet de soumettre au pays sous forme de plébiscite les conditions de paix offertes par le vainqueur. Ce bruit ne saurait être exact dans la forme où on l'a fait circuler, mais quelque idée de ce genre peut en effet se présenter à l'esprit de nos ennemis. Rien ne serait plus perfide ; jamais on n'aurait fait une plus cruelle application de ce dangereux principe du plébiscite, dont on peut tirer un jour de si funestes conséquences. S'il est un acte qu'une nation ne puisse faire que par délégation, c'est un acte diplomatique, un traité de paix. Des milliers

d'électeurs ne savent pas lire ; des millions ne savent pas un mot de géographie. Il n'y a pas de cession qu'un ennemi vainqueur ne pût se faire octroyer, s'il mettait le paysan ruiné entre la paix et l'abandon d'une province éloignée dont l'illettré sait à peine le nom. Ce n'est pas là, espérons-le, un péril immédiat ; mais le moyen d'écarter tout à fait un coup de ce genre, c'est de convoquer une assemblée d'hommes éclairés, patriotes, courageux, en qui vivent réellement l'âme, l'esprit de la France, les souvenirs de son passé. Sans cela, il y aura toujours à craindre que l'ennemi n'exploite à son profit le besoin de paix, légitime à quelques égards, qui se fait jour dans le pays, et ne présente directement à la province effrayée les conditions qu'il accusera le gouvernement de Paris d'avoir refusées. Fussent-elles en réalité inacceptables pour tout bon patriote, la foule les subira, si entre elle et le tentateur ne se trouve le jugement froid d'une réunion d'hommes éclairés, choisis récemment par le pays, désireux sans doute de la paix, mais capables de distinguer les conditions acceptables de celles qui ne le sont pas. Donnons au pays le moyen de conclure une paix honorable, de peur que le pays, consulté directement par l'ennemi, ne fasse une paix ruineuse sans nous.

### III<sup>e</sup> ARTICLE. — 28 NOVEMBRE 1870.

Il y a trois semaines, nous disions ici que le gouvernement de la défense nationale se donnerait beaucoup de force pour l'accomplissement de sa mission en provoquant la réunion d'une assemblée susceptible d'être considérée comme une représentation de la France entière. Il est clair que la réunion d'une telle assemblée eût été bien plus facile si l'armistice proposé par les puissances neutres avait été conclu. Cet armistice ayant échoué, nous avons cru pouvoir soutenir que, même dans la situation créée par la non-réussite de la proposition des neutres, la formation d'une assemblée était encore fort désirable, et que, tout en étant difficile, elle n'était pas absolument impossible.



La plupart des objections qu'on a faites contre notre sentiment reposent sur des malentendus. Ces objections seraient décisives contre la réunion d'une assemblée constituante ; l'élection d'une constituante, en effet, suppose du calme, de la liberté, des discussions préalables. Aussi avons-nous toujours soigneusement maintenu que l'assemblée dont la France a besoin en ce moment doit être distincte de celle qui fixera l'avenir politique du pays. Notre motif pour désirer cette distinction est bien simple. La constituante qui sera chargée un jour de donner un gouvernement à la France sera profondément divisée ; les opinions contraires s'y dessineront avec force ; les républicains, les légitimistes, les orléanistes, les bonapartistes, les cléricaux s'y livreront d'ardents combats ; il faudra qu'avant l'élection toutes ces opinions s'expriment nettement en des programmes, des affiches, des professions de foi, des réunions publiques. Or, à l'heure présente, nous sommes perdus si de telles divisions se font jour. Il faut qu'aujourd'hui tous les partis marchent ensemble, oublient en quelque sorte leur propre existence. Le salut est à ce prix.

Ce que nous avons dit il y a trois semaines, nous le croyons encore. Nous cesserons cependant de revenir sur le vœu que nous avons exprimé. La situation est changée ; nous sommes à la veille de grandes actions décisives ; attendons et espérons. En insistant davantage, nous aurions l'air de jouer un rôle d'opposition qui est aussi loin que possible de notre pensée dans un moment aussi solennel. Le gouvernement de la défense nationale aurait tort de regarder comme ses ennemis les hommes qui, sans avoir pris aucune part à la journée du 4 Septembre, ont voté chaleureusement pour le pouvoir nouveau lors du plébiscite du 3 novembre, continuent de l'envisager comme représentant le principe de l'unité nationale, mais en même temps usent envers lui de l'honnête indépendance d'appréciation dont ils ne se sont jamais départis sous des régimes qui n'avaient pas pour premier principe la liberté de discussion. Peut-être même ce gouvernement a-t-il en nous, surtout depuis le 3 novembre, des soutiens plus

fidèles que dans les personnes qui l'ont créé tumultuairement, et dont plusieurs voulaient quelques jours après le renverser.

C'est avec peine que nous avons vu le parti démocratique, dans le sein duquel il y a souvent, à côté d'éléments moins purs, beaucoup de patriotisme et de chaleur d'âme, se méprendre sur notre pensée. Comme tous les bons citoyens, nous cherchons, sans aucune prétention à l'infailibilité, les moyens d'aider notre pauvre patrie à sortir de l'abîme où on l'a plongée. Le parti démocratique a tort de croire que les procédés d'un jacobinisme superficiel suffisent pour cela. Ce parti, dont il ne faut pas songer à se passer, mais qui ne peut régler à lui seul les destinées de la nation, commettrait une faute capitale s'il prétendait gouverner la France sans l'assentiment de la province. C'est un cercle vicieux de premier ordre que de prétendre s'imposer à la majorité d'un pays, quand on a pour principe le suffrage universel. Il est fâcheux aussi que les organes les plus accrédités de ce parti ne prennent pas assez le soin d'examiner les raisons qu'on leur propose et soient trop portés à voir des ennemis en ceux qui ne partagent pas toutes leurs opinions. Évitions ce qui divise. Nous entrons dans une période de fortes épreuves ; la froideur du jugement est nécessaire en de telles circonstances ; que tous s'efforcent de n'écouter que la raison et le sentiment du devoir.



## LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE EN FRANCE (1)

L'HISTOIRE n'est ni une géométrie inflexible ni une simple succession d'incidents fortuits. Si l'histoire était dominée d'une manière absolue par la nécessité, on pourrait tout prévoir ; si elle était un simple jeu de la passion et de la fortune, on ne pourrait rien prévoir. Or la vérité est que les choses humaines, bien qu'elles déjouent souvent les conjectures des esprits les plus sagaces, prêtent néanmoins au calcul. Les faits accomplis contiennent, si on sait distinguer l'essentiel de l'accessoire, les lignes générales de l'avenir. La part de l'accident est limitée. « Le petit grain de sable qui se mit dans l'urètre de Cromwell » fut, au xvii<sup>e</sup> siècle, un événement capital ; cependant la philosophie de l'histoire d'Angleterre est indépendante d'un pareil détail. Santé ou maladie, bonne ou mauvaise humeur des princes, brouilles ou raccommodements des personnages considérables, intrigues diplomatiques, chances diverses de la guerre, le plus grand génie ne sert de rien pour deviner tout cela ; ces sortes de choses se passent dans un monde où le raisonnement n'a aucune application ; le valet de chambre d'un souverain pourrait, en fait de nouvelles importantes, redresser les idées du meilleur esprit ; mais ces accidents, impossibles à prévoir et à déter-

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> novembre 1869.

miner à priori, s'effacent dans l'ensemble. Le passé nous montre un dessein suivi, où tout se tient et s'explique ; l'avenir jugera notre temps comme nous jugeons le passé, et verra des conséquences rigoureuses où nous sommes souvent tentés de ne voir que des volontés individuelles et des rencontres du hasard.

C'est dans cet esprit que nous voudrions proposer quelques observations sur les graves événements accomplis en cette année 1869. La philosophie que nous porterons dans cet examen n'est pas celle de l'indifférence. Nous ne nous exagérons pas la part de la réflexion dans la conduite des choses humaines ; nous ne croyons pas cependant que le temps soit déjà venu de désertir la vie publique et d'abandonner les affaires de ce monde à l'intrigue et à la violence. Un reproche peut toujours être adressé à celui qui critique les affaires de son siècle sans avoir consenti à s'en mêler ; mais celui qui a fait ce qu'un honnête homme peut faire, celui qui a dit ce qu'il pense sans souci de plaire ou de déplaire à personne, celui-là peut avoir la conscience merveilleusement à l'aise. Nous ne devons pas à notre patrie de trahir pour elle la vérité, de manquer pour elle de goût et de tact ; nous ne lui devons pas de suivre ses caprices ni de nous convertir à la thèse qui réussit ; nous lui devons de dire bien exactement, et sans le sacrifice d'une nuance, ce que nous croyons être la vérité.

## I

La Révolution française est un événement si extraordinaire que c'est par elle qu'il faut ouvrir toute série de considérations sur les affaires de notre temps. Rien d'important n'arrive en France qui ne soit la conséquence directe de ce fait capital, lequel a changé profondément les conditions de la vie dans notre pays. Comme tout ce qui est grand, héroïque, téméraire, comme tout ce qui



dépasse la commune mesure des forces humaines, la Révolution française sera durant des siècles le sujet dont le monde s'entretiendra, sur lequel on se divisera, qui servira de prétexte pour s'aimer et se haïr, qui fournira des sujets de drames et de romans. En un sens, la Révolution française (l'Empire, dans ma pensée, fait corps avec elle) est la gloire de la France, l'épopée française par excellence ; mais presque toujours les nations qui ont dans leur histoire un fait exceptionnel expient ce fait par de longues souffrances et souvent le payent de leur existence nationale. Il en fut ainsi de la Judée, de la Grèce et de l'Italie. Pour avoir créé des choses uniques dont le monde vit et profite, ces pays ont traversé des siècles d'humiliation et de mort nationale. La vie nationale est quelque chose de limité, de médiocre, de borné. Pour faire de l'extraordinaire, de l'universel, il faut déchirer ce réseau étroit ; du même coup, on déchire sa patrie, une patrie étant un ensemble de préjugés et d'idées arrêtées que l'humanité entière ne saurait accepter. Les nations qui ont créé la religion, l'art, la science, l'empire, l'Église, la papauté (toutes choses universelles, non nationales), ont été plus que des nations ; elles ont été par là même moins que des nations, en ce sens qu'elles ont été victimes de leur œuvre. Je pense que la Révolution aura pour la France des conséquences analogues, mais moins durables, parce que l'œuvre de la France a été moins grande et moins universelle que les œuvres de la Judée, de la Grèce, de l'Italie. Le parallèle exact de la situation actuelle de notre pays me paraît être l'Allemagne au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. L'Allemagne au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle avait fait pour l'humanité une œuvre de premier ordre, la Réforme. Elle l'expia au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> par un extrême abaissement politique. Il est probable que le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle sera de même considéré, dans l'histoire de France, comme l'expiation de la Révolution. Les nations, pas plus que les individus, ne sortent impunément de la ligne moyenne, qui est celle du bon sens pratique et de la possibilité.

Si la Révolution en effet a créé pour la France dans le monde une situation poétique et romanesque de premier

ordre, il est sûr d'un autre côté, à considérer seulement les exigences de la politique ordinaire, qu'elle a engagé la France dans une voie pleine de singularités. Le but que la France a voulu atteindre par la Révolution est celui que toutes les nations modernes poursuivent : une société juste, honnête, humaine, garantissant les droits et la liberté de tous avec le moins de sacrifices possible des droits et de la liberté de chacun. Ce but, la France, à la date où nous sommes, après avoir versé des flots de sang, en est fort loin, tandis que l'Angleterre, qui n'a pas procédé par révolutions, l'a presque atteint. La France, en d'autres termes, offre cet étrange spectacle d'un pays qui essaye tardivement de regagner son arriéré sur les nations qu'elle avait traitées d'arriérées, qui se remet à l'école des peuples auxquels elle avait prétendu donner des leçons et s'efforce de faire par imitation l'œuvre où elle avait cru déployer une haute originalité.

La cause de cette bizarrerie historique est fort simple. Malgré le feu étrange qui l'animait, la France, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, était assez ignorante des conditions d'existence d'une nation et de l'humanité. Sa prodigieuse tentative impliqua beaucoup d'erreurs ; elle méconnut tout à fait les règles de la liberté moderne. Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, la liberté moderne n'est nullement la liberté antique, ni celle des républiques du Moyen Âge. Elle est bien plus réelle, mais beaucoup moins brillante. Thucydide et Machiavel n'y comprendraient rien, et cependant un sujet de la reine Victoria est mille fois plus libre que ne l'a été aucun citoyen de Sparte, d'Athènes, de Venise ou de Florence. Plus de ces fiévreuses agitations républicaines, pleines de noblesse et de danger ; plus de ces villes composées d'un peuple fin, vivant et aristocratique ; au lieu de cela, de grandes masses pesantes, chez lesquelles l'intelligence est le fait d'un petit nombre, mais qui contribuent puissamment à la civilisation en mettant au service de l'État, par la conscription et l'impôt, un merveilleux trésor d'abnégation, de docilité, de bon esprit. Cette manière d'exister, qui est assurément celle qui use le moins une nation, et conserve le mieux ses forces, l'Angle-

terre en a donné le modèle. L'Angleterre est arrivée à l'état le plus libéral que le monde ait connu jusqu'ici en développant ses institutions du Moyen Age, et nullement par la révolution. La liberté en Angleterre ne vient pas de Cromwell ni des républicains de 1649 ; elle vient de son histoire entière, de son égal respect pour le droit du roi, pour le droit des seigneurs, pour le droit des communes et des corporations de toute espèce. La France suivit la marche opposée. Le roi avait depuis longtemps fait table rase du droit des seigneurs et des communes ; la nation fit table rase des droits du roi. Elle procéda philosophiquement en une matière où il faut procéder historiquement : elle crut qu'on fonde la liberté par la souveraineté du peuple et au nom d'une autorité centrale, tandis que la liberté s'obtient par de petites conquêtes locales successives, par des réformes lentes. L'Angleterre, qui ne se pique de nulle philosophie, l'Angleterre, qui n'a rompu avec sa tradition qu'à un seul moment d'égarement passager suivi d'un prompt repentir, l'Angleterre, qui, au lieu du dogme absolu de la souveraineté du peuple, admet seulement le principe plus modéré qu'il n'y a pas de gouvernement sans le peuple, ni contre le peuple, s'est trouvée mille fois plus libre que la France, qui avait si fièrement planté le drapeau philosophique des droits de l'homme. C'est que la souveraineté du peuple ne fonde pas le gouvernement constitutionnel. L'État, ainsi établi à la française, est trop fort ; loin de garantir toutes les libertés, il absorbe toutes les libertés ; sa forme est la Convention ou le despotisme. Ce qui devait sortir de la Révolution ne pouvait, après tout, beaucoup différer du Consulat et de l'Empire ; ce qui devait sortir d'une telle conception de la société ne pouvait être autre chose qu'une administration, un réseau de préfets, un code civil étroit, une machine servant à étreindre la nation, un maillot où il lui serait impossible de vivre et de croître. Rien de plus injuste que la haine avec laquelle l'école radicale française traite l'œuvre de Napoléon. L'œuvre de Napoléon, si l'on excepte quelques erreurs qui furent personnelles à cet homme extraordinaire, n'est en somme que le programme révolutionnaire réalisé en ses

parties possibles. Napoléon n'eût pas existé, que la constitution définitive de la République n'eût pas différé essentiellement de la constitution de l'an VIII.

Une idée à plusieurs égards très fautive de la société humaine est en effet au fond de toutes les tentatives révolutionnaires françaises. L'erreur originelle fut d'abord masquée par le magnifique élan d'enthousiasme pour la liberté et le droit qui remplit les premières années de la Révolution ; mais, ce beau feu une fois tombé, il resta une théorie sociale qui fut dominante sous le Directoire, le Consulat et l'Empire, et marqua d'un sceau profond toutes les créations du temps.

D'après cette théorie, qu'on peut bien qualifier de matérialisme en politique, la société n'est pas quelque chose de religieux ni de sacré. Elle n'a qu'un seul but, c'est que les individus qui la composent jouissent de la plus grande somme possible de bien-être, sans souci de la destinée idéale de l'humanité. Que parle-t-on d'élever, d'ennoblir la conscience humaine ? Il s'agit seulement de contenter le grand nombre, d'assurer à tous une sorte de bonheur vulgaire et bien relatif assurément, car l'âme noble aurait en aversion un pareil bonheur et se mettrait en révolte contre la société qui prétendrait le procurer. Aux yeux d'une philosophie éclairée, la société est un grand fait providentiel ; elle est établie non par l'homme, mais par la nature elle-même, afin qu'à la surface de notre planète se produise la vie intellectuelle et morale. L'homme isolé n'a jamais existé. La société humaine, mère de tout idéal, est le produit direct de la volonté suprême qui veut que le bien, le vrai, le beau aient dans l'univers des contemplateurs. Cette fonction transcendante de l'humanité ne s'accomplit pas au moyen de la simple coexistence des individus. La société est une hiérarchie. Tous les individus sont nobles et sacrés, tous les êtres (même les animaux) ont des droits ; mais tous les êtres ne sont pas égaux, tous sont des membres d'un vaste corps, des parties d'un immense organisme qui accomplit un travail divin. La négation de ce travail divin est l'erreur où verse facilement la démocratie française. Considérant les jouissances de l'indi-



vidu comme l'objet unique de la société, elle est amenée à méconnaître les droits de l'idée, la primauté de l'esprit. Ne comprenant pas d'ailleurs l'inégalité des races, parce qu'en effet les différences ethnographiques ont disparu de son sein depuis un temps immémorial, la France est amenée à concevoir comme la perfection sociale une sorte de médiocrité universelle. Dieu nous garde de rêver la résurrection de ce qui est mort ; mais, sans demander la reconstitution de la noblesse, il est bien permis de trouver que l'importance accordée à la naissance vaut mieux à beaucoup d'égards que l'importance accordée à la fortune : l'une n'est pas plus juste que l'autre, et la seule distinction juste, qui est celle du mérite et de la vertu, se trouve mieux d'une société où les rangs sont réglés par la naissance que d'une société où la richesse seule fait l'inégalité.

La vie humaine deviendrait impossible si l'homme ne se donnait le droit de subordonner l'animal à ses besoins ; elle ne serait guère plus possible si l'on s'en tenait à cette conception abstraite qui fait envisager tous les hommes comme apportant en naissant un même droit à la fortune et aux rangs sociaux. Un tel état de choses, juste en apparence, serait la fin de toute vertu ; ce serait fatalement la haine et la guerre entre les deux sexes, puisque la nature a créé là, au sein même de l'espèce humaine, une différence de rôle indéniable. La bourgeoisie trouve juste qu'après avoir supprimé la royauté et la noblesse héréditaires on s'arrête devant la richesse héréditaire. L'ouvrier trouve juste qu'après avoir supprimé la richesse héréditaire on s'arrête devant l'inégalité de sexe, et même, s'il est un peu sensé, devant l'inégalité de force et de capacité. L'utopiste le plus exalté trouve juste qu'après avoir supprimé en imagination toute inégalité entre les hommes on admette le droit qu'a l'homme d'employer l'animal selon ses besoins. Et, pourtant, il n'est pas plus juste que tel individu naisse riche qu'il n'est juste que tel individu naisse avec une distinction sociale ; l'un n'a pas plus que l'autre gagné son privilège par un travail personnel. On part toujours de l'idée que la noblesse a pour origine le



mérite, et, comme il est clair que le mérite n'est pas héréditaire, on démontre facilement que la noblesse héréditaire est chose absurde ; mais c'est là l'éternelle erreur française d'une justice distributive dont l'État tiendrait la balance. La raison sociale de la noblesse, envisagée comme institution d'utilité publique, était non pas de récompenser le mérite, mais de le provoquer, de rendre possibles, faciles même, certains genres de mérite. N'aurait-elle eu pour effet que de montrer que la justice ne doit pas être cherchée dans la constitution officielle de la société, c'eût été déjà quelque chose. La devise « au plus digne » n'a en politique que bien peu d'applications.

La bourgeoisie française s'est donc fait illusion en croyant, par son système de concours, d'écoles spéciales et d'avancement régulier, fonder une société juste. Le peuple lui démontrera facilement que l'enfant pauvre est exclu de ces concours et lui soutiendra que la justice ne sera complète que quand tous les Français seront placés, en naissant, dans des conditions identiques. En d'autres termes, aucune société n'est possible si l'on pousse à la rigueur les idées de justice distributive à l'égard des individus. Une nation qui poursuivrait un tel programme se condamnerait à une incurable faiblesse. Supprimant l'hérédité, et par là détruisant la famille ou la laissant facultative, elle serait bientôt vaincue soit par les parties d'elle-même où se conserveraient les anciens principes, soit par les nations étrangères qui conserveraient ces principes. La race qui triomphe est toujours celle où la famille et la propriété sont le plus fortement organisées. L'humanité est une échelle mystérieuse, une série de résultantes précédant les unes des autres. Des générations laborieuses d'hommes du peuple et de paysans font l'existence du bourgeois honnête et économe, lequel fait à son tour le noble, l'homme dispensé du travail matériel, voué tout entier aux choses désintéressées. Chacun à son rang est le gardien d'une tradition qui importe aux progrès de la civilisation. Il n'y a pas deux morales, il n'y a pas deux sciences, il n'y a pas deux éducations. Il y a un seul ensemble intellectuel et moral, ouvrage splendide de l'es-

prit humain, que chacun, excepté l'égoïste, crée pour une petite part et auquel chacun participe à des degrés divers.

On supprime l'humanité si l'on n'admet pas que des classes entières doivent vivre de la gloire et de la jouissance des autres. Le démocrate traite de dupe le paysan d'ancien régime qui travaille pour ses nobles, les aime et jouit de la haute existence que d'autres mènent avec ses sueurs. Certainement, c'est là un non-sens avec une vie étroite, renfermée, où tout se passe à huis clos comme de notre temps. Dans l'état actuel de la société, les avantages qu'un homme a sur un autre sont devenus choses exclusives et personnelles : jouir du plaisir ou de la noblesse d'autrui paraît une extravagance ; mais il n'en a pas toujours été ainsi. Quand Gubbio ou Assise voyait défiler en cavalcade la noce de son jeune seigneur, nul n'était jaloux. Tous alors participaient de la vie de tous ; le pauvre jouissait de la richesse du riche, le moine des joies du mondain, le mondain des prières du moine ; pour tous, il y avait l'art, la poésie, la religion.

Les froides considérations de l'économiste sauront-elles remplacer tout cela ? Suffiront-elles pour refréner l'arrogance d'une démocratie sûre de sa force, et qui, après ne s'être pas arrêtée devant le fait de la souveraineté, sera bien tentée de ne pas s'arrêter devant le fait de la propriété ? Y aura-t-il des voix assez éloquentes pour faire accepter à des jeunes gens de dix-huit ans des raisonnements de vieillards, pour persuader à des classes sociales jeunes, ardentes, croyant au plaisir, et que la jouissance n'a pas encore désabusées, qu'il n'est pas possible que tous jouissent, que tous soient bien élevés, délicats, vertueux même dans le sens raffiné, mais qu'il faut qu'il y ait des gens de loisir, savants, bien élevés, délicats, vertueux, en qui et par qui les autres jouissent et goûtent l'idéal ? Les événements le diront. La supériorité de l'Église et la force qui lui assure encore un avenir consistent en ce que seule elle comprend cela et le fait comprendre. L'Église sait bien que les meilleurs sont souvent victimes de la supériorité des classes prétendues élevées ; mais elle sait aussi que la nature a

voulu que la vie de l'humanité fût à plusieurs degrés. Elle sait et elle avoue que c'est la grossièreté de plusieurs qui fait l'éducation d'un seul, que c'est la sueur de plusieurs qui permet la vie noble d'un petit nombre ; cependant elle n'appelle pas ceux-ci privilégiés, ni ceux-là déshérités, car l'œuvre humaine est pour elle indivisible. Supprimez cette grande loi, mettez tous les individus sur le même rang, avec des droits égaux, sans lien de subordination à une œuvre commune, vous avez égoïsme, médiocrité, isolement, sécheresse, impossibilité de vivre, quelque chose comme la vie de notre temps, la plus triste, même pour l'homme du peuple, qui ait jamais été menée. A n'envisager que le droit des individus, il est injuste qu'un homme soit sacrifié à un autre homme ; mais il n'est pas injuste que tous soient assujettis à l'œuvre supérieure qu'accomplit l'humanité. C'est à la religion qu'il appartient d'expliquer ces mystères et d'offrir dans le monde idéal de surabondantes consolations à tous les sacrifiés d'ici-bas.

Voilà ce que la Révolution, dès qu'elle eut perdu sa grande ivresse sacrée des premiers jours, ne comprit pas assez. La Révolution en définitive fut irrégulière et athée. La société qu'elle rêva dans les tristes jours qui suivirent l'accès de fièvre, quand elle chercha à se recueillir, est une sorte de régiment composé de matérialistes, et où la discipline tient lieu de vertu. La base toute négative que les hommes secs et durs de ce temps donnèrent à la société française ne peut produire qu'un peuple rogue et mal élevé ; leur code, œuvre de défiance, admet pour premier principe que tout s'apprécie en argent, c'est-à-dire en plaisir. La jalousie résume toute la théorie morale de ces prétendus fondateurs de nos lois. Or la jalousie fonde l'égalité, non la liberté ; mettant l'homme toujours en garde contre les empiètements de son semblable, elle empêche l'affabilité entre les classes. Pas de société sans amour, sans tradition, sans respect, sans mutuelle aménité. Dans sa fausse notion de la vertu, qu'elle confond avec l'âpre revendication de ce que chacun regarde comme son droit, l'école démocratique ne voit pas que la grande vertu d'une nation est de supporter l'inégalité traditionnelle. La race la plus ver-

tueuse est, pour cette école, non la race qui pratique le sacrifice, le dévouement, l'idéalisme sous toutes ses formes, mais la plus turbulente, celle qui fait le plus de révolutions. On étonne beaucoup les plus intelligents démocrates quand on leur dit qu'il y a encore dans le monde des races vertueuses, les Lithuaniens, par exemple, les Dithmarses, les Poméraniens, races féodales, pleines de forces vives en réserve, comprenant le devoir comme Kant, et pour lesquelles le mot de révolution n'a aucun sens.

La première conséquence de cette philosophie revêche et superficielle, trop tôt substituée à celle des Montesquieu et des Turgot, fut la suppression de la royauté. A des esprits imbus d'une philosophie matérialiste, la royauté devait paraître une anomalie. Bien peu de personnes comprenaient, en 1792, que la continuité des bonnes choses doit être gardée par des institutions qui sont, si l'on veut, un privilège pour quelques-uns, mais qui constituent des organes de la vie nationale sans lesquels certains besoins restent en souffrance. Ces petites forteresses où se conservent des dépôts appartenant à la société paraissaient des tours féodales. On niait toutes les subordinations traditionnelles, tous les pactes historiques, tous les symboles. La royauté était le premier de ces pactes, un pacte remontant à mille ans, un symbole que la puérile philosophie de l'histoire alors en vogue ne pouvait comprendre. Aucune nation n'a jamais créé une légende plus complète que celle de cette grande royauté capétienne, sorte de religion, née à Saint-Denis, consacrée à Reims par le concert des évêques, ayant ses rites, sa liturgie, son ampoule sacrée, son oriflamme. A toute nationalité correspond une dynastie en laquelle s'incarnent le génie et les intérêts de la nation ; une conscience nationale n'est fixe et ferme que quand elle a contracté un mariage indissoluble avec une famille qui s'engage par le contrat à n'avoir aucun intérêt distinct de celui de la nation. Jamais cette identification ne fut aussi parfaite qu'entre la maison capétienne et la France. Ce fut plus qu'une royauté, ce fut un sacerdoce ; prêtre-roi comme David, le roi de France porte la chape et tient l'épée.

Dieu l'éclaire en ses jugements. Le roi d'Angleterre se soucie peu de justice, il défend son droit contre ses barons ; l'empereur d'Allemagne s'en soucie moins encore, il chasse éternellement sur ses montagnes du Tyrol pendant que la boule du monde roule à sa guise ; le roi de France, lui, est juste : entouré de ses prud'hommes et de ses clercs solennels, avec sa main de justice, il ressemble à un Salomon. Son sacre, imité des rois d'Israël, était quelque chose d'étrange et d'unique. La France avait créé un huitième sacrement (1), qui ne s'administrait qu'à Reims, le sacrement de la royauté. Le roi sacré fait des miracles ; il est revêtu d'un « ordre » : c'est un personnage ecclésiastique de premier rang. Au pape, qui l'interpelle au nom de Dieu, il répond en montrant son onction : « Moi aussi, je suis de Dieu ! » Il se permet avec le successeur de Pierre des libertés sans égales. Une fois, il le fait arrêter et déclarer hérétique ; une autre fois, il le menace de le faire brûler ; appuyé sur ses docteurs de Sorbonne, il le semonce, le dépose. Nonobstant cela, son type le plus parfait est un roi canonisé, saint Louis, si pur, si humble, si simple et si fort. Il a ses adorateurs mystiques ; la bonne Jeanne d'Arc ne le sépare pas de saint Michel et de sainte Catherine ; cette pauvre fille vécut à la lettre de la religion de Reims. Légende incomparable ! fable sainte ! C'est le vulgaire couteau destiné à faire tomber la tête des criminels qu'on lève contre elle ! Le meurtre du 21 janvier est, au point de vue de l'idéaliste, l'acte de matérialisme le plus hideux, la plus honteuse profession qu'on ait jamais faite d'ingratitude et de bassesse, de roturière vilenie et d'oubli du passé.

Est-ce à dire que cet ancien régime, dont la société nouvelle cherchait à faire disparaître le souvenir avec le genre particulier d'acharnement qu'on ne trouve que chez le parvenu contre le grand seigneur auquel il doit tout, est-ce à dire que cet ancien régime ne fût pas gravement coupable ? Certes, il l'était ; si je faisais en ce moment la phi-

(1) Le mot de « sacrement » est employé pour le sacre de Reims, *Histoire littéraire de la France*, t. XXVI, p. 122.



losophie générale de notre histoire, je montrerais que la royauté, la noblesse, le clergé, les parlements, les villes, les universités de la vieille France avaient tous manqué à leurs devoirs, et que les révolutionnaires de 1793 ne firent que mettre le sceau à une série de fautes dont les conséquences pèsent lourdement sur nous. On expie toujours sa grandeur. La France avait conçu sa royauté comme quelque chose d'illimité. Le roi à la façon anglaise, sorte de stathouder payé et armé pour défendre la nation et détenir certains droits, était mesquin à ses yeux. Dès le XIII<sup>e</sup> siècle, le roi d'Angleterre, sans cesse en lutte avec ses sujets et lié par des chartes, est pour nos poètes français un objet de dérision ; il n'est pas assez puissant. La royauté française était quelque chose de trop sacré ; on ne contrôle pas l'oint du Seigneur ; Bossuet était conséquent en dressant la théorie du roi de France avec l'Écriture sainte. Si le roi d'Angleterre avait eu cette teinte de mysticité, les barons et les communes n'auraient pas réussi à le mater. La royauté française, pour produire ce brillant météore du règne de Louis XIV, avait absorbé tous les pouvoirs de la nation. Le lendemain du jour où l'État se trouva constitué sous la main d'un seul en cette puissante unité, il était inévitable que la France se prît telle que l'avait faite le grand roi avec son pouvoir central tout-puissant, ses libertés détruites, et, jugeant le roi une superfétation, le traitât comme un moule devenu inutile dès que la statue est coulée. Richelieu et Louis XIV ont été de la sorte les grands révolutionnaires, les vrais fondateurs de la république. Le pendant exact de la colossale royauté de Louis XIV est la République de 1793, avec sa concentration effrayante des pouvoirs, monstre inouï, tel qu'on n'en avait jamais vu de semblable. Les exemples de républiques ne sont pas rares dans l'histoire ; mais ces républiques sont des villes ou de petits États confédérés. Ce qui est absolument sans exemple, c'est une république centralisée de trente millions d'âmes. Livrée pendant quatre ou cinq ans aux vacillations de l'homme ivre, comme un *Great-Eastern* en perdition, l'énorme machine tomba dans son lit naturel, entre les mains d'un puissant despote, qui sut d'abord avec

une habileté prodigieuse organiser le mouvement nouveau, mais qui finit comme tous les despotes. Devenu fou d'orgueil, il attira sur le pays qui s'était mis à sa discrétion la plus cruelle avanie que puisse éprouver une nation, et amena le retour de la dynastie que la France avait expulsée avec les derniers affronts.

## II

L'analogie d'une telle marche des événements avec ce qui se passa en Angleterre au *xvii<sup>e</sup>* siècle se remarque sans peine. Elle frappa tout le monde en 1830, quand on vit un mouvement national substituer à la branche légitime des Bourbons une branche collatérale plus disposée à tenir compte des besoins nouveaux. Louis-Philippe dut paraître un Guillaume III, et l'on put espérer que la conséquence dernière de tant de convulsions serait le paisible établissement du régime constitutionnel en France. Une sorte de paix, un peu de quiétude et d'oubli entra avec cette consolante pensée dans notre pauvre conscience française si troublée ; on amnistia tout, même les folies et les crimes, on s'envisagea comme la génération privilégiée destinée à recueillir le fruit des fautes des générations passées. C'était là une grande illusion ; la surprise la plus inconcevable de l'histoire réussit ; une bande d'étourdis, contre lesquels aurait dû suffire le bâton du constable, renversa une dynastie sur laquelle la partie sensée de la nation avait fait reposer toute sa foi politique, toutes ses espérances. Pour emporter une théorie conçue par les meilleurs esprits d'après les plus séduisantes apparences, une heure d'irréflexion chez les uns, de défaillance chez les autres, suffit.

Pourquoi cette singulière déconvenue ? Pourquoi ce qui s'était passé en Angleterre ne se passa-t-il pas en France ? Pourquoi Louis-Philippe ne fut-il pas un Guillaume III, fondateur glorieux d'une ère nouvelle dans

l'histoire de notre pays ? Dira-t-on que ce fut la faute de Louis-Philippe ? Cela serait injuste. Louis-Philippe fit des fautes ; mais il faut qu'il soit loisible à tous les gouvernements d'en commettre. Qui prendrait la conduite des choses humaines à la condition d'être infaillible et impeccable ne régnerait pas un jour. En tout cas, si Louis-Philippe mérita d'être détrôné, Guillaume III le mérita beaucoup plus. Ce qu'on a le plus reproché à Louis-Philippe, impopularité, inhabileté à se faire aimer, goût du pouvoir personnel, insouciance de la gloire extérieure, retour vers le parti légitimiste au détriment du parti qui l'avait fait roi, efforts pour reconstituer la prérogative royale, on put le reprocher bien plus encore à Guillaume III. Pourquoi donc les résultats furent-ils si divers ? Sans doute cela tint à la différence des temps et des pays. Des opérations historiques possibles chez un peuple sérieux et lourd, plein de confiance dans l'hérédité, ayant une répugnance invincible à forcer la dernière résistance du souverain, peuvent être impossibles à une époque de légèreté spirituelle et d'étourderie raisonneuse. Le mouvement républicain de 1649, d'ailleurs, avait été infiniment moins profond que ne fut celui de 1792. Le mouvement anglais de 1649 n'arriva pas à constituer un pouvoir impérial ; Cromwell ne fut pas un Napoléon. Enfin le parti républicain anglais n'eut pas de seconde génération. Écrasé sous la restauration des Stuarts, décimé par la persécution ou réfugié en Amérique, il cessa d'avoir sur les affaires d'Angleterre une influence considérable. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre semble prendre à tâche d'expier par une sorte d'exagération de loyalisme et d'orthodoxie ses écarts momentanés du milieu du XVII<sup>e</sup>. Il fallut plus de cent cinquante ans pour que la mort de Charles I<sup>er</sup> cessât de peser sur la politique, pour qu'on osât penser librement et ne pas se croire obligé d'afficher un légitimisme effréné. Les choses se seraient passées à peu près de la même manière en France si la réaction royaliste de 1796 et 1797 l'eût emporté. La Restauration se fût faite alors avec de bien plus franches allures, et la république n'eût été dans l'histoire de France que ce qu'elle est dans l'histoire d'Angleterre, un incident

sans conséquence. Napoléon, par son génie, aidé des merveilles ressources de la France, sauva la Révolution, lui donna une forme, une organisation, un prestige militaire inouï.

La faible et inintelligente restauration de 1814 ne put en aucune manière déraciner une idée qui avait vécu si profondément dans la nation et entraîné après elle une génération énergique. La France, sous la Restauration et sous Louis-Philippe, continua de vivre des souvenirs de l'Empire et de la République. La Révolution reprit faveur. Tandis qu'en Angleterre, à partir de la restauration de Charles II et après 1688, la république ne cesse d'être maudite, qu'un homme était mal posé dans la société s'il nommait Charles I<sup>er</sup> sans l'appeler le roi martyr, ou Cromwell sans le qualifier d'usurpateur ; en France, il devint de règle de faire des histoires de la Révolution sur le ton apologétique et admiratif. Ce fut un fait grave que le père du nouveau roi eût pris à la Révolution une part considérable ; on s'habitua à considérer la dynastie nouvelle comme un compromis avec la Révolution, non comme l'héritière par substitution d'une légitimité. Un nouveau parti républicain, se rattachant à quelques vieux patriarches survivants de 1793, parvint à se reformer. Ce parti, qui avait joué un rôle considérable en juillet 1830, mais qui dès lors n'avait pu faire prévaloir ses idées théoriques absolues, ne cessa de battre en brèche le gouvernement nouveau. Le changement de 1688 en Angleterre n'avait eu rien de révolutionnaire, dans le sens où nous entendons ce mot ; ce changement ne se fit point par le peuple ; il ne viola aucun droit, si ce n'est celui du roi détrôné. Chez nous, au contraire, 1830 déchaîna des forces anarchiques et humilia profondément le parti légitimiste. Ce parti, renfermant à quelques égards les portions les plus solides et les plus morales du pays, fit une cruelle guerre à la dynastie nouvelle, soit par son abstention, en l'empêchant de s'asseoir sur la seule base qui fonde une dynastie, l'élément lourdement conservateur — soit par sa connivence avec le parti républicain. De la sorte, le gouvernement de la maison d'Orléans ne put se fonder sérieusement ; un souffle le

renversa. On avait tout pardonné à Guillaume III ; on ne pardonna rien à Louis-Philippe. Le principe royaliste fut assez fort en Angleterre pour subir une transformation ; il ne le fut pas en France. Certainement, si le parti républicain avait eu en Angleterre sous Guillaume III l'importance qu'il eut en France sous Louis-Philippe, si ce parti avait eu l'appui de la faction des Stuarts, l'établissement constitutionnel de l'Angleterre n'eût pas duré. En cela, l'Angleterre bénéficia d'un avantage énorme qu'elle possède, son aptitude colonisatrice. L'Amérique fut le déversoir du parti républicain ; sans cela, ce parti serait resté comme un virus dans la mère patrie et eût empêché l'établissement constitutionnel. Rien ne se perd dans le monde de ce qui est fort et sincère. Ces exilés républicains furent les pères de ceux qui firent la guerre de l'indépendance à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'élément révolutionnaire en Angleterre, au lieu d'être un dissolvant, fut de la sorte créateur ; le radicalisme anglais, au lieu de déchirer la mère patrie, fit l'Amérique. Si la France eût été colonisatrice au lieu d'être militaire, si l'élément hardi et entreprenant qui ailleurs colonise était capable chez nous d'autre chose que de conspirer et de se battre pour des principes abstraits, nous n'aurions pas eu Napoléon ; le parti républicain, chassé par la réaction, eût émigré vers 1798 et eût fondé au loin une Nouvelle-France qui, selon la loi des colonies, serait maintenant sans doute une république séparée. Malheureusement, nos discordes civiles n'aboutirent qu'à des déportations. Au lieu des États-Unis, nous avons eu Sinnamary et Lambèse ! Pendant que, dans ces tristes séjours, des colons déplorables mouraient, s'échappaient comme des forçats, attendaient quelque nouvelle révolution ou quelque amnistie, la mère patrie continuait à broyer les redoutables problèmes qui avaient amené leur exil sans une ombre de progrès.

Une grosse erreur de philosophie historique contribuait, au moins autant que le goût particulier de la France pour les théories, à fausser le jugement national sur cette grave question des formes du gouvernement : c'était justement l'exemple de l'Amérique. L'école républicaine citait tou-



jours cet exemple comme bon et facile à suivre. Rien de plus superficiel. Que des colonies habituées à se gouverner d'une façon indépendante rompent le lien qui les unit à la mère patrie, que, ce lien rompu, elles se passent de royauté et pourvoient à leur sûreté par un pacte fédératif, il n'y a rien en cela que de naturel. Cette façon de se séparer du tronc comme une bouture portant en elle son germe de vie est le principe éternel de la colonisation, principe qui est une des conditions du progrès de l'humanité, de la race aryenne en particulier. La Virginie, la Caroline étaient des républiques avant la guerre de l'indépendance. Cette guerre ne changea rien à la constitution intérieure des États ; elle coupa seulement la corde, devenue gênante, qui les liait à l'Europe et y substitua un lien fédéral. Ce ne fut pas là une œuvre révolutionnaire ; une conception du droit éminemment conservatrice, un esprit aristocratique et juridique de liberté provinciale étaient au fond de ce grand mouvement. De même, quand le Canada et l'Australie verront se rompre le lien léger qui les rattache à l'Angleterre, ces pays, habitués à se gouverner eux-mêmes, continueront leur vie propre, sans presque s'apercevoir du changement. Si la France avait entrepris sérieusement la colonisation de l'Algérie, l'Algérie aurait chance d'être une république avant la France. Les colonies, formées de personnes qui ne se trouvent pas à l'aise dans leur pays natal et qui cherchent plus de liberté qu'elles n'en ont chez elles, sont toujours plus près de la république que la mère patrie, liée par ses vieilles habitudes et ses vieux préjugés.

Ainsi continua de vivre en France un parti qui ne permet pas à la royauté constitutionnelle de se développer, le parti républicain radical. La situation de la France ne fut nullement celle de l'Angleterre ; à côté de la droite, de la gauche et du centre, il y eut un parti irréconciliable, négation totale du gouvernement existant, un parti qui ne dit pas au gouvernement : « Faites telle chose, et nous sommes à vous », mais qui lui laisse entendre : « Quoi que vous fassiez, nous serons contre vous. » La république est en un sens le terme de toute société humaine, mais on conçoit deux manières bien différentes d'y venir. Établir

la république de haute lutte, en détruisant tous les obstacles, est le rêve des esprits ardents. Il est une autre voie plus douce et plus sûre : conserver les anciennes familles royales comme de précieux monuments et d'antiques souvenirs n'est pas seulement une fantaisie d'antiquaire ; les dynasties ainsi conservées deviennent des rouages infiniment commodes du gouvernement constitutionnel à certains jours de crise. Les pays qui ont suivi cette marche, comme l'Angleterre, arriveront-ils un jour à la république parfaite, sans dynastie héréditaire et avec suffrage universel ? C'est demander si l'hyperbole atteint ses asymptotes. Qu'importe, puisque en réalité elle en approche si près que la distance est insaisissable à l'œil ! Voilà ce que le parti républicain français ne comprend pas. Pour la forme de la république, il en sacrifie la réalité. Pour ne pas suivre une grande route, tracée, faisant quelques détours, il préfère se jeter dans les précipices et les fondrières. On vit rarement, avec autant d'honnêteté, aussi peu d'esprit politique et de pénétration.

L'année 1848 mit la plaie à nu et posa pour tout esprit exercé le principe fondamental de la philosophie de notre histoire. La Révolution de 1848 ne fut pas un effet sans cause (une telle assertion serait dénuée de sens), ce fut un effet complètement disproportionné avec sa cause apparente. Le choc ne fut rien, la ruine fut immense. Il arriva en 1848 ce qui serait arrivé en Angleterre si Guillaume III eût été emporté par un des accès de vif mécontentement que provoqua son gouvernement. L'histoire d'Angleterre eût été bouleversée dans une telle hypothèse. En Angleterre, le goût du peuple pour la légitimité et la crainte de la république furent assez forts pour faire traverser à la nouvelle dynastie les moments difficiles. En France, l'affaiblissement moral de la nation, son manque de foi en la royauté, l'énergie du parti républicain suffirent pour jeter par terre un trône qui n'avait que des assises ruineuses. On vit ce jour-là la funeste situation où la France est restée depuis la Révolution. Si en France la révolution et la république avaient jeté des racines moins profondes, la maison d'Orléans et avec elle le régime parlementaire se fussent sûrement

consolidés ; si l'idée républicaine avait été dominante, elle aurait, après diverses actions et réactions, entraîné le pays, et la république se fût fondée : ni l'une ni l'autre de ces deux suppositions ne se réalisa. L'esprit républicain s'était trouvé assez fort pour empêcher la royauté constitutionnelle de durer ; il ne fut pas assez fort pour établir la république. De là une position fausse, bizarre et faite pour amener un triste abaissement. Ce qui s'est passé en 1848 pourrait se passer plusieurs fois encore ; tâchons d'en bien démêler la loi secrète et l'intime raison.

Quand nous voyons un homme mourir d'un rhume, nous en concluons non pas que le rhume est une maladie mortelle, mais que cet homme était poitrinaire. La maladie dont mourut le gouvernement de juillet fut de même si légère qu'il faut admettre que sa constitution était des plus chétives. La petite agitation des banquets était de celles qu'un gouvernement doit pouvoir supporter sous peine de n'être pas capable de vivre. Comment, avec toutes les apparences de la santé, le gouvernement de juillet se trouva-t-il si faible ? C'est qu'il n'avait pas ce qui donne à un gouvernement de bons poumons, un cœur vigoureux, de solides viscères, je veux dire la sérieuse adhésion des parties résistantes du pays. Le sentiment de profonde humanité qui empêcha Louis-Philippe de livrer la bataille, outre qu'il impliquait une défiance de son droit, ne suffit pas pour expliquer sa chute. Le parti républicain qui fit la Révolution était une imperceptible minorité. Dans un pays où le gouvernement eût été moins centralisé et où l'opinion se fût trouvée moins divisée, la majorité eût fait volte-face ; mais la province n'avait pas encore l'idée de résister à un mouvement venant de Paris ; de plus, si la faction qui prit part au mouvement le 24 février 1848 fut insignifiante, le nombre de ceux qui eussent pu défendre la dynastie vaincue était aussi bien peu considérable. Le parti légitimiste triompha, et, sans faire de barricades, eut ce jour-là sa revanche. La dynastie d'Orléans n'avait pas su, malgré sa profonde droiture et sa rare honnêteté, parler au cœur du pays ni se faire aimer.

Ainsi mise en présence du fait accompli par une minorité turbulente, que va faire la France ? Un pays qui n'a pas de

dynastie unanimement acceptée est toujours dans ses actions un peu gauche et embarrassé. La France plia ; elle accepta la république sans y croire, sournoisement, et bien décidée à lui être infidèle. L'occasion ne manqua point. Le vote du 10 décembre fut une évidente répudiation de la république. Le parti qui avait fait la Révolution de février subit la loi du talion. Qu'on nous permette une expression vulgaire : il avait joué un mauvais tour à la France, la France lui joua un mauvais tour. Elle fit comme un bourgeois honnête dont les gamins s'empareraient en un jour d'émeute et qu'ils affubleraient du bonnet rouge ; ce digne homme pourrait se laisser faire par amour de la paix, mais en garderait probablement quelque rancune. La surprise du scrutin répondit à la surprise de l'émeute. Sûrement la conduite de la France eût été plus digne et plus loyale si, à l'annonce de la révolution, elle avait résisté en face, arrêté poliment les commissaires du gouvernement provisoire à leur descente de diligence, et convoqué des espèces de conseils généraux qui eussent rétabli la monarchie ; mais plusieurs raisons qui s'entrevoient trop facilement pour qu'il soit besoin de les développer rendaient alors cette conduite impossible ; en outre, la nation à qui l'on donne le suffrage universel devient toujours un peu dissimulée. Elle a entre les mains une arme toute-puissante, qui dispense des guerres civiles. Quand on est sûr que l'ennemi sera obligé de passer par un défilé dont on est maître et où il sera forcé de subir le feu sans répondre, on ne va pas l'attaquer. La France attendit et, en décembre 1848, infligea au parti républicain un affront sanglant. Si février avait prouvé que la France ne tenait pas beaucoup à la monarchie constitutionnelle de la maison d'Orléans, le scrutin du 10 décembre prouva qu'elle ne tenait pas davantage à la république. L'impuissance politique de ce grand pays parut dans tout son jour.

Que dire de ce qui se passa ensuite ? Nous n'aimons pas plus les coups d'État que les révolutions ; nous n'aimons pas les révolutions, justement parce qu'elles amènent les coups d'État. On ne peut cependant accorder au parti de 1848 sa prétention fondamentale. Ce parti, au nom de je



ne sais quel droit divin, s'arroge le pouvoir qu'il n'accorde à aucun autre parti d'avoir pu enchaîner la France, si bien que les illégalités qu'on a faites pour briser les liens dont il avait entouré le pays sont des crimes, tandis que sa Révolution de février, à lui, n'a été qu'un acte glorieux. Voilà qui est inacceptable. *Quis tulerit Gracchos de seditione querentes?* Qui frappe avec l'épée finira par l'épée. Si les fusils qui couchèrent en joue M. Sauzet et la duchesse d'Orléans le 24 février 1848 furent innocents, les baïonnettes qui envahirent la Chambre le 2 décembre 1851 ne furent pas coupables. Pour nous, chacune de ces violences est un coup de poignard à la patrie, une blessure qui atteint les parties les plus essentielles de sa constitution, un pas de plus dans un labyrinthe sans issue, et nous avons le droit de dire de toute ces néfastes journées :

*Excidat illa dies ævo, nec postera credant  
Secula ; nos etiam taceamus, et oblita multa  
Nocte tegi nostrae patiamur crimina genis.*

### III

L'empereur Napoléon III et le petit groupe d'hommes qui partagent sa pensée intime apportèrent au gouvernement de la France un programme qui, pour n'être pas fondé sur l'histoire, ne manquait pas d'originalité : relever la tradition de l'Empire, profiter de sa légende grandiose si vivante encore dans le peuple, faire parler le sentiment populaire à cet égard par le suffrage universel, amener par ce suffrage une délégation engageant l'avenir et fondant l'hérédité, provoquer, suivant l'idée chère à la France, une élection dynastique (1); au dedans, gouvernement personnel

(1) L'idée que l'élection a joué un rôle à l'origine des dynasties de la France, quoique historiquement fausse, se retrouve dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Voir les romans de *Hugues Capet* et de *Bandouin de Sebourg*.



de l'Empereur, avec des apparences de gouvernement parlementaire habilement réduites à la nullité ; au dehors, rôle brillant et actif rendant peu à peu à la France, par la guerre et la diplomatie, la place de premier ordre qu'elle possédait, il y a soixante ans, parmi les nations de l'Europe et que depuis 1814 elle a perdue.

La France, pendant dix-sept ans, a laissé faire cette expérience avec une patience qu'on pourrait appeler exemplaire, si jamais il était bon pour une nation de trop pratiquer l'abnégation quand il s'agit de ses destinées. Où en est l'expérience ? Quels résultats a-t-elle amenés ?

Peut-on dire d'abord que la nouvelle maison napoléonienne se soit fondée, c'est-à-dire ait créé autour d'elle ces sentiments d'affection et de dévouement personnel qui font la force d'une dynastie ? Il ne faut pas à cet égard se faire d'illusion. L'égoïsme, le scepticisme, l'indifférence envers les gouvernants, la persuasion qu'on ne leur doit aucune reconnaissance ont totalement desséché le cœur du pays. La question est devenue une question d'intérêt. La fortune publique ayant pris un grand accroissement, si la question se posait en ces termes : *révolution — pas de révolution*, le second terme obtiendrait une immense majorité ; mais souvent un pays qui ne veut pas de la révolution fait ce qu'il faut pour l'amener. En tout cas, ces sentiments d'effusion tendre et de fidélité que le pays avait autrefois pour ses rois, il n'y faut plus penser. Les personnes ayant pour la dynastie napoléonienne les sentiments que le royaliste de la Restauration avait pour la famille royale pourraient se compter. Il n'y a presque pas de légitimistes napoléoniens ; voilà un fait dont le gouvernement ne peut assez se pénétrer.

La partie du programme de l'empereur Napoléon III relative à la gloire militaire et au rôle prépondérant de la France avait sa grandeur, et ceux qui, du point de vue des intérêts généraux de la civilisation, sont reconnaissants à l'Empereur de la guerre de Crimée et de celle d'Italie ne peuvent juger avec sévérité tous les points de la politique étrangère du second Empire ; mais il est clair que la France n'est nullement à l'unisson de pareilles idées. Mis au suffrage universel, le plébiscite *pas de guerre* réunirait une

majorité bien plus forte que *pas de révolution*. La France actuelle n'est pas plus héroïque que sentimentale. La prépondérance d'une nation européenne sur les autres est devenue impossible dans l'état actuel des sociétés. Les intentions menaçantes imprudemment exprimées de ce côté du Rhin (et ce n'est pas le gouvernement qui à cet égard a été le plus coupable ou le plus maladroit) ont provoqué chez les nations germaniques une émotion qui tombera le jour où elles seront rassurées sur l'ambition qu'elles ont pu nous supposer. Ce jour-là cessera la force de la Prusse dans le corps germanique, force qui n'a pas d'autre raison d'être que la crainte de la France. Ce jour-là même cessera probablement le désir d'unité politique, désir si peu conforme à l'esprit germanique et qui n'a jamais été, chez les Allemands, qu'une mesure défensive, impatiemment tolérée, contre un voisin fortement organisé.

Ce seul point changé dans le programme primitif de l'empereur Napoléon III suffirait pour modifier tout ce qui a trait au gouvernement intérieur. L'empereur Napoléon III n'a jamais cru pouvoir gouverner sans une chambre élective ; seulement, il a espéré rester longtemps, sinon toujours, maître des élections. C'était là un calcul qui n'aurait pu se réaliser qu'avec de perpétuelles guerres, de perpétuelles victoires. Le gouvernement personnel ne se maintient qu'à la condition d'avoir toujours et partout gloire et succès. Comment pouvait-on espérer qu'à moins d'un éblouissement de prospérité le pays déposerait éternellement dans l'urne le bulletin que l'administration lui mettait dans la main ? Il était inévitable qu'un jour la France voulût se servir de l'arme puissante qu'on lui avait laissée et prit une part de responsabilité dans ses affaires. En politique, on ne joue pas longtemps avec les apparences. On devait s'attendre à ce que le simulacre de gouvernement parlementaire que l'empereur Napoléon III avait toujours conservé devînt une réalité sérieuse. Les dernières élections ont fait passer cette supposition dans le domaine des faits accomplis. Les élections de mai et juin 1869 ont montré que la loi de notre société ne pouvait être celle du césarisme romain. Le césarisme romain fut également à son origine

un despotisme entouré de fictions républicaines ; le despotisme tua les fictions ; chez nous, au contraire, les fictions représentatives ont tué le despotisme. Cela n'arriva pas sous le premier Empire, car le mode d'élection du corps législatif était alors tout à fait illusoire. Rien ne prouve mieux que les événements de ces derniers mois combien l'idéal de gouvernement créé par l'Angleterre s'impose forcément à tous les États. On dit souvent que la France n'est pas faite pour un tel gouvernement. La France vient de prouver qu'elle pense le contraire ; en tout cas, si cela était vrai, je dirais qu'il faut désespérer de l'avenir de la France. Le régime libéral est une nécessité absolue pour toutes les nations modernes. Qui ne pourra s'y accommoder périra. D'abord le régime libéral donnera aux nations qui l'ont adopté une immense supériorité sur celles qui ne pourront s'y plier. Une nation qui ne sera capable ni de la liberté de la presse, ni de la liberté de réunion, ni de la liberté politique, sera certainement dépassée et vaincue par les nations qui peuvent supporter de telles libertés. Ces dernières seront toujours mieux informées, plus instruites, plus sérieuses, mieux gouvernées.

Une autre raison encore établit que, si la France est condamnée à une fatale alternative d'anarchie et de despotisme, sa perte est inévitable. On ne sort de l'anarchie que par un grand état militaire, lequel, outre qu'il ruine et épuise la nation, ne peut conserver son ascendant sur la nation qu'à la condition d'être toujours victorieux à l'étranger. Le régime de compression militaire à l'intérieur amène nécessairement la guerre étrangère ; une armée vaincue et humiliée ne peut comprimer énergiquement. Or, dans l'état actuel de l'Europe, une nation condamnée à faire par système la guerre à l'extérieur est une nation perdue. Cette nation provoquera sans cesse contre elle des coalitions et des invasions. Voilà comment l'état instable du gouvernement intérieur de la France constitue pour elle un danger au dehors, et fait d'elle une nation guerrière, bien que l'opinion générale y soit très pacifique. L'équilibre de l'Europe exige que toutes les nations qui la composent aient à peu près la même constitution politique. *Un ebrius inter sobrios*

ne saurait être toléré dans ce concert. La première République fut conséquente dans sa guerre de propagande ; elle sentait que la république française ne pouvait exister si elle n'était entourée de républiques batave, parthénopéenne, etc.

De toutes parts, on arrive donc à cette conséquence que la France doit entrer sans retard dans la voie du gouvernement représentatif. Une question préalable se poserait ici : l'empereur Napoléon III se résignera-t-il à ce changement de rôle ? Modifiera-t-il à ce point un programme qui est pour lui non un simple calcul d'ambition, mais une foi, un enthousiasme, la croyance qui explique toute sa vie ? Après avoir aimé jusqu'au fanatisme un idéal qu'il tient pour le seul noble et grand, mais dont la France n'a pas voulu, n'éprouvera-t-il pas un invincible dégoût pour ce régime de paix, d'économie, de petites batailles ministérielles, qui s'est toujours présenté à lui comme une image de décadence, et qu'il associe au souvenir d'une dynastie tenue de lui en peu d'estime ? Sortira-t-il de ce cercle de conseillers et de ministres médiocres où il paraît se complaire ? Le souverain investi par plébiscite de la plénitude des droits populaires peut-il être parlementaire ? Le plébiscite n'est-il pas la négation de la monarchie constitutionnelle ? Un tel gouvernement est-il jamais sorti d'un coup d'État ? Peut-il exister avec le suffrage universel ? Le respect dû à la personne du souverain nous interdit d'examiner ces questions. Le caractère de l'empereur Napoléon III est d'ailleurs un problème sur lequel, même quand on posséderait des données que personne maintenant ne peut avoir, on fera bien de s'exprimer avec beaucoup de précautions. Il y aura peu de sujets historiques où il sera plus important d'user de retouches, et, si dans cinquante ans il n'y a pas un critique aussi profond que M. Sainte-Beuve, aussi consciencieux, aussi attentif à ne pas effacer les contradictions et à les expliquer, l'empereur Napoléon III ne sera jamais bien jugé. Nous ne ferons qu'une seule réflexion. Les considérations de race et de sang, qui étaient jadis décisives en histoire, ont beaucoup perdu de leur force. Des substitutions qui eussent été impossibles sous l'ancien régime



peuvent être devenues possibles. Le caractère des familles, qui était autrefois inflexible, si bien qu'un Bourbon, par exemple, ne pouvait convenir qu'à un rôle déterminé, est maintenant susceptible de bien des modifications. Le rôle historique et la race ne sont plus deux choses inséparables. Qu'un héritier de Napoléon I<sup>er</sup> accomplisse une œuvre en contradiction avec l'œuvre de Napoléon I<sup>er</sup>, il n'y a en cela rien d'absolument inadmissible. L'opinion publique est tellement devenue le souverain maître que chaque nom, chaque homme n'est que ce qu'elle le fait. Les objections à priori que certaines personnes élèvent contre la possibilité d'un avenir constitutionnel avec la famille Bonaparte ne sont donc pas décisives. La famille capétienne, qui devint bien réellement la représentation de la nationalité française et du tiers état, fut, à l'origine, ultra-germanique, ultra-féodale.

De même que l'architecture fait un style avec des fautes et des inexpériences, de même un pays tire tel parti qu'il veut des actes où la fatalité l'a poussé. Nous jouissons des bienfaits de la royauté, quoique la royauté ait été fondée par une série de crimes ; nous profitons des conséquences de la Révolution, quoique la Révolution ait été un tissu d'atrocités. Une triste loi des choses humaines veut qu'on devienne sage quand on est usé. On a été trop difficile, on a repoussé l'excellent ; on reste dans le médiocre par crainte du pire. La coquette qui a refusé les plus beaux mariages finit souvent par un mariage de raison. Ceux qui ont rêvé la république sans républicains se laissent aller de même à concevoir un règne de la famille Bonaparte sans bonapartistes, un état de choses où cette famille, débarrassée de l'entourage compromettant de ceux qui ont fondé son second avènement, trouverait ses meilleurs appuis, ses conseillers les plus sûrs dans ceux qui ne l'ont pas faite, mais l'ont acceptée comme voulue par la France et susceptible d'ouvrir quelque issue à l'étrange impasse où nous a engagés la destinée. Il est très vrai qu'il n'y a pas un exemple de dynastie constitutionnelle sortie d'un coup d'État. Des Visconti, des Sforza, tyrans issus de discordes républicaines, ne sont pas l'étoffe dont on fait des royautés légitimes. De



telles royautés ne se sont fondées que par la particulière dureté et hauteur de la race germanique aux époques barbares et inconscientes, où l'oubli est possible et où l'humanité vit dans ces ténèbres mystérieuses qui fondent le respect. *Fata viam invenient...* Le défi étrange que la France a jeté à toutes les lois de l'histoire impose en de telles inductions une extrême réserve. Montons plus haut, et, négligeant ce qui peut être déjoué par l'accident de demain, recherchons quelles sont dans le pays les raisons d'être de la monarchie constitutionnelle, quels motifs peuvent en faire espérer le triomphe, quelles craintes peuvent rester sur son établissement.

#### IV

Nous avons vu que le trait particulier de la France, trait qui la sépare profondément de l'Angleterre et des autres États européens (l'Italie et l'Espagne jusqu'à un certain point exceptées), est que le parti républicain constitue dans son sein un élément considérable. Ce parti, qui fut assez fort pour renverser Louis-Philippe et pour imposer quelques mois sa théorie à la France, fut, après le 2 Décembre, l'objet d'une sorte de proscription. A-t-il disparu pour cela ? Non, certes. Les progrès qu'il a faits en ces dix-sept dernières années ont été très sensibles. Non seulement il s'est maintenu en possession de la majorité dans Paris et les grandes villes, mais encore il a conquis des pays entiers ; toute la zone des environs de Paris lui appartient. L'esprit démocratique, tel que nous le connaissons à Paris, avec sa raideur, son ton absolu, sa simplicité décevante d'idées, ses soupçons méticuleux, son ingratitude, a conquis certains cantons ruraux d'une façon qui étonne. Dans tel village, la situation des fermiers et des valets de ferme est exactement celle des ouvriers et des patrons dans une ville de manufactures ; des paysans vous y feront de la politique rogue, radicale et jalouse avec autant d'assurance que des

ouvriers de Belleville ou du faubourg Saint-Antoine. L'idée des droits égaux de tous, la façon de concevoir le gouvernement comme un simple service public qu'on paye et auquel on ne doit ni respect ni reconnaissance, une sorte d'impertinence américaine, la prétention d'être aussi sage que les meilleurs hommes d'État et de réduire la politique à une simple consultation de la volonté de la majorité, voilà l'esprit qui envahit de plus en plus, même les campagnes. Je ne doute pas que cet esprit ne fasse tous les jours des progrès, et qu'aux prochaines élections il ne se montre, partout où il sera le maître, plus exigeant, plus intraitable encore qu'il ne l'a été cette année.

Le parti républicain pourra-t-il cependant devenir un jour la majorité et faire prévaloir en France les institutions américaines ? Je ne le crois pas. L'essence de ce parti est d'être une minorité. S'il aboutissait à une révolution sociale, il pourrait créer de nouvelles classes, mais ces classes deviendraient monarchiques le lendemain de leur enrichissement. Les intérêts les plus pressants de la France, son esprit, ses qualités et ses défauts lui font de la royauté un besoin. Le lendemain du jour où le parti radical aura jeté bas une monarchie, les journalistes, les littérateurs, les artistes, les gens d'esprit, les gens du monde, les femmes conspireront pour en établir une autre, car la monarchie répond à des besoins profonds de la France. Notre amabilité seule suffit pour faire de nous de mauvais républicains. Les charmantes exagérations de la vieille politesse française, la courtoisie qui nous met aux pieds de ceux avec qui nous sommes en rapport sont le contraire de cette raideur, de cette âpreté, de cette sécheresse que donne au démocrate le sentiment perpétuel de son droit. La France n'excelle que dans l'exquis, elle n'aime que le distingué, elle ne sait faire que de l'aristocratique. Nous sommes une race de gentilshommes ; notre idéal a été créé par des gentilshommes, non, comme celui de l'Amérique, par d'honnêtes bourgeois, de sérieux hommes d'affaires. De telles habitudes ne sont satisfaites qu'avec une haute société, une cour et des princes du sang. Espérer que les grandes et fines œuvres françaises continueraient de se produire dans un monde

bourgeois, n'admettant d'autre inégalité que celle de la fortune, c'est une illusion. Les gens d'esprit et de cœur qui dépensent le plus de chaleur pour l'utopie républicaine seraient justement ceux qui pourraient le moins s'accommoder d'une pareille société. Les personnes qui poursuivent si avidement l'idéal américain oublient que cette race n'a pas notre passé brillant, qu'elle n'a pas fait une découverte de science pure ni créé un chef-d'œuvre, qu'elle n'a jamais eu de noblesse, que le négoce et la fortune l'occupent tout entière. Notre idéal à nous ne peut se réaliser qu'avec un gouvernement donnant de l'éclat à ce qui approche de lui, et créant des distinctions en dehors de la richesse. Une société où le mérite d'un homme et sa supériorité sur un autre ne peuvent se révéler que sous forme d'industrie et de commerce nous est antipathique ; non que le commerce et l'industrie ne nous paraissent honnêtes, mais parce que nous voyons bien que les meilleures choses (par exemple, les fonctions du prêtre, du magistrat, du savant, de l'artiste et de l'homme de lettres sérieux) sont l'inverse de l'esprit industriel et commercial, le premier devoir de ceux qui s'y adonnent étant de ne pas chercher à s'enrichir et de ne jamais considérer la valeur vénale de ce qu'ils font.

Le parti républicain pourra donc empêcher tout gouvernement libéral de s'établir, car, en provoquant des séditions, il lui sera toujours loisible de forcer les gouvernements à s'armer de lois répressives, à restreindre les libertés, à fortifier l'élément militaire ; il est douteux qu'il soit capable de s'établir lui-même. La haine entre lui et la partie paisible du pays ira toujours s'envenimant, car il paraîtra de plus en plus au pays un éternel trouble-fête. Il ne réussira, je le crains, qu'à provoquer des espèces de crises périodiques, suivies d'expulsions violentes, que le parti conservateur montrera comme des assainissements, mais qui seront en réalité des affaiblissements, et qui en tout cas useront d'une manière déplorable le tempérament de la France. Dans ces vomissements convulsifs, en effet, des éléments excellents, nécessaires à la vie d'une nation, seront rejetés avec les éléments impurs. Comme il est arrivé après 1848, les idées libérales souffriront de leur inévitable

solidarité avec un parti qui, plein d'illusions généreuses, exerce un grand attrait sur les imaginations jeunes, et qui, d'ailleurs, a toute une partie de son programme en commun avec l'école libérale. Il est à craindre que de longues habitudes d'esprit, une certaine raideur, beaucoup de routine et d'habitude de tout juger d'après Paris (habitude facile à comprendre chez un parti qui fut à l'origine essentiellement parisien) n'induisent ce parti à croire que des révolutions dans le genre de 1830 et 1848 pourraient se renouveler. Rien ne serait plus funeste. Le temps des révolutions parisiennes est fini. Je fonde cette opinion beaucoup moins sur les changements matériels accomplis dans Paris que sur deux raisons qui pèseront, selon moi, d'un poids énorme sur les destinées de l'avenir.

L'une est l'établissement du suffrage universel. Un peuple en possession de ce suffrage ne laissera pas faire de révolution par sa capitale. Si une telle révolution s'opérait dans Paris (chose heureusement impossible), je suis persuadé que les départements ne l'accepteraient pas, que des barricades s'élèveraient sur les chemins de fer pour arrêter la propagation de l'incendie et empêcher l'approvisionnement de la capitale, que l'émeute parisienne, vite affamée, n'aurait que quelques jours de vie. L'émancipation de la province a fait depuis 1848 de grands progrès.

Un autre événement, d'ailleurs, doit être pris en grande considération. Toute la philosophie de l'histoire est dominée par la question de l'armement. Rien n'a autant contribué au triomphe de l'esprit moderne que l'invention de la poudre à canon. L'artillerie a tué la chevalerie et la féodalité, créé la force des royautes et des États, maté définitivement la barbarie, rendu impossibles ces cyclones étranges du monde tartare qui, se formant au centre de l'Asie, venaient ébranler l'Europe et terrifier le monde chrétien. L'application délicate de la science à l'art de la guerre amènera de nos jours des révolutions presque aussi graves. La guerre deviendra de plus en plus un problème scientifique et industriel ; l'avantage sera pour la nation la plus riche, la plus scientifique, la plus industrielle. Si nous examinons les effets de ce changement à l'intérieur des

États, il est clair que l'application en grand de la science à l'armement profitera uniquement aux gouvernements. L'effet de l'artillerie fut de démolir les uns après les autres tous les châteaux féodaux ; une décharge de tel engin perfectionné arrêtera une révolution. Aux époques où l'armement est peu perfectionné, un citoyen égale presque un soldat ; mais, dès que le procédé agressif devient une chose savante, exigeant des instruments de précision et demandant une éducation spéciale, le soldat a une immense supériorité sur la masse désarmée. Tout porte donc à croire que des révolutions commencées par les citoyens seraient désormais écrasées dans leur germe.

C'est ce que comprennent avec leur habileté ordinaire les jésuites quand ils s'emparent des avenues de l'école de Saint-Cyr et de l'École polytechnique. Ils voient l'avenir de ceux qui savent manier les armes savantes et les forces disciplinées, et ils reconnaissent très bien que l'avantage, sous ce rapport, est aux anciennes classes nobles, moins préoccupées que la bourgeoisie d'industrie ou de positions civiles lucratives, et par là même plus capables d'abnégation. La victoire est toujours à l'abnégation. Le Germain conquiert le monde parce qu'il était capable de fidélité, c'est-à-dire d'abnégation. Il est vrai que le parti démocratique est capable, lui aussi, de grands sacrifices, mais non de celui qui consiste à mourir par fidélité et à supporter le dédain de l'aristocrate dont on est moralement le supérieur.

La France paraît donc devoir longtemps encore échapper à la république, même quand le parti républicain formerait la majorité numérique. La France voit grandir chaque jour dans son sein une masse populaire dénuée d'idéal religieux, et repoussant tout principe social supérieur à la volonté des individus. L'autre masse, non encore pénétrée de cette idée égoïste, est chaque jour diminuée par l'instruction primaire et par l'usage du suffrage universel ; mais, contre ce flot montant d'idées envahissantes, lesquelles, étant jeunes et inexpérimentées, ne tiennent compte d'aucune difficulté, se dressent des intérêts et des besoins supérieurs, qui veulent une organisation et une direction de la société par un principe de raison et de science distinct de la volonté



des individus. Le démocrate s'imagine toujours que la conscience de la nation est parfaitement claire, il n'admet rien d'obscur, d'hésitant, de contradictoire dans l'opinion : compter les voix et faire ce que veut la majorité lui paraissent choses fort simples ; mais ce sont là des illusions. Longtemps encore l'opinion devra être devinée, pressentie, supposée et jusqu'à un certain point dirigée. De là des intérêts monarchiques qui, le lendemain de l'établissement de la république, se montreront formidables, même dans l'esprit de ceux qui auront fait ou laissé faire la république.

Le mouvement qui s'opère dans les classes populaires et qui tend à donner aux individus une conscience de plus en plus nette de leurs droits est un fait si évident que vouloir s'y opposer serait de la pure folie. Le devoir de la politique est non pas de combattre un tel mouvement, mais de le prévoir et de s'en accommoder. Les savants n'ont jamais cherché des moyens pour arrêter la marée ; ils ont mieux fait ; ils ont si bien déterminé les lois du phénomène que le navigateur sait minute par minute l'état de la mer et en tire grand profit. L'essentiel est que le flot ascendant n'emporte pas les digues nécessaires et ne produise pas, en se retirant, de funestes réactions. Or c'est là, suivant les apparences, ce qui arrivera toutes les fois que la démocratie française sera conduite par le jacobinisme âpre, hargneux, pédantesque, qui remue le pays, parfois même lui donne de l'essor, mais ne le conduira jamais à une constitution assurée. Ce parti peut faire une révolution, il ne régnera pas plus de deux mois après l'avoir faite. Même le jour où (chose peu probable) il arriverait à une majorité de scrutin, il ne fonderait rien encore, car les éléments dont il dispose, excellents pour agiter, sont instables, faciles à diviser, et tout à fait incapables de fournir les éléments solides d'une construction. Sa force, quoique grande, est en partie une force de circonstance. Dix fois il m'a été donné, pendant une campagne électorale, d'entendre le dialogue que voici : « Nous ne sommes pas contents du gouvernement ; il coûte trop cher ; il gouverne au profit d'idées qui ne sont pas les nôtres ; nous voterons pour le candidat de l'opposition la plus avancée. — Vous êtes donc révolutionnaires ? —

Nullement ; une révolution serait le dernier malheur. Il s'agit seulement de faire impression sur le gouvernement, de le forcer à changer, de le contenir vigoureusement. — Mais, si la Chambre est composée de révolutionnaires, c'est le renversement du gouvernement. — Non ; il n'y en aura que vingt ou trente, et puis le gouvernement est si fort ! il a les chassapots ! » Ce naïf raisonnement donne la mesure de l'illusion que se fait la gauche radicale quand elle s' imagine que le pays la veut pour elle-même. Une grande partie du pays la prend comme un bâton pour châtier le pouvoir, non comme un appui pour s'étayer. « On nous nomme, donc on nous aime », serait de la part des honorables membres de l'opposition dite avancée la plus dangereuse des conclusions. On les nomme pour donner une leçon au gouvernement, et avec la persuasion que le gouvernement est assez fort pour supporter la leçon. Le jour où il n'en serait plus ainsi et où l'on s'apercevrait qu'on a mis en danger l'existence du gouvernement, il se ferait une volte-face, si bien que le parti radical est soumis à cette loi étrange que l'heure de sa victoire est le commencement de sa défaite. Son triomphe est sa fin ; souvent ceux qui l'ont nommé et mis en avant applaudissent eux-mêmes à sa proscription.

L'ordre en effet est devenu, dans nos sociétés modernes d'Europe, une condition si impérieuse que de longues guerres civiles sont impossibles. On cite quelquefois l'exemple de ces illustres républiques grecques et italiennes, qui créèrent une admirable civilisation au milieu d'un état politique assez analogue à notre Terreur ; mais on ne saurait rien conclure de là pour des sociétés comme les nôtres, où les ressorts sont bien plus compliqués. L'Espagne, les républiques espagnoles de l'Amérique, l'Italie même peuvent supporter plus d'anarchie que la France, parce que ce sont des pays où la vie matérielle est plus facile, où il y a moins de sources de richesse, où les intérêts et le crédit ont pris moins de développement. La Terreur, à la fin du dernier siècle, fut la suspension de la vie. Ce serait de nos jours bien pis encore. De même qu'un être d'une structure simple résiste à des milieux très différents, et que les animaux fins, tels que l'homme, ont des limites de vie très

restreintes, si bien que de légers changements dans leurs habitudes amènent pour eux la mort, de même nos civilisations montées comme de savants appareils ne supportent pas de crises. Elles ont, si j'ose le dire, le tempérament délicat ; un degré de plus ou de moins les tue. Huit jours d'anarchie amèneraient des pertes incalculables ; au bout d'un mois peut-être, les chemins de fer s'arrêteraient. Nous avons créé des mécanismes d'une précision infinie, des outillages qui marchent par la confiance et qui tous supposent une profonde tranquillité publique, un gouvernement à la fois fortement établi et sérieusement contrôlé. Je sais qu'aux États-Unis les choses ne se passent point de la sorte ; on y supporte des désordres qui chez nous feraient pousser des cris d'alarme. Cela vient de ce que l'assise constitutionnelle des États-Unis n'est jamais réellement compromise. Ces pays américains, peu gouvernés, ressemblent aux pays européens où la dynastie est hors de question. Ils ont le respect de la loi et de la constitution, qui représentent chez eux ce qu'est en Europe le dogme de la légitimité. Comparer les pays à tendances socialistes, comme le nôtre, où tant de personnes attendent d'une révolution l'amélioration de leur sort, à de pareils États, complètement exempts de socialisme, où l'homme, tout occupé de ses affaires privées, demande au gouvernement très peu de garanties, est la plus profonde erreur qu'on puisse commettre en fait d'histoire philosophique.

Le besoin d'ordre qu'éprouvent nos vieilles sociétés européennes, coïncidant avec le perfectionnement des armes, donnera en somme aux gouvernements autant de force que leur en enlève chaque jour le progrès des idées révolutionnaires. Comme la religion, l'ordre aura ses fanatiques. Les sociétés modernes offrent cette particularité qu'elles sont d'une grande douceur quand leur principe n'est pas en danger, mais qu'elles deviennent impitoyables si on leur inspire des doutes sur les conditions de leur durée. La société qui a eu peur est comme l'homme qui a eu peur : elle n'a plus toute sa valeur morale. Les moyens qu'employa la société catholique au XIII<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècle pour défendre son existence menacée, la société moderne les emploiera,

sous des formes plus expéditives et moins cruelles, mais non moins terribles. Si les vieilles dynasties y sont impuissantes, ou si, comme il est probable, elles refusent le pouvoir dans des conditions indignes d'elles, on recourra aux « paciers » et aux podestats de l'Italie du Moyen Âge, que l'on chargera à forfait, et sur un sanglant programme réglé d'avance, de rétablir les conditions de la vie. Cette ère de podestats, bien blasés sur la gloire, et qui ne voudront pour prix de leurs services que de beaux profits, sera l'ère des supplices. Les supplices reviennent toujours aux époques d'égoïsme et de perfidie, qui ont tué toute fidélité personnelle, quand la hiérarchie de l'humanité ne se fonde plus que sur la peur, et que l'homme n'a de prise sur son semblable qu'en torturant sa chair. On reverra le *carême* des Visconti, les supplices des Achéménides et de Timour. Des dictateurs d'aventure analogues aux généraux de l'Amérique espagnole se chargeront seuls d'une telle besogne. Comme nos races cependant ont un fonds de fidélité dont elles ne se départent pas, comme d'ailleurs il restera longtemps des survivants des anciennes dynasties, il y aura probablement des retours de légitimité et même de féodalité après chaque cruelle dictature. En certaines provinces, les populations iront demander à des familles anciennes, riches, habituées au maniement des armes, de se mettre à leur tête pour lutter contre l'anarchie et former des centres de résistance locale. Plus d'une fois encore, on suppliera les vieux détenteurs traditionnels de rôles nationaux de reprendre leur tâche et de rendre à tout prix, aux pays qui contractèrent jadis avec leurs ancêtres, un peu de paix, de bonne foi et d'honneur. Peut-être se feront-ils prier et mettront-ils à leur acceptation des clauses qu'on ne marchandera pas. Peut-être même leur demandera-t-on de n'accepter aucune condition et, dans l'intérêt des peuples, de conserver intacte une plénitude de pouvoir qu'on envisagera comme la propriété la plus précieuse de la nation. En présence de certains faits comme ceux qui se sont passés récemment en Grèce, au Mexique, en Espagne, le parti démocratique dit parfois avec un sourire : « On ne trouve plus de rois. » En effet, nous verrons un temps où la royauté dépréciée n'aura plus assez d'attraits



pour tenter les princes capables et se respectant eux-mêmes. Dieu veuille qu'un jour, pour avoir trop fait fi des libertés octroyées, on ne soit pas amené à prier les souverains de les réserver toutes, ou de n'en délier le faisceau que lentement, par des concessions et des chartes personnelles, locales, momentanées !

Un retour des barbares, c'est-à-dire un nouveau tricomphe des parties moins conscientes et moins civilisées de l'humanité sur les parties plus conscientes et plus civilisées, paraît, au premier coup d'œil, impossible. Entendons-nous bien à cet égard. Il existe encore dans le monde un réservoir de forces barbares, placées presque toutes sous la main de la Russie. Tant que les nations civilisées conserveront leur forte organisation, le rôle de cette barbarie est à peu près réduit à néant ; mais certainement, si (ce qu'à Dieu ne plaise !) la lèpre de l'égoïsme et de l'anarchie faisait périr nos États occidentaux, la barbarie retrouverait sa fonction, qui est de relever la virilité dans les civilisations corrompues, d'opérer un retour vivifiant d'instinct quand la réflexion a supprimé la subordination, de montrer que se faire tuer volontiers par fidélité pour un chef (chose que le démocrate tient pour basse et insensée) est ce qui rend fort et fait posséder la terre. Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que le dernier terme des théories démocratiques socialistes serait un complet affaiblissement. Une nation qui se livrerait à ce programme, répudiant toute idée de gloire, d'éclat social, de supériorité individuelle, réduisant tout à contenter les volontés matérialistes des foules, c'est-à-dire à procurer la jouissance du plus grand nombre, deviendrait tout à fait ouverte à la conquête, et son existence courrait les plus grands dangers.

Comment prévenir ces tristes éventualités, que nous avons voulu montrer comme des possibilités et non comme des craintes déterminées ? Par le programme réactionnaire ? En comprimant, éteignant, serrant, gouvernant de plus en plus ? Non, mille fois non ; cette politique a été l'origine de tout le mal ; elle serait le moyen de tout perdre. Le programme libéral est en même temps le programme vraiment conservateur. Monarchie constitutionnelle, limitée



et contrôlée; décentralisation, diminution du gouvernement, forte organisation de la commune, du canton, du département; large essor donné à l'activité individuelle dans le domaine de l'art, de l'esprit, de la science, de l'industrie, de la colonisation; politique décidément pacifique, abandon de toute prétention à des agrandissements territoriaux en Europe; développement d'une bonne instruction primaire et d'une instruction supérieure capable de donner aux mœurs de la classe instruite la base d'une solide philosophie; formation d'une chambre haute provenant de modes d'élection très variés et réalisant à côté de la simple représentation numérique des citoyens la représentation des intérêts, des fonctions, des spécialités, des aptitudes diverses; dans les questions sociales, neutralité du gouvernement; liberté entière d'association; séparation graduelle de l'Eglise et de l'État, condition de tout sérieux dans les opinions religieuses: voilà ce qu'on rêve quand on cherche, avec la réflexion froide et dégagée des aveuglements d'un patriotisme intempérant, la voie du possible. A quelques égards, c'est là une politique de pénitence, impliquant l'aveu que, pour le moment, il s'agit moins de continuer la Révolution que de la critiquer et de réparer ses erreurs. Je me figure souvent, en effet, que l'esprit français traverse une période de jeûne, une sorte de diète politique, durant laquelle l'attitude qui nous convient est celle de l'homme d'esprit qui expie les fautes de sa jeunesse, ou bien du voyageur déçu qui contourne par le plus long chemin la hauteur qu'il avait prétendu escalader à pic. Les révolutions, comme les guerres civiles, fortifient si l'on en sort; elles tuent si elles durent. Les brillantes et hardies entreprises nous ont mal réussi; essayons des voies plus humbles. Les initiatives de Paris ont été funestes; voyons ce que peut le terre à terre provincial. Craignons ces revendications impérieuses et hautaines, si rarement suivies d'effet. Qu'on me montre un exemple, au moins en France, d'une liberté prise de haute lutte et gardée.

Nul plus que moi n'admire et n'aime ce centre extraordinaire de vie et de pensée qui s'appelle Paris. Maladie si l'on veut, mais maladie à la façon de la perle, précieuse

et exquise hypertrophie, Paris est la raison d'être de la France. Foyer de lumière et de chaleur, je veux bien qu'on l'appelle aussi foyer de décomposition morale, pourvu qu'on m'accorde que sur ce fumier naissent des fleurs charmantes, dont quelques-unes de première rareté. La gloire de la France est de savoir entretenir cette prodigieuse exhibition permanente de ses produits les plus excellents ; mais il ne faut pas se dissimuler à quel prix ce merveilleux résultat est obtenu. Les capitales consomment et ne produisent pas. Il ne faut pas, en portant le mal aux extrêmes, risquer de faire de la France alternativement une tête sans corps et un corps sans tête. L'action politique de Paris doit cesser d'être prépondérante. Les deux choses que la province a jusqu'ici reçues de Paris, les révolutions et le gouvernement, la province commence à les accueillir avec une égale antipathie. Seule, la démocratie parisienne ne fondera rien de solide ; si l'on n'y prend garde, elle amènera des exterminations périodiques, funestes pour la France, puisque la démocratie parisienne est d'un autre côté un ferment nécessaire, un excitant sans lequel la vie de la France languirait. Les réunions publiques de la dernière période électorale à Paris ont révélé un manque complet d'esprit politique. Maîtresse du terrain, la démocratie a mis à l'ordre du jour une sorte de surenchère en fait de paradoxes ; les candidats se sont laissé conduire par les exigences de la foule et n'ont guère été appréciés qu'en proportion de leur vigueur déclamatoire ; l'opinion modérée n'a pu se faire entendre, ou bien a été obligée de forcer sa voix. Paris ignore les deux premières vertus de la vie politique, la patience et l'oubli. La politique du patriarche Jacob, qui voulait que la marche de toute sa tribu se réglât sur le pas des agneaux nouveau-nés, n'est pas du tout son fait.

En général, l'erreur du parti libéral français est de ne pas comprendre que toute construction politique doit avoir une base conservatrice. En Angleterre, le gouvernement parlementaire n'a été possible qu'après l'exclusion du parti radical, exclusion qui s'est faite avec une sorte de frénésie de légitimité. Rien n'est assuré en politique, jus-

qu'à ce qu'on ait amené les parties lourdes et solides qui sont le lest de la nation à servir le progrès. Le parti libéral de 1830 s'imagina trop facilement emporter son programme de vive force, en contrariant en face le parti légitimiste. L'abstention ou l'hostilité de ce parti est encore le grand malheur de la France. Retirée de la vie commune, l'aristocratie légitimiste refuse à la société ce qu'elle lui doit, un patronage, des modèles et des leçons de noble vie, de belles images de sérieux. La vulgarité, le défaut d'éducation de la France, l'ignorance de l'art de vivre, l'ennui, le manque de respect, la parcimonie puérile de la vie provinciale viennent de ce que les personnes qui devraient au pays les types de gentilshommes remplissant les devoirs publics avec une autorité reconnue de tous désertent la société générale, se renferment de plus en plus dans une vie solitaire et fermée. Le parti légitimiste est en un sens l'assise indispensable de toute fondation politique parmi nous ; même les États-Unis possèdent à leur manière cette base essentielle de toute société dans leurs souvenirs religieux, héroïques à leur manière, et dans cette classe de citoyens moraux, fiers, graves, pesants, qui sont les pierres avec lesquelles on bâtit l'édifice de l'État. Le reste n'est que sable ; on n'en fait rien de durable, quelque esprit et même quelque chaleur de cœur qu'on y mette.

Ce parti provincial, qui prend de jour en jour conscience de sa force, que pense-t-il ? que veut-il ? Jamais état d'opinion ne fut plus évident. Ce parti est libéral, non révolutionnaire, constitutionnel, non républicain ; il veut le contrôle du pouvoir, non sa destruction, la fin du gouvernement personnel, non le renversement de la dynastie. Je ne doute pas que, si le gouvernement eût, il y a huit mois, nettement pris son parti, renoncé aux candidatures officielles, au morcellement artificiel des circonscriptions et laissé les élections se faire spontanément par le pays, le scrutin n'eût envoyé une chambre décidément imbue de ces principes, et qui, étant considérée par le pays comme une représentation de sa volonté, aurait eu assez de force pour traverser les circonstances les plus

difficiles. On aura un jour autant de peine à comprendre que l'empereur Napoléon III n'ait pas saisi ce moyen pour obtenir une seconde signature du pays à son contrat de mariage et pour partager avec lui la responsabilité d'un obscur avenir, qu'on en éprouve à comprendre que Louis-Philippe n'ait pas vu dans l'adjonction des capacités une manière d'élargir les bases de sa dynastie. La province, en effet, prend les élections beaucoup plus au sérieux que Paris. N'ayant de vie politique qu'une fois tous les six ans, elle prête aux élections une importance que Paris, avec sa perpétuelle légèreté, ne leur accorde pas. Paris, préoccupé de sa protestation radicale, voit dans les élections non un choix de graves délégués, mais une occasion de manifestations ironiques. La province ne comprend pas ces finesses ; son député est vraiment son mandataire, et elle y tient. Une chambre élue librement et sans l'intervention de l'administration eût-elle été dangereuse pour la dynastie ? L'opposition radicale y eût-elle été représentée par un nombre plus considérable de députés ? Je crois juste tout le contraire. Dans un grand nombre de cas, l'élection des candidats hostiles ou même injurieux a été une façon de protester contre le candidat officiel ou complaisant. La candidature officielle trouble complètement l'opération électorale et en altère la sincérité, non seulement par la pression directe que l'administration exerce en sa faveur, mais surtout par la fausse situation où elle met l'électeur indépendant. Pour celui-ci, en effet, il ne s'agit plus de choisir le candidat qui représente le mieux son opinion, ou qu'il croit le plus capable de rendre des services au pays ; il s'agit d'écarter à tout prix le candidat officiel. Dès lors, plus de nuances, plus de préférences. Les opinions extrêmes trouvant une faveur assurée dans la foule, sur laquelle les assertions tranchées, les déclamations bruyantes ont plus de force que les opinions moyennes, le parti démocratique, d'ailleurs, ayant une organisation que n'a aucun autre parti et disposant d'un vrai fanatisme, les libéraux suivent le torrent et adoptent, malgré leurs répugnances, le candidat radical. C'est une erreur fort répandue en France de croire qu'en deman-



dant plus on obtient moins, et que l'opposition radicale est l'instrument du progrès, la force d'impulsion du gouvernement ; cela est vrai de l'opposition modérée, mais non de l'opinion radicale, laquelle est un obstacle au progrès, un empêchement aux concessions, par la terreur qu'elle inspire et les mesures de répression qu'elle amène.

Plus que jamais l'effort de la politique doit être non pas de résoudre les questions, mais d'attendre qu'elles s'usent. La vie des nations, comme celle des individus, est un compromis entre des contradictions. De combien de choses il faut reconnaître qu'on ne peut vivre ni avec elles ni sans elles, et pourtant l'on vit toujours ! Le prince Napoléon disait, il y a quelques jours, avec esprit, à ceux qui veulent ajourner la liberté jusqu'à ce qu'il n'y ait plus en France ni dynasties rivales ni parti révolutionnaire : « Vous attendrez longtemps. » L'histoire ne blâmera pas la politique de ceux qui, dans un tel état de choses, se seront résignés à vivre d'expédients. Supposez qu'un membre de la branche aînée ou de la branche cadette de Bourbon règne un jour sur la France, ce ne sera point parce que la majorité de la France se sera faite légitimiste ou orléaniste, c'est parce que la *roue de fortune* aura ramené des circonstances où tel membre de la maison de Bourbon se sera trouvé l'utilité du moment. La France a si complètement laissé mourir en elle l'attachement dynastique que même la légitimité n'y rentrerait que par aventure, à titre transitoire. Le positivisme contemporain a tellement supprimé toute métaphysique qu'une idée des plus étroites tend à se répandre : c'est qu'un suffrage populaire a d'autant plus de force qu'il est plus récent, si bien qu'au bout d'une quinzaine d'années on fait cet étrange raisonnement : « La génération qui avait voté tel plébiscite est morte en partie ; le suffrage a perdu sa valeur et a besoin d'être renouvelé. » C'est le contraire de l'idée du Moyen Age, selon laquelle un pacte valait d'autant plus qu'il était plus ancien. C'est en un sens la négation du principe national, car le principe national, comme la religion, suppose des pactes indépendants de la volonté des individus, des pactes



transmis et reçus de père en fils comme un héritage. En refusant à la nation le pouvoir d'engager l'avenir, on réduit tout à des contrats viagers, que dis-je ? passagers ; les exaltés, je crois, les voudraient même annuels, en attendant ce qu'ils appellent le gouvernement direct, état où la volonté nationale ne serait plus que le caprice de chaque heure. Que devient, avec de pareilles conceptions politiques, l'intégrité de la nation ? Comment nier le droit à la sécession quand on réduit tout au fait matériel de la volonté actuelle des citoyens ? La vérité est qu'une nation est autre chose que la collection des unités qui la composent, qu'elle ne saurait dépendre d'un vote, qu'elle est à sa manière une idée, une chose abstraite, supérieure aux volontés particulières. Le principe du gouvernement ne saurait non plus être réduit à une simple consultation du suffrage universel, c'est-à-dire à constater et exécuter ce que le plus grand nombre regarde comme son intérêt. Cette conception matérialiste renferme au fond un appel à la lutte : en se proclamant *ultima ratio*, le suffrage universel part de cette idée que le plus grand nombre est un indice de force ; il suppose que, si la minorité ne pliait pas devant l'opinion de la majorité, elle aurait toute chance d'être vaincue. Mais ce raisonnement n'est pas exact, car la minorité peut être plus énergique et plus versée dans le maniement des armes que la majorité. « Nous sommes vingt, vous êtes un, dit le suffrage universel : cédez, ou nous vous forçons ! — Vous êtes vingt, mais j'ai raison, et à moi seul je peux vous forcer : cédez », dira l'homme armé.

*Fata viam invenient !* Heureux qui peut, comme Boèce, sur les ruines d'un monde, écrire sa *Consolation de la Philosophie* ! L'avenir de la France est un mystère qui déjoue toute sagacité. Certes, d'autres pays agitent de graves problèmes : l'Angleterre, avec un calme qu'on ne peut assez admirer, résout des questions hardies qui chez nous passent pour le domaine des seuls utopistes ; mais partout le débat est circonscrit, partout il y a une arène limitée, des lois du combat, des hérauts et des juges. Chez nous, c'est la constitution même, la forme et jusqu'à un certain

point l'existence de la société qui sont perpétuellement en question. Un pays peut-il résister à un tel régime ? Voilà ce qu'on se demande avec inquiétude. On se rassure en songeant qu'une grande nation est, comme le corps humain, une machine admirablement pondérée et équilibrée, qu'elle se crée les organes dont elle a besoin, et que, si elle les a perdus, elle se les redonne. Il se peut que, dans notre ardeur révolutionnaire, nous ayons poussé trop loin les amputations, qu'en croyant ne retrancher que des superfluités malades nous ayons touché à quelque organe essentiel de la vie, si bien que l'obstination du malade à ne pas se bien porter tienne à quelque grosse lésion faite par nous dans ses entrailles. C'est une raison pour y mettre désormais beaucoup de précautions et pour laisser ce corps, robuste après tout, quoique profondément atteint, réparer ses blessures intérieures et revenir aux conditions normales de la vie.

Hâtons-nous de le dire, d'ailleurs : des défauts aussi brillants que ceux de la France sont à leur manière des qualités. La France n'a pas perdu le sceptre de l'esprit, du goût, de l'art délicat, de l'atticisme ; longtemps encore, elle fixera l'attention de l'humanité civilisée et posera l'enjeu sur lequel le public européen engagera ses paris. Les affaires de la France sont de telle nature qu'elles divisent et passionnent les étrangers autant et souvent plus que les affaires de leur propre pays. Le grand inconvénient de son état politique, c'est l'imprévu ; mais l'imprévu est à double face : à côté des mauvaises chances, il y a les bonnes, et nous ne serions nullement surpris qu'après de déplorables aventures la France traversât des années d'un singulier éclat. Si, lasse enfin d'étonner le monde, elle voulait prendre son parti d'une sorte d'apaisement politique, quelle ample et glorieuse revanche elle pourrait prendre dans les voies de l'activité privée ! Comme elle saurait rivaliser avec l'Angleterre dans la conquête pacifique du globe et dans l'assujettissement de toutes les races inférieures ! La France peut tout, excepté être médiocre. Ce qu'elle souffre, en somme, elle le souffre pour avoir trop osé contre les dieux. Quels que soient les

malheurs que l'avenir lui réserve, et dût le sort du Français, comme celui du Grec, du Juif, de l'Italien, exciter un jour la pitié du monde et presque son sourire, le monde n'oubliera point que, si la France est tombée dans cet abîme de misère, c'est pour avoir fait d'audacieuses expériences dont tous profitent, pour avoir aimé la justice jusqu'à la folie, pour avoir admis avec une généreuse imprudence la possibilité d'un idéal que les misères de l'humanité ne comportent pas.



# LA PART DE LA FAMILLE ET DE L'ÉTAT DANS L'ÉDUCATION (1)

Mesdames, Messieurs,

**V**ous venez d'entendre de nobles, d'excellentes paroles, et dites avec une haute autorité. J'y adhère complètement. Je pense, comme notre digne et illustre président (2), que la question de l'éducation est pour les sociétés modernes une question de vie ou de mort, une question d'où dépend l'avenir. Notre parti, Messieurs, est bien pris à cet égard. Nous ne reculerons jamais devant ce principe philosophique que tout homme a droit à la lumière. Nous avons confiance que la lumière est bienfaisante, que, si elle a parfois des dangers, elle seule peut offrir le remède à ces dangers. Que les personnes qui ne croient pas à la réalité du devoir, qui regardent la morale comme une illusion, prêchent la thèse désolante de l'abrutissement nécessaire d'une partie de l'espèce humaine, rien de mieux ; mais, pour nous qui croyons que la morale est vraie d'une manière absolue, une telle doctrine nous est interdite. A tout prix, et quoi qu'il arrive, *que plus de lumière se fasse !* Voilà notre devise ; nous ne l'abandonnerons jamais.

(1) Conférence faite dans l'ancien Cirque du Prince impérial, le 19 avril 1869.

(2) M. Carnot, député au Corps législatif.



Beaucoup d'esprits, et parfois de bons esprits, ont des scrupules, je le sais. Ils s'effrayent du progrès qui porte de nos jours la conscience dans des portions de l'humanité qui jusqu'à présent y étaient restées fermées. « Il y a, disent-ils, dans le travail humain, des fonctions humbles auxquelles l'homme instruit et cultivé ne consentira jamais à se plier. Le réveil de la conscience est toujours plus ou moins accompagné de révolte ; la diffusion de l'instruction rendra tout à fait impossibles l'ordre, la hiérarchie, l'acceptation de l'autorité, sans lesquels l'humanité n'a pas pu vivre jusqu'ici. » C'est là, Messieurs, un raisonnement très mauvais, j'ose même dire très impie. C'est la raison dont on s'est servi, durant des siècles, pour maintenir l'esclavage. « Le monde, disait-on, a des besognes infimes dont jamais un homme libre ne se chargera ; l'esclavage est donc nécessaire. » L'esclavage a disparu, et le monde n'a pas croulé pour cela. L'ignorance disparaîtra, et le monde ne croulera pas. Le raisonnement que je combats part d'une doctrine basse et fausse : c'est que l'instruction ne sert que pour l'usage pratique qu'on en fait ; si bien que celui qui, par sa position sociale, n'a pas à faire valoir sa culture d'esprit n'a pas besoin de cette culture. La littérature, dans cette manière de voir, ne sert qu'à l'homme de lettres, la science qu'au savant ; les bonnes manières, la distinction ne servent qu'à l'homme du monde. Le pauvre doit être ignorant, car l'éducation et le savoir lui seraient inutiles. Blasphème, Messieurs ! La culture de l'esprit, la culture de l'âme sont des devoirs pour tout homme. Ce ne sont pas de simples ornements, ce sont des choses sacrées comme la religion. Si la culture de l'esprit n'était qu'une chose frivole, « la moins vaine des vanités », comme disait Bossuet, on pourrait soutenir qu'elle n'est pas faite pour tous, de même que le luxe n'est pas fait pour tous. Mais, si la culture de l'esprit est la chose sainte par excellence, nul n'en doit être exclu. On n'a jamais osé dire, au moins dans un pays chrétien, que la religion soit une chose réservée pour quelques-uns, que l'homme humble et pauvre doive être chassé de l'Église. Eh bien ! Messieurs, l'instruction, la culture de l'âme, c'est

notre religion. Nous n'avons le droit d'en chasser personne. Condamner un homme à priori à ne pas recevoir l'instruction, c'est déclarer qu'il n'a pas d'âme, qu'il n'est pas fils de Dieu et de la lumière. Voilà l'impiété par excellence. Je me joins à l'honorable M. Carnot pour lui déclarer une guerre à mort. On a dit que la victoire de Sadowa avait été la victoire de l'instituteur primaire ; cela est vrai, Messieurs. Une nation qui négligerait cette partie de sa tâche non seulement manquerait absolument à ses devoirs envers ses membres, elle se condamnerait à une inévitable décadence, à une complète infériorité devant les autres nations. La doctrine de l'abrutissement d'une partie de l'espèce humaine n'est pas seulement impie, elle est impolitique ; elle exposera la société qui l'adoptera aux plus tristes retours de la brutalité. « Prenez garde, disait Mirabeau, vous qui voulez tenir le peuple dans l'ignorance, c'est vous qui êtes les plus menacés ; ne voyez-vous pas avec quelle facilité d'une bête brute on fait une bête féroce ? »

La question spéciale que j'ai à discuter devant vous, Messieurs, est une des plus difficiles de toutes celles qui sont relatives à cette délicate matière de l'instruction publique. J'entreprends de discuter les droits réciproques de la famille et de l'État dans l'éducation de l'enfant. Ce problème a donné lieu aux solutions les plus opposées. Il tient aux principes les plus profonds de la théorie de la société, principes pour lesquels je dois réclamer tout d'abord votre plus sérieuse attention.

Sauf des cas extrêmement rares, l'homme, Messieurs, naît en société, c'est-à-dire que tout d'abord, et sans qu'il l'ait choisi, l'homme fait partie de groupes dont il est membre-né. La famille, la commune ou la cité, le canton, le département ou la province, l'État, l'Église ou l'association religieuse quelle qu'elle soit, voilà des groupes que j'appellerai naturels, en ce sens que chacun de nous y appartient en naissant, participe à leurs bienfaits et à leurs charges. Établir un juste équilibre entre les droits opposés de ces groupes divers est le grand problème des choses humaines. Nulle part cette tâche n'est plus difficile que

quand il s'agit d'éducation. Dans toutes les autres parties du gouvernement civil, le sujet, le membre de l'État est considéré comme majeur, libre, responsable, capable de raisonner et discerner. Quand il s'agit d'éducation, au contraire, le sujet, qui est l'enfant, est en tutelle, incapable de volonté propre. Le choix de son éducateur, choix dans lequel il n'est pour rien, décidera de sa vie. Sa vie, en d'autres termes, différera totalement, selon que son père, sa mère, sa ville natale, l'État dont il fait partie, l'Église où le sort l'a fait naître régleront son éducation. L'expérience en pareille matière se fait sur le vif, sur des âmes, et sur des âmes mineures, si j'ose le dire, pour lesquelles la loi est obligée de prendre un parti.

L'homme, en effet, Messieurs, est un être essentiellement éduicable. Le don que chacun de nous apporte en naissant n'est presque rien si la société ne vient le développer et en diriger l'emploi. L'animal aussi est susceptible, dans une certaine mesure, d'élargir ses aptitudes par l'éducation ; mais cela est peu de chose, et, en tout cas, l'humanité a seule, comme l'a dit Herder, la possibilité de capitaliser ses découvertes, d'ajouter de nouvelles acquisitions à ses acquisitions plus anciennes, si bien que chacun de nous est l'héritier d'une somme immense de dévouements, de sacrifices, d'expériences, de réflexions, qui constitue notre patrimoine, fait notre lien avec le passé et avec l'avenir. Il n'y a pas de philosophie plus superficielle que celle qui, prenant l'homme comme un être égoïste et viager, prétend l'expliquer et lui tracer ses devoirs en dehors de la société dont il est une partie. Autant vaut considérer l'abeille, abstraction faite de la ruche, et dire qu'à elle seule l'abeille construit son alvéole. L'humanité est un ensemble dont toutes les parties sont solidaires les unes pour les autres. Nous avons tous des ancêtres. Tel ami de la vérité qui a souffert pour elle il y a des siècles nous a conquis le droit de conduire librement notre pensée ; c'est à une longue série de générations honnêtes et obscures que nous devons une patrie, une existence civile et libre. Ce trésor de raison et de science, toujours grandissant, que nous avons reçu du passé et que nous léguons à l'avenir, c'est l'éducation,

Messieurs, l'éducation à tous ses degrés, qui nous y fait participer. Ce trésor appartient à la société qui le dispense. Sous quelle forme, par quelles mains, avec quelles garanties cette dispensation doit-elle se faire ?

Un principe sur lequel tous les bons esprits de nos jours paraissent d'accord est de n'attribuer à la société, je veux dire à la commune, à la province, à l'État, que ce que les individus isolés ou associés librement ne peuvent faire. Le progrès social consistera justement dans l'avenir à transporter une foule de choses de la catégorie des choses d'État à la catégorie des choses libres, abandonnées à l'initiative privée. La religion, par exemple, était autrefois une chose d'État ; elle ne l'est plus et tend chaque jour à devenir une chose tout à fait libre. Concevons-nous une société où l'instruction publique pourrait de même être considérée comme une chose libre, ne regardant que l'individu et la famille ; une société où il n'y aurait aucune administration de l'instruction publique, où l'État et la commune ne s'occuperaient pas plus de l'école à laquelle le père conduit son fils que de la maison où il se fournit de vêtements ; une société où chacun choisirait un professeur, un médecin, un avocat, selon l'opinion qu'il a de sa capacité, et sans s'inquiéter s'il est diplômé par l'État ? Oui, sans doute, une telle société se conçoit ; le jour où une pareille absence de législation serait possible, un immense progrès intellectuel et moral aurait été accompli ; car une société est d'autant plus parfaite que l'État s'y occupe de moins de choses ; mais ce jour est fort éloigné. Tous les pays du monde, la libre Amérique plus qu'aucun autre, regardent comme impossible d'abandonner purement et simplement à la sollicitude des particuliers le soin de l'instruction publique. Il est indubitable que l'application d'un tel système aurait, à l'heure qu'il est, pour conséquence de réduire déplorablement le nombre de ceux qui participent à l'instruction et d'en abaisser misérablement le niveau. Nous ne discuterons donc pas, Messieurs, une utopie qui deviendra peut-être un jour une réalité, l'utopie d'une instruction absolument libre, je veux dire dont ni l'État, ni le canton, ni le département, ni la commune ne



s'occuperaient, ni pour la subventionner, ni pour la surveiller. Nous rechercherons comment, dans l'état actuel de nos sociétés, il est possible, en pareille matière, de concilier l'intérêt de l'État avec les droits sacrés de la famille et de l'individu.

Plus nous remontons dans le passé, Messieurs, plus nous trouvons les droits de l'État sur l'éducation de l'enfant affirmés hautement et même exagérés. Dans ces petites sociétés grecques qui sont pour nous à l'horizon de l'histoire comme un idéal, l'éducation, de même que la religion, était absolument une chose d'État. L'éducation était réglée dans ses moindres détails ; tous se livraient aux mêmes exercices du corps, tous apprenaient les mêmes chants, tous participaient aux mêmes cérémonies religieuses et traversaient les mêmes initiations. Y changer quelque chose était un crime puni de mort ; « corrompre la jeunesse », c'est-à-dire la détourner de l'éducation d'État, était un crime capital (témoin Socrate). Et ce régime, qui nous paraîtrait insupportable, était charmant alors ; car le monde était jeune, et la cité donnait tant de vie et de joie qu'on lui pardonnait toutes les injustices, toutes les tyrannies. Un beau bas-relief trouvé à Athènes par M. Beulé, au pied de l'Acropole, nous montre une danse militaire d'éphèbes, une pyrrhique ; ils sont là, l'épée à la main, faisant l'exercice avec un ensemble et à la fois une individualité qui étonnent ; une muse préside à leurs exercices et les dirige. On sent dans ce morceau une harmonie de vie dont nous n'avons plus d'idée. Cela est tout simple. La cité antique, Messieurs, était en réalité une famille ; tous y étaient du même sang. Les luttes qui chez nous divisent la famille, l'Église, l'État, n'existaient pas alors ; nos thèses sur la séparation de l'Église et de l'État, sur les écoles libres et les écoles d'État, n'avaient aucun sens. La cité était à la fois la famille, l'Église et l'État.

Une telle organisation, je le répète, n'était possible que dans de très petites républiques, fondées sur la noblesse de race. Dans de grands États, une pareille maîtrise exercée sur les choses de l'âme eût été une insupportable tyrannie. Entendons-nous sur ce qui constituait la liberté dans



ces vieilles cités grecques. La liberté, c'était l'indépendance de la cité, mais ce n'était nullement l'indépendance de l'individu, le droit de l'individu de se développer à sa guise, en dehors de l'esprit de la cité. L'individu qui voulait se développer de la sorte s'expatriait ; il allait coloniser, ou bien il allait chercher un asile dans quelque grand État, dans un royaume où le principe de la culture intellectuelle et morale n'était pas si étroit. On était probablement plus libre, dans le sens moderne, en Perse qu'à Sparte, et ce fut justement ce que cette vieille discipline des Hellènes avait de tyrannique qui fit verser le monde du côté des grands empires, tels que l'Empire romain, où des gens de toute provenance se trouvaient confondus sans distinction de race et de sang.

L'Empire romain, Messieurs, négligea tristement l'instruction publique, et certainement ce fut là une des causes de sa faiblesse. Je suis persuadé que, si les bons empereurs qui se succédèrent de Nerva à Marc-Aurèle avaient porté d'une manière plus suivie leur attention du côté de l'éducation populaire, la prompte décadence de la machine impériale eût été évitée. Le christianisme fit ce que l'Empire n'avait pas su faire. A travers mille persécutions, malgré des lois vexatoires et toutes faites pour empêcher les associations privées des citoyens, le christianisme ouvrit l'ère des grands efforts libres, des grandes associations en dehors de l'État. Il prit l'homme plus profondément qu'on ne l'avait pris jusque-là. L'Église fit revivre en un sens la cité grecque et créa, au milieu du froid glacial d'une société égoïste, un petit monde où l'homme trouva des motifs de bien faire et des raisons d'aimer. A partir du triomphe du christianisme au <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle, l'État et la cité abdiquent à peu près complètement tout droit sur l'éducation ; l'Église en est seule chargée ; et voyez, Messieurs, combien il est dangereux de suivre dans les choses humaines une direction exclusive : cette association des âmes, qui a si fort élevé le niveau de la moralité humaine, réduit l'esprit humain durant six ou sept cents ans à une complète nullité ; rappelez-vous ce que furent le <sup>vi</sup><sup>e</sup>, le <sup>vii</sup><sup>e</sup>, le <sup>viii</sup><sup>e</sup>, le <sup>ix</sup><sup>e</sup>, le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle : un long sommeil durant lequel l'humanité

oublia toute la tradition savante de l'antiquité et retomba en pleine barbarie.

Le réveil se fit en France ; il se fit à Paris, au moment où Paris a été le plus complètement et le plus légitimement le centre de l'Europe, sous Philippe-Auguste, ou, pour mieux dire, sous Louis le Jeune et Suger, à l'époque d'Abélard. Alors se fonda quelque chose d'admirable et extraordinaire, je veux parler de l'Université de Paris, bientôt imitée dans toute l'Europe latine. L'Université de Paris, qui commence à paraître vers 1200, est, dis-je, quelque chose de tout à fait nouveau et original. Elle naît de l'Église, elle naît au parvis Notre-Dame, elle reste toujours plus ou moins sous la surveillance souvent jalouse de l'Église, et, à l'époque de la Révolution, les grades de l'Université de Paris étaient encore conférés par le chancelier de Notre-Dame. Mais un pouvoir nouveau, qui grandissait alors, le roi de France, la prend sous sa tutelle et la soustrait en grande partie à la juridiction ecclésiastique. Le roi de France, en proclamant l'Université de Paris sa fille aînée, émancipa en réalité l'enseignement et créa ce grand régime des corporations enseignantes, à demi indépendantes de l'État, possédant de grands biens en dehors de l'État, qui a porté et porte encore en Allemagne et en Angleterre de si bons fruits. La réforme protestante, dans les pays qui l'adoptèrent, acheva l'émancipation des universités et donna à l'école auprès de l'église, et presque à l'égal de l'église, une place qu'elle n'avait pas encore eue jusque-là. Dans les pays catholiques, au contraire, l'importance prise par la compagnie de Jésus amoindrit les universités et donna à l'éducation une direction, selon moi, très critiquable. Mais arrivons à notre temps et au système qui, à la suite de bien des tâtonnements depuis l'Assemblée nationale de 1789 jusqu'à nos jours, semble s'être établi dans les mœurs, et qu'on peut considérer comme une espèce de charte intervenue, après de longs débats, pour mettre d'accord des prétentions également légitimes.

Ce qui caractérise toutes les œuvres de la Révolution française, Messieurs, c'est l'exagération de l'idée de l'État. Bien plus entraînés par un puissant enthousiasme que réglés

par le sentiment de la réalité, les hommes de ce temps crurent qu'il était possible, dans nos grandes nations modernes, de revenir à l'idée du citoyen antique, ne vivant que pour l'État. C'était là une noble erreur. Sans doute l'homme moderne a une patrie, et pour cette patrie il saura, s'il le faut, égaler les actes les plus loués de l'héroïsme antique ; mais cette patrie ne saurait être un moule étroit, une espèce d'ordre militaire comme Sparte et les républiques de l'antiquité. Nos états modernes sont trop grands pour cela. La patrie est, selon nous, une libre société que chacun aime parce qu'il y trouve les moyens de développer son individualité, mais qui ne doit être une gêne pour personne. La Révolution française ne comprit pas cela suffisamment, ou du moins elle l'oublia, car ses premières vues sur l'éducation furent admirables. Presque tous les cahiers des États généraux (les vrais programmes de la Révolution) insistaient à la fois et sur la création d'un système général d'instruction publique et sur la proclamation de la liberté de l'enseignement. C'était la vérité. On est frappé de ce qu'il y eut, dans ces premiers instincts de la Révolution, de droiture et de justesse. Le plan de M. de Talleyrand, lu aux séances des 10 et 11 septembre 1791 à l'Assemblée constituante, est la plus remarquable théorie de l'instruction publique qu'on ait proposée en notre pays. La part de la liberté y est assez large. Elle l'est déjà moins dans le plan présenté par Condorcet à l'Assemblée législative, le 20 avril 1792. Une sorte de roideur de sectaire, qui sûrement a sa grandeur, commence à faire méconnaître les nécessités de la vie réelle. C'est bien pis à la Convention : Sparte est le rêve universel. L'enfant, selon les idées souvent énoncées vers ce temps, doit être enlevé à sa famille pour être élevé selon les vues de l'État ; les parents (les vrais éducateurs, Messieurs, ne l'oubliez jamais) sont tenus en suspicion. On était dans un état de fièvre étrange ; les idées les plus contradictoires se produisaient. Au milieu de ces rêves, on est heureusement surpris de voir la terrible assemblée proclamer, à un moment, la « liberté de l'enseignement ». Ce mot ne fut qu'un éclair passager. Les plans du Directoire et du Consulat versèrent dans le sens

d'un enseignement donné en principe uniquement par l'État. L'enseignement devint d'abord une fonction de l'État, puis l'œuvre d'une corporation totalement dépendante de l'État. L'organisation de l'instruction publique de 1802 et l'Université impériale de 1806 sont fondées sur ce principe. L'éducation de cette époque est toute militaire ; chaque école est un régiment divisé en compagnies, avec des sergents et des caporaux ; tout se fait au bruit du tambour ; on veut former des soldats bien plus que des hommes. L'être intérieur est tout à fait négligé. La part faite à la religion et à la morale est presque nulle. Sûrement, la religion figure au règlement ; elle a ses heures, ses exercices, mais c'est une religion officielle, une religion de régiment, quelque chose comme une messe militaire, où l'on fait l'exercice et où l'on n'entend que le bruit des fusils et du commandement. De la vraie religion et de la vraie morale, de celle qu'on puise dans une tradition de famille, dans les leçons d'une mère, dans les loisirs rêveurs d'une jeunesse libre, il n'y en avait pas une trace. De là ce quelque chose de sec, de brutal et d'étroit qui caractérise ce temps. Les petits séminaires seuls, tolérés, mais strictement limités, offrirent une échappatoire à cette compression ; là put se former l'âme poétique d'un Lamartine ; rappelez-vous le premier moment de colère du grand poète contre « ces hommes géométriques, qui seuls avaient alors la parole, et qui nous écrasaient, nous autres jeunes hommes, sous l'insolente tyrannie de leur triomphe, croyant avoir desséché pour toujours en nous ce qu'ils étaient parvenus en effet à flétrir et à tuer en eux, toute la partie morale, divine, mélodieuse, de la pensée humaine. Rien ne peut peindre à ceux qui ne l'ont pas subie l'orgueilleuse stérilité de cette époque. »

Je ne raconterai pas les luttes qui suivirent et qui sont tout à fait de l'histoire contemporaine. Qu'il suffise de dire qu'une sorte de concordat semble s'être établi entre ceux qui voudraient que l'État seul enseignât et ceux qui voudraient que l'instruction fût livrée entièrement à l'initiative privée. Dans ce nouveau système, Messieurs, l'État joue le rôle de zélateur, de principal promoteur des



études : il fait pour elles des sacrifices pécuniaires, les villes en font aussi ; la société, enfin, s'occupe activement d'un intérêt qu'elle sent bien être majeur pour elle ; mais elle ne force personne. Le père assez coupable pour ne pas donner l'éducation à son fils, elle ne le punit pas. Le père qui ne veut pas des écoles de l'État en a d'autres à son choix. Je n'examine pas si, dans la pratique, cet idéal est bien réalisé ; je ne rechercherai pas surtout si l'État porte dans la direction de l'instruction publique l'esprit libéral et solide qui conviendrait en pareille matière. Je ne m'occupe que du système général. Ce système, je l'adopte pour ma part, comme conciliant assez bien, s'il était loyalement pratiqué, les droits de la famille et les droits de l'État.

Il est clair en effet, Messieurs, qu'un système d'éducation analogue à celui de l'antiquité grecque, un système uniforme, obligatoire pour tous, enlevant l'enfant à sa famille, l'assujettissant à une discipline où la conscience du père pourrait être blessée, un tel système, dis-je, est de nos jours absolument impossible. Loin d'être une machine d'éducation, ce serait là une machine d'abrutissement, de sottise et d'ignorance. Les conceptions du temps de la Révolution (si l'on excepte le plan de Talleyrand), et surtout l'université de Napoléon I<sup>er</sup>, furent frappées à cet égard d'un défaut irrémédiable. Lisez le règlement des études de 1802 ; vous y lisez ce qui suit : « Tout ce qui est relatif aux repas, aux récréations, aux promenades, au sommeil se fera par compagnie... Il y aura dans chaque lycée une bibliothèque de 1 500 volumes ; toutes les bibliothèques contiendront les mêmes ouvrages. Aucun autre ouvrage ne pourra y être placé sans l'autorisation du ministre de l'Intérieur. »

Voilà ce que M. Thiers appelle « la création la plus belle peut-être du règne de Napoléon ». Nous nous permettons de ne pas être de son avis. Cette uniformité d'éducation, cet esprit officiel serait la mort intellectuelle d'une nation. Non, tel n'est nullement notre idéal. L'État doit maintenir un niveau, non l'imposer. Même sur la question de savoir si l'État doit déclarer obligatoire un certain minimum d'enseignement, j'hésite. Qu'il y ait obligation



morale pour le père de donner à son fils l'instruction nécessaire, celle qui fait l'homme, cela est trop clair pour avoir besoin d'être dit. Mais faut-il écrire cette obligation dans la loi, l'y écrire avec une sanction pénale ? Eh bien ! je le répète, j'hésite. Un père, une mère (et ce cas sera fréquent) se chargeront de donner ou faire donner chez eux à leur enfant l'éducation qui leur paraît la meilleure, comment constatera-t-on que cette éducation est l'équivalent de celle qui se donne à l'école primaire ? Fera-t-on subir un examen à l'enfant ? Cet examen m'inquiète. Qui le fera subir ? Sur quoi portera-t-il ? Sûrement, si des personnes pratiques m'assuraient qu'une telle législation est nécessaire pour rompre ce poids d'ignorance qui nous écrase, j'y consentirais ; mais je ne crois pas qu'il en soit ainsi. Il n'en est pas de même de la gratuité de l'instruction primaire ; celle-là est désirable ; il faut que le père qui ne donne pas l'instruction à son fils soit inexcusable. Que le blâme du public s'attache à lui, à la bonne heure ! Mais je ne veux rien de plus. La vraie sanction à cet égard, comme pour toutes les choses d'ordre moral, est de laisser se constituer par la liberté une forte opinion publique qui soit sévère pour tant de méfaits que la loi n'atteindra jamais.

Une distinction capitale, du reste, doit ici être faite, et cette distinction va nous permettre de pénétrer plus profondément dans notre sujet. Entre les parties si diverses dont se compose la culture de l'homme, il en est que l'État peut donner, peut seul bien donner ; il en est d'autres pour lesquelles l'État est tout à fait incompetent. La culture morale et intellectuelle de l'homme, en effet, se compose de deux parties bien distinctes : d'une part, l'*instruction*, l'acquisition d'un certain nombre de connaissances positives, diverses selon les vocations et les aptitudes du jeune homme ; d'autre part, l'*éducation*, l'éducation, dis-je, également nécessaire à tous, l'éducation qui fait le galant homme, l'honnête homme, l'homme bien élevé. Il est clair que cette seconde partie est la plus importante. Il est permis d'être ignorant en bien des choses, d'être même un ignorant dans le sens absolu du mot ; il n'est pas permis

d'être un homme sans principes de moralité, un homme mal élevé. Que ces deux éléments fondamentaux de la culture humaine puissent être séparés, hélas ! cela est trop clair. Ne voit-on pas tous les jours des hommes fort savants dénués de distinction, de bonté, parfois d'honnêteté ? Ne voit-on pas, d'un autre côté, des personnes excellentes, délicates, distinguées, livrées à toutes les suggestions de l'ignorance et de l'absurdité ? Il est clair que la perfection est de réunir les deux choses. Or, de ces deux choses, il en est une, l'instruction, que l'État seul peut donner d'une façon éminente ; il en est une autre, l'éducation, pour laquelle il ne peut pas grand'chose. Livrez l'instruction à l'initiative et aux choix des particuliers, elle deviendra très faible. La dignité du professeur ne sera pas assez gardée, l'appréciation de son savoir se trouvera livrée à des jugements arbitraires et superficiels. Livrez, d'un autre côté, l'éducation à l'État, il fera son possible, il n'aboutira qu'à ces grands internats, héritage malheureux des jésuites du *xvii<sup>e</sup>* et du *xviii<sup>e</sup>* siècle, où l'enfant séparé de la famille, séquestré du monde et de la société de l'autre sexe, ne peut acquérir ni distinction ni délicatesse. Je l'avoue, autant je maintiens le privilège de l'État sur l'enseignement proprement dit, autant je voudrais voir l'État renoncer à ses internats ; la responsabilité y est trop grande ; la famille seule peut ici apporter une efficace collaboration. L'éducation, c'est le respect de ce qui est réellement bon, grand et beau ; c'est la politesse, charmante vertu, qui supplée à tant d'autres vertus ; c'est le tact, qui est presque de la vertu aussi. Ce n'est pas un professeur qui peut apprendre tout cela.

Cette pureté, cette délicatesse de conscience, base de toute solide moralité, cette fleur de sentiment qui sera un jour le charme de l'homme, cette finesse d'esprit consistant toute en insaisissables nuances, où l'enfant et le jeune homme peuvent-ils l'apprendre ? Dans les livres, dans des leçons attentivement écoutées, dans des textes appris par cœur ? Oh ! nullement, Messieurs ; ces choses-là s'apprennent dans l'atmosphère où l'on vit, dans le milieu social où l'on est placé ; elles s'apprennent par la vie de famille, non autre-

ment. L'instruction se donne en classe, au lycée, à l'école ; l'éducation se reçoit dans la maison paternelle ; les maîtres, à cet égard, c'est la mère, ce sont les sœurs. Rappelez-vous, Messieurs, ce beau récit de Jean Chrysostome sur son entrée à l'école du rhéteur Libanius, à Antioche. Libanius avait coutume, quand un élève nouveau se présentait à son école, de le questionner sur son passé, sur ses parents, sur son pays. Jean, interrogé de la sorte, lui raconta que sa mère Anthuse, devenue veuve à vingt ans, n'avait pas voulu se remarier pour se consacrer tout entière à son éducation. « O dieux de la Grèce, s'écria le vieux rhéteur, quelles mères et quelles veuves parmi ces chrétiens ! » Voilà le modèle, Messieurs. Oui, la femme profondément sérieuse et morale peut seule guérir les plaies de notre temps, refaire l'éducation de l'homme, ramener le goût du bien et du beau. Il faut pour cela reprendre l'enfant, ne pas le confier à des soins mercenaires, ne se séparer de lui que pendant les heures consacrées à l'enseignement des classes, à aucun âge ne le laisser tout à fait séparé de la société des femmes. Je suis si convaincu de ces principes que je voudrais voir introduire chez nous un usage qui existe chez d'autres nations, et qui produit d'excellents résultats : c'est que les écoles des deux sexes soient séparées le plus tard possible, que l'école soit commune aussi longtemps que cela se peut, et que cette école commune soit dirigée par une femme. L'homme, en présence de la femme, a le sentiment de quelque chose de plus faible, de plus délicat, de plus distingué que lui. Cet instinct obscur et profond a été la base de toute civilisation, l'homme puisant dans ce sentiment le désir de se subordonner, de rendre service à l'être plus faible, de lui prouver sa secrète sympathie par des complaisances et des politesses. La société de l'homme et de la femme est ainsi essentiellement éducatrice. L'éducation de l'homme est impossible sans femmes. On dit, je crois, que la séquestration que je combats se fait dans l'intérêt de la morale ; je suis persuadé qu'elle est une des causes de ce peu de respect pour la femme qu'on regrette de trouver dans une certaine jeunesse. La jeunesse allemande a sûrement des mœurs plus pures que la nôtre, et cependant son édu-

cation est beaucoup plus libre, bien moins casernée.

« Vous tracez là, me dira-t-on, un idéal chimérique. Même dans une grande ville, un tel système d'éducation, avec nos mœurs, serait très difficile. Dans les petites villes, dans les campagnes, il est impossible ; l'internat est la conséquence nécessaire de ce fait que toute famille n'a pas à sa portée un établissement d'instruction où elle puisse envoyer ses enfants. » — Je sais qu'un tel idéal sera dans beaucoup de cas difficile à réaliser. Ce que je maintiens seulement, c'est que l'internat doit toujours être un pis aller. Même dans les cas où la séparation de l'enfant et de sa famille est nécessaire, je voudrais qu'on se passât le plus possible de ce moyen désespéré. En Allemagne, pays si avancé pour ce qui touche aux questions d'éducation, il n'y a presque pas d'internats. Comment s'y prend-on ? Si l'on est obligé de se séparer de son enfant, on le met chez des parents, chez des amis, chez des pasteurs, chez des professeurs réunissant dans leur maison une dizaine d'élèves. A un âge où nous croyons que l'enfant a besoin d'être surveillé à toute heure, on ne craint pas de le livrer à lui-même ; on le charge de se loger, de se nourrir, de se conduire dans une grande ville. Permettez-moi de rappeler ici un souvenir d'enfance. Je suis né dans une petite ville de basse Bretagne, où se trouvait un collège tenu par de respectables ecclésiastiques, qui enseignaient fort bien le latin. Il s'exhalait de cette pieuse maison un parfum de vétusté qui, quand j'y pense, m'enchantait encore ; on se fût cru transporté au temps de Rollin ou des solitaires de Port-Royal. Ce collège donnait l'éducation à toute la jeunesse de la petite ville et des campagnes dans un rayon de six ou huit lieues à la ronde. Il comptait très peu d'internes. Les jeunes gens, quand ils n'avaient pas leurs parents dans la ville, demeuraient chez les habitants, dont plusieurs trouvaient dans l'exercice de cette hospitalité de petits bénéfices ; les parents, en venant le mercredi au marché, apportaient à leurs enfants les provisions de la semaine ; les chambrées faisaient le ménage en commun avec beaucoup de cordialité, de gaieté et d'économie. Ce système était celui du Moyen Age ; c'est encore celui de l'Angleterre et de l'Allemagne. Que si nos mœurs



ne comportaient pas de tels arrangements, que si la forme nouvelle de Paris se prête en particulier aussi peu que possible à ce que cette ville reste ce qu'elle a toujours été, une ville d'études, je demanderais au moins une chose, c'est que les pensionnats, s'il en faut, ne soient pas tenus par l'État, qu'ils soient des établissements privés placés sous la surveillance des parents et choisis par eux en toute responsabilité.

*Responsabilité*, mot capital, Messieurs, et qui renferme le secret de presque toutes les réformes morales de notre temps. Certes, il est commode de déléguer à d'autres ce poids de la conscience qui fait notre noblesse et notre fardeau ; mais aucune de ces délégations n'est valable. Le tort de nos vieilles habitudes françaises, en fait d'éducation comme en bien d'autres choses, était de chercher à diminuer la responsabilité. Les parents n'avaient qu'un seul désir, trouver une bonne maison à laquelle ils pussent confier leur enfant en toute sûreté de conscience, afin de n'avoir plus à y penser. Eh bien ! cela est très immoral. Rien ne dégage l'homme de ses devoirs, de sa responsabilité devant Dieu. Cette manière de placer l'enfant durant son éducation hors du milieu de la famille est, je le répète, un héritage du système introduit par les jésuites, lesquels ont si souvent égaré les idées de notre pays en fait d'éducation. Quelle fut la tactique des jésuites au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle pour arriver à leur but, qui était d'attirer à eux l'éducation de la jeunesse ? Elle fut bien simple. On s'emparait de l'esprit de la mère, on lui exposait le poids terrible que ferait peser sur elle devant Dieu l'éducation de ses enfants. Puis on lui offrait un moyen fort commode pour échapper à cette responsabilité, c'était de les confier à la Société. On lui expliquait avec toutes les précautions possibles qu'elle n'avait pas compétence pour des matières aussi graves, qu'il fallait se démettre d'un tel soin sur les docteurs autorisés (erreur énorme ! en pareille matière le docteur autorisé, Messieurs, c'est la mère). Remis aux meilleurs maîtres, l'enfant ne chargeait plus la conscience de ses parents. Hélas ! la mère, trop souvent frivole, écoutait volontiers ce discours ; elle-même n'était peut-être pas fâchée de se voir débarrassée



de soins austères. Tout le monde, de la sorte, était content ; la mère était à la fois tout entière à ses plaisirs et sûre de gagner le ciel ; le révérend père le garantissait. Ainsi fut consommée cette séparation fatale de la mère et de l'enfant ; ainsi fut infligée à nos mœurs nationales leur plus cruelle blessure ; ainsi furent fondés ces gigantesques établissements dont l'ancien collège Louis-le-Grand (alors appartenant aux jésuites) donna le premier modèle. L'invention fut trouvée admirable ; elle était funeste, et nous ne l'avons pas encore expiée. La femme abdiqua sa plus noble tâche, la tâche qu'elle seule peut remplir. La famille, loin d'être tenue pour la base de l'éducation, fut regardée comme un obstacle. On la mit en suspicion ; on l'écarta le plus possible, on prémunit l'enfant contre l'influence de ses parents ; les jours de sortie furent présentés comme des jours de danger pour lui. L'université elle-même imita plus qu'elle ne l'aurait dû les internats jésuitiques, et cette organisation à la façon d'un régiment devint le trait fondamental de l'éducation française. Je crois qu'il n'en peut rien sortir de bon. L'église, le monastère, le collège du Moyen Âge (bien différent de nos lycées) ont à leur manière élevé l'homme, créé un type d'éducation plus ou moins complet. Une seule chose n'a jamais élevé personne, c'est la caserne. Voyez le triste souvenir que gardent souvent nos jeunes gens de ces années qui devraient être les plus heureuses de leur vie. Voyez combien peu rapportent de cette vie d'internat des principes solides de morale et ces instincts profonds qui mettent l'homme en quelque sorte dans l'heureuse incapacité de mal faire. Une règle uniforme ne saurait produire d'individualités distinguées. L'affection du maître et des élèves est, dans de telles combinaisons, presque impossible.

Quel est le maître, en effet, avec lequel l'interne d'un lycée est le plus souvent en rapport ? C'est le surveillant, le maître d'étude. Il y a parmi ces maîtres respectables bien des dévouements cachés, d'honorables abnégations ; mais je crains qu'il ne soit toujours impossible à l'État de former un corps de maîtres d'étude qui soit à la hauteur de ses fonctions. Il n'en est pas ainsi pour les professeurs ; seul

je l'ai dit, l'État aura un corps de professeurs éminents. Pour les maîtres d'étude, c'est tout l'inverse. Condamné à une position subalterne à l'égard des professeurs et de l'administration, le corps des surveillants dans les établissements de l'État, malgré de très honorables exceptions, laissera toujours à désirer. Or un pareil corps, presque insignifiant si l'État se borne à son vrai rôle, qui est de donner l'instruction dans des externats, devient le plus important si l'État s'impose la tâche difficile de former l'homme tout entier.

Une grande différence se remarque encore à cet égard entre nos mœurs et celles de l'Angleterre et de l'Allemagne. En Angleterre, en particulier, l'éducation est beaucoup moins surveillée dans le détail que chez nous. Vous allez sentir le contraste par un exemple. Chez nous, chaque élève reçoit un devoir journalier. Non seulement le professeur vérifie si le devoir est fait, mais, dans l'intervalle des deux classes, des précautions sont prises pour que l'élève le fasse. On l'enferme à certaines heures dans une salle ; pendant ce temps, il est surveillé, on lui interdit la lecture des livres étrangers à la tâche du jour ; un maître d'étude est chargé de l'aiguillonner sans cesse. En Angleterre, les choses se passent autrement. Si l'élève, revenant en classe, n'a pas fait son devoir, il est très sévèrement puni. Dans l'intervalle, on le laisse libre ; s'il lui plaît de faire tout d'abord son travail, s'il lui plaît d'attendre à la dernière heure, cela le regarde. Toute lecture non immorale lui est permise. Que la tâche soit faite, voilà tout ce qu'on lui demande. Je préfère cette méthode ; elle inculque mieux le sentiment du devoir. L'excès des mesures préventives paraît de la sagesse ; il n'a qu'un inconvénient, c'est de couper du même coup la racine du bien et celle du mal, c'est-à-dire la liberté. Tout ce qui réduit l'homme à l'état d'automate lui enlève sa valeur et prépare l'abaissement de la nation assez imprudente pour croire qu'on affermit l'ordre social en affaiblissant l'individu.

En toute chose, Mesdames et Messieurs, revenons aux traditions qu'un christianisme éclairé et une saine philosophie sont d'accord pour nous enseigner. Le trait le plus glo-

rieux de la France est qu'elle sait mieux qu'aucune autre nation voir ses défauts et se critiquer elle-même. En cela, nous ressemblons à Athènes, où les gens d'esprit passaient leur temps à médire de leur ville et à vanter les institutions de Sparte. Croyons que nous continuerions mal la brillante et spirituelle société des deux derniers siècles en n'étant que frivoles. C'est mal honorer ses ancêtres que de n'imiter que leurs défauts. Prenons garde de pousser à outrance ce jeu redoutable qui consiste à user sans remise les forces vives d'un pays, à faire comme les cavaliers arabes qui poussent au galop leur cheval jusqu'au bord du précipice, se croyant toujours maîtres de l'arrêter. — Le monde ne tient debout que par un peu de vertu ; dix justes obtiennent souvent la grâce d'une société coupable ; plus la conscience de l'humanité se déterminera, plus la vertu sera nécessaire. L'égoïsme, la recherche avide de la richesse et des jouissances ne sauraient rien fonder. Que chacun donc fasse son devoir, Messieurs. Chacun à son rang est le gardien d'une tradition qui importe à la continuation de l'œuvre divine ici-bas. Tous nous sommes frères en la raison, frères devant le devoir, frères devant Dieu. L'égalité absolue n'est pas dans la nature. Il y aura toujours des individus plus forts, plus beaux, plus riches, plus intelligents, plus doués que d'autres. C'est devant Dieu et devant le devoir que l'égalité est parfaite. A ce tribunal, le pauvre courageux et sans envie, l'homme simple mais dévoué, la femme obscure qui remplit bien sa tâche de tous les jours sont supérieurs au riche qui éblouit le monde par son opulence, à l'homme vain qui remplit la terre de son nom. Il n'y a pas d'autre grandeur que celle du devoir accompli ; il n'y a pas non plus d'autre joie. Étrange est assurément la situation de l'homme placé entre les dictées impérieuses de la conscience morale et les incertitudes d'une destinée que la Providence a voulu couvrir d'un voile. Écoutons la conscience, croyons-la. Si, ce qu'à Dieu ne plaise ! le devoir était un piège tendu devant nous par un génie décevant, il serait beau d'y avoir été trompé. Mais il n'en est rien, et, pour moi, je tiens les vérités de la religion naturelle pour aussi certaines à leur manière que celles du monde réel.

Voilà la foi qui sauve, la foi qui nous fait envisager autrement que comme une folle partie de joie les quatre jours que nous passons sur cette terre ; la foi qui nous assure que tout n'est pas vain dans les nobles aspirations de notre cœur ; la foi qui nous raffermirait, et qui, si par moments les nuages s'amoncellent à l'horizon, nous montre, par delà les orages, des champs heureux où l'humanité, séchant ses larmes, se consolera un jour de ses souffrances.







DIALOGUES  
ET  
FRAGMENTS  
PHILOSOPHIQUES  
1876

Les trois dialogues philosophiques. — Fragments philosophiques (Lettre à M. Berthelot).  
— La Métaphysique et son avenir, etc.



A M. MARCELLIN BERTHELOT (1)

Plus d'une fois, en retrouvant dans ces pages certaines idées dont nous avons mille fois causé ensemble, je me suis demandé si elles étaient de vous ou de moi, tant nos pensées se sont depuis trente ans entrelacées, tant il m'est impossible, dans notre intime association intellectuelle, de distinguer ce qui est mien de ce qui est vôtre. C'est comme si l'on voulait partager les membres de l'enfant entre le père et la mère. Tantôt l'embryon de l'idée est de vous et le développement m'appartient ; tantôt le germe est venu de moi, et c'est vous qui l'avez fécondé. Tout ce que j'ai pu dire de bon sur l'ensemble de l'univers, je veux qu'on le regarde comme vous appartenant. D'un autre côté, je réclame une part dans la formation de votre esprit philosophique ; je n'en aurai pas de meilleure.

Vous aviez dix-huit ans, j'en avais vingt-deux, quand nous commençâmes à penser ensemble. Nous étions alors ce que nous sommes aujourd'hui. Notre sérieuse jeunesse, traversée d'espérances vite déçues, fut suivie d'un âge mûr plein de tristesses. Punis de fautes que nous n'avions pas commises, nous vîmes la France s'abîmer dans la bassesse, la sottise, l'ignorance. Trahie vraiment par ses aînés,

(1) *Les Dialogues et Fragments philosophiques* parurent en mai 1876 chez Calmann-Lévy. (N. de l'éd.)

notre génération a droit de se plaindre. Chaque génération doit à la suivante ce qu'elle a reçu de ses devancières, un ordre social établi. Après avoir amené le fatal écroulement de février, ceux qui nous devaient une libre patrie préparèrent malgré nous la funeste solution de décembre. Puis, quand nous fûmes résignés à suivre la France dans la voie où elle s'était engagée, tout croula de nouveau, et il fallut attendre cinq ans encore qu'il plût aux présomptueux politiques qui nous avaient perdus de s'avouer impuissants.

Verrons-nous enfin de meilleurs jours, et notre vieillesse sera-t-elle comme l'arrière-saison du poète hébreu, qui récolta dans la joie la moisson qu'il avait semée dans les larmes ? Vous l'espérez, et puissiez-vous avoir raison ! Tant de fautes ont été commises qu'il en est beaucoup qu'on ne peut plus commettre. Si la France veut jouer une fois de plus sa belle partie de sympathie, de liberté, de dignité pour tous, le monde l'aimera encore. Sa défaite aura mieux valu que la plus éclatante victoire, si elle donne l'exemple d'une nation sage sans guides et intelligente sans maîtres. Que volontiers j'effacerai alors toutes mes lugubres prophéties ! Comme je serai heureux de me rétracter !... En attendant, notre tâche est bien simple : redoublons de travail. Je sens en moi quelque chose de jeune et d'ardent ; je veux imaginer quelque chose de nouveau. Il faut que M. Hugo et M<sup>me</sup> Sand prouvent que le génie ne connaît pas la vieillesse. Il faut que Taine, About, Flaubert fassent dire que leurs meilleures œuvres jusqu'ici n'ont été que des essais. Il faut que Claude Bernard et Balbiani découvrent d'autres secrets de la vie. Il faut que vous étonniez la science par quelque nouvelle synthèse, que vous attaquiez l'atome, que vous recherchiez s'il est aussi *incorruptible* qu'on le croit. Il faut que chacun se surpasse



pour qu'on dise de nous : « Ces Français sont bien encore les fils de leurs pères ; il y a quatre-vingts ans, Condorcet, en pleine Terreur, attendant la mort dans sa cachette de la rue Servandoni, écrivait son *Esquisse des Progrès de l'Esprit humain*. »



## PRÉFACE

*Les dialogues qui forment la partie la plus importante de ce volume ont été écrits à Versailles pendant le mois de mai 1871. J'avais quitté Paris à la fin d'avril, navré des aberrations dont on y était témoin et bien assuré qu'il n'était possible d'y rendre aucun service à la cause de la raison. Privé de mes livres et séparé de mes travaux, j'employai ces loisirs forcés à faire un retour sur moi-même et à dresser une sorte d'état sommaire de mes croyances philosophiques. La forme du dialogue me parut bonne pour cela, parce qu'elle n'a rien de dogmatique et qu'elle permet de présenter successivement les diverses faces du problème, sans que l'on soit obligé de conclure. Moins que jamais je me sens l'audace de parler doctrinalement en pareille matière. Les trois morceaux offerts ici au public ont pour objet de présenter des séries d'idées se développant selon un ordre logique, et non d'inculquer une opinion ou de prêcher un système déterminé. Les problèmes qui y sont traités sont de ceux auxquels on pense toujours, même en sachant bien qu'on ne les résoudra jamais. Exciter à réfléchir, parfois même provoquer par certaines exagérations le sens philosophique du lecteur, voilà l'unique but que je m'y suis proposé. La dignité de l'homme n'exige pas que l'on sache faire à ces questions une réponse arrêtée ; elle exige qu'on n'y soit pas indifférent. Sonder la profondeur*

*de l'abîme n'est donné à personne, mais on fait preuve d'un esprit bien superficiel si l'on ne cède à la tentation d'y plonger parfois le regard.*

*Je connais trop les malentendus auxquels on s'expose en traitant les sujets philosophiques et religieux pour espérer que ces observations soient bien comprises. Je me résigne d'avance à ce que l'on m'attribue directement toutes les opinions professées par mes interlocuteurs, même quand elles sont contradictoires. Je n'écris que pour des lecteurs intelligents et éclairés. Ceux-là admettront parfaitement que je n'aie nulle solidarité avec mes personnages et que je ne doive porter la responsabilité d'aucune des opinions qu'ils expriment. Chacun de ces personnages représente, aux degrés divers de la certitude, de la probabilité, du rêve, les côtés successifs d'une pensée libre ; aucun d'eux n'est un pseudonyme que j'aurais choisi, selon une pratique familière aux auteurs de dialogues, pour exposer mon propre sentiment.*

*A plus forte raison, dois-je protester contre l'interprétation qui voudrait voir sous ces noms fictifs des philosophes ou des savants de nos jours. Les vrais interlocuteurs de ces dialogues sont des abstractions ; ils représentent des situations intellectuelles existantes ou possibles, et non des personnes réelles. Ce ne sont pas ici des conversations comme les anciens se plaisaient à en supposer entre des hommes célèbres vivants ou morts ; ce sont les pacifiques dialogues auxquels ont coutume de se livrer entre eux les différents lobes de mon cerveau, quand je les laisse divaguer en toute liberté. Le temps des systèmes absolus est passé. Cela veut-il dire que l'homme va renoncer à chercher une conséquence logique dans la chaîne des faits de l'univers ? Non ; mais autrefois chacun avait un système ; il en vivait, il en mourait ; maintenant nous traversons successivement tous les systèmes, ou, ce qui est bien mieux encore, nous les comprenons tous à la fois.*

*En relisant, au bout de cinq ans, ces impressions d'une sombre époque, je les trouvai tristes et dures, et j'hésitai d'abord à les publier. L'horrible règne de la violence que nous traversions m'avait donné le cauchemar. Pour adorer Dieu alors, il fallait regarder très loin ou très haut ; « le bon Dieu » était le vaincu du jour. On l'avait tant de fois invoqué en vain !... et en sa place on n'avait trouvé qu'un Sebaoth inflexible, uniquement touché de la délicatesse morale des uhlands et de l'excellence incontestable des obus prussiens ! J'avais perdu de vue le dieu beaucoup plus doux que je rencontrai il y a quinze ans sur mon chemin en Galilée, et avec qui j'eus en route de si chers entretiens (1). Une femme très distinguée, à qui je prêtai le manuscrit, me dit : « N'imprimez pas ces pages, elles donnent froid au cœur. »*

*La situation politique où les événements ont mis la France augmentait mes appréhensions. Pour penser librement, il faut être sûr que ce qu'on publie ne tirera pas à conséquence. Dans un État gouverné par un souverain, maître de sa force armée, on a plus d'assurance ; car on sait que la société est gardée contre ses propres erreurs. On devient timide, quand la société ne repose que sur elle-même, et qu'on craint, en respirant trop fort, d'ébranler le frêle édifice sous lequel on est abrité. Une société n'ayant son principe de défense qu'en elle-même a plus de précautions à prendre qu'une société cuirassée, si l'on peut ainsi dire, par le dehors. Voilà pourquoi les républiques, bien que souvent plus libérales que les monarchies envers la liberté de penser, nuisent indirectement à celle-ci, par suite des précautions que le philosophe s'impose pour éviter que la masse des esprits étroits ne prenne le change sur ses intentions.*

*Tout bien pesé, cependant, après avoir pris l'avis de per-*

(1) *Nonne cor nostrum ardens erat in nobis, dum loqueretur in viâ.*



sonnes sages et supprimé quelques développements trop singuliers, je me suis résolu à soumettre aux lecteurs attentifs ces pages écrites à leur intention. Pour les esprits peu exercés, de pareilles rêveries seront sans venin ; elles leur paraîtront dénuées de sens. Quant aux personnes versées dans les recherches philosophiques, elles verront bien vite que mon but unique a été d'éveiller la réflexion sur des problèmes qu'on ne peut passer sous silence sans injure envers la vérité. Le désir que j'ai en écrivant d'être clair et de donner de la saillie à ma pensée me fait quelquefois recourir à un procédé analogue à celui que Jean-Paul Richter emploie dans ce morceau célèbre où, pour inspirer l'horreur de l'athéisme, il le fait prêcher par le Christ. Le moyen le plus énergique de relever l'importance d'une idée, c'est de la supprimer et de montrer ce que le monde devient sans elle. J'espère appliquer un jour en grand ce mode d'exposition philosophique dans un livre que j'intitulerai Hypothèses, et où j'esquisserai sept ou huit systèmes du monde, dans chacun desquels il manquera un élément capital. Par là, le rôle de cet élément sera mis dans un relief extraordinaire, qui deviendra sensible même aux vues les plus basses.

La grande majorité des hommes, à l'égard de ces problèmes, se divise en deux catégories, à égale distance desquelles il nous semble qu'est la vérité. « Ce que vous cherchez est trouvé depuis longtemps », disent les orthodoxes de toutes les nuances. « Ce que vous cherchez n'est pas trouvable », disent les positivistes pratiques (les seuls dangereux), les politiques railleurs, les athées. Certes, on ne connaîtra jamais la formule de l'infini vivant ; mais on ne réussira pas davantage à persuader à l'homme qu'il soit vain de désirer connaître l'ensemble dont il fait partie et qui l'entraîne malgré lui. Enfantines sont ces admirables images par lesquelles Raphaël, dans les travées des Loges, Michel-Ange, sur les voûtes de la Sixtine, vou-

*lurent exprimer les origines de l'univers ; et, pourtant, qui ne se réjouit qu'elles existent ? La philosophie est, selon les jours et les heures, une chose frivole, puérile, absurde, ou la seule chose sérieuse. Il est dangereux de s'y ensevelir, car on s'use à poursuivre ce qui vous échappe toujours. Il ne faut pas s'en servir ; car on avoue par là sa médiocrité de sentiments et le peu de générosité des esprits qu'on porte en soi. L'univers a un but idéal et sert à une fin divine ; il n'est pas seulement une vaine agitation, dont la balance finale est zéro. Le but du monde est que la raison règne. L'organisation de la raison est le devoir de l'humanité. Vous aurez beau la presser d'abdiquer ces hautes visées, au sortir des prédications d'un étroit bon sens matérialiste, elle profitera de sa première heure de liberté pour faire quelque folie et prouver ainsi que la basse jouissance ne lui suffit pas.*

*Voilà pourquoi toute réflexion qui transporte l'homme hors du cercle étroit de son égoïsme est salutaire et bonne pour l'âme, quel que soit le tour que prennent ces réflexions. Le blasphème des grands esprits est plus agréable à Dieu que la prière intéressée de l'homme vulgaire ; car, bien que le blasphème réponde à une vue incomplète des choses, il renferme une part de protestation juste, tandis que l'égoïsme ne contient aucune parcelle de vérité. Une observation d'ailleurs est importante, et je dois y insister. Ces spéculations n'ont aucune application pratique, ou, en tout cas, supposent, comme le « doute méthodique » de Descartes, des lois préalables qu'on s'est faites et dont le meilleur garant est un bon naturel. Douceur, bienveillance pour tous, respect de tous, amour du peuple, goût du peuple, bonté universelle, amabilité envers tous les êtres, voilà la loi sûre et qui ne trompe pas. — Comment concilier de tels sentiments avec la hiérarchie de fer de la nature et la croyance en la souveraineté absolue de la raison ? — Je n'en sais rien, mais peu m'importe. La bonté ne dépend*

d'aucune théorie. On peut aimer le peuple avec une philosophie aristocrate, et ne pas l'aimer en affichant des principes démocratiques. Au fond, ce n'est pas la grande préoccupation de l'égalité qui crée la douceur et l'affabilité des mœurs. L'égalité jalouse produit, au contraire, quelque chose de rogue et de dur. La meilleure base de la bonté, c'est l'admission d'un ordre providentiel, où tout a sa place et son rang, son utilité, sa nécessité même. Les hommes ne sont pas égaux, les races ne sont pas égales. Le nègre, par exemple, est fait pour servir aux grandes choses voulues et conçues par le blanc. Il ne suit pas de là que cet abominable esclavage américain fût légitime. Non seulement tout homme a des droits, mais tout être a des droits. Les dernières races humaines sont bien supérieures aux animaux ; or nous avons des devoirs même envers ceux-ci. Ce n'est pas assez de ne pas faire de mal aux êtres ; il faut leur faire du bien, il faut les gâter, il faut les consoler des rudesses obligées de la nature. Bien assis sur ces principes, livrons-nous doucement à tous nos mauvais rêves. Imprimons-les même, puisque celui qui s'est livré au public lui doit tous les côtés de sa pensée. Si quelqu'un pouvait en être attristé, il faudrait lui dire comme le bon curé qui fit trop pleurer ses paroissiens en leur prêchant la Passion : « Mes enfants, ne pleurez pas tant que cela : il y a bien longtemps que c'est arrivé, et puis ce n'est peut-être pas bien vrai (1). »

La bonne humeur est ainsi le correctif de toute philosophie. Je ne connais pas de philosophie gaie ; mais la nature est éternellement jeune et nous sourit toujours. Il n'y a pas d'impasse pour elle. Elle sort des situations les plus désespé-

(1) Je publierai plus tard un essai, intitulé *l'Avenir de la Science*, que je composai en 1848 et 1849, bien plus consolant que celui-ci, et qui plaira davantage aux personnes attachées à la religion démocratique. La réaction de 1850-1851 et le coup d'État m'inspirèrent un pessimisme dont je ne suis pas encore guéri.

rées. Au premier coup d'œil, l'humanité de nos jours semble acculée à une position sans issue. Les vieilles croyances au moyen desquelles on aidait l'homme à pratiquer la vertu sont ébranlées, et elles n'ont pas été remplacées. Pour nous autres, esprits cultivés, les équivalents de ces croyances que fournit l'idéalisme suffisent tout à fait, car nous agissons sous l'empire d'anciennes habitudes ; nous sommes comme ces animaux à qui les physiologistes enlèvent le cerveau, et qui n'en continuent pas moins certaines fonctions de la vie par l'effet du pli contracté. Mais ces mouvements instinctifs s'affaibliront avec le temps. Faire le bien pour que Dieu, s'il existe, soit content de nous, paraîtra à plusieurs une formule un peu vide. Nous vivons de l'ombre d'une ombre. De quoi vivra-t-on après nous?... Une seule chose est sûre, c'est que l'humanité tirera de son sein tout ce qui est nécessaire en fait d'illusions pour qu'elle remplisse ses devoirs et accomplisse sa destinée. Elle n'y a pas failli jusqu'ici ; elle n'y faillira pas dans l'avenir.

Je crains parfois qu'on ne me reproche d'avoir semblé me livrer aux jeux d'un loisir coupable en poursuivant d'inojfensives chimères au moment où ma patrie traversait les plus graves crises qu'elle ait jamais connues. Je répondrai ce que j'ai déjà plus d'une fois répondu. J'ai toujours été à la disposition de mon pays. En 1869, invité par un groupe considérable d'électeurs à me présenter à la députation, je fis, afin de répondre à ce vœu, des sacrifices pour moi très considérables. La seule chose à laquelle je ne me pliai pas fut de dire un mot de plus ou de moins que ce que j'estimais bon à dire. Depuis, j'ai toujours répété que j'étais aux ordres de mes concitoyens pour les mandats qu'ils voudraient me confier. Toute sollicitation, en pareil cas, me paraît déplacée. Les mandats politiques, dans les temps difficiles où nous sommes, ne doivent être ni recherchés ni refusés. Aveugles et impru-

*dents sont ceux qui les recherchent ; égoïstes sont ceux qui les refusent, et qui, par amour d'une existence tranquille, se mettent à l'abri des dangers inséparables de la vie publique. Je proteste que, si le pays m'avait imposé des devoirs, je les aurais remplis avec courage, et que j'y eusse dépensé tout ce que j'ai d'application et de capacité de travail.*



# DIALOGUES PHILOSOPHIQUES

## PREMIER DIALOGUE

### CERTITUDES

PHILALÈTHE, EUTHYPHRON, EUDOXE

DANS les premiers jours du mois de mai 1871, Euthyphron, Eudoxe et Philalèthe, tous trois philosophes de cette école qui a pour principes fondamentaux le culte de l'idéal, la négation du surnaturel, la recherche expérimentale de la réalité, avaient quitté Paris. Ils se promenaient, accablés des malheurs de leur patrie, dans une des parties les plus reculées du parc de Versailles. Eudoxe portait sur lui un exemplaire des *Entretiens sur la Métaphysique* de Malebranche. Ils s'assirent, et Eudoxe se mit à lire le treizième entretien :

Ah ! Théodore, que l'idée que vous m'avez donnée de la Providence me paraît belle et noble ; mais, de plus, qu'elle est féconde et lumineuse, qu'elle est propre à faire taire les libertins et les impies ! Jamais principe n'eut plus de suites avantageuses à la religion et à la morale. Qu'il répand de lumières, qu'il dissipe de difficultés, cet admirable principe ! Tous ces effets qui se contredisent dans l'ordre de la nature et dans celui de la grâce ne marquent nulle contradiction dans la cause qui les produit ; ce sont, au contraire, autant de preuves évidentes de l'uniformité de sa conduite. Tous ces maux qui nous affligent, tous ces désordres qui nous choquent, tout cela s'accorde aisément avec la sagesse, la bonté, la justice de celui qui règle tout... Il faut que l'ouvrage de Dieu s'exécute par des voies qui portent le caractère de ses attributs. J'admire présentement le cours majestueux de la providence générale.

THÉODORE. — Je vois bien, Ariste, que vous avez suivi de près et avec plaisir le principe que je vous ai exposé ces jours-ci, car vous en paraissez encore tout ému. Mais l'avez-vous bien saisi ? vous en êtes-vous bien rendu le maître ? C'est de quoi je doute encore, car il est bien difficile que, depuis si peu de temps, vous l'ayez assez médité pour vous en mettre en pleine possession. Faites-nous part, je vous prie, de quelques-unes de vos réflexions, afin de me délivrer de mon doute et que je sois en repos ; car plus les principes sont utiles, plus ils sont féconds, plus est-il dangereux de ne les prendre pas tout à fait bien.

ARISTE. — Je le crois ainsi, Théodore ; mais ce que vous nous avez dit est si clair, votre manière d'expliquer la Providence s'accorde si parfaitement avec l'idée de l'être infiniment parfait et avec tout ce que nous voyons arriver, que je sais bien qu'elle est véritable...

#### EUDOXE

Comme il manque par moments peu de chose à cette philosophie que pour nous puissions l'adopter ! Ce grand principe de Malebranche : « Dieu n'agit pas par des volontés particulières », est bien le résumé de notre théodicée.

#### PHILALÈTHE

Assurément. La science que Malebranche eut de l'univers était incomplète, comparée à celle que nous pouvons avoir, mais il en tira les conséquences avec sagacité.

#### EUTHYPHRON

Sans parler d'une foule de contradictions dont nous nous garderons de lui faire un reproche, vu les difficultés que lui créaient l'intolérance de son siècle et sa qualité de religieux, je ne peux cependant admettre sans protestation des vues

aussi hasardées sur l'ensemble de l'univers. Ce que chacun sait est le résultat des expériences qu'il a faites de la réalité ainsi que des expériences qui ont été faites avant lui et hors de lui, mais qui lui sont arrivées par l'audition ou la lecture. L'induction et la généralisation appliquées à ces faits amènent à des idées plus ou moins justes sur des portions de l'univers. Je dis à des idées plus ou moins justes, car, pour affirmer dans une forme absolue quelque chose au sujet d'une portion de l'univers, il faudrait connaître l'infinité des faits qui constituent cette portion de l'univers ; or cela est impossible à l'esprit humain. Notre connaissance à cet égard peut être comparée à un plan topographique plus ou moins bien fait. Le meilleur plan est loin d'être adéquat au pays lui-même ; il en donne cependant une idée, et même le plan le plus médiocre n'est pas inutile.

Notre connaissance va perdant de sa certitude à mesure que nous embrassons des segments plus vastes de la réalité. Que dire quand nous avons la prétention d'embrasser l'ensemble du monde ? Notre situation alors me rappelle l'impression que j'éprouvai une nuit dans la Békaa. Il faisait très sombre ; un falot éclairait le sable et les pierres jusqu'à une distance de quelques pas ; au delà de ce petit cercle de lumière était l'immensité ténébreuse. Vouloir conjecturer si, à un kilomètre de là, il y avait une plaine, des montagnes, des rivières, des rochers, eût été chimérique. Ainsi ferions-nous si, du point où nous sommes placés dans l'univers, nous voulions juger de l'ensemble.

#### PHILALÈTHE

Force nous est bien, cependant, d'essayer de construire d'après ce que nous voyons la théorie de ce que nous ne voyons pas, sous peine de ressembler à l'animal qui, courbé vers la terre, ne s'occupe que de l'objet le plus prochain de ses sens et de ses appétits.

## EUTHYPHRON

Soit, mais n'oubliez pas que de telles vues ne dépassent pas ce que les anciens appelaient *placita philosophorum*, τὰ προσκείμενα. Un doute supérieur plane sur toutes ces spéculations. Le doute tient à une question insoluble. Notre constitution psychologique, qui est l'œil par lequel nous voyons la réalité, n'est-elle pas elle-même trompeuse ? Ne sommes-nous pas les jouets d'une erreur inévitable ? Impossible de répondre à une pareille interrogation sans tomber dans un cercle vicieux.

## PHILALÈTHE

Je me suis habitué à ne plus m'arrêter à ce doute, qui a jeté tant de philosophes dans une voie sans issue. Comme l'instrument de la raison, manié scientifiquement et appliqué à la façon d'un étalon inflexible de la réalité, n'a jamais conduit à une erreur, il faut en conclure qu'il est bon et qu'on peut s'y fier. Une balance se vérifie par elle-même, quand, en variant les pesées, elle donne des résultats constants.

## EUDOXE

Ajoutons que l'humanité n'est pas chose aussi une que le pensaient Descartes et même Kant. Nous connaissons plusieurs humanités, et notamment deux principales, celle qui s'est développée dans l'Asie occidentale et en Europe, celle qui s'est développée dans l'Asie orientale, je veux dire la Chine. Or ces diverses humanités, quoique très inégales en amplitude, sont construites à peu près sur le même plan psychologique, et on peut dire sans crainte d'erreur que les autres humanités semées dans l'espace ne diffèrent pas essentiellement de la nôtre quant aux notions fondamentales de la raison et de la morale ; peut-être même différent-elles moins de nous que n'en diffèrent un Annamite ou un Chinois.

## PHILALÈTHE

Les temps sont tristes. Vingt fois par jour nous nous demandons s'il vaut la peine de vivre pour assister à la ruine de tout ce que nous avons aimé. Heureux celui qui croit à une cité de Dieu éternelle, et peut, comme saint Augustin, pendant le siège d'Hippone, mourir consolé. Voulez-vous que nous confrontions nos idées générales sur Dieu et sur l'univers ? J'estime que ce sont là des sujets sur lesquels il faut revenir tous les dix ans, pour se dresser à soi-même une sorte de bilan des quantités dont on a varié depuis la dernière liquidation.

## EUDOXE ET EUTHYPHRON

Très volontiers.

## PHILALÈTHE

J'ai coutume pour ma part de classer mes idées sur ce sujet en trois catégories. La première, malheureusement fort limitée, est celle des certitudes ; la seconde est celle des probabilités ; la troisième est celle des rêves. Nous nous abstiendrons de mentionner ces derniers, si vous le voulez, Euthyphron, bien que probablement ce soit là pour chacun de nous la partie la plus chère.

## EUTHYPHRON

Le rêve est bon et utile, pourvu qu'on le tienne pour ce qu'il est. Souvenez-vous du grand principe de Hegel : « Il faut comprendre l'inintelligible comme tel. »

## EUDOXE

Que Philalèthe commence à nous exposer, parmi les notions que nous possédons sur l'ensemble de l'univers, celles qu'il regarde comme certaines.



## PHILALÈTHE

Deux choses me paraissent tout à fait certaines, quand je réfléchis sur l'ensemble de l'univers, tellement certaines même que, si je ne réussis pas à les faire paraître évidentes à toutes les personnes initiées à l'esprit scientifique, cela viendra sûrement de ce que je les exposerai mal. La première, c'est que, en analysant ce qui se passe dans les parties de l'univers ouvertes à nos investigations, nous ne saisissons aucune trace de l'action d'êtres déterminés, supérieurs à l'homme et procédant, comme dit Malebranche, par des volontés particulières.

## EUDOXE

Expliquez-nous bien ce que vous entendez par ces paroles.

## PHILALÈTHE

La planète que nous habitons offre un aspect totalement différent de celui qu'elle présenterait si l'homme n'existait pas. L'homme, en d'autres termes, agit dans le *fieri* de notre planète à la manière d'une cause. Hors de notre planète, l'action de l'homme peut être considérée comme nulle, puisque notre planète n'agit guère dans l'ensemble de l'univers que par la gravitation ; or l'homme n'a pas changé et ne saurait changer la gravitation de sa planète. Cependant, la moindre action moléculaire retentissant dans le tout, et l'homme étant cause au moins occasionnelle d'une foule d'actions moléculaires, on peut dire que l'homme agit dans le tout d'une quantité qui équivaut à la petite différentielle qu'il y a entre ce qu'est le monde avec la Terre habitée et ce que serait le monde avec la Terre inhabitée. On peut même dire que l'animal agit lui-même dans l'univers à la façon d'une cause ; car une planète peuplée seulement d'animaux verrait se produire à sa surface des phéno-

mènes naissant de la spontanéité de l'animal et différents des purs phénomènes mécaniques, où ne se décèle aucun choix.

Il suit de là que, s'il y avait des êtres agissant dans l'univers comme l'homme agit à la surface de sa planète, ou d'une façon plus efficace encore, on s'en apercevrait. Supposons un être raisonnable d'un autre monde transporté sur notre globe ; bien avant qu'il eût rencontré des hommes, il prononcerait que cette planète est habitée par des êtres raisonnables et libres comme lui, combinant des moyens en vue d'une fin. La vue d'une route, d'un mur, d'une allée d'arbres lui suffirait pour prononcer cela, de même que cet ancien abordant dans une île, et trouvant sur le sable des figures de géométrie, conclut sur-le-champ : « Il y a ici des hommes. » Or le spectacle de l'univers ne nous autorise à rien conclure de semblable. Tout y est plein d'ordre et d'harmonie ; mais, dans le détail des événements, rien n'est particulièrement intentionnel ; tout se passe par des lois générales, auxquelles on n'a jamais constaté une seule dérogation en vue de fins spéciales.

Un des cas où il serait le plus naturel que de telles dérogations se produisissent, ce serait pour favoriser un homme vertueux ou une cause juste. Or cela n'est jamais arrivé. La nature est d'une insensibilité absolue, d'une immoralité transcendante, si j'ose le dire. L'immoralité de l'histoire et l'iniquité inhérente aux sociétés humaines ne sont pas moindres. La société, quoi qu'on fasse, sera toujours dans l'impossibilité d'être juste. Je sais que l'immense majorité des hommes croit qu'il y a des dieux protecteurs de l'innocence, vengeurs du crime, susceptibles de se laisser attendrir. Mais c'est que, n'étant pas initiés à l'esprit scientifique, ils n'ont pas la force d'analyse et d'observation nécessaire pour voir qu'il ne se produit pas, dans le train des choses, d'interventions voulues d'êtres supérieurs. Ces interventions se constateraient. Or on n'a pas constaté une seule fois la trace de l'action d'une main intelligente venant s'insérer momentanément dans la trame serrée des faits du monde. Le champ de l'observation est si vaste que, si de telles interventions avaient lieu, on les remarquerait.

EUDOXE

Vous niez toute efficacité de la prière ?

PHILALÈTHE

Je ne nie pas la prière comme hymne mystique. Tout acte d'admiration, de joie, d'amour est une prière en ce sens. Mais la prière intéressée, la prière par laquelle l'être fini cherche à substituer sa volonté à celle de l'être infini, je la rejette, et je la tiens même pour une sorte d'injure faite, innocemment sans doute, à la Divinité...

*Tenui popano corruptus Osiris.*

On tente de corrompre le dieu par de petits cadeaux. Dans les âges primitifs, quand un héros était dévoré par un cancer, on le croyait mangé par un dieu ; on offrait au dieu de la viande fraîche, on supposait qu'il l'aimerait mieux que la chair du malade et qu'il lâcherait celui-ci. L'homme non scientifique admet qu'il y a des êtres agissant directement dans les choses du monde, et il s'imaginer qu'en s'adressant à ces êtres il obtiendra d'eux une action conforme à ses désirs. Mais jamais on n'a constaté qu'une telle prière ait été suivie d'effet. Les philosophes grecs virent cela dans la perfection. L'un d'eux, Diagoras de Mélos, à qui l'on montrait les offrandes des marins dans un temple de Posidon : « On compte les sauvés, dit-il, on ne compte pas les noyés, qui, cependant, avaient fait des vœux comme les autres ! »

Que cela est bien dit ! En pareille matière, on a coutume de ne tenir compte que des cas favorables, on passe l'éponge sur les cas qui ne répondent pas aux illusions qu'on cherche à se faire. C'est l'explication de tous les miracles ; or la prière est en réalité une demande de miracle, puisque celui qui prie sollicite la Divinité de changer à son profit le cours que la nature suivrait sans cela. Le malade qui de

mande de guérir quand, selon l'ordre naturel, il devrait mourir demande un miracle ; il demande que, dans le cas où sa maladie serait mortelle, elle ne soit pas mortelle. Les paysans qui font des processions pour avoir la pluie ou la faire cesser demandent un miracle ; ils demandent que la pluie tombe à un moment où naturellement elle ne devrait pas tomber, ce qui exigerait un total bouleversement intentionnel de l'atmosphère. Telle grande pluie du mois de juin tient aux phénomènes qui se sont passés dans les banquises du pôle Nord au mois de mai. Il faudrait donc que l'Éternel, connaissant un mois d'avance les prières qu'on lui adressera, eût porté son attention sur les agissements des banquises, les eût troublées dans leur formation, ou bien qu'il empêchât les glaces du pôle, en s'avancant vers le sud, d'avoir leurs effets ordinaires de refroidissement et de condensation de vapeurs. Qu'est-ce cela, si ce n'est un miracle ?

Pour que la croyance répandue à cet égard fût fondée, il faudrait qu'on pût constater des cas où vraiment la prière a été efficace, c'est-à-dire où la prière a fait que les choses aient suivi un cours différent de celui qu'elles auraient suivi sans cela. Or une telle constatation n'a jamais été faite et ne sera jamais faite. On prie depuis le commencement du monde, et on n'a jamais eu la preuve qu'une prière, un vœu aient été suivis d'effet. Près de trois mille inscriptions puniques, toutes semblables entre elles, sont récemment sorties de terre ; par chacune d'elles, un dévot carthaginois nous atteste que Tanith et Baal-Hammon ont exaucé sa prière, en foi de quoi il a dressé ce petit cippes. Voilà qui est bien ; mais Tanith et Baal-Hammon sont des faux dieux ; personne n'admet plus qu'ils aient pu accorder des grâces. Les trois mille cippes de Carthage attestent une erreur. Des empilements d'ex-voto ne sauraient donc être considérés comme la preuve qu'un vœu ait jamais été exaucé. Quand même la masse d'une population croirait avoir expérimenté l'efficacité de la prière, cela ne prouverait rien. Les Carthaginois prétendaient avoir expérimenté la même efficacité et se trompaient, puisque leurs dieux (tout le monde l'avouera aujourd'hui) étaient impuissants.

La statistique pourtant serait facile. En temps de sécheresse, vingt ou trente paroisses d'une même région font des processions pour obtenir la pluie ; vingt ou trente n'en font pas. Au moyen de registres bien tenus et en opérant sur un grand nombre de cas, il serait facile de voir si les processions ont eu de l'effet, si les paroisses qui en ont fait ont été plus favorisées que les autres, et si la quantité de pluie dont elles ont été favorisées est proportionnelle à leur ferveur.

On pourrait renouveler l'expérience de mille manières. On composerait, par exemple, deux salles d'enfants atteints de la même maladie, en prenant des précautions pour qu'il n'y ait pas de fraude dans la répartition. Aux uns on laisserait les personnes religieuses mettre des médailles censées miraculeuses, aux autres on ne mettrait rien, et on verrait si cela produirait une différence appréciable. Mais on ne l'a jamais fait, et tous les gens sensés m'accorderont, j'imagine, que, si on le faisait, le résultat est écrit d'avance.

La même absence d'intervention surnaturelle se remarque dans les événements de l'histoire. Les nations les plus pieuses et les plus orthodoxes sont souvent battues par les nations moins pieuses et moins orthodoxes, sans qu'on ait jamais pu constater qu'une providence supérieure ait favorisé d'autre parti que le plus courageux ou le plus fort. Le prétendu dieu des armées est toujours pour la nation qui a la meilleure artillerie, les meilleurs généraux. La nature montre dans son gouvernement une absolue indifférence au bien et au mal. Le soleil se lève également sur les bons et sur les méchants.

Il n'y a donc pas un fait qui porte à croire qu'il y ait en dehors de l'humanité des êtres finis susceptibles d'agir sur notre planète. Ceci ne veut nullement dire qu'il n'existe pas en dehors de l'humanité d'autres êtres intelligents et actifs ; mais ceci veut dire que de tels êtres n'étendent pas leur action jusqu'à notre planète ni jusqu'aux mouvements des astres. Car, si une telle action particulière existait, on la reconnaîtrait. Supposons des fourmis établissant leur république en un endroit fort solitaire, et où l'homme ne passerait que deux ou trois fois par siècle. Supposons ces



fourmis capables d'arriver à la science de la nature et à la découverte de quelques-unes de ses lois, mais non de parvenir à se rendre compte de l'être énorme qui les écraserait. Leur philosophie naturelle ressemblerait à la nôtre, mais elles devraient admettre que les lois subissent à certains moments, tous les quarante ou cinquante ans, un étrange bouleversement, qu'alors un être inconnu, gigantesque, une force intermittente, sans explication, passe, renverse tout. Si les fourmis étaient philosophes, elles ne confondraient nullement le passage d'un tel être avec une tempête, une trombe, phénomènes tout à fait mécaniques et où ne perçait aucune intention. L'homme, conçu plus ou moins vaguement, serait bien pour elles ce que le dieu était pour l'antiquité, un être plus puissant que l'humanité, intervenant par moments dans les affaires de la terre et de l'humanité. Eh bien ! on n'a jamais constaté qu'un tel être existe au-dessus de l'homme ; jamais phénomène comme celui dont les fourmis seraient témoins dans l'hypothèse que j'exposais tout à l'heure ne se passe par-dessus la tête de l'humanité. Les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les épidémies étaient tenus autrefois pour des faits de cet ordre, pour des signes de la colère de Dieu. A l'heure qu'il est, aucune personne instruite ne l'admet. Ces événements sont tenus pour naturels, et, parmi les causes des éruptions du Jorullo ou de l'Hékla, aucune académie des sciences ne consentira à compter, pour une fraction si minime qu'elle soit, les péchés des Mexicains ou des Islandais. Il y a des pays bien moins moraux que l'Islande, et qui ne tremblent jamais.

## EUDOXE

Est-ce là toute votre théologie ? Elle est étrangement négative.

## PHILALÈTHE

Attendez. Je vous ai dit qu'en théologie j'admettais deux propositions certaines. Autant je tiens pour indubitable

qu'aucun caprice, aucune volonté particulière n'intervient dans le tissu des faits de l'univers, autant je regarde comme évident que le monde a un but et travaille à une œuvre mystérieuse. Il y a quelque chose qui se développe par une nécessité intérieure, par un instinct inconscient, analogues au mouvement des plantes vers l'eau ou la lumière, à l'effort aveugle de l'embryon pour sortir de la matrice, au besoin intime qui préside aux métamorphoses de l'insecte. Le monde est en travail de quelque chose ; *omnis creatura ingemiscit et parturit*. Le grand agent de la marche du monde, c'est la douleur, l'être mécontent, l'être qui veut se développer et n'est pas à l'aise pour se développer. Le bien-être n'engendre que l'inertie ; la gêne est le principe du mouvement. La pression seule fait monter l'eau, la dirige. La puberté de la jeune fille vient d'un œuf mûr pour vivre et qui veut vivre. Depuis l'astérie, pentagone qui digère, organisme bizarre qui de bonne heure sans doute a été possible, jusqu'à l'homme le plus complet, tout aspire à être et à être de plus en plus. Tout possible veut se voir réalisé, toute réalité aspire à la conscience, toute conscience obscure aspire à s'éclaircir. Comme un vaste cœur débordant d'un amour impuissant et vague, l'univers est sans cesse dans la douleur des transformations. Le corps organisé vise à remplir un type ; en grandissant, il acquiert ses parties et se crée des organes par une sorte de force aveugle, dont on peut prédire d'avance les effets. Chaque type tire de son essence tout ce qui est possible en fait de perfection égoïste. Quel engin de chasse égale les suçoirs que le poulpe s'est créés avec une sorte d'art profond ? Ce qu'on peut dire d'un type animal, on doit le dire d'une nation, d'une religion, de tout grand fait vivant ; on doit le dire aussi de l'humanité et de l'univers tout entier. On sent un immense *nîsus* universel pour réaliser un dessein, remplir un moule vivant, produire une unité harmonique, une conscience. La conscience du tout paraît jusqu'ici bien obscure, elle ne semble pas dépasser beaucoup celle de l'huître et du polypier, mais elle existe ; le monde va vers ses fins avec un instinct sûr. Le matérialisme mécanique des savants de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle me

paraît une des plus grandes erreurs qu'on puisse professer.

## EUTHYPHRON

Prenez garde, de votre côté, de vous trop rapprocher de la vieille philosophie des causes finales, si puérile en ses explications.

## PHILALÈTHE

Cette philosophie n'était erronée que dans la forme. Il ne s'agit que de placer dans la catégorie du *fieri*, de la lente évolution, ce qu'elle plaçait dans la catégorie de l'être et de la création. « Pour forger les premières tenailles, dit le *Talmud*, il fallut des tenailles ; Dieu les créa. » Erreur. Les tenailles se sont faites peu à peu, au moyen d'instruments de plus en plus avancés. La création de l'homme, des animaux, de la vie, s'est produite de la même manière. Ces phénomènes de la conscience obscure sont le domaine propre de Dieu. Dieu se voit surtout dans l'animal, dans l'enfant, dans l'homme du peuple, dans l'homme de génie, qui est enfant et homme du peuple à sa manière. Dieu est la raison de ceux qui n'en ont pas, le secret ressort qui porte tout à être selon les lois de l'esthétique et de l'eurythmie ; il est le nombre, le poids, la mesure qui fait le monde harmonieux et éternel.

Ce qui me parle le plus à cet égard, c'est la série de faits où nous surprenons la nature dupant les individus pour un intérêt qui leur est supérieur. Voyez tout ce qui touche à la génération ! Comme on y sent bien le prix que la nature attache à maintenir la moralité de l'individu ! Elle entoure de précautions ce trésor, source de toute vie. Non contente d'y joindre la volupté, elle y a rattaché une foule d'instincts, un tissu compliqué de sentiments contradictoires, pudeur, réserve, lascivité, honte, désir, comme les cordages d'un vaisseau de ligne pour tirer, serrer, réprimer, arrêter, exciter. Elle frappe l'abus des plus cruelles peines. La nature a intérêt à ce que la femme soit chaste et à ce que l'homme ne

le soit pas trop. De là un ensemble d'opinions qui couvre d'infamie la femme non chaste, et frappe presque de ridicule l'homme chaste. Et l'opinion, quand elle est profonde, obstinée, c'est la nature même. La nature, dans ses combinaisons, paraît avoir eu bien plus en vue un but social que la satisfaction de l'égoïsme des individus.

Le désir est le grand ressort providentiel de l'activité ; tout désir est une illusion, mais les choses sont ainsi disposées qu'on ne voit l'inanité du désir qu'après qu'il est assouvi. Pothos reste ainsi éternellement le premier-né des dieux. Le pollen, pour pénétrer dans l'ovule, s'ingénie comme s'il savait les lois du vide. Pas d'objet désiré dont nous n'ayons reconnu, après l'embrassement, la suprême vanité. Cela n'a pas manqué une seule fois depuis le commencement du monde. N'importe, ceux qui le savent parfaitement d'avance désirent tout de même, et l'Ecclésiaste aura beau prêcher éternellement sa philosophie de célibataire désabusé, tout le monde conviendra qu'il a raison, et néanmoins désirera. Quelle inconséquence !

La nature veut la propagation des espèces ; elle emploie mille ruses pour atteindre ce but. Une foule d'actes de l'être vivant ne sont pas le résultat d'un calcul d'utilité personnelle. La nature a mis dans l'animal juste ce qu'il faut d'amour maternel pour conserver l'espèce ; elle a mis dans l'humanité juste ce qu'il faut de désintéressement pour maintenir la tradition d'une vie supérieure. L'éphémère vit trois ans à l'état de larve ; sa vie ailée dure un jour, pendant lequel il s'accouple, pond ses œufs et meurt. Aucun instinct n'est sans objet. En voyant dans la nature humaine mille faits qui ne s'expliquent pas suffisamment par le plaisir et par l'intérêt, on peut sans hésiter conclure que ce sont là les outillages d'un mécanisme ordonné par la nature, quoique le but de ce mécanisme ne se laisse pas bien saisir. L'homme est comme l'ouvrier des Gobelins qui tisse à l'envers une tapisserie dont il ne voit pas le dessin. Celui-là travaille pour quelques francs par jour ; nous, pour moins encore, pour l'illusion de bien faire. Oh ! le bon animal que l'homme ! Comme il porte bien son harnais ! Que le *graffito* du petit âne du Palatin est juste et

profond : *Labora, aselle, quomodo ego laboravi, et proderit tibi.*

Évidemment, nous sommes utiles à quelque chose ; nous sommes exploités, comme disent certaines gens. Quelque chose s'organise à nos dépens ; nous sommes le jouet d'un égoïsme supérieur qui poursuit une fin par nous. L'univers est ce grand égoïste qui nous prend par les appeaux les plus grossiers : tantôt par le plaisir, qu'il nous redemande ensuite en un exact équivalent de douleur ; tantôt par de chimériques paradis auxquels, à tête reposée, nous ne trouvons plus une ombre de vraisemblance ; tantôt par cette déception suprême de la vertu qui nous amène à sacrifier à une fin hors de nous nos intérêts les plus clairs. L'hameçon est évident, et néanmoins on y a mordu, on y mordra toujours.

#### EUTHYPHRON

Cela n'est pas si surprenant que vous croyez. Le monde fondé sur la politique que vous venez de décrire existe, parce que seul il est possible. Une humanité plus intelligente, où tous verraient clair, ne serait pas viable ; elle périrait dans son germe même, et par conséquent elle n'existe pas. C'est comme si vous vous émerveilliez qu'il n'y ait pas de vertébré sans cœur.

#### PHILALÈTHE

Mais ce qui m'étonne justement, c'est qu'un être ainsi construit que sa fin soit hors de lui et qu'il y sacrifie parfois sa personnalité, ce qui m'étonne, dis-je, c'est qu'un tel être existe. La vertu de l'homme est en somme la grande preuve de Dieu. L'univers, au regard de l'homme, nous apparaît comme un tyran fourbe, qui nous assujettit à ses fins par des roueries machiavéliques, et qui s'arrange pour que peu de personnes voient ces fourberies, car, si tous les voyaient, le monde serait impossible. La nature a évidem-



ment intérêt à ce que l'individu soit vertueux. Au point de vue de l'intérêt personnel, c'est là une duperie, puisque l'individu ne retirera aucun profit temporel de sa vertu ; mais la nature a besoin de la vertu de l'individu. Elle y a pourvu par l'impératif catégorique, la plus grande, la vraie, l'unique révélation. La plus sûre vertu est celle qui est fondée sur le scepticisme spéculatif. Personne en affaires ne hasarderait cent francs avec la perspective de gagner un million sur une probabilité comme celle de la vie future. Et chacun se fait tuer ou règle toute sa conduite sur une telle probabilité. C'est qu'il y a une catégorie de l'esprit humain qui, au lieu de se borner comme les autres à la théorie, commande et nous prend à la gorge. Nous sommes dupés savamment par la nature en vue d'un but transcendant que se propose l'univers et qui nous dépasse complètement.

Les fourberies bienfaisantes que la nature emploie pour arriver à sa fin, qui est la moralité de l'individu, sont choses surprenantes à étudier en détail. Les croyances de la religion naturelle, dérivant toutes de l'impératif catégorique, ont l'air d'un filet qui nous enlace, d'un philtre qui nous séduit. Et nulle critique, nulle philosophie négative n'y fera rien. C'est dans les moments où nous sommes les meilleurs que nous croyons en Dieu. La religion est dans l'humanité l'analogue de l'instinct maternel chez les oiseaux, le sacrifice aveugle de soi à une fin inconnue, voulue par la nature ; chose absurde en soi, bonne pour ce que veut la nature, vraie par conséquent, et sainte avant tout. Il y a une politique savante qui se manifeste dans tous les phénomènes de la conscience obscure ou de la vie inconsciente. Un grand but se poursuit grâce au dévouement de l'homme. Prêcher à l'homme de ne pas se dévouer est comme prêcher à l'oiseau de ne pas faire son nid et de ne pas nourrir ses petits. Cela est très peu dangereux ; l'homme et l'oiseau continueront toujours leur éternel manège, car la nature en a besoin. Une ingénieuse providence prend ses précautions pour assurer la somme de vertu nécessaire à la sustentation de l'univers.

## EUDOXE

S'il y avait ici des gens capables, comme disait cet ancien, de prendre avec leur main gauche ce que vous leur donnez avec votre main droite, ils pourraient s'égarer sur vos sentiments. D'un autre côté, nos matérialistes vous accuseraient de chercher du désintéressement où il n'y en a pas. Le désir intéressé, suivant eux, explique suffisamment tous les faits où vous voyez une sorte de plan jésuitique de la nature pour nous subordonner à ses fins.

## PHILALÈTHE

C'est que les savants qui se donnent, le plus souvent bien à tort, le nom de matérialistes n'ont pas suffisamment analysé l'essence de nos instincts philosophiques, esthétiques et moraux. En y réfléchissant bien, l'homme verrait que, dans la plupart des cas, il a un intérêt actuel à ne pas être vertueux. Il l'est néanmoins parfois. Si le vrai, le bien et le beau étaient choses frivoles, il y a longtemps qu'on en eût abandonné la poursuite ; car ce sont là choses qui ne rapportent rien ; loin de faire réussir, le vrai talent, la vraie vertu, la vraie science nuisent dans la vie et constituent celui qui en est doué dans un état d'infériorité au point de vue du succès ; parfois ils causent son malheur. Si le vrai n'avait pas une valeur objective, il y a des siècles que la curiosité humaine serait éteinte. Si le bien n'était pas commandé par une volonté supérieure à la nôtre, mille expériences nous auraient appris à n'en pas être dupes. L'homme vertueux, le savant, le grand artiste sont ainsi les plus éclatantes preuves de Dieu. Mais le plus humble fait psychologique bien analysé contient la même conséquence. Parmi les préjugés qu'exige l'intérêt de l'humanité et des nations, il faut mettre avant tout l'esprit de famille. Les vertus de famille sont indispensables à la bonne continuation d'une société. La nature y a pourvu par de bizarres manques de logique, dont les plus raffinés et les

plus blasés sont heureusement dupes. La monogamie n'est pas indiquée par la constitution physiologique de l'homme ; mais elle est nécessaire à la formation et au maintien des grandes races ; la monogamie a reçu de l'opinion l'autorité d'une loi quasi naturelle. Des foules de bons bourgeois ne vivent que pour élever leurs enfants, lesquels n'auront, de leur côté, arrivés à l'âge d'homme, d'autre souci que d'élever les leurs. Le cercle vicieux est patent, mais il n'arrête personne ; car la nature a besoin de ce souci désintéressé. Elle se ménage ainsi la chance qu'il émerge de cette obscurité un homme de premier rôle qui dévorera brillamment en une heure, au profit de l'art, de la science ou de la politique, le capital modestement amassé par le sérieux de ses ascendants.

Ce machiavélisme instinctif de la nature se voit bien encore dans l'énorme duperie qu'implique la bonté. La bonté du chien ne se décourage pas, quoiqu'elle ne lui attire souvent que des rebuffades ; les vilénies de l'homme ne le blessent jamais ; car il aime l'humanité, il en sent la supériorité, et il est fier de participer à un monde supérieur. Si le devoir était le fruit d'une réflexion égoïste ou philosophique, le chien y eût depuis longtemps renoncé ; car l'homme est parfois pour lui d'une cruelle injustice et méconnaît son affection. Il en est de même de la moralité de ceux que la nature choisit pour le rôle de l'abnégation. Il y aura toujours des victimes volontaires prêtes à servir aux fins de l'univers. Les races particulièrement bonnes, le matelot breton, le paysan lithuanien, par exemple, sont traitées avec mépris par les races plus fortes ; celui qui obéit est presque toujours meilleur que celui qui commande. L'individu voué à la bonté est voué au dédain ; il n'en continuera pas moins de jouer son rôle ; car il est nécessaire au but de la nature. Disons-en autant de la probité, quoique ici l'argument soit moins fort, puisqu'il y a une pénalité contre le contraire de la probité, et qu'il n'y en a pas contre le contraire de la bonté. Au fond, tous sont pris à ces glus savantes. Prétendre enlever de ce monde le sentiment de la piété et réduire tout au pur égoïsme est aussi impossible qu'enlever à la femme ses organes de

mère. L'égoïste lui-même, qui prétend dresser la théorie de l'intérêt bien entendu, est dupe de la nature. L'égoïste donne à chaque heure mille démentis à son système ; la vie d'un égoïste est un tissu d'inconséquences, d'actions qui, à son point de vue, sont absurdes et folles.

## EUDOXE

Le fait est que je ne connais pas de saint qui ait poussé le renoncement aussi loin que tel savant de notre temps, que les esprits superficiels qualifient d'athée et de matérialiste.

## PHILALÈTHE

Que vous avez raison ! Dans aucun système la vertu n'a autant de valeur objective que dans le nôtre. Obéir à la nature est pour nous collaborer à l'œuvre divine. Kant, avec son admirable génie, vit bien que là était la base de la religion, laquelle dérive de la raison pratique et non de la raison spéculative. Dieu, considéré comme âme du monde, comme chargé de sa conservation et de sa destinée, aime la vertu, y applaudit ; car elle le sert ; elle ajoute une pierre à l'édifice qui s'élève d'heure en heure vers l'infini. La vertu occupe ainsi une place transcendante dans l'œuvre universelle ; elle est la cheville ouvrière, le grand facteur du plan divin ; elle est aussi la meilleure preuve de l'existence d'un tel plan. La vertu existe ; il faut l'expliquer. Ce rouage ne peut être superflu. La religion dans l'humanité est l'équivalent de la nidification chez l'oiseau. Un instinct s'élève tout à coup mystérieusement chez un être qui ne l'avait jamais senti jusque-là. L'oiseau qui n'a jamais pondu ni vu pondre sait d'avance la fonction naturelle à laquelle il va contribuer. Il sert, avec une sorte de joie pieuse et de dévotion, à une fin qu'il ne comprend pas. L'abeille aussi fait de la cire, la fourmi entasse pour entasser, bien au delà de ce que la sagesse égoïste leur conseilleraient.

La naissance de l'idée religieuse dans l'homme se produit d'une manière analogue. L'homme allait inattentif. Tout à coup un silence se fait, comme un temps d'arrêt, une lacune de la sensation : « Oh ! Dieu ! se dit-il alors, que ma destinée est étrange ! Est-il bien vrai que j'existe ? Qu'est-ce que le monde ? Ce soleil, est-ce moi ? Rayonne-t-il de mon cœur ?... O père, je te vois par delà les nuages ! » Puis le bruit du monde extérieur recommence ; l'échappée se ferme ; mais, à partir de ce moment, un être en apparence égoïste fera des actes inexplicables, agira contre son intérêt évident, se subordonnera à une fin qu'il ne connaît pas, éprouvera le besoin de s'incliner et d'adorer.

O joie suprême pour l'homme vertueux ! Le monde tient par lui. Si parfois sa conscience se trouble, quand il se voit isolé, incapable de répondre aux objections du matérialisme, qu'il se rassure ; c'est lui qui a la raison ; c'est lui qui est le sage. Il est un sur cent mille ; mais c'est lui qui est la rançon de Sodome. La minorité dont il fait partie est la raison d'être de notre planète. C'est pour lui, c'est par lui et ses pareils que la terre existe et se maintient.

Ainsi un plan supérieur s'impose à nous et nous entraîne. La nature agit à notre égard comme envers une troupe de gladiateurs destinés à se faire tuer pour une cause qui n'est pas la leur, ou comme ferait un potentat d'Orient, ayant des mamelouks qu'il emploierait pour des fins mystérieuses, évitant lui-même de se montrer jamais à eux. Deux sentiments se produiraient dans ces êtres subordonnés : chez les uns, la révolte, la haine contre le tyran (c'est la situation morale où s'arrêta Schopenhauer) ; chez d'autres, la résignation, même la reconnaissance, et l'amour du but inconnu ; c'est le point de vue de Fichte et celui où j'ai réussi à me maintenir jusqu'ici.

#### EUTHYPHRON

Je vous en félicite. Avouez cependant que les deux options ont un côté de légitimité. Nous servons à un dessein de la nature, que la nature ne nous révèle pas. Nous sommes,



selon vous, des victimes non volontaires, faut-il encore que nous soyons des victimes résignées ?

## PHILALÈTHE

Oui ; il le faut. Il y a chez Schopenhauer une contradiction qui rend son attitude bien moins légitime que celle de Fichte. Il admet que l'univers a un but, et il a très bien vu le machiavélisme de la nature, par exemple dans l'amour ; mais il ne voit pas que cela suffit pour fonder le théisme, et pour établir que la vertu a un sens. Schopenhauer aurait dû conclure que la vertu suprême est la résignation, c'est-à-dire l'acceptation de la vie telle qu'elle est, comme servant à un but supérieur. Ses prémisses impliquaient cela. Si la nature a un but, il faut s'y prêter ; obéir à la nature, suivre ses indications ou même seulement se laisser aller à sa pente, est déjà une loi. Or, si la vie a une loi, elle a un sens. Schopenhauer n'est pas un révolté comme Byron ou Henri Heine, qui ne voient pas la loi morale ; c'est un révolutionnaire bien plus hardi, un homme non résigné à la nature, qui prétend aller contre ce qu'elle veut. En premier lieu, cela est coupable ; en second lieu, cela est inutile ; car la nature triomphera toujours ; elle a trop bien arrangé les choses, elle a trop bien pipé les dés ; elle atteindra, quoi que nous fassions, son but, qui est de nous tromper à son profit. La grande question est de savoir si la nature a un but. On peut nier cela avec quelque apparence ; mais Schopenhauer ne le nie pas, et dès lors on ne comprend pas son immoralité. Je vois clairement avec Schopenhauer qu'il y a un grand égoïste qui nous trompe ; mais, à la différence de Schopenhauer, je me résigne ; j'accepte, je me sou mets aux fins de l'Être suprême. La morale se réduit ainsi à la soumission. L'immoralité, c'est la révolte contre un état de choses dont on voit la duperie. Il faut à la fois la voir et s'y soumettre.

Cette révolte de l'homme est le crime par excellence, le seul crime à vrai dire qu'il y ait. L'homme est lié par certaines ruses de la nature, telles que la religion, l'amour,

le goût du bien et du vrai, tous instincts qui, si l'on s'en tient à la considération de l'intérêt égoïste, le trompent et le mènent à des fins voulues hors de lui. L'homme, par le progrès de la réflexion, reconnaît de plus en plus les roueries de la nature, démolit par la critique religion, amour, bien, vrai. Ira-t-il jusqu'au bout, ou la nature l'emportera-t-elle ? Les planètes mortes sont peut-être celles où la critique a tué les ruses de la nature, et quelquefois je m'imaginais que, si tout le monde arrivait à notre philosophie, le monde s'arrêterait.

## EUDOXE

Cela est bien peu à craindre. On ne nous croira pas, beau sire. Les cloches continueront de sonner ; le joyeux alleluia de la nature retentira éternellement ; il y aura toujours des âmes pures pour chanter l'hymne des noces mystiques. Voilà la grande, la suprême, l'*internelle* consolation : songer qu'on fait partie d'un ensemble qui va sûrement à ses fins, et qu'on peut commettre toute sorte de fautes sans craindre de compromettre la barque où l'on vogue. Ne nous y trompons pas d'ailleurs ; la nouvelle école matérialiste nous regarde, nous autres idéalistes, comme presque aussi dangereux que les orthodoxes.

## PHILALÈTHE

Elle a raison.

*Est Deus in nobis, agitante calescimus illo.*

Il n'y a que des esprits chétifs qui puissent se renfermer dans cette philosophie de pygmées. Le grand homme doit collaborer à la fraude qui est la base de l'univers ; le plus bel emploi du génie est d'être complice de Dieu, de contribuer à la politique de l'Éternel, de contribuer à tendre les lacs mystérieux de la nature, de l'aider à tromper les individus pour le bien de l'ensemble, d'être l'instrument de

cette grande illusion, en prêchant la vertu aux hommes, tout en sachant bien qu'ils n'en retireront aucun profit personnel, comme le chef militaire qui mène tuer de pauvres gens pour une cause qu'ils ne peuvent comprendre ni apprécier. Nous travaillons pour un dieu, de même que l'abeille, sans le savoir, fait son miel pour l'homme.

## EUTHYPHRON

Mais l'homme est pour l'abeille un supérieur particulier qu'elle doit connaître, tandis que nous n'avons pas un tel supérieur qui soit renfermé dans les limites d'une personnalité finie. Si nous en avons un, nous le saurions. Il n'arrive jamais rien de semblable à ce qui arrive quand l'homme renverse une ruche pour en avoir le miel.

## PHILALÈTHE

Il n'y a pas, en effet, à la portée de nos moyens d'observation, de conscience (je veux dire de conscience réfléchie, finie) supérieure à l'homme ; mais il y a une vaste conscience spontanée qui le domine. Nos formules sont ainsi l'équivalent de celle des déistes. Prêtons-nous aux buts de la nature, soyons dupes (et non dupés), dupes volontaires de son machiavélisme ; entrons dans ses fins, résignons-nous. Le mal, c'est de se révolter contre la nature, quand on a vu qu'elle nous trompe. Eh ! sûrement elle nous trompe ; mais soumettons-nous. Son but est bon ; veuillons ce qu'elle veut. La vertu est un *amen* obstiné, dit aux fins obscures que poursuit la Providence par nous.

## EUTHYPHRON

Nous faisons dans votre pensée la part d'une certaine forme paradoxale, destinée à la rendre sensible, et d'une ironie que vous tenez avec raison pour très philosophique.

Vous voulez bien vous prêter aux fraudes de l'Éternel, mais vous tenez à ce qu'il sache que vous n'êtes pas sa dupe. J'ai toujours remarqué chez vous un sentiment singulier et très délicat : c'est une espèce de peur de sembler tirer un avantage quelconque de votre vertu. Le pharisaïsme est ce dont vous avez le plus d'horreur, si bien qu'après le plus haut hommage que vous rendez à la vertu vous éprouvez le besoin de dire que vous en faites peu de cas, et qu'elle n'est que piperie. Vous seriez capable d'affecter d'être vicieux, pour ne pas sembler être pharisien, dans un temps d'hypocrisie comme le nôtre, où il y a profit à être bien pensant.

#### PHILALÈTHE

Effectivement, si j'avais été prêtre, je n'aurais jamais voulu accepter d'honoraires pour ma messe ; j'aurais craint de faire comme le marchand qui livrerait pour de l'argent un sac vide. De même je me ferais scrupule de tirer un bénéfice de mes croyances religieuses. Je craindrais d'avoir l'air de distribuer de faux billets et d'empêcher les pauvres gens, en les leurrant d'espérances douteuses, de réclamer leur part en ce monde. Ces choses-là ont assez de corps pour qu'on en cause, pour qu'on en vive, pour qu'on y pense toujours, mais ne sont pas assez certaines pour qu'en faisant profession de les enseigner on soit sûr de ne pas tromper sur la qualité de la chose livrée.

#### EUTHYPHRON

Il est tard, et la fraîcheur du soir se fait sentir de bonne heure au milieu de ces épaisses charmillles. Nous avons d'ailleurs à peu près épuisé, je crois, ce que Philalèthe, au commencement de notre entretien, appelait les certitudes du sujet. Demain, nous pourrions nous retrouver ; j'aurai peut-être quelques objections à faire ; car, bien que j'admette qu'une volonté supérieure se sert de nous,

et fait quelque chose par l'humanité, je ne me suis pas habitué jusqu'ici à considérer de telles idées comme un succédané du déisme ou de la religion naturelle. Je voudrais bien que nous eussions avec nous Théophraste, que j'ai parfois entendu énoncer sur les fins de l'univers des vues hardies.

## PHILALÈTHE ET EUDOXE

Amenez-le, il sera le bienvenu.



## DEUXIÈME DIALOGUE

### PROBABILITÉS

EUDOXE, PHILALÈTHE, EUTHYPHRON, THÉOPHRASTE

PHILALÈTHE

DANS notre conversation d'hier, Théophraste, nous avons cherché à préciser nos idées sur le genre de conscience que semble révéler l'ensemble de l'univers. Nous sommes à peu près tombés d'accord que c'est une conscience obscure, spontanée, analogue à celle qui préside à l'évolution de l'embryon ou de l'animal, conscience d'une merveilleuse sûreté néanmoins et qui atteint son but par des moyens d'une parfaite justesse. Euthyphron nous a dit que vous aviez sur ce sujet des vues particulières. Exposez-nous ces vues, si vous nous jugez capables de les comprendre.

THÉOPHRASTE

Je crois, en effet, qu'il y a une résultante du monde, une capitalisation des biens de l'humanité et de l'univers qui se forme par des accumulations lentes et successives, avec d'énormes déperditions, mais avec un surcroît incessant, comme dans la nutrition de l'adolescent. Ce résidu est un bien, et cela ne pouvait être autrement. Il n'y a que ce qui est fait pour l'idéal qui dure, qui crée une résultante. Le reste s'annule. Les égoïsmes rivaux se faisant dans le monde un exact contrepoids, il n'y a pour créer un effet utile que la somme imperceptible de l'action désintéressée. Cette épargne n'est rien, comparée à l'énorme somme d'acti-

vité qui se dépense en pure perte ; mais seule elle subsiste, tandis que le reste se perd. Il se forme ainsi par l'accumulation du travail utile un capital immense. C'est par la petite parcelle que nous avons déposée dans cette réserve du progrès éternel que chacun de nous vit éternellement. La preuve qu'un tel reliquat des profits et pertes existe, c'est que le monde a une marche. S'il n'y avait pas un surplus de bien, le monde ne marcherait pas, il s'équilibrerait ou s'userait en un mouvement sans direction, comme celui d'une locomotive patinant sur ses rails. Or tout le train est emporté ; il est difficile de dire vers où, mais il est emporté ; il marche vers l'immensité et nous entraîne avec lui.

Pour bien comprendre ceci, il faut remonter à l'origine conceptuelle du mouvement dans l'univers. Le commencement du mouvement dans l'univers, et par conséquent du *fieri* universel, fut une rupture d'équilibre, qui vint elle-même d'une non-homogénéité ; car un monde homogène n'aurait jamais bougé ; il se serait reposé éternellement, sans développement, sans progrès. Pourquoi l'univers ne se tint-il pas tranquille ? pourquoi voulut-il courir les aventures, au lieu de dormir au sein de l'uniformité absolue ? C'est qu'un aiguillon le poussa. Une inquiétude secrète lui donna le tressaillement ; un vague intérieur amena des nuages sur la morne sérénité de son azur. Ce qui fait la vie est toujours une sortie brusque de l'apathie, un désir, un mouvement dont personne n'a l'initiative, quelque chose qui dit : En avant ! Pourquoi l'embryon fait-il effort pour sortir du sein de sa mère ? pourquoi l'enfant se fait-il souffrir pour produire ses dents ? que ne s'en passe-t-il ? Il ne s'en passe pas plus que le jeune homme ne se passe de suivre l'amour, qui peut-être troublera toute sa vie et le tuera.

Une rupture d'équilibre a de même été l'origine de la civilisation. La vie et le mouvement sont comme un intervalle de bruit entre deux silences, intervalle durant lequel rien ne se produit ni ne se perd. Le monde et la société tendent d'eux-mêmes, par une sorte de loi d'inertie, à l'équilibre, qui serait leur mort. Le commencement de l'histoire ou,

ce qui revient au même, le passage de l'animalité à l'humanité fut un forfait, une sortie brusque d'un état paradisiaque sans individualité, pour passer à un état de guerre, d'amour et de haine.

Et qu'est-ce qui a produit la révolte initiale ? L'école épicurienne, la grande école scientifique de l'antiquité, se l'était demandé comme nous :

*Quid vellet et possit rerum concordia discors* (1) ?

Qu'ont voulu les choses en rompant leur harmonie primitive ? quelle cause, interne ou externe, a pu les mettre en mouvement ? Cette cause fut le désir d'être, la soif de conscience, la nécessité qu'il y avait à ce que l'idéal fût représenté. L'idéal apparaît ainsi comme le principe de l'évolution déifique, comme le créateur par excellence, le but et le premier moteur de l'univers. L'idée pure n'est qu'une virtualité ; la matière pure est inerte ; l'idée n'arrive à être réelle que grâce à des combinaisons matérielles. Tout sort de la matière ; mais c'est l'idée qui anime tout, qui, en aspirant à se réaliser, pousse à l'être. Voilà Dieu. Il n'y a pas d'édifices sans pierres ; il n'y a pas de musique sans cordes ou sans cuivre ; il n'y a pas de pensée sans masse nerveuse ; mais les pierres ne sont pas l'édifice ; les violons ne sont pas la musique ; le cerveau n'est pas la pensée ; ce sont les conditions sans lesquelles il n'y aurait ni édifice, ni musique, ni pensée. Une sonate de Beethoven sur le papier n'existe qu'en puissance. Ce qui la fait être, c'est la vibration, fait physique mesurable ; si bien que le concert, fait moral non mesurable, résulte de deux choses, qui sont d'abord la pensée du compositeur, puis le fait matériel de la vibration. L'idée est une virtualité qui veut être ; la matière lui donne la concrétion, la fait passer à l'être, à la réalité. Les deux pôles de l'univers sont ainsi l'idéal et la matière. Rien n'est sans la matière ; mais la matière est la condition de l'être, non la cause de l'être. La cause, l'efficient appartiennent tout entiers à l'idée. *Mens agit molem*. C'est

(1) Horace, *Epistolae*, l. I, ep. XII.

l'idée qui est réellement, qui seule est et aspire sans cesse à une pleine existence en suscitant les combinaisons matérielles aptes à sa production.

Nous arrivons ainsi à n'attribuer la parfaite existence qu'à l'idée, ou plutôt à l'idée consciente d'elle-même, à l'âme. Certes, l'atome a une existence. Il a ce grand et étrange privilège d'être inattaquable, et, s'il fallait s'en tenir à ce que nous savons, éternel ; puisque non seulement il ne se fait et ne se défait plus d'atomes, mais que rien d'expérimental ne nous donne la moindre idée de la façon dont l'atome a pu se former. L'être organisé est malade et meurt ; l'atome n'est jamais malade ; il est d'une inviolabilité absolue. L'atome de carbone qui forme la poussière de la voie lactée est identique à celui qui alimente nos fourneaux ; mais l'atome n'a sûrement aucune conscience. L'âme, au contraire, commence et finit ; elle résulte de combinaisons d'atomes ; elle est en quelque sorte l'existence à la seconde puissance. Quoique passagère, elle a une immense supériorité sur la matière ; elle la dépasse et la fait oublier.

#### EUDOXE

Vous renversez étrangement les opinions reçues. Autrefois, l'intelligence divine était conçue sur le type d'un homme de génie, d'un mécanicien sublime, combinant les moyens pour produire un effet ; maintenant, vous arrivez à la concevoir comme l'instinct spontané de la vie, comme la conscience vague de l'être qui aspire à se conserver et à se compléter.

#### THÉOPHRASTE

Autrefois aussi on concevait Homère écrivant comme un homme de lettres dans son cabinet ; maintenant, les poèmes homériques sont l'œuvre anonyme du génie grec, et ils nous semblent mille fois plus beaux. Autrefois, la religion était la sujétion à un être supérieur ; maintenant, elle est

l'adoration de l'idée pure, et, comme l'a si bien définie M. Strauss, « l'acte de l'esprit qui recueille et ramène à l'unité les rayons de l'idée, qui se réfractent et se brisent dans la multiplicité des phénomènes ».

## EUTHYPHRON

Mais quel est, selon vous, le but que la nature poursuit par tant de voies savantes ?

## THÉOPHRASTE

Le mot qui résume le mieux ce but, à mon avis, est le mot de « conscience ». Le monde aspire à être de plus en plus ; or l'être dans sa plénitude, c'est l'être conscient. Tout l'effort du monde tend à se connaître, à s'aimer, à se voir, à s'admirer. Le but du monde est de produire de la raison. Tout lui est bon pour cela. Chaque planète fabrique de la pensée, du sentiment esthétique ou moral ; la petite récolte de vertu et de raison que produit chaque monde est la fin de ce monde, comme la sécrétion de la gomme est le dernier but du gommier. La pensée est le résultat final. Galilée, Descartes, Newton furent à leur heure le but ou, pour mieux dire, le dernier aboutissement du monde, puisque la plus haute vue du monde fut en eux. L'être en soi, abîme obscur, ne se contente pas de sa solitude. Déjà par l'animal il existe. L'animal arrive à une vague contemplation de la nature ; aux heures de l'amour, il peut entrevoir le monde de l'esthétique et de l'art. Le chien atteint presque à la vertu ; les dialogues des oiseaux musiciens sont des hymnes charmants, où ces petits êtres poursuivent sans doute autre chose que le plaisir d'exercer leur gosier ; mais tout cela est si humble qu'il ne vaut guère la peine d'en parler. Par l'homme, la vie de l'univers est bien plus centralisée ; la vraie réflexion des rayons de l'univers ne commence véritablement que par la science, par la grande vertu, par le grand art. L'humanité est ainsi la plus haute



expression que nous connaissions de la vie de la nature. La tête de l'homme est la machine la plus parfaite pour la conscience de l'univers qui existe, au moins dans les parties de l'espace accessibles à nos observations.

Il y a sans doute des machines à penser plus élevées que nous ne connaissons pas ; mais nous avons droit d'affirmer qu'aucun être pensant extérieur à notre planète n'est arrivé à l'omniscience ni à l'omnipotence, puisque rien ne prouve qu'il y ait un être pensant qui ait réussi à étendre son action d'une planète à l'autre. S'il y avait quelque part des êtres connaissant assez bien les lois de la matière et de la force pour agir à des millions de lieues dans l'espace, nous nous en apercevriions à propos de certains faits échappant aux explications ordinaires et revêtant un caractère intentionnel.

#### EUTHYPHRON

Je m'interdis de parler des autres mondes. Le nombre des corps célestes où la vie peut se développer à un moment donné est, sans doute, dans une proportion infiniment petite avec le nombre des corps existants. La terre est peut-être à l'heure qu'il est, dans des espaces presque sans bornes, le seul globe habité. Parlons d'elle seule. Eh bien ! un but comme celui dont vous venez de parler est au-dessus de ses forces. Ces mots d'omnipotence et d'omniscience doivent être laissés à la scolastique. L'humanité a eu un commencement ; elle aura une fin. Une planète comme la nôtre n'a dans son histoire qu'une période de température où elle est habitable ; dans quelques centaines de milliers d'années, on sera sorti de cette période. La Terre sera probablement alors comme la Lune, une planète épuisée, ayant accompli sa destinée et usé son capital planétaire, son charbon de terre, ses métaux, ses forces vives, ses races. La destinée de la Terre, en effet, n'est pas infinie, ainsi que vous le supposez. Comme tous les corps qui roulent dans l'espace, elle tirera de son sein ce qui est susceptible d'en être tiré ; mais elle mourra, et, croyez-le, elle mourra, comme dit, dans le *Livre de Job*, le sage de Théman, « avant d'avoir

atteint la sagesse ». C'est ici un problème à données opposées se limitant, comme celui du télescope, où, si vous augmentez certains avantages, vous tombez en des inconvénients compensatifs, qui font que la limite relative du bien est mathématiquement fixée.

#### THÉOPHRASTE

Sans doute, tout développement est limité, à cause des limites du milieu dont il utilise les ressources ; mais il l'est d'autant moins que le milieu est plus vaste. Or le développement rationnel du monde n'est pas subordonné à celui de l'homme ni aux ressources étroites du globe terrestre. Les limites du développement de l'esprit seraient immensément reculées si les êtres pensants des diverses planètes et surtout des divers mondes sidéraux étaient en communication les uns avec les autres. Peut-être un jour l'univers entier sera-t-il associé en une seule compagnie et un seul capital. Les ressources pour le développement de l'esprit seraient alors inépuisables ; on attaquerait la conquête de l'idéal avec une mise de fonds en quelque sorte infinie.

#### EUTHYPHRON

Oui, mais vous vous posez là en dehors non seulement de l'expérimental, mais du concevable. Quelle est la loi de tous les développements de vie ? Commencements humbles, progrès lents, progrès rapides, perfection relative, légère baisse, baisse rapide, mort. Tout porte donc à croire qu'après avoir atteint son période de hauteur la civilisation entrera dans une voie de décroissance ; car les forces morales et intellectuelles de l'humanité sont finies ; le développement de l'humanité ressemble à celui de l'individu, qui a une enfance, une jeunesse, une virilité, une vieillesse. Jusqu'ici cette loi ne s'est observée que sur des développements particuliers, nationaux ou dynastiques. Des sources de jeunesse et de rénovation ethnique ont toujours

existé dans l'humanité pour ranimer les sociétés vieilles ; de telles sources peuvent tarir.

Vous me direz que nous avons des barbares parmi nous ; mais ce sont des barbares vieux, plus usés que nous. Il y a parmi les Germains, parmi les Slaves surtout, d'épaisses couches de populations non encore arrivées à la lumière et pleines d'avenir ; mais après eux on ne voit plus rien qu'un nivellement ethnique, où les éléments les plus bas prendront le dessus par le nombre et décapiteront systématiquement les revenants par atavisme des nobles races du passé. Une irrémédiable décadence de l'espèce humaine est possible ; l'absence de saines idées sur l'inégalité des races peut amener un total abaissement. Le danger de la planète Terre, c'est que, l'égoïsme y absorbant la plus grande partie de l'activité des individus, et le culte du bien, du vrai et du beau n'étant pratiqué que par une noblesse peu considérable en nombre, le danger, dis-je, est que la planète ne tombe dans un état où, tous les individus acquérant une conscience distincte de leurs droits, il soit impossible d'en faire émerger une pensée désintéressée. L'inégalité des classes, en effet, qui est d'une souveraine injustice dans le sein d'une même race, est le secret du mouvement de l'humanité, le coup de fouet qui fait marcher le monde, en donnant à la société un but à poursuivre. Qu'on se figure le spectacle qu'eût offert la Terre si elle eût été uniquement peuplée de nègres, bornant tout à la jouissance individuelle au sein d'une médiocrité générale, et substituant la jalousie et le désir du bien-être aux nobles poursuites de l'idéal ? Si un pareil esprit venait à régner parmi nous, ce serait la fin de toute civilisation, de toute tendance à la raison. Or un tel avenir est à craindre si l'on ne trouve des moyens pour faire dominer les visées du génie sur les basses pensées d'une foule matérialiste, uniquement attentive à ses grossiers appétits.

Un grand danger, d'ailleurs, vient de l'accumulation indéfinie des données de la science dans le champ limité de l'esprit. Il est à craindre que le cerveau humain ne s'écrase sous son propre poids, et qu'il ne vienne un moment où son progrès même ne soit sa décadence, comme il arrive

dans une équation qui porte en son expression même sa latitude, son maximum. Un âge d'abaissement se laisse ainsi prévoir, un moyen âge non suivi de renaissance, où personne ne comprendra plus une philosophie quelque peu relevée, où la *Mécanique céleste* de Laplace sera un livre inintelligible, destiné à disparaître, s'il n'y en a des exemplaires tirés sur vélin, au bout du temps nécessaire pour que le papier de la meilleure édition soit pourri.

#### THÉOPHRASTE

Cela est infiniment probable, mais n'atteint pas notre thèse. Nous ne disons pas que l'absolu de la raison sera atteint par l'humanité ; nous disons qu'il sera atteint par quelque chose d'analogue à l'humanité. Des milliers d'essais se sont déjà produits, des milliers se produiront ; il suffit qu'il y en ait un qui réussisse. Les forces de la Terre, comme vous l'avez très bien dit, sont finies. Il est clair que, si la théorie mécanique de la chaleur n'est pas arrivée avant cinq ou six cents ans à trouver des manières de suppléer au charbon de terre, l'humanité rentrera dans une sorte de médiocrité, dont elle n'aura guère le moyen de sortir. Or la théorie de la chaleur sera-t-elle portée à ce degré de perfection ? Il est permis d'en douter. Des réactions hostiles peuvent arrêter l'esprit humain et le rendre incapable de calculs transcendants. A l'heure qu'il est, il n'y a plus qu'une cinquantaine de personnes capables de se mettre bien au courant de certaines sciences et de les continuer. Ces sortes de cultures résidant en un très petit nombre de têtes sont faciles à détruire. Une inquisition un peu sévère, comme cela s'est vu au xvi<sup>e</sup> siècle, en Italie, des mesures analogues à celles de Louis XIV contre les protestants y suffisent. Un abaissement d'un ou deux degrés dans la température intellectuelle suffit pour rendre impossibles ces êtres délicats, qui ne vivent, comme les plantes de serre, qu'en des conditions très limitées. L'humanité pourrait ainsi être noyée à deux pas de la planche qui l'eût sauvée. Le sort d'un monde peut dépendre d'un

homme ou d'un petit nombre d'hommes, qui eussent tourné la difficulté où s'est butée une humanité tout entière. Il y a eu probablement, il y aura des mondes où des hommes qui eussent été des sauveurs, des rédempteurs de l'univers, sont morts de misère, ou n'ont pas trouvé les conditions pour se développer ; il y en a eu d'autres où le germe de la civilisation a été étouffé par des exterminateurs, des Philippe II, réussissant en leur tentative d'arrêter l'esprit.

Bien des faits peuvent donc interrompre le développement de l'humanité ; or, faute de communion entre les mondes divers, des essais avortés de ce genre laissent tout à recommencer, puisque l'essai manqué, étant enseveli dans un total oubli, ne sert pas de point de départ pour mieux faire ensuite. La civilisation antique, après sa destruction, a encore puissamment contribué à la civilisation moderne par les monuments écrits et figurés qui sont restés d'elle, et que la Renaissance étudia. Au contraire, si Mars ou Vénus ont vu des tentatives de progrès, ces tentatives sont pour la Terre comme si elles n'avaient jamais existé.

Le sort de la Terre sera-t-il de finir de cette manière ? Cela est bien à craindre, mais cela n'est pas certain. Malgré toutes ses décrépitudes, la Terre a cet avantage que l'instabilité y est à demeure. L'humanité n'atteindra jamais l'équilibre, qui est la fin du progrès, comme les abeilles, les fourmis, qui ont trouvé leur point de repos.

Du reste, peu importe. Il est très possible que la Terre marque à son devoir ou sorte des conditions viables avant de l'avoir rempli, ainsi que cela est déjà arrivé à des milliards de corps célestes ; il suffit qu'un seul de ces corps accomplisse sa destinée. Songeons que l'expérience de l'univers se fait sur l'infini des mondes. Dans le nombre, il y en aura un qui réussira à produire la science parfaite, et notez qu'une seule tentative heureuse suffira. L'univers est un tirage au sort d'un nombre infini de billets, mais où tous les billets sortent. Quand le bon billet sortira, ce ne sera pas un coup de providence ; il fallait qu'il sortît.

Il y a deux manières d'atteindre un but : c'est ou de viser très juste, ou de tirer tant de coups qu'un d'eux finisse



par frapper le point objectif. Un obus bien tiré qui fait sauter un fort vaut pour dix mille mal tirés. Quelle déperdition dans le pollen des fleurs ! A peine un millionième passe dans la valvule fécondante et vit. Le frai de la morue offre l'exemple d'une prodigalité bien plus énorme encore. La nature agit à la façon d'un ouvrier qui gâche largement sa matière et la dépense avec profusion. Peu lui importent les forces perdues ; c'est un semeur qui jette sa semence au hasard, sans s'inquiéter du grain qui tombe sur la pierre. Un grain fructifie sur cent mille ; cela suffit. Supposons les germes de vie égarés dans l'espace et cherchant aveuglément le point précis où ils peuvent éclore ; la chance est bien faible pour que tel ou tel d'entre eux rencontre ce point ; mais, si les germes sont en nombre infini, l'un d'eux tombera juste. Ou bien supposons une voûte de cristal d'un milliard de lieues, où il n'y aurait qu'un trou d'une ligne de diamètre, et que battrait éternellement de son aile un insecte aveuglé cherchant à passer par la petite ouverture ; cet insecte réussira s'il a pour lui l'éternité, l'infinité des cas compensant leur improbabilité. La nature ne fait rien pour éviter d'enfiler des impasses. Une petite baleine dans un bassin grossit jusqu'à ce qu'elle ait épuisé sa possibilité de vie. Un jeune arbre est aussi heureux dans le creux d'un rocher qu'en pleine terre. Tout ce qui peut germer germe, sans égard pour l'arrêt de développement qui viendra. Je me rappelle de petites tortues dans le fond du Ouadi-Hamoul, en Syrie. Je savais que le ouadi allait se dessécher. Je voyais leur mort à deux jours de distance ; mais elles n'y pensaient pas ; elles étaient aussi gaies, aussi vives que jamais.

Toute la nature trahit le mépris de l'individu. L'éclat d'une capitale sort d'un vaste fumier provincial, où des millions d'hommes mènent une vie obscure pour faire éclore quelques brillants papillons, qui viennent se brûler à la lumière. Il faut, au moins dans nos lourdes races modernes, le drainage de trente ou quarante millions d'hommes pour produire un grand poète, un génie de premier ordre ; une société de cinq ou six millions arrive difficilement à cela, la sélection ne s'y opérant pas sur une masse assez

grande. Le génie résulte d'une portion d'humanité brassée, mise au pressoir, épurée, distillée, concentrée. Une petite planète n'aurait pas de génie. En un kilomètre cube d'eau de mer, il y a une petite masse d'argent appréciable ; en un mètre cube, cette quantité est tout à fait insaisissable.

De même que la force *utile* n'est dans une machine qu'une partie de la force dépensée, de même en l'univers. Mais l'univers, comme toutes les machines de la nature, se fait remarquer par la petitesse de l'effet utile eu égard à la masse ; en général, la mécanique de l'univers est très imparfaite au point de vue de l'économie. L'univers est comme une usine où, sur cent mille quintaux de charbon brûlé, un quintal servirait. L'homme *utile* est à peine un sur un million. On est tenté d'en conclure l'infériorité de la Terre. Une planète où il n'y aurait ni sots ni méchants paraîtrait meilleure. C'est là une illusion. Le travail qui a le vrai pour objet est peu de chose en apparence ; mais seul il demeure ; tout le reste coule ; en sorte que le capital du vrai, quoique résultant de très petites économies, augmente toujours. Les erreurs et les sottises se détruisent réciproquement ; au contraire, la vérité est tout le résidu permanent, tout l'efficient, tout le résultat liquide du travail de l'humanité ; à distance, l'erreur et la frivolité se trouvent purement et simplement éliminées. Le sot et le méchant meurent tout entiers.

Grand assurément est le nombre des existences purement égoïstes, matérialistes, irréligieuses, totalement perdues pour le but idéal de l'univers. Mais il suffit qu'il y en ait quelques-unes qui ne le soient pas. La philosophie est le fruit de l'arbre de l'humanité ; le fruit n'est rien comparé à la grosseur de l'arbre. Un arbre immense donne un fruit gros comme le doigt ; cette ramure énorme a pour mission la production de ce petit corps. La philosophie, qui est le but de la création, vécut autrefois des miettes de la table des princes, qui la défendaient contre l'universelle sottise ; elle vit aujourd'hui des miettes de la table du monde ; cette condition, tout humble qu'elle est, vaut mieux que si les philosophes étaient dans le monde ce qu'il semble qu'ils devraient être. Deux expériences montrent quel danger il

Il y a dans les trop grandes richesses attribuées à des œuvres spirituelles. Les biens accumulés au moyen âge entre les mains de l'Église furent perdus en grande partie pour l'objet auquel on les destinait. Les immenses dotations des universités anglaises sont ainsi administrées qu'une petite fraction seulement en est appliquée à des fins scientifiques.

Il est certain que, si la place de chaque individu dans la société était proportionnée au service idéal qu'il rend, c'est Descartes, c'est Newton, c'est Galilée, c'est Huyghens qui auraient dû être princes ou millionnaires en leur temps. Il n'est pas possible de soutenir que les services rendus par un banquier soient avec les services rendus par Linné ou Ampère dans la proportion de mille à un. Mais, toute réflexion faite, il vaut mieux que les choses soient comme elles sont. Même quand la terre nous appartiendrait, il serait préférable encore de la laisser gouverner aux gens du monde, qui, par leur légèreté, leur pesant égoïsme, sont préservés de nos scrupules et de nos maladroites. Les existences en apparence inutiles des riches, des gens à la mode ont plus de valeur qu'on ne croit. Il faut qu'il y ait de telles gens pour faire courir les chevaux, donner les bals, pour accomplir en un mot les vaines besognes qui fatigueraient les sages et absorber les jouissances dangereuses qui les distrairaient.

Nous ne savons pas assez quelle reconnaissance nous devons à ceux qui se chargent d'être riches pour nous. Il n'y a qu'un très petit nombre de cerveaux capables de philosopher. Les toilettes, les promenades au Bois, les équipages, l'Opéra, les courses dévorent une activité qui serait sans cela nuisible, et débarrassent les bons lobes du cerveau de l'humanité du quadrille qui les obsède. Oui, tout ce train bruyant du monde est nécessaire pour qu'un Cuvier, qu'un Bopp soient tranquilles en leur chambre, aient de bonnes bibliothèques, et ne soient ni obligés ni tentés d'user leur temps à ces vanités. Voilà pourquoi les pays où il y a des classes marquées sont les meilleurs pour les savants ; car, dans de tels pays, ils n'ont ni devoirs politiques, ni devoirs de société, rien ne les fausse. Voilà enfin

pourquoi le savant s'incline volontiers (non sans quelque ironie) devant les gens de guerre et les gens du monde. Le contemplateur tranquille vit doucement derrière eux, tandis que le prêtre les gêne avec son dogmatisme, et le peuple avec son superficiel jugement d'école primaire et ses idées de magister de village.

La raison a le temps pour elle ; voilà sa force. Elle ne perd aucune bonne occasion ; au contraire, tout ce qui n'est pas elle tombe dans le néant. Même sans sortir de notre planète, la force humaine a devant elle de longs siècles encore avant de dégénérer. Elle traversera des successions de pourriture et de renaissance. Pendant que le fruit mûr pourrit, le fruit nouveau se forme. Les essais sont incalculables. Sur le nombre infini des consciences, il y en aura une qui passera le goulet, et entrera dans le port.

#### EUTHYPHRON

Vous pensez alors, comme Hegel, que Dieu n'est pas, mais qu'il sera ?

#### THÉOPHRASTE

Pas précisément. L'idéal existe ; il est éternel ; mais il n'est pas encore matériellement réalisé ; il le sera un jour. Il sera réalisé par une conscience analogue à celle de l'humanité, mais infiniment supérieure, laquelle, comparée à notre état présent, si horrible, si chétif, semblera une parfaite machine à vapeur auprès de la vieille machine de Marly. L'œuvre universelle de tout ce qui vit est de faire Dieu parfait, de contribuer à la grande résultante définitive qui clora le cercle des choses par l'unité. La raison, qui n'a eu jusqu'ici aucune part à cette œuvre, laquelle s'est accomplie aveuglément et par la sourde tendance de tout ce qui est, la raison, dis-je, prendra un jour en main l'intendance de ce grand travail, et, après avoir organisé l'humanité, organisera Dieu.

L'immensité du temps est ici le facteur capital. Au delà

de dix mille ans, nous ne voyons rien dans l'histoire ; l'accélération du mouvement scientifique de l'humanité ne date guère de plus d'un siècle. Que sera l'humanité dans dix mille ans, dans cent mille ans ? Que sera le monde dans un milliard d'années ? Il y a un milliard d'années, la Terre n'existait peut-être pas ; elle était noyée dans l'atmosphère du soleil, et la lune n'en était pas détachée. Que sera-t-elle devenue dans un milliard d'années ? Impossible de le dire, et pourtant ce jour viendra ; rien n'est plus indubitable. Nous ne nous faisons non plus aucune idée de l'état de la matière dans l'intérieur de la terre, et pourtant cet inconcevable état de choses existe à cinq cents lieues de nous.

Il faut songer, d'ailleurs, que l'humanité a entre les mains un instrument qu'elle n'avait pas autrefois, la science. Depuis moins de cent ans, la science a créé les emplois de la vapeur, les chemins de fer, la télégraphie électrique, la photographie, l'éclairage au gaz, les mille inventions de la chimie. Les applications de la science à l'art militaire datent de huit ou dix ans ; elles ont introduit de tels changements que Frédéric le Grand et Napoléon I<sup>er</sup> ne s'y reconnaîtraient plus. Prévoir l'état de l'industrie et de l'art militaire dans cent ans est impossible ; en essayant de concevoir ce qu'ils pourraient être dans mille ans, dans dix mille ans, on est en pleine chimère ; or, dans dix mille ans, la planète Terre existera sans nul doute, et, malgré des détériorations peut-être assez graves, sera encore habitable.

Je reconnais les dangers que causeront à la civilisation la fin du charbon de terre et la généralisation des idées égoïstes ; faits que l'on peut considérer comme à peu près du même ordre, la diffusion des idées d'une démocratie mesquine étant à sa manière une sorte de fin du charbon de terre, une fin de la chaleur morale et de la capacité de se dévouer, un épuisement des vieilles économies du globe. Parfois, je vois la Terre dans l'avenir sous la forme d'une planète d'idiots, se chauffant au soleil, dans la sordide oisiveté de l'être qui ne vise qu'à avoir le nécessaire de la vie matérielle. Mais la science pourra combattre ces deux faits délétères, le premier, en trouvant le moyen d'emman-



gasiner la force du soleil ou des marées, avant que le précieux combustible ait disparu des couches praticables ; le second, par les progrès de l'art militaire, qui constitueront une force organisée entre les mains d'une aristocratie intellectuelle et morale. Nos armées modernes sont déjà quelque chose de ce genre. Elles donnent à celui qui en est maître une domination assurée sur la foule désarmée et indisciplinée ; mais elles ont une cause de faiblesse interne tout à fait irrémédiable ; car elles sont prises dans les rangs du peuple, et, si le peuple était universellement gagné par l'envie et la cupidité, il deviendrait impossible de tirer de lui l'appui pour combattre l'envie et la cupidité. Si l'on veut imaginer quelque chose de solide, il faut concevoir un petit nombre de sages tenant l'humanité par des moyens qui seraient leur secret et dont la masse ne pourrait se servir, parce qu'ils supposeraient une trop forte dose de science abstraite.

La science est ainsi le grand agent de la conscience divine. En tant que théorique, elle est l'univers se connaissant ; en tant qu'appliquée, elle offre à la force divine des moyens dont la puissance ne saurait être calculée. Jusqu'ici, en effet, les progrès de la conscience ne se sont faits que par les simples forces de la nature, par un instinct peu différent de celui qui préside à la naissance et au développement de l'animal. La réflexion savante y pénétrera un jour. La science opérera la réforme du monde instinctif ; une foule de choses qui aujourd'hui sont de la catégorie de l'instinct passeront à la catégorie de la réflexion.

EUDOXE

L'art en souffrira.

THÉOPHRASTE

Assurément ; le grand art même disparaîtra. Le temps viendra où l'art sera une chose du passé, une création faite

une fois pour toutes, création des âges non réfléchis, qu'on adorera, tout en reconnaissant qu'il n'y a plus à en faire. La sculpture, l'architecture et la poésie grecques sont déjà dans ce cas. Ces merveilles sont de nos jours d'absolues impossibilités, et, lors même que quelqu'un arriverait à en produire des pastiches admirablement réussis, il n'empêcherait pas que ces pastiches ne fussent des pastiches, des imitations sans raison d'être et sans vie. Notre art est à ces vieux chefs-d'œuvre ce qu'un bâtiment en moellons est à un édifice de marbre. Le règne de la sculpture est fini le jour où l'on cesse d'aller à demi nu et où la beauté des formes du corps devient chose très secondaire ; l'épopée disparaît avec l'âge de l'héroïsme individuel ; il n'y a pas d'épopée avec l'artillerie. Chaque art, excepté la musique, est ainsi attaché à un état du passé ; la musique elle-même, qui peut être considérée comme l'art du XIX<sup>e</sup> siècle, sera un jour chose faite et parachevée. Et le poète ?... et l'homme de bien ?... Le poète est un consolateur ; l'homme de bien est un infirmier, fonctions très utiles, mais temporaires, puisqu'elles supposent le mal, le mal que la science aspire à fort atténuer.

Le progrès de l'humanité n'est en aucune façon un progrès esthétique. La nature atteint son but par la vertu, par l'art, par la science, surtout par la science. Il viendra peut-être un temps (nous voyons poindre ce jour) où un grand artiste, un homme vertueux seront choses vieilles, presque inutiles ; le savant, au contraire, vaudra toujours de plus en plus. La beauté disparaîtra presque à l'avènement de la science ; mais l'agrandissement de la science et du pouvoir de l'homme sont de belles choses aussi. Que ne fera pas la physiologie, par exemple, quand elle aura remplacé cette vieille routine empirique qu'on appelle la médecine ? La génération et l'éducation de l'homme se sont faites jusqu'ici presque au hasard, nulle science n'y a pénétré. Qu'on se figure seulement la révolution sociale qui s'accomplira quand la chimie aura trouvé le moyen, en imitant le travail de la feuille des plantes et en captant l'acide carbonique de l'air, de produire des aliments supérieurs à ceux que fournissent les végétaux et les bêtes des

champs. Le jour où l'homme sera dispensé de tuer pour vivre, le jour où disparaîtra l'affreux spectacle des étaux de boucher, marquera bien aussi un progrès pour l'éducation des sens. Qu'arrivera-t-il surtout quand l'homme sera en possession de la loi qui détermine le sexe de l'embryon et pourra l'appliquer à volonté ? Or cette découverte est de celles qu'on peut considérer comme susceptibles d'être faites dans un prochain avenir.

## PHILALÈTHE

Vous vous rapprochez à beaucoup d'égards des vues de Théoctiste. Il est fâcheux qu'il ne soit pas ici.

## EUDOXE

Théoctiste exagère ses vues et a le tort de vouloir tracer des images précises de ce qu'on ne peut que vaguement entrevoir ; mais il s'échappe parfois des rayons de lumière de son nuage sombre ; d'ailleurs, il est sérieux, grand, simple et sincère. (*A Philalèthe.*) Tâchez de l'amener.

## PHILALÈTHE

Il sera ici demain.

### TROISIÈME DIALOGUE

### RÊVES

PHILALÈTHE, EUTHYPHRON, EUDOXE, THÉOPHRASTE,  
THÉOCTISTE

PHILALÈTHE

VOILÀ deux jours, Théoctiste, que nous cherchons ensemble à recueillir nos idées sur le but final et le secret ressort de cet univers. Nous savons que vous vivez comme nous dans ces pensées, et que vous participez à la profonde paix qu'elles donnent. Nous sommes tous à peu près d'accord sur ce point que le but du monde est la production d'une conscience réfléchie de plus en plus perfectionnée. Nous ne connaissons pas de forme plus élevée de cette conscience réfléchie que l'humanité ; mais, sans parler de ce qui peut exister dans d'autres planètes, l'imagination ose se former quelques idées des progrès futurs de cette conscience dans l'humanité.

THÉOCTISTE

Je vais plus loin, et je permets à mon imagination de concevoir l'histoire de l'être au delà de l'humanité, sous des formes dépassant l'humanité, d'assigner en un mot à l'univers un but supérieur à l'humanité.

## PHILALÈTHE

Exposez-nous vos idées à cet égard.

## THÉOCTISTE

Ce sont des rêves.

## EUDOXE

Si chacun écrivait son rêve de l'infini, peut-être du rapprochement de ces rêves sortirait-il quelque vérité ; mais peu sont capables d'une telle naïveté.

## THÉOCTISTE

Il faut d'abord s'entendre sur ce que veut dire le mot conscience. Sûrement une conscience n'est complète que quand elle aboutit à une identité individuelle, à un *sensorium* unique, constitué par une masse nerveuse, mouvant un organisme déterminé. Il y a cependant des ensembles vivants qui ne sont pas ainsi personnalisés. Les nations comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre, les villes comme Athènes, Venise, Florence, Paris, agissent à la manière de personnes ayant un caractère, un esprit, des intérêts déterminés ; on peut raisonner d'elles comme on raisonne d'une personne ; elles ont comme l'être vivant un instinct secret, un sentiment de leur essence et de leur conservation, si bien qu'indépendamment de la réflexion des politiques une nation, une ville peuvent être comparées à l'animal, si ingénieux et si profond quand il s'agit de sauver son être et d'assurer la perpétuité de son espèce. Il faut en dire autant des Églises, des religions, de toutes les associations constituant des ensembles organiques, qui se comportent exactement comme des individus. Le plus grand progrès de la physiologie moderne a été de montrer que la



vie de la plante et celle de l'animal ne sont qu'une résultante d'autres vies, harmoniquement subordonnées et aboutissant à un concert unique. La vie du vertébré est la résultante centralisée de l'individualité de chaque vertèbre ; un arbre est la consonnance de milliers de bourgeons. La conscience est de même une résultante de millions d'autres consciences concordant à un même but. La cellule est déjà une petite concentration personnelle ; plusieurs cellules consonnant ensemble forment une conscience au second degré (homme ou animal). Les consciences au second degré, en se groupant, forment les consciences au troisième degré, consciences de villes, consciences d'Églises, consciences de nations, produites par des millions d'individus vivant d'une même idée, ayant des sentiments communs. Pour le matérialiste, il n'y a que l'atome qui existe pleinement ; mais pour le vrai philosophe, pour l'idéaliste, la cellule existe plus que l'atome, l'individu existe plus que la cellule ; la nation, l'Église, la cité existent plus que l'individu, puisque l'individu se sacrifie pour ces entités, qu'un réalisme grossier regarde comme de pures abstractions.

L'amour me paraît la plus forte manifestation et la démonstration la plus évidente de cette loi intime de la vie. L'amour ne s'explique que par la préexistence de la conscience des germes. L'individu adulte porte en lui des millions de consciences obscures, désirant être, aspirant à être, ayant le sentiment obscur des conditions de leur développement, qui lui font partager leurs désirs, leurs tristesses. L'homme le plus vertueux ne peut empêcher que, dans les profondeurs de son organisation, des millions de créatures rudimentaires ne crient : « Nous voulons être ! » Ces *homunculi*, que j'appellerais volontiers des hommes virtuels, identiques à nous, faisant partie de nous, voient avec nos yeux, sentent avec nos sens et jugent instinctivement des conditions où, sortant de leur prison, ils pourraient prendre vie.

Voilà pourquoi l'amour naît en nous sans nous, d'une façon inéluctable, et n'a aucun lien avec la conscience morale ; si bien que la lutte de l'amour et du devoir est

une des données fondamentales de l'art élevé. Car ces petits êtres ne sont pas moraux ; ils n'ont pas lu Malthus ; ils n'aspirent qu'à exister pleinement, ils n'entrent pas dans nos raffinements, ne comprennent pas nos objections sociales ; ils ont leur morale indépendante de notre convenance et de nos lois. De là un tiraillement entre la philosophie abstraite et les simples appréciations de germes vivants qui sont en nous, qui sont nous en partie, qui, en voulant, nous font vouloir ; entre un être réfléchi, voyant la conséquence de ses actes, et un petit embryon d'embryon, qui n'a que le désir d'exister. Voilà pourquoi l'instinct sexuel est éveillé en nous par des personnes pour qui nous avons souvent une pleine mésestime, l'*homunculus* élémentaire ne consultant que ses convenances en vue d'être ; d'où les difficultés sans cesse renaissantes de la société, le mariage parfait supposant à la fois l'estime morale et l'amour sexuel, deux choses qui peuvent aller ensemble, mais peuvent aussi très bien ne pas s'accorder.

La même conséquence, à savoir l'individualité du germe, se tire de l'hérédité et de l'atavisme. Le développement premier de l'embryon, la façon dont chaque individu s'épanouit dans la vie est le résultat d'habitudes et d'expériences acquises par des êtres antérieurs. Chaque être a vécu en ses aïeux, a subi leur attitude, a obéi à leurs désirs et à leurs sentiments dominants. L'arrière-petit-fils du serf est courbé encore ; le raïa émancipé se détourne instinctivement du chemin devant celui qui a fait trembler son grand-père. Les perversions de l'instinct sexuel elles-mêmes sont-elles autre chose que des erreurs de l'être élémentaire cédant à de fausses indications, dans des cas où ce que les stoïciens appelaient la faculté *hégémonique*, la raison, n'est pas là pour les redresser ?

Partant de cette idée, on arrive à concevoir une future conscience de l'humanité infiniment supérieure à celle qui existe aujourd'hui, un temps où l'humanité serait comme un arbre immense, dont les individus seraient les bourgeons, où toutes les consciences arriveraient à former une seule conscience, comme il est dit de la primitive Église : *Multi-tudo credentium erat cor unum et anima una*. L'État, déjà

de notre temps, produit quelque chose d'analogue, puisqu'il fait de l'idéal (de l'art, de la science, du bien) avec l'argent des contribuables, qui sont pour la plupart des matérialistes. La royauté nous montre de même une nation concentrée en un individu ou, si l'on veut, en une famille, et atteignant par là le plus haut degré de conscience nationale, vu qu'aucune conscience n'égale celle qui résulte d'un cerveau, fût-il médiocre. Les conjectures sur ces formes futures de la conscience divine se laissent ramener à trois types, la forme monarchique, la forme oligarchique et la forme démocratique, selon que l'on conçoit la conscience universelle — ou ramenée à l'unité et concentrée en un seul être qui résumerait tous les autres, — ou résidant en un petit nombre d'individus gouvernant le reste, — ou résidant en tous par une sorte d'accord et de suffrage universel.

## EUTHYPHRON

Voilà qui est très piquant ; nous vous écoutons.

## THÉOCTISTE

La solution démocratique est celle qui paraît avoir le moins de chances de se réaliser, selon l'ordre d'idées philosophiques où nous nous complaisons. Remarquez bien que nous sommes à mille lieues de la politique et que les mots ont ici entre nous le sens de nos définitions.

## EUTHYPHRON

Cela est entendu.

## THÉOCTISTE

Convertir à la raison les uns après les autres, un à un, les deux milliards d'êtres humains qui peuplent la terre !

Y pense-t-on ? L'immense majorité des cerveaux humains est réfractaire aux vérités tant soit peu relevées. Les femmes non seulement ne sont pas faites pour de tels exercices, mais de tels exercices les enlèvent à leur vraie vocation, qui est d'être bonnes ou belles, ou les deux à la fois. Ce n'est pas notre faute s'il en est ainsi. Le but de la nature, il faut le croire, n'est pas que tous les hommes voient le vrai, mais que le vrai soit vu par quelques-uns, et que la tradition s'en conserve.

La thèse démocratique, aux yeux du théologien, est fausse par sa base même. Toutes les consciences sont sacrées, mais elles ne sont pas égales. Où s'arrêter ? L'animal aussi a ses droits. Le sauvage d'Australie a-t-il les droits de l'homme ou ceux de l'animal ?

Élever tous les hommes est le premier devoir de la société ; mais élever tous les hommes au même niveau est impossible ; on ne peut même pas dire que, le monde étant fait comme il est, cela soit fort utile. Car l'homme qui a passé par l'école n'en est pas plus heureux pour cela ; il n'en est pas non plus meilleur ; il perd par ces demi-connaissances le charme de la naïveté et n'acquiert pas le charme de la haute éducation. Il faut avouer que nous ne concevons guère la grande culture régnant sur une portion de l'humanité, sans qu'une autre portion y serve et y participe en sous-ordre. L'essentiel est que la grande culture s'établisse et se rende maîtresse du monde, en faisant sentir sa bienfaisante influence aux parties moins cultivées. Cela fait, on n'aura pas à gêner ces dernières ni à leur commander des actes de foi. L'Église eut le tort de croire qu'il est bon d'imposer aux hommes l'adhésion à des formules qu'ils ne comprennent pas. La conduite de la science, devenue maîtresse, ressemblera plus peut-être à celle de l'islamisme qu'à celle du christianisme. Le christianisme a été persécuteur, car il envisageait la croyance comme agissant *ex opere operato* sur l'individu qui ne la comprend pas, et le sauvant à la façon d'une pilule qu'on avale sans en savoir le contenu. L'islamisme, au contraire, n'a guère forcé les vaincus à se faire musulmans ; il ne tient même guère à ce qu'ils se convertissent. Nous ne voyons pas non plus grand

avantage à ce que celui qui ne comprend pas la science y adhère ; il suffit qu'il la serve et s'incline devant sa force incontestée. Qu'importe que les millions d'êtres bornés qui couvrent la planète ignorent la vérité ou la nient, pourvu que les intelligents la voient et l'adorent ? Pourquoi gêner les autres de spéculations qui ne sont pas faites pour eux ? Les théorèmes d'Abel ou de M. Cauchy ne perdent rien de leur certitude parce qu'une centaine de personnes seulement les comprennent. Il suffit à ces hautes vérités qu'elles aient été vues par un petit nombre d'esprits et qu'elles soient consignées dans des livres en vue de ceux qui peuvent désirer les connaître un jour. La raison, la science sont des produits de l'humanité, mais vouloir la raison directement pour le peuple et par le peuple est chimérique. Il n'est pas nécessaire, pour la pleine existence de la raison, que le monde entier la perçoive. En tout cas, une telle initiation, si elle devait se faire, ne se ferait pas par la basse démocratie, laquelle semble devoir amener au contraire l'extinction de toute culture difficile et de toute haute discipline. L'idéal de la société américaine est peut-être plus éloigné qu'aucun autre de l'idéal d'une société régie par la science. Le principe que la société n'existe que pour le bien-être et la liberté des individus qui la composent ne paraît pas conforme aux plans de la nature, plans où l'espèce est seule prise en considération, et où l'individu semble sacrifié. Il est fort à craindre que le dernier mot de la démocratie ainsi entendue (je me hâte de dire qu'on peut l'entendre autrement) ne soit un état social où une masse dégénérée n'aurait d'autre souci que de goûter les plaisirs ignobles de l'homme vulgaire.

## EUDOXE

On ne voit pas certainement pourquoi Dieu aurait créé le monde en vue d'une fin si insignifiante et si platement terre à terre. Mais, entre tromper l'humanité et la dompter, il y aurait quelque chose qui vaudrait mieux, la persuader.



## THÉOCTISTE

Indirectement, et par acte de foi, sans doute ; mais directement et par démonstration évidente, cela est bien difficile. Il nous a fallu quarante ans de réflexion, une vie occupée tout entière à penser, l'abandon de toute occupation, de tout souci, le sacrifice de notre fortune, presque de nos devoirs, pour arriver à quelques idées plus ou moins imparfaites sur ces matières obscures. Comment voulez-vous que de telles vies soient la loi commune de l'humanité ?

## PHILALÈTHE

Cela est juste.

## THÉOCTISTE

Il est donc peu probable que Dieu se réalise par la démocratie. La démocratie sectaire et jalouse est même ce qu'on peut appeler l'erreur théologique par excellence, puisque le but poursuivi par le monde, loin d'être l'aplanissement des sommités, doit être au contraire de créer des dieux, des êtres supérieurs, que le reste des êtres conscients adorera et servira, heureux de les servir. La démocratie est en ce sens l'antipode des voies de Dieu, Dieu n'ayant pas voulu que tous vécussent au même degré la vraie vie de l'esprit. Nous n'aimons pas l'ancien régime ; car il étouffait la pensée ; il a souvent gêné les savants ; mais une démocratie sans idéal ne leur serait pas beaucoup plus favorable. Pour le moment, il faut préférer la démocratie, car elle est moins hostile que l'ancien régime aux progrès de l'esprit ; mais le relâchement qu'elle entretient pourrait être funeste à la longue. Le dévouement est indispensable à la science ; dans un pays immoral ou superficiel, il ne peut pas se former de vrais savants ; un savant est le fruit de l'abnégation, du sérieux, des sacrifices de deux ou trois générations ; il représente une immense économie de vie et de force. Un

corps savant se recrutant en lui-même est une impossibilité. Il faut un terreau d'où il sorte. Le rédempteur, le messie ne peut naître d'un pays livré à l'égoïsme et à la basse jouissance. Il faut que celui qui pense trouve des gens qui veuillent bien faire sa part de travail, et cela sans comprendre ni apprécier ce qu'il fait. Quoi de plus contraire à l'esprit d'une certaine démocratie, qui n'admet la valeur que de ce qu'elle peut saisir directement, ou, pour mieux dire, de ce qu'elle croit saisir ? L'instruction primaire rendra l'abnégation de ce genre assez rare ; car il est à craindre que la population qui aura reçu l'instruction primaire, pleine de sotte vanité, ne veuille pas contribuer à entretenir une culture supérieure à la sienne, c'est-à-dire à se donner des maîtres.

En somme, la fin de l'humanité, c'est de produire des grands hommes ; le grand œuvre s'accomplira par la science, non par la démocratie. Rien sans grands hommes ; le salut se fera par des grands hommes. L'œuvre du messie, du libérateur, c'est un homme, non une masse, qui l'accomplira. On est injuste pour les pays qui, comme la France, ne produisent que de l'exquis, qui fabriquent de la dentelle, non de la toile de ménage. Ce sont ces pays-là qui servent le plus au progrès. L'essentiel est moins de produire des masses éclairées que de produire de grands génies et un public capable de les comprendre. Si l'ignorance des masses est une condition nécessaire pour cela, tant pis. La nature ne s'arrête pas devant de tels soucis ; elle sacrifie des espèces entières pour que d'autres trouvent les conditions essentielles de leur vie.

En ces arrangements providentiels, d'ailleurs, il n'y a pas de victimes. Tous servent aux fins supérieures. Dans la poignée de grains que le semeur jette à la volée, même les grains perdus ont un rôle. S'agit-il de bonheur individuel, oh ! je ne sais plus alors qui est le déshérité. Chacun est heureux à son rang. Les gens du monde et les gens du peuple ont mille plaisirs, mille compensations que nous n'avons pas. Ils s'amusent. Qui de nous n'éprouve parfois quelque envie en passant près du rendez-vous des simples, et n'entend avec jalousie leurs chansons joyeuses ? Ce monde supérieur

que nous rêvons pour la réalisation de la raison pure n'aurait pas de femmes. La femme resterait la récompense des humbles, pour qu'ils eussent un motif de vivre. Ils ne seraient pas les plus à plaindre.

## EUDOXE

En vous entendant, je suis toujours tenté de dire comme Strepsiade, dans Aristophane : « Vous ne me persuaderez pas, quand même vous me persuaderiez. » Mais nous avons hâte de savoir ce que vous entendez par la solution oligarchique du problème de l'univers.

## THÉOCTISTE

Cette solution est bien plus facile à concevoir que la solution démocratique. Elle rentre tout à fait dans les plans apparents de la nature. L'élite des êtres intelligents, maîtresse des plus importants secrets de la réalité, dominerait le monde par les puissants moyens d'action qui seraient en son pouvoir, et y ferait régner le plus de raison possible.

## EUDOXE

Théophraste arrivait hier à des conceptions du même ordre.

## THÉOCTISTE

On arrive à de pareilles idées de tous les côtés. Par l'application de plus en plus étendue de la science à l'armement, une domination universelle deviendra possible, et cette domination sera assurée en la main de ceux qui disposeront de cet armement. Le perfectionnement des armes, en effet, mène à l'inverse de la démocratie ; elle tend à fortifier non la foule, mais le pouvoir, puisque les armes scientifiques

peuvent servir aux gouvernements, non aux peuples.

Au moyen âge, la possession exclusive du cheval et des bonnes armures assura une supériorité absolue au noble sur le vilain, durant des siècles. Au pont du marché de Meaux, vingt-sept chevaliers exterminèrent la jacquerie en un jour. La poudre à canon servit d'abord uniquement la royauté. Dans l'avenir, il pourra exister des engins qui, en dehors des mains savantes, soient des ustensiles de nulle efficacité. De la sorte, on imagine le temps où un groupe d'hommes régnerait par un droit incontesté sur le reste des hommes. Alors serait reconstitué comme une réalité le pouvoir que l'imagination populaire prêtait autrefois aux sorciers. Alors l'idée d'un pouvoir spirituel, c'est-à-dire ayant pour base la supériorité intellectuelle, serait une réalité. Le brahmanisme a régné des siècles grâce à la croyance que le brahmane foudroyait par son regard celui contre qui s'allumait sa colère. Cette croyance, reposant sur une complète erreur, ne pouvait offrir un fondement bien résistant ; mais un jour peut-être la science jouira d'un pouvoir analogue, sans qu'il s'y mêle aucune illusion. La supériorité de ses moyens sera si grande que la rébellion même n'existera pas. Les dogmes chrétiens, pendant des siècles, ont eu la force de brûler ceux qui les niaient ; ce serait directement et *ipso facto* que les dogmes scientifiques anéantiraient ceux qui n'y croiraient pas. L'Église du moyen âge prétendit réaliser un pouvoir spirituel ; mais, ne disposant pas d'une force propre suffisante, elle resta toujours faible, obligée qu'elle était d'en appeler sans cesse au bras séculier, qui lui faisait ses conditions et lui demandait du retour, c'est-à-dire des affaiblissements du droit ecclésiastique. Un pouvoir spirituel ne sera réellement fort que quand il sera armé, quand il aura en main une force matérielle qui n'appartienne qu'à lui, c'est-à-dire des moyens de contenir ses ennemis d'une manière effective, comme le brahmane les contenait d'une façon imaginative par la terreur de son regard.

L'Église, à défaut d'armées sérieuses, avait à sa disposition la peur de l'enfer, qui, dans des âges de foi, était très efficace. Par là elle s'empara des barbares, qu'elle requit

ensuite pour exécuter ses arrêts, et dont elle se fit une si grande force ; mais cet appui perdit beaucoup de sa solidité le jour où l'on ne craignit plus guère la damnation, de même que le brahmane fut bien déchu le jour où l'on cessa de croire aux foudres de son regard. Eh bien ! je fais parfois un mauvais rêve, c'est qu'une autorité pourrait bien un jour avoir à sa disposition l'enfer, non un enfer chimérique, de l'existence duquel on n'a pas de preuve, mais un enfer réel.

## EUDOXE

Dans quel affreux cauchemar vous vous complaisez là !

## THÉOCTISTE

Est-il beaucoup plus affreux que ce que nous venons d'avoir sous les yeux ? La guerre transformée en terreur préventive, l'otage torturé non comme coupable, mais pour effrayer la population et l'empêcher de se défendre, ce principe qu'on avait oublié depuis Louvois, maintenant hautement avoué, que la cruauté est une force et constitue dans les choses humaines un avantage dont on n'a pas à se priver ! Une géhenne perfectionnée, à ce point de vue, vaut un bataillon, puisqu'elle peut inspirer la même terreur. Le duc d'Albe savait cela ; Agathocle et les Carthaginois le savaient aussi, eux qui firent de la férocité une partie de leur stratégie. En analysant bien les choses, la force dont on dispose n'est pas autre chose que la crainte qu'on inspire, et cette crainte peut venir de menaces réelles ou de menaces imaginaires. La violence et l'imposture sont à cet égard deux équivalents ; l'une supplée à l'autre et dispense de l'autre. Le clergé gaulois arrêta très efficacement les pillages et les meurtres des Francs en leur inspirant une peur terrible de saint Martin. La superstition, au contraire, est inutile à un Gengis Khan, à un Tamerlan.



## EUDOXE

Vous avez tort de laisser votre pensée s'égarer en ces sentiers malsains. Ne voyez-vous pas que le sens moral, inhérent à l'espèce humaine, rendra toujours de telles horreurs impossibles, que les monstres que vous rêvez ne trouveront pas d'instruments ?

## THÉOCTISTE

Ne me poussez pas trop cependant, ou bien je vous proposerai une hypothèse qui fera de mon cauchemar une possibilité. Je n'ai jamais dit que l'avenir fût gai. Qui sait si la vérité n'est pas triste ? Le pouvoir n'a tenu jusqu'ici dans l'humanité que par le soin que les potentats ont eu de réserver des masses barbares, placées dans leur main comme des outils aveugles. Les tyrans positivistes dont nous parlons se feraient peu de scrupule d'entretenir dans quelque canton perdu de l'Asie un noyau de Bachkirs ou de Kalmouks, machines obéissantes, dégagées de répugnances morales et prêtes à toutes les férociétés. Remarquez de plus que je me place dans l'hypothèse d'un progrès immense de la conscience humaine, d'une réalisation du vrai et du juste dont il n'y a eu aucun exemple jusqu'ici. Je suppose (et je crois ici être dans le vrai) ce progrès accompli non par tous, mais par une aristocratie servant de tête à l'humanité, et en laquelle la masse aurait mis le dépôt de sa raison. Il est clair que le règne absolu d'une portion de l'humanité sur une autre est odieux si l'on suppose que la partie régnante n'est mue que par l'égoïsme personnel ou l'égoïsme de classe ; mais l'aristocratie que je rêve serait l'incarnation de la raison ; ce serait une papauté vraiment infaillible. La puissance en sa main ne pourrait être que bienfaisante, et il n'y aurait pas à la lui marchander. Ce serait la puissance légitime par excellence, puisqu'elle appuierait des opinions vraies sur des terreurs réelles. L'Église et le brahmanisme reposaient sur une

erreur. Jamais brahmane n'a foudroyé personne ; le brahmane appuyait donc une doctrine fausse sur une crainte non fondée. Mais l'être en possession de la science mettrait une terreur illimitée au service de la vérité. Les terreurs, du reste, deviendraient bientôt inutiles. L'humanité inférieure, dans une telle hypothèse, serait bientôt matée par l'évidence, et l'idée même de la révolte disparaîtrait.

La vérité sera un jour la force. « Savoir, c'est pouvoir » est le plus beau mot qu'on ait dit. L'ignorant verra les effets et croira ; la théorie se vérifiera par ses applications. Une théorie d'où sortiront des machines terribles, domptant et subjuguant tout, prouvera sa vérité d'une façon irrécusable. Les forces de l'humanité seraient ainsi concentrées en un très petit nombre de mains, et deviendraient la propriété d'une ligue capable de disposer même de l'existence de la planète et de terroriser par cette menace le monde tout entier. Le jour, en effet, où quelques privilégiés de la raison posséderaient le moyen de détruire la planète, leur souveraineté serait créée ; ces privilégiés régneraient par la terreur absolue, puisqu'ils auraient en leur main l'existence de tous ; on peut presque dire qu'ils seraient dieux et qu'alors l'état théologique rêvé par le poète pour l'humanité primitive serait une réalité. *Primus in orbe deos fecit timor.*

Ainsi, on conçoit un temps où la force fonde réellement le règne de la raison, sans avoir besoin de recourir à l'imposture, l'imposture n'étant que l'arme des faibles, un succédané de la force. Le culte de la raison serait alors une vérité ; car quiconque y résisterait, c'est-à-dire ne reconnaîtrait pas le règne de la science, l'expierait sur-le-champ. Quel enfantillage ce fut de célébrer la fête de la Raison, quand la Raison avait pour armée un peuple inintelligent, excessivement peu raisonnable, versatile et armé de piques et de mauvais fusils ! Quand la Raison sera toute-puissante, c'est alors qu'elle sera vraie déesse. Alors il ne sera plus besoin de parler d'autorité ; ce mot n'a maintenant de sens que pour désigner une force d'opinion, qui n'est pas effective ; c'est un pur artifice de langage. Alors la force de la raison sera effective au premier chef, puisque toute mécon-

naissance de sa force sera punie de mort immédiate. Les mesures préventives seront inutiles. Ce sera la réalisation de ce que l'on imaginait autrefois comme la vengeance des dieux ; mais la réalité sera bien supérieure au mythe, puisque la vengeance des dieux était tardive, incertaine, imparfaite et, comme nous le savons maintenant, dénuée de vérité ; tandis que les sanctions de la loi scientifique seront infaillibles, instantanées et sans appel comme la nature elle-même.

## EUDOXE

Entre mille objections que j'aurais à vous faire, je vais vous en dire une. Vous supposez la science en elle-même immensément agrandie, et vous êtes dans votre droit ; mais la condition du sujet pensant, vous n'en parlez pas. Or le progrès de science et de pouvoir que vous venez d'esquisser surpasse de beaucoup la force d'un cerveau quelconque. Il y a contradiction entre les conquêtes rationnelles que vous imaginez et des forces intellectuelles et physiques restant toujours très limitées.

## THÉOCTISTE

Je vous ai dit que l'ordre d'idées où je me tiens en ce moment ne se rapporte qu'imparfaitement à la planète Terre, et qu'il faut entendre de pareilles spéculations comme visant au delà de l'humanité. Sans doute le sujet sachant et pensant sera toujours limité ; mais le savoir et le pouvoir sont illimités, et par contre-coup la nature pensante elle-même pourra être fort agrandie, sans sortir du cercle connu de la biologie. Une large application des découvertes de la physiologie et du principe de sélection pourrait amener la création d'une race supérieure, ayant son droit de gouverner, non seulement dans sa science, mais dans la supériorité même de son sang, de son cerveau et de ses nerfs. Ce seraient là des espèces de dieux ou *dévas*, êtres décuples en valeur de ce que nous sommes, qui pourraient être

viables dans des milieux artificiels. La nature ne fait rien que de viable dans les conditions générales ; mais la science pourra étendre les limites de la viabilité. La nature jusqu'ici a fait ce qu'elle a pu ; les forces spontanées ne dépasseront pas l'étiage qu'elles ont atteint. C'est à la science à prendre l'œuvre au point où la nature l'a laissée. La botanique fait vivre artificiellement des produits végétaux qui disparaîtraient si la main de l'homme ne les soutenait incessamment. Un âge se conçoit où la production d'un *déva* serait évaluée à un certain capital, représentant les appareils chers, les actions lentes, les sélections laborieuses, l'éducation compliquée et la conservation pénible d'un pareil être contre nature. Une fabrique d'Ases, un Asgaard, pourra être reconstituée au centre de l'Asie, et, si l'on répugne à ces sortes de mythes, que l'on veuille bien remarquer le procédé qu'emploient les fourmis et les abeilles pour déterminer la fonction à laquelle chaque individu doit être appliqué ; que l'on réfléchisse surtout au moyen qu'emploient les botanistes pour créer leurs singularités. C'est toujours la nutrition ou plutôt le développement d'un organe par l'atrophie d'un autre qui forme le secret de ces anomalies. Rappelez-vous ce docteur védique, dont le nom, selon Burnouf, signifiait *ὁ τὸ σπέρμα εἰς τὴν καρδίαν ἀνέβη*. Comme la fleur double est obtenue par l'hypertrophie ou la transformation des organes de la génération, comme la floraison, la fructification épuisent la vitalité de l'être qui accomplit ces fonctions, de même il est possible que le moyen de concentrer toute la force nerveuse au cerveau, de la transformer toute en cerveau, si l'on peut ainsi dire, en atrophiant l'autre pôle, soit trouvé un jour. L'une de ces fonctions est un affaiblissement de l'autre ; ce qui est donné à l'une est enlevé à l'autre. Il va sans dire que nous ne parlons pas de ces suppressions honteuses qui ne font que des êtres incomplets. Nous parlons d'une intime transfusion, grâce à laquelle les forces que la nature a dirigées vers des opérations différentes seraient employées à une même fin.

On imagine donc (sans doute hors de notre planète) la possibilité d'êtres auprès desquels l'homme serait presque aussi peu de chose qu'est l'animal relativement à l'homme ;

une époque où la science remplacerait les animaux existants par des mécanismes plus élevés, comme nous voyons que la chimie a remplacé des séries entières de corps de la nature par des séries bien plus parfaites. De même que l'humanité est sortie de l'animalité, ainsi la divinité sortirait de l'humanité. Il y aurait des êtres qui se serviraient de l'homme comme l'homme se sert des animaux. L'homme ne s'arrête guère à cette pensée qu'un pas, un mouvement de lui écrase des myriades d'animalcules. Mais, je le répète, la supériorité intellectuelle entraîne la supériorité religieuse ; ces futurs maîtres, nous devons les rêver comme des incarnations du bien et du vrai ; il y aurait joie à se subordonner à eux.

Le principe le plus nié par l'école démocratique est l'inégalité des races et la légitimité des droits que confère la supériorité de race. Loin de chercher à élever la race, la démocratie tend à l'abaisser ; elle ne veut pas de grands hommes, et s'il y avait ici un démocrate, en nous entendant parler de moyens perfectionnés pour produire des maîtres pour les autres hommes, il serait un peu surpris. Il est absurde et injuste, en effet, d'imposer aux hommes par une sorte de droit divin des maîtres qui ne leur sont en rien supérieurs. La noblesse, à l'heure qu'il est, en France, est quelque chose d'assez insignifiant, puisque les titres de noblesse, dont les trois quarts sont usurpés, et dont le quart restant provient, à une dizaine d'exceptions près, d'anoblissements et non de conquête, ne répondent pas à une supériorité de race, comme cela fut à l'origine ; mais cette supériorité de race pourrait redevenir réelle, et alors le fait de la noblesse serait scientifiquement vrai et aussi incontestable que la prééminence de l'homme civilisé sur le sauvage, ou de l'homme en général sur les animaux.

De la sorte, on conçoit un temps où tout ce qui a régné autrefois à l'état de préjugé et d'opinion vaine régnerait à l'état de réalité et de vérité : dieux, paradis, enfer, pouvoir spirituel, monarchie, noblesse, légitimité, supériorité de race, pouvoirs surnaturels peuvent renaître par le fait de l'homme et de la raison. Il semble que, si une telle solution se produit à un degré quel-



conque sur la planète Terre, - c'est par l'Allemagne qu'elle se produira.

EUDOXE

Entendez-vous que ce soit un éloge ou une critique ?

THÉOCTISTE

Comme il vous plaira. La France incliné toujours aux solutions libérales et démocratiques ; c'est là sa gloire ; le bonheur des hommes et la liberté, voilà son idéal. Si le dernier mot des choses est que les individus jouissent paisiblement de leur petite destinée finie, ce qui est possible après tout, c'est la France libérale qui aura eu raison ; mais ce n'est pas ce pays qui atteindra jamais la grande harmonie ou, si l'on veut, le grand asservissement de conscience dont nous parlons. Au contraire, le gouvernement du monde par la raison, s'il doit avoir lieu, paraît mieux approprié au génie de l'Allemagne, qui montre peu de souci de l'égalité et même de la dignité des individus, et qui a pour but avant tout l'augmentation des forces intellectuelles de l'espèce.

EUTHYPHRON

Vous oubliez que, dans le temps des lointains avatars, il n'y aura plus depuis longtemps de Français, de Slaves, ni d'Allemands, que l'histoire ne se souviendra même plus de ces mesquines variétés provinciales.

THÉOCTISTE

Je voulais seulement indiquer dans l'humanité actuelle un linéament des grandes batailles de l'avenir.

EUDOXE

Mais ne pensez-vous pas que le peuple, qui sentira grandir son maître, devinera le danger et se mettra en garde ?

THÉOCTISTE

Assurément. Si l'ordre d'idées que nous venons de suivre arrive à quelque réalité, il y aura contre la science, surtout contre la physiologie et la chimie, des persécutions auprès desquelles celles de l'Inquisition auront été modérées. La foule des simples gens devinera son ennemi avec un instinct profond. La science se réfugiera de nouveau dans les cachettes. Il pourra venir tel temps où un livre de chimie compromettra autant son propriétaire que le faisait un livre d'alchimie au moyen âge. Il est probable que les moments les plus dangereux dans la vie d'une planète sont ceux où la science arrive à démasquer ses espérances. Il peut y avoir alors des peurs, des réactions qui détruisent l'esprit. Des milliers d'humanités ont peut-être sombré dans ce défilé. Mais il y en aura une qui le franchira ; l'esprit triomphera.

Le besoin, d'ailleurs, est ici la meilleure des garanties. L'homme ne pourra plus se passer de science. Aux basses époques, au moyen âge par exemple, la médecine fut le seul soutien de l'esprit rationnel ; car le malade veut à tout prix être guéri, et on ne peut guérir quelqu'un sans un peu de science. Mais aujourd'hui la guerre, la mécanique, l'industrie exigent la science, si bien que même les personnes les plus hostiles à l'esprit scientifique sont obligées d'apprendre les mathématiques, la physique, la chimie. De toutes les manières, la souveraineté de la science s'impose, même à ses ennemis.

EUDOXE

Votre hypothèse du triomphe oligarchique de l'esprit ne vous mène qu'à de sombres images. Pourquoi ne voulez-

vous pas que l'avènement d'une humanité supérieure profite à tous et que cette supériorité même consiste en ce que les dons soient moins partagés qu'ils ne le sont dans notre triste monde, tous étant alors assimilés et divinisés en un seul type de gloire ? Mais j'attends avec impatience que vous nous disiez comment vous concevez l'avenir monarchique de l'univers. Ce sera plus consolant, j'espère. J'ai besoin d'un Père céleste pour me délivrer de votre enfer.

## THÉOCTISTE

Saint Paul l'a dit admirablement : ὅσα ἡ ἐθεὶς πάντα ἐν παντί <sup>(1)</sup>. Xénophane, plus de six cents ans auparavant, avait dit mieux encore :

Ὅλος ἐρᾷ, ὅλος δὲ νοεῖ, ὅλος δὲ ἀκούει <sup>(2)</sup>.

A l'heure qu'il est, une telle formule n'est pas réalisée ; mais la solution unitaire, où tout l'univers servirait aux perceptions, aux sensations, aux jouissances d'un seul être, ne saurait être considérée, vu l'infini des temps à venir, comme une impossibilité. La France, au temps de Louis XIV et de Louis XV, a offert le spectacle d'un pays entier servant à produire une vie brillante et complète, celle du roi, toutes les fonctions sociales étant organisées en vue de la gloire et des plaisirs du roi. On imagine un état du monde où tout aboutirait de même à un seul centre conscient, où l'univers serait réduit à une seule existence, où la conception du monothéisme personnel serait une vérité. Un être omniscient et omnipotent pourra être le dernier terme de l'évolution déifique, — soit qu'on le conçoive jouissant par tous (tous aussi jouissant par lui), selon le rêve de la mystique chrétienne, — soit qu'on le conçoive comme une individualité arrivant à la force suprême, — soit qu'on le conçoive comme résultant de

(1) *I Cor.*, XV, 28.

(2) *Fragm. philos. graec.*, I, p. 101 (Didot).

milliards d'êtres, comme l'harmonie, le son total de l'univers.

L'univers serait ainsi consommé en un seul être organisé, dans l'infini duquel se résumeraient des décillions de décillions de vies, passées et présentes à la fois. Toute la nature vivante produirait une vie centrale, grand hymne sortant de milliards de voix, comme l'animal résulte de milliards de cellules, l'arbre de millions de bourgeons. Une conscience unique serait faite par tous, et tous y participeraient ; l'univers serait un polypier infini, où tous les êtres qui ont jamais été seraient soudés par leur base, vivant à la fois de leur vie propre et de la vie de l'ensemble.

Déjà nous participons à la vie de l'univers (vie bien imparfaite encore) par la morale, la science et l'art. Les religions sont les formes abrégées et populaires de cette participation ; là est leur sainteté. Mais la nature aspire à une communion bien plus intense, communion qui n'atteindra son dernier terme que quand il y aura un être actuellement parfait. Un tel être n'existe pas encore, puisque nous n'avons que trois façons de constater l'existence d'un être, le voir, entendre parler de lui, voir son action, et qu'un être comme celui dont nous parlons n'est connu d'aucune de ces trois manières ; mais on conçoit la possibilité d'un état où, dans l'infinité de l'espace, tout vive. Peu de matière est maintenant organisée, et ce qui est organisé est faiblement organisé ; mais on peut admettre un âge où toute la matière soit organisée, où des milliers de soleils agglutinés ensemble serviraient à former un seul être, sentant, jouissant, absorbant par son gosier brûlant un fleuve de volupté qui s'épancherait hors de lui en un torrent de vie. Cet univers vivant présenterait les deux pôles que présente toute masse nerveuse, le pôle qui pense, le pôle qui jouit. Maintenant, l'univers pense et jouit par des millions d'individus. Un jour, une bouche colossale savourerait l'infini ; un océan d'ivresse y coulerait ; une intarissable émission de vie, ne connaissant ni repos, ni fatigue, jaillirait dans l'éternité. Pour coaguler cette masse divine, la Terre aura peut-être été prise et gâchée comme une motte que l'on pétrit sans souci de la fourmi ou du ver qui s'y cache. Que

voulez-vous ? Nous en faisons autant. La nature, à tous les degrés, a pour soin unique d'obtenir un résultat supérieur par le sacrifice d'individualités inférieures. Est-ce qu'un général, un chef d'État tient compte des pauvres gens qu'il fait tuer ?

Un seul être résumant toute la jouissance de l'univers, l'infinité des êtres particuliers joyeux d'y contribuer, il n'y a là de contradiction que pour notre individualisme superficiel. Le monde n'est qu'une série de sacrifices humains : on les adoucirait par la joie et la résignation. Les compagnons d'Alexandre vécurent d'Alexandre, jouirent d'Alexandre. Il y a des états sociaux où le peuple jouit des plaisirs de ses nobles, se complait en ses princes, dit : « nos princes », fait de leur gloire sa gloire. Les animaux qui servent à la nourriture de l'homme de génie ou de l'homme de bien devraient être contents s'ils savaient à quoi ils servent. Tout dépend du but, et, si un jour la vivisection sur une grande échelle était nécessaire pour découvrir les grands secrets de la nature vivante, j' imagine les êtres, dans l'extase du martyr volontaire, venant s'y offrir couronnés de fleurs. Le meurtre inutile d'une mouche est un acte blâmable ; celui qui est sacrifié aux fins idéales n'a pas droit de se plaindre, et son sort, au regard de l'infini (τῷ ὅλῳ), est digne d'envie. Tant d'autres meurent sans laisser une trace dans la construction de la tour infinie ! C'est chose monstrueuse que le sacrifice d'un être vivant à l'égoïsme d'un autre ; mais le sacrifice d'un être vivant à une fin voulue par la nature est légitime. Rigoureusement parlant, l'homme dans la vie duquel régna l'égoïsme fait un acte de cannibale en mangeant de la chair ; seul l'homme qui travaille en sa mesure au bien ou au vrai possède ce droit. Le sacrifice alors est fait à l'idéal, et l'être sacrifié a sa petite place dans l'œuvre éternelle, ce que tant d'autres êtres n'ont pas. La belle antiquité conçut avec raison l'immolation de l'animal destiné à être mangé comme un acte religieux. Ce meurtre fait en vue d'une nécessité absolue parut devoir être dissimulé par des guirlandes et une cérémonie.

Le grand nombre doit penser et jouir par procuration.



L'idée du moyen âge, de gens priant pour ceux qui n'ont pas le temps de prier, est très vraie. La masse travaille, quelques-uns remplissent pour elle les hautes fonctions de la vie ; voilà l'humanité. Le résultat du travail obscur de mille paysans, serfs d'une abbaye, était une abside gothique, dans une belle vallée, ombragée de hauts peupliers, où de pieuses personnes venaient six ou huit fois par jour chanter des psaumes à l'Éternel. Cela constituait une assez belle façon d'adorer, surtout quand, parmi les ascètes, il y avait un saint Bernard, un Rupert de Tuy, un abbé Joachim. Cette vallée, ces eaux, ces arbres, ces rochers voulaient crier vers Dieu, mais n'avaient pas de voix ; l'abbaye leur en donnait une. Chez les Grecs, race plus noble, cela se faisait mieux par la flûte et les jeux des bergers. Un jour cela se fera mieux encore, si un laboratoire de chimie ou de physique remplace l'abbaye. Mais de nos jours les mille paysans autrefois serfs, maintenant émancipés, se livrent peut-être à une grossière bombance, sans résultat idéal d'aucune sorte, avec les terres de ladite abbaye. L'impôt mis sur ces terres les purifie seul un peu, en les faisant servir à un but supérieur.

Quelques-uns vivent pour tous. Si on veut changer cet ordre, personne ne vivra. L'Égyptien, sujet de Chéphrem, qui est mort en construisant les pyramides, a plus vécu que celui qui a coulé des jours inutiles sous ses palmiers. Voilà la noblesse du peuple ; il n'en désire pas d'autre ; on ne le contentera jamais avec de l'égoïsme. Il veut, s'il ne jouit pas, qu'il y en ait qui jouissent. Il meurt volontiers pour la gloire d'un chef, c'est-à-dire pour quelque chose où il n'a aucun profit direct. Je parle du vrai peuple, de la masse inconsciente, livrée à ses instincts de race, à qui la réflexion n'a pas encore appris que la plus grande sottise qu'on puisse commettre est de se faire tuer pour quoi que ce soit.

Parfois, je conçois ainsi Dieu comme la grande fête intérieure de l'univers, comme la vaste conscience où tout se réfléchit et se répercute. Chaque classe de la société est un rouage, un bras de levier dans cette immense machine. Voilà pourquoi chacune a ses vertus. Nous sommes tous des fonctions de l'univers ; le devoir consiste à ce que chacun

remplisse bien sa fonction. Les vertus de la bourgeoisie ne doivent pas être celles de la noblesse ; ce qui fait un parfait gentilhomme serait un défaut chez un bourgeois. Les vertus de chacun sont déterminées par les besoins de la nature ; l'État où il n'y a pas de classes sociales est anti-providentiel. Il importe peu que saint Vincent de Paul n'ait pas été un grand esprit. Raphaël n'aurait rien gagné à être bien réglé dans ses mœurs. L'effort divin qui est en tout se produit par les justes, les savants, les artistes. Chacun a sa part. Le devoir de Goethe fut d'être égoïste pour son œuvre. L'immoralité transcendante de l'artiste est à sa façon moralité suprême, si elle sert à l'accomplissement de la particulière mission divine dont chacun est chargé ici-bas.

Pour moi, je goûte tout l'univers par cette sorte de sentiment général qui fait que nous sommes tristes en une ville triste, gais en une ville gaie. Je jouis ainsi des voluptés du voluptueux, des débauches du débauché, de la mondanité du mondain, de la sainteté de l'homme vertueux, des méditations du savant, de l'austérité de l'ascète. Par une sorte de sympathie douce, je me figure que je suis leur conscience. Les découvertes du savant sont mon bien ; les triomphes de l'ambitieux me sont une fête. Je serais fâché que quelque chose manquât au monde, car j'ai conscience de tout ce qu'il enferme. Mon seul déplaisir est que ce siècle soit si bas qu'il ne sache plus jouir. Alors je me réfugie dans le passé, dans le *xvi<sup>e</sup>* siècle, le *xvii<sup>e</sup>*, dans l'antiquité ; tout ce qui a été beau, aimable, juste, noble me fait comme un paradis. Je défie avec cela le malheur de m'atteindre ; je porte avec moi le parterre charmant de la variété de mes pensées.

#### PHILALÈTHE

Vous avez cherché à montrer sous quelles formes on peut rêver une conscience de l'univers plus avancée que celle dont la manifestation est l'humanité. On m'a dit que vous possédez même un biais pour rendre concevable l'immortalité des individus.

## THÉOCTISTE

Dites mieux, la résurrection des individus. Sur ce point, je m'écarte des conceptions, merveilleuses du reste de poésie et d'idéal, où s'éleva le génie grec. Platon ne me paraît pas recevable quand il soutient que la mort est un bien, l'état philosophique par excellence. Il n'est pas vrai que la perfection de l'âme, comme il est dit dans le *Phédon*, soit d'être le plus possible détachée du corps. L'âme sans corps est une chimère, puisque rien ne nous a jamais révélé un pareil mode d'exister.

Oui, je conçois la possibilité de la résurrection, et je me dis souvent comme Job : *Reposita est haec spes in sinu meo*. Au terme des évolutions successives, si l'univers est jamais ramené à un seul être absolu, cet être sera la vie complète de tous ; il renouvellera en lui la vie des êtres disparus, ou, si l'on aime mieux, en son sein revivront tous ceux qui ont été. Quand Dieu sera en même temps parfait et tout-puissant, c'est-à-dire quand l'omnipotence scientifique sera concentrée entre les mains d'un être bon et droit, cet être voudra ressusciter le passé, pour en réparer les innombrables iniquités. Dieu existera de plus en plus ; plus il existera, plus il sera juste. Il le sera pleinement le jour où quiconque aura travaillé pour l'œuvre divine sentira l'œuvre divine accomplie, et verra la part qu'il y a eue. Alors l'éternelle inégalité des êtres sera scellée pour jamais. Celui qui n'a fait aucun sacrifice au bien, au vrai retrouvera ce jour-là l'équivalent exact de sa mise, c'est-à-dire le néant. Il ne faut pas objecter qu'une récompense qui n'arrivera peut-être que dans un milliard de siècles serait bien affaiblie. Un sommeil d'un milliard de siècles ou un sommeil d'une heure, c'est la même chose, et, si la récompense que je rêve nous est accordée, elle nous fera l'effet de succéder instantanément à l'heure de la mort. *Beatam resurrectionem exspectans*, voilà, pour l'idéaliste comme pour le chrétien, la vraie formule qui convient au tombeau.

Un monde sans Dieu est horrible. Le nôtre paraît tel à l'heure qu'il est ; mais il ne sera pas toujours ainsi. Après les épouvantables entractes de férocité et d'égoïste de l'être grandissant, se réalisera peut-être le rêve de la religion déiste, une conscience suprême, rendant justice au pauvre, vengeant l'homme vertueux. « Cela doit être, donc cela est », dit le déiste. Nous autres, nous disons : « Donc cela sera » ; et ce raisonnement a sa légitimité, puisque nous avons vu que les rêves de la conscience morale peuvent fort bien devenir un jour des réalités. On conçoit ainsi une conscience qui résume toutes les autres, même passées, qui les embrasse en tant qu'elles ont travaillé au bien, à l'absolu. Dans cette pyramide du bien, élevée par les efforts successifs des êtres, chaque pierre compte. L'Égyptien du temps de Chéphrem dont nous parlions tout à l'heure existe encore par la pierre qu'il a posée ; ainsi sera-t-il de l'homme qui aura collaboré à l'œuvre d'éternité. Nous vivons en proportion de la part que nous avons prise à l'édification de l'idéal. L'œuvre de l'humanité est le bien ; ceux qui auront contribué au triomphe du bien *fulgebunt sicut stellae*. Même si la Terre ne sert un jour que de moellon pour la construction d'un édifice futur, nous serons ce qu'est la coquille géologique dans le bloc destiné à bâtir un temple. Ce pauvre trilobite dont la trace est écrite dans l'épaisseur de nos murs y vit encore un peu il fait encore un peu partie de notre maison.

## EUDOXE

Votre immortalité n'est qu'apparente ; elle ne va pas au delà de l'éternité de l'action ; elle n'implique pas l'éternité de la personne. Jésus aujourd'hui agit bien plus que quand il était un Galiléen obscur, mais il ne vit plus.

## THÉOCTISTE

Il vit encore. Sa personne subsiste et est même augmentée. L'homme vit où il agit. Cette vie nous est plus chère

que la vie du corps, puisque nous sacrifions volontiers celle-ci à celle-là. Remarquez bien que je ne parle pas seulement de la vie dans l'opinion, de la réputation, du souvenir. Celle-ci en effet ne suffit pas ; elle a trop d'injustices. Les meilleurs sont ceux qui la fuient. Tamerlan est plus célèbre que tel juste ignoré. Marc-Aurèle n'a la réputation qu'il mérite que parce qu'il a été empereur et qu'il a écrit ses pensées. L'influence vraie est l'influence cachée ; non que l'opinion définitive de l'histoire soit en somme très fausse ; mais elle pèche tout à fait par la proportion. Tel inconnu a été peut-être plus grand qu'Alexandre ; tel cœur de femme qui n'a dit mot de sa vie a mieux senti que le poète le plus harmonieux. Je parle de la vie par influence, ou, selon l'expression des mystiques, de la vie en Dieu. La vie humaine, par son revers moral, écrit un petit sillon, comme la pointe d'un compas, au sein de l'infini. Cet arc de cercle tracé en Dieu n'a pas plus de fin que Dieu. C'est dans le souvenir de Dieu que les hommes sont immortels. L'opinion que la conscience absolue a de lui, le souvenir qu'elle garde de lui, voilà la vraie vie du juste, et cette vie-là est éternelle. Sans doute il y a de l'anthropomorphisme à prêter à Dieu une conscience comme la nôtre ; mais l'usage des expressions anthropomorphiques en théologie est inévitable ; il n'a pas plus d'inconvénient que l'emploi de toute autre figure ou métaphore. Le langage devient impossible si l'on pousse à l'excès le purisme à cet égard.

## EUDOXE

C'est entendu ; mais vous ne nous avez pas expliqué comment on peut parler de réelle existence sans conscience.

## THÉOCTISTE

La conscience est peut-être une forme secondaire de l'existence. Un tel mot n'a plus de sens quand on veut l'appliquer au tout, à l'univers, à Dieu. Conscience sup-



pose une limitation, une opposition du *moi* et du *non-moi*, qui est la négation même de l'infini. Ce qui est éternel, c'est l'idée. La matière est chose toute relative ; elle n'est pas réellement ce qui est ; elle est la couleur qui sert à peindre, le marbre qui sert à sculpter, la laine qui sert à broder. La possibilité de faire exister de nouveau ce qui a déjà existé, de reproduire tout ce qui a eu de la réalité ne saurait être niée. Hâtons-nous de le dire, toute affirmation en pareille matière est un acte de foi ; or qui dit acte de foi dit un acte outrepassant l'expérience (je ne dis pas la contredisant). Après tout, notre espérance est-elle présomptueuse ? Notre demande est-elle intéressée ? Non, non certes. Nous ne demandons pas une récompense ; nous demandons simplement à être, à savoir davantage, à connaître le secret du monde, que nous avons cherché si avidement, l'avenir de l'humanité, qui nous a tant passionnés. Cela est permis, j'espère. Ceux qui prennent l'existence comme un devoir, non comme une jouissance, ont bien droit à cela. Pour moi, je ne réclame pas précisément l'immortalité, mais je voudrais deux choses : d'abord n'avoir pas offert au néant et au vide les sacrifices que j'ai pu faire au bien et au vrai ; je ne demande pas à en être payé ; mais je désire que cela serve à quelque chose : en second lieu, le peu que j'ai fait, je serais bien aise que quelqu'un le sût ; je veux l'estime de Dieu, rien de plus ; ce n'est pas exorbitant, n'est-ce pas ? Reproche-t-on au soldat mourant de s'intéresser au gain de la bataille et de désirer savoir si son chef est content de lui ?

La sensation cesse avec l'organe qui la produit, l'effet disparaît avec la cause. Le cerveau se décomposant, nulle conscience dans le sens ordinaire du mot ne peut persister. Mais la vie de l'homme dans le tout, la place qu'il y tient, sa part à la conscience générale, voilà ce qui n'a aucun lien avec un organisme, voilà ce qui est éternel. La conscience a un rapport avec l'espace, non qu'elle réside en un point, mais elle sent en un espace déterminé. L'idée n'en a pas ; elle est l'immatériel pur ; ni le temps ni la mort ne peuvent rien sur elle. L'idéal seul est éternel ; rien ne reste que lui et ce qui y sert.

Consolons-nous, pauvres victimes ; un Dieu se fait avec nos pleurs.

## EUTHYPHRON

Les savants positivistes auront toujours une difficulté capitale contre ce que vous venez de dire, et aussi contre plusieurs des vues que nous ont développées Philalèthe et Théophraste. Vous prêtez à l'univers et à l'idéal des volontés, des actes qu'on n'a remarqués jusqu'ici que chez des êtres organisés. Or rien n'autorise à regarder l'univers comme un être organisé, même à la manière du dernier zoophyte. Où sont ses nerfs ? Où est son cerveau ? Or, sans nerfs ni cerveau, ou pour mieux dire sans matière organisée, on n'a jamais constaté jusqu'ici de conscience ni de sentiment à un degré quelconque.

## THÉOCTISTE

Votre objection, décisive contre l'existence des âmes séparées et des anges, n'est pas décisive contre l'hypothèse d'un ressort intime dans l'univers. Cette impulsion instinctive serait quelque chose de *sui generis*, un principe premier comme le mouvement lui-même. Ce n'est jamais que par métaphore que nous avons pu présenter l'univers comme un animal. Animal suppose espèce, pluralité d'individus ; il y aurait donc plusieurs univers ! Mais que la masse infinie produise une sorte d'exsudation générale, à laquelle, faute de mieux et par suite d'un anthropomorphisme inévitable, nous donnons le nom de conscience, c'est ce que les faits généraux de la nature semblent indiquer. Tout dans la nature se réduit au mouvement. Oui certes ; mais le mouvement a une cause et un but. La cause, c'est l'idéal ; le but, c'est la conscience.

## PHILALÈTHE

Je me dis souvent que, si le but du monde était une course aussi haletante que vous le supposez vers la science, il n'y

aurait pas de fleurs, pas d'oiseaux brillants, pas de joie, pas de printemps. Tout cela suppose un Dieu moins affairé que vous ne croyez, un Dieu déjà arrivé, qui s'amuse et jouit d'un état acquis définitivement.

## EUDOXE

J'irai plus loin que vous, et je réclamerai au centre de l'univers un *immotum quid*, un lieu des idées, comme le voulait Malebranche. On revient toujours aux formules de ce grand penseur quand on veut se rendre compte des relations de Dieu et de l'univers, de l'individu avec l'infini. Croyez-moi, Dieu est une nécessité absolue. Dieu sera et Dieu est. En tant que réalité, il sera ; en tant qu'idéal, il est. *Deus est simul in esse et in fieri*. Cela seul peut se développer qui est déjà. Comment, d'ailleurs, imaginer un développement ayant pour point de départ le néant ? L'abîme initial fût resté à tout jamais en repos si le Père éternel ne l'eût fécondé. A côté du *fieri*, il faut donc conserver l'*esse* ; à côté du mouvement, le moteur ; au centre de la roue, le moyeu immobile. Théocliste nous a bien montré que seule l'hypothèse monothéiste se prête à la réalisation de nos idées les plus enracinées sur la nécessité d'une justice supérieure pour l'homme et l'humanité. Ajoutons que, si le mouvement a existé de toute éternité, on ne conçoit pas que le monde n'ait pas atteint le repos, l'uniformité et la perfection. Il n'est pas plus facile d'expliquer comment l'équilibre ne s'est pas encore rétabli que d'expliquer comment l'équilibre s'est rompu. Si le tireur dont nous parlions hier tire depuis l'éternité, il a déjà dû atteindre le but.

## EUTHYPHRON

Nous touchons ici aux antinomies de Kant, à ces gouffres de l'esprit humain, où l'on est ballotté d'une contradiction à une autre. Arrivé là, on doit s'arrêter. La raison et le langage ne s'appliquent qu'au fini. Les transporter dans

l'infini, c'est comme si l'on prétendait mesurer la chaleur du soleil ou du centre de la terre avec un thermomètre ordinaire. Le développement particulier dont nous sommes les témoins n'est que l'histoire d'un atome ; nous voulons que ce soit l'histoire de l'absolu, et nous y appliquons les lignes d'un arrière-plan situé à l'infini. Nous confondons les plans du paysage ; nous commettons la même erreur que celle à laquelle on est exposé en déchiffrant les papyrus d'Herculanum. Les différents feuillets se pénètrent réciproquement, et l'on rapporte à une page des lettres qui viennent de dix pages plus loin.

EUDOXE

Remercions Théoctiste de nous avoir dit tous ses rêves. « C'est bien à peu près ainsi que parlent les prêtres ; mais les mots sont différents. » Les esprits superficiels échappent seuls à l'obsession de ces problèmes. Ils se renferment dans une cave et nient le ciel. Ces gens-là eussent dit à Colomb regardant l'horizon de la mer vers l'Occident : « Pauvre fou, tu vois bien qu'il n'y a rien au delà. »

PHILALÈTHE.

Dans quelques années, si nous existons et si quelque chose existe, nous pourrons reprendre ces questions et voir en quoi se sera modifiée notre manière d'envisager l'univers. Quel dommage que nous ne puissions, comme dans la légende racontée par Thomas de Cantimpré, donner rendez-vous à ceux d'entre nous qui seront morts, pour qu'ils viennent nous rendre compte de la réalité des choses de l'autre vie !

EUDOXE.

Je crois qu'en pareille matière le témoignage des morts est peu de chose. Comme dit la parabole : *Neque si quis mortuorum resurrexerit credent*. En fait de vertu, chacun trouve la certitude en consultant son propre cœur.

# FRAGMENTS PHILOSOPHIQUES

## LES SCIENCES DE LA NATURE ET LES SCIENCES HISTORIQUES (1)

LETTRE A M. MARCELLIN BERTHELOT

Dinard, près Saint-Malo, août 1863.

ICI, au bord de la mer, revenant à mes plus anciennes idées, je me suis pris à regretter d'avoir préféré les sciences historiques à celles de la nature, surtout à la physiologie comparée. Autrefois, au séminaire d'Issy, ces études me passionnèrent au plus haut degré ; à Saint-Sulpice, j'en fus détourné par la philologie et l'histoire ; mais, chaque fois que je cause avec vous, avec Claude Bernard, je regrette de n'avoir qu'une vie, et je me demande si, en m'attachant à la science historique de l'humanité, j'ai pris la meilleure part.

Que sont en effet les trois ou quatre mille ans d'histoire que nous pouvons connaître dans l'infini de durée qui nous a précédés ? Rien sans doute, et les philosophes de l'école littéraire, hostiles ou indifférents aux résultats venant des sciences naturelles, seront toujours fermés au véritable progrès. L'histoire dans le sens ordinaire, c'est-à-dire la série des faits que nous savons du développement de l'humanité, n'est qu'une portion imperceptible de l'histoire véritable, entendue comme le tableau de ce que nous pouvons savoir du développement de l'univers. Les passions

1) *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1863. (N. de l'éd.)



que soulève inévitablement l'étude critique du passé s'opposent d'ailleurs à ce qu'on porte en de telles recherches la froideur et le désintéressement qui sont la condition indispensable de la découverte du vrai. Si les sciences historiques laissaient le public aussi calme que la chimie, elles seraient bien plus avancées ; mais ce qui fait leur danger fait aussi leur noblesse. Avec leurs énormes difficultés, malgré les obstacles qui s'opposent à ce qu'on les traite d'une manière impartiale, malgré leur liaison intime avec la politique et la morale, malgré les froissements qu'elles sont obligées de causer à une foule d'intérêts ou de préjugés respectables, les études historiques ont le droit de se consoler du dédain qu'elles rencontrent chez plusieurs de vos confrères. Quand je songe à ce que seraient ces études, si elles étaient cultivées par des esprits philosophiques, dégagés des habitudes étroites de l'humaniste, je m'encourage à poursuivre des recherches que ceux-là seuls qui ne les comprennent pas traitent d'inutiles curiosités.

Le temps me semble de plus en plus le facteur universel, le grand coefficient de l'éternel *devenir*. Toutes les sciences me paraissent échelonnées par leur objet à un moment de la durée. Chacune d'elles a pour mission de nous apprendre une période de l'histoire de l'être. L'histoire proprement dite est, à ce point de vue, la plus jeune des sciences. Elle nous éclaire seulement sur la dernière période du monde, ou, pour mieux dire, sur la dernière phase de cette période. Ce qu'elle nous apprend, elle nous l'apprend d'une manière imparfaite, avec d'énormes lacunes. L'histoire ne commence à être mise par écrit qu'à une époque où l'humanité est parvenue à un état très avancé de réflexion. L'Égypte et la Chine sont déjà vieilles quand elles arrivent à notre connaissance ; les Grecs et le peuple juif nous apparaissent dans la splendeur d'une admirable jeunesse ; mais avant cela quelles aventures n'avaient-ils pas traversées ! Les origines de Rome seront toujours un mystère, faute de vieux livres indigènes. Que dire du long sommeil que les Celtes, les Germains, les Slaves traversèrent avant de rencontrer des peuples en possession de l'écriture qu'ils aient forcés à s'occuper d'eux ?

Notre siècle, par des prodiges d'induction scientifique, a réussi à reculer de beaucoup les bornes de l'histoire. La philologie et la mythologie comparées nous font atteindre des époques bien antérieures à tout document écrit. L'homme en effet parla, et créa des mythes avant d'écrire. Certes l'histoire remonte aussi par ses récits fort au delà de l'époque où vécurent les premiers historiens ; mais la transmission des faits un peu anciens est d'une extrême imperfection, tandis que le langage et la mythologie se conservent intacts durant des milliers d'années. Le Lithuanien parle encore presque sanscrit, et M. Grimm a prouvé que les mythes primitifs de la race indo-européenne vivent encore chez les paysans de la Souabe et du Hartz. Que ne renferment pas les vieux chants populaires ou sacrés, surtout les Védas, les plus antiques, les plus vénérables de tous ! Une analyse délicate a ainsi fourni à la science des données capitales sur une époque où l'historiographie n'existait pas et ne pouvait exister. En ce qui concerne notre race en particulier, il est certain que, grâce aux fines recherches de Kuhn, Max Müller, Pictet, Bréal, nous voyons les Aryens primitifs, les ancêtres communs des Grecs, des Latins, des Germains, des Slaves, avant leur dispersion, avec plus de clarté que nous ne voyons certains états sociaux actuels de l'Afrique et de l'Asie centrales. Une analyse semblable appliquée aux antiquités sémitiques permettrait d'entrevoir, quoique avec moins de clarté, le temps où les Syriens, les Arabes, les Hébreux vivaient ensemble. Si les travailleurs sérieux n'étaient pas si rares, quelles découvertes n'amènerait pas une étude philosophique et critique du chinois, des langues tartares ! Une science nouvelle, ouvrant devant nous l'histoire antéhistorique, a de la sorte été fondée, histoire d'une autre nature que celle qui résulte des chroniques, n'apprenant ni successions de rois, ni batailles, ni prises de villes, mais des choses en réalité bien autrement importantes. Les faits qui, à l'heure qu'il est, exercent la plus forte influence sur les choses humaines se sont passés dans cette période reculée. La filiation des races, les lois primitives, la diversité des langues, la constitution fondamentale des idiomes qui se parlent encore

viennent de là. Quand Hérodote écrivait, les Slaves, les Germains existaient depuis des siècles avec leurs traits essentiels ; des usages qui se retrouvent de nos jours dans plus d'un village de l'Allemagne avaient force de loi dans quelque canton de la Scythie ; la langue de Goëthe, de Mickiewicz était tracée d'avance quant à ses linéaments généraux.

La philologie et la mythologie comparées nous font ainsi remonter bien au delà des textes historiques et presque aux origines de la conscience humaine. Dans l'ordre chronologique des sciences, ces deux études prennent rang entre l'histoire et la géologie. Cette dernière en effet est loin d'être étrangère à l'histoire de l'homme. Des indices jusqu'ici isolés et douteux, mais qui deviendront peut-être nombreux et concordants, feraient reculer bien plus loin qu'on n'est porté à le supposer l'existence de l'espèce humaine sur notre planète. Au delà de l'horizon que nous montraient la mythologie et la philologie comparées, lequel s'arrête à la formation des grandes races, il y aura l'horizon de la paléontologie, de la zoologie et de l'anthropologie comparées. L'archéologie préhistorique surtout trouvera ici d'importantes applications ; car l'homme se fabriqua des outils bien avant d'avoir fixé son langage et ses mythes. J'incline à l'opinion qui fait des monuments dits « celtiques » de la Bretagne, du Danemark, des restes de cette humanité primitive qui a précédé sur notre sol l'arrivée des grandes races. On n'y trouve, dit-on, aucun objet de fer, le bronze même y est très rare. Jamais aucun peuple aryen n'a construit de la sorte. Tout cela est encore à l'état de documents épars. Mais ne pensez-vous pas que, si la morphologie zoologique était étudiée avec plus de philosophie, avec l'œil pénétrant d'un Geoffroy Saint-Hilaire, d'un Goëthe, d'un Cuvier non tourmenté de la manie d'être officiel, ne pensez-vous pas, dis-je, qu'elle livrerait le secret de la formation lente de l'humanité, de ce phénomène étrange en vertu duquel une espèce animale prit sur les autres une supériorité décisive ?

Pour moi, j'ai toujours pensé que le secret de la formation des espèces est dans la morphologie, que les formes animales sont un langage hiéroglyphique dont on n'a pas

la clef, et que l'explication du passé est tout entière dans des faits que nous avons sous les yeux sans savoir les lire. Le temps fut ici encore l'agent par excellence. L'homme est arrivé à ce qu'il est par un progrès obscur qui dura des milliers d'années et probablement se consumma sur plusieurs points à la fois. Les zoologistes, qui, selon l'expression de la scolastique, voient tout *in esse*, au lieu de tout voir *in fieri*, nient, je le sais, les modifications séculaires des espèces. Pour eux, chaque type animal, constitué une fois pour toutes, se continue avec une sorte d'inflexibilité à travers les âges. Quoi de moins philosophique ? Rien n'est stable dans la nature : tout y est dans un perpétuel développement. L'échelle sur laquelle a pu être faite l'expérimentation régulière de la fixité des espèces est imperceptible. On s'en réfère à Aristote, aux hypogées de l'Égypte. Admettons que les identités constatées par ces moyens de contrôle soient bien réelles. Qu'est-ce que cela ? Les vraies hypogées à consulter en pareil cas sont les couches géologiques. Or que nous présentent ces couches ? Une vie animale et végétale fort différente de celle qui existe. Et comment s'est fait le passage des faunes et des flores révélées par la géologie à la faune et à la flore actuelles ? Par des coups brusques, par des destructions et des créations nouvelles ? Une telle idée détruit le principe le mieux assis de la philosophie naturelle, à savoir que le développement du monde se fait sans l'intervention d'aucun être extérieur agissant par des « volontés particulières », comme disait Malebranche. La géologie est d'ailleurs entraînée vers de tout autres hypothèses. L'opinion d'après laquelle les causes actuelles continuées durant des siècles suffisent pour expliquer toutes les transformations que notre planète a subies, cette opinion qui est, je crois, celle de M. Lyell, pourra un jour être modifiée (peut-être l'est-elle déjà) ; mais jamais sans doute l'idée de créations par sautes, de changements ne sortant pas naturellement de l'état antérieur, ne viendra à un savant sérieux. Plus on approfondira l'histoire des révolutions physiques et morales qui se sont passées à la surface de notre globe, plus on verra que l'action lente des causes ordinaires rend compte de

tous les phénomènes qu'on expliquait autrefois par des acuses extraordinaires. Un jour viendra où la zoologie sera historique, c'est-à-dire, au lieu de se borner à décrire la faune existante, cherchera à découvrir comment cette faune est arrivée à l'état où nous la voyons. Il se peut que les hypothèses de Darwin à ce sujet soient jugées insuffisantes ou inexactes ; mais sans contredit elles sont dans la voie de la grande explication du monde et de la vraie philosophie.

La période obscure de l'histoire de notre planète durant laquelle l'homme se fit ne nous est donc pas complètement interdite. Les efforts combinés de la géologie et de la zoologie comparées en perceront jusqu'à un certain point le mystère. Ce que la philologie comparée est à l'histoire, l'anthropologie générale le sera à la philologie comparée. Cette dernière science prend l'humanité déjà divisée en familles ; l'anthropologie générale cherchera la loi de sa formation même. La philologie comparée, c'est l'histoire avant la réflexion ; l'anthropologie sera l'histoire avant le langage et avant la constitution des groupes d'idées qui, devenus le patrimoine de chaque race, dominant encore aujourd'hui la marche de l'humanité. La zoologie et la botanique prendront place dans cette science des temps primitifs comme les plus anciens documents de l'histoire de la vie.

L'histoire de notre planète avant l'homme et avant la vie est en un sens moins hors de notre portée, car elle roule sur des faits d'un ordre bien moins délicat. C'est le géologue qui devient ici l'historien et qui, s'aidant de la physique générale, fait le récit des transformations que la Terre a subies depuis le jour où elle exista comme globe indépendant. Dans aucune période assurément ne se passèrent des faits plus décisifs. Aujourd'hui encore, nous sommes gouvernés par des accidents qui eurent lieu bien avant l'existence de l'homme. On peut dire avec vérité que le géologue tient le secret de l'histoire. Quel événement égala jamais en importance les hasards qui ouvrirent le Pas de Calais, le Bosphore, les circonstances purement fortuites (dans le sens tout relatif de ce mot) qui réglèrent la forme



des continents, les sinuosités des mers, la proportion des surfaces émergentes et des surfaces submergées, la nature des sous-sols destinés à chaque race, et qui ont eu une influence si capitale sur la destinée de chacune d'elles ? Que fût-il arrivé si, entre la Méditerranée et les mers du couchant et du nord, ne se fût pas allongée cette terre prédestinée à être le cœur de l'humanité ; si l'Islande et le Groenland, inclinés de quelques degrés vers le sud, eussent livré une route plus anciennement ou plus régulièrement suivie d'un continent à l'autre ? Toute la destinée de la planète Terre est ainsi, je ne dis pas expliquée, mais explicable. Depuis l'heure où elle mérita un nom à part dans le système solaire jusqu'au point où nous la voyons arrivée, il y a certes pour nous d'innombrables lacunes et obscurités ; mais nous saisissons une chaîne suivie, une loi de progrès, une marche du moins, où tout se lie, où chaque moment a sa raison d'être dans le moment antérieur.

Notre science historique s'arrête-t-elle là ? N'avons-nous aucun moyen d'atteindre une période où la planète Terre n'existait pas ? Nous l'avons, puisque l'astronomie nous fait dépasser toute conception planétaire et arrive à un point de vue où la Terre n'est qu'un individu dans un ensemble plus vaste. Par l'astronomie, la science humaine sort de la Terre, embrasse l'univers, arrive à entrevoir comment la Terre s'est formée dans le système solaire ; car indubitablement la planète Terre n'a pas toujours eu son existence distincte ; elle est un membre d'un corps plus étendu ; son individualité a eu un commencement. Le *Système du Monde* de Laplace est l'histoire d'une époque antéterrestre, l'histoire du monde avant la formation de la planète Terre, ou, si l'on aime mieux, de la Terre dans son unité avec le soleil. En réalité, au point où nous sommes parvenus dans notre raisonnement, l'histoire du monde, c'est l'histoire du soleil. Le petit atome, détaché de la grande masse centrale autour de laquelle il gravite, compte à peine. Vous m'avez prouvé d'une façon qui a fait taire mes objections que la vie de notre planète a en réalité sa source dans le soleil, que toute force est une transformation du soleil, que la plante qui alimente nos foyers est du

soleil emmagasiné, que la locomotive marche par l'effet du soleil qui dort depuis des siècles dans les couches souterraines de charbon de terre, que le cheval tire sa force des végétaux, produits eux-mêmes par le soleil, que le reste du travail à la surface de notre planète se réduit à l'élévation de l'eau, phénomène qui est directement l'ouvrage du soleil. Ne parlons donc plus de la planète Terre, c'est un atome ; parlons de ce grand corps situé à une certaine région de l'espace, et autour duquel gravitent de petits satellites détachés de lui. Avant que la religion fût arrivée à proclamer que Dieu doit être mis dans l'absolu et l'idéal, c'est-à-dire hors du monde, un seul culte fut raisonnable et scientifique, ce fut le culte du soleil. Le soleil est notre mère patrie et le dieu particulier de notre planète. L'incalculable série de siècles nécessaires pour traduire en durée les révolutions qui ont tiré toutes les réalités actuelles de la masse solaire n'a rien qui doive nous embarrasser. Les milliards de siècles sont à notre disposition. L'infini de la durée est avant nous, et aucun de ses éléments infinitésimaux n'a été vide de faits. L'horizon borné dans lequel on envisage la nature est la principale cause de l'impossibilité où sont la plupart des esprits de concevoir d'une manière large et féconde l'histoire de l'univers.

Mais le système solaire lui-même est-il éternel ? ne pouvons-nous le dépasser ? Nous le dépassons sans contredit, puisque par l'astronomie sidérale nous apprenons que le système solaire n'est qu'un point dans l'espace, un système entre des milliers de systèmes analogues. Si aucune donnée ne nous reste sur le commencement du soleil, ce commencement néanmoins a dû exister. Les nébuleuses, la voie lactée sont les documents de cette très vieille histoire ; mais, hélas ! d'incurables impossibilités nous arrêtent ici. L'astronomie, arrivée à ces distances, ne fait plus que balbutier et, si nous étions réduits à son témoignage, nous devrions croire que le point le plus élevé de notre connaissance est le soleil. Au delà, nous ne saurions qu'une chose, c'est que le soleil n'est pas seul de son espèce, qu'il y a d'autres soleils, sans doute de même nature et assujettis aux mêmes lois que celui que nous connaissons.

C'est ici que votre chimie intervient avec ses souveraines clartés. Beaucoup de petits faits portaient depuis longtemps à croire que les corps répandus dans l'espace sont de la même composition que ceux qui forment notre globe. Bunsen et d'autres que vous connaissez mieux que moi ont démontré cette vérité capitale : la chimie du soleil est la même que celle de la Terre ; les corps simples du soleil sont les mêmes que ceux de notre planète. La chimie dès lors cesse d'être une science terrestre, comme la géologie ; c'est une science qui domine au moins tout le système solaire, et qui très probablement s'étend au delà. Les expériences de Bunsen s'appliquent-elles dans une mesure quelconque aux étoiles fixes ? Je l'ignore ; mais la haute analogie de ces étoiles avec le soleil fait croire que la chimie comme nous la connaissons s'y applique également. Cela équivaut à dire que la chimie nous révèle des faits antésolaires, qu'elle nous fait atteindre une époque de l'histoire où la distinction des systèmes de mondes n'existait pas au moins dans certaines régions de l'espace. Qu'est-ce que la chimie dans cette conception ? L'histoire de la plus vieille période du monde, l'histoire de la fondation de la molécule. Ne pensez-vous pas que la molécule pourrait bien être, comme toute chose, le fruit du temps, qu'elle est le résultat d'un phénomène très prolongé, d'une agglutination continuée durant des milliards de milliards de siècles ? Quoi qu'il en soit, la chimie précède évidemment l'astronomie, puisqu'elle nous révèle des lois et un développement antérieurs à l'existence individuelle des globes célestes. Par elle, nous plongeons dans un monde où il n'y a ni planète ni soleil ; nous dépassons la période solaire, nous sommes en pleine période moléculaire. Ne pouvons-nous encore remonter au delà ?

C'est vous qui me le fîtes remarquer un jour, la physique mécanique est encore antérieure à la chimie, au moins d'une façon virtuelle. Par elle, nous sommes transportés dans un monde composé d'atomes purs, ou, pour mieux dire, de forces dénuées de toute qualité chimique. La mécanique seule régnait en cet état primitif où tout n'avait qu'un visage, où nulle individualité distincte n'existait.

Y eût-il un âge du monde où la matière exista ainsi sans qualité intrinsèque, sans autre détermination que la quantité de sa masse ? Certes il ne faut pas l'affirmer. Je ne puis cependant m'empêcher de concevoir la gravitation comme quelque chose d'antérieur aux réactions chimiques. La mécanique me semble ainsi la science la plus ancienne par son objet. Son règne fut-il éternel ? La force et la masse ont-elles eu un commencement ? Quel sens a le mot commencement, quand il s'agit de ce que nous concevons comme primordial et sans antécédent ?

C'est ici que notre raison s'abîme, que toute science s'arrête, que les analogies se taisent. Les « antinomies » de Kant se dressent en barrières infranchissables. Comme toutes les fois qu'intervient la notion de l'infini, on entre dans une série sans fin de contradictions et de cercles vicieux. Seraient-ce les mathématiques, serait-ce surtout le calcul infinitésimal, qui nous tiendraient ici le secret ? Sans contredit, les mathématiques, par leurs divers ordres d'infini, nous fournissent la seule image qui jette quelque jour sur cette situation étrange de l'esprit humain, placé entre la nécessité de supposer un commencement à l'univers et l'impossibilité de l'admettre ; mais ce n'est là qu'une image, les mathématiques ne sortant pas du signe, de la formule, ou en d'autres termes n'impliquant aucune réalité. Les mathématiques en effet seraient vraies, quand même rien n'existerait. Elles sont dans l'absolu, dans l'idéal. Or tout l'ordre des phénomènes où nous nous sommes tenus jusqu'ici est dans le réel. Entre l'existence première de l'atome et les mathématiques, il y a un abîme. Les mathématiques ne sont que le développement du principe d'identité, une tautologie d'un secours précieux quand on l'applique à quelque chose de réel, mais incapable de révéler une existence ni un fait. Elles ne fournissent pas de lois de la nature ; mais, en donnant d'admirables formules pour exprimer les transformations de la quantité, elles servent merveilleusement à faire sortir des lois de la nature tout ce que celles-ci contiennent. Elles n'apprennent rien sur le développement de l'être, mais elles montrent dans quelles catégories il était décidé de toute éternités



que l'être existerait, en supposant qu'il dût exister.

J'en dis autant de la métaphysique. J'ai nié autrefois l'existence de la métaphysique comme science à part et progressive ; je ne la nie pas comme ensemble de notions immuables à la façon de la logique. Ces sciences n'apprennent rien, mais elles font bien analyser ce que l'on savait. En tout cas, elles sont totalement hors des faits. Les règles du syllogisme, les axiomes fondamentaux de la raison pure seraient vrais comme les mathématiques, quand même il n'y aurait personne pour les percevoir. Mathématiques pures, logique, métaphysique, autant de sciences de l'éternel, de l'immuable, nullement historiques, nullement expérimentales, n'ayant aucun rapport avec l'existence et les faits. Par elles, nous plongeons dans un monde qui n'a ni commencement, ni fin, ni raison d'exister. Ne nions pas qu'il n'y ait des sciences de l'éternel ; mais mettons-les bien nettement hors de toute réalité. Dans l'ordre de la réalité, ce que nous voyons, c'est un développement échelonné selon le temps, et dans lequel nous distinguons :

1<sup>o</sup> Une période atomique, au moins virtuelle, règne de la mécanique pure, mais contenant déjà le germe de tout ce qui devait suivre ;

2<sup>o</sup> Une période moléculaire, où la chimie commence, où la matière a déjà des groupements distincts ;

3<sup>o</sup> Une période solaire, où la matière est agglomérée dans l'espace en masses colossales, séparées par des distances énormes ;

4<sup>o</sup> Une période planétaire, où dans chacun de ces systèmes se détachent autour de la masse centrale des corps distincts ayant leur développement individuel, et où la planète Terre en particulier commence d'exister ;

5<sup>o</sup> Période du développement individuel de chaque planète, où la planète Terre traverse les évolutions successives que révèle la géologie, où la vie apparaît, où la botanique, la zoologie, la physiologie commencent à avoir un objet ;

6<sup>o</sup> Période de l'humanité inconsciente, qui nous est révélée par la philologie et la mythologie comparées, s'étendant depuis le jour où il y a eu sur la terre des êtres méritant le nom d'hommes jusqu'aux temps historiques ;



7<sup>o</sup> Période historique commençant à poindre en Égypte, et comprenant environ 6 000 ans, dont 3 000 ans seulement avec quelque suite, et 300 ou 400 ans seulement avec une pleine conscience de toute la planète et de toute l'humanité.

En somme, ce qu'on appelle l'histoire est l'histoire de la dernière heure, comme si, pour comprendre l'histoire de France, nous étions réduits à savoir ce qui s'est passé depuis une dizaine d'années. Deux éléments, le temps et la tendance au progrès, expliquent l'univers. *Mens agitat molem... Spiritus intus alit...* Sans ce germe fécond de progrès, le temps reste éternellement stérile. Une sorte de ressort intime, poussant tout à la vie, et à une vie de plus en plus développée, voilà l'hypothèse nécessaire. Les vieilles écoles atomiques, qui trouverent tant de vérités, arrivèrent à l'absurde faute d'avoir compris cela. La « chiquenaude » de Descartes ne suffit pas. Avec cette chiquenaude, on ne sortirait pas de la mécanique, et, à vrai dire, ce grand esprit n'en sortit jamais. Il faut la tendance permanente à être de plus en plus, le besoin de marche et de progrès. Il faut admettre dans l'univers ce qui se remarque dans la plante et l'animal, une force intime qui porte le germe à remplir un cadre tracé d'avance. Il y a une conscience obscure de l'univers qui tend à se faire, un secret ressort qui pousse le possible à exister. L'être m'apparaît ainsi comme un compromis entre des conditions opposées ; comme une équation qui, dans la plupart des hypothèses, donne des solutions négatives ou imaginaires, mais qui, dans certains cas, en donne de réelles ; comme un van qui ne laisse passer que ce qui a droit de vivre, c'est-à-dire ce qui est harmonieux. Mille espèces ont existé ou tendu à exister qui n'existent plus. Les unes n'ont duré qu'un siècle, les autres ont duré cent siècles, parce qu'elles avaient des conditions d'existence plus ou moins étroites (la girafe, le castor, la baleine expirent de nos jours). Les unes se sont brisées tout net, les autres se sont modifiées ; d'autres n'ont eu qu'une existence virtuelle, laquelle, faute de conditions avantageuses, n'a point passé à l'acte. L'univers est de la sorte une lutte immense où la victoire est à ce qui est possible, flexible, pondéré, où tout s'équilibre, se plie, se

balance. L'organe fait le besoin, mais il est aussi le résultat du besoin ; en tout cas, le besoin lui-même qu'est-il, si ce n'est cette conscience divine qui se trahit dans l'instinct de l'animal, dans les tendances innées de l'homme, dans les dictées de la conscience, dans cette harmonie suprême qui fait que le monde est plein de nombre, de poids et de mesure ? Rien n'est que ce qui a sa raison d'être ; mais on peut ajouter que tout ce qui a sa raison d'être a été ou sera.

Ce qu'il y a de certain, c'est que tout développement commencé s'achèvera. Émettre une telle assertion n'est pas plus téméraire que d'affirmer que la graine deviendra un arbre, l'embryon un animal complet. Sans doute on n'a jamais le droit de dire cela pour les cas particuliers : il n'est jamais sûr que telle graine ou tel embryon ne traversera pas des chances mauvaises, qui arrêteront son développement ; mais ces chances mauvaises se perdent dans l'ensemble. D'innombrables germes de fleurs périssent chaque année ; nous savons cependant qu'il y aura des fleurs le printemps prochain. Or nous saisissons plusieurs phases d'un développement qui se continue depuis des milliards de siècles avec une loi fort déterminée. Cette loi est le progrès, qui a fait passer le monde du règne de la mécanique à celui de la chimie, de l'état atomique et moléculaire à l'état solaire, si j'ose le dire, c'est-à-dire à l'état de masses isolées dans l'espace ; qui a tiré de la masse solaire des existences planétaires séparées d'elle, quoique toujours dans son intime dépendance ; qui dans chaque planète, au moins dans la nôtre, a produit un développement régulier : l'apparition de la vie, le perfectionnement successif de cette vie, — l'apparition, le progrès de la conscience, d'abord obscure et enveloppée, vers quelque chose de plus en plus libre et clair, — la formation lente de l'humanité, — le développement de l'humanité, d'abord inconsciente dans les mythes et le langage, puis consciente dans l'histoire proprement dite, — et cette histoire elle-même toujours plus une, plus puissante, plus étendue. Le progrès vers la conscience est la loi la plus générale du monde. La plus haute chose que nous connaissions dans l'ordre de

l'existence (c'est-à-dire hors de l'absolu et de l'idéal), c'est l'humanité. Certes nous ne pouvons nier qu'il n'y ait dans d'autres corps célestes des consciences bien plus avancées que celles de l'humanité ; mais nous n'en avons nulle connaissance. Il y a plus : nous pouvons affirmer qu'aucune de ces consciences, dont l'existence est plus que probable, n'est arrivée à un degré immensément supérieur à celui que l'homme a pu atteindre. Ce qui constituerait en effet une colossale supériorité pour une conscience intelligente, ce serait d'avoir franchi autrement que par l'induction scientifique les limites de sa planète, d'avoir étendu son action au delà du corps céleste où elle serait née. Or rien de semblable n'a lieu dans le système solaire. Toutes les *humanités* que ce système peut renfermer son emprisonnées dans leur limite astronomique, et aucune d'elles n'en sait assez pour agir sur les autres corps du système. Nous ne pouvons en dire autant des autres systèmes solaires ; mais certainement aucun être ou classe d'êtres intelligents, sur un point quelconque de l'univers visible, n'est arrivé à une totale action sur la matière, ni à se mettre en rapport avec les êtres vivant sur d'autres corps. Jamais un fait n'a été observé qui exige une telle hypothèse. En dehors de l'homme, on n'a jamais constaté un seul acte libre intervenant dans le courant des choses pour leur faire prendre un cours différent de celui qu'elles eussent pris sans cela.

De la longue histoire que nous connaissons, pouvons-nous tirer quelque induction sur l'avenir ? L'infini du temps sera après nous comme il a été avant nous, et dans des milliards de siècles l'univers différera de ce qu'il est aujourd'hui, autant que le monde d'aujourd'hui diffère du temps où ni terre ni soleil n'existaient. L'humanité a commencé, l'humanité finira. La planète Terre a commencé, la planète Terre finira. Le système solaire a commencé, le système solaire finira. Seulement ni l'être ni la conscience ne finiront. Il y aura quelque chose qui sera à la conscience actuelle ce que la conscience actuelle est à l'atome. Et d'abord l'humanité, avant d'avoir épuisé sa planète et subi d'une façon fatale l'effet du refroidissement du soleil, peut compter sur plusieurs milliers de siècles. Que sera le

monde quand un million de fois se sera reproduit ce qui s'est passé depuis 1763, quand la chimie, au lieu de quatre-vingts ans de progrès, en aura cent millions ? Tout essai pour imaginer un tel avenir est ridicule et stérile. Cet avenir sera cependant. Qui sait si l'homme ou tout autre être intelligent n'arrivera pas à connaître le dernier mot de la matière, la loi de la vie, la loi de l'atome ? Qui sait si, étant maître du secret de la matière, un chimiste prédestiné ne transformera pas toute chose ? Qui sait si, maître du secret de la vie, un biologiste omniscient n'en modifiera pas les conditions, si un jour les espèces naturelles ne passeront pas pour des restes d'un monde vieilli, incommode, dont on gardera curieusement les restes dans des musées ? Qui sait, en un mot, si la science infinie n'amènera pas le pouvoir infini, selon le beau mot baconien : « Savoir, c'est pouvoir » ? L'être en possession d'une telle science et d'un tel pouvoir sera vraiment maître de l'univers. L'espace n'existant plus pour lui, il franchira les limites de sa planète. Un seul pouvoir gouvernera réellement le monde, ce sera la science, ce sera l'esprit.

Dieu alors sera complet, si l'on fait du mot Dieu le synonyme de la totale existence. En ce sens, Dieu sera plutôt qu'il n'est : il est *in fieri*, il est en voie de se faire. Mais s'arrêter là serait une théologie fort incomplète. Dieu est plus que la totale existence ; il est en même temps l'absolu. Il est l'ordre où les mathématiques, la métaphysique, la logique sont vraies ; il est le lieu de l'idéal, le principe vivant du bien, du beau et du vrai. Envisagé de la sorte, Dieu est pleinement et sans réserve ; il est éternel et immuable, sans progrès ni *devenir*.

Ce triomphe de l'esprit, ce vrai royaume de Dieu, ce retour au modèle idéal me semblent la fin suprême du monde. C'est l'humanité qui, à notre connaissance, est le principal instrument de cette œuvre sacrée. L'animal le plus humble, le dernier zoophyte, est à sa manière déjà un commencement de connaissance de la nature par elle-même, un retour obscur vers l'unité ; mais l'humanité, par la faculté qu'elle a de capitaliser les découvertes, par le privilège qu'à chaque génération de partir du point où



la précédente s'est arrêtée pour passer à de nouveaux progrès, est marquée pour une plus haute destinée. Le règne de l'esprit est l'œuvre propre de l'humanité. En supposant que ce ne soit pas elle qui atteigne le but, elle aura marqué dans la série des efforts pour l'atteindre. Alors nous règnerons, nous tous hommes de l'idée. Nous serons cendres depuis des milliards d'années, les quelques molécules qui font la matière de notre être seront désagrégées et passées à d'incalculables transformations ; mais nous *ressusciterons* dans le monde que nous aurons contribué à faire. Notre œuvre triomphera. Le sens moral alors se trouvera avoir eu raison ; la foi, qui croit contre l'apparence, sera justifiée : c'est elle qui aura bien deviné ; la religion se trouvera vraie. La vertu alors s'expliquera. On comprendra le but et la signification de cet instinct étrange qui poussait l'homme, sans nulle arrière-pensée d'intérêt, sans espoir de récompense (la vraie vertu est à cette condition), au renoncement, au sacrifice. La croyance à un Dieu père sera justifiée. Notre petite découverte, notre effort pour faire régner le bien et le vrai sera une pierre cachée dans les fondements du temple éternel ; nous n'en aurons pas moins contribué à l'œuvre divine. Notre vie aura été une portion de la vie infinie ; nous y aurons notre place marquée pour l'éternité.

De qui est donc cette phrase qu'un bienveillant anonyme m'adressait il y a quelques jours : « Dieu est immanent dans l'ensemble de l'univers, et dans chacun des êtres qui le composent. Seulement il ne se connaît pas également dans tous. Il se connaît plus dans la plante que dans le rocher, dans l'animal que dans la plante, dans l'homme que dans l'animal, dans l'homme intelligent que dans l'homme borné, dans l'homme de génie que dans l'homme intelligent, dans Socrate que dans l'homme de génie, dans Bouddha que dans Socrate, dans le Christ que dans Bouddha. » Voilà la thèse fondamentale de toute notre théologie. Si c'est bien là ce qu'a voulu dire Hegel, soyons hégéliens.

Je sais que les idées que notre philosophie tout expérimentale se fait de la conscience semblent peu d'accord avec ces aspirations. La conscience en effet est pour nous une



résultante : or la résultante disparaît avec l'organisme d'où elle sort ; l'effet s'en va avec la cause ; le cerveau se décomposant, la conscience devrait donc disparaître. Mais l'âme, la personne doivent être conçues comme choses distinctes de la conscience. La conscience a un lien étroit avec l'espace, non qu'elle réside en un point donné, mais parce qu'elle s'exerce dans des limites déterminées. L'âme, au contraire, la personnalité de chacun, n'est nulle part, puisque l'homme agit souvent plus fortement à mille lieues que dans le canton qu'il habite. L'âme est où elle agit, où elle aime. Dieu étant l'idéal, objet de tout amour, Dieu est donc essentiellement le lieu des âmes. La place de l'homme en Dieu, l'opinion que la justice absolue a de lui, le rang qu'il tient dans le seul vrai monde, qui est le monde selon Dieu, sa part en un mot de la conscience générale, voilà son être véritable. Cet être moral de chacun de nous est si bien notre *moi* intime que les grands hommes y sacrifient leur vie selon la chair, abrégeant leurs jours et au besoin endurant la mort pour leur vraie vie, qui est leur rôle dans l'humanité.

A ce point de vue, qui est plus vivant, à l'heure présente, que Jésus ? Jésus n'existe-t-il pas mille fois plus, n'est-il pas mille fois plus aimé de nos jours qu'au moment où il parcourait la Galilée ? Il ne s'agit nullement ici de la réputation, de la gloire, qui, sans être une vanité, est souvent une criante injustice. Plusieurs des hommes qui tiennent le premier rang dans l'humanité sont et resteront oubliés. « Ils vivent pour Dieu » : ζῶσι τῷ θεῷ, comme dit l'auteur du traité *De rationis imperio*, un admirable traité écrit par un compatriote et un contemporain de Jésus. Les plus grands saints sont les saints inconnus, et Dieu garde le secret des plus hauts mérites qui aient ennobli un être moral. Des hommes parfaitement ignorés de la foule exercent en réalité dans le monde une plus grande influence que les hommes dont la réputation est la plus bruyante. C'est en Dieu que l'homme est immortel. Les catégories de temps et d'espace étant effacées dans l'absolu, ce qui existe pour l'absolu est aussi bien ce qui a été que ce qui sera. En Dieu vivent de la sorte toutes les âmes qui ont vécu. Pourquoi le règne

de l'esprit, fin de l'univers, ne serait-il pas ainsi la résurrection de toutes les consciences ? L'esprit sera tout-puissant, l'idée sera toute réalité : que signifie ce langage, si ce n'est qu'en l'idée tout revivra ? La manière dont ces choses s'accompliront ne peut que nous échapper, car, je le répète, dans un milliard de siècles l'état du monde sera peut-être aussi différent de l'état présent que l'atome mécanique l'est d'une pensée ou d'un sentiment.

Ce que nous pouvons affirmer toutefois, c'est que la résurrection finale se fera par la science ; par la science, dis-je, soit de l'homme, soit de tout autre être intelligent. La réforme scientifique de l'univers est l'œuvre à peine commencée qui est dévolue à la raison. Mille fois cette tentative sera traitée d'attentat, mille fois l'esprit conservateur s'écriera qu'on fait un outrage à Dieu en touchant à son œuvre ; mais le progrès de la conscience est une chose fatale. Mettons que notre planète soit condamnée à n'atteindre que des résultats médiocres, que la routine, sous prétexte de conserver les dogmes dont elle a besoin, étouffe l'esprit scientifique et amène l'annulation de l'humanité pour les grandes choses : que serait une telle perte dans l'ensemble de l'univers ? La même que celle d'un grain de blé qui, dans les plaines de la Beauce, tombe sur un caillou, ou d'un germe de vie qui, dans la nuit mystérieuse de la génération, ne trouve pas les conditions favorables à son développement.

Adieu, cherchons toujours.

## LA SCIENCE IDÉALE ET LA SCIENCE POSITIVE

RÉPONSE DE M. BERTHELOT

VOTRE exposition du système ou plutôt de l'histoire du monde, telle que vous l'entendez, a dû exciter, j'en suis sûr, l'étonnement de bien des gens. Les uns n'admettent point qu'il soit permis de traiter de pareilles questions, parce qu'ils ont à priori des solutions complètes sur l'origine et sur la fin de toutes choses. Les autres, au contraire, ne conçoivent même pas que l'on puisse les aborder à aucun point de vue d'une manière sérieuse et parvenir à des solutions qui aient le moindre degré de probabilité. Ils rejettent tout à fait les expositions de ce genre et les regardent comme étrangères au domaine scientifique. En fait, la légitimité et surtout la certitude de semblables conceptions peuvent toujours être controversées, parce que les données positives d'un ordre général et impersonnel et les aperçus poétiques d'un ordre particulier et individuel concourent à en former la trame.

C'est des premières données que les systèmes de cette nature tirent leur force, ou plutôt leur degré de vraisemblance ; c'est par les autres qu'ils prêtent le flanc et sont exposés à être traités de pures chimères. Mais, si l'on n'accepte le mélange de ces deux éléments, tout système régulier, toute conception d'ensemble de la nature est impossible. Et cependant l'esprit humain est porté par une impérieuse nécessité à affirmer le dernier mot des choses, ou tout au moins à le chercher ! C'est cette nécessité qui rend légitimes de semblables tentatives ; mais à la condition de leur assigner leur vrai caractère, c'est-à-dire de montrer

explicitement quelles sont les données positives sur lesquelles on s'appuie, et quelles sont les données hypothétiques que l'on a introduites pour rendre la construction possible. En un mot, il faut bien marquer que l'on procède ici par une tout autre méthode que celle de la vieille métaphysique, et que les solutions auxquelles on arrive, loin d'être les plus certaines dans l'ordre de la connaissance, et celles dont on déduit à priori tout le reste par voie de syllogisme sont, au contraire, les plus flottantes. Bref, dans les tentatives qui appartiennent à ce que j'appellerai la science idéale, qu'il s'agisse du monde physique ou du monde moral, il n'y a de probabilité qu'à la condition de s'appuyer sur les mêmes méthodes qui font la force et la certitude de la science positive.

## I

La science positive ne poursuit ni les causes premières ni la fin des choses ; mais elle procède en établissant des faits et en les rattachant les uns aux autres par des relations immédiates. C'est la chaîne de ces relations, chaque jour étendue plus loin par les efforts de l'intelligence humaine, qui constitue la science positive. Il est facile de montrer dans quelques exemples comment, en partant des faits les plus vulgaires, de ceux qui font l'objet de l'observation journalière, la science s'élève, par une suite de *pourquoi* sans cesse résolus et sans cesse renaissants, jusqu'aux notions générales qui représentent l'explication commune d'un nombre immense de phénomènes.

Commençons par des notions empruntées à l'ordre physique. Pourquoi une torche, une lampe éclairent-elles ? Voilà une question bien simple, qui s'est présentée de tout temps à la curiosité humaine. Nous pouvons répondre aujourd'hui : parce que la torche, en brûlant, dégage des gaz mêlés de particules solides de charbon et portés à une température très élevée. — Cette réponse n'est pas arbitraire, ou fondée sur le raisonnement ; elle résulte d'un examen direct du phénomène. En effet, les gaz concourent

à former cette colonne brûlante qui s'échappe de la cheminée des lampes ; la chimie peut les recueillir et les analyser dans ses appareils. Le charbon se déposera si l'on introduit dans la flamme un corps froid. Quant à la haute température des gaz, elle est manifeste, et elle peut être mesurée avec les instruments des physiciens. — Voilà donc la lumière de la torche expliquée, c'est-à-dire rapportée à ses causes prochaines.

Mais aussitôt s'élèvent de nouvelles questions. Pourquoi la torche dégage-t-elle des gaz ? pourquoi ces gaz renferment-ils du charbon en suspension ? pourquoi sont-ils portés à une température élevée ? — On y répond en soumettant ces faits à une observation plus approfondie. La torche renferme du charbon et de l'hydrogène, tous deux éléments combustibles. Ce sont là des faits observables : le charbon peut être isolé en chauffant très fortement la matière de la torche ; l'hydrogène fait partie de l'eau qui se produit lorsqu'on brûle la torche. Ces deux éléments combustibles de la torche enflammée s'unissent avec un des éléments de l'air, l'oxygène ; ce qui est un nouveau fait établi par l'analyse des gaz dégagés. Or cette union des éléments de la torche, charbon et hydrogène, avec un élément de l'air, l'oxygène, produit, comme le prouve l'expérience faite sur les éléments isolés, une très grande quantité de chaleur. Nous avons donc expliqué l'élévation de la température. En même temps nous expliquons pourquoi la torche dégage des gaz. C'est surtout parce que ses éléments unis à l'oxygène produisent : l'un (le charbon) de l'acide carbonique, naturellement gazeux ; l'autre (l'hydrogène) de l'eau, qui à cette haute température se réduit en vapeur, c'est-à-dire en gaz. — Enfin le charbon pulvérent et suspendu dans la flamme, à laquelle il donne son éclat, se produit parce que l'hydrogène, plus combustible que le charbon, brûle le premier aux dépens de l'oxygène ; tandis que le charbon mis à nu arrive à l'état solide jusqu'à la surface extérieure de la flamme : selon qu'il y brûle plus ou moins complètement, la flamme est éclairante ou fuligineuse. — Voilà donc la série de nos seconds *pourquoi* résolue, expliquée, c'est-à-dire ramenée par



l'observation des faits à des notions d'un ordre plus général.

Ces notions se réduisent en définitive à ceci : la combinaison avec l'oxygène des éléments de la torche, c'est-à-dire du carbone et de l'hydrogène, produit de la chaleur. — Elles sont plus générales que le fait particulier dont nous sommes partis. En effet, elles expliquent non seulement pourquoi la torche est lumineuse, mais aussi pourquoi la combustion du bois, de la houille, de l'huile, de l'esprit-de-vin, du gaz d'éclairage, etc., produit de la lumière. L'observation de ces effets divers prouve qu'ils dérivent d'une même cause prochaine. Presque tous les phénomènes de lumière et de chaleur que nous produisons dans la vie commune s'expliquent de la même manière. On voit ici comment la science positive s'élève à des vérités générales par l'étude individuelle des phénomènes. Toutefois, avant d'insister sur le caractère de sa méthode, poursuivons-en les applications jusqu'à des vérités d'un ordre plus élevé.

Pourquoi le charbon, l'hydrogène, en se combinant avec l'oxygène, produisent-ils de la chaleur ? Telle est la question qui se présente maintenant à nous. L'expérience des chimistes a répondu que c'est là un cas particulier d'une loi générale, en vertu de laquelle toute combinaison chimique dégage de la chaleur. Le soufre de l'allumette qui brûle, c'est-à-dire qui s'unit à l'oxygène, le phosphore qui se combine à ce même oxygène avec une lueur éblouissante, les brins de fer détachés des pieds des chevaux qui brûlent en étincelles, le zinc qui produit cette lumière bleuâtre et aveuglante des feux d'artifice fournissent de nouveaux exemples, connus de tout le monde et propres à démontrer cette loi générale. Elle embrasse des milliers de phénomènes qui se développent chaque jour devant nos yeux. La chaleur de nos foyers et de nos calorifères, celle qui fait marcher les machines à vapeur, aussi bien que celle qui maintient la vie et l'activité des animaux, sont produites, l'expérience le prouve, par la combinaison des éléments. Nous voici donc arrivés à l'une des notions fondamentales de la chimie, à l'une des causes qui produisent les effets les plus nombreux et les plus importants dans l'univers.

Nous ne sommes cependant pas encore au bout de nos

*pourquoi.* Derrière chaque problème résolu, l'esprit humain soulève aussitôt un problème nouveau et plus étendu. Pourquoi la combinaison chimique dégage-t-elle de la chaleur ? Voilà ce que l'on se demande maintenant. Or les expériences les plus récentes tendent à établir que la réponse doit être tirée des faits qui réduisent la chaleur à des explications purement mécaniques. La chaleur paraît n'être autre chose qu'un mouvement spécial des dernières particules des corps ; en effet, ce mouvement peut être transformé à volonté et d'une manière équivalente dans les travaux ordinaires, produits par l'action de la pesanteur et des agents mécaniques proprement dits. Telle est précisément l'origine du travail des machines à vapeur. Or, dans l'acte de la combinaison chimique, les particules des corps changent de distance et de position relatives : d'où résulte un travail qui se traduit par un dégagement de chaleur. C'est en vertu d'un effet analogue, mais plus palpable, que le fer frappé par le marteau s'échauffe, le rapprochement des particules du fer et le genre de mouvement qu'elles ont pris donnant lieu à cette même transformation équivalente d'un phénomène mécanique en un phénomène calorifique. Tout dégagement de chaleur produit, soit par une action chimique, soit par une action de toute autre nature, devient ainsi un cas particulier de la mécanique. La physique et la chimie se ramènent dès lors à la mécanique, non en vertu d'aperçus obscurs et incertains, non à la suite de raisonnements *a priori*, mais au moyen de notions indubitables, toujours fondées sur l'observation et sur l'expérience, et qui tendent à établir, par l'étude directe des transformations réciproques des forces naturelles, leur identité fondamentale.

Pour atteindre à de si grands résultats, pour enchaîner une telle multitude de phénomènes par les liens d'une même loi générale et conforme à la nature des choses, l'esprit humain a suivi une méthode simple et invariable. Il a constaté les faits par l'observation et par l'expérience ; il les a comparés, et il en a tiré des relations, c'est-à-dire des faits plus généraux, qui ont été à leur tour, et c'est là leur seule garantie de réalité, vérifiés par l'observation et par l'expé-

rience. Une généralisation progressive, déduite des faits antérieurs et vérifiée sans cesse par de nouvelles observations, conduit ainsi notre connaissance depuis les phénomènes vulgaires et particuliers jusqu'aux lois naturelles les plus abstraites et les plus étendues. Mais, dans la construction de cette pyramide de la science, toutes les assises, de la base au sommet, reposent sur l'observation et sur l'expérience. C'est un des principes de la science positive qu'aucune réalité ne peut être établie par le raisonnement. Le monde ne saurait être deviné. Toutes les fois que nous raisonnons sur des existences, les prémisses doivent être tirées de l'expérience et non de notre propre conception ; de plus, la conclusion que l'on tire de telles prémisses n'est que probable et jamais certaine : elle ne devient certaine que si elle est trouvée, à l'aide d'une observation directe, conforme à la réalité.

Tel est le principe solide sur lequel reposent les sciences modernes, l'origine de tous leurs développements véritables, le fil conducteur de toutes les découvertes si rapidement accumulées depuis le commencement du *xvii<sup>e</sup>* siècle dans tous les ordres de la connaissance humaine.

Cette méthode est tard venue dans le monde ; son triomphe, sinon sa naissance, est l'œuvre des temps modernes. L'esprit humain d'abord avait procédé autrement. Lorsqu'il osa pour la première fois s'abandonner à lui-même, il chercha à deviner le monde et à le construire, au lieu de l'observer. C'est par la méditation poursuivie pendant des années, par la concentration incessante de leur intelligence, que les sages indiens s'efforçaient d'arriver à la conception souveraine des choses, et par suite à la domination sur la nature. Les Grecs n'eurent pas moins de confiance dans la puissance de la spéculation, comme en témoignent l'histoire des philosophes de la grande Grèce et celle des néoplatoniciens. Le rapide progrès des sciences mathématiques entretenait cette illusion. À l'aide de quelques axiomes tirés soit de l'esprit humain, soit de l'observation, et en procédant uniquement par voie de raisonnement, la géométrie avait commencé, dès le temps des Grecs, à élever ce merveilleux édifice, qui a subsisté et

subsistera toujours sans aucun changement essentiel. La logique règne ici en souveraine, mais c'est dans le monde des abstractions. Les déductions mathématiques ne sont certaines que dans leur ordre même ; elles n'ont aucune existence effective en dehors de la logique. Si on les applique à l'ordre des réalités, où elles constituent un instrument puissant, elles tombent aussitôt sous la condition commune, c'est-à-dire que les prémisses doivent être tirées de l'observation, et que la conclusion doit être contrôlée par cette même observation. Mais le vrai caractère de ces applications ne fut pas reconnu d'abord, et l'on a cru en général, jusque dans les temps modernes, pouvoir construire le système du monde par voie de déduction et à l'image de la géométrie.

Au commencement du *xvi<sup>e</sup>* siècle, le changement de méthode s'opère d'une manière décisive dans les travaux de Galilée et des académiciens de Florence. Ce sont les véritables ancêtres de la science positive : ils ont posé les premières assises de l'édifice qui depuis n'a pas cessé de s'élever. Le *xviii<sup>e</sup>* siècle a vu le triomphe de la nouvelle méthode : des sciences physiques, où elle était d'abord renfermée, il l'a transportée dans les sciences politiques, économiques, et jusque dans le monde moral. Diriger la société conformément aux principes de la science et de la raison, tel a été le but final du *xviii<sup>e</sup>* siècle. L'organisation primitive de l'Institut est là pour en témoigner. Mais l'application de la science aux choses morales réclame une attention particulière ; car cette extension universelle de la méthode positive est décisive dans l'histoire de l'humanité.

Jusqu'ici j'ai parlé surtout des sciences physiques, et j'ai dit que l'on ne saurait arriver à la connaissance des choses autrement que par l'observation directe. Cela est vrai pour le monde des êtres vivants, comme pour celui des êtres inorganiques ; pour le monde moral, comme pour le monde physique.

Dans l'ordre moral, comme dans l'ordre matériel, il s'agit d'abord d'établir les faits et de les contrôler par l'observation, puis de les enchaîner en s'appuyant sans cesse sur cette même observation. Tout raisonnement qui



tend à les déduire à priori de quelque axiome abstrait est chimérique ; tout raisonnement qui tend à opposer les unes aux autres des vérités de fait, et à en détruire quelques-unes, en vertu du principe logique de contradiction, est également chimérique. C'est l'observation des phénomènes du monde moral, révélés soit par la psychologie, soit par l'histoire et l'économie politique ; c'est l'étude de leurs relations, graduellement généralisées et incessamment vérifiées, qui servent de fondement à la connaissance scientifique de la nature humaine. La méthode qui résout chaque jour les problèmes du monde matériel et industriel est la seule qui puisse résoudre et qui résoudra tôt ou tard les problèmes fondamentaux relatifs à l'organisation des sociétés.

C'est en établissant les vérités morales sur le fondement solide de la raison pratique que Kant leur a donné, à la fin du siècle dernier, leur base véritable et leurs assises définitives. Le sentiment du bien et du mal est un fait primordial de la nature humaine ; il s'impose à nous en dehors de tout raisonnement, de toute croyance dogmatique, de toute idée de peine ou de récompense. La notion du devoir, c'est-à-dire la règle de la vie pratique, est par là reconnue comme un fait primitif, en dehors et au-dessus de toute discussion. Elle ne peut plus désormais être compromise par l'écroulement des hypothèses métaphysiques auxquelles on l'a si longtemps rattachée.

Il en est de même de la liberté, sans laquelle le devoir ne serait qu'un mot vide de sens. La discussion abstraite si longtemps agitée entre le fatalisme et la liberté n'a plus de raison d'être. L'homme sent qu'il est libre : c'est un fait qu'aucun raisonnement ne saurait ébranler. Voilà quelques-unes des conquêtes capitales de la science moderne.

Ainsi la science positive a conquis peu à peu dans l'humanité une autorité fondée non sur le raisonnement abstrait, mais sur la conformité nécessaire de ses résultats avec la nature même des choses. L'enfant se plaît dans le rêve, et il en est de même des peuples qui commencent ; mais rien ne sert de rêver, si ce n'est à se faire illusion à soi-même. Aussi tout homme préparé par une éducation suffi-



sante accepte-t-il d'abord les résultats de la science positive comme la seule mesure de la certitude. Ces résultats sont aujourd'hui devenus si nombreux que, dans l'ordre des connaissances positives, l'homme le plus ordinaire, pourvu d'une instruction moyenne, a une science infiniment plus étendue et plus profonde que les plus grands hommes de l'antiquité et du moyen âge.

Les anciennes opinions, nées trop souvent de l'ignorance et de la fantaisie, disparaissent peu à peu pour faire place à des convictions nouvelles, fondées sur l'observation de la nature, j'entends de la nature morale aussi bien que de la nature physique. Les premières opinions avaient sans cesse varié, parce qu'elles étaient arbitraires ; les nouvelles subsisteront, parce que la réalité en devient de plus en plus manifeste, à mesure qu'elles trouvent leur application dans la société humaine, depuis l'ordre matériel et industriel jusqu'à l'ordre moral et intellectuel le plus élevé. La puissance qu'elles donnent à l'homme sur le monde et sur l'homme lui-même est leur plus solide garantie. Quiconque a goûté de ce fruit ne saurait plus s'en détacher. Tous les esprits réfléchis sont ainsi gagnés sans retour, à mesure que s'efface la trace des vieux préjugés, et il se constitue dans les régions les plus hautes de l'humanité un ensemble de convictions qui ne seront plus jamais renversées.

## II

J'ai dit ce qu'était la science positive, son objet, sa méthode, sa certitude ; je vais maintenant parler de la science idéale. Commençons par son objet.

La science positive n'embrasse qu'une partie du domaine de la connaissance, telle que l'humanité l'a poursuivie jusqu'à présent. Elle assemble les faits observés et construit la chaîne de leurs relations ; mais cette chaîne n'a ni commencement ni fin, je ne dis pas certains, mais même entrevus. La recherche de l'origine et celle de la fin des choses échappent à la science positive. Jamais elle n'aborde les relations du fini avec l'infini. Cette impuissance doit-

elle être regardée comme inhérente à l'intelligence humaine ? Faut-il, avec une école qui compte en France et ailleurs d'illustres partisans, faut-il regarder comme vaine toute curiosité qui s'étend au delà des relations immédiates entre les phénomènes ? Faut-il rejeter parmi les stériles discussions de la scolastique tous les autres problèmes, parce que la solution de ces problèmes ne comporte ni la même clarté, ni la même certitude ?

La réponse doit être cherchée dans l'histoire de l'esprit humain : c'est la seule manière de rester fidèle à la méthode elle-même. Or la science des relations directement observables ne répond pas complètement et n'a jamais répondu aux besoins de l'humanité. En deçà comme au delà de la chaîne scientifique, l'esprit humain conçoit sans cesse de nouveaux anneaux ; là où il ignore, il est conduit par une force invincible à construire et à imaginer, jusqu'à ce qu'il soit remonté aux causes premières. Derrière le nuage qui enveloppe toute fin et toute origine, il sent qu'il y a des réalités qui s'imposent à lui, et qu'il est forcé de concevoir idéalement, s'il ne peut les connaître. Il sent que là résident les problèmes fondamentaux de sa destinée. Ces réalités cachées, ces causes premières, l'esprit humain les rattache d'une manière fatale aux faits scientifiques, et, réunissant le tout, il en forme un ensemble, un système embrassant l'universalité des choses matérielles et morales.

Ce procédé de l'esprit humain représente donc un fait d'observation, prouvé par l'étude de chaque époque, de chaque peuple, de chaque individu ; il n'est pas permis de refuser de l'apercevoir. C'est ici un fait comme tant d'autres : son existence nécessaire dispense d'en discuter la légitimité. Il se passe dans l'ordre intellectuel et moral quelque chose d'analogue à ce qui existe dans l'ordre politique. L'existence actuelle d'un gouvernement idéal et absolument parfait a toujours été à bon droit regardée comme chimérique ; et cependant jamais un peuple n'a pu subsister un seul moment sans un système gouvernemental plus ou moins imparfait. De même, dans l'ordre de l'intelligence, la connaissance rigoureuse de l'ensemble des choses est inaccessible à l'esprit humain, et cependant chaque

homme est forcé de se construire ou d'accepter tout fait un système complet, embrassant sa destinée et celle de l'univers.

Comment ce système doit-il être construit ? C'est la question de la méthode dans la science idéale. Nous allons rappeler quel procédé scientifique les hommes ont en général suivi jusqu'ici dans cette construction ; puis nous dirons quelle est, à notre avis, la méthode qui résulte de l'état intellectuel présent et du développement acquis par les sciences positives.

Interrogeons les premiers philosophes : « Thalès regarde l'eau comme premier principe (1). Anaximène et Diogène établissent que l'air est antérieur à l'eau et qu'il est le principe des corps simples. Hippase de Métaponte et Héraclite d'Éphèse admettent que le feu est le premier principe. Empédocle reconnaît quatre éléments, ajoutant la terre aux trois que nous avons nommés. Anaxagore de Clazomènes prétend que le nombre des principes est infini. Presque toutes les choses formées de parties semblables ne sont sujettes à d'autre production, à d'autre destruction que l'agrégation ou la séparation ; en d'autres termes, elles ne naissent ni ne périssent, elles subsistent éternellement (2). »

La plupart de ces systèmes ne sont pas fondés seulement sur la considération de la matière, mais ils recourent en même temps à des notions morales et intellectuelles. Parménide invoque comme principe « l'Amour, le plus ancien des dieux » ; Empédocle introduit « l'Amitié et la Discorde », causes opposées des effets contraires, c'est-à-dire du bien et du mal, de l'ordre et du désordre, qui se trouvent dans la nature. Anaxagore recourt à « l'Intelligence » pour expliquer l'ordre universel, tout en préférant d'ordinaire rendre raison des phénomènes par « des airs, des éthers, des eaux et beaucoup d'autres choses déplacées au jugement de Platon (3) ».

(1) Aristote, *Métaphysique*, traduction de MM. Pierron et Zévort, livre I, tome I, p. 14 ss.

(2) C'est à peu près la doctrine des corps simples de la chimie moderne.

(3) *Phédon*, XCVII.

Voici maintenant le monde expliqué par des considérations purement logiques. « Du temps de ces philosophes et avant eux (1), ceux qu'on nomme pythagoriciens s'appliquèrent d'abord aux mathématiques. Nourris dans cette étude, ils pensèrent que les principes des mathématiques étaient les principes de tous les êtres. Les nombres sont de leur nature antérieurs aux idées, et les pythagoriciens croyaient apercevoir dans les nombres, plutôt que dans le feu, la terre et l'eau, une foule d'analogies avec ce qui est et ce qui se produit. Telle combinaison des nombres leur semblait la justice, telle autre l'âme et l'intelligence. » C'est pourquoi « ils pensèrent que les nombres sont les éléments de tous les êtres. »

Mais je ne veux pas retracer ici l'histoire de la métaphysique. Il me suffira d'avoir montré par quelques exemples comment elle a procédé à l'origine. Le vrai caractère de sa méthode se manifeste sans déguisement dans ces premiers essais naïfs, où chaque philosophe, frappé vivement par un phénomène physique ou moral, le généralise, en tire par voie de raisonnement une construction complète et l'explication de l'univers. Depuis lors jusqu'aux temps modernes, quels qu'aient été l'art et la profondeur de ses constructions systématiques, la métaphysique n'a guère changé de procédé. Elle pose un ou plusieurs axiomes, empruntés soit au sens intime, soit à la perception extérieure ; puis elle opère par voie rationnelle et conformément aux règles de la logique. Elle poursuit la série de ses déductions, jusqu'à ce qu'elle ait constitué le système complet du monde ; car, comme dit Aristote, « le philosophe qui possède parfaitement la science du général a nécessairement la science de toutes choses... Ce qu'il y a de plus scientifique, ce sont les principes et les causes. C'est par leur moyen que nous connaissons les autres choses ; tandis qu'eux, ce n'est pas par les autres choses que nous les connaissons (2). »

(1) Aristote, *Métaphysique*, traduction de MM. Pierron et Zévort, livre I, p. 23.

(2) *Ibid.* livre I. Le texte est plus énergique : Διὰ γὰρ ταῦτα καὶ ἐκ τούτων πάντα γινώσκειται, ἀλλ' οὐ ταῦτα διὰ τῶν υποκειμένων.

Le triomphe de cette méthode est dans l'érection des grandes machines scolastiques du moyen âge, où le syllogisme, partant de certains axiomes imposés dogmatiquement et au-dessus de toute discussion, règne ensuite en maître de la base au sommet. Jusque dans les temps modernes, Descartes, qui renverse l'ancien édifice de l'autorité philosophique, demeure fidèle à la méthode déductive : « J'ai remarqué, dit-il (1), certaines lois que Dieu a tellement établies dans la nature, et dont il a imprimé de telles notions en nos âmes, qu'après y avoir fait assez de réflexions nous ne saurions douter qu'elles ne soient exactement observées en tout ce qui est ou qui se fait dans le monde. » Et plus loin (2) : « Mais l'ordre que j'ai tenu en ceci a été tel. Premièrement, j'ai tâché de trouver en général les principes ou premières causes de tout ce qui est ou qui peut être dans le monde, sans rien considérer pour cet effet que Dieu seul qui l'a créé, ni les tirer d'ailleurs que de certaines semences de vérité qui sont naturellement dans nos âmes. Après cela, j'ai examiné quels étaient les premiers et les plus ordinaires effets qu'on devait déduire de ces causes, et il me semble que par là j'ai trouvé des cieux, des astres, une terre, et même, sur la terre, de l'eau, de l'air, du feu, des minéraux, et quelques autres telles choses, qui sont les plus communes de toutes et les plus simples, et par conséquent les plus aisées à connaître. Puis, lorsque j'ai voulu descendre à celles qui étaient plus particulières, il s'en est tant présenté à moi de diverses que je n'ai pas cru qu'il fût possible à l'esprit humain de distinguer les formes ou espèces de corps qui sont sur la terre — d'une infinité d'autres qui pourraient y être, si c'eût été le vouloir de Dieu de les y mettre, ni par conséquent de les rapporter à notre usage, si ce n'est qu'on vienne au-devant des causes par les effets, et qu'on se serve de plusieurs expériences particulières. » J'ai cru devoir rapporter tout ce passage, à cause de la netteté avec laquelle Descartes y caractérise sa méthode. Ce grand mathématicien, que l'on a souvent présenté comme l'un des fondateurs de la méthode scienti-

(1) *Discours de la Méthode*, V<sup>e</sup> partie.

(2) *Ibid.*, VI<sup>e</sup> partie.



fique moderne, place au contraire le raisonnement et la déduction au début et dans tout le cours de sa construction. L'expérience n'y intervient que comme accessoire et pour démêler les complications extrêmes du raisonnement.

Il n'est pas jusqu'au dernier des métaphysiciens, Hegel, qui n'ait voulu à son tour reconstruire le monde à priori, en identifiant les principes des choses avec ceux d'une logique transformée. L'idéal des philosophes a presque toujours été « un système de principes et de conséquences qui soit vrai par lui-même et par l'harmonie qui lui est propre (1) ». Eh bien ! il faut le dire sans détour, cet idéal est chimérique : l'expérience des siècles l'a prouvé. Dans le monde moral aussi bien que dans le monde physique, toutes les constructions de systèmes absolus ont échoué, comme dépassant la portée de la nature humaine. Bien plus, une telle précaution doit être regardée désormais « comme la chose la plus opposée à la connaissance du vrai dans le monde physique, aussi bien que dans le monde moral (2) ». Aucune réalité, je le répète encore une fois, ne peut être atteinte par le raisonnement. Les mathématiques, dont la méthode avait séduit les anciens aussi bien que Descartes, sont ici hors de cause ; elles ne contiennent, tous les géomètres sont aujourd'hui d'accord sur ce point, d'autre réalité que celle que l'on y a mise à l'avance sous forme d'axiome ou d'hypothèse, et cette réalité traverse le jeu des symboles sans cesser de demeurer identique à elle-même. Au contraire, pour passer d'un fait réel à un autre fait réel, il faut toujours recourir à l'observation.

La métaphysique cependant n'est pas un simple jeu de l'esprit humain ; elle renferme un certain ordre de réalités, mais qui n'ont pas d'existence démontrable en dehors du sujet. La véritable signification de cette science a été clairement établie par Kant dans sa *Critique de la Raison pure*. Elle étudie les conditions logiques de la connaissance, les catégories de l'esprit humain, les moules suivant lesquels

(1) Tenneman, *Manuel de l'Histoire de la Philosophie*, traduction de M. Cousin, t. I, p. 45 (1829).

(2). E. Chevreul, *Lettres à M. Villemain sur la Méthode en général...*, p. 36 (1856).

il est obligé de concevoir les choses. Par là, la métaphysique aussi peut être regardée comme une science positive, assise sur la base solide de l'observation. Hâtons-nous d'ajouter cependant que ces moules, envisagés indépendamment de toute autre réalité, sont vides, aussi bien que ceux des mathématiques, qui d'ailleurs dérivent des mêmes notions, quoique dans un ordre plus restreint.

Non seulement la critique directe de la raison prouve qu'il en est ainsi, mais on arrive au même résultat par l'examen des systèmes qui se sont succédé dans l'histoire de la philosophie. Tout système métaphysique, quelles qu'en soient les prétentions, n'a de portée que dans l'ordre logique ; dans l'ordre réel, il ne fait autre chose qu'exprimer plus ou moins parfaitement l'état de la science de son temps ; c'est une nécessité à laquelle personne n'a jamais échappé.

Examinons en effet quelques-unes des conceptions que nous avons indiquées tout à l'heure. Les systèmes de l'école ionienne répondent à un premier coup d'œil jeté sur la nature. La notion des lois du monde physique commence à apparaître à Anaxagore, comme en témoignent ces explications qui scandalisaient si fort Platon. L'école de Pythagore transporte dans ses théories générales les découvertes merveilleuses qu'elle vient de faire en géométrie, en astronomie, en acoustique. Platon lui-même, lorsqu'il nous explique à priori, par la bouche de Timée, le plan suivi par Dieu dans l'ordonnance du monde, expose une astronomie, une physique et une physiologie qui répondent précisément à l'état fort imparfait des connaissances de l'époque où il vivait. Dans l'ordre social, sa *République* nous représente une construction imaginaire, dont la plupart des matériaux sont empruntés à des données contemporaines. Cette notion de la beauté, qui donne tant de charme et d'éclat aux écrits du philosophe grec, est la même que celle des artistes de son temps. En face du merveilleux développement de l'art grec, la théorie du beau s'élève, théorie à priori et absolue en apparence, en réalité conçue à l'aide des données extérieures présentes sous les yeux du philosophe.

Descartes, pour arriver à la réforme de la philosophie,

n'échappe pas à la loi commune. Il termine le *Discours de la Méthode* en annonçant qu'il a exposé les lois de la nature « sans appuyer ses raisons sur aucun autre principe que les perfections infinies de Dieu » ; d'où il pense déduire les propriétés de la lumière, le système des astres, la distribution de l'air et de l'eau à la surface de la terre, la formation des montagnes, des rivières, des métaux, des plantes, et jusqu'à la structure de l'homme. — Mais le raisonnement fondé sur les attributs de Dieu le conduira-t-il à quelque découverte nouvelle ? Nullement ; les résultats sont tout simplement conformes aux connaissances positives que l'on avait acquises par l'expérience au milieu du *xvii<sup>e</sup>* siècle. Descartes supprima son livre à cause de la condamnation de Galilée, dont il partageait les opinions sur le système du monde. S'il avait vécu cinquante ans plus tôt, nous n'aurions pas éprouvé cette perte. Descartes, resté fidèle aux opinions astronomiques du *xvi<sup>e</sup>* siècle, eût été orthodoxe : il aurait démontré *a priori* que le soleil tourne autour de la terre.

Hegel enfin, pour terminer par un contemporain, n'échappe pas à la nécessité commune de la métaphysique : l'univers, qu'il croit avoir construit uniquement à l'aide de la logique transcendante, se trouve conforme de point en point aux connaissances *à postériori*. C'est ainsi qu'il dresse *a priori* toute la philosophie de l'histoire de son temps, non sans en grossir les derniers événements par un effet d'optique naturel à un contemporain. S'il fallait pénétrer plus avant dans son système, je pourrais montrer comment la vue profonde qui fait tout reposer sur le passage perpétuel de l'être au phénomène et du phénomène à l'être est sortie des progrès mêmes des sciences expérimentales. Il suffit, pour le concevoir, de jeter un coup d'œil sur le développement des connaissances scientifiques relatives au feu et à la lumière. A l'origine, le feu était regardé comme un élément, comme un être, à un titre aussi complet, aussi absolu que n'importe quel autre. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un phénomène, un mouvement spécial des particules matérielles. Il y a plus : après avoir établi une distinction entre la flamme et les particules enflammées, on

a voulu, pendant quelque temps, donner à la première pour support un fluide particulier, le calorique, dont la combinaison avec les éléments constituerait les corps, tels que nous les connaissons. C'était l'opinion de Lavoisier. Mais aujourd'hui voici que l'être calorique s'évanouit à son tour et se résout en un pur phénomène de mouvement. Le principe de contradiction absolue entre l'être et le phénomène, sur lequel reposait la vieille logique abstraite, cesse d'être applicable aux réalités. Pour la science moderne, aussi bien que pour le langage figuré de nos aïeux, les Aryas et les Hellènes, l'être et le phénomène se confondent dans leur perpétuelle transformation.

Cette impuissance de la logique pure tient à une cause plus générale. Pour raisonner, nous sommes forcés de substituer aux réalités certaines abstractions plus simples, mais dont l'emploi enlève aux conclusions leur rigueur absolue. Telle est la cause qui rend illusoires toutes les déductions des systèmes philosophiques. Malgré leurs prétentions, ils n'ont jamais fait et ils n'ont pu faire autre chose que retrouver, au moyen d'un à priori prétendu, les connaissances de leur temps.

Cependant, si leur méthode doit être abandonnée, en sera-t-il de même des problèmes qu'ils ont abordés ? Faut-il renoncer à toute opinion sur les fins et sur les origines, c'est-à-dire sur la destinée de l'individu, de l'humanité et de l'univers ? Chose étrange ! cette science a été la première qui ait excité la curiosité humaine, et c'est elle aujourd'hui qui a besoin d'être justifiée. L'obstination de l'esprit humain à reproduire ces problèmes prouve qu'ils sont fondés sur des sentiments généraux et innés au cœur humain, sentiments qui doivent être distingués soigneusement des constructions échafaudées à tant de reprises pour les satisfaire. Ils sont donc légitimes en tant que sentiments. Faut-il les chasser du domaine de la science, parce qu'ils ne peuvent être résolus avec certitude, et en abandonner la solution au mysticisme ? Je ne le pense pas.

La méthode véritable de la science idéale résulte clairement des données inscrites dans l'histoire même de la philosophie. Il s'agit de faire maintenant avec méthode et en



pleine connaissance de cause ce que les systèmes ont fait avec une sorte de dissimulation inconsciente. En un mot, dans ces problèmes comme dans les autres, il faut accepter les conditions de toute connaissance, et, sans prétendre désormais à une certitude illusoire, subordonner la science idéale à la même méthode qui fait le fondement solide de la science positive. Pour construire la science idéale, il n'y a qu'un seul moyen, c'est d'appliquer à la solution des problèmes qu'elle pose tous les ordres de faits que nous pouvons atteindre, avec leurs degrés inégaux de certitude, ou plutôt de probabilité.

Ici, chaque science apportera ses résultats les plus généraux. Les mathématiques mettent à nu les mécanismes logiques de l'intelligence humaine ; la physique nous révèle l'existence, la coordination, la permanence des lois naturelles ; l'astronomie nous montre réalisées les conceptions abstraites de la mécanique, l'ordre universel de l'univers qui en découle, enfin la périodicité qui est la loi générale des phénomènes célestes.

C'est l'étude de ces sciences qui nous conduit d'abord à exclure du monde l'intervention de toute volonté particulière, c'est-à-dire l'élément surnaturel. Aux débuts de l'humanité, tout phénomène était regardé comme le produit d'une volonté particulière. L'expérience perpétuelle nous a au contraire appris qu'il n'en était jamais ainsi. Toutes les fois que les conditions d'un phénomène se trouvent remplies, il ne manque jamais de se produire.

Avec la chimie s'introduisent pour la première fois les notions d'être ou de substance individuelle. La plupart des vieilles formules de la métaphysique y sont en quelque sorte réalisées sous une forme concrète. Mais en même temps apparaissent des notions nouvelles, relatives aux transformations perpétuelles de la matière, à ses combinaisons et à ses décompositions, aux propriétés spécifiques inhérentes à son existence même. C'est ici que la puissance créatrice de l'homme se manifeste avec le plus d'étendue, soit pour reproduire les êtres naturels par la connaissance des lois qui ont présidé à leur formation, soit pour en fabriquer, en vertu de ces lois mêmes, une



infinité d'autres, que la nature n'aurait jamais enfantés.

Au delà de la chimie commencent les sciences de la vie, c'est-à-dire la physiologie, cette physique des êtres vivants, qui poursuit la connaissance de leurs mécanismes, puis la science des animaux et celle des végétaux, concentrées jusqu'à présent dans l'étude des classifications. C'est cette dernière étude que l'on appelle la méthode naturelle en zoologie et en botanique : elle manifeste à la fois certains cadres nécessaires de la connaissance humaine et certains principes généraux qui paraissent régler l'harmonie et la formation des êtres vivants. La science parviendra-t-elle un jour à une connaissance plus claire de ces derniers principes, de façon à s'emparer de la loi génératrice des êtres vivants, comme elle a réussi à s'emparer de la loi génératrice des êtres minéraux ? Il est facile de comprendre quelle serait l'importance philosophique d'une pareille découverte. L'affirmation peut passer à juste titre pour téméraire ; mais peut-être la négation l'est-elle encore davantage, comme exposée à être renversée demain par quelque découverte inattendue.

Nous voici parvenus dans un ordre nouveau, celui des phénomènes historiques. A l'évolution nécessaire du système solaire et des métamorphoses géologiques succède un monde où la liberté est apparue avec la race humaine : celle-ci a introduit dans les choses un élément nouveau, elle a changé le cours des fatalités naturelles. A ce point de vue, l'histoire forme parmi les sciences un groupe à part. Malheureusement les lois de l'histoire sont plus difficiles à découvrir que celles du monde physique, parce que dans l'histoire l'expérimentation n'intervient guère et que l'observation est toujours incomplète. Jamais nous ne pourrions connaître un passé que nous ne pouvons reconstruire, pour le faire apparaître encore une fois devant nos yeux, avec la même certitude qu'une série de phénomènes physiques. Vous savez mieux que personne par quels merveilleux artifices de divination, appuyés sur les indices les plus divers, l'historien supplée à cette éternelle impuissance, et reconstruit, en partie par les faits, en partie par l'imagination, un monde qu'il n'a pas connu, que personne ne reverra jamais.

Parmi les résultats généraux qui sortent de l'étude de l'histoire, il en est un fondamental au point de vue philosophique : c'est le fait du progrès incessant des sociétés humaines, progrès dans la science, progrès dans les conditions matérielles d'existence, progrès dans la moralité, tous trois corrélatifs. Si l'on compare la condition des masses, esclaves dans l'antiquité, servies dans le moyen âge, aujourd'hui livrées à leur propre liberté sous la seule condition d'un travail volontaire que les découvertes des savants et la sympathie des penseurs tendent chaque jour à rendre moins pénible, on reconnaît là une évolution manifestement progressive. En s'attachant aux grandes périodes, on voit clairement que le rôle de l'erreur et de la méchanceté décroît à proportion que l'on avance dans l'histoire du monde. Les sociétés deviennent de plus en plus policées, et j'oserais dire de plus en plus vertueuses. La somme du bien va toujours augmentant, et la somme du mal diminuant, à mesure que la somme de vérité augmente et que l'ignorance diminue dans l'humanité. C'est ainsi que la notion du progrès s'est dégagée, comme un résultat à *posteriori* des études historiques.

Enfin au sommet de la pyramide scientifique viennent se placer les grands sentiments moraux de l'humanité, c'est-à-dire le sentiment du beau, celui du vrai et celui du bien, dont l'ensemble constitue pour nous l'idéal. Ces sentiments sont des faits révélés par l'étude de la nature humaine ; derrière le vrai, le beau, le bien, l'humanité a toujours senti, sans la connaître, qu'il existe une réalité souveraine dans laquelle réside cet idéal, c'est-à-dire Dieu, le centre et l'unité mystérieuse et inaccessible vers laquelle converge l'ordre universel. Le sentiment seul peut nous y conduire ; ses aspirations sont légitimes, pourvu qu'il ne sorte pas de son domaine, avec la prétention de se traduire par des énoncés dogmatiques et à priori dans la région des faits positifs.

Sciences physiques, sciences morales, c'est-à-dire sciences des réalités démontrables par l'observation ou par le témoignage, telles sont donc les sources uniques de la connaissance humaine. C'est avec leurs notions générales que nous

devons construire la pyramide progressive de la science idéale. Aucun problème ne lui est interdit, loin de là ; elle seule a qualité pour les résoudre, car la méthode que je viens d'exposer est la seule qui conduise à la vérité.

Quelle est la certitude des résultats fournis par la méthode qui nous sert de guide dans la science idéale, voilà ce qui nous reste à examiner. La vérité, nous devons l'avouer, ne saurait être atteinte par la science idéale avec la même certitude que par la science positive. Ici éclate l'imperfection de la nature humaine. En effet, la science idéale n'est pas entièrement formée, comme la science positive, par une trame continue de faits enchaînés à l'aide de relations certaines et démontrables. Les notions générales auxquelles arrive chaque science particulière sont disjointes et séparées les unes des autres dans une même science, et surtout d'une science à l'autre. Pour les rejoindre et en former un tissu continu, il faut recourir aux tâtonnements et à l'imagination, combler les vides, prolonger les lignes. C'est en quelque sorte un édifice caché derrière un nuage et dont on aperçoit seulement quelques contours. Cette construction est nécessaire, car chaque homme la fait à son tour, et construit à sa manière, d'après son intelligence et son sentiment, le système complet de l'univers. Mais il ne faut pas se faire illusion sur le caractère d'une telle construction. Plus on s'élève dans l'ordre des conséquences, et plus on s'éloigne des réalités observées, plus la certitude, ou, pour mieux dire, la probabilité, diminue. Ainsi, tandis que la science positive une fois constituée l'est à jamais, la science idéale varie sans cesse et variera toujours. C'est la loi même de la connaissance humaine. Ce qu'il s'agit de faire aujourd'hui, c'est de constater cette loi et de s'y conformer, en sachant à l'avance que tout système n'a de vérité qu'en proportion non de la rigueur de ses raisonnements, mais de la somme de réalités que l'on y introduit. Il ne s'agit plus désormais de choisir le système, le point de vue le plus séduisant par sa clarté, ou par les espérances qu'il entretient. Rien ne sert de se tromper soi-même. Les choses sont, d'une manière déterminée, indépendante de notre désir et de notre volonté.

Parmi les hommes distingués qui font aujourd'hui pro-

fession de métaphysique, beaucoup ne paraissent pas encore avoir compris cette nouvelle manière de poser le problème ; ils discutent contre des faits qui ne sauraient être attaqués par le syllogisme ; ils affirment comme des réalités ce qu'ils ont emprunté au seul raisonnement. Faute de comprendre le point de vue des savants, ils argumentent contre le matérialisme, le spiritualisme, le panthéisme, etc. ; ils fabriquent des définitions et en déduisent des conséquences pour les combattre. Il est plus d'un philosophe qui crée des chimères pour avoir le mérite de les dissiper ; sans s'apercevoir que le progrès de l'esprit humain a changé les pôles de la démonstration, et qu'il s'escrime contre ses propres fantômes dans l'arène solitaire de la logique abstraite. Tous ces procédés sont précisément l'opposé de la philosophie expérimentale, qui déclare toute définition logique du réel impossible, et qui repousse toute déduction absolue et *a priori*.

En résumé, la science idéale reprend les problèmes de l'ancienne métaphysique au point de vue des existences réelles, et par une méthode empruntée à la science positive ; mais elle ne peut arriver à la même certitude. Si elle parvient à certains grands traits généraux, tirés de la connaissance de la nature humaine et du monde extérieur, elle assemble ces traits par des liens individuels. A côté des faits démontrés, la fantaisie tient et tiendra toujours ici la part la plus large. La même chose arrivait dans les anciens systèmes ; seulement on exposait *a priori*, et comme le résultat nécessaire du raisonnement, ce même assemblage de réalité et d'imagination, que nous devons désormais présenter sous son véritable caractère.

Vous avez exposé votre manière de comprendre le système général des choses, en vous appuyant sur l'ensemble des faits que vous connaissez, et en achevant la construction à votre point de vue personnel. Peut-être aussi composerai-je un jour mon *De natura rerum*, qui, malgré notre accord sur la méthode, différera sans doute à quelques égards du vôtre : aujourd'hui, j'ai préféré mettre en évidence le caractère de la méthode nouvelle, dire en quoi elle diffère de la méthode ancienne, et montrer comment, à

côté de la science positive et universelle, qui s'impose par sa certitude propre, puisqu'elle n'affirme que des réalités observables, on peut élever la science idéale, tout aussi nécessaire que la science positive, mais dont les solutions, au lieu d'être imposées et dogmatiques comme autrefois, ont désormais pour principal fondement les opinions individuelles et la liberté.



## LETTRE A M. ADOLPHE GUÉROULT

DANS le numéro du 23 août 1862 de l'*Opinion nationale*, M. Adolphe Guéroult m'adressa une lettre où il me demandait des explications sur la phrase suivante, empruntée à ma brochure intitulée *La Chaire d'Hébreu au Collège de France* (1).

« Les sciences historiques ne diffèrent en rien, par la méthode des sciences physiques et mathématiques : elles supposent qu'aucun agent surnaturel ne vient troubler la marche de l'humanité ; que cette marche est la résultante immédiate de la liberté qui est dans l'homme et de la fatalité qui est la nature ; qu'il n'y a pas d'être libre supérieur à l'homme, auquel on puisse attribuer une part appréciable dans la conduite morale, non plus que dans la conduite matérielle de l'univers. »

Je lui répondis par la lettre suivante (2) :

Chalifert, près Lagny, 27 août 1862.

Cher monsieur,

Venant de vous, les délicates questions que vous m'adressez dans votre numéro du 23 ne peuvent rester sans quelque réponse. Loin de moi la prétention de résoudre en une page des problèmes dont l'humanité cherche la solution depuis près de quatre mille ans ; mais je vous dois quelques explications sur la phrase que vous m'avez fait l'honneur de relever, et qui, prise d'une manière isolée, pourrait prêter à des malentendus.

Vous avez bien raison de dire que l'homme n'est pas absolument libre. Il y a chez lui un élément très considé-

(1) Michel Lévy, mars 1862. Réimprimée dans *Questions contemporaines*. (N. de l'éd.)

(2) Cette lettre n'a pas paru dans l'*Opinion nationale*. (N. de l'éd.)

nable de fatalité, venant de ce que, par un côté de son être, il fait partie de la nature. Son corps obéit à la loi de tous les corps pesants ; les opérations chimiques qui se passent dans ses organes ne connaissent ni rémission ni pitié. Mais je ne puis, à l'inverse, admettre aucune liberté dans la nature.

Pour un être omniscient, tout serait calculable dans les mouvements de ce monde, si l'homme n'avait le pouvoir, par sa libre action, d'insérer une force spontanée dans le rouage des choses et de changer ainsi les résultantes. Le temps qu'il fait aujourd'hui n'a pas été écrit de toute éternité, parce que l'état de l'atmosphère a été modifié, dans une certaine mesure, par le travail de l'homme. Il n'a pas été écrit de toute éternité que telle forêt serait coupée, tel marais desséché. Mais, dans un monde où il n'y aurait pas d'êtres vivants, tout se passerait selon des lois d'une inflexibilité absolue, et tout pourrait être annoncé d'avance par quelqu'un qui serait assez savant pour cela. En d'autres termes, tout serait mathématique : aucun élément d'imprévu n'existerait.

Vous admettez que la science ne peut prouver l'existence d'un être libre, supérieur à l'homme, intervenant dans la nature pour en changer le cours. Mais, ajoutez-vous, la science peut-elle prouver positivement qu'un tel être n'existe pas ? Je ne chercherai pas si on le peut d'une façon métaphysique et à priori. Mais la preuve expérimentale suffit. Jamais un tel être ne s'est révélé d'une manière constatée scientifiquement. Quand il se révélera nous croirons en lui. Ce n'est pas à nous à démontrer l'impossibilité du miracle, c'est au miracle à se démontrer lui-même. Quelle preuve avons-nous qu'il n'existe pas de sirènes ni de centaures, si ce n'est qu'on n'en a jamais vu ? Qu'est-ce qui a banni du monde civilisé l'ancienne démonologie, si ce n'est cette remarque que tous les faits autrefois attribués à l'action des démons s'expliquent très bien sans cela ? Un être qui ne se révèle par aucun acte est pour la science un être qui n'existe pas.

Je sais qu'on est souvent porté à distinguer la simple intervention d'une volonté supérieure dans le cours des

choses, en vue d'un but déterminé, du miracle proprement dit. C'est là une distinction qui s'évanouit devant une rigoureuse analyse. Que signifie, en effet, une telle intervention ? Elle signifie que les choses de ce monde peuvent prendre, par l'effet d'une force surnaturelle, agissant à un moment donné, un cours différent de celui qu'elles auraient pris sans cela. Le miracle n'est pas autre chose. La violation flagrante de l'ordre accoutumé, qui constitue le miracle aux yeux de l'homme superficiel, implique seulement un degré de difficulté de plus ; or les mots de *facile* et *difficile* n'ont aucun sens quand il s'agit d'un être tout-puissant. Pour Dieu, il n'y a pas plus de miracle à ressusciter un mort, à faire qu'un fleuve remonte vers sa source, qu'à changer la direction du vent un jour de bataille, à arrêter une maladie qui devait être mortelle, à soutenir un empire qui devait tomber, à violenter la liberté des résolutions humaines. Dans un cas, la dérogation aux lois naturelles est éclatante ; dans l'autre cas, elle est obscure. Pour Dieu, ce n'est pas là une différence. Des *miracles honteux*, cherchant à se dissimuler, n'en sont pas moins des miracles. La Providence, entendue à la façon vulgaire, est donc synonyme de thaumaturgie. Toute la question est de savoir si Dieu émet des actes particuliers. Pour moi, je pense que la vraie Providence n'est pas distincte de l'ordre constant, divin, hautement sage, juste et bon, des lois de l'univers.

Vous semblez croire, cher monsieur, qu'une telle doctrine est synonyme d'athéisme. Ici je proteste vivement. Une telle doctrine est l'exclusion du Dieu capricieux, thaumaturge, agissant par intervalles, laissant les nuages d'ordinaire suivre leur cours, mais les faisant dévier quand on le prie ; laissant tel poumon ou tel viscère se décomposer jusqu'à un certain point, mais arrêtant la décomposition quand on lui fait un vœu ; changeant d'avis, en un mot, par des vues intéressées. Ce Dieu-là, je le reconnais, est antiscientifique. Nous n'y croyons pas, et, dût-il en résulter les plus tristes conséquences, la sincérité absolue dont nous faisons profession nous obligerait à le dire.

Mais, en écartant une si grossière notion de la divinité, nous croyons combattre la superstition, et non la religion

véritable. Malebranche l'a admirablement démontré avant nous dans ses *Méditations chrétiennes* : « Dieu n'agit pas par des volontés particulières. » Plus hardi que nous, le profond oratorien établissait cette thèse à priori, et par des considérations tirées de la perfection divine. Nous autres, nous établissons la même thèse par l'absence de faits prouvant le contraire et nous la traduisons ainsi : « On n'a constaté dans la nature ni dans l'histoire aucun fait provenant manifestement d'une volonté particulière supérieure à celle de l'homme. » Quand cette observation sera renversée par un seul fait prouvé, nous nous empresserons de modifier la théorie que nous croyons pouvoir en tirer.

Quant au vrai Dieu de la conscience humaine, celui-là est inattaquable. Il a sa raison d'être dans une foi invincible et non dans des raisonnements plus ou moins ingénieux. La nature est immorale ; le soleil a vu sans se voiler les plus criantes iniquités, il a souri aux plus grands crimes. Mais dans la conscience s'élève une voix sainte qui parle à l'homme d'un tout autre monde, le monde de l'idéal, le monde de la vérité, de la bonté, de la justice. S'il n'y avait que la nature, on pourrait se demander si Dieu est nécessaire. Mais, depuis qu'il a existé un honnête homme, Dieu a été prouvé. C'est dans le monde de l'idéal, et là seulement, que toutes les croyances de la religion naturelle ont leur légitimité. Or, je ne puis trop le répéter, c'est l'idéal qui est, et la réalité passagère qui paraît être. L'âme juste qui voit, à travers le cristal de ce monde, l'idée pure dégagée du temps et de l'espace, est la plus clairvoyante. Celui qui aura consacré sa vie au bien, au vrai, au beau, aura été le mieux avisé. Voilà le Dieu vivant, qui se sent et ne se démontre pas. Je n'ai pas besoin de miracles pour y croire ; je n'ai besoin que d'écouter en silence l'impérative révélation de mon cœur.

Aussi les hommes qui ont eu de Dieu un sentiment vraiment fécond n'ont-ils jamais posé ces questions d'une façon contradictoire. Ils n'ont été ni des déistes à la manière de l'école française, ni des panthéistes. Ils ne se sont pas perdus dans ces questions subtiles où se fût usé leur génie. Ils ont senti Dieu puissamment, ils ont vécu en lui ; ils ne

l'ont pas défini. Jésus brille dans cette phalange divine à un rang exceptionnel. En se reconnaissant fils de Dieu, en autorisant les hommes à appeler Dieu leur père, en renversant les superstitions des cultes antiques par sa belle théorie de la prière (1) et de l'adoration spirituelle (2), en donnant l'exemple d'une vie toute consacrée aux œuvres de son Père, il a réalisé la plus haute conscience de Dieu qui ait probablement jamais existé dans l'humanité. Par là, les hommes vraiment religieux de tous les siècles seront ses disciples, même quand ils s'écarteront sur presque tous les points des doctrines que les Églises issues de lui ont développées sous son nom.

« En dehors de la nature et de l'homme, y a-t-il donc quelque chose ? » me demandez-vous. « Il y a tout », répondrai-je. La nature n'est qu'une apparence ; l'homme n'est qu'un phénomène. Il y a le fond éternel, il y a l'infini, la substance, l'absolu, l'idéal ; il y a, selon la belle expression musulmane, *celui qui dure* ; il y a, selon l'expression juive, plus belle encore, *celui qui est*. Voilà le père du sein duquel tout sort, au sein duquel tout rentre. Écartons de la vie divine toute notion relative à notre vie passagère. Cet être absolu est-il libre ? est-il conscient ? La parcelle consciente qui rentre en lui conserve-t-elle sa conscience ? Le *oui* et le *non* sont également inapplicables à ces sortes de questions. Elles impliquent une illusion absolument incorrigible, la tendance à transporter dans l'existence infinie les conditions de notre existence finie.

Nous ne concevons l'existence que sous la forme d'un *moi* limité. Pour se représenter un Dieu existant, il était inévitable que l'homme le fît à son image, c'est-à-dire en fît aussi un *moi* limité. Or qui ne voit ce qu'une telle conception a de contradictoire : l'être infini présenté comme fini, l'esprit pur doué d'attributs qui supposent des organes ! Pour être conséquent, on devrait pousser l'anthropomorphisme jusqu'à ses derniers excès et donner à Dieu un corps. Car, ne nous y trompons pas, toutes les facultés que le déisme vulgaire attribue à Dieu n'ont jamais existé sans un

(1) *Matth.*, chap. VI.

(2) *Jean*, chap. IV.



cerveau. Il n'y a jamais eu de mémoire, de prévoyance, de perception des objets extérieurs, de conscience, enfin, sans un système nerveux. Le vocabulaire humain, appliqué à la Divinité, détonne à chaque instant. Pourquoi prétendre exprimer l'infini par des phrases et des mots, qui sont essentiellement des limites ? Pourquoi vouloir raisonner de ce qu'on reconnaît être ineffable ?

Avec une immense variété de formules, et à des degrés énormément divers de simplicité et de raffinement, l'humanité adorera éternellement cette *substance unique*, à *beaucoup de noms* (1), ce Père commun de tous ceux qui cherchent le bien et le vrai. Chacun se fait sa théologie selon ses besoins, et toute violence pour changer brusquement les idées reçues à cet égard est pleine de dangers. Mais on ne fait violence à l'opinion de personne en exprimant librement ce que l'on croit. L'auditeur ou le lecteur reste libre devant la doctrine qu'on lui expose. Il y viendra, si cette doctrine convient à son degré de culture ; il n'y viendra pas, si elle est pour lui prématurée ou arriérée.

Qui trompe-t-on d'ailleurs ici, et quelle comédie que l'espèce humaine, si elle se compose de quelques millions d'êtres pensants occupés à simuler les uns avec les autres des croyances qu'ils n'ont pas ? Ce n'est point par des réticences hypocrites qu'on fait durer un jour de plus une croyance qui a fait son temps. Toute opinion librement conçue est bonne et morale pour celui qui l'a conçue. De toutes parts on arrive à résumer la législation extérieure de la religion en un seul mot : liberté.

Agréez, cher monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

(1) Eschyle, *Prométhée*, v. 218.

## LA MÉTAPHYSIQUE ET SON AVENIR (1)

UN des faits les plus graves qui ont marqué ces trente dernières années, dans l'ordre intellectuel, est la cessation subite de toutes les grandes spéculations philosophiques. Je ne sais si depuis le moyen âge le même phénomène s'est produit avec un caractère aussi frappant. Descartes, dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, succédait à un mouvement d'une prodigieuse activité, et dont le défaut avait été bien plutôt la présomption que la réserve. Le cartésianisme, Leibniz, Locke, l'école française remplissent la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et tout le XVIII<sup>e</sup>, sans que le découragement se fasse jour dans cette succession continue de systèmes rivaux. Quand les dernières conséquences du cartésianisme et du sensualisme ont été tirées, et que le scepticisme de Hume a paru un moment en recueillir l'héritage, l'Écosse, avec son honnête droiture, l'Allemagne, avec sa profondeur d'esprit et sa pénétration, relèvent la pensée européenne épuisée et posent un nouveau point de départ pour la pensée. On sait la brillante évolution que l'Allemagne, pendant plus d'un demi-siècle, a exécutée devant le monde, étonné de tant de dons nouveaux, de ce langage étrange et attachant, de cette vigoureuse originalité qui faisait revivre sous le ciel brumeux du nord les beaux jours de Socrate, d'Aristote et de Platon. La France, de son côté, ne restait point oisive. M. Cousin y créait, avec une éloquence inconnue jusque-là en philosophie, le genre de spéculations éclectiques approprié à notre temps, tandis que d'autres écoles parallèles continuaient modestement leur œuvre et s'obstinaient à ne point abdiquer. On peut dire que, jusqu'en 1830, la pensée philosophique de l'Europe n'avait

(1) *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1860. (N. de l'éd.)

pas un instant sommeillé, et que, depuis le jour où elle déchira les langes de la scolastique, elle ne s'était pas arrêtée pour peser la légitimité de sa tentative et ses chances d'avenir.

Si nous parcourons au contraire les vingt-cinq ou trente dernières années, nous sommes frappés du singulier silence que la philosophie semble y garder. Hegel est mort, laissant son héritage à des disciples qui semblent vouloir écarteler leur maître et traîner ses membres aux quatre vents du ciel. Schelling se survit à lui-même, promettant sans cesse une nouvelle philosophie, et, quand il veut tenir ses promesses, n'aboutissant qu'à des répétitions impuissantes, où se trahissent plus que jamais les côtés faibles de sa nature plus poétique que scientifique. M. Cousin envisage son œuvre comme achevée, puisqu'il se croit libre de montrer ce que peut en d'autres voies son incomparable esprit. L'école écossaise se perd en de fines analyses de mots, où le souci des grands problèmes disparaît. Une seule école reste debout, active, pleine d'espérance, s'attribuant l'avenir, l'école dite *positive* ; mais celle-là ne fait point exception à la loi que je signale, car son premier principe est justement la négation de toute métaphysique, et c'est aux funérailles de la spéculation abstraite qu'elle nous ferait assister si ses vœux et ses prédictions arrivaient à se réaliser.

Ce qu'il y a de plus grave, c'est que ce sommeil de trente ans ne paraît pas près de finir. La pierre qui pèse sur la philosophie paraît si bien scellée qu'on est tenté de dire d'elle ce que Pétrarque disait de l'Italie : *Dormirà sempre e non fia chi la svegli*. D'où viendrait en effet le système nouveau capable de passionner encore les esprits et de rallier des disciples convaincus ? Serait-ce de l'Allemagne ? Je sais que l'Allemagne a moins souffert que le reste de l'Europe de la réaction intellectuelle qui a marqué le milieu de notre siècle. Cette réaction, qui chez nous peut compter encore (sous des formes très diverses) quinze ou vingt ans de triomphe assuré, est déjà finie en Prusse par la ruine du parti peu sérieux des Stahl et des Hengstenberg. L'Allemagne, délivrée de cette éclipse passagère, va revenir à sa vie habituelle, à la réflexion savante, à la religion épurée ; mais recommencera-t-elle à créer des systèmes comme ceux

qu'elle a vus éclore au commencement de ce siècle ? Je ne le crois pas (1). Les jeunes adeptes que la philosophie proprement dite y compte encore paraissent aspirer à tout autre chose que l'originalité ; chose étrange ! c'est vers la philosophie française, soit vers le matérialisme du dernier siècle, soit vers l'éclectisme de celui-ci, qu'ils semblent tourner leurs regards. — L'Angleterre et l'Écosse nous réserveraient-elles quelque surprise philosophique ? Non encore. M. Hamilton a clos par la critique le développement si original des écoles d'Édimbourg et de Glasgow. L'Angleterre est en progrès intellectuel : dans vingt-cinq ans, Oxford, transformé sur le modèle des universités allemandes, sera devenu le plus brillant foyer de culture germanique qu'il y aura au monde ; mais ce n'est pas vers la spéculation abstraite que se porte ce mouvement. — Quant à la France, la moindre des critiques qu'il soit permis de faire de son état actuel est qu'on n'y voit guère poindre de système nouveau (2). Les esprits sérieux y ont d'autres soucis, et pour ma part je plaindrais celui que son étoile aurait prédestiné à faire école parmi nous. Socrate fut heureux de vivre dans un temps où le penseur n'avait à redouter que la ciguë...

De toutes les manières, l'incapacité philosophique de l'heure présente semble donc constatée. Je vois l'avenir des sciences historiques, il est immense, et, si ces grandes études triomphent des obstacles qui s'opposent à leurs progrès, nous arriverons un jour à connaître l'humanité avec beaucoup de précision. Je vois l'avenir des sciences naturelles, il est incalculable, et, si ces belles sciences ne sont

(1) Voir à ce sujet un très intéressant article de M. Jürgen Bona-Meyer, dans le *Journal de Philosophie* de MM. Fichte et Ulrich, 1859, p. 286 ss.

(2) Certes, il serait injuste de méconnaître le mérite de quelques récents écrits philosophiques qui révèlent une remarquable vigueur d'analyse, Je citerai comme exemples l'*Introduction à l'Esthétique* de M. Nèel Séguin (Paris, 1859), œuvre d'un penseur fort original, dont l'esprit offre de singuliers rapports avec celui de Hegel ; les *Essais de Critique générale* de M. Charles Renouvier (Paris, t. I, 1854 ; t. II, 1859), livre austère, digne d'être médité ; les beaux travaux de M. Vera sur la philosophie de Hegel. Mais l'isolement et l'injuste oubli où restent ces travaux sont la meilleure confirmation du fait que je constate ici.

pas arrêtées par l'esprit étroit d'application qui tend à y dominer, nous posséderons un jour sur la matière et sur la vie des connaissances et des pouvoirs impossibles à limiter ; mais je ne vois pas l'avenir de la philosophie, dans le sens ancien de ce mot. Hegel, Hamilton, M. Cousin ont posé tous trois à leur façon, et tous trois d'une manière glorieuse, la fatale borne après laquelle la spéculation métaphysique n'a plus qu'à se reposer. Ce ne sont pas là des fondateurs comme Descartes, comme Thomas Reid, comme Kant ; ce sont des hommes chargés de dire le dernier mot d'un vaste travail de pensée. On parle encore après eux, souvent avec talent, parfois avec profondeur ; on ne crée plus, car les seules pensées fécondes sont celles qui éclosent et qui n'ont pas encore atteint ce degré de précision après lequel il n'y a plus que la sèche exposition de l'école et le formalisme de l'enseignement traditionnel.

Ce qui peut faire croire, en effet, que cette extinction de la métaphysique n'est pas une simple déchéance transitoire, comme il y en a dans l'histoire de toutes les sciences, c'est que d'autres études semblent hériter d'elle et se partager ses dépouilles. Les études religieuses, que la philosophie proprement dite traite toujours avec quelque dédain, parce qu'elle n'en voit pas la portée, ont repris depuis dix ans un intérêt auquel on ne pouvait s'attendre. Les sciences positives, d'un autre côté, ont conquis beaucoup d'esprits qu'à d'autres époques la philosophie abstraite eût vraisemblablement attirés. Les vrais philosophes se sont faits philologues, chimistes, physiologistes ; on a cessé de regarder l'âme individuelle comme un objet direct de science positive. On a vu que la vie a son point de départ dans la force et le mouvement, et sa dernière résultante dans l'humanité. Au lieu de se renfermer dans le monde étroit de la psychologie, on a rayonné au-dessus et au-dessous ; au lieu de disséquer l'âme en facultés, on a cherché les racines par lesquelles elle plonge en terre, les rameaux par lesquels elle touche au ciel. On a compris que l'humanité n'est pas une chose aussi simple qu'on le croyait d'abord, qu'elle se compose, comme la planète qui la porte, de débris de mondes disparus. Aux vieilles tentatives



d'explication universelle se sont substituées des séries de patientes investigations sur la nature et l'histoire. La philosophie semble ainsi aspirer à redevenir ce qu'elle était à l'origine, la science universelle ; mais, au lieu d'essayer de résoudre le problème de l'univers par de rapides intuitions, on a vu qu'il fallait d'abord analyser les éléments dont l'univers se compose et construire la science du tout par la science isolée des parties. Au milieu de ce vaste mouvement, continué avec courage par d'ardents esprits, à travers des circonstances si contraires, que devient la métaphysique ? Reste-t-il une place pour elle dans la classification nouvelle des sciences à laquelle le siècle semble amené ? Y a-t-il une science des vérités premières, dont toutes les autres soient tributaires, ou bien la métaphysique n'est-elle que le résultat général de toutes les sciences, et le jour de son grand avènement sera-t-il justement le jour où elle disparaîtra du nombre des sciences particulières ? C'est là un problème qui se présente chaque jour à tout homme réfléchi, et sans la solution duquel on ne peut se faire une idée de l'avenir réservé aux spéculations de l'entendement humain.

## I

Un des esprits les plus exercés de notre temps aux méditations philosophiques, un penseur plein d'élévation et de vigueur, M. Vacherot, a fait de ce problème le sujet d'un ouvrage remarquable à plus d'un titre (1). L'aisance, la clarté, la finesse de la discussion font du livre de M. Vacherot un véritable événement dans l'histoire de la philosophie contemporaine. Nous n'étions pas habitués depuis longtemps à cette allure franche et vive, à ce dévouement sans bornes à la vérité, qui ne recule devant aucun doute, à cette bonne foi profonde, si différente de la bonne foi superficielle, laquelle suffit pour faire l'honnête homme, mais ne suffit pas pour faire le philosophe. L'admission de M. Va-

(1) *La Métaphysique et la Science, ou Principes de Métaphysique positive*, 2 vol., 1858.

cherot dans la grande famille des penseurs ne date pas, du reste, de l'ouvrage dont nous parlons. On se rappelle que, par le troisième volume de sa belle *Histoire de l'École d'Alexandrie*, il se sépara nettement de l'enseignement officiel ; on se rappelle aussi avec quel courage il accepta les conséquences de cette séparation. M. Vacherot, quand il publia son écrit principal, était directeur des études à l'École normale. En Allemagne, des directeurs de séminaires, des professeurs, des pasteurs ont professé cent fois des doctrines aussi libres que celles que renfermait le volume en question ; jamais, si ce n'est pendant la réaction heureusement close des dernières années, on n'a songé à les destituer pour cela. L'idée n'est point venue hors de France qu'un professeur qui enseigne est l'État enseignant. La conséquence évidente d'un tel système, c'est que l'État, c'est-à-dire dans le cas dont il s'agit le ministre de l'Instruction publique, ait une philosophie, une science, et la dicte à ses fonctionnaires. Il est inadmissible, en effet, que le professeur prête à l'État sa philosophie, et, si l'État est responsable de tout ce qui se dit dans les chaires, l'ordre administratif ne sera parfait que le jour où les bureaux enseigneront, c'est-à-dire enverront aux professeurs des cahiers tout faits qu'ils devront débiter. Nos enfants verront sans doute ce beau jour. En attendant, on entrevoit sans peine comment une pareille tentative d'administrer la philosophie est la destruction de toute liberté, et aussi comment elle condamne l'enseignement philosophique à la médiocrité, la médiocrité seule étant capable d'accepter de telles conditions et de les exécuter sans faiblir. M. Vacherot subit le contre-coup de cette fausse idée, qui pèsera d'une manière si grave sur les destinées de notre pays. Il échangea le droit d'enseigner d'inoffensives banalités contre le droit de penser ; il acheta par le sacrifice de ses fonctions le droit d'être. Par là il prit place entre ceux dont le jugement compte pour un jugement d'homme, qui veulent être autre chose qu'un airain sonnante, et n'entendent pas, pour les commodités de la vie, perdre les motifs de vivre : *propter vitam vivendi perdere causas*.

Dans la première période de son activité philosophique,

M. Vacherot paraît comme un disciple de cette philosophie qu'on est convenu de rattacher à M. Cousin, quoiqu'elle soit bien loin de représenter l'étendue de cet admirable esprit. Tout ce qui est fécond est riche de guerres, et c'est la gloire de M. Cousin d'avoir su contenir dans son sein des éléments très divers et destinés à se séparer. Dogmatique par un côté, critique par un autre, cet homme éminent, qui grandira chaque jour à la condition qu'on place sa gloire où elle est en réalité, non dans la création d'une philosophie d'école, mais dans l'éveil des esprits auquel il a présidé, servit de point de départ à deux directions fort différentes, l'une de haute histoire de l'esprit humain, l'autre d'organisation pratique de la philosophie. La première, qui était la plus élevée, ne pouvait être faite pour des disciples. La grande pensée qui domina les cours de 1828 et 1829 n'était pas de nature à servir de fondement à une école officielle. Il fallait pour ce dernier but une sorte de catéchisme capable de contenir les uns, de rassurer les autres ; mais de telles limites, nécessaires pour les esprits timides, devaient sembler trop étroites aux esprits actifs. De là des déchirements inévitables, qui ont séparé du maître ceux de ses disciples qui, en violant une moitié de son programme, en réalisaient la plus sérieuse moitié.

Si j'étais né pour être chef d'école, j'aurais eu un travers singulier : je n'aurais aimé que ceux de mes disciples qui se seraient détachés de moi. Parfois on est tenté de croire que, malgré certaines rudesses obligées, M. Cousin doit aussi avoir un faible pour les disciples rebelles qui représentent le mieux le côté le plus important de sa grande entreprise. Ce qu'il y a de certain, c'est que sa vraie gloire est bien moins d'avoir créé une orthodoxie philosophique que d'avoir soulevé un mouvement par suite duquel plusieurs des bases qu'il avait posées seront peut-être ébranlées. Ceux de ses disciples auxquels il a appris à chercher sont ceux qui lui rendent le meilleur hommage, à une condition, bien entendu, c'est qu'ils n'oublient pas ce qu'ils doivent à leur maître, car il est permis d'être infidèle, jamais d'être ingrat. Une école quelque peu active ne saurait borner sa mission à refaire éternellement le même livre sur la spiritualité de

l'âme et l'existence de Dieu. Ce sont là, ou des choses si claires qu'elles n'ont pas besoin d'être démontrées, ou, quand on les prend par l'analyse, des choses si obscures qu'elles ne sont pas démontrables. Les dogmes de ce genre (Kant l'a vu avec une sagacité merveilleuse), non susceptibles de preuves spéculatives, mais évidents pour d'autres raisons, n'avancent à rien tandis qu'ils ne sont pas convertis en sentiment. Une école qui s'y renferme ne produira qu'une série d'écrits monotones, superflus pour les uns, insuffisants pour les autres, et qui ne convertiront personne. « La philosophie française contemporaine, dit très bien M. Vacherot, l'école éclectique surtout, a excellé dans la critique des idées métaphysiques fausses, étroites et grossières, par lesquelles le XVIII<sup>e</sup> siècle avait cru pouvoir remplacer définitivement les belles mais quelque peu chimériques abstractions de la philosophie antérieure. Elle a ainsi préparé le terrain sur lequel la science nouvelle, la vraie métaphysique du XIX<sup>e</sup> siècle, pourra élever ses constructions ; mais elle serait dans une grande illusion, si elle croyait avoir fait davantage. Son œuvre dogmatique, sauf de rares et fort incomplètes tentatives, se réduit à la réinstallation de l'ancienne métaphysique sur les ruines de la philosophie de la sensation. C'est Platon, Descartes, Malebranche, Bossuet, Fénelon, Leibniz, Clarke qui en font à peu près tous les frais ; méthodes, principes, idées, arguments, rien n'est bien nouveau dans la métaphysique de notre temps. Ce sont les mêmes éléments, épurés et combinés avec un art fort ingénieux, et exprimés dans une langue plus simple et plus scientifique. Cette métaphysique peut bien faire illusion aux esprits novices qui ignorent que la critique de Kant et de son école l'a ruinée jusque dans ses fondements ; mais tous ceux qui en France ne sont pas restés étrangers au mouvement philosophique de l'Allemagne, depuis Kant jusqu'à Hegel, n'en sauraient être dupes. On la goûte, on l'admire comme histoire, mais on ne la prend pas au sérieux comme science. A son endroit, on en reste aux conclusions de la philosophie critique. Donc la question métaphysique, en France du moins, est plus neuve qu'elle n'en a l'air. Tout ce qu'on nous donne



aujourd'hui sous ce nom date au moins du <sup>xvii</sup>e siècle ; il n'y a de nouveau que la forme. C'est ce qui fait que la science et la critique n'y attachent qu'un intérêt historique. »

Dieu me garde de déprécier une tentative qui a eu certes son côté honorable, bien qu'on ne puisse lui attribuer une très grande place dans l'histoire de l'esprit humain. Donner à la philosophie une forme qui lui permit d'entrer dans les écoles publiques, en ménageant les idées étroites qu'on se fait en France de la responsabilité de l'État, et par conséquent sans blesser aucune des croyances que l'État est obligé de respecter, était certes une pensée honnête et libérale. Faire de l'École normale le séminaire de cette philosophie orthodoxe était une pensée féconde, à laquelle il n'a manqué pour produire des fruits que ce qui manque à toutes les créations de l'État dans un pays révolutionnaire, la durée. Mais, comme il arrive toujours dans les choses humaines, en prenant un parti aussi décisif, on engageait gravement l'avenir ; en servant d'un côté la philosophie, on lui portait de l'autre un grand préjudice. J'ose dire en effet qu'à n'envisager que le bien de la science il eût beaucoup mieux valu que l'École normale n'eût pas d'enseignement philosophique. Un tel enseignement donne aux jeunes esprits une assurance exagérée et les accoutume à cette erreur que la philosophie et la théologie naturelles peuvent être réduites à des programmes et dressées en questionnaires d'examen. Il leur fait croire qu'on peut arriver de plain-pied aux généralités sans avoir passé par l'étude des détails ; il les détourne de la science proprement dite. Voilà comment l'École normale a fait plus et moins qu'elle ne devait. Elle a donné des écrivains, des publicistes, des hommes de cœur et de talent. Sans parler même de son âge héroïque, où, comme tous les établissements nouveaux non encore liés par des règlements et dans la ferveur de la fondation, elle a produit des fruits qu'il serait injuste de demander à son âge de prétendus perfectionnements et de pédagogie artificielle, pouvons-nous oublier que de son sein, grâce, il est vrai, à des ruptures comme on en trouve au début de presque toutes les carrières originales, ont pris



leur vol tant de sujets qui, par des mérites divers, ont attiré d'abord et au plus haut degré l'attention du public ? D'un autre côté, pouvons-nous oublier que cette brillante pépinière n'a rien formé de ce qu'on est en droit d'attendre d'une école, qu'elle n'a pas donné un helléniste, pas un orientaliste, pas un géographe, pas un épigraphiste et, avant l'école d'Athènes, pas un archéologue ? Pédante sans être savante, elle voulut créer ce qui ne se crée pas, des historiens, des philosophes, sans s'apercevoir que la philosophie est un art dont le secret ne s'apprend pas, tandis que les connaissances qui servent à l'alimenter et à l'exciter s'apprennent. Ainsi, malgré tant de sérieux services (et vraiment, quand je pense à quelques-uns des maîtres et des élèves qu'elle peut réclamer, je suis tenté d'effacer la page que je viens d'écrire), l'École normale est restée presque stérile pour le progrès de la grande science. Avec son histoire de seconde main et sa philosophie de confiance, elle n'a produit que peu de ces laborieux ouvriers qui se mettent à la tête de la tranchée pour la continuer. Plus portés à prendre la science par le sommet que par la base, ceux qu'elle a formés ont eu rarement le courage de préférer aux succès faciles du talent l'abnégation du chercheur qui se condamne à ignorer pour qu'on sache après lui.

Sans déprécier ce que l'enseignement philosophique de nos jours a eu d'honorable, il est donc permis de trouver qu'il a plus nui que servi aux vrais progrès de la pensée. En habituant les esprits à se contenter de ces formules qui n'ont de valeur que quand on sait les détails auxquels elles correspondent, il a diminué la curiosité, refroidi le zèle pour les recherches originales, diminué le goût des faits, qui seuls peuvent servir de fondement aux vues générales, produit cette inacceptable prétention du philosophe, aspirant à régenter toutes les sciences et prétendant tenir dans ses formules la loi universelle des choses. Rien de plus dangereux pour la solide culture de l'esprit que les tours au moyen desquels l'homme se persuade qu'il sait, quand en réalité il ne sait pas. Le dédain du philosophe pour toute autre étude que la sienne est parfaitement légitime si la philosophie est la science des sciences, s'il existe réelle-

ment un moyen pour arriver à la vérité autrement que par l'étude patiente et attentive. Si au contraire le philosophe fait la même chose que les savants des sciences naturelles et historiques, mais le fait sans connaissances spéciales, que veulent dire ces airs de supériorité ? Comment parler du monde et de l'homme sans avoir épuisé tout ce que les méthodes d'investigation peuvent nous fournir sur la constitution du monde et sur les vertus cachées de l'humanité ?

La sécheresse et le peu d'efficacité morale des livres de philosophie n'ont pas d'autre cause. L'impression littéraire parfois pénible que laissent ces sortes de livres ne vient-elle pas de ce que le philosophe tue la poule aux œufs d'or, et, en réduisant tout à des formules abstraites, rend l'art impossible ? L'habileté de l'écrivain consiste à avoir une philosophie, mais à la cacher ; le public doit voir les ruisseaux qui sortent du paradis, mais non les sources d'où ils jaillissent ; il doit entendre le son sans voir l'instrument qui le rend. Le philosophe au contraire, comme le théologien, comme le juriste, comme les scolastiques en général, prétend tout dire sans arrière-plan ; chaque livre de philosophie, s'il réalisait son programme, épuiserait l'infini. Après avoir lu les ouvrages de ce genre, on est tenté de se demander : Que fera l'auteur désormais, puisqu'il a dit son dernier mot ? La vraie science ne se livre pas d'un seul coup ; elle est toujours relative, toujours incomplète, toujours perfectible. Une science des sciences qui rendrait les autres inutiles serait le tombeau de l'esprit humain, et aurait les mêmes conséquences qu'une révélation ; en nous donnant le dogme absolu, elle couperait court à tout mouvement de l'esprit, à toute recherche. L'ennui du ciel des scolastiques serait à peine comparable à celui des contemplateurs oisifs d'une vérité sans nuance qui, n'ayant pas été trouvée par eux, ne serait pas aimée d'eux, et à laquelle chacun n'aurait pas le droit de donner le cachet de son individualité.

Le livre de M. Vacherot dissiperait-il les préjugés que beaucoup d'esprits délicats et d'esprits scientifiques sont arrivés à concevoir de nos jours contre la métaphysique ? J'en doute, et une considération toute superficielle m'inspire d'abord quelque prévention. Les deux gros volumes de

l'ingénieux penseur sont consacrés à prouver que la métaphysique existe. Ainsi ne procèdent pas les sciences naturelles et historiques. Les premiers géologues n'ont pas fait des volumes pour prouver que la géologie existe, ils ont fait de la géologie. Les fondateurs de la philologie comparée n'ont pas écrit pour prouver que cette façon de considérer les langues constitue une science réelle ; ils ont fait de la philologie comparée. Si la métaphysique était une science, comme semble l'entendre M. Vacherot, depuis dix-huit mois que son livre a paru, elle serait fondée, acceptée, organisée. Deux ans après le premier manifeste de M. Bopp, la philologie comparée était de droit commun dans toutes les écoles savantes ; deux ans après les premiers écrits de Cuvier, l'anatomie comparée comptait des adeptes nombreux. Cette différence-là est pleine de conséquences. La métaphysique ressemble trop à ces soutras bouddhiques, vastes portiques, préambules sans fin, où tout se passe à annoncer une révélation parfaite. Cinquante pages de théorie prouveraient plus pour la réalité de la métaphysique que les douze cents pages de M. Vacherot, pages excellentes, pleines de charme et de véritable solidité, mais dont la valeur résulte beaucoup moins de la doctrine qu'elles fondent que de la critique qu'elles renferment, critique dont l'auteur, dédaigneux de ce qui fait son principal mérite, semble bien à tort faire peu de cas.

Certes il est un côté par lequel je partage entièrement l'opinion de M. Vacherot. Si l'on entend par métaphysique le droit et le pouvoir qu'a l'homme de s'élever au-dessus des faits, d'en voir les lois, la raison, l'harmonie, la poésie, la beauté (toutes choses essentiellement métaphysiques en un sens) ; si l'on veut dire que nulle limite ne peut être tracée à l'esprit humain, qu'il ira toujours montant l'échelle infinie de la spéculation (et pour moi je pense qu'il n'est pas dans l'univers d'intelligence supérieure à celle de l'homme, en sorte que le plus grand génie de notre planète est vraiment le prêtre du monde, puisqu'il en est la plus haute réflexion) ; si la science qu'on oppose à la métaphysique est ce vulgaire empirisme satisfait de sa médiocrité, qui est la négation de toute philosophie, oui, je l'avoue, il y a une

métaphysique : rien n'est au-dessus de l'homme, et le vieil adage *Quae supra nos, quid ad nos?* est un non-sens. Mais, si l'on veut dire qu'il existe une science première, contenant les principes de toutes les autres, une science qui peut à elle seule, et par des combinaisons abstraites, nous mener à la vérité sur Dieu, le monde, l'homme, je ne vois pas la nécessité d'une telle catégorie du savoir humain. Cette science est partout et n'est nulle part ; elle n'est rien si elle n'est tout. Il n'y a pas de vérité qui n'ait son point de départ dans l'expérience scientifique, qui ne sorte directement ou indirectement d'un laboratoire ou d'une bibliothèque, car tout ce que nous savons, nous le savons par l'étude de la nature ou de l'histoire. Sans doute la science de la nature et de l'histoire n'existerait pas sans les formules essentielles de l'entendement ; nous ne verrions pas la poésie du monde si nous ne portions en nous-mêmes le foyer de toute lumière et de toute poésie. Ce ne sont pas des chimères, comme le croient les esprits bornés, que ces mots d'infini, d'absolu, de substance, d'universel. Tout cela constitue un ensemble de notions indispensables pour la bonne discipline de l'esprit, qu'on peut appeler logique ou critique de l'esprit humain ; mais tout cela n'est pas la métaphysique. Kant, le grand promoteur dans les temps modernes de cette critique de l'esprit humain, proteste qu'il n'est pas un métaphysicien. Aristote, qui l'a fondée dans l'antiquité, ne cherche à construire la science que par l'étude des faits et l'observation des détails.

M. Vacherot convient de la différence essentielle qui existe entre la métaphysique et les autres branches du savoir humain. « La métaphysique, dit-il, n'est pas encore une science » ; « mais, ajoute-t-il ailleurs, le temps n'est pas fort éloigné où la philosophie naturelle en était là, aussi incertaine dans ses principes que dans ses théories. En deux siècles, elle a regagné le temps perdu en hypothèses, et, à en voir les magnifiques résultats et les merveilleux progrès, on croirait qu'elle date de la plus haute antiquité. Pourquoi la métaphysique ne ferait-elle pas de même ? Elle n'est en retard que de deux siècles. » Cette pensée revient à chaque page de son livre, je ne peux l'admettre



sans réserve. La métaphysique n'est pas une science jeune ; elle est née la première des sciences, c'est la plus vieille de toutes. Les autres sciences ont eu leur enfance et leur progrès ; la métaphysique et la logique ont été parfaites du premier coup, comme tout ce qui n'est pas fécond. Elles sont susceptibles de progrès dans l'exposition, mais ne laissent point de place à des découvertes réelles. On peut expliquer la théorie du syllogisme d'une manière plus commode que ne l'a fait Aristote, mais on ne saurait l'améliorer ni la compléter. Créées une fois pour toutes, ces théories restent comme des algorithmes fixes, non comme des sciences capables de perfectionnement.

Semblable en cela à l'objet infini dont elle s'occupe, la philosophie offre donc cette singularité, qu'on peut dire avec presque autant de raison qu'elle est et qu'elle n'est pas. La nier, c'est découronner l'esprit humain ; l'admettre comme une science distincte, c'est contredire la tendance générale des études de notre temps. Un seul moyen reste, suivant moi, pour tirer la philosophie de cette situation indécise, c'est de convenir qu'elle est moins une science qu'un côté de toutes les sciences. Qu'on me permette une comparaison vulgaire : la philosophie est l'assaisonnement sans lequel tous les mets sont insipides, mais qui à lui seul ne constitue pas un aliment. Ce n'est pas à des sciences particulières, telles que la chimie, la physique, etc., qu'on doit l'assimiler ; on sera mieux dans le vrai en rangeant le mot de *philosophie* dans la même catégorie que les mots d'*art* et de *poésie*. La plus humble comme la plus sublime intelligence a eu sa façon de concevoir le monde ; chaque tête pensante a été à sa guise le miroir de l'univers ; chaque être vivant a eu son rêve qui l'a charmé, élevé, consolé : grandiose ou mesquin, plat ou sublime, ce rêve a été sa philosophie. Voilà pourquoi l'histoire de la philosophie ne ressemble nullement à l'histoire des autres sciences ; elle n'a pas de développement régulier, elle ne procède point par des acquisitions successives. L'individualité de chaque penseur s'y reflète. Prenez les *Annales de Physique et de Chimie*, vous y trouverez des mémoires qui dénotent plus ou moins d'habileté ; mais vous n'en trouverez aucun qui



vous donne quelque indice sur le caractère moral de l'auteur. Il n'en est pas de même en philosophie. La philosophie, c'est l'homme même ; chacun naît avec sa philosophie comme avec son style. Cela est si vrai que l'originalité personnelle est en philosophie la qualité la plus requise, tandis que dans les sciences positives la vérité des résultats est la seule chose à considérer.

On fera toujours de la philosophie, comme on fera toujours de la poésie ; mais de même que j'ai des craintes pour l'avenir de la plupart des genres de poésie sans avoir de craintes pour l'avenir de la poésie elle-même, ainsi je crois peu à l'avenir de la philosophie, envisagée comme une science spéciale, sans avoir le moindre doute sur l'éternelle persistance du sentiment philosophique. Peut-être viendra-t-il un jour où l'on fera toute chose poétiquement et philosophiquement, sans faire précisément de poésie et de philosophie. Quels sont de notre temps les interprètes de la grande poésie, de celle qui sort de la nature et de l'âme, comme une éternelle plainte et un divin gémissement ? Quelques poètes sans doute, fidèles encore à la tradition philosophique ou religieuse, mais surtout des savants, des critiques. On ne croit plus ni aux systèmes ni aux fictions. Nous ne concevons pas plus la possibilité d'une nouvelle hypothèse philosophique que nous ne concevons la possibilité d'une épopée. La critique a fermé pour longtemps la voie à ces grandes productions qui supposent une certaine spontanéité naïve. On ne s'émeut pas devant un décor percé à jour, dont on voit les machines. Nous sourions d'avance des efforts que va faire le poète pour nous tromper ; nous savons d'avance que le système qu'on nous propose n'échappera pas plus que ses devanciers à la loi fatale de la caducité. Une telle pensée suffit pour arrêter tout élan. Il faudrait redevenir grossier pour s'y soustraire, car un bétien seul peut ignorer que toutes les formules sont essentiellement incomplètes, que les prétentions de la philosophie ne sont pas plus justifiées que celles de la théologie, qu'elle aboutit à un dogmatisme aussi insupportable. Peut-être, quand nous serons vieux et incapables de tout comprendre, finirons-nous par oublier à ce point l'expérience

de trois mille ans d'histoire et notre propre expérience ; mais, tant que nous serons assez sains et assez forts pour ne pas sacrifier une moitié de la vérité à l'autre, nous ne poserons jamais devant nos yeux un écran volontaire, nous n'élèverons jamais autour de nous les murs d'une prison, nous ne nous attribuerons jamais un privilège d'infaillibilité, sachant bien que l'avenir refuserait de le ratifier.

## II

Ce n'est donc pas nier la philosophie, c'est la relever et l'ennobrir que de déclarer qu'elle n'est pas une science particulière, mais qu'elle est le résultat général de toutes les sciences, le son, la lumière, la vibration qui sort de l'éther divin que tout porte en soi. Au fond, telle a été la conception des grands philosophes. Aristote est l'encyclopédiste de son temps ; Roger Bacon, le vrai prince de la pensée du moyen âge, fut un positiviste à sa manière ; Descartes a tout compris, excepté les sciences historiques dont il ne vit pas l'importance ; Leibniz, lui, est une mer sans rivage : il dévore toute science, même la science chimérique, la scolastique, l'alchimie ; Kant savait ce que savait son siècle. Tous les grands philosophes ont été de grands savants, et les moments où la philosophie a été une spécialité ont été des moments d'abaissement. Tel fut bien le second âge du cartésianisme, représenté par Malebranche. Telle fut, au plus haut degré, la stérile scolastique de la fin du moyen âge. De nos jours, les tentatives absolues de Schelling et de Hegel ont de même plutôt nui que servi au progrès de nos connaissances, en détournant les jeunes gens des recherches spéciales, en portant les esprits à se contenter trop facilement et à croire qu'on peut penser avec des formules. Le tourniquet de Raimond Lulle, qui devait servir à trouver toute vérité et à réfuter toute erreur, n'aurait pas eu d'effets beaucoup plus désastreux que cette logique prétendue avec laquelle on a cru pouvoir se passer d'étude et de patient labeur. En résumé, philosopher, c'est connaître l'univers. L'univers se compose de deux mondes,

le monde physique et le monde moral, la nature et l'humanité. L'étude de la nature et de l'humanité est donc toute la philosophie.

En général, c'est par l'étude de la nature qu'on est arrivé jusqu'ici à la philosophie ; mais je ne crois pas me tromper en disant que c'est aux sciences du second groupe, à celles de l'humanité, qu'on demandera désormais les éléments des plus hautes spéculations. La psychologie part de l'hypothèse d'une humanité parfaitement homogène, qui aurait toujours été telle que nous la voyons, et cette hypothèse renferme une part de vérité, car il y a vraiment des attributs communs de l'espèce humaine qui en constituent l'unité ; mais elle renferme aussi une erreur grave, ou plutôt elle méconnaît une vérité fondamentale, révélée par l'histoire : c'est que l'humanité n'est pas un corps simple et ne peut être traitée comme telle. L'homme doué des dix ou douze facultés que distingue le psychologue est une fiction ; dans la réalité, on est plus ou moins homme, plus ou moins fils de Dieu. On a de Dieu et de vérité ce dont on est capable et ce qu'on mérite. Je ne vois pas de raisons pour qu'un Papou soit immortel. Au lieu de prendre la nature humaine, comme la prenaient Thomas Reid et Dugald Stewart, pour une révélation écrite d'un seul jet, pour une bible inspirée et parfaite dès son premier jour, on en est venu à y voir des retouches et des additions successives. Des mondes civilisés ont précédé le nôtre, et nous vivons de leurs débris. La science de l'humanité a subi de la sorte une révolution analogue à celle de la géologie. La planète, dont la formation s'expliquait autrefois en deux mots : « Dieu créa le ciel et la terre », est devenue un ensemble d'étages superposés, de couches successives.

Je sais que le rôle que j'attribue ici aux sciences historiques paraîtra à plusieurs personnes la négation même de la philosophie. Le livre de M. Vacherot est destiné à protester, au nom de la métaphysique, contre cet envahissement universel de l'histoire, et quelques-unes des meilleures pages de son livre (1) sont consacrées à critiquer la

(1) Tome I, p. 301 ss.

direction que je viens d'indiquer. J'avoue que, dans l'état actuel des études historiques et philologiques, la prétention que je viens d'énoncer pour elles peut paraître exagérée. Les sciences physiques sont comprises depuis plus de deux cents ans ; les sciences de l'humanité sont encore dans leur enfance, très peu de personnes en voient le but et l'unité. Pour désigner l'ensemble de travaux qui les composent, on ne trouve d'autre mot que celui d'*érudition*, lequel est chez nous à peu près synonyme de hors-d'œuvre amusant et de passe-temps agréable. On comprend le physicien et le chimiste, on comprend l'artiste et le poète ; mais l'érudit n'est aux yeux du vulgaire, et même de bien des esprits délicats, qu'un meuble inutile, quelque chose d'analogue à ces vieux abbés lettrés qui faisaient partie de l'ameublement d'un château, au même titre que la bibliothèque. On se figure volontiers que c'est parce qu'il ne peut pas produire qu'il recherche et commente les œuvres d'autrui. Le vague qui plane sur l'objet de ses études, cette latitude presque indéfinie qui renferme sous le même nom des recherches si diverses font croire volontiers qu'il n'est qu'un amateur qui se promène dans la variété de ses travaux, et fait des explorations dans le passé, à peu près comme certains animaux fouisseurs creusent des souterrains, pour le plaisir d'en faire.

Il y a là une très grande méprise entretenue et par la distraction du public, et aussi, il faut le dire, par la faute des érudits, qui trop souvent ne voient dans leurs travaux que l'aliment d'une curiosité assez frivole. Certes, il ne faut pas médire de la curiosité. Elle est un élément essentiel de l'organisation humaine et la moitié de la volupté de la vie. Le curieux et l'amateur peuvent rendre à la science d'éminents services, mais ils ne sont ni le savant ni le philosophe. La science n'a réellement qu'un seul objet digne d'elle : c'est de résoudre l'énigme des choses, c'est de dire à l'homme le mot de l'univers et de sa propre destinée. Entre tous les phénomènes livrés à notre étude, l'existence et le développement de l'humanité sont le plus extraordinaire. Or comment connaître l'humanité, si ce n'est par les procédés mêmes qui nous servent à connaître la nature, je veux dire



en recherchant les traces qui sont restées de ses révolutions successives ? L'histoire n'est possible que par l'étude immédiate des monuments, et ces monuments ne sont pas abordables sans les recherches spéciales du philologue ou de l'antiquaire. Toute forme du passé suffit à elle seule pour remplir une laborieuse existence. Une langue ancienne et souvent à moitié inconnue, une paléographie spéciale, une archéologie et une histoire péniblement déchiffrées, voilà plus qu'il n'en faut pour absorber tous les efforts de l'investigateur le plus patient, si d'humbles artisans n'ont consacré de longs travaux à extraire de la carrière et à réunir les matériaux avec lesquels il doit reconstruire l'édifice du passé. La révolution littéraire qui depuis 1820 a changé la face des études historiques, ou, pour mieux dire, qui a fondé l'histoire parmi nous, aurait-elle été possible sans les grandes collections du *xvii<sup>e</sup>* et du *xviii<sup>e</sup>* siècle ? Mabilion, Muratori, Baluze, Ducange n'étaient ni de grands philosophes, ni de grands écrivains, et pourtant ils ont plus fait pour la vraie philosophie que tant d'esprits systématiques qui ont voulu construire avec leur imagination l'édifice des choses, et qui ne laisseront rien parmi les acquisitions définitives de l'esprit humain.

Le rôle de l'historien et du philologue est donc rigoureusement parallèle à celui du physicien, du naturaliste, du chimiste. L'union de la philologie et de la philosophie, de l'érudition et de la pensée, devrait être le caractère du travail intellectuel de notre époque. Le penseur suppose l'érudit, et, ne fût-ce qu'en vue de la sévère discipline de l'esprit, il faudrait faire peu de cas du philosophe qui n'aurait pas travaillé une fois dans sa vie à éclaircir quelque point spécial de la science. Sans doute les deux rôles peuvent se séparer, et un tel partage est même souvent désirable ; mais il faudrait au moins qu'un commerce intime s'établît entre ces fonctions diverses. Pour apprécier la valeur des sciences historiques, il ne faut pas se demander ce que vaut telle obscure dissertation, telle monographie, destinée, quand elle aura porté son fruit, à rester oubliée. Il faut prendre dans son ensemble la révolution opérée par la philologie, examiner ce que l'esprit humain



était avant la culture philologique, ce qu'il est devenu depuis qu'il l'a subie, quels changements la connaissance critique de l'antiquité a introduits dans la manière de voir des modernes. Or une histoire attentive de l'esprit humain depuis le *xv<sup>e</sup>* siècle démontrerait, ce me semble, que les plus importantes révolutions de la pensée moderne ont été amenées directement ou indirectement par des conquêtes philologiques. La Renaissance et la Réforme sont nées à la suite d'une révolution en philologie. Le *xviii<sup>e</sup>* siècle, quoique superficiel en érudition, arrive à ses résultats bien plus par la critique, l'histoire ou la science positive, que par l'abstraction métaphysique. La critique universelle est le seul caractère qu'on puisse assigner à la pensée délicate, fuyante, insaisissable du *xix<sup>e</sup>* ; les railleurs de la critique ne savent faire eux-mêmes que de la critique, leurs livres n'ont de valeur que par là. Saisir la physionomie des choses, voilà toute la philosophie, et celui-là en approcherait le plus qui pourrait mener parallèlement plusieurs existences, afin d'explorer tous les sentiers de la pensée. Ce qu'un seul individu ne peut faire, l'esprit humain le fera, car il ne meurt pas, et tous travaillent pour lui. Direz-vous que ceux qui auront contribué à cette œuvre, qui auront poli une des faces de ce diamant, enlevé une parcelle des scories qui en voilent l'éclat natif, ne sont que des pédants, des oisifs, des esprits lourds, qui, étrangers au monde des vivants, se réfugient dans celui des momies et dans les nécropoles ?

Ce qu'on appelle « l'érudition » n'est donc pas, comme on le croit souvent, une simple fantaisie, c'est une science sérieuse, ayant un but philosophique élevé, c'est la science des produits de l'esprit humain. A ce point de vue, les littératures les plus étrangères à notre goût, celles qui nous transportent le plus loin de l'état actuel, sont précisément les plus importantes. L'anatomie comparée tire bien plus de résultats de l'observation des animaux inférieurs que de l'étude des espèces supérieures. Cuvier aurait pu disséquer toute sa vie des animaux domestiques sans soupçonner les hauts problèmes que lui ont révélés les mollusques et les annélides. De même les productions en apparence les

plus insignifiantes sont souvent les plus précieuses aux yeux du critique, parce qu'elles mettent vivement en relief des traits qui, dans les œuvres réfléchies, ont moins de saillie et d'originalité. La plus humble des littératures primitives en apprend plus sur l'histoire de l'esprit humain que l'étude des chefs-d'œuvre des littérateurs modernes. En ce sens, les folies elles-mêmes ont leur intérêt et leur prix. Il est plus facile en effet d'étudier les natures diverses dans leurs moments de crise que dans leur état naturel, où la régularité de la vie ne laisse voir qu'une habitude calme et uniforme. En ces ébullitions, au contraire, tous les secrets intimes remontent à la surface et s'offrent d'eux-mêmes à l'observation.

Hâtons-nous de le dire, il serait injuste d'exiger du savant la conscience toujours immédiate du but de son travail. Est-il nécessaire que l'ouvrier qui extrait des blocs de la carrière ait l'idée du monument auquel ils sont destinés ? En étudiant les origines de chaque science, on trouve que les premiers pas ont été faits presque toujours sans une vue bien distincte de l'objet à atteindre, et que les études philologiques en particulier doivent une extrême reconnaissance à des esprits médiocres, qui les premiers en ont posé les conditions matérielles. Il est même des œuvres de patience auxquelles s'astreindraient difficilement des hommes dominés par des besoins philosophiques trop exigeants. Peu de philosophes auraient le courage et l'abnégation nécessaires pour se résigner à l'humble labeur du lexicographe, et pourtant le plus beau livre de généralités n'a pas eu sur la science une aussi grande influence que le dictionnaire, très médiocrement philosophique, par lequel Wilson a rendu possibles en Europe les études sanscrites.

Les spécialités scientifiques sont le grand scandale des gens du monde, comme les généralités sont le scandale des savants. La vérité est, ce me semble, que les spécialités n'ont de sens qu'en vue des généralités, mais que les généralités à leur tour ne sont rendues possibles que par les études les plus minutieuses. Les hommes voués aux recherches spéciales ont souvent le tort de croire que leurs travaux ont leur propre fin en eux-mêmes ; leur spécialité devient

ainsi un petit monde où ils se renferment obstinément et dédaigneusement ; toute combinaison étendue les alarme et leur semble de peu de valeur. Certes, s'ils se bornaient à faire la guerre aux généralités hasardées, aux aperçus superficiels, on ne pourrait qu'applaudir à leur sévérité. Je conçois à merveille qu'une date heureusement rétablie, une circonstance d'un fait important retrouvée, une histoire obscure éclaircie aient plus de valeur que des volumes entiers dans le genre de ceux qui s'intitulent souvent « philosophie de l'histoire » ; mais ce n'est point par elles-mêmes que de telles découvertes valent quelque chose. C'est dans la philosophie qu'il faut chercher la véritable valeur de la philologie. Là est la dignité de toute recherche particulière et des derniers détails d'érudition, qui n'ont point de sens pour les esprits superficiels et légers. Il n'y a pas de recherche inutile ou frivole ; il n'est pas d'étude, quelque mince qu'en paraisse l'objet, qui n'apporte son trait de lumière à la science du tout, à la vraie philosophie des réalités. Les résultats généraux qui ne s'appuient pas sur la connaissance des détails sont nécessairement creux et factices, tandis que les recherches particulières, même dénuées de l'esprit philosophique, peuvent être du plus grand prix, quand elles sont exactes et conduites suivant une sévère méthode. L'esprit de la science est cette communauté intellectuelle qui rattache l'un à l'autre l'érudit et le penseur, fait à chacun d'eux sa gloire méritée, et confond dans une même fin leurs rôles divers.

Des monographies sur tous les points de la science, telle devrait donc être l'œuvre du XIX<sup>e</sup> siècle, œuvre pénible, humble, laborieuse, exigeant le dévouement le plus désintéressé, mais solide, durable, et d'ailleurs immensément relevée par la grandeur du but final. Certes il serait plus doux et plus flatteur pour la vanité de cueillir de prime abord le fruit, qui ne sera mûr peut-être que pour un avenir lointain. Il faut une vertu scientifique bien profonde pour s'arrêter sur cette pente et s'interdire la précipitation, quand la nature humaine tout entière réclame la solution définitive. Les héros de la science sont ceux qui, capables des vues les plus élevées, ont pu s'interdire toute généralité

anticipée, et se résigner par vertu scientifique à n'être que d'humbles travailleurs. Pour plusieurs, c'est là un léger sacrifice. Les vrais méritants sont ceux qui, tout en comprenant d'une manière élevée le but suprême, se dévouent au rude métier de manœuvres, et se condamnent à ne voir que le sillon qu'ils creusent. En apparence, ces patients investigateurs perdent leur temps et leur peine. Il n'y a pas pour eux de public ; ils sont lus de trois ou quatre personnes, quelquefois de celui-là seul qui reprendra le même travail. Eh bien ! les monographies sont encore ce qui reste le plus. Un livre de généralités est nécessairement dépassé au bout de dix années ; une monographie, étant un *fait* dans la science, une pierre posée dans l'édifice, est en un sens éternelle dans ses résultats. On pourra négliger le nom de l'auteur, elle-même pourra tomber dans l'oubli ; mais les résultats qu'elle a contribué à établir demeurent. Les historiens du <sup>xvii</sup>e et du <sup>xviii</sup>e siècle qui ont prétendu *écrire* et se faire lire, Mézerai, Daniel, Velly, sont maintenant parfaitement délaissés. Les travaux des bénédictins, qui n'ont prétendu que recueillir des matériaux, sont aujourd'hui, bien que susceptibles d'être fort améliorés, aussi neufs que le jour où ils parurent.

Le peu de résultats qu'auront amenés certaines branches des études philologiques ne saurait même devenir une objection contre ces études. La science en effet se présente toujours à l'homme à la façon d'une terre inconnue. Les premiers navigateurs qui découvrirent l'Amérique étaient bien loin de soupçonner les formes exactes et les relations véritables des parties de ce nouveau monde. L'attraction du succin n'était aux yeux des anciens physiciens qu'un phénomène curieux, jusqu'au jour où, sur ce fait isolé, vint s'élever une science. Il ne faut pas demander aux investigations scientifiques l'ordre rigoureux de la logique, pas plus qu'on ne peut demander d'avance au voyageur le plan de ses découvertes, ni à celui qui creuse une mine le compte des richesses qui en sortiront. La science est un édifice séculaire, qui ne pourra s'élever que par l'accumulation de masses gigantesques. Une vie laborieuse ne sera qu'une pierre obscure et sans nom dans ces constructions immenses.



N'importe : on aura sa place dans le temple, on aura contribué à la solidité de ses assises. Sur les monuments de Persépolis, on voit les différentes nations tributaires du roi de Perse représentées par un personnage qui porte le costume de son pays et tient entre les mains les productions de sa province pour en faire hommage au souverain. Telle est l'humanité : chaque nation, chaque forme intellectuelle, religieuse, morale, laisse après elle une courte expression qui en est comme le type abrégé et expressif, et qui demeure pour représenter les millions d'hommes à jamais oubliés qui ont vécu et qui sont morts groupés autour d'elle. La science, comme toutes les autres faces de l'œuvre humaine, doit être esquissée de cette large manière. Il ne faut pas que les résultats scientifiques soient maigrement et isolément atteints ; il faut que le résultat final qui restera dans le domaine de l'esprit humain soit extrait d'un vaste amas de vérités particulières. De même qu'aucun homme n'est inutile dans l'humanité, de même aucun travailleur n'est inutile dans le champ de la science. De ce qu'on enlève l'échafaudage quand l'édifice est terminé, s'ensuit-il que ceux qui l'ont construit n'ont travaillé qu'à une œuvre frivole et sans durée ?

Tout a ainsi sa place dans la grande œuvre que poursuit l'esprit humain à travers les siècles. Le penseur ne peut rien sans le savant, le savant ne vaut quelque chose qu'en vue du penseur. L'un et l'autre sont eux-mêmes, pour employer le style des mathématiques, des *fonctions* dans un plus vaste ensemble, qui est le développement complet de la conscience du monde se faisant par l'humanité. Un beau sentiment vaut une belle pensée, une belle pensée vaut une belle action, une vie de science vaut une vie de vertu. L'homme accompli serait celui qui pourrait être à la fois poète, philosophe, savant, homme vertueux, et cela non pas par intervalles (il ne le serait alors que médiocrement), mais par une intime pénétration à tous les moments de sa vie, qui serait poète alors qu'il est philosophe, philosophe alors qu'il est savant, chez qui, en un mot, tous les éléments de l'humanité se réuniraient en une parfaite harmonie, comme dans l'humanité même. Le modèle de la perfection en effet nous



est donné par la nature humaine. Or la nature humaine est à la fois savante, curieuse, poétique, passionnée.

Si le métaphysicien est le poète qui rend l'esprit et la vie de tout cela, je l'admets et le couronne ; mais, s'il ne fait que substituer l'abstraction à la vie, je préfère le savant qui me révèle la nature et l'histoire, car dans la nature et l'histoire je vois bien mieux le divin que dans des formules abstraites d'une théodicée artificielle et d'une ontologie sans rapports avec les faits. L'absolu de la justice et de la raison ne se manifeste que dans l'humanité : envisagé hors de l'humanité, cet absolu n'est qu'une abstraction ; envisagé dans l'humanité, il est une réalité. Et ne dites pas que la forme qu'il revêt entre les mains de l'homme le souille et l'abaisse. Non, non ; l'infini n'existe que quand il revêt une forme finie. Dieu ne se voit que dans ses incarnations. La critique, qui sait voir le divin de toute chose, est ainsi la condition de la religion et de la philosophie épurées, j'ajouterai de toute morale forte et éclairée. Ce qui élève l'homme ne peut que l'améliorer. « La philosophie critique, dit M. Vacherot, n'aime pas les fanatiques, comprend peu les martyrs, et ne se pique guère d'inspirer les héros. » Qu'en savez-vous ? La force morale n'est pas le fruit d'un syllogisme. Comprendre toute chose n'est pas tout absoudre ; l'école critique attend encore qu'on la prenne en flagrant délit de faiblesse. Son dogme est la foi au divin et à la grande participation que l'homme y a. Sa morale s'appuie sur le sentiment de la noblesse humaine et sur un fondement plus sûr encore. Il ne faut faire dépendre la morale d'aucun système. Fiez-vous à celui qui la porte dans les besoins de sa nature ; car, lors même que l'abaissement du siècle infligerait un démenti à la bonne opinion qu'il a de son espèce, sa propre conscience suffirait pour lui inspirer le respect de lui-même et lui faire défier le sourire de ceux qui pensent que la vertu est toujours une jactance ou une duperie.

Certes, si ceux qui nous blâment de n'être que les secrétaires de l'esprit humain nous apportaient la vérité complète avec ses signes évidents, nous n'aurions qu'à tomber à genoux et à rejeter sur le second plan nos humbles recherches ; mais une longue expérience nous a appris que

la raison seule ne crée pas la vérité. Malebranche prêchant à l'homme de rester enfermé en lui-même pour y chercher le verbe, qui lui enseignera toute chose, ne serait plus écouté. L'homme obstinément renfermé en lui-même n'y trouvera que le rêve. Si, au lieu de dédaigner l'histoire de l'esprit humain, comme le tableau futile de tout ce que les autres ont pensé, l'orgueilleux oratorien eût bien voulu regarder le monde et l'humanité, combien son horizon se fût élargi ! de combien de préjugés se fût-il dégagé ! Il eût vu les méandres infinis de la légende et de l'histoire ; il eût vu la trame sans fin des créations divines, et si à ce spectacle il eût perdu sa foi étroite, il y eût gagné le sens de la vraie théologie, qui est la science du monde et, de l'humanité, la science de l'universel *devenir*, aboutissant comme culte à la poésie et à l'art, et par-dessus tout à la morale. Étudiez donc, disons-nous à ceux qu'anime encore la noble curiosité, étudiez en philosophes la chimie, la physiologie et l'histoire. Disséquez toute vie, analysez toute substance, apprenez toute langue, comparez toute littérature ; que chaque mot du passé nous livre tout ce qu'il recèle, que chaque coin du sol nous rende les débris qu'il contient. Fouillez la vieille Phénicie, on ne sait pas ce que cache cette terre ; interrogez en géologues les plateaux de l'Asie que l'homme habita d'abord ; fouillez Suse, fouillez l'Yémen, fouillez Babylone. Qu'est-ce qu'Éden ? qu'est-ce que Saba ? qu'est-ce qu'Ophir ? Apprenez-moi si, après tant d'humanités écroulées, la nôtre croulera à son tour, si les sages peuvent espérer de la diriger un peu, ou bien si c'est une loi fatale d'expier le raffinement par la faiblesse. Dites-moi les secrets de la naissance et de la mort, les secrets de la pierre et du métal, les secrets de la cellule dernière où naît la vie. Qui sait si l'infini réel est aussi vaste qu'on le suppose ? Et la grande loi qui nous donnera le pouvoir sur l'atome (quand nous l'aurons, remarquez-le, nous serons maîtres du monde), qui sait si elle nous échappera toujours ?

## III

Il serait injuste de dire que M. Vacherot s'est contenté de prêcher les avantages et les droits de la métaphysique, son livre renferme une théodicée, développement de celle que l'auteur avait déjà esquissée dans le troisième volume de son *École d'Alexandrie*, et que je regarde comme la plus originale que la France ait produite en notre siècle. Elle peut se résumer en cette phrase : Dieu est l'idée du monde, et le monde la réalité de Dieu. « S'obstiner à réunir sur un même sujet la perfection et la réalité, c'est se condamner aux contradictions les plus palpables. Il suffit de lire saint Augustin, Malebranche, Fénelon, Leibniz, pour s'en convaincre. La critique de Kant, si forte qu'elle soit, est peut-être moins décisive que le spectacle de telles subtilités. Un Dieu parfait ou un Dieu réel, il faut que la théologie choisisse. Le Dieu parfait n'est qu'un idéal ; mais c'est encore, comme tel, le plus digne objet de la théologie, car qui dit idéal dit la plus haute et la plus pure vérité. Quant au Dieu réel, il vit, il se développe dans l'immensité de l'espace et dans l'éternité du temps ; il nous apparaît sous la variété infinie des formes qui le manifestent : c'est le cosmos. Avec ses imperfections et ses lacunes, c'est encore un Dieu bien grand et bien beau pour qui le comprend, le voit et le contemple des yeux de la science et de la philosophie. Le panthéisme s'en contente ; mais c'est la gloire de la pensée humaine de remonter plus haut... Pour nous, le monde, n'étant pas moins que l'être en soi lui-même, dans la série de ses manifestations à travers l'espace et le temps, possède l'infinité, la nécessité, l'indépendance, l'universalité et tous les attributs métaphysiques que les théologiens réservent exclusivement à Dieu. Il est clair dès lors qu'il se suffit à lui-même quant à son existence, à son mouvement, à son organisation et à sa conservation, et n'a nul besoin d'un principe hypercosmique. Or, du moment que Dieu n'est plus conçu comme la substance ou la cause du monde, il n'y a plus d'absurdité à le ramener à n'être plus que le suprême idéal de la vie universelle. C'est même, à notre

sens, la seule conception qui sauve la théologie des deux écueils contre lesquels elle va heurter tour à tour : la doctrine de la création *ex nihilo* et le panthéisme. »

Voilà des formules très ingénieuses et très riches de vérité. La contradiction qu'implique toute théodicée, et qu'elle implique nécessairement, puisque son objet est de définir l'infini, n'a jamais été mieux prévenue ; mais il faut voir si de telles formules ont à un assez haut degré le caractère de résultats scientifiques et acquis pour constituer une métaphysique positive. — Et d'abord n'accordons que le dédain aux vaines accusations d'athéisme que les esprits étroits ont toujours élevées contre les hommes les plus religieux, parce que ceux-ci ont craint de déroger à la majesté divine en la limitant par une formule quelconque. Refuser de déterminer Dieu n'est pas le nier ; cette réserve est bien plutôt l'effet d'une profonde piété, qui tremble de blasphémer en disant ce qu'il n'est pas. On ne saurait accorder que pour la satisfaction de quelques esprits timides le philosophe soit obligé de se gêner en son langage, et de se retrancher un trait fort ou expressif. « Jadis, dit très bien M. Vacherot, l'athéisme était la calomnie de tous les docteurs en théologie contre les philosophes qui n'acceptaient pas sans réserve le Dieu de leurs Églises. Aujourd'hui que la philosophie a rompu avec toutes les traditions de l'empirisme du dernier siècle, les théologiens ont substitué à l'accusation d'athéisme celle de panthéisme. Le mot spirituel de M. Cousin sur ce petit « spectre évoqué à l'usage des sacristies » est d'une parfaite justesse. Le jeu est habile en ce que la calomnie gagne en vraisemblance sans rien perdre de sa gravité. Le panthéisme tel qu'ils le présentent, moins absurde peut-être, est encore plus immoral et plus dangereux que l'athéisme. Le premier supprime Dieu, dont les attributs métaphysiques sont indifférents à la morale ; le second supprime la liberté et le devoir, c'est-à-dire tout ce qui fait la valeur de la vie humaine. »

Cette injuste accusation mise à part, peut-on dire que la théodicée de M. Vacherot soit de nature à satisfaire toutes les exigences de l'âme, et qu'un idéal de perfection qui a pour lui la vérité, mais non la réalité, comme les figures



abstraites des géomètres, soit vraiment ce qu'adore l'humanité ? Un fait immense donne au premier coup d'œil raison à M. Vacherot. La théodicée n'a aucun fondement expérimental. L'existence et la nature d'un être ne se prouvent que par ses actes particuliers, individuels, volontaires, et, si la Divinité avait voulu être perçue par le sens scientifique, nous découvririons dans le gouvernement général du monde des actes portant le cachet de ce qui est libre et voulu ; la météorologie devrait être sans cesse dérangée par l'effet des prières des hommes, l'astronomie parfois en défaut. Or aucun cas d'une telle dérogation n'a été scientifiquement constaté ; aucun miracle ne s'est produit devant un corps savant ; tous ceux que l'on rencontre ou bien sont le fruit de l'imagination et de la légende, ou bien se sont passés devant des témoins qui n'avaient pas les moyens nécessaires pour se garantir des illusions et juger du caractère miraculeux d'un fait. C'est ce que Malebranche a parfaitement résumé dans ce mot : « Dieu n'agit pas par des volontés particulières. » Loin de révéler Dieu, la nature est immorale ; le bien et le mal lui sont indifférents. Jamais avalanche ne s'est arrêtée pour ne pas écraser un honnête homme ; le soleil n'a pâli devant aucun crime ; la terre boit le sang du juste comme le sang du pécheur. L'histoire de même est un scandale permanent au point de vue de la morale. L'histoire, comme la nature, révèle des lois ; mais, pas plus que la nature, elle ne révèle un plan tracé d'avance. Sans doute il y a de l'harmonie dans la nature, sans cela elle n'existerait pas ; mais si l'on tient compte de l'infinité des cas qui assure l'existence à tout ce qui est possible, et de la flexibilité d'accommodation, qui fait que chaque être aspire à se mettre en équilibre avec les conditions extérieures, on cesse de trouver place dans le monde pour un choix à priori. Toutes les théories qui supposaient des lois intentionnelles dans la configuration des continents, dans les distances des planètes, etc., se sont trouvées en défaut. — Demander la Divinité à l'expérience, c'est donc s'abuser. L'explication mécanique de la constitution du monde, telle que l'ont conçue Descartes, Huyghens, Newton, Laplace, n'est pas complète dans ses détails,



mais elle est inébranlable dans son principe. M. Vacherot a eu raison de chercher, pour arriver à Dieu, une voie plus sûre.

Mais peut-on dire que l'abstraction soit ici plus efficace que l'expérience, et qu'elle suffise pour révéler à l'homme cette cause première, dont, à vrai dire, il cherche plutôt à découvrir la nature qu'à démontrer l'existence ? Descartes, le premier, tenta cette voie, et s'y montra au-dessous de son génie. Mathématicien sans pareil, physicien moins heureux, moraliste et psychologue de second ordre, Descartes fut toujours un théologien fort incomplet. Égaré par ses habitudes géométriques et la nature un peu sèche de son esprit, ne voyant dans le corps que l'étendue (Berkeley et Malebranche, ses vrais disciples, furent conséquents en tirant de ses principes l'idéalisme absolu), il ne comprit jamais la vie ; l'histoire, la physiologie, la chimie, les grandes sciences de notre temps n'existèrent point pour lui. Peut-être une vue incomplète de la nature a-t-elle également porté M. Vacherot à cette théodicée toute spéculative. Ce qui révèle le vrai Dieu, c'est le sentiment moral. Si l'humanité n'était qu'intelligente, elle serait athée ; mais les grandes races ont trouvé en elles-mêmes un instinct divin, dont la force, l'originalité, la richesse éclatent dans l'histoire avec une splendeur inouïe. Le devoir, le dévouement, le sacrifice, toutes choses dont l'histoire est pleine, sont inexplicables sans Dieu. Si l'on récuse ce grand témoignage de la nature, il faut être conséquent ; il faut avouer que tous les honnêtes gens ont été des dupes, il faut traiter de fous les martyrs de tous les siècles, il faut plaindre Jésus d'être mort à trente-trois ans ; qui sait en effet s'il ne s'est pas retranché trente ou quarante ans de vie heureuse sous les figuiers de la Galilée ? Mais soutenir cela, c'est contredire aussi formellement le témoignage de la nature humaine que quand on nie la véracité de la perception des sens. Dans les deux cas, la répugnance est égale, et l'esprit se trouve placé dans la même impossibilité de douter.

D'accord avec M. Vacherot sur l'insuffisance du déisme vulgaire, je me sépare donc de lui sur la nature des procédés qui conviennent à la théodicée. L'horreur instinctive de tous les grands esprits pour les formules qui tendent

à faire de Dieu quelque chose ne doit pas nous rejeter dans l'idéalisme abstrait. Dieu est le produit de la conscience, non de la science et de la métaphysique. Ce n'est pas la raison, c'est le sentiment qui détermine Dieu. Voilà pourquoi l'art, la poésie et la religion sont, en théodicée, supérieurs à la philosophie. Le poète, l'artiste et l'homme pieux, en acceptant franchement les symboles, sont en un sens plus conséquents que le philosophe ; celui-ci, en effet, a la prétention de se passer de tout langage figuré, et ne s'en passe pas en réalité, puisque les théories les plus abstraites sur la Divinité sont des symboles à leur manière. Toute phrase appliquée à un objet infini est un mythe ; elle renferme dans des termes limités et exclusifs ce qui est illimité. Il y a certes fort loin de la grossière imagination, qui dégrade la Divinité, à la formule philosophique, qui cherche à l'élever au-dessus des erreurs populaires ; mais, au fond, l'impuissance est la même. La tentative d'expliquer l'ineffable par des mots est aussi désespérée que celle de l'expliquer par des récits ou des images : la langue, condamnée à cette torture, proteste, hurle, détonne ; chaque phrase implique un hiatus immense. Toute proposition appliquée à Dieu est impertinente, une seule exceptée : Il est.

L'anthropomorphisme populaire est le grand écueil que la théodicée philosophique cherche à éviter, et elle a raison ; mais il est un anthropomorphisme dont il lui est impossible de se débarrasser, et qui est inhérent à sa tentative même : c'est l'anthropomorphisme psychologique. Toutes les expressions dont se sert la théodicée pour expliquer la nature et les attributs de Dieu impliquent une psychologie finie. On transporte à Dieu tout ce qui dans l'homme a le caractère de la perfection, liberté, intelligence, etc., sans remarquer que ces mots sont la négation même de l'infinité. Est-il besoin d'ajouter que les mots de nécessité, d'inconscience, etc., seraient encore bien plus fautifs ? La vérité est que ces mots sont tous relatifs à l'homme et n'ont pas de sens appliqués à Dieu. Fait-on Dieu personnel, Strauss intervient et dit avec raison : « La personnalité est un moi concentré en lui-même par opposition à un autre moi ; l'absolu au contraire est l'infini qui embrasse et contient tout, qui

par conséquent n'exclut rien. Une personnalité absolue est donc un non-sens, une idée absurde. Dieu n'est pas une personne à côté et au-dessus d'autres personnes... La personnalité de Dieu ne doit pas être conçue comme individuelle, mais comme une personnalité totale, universelle, et, au lieu de personnifier l'absolu, il faut apprendre à le concevoir comme se personnifiant à l'infini. » Le fait-on impersonnel, la conscience proteste, car nous ne concevons l'existence que sous forme personnelle, et dire que Dieu est impersonnel, c'est dire, selon notre manière de penser, qu'il n'existe pas. De ces deux théories, l'une n'est pas vraie, l'autre n'est pas fausse. Ni l'une ni l'autre ne porte sur un terrain solide ; toutes deux impliquent une contradiction. Osons enfin écarter comme secondaires et libres au plus haut degré ces questions condamnées par leur exposé même à ne recevoir jamais de solution. Osons dire qu'elles n'importent que médiocrement à la religion. Du moment qu'on croit à la liberté, à l'esprit, on croit à Dieu. Aimer Dieu, connaître Dieu, c'est aimer ce qui est beau et bon, connaître ce qui est vrai. L'homme religieux est celui qui sait trouver en tout le divin, non celui qui professe sur la Divinité quelque aride et inintelligible formule. Le problème de la cause suprême nous déborde et nous échappe ; il se résout en poèmes (ces poèmes sont des religions), non en lois ; ou, s'il faut parler ici de lois, ce sont celles de la physique, de l'astronomie, de l'histoire, qui seules sont les lois de l'être et ont une pleine réalité.

Je reconnais les bons côtés du déisme, et je lui accorde une place élevée dans l'histoire de l'esprit humain ; mais je ne peux admettre qu'il soit la formule définitive où toutes les religions doivent aboutir et se perdre. Sa clarté apparente l'empêchera toujours d'être une religion. Les hommes ne se rattachent entre eux que par leurs croyances particulières. Une religion qui serait aussi claire que la géométrie n'inspirerait ni amour ni haine. Cela seul crée un lien entre les hommes qui implique un choix libre et personnel : plus la vérité est évidente, moins elle est relevée ; on ne se passionne que pour ce qui est obscur, car l'évidence exclut toute option individuelle. — Cette évidence d'ail-

leurs est-elle de nature à mettre le déisme à l'abri de la critique ? Nullement. Le déisme a son symbole ; ses formes, pour n'avoir rien de plastique, n'en sont pas moins fort arrêtées. Telle n'est pas la religion du philosophe critique. Il n'essaye pas de dépouiller les religions de leurs dogmes particuliers ; il ne croit pas qu'en analysant les diverses croyances on trouverait la vérité au fond du creuset. Une telle opération ne donnerait que le néant et le vide, chaque chose n'ayant son prix que par la forme particulière qui l'enveloppe et la caractérise. Mais il prend tout symbole pour ce qu'il est, pour une expression particulière d'un sentiment qui ne saurait tromper. La vérité d'un symbole, on le comprend dès lors, n'est pas en raison de sa simplicité. Aux yeux du déiste, l'islamisme devrait passer pour la meilleure des religions ; aux yeux du critique, l'islamisme est une religion très défectueuse, qui a fait plus de mal que de bien à l'espèce humaine. Laissons les religions parler de Dieu, et craignons de les détruire en les simplifiant. Ne nous proclamons pas supérieurs à elles ; leurs formules ne sont qu'un peu plus mythiques que les nôtres, et elles ont d'immenses avantages où nous n'atteindrons jamais. Une phrase est une limite et prête à l'objection ; une hymne, une harmonie n'y prêtent pas, car elles n'ont rien de dialectique, elles ne tranchent rien de controversable. Les dogmes des catholiques nous blessent, et leurs vieilles églises nous enchantent. Les confessions de foi des protestants ne nous satisfont guère, et la poésie austère de leur culte nous ravit. Le vieux judaïsme ne nous plaît pas, et ses psaumes sont encore notre consolation. La liberté absolue des styles doit être permise dans la prière. Ne serait-il pas fâcheux, parce que la musique de Mozart est sublime, que celle de Beethoven n'existât point ?

Laisser l'idée religieuse dans sa plus complète indétermination, tenir à la fois pour ces deux propositions : 1<sup>o</sup> « la religion sera éternelle dans l'humanité » ; 2<sup>o</sup> « tous les symboles religieux sont attaquables et périssables », telle serait donc, si le sentiment des sages pouvait être celui du grand nombre, la vraie théologie de notre temps. Tous ceux qui travaillent à montrer au delà des symboles le



sentiment pur, qui en fait l'âme, travaillent pour l'avenir. A quoi fixerez-vous en effet la religion, si cette base immortelle ne vous suffit point ? A un fait historique où vous croirez voir les caractères d'une révélation ? Les sciences historiques protesteront et vous prouveront que la Divinité n'a pas été exclusivement présente à un point de l'espace et de la durée. — A un faux spiritualisme fondé sur une notion erronée de la substance, et qui mériterait bien mieux le nom de matérialisme, puisqu'il méconnaît ce qui réellement constitue l'être ? Les sciences physiologiques protesteront ; elles vous diront qu'elles ne voient point le moment où l'âme telle que vous l'entendez vient s'ajouter au corps, et que rien d'expérimental ne leur révèle une telle infusion. — Tenez-vous-en donc à ceci : L'humanité est de nature transcendante ; *quis Deus incertum est, habitat Deus*. Ah ! voilà ce qu'aucune science ne niera, ce que toute science proclame. Aucune formule ne répondra jamais aux problèmes infinis de Dieu et de la destinée de l'homme, il sera toujours impossible de dire sur ces sujets-là un mot qui ne soit absurde à sa manière, mais ce qu'il importe de remarquer, c'est que la négation appliquée à de tels problèmes est bien plus absurde encore. L'athéisme est en un sens le plus grossier des anthropomorphismes. L'athée voit avec justesse que Dieu n'agit pas en ce monde à la façon d'un homme ; il en conclut qu'il n'existe pas ; il croirait s'il voyait un miracle, en d'autres termes, si Dieu agissait comme force finie en vue d'un but déterminé. Le matérialisme systématique est de même une flagrante contradiction, puisque, pour rabaisser la nature humaine, il exerce justement les vertus et les facultés qui font la noblesse de cette nature, l'amour désintéressé du vrai, la passion du savoir et les procédés les plus relevés du jugement et de la raison.

En résumé, ce qui sort de l'histoire de la religion et de la philosophie, ce n'est pas une série d'aphorismes, comme le voudraient les éclectiques superficiels. Si les vérités morales étaient des résultats mathématiquement démontrés, elles perdraient tout leur prix ; elles cesseraient même d'être morales, puisqu'il n'y aurait pas plus de mérite à les croire



qu'à croire la géométrie et à s'arrêter devant le code pénal. Il faut admettre ce qui est obscur comme obscur. L'obscur est ce qui nous dépasse et s'impose à nous en nous dépassant. Ce qui est simplement absurde n'est pas obscur. Si la religion était une pure chimère, il y a longtemps qu'elle aurait disparu ; si elle était susceptible d'une formule définitive, il y a longtemps que cette formule serait trouvée. Il en faut dire autant de la philosophie : elle est un signe entre tant d'autres, un témoin, quoique non le plus éclatant, de ce mystère infini que nous entrevoyons dans un nuage, et sur lequel il sera toujours aussi impossible à l'homme de se satisfaire que d'abdiquer la recherche. La gloire de la philosophie n'est pas de résoudre le problème, mais de le poser, car le poser, c'est en attester la réalité, et c'est là tout ce que peut l'homme en une matière où, par la nature même du sujet, il ne peut posséder que des lambeaux de vérité.

O Père céleste, j'ignore ce que tu nous réserves. Cette foi, que tu ne nous permets pas d'effacer de nos cœurs, est-elle une consolation que tu as ménagée pour nous rendre supportable notre destinée fragile ? Est-ce là une bienfaisante illusion que ta pitié a savamment combinée, ou bien un instinct profond, une révélation qui suffit à ceux qui en sont dignes ? Est-ce le désespoir qui a raison, et la vérité serait-elle triste ? Tu n'as pas voulu que ces doutes reçussent une claire réponse, afin que la foi au bien ne restât pas sans mérite, et que la vertu ne fût pas un calcul. Une claire révélation eût assimilé l'âme noble à l'âme vulgaire, l'évidence en pareille matière eût été une atteinte à notre liberté. C'est de nos dispositions intérieures que tu as voulu faire dépendre notre foi. Dans tout ce qui est objet de science et de discussion rationnelle, tu as livré la vérité aux plus ingénieux ; dans l'ordre moral et religieux, tu as jugé qu'elle devait appartenir aux meilleurs. Il eût été inique que le génie et l'esprit constituassent ici un privilège, et que les croyances qui doivent être le bien commun de tous fussent le fruit d'un raisonnement plus ou moins bien conduit, de recherches plus ou moins favorisées. Sois béni pour ton mystère, béni pour t'être caché, béni pour avoir réservé la pleine liberté de nos cœurs !





# DISCOURS ET CONFÉRENCES

1887

Réception à l'Académie française. — Réceptions de Pasteur, Cherbuliez, Lesseps. — Prix de Vertu. — Qu'est-ce qu'une Nation ? — Judaïsme et Christianisme. — L'Islamisme et la Science, etc.





## PRÉFACE (I)

*Les discours qu'on a recueillis dans le présent volume ont été pour la plupart imprimés séparément au moment où ils furent prononcés. Les brochures qui les contenaient étant épuisées, on a jugé à propos de réunir ici les moins oubliées de ces paroles jetées au vent. Quelques répétitions ont été la conséquence d'un pareil rapprochement, fortuit à certains égards. L'indulgence du lecteur admettra facilement que de brèves allocutions, parties du cœur sans nul apprêt, à peu d'intervalle les unes des autres, offrent des pensées qui se ressemblent. On a mieux aimé compter sur cette indulgence que de pratiquer des suppressions qui eussent changé le caractère de petites pièces marquées au coin d'une inspiration toute spontanée. La parole une fois émise est un fait qui a une date. Il n'y faut rien changer, même quand, en se relisant à huit et dix ans de distance, on peut trouver que certaines assertions seraient à confirmer, d'autres à atténuer, quelques-unes à présenter sous un jour différent.*

*Le morceau de ce volume auquel j'attache le plus d'importance, et sur lequel je me permets d'appeler l'attention du lecteur, est la conférence : Qu'est-ce qu'une Nation ? J'en ai pesé chaque mot avec le plus grand soin : c'est ma profession de foi en ce qui touche les choses humaines, et, quand la civilisation moderne aura sombré par suite de l'équivoque*

(1) Les *Discours et Conférences* parurent en 1887 chez Calmann Lévy. (N. de l'éd.)

funeste de ces mots : nation, nationalité, race, je désire qu'on se souvienne de ces vingt pages-là. Je les crois tout à fait correctes. On va aux guerres d'extermination, parce qu'on abandonne le principe salulaire de l'adhésion libre, parce qu'on accorde aux nations, comme on accordait autrefois aux dynasties, le droit de s'annexer des provinces malgré elles. Des politiques transcendants se raillent de notre principe français, que, pour disposer des populations, il faut préalablement avoir leur avis. Laissons-les triompher à leur aise. C'est nous qui avons raison. Ces façons de prendre les gens à la gorge et de leur dire : « Tu parles la même langue que nous, donc tu nous appartiens », ces façons-là sont mauvaises ; la pauvre humanité, qu'on traite un peu trop comme un troupeau de moutons, finira par s'en lasser.

L'homme n'appartient ni à sa langue, ni à sa race : il n'appartient qu'à lui-même, car c'est un être libre, c'est un être moral. On n'admet plus qu'il soit permis de persécuter les gens pour leur faire changer de religion ; les persécuter pour leur faire changer de langue ou de patrie nous paraît tout aussi mal. Nous pensons qu'on peut sentir noblement dans toutes les langues et, en parlant des idiomes divers, poursuivre le même idéal. Au-dessus de la langue, de la race, des frontières naturelles, de la géographie, nous plaçons le consentement des populations, quels que soient leur langue, leur race, leur culte. La Suisse est peut-être la nation de l'Europe la plus légitimement composée. Or elle compte dans son sein trois ou quatre langues, deux ou trois religions et Dieu sait combien de races. Une nation, c'est pour nous une âme, un esprit, une famille spirituelle, résultant, dans le passé, de souvenirs, de sacrifices, de gloires, souvent de deuils et de regrets communs ; dans le présent, du désir de continuer à vivre ensemble. Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue ou d'appartenir au même groupe

ethnographique, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir.

Le droit des populations à décider de leur sort est la seule solution aux difficultés de l'heure présente que peuvent rêver les sages ; c'est dire qu'elle n'a aucune chance d'être adoptée. Les grands hommes qui, en ce moment, gouvernent les affaires des peuples (avec quel succès ? l'avenir le dira) n'ont pour de telles naïvetés que le dédain. Mais il y a une raison, je l'avoue, qui m'a rendu insensible au dédain des politiques sûrs d'eux-mêmes. Depuis que j'ai pu observer les choses humaines, j'ai vu huit ou dix écoles d'hommes d'État qui se sont crues en possession de la sagesse et ont traité ceux qui doutaient d'elles avec la dernière ironie. Une ironie supérieure, celle du sort, a donné successivement de cruels démentis à ces infaillibles d'un jour. Et cela n'a pas rendu les autres modestes !... Ah ! quel profond penseur était ce juif du VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, qui, à la vue des écroulements d'empires de son temps, s'écriait :

« Et voilà comme les nations se fatiguent pour le néant, s'exténuent au profit du feu (1) ! »

Dimanche, 8 mai 1887.

(1) Jérémie, LI, 58.



## DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

(3 AVRIL 1879) (1)

Messieurs,

C E grand cardinal de Richelieu, comme tous les hommes qui ont laissé dans l'histoire la marque de leur passage, se trouve avoir fondé bien des choses auxquelles il ne pensait guère, certaines même qu'il ne voulait qu'à demi. Je ne sais, par exemple, s'il se souciait beaucoup de ce que nous appelons aujourd'hui tolérance réciproque et liberté de penser. La déférence pour les idées contraires aux siennes n'était pas sa vertu dominante, et, quant à la liberté, on ne voit pas qu'elle eût sa place indiquée dans le plan de l'édifice qu'il bâtissait. Et pourtant, voici qu'à deux cent cinquante ans de distance l'âpre fondateur de l'unité française se trouve, dans un sens très réel, avoir été le fauteur de principes qu'il eût peut-être vivement combattus, s'il les eût vus éclore de son vivant. Cette Compagnie, qui est après tout la plus durable de ses créations (depuis deux siècles et demi, elle vit sans avoir modifié un seul article de son règlement !),

(1) *Institut de France, Académie française, Firmin-Didot, 1879.*



qu'est-elle, Messieurs, si ce n'est une grande leçon de liberté, puisqu'ici toutes les opinions politiques, philosophiques, religieuses, littéraires, toutes les façons de comprendre la vie, tous les genres de talent, tous les mérites s'assoient côte à côte avec un droit égal ? La règle de la maison de Mécène, vous l'observez :

*Nil mi officit unquam  
Ditior hic aut est quia doctior, est, oculus uni-  
Cuique suus . . . . .*

Réunir les hommes, c'est être bien près de les réconcilier, c'est au moins rendre à l'esprit humain le plus signalé des services, puisque l'œuvre pacifique de la civilisation résulte d'éléments contradictoires, maintenus face à face, obligés de se tolérer, amenés à se comprendre et presque à s'aimer.

Que vit, en effet, Messieurs, avec une admirable sagacité, votre grand fondateur ? Une chose qu'on a exprimée depuis avec beaucoup de prétention, mais qu'il fit mieux que de proclamer en paroles, qu'il appliqua ; je veux dire ce principe qu'à un certain degré d'élévation toutes les grandes fonctions de la vie raisonnable sont sœurs ; que, dans une société bien organisée, tous ceux qui se consacrent aux belles et bonnes choses sont collaborateurs ; que tout devient littérature quand on le fait avec talent ; en d'autres termes, que les lettres sont en quelque sorte l'Olympe où s'éteignent toutes les luttes, toutes les inégalités, où s'opèrent toutes les réconciliations. Séparées en leurs applications spéciales, souvent opposées, ennemies même, les maîtrises diverses du monde des esprits se rencontrent sur les sommets où elles aspirent. La paix n'habite que les hauteurs. C'est en montant, montant toujours, que la lutte devient harmonie, et que l'apparente incohérence des efforts de l'homme aboutit à cette grande lumière, la gloire, qui est encore, quoi que l'on dise, ce qui a le plus de chance de n'être pas tout à fait une vanité.

C'est là l'idée mère de votre Compagnie, Messieurs. Elle repose avant tout sur ce que je serais tenté d'appeler le grand dogme français, l'unité de la gloire, la communauté de

l'esprit humain, l'assimilation de tous les ordres de services sociaux en une légion unique, créée, maintenue, sanctionnée, couronnée par la patrie. Le génie de la France avait déjà donné la mesure de sa largeur en créant Paris, ce centre incomparable, où se rencontrent et se croisent toutes les excitations, tous les éveils, le monde, la science, l'art, la littérature, la politique, les hautes pensées et les instincts populaires, l'héroïsme du bien, par moment la fièvre du mal. Le cardinal de Richelieu, en fondant votre Compagnie « sur des fondements assez forts (ce sont ses propres paroles) pour durer autant que la monarchie », la Convention nationale, en décrétant l'Institut, le premier Consul, en établissant la Légion d'honneur, furent conduits par la même pensée : c'est que l'État, fondé sur la raison, croit au bien et au vrai et en voit la suprême unité. Toutes les noblesses leur apparurent comme égales. La gloire est quelque chose d'homogène et d'identique. Tout ce qui vibre la produit. Il n'y a pas plusieurs espèces de gloire, pas plus qu'il n'y a plusieurs espèces de lumière. A un degré inférieur, il y a les mérites divers ; mais la gloire de Descartes, celle de Pascal, celle de Molière sont composées des mêmes rayons.

La plupart des pays civilisés, depuis le *xvii<sup>e</sup>* siècle, ont eu des académies, et la science a tiré le plus grand profit de ces associations, où, de la discussion et de la confrontation des idées, naît parfois la vérité. Votre principe va plus loin et plonge plus profondément dans l'intime de l'esprit humain. Vous trouvez que le poète, l'orateur, le philosophe, le savant, le politique, l'homme qui représente éminemment la civilité d'une nation, celui qui porte dignement un de ces noms qui sont synonymes d'honneur et de patrie, que tous ces hommes-là, dis-je, sont confrères, qu'ils travaillent à une œuvre commune, à constituer une société grande et libérale. Rien ne vous est indifférent : le charme mondain, le goût, le tact sont pour vous de la bonne littérature. Ceux qui parlent bien, ceux qui pensent bien, ceux qui sentent bien, le savant qui a fait de profondes découvertes, l'homme éloquent qui a dirigé sa patrie dans la glorieuse voie du gouvernement libre, le méditatif solitaire qui a consacré sa

vie à la vérité, tout ce qui a de l'éclat, tout ce qui produit de la lumière et de la chaleur, tout ce dont l'opinion éclairée s'occupe et s'entretient, tout cela vous appartient ; car vous repoussez également et l'étroite conception de la vie qui renferme chaque homme dans sa spécialité comme dans une espèce de besogne obscure dont il ne doit pas sortir, et la fade rhétorique où l'art de bien dire est confiné dans les écoles, séparé du monde et de la vie.

Cet esprit de votre fondation, vous le conservez admirablement, Messieurs ; et m'en faut-il d'autre preuve que ce que je vois en venant occuper aujourd'hui le siège où votre indulgence a bien voulu m'appeler ? Pour ne rien dire de pertes récentes et si cruelles que seule votre Compagnie pouvait les endurer sans être amoindrie, quelle variété je trouve en cette enceinte, quels hommes, quels caractères, quels cœurs ! Vous, cher et illustre maître, dont le génie, comme le timbre des cymbales de Bivar, a sonné chaque heure de notre siècle, donné un corps à chacun de nos rêves, des ailes à chacune de nos pensées. Vous, bien-aimé confrère, qui trouvez dans une noble philosophie la conciliation du devoir et de la liberté. Ici je vois la poésie souveraine qui nous impose le monde qu'elle crée, nous entraîne, nous dompte, sous le coup impérieux de son archet magique ; là (ces contrastes sont votre gloire), le sens droit et ferme de la vie, l'art charmant du romancier, l'esprit du moraliste, et, ce que notre pays seul connaît encore, le rire aimable, l'ironie légère. Ici la foi réfléchie, l'art excellent de tirer d'un culte bien entendu pour le passé la dignité de toute une vie, le repos dans des doctrines qu'il n'est pas permis de qualifier d'étroites, puisque de grands génies s'y sont trouvés à l'aise ; là une négation réfléchie, calme, sûre d'elle-même et donnant à l'âme forte qui s'y complaît le même repos, au caractère d'acier qui s'y plie la même grandeur que la foi. Ici la politique sincère, qui, dans nos jours troublés, a cru, pour sauver le pays, devoir revenir aux maximes qui l'ont fondé ; là une politique non moins sincère, qui s'est tournée résolument vers l'avenir et a conçu la possibilité d'une société vivante et forte sans les conditions qui autrefois paraissaient pour cela de nécessité

absolue. Et dans l'appréciation du plus grand événement de l'histoire moderne, de cette Révolution qui est devenue comme la croix de chemin où l'on se divise, le symbole sur lequel on se compte, que de pacifiques dissentiments ! Ici la foi dans le signe qui une fois a vaincu, l'enthousiasme des jours sublimes où un souffle étrange courut dans cette foule et la fit penser et parler pour l'humanité, la hardie assurance des cœurs virils, disant à leurs aînés, comme les jeunes gens de Sparte : « Nous serons ce que vous fûtes » ; là un loyal effort pour peindre dans toute leur vérité des scènes funestes et dont on voudrait dire, comme L'Hôpital de la Saint-Barthélemy :

*Nocte tegi nostrae patiamur crimina gentis.*

Où est donc votre unité, Messieurs ? Elle est dans l'amour de la vérité, dans le génie qui la trouve, dans l'art savant qui la fait valoir. Vous ne couronnez pas telle ou telle opinion, vous couronnez la sincérité et le talent. Vous admettez pleinement que, dans toutes les écoles, dans tous les systèmes, dans tous les partis, il y a place pour l'éloquence et la droiture du cœur. Tout ce qui peut s'exprimer en bon français, tout ce qui fait le grand homme ou l'homme aimable, a chez vous ses entrées. Il y a une source commune d'où dérivent le bon style et la bonne vie, le bien-dire et le caractère. Vous enseignez la chose dont l'humanité a le plus besoin, la concorde, l'union des contrastes. Ah ! si le monde pouvait vous imiter ! L'homme vit quatre jours ici-bas ; quoi de plus fou que de les passer à haïr, quand il est clair que l'avenir nous jugera comme nous jugeons le passé, et que, dans cinquante ans, on traitera d'enfantillage les batailles où nous sacrifions le meilleur de notre vie !

Voilà le secret de votre éternelle jeunesse ; voilà pourquoi votre institution verdoie, quand le monde vieillit. Tout s'embrasse dans votre sein. Ailleurs, la littérature et la société sont choses distinctes, profondément divisées. Dans notre pays, grâce à vous, elles se pénètrent. Vous vous inquiétez peu d'entendre annoncer pompeusement l'avène-



ment de ce qu'on appelle une autre *culture*, qui saura se passer du talent. Vous vous défiez d'une *culture* qui ne rend l'homme ni plus aimable ni meilleur. Je crains fort que des races, bien sérieuses sans doute, puisqu'elles nous reprochent notre légèreté, n'éprouvent quelque mécompte dans l'espérance qu'elles ont de gagner la faveur du monde par de tout autres procédés que ceux qui ont réussi jusqu'ici. Une science pédantesque en sa solitude, une littérature sans gaieté, une politique maussade, une haute société sans éclat, une noblesse sans esprit, des gentilshommes sans politesse, de grands capitaines sans mots sonores ne détrôneront pas, je crois, de sitôt, le souvenir de cette vieille société française si brillante, si polie, si jalouse de plaire. Quand une nation, par ce qu'elle appelle son sérieux et son application, aura produit ce que nous avons fait avec notre frivolité, des écrivains supérieurs à Pascal et à Voltaire, de meilleures têtes scientifiques que d'Alembert et Lavoisier, une noblesse mieux élevée que la nôtre au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> et au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, des femmes plus charmantes que celles qui ont souri à notre philosophie, un élan plus extraordinaire que celui de notre Révolution, plus de facilité à embrasser les nobles chimères, plus de courage, plus de savoir-vivre, plus de bonne humeur pour affronter la mort, une société, en un mot, plus sympathique et plus spirituelle que celle de nos pères, alors nous serons vaincus. Nous ne le sommes pas encore. Nous n'avons pas perdu l'audience du monde. Créer un grand homme, frapper des médaillons pour la postérité, n'est pas donné à tous. Il y faut votre collaboration. Ce qui se fait sans les Athéniens est perdu pour la gloire ; longtemps encore vous saurez seuls décerner une louange qui fasse vivre éternellement.

Ainsi, en conservant votre vieil esprit, vous conservez la meilleure des choses. Vous admettez tous les changements, tous les progrès dans les idées ; les cadres, vous les maintenez, et de tous les cadres, le plus essentiel, c'est la langue. Une langue bien faite n'a plus besoin de changer. Le français, tel que l'a créé le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, peut servir à l'expression d'idées que n'avait pas le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Assurément, quelques modifications de nuances sont nécessaires.



Même le cardinal de Retz aurait besoin d'un moment de réflexion pour comprendre certaines phrases de Turgot et de Condorcet. Turgot et Condorcet remarqueraient, s'ils pouvaient nous lire, que, chez les meilleurs écrivains de notre temps, le sens de quelques mots, tels que *révolution*, *agitation*, *développement*, *mouvement*, *apparition*, a pris une extension répondant à certaines idées philosophiques. Mais la langue est bien la même ; on ne la trouve pauvre, cette vieille et admirable langue, que quand on ne la sait pas ; on ne prétend l'enrichir que quand on ne veut pas se donner la peine de connaître sa richesse. Toutes les hardiesses sont permises, excepté les hardiesses contre vous, Messieurs. On ne vous brave jamais impunément. J'ai remarqué que cela portait malheur. Dans mes plus grandes libertés, la crainte de l'Académie a toujours été au fond de mon cœur, et je m'en suis bien trouvé.

Merci donc, Messieurs, de m'avoir associé à votre Compagnie et à votre œuvre. Comptez sur moi pour vous aider à étonner les personnes qui n'ont pas le secret de vos choix et n'en comprennent pas toute la philosophie. Vous n'êtes pas une distribution de prix. L'hérésie la plus dangereuse en ce monde est de réclamer en tout une justice rigoureuse, que la nature n'a pas voulue. Justes, vous l'êtes jusque dans vos délais. On arrive à votre cénacle à l'âge de l'Ecclésiaste, âge charmant, le plus propre à la sereine gaieté, où l'on commence à voir, après une jeunesse laborieuse, que tout est vanité, mais aussi qu'une foule de choses vaines sont dignes d'être longuement savourées. Mes confrères de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, qui me connaissent depuis vingt-deux ans, vous rendront ce témoignage que je suis bon académicien, bien exact dans l'accomplissement de mes devoirs. Comptez sur mon assiduité et mon application ; moi, je compte sur de charmantes heures à passer parmi vous.

Ces maximes fondamentales que j'essayais d'esquisser tout à l'heure, vous les avez admirablement appliquées. Messieurs, le jour où vous choisissiez pour confrère l'homme illustre auquel vous m'avez appelé à succéder parmi vous. Claude Bernard fut le plus grand physiologiste de notre

siècle. L'Académie des sciences fera son éloge ; elle exposera ces découvertes surprenantes qui ont porté la lumière sur les opérations les plus intimes des êtres organisés. Ce n'est pas le physiologiste que vous avez nommé, Messieurs ; dans les élections de savants illustres, c'est l'homme même, ou, en d'autres termes, l'écrivain que vous prenez. L'intelligence humaine est un ensemble si bien lié dans toutes ses parties, qu'un grand esprit est toujours un bon écrivain. La vraie méthode d'investigation, supposant un jugement ferme et sain, entraîne les solides qualités du style. Tel mémoire de Letronne et d'Eugène Burnouf, en apparence étranger à tout souci de la forme, est un chef-d'œuvre à sa manière. La règle du bon style scientifique, c'est la clarté, la parfaite adaptation au sujet, le complet oubli de soi-même, l'abnégation absolue. Mais c'est là aussi la règle pour bien écrire en quelque matière que ce soit. Le meilleur écrivain est celui qui traite un grand sujet, et s'oublie lui-même, pour laisser parler son sujet. « Il se sert de la parole, écrivait M. de Cambrai à votre secrétaire perpétuel, comme un homme modeste de son habit pour se couvrir... Il pense, il sent, la parole suit. » Principe admirablement vrai ! Le beau est hors de nous, notre tâche est de nous mettre à son service et d'en être les dignes interprètes. Avoir quelque chose à dire, ne pas gâter la beauté naturelle d'un sujet noble, d'une pensée vraie, par le désordre, l'obscurité, l'incorrection, le faux goût, telle est la condition essentielle de cet art du bon langage que certaines personnes, bien à tort, se figurent distinct de l'art même de penser et de trouver le vrai.

C'est en vous souvenant de ces principes que votre attention se porta sur un homme voué aux travaux en apparence les plus éloignés de ce qu'on peut appeler la littérature. Il passait sa vie dans un laboratoire obscur au Collège de France, et là, au milieu des spectacles les plus repoussants, respirant l'atmosphère de la mort, la main dans le sang, il trouvait les plus intimes secrets de la vie, et les vérités qui sortaient de ce triste réduit éblouissaient tous ceux qui savaient les voir. Écrivain, certes il l'était, et écrivain excellent ; car il ne pensa jamais à l'être. Il eut

la qualité première de l'écrivain, qui est de ne pas songer à écrire. Son style, c'est sa pensée elle-même : et, comme cette pensée est toujours grande et forte, son style aussi est toujours grand, solide et fort. Rhétorique excellente que celle du savant ! Car elle repose sur la justesse d'un style vrai, sobre, proportionné à ce qu'il s'agit d'exprimer, ou plutôt sur la logique, base unique, base éternelle du bon style. Rhétorique au fond identique à celle de l'orateur, « qui ne se sert de la parole que pour la pensée, et de la pensée que pour la vérité » ! Rhétorique au fond identique à celle du grand poète ! Car il y a une logique dans une tragédie en cinq actes comme dans un mémoire de physiologie, et la règle des ouvrages de l'esprit est toujours la même : être égal à la vérité, ne pas l'affaiblir en s'y mêlant, se mettre tout entier à son service, s'immoler à elle pour la montrer seule, dans sa haute et sereine beauté.

Telle est la raison qui fait que, depuis votre fondation, vous avez eu pour confrères Mairan, Buffon, d'Alembert, Vicq-d'Azyr, Cuvier, Claude Bernard et le chimiste illustre qui continue à l'heure qu'il est dans votre sein cette glorieuse tradition. Vous représentez l'esprit humain. Comment le plus beau fleuron de l'esprit humain, la science, vous serait-elle étrangère ? Vous ne voyez, il vrai, que le résultat ; l'œuvre pénible du laboratoire n'est pas votre domaine. De même que, le soir, en admirant l'éclairage de nos grandes cités, nous jouissons de l'éblouissante lumière sans songer au récipient obscur où elle se prépare, de même vous assistez à ces éclosions merveilleuses sans vous préoccuper du travail matériel qui les amène. Vous acceptez les conquêtes définitives ; vous constatez les transformations que ces merveilleuses découvertes introduisent dans toute la discipline de l'esprit. Qui ne voit que Galilée, Descartes, Newton, Lavoisier, Laplace ont changé la base de la pensée humaine, en modifiant totalement l'idée de l'univers et de ses lois, en substituant aux enfantines imaginations des âges non scientifiques la notion d'un ordre éternel, où le caprice, la volonté particulière, n'ont plus de part ? Ont-ils diminué l'univers, comme le pensent quelques personnes ? Pour moi, j'estime tout le contraire. Le ciel,

tel qu'on le voit, avec les données de l'astronomie moderne, est bien supérieur à cette voûte solide, constellée de points brillants, portée sur des piliers, à quelques lieues de distance en l'air, dont les siècles naïfs se contentèrent. Je ne regrette pas beaucoup les petits génies qui autrefois dirigeaient les planètes dans leur orbite ; la gravitation s'acquitte beaucoup mieux de cette besogne, et si, par moments, j'ai quelques mélancoliques souvenirs pour les neuf chœurs d'anges qui embrassaient les orbes des sept planètes, et pour cette mer cristalline qui se déroulait aux pieds de l'Éternel, je me console en songeant que l'infini où notre œil plonge est un infini réel, mille fois plus sublime aux yeux du vrai contemplateur que tous les cercles d'azur des paradis d'Angelico da Fiesole. L'homme d'État illustre dont la mort a produit un si grand vide dans votre Compagnie laissait rarement passer une belle nuit sans jeter un regard sur cet océan sans limites. « C'est là ma messe », disait-il. Combien les vues profondes du chimiste et du cristallographe sur l'atome dépassent la vague notion de la matière dont se vivifiait la philosophie scolastique ! Et, quand à l'âme qui venait, à un moment donné avant la naissance, s'adjoindre à une masse qui jusque-là ne méritait aucun nom, mon Dieu ! parfois je la regrette, je l'avoue ; car il était facile de démontrer qu'une telle âme, créée tout exprès, se détachait sans peine du corps qu'elle avait cessé d'animer ; mais, en y réfléchissant, je retrouve plus d'âme encore dans ce mystère sans fond de la vie, où nous voyons la conscience émerger de l'abîme, comme un rameau d'or prédestiné, et l'œuvre divine se poursuivre par un effort sans fin, où la personne de chacun de nous laissera une trace éternelle. Le triomphe de la science est en réalité le triomphe de l'idéalisme. Heureuse génération que la nôtre ! Combien de martyrs de la science ont voulu voir ces merveilles et n'en ont eu que l'incomplète divination ! Jouissons de ces connaissances que tant d'hommes illustres n'ont fait qu'entrevoir, et, quand l'horizon se charge de nuages passagers, quand nous serions tentés de médire de notre siècle, songeons que ces héros du passé, un Giordano Bruno, un Galilée, donneraient dix



fois encore leur vie pour savoir le dixième de ce que nous savons, et qu'ils estimeraient de telles conquêtes trop peu achetées de leurs larmes, de leurs angoisses, de leur sang.

Et, quant à la noblesse des caractères, comment reprocher à la science d'y porter atteinte, quand on voit les âmes qu'elle forme, ce désintéressement, ce dévouement absolu à l'œuvre, cet oubli de soi-même, qu'elle inspire et entretient ? Ici encore, nous n'avons rien à envier au passé. Aux saints, aux héros, aux grands hommes de tous les âges, nous comparerons sans crainte ces caractères scientifiques, attachés uniquement à la recherche de la vérité, indifférents à la fortune, souvent fiers de leur pauvreté, souriant des honneurs qu'on leur offre, aussi indifférents à la louange qu'au dénigrement, sûrs de la valeur de ce qu'ils font, et heureux, car ils ont la vérité. Grandes assurément sont les joies que donne une croyance assurée sur les choses divines ; mais le bonheur intime du savant les égale ; car il sent qu'il travaille à une œuvre d'éternité, et qu'il appartient à la phalange de ceux dont on peut dire : *Opera eorum sequuntur illos*.

Claude Bernard, Messieurs, fut de ceux-là. Sa vie, toute consacrée au vrai, est le modèle que nous pouvons opposer à ceux qui prétendent que, de notre temps, la source des grandes vertus est tarie. Il naquit au petit village de Saint-Julien, près Villefranche, dans une maison de vigneron, qui lui resta toujours chère, et où il passa, jusqu'aux dernières années, ses moments les plus doux. « J'habite, écrivait-il, sur les coteaux du Beaujolais, qui font face à la Dombes. J'ai pour horizon les Alpes, dont j'aperçois les cimes blanches, quand le ciel est clair. En tout temps, je vois se dérouler à deux lieues devant moi les prairies de la vallée de la Saône. Sur les coteaux où je demeure, je suis noyé à la lettre dans des étendues sans bornes de vignes, qui donneraient au pays un aspect monotone, s'il n'était coupé par des vallées ombragées et par des ruisseaux qui descendent des montagnes vers la Saône. Ma maison, quoique située sur une hauteur, est comme un nid de verdure, grâce à un petit bois qui l'ombrage sur la droite et



à un verger qui s'y appuie sur la gauche : haute rareté dans un pays où l'on défriche même les buissons pour planter de la vigne ! »

Bernard perdit son père de bonne heure ; dans ses premières années, comme au début de la vie de presque tous les grands hommes, se plaça l'amour d'une mère, qu'il adorait et dont il était adoré. Comme il apprenait bien à l'école, le curé le choisit pour enfant de chœur et lui fit commencer le latin. Il continua ses études au collège de Villefranche, tenu par des ecclésiastiques, et, la situation de sa famille ne lui permettant pas les années de loisirs, il vint le plus tôt qu'il put à Lyon, où il trouva, chez un pharmacien du faubourg de Vaise, un emploi qui lui donnait la nourriture et le logement. Cette pharmacie desservait l'école vétérinaire située près de là, et c'était Bernard qui portait les médicaments aux bêtes malades. Déjà il jetait plus d'un regard curieux sur ce qu'il voyait, et il y avait dans « monsieur Claude », comme l'appelait son patron, bien des choses qui étonnaient ce dernier. C'était surtout à propos de la thériaque qu'ils ne se comprenaient pas. Toutes les fois que Bernard apportait à l'apothicaire des produits gâtés : « Gardez cela pour la thériaque, lui répondait ce digne homme ; ce sera bon pour faire de la thériaque. » Telle fut l'origine première des doutes de notre confrère sur l'efficacité de l'art de guérir. Cette drogue infecte, fabriquée avec toutes les substances avariées de l'officine, quelle que fût leur nature, et qui guérissait tout de même, lui causait de profonds étonnements.

Il était jeune, et sa voie était encore obscure devant lui. Il essayait toute chose : il eut un petit succès sur un théâtre de Lyon avec un vaudeville, dont il ne voulait jamais dire le titre, puis vint à Paris ayant dans sa valise une tragédie en cinq actes et une lettre. Il tenait naturellement plus à la tragédie qu'à la lettre ; mais le fait est que la lettre valut pour lui mille fois plus que la tragédie. Elle était adressée à notre judicieux et regretté confrère M. Saint-Marc Girardin. L'honnête homme que nous avons connu se montra bien dans cette circonstance. Il lut la

tragédie, fut très net et conseilla au jeune homme d'apprendre un métier pour vivre, quitte à faire ensuite de la poésie à ses heures. Claude Bernard suivit cette précieuse indication, et combien cela fut heureux, Messieurs ! Auteur dramatique, il eût ajouté quelques tragédies de plus au tas énorme de celles qui attendent à l'Odéon les réparations de la postérité ; il est douteux qu'il fût devenu votre confrère. Ainsi, en tournant le dos à la littérature, il prit le droit chemin qui devait le mener parmi vous. En réalité, sa vocation était scientifique. La médecine, qui est à la fois le plus honorable des états et la plus passionnante des sciences, fut l'occupation de son choix.

Les facilités qu'on a créées depuis aux abords des carrières scientifiques n'existaient point alors. La société humaine a été jusqu'ici ainsi faite que la recherche pure de la vérité ne rapporte rien à celui qui s'y livre. Le nombre de ceux qui s'intéressent à la vérité étant imperceptible, le savant vit, non de la science, mais des applications de la science ; or, de toutes les applications de la science, la plus indispensable a toujours été la médecine. Aux siècles barbares, la science n'en connut guère d'autre ; presque tous les savants du moyen âge, musulmans ou chrétiens, ont trouvé l'appui nécessaire à la vie en se disant médecins ; car l'homme le plus brutal et le plus fanatique, quand il est malade, veut être guéri. On peut dire que, si l'humanité s'était toujours bien portée, la science et la philosophie seraient vingt fois mortes de faim. Claude Bernard, déjà invinciblement attiré par les problèmes de la nature vivante, embrassa la profession qui se trouvait en quelque sorte à sa portée ; mais des deux grandes parties de la médecine, l'art de guérir et de la connaissance du sujet à guérir, la seconde eut toutes ses préférences. Disons-le, Bernard était aussi peu médecin que possible. Il était sceptique à l'égard de l'autel qu'il desservait. Le médecin, comme le magistrat, applique des règles qu'il sait n'être pas parfaites, et, de même que le meilleur magistrat fait souvent faire peu de progrès à la législation, de même le meilleur praticien n'est pas toujours un savant. Sa tâche est presque

aussi difficile que celle de l'horloger à qui on demanderait de corriger les irrégularités d'une montre qu'il lui serait défendu d'ouvrir. Or, ce que cherchait Bernard, c'était le secret même des rouages intérieurs ; cette montre, il la brisait, l'ouvrait violemment, plutôt que d'admettre qu'il fût permis de la manier à l'aveugle et sans savoir clairement ce que l'on fait.

Il expia comme il convient sa supériorité et ses dons exceptionnels. La physiologie, quand il débuta, n'avait guère de place dans l'enseignement. Lors de la division des sections dans le sein de l'Académie des sciences, en 1795, division qui, par un privilège singulier, est venue jusqu'à nos jours presque sans modifications, on ne conçut la science de la vie que sous le nom de médecine. Claude Bernard paya cher la gloire d'être créateur. Il n'y avait pas de cadre pour lui. Le temps était plus favorable à une littérature souvent de médiocre aloi qu'à des recherches qui ne prêtaient pas à de jolies phrases. De son entresol de la cour du Commerce, Bernard lutta seul. Il y avait dans la vie pauvre, ardente, du Quartier latin d'alors, tant de foi, d'espérance, de loyale et généreuse fraternité, que nulle épreuve ne l'arrêta. Avec son ami le Dr Lasègue, il essaya, vers 1845, d'établir un laboratoire de physiologie. Cela se passait rue Saint-Jacques, près du Panthéon, avant que les trouées, désolantes pour ceux dont elles dérangent les souvenirs, eussent fait pénétrer l'air et le jour dans ces sombres ruelles qui n'avaient point changé depuis le XIV<sup>e</sup> siècle. Le laboratoire n'eut pas plus de cinq ou six élèves, et l'établissement ne fit jamais les frais du hangar qui l'abritait ni des lapins qu'on y sacrifiait. Mais Claude Bernard y conçut l'idée de ses expériences sur la corde du tympan, sur le suc gastrique. Il essaya les concours et y échoua complètement ; il n'avait pas les qualités superficielles qui font réussir en des épreuves où c'est un défaut d'avoir des idées, et où l'on est perdu si un moment on se laisse aller à suivre sa propre pensée. Son air était gauche et embarrassé, et les brillants sujets qui croyaient se partager l'avenir ne lui prédisaient qu'une carrière médicale des plus modestes.

Quelqu'un qui ne s'y laissa point tromper, ce fut M. Magendie. Le sort, on serait tenté de dire une harmonie pré-établie, avait attaché Claude Bernard au service de cet homme éminent, à l'Hôtel-Dieu. Jamais le hasard n'opéra un rapprochement plus judicieux. Bernard et Magendie étaient en quelque sorte créés pour se joindre, se compléter et se continuer. Si Magendie n'eût pas eu Bernard pour élève, sa gloire ne serait pas le quart de ce qu'elle est. Si Bernard n'eût pas trouvé la direction de Magendie, il est douteux qu'il eût pu surmonter les énormes difficultés matérielles que la fortune, par un jeu malin, semblait avoir semées devant lui, comme pour rendre méritées les brillantes faveurs qu'elle lui réservait.

Chose singulière ! Le premier abord de l'homme qui devait être son initiateur à la vie scientifique lui fut désagréable, presque pénible. Magendie, avec ses rares qualités, était peu aimable. Son accueil rude déconcerta le jeune interne, et un moment Bernard méconnut la rare chance qui lui était échue. Magendie, lui, n'hésita pas longtemps. Au bout de quelques jours, sachant à peine le nom de son jeune élève, ayant remarqué ses yeux et sa main pendant une dissection : « Dites donc, lui cria-t-il, d'un bout de la table à l'autre, je vous prends pour mon préparateur au Collège de France. » A partir de ce jour, la carrière de Claude Bernard était tracée. Il avait trouvé l'établissement qui seul pouvait convenir au développement de son génie.

Grâce, en effet, à la complète liberté dont jouit le professeur dans cette école unique, Magendie, suivant les traces de Laennec, faisait sous le titre de « Médecine » un cours de recherches originales sur les phénomènes physiques de la vie. Magendie n'était pas l'idéal du médecin ; il était trop critique envers lui-même pour pratiquer un art qui consiste aussi souvent à consoler le malade qu'à le guérir. Mais c'était l'idéal du professeur au Collège de France, toujours cherchant le nouveau, ne visant en rien au cours complet, uniquement attentif à éveiller chez ses auditeurs l'esprit d'investigation. Comme le vrai professeur au Collège de France, il ne préparait pas son cours et donnait à



ses élèves le spectacle de ses doutes, de ses perplexités. Bien différent de ceux qui prennent d'avance leurs précautions pour éviter l'embarras que leur causerait un entretien trop immédiat avec une réalité qui leur est peu familière, il interrogeait directement la nature, souvent sans savoir ce qu'elle répondrait. Quelquefois, quand il se hasardait à prédire le résultat, l'expérience disait juste le contraire. Magendie alors s'associait à l'hilarité de son auditoire. Il était enchanté ; car, si son système, auquel il ne tenait pas, sortait ébréché de l'expérience, son scepticisme, auquel il tenait, en était confirmé. Avec ce caractère, il devait laisser à son préparateur une part considérable dans la direction du cours. Claude Bernard faisait l'expérience de chaque leçon avec sa prodigieuse habileté d'opérateur, et, à la troisième ou quatrième séance, Magendie sortait de la salle en disant du ton bourru qui lui était habituel : « Eh bien ! tu es plus fort que moi. »

Ce que Magendie, en effet, avait voulu, prêché, désiré durant quarante ans, Claude Bernard le faisait. L'expérience en physiologie n'était assurément pas une chose absolument neuve. Descartes, dans les heures fécondes qu'il consacra à la science de la vie, en eut l'idée la plus claire. Harvey avait vérifié la circulation du sang sur les daims des parcs royaux, que lui livrait Charles I<sup>er</sup>. Haller, Réaumur, Spallanzani avaient imaginé les moyens les plus ingénieux pour prendre la nature sur le fait. De graves objections s'élevaient pourtant contre l'application de la méthode expérimentale à la vie. Le grand Cuvier s'en fit l'interprète. La vie est une, disait-on ; l'attaquer dans sa simplicité est impossible ; attaquer chaque partie, la séparer de la masse, c'est la reporter dans l'ordre des substances inertes. On opposait trop la nature inorganique à la nature organisée. On se figurait que la vie résulte de forces à part, que les faits qui se passent dans l'être vivant sont assujettis à des lois toutes particulières, qu'un principe secret préside en chaque individu à la naissance, à la maladie, à la mort. Lavoisier et Laplace rompirent le charme et créèrent la physique animale en prouvant que la respiration est une combustion, source de la chaleur qui nous



anime. Bichat secoua le joug de l'ancien vitalisme, sans pourtant réussir à s'en dégager complètement. Il restait un principe mystérieux, en vertu duquel les phénomènes vitaux, contrairement aux lois des corps bruts, semblaient n'être pas identiques dans des circonstances identiques. Voilà ce que Magendie nia tout à fait ; voilà ce que Claude Bernard réfuta par des expériences sans nombre. En s'appliquant à produire les faits mêmes de la vie, en s'ingéniant à les gêner, à les contrarier, il réussit à les soumettre à des lois précises. La physiologie ainsi conçue devint la sœur de la physique et de la chimie. Dans les corps vivants, comme dans les corps bruts, les lois sont immuables. Le mot d'exception est antiscientifique. Ce qu'on appelle exception est un phénomène dont une ou plusieurs conditions sont inconnues.

L'expérimentateur chez Claude Bernard était admirable, et jamais on ne fit parler la nature avec une si merveilleuse sagacité. Difficile envers lui-même, il était pour ses systèmes le pire des adversaires ; il critiquait ses propres idées aussi âprement que si elles eussent été celles d'un rival ; il s'acharnait à se démolir comme l'eût fait son pire ennemi. Aucune preuve ne lui paraissait solide que quand une contre-épreuve venait la confirmer. « Le grand principe expérimental, disait-il, est le doute, ce doute philosophique, qui laisse à l'esprit sa liberté et son initiative... Le raisonnement expérimental est précisément l'inverse du raisonnement scolastique. La scolastique veut toujours un point de départ fixe et indubitable, et, ne pouvant le trouver ni dans les choses extérieures ni dans la raison, elle l'emprunte à une source irrationnelle quelconque, telle qu'une révélation, une tradition, une autorité conventionnelle ou arbitraire. Le scolastique ou le systématique, ce qui est la même chose, ne doute jamais de son point de départ, auquel il veut tout ramener ; il a l'esprit orgueilleux et intolérant et n'accepte pas la contradiction... Au contraire, l'expérimentateur, qui doute toujours et qui ne croit posséder la certitude absolue sur rien, arrive à maîtriser les phénomènes qui l'entourent et à étendre sa puissance sur la nature. »

Le courage que Bernard montra dans ces luttes terribles contre un Protée qui semble vouloir défendre ses secrets fut quelque chose d'admirable. Ses ressources étaient chétives. Ces merveilleuses expériences, qui frappaient d'admiration l'Europe savante, se faisaient dans une sorte de cave humide, malsaine, où notre confrère contracta probablement le germe de la maladie qui l'enleva ; d'autres se faisaient à Alfort ou dans les abattoirs. Ces expériences sur des chevaux furieux, sur des êtres imprégnés de tous les virus, étaient quelquefois effroyables. Le Dr Rayer venait de découvrir que la plus terrible maladie du cheval se transmet à l'homme qui le soigne. Bernard voulut étudier la nature de ce mal hideux. Dans une convulsion suprême, le cheval lui déchire le dessus de la main, la couvre de sa bave : « Lavez-vous vite, lui dit Rayer, qui était à côté de lui. — Non, ne vous lavez pas, lui dit Magendie, vous hâteriez l'absorption du virus. » Il y eut une seconde d'hésitation : « Je me lave, dit Bernard, en mettant la main sous la fontaine, c'est plus propre. »

C'était un spectacle frappant de le voir dans son laboratoire, pensif, triste, absorbé, ne se permettant pas une distraction, pas un sourire. Il sentait qu'il faisait œuvre de prêtre, qu'il célébrait une sorte de sacrifice. Ses longs doigts plongés dans les plaies semblaient ceux de l'augure antique, poursuivant dans les entrailles des victimes de mystérieux secrets. « Le physiologiste n'est pas un homme du monde, disait-il, c'est un savant, c'est un homme absorbé par une idée scientifique qu'il poursuit ; il n'entend plus les cris des animaux, il ne voit plus le sang qui coule, il ne voit que son idée et n'aperçoit que des organismes qui lui cachent des problèmes qu'il veut découvrir. De même le chirurgien n'est pas arrêté par les cris et les sanglots, parce qu'il ne voit que son idée et le but de son opération. De même encore l'anatomiste ne sert pas qu'il est dans un charnier horrible ; sous l'influence d'une idée scientifique il poursuit avec délices un filet nerveux dans des chairs puantes et livides, qui seraient pour tout autre homme un objet de dégoût et d'horreur. »

La fécondité dans l'invention des moyens de recherche

répondait chez notre confrère à la profondeur des intuitions. Ce fut un vrai coup de génie d'avoir su faire du poison son grand agent expérimentateur. Le poison, en effet, va où ni la main ni l'œil ne peuvent aller. Il atteint les éléments mêmes de l'organisme, s'introduit dans la circulation, devient un réactif d'une délicatesse extrême pour disséquer les éléments vitaux, désassocier les nerfs sans les lacérer, pénétrer les derniers mystères du système nerveux. C'est par le poison, ainsi qu'on l'a très bien dit, que Bernard « installa son laboratoire au sein de l'économie animale ; il eut son réseau de communications instantanées, sa police secrète, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui l'avertissait du trouble le plus furtif ». Miracle ! Il rendit la mort locale et passagère, locale par les empoisonnements partiels, passagère par les anesthésiques ; et de la sorte, au scalpel qui mutile la vie, au microscope qui en fausse les proportions, il substitua ce que l'on a très bien appelé l'autopsie vivante, sans mutilation ni effusion de sang.

Ainsi se produisirent ces étonnants travaux sur la formation du sucre chez les animaux, sur le grand sympathique, sur les mouvements réflexes, sur la respiration des tissus. L'unité de la vie fut, de la part de Claude Bernard, l'objet des plus fines observations. A côté du système central, il trouva en quelque sorte des autonomies provinciales, des circulations locales. Le cœur ne fut plus le point unique d'émission de vie. A côté de cette principale source de mouvement, Bernard trouva des réseaux de circulation capillaire ayant leur vie propre, leurs accidents, leurs maladies, leurs anémies, leurs congestions en dehors du grand courant de la circulation générale.

Comme tous les esprits complets, Claude Bernard a donné l'exemple et le précepte. En dehors de ses mémoires spéciaux, il a tracé à deux ou trois reprises son « discours de la méthode », le secret même de sa pensée philosophique. C'est à Saint-Julien, loin de son laboratoire, pendant ses mois de repos ou de maladie, qu'il écrivit ces belles pages, et notamment cette *Introduction à la Médecine expérimentale*, qui le désigna surtout à votre choix. Il faut remonter à nos maîtres de Port-Royal pour trouver une telle sobriété, une

telle absence de tout souci de briller, un tel dédain des procédés d'une littérature mesquine, cherchant à relever par de fades agréments l'austérité des sujets. Le style scientifique ne doit faire aucun sacrifice au désir de plaire. On n'égaye ces graves matières qu'en les rapetissant. C'est surtout quand il s'agit du style de la science que le grand principe évangélique : « Qui perd son âme la sauve », est aussi un grand principe littéraire. C'est en pareil cas qu'il est vrai de dire : « Soyez aussi peu littéraire que possible, si vous voulez être bon littéraire. »

La parole de Claude Bernard était comme son style, pleine de bonne foi, d'honnêteté. « Il n'essayait jamais, dit un de ses meilleurs élèves, de produire un grand effet, et, se figurant les autres à son image, il pensait que la recherche de ce qui est devait suffire à les passionner, comme elle le passionnait lui-même. » A l'exemple de son maître Magendie, il faisait de son cours le spectacle vivant de ses recherches, initiant le public à tous ses secrets. On assistait au travail de sa pensée. La science ne veut pas être crue sur parole, et les cours du Collège de France ont pour objet de montrer aux yeux de tous ce qui, d'ordinaire, se cache dans les laboratoires. Bernard pensait en parlant ; il pouvait en résulter par moments un peu de confusion. L'objection lui venait, le troublait. Les pensées se heurtaient dans sa tête ; au milieu d'une exposition, l'idée d'une expérience lui traversait l'esprit, l'arrêtait court, le rendait distrait. Mais tout à coup la lumière éclatait. Dans sa conversation avec ses élèves, dans ces causeries où il faisait, selon l'expression de l'un d'eux, « l'apprentissage de son génie », il était admirable. « Il y'a dans tout ce que j'écris, avait-il, certaines parties qui ne sauraient être comprises par d'autres que moi. Ce sont des germes d'idées que je dépose en quelque sorte pour les reprendre plus tard. » Dans la conversation, ces flots de vérités pressées débordaient en toute liberté.

La plus haute philosophie, en effet, sortait de cet ensemble de faits constatés avec une inflexible rigueur. Comme loi suprême de l'univers, Bernard reconnaît ce qu'il appelle le *déterminisme*, c'est-à-dire la liaison inflexible des phéno-



mènes, sans que nul agent extra-naturel intervienne jamais pour en modifier la résultante. Il n'y a pas, comme on l'avait dit souvent, deux ordres de sciences : celles-ci d'une précision absolue, celles-là toujours en crainte d'être dérangées par des forces mystérieuses. Cette grande inconnue de la physiologie, que Bichat admettait encore, cette puissance capricieuse qui, prétendait-on, résistait aux lois de la matière et faisait de la vie une sorte de miracle, Bernard l'exclut absolument. « L'obscur notion de cause, disait-il, doit être reportée à l'origine des choses... elle doit faire place dans la science à la notion du rapport et des conditions. Le déterminisme fixe les conditions des phénomènes ; il permet d'en prévoir l'apparition et de la provoquer... Il ne nous rend pas compte de la nature, il nous en rend maîtres... Que si, après cela, nous laissons notre esprit se bercer au vent de l'inconnu et dans les sublimités de l'ignorance, nous aurons au moins fait la part de ce qui est la science et de ce qui ne l'est pas. »

Être maître de la nature, tel est, en effet, selon Claude Bernard, le but de la science de la vie. Il pensait, après Descartes, que les espérances les plus hardies sont dans cet ordre permises, et que la science des êtres vivants doit apprendre à subjuguier la nature vivante, comme la physique et la chimie subjuguent la nature morte. « Dans toute manifestation vitale, écrivait-il, la nature répète une leçon qu'elle a apprise et dont elle se souvient plus ou moins bien. Pourrait-on apprendre à la nature une nouvelle leçon, et sa mémoire la reproduirait-elle dans une série d'êtres nouveaux ? Je le crois ; c'est toujours ma vieille idée de refaire des êtres, non par génération spontanée, comme on l'a rêvé, mais par la répétition de phénomènes organiques dont la nature garderait souvenir. »

Quoiqu'il parlât peu des questions sociales, il avait l'esprit trop grand pour n'y pas appliquer ses principes généraux. Ce caractère conquérant de la science, il l'admettait jusque dans le domaine des sciences de l'humanité. « Le rôle actif des sciences expérimentales, disait-il, ne s'arrête pas aux sciences physico-chimiques et physiologiques ; il s'étend jusqu'aux sciences historiques et morales. On a



compris qu'il ne suffit pas de rester spectateur inerte du bien et du mal, en jouissant de l'un et en se préservant de l'autre. La morale moderne aspire à un rôle plus grand : elle recherche les causes, veut les expliquer et agit sur elles ; elle veut en un mot dominer le bien et le mal, faire naître l'un et le développer, lutter avec l'autre pour l'extirper et le détruire. »

Les récompenses vinrent lentement à cette grande carrière, qui, à vrai dire, pouvait s'en passer, car elle était à elle-même sa propre récompense. Notre confrère avait eu les rudes commencements de la vie du savant, il en eut les tardives douceurs. L'Académie des sciences, la Sorbonne, le Collège de France, le Muséum tinrent à honneur de le posséder. Votre Compagnie mit le comble à ces faveurs en lui conférant le premier des titres auxquels puisse aspirer l'homme voué aux travaux de l'esprit. Une volonté personnelle de l'empereur Napoléon III l'appela au Sénat. D'illustres et douces amitiés le consolèrent, des mains affectueuses furent de tous côtés attentives à lui diminuer les difficultés de la vie ; des élèves tels que Paul Bert, Armand Moreau, ses amis de la Société de biologie, recueillaient toutes ses paroles et l'assuraient que sa pensée était garantie contre la mort. Sa tête magistrale, toujours méditative, était devenue extrêmement belle à soixante ans. Il travaillait sans cesse, et pourtant il ne savait pas ce que c'était que la fatigue, car il ne poursuivait jamais l'impossible ; il laissait la pensée venir, sans la solliciter. Sa sérénité était absolue ; il savait bien que l'emploi qu'il avait fait de sa vie était le meilleur. Sa fête de tous les ans, les vendanges de Saint-Julien, suffisait pour réparer ses forces. « J'ai dans l'esprit des choses que je veux absolument finir », écrivait-il en 1876. Une maladie grave, qu'il avait traversée victorieusement, semblait n'avoir fait que redoubler l'activité de son esprit. Entouré de sa famille scientifique, il s'avancait vers la vieillesse sans paraître en ressentir les atteintes. Les projets qu'il roulait dans son esprit étaient plus grands que ceux qu'il avait jusque-là réalisés.

Dans sa marche hardie vers les derniers secrets de la nature animée, il arrivait, en effet, aux confins de la vie,

aux sources obscures de l'organisme. Peu à peu, la différence entre la physiologie animale et la physiologie végétale s'évanouissait à ses yeux. Le germe de la vie, des deux côtés, lui paraissait le même. La plante, comme l'animal, est susceptible d'être anesthésiée. Même certains ferments peuvent être atteints par les agents insensibilisateurs, et, pour une moitié au moins de leur être, ils semblent s'endormir. Claude Bernard touchait ainsi au problème par excellence, au problème de la fermentation, impliquant la question même des origines de la cellule. Il y consacra toutes ses réflexions de l'été de 1877 ; il annonçait à ses disciples qu'il croyait avoir trouvé la voie pour arriver à ce sanctuaire impénétrable. O fragilité de la vie humaine ! ô jeu cruel d'une nature marâtre qui se plaît à briser stupidement une tête formée par quarante ans de méditations et où va éclore la plus belle combinaison du génie ! La terrible maladie à laquelle il avait échappé dix ans auparavant n'avait pardonné qu'en apparence. Elle revint plus implacable que jamais. Il mourut sans avoir pu réaliser son rêve ; il mourut triste, pensant à l'idée destinée à périr avec lui, et disant : « C'eût été pourtant bien beau de finir par là ! »

Il a fait assez pour sa gloire, et sa trace sera éternelle. Sa religion était la vérité ; il n'eut jamais ni mécompte ni faiblesse, car il ne douta pas un moment de la science ; or la science donne le bonheur, quand on se contente d'elle et qu'on ne lui demande que ce qu'elle peut donner. Si elle ne répond pas à toutes les questions que lui adressent les avides ou les empressés, au moins ce qu'elle apprend est sûr. Pour être acquis par des oscillations successives, les résultats de la science moderne n'en sont pas moins précieux. Ces délicates approximations, cet affinage successif qui nous amène à des manières de voir de plus en plus rapprochées de la vérité, sont la condition même de l'esprit humain. La science donnait ainsi à notre confrère tout le calme que procure la certitude d'avoir raison. Il ne portait envie à personne ; il croyait avoir la meilleure part.

Claude Bernard n'ignorait pas que les problèmes qu'il soulevait touchaient aux plus graves questions de l'ordre philosophique. Il n'en fut jamais ému. Il ne croyait pas

qu'il fût permis au savant de s'occuper des conséquences qui peuvent sortir de ses recherches. Il était, à cet égard, d'une impassibilité absolue. Peu lui importait qu'on l'appelât de tel ou tel nom de secte. Il n'était d'aucune secte. Il cherchait la vérité, et voilà tout. Les héros de l'esprit humain sont ceux qui savent ignorer pour que l'avenir sache. Tous n'ont pas ce courage. Il est difficile de s'abstenir dans les questions où c'est éminemment de nous qu'il s'agit. Ignorer si l'univers a un but idéal, ou si, fils du hasard, il va au hasard, sans qu'une conscience aimante le suive dans son évolution ; ignorer si, à l'origine, quelque chose fut mis en lui, et si, à la fin, un soir plus consolant lui est réservé ; ignorer si nos instincts profonds de justice sont un leurre ou la dictée impérieuse d'une vérité qui s'impose, on est excusable de ne pas s'y résigner. Il est des sujets où l'on aime mieux déraisonner que de se taire. Vérité ou chimère, le rêve de l'infini nous attirera toujours, et, comme ce héros d'un conte celtique qui, ayant vu en songe une beauté ravissante, court le monde toute sa vie pour la trouver, l'homme qui un moment s'est assis pour réfléchir sur sa destinée porte au cœur une flèche qu'il ne s'arrache plus. En pareille matière, la puérilité même des efforts est touchante. Il ne faut pas demander de logique aux solutions que l'homme imagine pour se rendre quelque raison du sort étrange qui lui est échu. Invinciblement porté à croire à la justice et jeté dans un monde qui est et sera toujours l'injustice même, ayant besoin de l'éternité pour ses revendications et brusquement arrêté par le fossé de la mort, que voulez-vous qu'il fasse ? Il se révolte contre le cercueil, il rend la chair à l'os décharné, la vie au cerveau plein de pourriture, la lumière à l'œil éteint ; il imagine des sophismes dont il rirait chez un enfant, pour ne pas avouer que la nature a pu pousser l'ironie jusqu'à lui imposer le fardeau du devoir sans compensation.

Si parfois, à ces confins extrêmes où toutes nos pensées tournent à l'éblouissement, la philosophie de notre illustre confrère parut un peu contradictoire, ce n'est pas moi qui l'en blâmerai. J'estime qu'il est des sujets sur lesquels il est bon de se contredire ; car aucune vue partielle n'en sau-

rait épuiser les intimes replis. Les vérités de la conscience sont des phares à feux changeants. A certaines heures, ces vérités paraissent évidentes ; puis on s'étonne qu'on ait pu y croire. Ce sont choses que l'on aperçoit furtivement, et qu'on ne peut plus revoir telles qu'on les a entrevues. Vingt fois l'humanité les a niées et affirmées ; vingt fois l'humanité les niera et les affirmera encore. La vraie religion de l'âme est-elle ébranlée par ces alternatives ? Non, Messieurs. Elle réside dans un empyrée où le mouvement de tous les autres cercles ne saurait l'atteindre. Le monde roulera durant l'éternité sans que la sphère du réel et la sphère de l'idéal se touchent. La plus grande faute que puissent commettre la philosophie et la religion est de faire dépendre leurs vérités de telle ou telle théorie scientifique et historique ; car les théories passent, et les vérités nécessaires doivent rester. L'objet de la religion n'est pas de nous donner des leçons de physiologie, de géologie, de chronologie ; qu'elle n'affirme rien en ces matières, et elle ne sera pas blessée. Qu'elle n'attache pas son sort à ce qui peut périr. La réalité dépasse toujours les idées qu'on s'en fait ; toutes nos imaginations sont basses auprès de ce qui est. De même que la science, en détruisant un monde matériel enfantin, nous a rendu un monde mille fois plus beau, de même la disparition de quelques rêves ne fera que donner au monde idéal plus de sublimité. Pour moi, j'ai une confiance invincible en la bonté de la pensée qui a fait l'univers. « Enfants ! disons-nous des hommes antiques, enfants ! qui n'avaient point d'yeux pour voir ce que nous voyons ! » — « Enfants ! dira de nous l'avenir, qui pleuraient sur la ruine d'un millénium chimérique et ne voyaient pas le soleil de la vérité nouvelle blanchir derrière eux les sommets de l'horizon ! »

Vous résolvez ces graves problèmes, Messieurs, par la tolérance, par votre bonne confraternité, en vous aimant, en vous estimant. Vous ne vous effrayez pas de luttes qui sont aussi vieilles que le monde, de contradictions qui dureront autant que la pensée, d'erreurs même qui sont la condition de la vérité. Votre philosophie est indulgente et optimiste, parce qu'elle est fondée sur une connaissance étendue de l'esprit humain. Ce désintéressement qu'un



observateur superficiel se croit en droit de nier dans les choses humaines, vous savez le voir, vous à qui l'étude de la société apprend la justice et la modération. Ne trouvez-vous pas, Messieurs, que les hommes sont très sévères les uns pour les autres ? On s'anathématise, on se traite de haut en bas, quand souvent, de part et d'autre, c'est l'honnêteté qui insulte l'honnêteté, la vérité qui injurie la vérité. Oh ! le bon être que l'homme ! Comme il a travaillé ! Quelle somme de dévouement il a dépensée pour le vrai, pour le bien ! Et quand on pense que ces sacrifices à un Dieu inconnu, il les a faits, pauvre, souffrant, jeté sur la terre comme un orphelin, à peine sûr du lendemain, ah ! je ne peux souffrir qu'on l'insulte, cet être de douleur, qui, entre le gémissement de la naissance et celui de l'agonie, trouve moyen de créer l'art, la science, la vertu. Qu'importent les malentendus aux yeux de la vérité éternelle ? Le culte le plus pur de la Divinité se cache parfois derrière d'apparentes négations ; le plus parfait idéaliste est souvent celui qui croit devoir à une certaine franchise de se dire matérialiste. Combien de saints sous l'apparence d'irréligion ! Combien, parmi ceux qui nient l'immortalité, mériteraient une belle déception ! La raison triomphe de la mort, et travailler pour elle, c'est travailler pour l'éternité. Toute perdue qu'elle est dans le chœur des millions d'êtres qui chantent l'hymne éternel, chaque voix a compté et comptera toujours. La joie, la gaieté que donnent ces pensées est un signe qu'elles ne sont pas vaines. Elles ont l'éclat ; elles rajeunissent ; elles prêtent au talent, le créent et l'appellent. Vous qui jugez des choses par l'étincelle qui en jaillit, par la qualité des phrases qu'elles provoquent, vous avez, après tout, un bon moyen de discernement. Le talent qu'inspire une doctrine est, à beaucoup d'égards, la mesure de sa vérité. Ce n'est pas sans raison qu'on ne peut être grand poète qu'avec l'idéalisme, grand artiste qu'avec la foi et l'amour, bon écrivain qu'avec la logique, éloquent orateur qu'avec la passion du bien et de la liberté.



## LETTRE A UN AMI D'ALLEMAGNE A PROPOS DU DISCOURS PRÉCÉDENT

(*Journal des Débats*, 16 avril 1879) (1)

Mon cher ami,

Vous m'apprenez qu'un passage de mon discours de réception (2) a été accueilli parmi vous comme la voix d'un ennemi. Relisez ce que j'ai dit, et vous verrez combien ce jugement est superficiel. J'ai défendu notre vieil esprit français contre d'injustes reproches, qui viennent presque aussi souvent de chez nous que de chez vous. J'ai soutenu contre des novateurs, qui sont loin d'être tous Allemands, que notre tradition intellectuelle est grande et bonne, qu'il faut l'appliquer à des ordres de connaissances sans cesse élargis, mais non pas la changer. J'ai exprimé des doutes sur la possibilité pour une dynastie de jouer dans le monde un rôle universel sans bienveillance, sans générosité, sans éclat. J'ai pu aller à l'encontre de certaines opinions des militaires et des hommes d'État de Berlin ; je n'ai pas dit un mot contre l'Allemagne et son génie. Plus que jamais je pense que, si nous avons besoin de vous, vous aussi, à quelques égards, avez besoin de nous. La collaboration de la France et de l'Allemagne, ma plus vieille illusion de jeunesse, redevient la conviction de mon âge mûr, et mon espérance est que, si nous arrivons à la vieillesse, si nous survivons à cette génération d'hommes de fer, dédaigneux de tout ce qui n'est pas la force, auxquels vous avez confié

(1) Réponse à une lettre ouverte de G. Solling, publiée à Wiesbaden, en 1879, sous le titre : *Monsieur Renan et l'Allemagne*. (N. de l'éd.)

(2) Voir plus haut, page 728. (N. de l'éd.)

vos destinées, nous verrons ce que nous avons rêvé autrefois, la réconciliation des deux moitiés de l'esprit humain. Oui, sans nous, vous serez solitaires ; le monde n'appréciera parfaitement de vous que ce que nous lui aurons fait comprendre. Je me hâte d'ajouter que sans vous notre œuvre serait maigre, insuffisante. Voilà ce que j'ai toujours dit. Je n'ai nullement changé ; ce sont les événements qui ont si complètement interverti les rôles, que nous avons peine à nous reconnaître dans nos affections et dans nos souvenirs.

Personne n'a aimé ni admiré plus que moi votre grande Allemagne, l'Allemagne d'il y a cinquante et soixante ans, personnifiée dans le génie de Goethe, représentée aux yeux du monde par cette merveilleuse réunion de poètes, de philosophes, d'historiens, de critiques, de penseurs, qui a vraiment ajouté un domaine nouveau aux richesses de l'esprit humain. Tous tant que nous sommes, nous lui devons beaucoup, à cette Allemagne large, intelligente et profonde, qui nous enseignait l'idéalisme par Fichte, la foi dans l'humanité par Herder, la poésie du sens moral par Schiller, le devoir abstrait par Kant. Loin que ces acquisitions nouvelles nous parussent la contradiction de l'ancienne discipline française, elles nous en semblaient la continuation. Nous prenions au sérieux vos grands esprits quand ils reconnaissaient ce qu'ils devaient à notre XVIII<sup>e</sup> siècle ; nous admettions avec Goethe que la France, que Paris étaient des organes essentiels du génie moderne et de la conscience européenne. Nous travaillions de toutes nos forces à bannir de la science et de la philosophie ces mesquines idées de rivalité nationale qui sont le pire obstacle aux progrès de l'esprit humain.

Depuis 1848, époque où les questions commencèrent à se poser avec netteté, nous avons toujours admis que l'unité politique de l'Allemagne se ferait, que c'était là une révolution juste et nécessaire. Nous concevions l'Allemagne devenue nation comme un élément capital de l'harmonie du monde. Voyez notre naïveté ! Cette nation allemande que nous désirions voir entrer comme une individualité nouvelle dans le concert des peuples, nous l'imaginions sur le modèle de ce que nous avions lu, d'après les principes

tracés par Fichte ou Kant. Nous formions les plus belles espérances pour le jour où prendrait place dans la grande confédération européenne un peuple philosophe, rationnel, ami de toutes les libertés, ennemi des vieilles superstitions, ayant pour symbole la justice et l'idéal. Que de rêves nous faisions ! Un protestantisme rationaliste s'épurant toujours entre vos mains et s'absorbant en la philosophie ; un haut sentiment d'humanité s'introduisant avec vous dans la conduite du monde ; un élément de raison plus mûre se mêlant au mouvement général de l'Europe et préparant des bandages à plusieurs des plaies que notre grande mais terrible Révolution avait laissées saignantes ! Vos admirables aptitudes scientifiques sortaient d'une obscurité imméritée, devenaient un rouage essentiel de la civilisation, et ainsi, grâce à vous et un peu grâce à nous, un pas considérable s'accomplissait dans l'histoire du progrès.

Les choses humaines ne se passent jamais comme le veulent les sages. Aussi les esprits éclairés parmi nous ne furent-ils pas trop surpris de voir proclamer à Versailles, sur les ruines de la France vaincue, cette unité allemande qu'ils s'étaient représentée comme une œuvre sympathique à la France. Grande fut leur douleur en voyant l'apparition nationale qu'ils avaient appelée de leurs vœux indissolublement liée aux désastres de leur pays. Ils se consolaient au moins par la pensée que l'Allemagne, devenue toute-puissante en Europe, allait planter haut et ferme le drapeau d'une civilisation qu'elle nous avait appris à concevoir d'une façon si élevée.

La grandeur oblige, en effet. Une nation a d'ordinaire le droit de se renfermer dans le soin de ses intérêts particuliers et de récuser la gloire périlleuse des rôles humanitaires. Mais la modestie n'est pas permise à tous. Vos publicistes, interprètes d'un instinct profond, ont pu être moins discrets à cet égard que vos hommes d'État et proclamer tout haut que l'ère de l'Allemagne commençait dans l'histoire. La fatalité vous traînait. Il n'est pas permis, quand on est tout-puissant, de ne rien faire. La victoire défère au victorieux, qu'il le veuille ou non, l'hégémonie du monde.

Tout à tour la fortune élève sur le pavois une nation,

une dynastie. Jusqu'à ce que l'humanité soit devenue bien différente de ce qu'elle est, toutes les fois qu'elle verra passer un char de triomphe, elle saluera, et, les yeux fixés sur le héros du jour, elle lui dira : « Parle, tu es notre chef, sois notre prophète. » La solution des grandes questions pendantes à un moment donné (et Dieu sait si le moment présent se voit obsédé de problèmes impérieux !) est dévolue à celui que les destins désignent. Alexandre, Auguste, Charles-Quint, Napoléon n'avaient pas le droit de se désintéresser des choses humaines ; sur aucune question, ils ne pouvaient dire : « Cela ne me regarde pas ! » Chaque âge a son président responsable, chargé de frapper, d'étonner, d'éblouir, de consoler l'humanité. Autant le rôle du vaincu obligé de s'abstenir en tout est facile, autant la victoire impose de devoirs. Il ne sert de rien de prétendre qu'on a le droit d'abdiquer une mission qu'on n'a pas voulue. Le devoir devant lequel on recule vous prend à la gorge, vous tue ; la grandeur est un sort implacable auquel on ne peut se soustraire. Celui qui manque à sa vocation providentielle est puni par ce qu'il n'a pas fait, par les exigences qu'il n'a pas contentées, par les espérances qu'il n'a pas remplies, et surtout par l'épuisement qui résulte d'une force non employée, d'une tension sans résultat.

Faire de grandes choses dans le sens marqué par le génie de l'Allemagne, tel était donc le devoir de la Prusse quand le sort des armes eut mis les destinées de l'Allemagne entre ses mains. Elle pouvait tout pour le bien ; car la condition pour réaliser le bien, c'est d'être fort. Qu'y avait-il à faire ? Qu'a-t-elle fait ? Huit ans, plus de la moitié de ce que Tacite appelle *grande mortalis aevi spatium*, se sont écoulés depuis qu'elle jouit en Europe d'une supériorité incontestée. Par quels progrès en Allemagne et dans le monde cette période historique aura-t-elle été marquée ?

Et d'abord, après la victoire, la nation victorieuse a bien le droit de trouver chez elle les récompenses de ses héroïques efforts, le bien-être, la richesse, le contentement, l'estime réciproque des classes, la joie d'une patrie glorieuse et pacifiée. En politique, elle a droit surtout au premier des biens, à la première des récompenses, je veux dire à



ces libertés fondamentales de la parole, de la pensée, de la presse, de la tribune, toutes choses dangereuses dans un État faible ou vaincu, possibles seulement dans un État fort. Ces grandes questions sociales qui agitent notre siècle ne peuvent être résolues que par un vainqueur, se servant du prestige de la gloire pour imposer des concessions, des sacrifices, l'amnistie, à tous les partis. Donner la paix, autant que la paix est de ce monde, et la liberté aussi large qu'il est possible, à cette Europe continentale qui n'a pas encore trouvé son équilibre, fonder définitivement le gouvernement représentatif, aborder franchement les problèmes sociaux, élever les classes abaissées sans leur inspirer la jalousie des supériorités nécessaires, diminuer la somme des souffrances, supprimer la misère imméritée, résoudre la délicate question de la situation économique de la femme, montrer par un grand exemple la possibilité de faire face en même temps aux nécessités politiques opposées que l'Angleterre a conciliées, parce que le problème se posait pour elle d'une manière relativement facile : voilà ce qui eût justifié la victoire, voilà ce qui l'eût maintenue. La victoire, en effet, a toujours besoin d'être légitimée par des bienfaits. La force qu'on a déchaînée devient impérieuse à son tour. Dès qu'il a reçu la première salutation impériale, le César appartient à la fatalité jusqu'à sa mort.

De ce programme que la force des choses semblait vous imposer, qu'avez-vous réalisé ? Votre peuple est-il devenu plus heureux, plus moral, plus satisfait de son sort ? Il est clair que non ; des symptômes comme on n'en a jamais vu après la victoire se sont manifestés parmi vous. La gloire est le foin avec lequel on nourrit la bête humaine ; votre peuple en a été saturé, et il regimbe !... Napoléon I<sup>er</sup>, en 1805, 1806, avait imposé silence par l'admiration à toute voix opposante ; une centaine de personnes tout au plus murmuraient ; l'idée d'un attentat contre sa personne eût paru un non-sens. Comment se fait-il qu'au lendemain de triomphes comme on n'en avait pas vu depuis soixante ans votre gouvernement se soit trouvé en présence d'un mécontentement profond ? Pourquoi est-il toujours préoccupé de mesures restrictives de la liberté ? D'ordinaire, on n'a



pas à réprimer après la victoire ; la répression est le propre des faibles. Ce qui se passe chez vous, n'importe comment on l'explique, renferme un blâme contre vos hommes d'État. Si votre peuple est aussi mauvais qu'ils le disent, c'est leur condamnation. Apres et durs, comprenant l'État comme une chaîne et non comme quelque chose de bienveillant, ils croient connaître la nature allemande et ne connaissent pas la nature humaine. Ils ont trop compté sur la vertu germanique, ils en verront le bout. On a fait de vous une nation organisée pour la guerre ; comme ces chevaliers du XVI<sup>e</sup> siècle, bardés de fer, vous êtes écrasés par votre armement. S'imaginer qu'en continuant de subir un pareil fardeau sans en retirer aucun avantage votre peuple aura la souplesse nécessaire pour les arts de la paix, c'est trop espérer. Ces sacrifices militaires vous mettent dans la nécessité ou de faire la guerre indéfiniment — et vous avez trop de bon sens pour ne pas voir que ces parties à la Napoléon I<sup>er</sup> mènent aux abîmes — ou d'avoir une place désavantageuse dans la lutte pacifique de la civilisation. Les agitations socialistes sont, comme la fièvre, à la fois une maladie et un symptôme ; on doit en tenir compte ; il ne suffit pas de les étouffer, il faut en voir la cause et à quelques égards y donner satisfaction. Les erreurs populaires s'affaiblissent par la publicité ; on les fortifie en essayant de ramener le peuple à des croyances devenues sans efficacité. Vos maîtres d'école auront beau revenir au pur catéchisme, cela n'y fera rien. Les lois répressives n'y peuvent pas davantage ; on ne tue pas des mouches à coups de canon.

Et dans l'ordre politique, dans la réalisation de cet idéal du gouvernement constitutionnel qui nous est si cher à tous et où l'Europe continentale n'a pas encore réussi, quel progrès avez-vous accompli ? En quoi votre vie parlementaire a-t-elle été plus brillante, plus libre, plus féconde que celle des autres peuples ? Je n'arrive pas à le voir, et ici encore, au lieu de cette largeur libérale qui est le propre des forts, je trouve vos hommes d'État surtout préoccupés de restrictions, de répressions, de règlements coercitifs. Non, je le répète, ce n'est pas par ces moyens-là

que vous séduirez le monde. La répression est chose toute négative. Et si, pendant que vos hommes d'État sont plongés dans cette ingrate besogne, le paysan français, avec son gros bon sens, sa politique peu raffinée, son travail et ses économies, réussissait à fonder une république régulière et durable ! Ce serait plaisant. L'entreprise est trop difficile et trop périlleuse pour qu'il soit permis d'en escompter le succès ; mais ce qui est incroyable est souvent ce qui arrive. Les soldats écervelés du général Custine, les grenadiers héroïques et burlesques qui semèrent à tous les vents les idées de la Révolution ont réussi à leur manière.

La gloire nationale est une grande excitation pour le génie national. Vous avez eu quatre-vingts ans d'un admirable mouvement littéraire, durant lesquels on a vu fleurir chez vous des écrivains comparables aux plus grands des autres nations. Comment se fait-il que cette veine soit comme tarie ? Après notre âge littéraire classique du *xvii<sup>e</sup>* siècle, nous avons eu le *xviii<sup>e</sup>* siècle, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, d'Alembert, Diderot, Turgot, Condorcet. Où est votre continuation de Goethe, de Schiller, de Heine ? Le talent ne vous manque certes pas ; mais il y a, selon moi, deux causes qui nuisent à votre production littéraire : d'abord, vos charges militaires exagérées, et, en second lieu, votre état social. Supposez Goethe obligé de faire son apprentissage militaire, exposé aux gros mots de vos sergents instructeurs, croyez-vous qu'il ne perdrait pas à cet exercice sa fleur d'élégance et de liberté ? L'homme qui a obéi est à jamais perdu pour certaines délicatesses de la vie ; il est diminué intellectuellement. Votre service militaire est une école de respect exagéré. Si Molière et Voltaire eussent traversé cette éducation-là, ils y auraient perdu leur fin sourire, leur malignité parfois irrévérencieuse. L'état de conscrit est funeste au génie. Vous me direz que ce régime, nous l'avons adopté de notre côté. Ce n'est peut-être pas ce que nous avons fait de mieux ; en tout cas, on ne voit guère encore venir le jour où nous serons malades par exagération du respect.

Votre état social me paraît aussi très peu favorable à la grande littérature. La littérature suppose une société gaie,

brillante, facile, disposée à rire d'elle-même, où l'inégalité peut être aussi forte que l'on voudra, mais où les classes se mêlent, où tous vivent de la même vie. On me dit que vous avez fait depuis dix ans de grands progrès vers cette unité de la vie sociale ; cependant je n'en vois pas encore le principal fruit, qui est une littérature commune, exprimant avec talent ou avec génie toutes les faces de l'esprit national, une littérature aimée, admirée, acceptée par tous. Je n'ignore pas les noms très honorables que vous allez me citer ; je ne peux trouver néanmoins que votre nouvel Empire ait réalisé ce qu'on devait attendre d'un gouvernement concentrant en lui toutes les forces du génie allemand. C'était à vous de faire sonner bien haut le clairon de la pensée ; ces accents nouveaux qui devaient faire battre tous les cœurs, nous les attendons, et nous ne voyons pas bien comment, de l'état moral que certains faits récents nous ont révélé, sortirait un mouvement de libre expansion et de chaude générosité.

Vous étiez forts, et vous n'avez pas fait la liberté ! Votre campagne contre l'ultramontanisme, légitime quand elle s'est bornée à réprimer l'intolérance catholique, n'a pas fait avancer d'un pas la grande question de la séparation de l'Église et de l'État. Vos ministres sont toujours restés dans le vieux système où l'État confère à l'Église des privilèges et a pour elle des exigences, sans voir que ces exigences, qui ont une apparence tyrannique, sont loin d'égaliser les privilèges qu'on lui accorde d'une autre main. Certes, vous n'irez pas à Canossa. Léon XIII n'est pas Grégoire VII ; c'est lui qui viendra où vous voudrez. Mais ici encore nous attendions du grand et du neuf, et nous ne le voyons pas venir.

Je ferais sourire vos hommes d'État si je disais que votre Empire, dans ces premières années qui sont toujours les plus fécondes, n'a pas non plus rempli ses devoirs envers l'humanité, et que l'avenir lui demandera compte de beaucoup de questions auxquelles il a tourné le dos comme à des rêves d'idéologues. Nos habitudes d'esprit et notre histoire nous donnent peut-être des idées fausses en ce qui concerne l'idéal d'une grande hégémonie nationale et dynastique. Nous pensons toujours à Auguste, à Louis XIV ; nous

ne comprenons pas qu'on règne sur le monde sans grandeur, sans éclat, sans rechercher l'amour du monde et forcer sa reconnaissance. Une nation ou une dynastie dirigeante nous apparaît comme quelque chose de noble, de sympathique, comme une force chargée de patronner tout ce qui est beau, de favoriser le progrès de la civilisation sous toutes ses formes. Éclat, générosité, bienveillance nous semblent des conditions nécessaires de ces grands règnes momentanés qui sont tour à tour dévolus à chaque nation. Louis XIV n'entendait pas parler d'un homme de mérite, de quelque pays qu'il fût, sans se demander : « Ne pourrais-je pas lui faire une pension ? » Il se croyait le dieu bienfaisant du monde ; l'Europe a vécu pendant cent ans de son soleil en cuivre doré. Vanité des vanités ! L'humanité est quelque chose d'assez frivole ; il faut le savoir si l'on aspire à la gagner ou à la gouverner.

Pour la gagner, il faut lui plaire ; pour lui plaire, il faut être aimable. Or vos hommes d'État prussiens ont tous les dons, excepté celui-là. Force de volonté, application, génie contenu et obstiné, ils ne se sont montrés inférieurs pour les qualités solides à aucun des grands génies politiques du passé. Mais ils se sont trompés en se figurant qu'avec cela on peut se dispenser de plaire au monde, de le gagner par des bienfaits. Erreur ! On ne s'impose à l'humanité que par l'amour de l'humanité, par un sentiment large, libéral, sympathique, dont vos nouveaux maîtres se raillent hautement, qu'ils traitent de chimère sentimentale et prétentieuse. On ne discute pas contre des poses, contre des modes passagères ; mais il est bien permis de dire qu'une ostentation d'égoïsme et de froid calcul n'a jamais été le ton des grands hommes qui méritent de figurer éternellement au Panthéon de l'humanité.

Traitez-moi d'arriéré, mais je ne reconnâtrai jamais comme ayant réalisé l'ancien idéal allemand ces hommes durs, étroits, détracteurs de la gloire, affectant un terre à terre vulgaire et positif, prétextant un dédain de la postérité qu'au fond ils n'ont pas. Dans le passage de mon discours de réception qui vous a blessés, je n'ai pas voulu dire autre chose. Le génie de l'Allemagne est grand et puissant ;

il reste un des organes principaux de l'esprit humain ; mais vous l'avez mis dans un étau où il souffre. Vous êtes égarés par une école sèche et froide, qui écrase plus qu'elle ne développe. Nous sommes sûrs que vous vous retrouverez vous-mêmes, et qu'un jour nous serons de nouveau collaborateurs dans la recherche de tout ce qui peut donner de la grâce, de la gaieté, du bonheur à la vie.



RÉPONSE  
AU DISCOURS DE RÉCEPTION  
DE M. PASTEUR

(27 AVRIL 1882) (I)

Monsieur,

Nous sommes bien incompetents pour louer ce qui fait votre gloire véritable, ces admirables expériences par lesquelles vous atteignez jusqu'aux confins de la vie, cette ingénieuse façon d'interroger la nature qui tant de fois vous a valu de sa part les plus claires réponses, ces précieuses découvertes qui se transforment chaque jour en conquêtes de premier ordre pour l'humanité. Vous répudieriez nos éloges, habitué que vous êtes à n'estimer que les jugements de vos pairs, et, dans les débats scientifiques que soulèvent tant d'idées neuves, vous ne voudriez pas voir des appréciations littéraires venir se mêler au suffrage des savants que rapproche de vous la confraternité de la gloire et du travail. Entre vous et vos savants émules nous n'avons point à intervenir. Mais, en dehors du fond de la doctrine, qui n'est pas de notre ressort, il est une maîtrise, Monsieur, où notre pratique de l'esprit humain nous donne le droit d'émettre un avis. Il y a quelque chose que nous savons reconnaître dans les applications les plus diverses ; quelque chose qui appartient au même degré à Galilée, à Pascal, à Michel-

(1) *Institut de France, Académie française*, Firmin-Didot, 1882. (N. de l'éd.)

Ange, à Molière ; quelque chose qui fait la sublimité du poète, la profondeur du philosophe, la fascination de l'orateur, la divination du savant. Cette base commune de toutes les œuvres belles et vraies, cette flamme divine, ce souffle indéfinissable qui inspire la science, la littérature et l'art, nous l'avons trouvé en vous, Monsieur, c'est le génie. Nul n'a parcouru d'une marche aussi sûre que vous les cercles de la nature élémentaire ; votre vie scientifique est comme une traînée lumineuse dans la grande nuit de l'infiniment petit, dans ces derniers abîmes de l'être où naît la vie.

Vous avez commencé, Monsieur, par le vrai commencement des choses. Avec Haüy et Malus, vous demandiez d'abord au cristal le secret de ses caprices apparents. Vous étiez encore à l'École normale. Une note de Mitscherlich vous troubla dans votre foi chimique. Deux substances identiques par la nature, le nombre, l'arrangement et la distance des atomes agissaient d'une manière essentiellement différente sur la lumière. Vous reprîtes avec passion l'étude de la forme cristalline des deux sels de Mitscherlich, et vous arrivâtes à votre belle théorie de la dissymétrie moléculaire. Oui, deux groupes atomiques qui se montrent identiques au travers de toutes les épreuves de la chimie peuvent être, l'un à l'égard de l'autre, dans la même relation qu'un objet à l'égard de son image vue dans un miroir. Ils ont une droite et une gauche ; on peut les opposer, non les superposer, comme les deux mains. L'illustre M. Biot, chargé de rendre compte de ces faits nouveaux à l'Académie des sciences, eut d'abord quelques doutes. Quand vous allâtes le voir au Collège de France, il s'était déjà procuré lui-même les matières de l'expérience. Il vous les fit préparer sous ses yeux, sur le fourneau de sa cuisine. Vous placiez à sa droite les cristaux qui devaient dévier la lumière à droite, à sa gauche les cristaux qui devaient dévier la lumière à gauche. Il fit lui-même l'épreuve de la polarisation ; mais il n'alla pas jusqu'au bout ; quelques indices lui suffirent. « Mon cher enfant, vous dit-il en serrant votre bras, j'ai tant aimé les sciences dans ma vie que cela me fait battre le cœur. »

Toutes vos découvertes ultérieures sont sorties de celle-là par une sorte de développement naturel. Bientôt, en effet, vous arrivez à voir que tous les produits artificiels des laboratoires et toutes les espèces minérales sont à image superposable, tandis que les produits essentiels de la vie sont dissymétriques. La vie vous conduit à la fermentation ; l'élément dissymétrique fait fermenter ; l'élément symétrique ne fait pas fermenter. La fermentation est toujours d'origine vitale ; elle vient d'êtres microscopiques qui trouvent dans la matière organique leur nourriture, non leur raison de naître ; le groupe droit et le groupe gauche ne satisfont pas également à la nutrition des microbes. Vos études sur les corpuscules organisés qui existent dans l'atmosphère servent de point de départ à tout un ordre de recherches, où vos disciples sont des maîtres qui s'appellent Lister, Tyndall.

La fermentation vous mène aux maladies, qui sont en quelque sorte la fermentation de l'être vivant ; de la cristallographie vous êtes conduit à la médecine ; vous arrivez à voir que les maladies transmissibles tiennent le plus souvent à des développements irréguliers d'êtres étrangers à l'organisme, qui le troublent ou le détruisent. De là vos savantes recherches sur les maladies du vin, de la bière, des vers à soie, puis sur ces terribles accidents de la machine humaine, le charbon, la septicémie, la rage, qui peuvent amener la mort à l'organisme par lui-même le plus sain et le plus robuste. La claire vue de la nature du mal vous indique le remède ; on guérit bientôt la maladie dont on connaît la cause. Votre théorie des germes de putréfaction ouvre une voie qui sera un jour et qui est déjà féconde pour le bien de notre pauvre espèce. La vaccination, qui n'avait été jusqu'ici qu'une application très particulière d'une théorie à peine ébauchée, devient entre vos mains un principe général, susceptible des usages les plus variés. C'est la rage, Monsieur, qui est en ce moment l'objet de vos études ; vous en cherchez l'organisme microscopique, vous le trouverez ; l'humanité vous devra la suppression d'un mal horrible, et aussi d'une triste anomalie, je veux parler de la défiance qui se mêle toujours un peu pour nous aux caresses de l'animal dans lequel

la nature nous montre le mieux son sourire bienveillant.

Que vous êtes heureux, Monsieur, de toucher ainsi, par votre art, aux sources mêmes de la vie ! Admirables sciences que les vôtres ! Rien ne s'y perd. Vous aurez inséré une pierre de prix dans les assises de l'édifice éternel de la vérité. Parmi ceux qui s'adonnent aux autres parties du travail de l'esprit, qui peut avoir la même assurance ? M. de Maistre peint quelque part la science moderne « sous l'habit étriqué du Nord... les bras chargés de livres et d'instruments, pâle de veilles et de travaux, se traînant souillée d'encre et toute pantelante sur la route de la vérité, baissant toujours vers la terre son front sillonné d'algèbre ». Comme vous avez bien fait, Monsieur, de ne pas vous arrêter à ce souci de gentilhomme ! La nature est roturière ; elle veut qu'on travaille, elle aime les mains calleuses, et, quand il s'agit de révéler ses secrets, va de préférence vers les fronts soucieux.

Votre vie austère, toute consacrée à la recherche désintéressée, est la meilleure réponse à ceux qui regardent notre siècle comme déshérité des grands dons de l'âme. Votre laborieuse assiduité n'a voulu connaître ni distractions ni repos. Recévez-en la récompense dans le respect qui vous entoure, dans cette sympathie dont les marques se produisent aujourd'hui si nombreuses autour de vous, et surtout dans la joie d'avoir bien accompli votre tâche, d'avoir pris place au premier rang dans la compagnie d'élite qui s'assure contre le néant par un moyen bien simple, en faisant des œuvres qui restent.

Vous avez placé à sa juste hauteur l'homme illustre que vous venez remplacer parmi nous. Vous avez dit ses commencements, ses viriles origines, cette nature pleine d'énergie, tenant, par son père, aux races sérieuses et obstinées de l'Ouest, par sa mère, à l'ardente et forte complexion des populations protestantes des Cévennes. Canonnier de la première République, M. Littré père garda, sous l'Empire et la royauté constitutionnelle, le culte de la Révolution. Les républicains étaient rares alors ; c'était, comme aux siècles de la primitive Église, le temps des convictions personnelles passionnées. Les conversions en masse et sans grand discer-

nement devaient venir plus tard. Les républicains que forma M. Littré père avaient au moins quelque mérite à l'être ; car ils étaient deux (deux qui valaient, certes, à eux seuls tous ceux qu'on a plus tard vus éclore), son fils d'abord, puis l'intime ami de son fils, celui à qui je dois ces détails, notre respecté confrère M. Barthélemy-Saint-Hilaire. En philosophie et en religion, M. Littré père professait sans réserve les principes de l'école française du XVIII<sup>e</sup> siècle. Devenu père de famille, il eut un scrupule touchant. Craignant que les railleries de Voltaire n'eussent une part dans ses opinions religieuses, et se regardant comme responsable de sa théologie à l'égard de ses enfants, il reprit avec le plus grand sérieux la question des croyances. Ce nouvel examen confirma ses premiers jugements, et, dès lors, il enseigna en toute sécurité à ses fils ce qu'une double épreuve lui faisait regarder comme certain. Quelle honnêteté !

Cette impression de l'éducation première ne s'effaça jamais chez Littré. Sa nature héroïque le porta toujours à ce qu'il y eut de plus âpre et de plus dur. Fils de la Révolution française, il crut qu'en elle était contenue toute justice. D'autres, plus raffinés, distinguèrent, acceptèrent des moyens termes, des conciliations. Lui, entier dans sa foi, ne voulut aucune atténuation à ce qu'il tenait pour la vérité. La foi démocratique, comme tous les genres de foi, est exposée à des tentations ; il y a quelquefois du mérite à y persévérer. M. Littré nous a raconté qu'un jour sa mère, une petite vieille débile, avec de beaux yeux, cheminant à côté de lui dans une rue de Paris, fut brutalement poussée par un ouvrier qui ne voulait pas se déranger. Comme M. Littré la relevait : « Mon fils, lui dit-elle, il faut bien aimer le peuple pour demeurer de son parti. » La croyance de M. Littré était de celles que rien n'ébranle. D'ordinaire, les effervescences révolutionnaires viennent du tempérament ; la raison intervient pour les régler. Chez M. Littré, le tempérament était tout à fait calme ; c'était l'esprit qui était révolutionnaire ; aussi ne recula-t-il jamais. On le trouve toujours au front de bataille des combattants. En juillet 1830, il était de la première ligne de ceux qui pénétrèrent sur la place du Carrousel par l'ouverture du pavillon de



Rohan. Georges Farcy fut percé d'une balle à côté de lui.

C'est la conviction qui crée la vertu. La sélection des nobles âmes se fait sans acception de croyances. Comme vous l'avez parfaitement dit, Monsieur, aucune foi n'a de privilège à cet égard ; on peut être, pour l'abnégation, un chrétien des premiers jours avec les idées en apparence les plus négatives ; on peut voir soudés dans le même homme un ascète et un jacobin. La bibliothèque Sainte-Geneviève possède un catalogue de ses incunables, écrit tout entier de la main de M. Daunou durant les années les plus terribles de la Révolution. Chaque matin, avant d'aller présider la Convention ou le conseil des Cinq-Cents, il en rédigeait un certain nombre de pages, toujours le même, à des dates qui s'appelaient 13 vendémiaire, 18 fructidor. Littré associait de même à la vie militante les habitudes d'un bénédictin. Révolutionnaire d'une espèce bien rare ! Le soir des jours d'émeute, comme le soir des jours où il avait combattu de sa plume au *National* à côté de Carrel, il se reposait dans sa mansarde en préparant une édition d'Hippocrate, ou en traduisant les œuvres les plus importantes de la critique moderne, ou en rassemblant les matériaux de cet admirable *Dictionnaire historique de la Langue française*, qui sera, sans doute, un jour surpassé, si nous finissons le nôtre... Grandes et fortes natures de l'âge héroïque de notre race ! Rien ne leur restait étranger. Ils avaient changé les bases de la vie ; mais leur confiance dans l'esprit humain était absolue. C'étaient des croisés, à leur manière ; ils héritaient, sans le savoir, de dix siècles de vertu ; ils dépensaient en un jour le capital accumulé par vingt générations de silencieuse obscurité.

Leur scepticisme n'était qu'une apparence ; ils étaient, en réalité, de fougueux croyants. Ils pratiquaient le désintéressement absolu ; ils aimaient la glorieuse pauvreté. A toutes les propositions de fonctions rémunérées qui lui furent faites dans l'esprit le plus libéral, Littré répondit par un refus. Un jour qu'on le pressait : « Je ne peux rien accepter, dit-il, en ce moment, ce sont mes idées qui triomphent. » Sa vie fut longtemps celle d'un artisan modeste. Si plus tard le travail amena pour lui la fortune, ce fut à son insu,

sans qu'il l'eût voulu et presque malgré lui. Il alla jusqu'à ces paradoxes qui caractérisent parfois les héroïsmes vertueux. Il eût tenu pour déplacé tout souci de plaire ; les séductions les plus légitimes du talent, il se les interdisait ; à dessein, il laissait son style un peu négligé. Rien chez lui de l'homme de lettres. Sa modestie certainement fut exagérée, puisqu'elle lui fit croire qu'il était disciple quand, en réalité, il était maître, et qu'on le vit se subordonner à des personnes auxquelles il était fort supérieur. Tel était son amour de la vérité que, seul peut-être en notre siècle, il put se rétracter sans s'amoindrir. La vérité le menait comme un enfant ; il se soumit à elle quand il pensa l'avoir trouvée ; il s'arrêta quand il craignit de n'être plus avec elle ; il recula quand il crut l'avoir dépassée.

Et voyez, Monsieur, combien notre sort est étrange et quelle ironie supérieure semble s'attacher à nos pauvres efforts ! Même dans l'ordre de la vérité, nos qualités nous servent souvent moins que nos défauts. Il ne faut pas être trop parfait. Moins sincère, Littré eût peut-être évité quelques erreurs. Les défauts de sa philosophie furent ceux d'une âme trop timorée. Ses apparentes négations n'étaient que la réserve extrême d'un esprit qui redoute les affirmations hasardées. Il avait tant de peur d'aller au delà de ce qu'il voyait clairement, qu'il restait souvent en deçà. Vertueuse abstention ; doute fécond, que Descartes eût compris ; respect exagéré peut-être de la vérité ! Il craignait de sembler escompter ce qu'il désirait et de prendre trop vite pour une réalité ce qui vraiment n'eût été que juste. Hésitation qui implique un culte mille fois plus délicat de l'éternel idéal que les téméraires solutions qui satisfont tout d'abord les esprits superficiels ! La vérité est une grande coquette, Monsieur ! Elle ne veut pas être cherchée avec trop de passion. L'indifférence réussit souvent mieux avec elle. Quand on croit la tenir, elle vous échappe ; elle se livre quand on sait l'attendre. C'est aux heures où on croyait lui avoir dit adieu qu'elle se révèle ; elle vous tient, au contraire, rigueur quand on l'affirme, c'est-à-dire quand on l'aime trop.

Vous avez fait des réserves, Monsieur, sur les doctrines

philosophiques auxquelles Littré s'était attaché et auxquelles il déclarait devoir le bonheur de sa vie. C'était votre droit. Je n'userai pas du droit semblable que j'aurais. Le résumé ou, comme on disait autrefois, le « bouquet spirituel » de cette séance doit être que l'ardeur pour le bien ne tient à aucune opinion spéculative. Je vous ferai, d'ailleurs, ma confession : en politique et en philosophie, quand je me trouve en présence d'idées arrêtées, je suis toujours de l'avis de mon interlocuteur. En ces délicates matières, chacun a raison par quelque côté. Il y a déférence et justice à ne chercher dans l'opinion qu'on vous propose que la part de vérité qu'elle contient. Il s'agit ici, en effet, de ces questions sur lesquelles la providence (j'entends par ces mots l'ensemble des conditions fondamentales de la marche de l'univers) a voulu qu'il planât un absolu mystère. Dans cet ordre d'idées, il faut se garder de parti pris ; il est bon de varier ses points de vue et d'écouter les bruits qui viennent de tous les côtés de l'horizon.

C'est ce que fit M. Littré toute sa vie. Je regrette cependant, comme vous, que ce grand et fidèle ami de la vérité se soit renfermé dans une école portant un nom déterminé, et ait salué comme son maître un homme qui, bien que considérable à beaucoup d'égards, ne méritait pas un tel hommage. Si je m'abandonnais à mon goût personnel, je serais peut-être aussi peu favorable que vous à M. Auguste Comte, qui me semble, le plus souvent, répéter en mauvais style ce qu'ont pensé et dit avant lui, en très bon style, Descartes, d'Alembert, Condorcet, Laplace. Mais je me défie de mon avis, car je suis un peu, à l'égard de ce penseur distingué, dans la situation d'un jaloux. M. Littré avait pour moi une bonté dont je garde un profond souvenir ; je sentais cependant qu'il m'aurait aimé beaucoup plus si j'avais voulu être comtiste. J'ai fait ce que j'ai pu ; je n'ai pas réussi. Je sentais chez lui un reproche secret. Quand nous nous trouvions tous les deux seuls à nos séances de l'*Histoire littéraire de la France* de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, je me croyais en face d'un confesseur, mécontent de moi pour quelque motif secret qu'il ne me disait pas. Cela me troublait. Pas plus que vous, Mon-

sieur, je ne suis donc en situation de rendre pleine justice à M. Comte. Je ne puis cependant m'empêcher d'être ému quand je vois tant d'hommes de valeur, en France, en Angleterre, en Amérique, accepter ce nom comme un drapeau. Avec l'habitude que je peux avoir des choses de l'esprit humain, je suis amené à croire que M. Comte sera une étiquette dans l'avenir, et qu'il occupera une place importante dans les futures histoires de la philosophie. Ce sera une erreur, j'en conviens ; mais l'avenir commettra tant d'autres erreurs ! L'humanité veut des noms qui lui servent de types et de chefs de file ; elle ne met pas dans son choix beaucoup de discernement.

Le positivisme, dites-vous, dans ses applications à la politique n'a pas vu ses prophéties réalisées. Cela est très vrai. La condition du prophète est devenue de nos jours singulièrement difficile. La politique et la philosophie n'ont plus grand'chose à faire ensemble. Connaissez-vous une école qui ait mieux deviné ces jeux de la force, de la passion et du hasard, qu'on a bien tort assurément de vouloir assujettir à des lois ? Pour moi, je ne vois pas une théorie politique au nom de laquelle on ait le droit de jeter la première pierre aux théories vaincues. Je ne vois qu'une différence, c'est que le principal représentant du positivisme a confessé son erreur, tandis que nous attendons encore l'aveu de ceux qui n'ont pas été plus infaillibles que lui.

A la philosophie de M. Littré vous en préférez une autre, qui, vous le supposez, aurait ici « un dernier refuge ». Ah ! ne vous y fiez pas trop, Monsieur. La zone de notre protection littéraire est bien large ; elle s'étend depuis Bossuet jusqu'à Voltaire. Souvent, nous aimons à être l'asile des blessés hors de combat ; la cause qui aurait chez nous son dernier refuge pourrait donc être assez malade. Nous ne patronnons pas les doctrines ; nous discernons le talent. Voilà comment nous n'avons jamais de déconvenues ni de démentis. Tout passe, et nous ne passons pas ; car nous ne nous attachons qu'à deux choses qui, nous l'espérons, seront éternelles en France : l'esprit et le génie. Nous respectons toutes les formes dont on peut revêtir une croyance élevée. Vous vous servez de deux mots, par exemple, dont,



pour ma part, je ne me sers jamais, spiritualisme et matérialisme. Le but du monde, c'est l'idée ; mais je ne connais pas un cas où l'idée se soit produite sans matière ; je ne connais pas d'esprit pur ni d'œuvre d'esprit pur. L'œuvre divine s'accomplit par la tendance intime au bien et au vrai qui est dans l'univers ; je ne sais pas si je suis spiritualiste ou matérialiste.

Il est prudent de n'associer le sort des croyances morales à aucun système. Le mot de l'énigme qui nous tourmente et nous charme ne nous sera jamais livré. Pour moi, quand on nie ces dogmes fondamentaux, j'ai envie d'y croire ; quand on les affirme autrement qu'en beaux vers, je suis pris d'un doute invincible. J'ai peur qu'on n'en soit trop sûr, et, comme la mystique dont parle Joinville, je voudrais par moments brûler le paradis par amour de Dieu. C'est le doute, en pareil cas, qui fait le mérite. La grandeur des vérités de cet ordre est de se présenter à nous avec le double caractère d'impossibilités physiques et d'absolues nécessités morales. Si je vois la vertu songer trop à ses placements sur une vie éternelle, je suis tenté de lui insinuer discrètement la possibilité d'un mécompte. L'humanité doit sûrement être écoutée en ses instincts ; l'humanité, au fond, a raison ; mais dans la forme, dans le détail, oh ! la chère et touchante rêveuse, comme sa pitié peut l'égarer ! Et cela est tout simple ; il est des questions insolubles sur lesquelles le sentiment moral veut une réponse. On prend à cet égard les plus belles résolutions de sobriété intellectuelle, et on ne les tient pas. Notre grand Littré passa toute sa vie à s'interdire de penser aux problèmes supérieurs et à y penser toujours. Pauvre bonne conscience humaine ! que d'efforts elle fait pour saisir l'insaisissable ! Comme on aime à la voir se gourmander, se reprendre, se critiquer, se maudire, s'irriter contre elle-même, se remettre à l'œuvre après chaque découragement, pour renfermer dans une formule ce qu'il lui est interdit de savoir et ce qu'elle ne peut se résigner à ignorer !

Vous avez mille fois raison, Monsieur, quand vous mettez au-dessus de tout, pour le progrès de l'esprit humain, le savant qui fait des expériences et crée des résultats nou-



veaux. M. Comte n'en a pas fait ; mais je vois dans votre Académie d'habiles inventeurs qui déclarent cependant lui devoir beaucoup. Littré non plus n'a pas fait d'expériences ; mais vraiment il n'en pouvait pas faire ; son champ, c'était l'esprit humain, on ne fait pas d'expériences sur l'esprit humain, sur l'histoire. La méthode scientifique, en cet ordre, est ce qu'on appelle la critique. Ah ! sa critique, je vous assure, était excellente. Il ne s'agit pas seulement, en ces obscures matières, de savoir ce qui est possible, il s'agit de savoir ce qui est arrivé. Ici la discussion historique retrouve tous ses droits. Ce que Pascal a dit de l'esprit de finesse et de l'esprit géométrique reste la loi suprême de ces discussions, où le malentendu est si facile. Les problèmes moraux exigent ce qu'on peut appeler la critique générale. Ils ne se laissent point attaquer par la méthode scolastique. Pour être apte à jouir de ces vérités, qu'on aperçoit, non de face, mais de côté et comme du coin de l'œil, il faut la culture variée de l'esprit, la connaissance de l'humanité, de ses états divers, de ses faiblesses, de ses illusions, de ses préjugés à tant d'égards fondés en raison de ses respectables absurdités — il faut l'histoire de la philosophie, qui parfois rend religieux, l'histoire de la religion, qui souvent rend philosophe, l'histoire de la science, qui devrait toujours rendre modeste — il faut la connaissance d'une foule de choses qu'on apprend uniquement pour voir que ce sont vanités — il faut, par-dessus tout, l'esprit, la gaieté, la bonne santé intellectuelle d'un Lucien, d'un Montaigne, d'un Voltaire. Et le résultat final, c'est encore que le plus grand des sages a été l'Ecclésiaste, quand il représente le monde livré aux disputes des hommes, pour qu'ils n'y comprennent rien depuis un bout jusqu'à l'autre. Qu'importe, après tout, puisque le coin imperceptible de la réalité que nous entrevoyons est plein de ravissantes harmonies, et que la vie, telle qu'elle nous a été octroyée, est un don excellent et pour chacun de nous la révélation d'une bonté infinie ?

« Celui qui proclame, dites-vous, l'existence de l'infini accumule dans cette affirmation plus de surnaturel qu'il

n'y en a dans tous les miracles de toutes les religions. » Vous allez, je crois, un peu loin, Monsieur ; vous donnez là un certificat de crédibilité à des choses étranges. Permettez-moi une distinction. Dans le champ de l'idéal, oh ! vous avez raison ; là on peut évoluer durant toute l'éternité sans se rencontrer jamais. Mais l'idéal n'est pas le surnaturel particulier, qui est censé avoir fait son apparition à un point du temps et de l'espace. Celui-ci tombe sous le coup de la critique. L'ordre du possible, qui touche de près à celui du rêve, n'est pas l'ordre des faits. Les religions se donnent comme des faits et doivent être discutées comme des faits, c'est-à-dire par la critique historique. Or les faits surnaturels, du genre de ceux qui remplissent l'histoire religieuse, M. Littré excelle à montrer qu'ils n'arrivent pas ; et, s'ils n'arrivent pas, n'est-ce point le cas de se poser la question de Cicéron : « Pourquoi ces forces secrètes ont-elles disparu ? Ne serait-ce pas parce que les hommes sont devenus moins crédules ? »

La méthode de Littré reste donc excellente dans l'ordre des faits auxquels il l'applique d'ordinaire. Les faits où l'on croit voir des interventions de volontés particulières, supérieures à l'homme et à la nature, disparaissent à mesure qu'on les serre de plus près. Aucun fait historique de ce genre n'est prouvé ni dans le présent, ni dans le passé — j'entends prouvé sérieusement, d'une de ces preuves qui excluent toute chance d'erreur — d'une de ces preuves comme celles que Biot vous demandait et que vous lui avez fournies — d'une de ces preuves telles que vous les exigez de vos contradicteurs et que rarement ils peuvent vous fournir. Or il n'est pas conforme à l'esprit scientifique d'admettre un ordre de faits qui n'est appuyé sur aucune induction, sur aucune analogie. *Quod gratis asseritur gratis negatur*. Croyez-moi, Monsieur, la critique historique a ses bonnes parties. L'esprit humain ne serait pas ce qu'il est sans elle, et j'ose dire que vos sciences, dont j'admire si hautement les résultats, n'existeraient pas s'il n'y avait, à côté d'elles, une gardienne vigilante pour empêcher le monde d'être dévoré par la superstition et livré sans défense à toutes les assertions de la crédulité.

Soyez donc indulgent, Monsieur, pour des études où l'on n'a pas, il est vrai, l'instrument de l'expérience, si merveilleux entre vos mains, mais qui, néanmoins, peuvent créer la certitude et amener des résultats importants. Permettez-moi de vous rappeler votre belle découverte de l'acide droit et de l'acide gauche. Il y a aussi dans l'ordre intellectuel des sens divers, des oppositions apparentes qui n'excluent pas au fond la similitude. Il y a des esprits qu'il est aussi impossible de ramener l'un à l'autre qu'il est impossible, selon la comparaison dont vous aimez à vous servir, de faire rentrer deux gants l'un dans l'autre. Et pourtant les deux gants sont également nécessaires ; tous deux se complètent. Nos deux mains ne se superposent pas ; mais elles peuvent se joindre. Dans le vaste sein de la nature, les efforts les plus divers s'ajoutent, se combinent et aboutissent à une résultante de la plus majestueuse unité.

Par sa science colossale, puisée aux sources les plus diverses, par la sagacité de son esprit et son ardent besoin de vérité, Littré a été à son jour une des consciences les plus complètes de l'univers. Le moment où il est venu au monde est un âge particulier, comme tous les autres âges, dans l'histoire de notre globe et de l'humanité. Mais sa haute vie l'a mis en rapport avec l'esprit éternel qui agit et se continue à travers les siècles ; il est immortel. Il a compris son heure mieux que personne ; il a vécu et senti avec l'humanité de son temps ; il a partagé ses espérances, si l'on veut ses erreurs ; il n'a reculé devant aucune responsabilité. Penseur, il ne vécut que pour le vrai. En politique, il suivit la règle que doit s'imposer le patriote consciencieux : il ne sollicita aucun mandat ; il n'en refusa aucun. Son honnêteté supérieure couvrit tout, en l'élevant à ces hauteurs où ce que les uns blâment, ce que les autres approuvent, n'est plus que raison impersonnelle, dévouement et devoir.

Dans ses dernières années, il vit la forme de gouvernement pour laquelle il avait toujours combattu devenir une réalité. Vous croyez peut-être qu'il va triompher. Oh ! sentiment dénué de sens pour une âme philosophe ! Le

lendemain de sa victoire, Littré est plus modeste que jamais. Il a l'air de retourner son succès ; il se repent presque ; je dis mal ; non, il ne se repent pas ; mais il devient le sage accompli ; il se fait le conseiller, le modérateur de ses compagnons de lutte, si bien que les esprits superficiels cessèrent de le comprendre, et peu s'en fallut qu'il ne fût aussi appelé traître à son tour. Il vit juste, car il vit la solution suprême des problèmes de la politique contemporaine dans la liberté, non dans cette collusion puérile où chacun invoque à son profit un principe dont il est bien décidé à ne faire profiter les autres, mais dans la vraie liberté, égale pour tous, fondée sur la notion de la neutralité de l'État en fait de choses spéculatives. La mesure qu'il voulait pour lui, il la réclamait pour les autres, même quand il savait que ceux-ci ne lui rendraient pas la pareille s'ils étaient les maîtres. Il ne se faisait à cet égard aucune illusion ; un an avant sa mort, il appelle le catholicisme « l'adversaire naturel de toutes les libertés » ; mais, tolérant pour les intolérants, il réclamait l'application abstraite des principes. Il était persuadé que les tolérants posséderont la terre et que le libéralisme qui n'a pas peur de la liberté des autres est le signe de la vérité. En 1872, visitant un phare sur les côtes de Bretagne, il tomba de la hauteur d'un premier étage ; il en fut quitte pour quelques contusions ; un journaliste des environs regretta qu'il ne se fût pas tout à fait rompu le cou. « Nous ne pensions pas de même sur les croyances théologiques, ajoute M. Littré en racontant cette histoire, et telle est la forme que prenait son dissentiment. »

S'il fut quelquefois faible, ce fut toujours par bonté. Nous vivons dans un temps où il y a des inconvénients à être poli ; on vous prend à la lettre. M. Littré avait pour principe de ne rien faire pour éviter les malentendus. Il votait souvent pour ses adversaires, afin de s'assurer à lui-même qu'il était bien impartial. Quel homme, Monsieur, et que vous avez eu raison de le comparer à un saint ! On ne trouve à reprendre en lui que des excès de vertu.

Lui manqua-t-il, en effet, quelque chose ? Il ne lui manqua que des défauts. Parfois peut-être on regrettait qu'il

ne sût pas sourire. L'ironie lui échappait ; il ne la comprenait pas en philosophie ; elle lui déplaisait en politique. Or, le monde prêtant à la fois au rire et à la pitié, la gaieté a bien aussi sa raison d'être ; une foule de choses ne peuvent s'exprimer que par là. Socrate trouvait son profit aux soupers d'Aspasie ; Littré n'aima que la bonté. Il prit la meilleure part ; c'est la bonté qui fait vivre. Il se plaisait avec le peuple, il était compris et apprécié de lui. Heureux celui qui est assez grand pour que les petits l'admirent ! La vraie grandeur, c'est d'être vu grand par l'œil des humbles. Le chef-d'œuvre de Spinoza fut d'avoir été estimé de son logeur. Ce brave homme ne savait pas un mot des systèmes de son hôte ; il n'avait vu en lui qu'un homme bien tranquille, un parfait locataire. Ce furent ses renseignements qui fournirent à Colerus les traits de cette *Vie* admirable qui, bien plus que l'*Éthique démontrée géométriquement* (I), a fait de Spinoza un des saints de l'âge moderne. Littré, de même, avait le goût des simples ; les simples le lui rendirent. Quand il allait en Bretagne, il remplissait de respect ces bonnes gens de Plouha et de Roscoff, qui le prenaient pour un ecclésiastique. Il nous a raconté comment, étant à Lion-sur-Mer, sur la plage, deux messieurs vinrent à passer : « Voilà Littré, dit l'un deux. — Littré ! dit l'autre, il a l'air d'un vieux prêtre. »

C'était là sa vraie définition. Grâce à lui et à quelques autres comme lui, la libre philosophie de notre âge a possédé dans son sein des vertus susceptibles d'être comparées à celles dont les religions sont le plus fières. Nature essentiellement religieuse, il ne douta que par foi profonde et par respect de la vérité. Littré a vraiment été une gloire de notre patrie et de notre race. En lui s'est montré au plus haut degré ce que « le peuple gallican », comme on disait au moyen âge, a de droiture, de sincérité, d'honnêteté, et, sous apparence révolutionnaire, de sage réserve et de prudente raison. Sa foi dans le bien fut absolue ; les mobiles inférieurs de la vie, l'intérêt, les jouissances, le plaisir furent chez lui entièrement subordonnés à la

(1) Spinoza, *Éthique démontrée suivant l'Ordre géométrique et divisée en cinq Parties*. (N. de l'éd.)



poursuite que sa conviction lui marquait comme le devoir.

La fin d'une si belle vie aurait dû être calme, douce et consolée. Mais cette marâtre nature qui récompense si mal ici-bas ce qu'on fait pour coopérer à ses fins montra, en ce qui le concerne, sa noire ingratitude. Les dernières années de notre éminent confrère furent remplies par de cruelles souffrances. Dans un écrit intitulé : *Pour la dernière fois*, il fit entendre sa plainte doucement résignée : « Je ne suis pas stoïcien, dit-il, et je n'ai jamais nié que la douleur fût un mal. Or, depuis bien des mois, la douleur m'accable avec une persistance désespérante. Cornélius Népos rapporte que Pomponius Atticus, étant parvenu à l'âge de soixante-dix-sept ans et se sentant atteint d'une maladie incurable, appela auprès de lui son gendre et sa fille. Il leur exposa son état et leur demanda la permission de sortir d'une vie qui allait finir bientôt, et d'abrèger ainsi la durée de ses souffrances... Cette véridique histoire m'est revenue bien souvent en l'esprit, sans que je prémédite rien de semblable à la résolution d'Atticus, sachant qu'aucune permission ne me serait donnée !... »

Sa foi ne fut nullement atteinte par l'affaiblissement des organes. « Dans les temps modernes, dit-il à la fin du morceau que je citais tout à l'heure et qui est en quelque sorte son testament philosophique, est survenu un grave événement d'évolution, qui n'est plus ni une hérésie ni une religion nouvelle. Le ciel théologique a disparu, et à sa place s'est montré le ciel scientifique ; les deux n'ont rien de commun. Sous cette influence, il s'est produit un vaste déchirement dans les esprits. Il est bien vrai qu'une masse considérable est restée attachée à l'antique tradition. Il est bien vrai aussi que, dans la tourmente morale qui s'ensuit, plusieurs, renonçant aux doctrines modernes, retournent au giron théologique. Quoi qu'il en soit de ce va-et-vient qui demeure trop individuel pour fournir une base d'appréciation, deux faits prépondérants continuent à exercer leur action sociale. Le premier, c'est le progrès continu de la laïcité, c'est-à-dire de l'État neutre entre les religions, tolérant pour tous les cultes et forçant l'Église à lui obéir en ce point capital ; le second, c'est la confirmation inces-

sante que le ciel scientifique reçoit de toutes les découvertes sans que le ciel théologique obtienne rien qui en étaye la structure chancelante. »

« Je me résigne, ajoute-t-il, aux lois inexorables de la nature... La philosophie positive, qui m'a tant secouru depuis trente ans, et qui, me donnant un idéal, la soif du meilleur, la vue de l'histoire et le souci de l'humanité, m'a préservé d'être un simple négateur, m'accompagne fidèlement en ces dernières épreuves. Les questions qu'elle résout à sa manière, les règles qu'elle prescrit en vertu de son principe, les croyances qu'elle déconseille au nom de notre ignorance de tout absolu, je viens, aux pages qui précèdent, d'en faire un examen que je termine par la parole suprême du début : Pour la dernière fois. »

J'ai toujours eu peine, je l'avoue, devant les cercueils illustres, à partager cette héroïque résignation : « La mort, selon une pensée qu'admire Littré, n'est qu'une fonction, la dernière et la plus tranquille de toutes. » Pour moi, je la trouve odieuse, haïssable, insensée, quand elle étend sa main froidement aveugle sur la vertu et le génie. Une voix est en nous, que seules les bonnes et grandes âmes savent entendre, et cette voix nous crie sans cesse : « La vérité et le bien sont la fin de ta vie ; sacrifie tout le reste à ce but » ; et quand, suivant l'appel de cette sirène intérieure, qui dit avoir les promesses de vie, nous sommes arrivés au terme où devait être la récompense, ah ! la trompeuse consolatrice ! elle nous manque. Cette philosophie, qui nous promettait le secret de la mort, s'excuse en balbutiant, et l'idéal, qui nous avait attirés jusqu'aux limites de l'air respirable, nous fait défaut, quand, à l'heure suprême, notre œil le cherche. Le but de la nature a été atteint ; un puissant effort a été tenté ; une vie admirable a été réalisée, et alors, avec cette insouciance qui la caractérise, l'enchanteresse nous abandonne, et nous laisse en proie aux tristes oiseaux de la nuit.

Mais laissons là ces amères pensées. Notre grand confrère n'est pas mort tout entier ; car il est quelque chose que nous gardons de lui, ce sont les leçons qu'il nous a données, cet ardent amour du droit et de la vérité, qui fut l'âme de sa

vie. La patrie, qu'il a tant aimée, la science, qu'il a préférée à lui-même, la vertu, dont il fit la règle de sa conduite, sont des choses éternelles. Nous entendrons toujours ces sages paroles qui semblaient, par leur calme gravité, venir du fond d'un tombeau, et nous dirons, pour finir par une grande pensée de lui : « Le temps, qui est beaucoup pour les individus, n'est rien pour ces longues évolutions qui s'accomplissent dans la destinée de l'humanité. Déjà, du sein de la vie individuelle, il est permis de s'associer à cet avenir, de travailler à le préparer, de devenir ainsi, par la pensée et par le cœur, membre de la société éternelle, et de trouver en cette association profonde, malgré les anarchies contemporaines et les découragements, la foi qui soutient, l'ardeur qui vivifie, et l'intime satisfaction de se confondre sciemment avec cette grande existence, satisfaction qui est le terme de la béatitude humaine. »

Votre dévouement absolu à la science vous donnait le droit, Monsieur, de succéder à un tel homme et de rappeler ici cette grande et sainte mémoire. Vous trouverez à nos séances un délassement pour votre esprit toujours préoccupé de découvertes nouvelles. Cette rencontre en une même compagnie de toutes les opinions et de tous les genres d'esprit vous plaira : ici le rire charmant de la comédie, le roman pur et tendre, la poésie au puissant coup d'aile ou au rythme harmonieux ; là, toute la finesse de l'observation morale, l'analyse la plus exquise des ouvrages de l'esprit, le sens profond de l'histoire. Tout cela n'ébranlera pas votre foi en vos expériences ; l'acide droit restera l'acide droit ; l'acide gauche restera l'acide gauche. Mais vous trouverez que les prudentes abstentions de M. Littré avaient du bon. Vous assisterez avec quelque intérêt aux peines que se donne notre philosophie critique pour faire la part de l'erreur, en se défiant de ses procédés, en limitant l'étendue de ses propres affirmations. A la vue de tant de bonnes choses qu'enseignent les lettres en apparence frivoles, vous arriverez à penser que le doute discret, le sourire, l'esprit de finesse dont parle Pascal ont bien aussi leur prix. Vous n'aurez pas chez nous d'expériences à faire ; mais cette modeste observation que vous maltraitez si fort

suffira pour vous procurer de bien douces heures. Nous vous communiquerons nos hésitations ; vous nous communiquerez votre assurance. Vous nous apporterez surtout votre gloire, votre génie, l'éclat de vos découvertes. Soyez le bienvenu, Monsieur.





RÉPONSE  
AU DISCOURS DE RÉCEPTION  
DE M. CHERBULIEZ

(25 MAI 1882) (1)

Monsieur,

Nous savions ce que nous faisons en vous choisissant pour remplacer parmi nous M. Dufaure. Nous savions que cette mémoire respectée recevrait de vous l'éloge le plus complet. Votre étude, de tous points accomplie, est l'image même de cette belle vie toute consacrée au bien public, remplie par une seule passion, celle de la justice. Les brusques revirements de la politique ont pu, de notre temps, excuser plus d'une défaillance ; M. Dufaure, lui, n'eut jamais besoin de changer. Ce n'était point un libéral de circonstance ; le lendemain de ces révolutions qui déjouent les solutions les mieux concertées, il se retrouvait tel qu'il fut la veille. La France et les principes étaient pour lui deux choses immuables. Vous nous avez montré, en ses derniers jours, la sérénité de sa conscience, sa noble tranquillité. Il avait le droit, en effet, d'être tranquille. Tout ce que peut la droiture appliquée à la direction des choses humaines, il l'avait fait. Les révolutions dont il hérita, il n'y avait point contribué ; les maux qu'il répara ne lui étaient pas imputables.

(1) *Institut de France, Académie française, Firmin-Didot, 1882. (N. de l'éd.)*

Comme vous nous l'avez très bien dit, Monsieur, les idées de M. Dufaure n'eurent point, en quelque sorte, d'origine. Il n'y eut pas pour lui de lutte, de tiraillement entre des principes opposés ; ses opinions étaient nées avec lui ; il les trouva dans son naturel raisonnable, modéré, et dans l'atmosphère où s'écoula sa jeunesse. C'étaient, j'ose le dire, les opinions de la France même. Le temps où il entra dans la vie est un de ceux où les aspirations françaises eurent le tour le plus prononcé. Après les grandeurs de l'ancien régime, après les ivresses tour à tour brillantes et sombres de la Révolution et de l'Empire, presque tous les esprits éclairés conquirent pour la France, sous la pacifique garantie de la royauté constitutionnelle, un nouvel avenir de gloire et de bonheur. La difficulté de faire de l'éclectisme dans une œuvre aussi passionnée que celle de la Révolution ne les arrêtait pas. Le principe que nous avons entendu proclamer de nos jours : « La Révolution, on l'adore ou on la maudit ; on ne la critique pas », ce principe, dis-je, n'était alors dans la pensée de personne. Heureuse génération ! les options tranchées entre les extrêmes n'existèrent pas pour elle. Elle conçut la vie politique comme un tournoi entre des rivaux pleins de courtoisie et qui s'entendent sur les questions fondamentales. Elle n'oubliait qu'une chose, c'est que les fortes fièvres, même disparues, ont toujours une tendance à recommencer. Qu'on le prenne pour un signe d'élection ou pour un signe de réprobation, la France est condamnée à ne dormir jamais du sommeil tranquille de la médiocrité satisfaite. Deux mondes luttent dans son sein. Même en ses heures d'assoupissement, elle a les tremblements convulsifs qui décèlent dans les profondeurs de l'organisme un travail mystérieux.

L'humanité s'arrêterait si tous y voyaient trop clair. Aux huit béatitudes de l'Évangile, je suis quelquefois tenté d'en ajouter une neuvième : « Heureux les aveugles, car ils ne doutent de rien ! » La France n'avait pas lu M. de Maistre ; un pays n'est jamais très fort en histoire, et d'ailleurs beaucoup de maximes politiques devenues maintenant évidentes n'étaient pas claires alors. La suite constitutionnelle, qui, de Hugues Capet au 10 août 1792, ne subit pas d'interruption

durable, avait été depuis vingt-cinq ans deux fois renversée ; mais on pouvait croire que la crise était finie ; tous les compromis, toutes les substitutions semblaient possibles. De là une quiétude qui nous étonne. Chaque secousse paraissait la dernière ; on proclamait avec un profond sérieux la naïve prétention de fermer l'ère des révolutions. On ne la fermait pas le moins du monde ; au contraire, on prenait son parti de l'incorrection, on s'habituaît à l'instabilité. Les populations des flancs du Vésuve savent bien que le volcan se réveillera ; mais d'ici là que de belles heures ! quelles vendanges ! quelles moissons ! Et puis la coulée de lave marche lentement ! Avant qu'elle arrive, on a le temps de fuir..

Que peut faire l'honnête homme en présence d'une situation générale qu'il n'a point amenée, dont il voit les inconvénients, mais qu'il n'a pas le pouvoir de modifier ? M. Dufaure nous a donné à ce sujet d'excellents exemples. Après chaque révolution, quelque chose durait pour lui ; c'était la France. Il continuait de servir la France et de chercher pour elle ce que sa raison lui présentait comme le meilleur. La bonne gestion des affaires était à ses yeux un intérêt supérieur à la politique proprement dite. Erreur, si vous voulez ; mais erreur nécessaire ! Que les partisans d'une légitimité absolue regardent comme un devoir de se renfermer chez eux après leur défaite et de tenir rancune au pays qui n'a pas suivi leurs avis, nous respectons leur ardente conviction ; disons cependant que cette abstention un peu orgueilleuse ne sera jamais la règle française. Il obéit aux plus nobles et aux plus vraies dictées de son cœur, ce prince de la maison de France qui siège au milieu de nous, quand il voulut reparaître citoyen et soldat dans la grande patrie que ses ancêtres avaient fondée par dix siècles de prudence et d'habileté. Notre illustre confrère M. Thiers eut également pour principe qu'après le fait accompli il n'est point patriotique de donner tort à son pays, ni de vouloir paraître plus sage que lui.

Certes, il n'est pas défendu de porter envie aux âges où le problème de la fidélité était plus simple et où le devoir se bornait à servir de son mieux un pouvoir établi sur des

bases indéniables. Dans les temps les plus troublés, néanmoins, le patriote libéral trouve encore moyen de contribuer au bien de la patrie. Il y a toujours une France à aimer. Ils nous approuveraient dans nos apparentes faiblesses, ces créateurs de l'unité française qui mirent avant tout le salut de l'État. Le jour où une bande d'idiots profana le tombeau de Richelieu à la Sorbonne, le crâne de notre illustre fondateur tomba sur les dalles, et les enfants du quartier le firent rouler à terre comme un jouet. Vanité des vanités ! dira-t-on ; la voilà finie comme le reste cette pensée altière, au succès de laquelle on avait fait servir tant de force de volonté, tant de savantes combinaisons, tant de crimes... — Pas aussi finie qu'il semble. Si cet œil éteint, où rayonna autrefois le génie, s'était rouvert à la lumière, il eût vu se dessiner sur les murailles voisines des lettres fraîchement tracées : *République française, une et indivisible*. Sauf un mot, c'était là ce que le grand politique avait voulu. Il n'était donc pas vaincu, malgré l'affront que des misérables faisaient à ses os.

M. Dufaure fut le loyal serviteur de cette légitimité de la nation, qui a survécu chez nous à celle des dynasties. Dans les jours les plus sombres, il eut une étoile. Au milieu des plus écœurantes incertitudes, durant ces années où on vit le sort de la France suspendu presque à une voix, il maintint son ferme équilibre. Le mot de république ne l'avait point séduit, pendant qu'il fut une menace ; ce mot ne l'effraya pas, quand il désigna une chose établie. Homme de légalité absolue, M. Dufaure fut surtout homme de cœur. Quand il reprit la direction des affaires au mois de décembre 1877, dans des circonstances qui l'obligeaient à être très net en son programme, il arrêta d'avance les paroles qu'il voulait adresser au chef de l'État. Il entre : que trouve-t-il ? Un vieux soldat, qui, en le voyant, se met à verser des larmes. Il pleure de son côté, et le petit discours ne fut pas prononcé.

Un calme parfait de conscience était le fruit de cette attention unique donnée au bien du pays. Il était impossible de dire à quel parti appartenait M. Dufaure. C'était à peine un homme politique (j'entends le dire à son éloge) ; c'était un homme de réforme et de justice. Ce détachement

des questions constitutionnelles peut avoir ses inconvénients, quand il fournit des prétextes aux transactions de l'intérêt personnel ou de l'ambition. L'intérêt, l'ambition n'existaient pas pour M. Dufaure. Le ministère ne le grandissait ni ne l'amoindrissait. On porte avec aisance les fardeaux qu'on n'a pas brigüés. Voilà pourquoi, en politique, la désignation de la naissance donne tant de force. L'âme la plus tranquille, au milieu des terribles épreuves de la Révolution, dut être celle de Louis XVI; car seul il pouvait dire : « La responsabilité sous laquelle je succombe, je ne l'ai point cherchée. »

M. Dufaure comprit de même que, après 1870, le gouvernement ne pouvait être accepté que par devoir. Persuadé que le pouvoir, dans les circonstances où nous sommes, ne saurait plus donner de gloire, et qu'il peut, au contraire, condamner celui qui l'exerce aux plus tristes nécessités, M. Dufaure ne se départit pas un moment, depuis nos malheurs, de cette attitude vertueusement dédaigneuse. Là était le secret de son autorité. On n'est fort sur les hommes qu'en leur faisant sentir qu'on n'a pas besoin d'eux.

Excellente leçon donnée aux empressements de la légèreté, tout occupée à rechercher une tâche où les plus habiles ne peuvent manquer d'échouer. Quel défaut de prévoyance et de philosophie ! Comment ne pas voir que, dans la direction des affaires d'un peuple vaincu, il n'y a plus d'autre gloire à recueillir que celle que donnent le sacrifice et le devoir accompli ? Mille fois honneur à celui qui ne refuse pas une œuvre qu'il sait ingrate et peu récompensée ! Décernons, au contraire, les grelots de la parfaite étourderie à celui qui va joyeusement au-devant d'une mission qu'il faudrait accepter avec tristesse, et où l'on est assuré d'avance de succomber. Il semble que les mandats politiques sont d'autant plus désirés qu'ils sont moins enviables. Vous rappelez-vous, Monsieur, à Rome, sur la voie Appienne, la très ancienne petite église consacrée aux saints Néré et Achillée, les pieux eunuques de Flavie Domitille ? On y lit, gravée sur le dossier du siège presbytéral, la belle homélie que le pape saint Grégoire le Grand, au seuil de la plus sombre époque du moyen âge, prononça dans cette



église le jour de la station : « Ces deux saints, dit-il, méprisèrent le monde quand le monde valait encore la peine d'être aimé. La vie alors était longue, la race féconde, la sécurité parfaite, la richesse garantie, la tranquillité assurée. Le monde, en un mot, se dessécha dans leurs cœurs quand au dehors il verdoyait. Maintenant, Dieu a rendu la résignation sans mérite et le détachement facile. Le monde s'est desséché, et pourtant il vit toujours dans notre cœur. »

Il vivra longtemps encore. Je me figure souvent, Monsieur, qu'à la veille du jugement dernier, quand les signes au ciel seront si évidents que le doute ne sera plus possible, il y aura encore des gens pour briguer l'honneur d'être maire de village ou conseiller municipal. La froideur de M. Dufaure le préserva d'une faute que tous n'évitèrent pas. Il était aussi exempt de vanité qu'on peut l'être ; il ne portait dans l'exercice du pouvoir aucun air de satisfaction. Il ne domina pas les événements (qui, de nos jours, a su les dominer ?), il s'y conforma en honnête homme. Il fit comme le navigateur, qui n'est pas dans les secrets du vent, mais qui se sert de tous les vents pour arriver à son but. D'autres, tels que M. Guizot, M. de Lamartine, eurent des théories politiques plus arrêtées ; cela les conduisit aux chutes éclatantes. M. Thiers, M. Dufaure, au contraire, eurent des jours d'attente, de retraite ; ils ne tombèrent jamais tout à fait.

Nous vous remercions, Monsieur, d'avoir fait revivre devant nous, en traits qui resteront, ce grand et noble caractère. Votre patriotique discours est un morceau digne d'être joint à tant d'excellentes pages qui, depuis longtemps, vous ont fait nôtre. Selon la lettre de la loi, vous n'êtes Français que depuis deux ans. Vous l'avez toujours été par votre talent ; vous l'avez été surtout depuis le jour où, sous le nom de Valbert, vous êtes devenu l'éloquent interprète de nos griefs, de nos froissements, de ce que nous avons à dire contre des attaques injustes et passionnées.

Que vous avez bien choisi votre heure, Monsieur, pour vous rattacher de nouveau à une patrie dont une funeste erreur de l'ancienne politique vous avait séparé ! Issu

d'une de ces familles protestantes qui durent, il y a deux cents ans, choisir entre leur pays et la liberté de leurs croyances, vous aviez toujours eu dans le cœur un sentiment affectueux pour la patrie de vos pères. Aux jours où la France était heureuse, cela vous suffisait. Mais il y eut un la moment où il vous fallut davantage ; c'est le moment où la France subit la plus grande épreuve qu'elle ait connue depuis qu'elle existe. Quand cette vieille mère, abandonnée de ceux qui lui devaient le plus, s'entendait dire, comme le Christ au Calvaire : « Toi qui as sauvé les autres, sauve-toi maintenant » ; quand l'Europe presque entière, après les fautes expiées, raillait notre agonie et ne voyait qu'une bonne place à prendre dans le vide que nous allions laisser ; ce jour où l'ingratitude a été érigée en loi du monde, vous vous êtes pris à aimer plus vivement que jamais votre patrie d'il y a deux cents ans, et vous, descendant d'exilés qui avaient bien quelque chose à oublier, vous avez consacré votre talent à la cause vaincue, et, dès que les devoirs qui vous retenaient à Genève vous l'ont permis, vous avez profité de la loi réparatrice de 1790, qui rend la pleine nationalité française à « toute personne qui, née en pays étranger, descendrait, en quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion ». Vos preuves étaient faciles à réunir. Le Dauphiné, d'où votre nom est originaire, le Poitou, les Cévennes vous ont fourni au complet le série de vos ascendants.

Le sérieux des temps modernes dérivant presque tout entier du christianisme, chacun de nous trouve d'ordinaire ses origines en quelque respectable société religieuse, où la gravité des mœurs entretenait la gravité de l'esprit et où la discussion théologique préparait l'aptitude aux longs raisonnements. Ces austères traditions, continuées durant des siècles, ont accumulé les économies intellectuelles et morales que nous dépensons. La vertu ne se développe fortement que dans les milieux un peu sectaires. Il nous est permis, à nous, de sourire et de douter ; car des générations avant nous ont cru sans réserve. Quelles têtes excellentes n'ont pas fournies le jansénisme, le vieux gallicanisme, les sectes protestantes, la synagogue israélite ! Genève mérite

d'être placée au premier rang parmi ces sources glorieuses du libéralisme européen. République fondée sur la théologie, cette cité de protestation et de dispute a été une des plus fortes écoles de culture rationnelle qu'il y ait eu. La contrainte souvent pharisaïque qui pesait sur les mœurs et la nécessité imposée à tout laïque d'être controversiste entretenaient une grande activité et posaient fatalement la question sur laquelle se fait le partage des esprits, la question du rationalisme et de la foi. Les fortes éducations religieuses amènent toujours cette lutte solennelle. Ainsi que vous le rappeliez tout à l'heure, on en sort, au lever de l'aurore, comme Jacob, fortifié, mais souvent avec quelque nerf un peu froissé.

Cette épreuve, vous ne l'avez point traversée, Monsieur. Elle se passa en monsieur votre père, qui, après des études faites pour le ministère pastoral, rompit avec la vieille tradition genevoise et entra dans la voie de la philosophie et de la critique allemandes. Ce changement, comme il arrive souvent, ne modifia en rien ses règles morales. Monsieur votre père, quoique rationaliste, resta toujours un homme pieux et de mœurs exemplaires. Pour le bien comprendre, il faut avoir eu comme moi le bonheur de vous entendre parler de lui. Une vie entière était parfumée par le souvenir de ces croyances fécondes dont on pouvait sacrifier la lettre sans abandonner l'esprit. Vous avez bénéficié du combat intérieur de monsieur votre père ; vous avez pu observer en lui cette heure excellente du développement psychologique où l'on garde encore la sève morale de la vieille croyance sans en porter les chaînes scientifiques. A notre insu, c'est souvent à ces formules que nous devons les restes de notre vertu. Nous vivons d'une ombre, Monsieur, du parfum d'un vase vide ; après nous, on vivra de l'ombre d'une ombre ; je crains par moments que ce ne soit un peu léger.

Votre éducation supérieure dura plus de douze ans. Cette période, où le talent se forme et où l'essentiel est de pouvoir attendre en toute liberté l'heure de la maturité, se continua pour vous jusqu'à trente ans. Paris et les principales universités d'Allemagne vous virent assidu aux

chaires savantes, avide de toutes les études nouvelles. A Paris, votre instinct si sûr vous conduit à la petite salle où enseignait le premier maître de notre siècle en fait de philologie et de critique, Eugène Burnouf. Quelle fatalité pour moi, Monsieur ! L'année où vous suiviez ce cours, au Collège de France, j'étais en Italie ; sans cela, nous nous serions connus vingt ans plus tôt. A Berlin, vous avez vu le vieux Schelling, qui vous parlait de tout, excepté de philosophie. Oh ! l'habile homme ! Ce qui vous préoccupait surtout à cette époque, c'était le puissant effort intellectuel de Hegel, bien que les élèves fissent déjà tort au maître. Les hégéliens, dont vous suiviez les leçons, vous choquèrent par l'abus de ces formules toutes faites, qui furent le tombeau d'une école créée par le génie, émaciée par la médiocrité. Vous méditiez quelque grande publication hégélienne. Mais une révélation vous fut faite vers cette époque ; vous vîtes l'Éternel face à face ; l'idéal du développement humain sur terre vous fut montré ; tout le plan de votre vie en fut profondément modifié.

Au mois d'août 1859, un voyage d'Orient vous conduisit à Athènes. Il ne vous fallut pas longtemps pour découvrir qu'il y a un lieu au monde ( il n'y en a pas un second) où la parfaite beauté a été réalisée. Les cinq ou six petits monuments d'Athènes vous apparurent comme ce qu'ils sont, c'est-à-dire comme les restes d'un monde de miracles, d'une éclosion divine qui ne se renouvellera plus. Tout le reste, en effet, du développement athénien fut à l'avenant. Un peuple entier admira cet art de l'Acropole, dont la perfection réside en des ténuités infinies ; ce même peuple vit la perfection de l'éloquence dans cette argumentation de Démosthène, qui est un vrai tissu de fer ; il applaudit un théâtre qu'on dirait fait pour un groupe de raffinés ; il conversa dans cette langue adorable d'élégance et de simplicité qui est celle des interlocuteurs de Platon. Vous comprîtes à fond ; vous étiez dès lors fixé sur la conception idéale de la vie humaine qui doit servir de règle pour juger tout le reste. Sur le bateau qui vous ramenait à Trieste, vous écriviez ce dialogue exquis où, à propos d'un cheval de Phidias, vous exprimez vos idées sur la transfor-

mation la plus profonde qui se soit opérée dans l'humanité, puisque le passage du paganisme au christianisme a été avant tout une révolution esthétique. Vous étiez, dès lors, un excellent écrivain, sans avoir jamais été à aucune des écoles où l'on prétend apprendre à le devenir. Vous pensiez bien et vous saviez beaucoup. Ce fut M. Sainte-Beuve, Monsieur, qui me fit connaître votre livre. Peu de jours après la première édition genevoise : « Lisez Victor Cherbuliez, me dit-il ; c'est un des nôtres. » Voyez comme il était prophète. Si ce maître illustre vivait encore, ce que la mesure ordinaire de la vie humaine permettrait, vous auriez eu un suffrage de plus, et quel suffrage !

Un autre jugement, qui valait celui-là, fut celui de M<sup>me</sup> Sand. Votre livre l'enchantait ; sans vous en prévenir, elle écrivit au directeur de la *Revue des Deux Mondes* ce qu'elle pensait de l'auteur. Telle fut l'origine de vos rapports avec un homme que j'ai aussi beaucoup connu aux débuts de ma vie littéraire, et que nous jugeons exactement de la même manière. Comme vous, j'ai gardé de lui un excellent souvenir. Chacun vaut en proportion de l'œuvre à laquelle il consacre sa vie. M. Buloz n'avait en vue que le succès de son recueil ; jamais rien ni personne ne le fit dévier de ce but unique. Il connaissait son public. Libre aux orgueilleux de la littérature de soutenir qu'il n'est pas utile à un écrivain d'avoir devant lui un homme qui représente le public tout entier. Les modestes comme nous n'ont jamais eu d'aussi superbes attitudes ; nous avons vingt fois trouvé commode de pouvoir entendre, avant l'irrévocable tirage, l'avis d'un lecteur qui nous donnait, par anticipation, le sentiment de tous les autres. Pour moi, il m'est arrivé souvent, quand j'avais des doutes sur la mesure ou l'opportunité d'un trait, de le laisser, pour voir ce qu'en dirait M. Buloz, bien décidé à le supprimer s'il hésitait le moins du monde. N'en avez-vous pas quelquefois fait autant, Monsieur ? Cela mettait notre conscience en repos. Que M. Buloz nous eût tous sacrifiés à l'intérêt de la *Revue*, cela ne faisait doute pour aucun de nous ; mais aussi, quand nous servions au succès de la *Revue*, il nous eût défendus envers et contre tous. Vous m'avez raconté qu'un jour, à Ronjoux, un des



hôtes, qui se disait très exercé dans le discernement des champignons, ayant fait servir sa récolte au dîner, il y eut un moment d'hésitation. Vous fûtes le seul à entamer bravement le plat suspect. M. Buloz vous regardait : « Cherbuliez, vous dit-il, que faites-vous ? Vous n'avez pas fini votre roman pour la *Revue* ! »

Le succès du *Comte Kostia* justifia pleinement le jugement de M<sup>me</sup> Sand. Le roman était dès lors la forme que vous aviez adoptée. Ceux qui connaissaient la direction philosophique de vos idées en éprouvèrent d'abord quelque surprise. Je l'avoue, une des erreurs que je professais alors était de croire que l'art du romancier peut difficilement produire des œuvres destinées à durer. Une longue fiction en prose me paraissait une faute littéraire. L'antiquité n'a composé de romans qu'à son âge de décadence, et, en général, n'en a composé que de courts. L'illusion des faiseurs de *Cyrus* et d'*Astrée* est de supposer qu'on a le temps de les lire. Le grand inconvénient du roman moderne, en effet, est d'avoir créé à son usage une catégorie spéciale de lecteurs. D'un côté, ceux qui lisent des romans ne lisent guère autre chose. D'un autre côté, la vie est courte, et l'histoire, la science, les études sociales ont tant d'intérêt ! Pour moi, devant ces attrayants volumes, qui offrent le tableau, souvent vrai, des mœurs contemporaines, je suis partagé entre deux sentiments, l'ardent désir de les lire et le regret qu'on n'ait pas pratiqué, en les imprimant, l'ancien système des manchettes, qui permettait de ne parcourir que les marges. La vulgarité et la prolixité sont le danger d'un genre où le lecteur ne cherche guère qu'une distraction et un amusement.

Avec quelques maîtres exquis, dont vous devenez aujourd'hui le confrère, vous avez su éviter ces défauts, Monsieur. Toujours une haute pensée vous guide. Vous ne tombez jamais dans ces interminables histoires bourgeoises, prétendues images d'un monde qui, s'il est tel qu'on le dit, ne vaut pas la peine d'être représenté. Loin de songer à une imitation servile de la réalité (imitation bien inutile, puisque celui qui aime tant la réalité n'a qu'à la regarder), vous cherchez les combinaisons capables de

mettre en lumière ce que la situation de l'homme a de tragique et de contradictoire. La nature slave vous frappa tout d'abord par quelque chose de neuf et de jeune ; comme Tourguéneff, vous aimez à vous perdre dans cet abîme d'imprévu, et quels étranges récits, quel trésor de vraisemblables folies vous en avez rapportés ! Ce n'était point là, de votre part, le fait d'une invention aux abois, se rabattant sur le bizarre par épuisement ou par incapacité de traiter la saine nature. Qui a su mieux que vous peindre la vertu sans marque d'origine, sans tache de naissance, sans race, sans signe particulier ? Vos charmantes peintures de *Noirs et Rouges*, votre *Roman d'une honnête Femme* ont ravi tous ceux qui savent sentir. En Allemagne, votre Isabelle est tenue pour une des créations les plus délicates du roman moderne.

Dans *Paule Méré* et dans *Meta Holdenis*, vous avez abordé le problème délicat par excellence, celui où se complaisaient les grands artistes. Vous avez voulu chercher comment le bien confine au mal, et, en dernière analyse, où est le bien. Nos hésitations à cet égard viennent de cette divine parabole de l'Enfant prodigue. La question a été posée le jour où des pécheresses ont été présentées comme étant plus près du royaume de Dieu que le pharisien méthodique et pédantesque en ses observances. Le plus bel enseignement du christianisme est que la vertu consiste moins dans les œuvres que dans les sentiments du cœur, si bien que l'Éternel a des tendresses pour la faute qui vient d'une ardeur généreuse ou d'un égarement d'amour, tandis qu'il n'a que de l'aversion pour l'apparente régularité, laquelle peut fort bien s'associer à la bassesse et à l'égoïsme. En d'autres termes, le don gratuit qui fait la noblesse de l'âme l'emporte infiniment sur nos chétifs efforts pour changer l'arrêt divin. Voilà probablement le seul dogme, Monsieur, sur lequel nous soyons d'accord avec Calvin ; l'élection divine est souvent le renversement des jugements des hommes ; la grâce est la source de tout bien ; notre seul mérite est de ne pas la contrarier.

C'est le sentiment profond de cette vérité qui nous entraîne à scandaliser les pharisiens, et même (ici peut-être,

Monsieur, nous avons sur la conscience quelques péchés véniels) à y trouver un certain plaisir. Nous aimons à troubler dans leur quiétude des gens assurés de leur salut, qui damnent si facilement les autres ; à ces vertus « confites dans l'orgueil et dans le fiel », ainsi que vous dites si bien, nous opposons volontiers des caractères qui n'ont pas la prétention d'être impeccables. Au fond, cependant, nous sommes justes ; nous réclamons le droit des exceptions ; mais nous respectons la règle ; nous savons que les préjugés sociaux sont utiles au monde et que l'étroitesse d'esprit a maintenu durant des siècles une tradition précieuse dont nous touchons les arrérages. Les traits du roman moral, comme ceux de la comédie philosophique, n'ont pas de pointe acérée ; les faiblesses ou les ridicules qu'ils atteignent ne sont ceux de personne, étant ceux de tous.

Bien mal inspirés, par conséquent, ont été les esprits chagrins qui se sont formalisés de vos libertés, Monsieur. Quand on écrit avec sincérité comme vous faites, il faut être résigné d'avance à ne pas satisfaire tout le monde. Le patriotisme, en particulier, a des exigences qu'on ne réussit jamais à contenter. Il veut de l'encens, rien que de l'encens. Pour moi, je n'ai jamais parlé d'un des groupes nationaux ou régionaux ou religieux qui se partagent le monde sans avoir été traité de calomniateur. On accepte de bien bon cœur vos éloges comme des concessions arrachées par la vérité ; on met vos critiques sur le compte de l'injustice et de la malignité. L'hypocrisie est de toutes les races et de toutes les sectes. Les railleries de l'Évangile contre les pharisiens de Jérusalem frappent un travers éternel de l'espèce humaine. Molière n'a pas injurié la France en faisant de Tartufe un Français ; en peignant dans *Meta Holdenis* l'hypocrisie protestante et sentimentale, vous n'avez critiqué aucun pays. Vous avez seulement présenté avec force les dangers d'une éducation systématique donnée aux femmes ; vous avez montré aussi combien sont injustes beaucoup de reproches qu'on nous adresse. Je lisais dernièrement une critique allemande de votre chef-d'œuvre, où l'on cherchait à excuser Meta de ses

trahisons par la raison que le milieu français qui l'entoure lui est tout à fait inférieur. Mais c'est qu'il n'en est rien vraiment. Vos Français sont d'honnêtes gens sans philosophie transcendante ; votre créole est tout simplement belle à ravir. Cela vaut mieux que de débiter des tirades sur l'idéal, et de savoir déguiser sous une sentimentalité prétentieuse le sophisme de l'esprit et la fausseté du cœur. Ce qui est vrai, c'est que les âmes très religieuses n'aiment pas beaucoup qu'on admette la possibilité de l'hypocrisie. *Tartufe* ne leur plaît pas, bien qu'elles ne se sentent rien de commun avec le héros de la pièce. Une enfant très innocente qui venait de lire votre roman m'avoua qu'elle était choquée qu'une jeune fille aussi accomplie que Meta pût être jugée capable de telles perfidies. Un Berlinoise, plus expérimenté que cette enfant, vous écrivait, au moment de l'achèvement de la publication, un billet anonyme contenant ces trois mots : « C'est bien cela ! »

*Meta Holdenis* reste certainement votre création la plus achevée, Monsieur. Un art savant maintient d'un bout à l'autre l'équivoque qui fait l'essence même du livre. A mesure que le récit approchait de sa conclusion dans la *Revue*, des lettres arrivaient de toutes parts qui vous suppliaient de ne pas faire trop mal finir la jeune personne sur laquelle vous aviez concentré tant d'intérêt. Je ne vous cacherai pas que je suis de ceux qui ont pour Meta le plus de prédilection. Je me dis quelquefois qu'il faudrait peu de chose pour faire d'elle une bonne fille, et je me vois composant une suite à votre beau livre, où j'essayerais de convertir votre paradoxale diaconesse à notre bonne morale gauloise. M. Buloz fut aussi quelque temps ensorcelé ; il ne parlait que de Meta. Il faillit se brouiller avec vous à cause du dénouement, et ce qu'il y a de plus grave, c'est que, pendant quelques mois, il rêva une Meta Holdenis pour secrétaire de la *Revue* ; oui, une jeune Allemande, instruite, active, qui eût mené la *Revue* comme Meta Holdenis mène la maison de M. de Mauserre. Nous l'avons échappé belle, Monsieur. Voyez la conséquence de trop bien réussir. Vous aviez voulu que votre héroïne fût à la fois attachante et perverse, laide et jolie. Ne vous plaignez pas si quelques-uns,

oubliant ce qu'elle a de haïssable, se sont mis à l'aimer.

Aimable et haïssable... que de choses méritent cette double épithète, et que les sentiments simples ont peu de place en un siècle comme le nôtre, où la vie humaine se développe dans les sens les plus divers sans souci de la contradiction ! « Aime comme devant haïr un jour », disait ce prétendu sage de la Grèce. « Hais comme devant aimer un jour », suis-je parfois tenté de dire. En politique, du moins, tout est sujet à d'étranges retours. Nous autres, nous ne changeons pas ; mais le monde change, et alors il se trouve que ce que nous avons aimé vient parfois nous percer le cœur. Voilà ce que c'est que d'avoir eu le goût du bien, du juste, du progrès et de la liberté dans un siècle qui ne comprend plus que l'égoïsme national. Nous sommes vieux maintenant, Monsieur, nous n'aimerons plus rien ; tel est le seul parti qui, en politique, ne mène pas aux déceptions.

Dans notre éducation intellectuelle, nous avons été l'un et l'autre à cette grande école allemande de science et de critique qui, à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, a renouvelé tant de branches de l'esprit humain. Nous avons admiré l'application, la sagacité, la force d'esprit qui ont été déployées dans cette œuvre. Nous n'avons rien à dédire de ce que nous avons dit ; nos éloges sont sans repentance. Ce que nous avons aimé était vraiment aimable ; ce que nous avons admiré était admirable. Nous n'avons pas changé nos jugements sur Goethe, sur Herder. Est-ce notre faute si, en restant fidèles à nos anciens jugements, nous nous trouvons un peu dépaysés en présence de ce qu'on proclame maintenant comme un nouvel idéal ? Ceux qui se sont plaints de la sévérité des critiques de Valbert n'oublient qu'une chose, c'est que Valbert ne dit rien sur l'Allemagne qu'il n'ait appris à son école. Oui, je ne crains pas de dire, Monsieur, c'est votre ancienne éducation allemande qui vous a fait Français en 1870. C'est ce haut idéalisme de Kant et de Fichte qui vous a donné la force de regarder en face le succès, de le critiquer et de vous constituer par libre choix l'avocat des vaincus.

C'est là, de notre temps, Monsieur, de toutes les tâches la plus ingrate. Le monde maintenant aime les forts ; il est



toujours porté à croire que les forts ont raison. Le faible, au contraire, aux yeux d'une opinion basse, est d'avance condamné ; on s'expose à paraître singulièrement attardé en prenant sa défense. Et voilà pourtant, Monsieur, ce que votre courageux instinct de vieux Français vous a conseillé de faire. Vous êtes allé à l'encontre des applaudissements du monde entier. Il est si facile de se faire applaudir quand on a la toute-puissance ! Le victorieux est sûr de l'enthousiasme du grand nombre. Ses fautes deviennent bien vite des traits de génie ; ses maladroites, de profonds calculs ; ses reculades, des prodiges d'habileté. Ah ! qu'il est commode d'être le publiciste des causes triomphantes ! Qu'il est aisé de se passer de talent quand on a derrière soi la force ! Vous avez préféré la tâche difficile, Monsieur, celle où l'on ne réussit qu'à force de tact et d'esprit. Vous avez choisi exprès d'être démodé, je veux dire libéral, juste, humain. De notre temps, la dureté est une qualité si prisée ! Que n'avez-vous fait comme tout le monde, raillé la chevalerie, fait des gorges chaudes de la générosité ? Plaisant propos que le nôtre, de vouloir être de l'âge d'or en un siècle de fer ! Que nous serions forts, Monsieur, si nous pouvions nous compléter d'un peu de méchanceté ! Il est vrai que nous n'y réussirions pas ; n'est pas Méphistophélès qui veut ; la méchanceté est ce qu'on réussit le moins à se donner.

Et ce qui ajoute à votre mérite, c'est que ce dévouement à la justice devait nécessairement rester sans récompense. Le vaincu ne distribue pas de couronnes. Ses mandats sont des charges, et, à part notre compagnie, qui aime à réparer les torts du public, il n'y aura guère que votre conscience qui vous saura gré de ce que vous avez fait. Le client que vous défendez ne vous soumettra pas un seul de ses actes. Cette France dont vous plaidez si chaleureusement la cause n'aura pas l'idée de vous consulter sur telle ou telle des questions que vous savez si bien.

Est-ce vous que je plains de cet oubli ? Non, certes, Monsieur. Rien n'a manqué à votre bonheur ; une vie honorable, tous les plaisirs de l'esprit, toutes les joies de l'intérieur, que vous faut-il de plus ? C'est le pays que je

plains. La foule ne voit pas les difficultés de la politique ; elle ne peut comprendre à quel point, dans certaines situations, il faut être habile pour ne pas commettre de faute mortelle. La foule veut gouverner ; le mandat impératif, plus ou moins déguisé, est au fond de toutes ses erreurs. Et voilà, Monsieur, pourquoi nous lui inspirons si peu de confiance. Il y a en nous quelque chose qui lui échappe, qui nous échappe à nous-mêmes, quelque chose dont nous ne sommes pas les maîtres : c'est l'esprit qui souffle où il veut. Avec une sagacité instinctive, l'homme imbu des préjugés démocratiques voit que sans cesse nous nous déroberions à ce qu'il tient pour des dogmes. Il sent que nous avons une maîtresse, sur le moindre signe de laquelle nous serions infidèles à tout le reste : c'est l'idéal, la raison, le mandat impératif de notre conscience, lequel rend impossibles tous les autres. Le suffrage universel n'a donc pas tout à fait tort quand il se défie de nous. Nous ne saurions servir deux maîtres. Nous sommes les hommes liges d'un souverain qui nous traîne où il lui plaît ; selon le langage reçu, nous serions vite des traîtres... traîtres à tout, en effet, excepté à notre devoir.

Telle est la condition toute nouvelle que notre siècle a faite au patriotisme. Loin de nous les paroles d'amertume ! Elles seraient plus qu'inopportunes, elles seraient l'injustice même, à un moment où nous voyons tant d'hommes de cœur dépenser ce qu'ils ont de raison et de chaleur d'âme pour le bien public. Nos craintes portent sur l'avenir. Des pressentiments, venant sans doute d'une sollicitude inquiète par excès d'amour, nous font entrevoir un temps où l'homme cultivé devra aimer une patrie aux conseils de laquelle il aura peu de part, comme Fénelon, Beauvillier aimèrent une monarchie qui ne les écoutait pas et dont ils connaissaient les fautes. L'idéalisme est habitué à ces injustices. L'âge brillant où la politique fut conçue comme un genre de littérature n'a été peut-être qu'une erreur passagère. Le monde, par moments, laisse entendre aux gens d'esprit qu'il n'a pas besoin d'eux, que même ses affaires ne vont jamais mieux que quand ils ne s'en occupent pas. Tout cela serait parfait si les choses humaines n'exi-

geaient ni prévoyance ni sagesse. Mais jusqu'ici on n'a pas trouvé moyen de faire voguer un navire à pleines voiles par les mers les plus dangereuses sans pilote ni commandement.

On raconte que, quand la ville d'Antioche fut prise par les Perses sous Valérien, toute la population se trouvait rassemblée au théâtre. Les gradins de ce théâtre étaient taillés dans le pied de la montagne escarpée que couronnaient les remparts. Tous les yeux, toutes les oreilles étaient tendus vers l'acteur, quand, tout à coup, celui-ci se met à balbutier ; ses mains se crispent, ses bras se paralysent, ses yeux deviennent fixes. De la scène où il était, il voyait les Perses, déjà maîtres du rempart, descendre la montagne au pas de course. En même temps, les flèches commencèrent à pleuvoir dans l'enceinte du théâtre et rappelèrent les spectateurs à la réalité.

Notre situation est un peu celle de l'acteur d'Antioche, Monsieur. Nous voyons ce que la foule ne voit pas. Cette patrie française, construite au prix de mille ans d'héroïsme et de patience, par la bravoure des uns, par l'esprit des autres, par les souffrances de tous, nous la voyons guidée par une conscience insuffisante, qui ne sait rien d'hier et ne se doute pas de demain. Comme il arrive dans les passages difficiles de montagnes, nous voyons ce que nous avons de plus cher vaciller au bord du précipice, se balancer sur le vide, confié au pas irresponsable d'un être instinctif ! Ah ! chère patrie française ! Ceux qui tremblent sont ceux qui l'aiment. Ses vrais ennemis sont les présomptueux qui flattent ses défauts, enchérissent sur ses erreurs, et qui, sûrs d'avance de l'amnistie des imprévoyants, se montreraient, le lendemain des désastres, frais, légers, alertes, prêts à recommencer. Une nation ne peut durer si elle ne tire de son sein la quantité de raison suffisante pour prévenir les causes de ruine extérieure ou de relâchement intérieur qui la menacent. Les anciens organismes y pourvoyaient d'une manière qui ne suffisait pas toujours pour faire éviter de grandes fautes, mais qui suffisait pour assurer la continuité de l'existence. La question est de savoir si les formes nouvelles où l'on a renfermé la vie nationale n'amèneront pas

pour le cerveau de la France de funestes moments d'étourdissement, de passagères anémies.

Je dis passagères, car il n'est pas possible qu'un pays qui possède dans son sein tant d'esprit, tant de cœur, tant de force de travail, une telle somme de conscience et d'honnêteté, ne surmonte pas les germes de maladie qu'il porte en lui. Les dix justes qui auraient pu sauver Sodome eussent pesé d'un poids bien léger, les jours d'élection, dans les scrutins de cette ville coupable, et pourtant, au jour solennel où l'Éternel compte les siens, ils auraient suffi pour faire absoudre la cité entière. Finissons donc par l'espérance, Monsieur. Oui, nous la reverrons encore avant de mourir (vous surtout qui êtes plus jeune que moi), cette vieille France rétablie dans des conditions de vie séculaire, avec ses haines pacifiées, ses horizons rouverts, les ombres de ses victimes apaisées, ses gloires réconciliées. Nous la verrons telle qu'elle fut en ses beaux jours, forte, modérée, raisonnable, relevant le drapeau abandonné du progrès libéral, nullement corrigée de son amour désintéressé pour le bien, instruite cependant par l'expérience et attentive à éviter certaines erreurs où l'indulgence trompeuse du monde, au moins autant que ses défauts, l'avait engagée.

Heureux les patriotes sincères qui, ce jour-là, pourront se rendre le même témoignage que M. Dufaure à son lit de mort : « Nous avons fait ce que nous devions faire ! » Valbert au moins sera du nombre. Il s'est plu, comme le Samaritain, à soigner le blessé que les voleurs avaient laissé pour mort sur la route. Il a versé dans ses plaies l'huile et le vin. Aujourd'hui, quelques-unes des plaies du blessé sont cicatrisées. Vous nous aiderez, Monsieur, par votre jugement viril, droit et ferme, à continuer l'œuvre de guérison commencée. La tradition d'une discipline nationale ne saurait plus être l'attachement exclusif à certaines idées. Les idées sont maintenant l'élaboration commune de toutes les nations civilisées ; mais chaque pays se les approprie selon son goût et son génie. Nous sommes heureux, Monsieur, que, vous qui avez pu comparer toutes les formes de l'esprit humain et qui avez procédé par choix libre en ce qui

d'ordinaire est réglé par le fait de la naissance, vous ayez jugé que la forme française, dont on dit aujourd'hui tant de mal, a aussi de réels avantages. Nous sommes fiers surtout que vous ayez prouvé par votre exemple qu'on peut s'en servir pour exprimer des pensées vraies, fines, généreuses et sensées.



RÉPONSE  
AU DISCOURS DE RÉCEPTION  
DE M. DE LESSEPS

(23 AVRIL 1885) (1)

Monsieur,

VOTRE discours est charmant, car il est bien vous-même. Savez-vous quelle était par moments notre inquiétude pendant que vous le composiez ? C'est que, pour cette circonstance, assez exceptionnelle en votre vie, vous ne vous crussiez obligé de faire une composition littéraire. Votre tact exquis vous a préservé de cette faute. J'ai retrouvé, dans le ton de vos paroles, la bonhomie, la chaleur communicative, qui font l'agrément de vos conversations. J'ai regretté l'absence de quelques traits qui vous sont familiers, de certains détails, par exemple, que vous savez sur Abraham et Sara, de renseignements inédits que vous possédez sur Joseph et la reine de Saba. Une foule de choses que vous connaissez mieux que personne manquent en votre discours ; mais rien de vous n'y manque. Vous avez la première des qualités littéraires et la plus rare de notre temps, le naturel ; jamais vous n'avez déclamé. Votre éloquence est cette mâle et piquante manière de se mettre en rapport avec le public, que l'Angleterre et l'Amérique ont créée. Personne assurément, en notre siècle, n'a plus persuadé que vous ;

(1) *Institut de France, Académie française, Firmin-Didot, 1885. (N. de éd.)*

personne n'a été par conséquent plus éloquent ; et cependant personne n'est plus étranger aux artifices du langage, à ces vaines curiosités de la forme que ne connaît pas une ardente conviction.

« J'approuve, dites-vous quelque part, qu'on enseigne le grec et le latin à nos enfants ; mais ce qu'il ne faut pas négliger, c'est de leur apprendre à penser sagement et à parler bravement. » Ah ! voilà ce que j'aime. Vous avez horreur de la rhétorique, et vous avez bien raison. C'est, avec la *poétique*, la seule erreur des Grecs. Après avoir fait des chefs-d'œuvre, ils crurent pouvoir donner des règles pour en faire : erreur profonde ! Il n'y a pas d'art de parler, pas plus qu'il n'y a d'art d'écrire. Bien parler, c'est bien penser tout haut. Le succès oratoire ou littéraire n'a jamais qu'une cause, l'absolue sincérité. Quand vous enthousiasmez une réunion et que vous réussissez à séduire la chose du monde la plus sourde aux métaphores, la plus réfractaire aux artifices de l'art prétendu de bien dire, le capital, ce n'est pas votre parole, c'est votre personne qui plaît ; ou plutôt vous parlez tout entier ; vous charmez ; vous avez ce don suprême qui fait les miracles, comme la foi, et qui est, à vrai dire, du même ordre. Le charme a ses motifs secrets, mais non ses raisons définies. C'est une action toute de l'âme. Vous avez les mêmes succès à Chicago, une ville qui n'a pas le tiers de votre âge, que dans nos vieilles villes d'Europe. Vous entraînez le Turc, l'Arabe, l'Abyssin, le spéculateur de Paris, le négociant de Liverpool, par des raisons qui ne sont différentes qu'en apparence. La vraie raison de votre ascendant, c'est qu'on devine en vous un cœur sympathique à tout ce qui est humain, une passion véritable pour l'amélioration du sort des êtres. On trouve en vous ce *Misereor super turbas*, « J'ai pitié des masses », qui est le sentiment de tous les grands organisateurs. On vous aime, on veut vous voir, et, avant que vous ayez ouvert la bouche, on vous applaudit. Vos ennemis appellent cela votre habileté. Nous autres, nous appelons cela votre magie. Les âmes ordinaires ne comprennent pas la séduction des grandes âmes. La fascination du magicien échappe aux pesées

vulgaires ; les qualités enchanteresses sont un don gratuit, une grâce octroyée, et, parce qu'elles sont impondérables, la médiocrité les nie. Or, c'est l'impondérable qui existe vraiment. L'humanité sera toujours menée par de secrets philtres d'amour dont la foule ne voit que les effets superficiels ; comme la raison dernière du monde physique est dans des fluides invisibles que l'œil ordinaire ne sait pas discerner.

Votre éloquence a gagné le monde ; comment ne vous eût-elle pas mérité une place parmi nous ? Le programme de notre Compagnie n'est pas une simple culture littéraire, poursuivie pour elle-même, et n'aboutissant qu'à de frivoles jeux, à peine supérieurs à ces difficiles enfantillages où se sont perdues les littératures de l'Orient. Ce sont les choses qui sont belles ; les mots n'ont pas de beauté en dehors de la cause noble ou vraie qu'ils servent. Qu'importe que Tyrtée ait eu ou n'ait pas eu de talent ? Il a réussi ; il valut une armée. *La Marseillaise*, quoi qu'en disent les musiciens et les puristes, est le premier chant des temps modernes, puisqu'à son jour elle entraîna les hommes et les fit vaincre. Le mérite personnel, à cette hauteur, est peu de chose ; tout dépend de la prédestination ou, si l'on veut, du succès. Il ne sert de rien de dire qu'un général aurait dû gagner une bataille, s'il la perd. Le grand général (et on en peut dire presque autant du grand politique) est celui qui réussit, et non celui qui aurait dû réussir.

Les personnes qui, un moment, ont été surprises de votre élection connaissaient donc bien peu l'esprit de notre Compagnie. Vous avez cultivé le plus difficile des genres, un genre depuis longtemps abandonné parmi nous, la grande action ; vous avez été du petit nombre de ceux qui ont la vieille tradition française de la vie brillante, glorieuse, utile à tous. La politique et la guerre sont de trop hautes applications de l'esprit pour que nous les ayons jamais négligées. Le maréchal de Villars, le maréchal de Belle-Isle, le maréchal de Richelieu, le maréchal de Beauvau n'avaient pas plus de titres littéraires que vous. Ils avaient remporté des victoires. A défaut de ce titre, devenu rare, nous avons pris le maître par excellence en fait de difficulté vaincue,

le joueur hardi qui a toujours gagné son pari dans la poursuite du probable, le virtuose qui a pratiqué avec un tact consommé le grand art perdu de la vie. Si Christophe Colomb existait chez nous de nos jours, nous le ferions membre de l'Académie. Quelqu'un qui est sûr d'en être, c'est le général qui nous ramènera un jour la victoire. En voilà un que nous ne chicanerons pas sur sa prose, et qui nous paraîtra tout d'abord un sujet fort académique. Comme nous le nommerons par acclamation, sans nous inquiéter de ses écrits ! Oh ! la belle séance que celle où on le recevra ! Comme les places y seront recherchées ! Heureux celui qui la présidera !...

Vous avez été de ces collaborateurs de la fortune, qui semblent avoir reçu la confiance de ce que veut, à une heure donnée, le génie de la civilisation. Le premier des devoirs que l'homme a dû s'imposer pour devenir vraiment maître de la planète qu'il habite a été de redresser, en vue de ces besoins, les combinaisons souvent malheureuses que les révolutions du globe, dans leur parfaite insouciance des intérêts de l'humanité, n'ont pu manquer de produire. Les événements les plus importants de l'histoire se sont passés avant l'histoire. Quel eût été le sort de notre planète, si les parties émergentes eussent été infiniment plus petites qu'elles ne sont, si le champ d'évolution de la vie terrestre n'eût pas été plus grand que l'île de Pâques ou Tahiti ? Quel fait historique a jamais égalé en conséquences le coup de mer qui opposa un jour le cap Gris-Nez aux falaises de Douvres, et créa la France et l'Angleterre en les séparant ? Parfois bien-faisants, ces hasards d'une nature imprévoyante sont aussi bien souvent funestes et alors le devoir de l'homme est, par des retouches habiles, de corriger les mauvais services que les forces aveugles lui ont rendus.

On a dit, non sans quelque raison, que, si l'astronomie physique disposait de moyens assez puissants, on pourrait juger du degré plus ou moins avancé de la civilisation des mondes habités, à ce critérium que leurs isthmes seraient coupés ou ne le seraient pas. Une planète n'est, en effet, mûre pour le progrès que quand toutes ses parties habitées sont arrivées à d'intimes rapports qui les constituent en

organisme vivant ; si bien qu'aucune partie ne peut jouir, agir, sans que les autres sentent et réagissent. Nous assistons à cette heure solennelle pour la Terre. Autrefois, la Chine, le Japon, l'Inde, l'Amérique pouvaient traverser les révolutions les plus graves, sans que l'Europe en fût même informée. L'Atlantique, pendant des siècles, divisa la terre habitable en deux moitiés aussi étrangères l'une à l'autre que le sont deux globes différents. Aujourd'hui les bourses de Paris et de Londres sont émues de ce qui se passe à Pékin, au Congo, au Kordofan, en Californie ; il n'y a presque plus de parties mortes dans le corps de l'humanité. Le télégraphe électrique et la téléphonie ont supprimé la distance en ce qui concerne la communication des esprits ; les chemins de fer et la navigation à vapeur ont décuplé les facilités pour le transport des corps. N'était-il pas inévitable que le siècle regardât comme une partie essentielle de sa tâche de faire disparaître les obstacles qui gênaient ses communications rapides ? Était-il possible que la génération qui devait percer le Cenis, le Gothard, s'arrêtât devant quelques bancs de sable ou de rocher à Suez, à Corinthe, à Panama ?

C'est vous, Monsieur, qui avez été l'artisan élu pour cette grande œuvre. L'isthme de Suez était depuis longtemps désigné comme celui dont la section était la plus urgente. L'antiquité l'avait voulue et tentée par des moyens insuffisants. Leibniz désignait cette entreprise à Louis XIV comme digne de sa puissance. Mais il fallait pour une belle œuvre une croyance à l'instinct que le *xviii<sup>e</sup>* siècle n'avait pas. Ce fut la Révolution française qui, en ramenant l'âge des expéditions fabuleuses et un état d'enfance héroïque où l'homme, dans ses aventures, s'inspire du vol des oiseaux et des signes au ciel, posa le problème de telle manière qu'il ne fut plus possible de le laisser dormir. Le percement de l'isthme figurait au programme que le Directoire donna à l'expédition d'Égypte. Comme au temps d'Alexandre, la conquête des armes fut une conquête de la science. Le 24 décembre 1798, notre illustre confrère, le général Bonaparte, partait du Caire, accompagné de Berthier, de Monge, de Berthollet, de quelques autres membres



de l'Institut, et de négociants qui avaient obtenu de marcher dans son escorte. Le 30, il retrouvait, au nord de Suez, les vestiges de l'ancien canal, et il les suivait pendant cinq lieues ; le 3 janvier 1799, il voyait, près de Belbeis, l'autre extrémité du canal des Pharaons. Les recherches de la commission d'Égypte ont été la base de tous les travaux postérieurs. Une seule erreur, celle de l'inégalité de niveau des deux mers, toujours combattue par Laplace et Fourier, se mêla à des recherches précieuses et retarda d'un demi-siècle l'exécution de l'œuvre rêvée par les ingénieurs héroïques de 1798.

Cette grande école saint-simonienne, qui eut un si haut sentiment du travail commun de l'humanité, releva l'idée, se l'appropriâ par le martyre. Plus de douze ingénieurs saint-simoniens moururent de la peste en 1833, au barrage du Nil. A travers plusieurs chimères, une vérité était entrevue, je veux dire la place exceptionnelle de l'Égypte dans l'histoire du monde. Clef de l'Afrique intérieure, par le Nil ; par son isthme, gardienne du point le plus important de l'empire des mers, l'Égypte n'est pas une nation ; c'est un enjeu, tantôt récompense d'une domination maritime légitimement conquise, tantôt châtiment d'une ambition qui n'a pas mesuré ses forces. Quand on a un rôle touchant aux intérêts généraux de l'humanité, on y est toujours sacrifié. Une terre qui importe à ce point au reste du monde ne saurait s'appartenir à elle-même ; elle est neutralisée au profit de l'humanité ; le principe national y est tué. Nous nous étonnons de voir apparaître, parmi les folles pensées qui se croisent dans la tête de Néron, durant les heures qui séparent sa chute de sa mort, l'idée d'aller se présenter au peuple en habits de deuil et de lui demander, en échange de l'empire, la préfecture de l'Égypte. C'est que la préfecture de l'Égypte sera toujours un lot à part ; le souverain de l'Égypte ne s'appellera jamais du même nom que les autres souverains. L'Égypte sera toujours gouvernée par l'ensemble des nations civilisées. L'exploitation rationnelle et scientifique du monde tournera sans cesse vers cette étrange vallée ses regards curieux, avides ou attentifs.

La France, pendant trois quarts de siècle, a eu pour ce

difficile problème une solution qu'on admirera quand l'expérience aura montré combien les autres solutions coûteront au monde de larmes et de sang. Elle imagina, par une dynastie musulmane en apparence, mais au fond sans fanatisme et prompte à reconnaître la supériorité de l'Occident, de faire régner l'esprit moderne sur cette terre exceptionnelle, qui ne saurait, sans un détriment extrême du bien général, appartenir à la barbarie. Par l'Égypte, ainsi organisée et encadrée, la civilisation avait la main sur tout le Soudan oriental. Les dangereux cyclones que produira périodiquement l'Afrique centrale, depuis qu'on a eu l'imprudence de la laisser musulmane, étaient réprimés. La science européenne avait ses libres allures en un pays qui lui est en quelque sorte dévolu comme champ d'étude et d'expérience. Mais on aurait dû porter dans ce plan excellent quelque conséquence. Il fallait ne pas affaiblir une dynastie par laquelle la pointe de l'épée de l'Europe pénétrait presque jusqu'à l'équateur. Il fallait surtout surveiller la mosquée El-Azhar, centre d'où la propagande musulmane s'étendait sur toute l'Afrique. Isolées et livrées au fétichisme, les races soudaniennes sont peu de chose ; mais, converties à l'islam, elles deviennent des foyers de fanatisme intense. Faute de prévoyance, on a laissé se former à l'ouest du Nil une Arabie bien plus dangereuse que l'Arabie véritable. N'êtes-vous pas frappé, Monsieur, qu'il n'y ait encore aucun *sensorium* commun des grands intérêts du monde ? C'est à croire vraiment qu'il y a un ange gardien pour l'humanité, qui l'empêche de tomber dans tous les fossés du chemin. S'il n'y avait que les diplomates, j'aimerais autant voir notre pauvre espèce confiée à la prudence d'une bande d'écoliers ayant pris la clef des champs.

L'origine de votre entreprise se rattache aux débuts de cette dynastie de Méhémet-Ali, née sous les auspices de la France, et que, par contre-coup, un abaissement passager de la fortune de la France a dû faire chanceler. Monsieur votre père fut le premier agent français qui résida en Égypte après le départ de notre armée. Il était chargé par le premier Consul et par M. de Talleyrand de contrebalancer la tyrannie des mamelouks, appuyée par l'Angleterre. Le

chef des janissaires de monsieur votre père lui amena un jour, comme capable de s'opposer à l'anarchie, un jeune Macédonien qui commandait alors mille Albanais, et sur qui l'expédition française avait fait la plus vive impression. Ce compatriote d'Alexandre ne savait encore ni lire ni écrire. Sa fortune grandit rapidement, et, comme il n'oubliait rien de ce qu'on avait fait pour lui ou contre lui, quand vous arrivâtes en Égypte, dans les premiers mois de 1832, en qualité d'élève consul, le puissant vice-roi vous distingua tout d'abord. Mohammed-Saïd, un de ses fils, fut votre ami de jeunesse. Vous prîtes sur lui un empire étrange, et, quand il monta sur le trône, vous régnâtes avec lui. Il touchait par vous quelque chose de supérieur, qu'il ne comprenait qu'à demi, tout un idéal de lumière et de justice dont son âme ardente avait soif, mais que de sombres nuages, sortant d'un abîme séculaire de barbarie, voilaient passagèrement à ses yeux.

Vous avez raconté, avec le parfait naturel qui n'appartient qu'à vous, cette liaison qui a eu pour le monde des conséquences si graves, ces alternatives bizarres d'emportement et de raison, cet enthousiasme de la science au sortir de l'ignorance la plus absolue, ces torrents de larmes succédant à des crises de fureur ; puis des éclats de rire, des mouvements de folle vanité ; dans le même cerveau, enfin, la lutte d'un Tamerlan et d'un Marc-Aurèle. Votre récit du féérique voyage que vous fîtes avec Saïd dans le Soudan est un document sans égal pour la psychologie de l'Oriental. Tantôt vous surpreniez votre compagnon de voyage plongé dans une morne tristesse, par suite de son impuissance à soulever un monde de bassesse et d'abus ; tantôt vous le trouviez en proie à des accès de frénésie. Il se levait alors, tirait son sabre, le jetait le plus loin possible, par crainte du sauvage qu'il sentait en lui. La nuit le calmait, et, quand vous reveniez le voir le matin, vous le trouviez dans la désolation, se reprochant de n'avoir pas eu le premier les excellentes idées de progrès et de réforme que vous lui aviez suggérées. Vous inspiriez à cet impétueux despote un respect singulier. Vous contenter était son but suprême ; il ne voyait que vous au monde. Le barbare est toujours

un enfant, et cette amitié était un verre que la moindre jalousie pouvait féler. Vous le sentiez ; votre esprit riche et souple paraît à tout. Il n'y a que les fortes natures qui sachent traiter avec les barbares. Saïd avait emporté pour lui un service de Sèvres, et vous en avait donné un autre pour votre usage personnel. Le service du vice-roi, faute de soins, fut bientôt en morceaux, pendant que le vôtre était intact. Il n'était pas bon que cela durât. Un jour, le chameau bien dressé qui portait votre vaisselle se trouva remplacé par un chameau très vif et presque sauvage. Vous n'eûtes garde de réclamer. Au bout de quelques minutes, votre service de Sèvres volait en pièces. Le vice-roi éclata de rire, et l'œuvre de l'isthme fut sauvée.

Dès cette époque, en effet, le percement de l'isthme de Suez était votre constante préoccupation, et vous aviez à peu près réussi à en faire adopter l'idée à votre tout-puissant ami. Vos vues à cet égard dataient d'un incident de votre arrivée en Égypte. Vous veniez d'un pays parfaitement sain ; vous entriez dans un pays plein de maladies, et, selon une logique qui n'a pas changé jusqu'à nos jours, on vous fit faire une longue quarantaine à Alexandrie. Le consul, M. Mimault, pour diminuer l'ennui de votre séquestration, vous apporta quelques volumes du grand ouvrage de la commission d'Égypte, en vous recommandant surtout le mémoire de Lepère sur la jonction des deux mers. C'est ainsi que vous fîtes connaissance avec l'isthme et son histoire. Dès lors l'ambition de réaliser ce que d'autres avaient rêvé s'empara de vous. Vous dûtes attendre vingt-trois ans. Mais rien ne vous rebuta ; vous étiez né perceur d'isthme ; l'antiquité eût fait un mythe à votre sujet ; vous êtes l'homme de notre siècle sur le front duquel se lit le plus clairement le signe d'une vocation absolue.

Le principe de la grande action, c'est de prendre la force vive où elle est, de l'acheter au prix qu'elle coûte et de savoir s'en servir. Dans l'état présent du monde, la barbarie est encore un dépôt énorme de forces vives. Votre intelligence si ouverte comprit qu'il y a une puissance immense entre des mains incapables de s'en servir et que cette puissance appartient à qui sait la prendre. Vous acceptez bra-

vement les choses humaines comme elles sont. Le contact de la sottise et de la folie ne vous déplaît pas. Libre à celui qui ne touche pas les réalités de la vie de faire le difficile et de rester immaculé. L'humanité se compose de deux milliards de pauvres créatures, ignorantes, bornées, avec lesquelles une élite marquée d'un signe est chargée de faire de la raison, de la justice, de la gloire. Arrière les timides et les délicats, arrière les dégoûtés, qui ont la prétention de sortir sans une tache de boue de la bataille engagée contre la sottise et la méchanceté ! Ils ne sont pas propres à une œuvre pour laquelle il faut plus de pitié que de dégoût, un cœur haut et fier, la grande bonté, souvent assez différente de la philanthropie superficielle, quelque chose enfin du sentiment large de Scipion l'Africain, répondant à je ne sais quelle chicane : « A pareil jour, j'ai gagné la bataille de Zama ; montons au Capitole et rendons grâce aux dieux. »

Vous devez, en grande partie, à l'Orient, ces allures de cheval arabe, qui ont parfois surpris vos amis plus timides que vous. L'Orient inspire le goût des grandes aventures, car, en Orient, l'ère des grandes aventures fécondes dure encore. La vue d'un troupeau sans pasteur inspire l'idée de se mettre à sa tête. Que de fois, en Syrie, j'ai porté envie au sous-lieutenant qui m'accompagnait ! Celui qui fondera l'ordre et la civilisation en Orient grandit peut-être maintenant dans quelque école de cadets. Vous évitez, dans votre appréciation des hommes, les étroits jugements des idéologues à outrance, qui croient que toutes les races se valent, et des théoriciens cruels, qui ne voient pas la nécessité des humbles dans la création. Ces gens du lac de Menzaleh, qui ont construit les berges de votre canal en recueillant la vase dans leurs larges mains, et en la pressant pour l'égoutter contre leur poitrine, auront leur place dans le royaume de Dieu. Inférieures, oui certes, elles le sont, ces pauvres familles humaines si cruellement trahies par le sort ; mais elles ne sont pas pour cela exclues de l'œuvre commune. Elles peuvent produire des grands hommes ; parfois d'un bond elles nous dépassent ; elles sont capables de prodiges d'abnégation et de dévouement. Telles qu'elles sont, vous les aimez. Vous êtes optimiste,



Monsieur, et vous avez raison. L'art suprême est de savoir faire du bien avec du mal, du grand avec du médiocre. On l'emporte à ce jeu transcendant par la sympathie, par l'amour qu'on a pour les hommes et par celui qu'on leur inspire, par l'audace avec laquelle on s'affirme à soi-même que la cause du progrès est gagnée et qu'on y sert.

L'Oriental veut avant tout être charmé. Vous y réussissiez à merveille. Votre franchise, votre aisance inspiraient une confiance sans bornes. Saïd ne pouvait vivre sans vous. Votre étonnante habileté à monter à cheval vous gagnait l'amitié de la vieille école de Méhémet-Ali, plus rompue à ces sortes d'exercices qu'à ceux de l'esprit. Le 30 novembre 1845, vous étiez avec Saïd en plein désert. La tente du vice-roi était placée sur une éminence en pierres sèches. Vous aviez remarqué qu'il y avait un endroit où l'on pouvait sauter à cheval par-dessus le parapet. Ce fut là le chemin que vous choisîtes. Franchement, Monsieur, vous auriez dû vous rompre le cou ; mais les folies en Orient servent autant que la sagesse. Votre hardiesse excita l'universelle admiration, et, ce jour-là même, la charte de concession vous fut octroyée. Saïd considéra, désormais, le percement de l'isthme comme son œuvre propre ; il y mit sa ténacité d'enthousiaste, sa vanité de barbare. Un mois après, vous partiez pour la première exploitation du désert, sur lequel vous alliez remporter en quinze ans une victoire si décisive.

Ces quinze années furent comme un rêve, digne d'être raconté dans les *Prairies d'or* de Maçoudi ou dans les *Mille et une Nuits*. Votre ascendant sur ce monde étrange de grandeur et d'énergie inculte fut vraiment inouï. Vous étonniez M. Barthélemy-Saint-Hilaire ; il ne vous suivait plus. En fait, vous avez été roi ; vous avez eu les avantages de la souveraineté ; vous avez appris ce qu'elle apprend, l'indulgence, la pitié, le pardon, le dédain. J'ai vu votre royauté dans le désert. Pour traverser les ouadi de Zagazig à Ismaïlia, vous m'aviez donné un de vos sujets. C'était, je crois, un ancien brigand, que vous aviez rattaché momentanément à la cause de l'ordre. En m'expliquant le manie-

de son arsenal, il m'exposait ses sentiments les plus intimes, qui se résumaient en une admiration sans bornes pour vous. Vous aviez vos fidèles, je dirai presque vos fanatiques, quelquefois dans le camp de ceux qu'on devait supposer vos ennemis. A Ismaïlia, nous rencontrâmes une dame anglaise qui suivait d'un œil avide le travail de vos ouvriers, pour voir si les prophéties de la Bible n'en recevaient pas de confirmation. Elle nous mena voir quelques touffes d'herbes et de fleurs que les infiltrations du canal d'eau douce avaient fait pousser dans le sable. Cela lui paraissait démonstratif ; n'est-il pas écrit, en effet, que, à la veille du grand avènement de l'âge messianique, « le désert fleurira » ? (*Isaïe*, ch. 35.) Vous aviez pour tous une chimère toute prête ; vous fournissiez à tous un rêve, à chacun le rêve selon son cœur.

Le mot de religion n'est pas trop fort pour exprimer l'enthousiasme que vous excitiez. Votre œuvre fut durant quelques années une sorte de bonne nouvelle et de rédemption, une ère de grâce et de pardon. Les idées de réhabilitation, d'annistie morale tiennent toujours une grande place dans les origines religieuses. Le bandit est reconnaissant à quiconque vient prêcher un jubilé, qui remet les choses en leur place. Vous étiez bon pour tous ceux qui s'offraient ; vous leur faisiez sentir que leur passé serait effacé, qu'on était absous, reclassé dans la vie morale, pourvu qu'on aimât le percement de l'isthme. Tant de gens sont prêts à s'améliorer, pourvu qu'on veuille bien leur oublier quelque chose ! Un jour, toute une bande de galériens, qui avait réussi à s'échapper de je ne sais quel bagné autrichien des bords de l'Adriatique, vint s'abattre sur l'isthme comme sur une terre de promission. Le consul d'Autriche les réclama. Vous fîtes traîner l'affaire en longueur. Au bout de quelques semaines, le consulat d'Autriche n'avait d'autre occupation que d'expédier l'argent que ces braves gens envoyaient à leurs parents pauvres, peut-être à leurs victimes. Le consul alors vous fit prier instamment de les garder, puisque vous saviez tirer d'eux un parti si excellent.

Je lis, dans le compte rendu d'une de vos conférences, ce

qui suit : « M. de Lesseps a constaté que les hommes sont fidèles, nullement méchants, lorsqu'ils ont de quoi vivre. L'homme ne devient méchant que par peur ou lorsqu'il a faim. » Il faudrait peut-être ajouter : quand il est jaloux. « Jamais, disiez-vous, je n'ai eu à me plaindre de mes travailleurs, et j'ai pourtant employé des pirates et des forçats. Tous, par le travail, redevenaient honnêtes ; on ne m'a jamais rien volé, pas même un mouchoir. » Le fait est qu'on tire tout de nos hommes en leur témoignant de l'estime et en leur persuadant qu'ils travaillent à une œuvre d'intérêt universel.

Vous avez ainsi fait reverdir de nos jours une chose qui semblait flétrie à jamais. Vous avez donné, en un siècle sceptique, une preuve éclatante de l'efficacité de la foi, et vérifié au sens positiviste ces hautes paroles : « Je vous dis que si vous aviez de la foi pas plus gros qu'un grain de sénevé, vous diriez à cette montagne : Va, et jette-toi dans la mer ; et elle irait. » Le dévouement que vous obteniez de votre personnel était immense. Je passai une nuit à Chaloufet-er-Rabah sur le canal d'eau douce, dans une baraque absolument isolée, occupée par un seul de vos employés. Cet homme me frappa d'admiration. Il était sûr de remplir une mission ; il s'envisageait comme une sentinelle perdue en un poste avancé, comme un missionnaire de la France, comme un agent de civilisation. Tous vos fonctionnaires croyaient que le monde les contemplait et avait intérêt à ce qu'ils fissent bien leur devoir.

Voilà, Monsieur, ce que notre suffrage a voulu récompenser. Nous sommes incompetents pour apprécier le travail de l'ingénieur ; les mérites de l'administrateur, du financier, du diplomate n'ont pas ici leur juge ; mais nous avons été frappés de l'œuvre morale, de cette résurrection de la foi, non de la foi à un dogme particulier, mais de la foi à l'humanité, à ses brillantes destinées. Ce n'est pas pour l'œuvre matérielle que nous vous couronnons, pour ce ruban bleu, qui nous vaudrait, à ce qu'il paraît, l'estime des habitants de la lune, s'il y en avait. Non ; là n'est pas votre gloire. Votre gloire, c'est d'avoir provoqué le dernier mouvement d'enthousiasme, la dernière floraison de dévouement. Vous avez renouvelé de nos jours les miracles des

jours antiques. Le secret des grandes choses, l'art de se faire aimer, vous l'avez eu au plus haut degré. Vous avez su, avec des masses incohérentes, former une petite armée compacte, où les meilleures qualités de la race française sont apparues dans tout leur jour. Des milliers d'hommes ont eu en vous leur conscience, leur raison de vivre, leur principe de noblesse ou de relèvement.

Ce que vous avez dépensé, en cette lutte, de vaillance, de bravoure, de ressources de toute sorte, tient du prodige. Quel trésor de bonne humeur, en particulier, ne vous a-t-il pas fallu pour répondre patiemment à tant d'objections puériles que l'on vous opposait : sables mouvants du désert, vases sans fond du lac de Menzaleh, menaces d'un déluge universel, amené par l'inégalité de niveau des deux mers ! Pendant les quatre premières années, votre activité n'a pas d'égale ; vous faites par an dix mille lieues, plus que le tour du monde. Il fallait persuader l'Europe ; il fallait surtout convertir l'Angleterre, notre grande et chère rivale. Vous prîtes les mœurs du pays. Vous alliez de ville en ville, avec un seul compagnon de voyage, portant avec vous des cartes colossales, des chargements de brochures et de prospectus. En arrivant dans une ville, vous vous rendiez chez le lord-maire ou chez le personnage le plus important de la localité pour lui offrir la présidence du meeting, puis vous choisissiez le secrétaire ; vous alliez voir les rédacteurs de tous les journaux. En quarante-cinq jours, vous fîtes ainsi trente-deux meetings dans les principales villes des trois royaumes. La nuit se passait à corriger les épreuves du discours de la veille ; vous en emportiez mille exemplaires que vous distribuiez le lendemain.

Vous ne repoussez aucun des moyens dont notre siècle a fait les conditions du succès. Vous ne dédaignez pas la presse, et vous avez raison ; car, à n'envisager que l'effet sur le monde, la manière dont un fait se raconte est plus importante que le fait en lui-même. La presse a remplacé de nos jours tout ce qui autrefois mettait les hommes en rapport les uns avec les autres, la correspondance, la parole publique, le livre, presque la conversation. Renoncer à ce puissant moyen, c'est renoncer à sa part légitime

d'action dans les choses humaines. Il y a, je le sais, des personnes puritaines qui se contentent d'avoir raison pour elles-mêmes et qui regardent comme humiliante l'obligation d'avoir raison devant tous. Je respecte infiniment cette manière de voir ; je crains seulement qu'il ne s'y mêle une légère erreur historique. Autrefois, on gagnait le roi et la cour par des procédés de peu supérieurs à ceux par lesquels, de notre temps, on gagne tout le monde. Le gros public voit par son journal ; Louis XIV et Louis XV voyaient par les étroites idées de leur entourage. Pour arriver à être ministre, Turgot, le plus modeste des hommes, n'eut besoin de convaincre de son mérite que quatre personnes : d'abord l'abbé de Véry, son condisciple en Sorbonne, homme d'un esprit très éclairé, qui parla de lui avec admiration à une femme très intelligente, M<sup>me</sup> de Maurepas. M<sup>me</sup> de Maurepas le signala à M. de Maurepas, qui le présenta à Louis XVI. Certes, il faut plus de candidatures que cela pour arriver par le suffrage universel. Mais voyez le revers. Pour faire tomber le ministre qui seul pouvait sauver la monarchie, il suffit de quelques épigrammes de courtisans et d'un revirement dans les idées de Maurepas. Ah ! qu'on ferait un long chapitre des erreurs du suffrage restreint !

Notre temps n'est pas plus frivole que les autres. On parle du règne de la médiocrité. Mon Dieu ! Monsieur, qu'il y a longtemps que ce règne-là est commencé ! La somme de raison qui émerge d'une société pour la gouverner a toujours été très faible. Toujours l'homme supérieur qui veut le bien a dû se prêter aux faiblesses de la foule. Pauvre humanité ! Pour la servir, il faut se mettre à sa taille, parler sa langue, adopter ses préjugés, entrer avec elle à l'atelier, au bouge, à l'hôtel garni, au cabaret.

Vous avez donc bien fait de ne pas vous arrêter à ces mesquines susceptibilités, qui, si l'on en tenait trop de compte, feraient de l'inaction la suprême sagesse. Les temps sont obscurs ; nous travaillons dans la nuit ; travaillons tout de même. L'Ecclésiaste avait mille fois raison de dire que nul ne sait si l'héritier de la fortune qu'il a créée sera sage ou fou. Ce philosophe accompli en conclut-il qu'il ne faut rien faire ? Nullement. Une voix secrète nous pousse



à l'action. L'homme fait les grandes choses par instinct, comme l'oiseau entreprend ses voyages guidé par une mystérieuse carte de vieille géographie qu'il porte en son petit cerveau.

Vous ne vous êtes pas dissimulé que le percement de l'isthme servirait tour à tour des intérêts fort divers. Le grand mot : « Je suis venu apporter non la paix, mais la guerre », a dû se présenter fréquemment à votre esprit. L'isthme coupé devient un détroit, c'est-à-dire un champ de bataille. Un seul Bosphore avait suffi jusqu'ici aux embaras du monde ; vous en avez créé un second, bien plus important que l'autre, car il ne met pas seulement en communication deux parties de mer intérieure ; il sert de couloir de communication à toutes les grandes mers du globe. En cas de guerre maritime, il serait le suprême intérêt, le point pour l'occupation duquel tout le monde lutterait de vitesse. Vous aurez aussi marqué la place des grandes batailles de l'avenir. Que pouvons-nous, si ce n'est cerner le champ clos où se choquent les masses aveugles, favoriser de notre sympathie, dans leur effort vers l'existence, toutes ces choses obscures qui gémissent, pleurent et souffrent avant d'être ? Aucune déception ne nous arrêtera ; nous serons incorrigibles ; même au milieu de nos désastres, les œuvres universelles continueront de nous tenter. Le roi d'Abyssinie a dit de vous : « Lesseps, qui est de la tribu de la lumière... » Ce roi, vraiment, parle d'or. Nous sommes tous de cette tribu-là. C'est une règle militaire de marcher au canon, de quelque côté qu'on l'entende. Nous autres, nous avons pour loi de marcher à la lumière, souvent sans bien savoir où elle nous conduit.

Vous avez si parfaitement rendu justice à l'homme illustre à qui vous succédez parmi nous, que je n'ai pas à y revenir. C'était un excellent citoyen. Il pensait en tout comme la France. Quand le pays faisait un pas dans le sens de ce qui paraît être sa politique préférée, il le suivait, quelquefois même il le devançait ; mais toujours il était sincère. Le mot d'ordre qu'il semblait recevoir du dehors venait en réalité de lui ; car il était en parfait accord avec le milieu où il vivait. Il professait tous les préjugés dont se

compose l'opinion commune si honnêtement, qu'il arrivait à les prendre pour des vérités primitives et incréées. Mais, comme c'était un vrai libéral, il n'éprouvait aucun regret à voir ses convictions les plus arrêtées faire un stage. Il voulait que le progrès s'accomplît par l'amélioration des esprits et par la persuasion. Il put avoir, comme tout le monde, ses illusions ; jamais il ne s'aveugla que quand le doute lui eut paru un manque de générosité, un péché contre la foi.

La meilleure preuve de son ardent patriotisme fut ce grand ouvrage historique qui a marqué sa place parmi nous. La France avait besoin d'une histoire étendue qui, sans remplacer l'étude des sources, présentât à l'homme instruit l'ensemble complet des résultats obtenus par la critique moderne. Pour rédiger une telle histoire, il fallait de l'abnégation. Comme l'a fort bien dit M. Villemain, il n'y a pas de chef-d'œuvre en vingt volumes. Un tel livre, en effet, ne pouvait être un livre de style ; M. Augustin Thierry ne l'aurait jamais fait. Ce ne pouvait non plus être un livre de science ; M. Léopold Delisle ne le fera jamais. Il fallait pourtant que le livre existât. Les exquises ou étincelantes fantaisies de M. Michelet étaient à la fois plus et moins que l'ouvrage de conscience et de bonne foi réclamé par l'intérêt public. M. Henri Martin se dévoua. Il n'ignorait pas que la France et, en général, les pays très littéraires sont injustes pour les œuvres qui se distinguent par la modération et le jugement plutôt que par l'éclat du talent. Il s'assujettit courageusement à une œuvre condamnée d'avance à une foule de défauts. Il renonça aux jouissances de l'écrivain, aux plaisirs intimes du savant. Pour moi, je pense que rien ne vaut un honnête homme, et je trouve qu'il fit bien. Le livre de M. Henri Martin est un des plus estimables que notre siècle ait produits. Il est beau de l'avoir écrit ; il est honorable pour un pays d'avoir inspiré le courage de l'écrire.

Telle est d'ailleurs l'unité grandiose du sujet que les proportions en éclatent, bien qu'il soit difficile d'embrasser toutes les parties d'un seul coup d'œil. La formation de la France par l'action de la dynastie capétienne est le plus bel

exemple de création vivante que présente l'histoire d'aucun pays. Ce n'est pas une concrétion grossière dont les éléments souffrent d'être séparés les uns des autres. Le roi de France est comme le cœur ou, si l'on veut, la tête d'un organisme puissant, où chaque partie vit en solidarité avec le tout. Merveilleuse unité, dont le défaut, si j'ose le dire, fut d'être trop parfaite, puisqu'elle induisit de vrais patriotes à croire, imprudemment peut-être, qu'elle devait nécessairement survivre à la cause qui l'avait formée ! Problème étrange, devant lequel d'autres patriotes non moins sincères gardent un silence douloureux, se demandant avec angoisse si l'unité d'un être vivant, fortement centralisé, peut continuer après l'ablation de la tête ! Henri Martin fut de ceux qui n'osèrent résoudre, d'après les aspirations de leur cœur et avec leur confiance absolue dans l'étoile de la France, une question sur laquelle le temps seul permettra de se prononcer avec certitude. Ce fut un révolutionnaire, mais un révolutionnaire juste pour le passé. Il comprenait qu'il n'y a pas de nation sans histoire, et qu'une patrie se compose des morts qui l'ont fondée aussi bien que des vivants qui la continuent.

Le pays récompensa comme il devait ce large et haut sentiment d'amour filial. Hâtons-nous de le dire : il y a un patriotisme supérieur à celui que le pays récompense, c'est le patriotisme de l'homme qui ne craint pas l'impopularité, qui applique tout ce qu'il a d'intelligence au bien public, qui dit son avis avec réserve, puis attend, sans chercher à tirer profit de l'accomplissement de ses prophéties. Henri Martin, à qui la direction politique française, depuis la Révolution, paraissait légitime dans son ensemble, ne devait pas avoir ces rigueurs de critique. C'étaient, après tout, ses idées qui triomphaient, et, même au cas où il serait prouvé qu'il eut quelquefois, pour les faits contemporains, l'applaudissement un peu facile, pensez-vous, Monsieur, que nous aurions le droit d'être envers lui bien sévères ? Au fond, notre façon d'aimer la France ne diffère pas beaucoup de la sienne. Nous aimons trop cette vieille mère, dont nous avons sucé tous les instincts, si l'on veut toutes les erreurs, pour oser prendre avec elle le ton rogue de

l'homme sûr d'avoir raison. L'amour nous rend inconséquents. Nous voyons les imprudences, et nous suivons tout de même. Il est si triste d'être plus sage que son pays. Par moments, on prend la résolution d'être ferme : on se promet, quand viendront les jours sombres, de se laver les mains des fautes qu'on a déconseillées. Eh bien, non ! quand viennent les jours sombres, on est aussi triste que ceux qui n'avaient rien prévu, et le fait d'avoir eu raison quand presque tout le monde avait tort devient une faible consolation. On ne tient pas rancune à sa patrie. Mieux vaut se tromper avec elle que d'avoir trop raison avec ceux qui lui disent de dures vérités.

Que vous avez bien fait, Monsieur, de placer le centre de gravité de votre vie au-dessus de ces navrantes incertitudes de la politique, qui ne laissent si souvent le choix qu'entre deux fautes ! Votre gloire ne souffrira pas d'intermittences. Déjà vous jouissez presque des jugements de la postérité. Votre vieillesse heureuse, puissante, honorée, rappelle celle que l'on prête à Salomon, l'ennui sans doute excepté. L'ennui, vous n'avez jamais su ce que c'est ; et, quoique très bien placé pour voir que tout est vanité, vous ne vous êtes jamais, je crois, arrêté à cette pensée. Vous devez être très heureux, Monsieur, content de votre vie, indifférent à la mort, car vous êtes brave. Vous éprouvez, disiez-vous dans une de vos conférences, quelque inquiétude en songeant qu'au jour du jugement dernier l'Éternel pourra vous reprocher d'avoir modifié sa création. C'est là une crainte bien éloignée ; rassurez-vous. S'il y a quelqu'un dont l'attitude dans la vallée de Josaphat ne me cause aucune appréhension, c'est bien vous. Vous y continuerez votre rôle de charmeur, et, quant au grand juge, vous saurez facilement le gagner. Vous avez amélioré son œuvre ; il sera sûrement content de vous.

En attendant, vous viendrez parmi nous vous reposer de cette vie d'infatigable activité que vous vous êtes imposée. Dans l'intervalle de vos voyages de Suez à Panama et de Panama à Suez, vous nous direz vos observations nouvelles sur le monde, s'il s'améliore ou s'abaisse, s'il rajeunit ou vieillit, si, à mesure que les isthmes se coupent,



le nombre des hautes et bonnes âmes augmente ou diminue. Notre vie, le plus souvent passée à l'ombre, se complétera par la vôtre, toute passée au grand air. Pour moi, je ne vous vois jamais sans rêver à ce que nous aurions pu faire tous les deux, si nous nous étions associés pour fonder quelque chose. Tenez, si je n'étais pas déjà vieux, je ne sais pas quelle œuvre de bienfaisante séduction je ne vous proposerais pas. Mais il faudrait pour cela donner ma démission de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, amie absolue de la vérité ; ce que je ne ferai jamais, je m'y amuse trop. Et puis le monde est bizarre ; en général, il n'accorde à un homme qu'une seule maîtrise. Il vous écoute quand il s'agit de percer des isthmes ; il me prête attention sur certaines questions où il lui plaît de m'entendre. Pour le reste, on ne nous consulte pas. Nous aurions cependant, peut-être, quelques bons conseils à donner. La volonté de Dieu soit faite ; ne nous plaignons pas trop de la part qui nous est échue.

La vôtre, assurément, a été de premier choix. Après Lamartine, vous avez, je crois, été l'homme le plus aimé de notre siècle, celui sur la tête duquel se sont formés le plus de légendes et de rêves. Nous vous remercions, nous remercions le haut poète qui siège à côté de vous et vous introduit dans cette compagnie, d'avoir, en un temps dont le défaut est le dénigrement et la jalousie, donné à notre peuple attristé l'occasion d'exercer ce que le cœur humain a de meilleur, la faculté d'admirer et d'aimer. La nation qui sait aimer et admirer n'est pas près de mourir. A ceux qui disent que, sous la poitrine de ce peuple, rien ne bat plus, qu'il ne sait plus adorer, que le spectacle de tant d'avortements et de déceptions a éteint en lui toute confiance dans le bien, toute foi en la grandeur, nous vous citons, chers et glorieux confrères ; nous rappelons le culte dont vous êtes l'objet, ces couronnes, ces fêtes qui n'ont coutume d'être décernées qu'à la mort, ces tressaillements de cœur, enfin, que nos foules éprouvent au nom de Victor Hugo, de Ferdinand de Lesseps. Voilà ce qui nous console, ce qui nous soutient, ce qui nous fait dire avec assurance : Pauvre et chère France, non, tu ne périras pas ; car tu aimes encore, et tu es encore aimée.



# RAPPORT SUR LES PRIX DE VERTU

LU DANS LA SÉANCE PUBLIQUE ANNUELLE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE DU 4 AOÛT 1881 (1)

IL y a un jour dans l'année, Messieurs, où la vertu est récompensée. Par suite des fondations de M. de Montyon et de quelques autres philanthropes éclairés, il est dérogé ici une fois par an à cette loi profonde de la nature qui a voulu que la récompense du devoir accompli fût obscure et insaisissable. La vertu a justement pour trait de haute noblesse de ne correspondre à aucun salaire. Mille expériences désastreuses prouveraient à l'homme qu'en faisant le bien il obéit à une duperie, que l'homme n'en persévérerait pas moins dans cette voie ingrate, improductive, folie selon le bon sens vulgaire, sagesse selon l'esprit supérieur. Dans les légendes du moyen âge, souvent si philosophiques, on voit percer à cet égard un sentiment dont la naïveté fait sourire. Selon ces beaux récits, qui ont charmé des siècles, l'homme ne trouve sur la terre que l'épreuve ; cela est tout simple, il aura un jour la vie éternelle ; mais l'animal, qui n'a point de place dans l'éternité, est toujours récompensé ici-bas de ce qu'il fait pour le bien ; car enfin il faut que Dieu soit juste. Quand les deux lions qui accourent du désert, sur l'appel de saint Antoine, pour creuser la fosse de l'ermite Paul, ont gaillardement accompli leur besogne, saint Antoine leur donne sa bénédiction dans l'ordre des choses temporelles. L'effet de cette bénédiction fut probablement qu'ils trouvèrent à quelques pas de là une brebis

(1) *Institut de France, Académie française, Firmin-Didot, 1881. (N. de l'éd.)*

ou un chevreau égaré, qu'ils mangèrent. Ce fut là leur paradis. La récompense temporelle passait ainsi, dans ces âges de foi, pour quelque chose de grossier ; elle était considérée comme une diminution des titres supérieurs qu'on acquiert par la pratique du bien.

Il n'y a pas du tout à craindre, Messieurs, que les prix que vous décernez prêtent à de si fortes objections et que la vertu y perde quelque chose de son mérite. Et, d'abord, vous êtes seuls au monde à la récompenser ; puis, vous ne récompensez que les plus humbles vertus ; puis, vous les récompensez si modestement que, si quelqu'un pouvait avoir l'idée de concourir en vue de vos médailles, oh ! vraiment ce serait de sa part le plus misérable des calculs. Les vertus éclatantes qui donnent la gloire, les épreuves de l'homme de génie, tout ce qui attire les applaudissements de la foule, les grands désespoirs aristocratiques comme les efforts sublimes dont parle l'histoire, ne sont point de votre programme. Même celui qui est soutenu dans l'accomplissement du devoir par sa situation sociale, le bourgeois vertueux, s'il est permis de s'exprimer ainsi, vous ne le couronnez pas. Vous réservez vos prix pour la femme dévouée, pour l'homme du peuple courageux, qui, sans se douter de l'existence de vos fondations, ont suivi l'inspiration spontanée de leur cœur. Il n'y a donc aucun danger, Messieurs, que vos récompenses, comme on l'a dit, gâtent la vertu dans sa source et renversent les fondements de l'ordre moral. Malgré tout ce que vous faites et ce que vous ferez, le métier de la vertu restera toujours le plus pauvre des métiers. Nul ne sera tenté de l'embrasser par l'espoir des profits qu'on y trouve. Parmi les quarante ou cinquante vies vertueuses dont les actes authentiques ont passé sous nos yeux, il n'y en a pas une qui, à n'envisager que les rémunérations mondaines, n'eût gagné à suivre une autre direction. Le monde est plein de gens singulièrement habiles à deviner ce qui mène à la fortune ; or jamais on n'a vu personne prendre la vertu comme une carrière avantageuse, comme un moyen de réussir. La concurrence sur ce champ-là est tout à fait nulle ; les gens vont ailleurs.

Vous avez donné, par exemple, votre première récom-

pense, deux mille cinq cents francs, à une personne admirable, qui a pris pour tâche d'aller chercher le mal sous ses formes les plus répugnantes et de faire renaître la conscience dans les pauvres êtres où elle est le plus effacée. M<sup>me</sup> Gros, institutrice libre à Lyon, est peut-être la personne de notre temps qui possède le mieux l'art exquis de faire vibrer, par une sorte de savant coup d'archet, le sentiment moral non encore éveillé. L'amour de l'éducation du peuple est inné chez M<sup>me</sup> Gros. A Condrieu, le souvenir de ses écoles du dimanche et surtout des promenades où elle menait ses élèves est resté comme une légende. Ce n'était point assez pour elle. En 1870, elle revint à Lyon, rêvant d'une œuvre qui eût certainement fait reculer un esprit moins décidé et une âme moins vigoureusement trempée. Elle voulait porter son apostolat jusqu'aux derniers confins du mal et voir si là encore la voix du bien peut être entendue. Un sentiment particulier, comme il en existe presque toujours chez les grands fondateurs, entraîna sa conviction et fixa son choix. Elle crut trouver chez les jeunes garçons pervertis plus de droiture, de franchise, d'aptitude au relèvement que chez les jeunes filles, prises au même étiage de démoralisation. Nous ne donnons cette impression que comme un jugement tout personnel ; l'expérience eût peut-être tourné tout autrement avec un éducateur d'un autre sexe. Quoi qu'il en soit, la véritable vocation de M<sup>me</sup> Gros fut dès lors trouvée. Elle s'établit dans la sentine de Lyon, près des Brotteaux, au milieu des vagabonds que la cristallerie et les verreries de la Guillotière attirent de ce côté. Le tableau, énergiquement tracé par elle et par les témoins de son œuvre, de l'ignorance et de la méchanceté contre lesquelles elle eut à combattre, fait véritablement frémir. Elle débuta dans la charité en achetant une petite fille que son père vendait pour boire. Ce misérable lui demanda cinquante francs ; M<sup>me</sup> Gros les donna. Ce qu'elle vit ensuite dans ce monde de précoces débauches dépasse toute créance. Trois fois des messieurs dévoués entreprirent de la seconder dans son œuvre ; trois fois ils reculèrent, révoltés par ce contact odieux. Au début, deux jeunes scélérats se ris-

quèrent à adresser à M<sup>me</sup> Gros des paroles inconvenantes ; sa froideur absolue et sa fermeté leur imposèrent silence ; jamais depuis il n'est arrivé qu'on ait osé prononcer devant elle un mot déplacé. Elle s'est fait une famille de ces enfants sauvages et abandonnés. Elle ne doit se garder que de leurs démonstrations amicales, parfois trop vives, toujours respectueuses. Elle prétend que ces natures brutes ont un grand fond de poésie naïve et qu'on s'empare aisément d'elles. Des figures laides, bestiales, grimaçantes, s'éclaircissent, s'embellissent peu à peu ; des êtres sinistres deviennent gais, expansifs, polis même ; « enfin, dit M<sup>me</sup> Gros, ils ont un charme original et un cachet qui n'appartient qu'à eux ».

M<sup>me</sup> Gros a rassemblé, dans un travail qui nous a été communiqué, les souvenirs les plus originaux de ses chers petits sauvages, comme elle les appelle, leurs bons mots, leurs hauts faits et surtout leurs progrès dans le bien. Les confidences de ces jeunes pervers sont faciles à obtenir ; car, ainsi que M<sup>me</sup> Gros le remarque, le premier sentiment qu'elle trouve toujours chez eux est la fierté de leurs crimes. Ils s'en vantent, et sont glorieux de la crainte qu'ils inspirent. Un nouveau venu lui avoua un jour qu'il avait noyé trois de ses camarades dans le Rhône. « Ils m'avaient ennuyé, dit-il, je les ai poussés et je les ai regardés se débattre. » Un an après, ce petit misérable sauvait trois personnes en danger ; c'est maintenant un excellent soldat.

« L'enfant de feu », comme l'appelle M<sup>me</sup> Gros, était dans l'école un véritable fléau, par l'abus qu'il faisait de sa force sur ses camarades. M<sup>me</sup> Gros lui fit promettre de ne se battre qu'une fois par jour, pour commencer. Trois semaines après, il ne se battait plus ; à tel point, qu'ayant un jour reçu un soufflet il sauta sur un bureau, et, trépiignant, furibond, les yeux étincelants, il dit à celui qui l'avait frappé : « Tu as du bonheur que j'aie promis à la dame de ne plus me battre ; sans cela, je t'aurais étranglé. »

Il y avait à La Mouche (quartier des verriers) un nid de petits vauriens nommé Bonhomme. Leur spécialité était de jeter des pierres aux passants pour le plaisir de les blesser. Les plus âgés, après une année de résistance, se

décidèrent enfin à ne jeter qu'un nombre de cailloux fixé, avec promesse de n'atteindre personne. Ils ont tous fini par se corriger, et ils y ont mis tant de zèle que maintenant ils pourchassent avec acharnement tous ceux qui jettent des pierres. M<sup>me</sup> Gros fait à ce sujet une réflexion que nous recommandons à ceux qui s'occupent, dans la philosophie de l'histoire, du chapitre important : « Comment le brigand devient gendarme. » « En général, dit M<sup>me</sup> Gros, ils se communiquent leurs qualités nouvelles, au besoin par des voies de fait, en faveur du bon ordre. » -

Walch est évidemment un des naufragés dont le sauvetage a laissé le plus profond souvenir dans le cœur de M<sup>me</sup> Gros. « Il avait quinze ans ; carrure, tournure, visage, crinière, regard, caractère, le tout représentant à merveille le lion du désert dans sa force sauvage. » Quatre années l'avaient à peine apprivoisé, lorsqu'un jour une dame vient à l'école avec une rose rouge jetée coquettement sur un chapeau de velours noir. — Voyez, Mesdames, comme il faut peu de chose pour ramener l'homme à la vertu ! — A la vue de cette rose, les regards du lion s'éclairent pour la première fois ; il sourit à cette fleur. M<sup>me</sup> Gros profite de ce moment pour faire pénétrer dans cette âme inculte un germe d'amour-propre et un peu de honte sur sa tenue plus que négligée. Le dimanche suivant, pour obtenir la faveur d'être placé à côté de la rose, il vint à l'école en costume propre ; lui-même avait lavé sa jaquette dans le Rhône de grand matin. « Elle n'a pas pu séquer, dit-il ; mais elle séquera sur mon dos. » « Depuis ce jour, dit M<sup>me</sup> Gros, il s'est peu à peu civilisé : ses manières brusques ont disparu, il n'a gardé du fauve qu'il représente que l'extérieur avantageux et les qualités qui en sont l'apanage. » M<sup>me</sup> Gros ayant été malade, le brave lion faisait chaque dimanche quatre heures de route pour venir s'informer de sa santé. M<sup>me</sup> Gros lui parlant un jour de sa mère : « Oh ! j'ai deux mères, dit-il, celle qui m'a né et puis vous. »

Les batailles rangées dans les graviers du Rhône, et surtout les atroces cruautés qu'exerçaient les uns sur les autres les enfants de la cristallerie ont été supprimées par M<sup>me</sup> Gros. On ne se souvient pas qu'un seul de ses élèves, et



elle en a eu par centaines, soit revenu au mal. Ceux qui se marient envoient leurs frères à M<sup>me</sup> Gros et se font les recruteurs de l'école. Le naturel, l'élan de cœur, la vivacité, l'entraînement, un esprit prodigieusement inventif, joint à une fermeté à toute épreuve, font de M<sup>me</sup> Gros un exemple unique peut-être de l'art d'exprimer au peuple dans son langage les plus hauts sentiments. Ce qu'elle a surtout, c'est le don d'amuser. Sa force est dans les histoires qu'elle raconte avec une connaissance achevée des moyens de toucher la fibre populaire. Ce fut l'art de tous les grands initiateurs. La parabole a toujours entraîné l'humanité. L'humanité, en effet, aime l'idéal ; mais il faut que l'idéal soit une personne, un fait, un récit ; elle n'aime pas une abstraction. Il paraît que, pendant que M<sup>me</sup> Gros raconte ses histoires à ceux qu'elle appelle ses « brigands du dimanche », son auditoire est tout oreilles. Ah ! si nous avions les récits de M<sup>me</sup> Gros, sténographiés sans qu'elle le sût ! Comme cela vaudrait mieux que les fadaises de notre littérature usée ! Je porte envie aux gamins qui entendent ces chefs-d'œuvre, destinés sans doute, comme les vrais chefs-d'œuvre, à rester toujours inédits. Ils ont, du reste, le genre de succès qu'ils méritent : ils entraînent, ils convertissent. Après une histoire racontée par M<sup>me</sup> Gros sur l'assistance que l'on doit à ses parents, Michel renonce à l'ivrognerie pour construire une cabane à sa mère qui couchait sous une charrette. Aujourd'hui, Michel est marié et presque dans l'aisance. « Je me livrais à la boisson, disait-il dernièrement à M<sup>me</sup> Gros, quand votre histoire m'a sauvé. Maintenant la bénédiction de Dieu est sur moi. »

Dans la clientèle de M<sup>me</sup> Gros, il y a une catégorie que M<sup>me</sup> Gros appelle, on ne voit pas bien pourquoi, la « série des Mongols ». Deux frères de cette bande se relayaient pour venir à l'école à tour de rôle. Cela parut singulier à M<sup>me</sup> Gros, qui en fit un jour l'observation à l'un deux. « Mon frère ne peut pas venir, lui répondit celui-ci ; il est sur l'arbre. — Et que fait-il sur l'arbre ? — Il attend que je lui porte mes souliers ; je les lui porterai quand la leçon sera finie, et il entendra l'histoire. Dimanche, ce sera son tour d'avoir la leçon, et moi j'aurai l'histoire. — Alors vous

n'avez qu'une paire de souliers pour vous deux ? — Eh oui ! c'est pour cela que, quand il fait mouillé, nous nous tenons sur l'arbre, en attendant notre tour de venir à l'école. »

Ce spectacle d'une terre avide de boire la rosée du bien, et qui s'ouvre au premier doux rayon de soleil, cette charmante inoculation du sens moral, par un mot, par un regard, en de pauvres êtres qui n'ont pas eu de mère, qui n'ont jamais vu un œil bienveillant leur sourire, rappellent les miracles qui remplissent la vie de tous les grands maîtres de la vertu. Remercions M<sup>me</sup> Gros d'avoir fait revivre dans notre âge, devenu étranger aux grands secrets de l'âme, les merveilles de conversion qui semblaient réservées aux temps où la grâce vivante se promenait sur la terre avec ses trésors d'indulgence et de pardon.

A M<sup>me</sup> Gros, vous avez voulu associer dans vos récompenses M<sup>lle</sup> Paula Gagny, qui a déployé sur le même théâtre, à Lyon, les ressources de l'esprit le plus fertile pour le bien. Née d'une famille honorable de Sélestat, elle recueille chez elle, élève et entretient gratuitement deux, quatre, huit et jusqu'à vingt petites filles, de trois ans et au-dessus. Dans la fatale année 1871, elle part pour Sélestat et revient à Lyon, à travers les lignes prussiennes, ramenant une douzaine d'enfants, de deux à trois ans, inconnus ou abandonnés. L'ennemi, frappé de son courage, lui avait donné un sauf-conduit. Peu de temps après, elle part de nouveau pour l'Alsace, d'où elle ramène encore quelques enfants ; puis ce sont les autorités mêmes de l'Alsace et de la Lorraine qui lui envoient à Lyon les orphelins sans asile. L'espace manquait dans son modeste appartement pour ces hôtes nouveaux ; les plus petits enfants furent pendant quelque temps couchés dans son propre lit ; puis, par des prodiges d'intelligence et d'activité, elle réussit à constituer cet étonnant établissement qui renferme aujourd'hui soixante Alsaciennes ou Lorraines âgées de dix-huit mois à dix-huit ans. M<sup>lle</sup> Gagny place en ville dans des maisons recommandables les plus âgées de ces filles, les aidant de ses conseils et les rappelant à elle quand elles ne sont pas heureuses. Toujours vêtue de deuil, le visage pâle et amaigri par la tristesse, M<sup>lle</sup> Gagny repré-

sente admirablement parmi nous la dignité, la résignation qui ont porté si haut devant leurs sœurs de France le caractère des femmes d'Alsace-Lorraine. La médaille de deux mille francs que vous avez décernée à M<sup>lle</sup> Gagny sera d'un précieux secours pour l'œuvre à laquelle elle a consacré sa vie.

Une somme pareille, que vous avez décernée à M. l'abbé Carton, servira également à une excellente œuvre de charité. Connaissiez-vous rien de plus triste que cette plaine de mesquine misère et de désolation sans poésie, que l'on traverse en sortant de Paris pour se rendre à Versailles par la rive gauche, cet amas sans ordre apparent de constructions qui ne sont plus urbaines et ne sont pas encore rustiques, ces chaumières (quelles chaumières, ô ciel !) bâties de pièces incongrues, arrachées aux démolitions de la grande ville ; ce qui n'empêche pas qu'au milieu de ces tristes cabarets de barrière, de ces maisons qu'on dirait abandonnées ou hantées par le mal, éclatent tout à coup, par endroits, un champ de verdure qui vous sourit, de fraîches cultures que n'atteint pas la vulgarité environnante. C'est le Petit-Montrouge, dont M. l'abbé Carton est curé depuis treize ans. M. l'abbé Carton a trouvé moyen, dans cette triste zone de la banlieue parisienne, de créer un véritable paradis, un asile propre, bien bâti, presque gai, où cinquante vieillards des deux sexes sont logés, chauffés, blanchis, habillés et nourris. Comme tous les fondateurs charitables, M. l'abbé Carton dépasse souvent la mesure de ce que semblerait commander la prudence humaine. Il a foi dans son œuvre, et jamais sa confiance n'a été déçue. Plus de cent vieillards attendent leur tour d'admission dans l'asile ; vos deux mille francs vont faire des heureux et prouver à M. l'abbé Carton l'intérêt que vous prenez à ses nobles efforts.

Vous avez également accordé un prix de la valeur de deux mille francs à deux frères jumeaux, Édouard et Calixte Chaix, qui ont su faire du lien étroit que la nature a établi entre eux une touchante association de vertu. Les actes de la Société des sauveteurs de la Méditerranée sont pleins des traits de courage de ces deux rivaux en dévouement et en

amitié. On se souvient surtout de l'incendie des soutes à charbon du paquebot *le Caire* dans le port de Marseille, le 6 décembre 1856. L'incendie du navire pouvait devenir l'incendie du port lui-même. On désespérait d'arrêter le feu, car la pompe du bord, quoique donnant avec force, ne pouvait être bien dirigée. Les deux intrépides enfants se font attacher par la ceinture et descendent résolument dans le foyer de l'incendie. A eux deux, ils saisissent le tuyau de la pompe, visent le foyer ardent, le maîtrisent. On les retire évanouis, presque asphyxiés ; Édouard était couvert d'affreuses brûlures, dont il porte encore la trace profonde. Sauver est pour ces deux frères une vocation, un besoin. Prodiges de leur vie, qui pourtant est bien nécessaire au soutien de leur famille, ils ont arraché plus de vingt personnes à la mort. Dans un de ces sauvetages, Édouard tombe sur une chaîne, s'enfonce deux côtes, s'évanouit presque ; un heureux hasard lui permet de prendre pied. La vue du malheureux qui allait disparaître lui rend des forces ; un instant après, il le dépose sur le quai, dont il rougit les dalles de son propre sang.

La Société des sauveteurs de la Méditerranée, ne croyant pas pouvoir présenter deux candidats à la fois, demandait la récompense pour Édouard, ajoutant qu'une telle récompense serait considérée par son frère comme s'appliquant à lui-même. Vous avez eu une pensée délicate, Messieurs ; vous n'avez pas voulu séparer deux personnes si intimement unies par le sang et par le cœur. Vous les avez considérées comme une seule et même personne, et vous avez décidé que les noms d'Édouard et de Calixte Chaix figureraient indivis dans la liste des principales récompenses que vous décernez.

La vertu, Messieurs, s'est présentée à vous cette année, aussi diverse que sublime. Vous avez pu en couronner toutes les variétés. Vous venez d'applaudir ce que faisaient deux jeunes héros à quinze ans ; je vous présente maintenant la vertu centenaire, en la personne de Marie Coustot, de Condom. Oui, elle a cent deux ans, et elle continue toujours de faire le bien. Servante depuis l'âge de seize ans dans une famille d'abord riche, elle a donné ses économies

à ses maîtres ruinés ; elle continue sans gages son œuvre de fidélité. Aujourd'hui, elle sert les petits-enfants de ses premiers maîtres, et, quoique devenue presque aveugle, elle travaille, elle se prive de nourriture pour ceux à qui elle a consacré sa vie. Elle a cent deux ans et elle est vertueuse ! Vous avez vu là un mérite de plus. Le vieillard, en perdant ses illusions, ne perd-il pas ses meilleures raisons d'être vertueux ? Illusion divine, illusion providentielle assurément, la vertu n'en est pas moins comme l'amour le résultat d'un charme en dehors de la raison, qui nous entraîne, nous séduit. Il ne faut pas, pour s'y livrer, qu'on ait trop bien vu que tout est vanité. La bonne Marie Coustot ne s'arrête pas à cette philosophie désespérée ; elle mourra dans sa simplicité, toujours obstinée à s'oublier et à se sacrifier.

Les vertus qui précèdent vous sont attestées par des préfets, des sous-préfets, des gendarmes, des autorités constituées. Le bon Simian, dont je vais maintenant vous parler, vous est surtout présenté par Mistral ; oui, Mistral, votre lauréat, qui vous a écrit une lettre charmante pour vous recommander un de ses compatriotes de Maillane, dont les vertus ont quelque chose d'archaïque et de touchant. Le bon Simian, ou, comme on l'appelle dans le pays, l'adet Simian, est un petit propriétaire cultivateur qui s'est consacré depuis trente ans, avec un désintéressement absolu, à toutes les besognes tristes, à la garde des agonisants, au soin des moribonds, à l'assistance des chirurgiens, et enfin à l'œuvre du vieux Tobie, à l'ensevelissement des morts. Avec une conscience, une modestie et une discrétion au-dessus de tout éloge, le brave Cadet Simian met son dévouement au service de tout le monde, et les maladies les plus dangereuses comme les offices les plus rebutants ne l'ont jamais fait reculer. Dans les épidémies, il veille jusqu'au dernier soupir les malades abandonnés par leurs proches ; il a assisté les chirurgiens dans toutes les opérations qui ont été pratiquées à Maillane depuis trente ans. Cadet Simian est la providence des jours sombres ; on vient frapper à sa porte toutes les fois que la vie se montre à Maillane par ses côtés austères. Il a cinq



ou six cents francs de rente, qui lui viennent de quelques coins de terre, et cela lui suffit, car il ne va jamais au café, ne fait pas usage de tabac et ne sort de chez lui que pour ses bonnes œuvres. Il est profondément religieux et n'a d'autres délassements que la lecture et le travail des champs.

La lettre de Mistral est contresignée par le maire, le curé et le médecin. « Quant à faire intervenir le sous-préfet ou le préfet en cette affaire, ajoute Mistral, c'est complètement inutile, attendu que ces messieurs sont trop souvent renouvelés et trop étrangers à notre vie pour qu'ils puissent se douter de ce qui se passe d'intime parmi nous. » Ce jour discret jeté sur ce qui se passe d'intime à Maillane vous a vivement touchés. Mistral a obéi là à un sentiment très juste ; il a craint peut-être que les vertus un peu démodées du bon Simian n'eussent pas quelque chose d'assez civique pour mériter de grosses approbations officielles. Il s'est défié des sceaux de l'État, et il a pensé qu'il ne fallait mettre en mouvement l'autorité préfectorale que pour des vertus qui ne supposent pas un petit cercle d'initiés.

Francilie Laquinte est peut-être le premier exemple d'une personne née dans la condition de l'esclavage à laquelle ait été décerné le prix Montyon. Elle et sa mère servirent durant des années une vieille dame de la Guadeloupe, qui récompensa leurs soins par l'affranchissement. Cette faveur n'eut d'autre résultat que de resserrer de plus en plus les liens d'affection qui les unissaient à leur maîtresse ; elles restèrent comme servantes dans la maison où elles avaient été esclaves. Après la mort de leur bienfaitrice, Francilie nourrit sa mère de ses petits travaux de couture. Malgré sa pauvreté, elle trouva encore moyen d'être charitable. Dans les désordres entraînés par le décret d'émancipation de 1848, elle fut la raison, la prévoyance d'un monde entièrement désorganisé. Elle adopta les orphelins ; de ses ressources précaires elle consola une mère que son mari avait délaissée. C'est toute la commune de Saint-François, à la Guadeloupe, qui vous demande de couronner Francilie. L'esclavage, heureusement, n'est plus à supprimer, Messieurs ; s'il l'était, c'est par des exemples

comme celui de Francilie Laquinte que l'émancipation serait accomplie. L'esclavage cesse le jour où l'esclave, que l'antiquité concevait comme sans moralité et sans religion, devient moralement l'égal de son maître. L'esclavage antique fut aboli virtuellement quand une pauvre esclave de Lyon se fut montrée dans l'amphithéâtre aussi héroïque que sa maîtresse. L'esclavage moderne a sans doute été condamné avant tout par nos principes de philosophie ; mais quelques vertus d'esclaves ont aussi concouru à la même fin. Le hasard a voulu que nous ayons encore une vertueuse mulâtresse à joindre à Francilie. Peut-être même le dévouement dont je vais vous parler a-t-il encore quelque chose de plus touchant.

Paula Yvor demeure à Paris, et nous l'avons probablement quelquefois rencontrée dans le dédale des petites rues qui entourent le chevet de l'église Saint-Germain-des-Prés. A l'âge de onze ans, elle s'est attachée à une famille qu'elle a toujours servie avec amour. Le malheur étant venu frapper cette famille, Paula Yvor, sans espoir de récompense, fit vivre celle qui avait été sa maîtresse des gains modiques d'un petit commerce de produits coloniaux, péniblement exploité du haut de sa mansarde. Sa maîtresse, à son lit de mort, lui lègue ses deux filles en bas âge : la sollicitude de Paula ne se dément pas un instant. Quand, en marchand les pieds dans la neige, la pauvre créole a réussi à placer quelques-uns des ananas qu'elle colporte et à ramasser quelques sous, c'est pour se rendre à la maison de la Légion d'honneur de Saint-Denis et pour porter à ses filles d'adoption un vêtement chaud, de petites douceurs qui prouveront aux orphelines qu'elles ne sont pas déshéritées de toute tendresse. Avec une persistance sans égale, le malheur continue à frapper les deux jeunes filles à leur entrée dans le monde ; l'une d'elles, au moins, tombe dans une misère navrante. La vieille mulâtresse est toujours là ; elle a soixante-douze ans ; un cancer lui a rongé la moitié de la figure, et pourtant elle court encore les rues avec son panier d'ananas, cherchant à récolter la petite somme nécessaire au repas des délaissées dont elle est le seul soutien. Songez quel accueil sera fait à vos cinq

cents francs dans ce réduit d'où est bannie depuis longtemps toute joie !

Je ne finirais pas, Messieurs, si je voulais énumérer tant de vertus humbles et en particulier les sacrifices discrets accomplis dans cette classe si intéressante des domestiques fidèles que vous aimez à récompenser. Marie Arot (Saint-Servan, Ille-et-Vilaine) sert depuis cinquante-quatre ans les mêmes maîtres. Elle a élevé et soigné neuf enfants ; la famille à laquelle elle est attachée ayant perdu toute sa fortune, elle refuse de la quitter ; elle sert gratuitement avec un courage que de pénibles circonstances mettent à de rudes épreuves (médaille de mille francs). Céline Landrin, à Saint-Denis, île de la Réunion, a soutenu, de son travail, pendant plus de quinze ans, une vieille demoiselle délaissée par sa famille ; elle a soigné un noir atteint de la lèpre ; sa vie est un perpétuel exercice de suave pitié. Ce serait presque les mêmes actes de dévouement domestique que j'aurais à relever dans le dossier de Rosalie-Victorine Sauray, à Sassy (Calvados) ; de Marguerite Daumin, à Moulins (Allier) ; de Segondine Fernet, à Anthuile (Somme) ; de Françoise Paon, à Morlaix (Finistère) ; de Marguerite Lanusse, à Caudéran (Gironde). La vertu, Messieurs, est plus monotone que le vice ; mais elle peut, sans inconvénient, se répéter. Remercions-la de se répéter ; cette monotonie, qui peut être en littérature un gros défaut, est la cause par laquelle le monde moral subsiste.

Oui, la charité est exercée chez nous avec une persévérance qui doit rassurer ceux qu'alarment tant de symptômes de refroidissement. Je ne puis que citer Désirée Chardon, à Segré (Maine-et-Loire), simple ouvrière modeste, vrai modèle d'abnégation ; Eucharis Michel, directrice d'asile à Aix ; Hélène Perron, à Saint-Martin-des-Prés (Côtes-du-Nord) ; Alexandrine Nétrelle, à Cormontreuil (Marne) ; Désiré Guillot-Euvrard, à la Chapelle-Saint-Sauveur (Saône-et-Loire) ; les époux Joyaux, à la Frette (Seine-et-Oise) ; Sophie Tufféry, à Lajo (Lozère) ; la femme Bertrand Guillaume, à Clermont-l'Hérault (Hérault) ; Françoise Boulestreau, à Bourgneuf (Maine-et-Loire) ; Anne-Marie Gesnouin, à Saint-James (Manche) ; Olympe

Gay, à Thueyts (Ardèche) ; Jenny Marchandeau, à Chaudenay-sur-Dheune (Saône), paralytique des deux jambes, qui n'a que ses mains pour vivre et trouve encore moyen d'être bienfaisante ; enfin, madame veuve Lamoute, la providence de Bergerac, qui emploie tout son bien à secourir les jeunes filles abandonnées.

Le temps me presse, Messieurs. L'exemple de la philanthropie de M. de Montyon a trouvé, en effet, des imitateurs. Des personnes bienfaisantes ont voulu, comme lui, consacrer leur fortune à l'encouragement du bien. Les sommes que vous ont léguées MM. Souriau, Gémond, Laussat et la personne charitable qui a voulu rester anonyme, vous ont aidés à récompenser des vertus non moins touchantes que celles que nous avons déjà énumérées.

M. Joachim Fontaine, maître porion aux mines de Liévin (Pas-de-Calais), a sauvé la vie à seize personnes, surprises par des éboulements ou atteintes par le feu grisou. Une note, que notre savant confrère M. Daubrée a jointe au dossier de Joachim Fontaine, constate que, malgré les précautions, chaque jour plus minutieuses, que prend l'administration, soixante mille tonnes de charbon coûtent en moyenne une existence d'homme. La classe des mineurs est riche en actes de dévouement, qui commandent d'autant plus d'admiration qu'ils ont été accomplis sans témoin. Des faits de ce genre ont valu à Fontaine une médaille d'argent de première classe. Vous y avez ajouté les mille francs du prix Souriau.

Félix Rieu, d'Avignon, qui a opéré des miracles de sauvetage, aura les mille francs du prix Gémond ; vous attribuez le prix Laussat à la veuve Malécot, Saint-Martin-de-Mâcon (Deux-Sèvres) ; vous donnez les mille francs de la personne charitable à Rose Mélanie, de Pontorson (Manche), enfant abandonnée, dont tous les actes sont empreints d'une dignité et d'une délicatesse qui feraient envie aux personnes les mieux nées. Enfin, un reliquat vous permet de donner mille francs à Jeanne Pécusseau, de Nantes, également enfant d'hospice, dont le dossier est un document inappréciable de ce qu'il peut y avoir de joie et d'affection dans un petit cercle de pauvres et d'humbles qui se con-

naissent et s'aiment entre eux. Qui croirait qu'il y a un monde des enfants trouvés ? Ce monde existe, et l'on y est très heureux.

Jeanne Pécusseau fut élevée par une nommée Albert, elle-même pupille des hospices, qui a consacré sa vie tout entière à l'éducation d'enfants abandonnés comme elle. « Tous les enfants élevés par cette bonne Albert, nous dit l'inspecteur de l'Assistance publique de la Loire-Inférieure, ont bien tourné. Ils ont été et sont encore la joie du service... Mais Jeanne Pécusseau, au milieu de cette famille de hasard, dont elle est l'aînée, et dont tous les membres furent bons, devait donner l'exemple de toutes les vertus. Elle conserva, en particulier, pour sa vieille nourrice une piété filiale sans bornes. Dès qu'elle put gagner quelques sous, ce fut pour les rapporter, tout heureuse et toute fière, à sa mère adoptive, afin qu'ils fussent employés à soulager les petites sœurs qui étaient venues prendre place comme elle au foyer de la bonne nourrice. Sa conduite exemplaire, sa bonne tenue, sa modestie, son caractère enjoué et sérieux à la fois la firent chérir. » Elle arriva à une position qu'elle envisagea comme de l'aisance. Dans son petit budget, il y avait tous les ans une réserve pour être adressée (c'était sa joie) à la bonne tante Albert, comme elle l'appelait, depuis qu'elle savait que la vieille nourrice n'était pas sa mère... Pauvre fille ! à force de recherches, elle est parvenue à découvrir sa vraie famille. Ce n'a pas été pour elle la source de beaucoup de joie. Jeanne Pécusseau a consacré ses économies à l'achat d'un terrain au cimetière, pour y déposer sa chère nourrice. « Tous nos enfants, dit l'inspecteur, ont pleuré avec elle sur cette tombe, où il est entendu qu'elle viendra dormir à son tour. Cet exemple, ajoute-t-il, a vivement frappé notre famille assistée, et quand il m'arrive d'en parler, tous les yeux se remplissent de larmes ! »

Ah ! que l'homme est bon, Messieurs, et qu'on en peut tirer de belles choses, quand un artiste habile se trouve à côté de lui, pour faire jaillir en son cœur la source des larmes, de la prière intime et de l'amour !

La fondation Marie Lasne vous donne six médailles de trois cents francs. Vous avez décerné la première à Emme-



line Nadaud, à Chancelade (Dordogne). L'impression que produit Emmeline Nadaud sur tous ceux qui la voient est des plus vives. Nous possédons un excellent crayon de cette physionomie modeste, franche, ouverte, chagrine, mais résignée, en une petite biographie, chef-d'œuvre de simplicité et de vertueuse bonne grâce, écrite par M. le curé de Château-l'Évêque. La pauvre fille a été jetée comme une perle au milieu d'un triste monde d'infirmités et d'incapables.

Dans son enfance, elle voit l'intempérance du père ruiner la petite industrie qui fait vivre la famille. Le moulin Nadaud, mis en détresse par la concurrence des voisins plus sobres, chôme la plupart du temps. Dès l'âge de douze ans, Emmeline est ménagère, ouvrière, institutrice, infirmière. Elle fait marcher le moulin, charge les sacs, soigne les bêtes de somme, fait le ménage à elle seule. Tous admirent qu'elle puisse suffire à tant de soins dans une maison aussi désespérée. Ses vertus et ses charmes extérieurs lui font trouver des mariages très avantageux ; elle les refuse tous. Son frère, perclus, qui n'a pas un mouvement, reçoit d'elle une instruction et des sentiments religieux qui le consolent ; un vieux grand-père dans la misère est adopté ; la mère, devenue paralytique, une jeune sœur, victime d'un accident, sont soignées, remplacées ; l'intempérance du père est limitée ; grâce à Emmeline, tout va pour le moins mal possible dans la plus triste des maisons.

Recueille-t-elle beaucoup de reconnaissance pour tant de bienfaits ? Hélas ! non. « Les larmes les plus amères que cette enfant verse secrètement dans le sein de Dieu, dit M. le curé de Château-l'Évêque, ne viennent pas de ce que nous avons dit, mais de ce que nous ne pouvons dire sans blesser l'amour-propre, la discrétion, le mutisme de notre protégée... Malgré l'espèce de violation du domicile de l'amitié que nous vous écrivons, il restera beaucoup de choses dans l'oubli et dans le secret de la conscience. » Emmeline ne se plaint jamais et, si elle ouvre son cœur ulcéré, c'est seulement à la sœur de Saint-Vincent de Paul de Château-l'Évêque. Les scènes déplorables, les traitements indignes, les paroles offensantes, les injustices les plus criantes sont les conséquences de l'ivrognerie du père. Ce

qu'il y a d'admirable, c'est la patience, la résignation, la douceur avec lesquelles cette jeune fille supporte tout ; lors même que son père la rudoie, elle est caressante et dévouée. Souvent on la voit assise sur une chaise, dans la salle du cabaret, attendant que son père veuille la suivre ; elle espère abrégier ainsi la séance et diminuer des dépenses funestes à la famille. Le public, qui est juste quelquefois, se prononce hautement pour la touchante victime ; elle, toujours réservée, ne consent pas à se laisser trop plaindre.

Le dimanche suffit à sa consolation. Ce jour-là, elle se donne des délassements de son choix ; elle préfère à tous les autres la compagnie de la fille de charité et le soin des malades. Un groupe de jeunes filles que ses vertus ont spécialement captivées, et qui cherchent l'estime publique en s'approchant d'elle, ne la quitte pas. Dans le village, chacun a part à ses attentions ; sans distinction et sans prétention, avec une simplicité admirable, elle soutient l'un, console l'autre, et verse sur ceux qui s'approchent d'elle une partie de cette grande résignation qui la caractérise. Sa tenue modeste et sans apprêt frappe tout le monde. Elle n'a pas, comme les autres jeunes filles de la campagne, suivi le changement des modes ; elle a gardé son costume et sa coiffure de villageoise ; elle le porte avec une rare distinction ; car voici la silhouette exquise que M. le curé de Château-l'Évêque nous a envoyée d'elle : « Un trait vous fera comprendre l'impression profonde que l'on ressent en voyant Emmeline Nadaud. Un jour (il y a de cela quelques années), Emmeline revenait de porter la farine de ses clients ; elle était assise sur sa mule, tricotant comme elle le fait d'ordinaire dans ses courses, pour ne pas perdre le temps. Elle est rencontrée sur la route par un monsieur qui la remarque. A son arrivée à Château-l'Évêque, ce monsieur, qui est médecin, demande immédiatement des renseignements sur cette jeune fille qui l'a frappé, et, après qu'on lui a dit ce qu'elle est, ce qu'elle fait : — Mais cette jeune fille, dit-il, mérite le prix Montyon ; je la signalerai à l'Académie. » Je ne sais si la signature de cet admirateur d'Emmeline figure parmi les innombrables

attestations qui montrent l'estime que l'on professe pour elle à Chancelade et à Château-l'Évêque ; mais ce qui est bien honorable pour cette jeune fille, c'est la notice qu'a faite sur elle M. le curé de Château-l'Évêque, notice composée avec un sentiment des plus justes, un tact parfait, et une pleine inconscience littéraire. Votre récompense fera mieux que de justifier la prophétie du médecin qui la rencontre tricotant sur sa mule ; elle confirmera le suffrage de l'opinion publique qui, dans le pays, entoure Emmeline d'une véritable auréole de respect.

Vous avez trouvé, Messieurs, une sœur dans le bien, digne d'être associée à Emmeline, en la personne d'Euphrosine Almiès, au Pompidou (Lozère), née infirme et, comme Emmeline, unique soutien d'une famille qui ne lui rend en retour que l'ingratitude et les mauvais traitements. Marcelline-Lucie Michaud, de Provins, est de la même famille de saintes résignées. Émilie Montel, de la Suze (Sarthe), reste aussi infirmière toute sa vie, par choix, par le goût désintéressé de bien faire. Sylvain-Clément Détourné, du Vieil-Hesdin (Pas-de-Calais), et Germain Barbe, de la Basse-Pointe (Martinique), sont des modèles de piété filiale. Vous les avez également récompensés sur la fondation Marie Lasné.

Que de vertus, Messieurs, ont passé devant vous, et que serait-ce si nous avions à parler des vertus qu'on ne récompense pas, de ces héroïsmes de tous les jours, qui se traduisent non par un acte, mais par une habitude constante de dévouement : l'héroïsme calme et scientifique du médecin, l'héroïsme maternel de la sœur de charité, l'héroïsme voulu du soldat ! Songez à Sfax (1), à cette poignée de braves jetés sur une plage de boue et de feu ; partout les ruses cachées du désespoir, les embûches du fanatisme, et, au milieu de cet enfer, un nombre imperceptible de soldats, de marins, courant où les mène la voix de leurs chefs, car le chef est pour eux la patrie, le devoir. Bonne et solide race française, vertueuse depuis deux et trois mille ans,

(1) Allusion à la prise de Sfax par les Français (juillet 1881) lors de la pacification de la Tunisie. (N. de l'éd.)

comme on la calomnie en la croyant livrée aux calculs étroits de l'égoïsme ! Oui, certes, elle a de graves défauts : c'est de s'éprendre trop vite pour l'utopie généreuse, c'est de trop croire au bien et de se laisser surprendre par le mal, c'est de rêver le bonheur du monde et d'obliger des ingrats ! Mais, croyez-moi, aucune autre race n'a dans ses entrailles autant de cette force qui fait vivre une nation, la rend immortelle malgré ses fautes, et lui fait trouver en elle-même, au travers de tous ses désastres et de toutes ses décadences, un principe éternel de renaissance et de résurrection.

Oui, Messieurs, chez nous la vertu surabonde ; elle est dans nos instincts, dans notre sang. Nous abusons même de notre richesse, car je vous avoue que, à part l'Académie, qui l'encourage, je trouve que souvent nous faisons trop de choses pour la décourager. Nous lui demandons trop de certificats ; nous voulons trop savoir ses origines. Les origines de la vertu !... Mais, Messieurs, personne n'en sait rien, ou plutôt nous ne savons qu'une seule chose, c'est que chacun la trouve dans les inspirations de son cœur. Parmi les dix ou vingt théories philosophiques sur les fondements du devoir, il n'y en a pas une qui supporte l'examen. La signification transcendante de l'acte vertueux est précisément qu'en le faisant on ne pourrait pas bien dire pourquoi on le fait. Il n'y a pas d'acte vertueux qui puisse raisonnablement se déduire. Le héros, quand il se met à réfléchir, trouve qu'il a agi comme un être absurde, et c'est justement pour cela qu'il a été un héros. Il a obéi à un ordre supérieur, à un oracle infailible, à une voix qui commande de la façon la plus claire, sans donner ses raisons.

Prenons donc la vertu de quelque côté qu'elle vienne et sous quelque costume qu'elle se présente. Il y a, vous disais-je, beaucoup de vertu dans notre monde ; il n'y en a pas tant cependant que l'on puisse impunément se montrer difficile et faire passer à chacun un examen sur les motifs pour lesquels il est vertueux. Ne nous privons d'aucun auxiliaire utile. Vertu laïque, vertu congréganiste, vertu philosophique, vertu chrétienne ; vertu d'ancien régime, vertu de régime nouveau ; vertu civique, vertu



cléricale ; prenons tout, croyez-moi ; il y en aura assez, il n'y en aura pas trop pour les rudes moments que la conscience humaine peut avoir à traverser. Plus j'y réfléchis, Messieurs, plus je trouve que le baron Montyon, à qui l'on reproche souvent d'être parti des principes d'une philosophie un peu superficielle, a obéi au contraire à une pensée très profonde. Il a vu le lien étroit qu'il y a entre la vertu et le talent ; il a vu que la vertu est un genre charmant de littérature. Selon votre vieille et bonne manière d'entendre les choses, la littérature n'est pas seulement ce qui s'écrit ; le grand politique qui résout avec éclat les problèmes de son temps, l'homme du monde qui représente bien l'idéal d'une société brillante et polie, n'eussent-ils pas écrit une ligne, sont de votre ordre. Qui fait le bien en est aussi. Dans ce genre, il est vrai, vous ne prenez pas vos lauréats pour confrères ; mais la confiance que le public vous témoigne est quelque chose de touchant. On vous regarde comme des connaisseurs en fait de vertu, on suppose que vous en avez des réserves, si bien que, quand on en veut, c'est à vous qu'on s'adresse.

Permettez-moi de vous rappeler un souvenir de ces derniers mois. Une pauvre jeune fille très vertueuse meurt, laissant deux couverts et un petit sucrier d'argent qu'elle avait achetés de ses économies. Elle aimait beaucoup ce petit sucrier, qui représentait pour elle des privations, et, se voyant mourir, elle souffrait à l'idée qu'il passerait en des mains peut-être moins pures que les siennes. Elle stipule donc, dans son testament, que les deux couverts et le sucrier seraient légués à une jeune fille vertueuse et pratiquant la piété catholique. Le digne exécuteur testamentaire, ne sachant trop où chercher une personne qui remplît ces conditions, eut l'idée de s'adresser à vous, Messieurs. Il vint à vous comme à un bureau de vertu. Je n'étais pas à la séance quand l'affaire est revenue ; je crois que les règles établies ne vous ont point permis d'accepter. Je l'ai regretté ; peut-être, en nous entendant avec M. le curé de Saint-Germain-des-Prés pour la condition du catholicisme, aurions-nous pu mettre en repos l'âme de la pauvre fille et l'assurer que son petit ménage, auquel elle tenait tant,



passerait entre les mains d'une personne partageant toutes ses idées et toutes ses vertus.

On dirait, en lisant les œuvres d'imagination de nos jours, qu'il n'y a que le mal et le laid qui soient des réalités. Quand donc nous fera-t-on aussi le roman réaliste du bien ? Le bien est tout aussi réel que le mal ; les dossiers que vous m'avez chargé de lire renferment autant de vérité que les abominables peintures dont malheureusement nous ne pouvons contester l'exactitude. Emmeline Nadaud existe aussi bien que telle héroïne pervertie de tel roman pris sur nature. Qui nous fera un jour le tableau du bien à Paris ? Qui nous dira la lutte de tant de vertus pauvres, de tant de mères admirables, de sœurs dévouées ? Avons-nous donc tant d'intérêt à prouver que le monde où nous vivons est entièrement pervers ? Non, grâce à la vertu, la Providence se justifie ; le pessimisme ne peut citer que quelques cas bien rares d'êtres pour lesquels l'existence n'ait pas été un bien. Un dessein d'amour éclate dans l'univers ; malgré ses immenses défauts, ce monde reste après tout une œuvre de bonté infinie.



## DISCOURS

PRONONCÉ LE 7 AOÛT 1883

### A LA DISTRIBUTION DES PRIX DU LYCÉE LOUIS-LE-GRAND (1)

Jeunes élèves,

C'EST sans doute le voisinage de notre vieux Collège de France et de votre maison, la première de toutes en noblesse universitaire, qui m'a valu l'honneur d'être désigné par M. le ministre de l'Instruction publique pour présider à cette cérémonie. Vos triomphes d'hier me rendent fier d'un tel choix. Chaque année, c'est dans une plus forte proportion que votre supériorité s'accroît. Que de couronnes, jeunes élèves ! Quelle ardeur, quel goût du travail elles supposent ! Quel prix elles donnent aux récompenses qui vont être décernées aujourd'hui ! Je ne veux pas retarder, par un long discours, le moment que vous attendez avec un légitime empressement. La parole aujourd'hui doit être à vos succès. Le sens de cette fête annuelle des bonnes études vient d'ailleurs de vous être indiqué d'une façon si judicieuse, qu'à peine est-il nécessaire d'ajouter quelques mots.

On vous l'a dit avec une parfaite raison : la culture rationnelle de l'esprit, le perfectionnement de l'être intellectuel et moral ne s'improvisent pas. Il y faut une gymnastique, des exercices longtemps continués sous des maîtres expé-

(1) Lycée Louis-le-Grand, *Discours à la Distribution solennelle des Prix...*, Paris, 1883. (N. de l'éd.)

rimentés. Le progrès dans les sociétés modernes se fait par la raison réfléchie. Autrefois, une sorte de génie spontané, aidé par la rudesse des mœurs et l'inconscience des masses, créait ces grands développements politiques et religieux dont les conséquences nous régissent encore à beaucoup d'égards. La barbarie fondait autrefois ; elle fondait, avec une solidité qui ne saurait plus être égalée, des édifices sombres, majestueux, incommodes, durables ; trop durables même, car ils devenaient bientôt gênants pour ceux qui ne les avaient pas bâtis, et souvent ils s'imposaient trop à l'avenir. La raison cultivée fondera seule désormais. Elle élèvera des constructions plus légères, mais plus faciles à modifier, moins massives, mais aussi moins tyranniques pour ceux qui en hériteront.

Le problème du gouvernement des sociétés devient de plus en plus un problème scientifique, dont la solution suppose l'exercice des plus rares facultés de l'esprit. La guerre, l'industrie, l'administration économique sont maintenant des sciences compliquées. Ces fonctions sociales, auxquelles on suffisait autrefois avec du courage, de l'élégance et de l'honnêteté, supposent aujourd'hui des têtes puissantes, capables d'embrasser à la fois beaucoup d'idées et de les tenir toutes en même temps fixées sous le regard. On se plaint souvent que la force devienne l'unique reine du monde. Il faudrait ajouter que la grande force de nos jours, c'est la culture de l'esprit à tous ses degrés. La barbarie est vaincue sans retour, parce que tout aspire à devenir scientifique. La barbarie n'aura jamais d'artillerie, et, si elle en avait, elle ne saurait pas la manier. La barbarie n'aura jamais d'industrie savante, de forte organisation politique ; car tout cela suppose une grande application intellectuelle. Or la barbarie n'est pas capable d'application intellectuelle. L'habitude de l'application s'acquiert par les fortes disciplines, dont l'éducation scientifique et littéraire possède le secret.

Ce n'est pas de nos jours, assurément, que ce privilège de la culture intellectuelle a commencé. Sans parler de l'antiquité, le *xvi<sup>e</sup>*, le *xvii<sup>e</sup>* et le *xviii<sup>e</sup>* siècle virent se constituer une Europe maîtresse du monde, au nom d'une civilisation

supérieure. Depuis cent ans, le mouvement s'est accéléré, bien que l'organisation intérieure des nations civilisées ait été profondément modifiée. Les sociétés actuelles ne peuvent plus compter uniquement, comme celles d'autrefois, sur les qualités héréditaires de quelques familles choisies, sur des institutions tutélaires, sur des organismes politiques où la valeur du cadre était souvent fort supérieure à celle des individus. La culture de l'individu est devenue, chez nous, une nécessité de premier ordre. Ce que faisaient autrefois l'hérédité du sang, les usages séculaires, les traditions de famille et de corporations, il faut le faire de nos jours par l'éducation.

L'importance de l'instruction publique se trouve ainsi en quelque sorte décuplée. La lutte pour la vie s'est transportée sur le terrain de l'école. La race la moins cultivée sera infailliblement supprimée, ou, ce qui à la longue revient au même, rejetée au second plan par la race la plus cultivée. Le soin de l'instruction publique dans un État deviendra ainsi une préoccupation au moins égale à celle de l'armement et de la production de la richesse. Une nation, en effet, combat et produit par les individus qui la composent. Or l'individu, c'est l'instruction qui le crée, au moins pour une moitié. Il y a sans doute le don inné, que rien ne remplace ; mais le don inné, sans l'instruction, reste stérile, improductif, comme un bloc aurifère non exploité.

Tenez donc pour décisives, jeunes élèves, les années où vous êtes, et que trop souvent on considère comme des années sacrifiées. Des devoirs austères vous attendent, et nous manquerions de sincérité si nous ne vous faisons voir dans les récentes modifications de la société humaine qu'une diminution des obstacles à vaincre et, en quelque sorte, un dégrèvement des charges de la vie. La liberté est en apparence un allègement ; en réalité, c'est un fardeau. Voilà justement sa noblesse. La liberté engage et oblige ; elle augmente la somme des efforts imposés à chacun.

Considérez la vie qui vous est réservée comme une chose grave et pleine de responsabilités. Est-ce là une raison pour vous envisager comme moins favorisés par le sort que ceux qui vous ont précédés ? Tout au contraire, jeunes



élèves. Ne dites jamais, comme les mécontents dont parle le prophète d'Israël : « Nos pères ont mangé le raisin vert, et les dents de leurs fils sont agacées. » Votre part est la bonne, et je vois mille raisons de vous porter envie, non seulement parce que vous êtes jeunes et que la jeunesse est la découverte d'une chose excellente, qui est la vie, mais parce que vous verrez ce que nous ne pourrons voir, vous saurez ce que nous cherchons avec inquiétude, vous posséderez la solution de plusieurs des problèmes politiques sur lesquels nous hésitons parce que les faits n'ont point encore parlé assez clairement. Préparez-vous à porter dans ces grandes luttes la part virile de votre raison, cultivée par la science, et de votre courage, mûri par une saine philosophie.

Votre âge ne vous permet pas l'hésitation. Nul n'a tremblé en entrant dans la vie. Une sorte d'aveuglement, habilement ménagé par la nature, vous présente l'existence comme une proie désirable, que vous aspirez à saisir. De plus sages que moi vous prémuniront contre la part d'illusion que suppose votre jeune ardeur. Ils vous annonceront des déconvenues ; ils vous diront que la vie ne tient pas ce qu'elle promet, et que, si on la connaissait quand on s'y engage, on n'aurait pas pour y entrer le naïf empressement de votre âge. Pour moi, je vous l'avoue, tel n'est pas mon sentiment. La vie, qui est là devant vous comme un pays inconnu et sans limites, je l'ai parcourue ; je n'en attends plus grand chose d'imprévu ; ce terme, que vous croyez à l'infini, je le vois très près de moi. Eh bien ! la main sur la conscience, cette vie, dont il est devenu à la mode de médire, je l'ai trouvée bonne et digne du goût que les jeunes ont pour elle.

La seule illusion que vous vous fassiez, c'est que vous la supposez longue. Non ; elle est très courte ; mais à cela près, je vous l'assure, il est bon d'avoir vécu, et le premier devoir de l'homme envers l'infini d'où il sort, c'est la reconnaissance. La généreuse imprudence qui vous fait entrer sans une ombre d'arrière-pensée dans la carrière au bout de laquelle tant de désabusés déclarent n'avoir trouvé que le dégoût est donc très philosophique à sa manière. C'est vous qui avez raison. Allez de l'avant avec courage ; ne suppri-

mez rien de votre ardeur ; ce feu qui brûle en vous, c'est l'esprit même qui, répandu providentiellement au sein de l'humanité, est comme le principe de sa force motrice. Allez, allez, ne perdez jamais le goût de la vie. Ne blasphémez jamais la bonté infinie d'où émane votre être, et, dans l'ordre plus spécial des faveurs individuelles, bénissez le sort heureux qui vous a donné une patrie bienfaisante, des maîtres dévoués, des parents excellents, des conditions de développement où vous n'avez plus à lutter contre l'antique barbarie.

La joyeuse ivresse du vin nouveau de la vie, qui vous rend sourds aux plaintes pusillanimes des découragés, est donc légitime, jeunes élèves. Ne vous reprochez pas de vous y abandonner. Vous trouverez l'existence savoureuse, si vous n'attendez pas d'elle ce qu'elle ne saurait donner. Quand on se plaint de la vie, c'est presque toujours parce qu'on lui a demandé l'impossible. Ici, croyez tout à fait l'expérience des sages. Il n'y a qu'une base à la vie heureuse, c'est la recherche du bien et du vrai. Vous serez contents de la vie si vous en faites bon usage, si vous êtes contents de vous-mêmes. Une sentence excellente est celle-ci : « Cherchez d'abord le royaume du ciel ; tout le reste vous sera donné par surcroît. »

Dans une circonstance analogue à celle d'aujourd'hui, il y a quarante-trois ans, l'illustre M. Jouffroy adressait aux élèves du lycée Charlemagne ces sévères paroles :

« C'est notre rôle à nous, à qui l'expérience a révélé la vraie vérité sur les choses de ce monde, de vous la dire. Le sommet de la vie vous en dérobe le déclin ; de ses deux pentes vous n'en connaissez qu'une, celle que vous montez ; elle est riante, elle est belle, elle est parfumée comme le printemps. Il ne vous est pas donné, comme à nous, de contempler l'autre, avec ses aspects mélancoliques, le pâle soleil qui l'éclaire et le rivage glacé qui la termine. »

Non, jeunes élèves ! C'est trop triste. Le soleil n'est jamais pâle ; quelquefois seulement il est voilé. Parce qu'on vieillit, a-t-on le droit de dire que les fleurs sont moins belles et les printemps moins radieux ? Est-ce que, par hasard, on voudrait se plaindre de ce qu'on n'est pas immor-

tel ici-bas ? Quel non-sens, juste ciel ! Entre toutes les fleurs, et Dieu sait s'il en est de belles (quel monde admirable que celui de la fleur !), il n'y en a qu'une seule qui soit à peu près sans beauté : c'est une fleur jaune, sèche, raide, étiolée, d'un luisant désagréable, qu'on appelle bien à tort immortelle. Ce n'est vraiment pas une fleur. J'aime mieux la rose, quoiqu'elle ait un défaut, c'est de se faner un peu vite.

Et puis, hâtons-nous de le dire, cette vie de quatre jours produit des fruits qui durent : la vertu, la bonté, le dévouement, l'amour de la patrie, la stricte observation du devoir. Voilà, si vous savez donner une règle supérieure à votre vie, ce qui ne vous manquera jamais. Croyez à une loi suprême de raison et d'amour qui embrasse ce monde et l'explique. Soyez assurés que la meilleure part est celle de l'honnête homme, et que c'est lui, après tout, qui est le vrai sage. Évitez le grand mal de notre temps, ce pessimisme qui empêche de croire au désintéressement, à la vertu. Croyez au bien ; le bien est aussi réel que le mal, et seul il fonde quelque chose ; le mal est stérile. Ceux d'entre vous qui ont une mère, dont ils feront aujourd'hui le bonheur en lui apportant leurs couronnes, sauront me comprendre. Que toujours votre mère soit au centre de votre vie. Ne faites jamais rien sans qu'elle vous approuve. Exposez-lui vos raisons ; si elles sont bonnes, vous l'amènerez facilement à être de votre avis. On est toujours bien éloquent auprès d'une mère qu'on aime.

Vous verrez le *xx<sup>e</sup>* siècle, jeunes élèves. Ah ! voilà, je l'avoue, un privilège que je vous envie ; vous verrez de l'imprévu. Vous entendrez ce qu'on dira de nous, vous saurez ce qu'il y aura eu de fragile ou de solide dans nos rêves. Croyez-moi, soyez alors indulgents. Ce pauvre *xix<sup>e</sup>* siècle, dont on dira tant de mal, aura eu ses bonnes parties, des esprits sincères, des cœurs chauds, des héros du devoir. Les générations qui se succèdent sont en général injustes les unes pour les autres. Vous êtes la pépinière du talent de l'avenir. Je me figure voir assis là, parmi vous, le critique qui, vers 1910 ou 1920, fera le procès du *xix<sup>e</sup>* siècle. Je vois d'ici son article (permettez-moi un peu de fantaisie) : « Quel signe du temps, par exemple ! Quel complet renver-

sement de toutes les saines notions des choses ! Quoi ! n'eut-on pas l'idée, en 1883, de désigner pour présider à notre distribution des prix, au lycée Louis-le-Grand, un homme, inoffensif assurément, mais le dernier qu'il aurait fallu choisir à un moment où il s'agissait avant tout de relever l'autorité, de se montrer ferme et de faire chaleureusement le *convicium seculi* ? Il nous donna de bons conseils ; mais quelle mollesse ! quelle absence de colère contre son temps ! » Voilà ce que dira le critique conservateur du xx<sup>e</sup> siècle. Mon Dieu ! il n'aura peut-être pas tout à fait tort. Je voudrais seulement qu'il n'oublie pas d'ajouter quel plaisir j'eus à me trouver parmi vous, combien vos marques de sympathie m'allèrent au cœur, combien le contact de votre jeunesse me raviva et me réjouit.

Ce qu'on appelle indulgence n'est, le plus souvent, que justice. On reproche à l'opinion sa mobilité ; hélas ! jeunes élèves, ce sont les choses humaines qui sont mobiles. La largeur d'esprit n'exclut pas de fortes règles de conduite. Tenez toujours invinciblement pour la légalité. Défendez jalousement votre liberté, et respectez celle des autres. Gardez l'indépendance de votre jugement ; mais n'émigrez jamais de votre patrie, ni de fait, ni de cœur. Consolez-vous en tenant ferme à quelque chose d'éternel. Tout se transformera autour de vous. Vous serez peut-être les témoins des changements les plus considérables qu'ait présentés jusqu'ici l'histoire de l'humanité. Mais il y a une chose sûre, c'est que, dans tous les états sociaux que vous pourrez traverser, il y aura du bien à faire, du vrai à chercher, une patrie à servir et à aimer.

Venez maintenant, jeunes élèves, recevoir les récompenses que vous avez si bien méritées.





## DISCOURS PRONONCÉ A TRÉGUIER

LE 2 AOÛT 1884 (I)

Messieurs et amis,

QUE je vous remercie de m'avoir enlevé, moi déjà si peu enlevable, à cet éternel fauteuil où je m'ankylose, à ces douleurs par lesquelles je me laisse envahir, à ces hésitations d'où j'ai besoin d'être tiré de force ! Je vous dirai la joie d'avoir revu une fois encore ma vieille ville de Tréguier, à laquelle m'attachent de bien chers souvenirs. Si courtes et si rares ont été les apparitions que j'y ai faites depuis que le vaste monde m'a pris, que je peux dire qu'il y a quarante ans que je l'ai quittée. Quarante ans, quel long espace dans la vie humaine ! Que de choses changent en quarante ans ! Mais nous autres, Bretons, nous sommes tenaces, et hier, en faisant le tour du cloître et de la cathédrale, en visitant ma vieille maison, je me disais que rien absolument n'était changé ni en moi, ni en ce qui m'entourait.

Ah ! sûrement, dans les hommes, le changement est énorme. Presque tous ceux qui ont entouré mon enfance ont disparu : ma mère, à qui je dois le fond de ma nature, qui est la gaieté ; ma sœur, si pure, si dévouée, ne sont plus aux lieux où je les ai vues autrefois vivre et m'aimer. Ma bonne, Marie-Jeanne, est morte, il y a quelques années. Et mes excellents maîtres, à qui je dois ce qu'il y a de meilleur en moi... un seul d'entre eux, je crois, et des plus méritants, vit encore. M. Pothier et M. Duchesne, qui m'apprirent les deux choses qui m'ont été les plus utiles, le latin et les

(1) *Journal des Débats*, 4 août 1884. (N. de l'éd.)

mathématiques ; M. Pasco, si plein de bonté ; M. Auffret, le principal, qui me fit comprendre ce que peut avoir de charme austère une vie grave, consacrée à la raison et au devoir ; tous ces hommes excellents ne sont plus. Ils ont disparu, après avoir fait le bien et compté dans une tradition de sérieux et de vertu. Mais le cadre où ils vécurent dure toujours. Hier, je retrouvais presque pierre pour pierre le Tréguier d'autrefois ; j'aurais pu mettre un nom sur chaque maison. La cathédrale a toujours son adorable légèreté. L'herbe qui pousse sur les vieilles tombes du cloître est toujours aussi touffue ; j'aurais pu croire que c'est la même vache qui la broute depuis quarante ans.

Et alors, je me suis demandé si moi-même j'avais changé, et je me suis répondu bien fermement : Non. De corps, oui sans doute ; et pourtant, même sur ce point, j'aurais beaucoup à dire. Enfant, j'étais difficile à remuer, ne jouant jamais, porté à m'asseoir et m'acoquiner. La distance de la maison au collège, je la parcourais deux fois par jour, sans me détourner d'un pas à droite ni à gauche. Les rhumatismes qui me rendent maintenant la marche si difficile, je les avais déjà. — Quant à l'âme, oh ! ç'a toujours bien été la même. Ce petit écolier consciencieux, laborieux, désireux de plaire à ses maîtres, c'est bien moi tout entier ; j'étais doué dès lors ; j'avais tout ce que j'ai maintenant ; je n'ai rien acquis depuis, si ce n'est l'art douteux de le faire valoir. Il vaudrait sûrement mieux vivre et mourir solitaire ; mais on n'est pas le maître ; le monde vous prend par les cheveux, fait un peu de vous ce qu'il veut.

Ce que j'ai toujours eu, c'est l'amour de la vérité. Je veux qu'on mette sur ma tombe (ah ! si elle pouvait être au milieu du cloître ! mais le cloître, c'est l'Église, et l'Église, bien à tort, ne veut pas de moi), je veux, dis-je, qu'on mette sur ma tombe : *Veritatem dilexi*. Oui, j'ai aimé la vérité ; je l'ai cherchée ; je l'ai suivie où elle m'a appelé, sans regarder aux durs sacrifices qu'elle m'imposait. J'ai déchiré les liens les plus chers pour lui obéir. Je suis sûr d'avoir bien lait. Je m'explique. Nul n'est certain de posséder le mot de l'énigme de l'univers, et l'infini qui nous enserme échappe à tous les cadres, à toutes les formules que nous voudrions lui

imposer. Mais il y a une chose qu'on peut affirmer ; c'est la sincérité du cœur, c'est le dévouement au vrai et le sentiment des sacrifices qu'on a faits pour lui. Ce témoignage, je le porterai haut et ferme sur ma tête au jugement dernier.

En cela, j'ai été vraiment Breton. Nous sommes une race naïve, qui a la simplicité de croire au vrai et au bien. Avec le nécessaire et une petite part d'idéal, nous sommes heureux comme des rois. Cela sert médiocrement à réussir ; cela sert à quelque chose de mieux ; cela rend heureux. Oui, notre gaieté vient de notre honnêteté. Dans un temps où le mal général est le dégoût de la vie, nous continuons à croire que la vie vaut la peine qu'on en poursuive le but idéal. Nous sommes les vrais fils de Pélage, qui niait le péché originel. Une critique que m'adressent toujours les protestants est celle-ci : « Qu'est-ce que M. Renan fait du péché ? » Mon Dieu ! je crois que je le supprime. Je ne comprends rien à ces dogmes tristes. Je vous l'avoue, plus j'y réfléchis, plus je trouve que toute la philosophie se résume dans la bonne humeur. Nous autres, Celtes, nous ne serons jamais pessimistes, nihilistes. Sur le bord de ces abîmes, un sourire de la nature ou d'une femme nous sauverait... Ma mère, mourant à quatre-vingt-sept ans, après une maladie longue et terrible, plaisantait encore une heure avant de mourir.

Croyez-moi ; ne changez pas. Vos qualités sont de celles qui reprendront de la valeur. Le monde est en train de se laisser envahir par des races tristes, qui n'ont jamais su ce que c'est que jouir, races dures, sans sympathie, qui n'ont ni l'amour ni l'estime des hommes. Votre santé morale sera le sel de la terre. Vous aurez du talent quand il n'y en aura plus ; de la gaieté, quand on médiera d'elle ; vous aimerez la gloire, l'honneur, le bien, le beau, quand il sera convenu que ce sont là de pures vanités. Sachons être à notre jour des arriérés ; les rôles changent si vite en ce monde ! Ce sont presque toujours ces prétendus arriérés qui fondent ce que les empressés compromettent. Je songe souvent que c'est votre adhésion, en apparence tardive, qui donnera l'existence définitive à ces délicates choses que l'on perd par

trop de zèle : un état légal où l'ordre soit aussi assuré que la liberté ; un état social où la justice ne soit pas trop violée ; un état religieux qui donne à l'âme humaine son aliment idéal, sans contrainte officielle ni chimères superstitieuses.

Votre place est marquée dans l'exécution de ces grandes œuvres modernes ; car, en même temps que vous êtes du présent, vous tenez fortement au passé. Ce n'est pas le moment de changer ; restez ce que vous êtes. Entrez hardiment, avec votre génie propre, dans le concert de l'œuvre française ; portez-y votre raison, votre maturité. Osez valoir ce que vous valez. Notre cote en ce monde est au-dessous de notre valeur réelle. Nous avons des défauts, cela est hors de doute. Le principal est peut-être de trop douter de nous-mêmes.

Croyez-en l'expérience d'un compatriote, qui vous a quittés jeune et qui vous revient vieux, après avoir vu des mondes assez divers. Je ne vous enseignerai pas l'art de faire fortune, ni, comme on dit vulgairement, l'art de faire son chemin ; cette spécialité-là m'est assez étrangère. Mais, touchant au terme de ma vie, je peux vous dire un mot d'un art où j'ai pleinement réussi, c'est l'art d'être heureux. Eh bien ! pour cela les recettes ne sont pas nombreuses ; il n'y en a qu'une, à vrai dire : c'est de ne pas chercher le bonheur ; c'est de poursuivre un objet désintéressé, la science, l'art, le bien de nos semblables, le service de la patrie. A part un très petit nombre d'êtres, dont il sera possible de diminuer indéfiniment le nombre, il n'y a pas de déshérités du bonheur ; notre bonheur, sauf de rares exceptions, est entre nos mains.

Voilà le résultat de mon expérience. Je vous le livre pour ce qu'il vaut. J'ai toujours eu le goût de la vie, j'en verrai la fin sans tristesse ; car je l'ai pleinement goûtée. Et je mourrai en félicitant les jeunes ; car la vie est devant eux, et la vie est une chose excellente.

Merci encore, chers amis, de m'avoir procuré cette réunion, qui m'a rajeuni.

## DISCOURS PRONONCÉ A QUIMPER

LE 17 AOÛT 1885 (1)

QUE je suis touché, Messieurs, de vos bonnes paroles, et que je sais gré à nos jeunes amis qui, me rendant Breton une fois par année, m'ont fait faire connaissance avec cette ville antique et charmante, que je désirais voir depuis si longtemps. Ainsi va la vie. Né à Tréguier, j'ai poussé mes voyages, du côté de l'Orient, jusqu'à Antioche, du côté du nord, jusqu'à Tromsoë, du côté du sud, jusqu'à Philé ; et hier matin encore, je n'avais pas dépassé, du côté de l'ouest, la plage de Saint-Michel-en-Grève. Notre race est coutumière de courir ainsi le monde quand le devoir l'appelle. Elle a raison. Le monde nous écoute volontiers, quand nous lui parlons de ses intérêts généraux ; car nous avons le don de la sympathie, cette intuition, cette illusion si l'on veut, qui, dans tout homme, je dirai presque dans tout être conscient, nous fait toucher une vie sœur de la nôtre, dans toute fleur nous montre un sourire, dans l'univers entier nous fait voir un grand acte d'amour. Ainsi, tout petits que nous sommes, nous avons notre place dans l'agitation générale, et nous y servons.

Laissez-moi même dire que le monde ferait peut-être bien de nous écouter davantage et de tenir plus de compte de nos timides observations. Le mal de notre temps, c'est l'âpreté dans les jugements, quelque chose de rogue et de dur, un ton âpre que l'on aurait tout au plus droit de prendre, si l'on était en possession de la vérité absolue. Et encore !... je crois que celui qui aurait ce privilège serait justement fort

(1) *Journal des Débats*, 20 août 1885. (N. de l'éd.)



modeste. Nous autres, que beaucoup de circonstances ont tenus jusqu'ici en dehors de la grande arène du monde, nous avons des nerfs moins excités, un sens plus rassis. On oublie qu'à la Révolution la Bretagne, avant la chouannerie, avait été girondine. Nous sommes en tout des modérés. Voilà une attitude que nous ferons bien de garder ; car le siècle, à force d'intransigeance, comme on dit, m'a l'air de dégénérer en pugilat. Chacun croit avoir trop raison ; heureux celui qui se résignerait à n'avoir raison que modérément !

La démocratie, par exemple, est certainement un des besoins, et des besoins légitimes de notre temps. Eh bien ! je trouve que nous sommes de très bons démocrates. Je ne connais pas de pays qui ait plus que le nôtre le sentiment de l'égalité. Je passe l'été près de Perros, au milieu d'un hameau de très pauvres gens ; notre petite aisance doit leur paraître de la richesse ; mais, comme dit Dante, « cela ne leur abaisse pas le cil ». Dès que je leur ai parlé breton, ils m'ont tenu absolument pour un des leurs. Comme, dans « les hauts pays » (*er broïo huel*) où j'ai été, il n'y a qu'à se baisser pour récolter l'or, ils trouvent tout simple que je sois un peu plus riche qu'eux. L'idée ne leur vient pas plus qu'à moi qu'il y ait par ailleurs entre nous quelque différence.

Nous passons dans le monde pour d'affreux réactionnaires ; nous sommes, je vous l'assure, de très bons libéraux. Nous voulons la liberté pour nous et pour les autres. Ce terrible problème religieux qui pèse comme un spectre sur la conscience du XIX<sup>e</sup> siècle, nous le résoudrions si nous étions seuls au monde. Nous sommes très religieux ; jamais nous n'admettons qu'il n'y ait pas une loi de l'honnêteté, que la destinée de l'homme soit sans rapport avec l'idéal. Mais nous admettons parfaitement que chacun se taille à sa guise son roman de l'infini. Nous allons plus loin ; nous admettons, pour ceux qui croient bien à tort qu'eux seuls ont raison, le droit à l'intolérance, pourvu que cette intolérance ne se traduise pas en actes contraires à la liberté des autres. La Bretagne a pu à quelques égards paraître superstitieuse ; elle n'a jamais été fanatique. Pour moi, j'aime mieux la superstition que le fanatisme. Toutes nos vieilles

racés de l'Occident et du Nord ont été ou sont encore superstitieuses ; c'est l'Orient, le mauvais Orient qui est fanatique. Oui, si nous étions maîtres, nous résoudrions la problème de la liberté religieuse, que ne résoudront jamais ni les sectaires ni les irréligieux. Nous ne croyons nullement manquer de respect à nos pères en agissant autrement qu'ils n'ont agi. Nos pères ont fait ce qu'ils ont cru le meilleur en leur temps ; nous faisons de même. Que feraient de notre temps saint Corentin et saint Tugdual ? Je n'en sais rien vraiment. Tâchons de bien saisir ce que veut l'heure présente. C'est de cette façon que nous avons le plus de chance de nous rencontrer avec eux.

Je crois donc qu'en restant fidèles à notre esprit nous pouvons rendre au monde de réels services. Notre vieux fonds d'honnêteté, du train dont vont les choses, pourra être plus que jamais utile. C'est là une qualité qui jusqu'ici n'a pas fait grande fortune dans le monde. Mon opinion est que sa valeur montera par suite de la rareté de la denrée. Gardons, gardons ce petit capital, Le monde se vide de dévouement, d'esprit de sacrifice. Nous en aurons longtemps à revendre. On aura besoin de nous. Ce n'est pas le moment de changer.

J'en dirai autant du courage ; nous sommes tous fils de marins et de soldats ; nos pères ont combattu, ont monté à l'abordage. J'ai voulu m'enquérir de ce qui reste de Renan dans le Goëlo, le pays d'origine de ma famille. Il y en a encore tout un clan. Ils n'ont pas oublié que leurs aïeux, depuis des siècles, avaient pour profession de casser des têtes d'Anglais ou de se faire casser la leur ; c'était honorable, car c'était réciproque. Sur le bateau-torpille qui est venu, il y a quelques mois, s'amarrer au pont de Solférino, à Paris, il y avait un torpilleur du nom de Renan. Ce doit être un bien honnête homme, et qui ne sait pas ce que c'est que la réclame, car il n'est pas venu me voir. Je vous demanderai tout à l'heure de boire un verre de cet excellent cidre à la santé de Renan le torpilleur. Ce brave homme a eu vraiment une idée de génie. Quel état merveilleusement approprié à nos aptitudes ! Cette invention a vraiment l'air d'avoir été faite pour nous ! Elle attribue sa

pleine valeur aux deux grandes choses de ce monde, l'intelligence (c'est-à-dire la science) et le courage. Je voudrais que l'état de torpilleur devînt la profession noble par excellence; celle des grands idéalistes, à qui l'on donnerait le moyen de rêver tranquillement en ce monde, sauf à les engager, aux heures héroïques, avec quatre ou cinq chances contre une de n'en pas revenir.

Voici encore une autre découverte que j'ai faite, au pays de Goëlo. On me parla d'un Renan qui était mort en laissant un avoir d'environ cinquante mille francs. Cela me parut surprenant; ils sont tous pauvres comme Job. On m'ajouta qu'il avait tout donné à l'Église, ce qui ne m'étonna pas; mais je voulus savoir comment il avait gagné ce capital énorme. Eh bien! je vous assure que voici ce qu'on m'a répondu: il était taupier; il se faisait payer cinq sous par taupe qu'il prenait. Cela m'a fait faire des retours sur moi-même. Moi aussi, j'ai été bon taupier: j'ai détruit quelques bêtes souterraines assez malfaisantes. J'ai été un torpilleur à ma manière; j'ai donné quelques secousses électriques à des gens qui auraient mieux aimé dormir. Je n'ai pas manqué à la tradition des bonnes gens de Goëlo.

Voilà pourquoi, bien que brisé de corps avant l'âge, j'ai gardé jusqu'à la vieillesse une gaieté d'enfant, comme les marins, une facilité étrange à me contenter. Un critique de beaucoup de talent me soutenait dernièrement que ma philosophie m'obligeait à être toujours éploré. Il me reprochait comme une hypocrisie une façon allègre de prendre la vie, dont il ne voyait pas les vraies causes. Eh bien! je vais vous les dire. Je suis très gai; d'abord sans doute, parce que, m'étant très peu amusé quand j'étais jeune, j'ai gardé à cet égard toute ma fraîcheur d'illusions; puis, voici qui est plus sérieux, je suis sûr d'avoir fait en ma vie une bonne action; j'en suis sûr. Je ne demanderais pour récompense que de recommencer; je ne me plains que d'une seule chose, c'est d'être vieux dix ans trop tôt. Je ne suis pas un homme de lettres; je suis un homme du peuple; je suis l'aboutissant de longues files obscures de paysans et de marins. Je jouis de leurs économies de pensée;

je suis reconnaissant à ces pauvres gens qui m'ont procuré, par leur sobriété intellectuelle, de si vives jouissances.

Là est le secret de notre jeunesse. Nous sommes prêts à vivre, quand tant de gens ne parlent que de mourir. Le groupe humain auquel nous ressemblons le plus, et qui nous comprend le mieux, ce sont les Slaves ; car ils sont dans une position analogue à la nôtre, neufs dans la vie et antiques à la fois. Nous croyons à la race, car nous la sentons en nous.

C'est ce que je me disais, ces jours-ci, à Perros, en retrouvant toute sorte de vieilles petites connaissances, des oiseaux, des fleurs poussant sur les vieux murs, dont j'avais oublié le nom, et, en particulier, ce rocher du groupe des Sept-Iles qui est, au printemps, rempli d'innombrables oiseaux de mer. J'ai demandé à un de mes confrères du Muséum la vérité sur ce point. Ce sont les oiseaux des îles Shetland, qui viennent déposer leurs œufs en cette terre attiédie par le Gulf-Stream ; là ils éclosent ; puis les oisillons, tout d'une volée, regagnent leurs rochers des mers du Nord. Ah ! voyez, je vous prie, comme ces petits êtres sortent de l'œuf maternel avec une profonde sagesse ! On ne comprend rien à l'humanité, si l'on s'en tient aux vues d'un individualisme étroit. Ce qu'il y a de meilleur en nous vient d'avant nous.

Une race donne sa fleur quand elle émerge de l'oubli. Les brillantes éclosions intellectuelles sortent d'un vaste fond d'inconscience, j'ai presque envie de dire de vastes réservoirs d'ignorance. Ne craignez pas que je vienne vous engager à cultiver une herbe qui pousse fort bien d'elle-même ; malgré l'instruction intégrale et obligatoire, il y aura toujours assez d'ignorance. Mais je redouterais pour l'humanité le jour où la clarté aurait pénétré toutes ses couches. D'où viendrait le génie, qui est presque toujours le résultat d'un long sommeil antérieur ? D'où viendraient les sentiments instinctifs, la bravoure, qui est si essentiellement héréditaire, l'amour noble, qui n'a rien à faire avec la réflexion, toutes ces pensées, qui ne se rendent pas compte d'elles-mêmes, qui sont en nous sans nous, et forment la meilleure partie de l'apanage d'une race et d'une nation ?

Merci donc, chers amis, d'avoir ramené pour moi une si précieuse occasion de me réjouir avec vous et de me retremper au vieil esprit. Votre jeunesse m'enchanté, me soutient. Merci, dignes représentants d'une ville qui me sera désormais chère, de cet accueil si aimable. Merci, cher Hémon ; merci, cher Luzel, de cette fête qui m'a touché profondément au cœur. Je ne sais si j'en verrai d'autres de ce genre. Comme mon âge me conseille de penser à la vie future, je me surprends parfois occupé à garnir ma mémoire des pensées qui devront l'occuper durant toute l'éternité. Eh bien ! je vous assure que cette journée sera des meilleures entre celles dont je veux me souvenir. Votre cordialité, vos marques d'estime comptent entre les récompenses de ma vie, et, quoi qu'en disent les critiques qui voudraient me confiner dans un *De profundis* perpétuel, je continuerai d'être gai, puisque votre accueil m'assure que, depuis quarante-sept ans que j'ai quitté la Bretagne, je n'ai pas en somme démerité.



## DISCOURS A LA CONFÉRENCE « SCIENTA »

BANQUET EN L'HONNEUR DE M. BERTHELOT

26 NOVEMBRE 1885 (1)

QUELLE joie vous m'avez préparée, Messieurs ! En pensant à moi pour être l'interprète de vos sentiments envers l'homme illustre que vous fêtez aujourd'hui, vous vous êtes souvenus d'une vieille amitié qui, ces jours-ci justement, atteint à sa quarantième année. Oui, c'était au mois de novembre 1845. Je venais d'accomplir de pénibles sacrifices. En sortant du séminaire Saint-Sulpice, le monde s'offrait à moi comme un vaste désert d'hommes ; ma récompense fut de vous trouver, cher ami, dans cette petite pension de la rue de l'Abbé-de-l'Épée (alors rue des Deux-Églises), où j'exerçais au pair les fonctions de répétiteur. Vous faisiez votre classe de philosophie au collège Henri-IV ; vous eûtes, je crois, le prix d'honneur au grand concours à la fin de l'année. J'avais quatre ans de plus que vous. Deux ou trois mots que nous échangeâmes discrètement nous eurent bientôt prouvé que nous avions ce qui crée le principal lien entre les hommes, je veux dire la même religion.

Cette religion, c'était le culte de la vérité. Dès cette époque, nous étions des nazirs, des gens qui ont fait un vœu, les hommes liges de la vérité. Notre part d'héritage était choisie, et cette part était la meilleure. Ce que nous

(1) *Journal des Débats, le Temps*, 28 novembre 1885. (N. de l'éd.)

entendions par la vérité, en effet, c'était bien la science. Les premiers jugements de l'homme sur l'univers furent un tissu d'erreurs. C'est la science rationnelle qui a rectifié les aperceptions erronées de l'humanité. La science est donc l'unique maîtresse de la vérité. Au bout de quarante ans, je trouve encore que nous eûmes pleinement raison de nous attacher à elle. Il y a trois belles choses, disait saint Paul : la foi, l'espérance, la charité ; la plus grande des trois, c'est la charité. Il y a trois grandes choses, pouvons-nous dire à notre tour, le bien, la beauté, la vérité ; la plus grande des trois, c'est la vérité. Et pourquoi ? Parce qu'elle est vraie. La vertu et l'art n'excluent pas de fortes illusions. La vérité est ce qui est. En ce monde, la science est encore ce qu'il y a de plus sérieux. La philosophie du doute subjectif élève ici ses objections contre la légitimité même des facultés rationnelles de l'esprit. Cela ne m'a jamais beaucoup touché, je l'avoue. Oh ! si je n'avais d'autre doute que celui-là, comme je me sentirais léger ! La science est un ensemble dont toutes les parties se contrôlent. Je crois absolument vrai ce qui est prouvé scientifiquement, c'est-à-dire par l'expérience rigoureusement pratiquée.

Que la science rigoureuse ne réponde pas à toutes les questions que lui pose notre légitime curiosité, cela est sûr. Mais qu'y faire ? Mieux vaut savoir peu de choses, mais les savoir effectivement, que de s'imaginer savoir beaucoup de choses et se repaître de chimères. Que de bases, d'ailleurs, établies et solidement établies ! La terre est un globe d'environ trois mille lieues de diamètre, et dont la densité approche de celle du fer. Voilà qui est incontestable. Eh bien ! cela fixe singulièrement mes idées. Je préfère cette vérité à une série de propositions métaphysiques plus ou moins dénuées de sens. Il ne pouvait pas y avoir d'exercice normal de l'esprit avant qu'on ne fût fixé sur des points comme celui-là. Quand on croyait que la terre était une plaine, recouverte par une voûte en berceau, où les étoiles filaient, à quelques lieues de nous, dans des rainures, il était vraiment bien superflu de raisonner sur l'homme et sa destinée. Nous devons plus à l'astronomie qu'à aucune théologie du monde. Supposons une planète

dont l'atmosphère fût laiteuse, si bien que les habitants de cette planète ne pussent constater l'existence d'aucun corps déterminé dans l'espace. Les habitants de cette planète seraient les plus bornés des êtres. Ils seraient emprisonnés fatalement dans l'hypothèse géocentrique, dans les idées, familières à la vieille théologie, d'un développement divin se déroulant à leur profit exclusif.

J'estime donc très peu fondée l'éternelle jérémiade de certains esprits sur les prétendus paradis dont nous prive la science. Nous savons plus que le passé ; l'avenir saura plus que nous. Vive l'avenir ! Vous aurez largement contribué, cher ami, à ce progrès de l'esprit, où la part de notre siècle, quoi qu'on dise, sera belle. Dans la plus philosophique peut-être des sciences, la chimie, vous avez porté les limites de ce que l'on sait au delà du point où s'étaient arrêtés vos devanciers. Dilater le *pomoerium*, c'est-à-dire reculer l'enceinte de la ville, était, à Rome, l'acte de mémoire le plus envié. Vous avez dilaté, cher ami, au secteur où vous travaillez, le *pomoerium* de l'esprit humain. Vivez longtemps pour la science, pour ceux qui vous aiment ; vivez pour notre chère patrie, qui se console de bien des défaillances en montrant au monde quelques enfants tels que vous.



## DISCOURS A L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS

LE 15 MAI 1886 (1)

Messieurs,

J'É vous remercie de m'avoir invité à venir me réjouir aujourd'hui avec vous ! Notre fête serait plus complète, si vos maîtres, attristés par de récents désordres (2), avec lesquels vous n'avez aucune solidarité, n'avaient cru devoir manquer à cette réunion. Nous le regrettons vivement ; mais, en un sens, tant mieux pour moi, je vous aurai tout entiers. Votre jeunesse me réchauffe et me ravive. Il est si doux, quand les fenêtres se ferment d'un côté, de les voir s'ouvrir de l'autre ! J'ai coutume de dire : « Heureux les jeunes ! car la vie est devant eux. » Des deux parties du programme de la vie scolaire, travailler beaucoup, s'amuser beaucoup, je n'ai connu, à vrai dire, que la première. Le temps où les autres s'amusaient fut pour moi un temps d'ardent travail intérieur. J'eus tort peut-être ; il en est résulté que, sur mes vieux jours, au lieu d'être, selon l'usage, un conservateur rigide, un moraliste austère, je n'ai pas su me défendre de certaines indulgences que les puritains ont qualifiées de relâchement moral. J'aurais mieux fait peut-être de me réjouir quand j'étais jeune et de

(1) *Journal des Débats, le Temps*, 16 mai 1886. (N. de l'éd.)

(2) Les troubles de l'École de pharmacie.



chanter à ma guise le *Gaudeamus* des clercs du moyen âge :

*Gaudeamus igitur, dum juvenes sumus ;  
Post jucundam juventutem,  
Post molestam senectutem,  
Nos habebit humus.*

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'une des moitiés de l'activité de votre âge n'empêche pas l'autre. La joie et le travail sont deux choses saines et qui s'appellent réciproquement.

Oui, travaillez, travaillez sans cesse, et, pourtant, amusez-vous ; ne vous fatiguez jamais. Ce qui fatigue, c'est la contention, c'est l'effort pénible. Laissez la pensée venir à vous, avec son vêtement naturel, qui est la parole ; ne l'appellez pas, ne la pressez pas. Je vais vous donner à cet égard quelques-unes de mes recettes. Reposez-vous d'un travail par un autre ; ayez des objets d'étude assez divers. Les cases du cerveau occupées par un travail laissent des vides qui sont avantageusement remplis par un autre travail. Il y a un beau mot d'un vieux rabbin du premier siècle. On lui reprochait de faire déborder le vase de la Loi en y mettant trop de préceptes : « Dans un tonneau plein de noix, répondit-il, on peut encore verser plusieurs mesures d'huile de sésame. » Que c'est bien dit ! Oui, on peut faire à la fois des choses très diverses, à condition de les caser dans les interstices les unes des autres. Le temps qu'on donne au travail n'est pas seulement celui qu'on passe devant sa table et son écritoire. Il faut savoir travailler toujours, ou, pour mieux dire, il faut s'arranger pour que le temps du travail et celui du repos ne soient pas distincts. Pendant que vous causez, si la conversation ne vous passionne pas beaucoup, suivez vos idées. De même, pendant vos promenades, pendant vos repas, pendant tous les actes de la vie.

Ne mettez pas de bornes à votre curiosité ; aspirez à tout savoir ; les limites viendront d'elles-mêmes. C'est ici surtout que je vous porte envie. Dans l'humanité, les derniers venus sont les privilégiés. Que de choses vous saurez que nous ne saurons jamais ! Que de problèmes

dont j'achèterais la solution par des années de vie, si j'en avais à ma disposition, seront clairs pour vous ! Les sociétés modernes sortiront-elles de la crise où elles sont engagées ? Les questions sociales sont-elles des impasses comme les essais manqués du xiv<sup>e</sup> et du xv<sup>e</sup> siècle, ou bien trouveront-elles des solutions applicables ? Que sera le monde en 1920 ou 1930 ? Et, dans l'ordre purement scientifique, à quelles vues arrivera-t-on sur la race, l'embryon, l'espèce, l'individu, la vie, la conscience ? En histoire, de quelles admirables découvertes vous jouirez, si ces belles recherches se continuent ! Dans cinquante ans, la littérature babylonienne comptera des vingtaines de volumes, et on la lira. A l'heure qu'il est, nous avons deux inscriptions hébraïques anciennes, qui sont pour le pauvre historien comme des phares lumineux dans cette obscure antiquité. Vous verrez peut-être un temps où l'on en connaîtra des dizaines. Voilà un bonheur dont vous ne vous doutiez pas. Ah ! que je vous porte envie ! Que je voudrais ressusciter dans cinquante ans !

Soyez toujours de très honnêtes gens. Vous ne pourriez pas bien travailler sans cela. Il me semble qu'on ne saurait bien travailler, ni même bien s'amuser, que si on est un honnête homme. La gaieté de la conscience suppose une bonne vie. Il y a des sujets délicats ; il est convenu qu'on n'en parle pas. Mais vous me témoignez tant de confiance que je vous dirai tout ce que je pense. Ne profanez jamais l'amour ; c'est la chose la plus sacrée du monde ; la vie de l'humanité, c'est-à-dire de la plus haute réalité qu'il y ait, en dépend. Regardez comme une lâcheté de trahir la femme qui vous a ouvert pour un moment le paradis de l'idéal ; tenez pour le plus grand des crimes de vous exposer aux malédictions futures d'un être qui vous devrait la vie et qui, par votre faute peut-être, serait voué au mal. Vous êtes des hommes d'honneur ; regardez cet acte, qu'on traite avec tant de légèreté, comme un acte abominable. Mon opinion est que la règle morale et légale du mariage sera changée. La vieille loi romaine et chrétienne paraîtra un jour trop exclusive, trop étroite. Mais il y a une vérité qui sera éternelle, c'est que des relations des deux sexes

résultent des obligations sacrées, et que le premier des devoirs humains est de s'interdire, dans l'acte le plus gros de conséquence pour l'avenir du monde, une coupable étourderie.

N'oubliez jamais que, par votre éducation exceptionnelle, vous avez des devoirs plus stricts que les autres envers la société dont vous faites partie. Pauvre France !... Vous la verrez, j'en suis sûr, vengée, florissante, apaisée. Ayez une règle absolue : c'est de suivre la France, c'est-à-dire la légalité, malgré toutes les objections, toutes les répugnances, toutes les antipathies. Que ce soit là le panache blanc qui vous guide. Ne vous brouillez jamais avec la France. Donnez-lui toujours de bons conseils ; ne vous fâchez pas si elle ne les suit pas. Elle a peut-être eu ses raisons pour cela. Quelque chose de mystérieux agite ce peuple ; suivez-le, même quand il refuse de vous écouter, quand il s'abandonne aux plus indignes. Ne vous croyez pas obligés de prendre des airs consternés, parce que les choses ne vont pas de la façon que vous croyez la meilleure. Que de fois on arrive à se féliciter que l'avis qu'on avait émis n'ait pas été suivi et que les événements vous aient donné tort !

En politique, si c'est à une brillante carrière que vous tenez, ne suivez pas trop mes conseils. J'ai visé par-dessus tout, dans ma vie, à conserver le repos de ma conscience, et j'y ai réussi. Je suis, par essence, un légitimiste ; j'étais né pour servir fidèlement, et avec toute l'application dont je suis capable, une dynastie ou une constitution tenues pour autorité incontestée. Les révolutions m'ont rendu la tâche difficile. Mon vieux principe de fidélité bretonne fait que je ne m'attache pas volontiers aux gouvernements nouveaux. Il me faut une dizaine d'années pour que je m'habitue à regarder un gouvernement comme légitime. Et, de fait, c'est au bout de ce temps que les gouvernements peuvent se mettre à essayer quelque chose de bon. Jusque-là ils ne font que payer leurs dettes de premier établissement. Mais voyez la fatalité ! Ce moment où je me réconcilie, et où les gouvernements commencent de leur côté à devenir assez aimables avec moi, est justement le moment où ils sont sur le point de tomber et où les gens avisés s'en écartent. Je passe ainsi mon temps à cumuler des amitiés fort diverses

et à escorter de mes regrets, par tous les chemins de l'Europe, les gouvernements qui ne sont plus. Je leur suis plus fidèle que leurs affidés. Si la République venait jamais à tomber (ce qu'à Dieu ne plaise !), voyez quel serait mon sort. Moi qui ne suis pas un républicain à priori, qui suis un simple libéral, s'accommodant volontiers d'une bonne monarchie constitutionnelle, je serais plus fidèle à la République que des républicains de la veille. Je porterais le deuil du régime que je n'ai pas contribué à fonder. Or j'ai soixante-trois ans ; vous voyez combien mon cas est étrange ; les légitimistes à ma façon se préparent en notre siècle de cruels embarras, car il faudrait aussi que les gouvernements fussent fidèles à eux-mêmes, et ils ne le sont guère, il faut l'avouer.

Ne venez donc pas me demander des conseils d'habileté ; je suis peu qualifié pour cela. Mais si vous voulez que je vous indique des moyens pour être en paix avec vous-mêmes, je puis vous en donner. Mettez-vous toujours en règle avec la patrie. Ne demandez jamais aucun mandat ; n'en refusez aucun ; ne déclinez pas la responsabilité ; mais ne la cherchez pas. De la sorte, on vous laissera bien tranquilles. Vous aurez votre repos, et vous vous rendrez en même temps ce témoignage que vous avez fait ce qui dépendait de vous. Vous pourrez vous dire intérieurement : *Dixi, salvavi animam meam*. Nous devons à la patrie d'être à sa disposition pour la servir ; mais nous ne sommes pas obligés de sortir de notre caractère pour obtenir ses mandats. Ne croyons jamais être nécessaires à la patrie ; il suffit qu'à un jour donné nous puissions lui être utiles.

En somme, le temps où vous vivez n'est pas plus mauvais que bien d'autres. Le sol tremble quelquefois ; mais les tremblements de terre n'empêchent pas le pied du Vésuve d'être un lieu fort agréable. Préparez-vous pour la vie une ample provision de bonne humeur. Hors les cas de désastre national, faites une part au sourire et à l'hypothèse où ce monde ne serait pas quelque chose de bien sérieux. Il est sûr, en tout cas, qu'il est charmant tel qu'il est. Soyez contents de vivre, comme nous sommes contents d'avoir vécu. La vieille gaieté gauloise est peut-être la plus profonde

des philosophies. Ne vous corrigez pas trop radicalement de ce qu'on appelle les défauts français ; ces défauts sont susceptibles de devenir un jour des qualités.

Pardonnez-moi ce long sermon laïque. En vieillissant, on devient donneur de conseils. Quand vous nous succéderez sur la scène de la vie, soyez indulgents pour la génération qui vous précéda. Il y eut dans cette génération beaucoup de goût pour la justice et la vérité. Vous ferez mieux sans doute ; mais souvenez-vous de ceux qui vous ont préparé la voie dans des temps difficiles. Je prie ceux d'entre vous qui ne me verront que cette fois de garder de moi, quand je ne serai plus de ce monde, un souvenir affectueux.



## ADIEU A TOURGUËNEFF

PRONONCÉ A LA GARE DU CHEMIN DE FER DU NORD

LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 1883 (1)

Nous ne laisserons point partir sans un adieu le cercueil qui va rendre à sa patrie l'hôte de génie qu'il nous a été donné, pendant de longues années, de connaître et d'aimer. Un maître en l'art de juger les choses de l'esprit vous dira le secret de ces œuvres exquises qui ont charmé notre siècle. Tourguéneff fut un écrivain éminent ; ce fut surtout un grand homme. Je ne vous parlerai que de son âme, telle qu'elle m'est apparue dans la douce retraite que lui avait ménagée parmi vous une illustre amitié.

Tourguéneff reçut du décret mystérieux qui fait les vocations humaines le don noble par excellence : il naquit essentiellement impersonnel. Sa conscience ne fut pas celle d'un individu plus ou moins bien doué par la nature : ce fut, en quelque sorte, la conscience d'un peuple. Avant de naître, il avait vécu des milliers d'années ; des suites infinies de rêves se concentraient au fond de son cœur. Aucun homme n'a été à ce point l'incarnation d'une race entière. Un monde vivait en lui, parlait par sa bouche ; des générations d'ancêtres perdues dans le sommeil des siècles, sans parole, arrivaient par lui à la vie et à la voix.

Le génie silencieux des masses collectives est la source de toutes les grandes choses. Mais la masse n'a pas de voix. Elle ne sait que sentir et bégayer. Il lui faut un interprète, un prophète qui parle pour elle. Quel sera ce prophète ?

(1) *Le Temps*, 2 octobre 1883. (N. de l'éd.)

Qui dira ces souffrances, niées par ceux qui ont intérêt à ne pas les voir, ces secrètes aspirations, qui dérangent l'optimisme béat des satisfaits ? Le grand homme, Messieurs, quand il est en même temps homme de génie, est homme de cœur. Voilà pourquoi le grand homme est le moins libre des hommes. Il ne fait pas, il ne dit pas ce qu'il veut. Un Dieu parle en lui ; dix siècles de douleur et d'espérance l'obsèdent et le commandent. Parfois il lui arrive, comme au Voyant des antiques récits de la Bible, qu'appelé pour maudire il bénit ; selon l'Esprit qui souffle, sa langue ne lui obéit pas.

C'est l'honneur de cette grande race slave, dont l'apparition sur l'avant-scène du monde est le phénomène le plus inattendu de notre siècle, de s'être tout d'abord exprimée par un maître aussi accompli. Jamais les mystères d'une conscience obscure et encore contradictoire ne furent révélés avec une aussi merveilleuse sagacité. C'est que Tourguéneff à la fois sentait et se regardait sentir ; il était peuple et il était d'élite. Il était touché comme une femme et impassible comme un anatomiste, désabusé comme un philosophe et tendre comme un enfant. Heureuse la race qui, à ses débuts dans la vie réfléchie, a pu être représentée par de telles images, naïves autant que savantes, réelles et mystiques en même temps ! Quand l'avenir aura donné la mesure des surprises que nous réserve cet étonnant génie slave, avec sa foi fougueuse, sa profondeur d'intuition, sa notion particulière de la vie et de la mort, son besoin de martyre, sa soif d'idéal, les peintures de Tourguéneff seront des documents sans prix, quelque chose comme serait, si on pouvait l'avoir, le portrait de tel homme de génie dans son enfance. Ce rôle d'interprète d'une des grandes familles de l'humanité, Tourguéneff en voyait la périlleuse gravité. Il sentait qu'il avait charge d'âmes, et, comme il était honnête homme, il pesait chacune de ses paroles, il tremblait pour ce qu'il disait et ce qu'il ne disait pas.

Sa mission fut ainsi toute pacificatrice. Il était comme le Dieu du *Livre de Job* qui « fait la paix sur les hauteurs ». Ce qui ailleurs produisait le déchirement devenait chez lui le principe d'harmonie. Dans sa large poitrine, les contradictoires s'embrassaient ; l'anathème et la haine étaient

désarmés par les magiques enchantements de son art.

Voilà pourquoi il est la gloire commune d'écoles entre lesquelles existent tant de dissentiments. Une grande race, divisée parce qu'elle est grande, retrouve en lui son unité. Frères ennemis que sépare une diverse façon de concevoir l'idéal, venez tous à sa tombe ; tous vous avez droit de l'aimer, car il vous appartenait à tous, il vous tenait tous dans son sein. Admirable privilège du génie ! Les côtés répulsifs des choses n'existent pas pour lui. En lui tout se réconcilie : les partis les plus opposés se réunissent pour le louer et l'admirer. Dans la région où il nous transporte, les mots dont s'irrite le vulgaire perdent leur venin. Le génie fait en un jour ce que font les siècles. Il crée une atmosphère de paix supérieure où ceux qui furent adversaires se trouvent en réalité avoir été collaborateurs ; il ouvre l'ère de la grande amnistie, où ceux qui se sont combattus dans l'arène du progrès dorment côte à côte en se donnant la main.

Au-dessus de la race, en effet, il y a l'humanité ou, si l'on veut, la raison. Tourguéneff fut d'une race par sa manière de sentir et de peindre ; il appartient à l'humanité tout entière par une haute philosophie, envisageant d'un œil ferme les conditions de l'existence humaine et cherchant sans parti pris à savoir la réalité. Cette philosophie aboutissait chez lui à la douceur, à la joie de vivre, à la pitié pour les créatures, pour les victimes surtout. Cette pauvre humanité, souvent aveugle assurément, mais si souvent aussi trahie par ses chefs, il l'aimait ardemment. Il applaudissait à son effort spontané vers le vrai et le bien. Il ne gourmandait pas ses illusions ; il ne lui en voulait pas de se plaindre.

La politique de fer qui raille ceux qui souffrent n'était pas la sienne. Aucune déception ne l'arrêtait. Comme l'univers, il eût recommencé mille fois l'œuvre manquée ; il savait que la justice peut attendre ; on finira toujours par y revenir. Il avait vraiment les paroles de la vie éternelle, les paroles de paix, de justice, d'amour et de liberté.

Adieu donc, grand et cher ami. Ce qui va s'éloigner de nous n'est que la cendre. Ce qu'il y eut d'immortel en toi, ton image spirituelle, nous restera. Puisse ton cercueil être

pour ceux qui viendront le baiser un gage d'amour en une même foi au progrès libéral. Et, quand tu reposeras dans la terre de ta patrie, puissent tous ceux qui salueront ta tombe avoir un souvenir sympathique pour la terre lointaine où tu trouvas tant de cœurs pour te comprendre et t'aimer.

## DISCOURS

PRONONCÉ AU COLLÈGE DE FRANCE  
POUR L'INAUGURATION DU MÉDAILLON  
DE MM. MICHELET, QUINET, MICKIEWICZ

LE 13 AVRIL 1884 (1)

Messieurs (2),

LE Collège de France est infiniment touché de l'heureuse pensée que vous avez eue de fixer dans cette salle, qui a entendu tant d'éloquentes paroles, le souvenir de trois de nos confrères les plus illustres. Divers autant que possible par les dons supérieurs qui leur furent départis, MM. Michelet, Quinet, Mickiewicz furent associés par l'admiration de leurs auditeurs en une sorte de trinité, qu'un médaillon bien connu a consacrée. Suspendu au-dessus de cette chaire, avec l'expression écrite de votre piété, ce médaillon sera, pour l'avenir, le témoin des sentiments que laissa dans l'âme de toute une génération l'enseignement des maîtres qui nous ont précédés.

Cette chaire, qui est là devant nous, en effet, vous devez la reconnaître : c'est bien là que s'assirent les maîtres éminents dont vous avez si précieusement gardé la mémoire. Quels hommes, Messieurs, et quel moment dans notre

(1) *Journal des Débats*, 13 avril 1884. (N. de l'éd.)

(2) Ce remerciement s'adresse à un comité d'anciens auditeurs de MM. Michelet, Quinet, Mickiewicz, qui avaient pris l'initiative du médaillon commémoratif.



histoire que celui qui les rassembla dans la même enceinte ! Ils touchèrent à la fois les pôles opposés de la nature humaine. — L'un, véritable enchanteur, né pour montrer les mille secrets de magie que la fée Mélusine a cachés dans les entrailles de notre race ; divin par le timbre exquis de sa voix ; divin par son sourire ; capable de saisir d'une oreille également fin l'harmonie des sphères, que nul n'entend plus, et le bruit souterrain de la fourmi qui sort pour son travail du matin ; interprète inspiré du génie de la France, du cœur de la femme, de l'âme du peuple. — L'autre, grave et austère, devenu étranger aux réalités vulgaires par la noble obsession de l'idée du devoir, sévère pour ce qu'il aimait ; dévoré d'une soif ardente d'idéal religieux, que l'état présent du monde ne satisfaisait guère. — Le troisième, plein de la sève primitive des grandes races au lendemain de leur éveil, sorte de géant lithuanien, fraîchement né de la terre ou plutôt récemment inspiré du ciel, joignant aux intuitions des prophètes parfois leurs illusions, mais toujours plein d'une imperturbable foi dans l'avenir de l'humanité et de sa race, idéaliste obstiné malgré toutes les déceptions, optimiste vingt fois relaps. Tous trois eurent le don suprême des grands hommes, le charme, l'art de gagner les cœurs. Ceux qui les ont connus les aimèrent comme on aime la femme dont on rattache le souvenir aux premiers enivremments de la jeunesse, à la première découverte de la vie.

Votre démarche d'aujourd'hui, Messieurs, n'est-elle pas la meilleure preuve de l'impression que faisaient ces grands initiateurs ? A quarante ans d'intervalle, cette impression s'est réveillée si forte en vous, que vous avez voulu la consacrer, à la manière des anciens, par une image de bronze et une couronne. Au seuil de la vieillesse, vous avez été fidèles au culte de vos jeunes années ; vous vous êtes souvenus de ces voix tantôt profondes, tantôt charmeresses, qui pénétrèrent au plus intime de votre être et s'y enfoncèrent comme des flèches. C'est que les leçons de nos trois glorieux confrères prenaient l'homme tout entier. Ils voulaient, non seulement éclairer les esprits, mais conquérir les âmes. L'amélioration des mœurs et le progrès de la raison étaient

pour eux inséparables. Leur cours était une prédication ; la religion de plusieurs en est sortie.

La loi constitutive de notre Collège, Messieurs, fait une place à ces hautes personnalités et leur assure la liberté qui leur est due. La pensée qui guida le roi François I<sup>er</sup> dans la création du Collège de France restera toujours vraie. A côté de l'enseignement régulier, visant à des cours complets, correspondant à des épreuves, à des diplômes professionnels, il y a un enseignement plus original, plus personnel, plus complètement livré à la volonté du maître ; un enseignement dont les règlements doivent être assez larges pour offrir à toute nouveauté sérieuse le moyen de s'exprimer, pour accorder à la science qui naît toute liberté de ses tâtonnements ; un enseignement, dis-je, où le savant, qui cherche le vrai par l'analyse la plus patiente, siège à côté du penseur, qui rapporte des hauts sommets où il demeure le souffle de l'infini. Comme une humanité complète, nous n'excluons rien, si ce n'est l'absurde ; nous sommes ouverts à tout, excepté à l'irrationnel. Notre collection de physique contient, à côté de la table grossière sur laquelle Ampère établit le premier télégraphe électrique, les élégants appareils par lesquels M. Regnault poussait les lois de la nature à la dernière précision. Dans la plus petite de nos salles, l'illustre Eugène Burnouf, devant trois ou quatre élèves, consacrait une heure à fixer le sens d'un passage sanscrit non compris jusque-là, pendant que notre glorieux triumvirat poursuivait le neuf à sa manière ; en morale, Messieurs, le neuf est ce qui va au cœur. Cet amphithéâtre, où retentirent de si chaudes paroles, est aujourd'hui un laboratoire scientifique. M. Michelet, qui s'intéressait si vivement au progrès de la science, applaudirait s'il pouvait voir les belles recherches qu'a faites ici notre confrère M. Marey sur la marche et sur les phénomènes du mouvement volontaire.

Voilà ce qui explique cette variété infinie que présente notre Collège, et qui parfois empêche d'en voir l'unité. Il n'y a qu'une vérité ; mais on y atteint par les procédés les plus divers. Sûrement, l'objet spécial de ce Collège, c'est la création de la science. Le cours le plus fécond, au Collège de France, est celui où les secrets nouveaux de la nature,

de l'histoire ou de la vie sont communiqués par le professeur à quelques auditeurs, déjà savants, capables de le comprendre. Mais nous ne nous méprenons pas sur la manière dont se produit et se conserve la conscience du genre humain. Une vérité n'est complète que quand elle vit dans la foule, quand elle a mille voix, quand elle agit, quand elle court dans toute une nation, quand elle circule comme un fluide nerveux dans tous les organes de l'humanité. Abélard n'a été ce qu'il est dans l'histoire que parce qu'il a eu pour élève le révolutionnaire Arnauld de Bresse. Nous sommes toujours calmes ; mais il est inévitable qu'on se passionne autour de nous. Ce qu'on dit des paisibles études et des temples sereins de la science est un honnête lieu commun. Non, nous sommes posés en signe de guerre, et la paix n'est pas notre sort. Au *xvi<sup>e</sup>* siècle, qui fut notre siècle héroïque, les colères que nous excitions allaient jusqu'à l'assassinat. Nous avons eu deux victimes de la Saint-Barthélemy. C'est là notre gloire ; chaque fois que l'esprit humain subit une éclipse, nous sommes frappés.

La liberté est notre essence. Plutôt que de nous en passer, nous aimons mieux être brisés. Quand le vent de l'esprit mesquin et du dogmatisme intolérant souffle sur le monde, nous attendons... Et on revient toujours à nous ; car nous sommes les découvreurs de la vérité, et la découverte de la vérité, soit dans l'ordre de nature, soit dans l'ordre historique, soit dans l'ordre social, est ce qui importe le plus à l'homme. La société, privée de mainteneurs jurés de la vérité, est livrée sans défense aux monstres que l'humanité a vaincus, mais qui tendent sans cesse à la ressaisir, l'ignorance, la brutalité, la superstition.

La base d'une nation civilisée, c'est la science ; or la science n'existe qu'à la condition d'être progressive, de se renouveler sans cesse par des découvertes. La découverte se fait à voix basse, par le maître courbé sur l'expérience ou le document, expliquant sa trouvaille à quatre ou cinq personnes. Mais la proclamation se fait à voix haute par le talent ou le génie. Ces deux divisions du travail intellectuel sont nécessaires. Toutes les parties de la raison se

tiennent, l'amour même ne s'en sépare pas. C'est en maintenant cet esprit que nous pensons remplir notre mission, et, comme la France ne se distingue pas pour nous de l'idéal et du devoir, c'est en étant d'après chercheurs de vérité dans tous les ordres que nous croyons servir la patrie et être à notre manière des citoyens utiles.

Maîtres illustres qui fûtes, au jour de votre vie terrestre, des porteurs de vérité, de cette vérité qui est à la fois lumière et chaleur, apprenez-nous à marcher sur vos traces. Vous renouvelâtes, en votre temps, les miracles que vit au moyen âge cette montagne Sainte-Geneviève, quand toutes les nations de l'Europe venaient autour d'Abélard, ou bien au Clos-Bruneau, à la rue du Fouarre, chercher les principes de la liberté dans la communauté de l'esprit humain. Ces hommages qui viennent aujourd'hui, de toutes les parties régénérées de l'Europe, se mêler à notre fête, montrent que votre parole eut le grand caractère du vrai ; elle fut universelle, elle remua toutes les races. Nous ne sommes pas changés. D'autres ont pu changer dans le monde ; mais, rassurez-vous, nous resterons incorrigibles. Nous ne séparerons jamais l'intérêt de la France de celui de la vérité. Jamais nous n'envisagerons la science, la civilisation, la justice comme l'œuvre d'une seule race ou d'un seul peuple. Nous persisterons à croire que toutes les nations y servent, chacune selon son génie. En cultivant la science, nous ne dirons jamais : « Notre science » ; le vrai, le bien et le beau étant, à nos yeux, l'apanage de tous. Le pédantisme, qui scinde l'esprit humain en compartiments, et introduit dans le domaine de l'âme des espèces de cloisons étanches ; l'hypocrisie, qui accapare la Providence et dit avec affectation : « Notre Dieu » (comme si l'on pouvait dire : Notre absolu ! Notre infini !) n'auront jamais nos sympathies. Votre vieux Collège, chers maîtres, restera ce qu'il fut toujours, l'asile de la recherche et de la pensée indépendantes, la forteresse de l'honnêteté intellectuelle. Comme vous, nous nous laisserions arracher de notre chaire plutôt que de dire autre chose que ce que nous avons résolu de dire. Votre génie planera sur ces lieux, pleins

encore de votre parole. Le souvenir de votre courage et de votre sincérité, ravivé par cette image, nous soutiendra dans l'accomplissement de notre grand devoir, le culte absolu de la vérité.



## DISCOURS

PRONONCÉ AUX FUNÉRAILLES

DE M. STANISLAS GUYARD

PROFESSEUR AU COLLÈGE DE FRANCE

LE 9 SEPTEMBRE 1884 (1)

QUELLE fatalité, Messieurs, que la mort soit venue prendre parmi nous le plus jeune, le plus désigné pour les grandes œuvres, le plus aimé ! Six mois à peine se sont écoulés depuis que Stanislas Guyard remplaçait, dans la chaire d'arabe, au Collège de France, le regretté Defrémery, et voilà que le coup le plus imprévu nous l'enlève, au milieu d'une féconde activité ! Il n'avait que trente-huit ans. En peu d'années, il a su remplir le cadre d'une longue vie scientifique ; il en a fait assez pour sa tâche virile ; mais nous qui fondions sur lui tant d'espérances, nous qui nous consolions de vieillir en voyant grandir à côté de nous cette laborieuse et vaillante jeunesse, c'est pour nous qu'est le deuil. Depuis le jour où j'ai serré sa main sur son lit d'agonie sans qu'elle m'ait répondu, il me semble que nos études ont été atteintes dans quelque organe vivant, près du cœur.

Le goût de Stanislas Guyard pour les études orientales data de sa première jeunesse. Son esprit ferme et sagace lui révéla tout d'abord qu'en fait de sciences historiques c'était là qu'il y avait le plus de travail utile à dépenser, le plus de vrai à découvrir. Il fit à sa vocation les plus

(1) *Le Temps*, 10 septembre 1884. (N. de l'éd.)

grands sacrifices, et il fallut la ténacité extrême de sa volonté pour continuer les études de son choix, malgré la situation extérieurement défavorable où sont placées des études capitales, il est vrai, par leurs résultats philosophiques, mais qui n'ont presque point d'application professionnelle. Longtemps il n'eut pour récompense que l'estime des témoins de ses travaux ; cette estime du moins lui fut bien vite acquise. Nous éprouvâmes tous une sensible joie, quand nous vîmes venir à notre Société asiatique ce jeune homme sérieux, ardent, consciencieux, ami passionné du vrai, ennemi de tout charlatanisme et de toute hypocrisie. On sentait, derrière sa modestie, les qualités essentielles du savant, la droiture et l'indépendance du caractère, la sincérité absolue de l'esprit.

Bientôt des travaux de haute valeur se succédèrent. Guyard s'attaqua successivement aux problèmes les plus difficiles des langues et des littératures de l'Asie occidentale. Les questions délicates relatives au khalifat de Bagdad, l'histoire des Ismaéliens et des sectes incrédules au sein de l'islam, la métrique arabe, où tant de choses nous surprennent, les formes bizarres de ce qu'on appelle les pluriels brisés, chapitre si curieux de la théorie comparée des langues sémitiques, furent pour notre savant collègue l'objet de travaux approfondis, toujours fondés sur l'étude directe des sources. Sa lecture de l'arabe était rapide et sûre. Quand une société composée des arabisants les plus éminents de toute l'Europe se partagea le travail immense d'une édition complète du texte des *Annales* de Tabari, M. Guyard se chargea d'un volume, et c'est grâce à lui que la France a été représentée dans cette entreprise monumentale. L'achèvement de la traduction de la *Géographie* d'Aboulféda, commencée par M. Reinaud, lui fut confié. Attaché comme auxiliaire au *Recueil des Historiens arabes des Croisades*, publié par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, M. Guyard a été, en ce travail, pour M. Barbier de Meynard, le plus précieux de ses collaborateurs.

Tous les grands problèmes l'attiraient. L'intérêt hors ligne que présente l'assyriologie le frappa ; il est probable que, s'il eût vécu davantage, il eût de plus en plus tourné

ses études de ce côté. Il voyait l'immense avenir d'une science qui nous fournira un jour sur la haute antiquité des lumières inattendues. Son nom figurera parmi ceux des vaillants travailleurs qui auront marché au premier rang à la conquête de ce monde nouveau.

Comme professeur d'abord à l'École des hautes études, puis parmi nous, M. Stanislas Guyard n'a pas rendu de moindres services. Il savait s'attacher des élèves, leur inspirer le goût du travail qui le remplissait lui-même. Son assiduité était admirable ; il aimait à dépasser à cet égard les obligations qui nous sont imposées. L'amour du bien public, le sentiment abstrait du devoir formaient l'unique mobile de sa vie. Il était, dans les relations privées, d'une douceur charmante ; ses frères, ses sœurs l'adoraient. Tous ceux qui l'ont approché ont gardé de lui l'impression de quelque chose de supérieur.

Hélas ! il était trop parfait, et, quand on est arrivé à ce degré extrême de désintéressement, la terre ne vous retient plus assez ; on est trop prêt, au moindre signe, à la quitter. La soif du travail allait chez lui jusqu'à l'obsession ; il avait tué en lui la possibilité du repos. Quand il pensait à tant de belles choses qui seraient à faire, quand il voyait la moisson si belle et les ouvriers si peu nombreux, il était pris d'une sorte de fièvre ; il assumait pour lui la tâche de dix autres. La fatigue amena bientôt l'insomnie, l'incapacité du travail. L'incapacité du travail, c'était pour lui la mort. Vivre sans penser, sans chercher, lui parut un supplice. Imitez-le en tout, jeunes amis, excepté en cette espèce de tension dangereuse qui fait qu'on ne peut plus associer au devoir le sourire, le divertissement honnête, le plaisir de contempler un monde où, à côté de tant de parties sombres, il y a des touches si lumineuses. *Indulgere genio* est un art que notre ami ne savait pas, ne voulait pas savoir ; il ne pécha que par excès d'amour pour le bien. La vie était pour lui tellement identifiée avec le travail qu'un ordre de repos lui sembla insupportable. La perspective de vivre sans travailler lui parut un cauchemar plus affreux que la mort.

Et puis il y avait en tout cela quelque chose de plus pro-

fond encore. L'espèce de providence inconsciente qui veille à la destinée des grandes âmes semble faire en sorte que la récompense ne leur vienne que tard et quand elle a perdu son attrait. Il en fut ainsi pour Guyard. La vie s'était toujours montrée à lui par le côté austère. Quand elle commença à lui sourire, le stoïcien eut des scrupules ; il crut qu'il allait perdre de sa noblesse en acceptant le prix qu'il avait si bien mérité ; il sembla se dérober, se soustraire...

On ne se console de ces dures leçons infligées à notre orgueil qu'en songeant que la science est éternelle, qu'elle n'est point assujettie aux lois fatales de notre fragilité. Guyard a largement travaillé pour sa part au grand édifice de la science moderne, dont les profondeurs cachent tant d'efforts anonymes. Ces monuments immenses, ou plutôt ces collines bâties, qui couvrent la plaine de Babylone, sont faites en briques de quelques centimètres de long. Courte est une vie scientifique ; mais immense est un grand capital où rien ne se perd.

Pauvre cher ami, entré maintenant dans la sérénité absolue, donne le repos à ce cœur inquiet, à cette conscience timorée, à cette âme toujours craintive de ne pas assez bien faire. Tu as été un bon ouvrier dans l'œuvre excellente qui se construit avec nos efforts. Ta tristesse fut seule parfois un peu injuste, injuste pour la Providence, injuste pour ton siècle et pour toi-même. Sois tranquille ; ta gerbe fleurira ; tu as montré la route ; ce que tu n'as pu faire, d'autres le feront. Ta vie sera pour tous ceux qui t'ont connu une leçon de désintéressement, de patriotisme, de travail et de vertu.

## DISCOURS

PRONONCÉ AU NOM DE L'ACADÉMIE  
DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES  
AUX FUNÉRAILLES DE M. VILLEMAIN

LE 10 MAI 1870 (1)

Messieurs,

L'ACADÉMIE des inscriptions et belles-lettres ne saurait rester muette devant cette tombe, près de se refermer sur l'un des hommes qu'elle est le plus fière d'avoir possédés dans son sein. On vient de vous dire avec éloquence les services de l'homme d'État, les qualités de l'orateur, les rares mérites de l'écrivain. Qu'il soit permis à notre compagnie, gardienne des souvenirs et des œuvres du passé, de montrer les sources où M. Villemain puisa cette noble et saine activité, cet amour désintéressé du beau, cette libérale conception de la vie, qui le soutint dans sa longue carrière et l'empêcha de défaillir jamais. L'étude de l'antiquité n'était pas pour lui une simple recherche de curiosité ; il demandait aux anciens des exemples et des leçons de goût, de mesure, d'honnêteté, données avec l'autorité du génie. Expressions parfaites d'un idéal où la raison, la vertu et la beauté sont inséparables, les littératures antiques, soit sous leur forme profane, soit sous leur forme chrétienne, étaient pour lui une révélation lumineuse, où il trouvait à toute heure ce qui nourrit l'esprit et réchauffe le cœur.

(1) *Journal des Débats, le Temps*, 12 mai 1870. (N. de l'éd.)



Son goût littéraire n'était pas l'admiration banale qui s'arrête au beau langage ; c'était un salubre commerce avec un monde plus pur que le nôtre, un sentiment filial pour ces vieux sages dont nous faisons à bon droit les précepteurs et les consolateurs de notre vie.

Aux plus brillants succès de son talent d'écrivain et d'orateur, il eût préféré la bonne fortune de découvrir un de ces chefs-d'œuvre de la poésie grecque, modèles d'un art incomparable, où la suprême élégance et le bon sens, loin de s'exclure, se réunissent en une divine harmonie. Ministre de l'instruction publique à une époque où la culture élevée de l'esprit était tenue par la politique, non pour un amusement frivole d'aristocrates oisifs, mais pour un intérêt public, M. Villemain n'eut pas de plus constante pensée que de faire rendre aux couvents grecs les chefs-d'œuvre qu'ils pouvaient receler encore, et si cette investigation, conçue et dirigée par lui, prouva que les chefs-d'œuvre inédits sont devenus bien rares, elle rendit au moins à la science des textes de première importance pour l'histoire de l'esprit humain. Quand le docte cardinal Maï arrache aux palimpsestes les pages à demi dévorées de la *République* de Cicéron, M. Villemain reçoit les feuilles savantes à mesure qu'elles sont imprimées, et en donne cette traduction où l'on trouve revêtues du plus beau style les plus profondes idées qu'on ait jamais émises sur la construction de la société civile.

Il ne séparait pas l'antiquité chrétienne de l'antiquité profane ; le génie des Pères de l'Église trouva en lui pour la première fois un digne interprète. Cette grande école chrétienne du iv<sup>e</sup> siècle, tout imprégnée encore d'hellénisme et de philosophie, M. Villemain la comprit, l'aima, la dépeignit en traits immortels. Ce noble christianisme des Basile et des Chrysostome était pour lui une autre Grèce, un monde classique en une certaine manière, où son imagination se complaisait. Rien n'était en dehors de sa large et intelligente critique ; il était aussi maître de son sujet quand il retraçait l'histoire de la poésie lyrique des Grecs que quand il expliquait Dante et la poésie du moyen âge. L'admirateur passionné de la Grèce antique trouvait de la

sympathie et de la pitié, même pour cette Grèce en décadence, dont il s'interdisait respectueusement de voir les faiblesses et les décrépitudes.

Ainsi soutenu par tous les enseignements du passé, en communion littéraire et philosophique avec ce que l'humanité a produit de bon et de beau, il tenait tête aux défaillances du présent ; il en dominait les tristesses, et, sans dissimuler ses craintes, il accueillait toute pensée d'avenir. Quoique depuis des années sa santé ne lui permît pas de prendre part à nos discussions, nous le sentions présent parmi nous ; tout absent qu'il était, nous recherchions son suffrage. Comme de tous les grands hommes, on peut dire de lui que la mort ne l'atteindra pas. Pour prendre les expressions d'un des auteurs anciens qui lui furent les plus chers : *Quidquid ex eo amavimus, quidquid mirati sumus, manet*. Parmi les recherches qui conduisent l'esprit humain à la découverte de la vérité, les unes donnent la gloire et l'éclat de la vie ; les autres restent obscures ; mais toutes sont immortelles — immortelles, même quand elles ne visent qu'à être utiles et qu'elles se renferment dans le cercle étroit des amis de la vérité ; immortelles surtout quand elles ont été, comme celles de notre confrère, éclairées par le rayon du génie.



## QU'EST-CE QU'UNE NATION ?

CONFÉRENCE FAITE EN SORBONNE, LE 11 MARS 1882 (1)

**J**E me propose d'analyser avec vous une idée, claire en apparence, mais qui prête aux plus dangereux malentendus. Les formes de la société humaine sont des plus variées. Les grandes agglomérations d'hommes à la façon de la Chine, de l'Égypte, de la plus ancienne Babylonie ; — la tribu à la façon des Hébreux, des Arabes ; — la cité à la façon d'Athènes et de Sparte ; — les réunions de pays divers à la manière de l'Empire carlovingien ; — les communautés sans patrie, maintenues par le lien religieux, comme sont celles des israélites, des parsis ; — les nations comme la France, l'Angleterre et la plupart des modernes autonomies européennes ; — les confédérations à la façon de la Suisse, de l'Amérique ; — des parentés comme celles que la race, ou plutôt la langue, établit entre les différentes branches de Germains, les différentes branches de Slaves ; — voilà des modes de groupements qui tous existent, ou bien ont existé, et qu'on ne saurait confondre les uns avec les autres sans les plus sérieux inconvénients. A l'époque de la Révolution française, on croyait que les institutions de petites villes indépendantes, telles que Sparte et Rome, pouvaient s'appliquer à nos grandes nations de trente à quarante millions d'âmes. De nos jours, on commet une erreur plus grave : on confond la race avec la nation, et l'on attribue à des groupes ethnographiques ou plutôt linguistiques une souveraineté analogue à celle des peuples réellement exis-

(1) *Association scientifique de France, Bulletin hebdomadaire*, 26 mars 1882. (N. de l'éd.)

tants. Tâchons d'arriver à quelque précision en ces questions difficiles, où la moindre confusion sur le sens des mots, à l'origine du raisonnement, peut produire à la fin les plus funestes erreurs. Ce que nous allons faire est délicat ; c'est presque de la vivisection ; nous allons traiter les vivants comme d'ordinaire on traite les morts. Nous y mettrons la froideur, l'impartialité la plus absolue.

## I

Depuis la fin de l'Empire romain, ou, mieux, depuis la dislocation de l'Empire de Charlemagne, l'Europe occidentale nous apparaît divisée en nations, dont quelques-unes, à certaines époques, ont cherché à exercer une hégémonie sur les autres, sans jamais y réussir d'une manière durable. Ce que n'ont pu Charles-Quint, Louis XIV, Napoléon I<sup>er</sup>, personne probablement ne le pourra dans l'avenir. L'établissement d'un nouvel Empire romain ou d'un nouvel Empire de Charlemagne est devenu une impossibilité. La division de l'Europe est trop grande pour qu'une tentative de domination universelle ne provoque pas très vite une coalition qui fasse rentrer la nation ambitieuse dans ses bornes naturelles. Une sorte d'équilibre est établi pour longtemps. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie seront encore, dans des centaines d'années, et malgré les aventures qu'elles auront courues, des individualités historiques, les pièces essentielles d'un damier, dont les cases varient sans cesse d'importance et de grandeur, mais ne se confondent jamais tout à fait.

Les nations, entendues de cette manière, sont quelque chose d'assez nouveau dans l'histoire. L'antiquité ne les connut pas ; l'Égypte, la Chine, l'antique Chaldée ne furent à aucun degré des nations. C'étaient des troupeaux menés par un fils du Soleil, ou un fils du Ciel. Il n'y eut pas de citoyens égyptiens, pas plus qu'il n'y a de citoyens chinois. L'antiquité classique eut des républiques et des royautes municipi-



pales, des confédérations de républiques locales, des empires ; elle n'eut guère la nation au sens où nous la comprenons. Athènes, Sparte, Sidon, Tyr sont de petits centres d'admirable patriotisme ; mais ce sont des cités avec un territoire relativement restreint. La Gaule, l'Espagne, l'Italie, avant leur absorption dans l'Empire romain, étaient des ensembles de peuplades, souvent ligüées entre elles, mais sans institutions centrales, sans dynasties. L'Empire assyrien, l'Empire persan, l'Empire d'Alexandre ne furent pas non plus des patries. Il n'y eut jamais de patriotes assyriens ; l'Empire persan fut une vaste féodalité. Pas une nation ne rattache ses origines à la colossale aventure d'Alexandre, qui fut cependant si riche en conséquences pour l'histoire générale de la civilisation.

L'Empire romain fut bien plus près d'être une patrie. En retour de l'immense bienfait de la cessation des guerres, la domination romaine, d'abord si dure, fut bien vite aimée. Ce fut une grande association, synonyme d'ordre, de paix et de civilisation. Dans les derniers temps de l'Empire, il y eut, chez les âmes élevées, chez les évêques éclairés, chez les lettrés, un vrai sentiment de « la paix romaine », opposée au chaos menaçant de la barbarie. Mais un empire, douze fois grand comme la France actuelle, ne saurait former un État dans l'acception moderne. La scission de l'Orient et de l'Occident était inévitable. Les essais d'un empire gaulois, au III<sup>e</sup> siècle, ne réussirent pas. C'est l'invasion germanique qui introduisit dans le monde le principe qui, plus tard, a servi de base à l'existence des nationalités.

Que firent les peuples germaniques, en effet, depuis leurs grandes invasions du V<sup>e</sup> siècle jusqu'aux dernières conquêtes normandes au X<sup>e</sup> ? Ils changèrent peu le fond des races ; mais ils imposèrent des dynasties et une aristocratie militaire à des parties plus ou moins considérables de l'ancien Empire d'Occident, lesquelles prirent le nom de leurs envahisseurs. De là une France, une Bourgondie, une Lombardie ; plus tard, une Normandie. La rapide prépondérance que prit l'empire franc refait un moment l'unité de l'Occident ; mais cet empire se brise irrémédiablement vers le milieu du IX<sup>e</sup> siècle ; le traité de Verdun trace des divi-

sions immuables en principe, et dès lors la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne s'acheminent, par des voies souvent détournées et à travers mille aventures, à leur pleine existence nationale, telle que nous la voyons s'épanouir aujourd'hui.

Qu'est-ce qui caractérise, en effet, ces différents États ? C'est la fusion des populations qui les composent. Dans les pays que nous venons d'énumérer, rien d'analogue à ce que vous trouverez en Turquie, où le Turc, le Slave, le Grec, l'Arménien, l'Arabe, le Syrien, le Kurde sont aussi distincts aujourd'hui qu'au jour de la conquête. Deux circonstances essentielles contribuèrent à ce résultat. D'abord le fait que les peuples germaniques adoptèrent le christianisme dès qu'ils eurent des contacts un peu suivis avec les peuples grecs et latins. Quand le vainqueur et le vaincu sont de la même religion, ou plutôt, quand le vainqueur adopte la religion du vaincu, le système turc, la distinction absolue des hommes d'après la religion, ne peut plus se produire. La seconde circonstance fut, de la part des conquérants, l'oubli de leur propre langue. Les petits-fils de Clovis, d'Alaric, de Gondebaud, d'Alboin, de Rollon, parlaient déjà roman. Ce fait était lui-même la conséquence d'une autre particularité importante : c'est que les Francs, les Burgondes, les Goths, les Lombards, les Normands avaient très peu de femmes de leur race avec eux. Pendant plusieurs générations, les chefs ne se marient qu'avec des femmes germanes ; mais leurs concubines sont latines, les nourrices des enfants sont latines ; toute la tribu épouse des femmes latines ; ce qui fit que la *lingua francica*, la *lingua gothica* n'eurent, depuis l'établissement des Francs et des Goths en terres romaines, que de très courtes destinées. Il n'en fut pas ainsi en Angleterre ; car l'invasion anglo-saxonne avait sans doute des femmes avec elle ; la population bretonne s'enfuit, et, d'ailleurs, le latin n'était plus, ou même, ne fut jamais dominant dans la Bretagne. Si on eût généralement parlé gaulois dans la Gaule, au <sup>ve</sup> siècle, Clovis et les siens n'eussent pas abandonné le germanique pour le gaulois.

De là ce résultat capital que, malgré l'extrême violence des mœurs des envahisseurs germains, le moule qu'ils

imposèrent devint, avec les siècles, le moule même de la nation. *France* devint très légitimement le nom d'un pays où il n'était entré qu'une imperceptible minorité de Francs. Au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, dans les premières chansons de geste, qui sont un miroir si parfait de l'esprit du temps, tous les habitants de la France sont des Français. L'idée d'une différence de races dans la population de la France, si évidente chez Grégoire de Tours, ne se présente à aucun degré chez les écrivains et les poètes français postérieurs à Hugues Capet. La différence du noble et du vilain est aussi accentuée que possible ; mais la différence de l'un à l'autre n'est en rien une différence ethnique ; c'est une différence de courage, d'habitudes et d'éducation transmise héréditairement ; l'idée que l'origine de tout cela soit une conquête ne vient à personne. Le faux système d'après lequel la noblesse dut son origine à un privilège conféré par le roi pour de grands services rendus à la nation, si bien que tout noble est un anobli, ce système est établi comme un dogme dès le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. La même chose se passa à la suite de presque toutes les conquêtes normandes. Au bout d'une ou deux générations, les envahisseurs normands ne se distinguaient plus du reste de la population ; leur influence n'en avait pas moins été profonde ; ils avaient donné au pays conquis une noblesse, des habitudes militaires, un patriotisme qu'il n'avait pas auparavant.

L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été le plus bienfaisantes. L'unité se fait toujours brutalement ; la réunion de la France du Nord et de la France du Midi a été le résultat d'une extermination et d'une terreur continuée pendant près d'un siècle. Le roi de France, qui est, si j'ose le dire, le type idéal d'un cristallisateur séculaire ; le roi de France, qui a fait la plus parfaite unité nationale qu'il y ait ; le roi de France, vu de trop près, a perdu son prestige ; la nation qu'il avait

formée l'a maudit, et, aujourd'hui, il n'y a que les esprits cultivés qui sachent ce qu'il valait et ce qu'il a fait.

C'est par le contraste que ces grandes lois de l'histoire de l'Europe occidentale deviennent sensibles. Dans l'entreprise que le roi de France, en partie par sa tyrannie, en partie par sa justice, a si admirablement menée à terme, beaucoup de pays ont échoué. Sous la couronne de saint Étienne, les Magyars et les Slaves sont restés aussi distincts qu'ils l'étaient il y a huit cents ans. Loin de fondre les éléments divers de ses domaines, la maison de Habsbourg les a tenus distincts et souvent opposés les uns aux autres. En Bohême, l'élément tchèque et l'élément allemand sont superposés comme l'huile et l'eau dans un verre. La politique turque de la séparation des nationalités d'après la religion a eu de bien plus graves conséquences : elle a causé la ruine de l'Orient. Prenez une ville comme Salonique ou Smyrne, vous y trouverez cinq ou six communautés dont chacune a ses souvenirs et qui n'ont entre elles presque rien en commun. Or l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses. Aucun citoyen français ne sait s'il est Burgonde, Alain, Taïfale, Visigoth ; tout citoyen français doit avoir oublié la Saint-Barthélemy, les massacres du Midi au XIII<sup>e</sup> siècle. Il n'y a pas en France dix familles qui puissent fournir la preuve d'une origine franque, et encore une telle preuve serait-elle essentiellement défectueuse, par suite de mille croisements inconnus qui peuvent déranger tous les systèmes des généalogistes.

La nation moderne est donc un résultat historique amené par une série de faits convergeant dans le même sens. Tantôt l'unité a été réalisée par une dynastie, comme c'est le cas pour la France ; tantôt elle l'a été par la volonté directe des provinces, comme c'est le cas pour la Hollande, la Suisse, la Belgique ; tantôt par un esprit général, tardivement vainqueur des caprices de la féodalité, comme c'est le cas pour l'Italie et l'Allemagne. Toujours une profonde raison d'être a présidé à ces formations. Les principes, en pareils cas, se font jour par les surprises les plus inattendues. Nous avons vu, de nos jours, l'Italie unifiée par ses



défaites, et la Turquie démolie par ses victoires. Chaque défaite avançait les affaires de l'Italie ; chaque victoire perdait la Turquie ; car l'Italie est une nation, et la Turquie, hors de l'Asie Mineure, n'en est pas une. C'est la gloire de la France d'avoir, par la Révolution française, proclamé qu'une nation existe par elle-même. Nous ne devons pas trouver mauvais qu'on nous imite. Le principe des nations est le nôtre. Mais qu'est-ce donc qu'une nation ? Pourquoi la Hollande est-elle une nation, tandis que le Hanovre ou le grand-duché de Parme n'en sont pas une ? Comment la France persiste-t-elle à être une nation, quand le principe qui l'a créée a disparu ? Comment la Suisse, qui a trois langues, deux religions, trois ou quatre races, est-elle une nation, quand la Toscane, par exemple, qui est si homogène, n'en est pas une ? Pourquoi l'Autriche est-elle un État et non pas une nation ? En quoi le principe des nationalités diffère-t-il du principe des races ? Voilà des points sur lesquels un esprit réfléchi tient à être fixé, pour se mettre d'accord avec lui-même. Les affaires du monde ne se règlent guère par ces sortes de raisonnements ; mais les hommes appliqués veulent porter en ces matières quelque raison et démêler les confusions où s'embrouillent les esprits superficiels.

## II

A entendre certains théoriciens politiques, une nation est avant tout une dynastie, représentant une ancienne conquête, conquête acceptée d'abord, puis oubliée par la masse du peuple. Selon les politiques dont je parle, le groupement de provinces effectué par une dynastie, par ses guerres, par ses mariages, par ses traités, finit avec la dynastie qui l'a formé. Il est très vrai que la plupart des nations modernes ont été faites par une famille d'origine féodale, qui a contracté mariage avec le sol et qui a été en quelque sorte un noyau de centralisation. Les limites de la France en 1789



n'avaient rien de naturel ni de nécessaire. La large zone que la maison capétienne avait ajoutée à l'étroite lisière du traité de Verdun fut bien l'acquisition personnelle de cette maison. A l'époque où furent faites les annexions, on n'avait l'idée ni des limites naturelles, ni du droit des nations, ni de la volonté des provinces. La réunion de l'Angleterre, de l'Irlande et de l'Écosse fut de même un fait dynastique. L'Italie n'a tardé si longtemps à être une nation que parce que, parmi ses nombreuses maisons régnantes, aucune, avant notre siècle, ne se fit le centre de l'unité. Chose étrange, c'est à l'obscur île de Sardaigne, terre à peine italienne, qu'elle a pris un titre royal (1). La Hollande, qui s'est créée elle-même, par un acte d'héroïque résolution, a néanmoins contracté un mariage intime avec la maison d'Orange, et elle courrait de vrais dangers le jour où cette union serait compromise.

Une telle loi, cependant, est-elle absolue ? Non, sans doute. La Suisse et les États-Unis, qui se sont formés comme des conglomérats d'additions successives, n'ont aucune base dynastique. Je ne discuterai pas la question en ce qui concerne la France. Il faudrait avoir le secret de l'avenir. Disons seulement que cette grande royauté française avait été si hautement nationale, que, le lendemain de sa chute, la nation a pu tenir sans elle. Et puis le XVIII<sup>e</sup> siècle avait changé toute chose. L'homme était revenu, après des siècles d'abaissement, à l'esprit antique, au respect de lui-même, à l'idée de ses droits. Les mots de patrie et de citoyen avaient repris leur sens. Ainsi a pu s'accomplir l'opération la plus hardie qui ait été pratiquée dans l'histoire, opération que l'on peut comparer à ce que serait, en physiologie, la tentative de faire vivre en son identité première un corps à qui l'on aurait enlevé le cerveau et le cœur.

Il faut donc admettre qu'une nation peut exister sans principe dynastique, et même que des nations qui ont été formées par des dynasties peuvent se séparer de cette dynastie sans pour cela cesser d'exister. Le vieux principe qui ne tient compte que du droit des princes ne saurait

(1) La maison de Savoie ne doit son titre royal qu'à la possession de la Sardaigne (1720).

plus être maintenu ; outre le droit dynastique, il y a le droit national. Ce droit national, sur quel critérium le fonder ? à quel signe le connaître ? de quel fait tangible le faire dériver ?

I. — De la race, disent plusieurs avec assurance.

Les divisions artificielles, résultant de la féodalité, des mariages princiers, des congrès de diplomates, sont caduques. Ce qui reste ferme et fixe, c'est la race des populations. Voilà ce qui constitue un droit, une légitimité. La famille germanique, par exemple, selon la théorie que j'expose, a le droit de reprendre les membres épars du germanisme, même quand ces membres ne demandent pas à se rejoindre. Le droit du germanisme sur telle province est plus fort que le droit des habitants de cette province sur eux-mêmes. On crée ainsi une sorte de droit primordial analogue à celui des rois de droit divin ; au principe des nations on substitue celui de l'ethnographie. C'est là une très grande erreur, qui, si elle devenait dominante, perdrait la civilisation européenne. Autant le principe des nations est juste et légitime, autant celui du droit primordial des races est étroit et plein de danger pour le véritable progrès.

Dans la tribu et la cité antiques, le fait de la race avait, nous le reconnaissons, une importance de premier ordre. La tribu et la cité antiques n'étaient qu'une extension de la famille. A Sparte, à Athènes, tous les citoyens étaient parents à des degrés plus ou moins rapprochés. Il en était de même chez les Beni-Israël ; il en est encore ainsi dans les tribus arabes. D'Athènes, de Sparte, de la tribu israélite, transportons-nous dans l'Empire romain. La situation est tout autre. Formée d'abord par la violence, puis maintenue par l'intérêt, cette grande agglomération de villes, de provinces absolument différentes, porte à l'idée de race le coup le plus grave. Le christianisme, avec son caractère universel et absolu, travaille plus efficacement encore dans le même sens. Il contracte avec l'Empire romain une alliance intime, et, par l'effet de ces deux incomparables agents d'unification, la raison ethnographique est écartée du gouvernement des choses humaines pour des siècles.

L'invasion des barbares fut, malgré les apparences, un pas de plus dans cette voie. Les découpages de royaumes barbares n'ont rien d'ethnographique ; elles sont réglées par la force ou le caprice des envahisseurs. La race des populations qu'ils subordonnaient était pour eux la chose la plus indifférente. Charlemagne refit à sa manière ce que Rome avait déjà fait : un empire unique composé des races les plus diverses ; les auteurs du traité de Verdun, en traçant imperturbablement leurs deux grandes lignes du nord au sud, n'eurent pas le moindre souci de la race des gens qui se trouvaient à droite ou à gauche. Les mouvements de frontière qui s'opérèrent dans la suite du moyen âge furent aussi en dehors de toute tendance ethnographique. Si la politique suivie de la maison capétienne est arrivée à grouper, à peu près, sous le nom de France, les territoires de l'ancienne Gaule, ce n'est pas là un effet de la tendance qu'auraient eue ces pays à se rejoindre à leurs congénères. Le Dauphiné, la Bresse, la Provence, la Franche-Comté ne se souvenaient plus d'une origine commune. Toute conscience gauloise avait péri dès le <sup>ii</sup><sup>e</sup> siècle de notre ère, et ce n'est que par une vue d'érudition que, de nos jours, on a retrouvé rétrospectivement l'individualité du caractère gaulois.

La considération ethnographique n'a donc été pour rien dans la constitution des nations modernes. La France est celtique, ibérique, germanique. L'Allemagne est germanique, celtique et slave. L'Italie est le pays où l'ethnographie est la plus embarrassée. Gaulois, Étrusques, Pélasges, Grecs, sans parler de bien d'autres éléments, s'y croisent dans un indéchiffrable mélange. Les îles Britanniques, dans leur ensemble, offrent un mélange de sang celtique et germanique dont les proportions sont singulièrement difficiles à définir.

La vérité est qu'il n'y a pas de race pure et que faire reposer la politique sur l'analyse ethnographique, c'est la faire porter sur une chimère. Les plus nobles pays, l'Angleterre, la France, l'Italie, sont ceux où le sang est le plus mêlé. L'Allemagne fait-elle à cet égard une exception ? Est-elle un pays germanique pur ? Quelle illusion ! Tout

le Sud a été gaulois. Tout l'Est, à partir de l'Elbe, est slave. Et les parties que l'on prétend réellement pures le sont-elles en effet ? Nous touchons ici à un des problèmes sur lesquels il importe le plus de se faire des idées claires et de prévenir les malentendus.

Les discussions sur les races sont interminables, parce que le mot race est pris par les historiens philologues et par les anthropologistes physiologistes dans deux sens tout à fait différents (1). Pour les anthropologistes, la race a le même sens qu'en zoologie ; elle indique une descendance réelle, une parenté par le sang. Or l'étude des langues et de l'histoire ne conduit pas aux mêmes divisions que la physiologie. Les mots de brachycéphales, de dolichocéphales n'ont pas de place en histoire ni en philologie. Dans le groupe humain qui créa les langues et la discipline aryennes, il y avait déjà des brachycéphales et des dolichocéphales. Il en faut dire autant du groupe primitif qui créa les langues et l'institution dites sémitiques. En d'autres termes, les origines zoologiques de l'humanité sont énormément antérieures aux origines de la culture, de la civilisation, du langage. Les groupes aryen primitif, sémitique primitif, touranien primitif n'avaient aucune unité physiologique. Ces groupements sont des faits historiques qui ont eu lieu à une certaine époque, mettons il y a quinze ou vingt mille ans, tandis que l'origine zoologique de l'humanité se perd dans les ténèbres incalculables. Ce qu'on appelle philologiquement et historiquement la race germanique est sûrement une famille bien distincte dans l'espèce humaine. Mais est-ce là une famille au sens anthropologique ? Non, assurément. L'apparition de l'individualité germanique dans l'histoire ne se fait que très peu de siècles avant Jésus-Christ. Apparemment les Germains ne sont pas sortis de terre à cette époque. Avant cela, fondus avec les Slaves dans la grande masse indistincte des Scythes, ils n'avaient pas leur individualité à part. Un Anglais est bien un type dans l'ensemble de l'humanité. Or le type de ce qu'on

(1) Ce point a été développé dans une conférence dont on peut lire l'analyse dans le bulletin de l'Association scientifique de France, 10 mars 1878 : *Des Services rendus aux Sciences historiques par la Philologie.*



appelle très improprement la race anglo-saxonne (1) n'est ni le Breton du temps de César, ni l'Anglo-Saxon de Hengist, ni le Danois de Knut, ni le Normand de Guillaume le Conquérant ; c'est la résultante de tout cela. Le Français n'est ni un Gaulois, ni un Franc, ni un Burgonde. Il est ce qui est sorti de la grande chaudière où, sous la présidence du roi de France, ont fermenté ensemble les éléments les plus divers. Un habitant de Jersey ou de Guernesey ne diffère en rien, pour les origines, de la population normande de la côte voisine. Au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, l'œil le plus pénétrant n'eût pas saisi des deux côtés du canal la plus légère différence. D'insignifiantes circonstances font que Philippe-Auguste ne prend pas ces îles avec le reste de la Normandie. Séparées les unes des autres depuis près de sept cents ans, les deux populations sont devenues non seulement étrangères les unes aux autres, mais tout à fait dissemblables. La race, comme nous l'entendons, nous autres, historiens, est donc quelque chose qui se fait et se défait. L'étude de la race est capitale pour le savant qui s'occupe de l'histoire de l'humanité. Elle n'a pas d'application en politique. La conscience instinctive qui a présidé à la confection de la carte d'Europe n'a tenu aucun compte de la race, et les premières nations de l'Europe sont des nations de sang essentiellement mélangé.

Le fait de la race, capital à l'origine, va donc toujours perdant de son importance. L'histoire humaine diffère essentiellement de la zoologie. La race n'y est pas tout, comme chez les rongeurs ou les félins, et on n'a pas le droit d'aller par le monde tâter le crâne des gens, puis les prendre à la gorge en leur disant : « Tu es notre sang ; tu nous appartiens ! » En dehors des caractères anthropologiques, il y a la raison, la justice, le vrai, le beau, qui sont les mêmes pour tous. Tenez, cette politique ethnographique

(1) Les éléments germaniques ne sont pas beaucoup plus considérables dans le Royaume-Uni qu'ils ne l'étaient dans la France, à l'époque où elle possédait l'Alsace et Metz. La langue germanique a dominé dans les îles Britanniques, uniquement parce que le latin n'y avait pas entièrement remplacé les idiomes celtiques, ainsi que cela eut lieu dans les Gaules.



n'est pas sûre. Vous l'exploitez aujourd'hui contre les autres ; puis vous la voyez se tourner contre vous-mêmes. Est-il certain que les Allemands, qui ont élevé si haut le drapeau de l'ethnographie, ne verront pas les Slaves venir analyser, à leur tour, les noms des villages de la Saxe et de la Lusace, rechercher les traces des Wiltzes ou des Obotrites, et demander compte des massacres et des ventes en masse que les Othons firent de leurs aïeux ? Pour tous il est bon de savoir oublier.

J'aime beaucoup l'ethnographie ; c'est une science d'un rare intérêt ; mais, comme je la veux libre, je la veux sans application politique. En ethnographie, comme dans toutes les études, les systèmes changent ; c'est la condition du progrès. Les limites des États suivraient les fluctuations de la science. Le patriotisme dépendrait d'une dissertation plus ou moins paradoxale. On viendrait dire au patriote : « Vous vous trompiez ; vous versiez votre sang pour telle cause ; vous croyiez être Celte ; non, vous êtes Germain. » Puis, dix ans après, on viendra vous dire que vous êtes Slave. Pour ne pas fausser la science, dispensons-la de donner un avis dans ces problèmes, où sont engagés tant d'intérêts. Soyez sûrs que, si on la charge de fournir des éléments à la diplomatie, on la surprendra bien des fois en flagrant délit de complaisance. Elle a mieux à faire : demandons-lui tout simplement la vérité.

II. — Ce que nous venons de dire de la race, il faut le dire de la langue. La langue invite à se réunir ; elle n'y force pas. Les États-Unis et l'Angleterre, l'Amérique espagnole et l'Espagne parlent la même langue et ne forment pas une seule nation. Au contraire, la Suisse, si bien faite, puisqu'elle a été faite par l'assentiment de ses différentes parties, compte trois ou quatre langues. Il y a dans l'homme quelque chose de supérieur à la langue : c'est la volonté. La volonté de la Suisse d'être unie, malgré la variété de ces idiomes, est un fait bien plus important qu'une similitude souvent obtenue par des vexations.

Un fait honorable pour la France, c'est qu'elle n'a jamais cherché à obtenir l'unité de la langue par des mesures de coercition. Ne peut-on pas avoir les mêmes

sentiments et les mêmes pensées, aimer les même choses en des langages différents ? Nous parlions tout à l'heure de l'inconvénient qu'il y aurait à faire dépendre la politique internationale de l'ethnographie. Il n'y en aurait pas moins à la faire dépendre de la philologie comparée. Laissons à ces intéressantes études l'entière liberté de leurs discussions ; ne les mêlons pas à ce qui en altérerait la sérénité. L'importance politique qu'on attache aux langues vient de ce qu'on les regarde comme des signes de race. Rien de plus faux. La Prusse, où l'on ne parle plus qu'allemand, parlait slave il y a quelques siècles ; le pays de Galles parle anglais ; la Gaule et l'Espagne parlent l'idiome primitif d'Albe la Longue ; l'Égypte parle arabe ; les exemples sont innombrables. Même aux origines, la similitude de langue n'entraînait pas la similitude de race. Prenons la tribu proto-aryenne ou proto-sémitique ; il s'y trouvait des esclaves, qui parlaient la même langue que leurs maîtres ; or l'esclave était alors bien souvent d'une race différente de celle de son maître. Répétons-le : ces divisions de langues indo-européennes, sémitiques et autres, créées avec une si admirable sagacité par la philologie comparée, ne coïncident pas avec les divisions de l'anthropologie. Les langues sont des formations historiques, qui indiquent peu de choses sur le sang de ceux qui les parlent, et qui, en tout cas, ne sauraient enchaîner la liberté humaine quand il s'agit de déterminer la famille avec laquelle on s'unit pour la vie et pour la mort.

Cette considération exclusive de la langue a, comme l'attention trop forte donnée à la race, ses dangers, ses inconvénients. Quand on y met de l'exagération, on se renferme dans une culture déterminée, tenue pour nationale ; on se limite, on se claquemure. On quitte le grand air qu'on respire dans le vaste champ de l'humanité pour s'enfermer dans des conventicules de compatriotes. Rien de plus mauvais pour l'esprit ; rien de plus fâcheux pour la civilisation. N'abandonnons pas ce principe fondamental, que l'homme est un être raisonnable et moral, avant d'être parqué dans telle ou telle langue, avant d'être un membre de telle ou telle race, un adhérent de telle ou telle culture.

Avant la culture française, la culture allemande, la culture italienne, il y a la culture humaine. Voyez les grands hommes de la Renaissance ; ils n'étaient ni Français, ni Italiens, ni Allemands. Ils avaient retrouvé, par leur commerce avec l'antiquité, le secret de l'éducation véritable de l'esprit humain, et ils s'y dévouaient corps et âme. Comme ils firent bien !

III. — La religion ne saurait non plus offrir une base suffisante à l'établissement d'une nationalité moderne. A l'origine, la religion tenait à l'existence même du groupe social. Le groupe social était une extension de la famille. La religion, les rites étaient des rites de famille. La religion d'Athènes, c'était le culte d'Athènes même, de ses fondateurs mythiques, de ses lois, de ses usages. Elle n'impliquait aucune théologie dogmatique. Cette religion était, dans toute la force du terme, une religion d'État. On n'était pas Athénien si on refusait de la pratiquer. C'était au fond le culte de l'Acropole personnifiée. Jurer sur l'autel d'Aglaure (1), c'était prêter le serment de mourir pour la patrie. Cette religion était l'équivalent de ce qu'est chez nous l'acte de tirer au sort, ou le culte du drapeau. Refuser de participer à un tel culte était comme serait dans nos sociétés modernes refuser le service militaire. C'était déclarer qu'on n'était pas Athénien. D'un autre côté, il est clair qu'un tel culte n'avait pas de sens pour celui qui n'était pas d'Athènes ; aussi n'exerçait-on aucun prosélytisme pour forcer des étrangers à l'accepter ; les esclaves d'Athènes ne le pratiquaient pas. Il en fut de même dans quelques petites républiques du moyen âge. On n'était pas bon Vénitien si l'on ne jurait point par saint Marc ; on n'était pas bon Amalfitain si l'on ne mettait pas saint André au-dessus de tous les autres saints du paradis. Dans ces petites sociétés, ce qui a été plus tard persécution, tyrannie, était légitime et tirait aussi peu à conséquence que le fait chez nous de souhaiter la fête au père de famille et de lui adresser des vœux au premier jour de l'an.

Ce qui était vrai à Sparte, à Athènes, ne l'était déjà plus

(1) Aglaure, c'est l'Acropole elle-même, qui s'est dévouée pour sauver la patrie.

dans les royaumes sortis de la conquête d'Alexandre, ne l'était surtout plus dans l'Empire romain. Les persécutions d'Antiochus Épiphanes pour amener l'Orient au culte de Jupiter Olympien, celles de l'Empire romain pour maintenir une prétendue religion d'État furent une faute, un crime, une véritable absurdité. De nos jours, la situation est parfaitement claire. Il n'y a plus de masses croyant d'une manière uniforme. Chacun croit et pratique à sa guise, ce qu'il peut, comme il veut. Il n'y a plus de religion d'État ; on peut être Français, Anglais, Allemand, en étant catholique, protestant, israélite, en ne pratiquant aucun culte. La religion est devenue chose individuelle ; elle regarde la conscience de chacun. La division des nations en catholiques, protestantes, n'existe plus. La religion, qui, il y a cinquante-deux ans, était un élément si considérable dans la formation de la Belgique, garde toute son importance dans le for intérieur de chacun ; mais elle est sortie presque entièrement des raisons qui tracent les limites des peuples.

IV. — La communauté des intérêts est assurément un lien puissant entre les hommes. Les intérêts, cependant, suffisent-ils à faire une nation ? Je ne le crois pas. La communauté des intérêts fait les traités de commerce. Il y a dans la nationalité un côté de sentiment ; elle est âme et corps à la fois ; un *Zollverein* n'est pas une patrie.

V. — La géographie, ce qu'on appelle les frontières naturelles, a certainement une part considérable dans la division des nations. La géographie est un des facteurs essentiels de l'histoire. Les rivières ont conduit les races ; les montagnes les ont arrêtées. Les premières ont favorisé, les secondes ont limité les mouvements historiques. Peut-on dire cependant, comme le croient certains partis, que les limites d'une nation sont écrites sur la carte et que cette nation a le droit de s'adjuger ce qui est nécessaire pour arrondir certains contours, pour atteindre telle montagne, telle rivière, à laquelle on prête une sorte de faculté limitante à priori ? Je ne connais pas de doctrine plus arbitraire ni plus funeste. Avec cela, on justifie toute les violences. Et, d'abord, sont-ce les montagnes ou bien



sont-ce les rivières qui forment ces prétendues frontières naturelles ? Il est incontestable que les montagnes séparent ; mais les fleuves réunissent plutôt. Et puis toutes les montagnes ne sauraient découper des États. Quelles sont celles qui séparent et celles qui ne séparent pas ? De Biarritz à Tornea, il n'y a pas une embouchure de fleuve qui ait plus qu'une autre un caractère bornal. Si l'histoire l'avait voulu, la Loire, la Seine, la Meuse, l'Elbe, l'Oder auraient, autant que le Rhin, ce caractère de frontière naturelle qui a fait commettre tant d'infractions au droit fondamental, qui est la volonté des hommes. On parle de raisons stratégiques. Rien n'est absolu ; il est clair que bien des concessions doivent être faites à la nécessité. Mais il ne faut pas que ces concessions aillent trop loin. Autrement, tout le monde réclamera ses convenances militaires, et ce sera la guerre sans fin. Non, ce n'est pas la terre plus que la race qui fait une nation. La terre fournit le substratum, le champ de la lutte et du travail ; l'homme fournit l'âme. L'homme est tout dans la formation de cette chose sacrée qu'on appelle un peuple. Rien de matériel n'y suffit. Une nation est un principe spirituel, résultant des complications profondes de l'histoire, une famille spirituelle, non un groupe déterminé par la configuration du sol.

Nous venons de voir ce qui ne suffit pas à créer un tel principe spirituel : la race, la langue, les intérêts, l'affinité religieuse, la géographie, les nécessités militaires. Que faut-il donc en plus ? Par suite de ce qui a été dit antérieurement, je n'aurai pas désormais à retenir bien longtemps votre attention.

### III

Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire



valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime; les ancêtres nous ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet. Le chant spartiate : « Nous sommes ce que vous fûtes; nous serons ce que vous êtes » est dans sa simplicité l'hymne abrégé de toute patrie.

Dans le passé, un héritage de gloire et de regrets à partager, dans l'avenir un même programme à réaliser; avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques; voilà ce que l'on comprend malgré les diversités de race et de langue. Je disais tout à l'heure : « avoir souffert ensemble »; oui, la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun.

Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. Oh ! je le sais, cela est moins métaphysique que le droit divin, moins brutal que le droit prétendu historique. Dans l'ordre d'idées que je vous soumets, une nation n'a pas plus qu'un roi le droit de dire à une province : « Tu m'appartiens, je te prends. » Une province, pour nous, ce sont ses habitants; si

quelqu'un en cette affaire a droit d'être consulté, c'est l'habitant. Une nation n'a jamais un véritable intérêt à s'annexer ou à retenir un pays malgré lui. Le vœu des nations est, en définitive, le seul critérium légitime, celui auquel il faut toujours en revenir.

Nous avons chassé de la politique les abstractions métaphysiques et théologiques. Que reste-t-il, après cela ? Il reste l'homme, ses désirs, ses besoins. La sécession, me direz-vous, et, à la longue, l'émiettement des nations sont la conséquence d'un système qui met ces vieux organismes à la merci de volontés souvent peu éclairées. Il est clair qu'en pareille matière aucun principe ne doit être poussé à l'excès. Les vérités de cet ordre ne sont applicables que dans leur ensemble et d'une façon très générale. Les volontés humaines changent ; mais qu'est-ce qui ne change pas ici-bas ? Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. A l'heure présente, l'existence des nations est bonne, nécessaire même. Leur existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître.

Par leurs facultés diverses, souvent opposées, les nations servent à l'œuvre commune de la civilisation ; toutes apportent une note à ce grand concert de l'humanité, qui, en somme, est la plus haute réalité idéale que nous atteignons. Isolées, elles ont leurs parties faibles. Je me dis souvent qu'un individu qui aurait les défauts tenus chez les nations pour des qualités, qui se nourrirait de vaine gloire ; qui serait à ce point jaloux, égoïste, querelleur ; qui ne pourrait rien supporter sans dégainer, serait le plus insupportable des hommes. Mais toutes ces dissonances de détail disparaissent dans l'ensemble. Pauvre humanité, que tu as souffert ! que d'épreuves t'attendent encore ! Puisse l'esprit de sagesse te guider pour te préserver des innombrables dangers dont ta route est semée !

Je me résume, Messieurs. L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une

grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. Tant que cette conscience morale prouve sa force par les sacrifices qu'exige l'abdication de l'individu au profit d'une communauté, elle est légitime, elle a le droit d'exister. Si des doutes s'élèvent sur ses frontières, consultez les populations disputées. Elles ont bien le droit d'avoir un avis dans la question. Voilà qui fera sourire les transcendants de la politique, ces infaillibles qui passent leur vie à se tromper et qui, du haut de leurs principes supérieurs, prennent en pitié notre terre à terre. « Consulter les populations, fi donc ! quelle naïveté ! Voilà bien ces chétives idées françaises qui prétendent remplacer la diplomatie et la guerre par des moyens d'une simplicité enfantine. » — Attendons, Messieurs ; laissons passer le règne des transcendants ; sachons subir le dédain des forts. Peut-être, après bien des tâtonnements infructueux, reviendra-t-on à nos modestes solutions empiriques. Le moyen d'avoir raison dans l'avenir est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé.

# IDENTITÉ ORIGINELLE ET SÉPARATION GRADUELLE DU JUDAÏSME ET DU CHRISTIANISME

CONFÉRENCE FAITE A LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES JUIVES

LE 26 MAI 1883 (1)

**J**E suis infiniment heureux, Monsieur le baron (2), des paroles par lesquelles vous avez eu la bonté de m'introduire auprès de cette assemblée. J'ai été, en effet, du nombre de ceux qui ont applaudi tout d'abord à la formation de cette Société des études juives, à laquelle je crois un si grand avenir. J'ai applaudi, en particulier, à l'article de vos statuts qui permet à des personnes étrangères à la communauté israélite de faire partie de votre Société.

Vous avez eu parfaitement raison, Messieurs, d'introduire cette disposition dans votre règlement. Sans doute, les études juives vous appartiennent de plein droit ; mais, permettez-moi de le dire à votre gloire, elles appartiennent aussi à l'humanité. Les recherches relatives au passé israélite intéressent tout le monde. Toutes les croyances trouvent dans vos livres le secret de leur formation. Celui qui veut fouiller ses origines religieuses arrive nécessairement à l'hébreu. Ces études, tout en étant votre domaine propre, sont donc en même temps le domaine commun de tous ceux qui croient ou qui cherchent.

(1) *Le Judaïsme et le Christianisme*, Calmann-Lévy, 1883, 27 p. (N. de l'éd.).

(2) M. le baron Alphonse de Rothschild avait ouvert la séance par une allocution.

Quelle merveilleuse destinée, en effet, que celle de votre livre sacré, de cette Bible qui est devenue l'aliment intellectuel et moral de l'humanité civilisée ! S'il est une portion du monde qui rappelle peu la Judée, ce sont assurément nos îles perdues de l'Occident et du Nord. Eh bien ! de quoi s'occupe-t-on dans ces pays lointains, habités par des races si différentes de celles de l'Orient ? De quoi s'y occupe-t-on ? De la Bible, Messieurs, de la Bible avant tout.

Il y a au nord de l'Écosse, à trente lieues à peu près de la côte, au milieu d'une mer sauvage, un rocher isolé qui pendant la moitié de l'année est presque plongé dans les ténèbres. Cette petite île s'appelle Saint-Kilda. Je lisais dernièrement des renseignements très curieux sur cet îlot, qui pourrait nous fournir des données intéressantes sur la race celtique à son état pur. Pendant des mois entiers, on y est sans relations avec le reste du monde. On doit s'ennuyer beaucoup à Saint-Kilda, et la société doit y être peu variée. Eh bien ! que fait-on sur cette petite terre oubliée ? On lit la Bible du matin au soir ; on cherche à la comprendre.

J'ai un peu visité le nord de la Scandinavie ; j'ai aperçu quelques campements de Lapons. Ces Lapons sont à demi civilisés. Ils savent lire maintenant. Eh bien ! Que lisent-ils ? La Bible, toujours la Bible. Ils l'entendent à leur façon, l'interprètent de la manière la plus originale, avec une sorte de passion sombre et d'intelligence profonde.

Vous avez donc ce privilège incomparable que votre livre est devenu le livre du monde entier, par conséquent ne vous en prenez qu'à vous-mêmes si tout le monde veut se mêler à vos études. Vous partagez ce privilège de l'universalité avec une autre race qui, elle aussi, a imposé sa littérature à tous les siècles et à tous les pays, c'est la Grèce. Assurément nous nous plaindrions si les Grecs modernes venaient dire : « Nous seuls, avons le droit de nous occuper du grec. — Pardon, répondrions-nous, tout le monde admire votre ancienne littérature, tout le monde a le droit de l'étudier. » La Bible, de même, étant le bien commun de l'humanité, appartient à l'espèce humaine tout entière ; nous avons droit de collaborer avec vous. — Nous vous remercions donc, Messieurs, de ce que vous avez bien voulu nous



admettre, comme des Samaritains de bonne volonté, à travailler à côté de vous à l'œuvre qui nous intéresse tous également.

Il est si vrai que les études hébraïques sont la substruction commune des études religieuses de notre monde, que tous ceux qui cherchent à se rendre compte de leur foi sont amenés à s'occuper de votre passé religieux. Quand on veut approfondir le christianisme, par exemple, c'est le judaïsme qu'il faut étudier. Attaché par une de ces traditions d'enfance qui sont les plus chères et qui durent le plus, attaché, dis-je, au christianisme par une de ces traditions, je crus ne pouvoir mieux prouver mon respect pour la doctrine chrétienne qu'en l'examinant de très près. Je pense qu'un examen sérieux, consciencieux, est la plus grande marque de respect que l'on puisse donner aux croyances religieuses.

A quoi me trouvai-je mené par cette analyse du christianisme ? Je me trouvai mené à l'étude du judaïsme ; car, je le répète, le chrétien qui veut se rendre compte de sa foi est nécessairement conduit à l'hébreu. Et, assurément, cette étude produisit dans mon esprit la révolution la plus profonde. C'est du jour où j'ai commencé à connaître votre passé que mes idées se sont, je puis le dire, fixées sur l'histoire religieuse de l'humanité.

L'étude du christianisme m'inspira la résolution d'écrire l'histoire des origines chrétiennes. Mais l'histoire des origines chrétiennes, qu'est-ce, Messieurs ? C'est essentiellement votre histoire. Je reconnais que, pour être complètement logique, j'aurais dû commencer mon *Histoire des Origines du Christianisme* par une histoire du peuple juif. Si je me suis jeté, comme on dit, au milieu du sujet, c'est qu'on ne sait pas la durée de la vie et qu'on va d'abord au plus pressé. Aussi, maintenant que j'ai raconté comme je l'ai pu les cent cinquante premières années du christianisme, je voudrais que ce qui me reste de vie et de force fût consacré à l'histoire antérieure, où se trouve, je le reconnais, la véritable explication du christianisme.

Les origines du christianisme, en effet, doivent être placées au moins sept cent cinquante ans avant Jésus-Christ,

à l'époque où apparaissent les grands prophètes, créateurs d'une idée entièrement nouvelle de la religion.

C'est là votre gloire, Messieurs, la gloire d'Israël ; c'est là le grand secret dont vous êtes les dépositaires : c'est dans le sein de votre race, environ sept ou huit cents ans avant Jésus-Christ — ces années-là ne se supputent pas d'une manière bien rigoureuse, — c'est dans le sein d'Israël que s'est accompli d'une manière définitive le passage de la religion primitive, pleine de superstitions malsaines, à la religion pure et, on peut le dire, définitive de l'humanité.

La religion primitive, autant qu'il est permis de l'entrevoir, a dû participer de la grossièreté inhérente aux origines de l'humanité. Ce fut une religion tout égoïste. On se figurait Dieu ou les dieux d'une manière plus ou moins analogue à l'homme, on cherchait à prendre la Divinité ou les divinités comme on prend les hommes, c'est-à-dire par l'intérêt, par des dons, des cadeaux. On cherchait à s'insinuer dans la faveur des dieux en leur offrant quelque chose d'agréable, des sacrifices surtout, qu'on supposait devoir être bien accueillis d'eux.

C'était un culte essentiellement intéressé. L'homme était entouré de terreurs, de causes inconnues, et il s'imaginait arriver à ses fins en captant la faveur de ces causes inconnues, en les attachant au service de son ambition ou de sa passion.

Lisez cette inappréciable inscription de Mésa que nous avons au musée du Louvre, et qui montre si bien l'état de la conscience d'un roi de Moab près de neuf cents ans avant Jésus-Christ. Mésa offre des sacrifices ; il cherche à être agréable de toutes les manières au dieu Camos, qui lui rend le prix de sa piété en lui faisant remporter des victoires et en le protégeant dans toutes les occasions. Mésa, en un mot, c'est le favori de Camos. Et pourquoi cela ? Parce que Mésa est un homme d'une grande élévation morale ? Oh ! c'est bien peu probable. Nous n'avons pas beaucoup de renseignements sur cette époque reculée ; mais je crois que nous ne nous avancerions pas beaucoup en disant que Camos était attaché à Mésa pour de tout autres raisons que parce que celui-ci était un très galant homme. Le dieu

Camos ne paraît pas avoir été sensible à cette considération-là.

Que si nous passons de la religion de Moab à la religion d'Israël, le contraste est frappant. Lisons, par exemple, le *Psaume* XI, qui, comme la plupart des psaumes, n'est pas daté, mais où nous trouvons l'expression d'un sentiment fort ancien. Qu'y lisons-nous ?

Le psalmiste se demande ce qu'il faut faire pour être le protégé de Iahvé, pour être son *ger*, son « voisin ». Cette situation du *ger* à l'égard du dieu qu'il servait est devenue bien claire par les inscriptions phéniciennes, rapprochées de certaines expressions arabes. Le *ger*, le voisin d'un dieu, c'était celui qui vivait à côté du temple de ce dieu ; c'était son parasite, son commensal, participant à la bombance qui résultait de sacrifices offerts au dieu. Le voisin du dieu était ainsi couvert par la protection du dieu, qui s'étendait comme deux grandes ailes autour du temple. Or cette protection, ces avantages, cette faveur, le *ger*, chez les Phéniciens, par exemple, cherchait-il à s'en rendre digne en étant un honnête homme, en perfectionnant son être moral ? Non, certes ; les renseignements que nous avons sur ces *gérims* porteraient à croire tout le contraire. Lisons maintenant notre *Psaume* XI. Nous allons voir quelles doivent être les qualités du protégé, du voisin de Iahvé, de celui que le Dieu d'Israël couvre de ses ailes.

Iahvé, qui mérite d'être le *ger* de la tente ?  
Qui mérite d'habiter sur ta montagne sainte ?

Écoutez la réponse :

Celui qui marche immaculé et pratique la justice,  
Qui parle vrai dans son cœur ;  
Qui ne calomnie point avec sa langue,  
Qui ne fait point de mal à son prochain,  
Qui n'outrage point son semblable,  
Qui n'accepte point de cadeaux au détriment du faible.

Voilà donc, Messieurs, les qualités du *ger*, du voisin, du

protégé de Iahvé. On est le protégé de Iahvé en étant un honnête homme (1).

Je ne dis pas que le *Psaume XV* ait exprimé cela pour la première fois ; mais c'est bien Israël qui a dit cela pour la première fois. Si le psaume n'est pas daté, voici un texte qui l'est d'une façon incontestable ; c'est le premier chapitre d'*Isaïe* :

Écoutez la parole de Iahvé, juges de Sodome ; prêtez l'oreille à l'enseignement de notre Dieu, peuple de Gomorrhe. « Que m'importe la multitude de vos sacrifices ? dit Iahvé ; je suis écoeuré de la fumée des béliers, de la graisse des veaux ; le sang des taureaux, des agneaux et des boucs, je n'en veux plus. Cessez de m'apporter ces vaines offrandes ; leur odeur me fait mal au cœur... Vos fêtes et vos néoménies, mon âme les hait, elles me sont à charge ; je ne les peux plus supporter. Multipliez vos prières tant que vous voudrez ; je ne les écoute pas, car vos mains sont pleines de sang. Lavez-vous d'abord, purifiez-vous ; ôtez de devant mes yeux vos actions coupables ; cessez de faire le mal ; apprenez à bien faire ; cherchez la justice, soutenez l'opprimé, faites droit à l'orphelin, défendez la veuve. »

Ah ! Messieurs, voilà un dieu tout nouveau, un dieu profondément distinct du Camos de ce roi Méša et de tous les dieux de l'antiquité. La morale est entrée dans la religion ; la religion est devenue la morale. L'essentiel n'est plus le sacrifice matériel. C'est la disposition du cœur, c'est l'honnêteté de l'âme qui est le véritable culte.

Eh bien ! ces paroles sont datées ; elles sont authentiques, elles sont d'environ sept cent vingt-cinq ans avant Jésus-Christ. Elles signalent l'avènement de la religion pure dans l'humanité. Logiquement parlant, un tel mouvement devait aboutir à la suppression des sacrifices ; mais il est rare qu'on atteigne à l'idéal absolu ; il est difficile de faire disparaître des usages chers à un peuple et devenus nationaux. L'esprit du moins resta. L'esprit des prophètes, c'est l'esprit même d'Israël. Après la captivité, nous le retrouvons plus éclatant que jamais dans ces admirables écrivains

(1) Se rappeler aussi la belle formule : *Lo iegurka ra*, « un méchant ne saurait être ton ger ». *Ps. V, 5*.



du vi<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, dont le rêve est une religion qui puisse convenir à l'humanité tout entière.

Tant que le culte réside dans des pratiques matérielles, on ne saurait demander à tous les peuples de l'accepter ; chaque nation a ses pratiques ; pourquoi les changer ? Mais un culte qui réside dans l'idéal pur de la morale et du bien, un tel culte, dis-je, est bon pour tout le monde.

Et c'est là une idée qui se produit sans cesse chez les anciens prophètes : ce culte épuré d'Israël deviendra la religion du genre humain. Il ne s'agit plus d'un culte particulier ; il s'agit du culte universel, du règne de la justice.

Le règne de la justice ! oui, telle est bien la foi de ces anciens prophètes ; c'est l'idéal qui apparaît dans leurs œuvres. Cet idéal ne se réalise pas complètement — jamais l'idéal ne se réalise d'une façon plénière, — mais la croyance obstinée que, grâce à Israël, la justice régnera sur la terre, devient, dans la pensée du pieux juif, une sorte d'obsession.

Voilà où réside la merveilleuse originalité des prophètes ; voilà l'idée qui a été le noyau de la religion pure, et qui a dû être adoptée par l'humanité entière. Cette idée, proclamée avec un accent si populaire et si touchant par les fondateurs du christianisme, est exprimée avec une grandeur admirable par les prophètes du vii<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ.

C'est dans ce sens que j'ai dit que les origines du christianisme sont dans le judaïsme. Les vrais fondateurs du christianisme, ce sont les grands prophètes qui ont annoncé la religion pure, détachée des pratiques grossières et résidant dans les dispositions de l'esprit et du cœur, religion par conséquent qui peut et doit être commune à tous, religion idéale, consistant en la proclamation du règne de Dieu sur la terre et en l'espérance d'une ère de justice pour la pauvre humanité.

Les poèmes sibyllins, ces œuvres apocryphes autant que l'on voudra, mais si touchantes, de l'école d'Alexandrie, tournent autour du même rêve, qui, par des échos mystérieux, est arrivé jusqu'à Virgile, à savoir un avenir brillant, un avenir de paix, de bonheur et de fraternité, réservé au monde renouvelé. Ce paradis sur terre résultera de l'accèsion de l'humanité au culte d'Israël.



Il nous est très difficile de parler d'une manière précise de ces premiers fondateurs du christianisme, dont la physionomie est recouverte à nos yeux par un triple voile ; mais ce qui est certain, c'est que toute la première génération chrétienne est essentiellement juive. On eût demandé à ces grands fondateurs s'ils croyaient se mettre en dehors de la famille juive : « Oh ! non, auraient-ils répondu ; nous continuons la ligne des inspirés d'Israël ; c'est nous qui sommes les vrais aboutissants des anciens prophètes. » Ils croyaient, en un mot, accomplir la Loi et non la supprimer.

Pour avoir des témoignages bien positifs, il faut arriver à saint Paul, dont les plus anciennes épîtres conservées sont à peu près de l'an 54 après Jésus-Christ. Ici, le déchirement est en apparence éclatant. Paul cependant proteste sans cesse qu'il n'abandonne pas sa foi dans les promesses. Il veut élargir le judaïsme, en faciliter l'accès aux populations qui désirent entrer dans son sein. Il a quelquefois des paroles dures pour son ancien peuple ; mais il a aussi des paroles tendres, pleines de douceur, et jamais saint Paul n'a cru se séparer de l'Église juive. Dans la primitive Église, d'ailleurs, Paul est considéré presque comme un hérétique, comme un esprit hardi, comme une sorte de trouble-fête. Il fut en tout cas une exception, et des petites épîtres comme celles qui figurent dans le canon chrétien sous le nom de saint Jacques, de saint Jude, représentent bien mieux l'esprit de la première Église. Or de tels écrits sont tout à fait juifs ; ils auraient pu se lire dans la synagogue s'ils avaient été écrits en hébreu.

Il en est de même de l'*Apocalypse* dite de saint Jean, celle qui est dans le canon chrétien. Ce livre, daté de la fin de l'an 68 ou du commencement de l'an 69, est un livre juif au plus haut degré. L'auteur est passionné pour la nationalité juive. La guerre de Judée a commencé, Jérusalem va être investie ; on sent chez le Voyant la sympathie la plus profonde pour les révoltés de Judée. Jérusalem est pour lui « la ville aimée » ; son idéal de l'humanité est une Jérusalem d'or, de perles et de pierreries. On n'est pas plus juif que l'auteur de l'*Apocalypse*.

Au lendemain de la prise de Jérusalem, se place la rédac-

tion des Évangiles dits synoptiques. Ici il y a partage. L'esprit de ces Évangiles est en quelque sorte double. Il y a dans les vieux livres chrétiens un mot qui donne une idée assez juste de l'état moral des évangélistes ; c'est le mot *διψυχος*, « qui a deux âmes », pour signifier « flottant entre deux esprits ». On lit dans les synoptiques des paroles très sévères, quelquefois injustes contre les pharisiens ; mais ce qui montre bien que le déchirement n'était pas encore fait, c'est que le moins juif de tous les synoptiques, Luc, tient à constater que Jésus a pratiqué toutes les cérémonies de la loi, en particulier qu'il a été circoncis. Un fait bien curieux, d'ailleurs, est celui-ci :

Vers 75 ou 80 et dans les années qui suivent, il se produit beaucoup de livres inspirés par le patriotisme juif, tels que le *Livre de Judith*, l'*Apocalypse* d'Esdras, l'*Apocalypse* de Baruch, et même le *Livre de Tobie*, qui n'apparaît qu'à une époque tardive. Il n'y a rien de plus juif que le *Livre de Judith*, par exemple. Et pourtant ces livres se perdent chez les juifs et ne sont conservés que par les chrétiens ; tant il est vrai que le lien entre l'Église et la synagogue n'était pas encore rompu quand ils parurent.

L'épître de Clément Romain, quel qu'en soit l'auteur, exprime très bien les sentiments de l'Église romaine vers l'an 98 après Jésus-Christ. Cet opuscule est d'un judaïsme tout à fait orthodoxe ; Judith y est citée pour la première fois comme une héroïne, ce qui prouve que la scission, vers l'an 100, n'était pas le moins du monde accomplie.

Si nous passons maintenant aux épîtres et aux Évangiles attribués à Jean, le cas est tout autre. Nous pouvons placer la composition de ces écrits vers l'an 125 après Jésus-Christ, c'est-à-dire environ cent ans après la mort de Jésus. Le judaïsme y est traité en ennemi. On pressent l'avènement des systèmes qui, sous le nom de gnosticisme, porteront les chrétiens à renier leurs origines juives. Le gnosticisme est tout à fait opposé au judaïsme. Selon les gnostiques, le christianisme est né spontanément et sans antécédent ; ou plutôt il est une réaction contre la loi antérieure. Il est inconcevable qu'une conception historique aussi erronée ait pu se produire en aussi peu de temps (cent ou cent vingt ans

après Jésus !). Les nouveaux docteurs déclarent que le christianisme n'a rien à faire avec le judaïsme. Marcion, plus exagéré encore, prétend que la religion juive est une religion mauvaise que Jésus-Christ est venu abolir.

Il est, je le répète, tout à fait singulier que, dans l'espace d'un siècle, une semblable erreur ait pu se produire ; mais remarquez que le gnosticisme est dans l'Église chrétienne ce qu'un courant latéral est pour un fleuve. L'Église orthodoxe se considéra toujours, au second siècle, comme liée à la synagogue par le lien le plus intime.

Papias est bien un chrétien juif, renfermé dans les idées des Évangiles synoptiques et de l'*Apocalypse*. Le Testament des douze patriarches, qui paraît vers le même temps, est une œuvre toute juive. Le *Pasteur* d'Hermas est encore un livre édifiant dans le sens juif, un véritable *agada*. Je voudrais qu'on le traduisît ; je suis sûr qu'on le lirait avec charme, aussi bien dans le camp des personnes qui croient que dans le camp de celles qui s'intéressent simplement à l'histoire religieuse.

Enfin il y a cet évêque de Sardes, Méliton, qui, vers l'an 160, passe sa vie à chercher les livres saints parmi les juifs. On ne possédait la liste des livres saints, au fond de l'Asie Mineure, que d'une manière fort incomplète. Méliton fait une enquête, va en Syrie, arrive à connaître exactement le canon des juifs ; pour lui, c'est bien là le canon des livres sacrés.

Nous touchons aux temps de Marc-Aurèle. La scission, maintenant, se prononce de plus en plus. Polycarpe et son entourage sont ennemis des juifs. Les Apologistes sont en général aussi de grands adversaires du judaïsme. Ce sont des avocats ; ils taillent à pans coupés, comme une forteresse, la cause qu'ils défendent. L'écrit anonyme connu sous le nom d'*Épître à Diognète* est surtout frappant à cet égard. Il fait très bien comprendre l'erreur étrange où étaient arrivées, vers la fin du second siècle, des branches entières de la famille chrétienne : on eût dit que le christianisme avait germé du sol tout seul, indépendamment du judaïsme. L'auteur de l'*Épître à Diognète* traite les rites juifs, d'où le christianisme est sorti, de « superstitions ». On ne vit jamais contradiction plus singulière.

La séparation, je le répète, se faisait surtout par l'influence des doctrines gnostiques. Sous Marc-Aurèle, le divorce était loin encore d'être absolu. Voilà le montanisme qui se produit vers 170 ; le montanisme est une recrudescence de l'ancien esprit millénaire, prophétique, apocalyptique, parmi les populations ardentes et crédules de la Phrygie. Quelle est l'idée constante du montanisme ? C'est que Jérusalem va venir se fixer à Pépuze, en Phrygie. Les sectaires passaient les jours, les yeux tendus vers le ciel, pour voir cette Jérusalem nouvelle éclater dans les nues, puis descendre et venir s'établir dans les cantons brûlés de la Phrygie Catacécaumène. Le lien, pour eux, n'était nullement rompu avec les anciennes espérances d'Israël.

Il y a un livre, surtout, qui est un véritable trésor historique : c'est le roman dont Clément Romain est le héros et qui est connu sous le nom de *Reconnaisances*. Si l'on veut bien comprendre les relations du judaïsme avec le christianisme sous Marc-Aurèle, c'est ce livre-là qu'il faut lire. La question est traitée en quelque sorte *ex professo* dans un sermon censé prononcé par saint Pierre à Tripoli, sur la côte de Syrie. Les bases du système de conciliation exposé par saint Pierre sont celles-ci : Le judaïsme et le christianisme ne diffèrent pas l'un de l'autre ; Moïse, c'est Jésus ; Jésus, c'est Moïse. Il n'y a eu, à proprement parler, depuis l'origine, qu'un seul prophète sans cesse renaissant ; un même esprit prophétique a inspiré tous les prophètes. Le judaïsme suffit à celui qui ne connaît pas le christianisme. Le christianisme suffit à celui qui ne connaît pas le judaïsme. On peut faire son salut également dans les deux.

Les expressions dont se sert cet auteur si intéressant méritent d'être pesées. Selon la fable du roman, la famille de Clément Romain se convertit à la vérité. Ce sont des païens très vertueux et qui, pour prix de leur vertu, arrivent à la vraie religion. « Ils se font juifs », *Ιουδαίους γέγονημένους*. Se faire juif, pour l'auteur, c'est adopter la vérité religieuse, laquelle n'est pas coupée en deux. Il n'y a pour lui qu'une révélation, dont le judaïsme et le christianisme sont les deux formes équivalentes et parallèles. Voilà



comment, sous Marc-Aurèle, on comprenait les relations entre le judaïsme et le christianisme.

Plus tard, au III<sup>e</sup> siècle, la scission devient plus accusée, sous l'influence de l'école d'Alexandrie, héritière d'un gnosticisme mitigé. Clément d'Alexandrie et Origène n'aiment pas le judaïsme et en parlent avec beaucoup d'injustice. On sent que la séparation est en train de se faire ; cependant elle ne s'opère d'une manière complète que quand le christianisme affecte les allures de religion d'État, sous Constantin. Le christianisme alors devient officiel, tandis que le judaïsme garde son caractère libre. La séparation est-elle dès lors tout à fait complète ? Eh bien ! non, pas encore.

Je rappelais dernièrement les sermons de saint Jean Chrysostome contre les juifs (1). Il n'y a pas de document historique plus intéressant. L'orateur s'y montre naturellement rude, dogmatique ; il fait toutes sortes de raisonnements, dont quelques-uns ne sont pas très forts. Mais on voit que ses fidèles étaient encore dans une communauté des plus intimes avec la synagogue. Il leur dit plus de vingt fois (car saint Jean Chrysostome se répète beaucoup ; il est un peu prolix) : « Qu'allez-vous faire à la synagogue ? Vous voulez célébrer la Pâque ? Eh bien, nous aussi, nous célébrons la Pâque ; venez chez nous ! »

Les chrétiens d'Antioche, en 380, allaient donc encore à la synagogue dans beaucoup de circonstances. Pour donner à un serment plus de force, on se rendait à la synagogue parce qu'on y trouvait les livres saints. C'est ici, à vrai dire, la cause de l'usage que Jean Chrysostome combat comme un abus des plus graves. « Je sais bien, dit Chrysostome, ce que vous allez me répondre. Vous me direz que c'est là que se trouvent la Loi et les prophètes. » Les chrétiens ne pratiquaient pas assez la Bible hébraïque, et ils avaient le sentiment que les juifs en étaient les vrais gardiens.

Mais ce ne sont plus là que des traces de la communauté primitive, car la séparation devient de plus en plus profonde.

(1) Voyez ci-après, p. 939.



Nous entrons dans le moyen âge, les barbares arrivent, et alors commence cette déplorable ingratitude de l'humanité, devenue chrétienne, contre le judaïsme. C'est toujours ainsi que les choses se passent : quand on travaille pour l'humanité, on est sûr d'être volé d'abord et, par-dessus le marché, d'être battu.

Le monde avait pris la vérité religieuse au judaïsme, et il traite le judaïsme de la manière la plus cruelle. Ce n'est cependant pas dans la première moitié du moyen âge que se passent les faits les plus déplorables. A cette époque, il y a malveillance ; cela est hors de doute ; mais il n'y a pas encore de persécutions organisées, ou du moins il y en a peu. Les croisades donnent le signal des massacres de juifs. La scolastique aussi contribua beaucoup à envenimer les choses.

La théologie chrétienne venait de s'organiser en une espèce de science, où la révélation était en quelque sorte encadrée dans les syllogismes de la dialectique d'Aristote. Un des côtés les plus faux de cette scolastique, c'était de chercher et de trouver partout des erreurs. Nous avons de ces énumérations d'erreurs qui remplissent des volumes, et souvent, parmi ces prétendues erreurs condamnées, il y a de très bonnes choses. Dans cette fureur de condamnations théologiques, on songea que le *Talmud* devait renfermer les erreurs les plus graves. Les renégats s'en mêlèrent et se firent dénonciateurs. Alors on instruit le procès du *Talmud* (1248) ; on le brûle, et, comme dit mon savant maître, M. Victor Le Clerc, dans son *Discours sur l'Histoire littéraire de la France au XIV<sup>e</sup> siècle* : « On brûlait le *Talmud*, et quelquefois le juif avec le *Talmud*. » C'est le temps des persécutions abominables, des autodafés comme celui de Troyes en 1288.

A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, la fiscalité de Philippe le Bel vint tout perdre. On commençait à s'occuper de grandes choses ; mais il fallait de l'argent, et, à cette époque, on se procurait de l'argent par de bien mauvais moyens. La spoliation des juifs se présenta tout d'abord. C'est un des actes les plus fâcheux de l'histoire de France. Jusque-là, la France avait été une terre relativement tolérante pour

Israël ; et, si quelque chose résulte du travail que nous avons inséré dans l'*Histoire littéraire de la France* sur la situation des juifs en France au moyen âge, travail dont je me plais à rapporter tout le mérite à M. Neubauer, c'est qu'avant la fin du XIII<sup>e</sup> siècle les juifs exerçaient exactement les mêmes professions que les autres Français. C'est à la suite des tristes événements dont nous venons de parler que se fait la distinction des professions entre israélites et non-israélites. On force les israélites à mener un genre de vie différent de celui des autres. La vie de l'israélite devient une vie de séquestration, de proscription. Or c'est une loi historique que la société qui condamne une partie de ses membres à une vie à part est la première victime de ces mesures maladroites ; car une des conséquences de la proscription, c'est, jusqu'à un certain point, de créer un privilège pour le proscrit. On le soustrait aux charges : on le condamne aux professions qui ne sont que lucratives. C'est ainsi qu'on a presque forcé l'israélite à être riche. Dans cette société du moyen âge, au moins à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, l'israélite n'a plus qu'une profession libre, celle qui consiste à s'enrichir, si bien qu'il y a là un cercle vicieux des plus singuliers. Le moyen âge reproche à l'israélite la profession même à laquelle il l'a condamné. Il lui a enlevé la culture de la terre, il lui interdit l'exercice de toutes les professions onéreuses, et il trouve mauvais que l'israélite profite de ce qu'une telle situation a de lucratif. C'est un sophisme des plus déplorables.

Ce fait de la dévolution aux juifs des affaires d'argent et de finances au moyen âge était, du reste, la conséquence de leur situation en dehors du droit canonique. L'Église, au moins en France, professait alors sur l'usure les idées les plus exagérées et les plus fausses. Les doctrines des casuistes sur la question de l'intérêt de l'argent rendaient presque toutes les affaires impossibles à la société chrétienne (1). Pour faire la moindre opération d'argent, il fallait employer des personnes qui ne fussent pas soumises au droit canon.

(1) Voir le mémoire de M. Jourdain sur les commencements de l'économie politique dans les écoles du moyen âge, dans les *Mém. de l'Acad. des Inscri. et Belles-Lettres*, t. XXVIII, II<sup>e</sup> partie.

L'usure (et on était usurier par le fait de tirer le moindre profit d'un placement), l'usure, dis-je, était un crime ecclésiastique ; l'usurier ne pouvait tester, n'était pas enterré en terre sainte, sa famille était notée d'infamie, si bien que les chrétiens étaient absolument exclus des opérations de banque et même d'assurance et de commerce. C'est donc le moyen âge qui est lui-même coupable de ce qu'il a reproché aux israélites.

N'insistons pas sur ce triste spectacle. Arrivons à une époque plus consolante, à ce XVIII<sup>e</sup> siècle qui a proclamé enfin les droits de la raison, les droits de l'homme, la vraie théorie de la société humaine, je veux dire l'État sans dogme officiel, l'État neutre au milieu des opinions métaphysiques et théologiques : c'est ce jour-là que l'égalité des droits a commencé pour les juifs. C'est la Révolution qui a proclamé l'égalité des juifs avec les autres citoyens dans l'État.

La Révolution a trouvé ici la solution vraie avec un sentiment d'une justesse absolue, et tout le monde y viendra.

Et qui mieux que le peuple juif, Messieurs, pouvait accepter une pareille solution ? C'était le peuple juif lui-même qui l'avait préparée ; il l'avait préparée par tout son passé, par ses prophètes, les grands créateurs religieux d'Israël, qui avaient appelé l'unité future du genre humain dans la foi et dans le droit.

Les promoteurs d'un tel mouvement sont : d'abord l'ancien et authentique Isaïe ; puis son continuateur du temps de la captivité, ce génie religieux hors de pair ; puis les esséniens, ces poétiques ascètes qui rêvaient un idéal qu'on n'a pas encore atteint. Le christianisme a aussi puissamment contribué aux progrès de la civilisation ; or le christianisme, si admirable dans sa lutte contre les barbares, quand il cherche à maintenir quelque trace de raison et de droit au milieu des débordements de la brutalité, le christianisme, dis-je, n'était que la continuation de vos prophètes. La gloire du christianisme, c'est la gloire du judaïsme. Oui, le monde s'est fait juif en se convertissant aux lois de douceur et d'humanité prêchées par les disciples de Jésus.

Et maintenant que ces grandes choses sont accomplies, disons-le avec assurance : le judaïsme, qui a tant servi dans le passé, servira encore dans l'avenir. Il servira la vraie cause du libéralisme, de l'esprit moderne. Tout juif est un libéral (1). Il l'est par essence. Les ennemis du judaïsme, au contraire, regardez-y de près, vous verrez que ce sont en général des ennemis de l'esprit moderne.

Les créateurs du dogme libéral en religion, ce sont, je le répète, vos anciens prophètes, Isaïe, les sibyllins, l'école juive d'Alexandrie, les premiers chrétiens, continuateurs des prophètes. Voilà les véritables fondateurs de l'esprit de justice dans le monde. En servant l'esprit moderne, le juif ne fait, en réalité, que servir l'œuvre à laquelle il a contribué plus que personne dans le passé et, ajoutons-le, pour laquelle il a tant souffert.

La religion pure, en un mot, que nous entrevoyons comme pouvant rallier l'humanité tout entière, sera la réalisation de la religion d'Isaïe, la religion juive idéale, dégagée des scories qui ont pu y être mêlées.

Vous avez donc bien fait, Messieurs, de fonder la Société des études juives, qui mettra ces vérités dans une lumière toute particulière. Travaillons tous ensemble, car l'œuvre est commune. Je me suis quelquefois plu à rêver le jour où l'humanité, reconnaissante envers la Grèce, apporterait à l'Acropole d'Athènes les morceaux que tout le monde lui a volés. C'est un rêve qui ne se réalisera jamais. Eh bien, je rêverais au moins quelque chose d'analogue pour votre Parthénon. Votre Parthénon, Messieurs, c'est, je le veux bien, Jérusalem, cette ville unique et si hautement respectable ; mais vous êtes idéalistes avant tout, et votre vrai Parthénon, c'est la Bible.

L'étude, l'éclaircissement, l'explication de la Bible, voilà votre œuvre à laquelle nous sommes heureux d'avoir été

(1) Ceci s'applique naturellement aux juifs français, tels que les a faits la Révolution ; mais nous sommes persuadé que tout pays qui voudra renouveler l'expérience, renoncer à la religion d'État, laïciser la vie civile et pratiquer l'égalité de tous les citoyens devant la loi, arrivera au même résultat et trouvera d'excellents patriotes dans le culte israélite comme dans les autres cultes.

conviés. Et quel plus bel hommage rendu à l'esprit d'Israël, que ce prodigieux travail de l'exégèse moderne, que ces innombrables recherches critiques, pour élucider, je ne dirai pas chaque phrase, mais chaque mot, mais chaque lettre de vos textes anciens ?

Votre livre est une chose tellement unique dans l'humanité, que chacune des syllabes que vous avez écrites est devenue un sujet de bataille sans fin.

Le dictionnaire hébreu décide du sort de l'humanité. Il y a tel dogme qui repose sur une erreur d'interprétation de certain passage de votre Bible, sur une faute de vos copistes. Tel de vos anciens scribes, par une de ses distractions, a décidé de la théologie de l'avenir.

Quand j'avais l'honneur d'être attaché au département des manuscrits à la Bibliothèque impériale — la Bibliothèque nationale aujourd'hui — je reçus la visite du célèbre D<sup>r</sup> Pusey, homme respectable s'il en fut, et, comme on sait, très orthodoxe. Lorsque je lui eus remis les manuscrits arabes qu'il désirait consulter, il vit sur ma table le *Thesaurus* de Gesenius (1). Aussitôt sa figure se rembrunit, devint sévère, et il me dit : « C'est là un livre extrêmement dangereux, plein de rationalisme et d'erreurs. » Le lendemain, je reçus de lui une lettre de plus de dix pages, — que je conserve précieusement — pour me démontrer qu'il ne fallait que des yeux pour voir les prédictions les plus claires du Messie dans le cinquante-troisième chapitre d'Isaïe.

Eh bien, c'est là votre gloire, Messieurs ; combien ce cinquante-troisième chapitre a-t-il déjà produit de volumes ? Que n'a-t-on pas écrit sur un certain pronom contenu dans ce cinquante-troisième chapitre ? Que de recherches, que d'efforts pour déterminer si ce pronom *lamo* doit être pris au singulier ou au pluriel ! La foi d'une foule de gens a reposé sur la syntaxe de ce pronom *lamo*.

Ce sont là des subtilités ; mais, en même temps, ce sont autant d'hommages rendus à la grandeur de votre passé.

(1) *Thesaurus philologicus criticus linguae hebraeae et chaldaeae Veteris Testamenti*. (N. de l'édition.)



Travaillez donc, Messieurs, comme vous l'avez fait jusqu'ici, et veuillez bien accepter notre collaboration.

Votre Bible, Messieurs, est le livre de l'humanité tout entière, c'est le document fondamental de l'histoire des développements successifs de l'idée religieuse dans l'humanité.

## LE JUDAISME COMME RACE ET COMME RELIGION

CONFÉRENCE FAITE AU CERCLE SAINT-SIMON

LE 27 JANVIER 1883 (1)

Messieurs,

VOTRE accueil bienveillant me touche plus que je ne saurais dire ; mais la solennité de cette tribune me trouble un peu. J'avais accepté de parler ce soir devant vous, à la condition que notre entretien ne serait qu'un simple échange de réflexions sans nul artifice oratoire. Cet appareil de sténographie m'intimide ; car, ce que je voulais, c'était simplement de penser en quelque sorte tout haut devant vous sur un des sujets vers lesquels mes recherches se portent le plus souvent depuis quelque temps. Je réclame votre indulgence pour un exposé qui ne devait être, dans ma pensée, qu'une simple conversation et que votre aimable empressement transforme en conférence. Le sujet parle de lui-même et me soutiendra.

Je voudrais échanger quelques idées avec vous sur la distinction que, selon moi, il importe de faire entre la question religieuse et la question ethnographique en ce qui concerne le judaïsme. Que le judaïsme soit une religion et une grande religion, cela est clair comme le jour. Mais on va d'ordinaire plus loin. On considère le judaïsme comme un fait de race, on dit « la race juive » ; on suppose, en un mot, que le peuple juif, qui, à l'origine,

créa cette religion, l'a toujours gardée pour lui seul. On voit bien que le christianisme s'en est détaché à une certaine époque ; mais on se laisse aller volontiers à croire que ce petit peuple créateur est resté toujours identique à lui-même, si bien qu'un juif de religion serait toujours un juif de sang. Jusqu'à quel point cela est-il vrai ? Dans quelle mesure ne convient-il pas de modifier une telle conception ? Nous allons l'examiner. Mais auparavant permettez-moi de poser bien nettement la question au moyen d'une comparaison.

Il y a dans le monde, à Bombay, une petite religion qui est celle des parsis, l'ancienne religion de la Perse. Dans ce cas, la question est bien claire. Le parsisme est une religion qui a été nationale à l'origine et qui est aujourd'hui gardée par une race à peu près homogène ; je ne crois pas qu'il y ait jamais eu, en effet, beaucoup de conversions au parsisme. Voilà donc un fait religieux exactement connexe à un fait de race.

Prenons, au contraire, le protestantisme dans les pays où il est en minorité, comme en France. Ici la situation est inverse, il n'y a pas de fait ethnographique. Pourquoi un homme est-il protestant ? Parce que ses ancêtres l'ont été. Pourquoi ses ancêtres l'ont-ils été ? Parce qu'au *xvi<sup>e</sup>* siècle ils se sont trouvés dans une disposition intellectuelle et morale qui les a amenés à adopter la réforme du christianisme. L'ethnographie n'a que faire en pareil cas, et c'est vainement qu'on viendrait dire que ceux qui se sont faits protestants au *xvi<sup>e</sup>* siècle avaient bien pour cela quelque raison de race. Ce serait là une subtilité, ou du moins une considération d'un autre ordre que celles dont nous nous occupons en ce moment.

Dans le parsisme, au contraire, il y a certainement un fait ethnographique ; car, je le répète, il y a très peu d'esprit de prosélytisme dans cette petite société religieuse parquée à Bombay.

Eh bien, quelle est la situation du judaïsme ? Est-ce quelque chose d'analogue au protestantisme, ou bien est-ce une religion ethnographique comme le parsisme ? Voilà le point sur lequel je voudrais que nous réfléchissions aujourd'hui.

Il y a un principe fondamental qui ne m'arrêtera pas longtemps, Messieurs. Je parle devant des personnes au courant de la science, et le principe dont il s'agit est en quelque sorte l'*a b c* de la science des religions : c'est la distinction des religions nationales ou locales et des religions universelles.

De religions universelles, il n'y en a que trois. C'est d'abord le bouddhisme, ou, pour mieux dire, l'hindouisme ; car nous voyons très bien maintenant qu'avant la propagande bouddhiste il y eut une propagande hindoue. Les anciens monuments de l'Indochine ne sont pas bouddhistes, ils sont brahmanistes, et le bouddhisme n'est venu là que plus tard ; mais c'est surtout sous la forme bouddhiste, nous le reconnaissons, que la religion hindoue a été conquérante. La seconde des religions universelles est le christianisme, et la troisième l'islamisme. Ce sont là trois grands faits qui n'ont rien d'ethnographique ; il y a des bouddhistes, des chrétiens et des musulmans de toutes les races. Nous savons au moins par à peu près la date de l'apparition dans le monde de ces trois religions. Le bouddhisme remonte à quatre ou cinq cents ans avant Jésus-Christ ; ses grandes conquêtes viennent plus tard. Quant au christianisme, à l'islamisme, nul doute sur l'époque de leur formation.

Mais, en dehors de ces religions universelles, il y a eu des milliers de religions locales et nationales. Athènes a eu sa religion, Sparte a eu sa religion, toutes les nations de l'antiquité avaient leur religion. Les lieux, dans le monde ancien, avaient aussi leur religion. C'est ici une des idées les plus enracinées de l'antiquité. Au II<sup>e</sup>, au III<sup>e</sup> siècle de notre ère, l'éternel raisonnement de Celse et des adversaires du christianisme est que les pays ont des dieux qui les protègent, qui s'intéressent à leurs destinées.

Cette vieille idée est exprimée de la manière la plus naïve dans un récit du second *Livre des Rois*, relatif à la situation où se trouvèrent les Cuthéens qui avaient été amenés par les Assyriens en Samarie. Il leur arrive des mésaventures. Ils sont attaqués par des lions, qu'ils regardent comme des émissaires du dieu du pays, mécontent de n'être pas adoré à sa manière, et ils envoient au gouvernement assyrien une

pétition se résumant à peu près en ceci : « Le dieu du pays nous en veut de ce qu'il n'est pas servi comme il voudrait l'être ; envoyez-nous des prêtres qui sachent comment nous pourrions le satisfaire. » Voilà donc une idée tout autre assurément que celle du christianisme et que celle du bouddhisme. Le dieu, en ce cas, est essentiellement local et provincial.

Toutes les religions locales ou nationales ont péri. L'humanité a voulu de plus en plus des religions universelles, expliquant à l'homme ses devoirs généraux et ayant la prétention d'apprendre à l'humanité le secret de ses destinées. Les religions nationales avaient un programme plus limité : c'était le patriotisme, doublé de cette idée que chaque pays a un génie qui veille sur lui et qui demande à être servi d'une certaine manière. Cette théologie étroite a complètement disparu. Elle a disparu devant l'idée chrétienne, l'idée bouddhique et l'idée musulmane. Cela a été un immense progrès. Je ne vois guère, dans l'histoire des nations civilisées, que deux exemples d'anciennes religions nationales qui aient survécu ; c'est d'abord le parsisme (et encore il faut dire que, pour ses sectateurs, le parsisme présente, à beaucoup d'égards, une physionomie universelle), — puis le judaïsme, qui, d'après une certaine conception, serait la religion d'un pays, le pays d'Israël ou le pays de Juda, conservée par les descendants des habitants de ce pays.

Eh bien, je le répète, cela demande à être examiné d'excussivement près. Que la religion israélite, que le judaïsme ait été à l'origine une religion nationale, cela est absolument hors de doute. C'est la religion des Beni-Israël, laquelle, pendant des siècles, n'a pas été essentiellement différente de celle des peuples voisins, des Moabites, par exemple. Iahvé, le dieu israélite, protège Israël, comme Camos, le dieu moabite, protège Moab. Nous savons maintenant fort bien quelle était la manière de sentir en religion d'un Moabite, depuis la découverte de cette inscription du roi Méša qui est au Louvre, et dans laquelle ce roi du IX<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ nous fait en quelque sorte ses confidences religieuses. Je crois bien que les idées de David



étaient à peu près les mêmes que celles de Mésa. Il y a une association intime entre Mésa et son dieu Camos. Camos intervient dans toutes les circonstances de la vie du roi, lui donne des ordres, des conseils ; toutes les victoires, c'est Camos qui les remporte ; le roi lui fait de beaux sacrifices et traîne devant lui la vaisselle sacrée des dieux vaincus. Il rémunère le dieu en proportion de ce que le dieu lui a donné ; c'est la religion du prêtée-rendu. La religion d'Israël, elle aussi, a sans doute été bien longtemps une religion égoïste, intéressée, la religion d'un dieu particulier, Iahvé.

Qu'est-ce qui a fait que ce culte de Iahvé est devenu la religion universelle du monde civilisé ? Ce sont les prophètes, vers le VIII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ. Voilà la gloire propre d'Israël. Nous n'avons pas la preuve que, chez les peuples voisins et plus ou moins congénères des Israélites, chez les Phéniciens par exemple, il y ait eu des prophètes. Il y avait sans doute des nabis, que l'on consultait lorsqu'on avait perdu son âne ou que l'on voulait savoir un secret. C'étaient des sorciers. Mais les nabis d'Israël sont tout autre chose. Ils ont été les créateurs de la religion pure. Nous voyons, vers le VIII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, apparaître ces hommes, dont Isaïe est le plus illustre, qui ne sont pas du tout des prêtres et qui viennent dire : « Les sacrifices sont inutiles ; Dieu n'y prend aucun plaisir. Comment pouvez-vous avoir une idée assez basse de la Divinité pour ne pas comprendre que ces mauvaises odeurs de graisse brûlée lui font mal au cœur ? Soyez justes ; adorez Dieu avec des mains pures ; voilà le culte qu'il réclame de vous. » Je ne crois pas que, du temps du roi Mésa ou du roi David, on ait beaucoup fait ce raisonnement. Dans ce temps-là, la religion n'est qu'un échange de bons services et d'hommages entre le dieu et son serviteur ; au contraire, les prophètes du VIII<sup>e</sup> siècle proclament que le vrai serviteur de Iahvé, c'est celui qui fait le bien. La religion devient de la sorte quelque chose de moral, d'universel ; elle se pénètre de l'idée de justice, et c'est pour cela que ces prophètes d'Israël sont les tribuns les plus exaltés qu'il y ait jamais eu, tribuns d'autant plus âpres qu'ils n'ont pas la conception d'une vie future pour se consoler, et

que c'est ici-bas, d'après eux, que la justice doit régner.

Voilà une apparition unique dans le monde, celle de la religion pure. Vous voyez, en effet, qu'une pareille religion n'a rien de national. Quand on adore un Dieu qui a fait le ciel et la terre, qui aime le bien et punit le mal (ceci était assez difficile à prouver sans les idées d'outre-tombe ; mais enfin on s'en tirait comme on pouvait) ; quand on proclame une telle religion, on n'est plus dans les limites d'une nationalité, on est en pleine conscience humaine, au sens le plus large. Aussi ces grands créateurs tirent-ils parfaitement les conséquences de leur doctrine, conséquences dont la dernière aurait été certainement de supprimer les sacrifices et le temple. Ils y seraient arrivés ; que dis-je ! ils y sont arrivés ; les fondateurs du christianisme sont les derniers représentants de l'esprit prophétique ; or le christianisme proclame que les sacrifices sont un fait absolument archaïque et qui ne doit plus exister dans la religion selon l'esprit.

Quant au temple, on accusa le fondateur du christianisme d'avoir parlé contre lui ; l'a-t-il fait réellement ? Nous ne le saurons jamais. Mais, en tout cas, un événement est survenu qui a tranché la question : c'est la destruction du temple par les Romains. Cette destruction a été un immense bonheur, parce qu'il est douteux que le christianisme eût réussi à se détacher complètement du temple, si le temple eût subsisté.

Je le répète, le premier fondateur du christianisme, c'est Isaïe, vers l'an 725 avant Jésus-Christ. En introduisant dans le monde israélite l'idée d'une religion morale, de la justice et de la valeur secondaire des sacrifices, Isaïe a précédé Jésus de sept siècles. A l'idée de la religion pure se joint, chez les prophètes du même temps, la conception d'une espèce d'âge d'or, qui apparaît déjà dans l'avenir. Le trait caractéristique d'Israël, c'est l'annonce obstinée d'un avenir brillant pour l'humanité, d'un état où la justice régnera sur la terre, où les cultes inférieurs, grossiers, idolâtriques, disparaîtront. Cela se trouve dans les parties authentiques d'Isaïe. Vous savez qu'il y a une analyse délicate à faire dans les œuvres de ce prophète. La dernière partie du livre

qu'on lui attribue est postérieure à la captivité ; mais les chapitres que j'ai en vue, les chapitres XI, XIX, XXII, XXXIII, par exemple, sont indubitablement d'Isaïe lui-même ; or c'est là qu'on insiste le plus sur la conversion des païens de l'Égypte, de Tyr, de l'Assyrie.

Ainsi l'idolâtrie disparaîtra du monde, elle disparaîtra par le fait du peuple juif ; le peuple juif sera alors comme « une bannière » que les peuples verront à l'horizon et autour de laquelle ils viendront se rallier. L'idéal messianique ou sibyllin est donc arrêté dans ses lignes essentielles bien avant la captivité de Babylone. Israël rêve un avenir de bonheur pour l'humanité, un royaume parfait, dont la capitale sera Jérusalem, où tous les peuples viendront rendre hommage à l'Éternel. Il est clair qu'une pareille religion n'est pas nationale. Il y a au fond de tout cela une part d'orgueil national, sans contredit : quelle est l'œuvre historique où un tel fond ne se retrouve pas ? Mais l'idée, vous le voyez, est universelle au premier chef, et, de là à la propagande, à la prédication, il n'y avait qu'un pas. Le monde, à cette époque, ne se prêtait pas à une grande propagande comme fut plus tard l'apostolat chrétien. Les missions de saint Paul, les relations des Églises entre elles n'étaient possibles qu'avec l'Empire romain. Mais la conception d'une religion universelle n'en est pas moins née dans le sein du vieil Israël. Elle se manifeste bien plus énergiquement encore dans les écrits de la captivité. Le siècle qui suivit la destruction de Jérusalem fut pour le génie juif une époque de merveilleux épanouissement. Rappelez-vous les beaux chapitres qu'on a mis à la suite du livre d'Isaïe : « Lève-toi, resplendis, Jérusalem ; car la lumière de l'Éternel va se lever sur toi ! » Rappelez-vous encore l'image de Zacharie : « Il arrivera un jour où dix hommes de toutes les langues s'attacheront aux pans de la robe d'un juif et lui diront : « Mène-nous à Jérusalem ; c'est là qu'on fait les vrais sacrifices, les seuls qu'agrée l'Éternel. » La lumière émanera donc du peuple juif, et cette lumière remplira le monde entier. Une telle idée n'a rien d'ethnographique ; elle est universelle au plus haut degré, et le peuple qui la proclame est évidemment appelé à une

destinée qui dépassera de beaucoup les bornes d'un rôle national déterminé.

Qu'arriva-t-il, au point de vue de la race, pendant la captivité et surtout pendant cette longue période de la domination perse, depuis l'an 530 environ avant Jésus-Christ jusqu'à Alexandre ? Nous ne le savons pas. Y eut-il, à cette époque, en Israël, beaucoup de mélanges ethniques ? Il serait téméraire de l'affirmer ; mais, d'un autre côté, on ne peut s'empêcher d'en reconnaître la possibilité. La haïe qui entourait Israël dut, pendant ce temps de désorganisation, subir plus d'une brèche. Je ne vois guère qu'un fait qu'on puisse rattacher au sujet qui nous occupe : c'est la profonde aversion que les réformateurs Néhémie et Esdras manifestent pour les mariages mixtes. C'est chez eux une idée fixe. Il est probable que, dans les bandes de juifs qui revenaient de l'Orient, il y avait plus d'hommes que de femmes ; ce qui obligea les émigrants à prendre les femmes dans les tribus voisines. Ces unions sont prohibées au point de vue religieux ; mais c'est précisément parce qu'elles sont sévèrement interdites qu'il est probable qu'elles avaient lieu sur une très grande échelle.

Un fait qui a aussi son importance est ce que l'on raconte du royaume de Samarie, lequel, depuis sa destruction par les Assyriens, aurait été, nous dit-on, peuplé par des étrangers. Il y a là probablement quelque exagération. Le pays, d'après les récits des livres des *Rois*, aurait été un désert, ce qui n'est pas probable. Il n'est guère douteux cependant que les colons amenés par les Assyriens n'aient introduit dans la masse israélite beaucoup d'éléments qui n'avaient rien de commun avec elle.

Arrivons à l'époque grecque et romaine. C'est le moment où le prosélytisme juif arrive à la plus complète expansion ; c'est le moment aussi où l'ethnographie du peuple juif, jusque-là renfermée dans des limites assez resserrées, s'élargit tout à fait et admet une foule d'éléments étrangers. Je parle à des personnes trop instruites pour qu'il me soit nécessaire d'insister sur les détails. Tout le monde sait combien fut active cette propagande juive, durant l'époque grecque, à Antioche et à Alexandrie.



En ce qui concerne Antioche, je voudrais appeler votre attention sur un passage de Josèphe qui m'a toujours paru fort curieux. C'est dans la *Guerre des Juifs*, livre VII, chapitre III, paragraphe 3. Josèphe parle de la prospérité extraordinaire de la juiverie d'Antioche, et il dit (je vous traduis littéralement ses paroles) :

« Ayant amené à leur culte un grand nombre d'Hellènes, ils en firent une partie de leur communauté. »

Il ne s'agit donc pas ici seulement d'hommes menant la vie juive, comme cela eut lieu à Rome plus tard, de prosélytes incirconcis ; non, ce sont des Hellènes en grand nombre (πολλοὶ ἑλληνες), qui se convertissent au judaïsme et qui font partie de la synagogue. Ce ne sont pas ici des demi-juifs, comme seront les judaïsants de la maison des Flavius ; ce sont des gens qui se font juifs et qui acceptent l'acte capital de l'initiation au judaïsme, la circoncision.

A Alexandrie, ce fut bien autre chose. Certainement l'Église juive d'Alexandrie était recrutée en très grande partie dans la population égypto-hellénique ; l'hébreu y fut vite oublié. C'est là qu'eut lieu cette production énorme de livres de propagande qui a devancé le christianisme ; c'est là que virent le jour ces livres sibyllins, ces faux auteurs classiques destinés à prêcher le monothéisme. On voulait à tout prix convertir les païens ; les propagandistes, dans leur zèle, ne trouvaient rien de mieux que de prêter à des écrivains anciens, ayant de l'autorité, des ouvrages où les bonnes doctrines étaient enseignées. C'est ainsi qu'ont été fabriqués le *Pseudo-Phocylide*, le *Pseudo-Héraclite*, destinés à prêcher un judaïsme mitigé, réduit à une sorte de religion naturelle.

Le fait de cette propagande extraordinaire du judaïsme, de 150 ans environ avant Jésus-Christ jusqu'à 200 ans environ après notre ère, est incontestable. Mais, me direz-vous, qui prouve trop ne prouve rien. Le résultat de ce prosélytisme a été, pour le judaïsme, religieux bien plus qu'ethnographique. Les gens convertis de la sorte se faisaient très rarement circoncire. Ce qu'on appelait à Rome *vitam judaicam agere*, c'était simplement pratiquer le sabbat et la morale juive. Les gens « craignant Dieu », les



*metuentes*, les *σεβόμενοι*, *judaei improfessi*, ne sont pas restés juifs ; ils n'ont fait que traverser le judaïsme pour devenir chrétiens.

Sans doute, la plus grande partie de ces Hellènes qui avaient adopté la vie juive sans la circoncision sont devenus ensuite chrétiens. C'est chez eux que le christianisme a trouvé son terrain primitif. Mais il est certain également qu'un très grand nombre d'entre eux devenaient de véritables juifs.

Vous venez d'en avoir la preuve par le passage de Josèphe que je vous lisais tout à l'heure. Je pourrais vous citer bien d'autres faits ; ce fait, par exemple, des femmes de Damas qui, selon Josèphe, à un moment se trouvèrent toutes juives. La Syrie était le théâtre d'une propagande immense. Mon savant confrère M. Joseph Derenbourg l'a parfaitement établi. Nous en avons la preuve directe pour Palmyre, pour l'Iturée, pour le Hauran. Rien de plus connu que l'histoire d'Hélène, reine de l'Adiabène, qui se fit juive avec toute sa famille ; et il est bien probable qu'une grande partie de la population suivit l'exemple de la dynastie. Dans tous ces cas, il ne s'agit point de simples *θεοσεβείς*, de gens « aimant les juifs » ; il s'agit de juifs parfaits, de juifs circoncis.

Quand on nierait l'importance des conversions au judaïsme pour les pays grecs et latins, on ne saurait la nier pour l'Orient, pour la Syrie surtout. A Palmyre, par exemple, les inscriptions ont un caractère juif très prononcé.

La dynastie des Asmonéens et celle des Hérodes contribuèrent beaucoup à ce grand courant religieux, qui entraîna dans le judaïsme une masse d'éléments syriens. Les Asmonéens furent conquérants ; ils reconstituèrent à peu près l'ancien domaine d'Israël par la force. Il y avait là des populations qui n'étaient plus juives ; il y en avait beaucoup de païennes. Elles furent conquises par Jean Hyrcan, par Alexandre Jannée, et forcées d'accepter la circoncision. Le *compelle intrare* fut assez violent. Sous les Hérodes, l'entraînement se fit par d'autres motifs. Les Hérodes étaient une famille extrêmement riche, et l'appât de beaux

mariages amena beaucoup de petits princes de l'Orient, d'Émèse, de Cilicie, de Comagène, à se faire juifs. Il y eut ainsi un nombre considérable de conversions ; si bien qu'on ne saurait exagérer le degré auquel la Syrie a été réellement judaïsée.

Permettez-moi de vous lire à ce propos un passage de Josèphe, dans son traité *Contre Apion*, II, 39.

« De là le désir qui s'empara de grandes multitudes d'adopter notre culte, si bien qu'il n'y a pas une ville grecque ou barbare, qu'il n'y a pas une nation où ne se pratique l'usage du sabbat, des jeûnes, des lampes, des distinctions de nourritures que nous observons. Ils cherchent aussi à imiter notre concorde, nos aumônes, notre goût pour le travail (τὸ φιλαργίον ἐν ταῖς τέχναις), notre courage à tout souffrir pour la Loi. Car, ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que, sans aucun attrait de volupté, la Loi par elle-même a fait ces miracles, et, de même que Dieu pénètre l'univers, ainsi la Loi s'est infiltrée parmi tous les hommes. Si quelqu'un doute de ma parole, je l'engage à jeter les yeux sur sa patrie, sur sa famille. »

Remarquez ce *φιλαργίον ἐν ταῖς τέχναις*, « le goût que nous portons dans nos métiers ». En effet, les juifs et les chrétiens pratiquaient en général de petits métiers. C'étaient de bons ouvriers. Là est un des secrets de la grande révolution sociale du christianisme. Ce fut la réhabilitation du travail libre.

Il y a dans le passage de Josèphe un peu d'exagération ; Josèphe est très porté à ce défaut ; mais le fait général qu'il signale a certainement son côté de vérité.

Voici maintenant un passage de Dion Cassius, qui écrivait vers l'an 225. C'était un homme d'État, un sénateur, qui connaissait son temps. Il va parler d'une des guerres de Judée :

« ... Ce pays, dit-il (livre xxxvii, chapitre xvii), se nomme Judée, et les habitants s'appellent Juifs. Je ne connais pas l'origine de ce second nom ; mais il s'applique à d'autres hommes qui ont adopté les institutions de ce peuple, quoique étant d'une autre race (καίπερ ἄλλογενεῖς ὄντες). Et il y a parmi les Romains beaucoup de gens de cette

sorte, et ce qu'on a fait pour les arrêter n'a fait que les multiplier ; si bien qu'il a fallu leur accorder la liberté de vivre selon leurs lois. »

Ce passage est clair : Dion Cassius sait qu'il y a des juifs de race, continuateurs de l'ancienne tradition, mais qu'à côté d'eux il y a des juifs qui ne sont pas juifs de sang, qui néanmoins sont absolument semblables aux juifs pour les observances religieuses.

Incontestablement, beaucoup de gens attirés vers le monothéisme restaient dans cette espèce de déisme dont nous trouvons la parfaite expression dans les livres sibyllins ou dans le *Pseudo-Phocylide*, curieux petit livre, sorte de traité de morale fait pour les païens, dont nous avons, du reste, comme une édition chrétienne dans les prescriptions de ce qu'on appelle le concile de Jérusalem. Ce judaïsme mitigé, fait à l'usage des gentils, supprimait le grand obstacle aux conversions, la circoncision. Il fit, grâce à la prédication chrétienne, une fortune extraordinaire. Mais ce qu'il faut absolument maintenir, c'est que, d'un autre côté, un grand nombre de convertis se faisaient circoncire et devenaient des juifs selon toutes les conditions imposées aux descendants supposés d'Abraham.

Laissez-moi vous lire un passage de Juvénal (*Sat.* xiv, vers 95 et suivants) qui mérite qu'on en pèse tous les mots :

*Quidam sortiti metuentem sabbata patrem  
Nil praeter nubes et caeli numen adorant,  
Nec distare putant humana carne suillam,  
Qua pater abstinuit, mox et praeputia ponunt ;  
Romanas autem soliti contemnere leges,  
Judaicum ediscunt et servant ac metuunt jus,  
Tradidit arcano quodcumque volumine Moses,  
Non monstrare vias eadem nisi sacra colenti,  
Quaesitum ad fontem solos deducere verpos.  
Sed pater in causa est cui septima quaeque fuit lux  
Ignavae et partem vitae non attigit ullam.*

Ainsi cela commence par un père qui est un simple « craignant Dieu » et se borne à pratiquer le sabbat ; mais le fils de ce *metuens* devient un juif selon toute la force du

terme et même un juif fanatique, un contempteur des choses romaines.

Ce qu'ajoute Juvénal est probablement une calomnie. Je ne crois pas que beaucoup de juifs, à cette époque, aient porté le fanatisme jusqu'à ne pas montrer le chemin à ceux qui n'étaient pas de leur religion. Qu'importe, du reste ? Il n'y a pas d'histoire immaculée. L'histoire du peuple juif est une des plus belles qu'il y ait, et je ne regrette pas d'y avoir consacré ma vie. Mais que ce soit une histoire absolument sans tache, je suis loin de le prétendre ; ce serait alors une histoire en dehors de l'humanité. Si je pouvais mener une seconde vie, certainement je la consacrerai à l'histoire grecque, qui est encore plus belle, à certains égards, que l'histoire juive. Ce sont là, en quelque sorte, les deux histoires maîtresses du monde. Or, si j'écrivais l'histoire des peuples grecs, cette histoire la plus merveilleuse de toutes, je ne me refuserais pas à y signaler de fâcheuses parties. On peut admirer la Grèce sans se croire obligé d'admirer Cléon et les mauvaises pages des annales de la démagogie athénienne. De même, parce qu'on trouve que le peuple juif a été l'apparition peut-être la plus extraordinaire de l'histoire, on n'est pas obligé pour cela de nier qu'il ne se trouve dans sa longue vie de peuple des faits regrettables.

Prenons donc les allégations de Juvénal pour ce qu'elles valent, mais suivons son raisonnement. Le mal, selon lui, est l'entraînement de la société romaine vers le judaïsme. Pourquoi y a-t-il tant de gens qui renoncent à la tradition romaine pour adopter la tradition des juifs ? C'est la faute de ceux qui ont d'abord embrassé les pratiques juives, sans s'astreindre à la circoncision. Les pères se sont mis à observer le sabbat ; ils ont été tout simplement des *metuentes*, des hommes craignant Dieu ; les fils se font circoncire et deviennent des juifs ardents.

Vous voyez que la grande propagande qui s'exerce depuis Alexandre jusque vers le III<sup>e</sup> siècle de notre ère s'est faite surtout (ceci est hors de doute) au profit du christianisme, mais s'est faite aussi au profit du judaïsme étroit, impliquant les pratiques rigoureuses de la vieille



religion d'Israël. Oui, le monde, à une certaine époque, dégoûté des anciennes religions nationales, s'est converti du paganisme au monothéisme. Je vous ai cité quelques textes ; je pourrais vous en citer d'autres. *Transgressi in morem eorum*, dit Tacite, *idem usurpant* (*Histoires* v, 5). Il s'agit là de la circoncision. Selon Tacite, ceux qui passaient au judaïsme se faisaient circoncire. Il y avait donc, parmi les convertis, des gens qui menaient la vie juive sans être circoncis, et d'autres qui étaient de véritables juifs.

Une distinction profondément significative est celle qui est établie par une loi d'Antonin le Pieux, commentée par Modestin. Antonin permet aux juifs de circoncire leurs fils, *mais leurs fils seulement*. Je le répète, quand l'autorité est amenée à défendre une pratique, c'est que cette pratique est répandue et a pris une extension considérable.

Je crois, Messieurs, que ces faits suffisent pour établir qu'à l'époque grecque et à l'époque romaine il y eut une foule de conversions directes au judaïsme. Il en résulte qu'à partir de cette époque le mot judaïsme n'a plus guère de signification ethnographique. Conformément à la prédiction des prophètes, le judaïsme était devenu quelque chose d'universel. Tout le monde y entraît. Le mouvement qui éloigna du paganisme, aux premiers siècles de notre ère, les personnes animées de sentiments religieux délicats, amena une foule de conversions. Le plus grand nombre de ces conversions se fit certainement au christianisme, mais un très grand nombre aussi se fit au judaïsme. La plupart des juifs de Gaule et d'Italie, par exemple, durent provenir de telles conversions, et la synagogue resta à côté de l'Église, comme une minorité dissidente.

Il est vrai qu'après cela se produit la grande réaction talmudique, à la suite de la guerre de Bar-Coziba. Il en est presque toujours ainsi dans l'histoire : quand un grand et large courant d'idées se produit dans le monde, ceux qui ont été les premiers à le provoquer en sont les premières victimes ; alors ils se repentent presque de ce qu'ils ont fait, et, d'excessivement libéraux qu'ils étaient, ils deviennent étonnamment réactionnaires. Le *Talmud*, c'est la réaction. Le judaïsme sent qu'il a été trop loin, qu'il va se



fondre, se dissoudre dans le christianisme. Alors il se resserre. A partir de ce moment-là, le prosélytisme disparaît ; les prosélytes sont traités de fléau, de « lèpre d'Israël ». Mais, avant cela, je le répète, les portes avaient été largement ouvertes.

Le talmudisme même les a-t-il complètement fermées ? Non, certes ; le prosélytisme, condamné par les docteurs, n'en continua pas moins d'être pratiqué par des laïques pieux, plus fidèles à l'ancien esprit que les puritains de la *Thora*. Seulement, désormais, il faut faire une distinction. Les juifs orthodoxes, observateurs rigoureux de la Loi, se serrent les uns contre les autres, et, comme la Loi ne se peut très bien observer que dans une société religieuse étroitement fermée, ils se séquestrent systématiquement du reste du monde pendant des siècles. Mais, en dehors des talmudistes scrupuleux, il y a des juifs à idées relativement larges.

Je ne connais rien de plus curieux à cet égard que les sermons de saint Jean Chrysostome contre les juifs. Le fond de la discussion, dans ces sermons, n'a pas un grand intérêt ; mais l'orateur, alors prêtre d'Antioche, se montre constamment obsédé d'une idée fixe : c'est d'empêcher ses fidèles d'aller à la synagogue pour y prêter serment, pour y célébrer la fête de Pâques. Il est évident que la distinction des deux sectes, dans cette grande ville d'Antioche, était, à cette époque, encore à peine faite.

Grégoire de Tours nous a conservé, sur le judaïsme dans les Gaules, des renseignements inappréciables. Il y avait beaucoup de juifs à Paris, à Orléans, à Clermont. Grégoire de Tours les combat comme des hérétiques. Il ne se doute pas que c'étaient des gens d'une autre race. Vous me direz que l'ethnographie n'était pas très familière à un esprit aussi simple. Cela est vrai ; mais d'où venaient ces juifs d'Orléans et de Paris ? Pouvons-nous supposer que tous fussent les descendants d'Orientaux venus de Palestine à une certaine époque, et qui auraient fondé des espèces de colonies dans certaines villes ? Je ne le crois pas. Il y eut sans doute, en Gaule, des émigrés juifs, qui remontèrent le Rhône et la Saône, et servirent en quelque sorte de levain ;

mais il y eut aussi une foule de gens qui se rattachèrent au judaïsme par conversion et qui n'avaient pas un seul ancêtre en Palestine. Et quand on pense que les juiveries d'Allemagne et d'Angleterre sont venues de France, on se prend à regretter de n'avoir pas plus de données sur les origines du judaïsme dans notre pays. On verrait probablement que le juif des Gaules du temps de Gontran et de Chilpéric n'était, le plus souvent, qu'un Gaulois professant la religion israélite.

Laissons de côté ces faits obscurs ; il y en a beaucoup de parfaitement clairs : d'abord la conversion de l'Arabie et de l'Abyssinie, qui n'est niée par personne. Le judaïsme avait accompli en Arabie, avant Mahomet, d'immenses conquêtes ; une foule d'Arabes s'y étaient rattachés. Il n'a tenu qu'à un fil que l'Arabie ne soit devenue juive. Mahomet a été juif à une certaine époque de sa vie, et on peut dire, jusqu'à un certain point, qu'il l'est resté toujours. Les Falaschas, ou juifs d'Abyssinie, sont des Africains, parlant une langue africaine et lisant la Bible traduite en cet idiome africain.

Mais il y a un événement historique plus important, plus rapproché de nous, et qui semble avoir eu des suites très graves : c'est la conversion des Khozars, sur laquelle nous avons des renseignements précis. Ce royaume des Khozars, qui occupait presque toute la Russie méridionale, adopta le judaïsme vers le temps de Charlemagne. A ce fait historique, se rattachent les karaïtes de la Russie méridionale et ces inscriptions hébraïques de la Crimée où, dès le VIII<sup>e</sup> siècle, on trouve des noms tatars et turcs, tels que Toktamisch. Est-ce qu'un juif d'origine palestinienne se serait jamais appelé Toktamisch, au lieu de s'appeler Abraham, Lévy ou Jacob ? Évidemment non ; ce Toktamisch était un Tatar, un Nogai converti ou fils de converti.

Cette conversion du royaume des Khozars a une importance considérable dans la question de l'origine des juifs qui habitent les pays danubiens et le midi de la Russie. Ces régions renferment de grandes masses de populations juives qui n'ont probablement rien ou presque rien d'ethnographiquement juif. Une circonstance particulière a dû amener

dans le sein du judaïsme beaucoup de gens non juifs de race. C'est l'esclavage ou la domesticité. Nous voyons que, dans tous les pays chrétiens, surtout dans les pays slaves, la grande préoccupation des évêques, des conciles, est de défendre aux juifs d'avoir des serviteurs chrétiens. La domesticité favorisait le prosélytisme, et les esclaves des juifs étaient entraînés plus ou moins à la profession du judaïsme.

Il est donc hors de doute que le judaïsme représentait d'abord la tradition d'une race particulière. Il est hors de doute aussi qu'il y a eu dans le phénomène de la formation de la race israélite actuelle un apport de sang palestinien primitif ; mais, en même temps, j'ai la conviction qu'il y a dans l'ensemble de la population juive, telle qu'elle existe de nos jours, une part considérable de sang non sémitique ; si bien que cette race, que l'on considère comme l'idéal de l'*ethnos* pur, se conservant à travers les siècles par l'interdiction des mariages mixtes, a été fortement pénétrée d'infusions étrangères, un peu comme cela a lieu pour toutes les autres races. En d'autres termes, le judaïsme à l'origine fut une religion fermée ; mais, dans l'intervalle, pendant de longs siècles, le judaïsme a été ouvert ; des masses très considérables de populations non israélites de sang ont embrassé le judaïsme ; en sorte que la signification de ce mot, au point de vue de l'ethnographie, est devenue fort douteuse.

On m'objectera ce qu'on appelle le type juif. Il y en aurait long à dire sur ce point. Mon opinion est qu'il n'y a pas un type juif, mais qu'il y a des types juifs. J'ai acquis à cet égard une assez grande expérience, ayant été pendant dix ans, à la Bibliothèque nationale, attaché à la collection des manuscrits hébreux, en sorte que les savants israélites du monde entier s'adressaient à moi pour consulter notre précieuse collection. Je reconnaissais très vite mes clients, et, d'un bout à l'autre de la salle, je devinais ceux qui allaient venir à mon bureau. Eh bien, le résultat de mon expérience est qu'il n'y a pas un type juif unique, mais qu'il y en a plusieurs, lesquels sont absolument irréductibles les uns aux autres. Comment la race s'est-elle

ainsi cantonnée en quelque sorte dans un certain nombre de types ? Par suite de ce que nous disions tout à l'heure, par la séquestration, le ghetto, par l'interdiction des mariages mixtes.

L'ethnographie est une science fort obscure ; car on ne peut pas y faire d'expérience, et il n'y a de certain que ce qu'on peut expérimenter. Ce que je vais dire n'est pas pour prouver, c'est seulement pour expliquer ma pensée. Je crois que, si l'on prenait au hasard des milliers de personnes, celles, par exemple, qui se promènent en ce moment d'un bout à l'autre du boulevard Saint-Germain, qu'on les suppose déportées dans une île déserte et libres de s'y multiplier ; je crois, dis-je, qu'au bout d'un temps donné les types seraient réduits, massés en quelque sorte, concentrés en un certain nombre de types vainqueurs des autres, qui auraient persisté et qui se seraient constitués d'une façon irréductible. La concentration des types résulte du fait des mariages s'effectuant, pendant des siècles, dans un cercle resserré.

On allègue aussi en faveur de l'unité ethnique des juifs la similitude des mœurs, des habitudes. Toutes les fois que vous mettez ensemble des personnes de n'importe quelle race et que vous les astreindrez à une vie de ghetto, vous aurez les mêmes résultats. Il y a, si l'on peut s'exprimer ainsi, une psychologie des minorités religieuses, et cette psychologie est indépendante de la race. La position des protestants, dans un pays où, comme en France, le protestantisme est en minorité, a beaucoup d'analogie avec celle des juifs, parce que les protestants, pendant fort longtemps, ont été obligés de vivre entre eux et qu'une foule de choses leur ont été interdites, comme aux juifs. Il se crée ainsi des similitudes qui ne viennent pas de la race, mais qui sont le résultat de certaines analogies de situation. Les habitudes d'une vie concentrée, gênée, pleine d'interdictions, séquestrée en quelque sorte, se retrouvent partout les mêmes, quelle que soit la race. Les calomnies répandues dans les parties peu éclairées de la population contre les protestants et contre les juifs sont les mêmes. Les professions vers lesquelles une secte exclue de la vie commune est



obligée de se porter sont les mêmes. Comme les juifs, les protestants n'ont ni peuple ni paysans ; on les a empêchés d'en avoir (1). — Quant à la similitude d'esprit dans le sein d'une même secte, elle s'explique suffisamment par la similitude d'éducation, de lectures, de pratiques religieuses.

On observe en Syrie un fait qui vient à l'appui de ma thèse. Il existe, à une douzaine de lieues au nord de Damas, des villages où l'on parle encore le syriaque, qui a presque disparu partout ailleurs, et qu'on ne retrouve plus que là et à une grande distance au nord, du côté de Van et d'Ourmia. Les gens de ces villages sont musulmans et ressemblent à tous les musulmans de Syrie sous le rapport des mœurs. Rien de plus dissemblable, à première vue, que le chrétien et le musulman en Syrie : le chrétien, qui est la créature la plus timide du monde ; le musulman, qui a l'habitude de porter les armes et de dominer. On dirait, au premier coup d'œil, qu'il y a là une différence ethnographique bien caractérisée. A propos de l'émotion qui eut lieu à Beyrouth il y a quelques mois, mon excellent ami, le docteur S..., m'écrivait que son domestique rentra en lui disant : « S'il y avait eu là un enfant musulman avec un sabre, il aurait pu tuer mille chrétiens. » Eh bien, c'est ici que le fait des villages aux environs de Damas prend un vif intérêt. S'il y a au monde des Syriens authentiques, ce sont ces gens-là, puisqu'ils parlent encore leur vieille langue ; et pourtant ils sont musulmans et ressemblent pour les habitudes et les mœurs à tous les autres musulmans. La différence qui existe entre eux et les Syriens chrétiens résulte donc de la différence du genre de vie et d'une situation sociale prolongée durant des siècles ; elle n'a absolument rien d'ethnographique.

De même, chez les juifs, la physionomie particulière et les habitudes de vie sont bien plus le résultat de nécessités sociales qui ont pesé sur eux pendant des siècles, qu'elles ne sont un phénomène de race.

(1) Le travail sur les juifs de France dans la première moitié du moyen âge, inséré dans le tome XXVII de l'*Histoire littéraire de la France*, montre que, jusqu'aux ordonnances de Philippe le Bel, les juifs de France exerçaient les mêmes métiers et professions que les autres Français.



Réjouissons-nous, Messieurs, que ces questions, si intéressantes pour l'histoire et l'ethnographie, n'aient en France aucune importance pratique. Nous avons, en effet, résolu la difficulté politique qui s'y rattache de la bonne manière. Quand il s'agit de nationalité, nous faisons de la question de race une question tout à fait secondaire, et nous avons raison. Le fait ethnographique, capital aux origines de l'histoire, va toujours perdant de son importance à mesure qu'on avance en civilisation. Quand l'Assemblée nationale, en 1791, décréta l'émancipation des juifs, elle s'occupa extrêmement peu de la race. Elle estima que les hommes devaient être jugés non par le sang qui coule dans leurs veines, mais par leur valeur morale et intellectuelle. C'est la gloire de la France de prendre ces questions par le côté humain. L'œuvre du XIX<sup>e</sup> siècle est d'abattre tous les ghettos, et je ne fais pas mon compliment à ceux qui ailleurs cherchent à les relever. La race israélite a rendu au monde les plus grands services. Assimilée aux différentes nations, en harmonie avec les diverses unités nationales, elle continuera à faire dans l'avenir ce qu'elle a fait dans le passé. Par sa collaboration avec toutes les forces libérales de l'Europe, elle contribuera éminemment au progrès social de l'humanité.

## L'ISLAMISME ET LA SCIENCE

CONFÉRENCE FAITE A LA SORBONNE, LE 29 MARS 1883 (1)

Mesdames et Messieurs,

J'AI déjà tant de fois fait l'épreuve de l'attention bienveillante de cet auditoire, que j'ai osé choisir, pour le traiter aujourd'hui devant vous, un sujet des plus subtils, rempli de ces distinctions délicates où il faut entrer résolument quand on veut faire sortir l'histoire du domaine des à peu près. Ce qui cause presque toujours les malentendus en histoire, c'est le manque de précision dans l'emploi des mots qui désignent les nations et les races. On parle des Grecs, des Romains, des Arabes comme si ces mots désignaient des groupes humains toujours identiques à eux-mêmes, sans tenir compte des changements produits par les conquêtes militaires, religieuses, linguistiques, par la mode et les grands courants de toute sorte qui traversent l'histoire de l'humanité. La réalité ne se gouverne pas selon des catégories aussi simples. Nous autres, Français, par exemple, nous sommes romains par la langue, grecs par la civilisation, juifs par la religion. Le fait de la race, capital à l'origine, va toujours perdant de son importance à mesure que les grands faits universels qui s'appellent civilisation grecque, conquête romaine, conquête germanique, christianisme, islamisme, Renaissance, philosophie, Révolution, passent comme des rouleaux broyeurs sur les primitives variétés de la famille humaine et les forcent à se confondre en masses plus ou moins homogènes. Je voudrais

(1) *Journal des Débats*, 30 mars 1883. (N. de l'éd.)

essayer de débrouiller avec vous une des plus fortes confusions d'idées que l'on commette dans cet ordre, je veux parler de l'équivoque contenue dans ces mots : science arabe, philosophie arabe, art arabe, science musulmane. Des idées vagues qu'on se fait sur ce point résultent beaucoup de faux jugements et même des erreurs pratiques quelquefois assez graves.

Toute personne un peu instruite des choses de notre temps voit clairement l'infériorité actuelle des pays musulmans, la décadence des États gouvernés par l'islam, la nullité intellectuelle des races qui tiennent uniquement de cette religion leur culture et leur éducation. Tous ceux qui ont été en Orient ou en Afrique sont frappés de ce qu'a de fatalement borné l'esprit d'un vrai croyant, de cette espèce de cercle de fer qui entoure sa tête, la rend absolument fermée à la science, incapable de rien apprendre ni de s'ouvrir à aucune idée nouvelle. A partir de son initiation religieuse, vers l'âge de dix ou douze ans, l'enfant musulman, jusque-là quelquefois assez éveillé, devient tout à coup fanatique, plein d'une sottise fierté de posséder ce qu'il croit la vérité absolue, heureux comme d'un privilège de ce qui fait son infériorité. Ce fol orgueil est le vice radical du musulman. L'apparente simplicité de son culte lui inspire un mépris peu justifié pour les autres religions. Persuadé que Dieu donne la fortune et le pouvoir à qui bon lui semble, sans tenir compte de l'instruction ni du mérite personnel, le musulman a le plus profond mépris pour l'instruction, pour la science, pour tout ce qui constitue l'esprit européen. Ce pli inculqué par la foi musulmane est si fort que toutes les différences de race et de nationalité disparaissent par le fait de la conversion à l'islam. Le Berber, le Soudanien, le Circassien, le Malais, l'Égyptien, le Nubien, devenus musulmans, ne sont plus des Berbers, des Soudaniens, des Égyptiens, etc., ce sont des musulmans. La Perse seule fait ici exception ; elle a su garder son génie propre ; car la Perse a su prendre dans l'islam une place à part ; elle est au fond bien plus chiite que musulmane.

Pour atténuer les fâcheuses inductions qu'on est porté

à tirer de ce fait si général contre l'islam, beaucoup de personnes font remarquer que cette décadence, après tout, peut n'être qu'un fait transitoire. Pour se rassurer sur l'avenir, elles font appel au passé. Cette civilisation musulmane, maintenant si abaissée, a été autrefois très brillante. Elle a eu des savants, des philosophes. Elle a été, pendant des siècles, la maîtresse de l'Occident chrétien. Pourquoi ce qui a été ne serait-il pas encore ? Voilà le point précis sur lequel je voudrais faire porter le débat. Y a-t-il eu réellement une science musulmane, ou du moins une science admise par l'islam, tolérée par l'islam ?

Il y a dans les faits qu'on allègue une très réelle part de vérité. Oui, de l'an 775 à peu près, jusque vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire pendant cinq cents ans environ, il y a eu dans les pays musulmans des savants, des penseurs très distingués. On peut même dire que, pendant ce temps, le monde musulman a été supérieur, pour la culture intellectuelle, au monde chrétien. Mais il importe de bien analyser ce fait pour n'en pas tirer des conséquences erronées. Il importe de suivre siècle par siècle l'histoire de la civilisation en Orient pour faire la part des éléments divers qui ont amené cette supériorité momentanée, laquelle s'est bientôt changée en une infériorité tout à fait caractérisée.

Rien de plus étranger à tout ce qui peut s'appeler philosophie ou science que le premier siècle de l'islam. Résultat d'une lutte religieuse qui durait depuis plusieurs siècles et tenait la conscience de l'Arabie en suspens entre les diverses formes de monothéisme sémitique, l'islam est à mille lieues de tout ce qui peut s'appeler rationalisme ou science. Les cavaliers arabes qui s'y rattachèrent comme à un prétexte pour conquérir et piller furent, à leur heure, les premiers guerriers du monde ; mais c'étaient assurément les moins philosophes des hommes. Un écrivain oriental du XIII<sup>e</sup> siècle, Aboul Faradj, traçant le caractère du peuple arabe, s'exprime ainsi : « La science de ce peuple, celle dont il se faisait gloire, était la science de la langue, la connaissance de ses idiotismes, la texture des vers, l'habile composition de la prose... Quant à la philosophie, Dieu ne lui en

avait rien appris, et ne l'y avait pas rendu propre. » Rien de plus vrai. L'Arabe nomade, le plus littéraire des hommes, est de tous les hommes le moins mystique, le moins porté à la méditation. L'Arabe religieux se contente, pour l'explication des choses, d'un Dieu créateur, gouvernant le monde directement et se révélant à l'homme par des prophètes successifs. Aussi, tant que l'islam fut entre les mains de la race arabe, c'est-à-dire sous les quatre premiers khalifes et sous les Omeyyades, ne se produisit-il dans son sein aucun mouvement intellectuel d'un caractère profane. Omar n'a pas brûlé, comme on le répète souvent, la bibliothèque d'Alexandrie ; cette bibliothèque, de son temps, avait à peu près disparu ; mais le principe qu'il a fait triompher dans le monde était bien en réalité destructeur de la recherche savante et du travail varié de l'esprit.

Tout fut changé quand, vers l'an 750, la Perse prit le dessus et fit triompher la dynastie des enfants d'Abbas sur celle des Beni-Omeyya. Le centre de l'islam se trouva transporté dans la région du Tigre et de l'Euphrate. Or ce pays était plein encore des traces d'une des plus brillantes civilisations que l'Orient ait connues, celle des Perses Sassanides, qui avait été portée à son comble sous le règne de Chosroès Nouschirvan. L'art et l'industrie florissaient en ces pays depuis des siècles. Chosroès y ajouta l'activité intellectuelle. La philosophie, chassée de Constantinople, vint se réfugier en Perse ; Chosroès fit traduire les livres de l'Inde. Les chrétiens nestoriens, qui formaient l'élément le plus considérable de la population, étaient versés dans la science et la philosophie grecques ; la médecine était tout entière entre leurs mains ; leurs évêques étaient des logiciens, des géomètres. Dans les épopées persanes, dont la couleur locale est empruntée aux temps sassanides, Roustem veut construire un pont, il fait venir un *djathalik* (*catholicos*, nom des patriarches ou évêques nestoriens) en guise d'ingénieur.

Le terrible coup de vent de l'islam arrêta net, pendant une centaine d'années, tout ce beau développement iranien. Mais l'avènement des Abbasides sembla une résurrection de l'éclat des Chosroès. La révolution qui porta cette dynastie



au trône fut faite par des troupes persanes, ayant des chefs persans. Ses fondateurs, Aboul-Abbas et surtout Mansour, sont toujours entourés de Persans. Ce sont, en quelque sorte, des Sassanides ressuscités ; les conseillers intimes, les précepteurs des princes, les premiers ministres sont les Barmérides, famille de l'ancienne Perse, très éclairée, restée fidèle au culte national, au parsisme, et qui ne se convertit à l'islam que tard et sans conviction. Les nestoriens entourèrent bientôt ces khalifes peu croyants et devinrent, par une sorte de privilège exclusif, leurs premiers médecins. Une ville qui a eu dans l'histoire de l'esprit humain un rôle tout à fait à part, la ville de Harran, était restée païenne et avait gardé toute la tradition scientifique de l'antiquité grecque ; elle fournit à la nouvelle école un contingent considérable de savants étrangers aux religions révélées, surtout d'habiles astronomes.

Bagdad s'éleva comme la capitale de cette Perse renaissante. La langue de la conquête, l'arabe, ne put être supplantée, pas plus que la religion tout à fait reniée ; mais l'esprit de cette nouvelle civilisation fut essentiellement mixte. Les parsis, les chrétiens l'emportèrent ; l'administration, la police en particulier, fut entre les mains des chrétiens. Tous ces brillants khalifes, contemporains de nos Carolingiens, Mansour, Haroun al-Raschid, Mamoun, sont à peine musulmans. Ils pratiquent extérieurement la religion dont ils sont les chefs, les papes, si l'on peut s'exprimer ainsi ; mais leur esprit est ailleurs. Ils sont curieux de toute chose, principalement des choses exotiques et païennes ; ils interrogent l'Inde, la vieille Perse, la Grèce surtout. Parfois, il est vrai, les piétistes musulmans amènent à la cour d'étranges réactions ; le khalife, à certains moments, se fait dévot et sacrifie ses amis infidèles ou libres penseurs ; puis le souffle de l'indépendance reprend le dessus ; alors le khalife rappelle ses savants et ses compagnons de plaisir, et la libre vie recommence, au grand scandale des musulmans puritains.

Telle est l'explication de cette curieuse et attachante civilisation de Bagdad, dont les fables des *Mille et une Nuits* ont fixé les traits dans toutes les imaginations,

mélange bizarre de rigorisme officiel et de secret relâchement, âge de jeunesse et d'inconséquence, où les arts sérieux et les arts de la vie joyeuse fleurissent grâce à la protection des chefs mal pensants d'une religion fanatique ; où le libertin, bien que toujours sous la menace des plus cruels châtimens, est flatté, recherché à la cour. Sous le règne de ces khalifes, parfois tolérans, parfois persécuteurs à regret, la libre pensée se développa ; les *motecallemîn* ou « disputeurs » tenaient des séances où toutes les religions étaient examinées d'après la raison. Nous avons en quelque sorte le compte rendu d'une de ces séances fait par un dévot. Permettez-moi de vous le lire, tel que M. Dozy l'a traduit.

Un docteur de Kairoan demande à un pieux théologien espagnol, qui avait fait le voyage de Bagdad, si, pendant son séjour dans cette ville, il a jamais assisté aux séances des *motecallemîn*. « J'y ai assisté deux fois, répond l'Espagnol, mais je me suis bien gardé d'y retourner. — Et pourquoi ? lui demanda son interlocuteur. — Vous allez en juger, répondit le voyageur. A la première séance à laquelle j'assistai, se trouvaient non seulement des musulmans de toute sorte, orthodoxes et hétérodoxes, mais aussi des mécréans, des guèbres, des matérialistes, des athées, des juifs, des chrétiens ; bref, il y avait des incrédules de toute espèce. Chaque secte avait son chef, chargé de défendre les opinions qu'elle professait et, chaque fois qu'un de ces chefs entrait dans la salle, tous se levaient en signe de respect, et personne ne reprenait sa place avant que le chef se fût assis. La salle fut bientôt comble, et, lorsqu'on se vit au complet, un des incrédules prit la parole : « Nous sommes réunis pour raisonner, dit-il. Vous connaissez tous les conditions. Vous autres, musulmans, vous ne nous alléguerez pas des raisons tirées de votre livre ou fondées sur l'autorité de votre prophète, car nous ne croyons ni à l'un ni à l'autre. Chacun doit se borner à des arguments tirés de la raison. » Tous applaudirent à ces paroles. — Vous comprenez, ajoute l'Espagnol, qu'après avoir entendu de telles choses je ne retournai plus dans cette assemblée. On me proposa d'en visiter une autre ; mais c'était le même scandale. »

Un véritable mouvement philosophique et scientifique

fut la conséquence de ce ralentissement momentané de la rigueur orthodoxe. Les médecins syriens chrétiens, continuateurs des dernières écoles grecques, étaient fort versés dans la philosophie péripatéticienne, dans les mathématiques, dans la médecine, l'astronomie. Les khalifes les employèrent à traduire en arabe l'encyclopédie d'Aristote, Euclide, Galien, Ptolémée, en un mot tout l'ensemble de la science grecque tel qu'on le possédait alors. Des esprits actifs, tels qu'Alkindi, commencèrent à spéculer sur les problèmes éternels que l'homme se pose sans pouvoir les résoudre. On les appela *filsouf* (*philosophos*), et dès lors ce mot exotique fut pris en mauvaise part comme désignant quelque chose d'étranger à l'islam. *Filsouf* devint chez les musulmans une appellation redoutable, entraînant souvent la mort ou la persécution, comme *zendik* et plus tard *jarmaçoun* (franc-maçon). C'était, il faut l'avouer, le rationalisme le plus complet qui se produisait au sein de l'islam. Une sorte de société philosophique, qui s'appelait les *Ikhwan es-safa*, « les frères de la sincérité », se mit à publier une encyclopédie philosophique, remarquable par la sagesse et l'élévation des idées. Deux très grands hommes, Alfarabi et Avicenne, se placent bientôt au rang des penseurs les plus complets qui aient existé. L'astronomie et l'algèbre prennent, en Perse surtout, de remarquables développements. La chimie poursuit son long travail souterrain, qui se révèle au dehors par d'étonnants résultats, tels que la distillation, peut-être la poudre. L'Espagne musulmane se met à ces études à la suite de l'Orient ; les juifs y apportent une collaboration active. Ibn-Badja, Ibn-Tofaïl, Averroès élèvent la pensée philosophique, au XII<sup>e</sup> siècle, à des hauteurs où, depuis l'antiquité, on ne l'avait point vue portée.

Tel est ce grand ensemble philosophique, que l'on a coutume d'appeler arabe, parce qu'il est écrit en arabe, mais qui est en réalité gréco-sassanide. Il serait plus exact de dire grec ; car l'élément vraiment fécond de tout cela venait de la Grèce. On valait, dans ces temps d'abaissement, en proportion de ce qu'on savait de la vieille Grèce. La Grèce était la source unique du savoir et de la droite pensée. La supériorité de la Syrie et de Bagdad sur l'Occi-

dent latin venait uniquement de ce qu'on y touchait de bien plus près la tradition grecque. Il était plus facile d'avoir un Euclide, un Ptolémée, un Aristote à Harran, à Bagdad qu'à Paris. Ah ! si les Byzantins avaient voulu être gardiens moins jaloux des trésors qu'à ce moment ils ne lisaient guère ; si, dès le VIII<sup>e</sup> ou le IX<sup>e</sup> siècle, il y avait eu des Bessarion et des Lascaris ! On n'aurait pas eu besoin de ce détour étrange qui fit que la science grecque nous arriva au XII<sup>e</sup> siècle, en passant par la Syrie, par Bagdad, par Cordoue, par Tolède. Mais cette espèce de providence secrète qui fait que, quand le flambeau de l'esprit humain va s'éteindre entre les mains d'un peuple, un autre se trouve là pour le relever et le rallumer, donna une valeur de premier ordre à l'œuvre, sans cela obscure, de ces pauvres Syriens, de ces *filsoûf* persécutés, de ces Harraniens que leur incrédulité mettait au ban de l'humanité d'alors. Ce fut par ces traductions arabes des ouvrages de science et de philosophie grecque que l'Europe reçut le ferment de tradition antique nécessaire à l'éclosion de son génie.

En effet, pendant qu'Averroès, le dernier philosophe arabe, mourait à Maroc, dans la tristesse et l'abandon, notre Occident était en plein éveil. Abélard a déjà poussé le cri du rationalisme renaissant. L'Europe a trouvé son génie et commence cette évolution extraordinaire, dont le dernier terme sera la complète émancipation de l'esprit humain. Ici, sur la montagne Sainte-Geneviève, se créait un *sensorium* nouveau pour le travail de l'esprit. Ce qui manquait, c'étaient les livres, les sources pures de l'antiquité. Il semble au premier coup d'œil qu'il eût été plus naturel d'aller les demander aux bibliothèques de Constantinople, où se trouvaient les originaux, qu'à des traductions souvent médiocres en une langue qui se prêtait peu à rendre la pensée grecque. Mais les discussions religieuses avaient créé entre le monde latin et le monde grec une déplorable antipathie ; la funeste croisade de 1204 ne fit que l'exaspérer. Et puis, nous n'avions pas d'hellénistes ; il fallait encore attendre trois cents ans pour que nous eussions un Lefèvre d'Étaples, un Budé.

A défaut de la vraie philosophie grecque authentique,



qui était dans les bibliothèques byzantines, on alla donc chercher en Espagne une science grecque mal traduite et frelatée. Je ne parlerai pas de Gerbert, dont les voyages parmi les musulmans sont chose fort douteuse ; mais, dès le XI<sup>e</sup> siècle, Constantin l'Africain est supérieur en connaissances à son temps et à son pays, parce qu'il a reçu une éducation musulmane. De 1130 à 1150, un collège actif de traducteurs, établi à Tolède sous le patronage de l'archevêque Raymond, fait passer en latin les ouvrages les plus importants de la science arabe. Dès les premières années du XIII<sup>e</sup> siècle, l'Aristote arabe fait dans l'Université de Paris son entrée triomphante. L'Occident a secoué son infériorité de quatre ou cinq cents ans. Jusqu'ici l'Europe a été scientifiquement tributaire des musulmans. Vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, la balance est incertaine encore. A partir de 1275 à peu près, deux mouvements apparaissent avec évidence : d'une part, les pays musulmans s'abîment dans la plus triste décadence intellectuelle ; de l'autre, l'Europe occidentale entre résolument pour son compte dans cette grande voie de la recherche scientifique de la vérité, courbe immense dont l'amplitude ne peut pas encore être mesurée.

Malheur à qui devient inutile au progrès humain ! Il est supprimé presque aussitôt. Quand la science dite arabe a inoculé son germe de vie à l'Occident latin, elle disparaît. Pendant qu'Averroès arrive dans les écoles latines à une célébrité presque égale à celle d'Aristote, il est oublié chez ses coréligionnaires. Passé l'an 1200 à peu près, il n'y a plus un seul philosophe arabe de renom. La philosophie avait toujours été persécutée au sein de l'islam, mais d'une façon qui n'avait pas réussi à la supprimer. A partir de 1200, la réaction théologique l'emporte tout à fait. La philosophie est abolie dans les pays musulmans. Les historiens et les polygraphes n'en parlent que comme d'un souvenir, et d'un mauvais souvenir. Les manuscrits philosophiques sont détruits et deviennent rares. L'astronomie n'est tolérée que pour la partie qui sert à déterminer la direction de la prière. Bientôt la race turque prendra l'hégémonie de l'islam, et fera prévaloir partout son manque total d'esprit philosophique et scientifique. A partir de ce moment, à



quelques rares exceptions près comme Ibn-Khaldoun, l'islam ne comptera plus aucun esprit large ; il a tué la science et la philosophie dans son sein.

Je n'ai point cherché, Messieurs, à diminuer le rôle de cette grande science dite arabe qui marque une étape si importante dans l'histoire de l'esprit humain. On en a exagéré l'originalité sur quelques points, notamment en ce qui touche l'astronomie ; il ne faut pas verser dans l'autre excès en la dépréciant outre mesure. Entre la disparition de la civilisation antique, au VI<sup>e</sup> siècle, et la naissance du génie européen au XII<sup>e</sup> et au XIII<sup>e</sup>, il y a eu ce qu'on peut appeler la période arabe, durant laquelle la tradition de l'esprit humain s'est faite par les régions conquises à l'islam. Cette science dite arabe, qu'a-t-elle d'arabe en réalité ? La langue, rien que la langue. La conquête musulmane avait porté la langue de l'Hedjaz jusqu'au bout du monde. Il arriva pour l'arabe ce qui est arrivé pour le latin, lequel est devenu, en Occident, l'expression de sentiments et de pensées qui n'avaient rien à faire avec le vieux Latium. Averroès, Avicenne, Albaténi sont des Arabes, comme Albert le Grand, Roger Bacon, François Bacon, Spinoza sont des Latins. Il y a un aussi grand malentendu à mettre la science et la philosophie arabes au compte de l'Arabie qu'à mettre toute la littérature chrétienne latine, tous les scolastiques, toute la Renaissance, toute la science du XVI<sup>e</sup> et en partie du XVII<sup>e</sup> siècle au compte de la ville de Rome, parce que tout cela est écrit en latin. Ce qu'il y a de bien remarquable, en effet, c'est que, parmi les philosophes et les savants dits arabes, il n'y en a guère qu'un seul, Alkindi, qui soit d'origine arabe ; tous les autres sont des Persans, des Transoxiens, des Espagnols, des gens de Bokhara, de Samarcande, de Cordoue, de Séville. Non seulement ce ne sont pas des Arabes de sang ; mais ils n'ont rien d'arabe d'esprit. Ils se servent de l'arabe ; mais ils en sont gênés, comme les penseurs du moyen âge sont gênés par le latin et le brisent à leur usage. L'arabe, qui se prête si bien à la poésie et à une certaine éloquence, est un instrument fort incommode pour la métaphysique. Les philosophes et les savants arabes sont en général d'assez mauvais écrivains.

Cette science n'est pas arabe. Est-elle du moins musulmane ? L'islamisme a-t-il offert à ces recherches rationnelles quelque secours tutélaire ? Oh ! en aucune façon ! Ce beau mouvement d'études est tout entier l'œuvre de parsis, de chrétiens, de juifs, de harraniens, d'ismaéliens, de musulmans intérieurement révoltés contre leur propre religion. Il n'a recueilli des musulmans orthodoxes que des malédictions. Mamoun, celui des khalifes qui montra le plus de zèle pour l'introduction de la philosophie grecque, fut damné sans pitié par les théologiens ; les malheurs qui affligèrent son règne furent présentés comme des punitions de sa tolérance pour des doctrines étrangères à l'islam. Il n'était pas rare que, pour plaire à la multitude ameutée par les imams, on brûlât sur les places publiques, on jetât dans les puits et les citernes les livres de philosophie, d'astronomie. Ceux qui cultivaient ces études étaient appelés *zendiks* (mécroants) ; on les frappait dans les rues, on brûlait leurs maisons, et souvent le pouvoir, quand il voulait se donner de la popularité, les faisait mettre à mort.

L'islamisme, en réalité, a donc toujours persécuté la science et la philosophie. Il a fini par les étouffer. Seulement il faut distinguer à cet égard deux périodes dans l'histoire de l'islam ; l'une, depuis ses commencements jusqu'au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, l'autre, depuis le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours. Dans la première période, l'islam, miné par les sectes et tempéré par une espèce de protestantisme (ce qu'on appelle le motazélisme), est bien moins organisé et moins fanatique qu'il ne l'a été dans le second âge, quand il est tombé entre les mains des races tartares et berbères, races lourdes, brutales et sans esprit. L'islamisme offre cette particularité qu'il a obtenu de ses adeptes une foi toujours de plus en plus forte. Les premiers Arabes qui s'engagèrent dans le mouvement croyaient à peine en la mission du Prophète. Pendant deux ou trois siècles, l'incrédulité est à peine dissimulée. Puis vient le règne absolu du dogme, sans aucune séparation possible du spirituel et du temporel ; le règne avec coercition et châtiments corporels pour celui qui ne pratique pas ; un système, enfin, qui n'a guère été

dépassé, en fait de vexations, que par l'Inquisition espagnole. La liberté n'est jamais plus profondément blessée que par une organisation sociale où la religion domine absolument la vie civile. Dans les temps modernes, nous n'avons vu que deux exemples d'un tel régime : d'une part, les États musulmans ; de l'autre, l'ancien État pontifical du temps du pouvoir temporel. Et il faut dire que la papauté temporelle n'a pesé que sur un bien petit pays, tandis que l'islamisme opprime de vastes portions de notre globe et y maintient l'idée la plus opposée au progrès : l'État fondé sur une prétendue révélation, la théologie gouvernant la société.

Les libéraux qui défendent l'islam ne le connaissent pas. L'islam, c'est l'union indiscernable du spirituel et du temporel, c'est le règne d'un dogme, c'est la chaîne la plus lourde que l'humanité ait jamais portée. Dans la première moitié du moyen âge, je le répète, l'islam a supporté la philosophie, parce qu'il n'a pas pu l'empêcher ; il n'a pas pu l'empêcher, car il était sans cohésion, peu outillé pour la terreur. La police, comme je l'ai dit, était entre les mains de chrétiens et occupée principalement à poursuivre les tentatives des Alides. Une foule de choses passaient à travers les mailles de ce filet assez lâche. Mais, quand l'islam a disposé de masses ardemment croyantes, il a tout détruit. La terreur religieuse et l'hypocrisie ont été à l'ordre du jour. L'islam a été libéral quand il a été faible, et violent quand il a été fort. Ne lui faisons donc pas honneur de ce qu'il n'a pas pu supprimer. Faire honneur à l'islam de la philosophie et de la science qu'il n'a pas tout d'abord anéanties, c'est comme si l'on faisait honneur aux théologiens des découvertes de la science moderne. Ces découvertes se sont faites malgré les théologiens. La théologie occidentale n'a pas été moins persécutrice que celle de l'islamisme. Seulement elle n'a pas réussi, elle n'a pas écrasé l'esprit moderne, comme l'islamisme a écrasé l'esprit des pays qu'il a conquis. Dans notre Occident, la persécution théologique n'a réussi qu'en un seul pays : c'est en Espagne. Là, un terrible système d'oppression a étouffé l'esprit scientifique. Hâtons-nous de le dire, ce noble pays prendra sa revanche. Dans les pays musulmans, il s'est passé ce qui serait arrivé

en Europe si l'Inquisition, Philippe II et Pie V avaient réussi dans leur plan d'arrêter l'esprit humain. Franchement, j'ai beaucoup de peine à savoir gré aux gens du mal qu'ils n'ont pas pu faire. Non ; les religions ont leurs grandes et belles heures, quand elles consolent et relèvent les parties faibles de notre pauvre humanité ; mais il ne faut pas leur faire compliment de ce qui est né malgré elles, de ce qu'elles ont cherché à suffoquer au berceau. On n'hérite pas des gens qu'on assassine ; on ne doit point faire bénéficier les persécuteurs des choses qu'ils ont persécutées.

C'est pourtant là l'erreur que l'on commet, par excès de générosité, quand on attribue à l'influence de l'islam un mouvement qui s'est produit malgré l'islam, contre l'islam, et que l'islam, heureusement, n'a pas pu empêcher. Faire honneur à l'islam d'Avicenne, d'Avenzoar, d'Averroès, c'est comme si l'on faisait honneur au catholicisme de Galilée. La théologie a gêné Galilée ; elle n'a pas été assez forte pour l'entraver tout à fait ; ce n'est pas une raison pour qu'il faille lui avoir une grande reconnaissance. Loin de moi des paroles d'amertume contre aucun des symboles dans lesquels la conscience humaine a cherché le repos au milieu des insolubles problèmes que lui présentent l'univers et sa destinée ! L'islamisme a de belles parties comme religion ; je ne suis jamais entré dans une mosquée sans une vive émotion, le dirai-je ? sans un certain regret de n'être pas musulman. Mais, pour la raison humaine, l'islamisme n'a été que nuisible. Les esprits qu'il a fermés à la lumière y étaient déjà sans doute fermés par leurs propres bornes intérieures ; mais il a persécuté la libre pensée, je ne dirai pas plus violemment que d'autres systèmes religieux, mais plus efficacement. Il a fait des pays qu'il a conquis un champ fermé à la culture rationnelle de l'esprit.

Ce qui distingue, en effet, essentiellement le musulman, c'est la haine de la science, c'est la persuasion que la recherche est inutile, frivole, presque impie : la science de la nature, parce qu'elle est une concurrence faite à Dieu ; la science historique, parce que, s'appliquant à des temps antérieurs à l'islam, elle pourrait raviver d'anciennes erreurs. Un des témoignages les plus curieux à cet égard est



celui du cheik Rifaa, qui avait résidé plusieurs années à Paris comme aumônier de l'École égyptienne, et qui, après son retour en Égypte, fit un ouvrage plein des observations les plus curieuses sur la société française. Son idée fixe est que la science européenne, surtout par son principe de la permanence des lois de la nature, est d'un bout à l'autre une hérésie ; et, il faut le dire, au point de vue de l'islam, il n'a pas tout à fait tort. Un dogme révélé est toujours opposé à la recherche libre, qui peut le contredire. Le résultat de la science est non pas d'expulser, mais d'éloigner toujours le divin, de l'éloigner, dis-je, du monde des faits particuliers où l'on croyait le voir. L'expérience fait reculer le surnaturel et restreint son domaine. Or le surnaturel est la base de toute théologie. L'islam, en traitant la science comme son ennemie, n'est que conséquent ; mais il est dangereux d'être trop conséquent. L'islam a réussi pour son malheur. En tuant la science, il s'est tué lui-même, et s'est condamné dans le monde à une complète infériorité.

Quand on part de cette idée que la recherche est une chose attentatoire aux droits de Dieu, on arrive inévitablement à la paresse d'esprit, au manque de précision, à l'incapacité d'être exact. *Allah aalam*, « Dieu sait mieux ce qui en est », est le dernier mot de toute discussion musulmane. Il est bon de croire en Dieu, mais pas tant que cela. Dans les premiers temps de son séjour à Mossoul, M. Layard désira, en esprit clair qu'il était, avoir quelques données sur la population de la ville, sur son commerce, ses traditions historiques. Il s'adressa au cadî, qui lui fit la réponse suivante, dont je dois la traduction à une communication affectueuse :

« O mon illustre ami, ô joie des vivants !

» Ce que tu me demandes est à la fois inutile et nuisible. Bien que tous mes jours se soient écoulés dans ce pays, je n'ai jamais songé à en compter les maisons, ni à m'informer du nombre de leurs habitants. Et, quant à ce que celui-ci met de marchandises sur ses mulets, celui-là au fond de sa barque, en vérité, c'est là une chose qui ne me regarde nullement. Pour l'histoire antérieure de cette cité, Dieu



seul la sait, et seul il pourrait dire de combien d'erreurs ses habitants se sont abreuvés avant la conquête de l'islamisme. Il serait dangereux à nous de vouloir les connaître.

» O mon ami, ô ma brebis, ne cherche pas à connaître ce qui ne te concerne pas. Tu es venu parmi nous et nous t'avons donné le salut de bienvenue ; va-t'en en paix ! A la vérité, toutes les paroles que tu m'as dites ne m'ont fait aucun mal ; car celui qui parle est un, et celui qui écoute est un autre. Selon la coutume des hommes de ta nation, tu as parcouru beaucoup de contrées jusqu'à ce que tu n'aies plus trouvé le bonheur nulle part. Nous (Dieu en soit béni !), nous sommes nés ici, et nous ne désirons point en partir.

» Écoute, ô mon fils, il n'y a point de sagesse égale à celle de croire en Dieu. Il a créé le monde ; devons-nous tenter de l'égaliser en cherchant à pénétrer les mystères de sa création ? Vois cette étoile qui tourne là-haut autour de cette étoile ; regarde cette autre étoile qui traîne une queue et qui met tant d'années à venir et tant d'années à s'éloigner ; laisse-là, mon fils ; celui dont les mains la formèrent saura bien la conduire et la diriger.

» Mais tu me diras peut-être : « O homme ! retire-toi, car je suis plus savant que toi, et j'ai vu des choses que tu ignores ! » Si tu penses que ces choses t'ont rendu meilleur que je ne le suis, sois doublement le bienvenu ; mais moi, je bénis Dieu de ne pas chercher ce dont je n'ai pas besoin. Tu es instruit dans les choses qui ne m'intéressent pas, et ce que tu as vu, je le dédaigne. Une science plus vaste te créera-t-elle un second estomac, et tes yeux, qui vont furetant partout, te feront-ils trouver un paradis ?

» O mon ami, si tu veux être heureux, écris-toi : « Dieu seul est Dieu ! » Ne fais point de mal, et alors tu ne craindras ni les hommes ni la mort, car ton heure viendra. »

Ce cadi est très philosophe à sa manière ; mais voici la différence. Nous trouvons charmante la lettre du cadi, et, lui, il trouverait ce que nous disons ici abominable. C'est pour une société, d'ailleurs, que les suites d'un pareil esprit sont funestes. Des deux conséquences qu'entraîne le manque d'esprit scientifique, la superstition ou le dogma-

tisme, la seconde est peut-être pire que la première. L'Orient n'est pas superstitieux ; son grand mal, c'est le dogmatisme étroit, qui s'impose par la force de la société tout entière. Le but de l'humanité, ce n'est pas le repos dans une ignorance résignée ; c'est la guerre implacable contre le faux, la lutte contre le mal.

La science est l'âme d'une société ; car la science, c'est la raison. Elle crée la supériorité militaire et la supériorité industrielle. Elle créera un jour la supériorité sociale, je veux dire un état de société où la quantité de justice qui est compatible avec l'essence de l'univers sera procurée. La science met la force au service de la raison. Il y a en Asie des éléments de barbarie analogues à ceux qui ont formé les premières armées musulmanes et ces grands cyclones d'Attila, de Gengis Khan. Mais la science leur barre le chemin. Si Omar, si Gengis Khan avaient rencontré devant eux une bonne artillerie, ils n'eussent pas dépassé les limites de leur désert. Il ne faut pas s'arrêter à des aberrations momentanées. Que n'a-t-on pas dit, à l'origine, contre les armes à feu, lesquelles pourtant ont bien contribué à la victoire de la civilisation ? Pour moi, j'ai la conviction que la science est bonne, qu'elle seule fournit des armes contre le mal qu'on peut faire avec elle, qu'en définitive elle ne servira que le progrès, j'entends le vrai progrès, celui qui est inséparable du respect de l'homme et de la liberté.

## APPENDICE A LA PRÉCÉDENTE CONFÉRENCE

Un cheik afghan, remarquablement intelligent, de passage à Paris, ayant présenté dans le numéro du 18 mai 1883 du *Journal des Débats* des observations sur la conférence précédente, j'y répondis le lendemain, dans le même journal, ainsi qu'il suit.

On a lu hier avec l'intérêt qu'elles méritent les très judicieuses réflexions que ma dernière conférence à la Sorbonne a suggérées au cheik Gemmal-Eddine. Rien de plus instructif que d'étudier ainsi, dans ses manifestations ori-

ginales et sincères, la conscience de l'Asiatique éclairé. C'est en écoutant les voix les plus diverses, venant des quatre coins de l'horizon en faveur du rationalisme, qu'on arrive à se convaincre que, si les religions divisent les hommes, la raison les rapproche, et qu'au fond il n'y a qu'une seule raison. L'unité de l'esprit humain est le grand et consolant résultat qui sort du choc pacifique des idées, quand on met de côté les prétentions opposées des révélations dites surnaturelles. La ligue des bons esprits de la terre entière contre le fanatisme et la superstition est en apparence le fait d'une imperceptible minorité ; au fond, c'est la seule ligue durable, car elle repose sur la vérité, et elle finira par l'emporter, après que les fables rivales se seront épuisées en des séries séculaires d'impuissantes convulsions.

Il y a deux mois à peu près, je fis la connaissance du cheik Gemmal-Eddine, grâce à notre cher collaborateur M. Ganem. Peu de personnes ont produit sur moi une plus vive impression. C'est en grande partie la conversation que j'eus avec lui qui me décida à choisir pour sujet de ma conférence à la Sorbonne les rapports de l'esprit scientifique et de l'islamisme. Le cheik Gemmal-Eddine est un Afghan entièrement dégagé des préjugés de l'islam ; il appartient à ces races énergiques du haut Iran, voisin de l'Inde, où l'esprit aryen vit encore si énergique sous la couche superficielle de l'islamisme officiel. Il est la meilleure preuve de ce grand axiome que nous avons souvent proclamé, savoir que les religions valent ce que valent les races qui les professent. La liberté de sa pensée, son noble et loyal caractère me faisaient croire, pendant que je m'entretenais avec lui, que j'avais devant moi, à l'état de ressuscité, quelqu'une de mes anciennes connaissances, Avicenne, Averroès, ou tel autre de ces grands infidèles qui ont représenté pendant cinq siècles la tradition de l'esprit humain. Le contraste était surtout sensible pour moi quand je comparais cette frappante apparition au spectacle que présentent les pays musulmans en deçà de la Perse, pays où la curiosité scientifique et philosophique est si rare. Le cheik Gemmal-Eddine est le plus beau cas de protestation ethnique

contre la conquête religieuse, que l'on puisse citer. Il confirme ce que les orientalistes intelligents de l'Europe ont souvent dit : c'est que l'Afghanistan est de toute l'Asie, le Japon excepté, le pays qui présente le plus d'éléments constitutifs de ce que nous appelons une nation.

Je ne vois guère dans le savant écrit du cheik qu'un point sur lequel nous soyons réellement en désaccord. Le cheik n'admet pas les distinctions que la critique historique nous conduit à faire dans ces grands faits complexes qui s'appellent empires et conquêtes. L'Empire romain, avec lequel la conquête arabe a tant de rapports, a fait de la langue latine l'organe de l'esprit humain dans tout l'Occident, jusqu'au *xvii<sup>e</sup>* siècle. Albert le Grand, Roger Bacon, Spinoza ont écrit en latin. Ce ne sont pas néanmoins pour nous des Latins. Dans une histoire de la littérature anglaise, on donne une place à Bède et Alcuin ; dans une histoire de la littérature française, nous mettons Grégoire de Tours et Abélard. Ce n'est pas certes que nous méconnaissions l'action de Rome dans l'histoire de la civilisation, pas plus que nous ne méconnaissions l'action arabe. Mais ces grands courants humanitaires demandent à être analysés. Tout ce qui s'est écrit en latin n'est pas la gloire de Rome ; tout ce qui s'est écrit en grec n'est pas œuvre hellénique ; tout ce qui s'est écrit en arabe n'est pas un produit arabe ; tout ce qui s'est fait en pays chrétien n'est pas l'effet du christianisme ; tout ce qui s'est fait en pays musulman n'est pas un fruit de l'islam. C'est le principe que le profond historien de l'Espagne musulmane, M. Reinhard Dozy, dont l'Europe savante déplore en ce moment la perte, appliquait avec une rare sagacité. Ces sortes de distinctions sont nécessaires, si l'on ne veut pas que l'histoire soit un tissu d'à peu près et de malentendus.

Un côté par lequel j'ai pu paraître injuste au cheik, c'est que je n'ai pas assez développé cette idée que toute religion révélée est amenée à se montrer hostile à la science positive, et que le christianisme n'a sous ce rapport rien à envier à l'islam. Cela est hors de doute. Galilée n'a pas été mieux traité par le catholicisme qu'Averroès n'a été traité par l'islamisme. Galilée a trouvé la vérité en pays catholique,



malgré le catholicisme, comme Averroès a philosophé noblement en pays musulman, malgré l'islam. Si je n'ai pas insisté davantage sur ce point, c'est que, à vrai dire, mes opinions à cet égard sont assez connues pour que je n'eusse pas à y revenir devant un public au courant de mes travaux. J'ai dit assez souvent, pour que je n'aie pas à le répéter à tout propos, que l'esprit humain doit être dégagé de toute croyance surnaturelle, s'il veut travailler à son œuvre essentielle, qui est la construction de la science positive. Cela n'implique pas de destruction violente, ni de rupture brusque. Il ne s'agit pas pour le chrétien d'abandonner le christianisme, ni pour le musulman d'abandonner l'islam. Il s'agit, pour les parties éclairées du christianisme et de l'islam, d'arriver à cet état d'indifférence bienveillante où les croyances religieuses deviennent inoffensives. Cela est fait dans une moitié à peu près des pays chrétiens ; espérons que cela se fera pour l'islam. Naturellement, ce jour-là, le cheik et moi, nous serons d'accord pour applaudir des deux mains.

Je n'ai pas dit que tous les musulmans, sans distinction de race, sont et seront toujours des ignorants ; j'ai dit que l'islamisme crée de grandes difficultés à la science, et, malheureusement, a réussi, depuis cinq ou six cents ans, à la supprimer presque, dans les pays qu'il détient ; ce qui est pour ces pays une cause d'extrême faiblesse. Je crois, en effet, que la régénération des pays musulmans ne se fera pas par l'islam : elle se fera par l'affaiblissement de l'islam, comme du reste le grand élan des pays dits chrétiens a commencé par la destruction de l'Église tyrannique du moyen âge. Quelques personnes ont vu, dans ma conférence, une pensée malveillante contre les individus professant la religion musulmane. Il n'en est rien ; les musulmans sont les premières victimes de l'islam. Plusieurs fois, j'ai pu observer, dans mes voyages en Orient, que le fanatisme vient d'un petit nombre d'hommes dangereux qui maintiennent les autres dans la pratique religieuse par la terreur. Émanciper le musulman de sa religion est le meilleur service qu'on puisse lui rendre. En souhaitant à ces populations, chez lesquelles il y a tant de bons éléments, la délivrance du



joug qui pèse sur elles, je ne crois pas leur faire un mauvais souhait. Et, puisque le cheik Gemmal-Eddine veut que je tiennne la balance égale entre les cultes divers, je ne croirais pas non plus faire un mauvais souhait à certains pays européens en désirant que le christianisme ait chez eux un caractère moins dominateur.

Le désaccord entre les libéraux sur ces différents points n'est pas très profond, puisque, favorables ou non à l'islam, tous arrivent à la même conclusion pratique : répandre l'instruction chez les musulmans. Voilà qui est parfait, pourvu qu'il s'agisse de l'instruction sérieuse, de celle qui cultive la raison. Que les chefs religieux de l'islamisme contribuent à cette œuvre excellente, j'en serai ravi. Pour parler franchement, je doute un peu qu'ils le fassent. Il se formera des individualités distinguées (il y en aura peu d'aussi distinguées que le cheik Gemmal-Eddine) qui se sépareront de l'islam, comme nous nous séparons du catholicisme. Certains pays, avec le temps, rompront à peu près avec la religion du Coran ; mais je doute que le mouvement de renaissance se fasse avec l'appui de l'islam officiel. La renaissance scientifique de l'Europe ne s'est pas faite non plus avec le catholicisme, et, à l'heure qu'il est, sans qu'il faille beaucoup s'en étonner, le catholicisme lutte encore pour empêcher la pleine réalisation de ce qui résume le code rationnel de l'humanité, l'État neutre, en dehors des dogmes censés révélés.

Au-dessus de tout, comme règle suprême, mettons la liberté et le respect des hommes. Ne pas détruire les religions, les traiter même avec bienveillance, comme des manifestations libres de la nature humaine, mais ne pas les garantir, surtout ne pas les défendre contre leurs propres fidèles qui tendent à se séparer d'elles, voilà le devoir de la société civile. Réduites ainsi à la condition de choses libres et individuelles, comme la littérature, le goût, les religions se transformeront entièrement. Privées du lien officiel ou concordataire, elles se désagrégeront, et perdront la plus grande partie de leurs inconvénients. Tout cela est utopie à l'heure présente ; tout cela sera réalité dans l'avenir. Comment chaque religion se comportera-t-elle avec le régime

de la liberté, qui s'imposera, après bien des actions et réactions, aux sociétés humaines ? Ce n'est pas en quelques lignes qu'on peut examiner un pareil problème. Dans ma conférence, j'ai voulu seulement traiter une question historique. Le cheik Gemmal-Eddine me paraît avoir apporté des arguments considérables à mes deux thèses fondamentales : — Pendant la première moitié de son existence, l'islamisme n'empêcha pas le mouvement scientifique de se produire en terre musulmane ; — pendant la seconde moitié de son existence, il étouffa dans son sein le mouvement scientifique, et cela pour son malheur !



INDEX  
DES  
NOMS PROPRES  
ET  
TRADUCTION DES TEXTES  
LATINS ET GRECS





QUESTIONS  
CONTEMPORAINES



## INDEX DES NOMS PROPRES

- Abd el-Kader, 237.  
 Abélard, 244, 260.  
 About, 84.  
 Abyssins, 249.  
 Académie (de Platon), 59.  
 Académie de Berlin, 106, 183, 186.  
 Académie de Saint-Petersbourg, 186.  
 Académie des beaux-arts, 100, 101, 108.  
 Académie des inscriptions et belles-lettres, 77, 100, 101, 104, 105, 107, 125, 126, 140, 145, 174, 182.  
 Académie des sciences, 100, 101, 106, 164.  
 Académie des sciences morales, 100, 107.  
 Académie française, 100, 101, 104.  
 Acosta, 236.  
*Actes des Apôtres (Act.)*, 160.  
 Adonis, 57.  
 Æneas Sylvius, 160.  
 Afrique, 186, 247.  
*Agriculture nabatéenne*, 132.  
 Ajax, 216.  
 Albe (Duc d'), 246.  
 Albi (Concile d'), 301.  
 Alexandre, 314.  
 Alexandrie, 88.  
 Allemagne, 14, 20, 23, 47, 75-79, 82, 84, 87, 89, 92, 107, 109, 120, 129, 130, 142, 144, 181-183, 185-189, 192, 204, 207, 228, 245, 257, 269, 274.  
 Allemand (s), 13, 82, 87, 182, 183, 186, 189, 204, 206.  
 Alloury, 178.  
 Amérique, 106, 109, 223, 243, 256, 273.  
 Amérique espagnole, 249.  
 Amérique portugaise, 249.  
*Ami de la Religion et du Roi (L')*, 287.  
 Amiens, 137.  
 Anacréon, 310.  
 Anaximène, 281.  
 Anglais, 47, 245, 248, 259.  
 Angleterre, 38, 47, 48, 51, 60, 62, 65, 66, 76, 78, 89, 95, 109, 115, 141, 142, 186, 192, 226, 241, 255, 256, 267, 274.  
 Angoulême (Duc d'), 104.  
 Anse de Villosion (d'), 83, 100.  
 Antibes (Inscription d'), 82.  
 Aquilée (Concile d'), 301.  
 Arabe, 241.  
 Arabie, 187.  
 Arago, 106, 140, 141.  
 Arétin (l') (Léonardo Bruni), 260.  
 Arioste (l'), 210, 316.  
 Aristophane, 211, 312.  
 Aristote, 37, 87, 112, 113, 116, 242, 286.  
 Arles (Concile d'), 301.  
 Arméniens, 245, 249.  
 Asie, 133, 183, 186, 247, 248.  
 Assemblée nationale, 214.  
 Assyrie, 133.  
 Athènes, 210, 222, 239.  
 Athénien (s), 211, 221.  
 Aufrecht, 183, 186.  
 Augsbourg (Confession d'), 270.  
 Auguste, 164, 226, 243.  
 Ausone, 88.  
 Australie, 248, 249.  
 Autriche, 264.  
*Avenir de la Science (L')*, 209.  
*Avesta (L')*, 184.  
 Babylone, 132, 133.  
 Bacon (Roger), 75, 244, 260.  
 Bade (Grand-duché de), 264.

- Bâle (Concile de), 294.  
 Bargès (Abbé), 149.  
 Bas-Empire, 86.  
 Barth, 186.  
 Bâville, 318.  
 Beaumarchais, 312.  
 Becket (Thomas), 252.  
 Bédouins, 240.  
 Belges, 260.  
 Belgique, 62, 264.  
 Bembo, 260.  
 Benoît XIV, 260.  
 Béranger, 43, 260, 309-312, 316-318.  
*Béranger des Familles (Le)*, 309, 318.  
 Bergmann, 187.  
 Berlin, 15, 23.  
 Bernetti, 260.  
 Bernstein, 134.  
 Berry (Duc de), 104.  
 Berthollet, 102.  
 Bessarion, 244.  
 Béziers (Concile de), 301.  
 Bible, 77, 133, 147, 237, 239, 248, 275, 290, 292.  
 Bibliothèque impériale, 87, 174, 178, 254.  
 Bigandet, 187.  
 Biot, 94.  
 Boccace, 75, 316.  
 Bodhisattva, 150.  
 Bœckh, 85.  
 Bologne, 267, 268.  
 Boniface VIII, 19.  
 Bonn, 82.  
 Bonne-Espérance (Cap de), 248.  
 Bopp, 85, 130, 222.  
 Borgia (les), 312.  
 Borgia (César), 270.  
 Borgia (Étienne), 260.  
 Bossuet, 86, 160, 223, 237, 289-291, 301.  
 Bourbon (Maison de), 34, 40, 53.  
 Bourjot (Anne), 126.  
 Brescia, 210.  
 Breslau, 189.  
 Bresse (Arnauld de), 304.  
 Bretagne, 225.  
 Buffon, 223.  
 Bulgares, 250.  
 Bunsen (de), 184, 240.  
 Burchard, 312.  
 Burnouf (Eugène), 81, 107, 121-124, 130, 139, 141, 142, 150, 153-155, 180, 199, 222.  
 Buttmann, 199.  
 Byron, 312, 315.  
 Byzance, 257.  
 Byzantin, 244.  
 Cabet, 214.  
 Çakya-Mouni, 150.  
 Californie, 248.  
 Calvin, 61, 234.  
 Cambridge, 76.  
 Camérarus, 117.  
 Camus (Armand-Gaston), 101.  
 Camus (rédacteur aux *Débats*), 176.  
 Canada, 249.  
 Caprara, 262.  
 Carcassonne (Inquisition de), 254.  
 Cardan, 210.  
 Carmel (le), 237.  
 Carnot, 100, 103.  
 Carthage (Concile de), 301.  
 Carrier, 318.  
 Casaubon, 75, 95, 153.  
 Catherine II, 72.  
 Caton, 191.  
 Cauchy, 140, 141.  
 Cavaignac (Général), 107.  
 Caveau (le), 311.  
 Celtes, 242.  
 Ceylan, 183.  
 Chalcédoine (Concile de), 301.  
 Chaldée, 133.  
 Chambre des députés, 196.  
 Chambre des pairs, 196.  
 Champagny (de), 102.  
 Champollion, 130.  
 Chanaan (Pays de), 134.  
 Chananéens, 131.  
 Channing, 242.  
 Chapelain, 310.  
 Chaptal, 101, 103.  
 Charles I<sup>er</sup> (d'Angleterre), 47.  
 Charles V, 37, 54.  
 Charles VII, 38.  
 Charles X, 44, 46, 48, 104.  
 Charlemagne, 36, 252, 258.  
 Charpentier (Jacques), 112, 117, 119, 120.  
 Charte (la), 40, 42, 46.  
 Chateaubriand, 31, 210, 227.  
 Chine, Céleste Empire, 85, 233, 234, 246-249.  
 Christ (le), 231, 265.  
 Chrysostome (Jean), 252.  
 Chwolson, 132.  
 Cicéron, 117.  
*Cinquième Avertissement*, 291.

- Cité de Dieu (La) (De civitate Dei)*, 287.  
 Clément V, 19.  
 Clément XIV, 260.  
 Code pénal, 59.  
 Colani, 187.  
 Colbert, 258.  
*Collection de Conciles*, 304-305.  
 Collège de France, 15, 16, 69, 75, 80, 85, 91-93, 111, 113-115, 117, 119, 120, 123, 130, 139-141, 143-149, 151-155, 157, 159, 172-180.  
 Collège de Presles, 118.  
 Collège royal, 113-117.  
*Commentaires sur l'Épître de saint Paul à Titus (Epist. ad Tit.)*, 293.  
 Comte (Auguste), 106.  
*Concile de Latran (Concil. Later.)*, 302.  
*Concile de Trente (Concil. Trident.)*, 293, 305.  
 Concordat, 234, 258, 259, 261.  
*Conférence sur l'Union de la Religion et de la Société*, 287.  
*Confidences (Les)*, 209.  
 Confucius, 233.  
 Conecte, 276.  
 Consalvi, 262, 268.  
 Constance (Concile de), 294, 304.  
 Constantin, 35, 244, 251, 256, 258, 287, 300, 301, 303.  
 Constantinople, 250-252, 269.  
 Constitution de 1791, 295.  
 Consul (Premier), 101, 103.  
*Contre la Lettre de Pétilien (Contra litt. Petil.)*, 203.  
*Contrat social (Le)*, 225.  
 Convention (la), 99, 101, 104.  
 Copernic, 210.  
 Coptes, 249.  
 Cousin (Victor), 15, 31, 85, 181, 192, 196.  
 Cratès, 225.  
 Cuvier, 124, 180.  
 Daces (les), 226.  
 Dampestre (Jean), 120.  
 Dandini, 250.  
 Danès, 113.  
 Dante, 28, 210.  
 Darius, 121.  
 Darius le Mède, 133.  
*Das Unterrichts-Wesen in Frankreich, mit einer Geschichte der Pariser Universität*, 189.  
 Daunou, 100, 107, 134.  
 David, 103, 240, 285.  
*Défense de l'Histoire des Variations*, 291.  
*Décretales de Grégoire IX (Decretal. Gregorii)*, 298.  
*De la Conversion des Infidèles (De convers. infid.)*, 298.  
*De la Part des Peuples sémitiques dans l'Histoire de la Civilisation*, 152, 154, 175.  
 De Launay, 114.  
*De l'Avenir religieux des Sociétés modernes*, 18.  
 Démosthène, 222.  
 Désaugiers, 311.  
 Descartes, 75, 78, 95, 153, 168, 305.  
*Des Livres interdits (De libris prohibitis)*, 305.  
*Des Opinions cosmographiques des Pères de l'Église rapprochées des Doctrines philosophiques de la Grèce*, 280.  
 Dialogues, 229.  
 Dioclétien, 254.  
 Dioscore d'Alexandrie, 301.  
*Directoire des Inquisiteurs (Directorium inquisitorum)*, 254.  
*Discours sur les Révolutions du Globe*, 124.  
*Discours sur l'Histoire universelle*, 160.  
 Domitien, 254.  
 Dozy, 186.  
 Dragnonnades (les), 56.  
*Du Baptême (De bapt.)*, 297.  
 Du Cange, 95.  
*Du Pape*, 291.  
 Dupin, 59.  
 Dupont (de l'Eure), 55.  
*Du Protestantisme en France*, 235.  
*Ecclésiaste (L') (Eccl.)*, 289.  
 École normale, 84.  
 École polytechnique, 80.  
 Écosse, 244.  
 Égypte, 130.  
 Eichhorn, 185.  
 Élie, 237.  
 Empire (Premier), 35, 62, 65, 79, 83, 105, 223, 311.  
 Empire d'Occident, 66, 252.  
 Empire ottoman, Empire turc, 250, 251.



- Empire romain, 13, 26, 28, 34, 36, 253.  
*Épître de saint Paul aux Romains* (*Ep. Pauli ad Rom.*), 287.  
*Épître de saint Pierre* (*I Ep. Petri*), 287.  
 Érasme, 210.  
 Espagne, 47.  
*Esprit des Lois* (*L'*), 63, 225.  
 Esther, 242.  
 Estienne (Henri), 153.  
 États-Unis, 14, 40, 62, 115, 228, 241, 248, 249.  
 Euclide, 120.  
 Europe, 26, 28, 37-40, 72, 78, 81, 83, 89, 95, 96, 103, 107, 110, 116, 121, 123, 135, 139, 141, 170, 183, 196, 210, 228, 230, 234, 241, 246, 255, 258, 262, 267, 272, 273, 276, 288.  
 Européen (*l'*), 73.  
 Évangile, 58, 169, 255, 274, 288, 293, 300.  
*Évangile selon saint Jean* (*Joann.*), 297.  
*Évangile selon saint Luc* (*Luc*), 160.  
*Évangile selon saint Matthieu* (*Matth.*), 160, 288.  
 Ewald, 184.  
 Eymeric (Nicolas), 254.  
 Fauriel, 107.  
 Fénelon, 271.  
 Fichte, 14, 23, 272.  
 Fleury (Abbé), 301, 303, 304.  
 Flore (Joachim de), 275.  
 Florence, 60, 75.  
 Florence (Concile de), 294.  
 Foix (Gaston de), 210.  
 Fontainebleau, 178.  
 Fontenoi, 223.  
 Fortoul, 107.  
 Fouarre (Rue du), 74.  
 Foucault, 318.  
 Fouché, 58.  
 Fouquier-Tinville, 318.  
 Fourier, 214.  
 Français, 18, 54, 83, 189, 207, 249, 312, 316.  
 France, 12-14, 21, 26, 27, 33, 34, 35, 38-43, 47-49, 51, 54, 57, 58, 63-67, 69, 71, 75-77, 83-85, 87-91, 93, 95, 96, 99, 100, 104, 106, 109, 113, 120, 121, 135, 141, 144, 145, 154, 156, 158, 160, 174, 181-183, 187, 180, 192, 193, 195, 197, 198, 201, 202, 204-206, 213, 236, 251, 257, 259, 261, 267, 274, 276, 284, 289, 305, 309, 313, 315, 317-318.  
 François I<sup>er</sup>, 77, 92, 93, 113, 115, 147, 228.  
 François Xavier, 247.  
 Frayssinous, 286, 296.  
 Frédéric II, 72.  
 Fréret, 95.  
 Galba, 226.  
 Galilée, 168.  
 Gallandius, 117.  
 Garlande (Clos de), 74.  
 Gaules (Préfet des), 226.  
 Gaules (Primat des), 252.  
 Génébrard, 120.  
 Genève, 255.  
 Germain, 242, 252.  
 Gervinus, 37.  
 Gesenius, 185.  
 Gibbon, 288.  
 Giessen, 78.  
 Glycère, 310.  
 Goethe, 213.  
 Göttingue, 90.  
 Grande Charte (de Jean sans Terre), 46.  
 Grèce, 26, 34, 37, 38, 89, 122, 134, 163, 213, 223, 238, 239.  
 Grecs, 150, 244, 245, 250.  
 Grégoire VII, 36, 252, 261, 273.  
 Grégoire XVI, 22.  
 Grégoire (Évêque Henri), 103.  
 Greifswald, 78.  
 Guérout (Ad.), 143.  
 Guerre de Sept ans, 225.  
 Guerre de succession d'Autriche, 225.  
 Guizot, 15, 29-33, 40, 46-48, 51-53, 55-59, 62, 63, 67, 68, 85, 105, 182, 225.  
 Hafiz, 310.  
 Hahn (Ludwig), 189-192, 195, 196, 199-207.  
 Hakem, 253.  
 Hase, 173.  
 Haupt, 183.  
 Haute-Saône, 63.  
 Hébreux, 133.  
 Hegel, 14, 32, 222.  
 Heidelberg, 90.

Henri II, 93, 114.  
 Henri III (d'Angleterre), 48.  
 Henri IV, 75, 306, 317.  
 Henrion (Baron), 300, 302.  
 Herder, 231, 237, 272.  
 Himalaya, 223.  
 Hindoustan, 248.  
*Histoire de la Décadence et de la Chute de l'Empire romain*, 288.  
*Histoire de la Papauté au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle*, 295.  
*Histoire des Mongols de la Perse*, 133.  
*Histoire des Sultans mamelouks*, 133.  
*Histoire des Variations des Églises protestantes*, 291.  
*Histoire ecclésiastique*, 301, 303, 304.  
*Histoire générale de l'Église*, 300, 302.  
*Histoire littéraire de la France*, 102, 254.  
*Histoire universelle*, 86.  
 Hitzig, 186.  
 Hollandais, 87, 189.  
 Hollande, 62, 63, 76, 87, 144, 160, 186, 189, 236, 264, 274.  
 Holzapfel (R.), 206-208.  
 Homère, 77, 222, 223.  
 Horace, 311, 314.  
 Hôtel de Ville, 52.  
 Humboldt, 78, 281.  
 Hus (Jean), 304.  
 Hutten (Ulrich de), 210.  
 Huyghens, 168.  
 Hyacinthe (Père), 275.  
 Ibn-Khaldoun, 133, 236.  
*Imitation (L')*, 242.  
 Inde, 122, 123, 133, 134, 154, 214, 246.  
 Indes hollandaises, 248.  
*Index*, 305.  
 Indicopleuste, 280, 281.  
*Indische Studien*, 183.  
 Innocent III, 301.  
 Inquisition (l'), 234, 296, 297, 300, 301, 304.  
 Institut, 99-105, 107-109, 146, 152, 172, 175, 177.  
 Institut de Perthes, 183.  
 Irlandais, 260.  
 Irlande, 263.  
 Isenberg, 186.  
 Islande, 183.

Isocrate, 222.  
 Israël, 236.  
 Italie, 18, 20, 21, 38, 39, 57, 75, 84, 89, 142, 210, 244, 265, 266, 268, 278.  
 Italien (s), 39, 83.  
 Izarn, 254.  
 Jablonski, 130.  
 Japhet, 248.  
 Japon, 246.  
 Jean (Apôtre), 226.  
 Jean sans Terre, 46, 48.  
 Jéhovah, 271.  
 Jérémie, 237.  
 Jérusalem, 238.  
 Jésus, 160, 168, 170, 171, 212, 236, 273.  
 Jésus-Christ, 16, 132, 165, 238-240, 261, 287.  
 Jésus de Nazareth, 160.  
 Joachim (Abbé), 237.  
 Joas, 285.  
 Joinville, 35, 254.  
 Josué, 131, 240, 272.  
*Journal asiatique*, 133.  
*Journal de la Société orientale allemande*, 182.  
*Journal de l'Instruction publique*, 189.  
*Journal de Philologie comparée*, 183.  
*Journal des Débats*, 111, 126, 139, 152, 156, 172, 174, 176, 178, 179, 309.  
*Journal des Savants*, 94, 131, 135.  
 Judée, 134, 213.  
 Juifs, 163, 291.  
 Jules II, 260.  
 Jupiter, 223.  
 Jurieu, 291.  
 Kant, 14, 78.  
 Krapf, 186.  
 Kuenen, 186.  
 Kuhn, 183.  
 Kulluka-Bhatta, 150.  
 Labat (Dom), 126.  
 Labbe, 304, 305.  
 Laboulaye, 179.  
 Lacordaire (Père), 276, 300, 302.  
 Lactance, 288.  
 La Fayette, 51, 52, 55.  
 La Fontaine, 316.  
 Lagrange, 94, 102.

- Lakanal, 100, 103, 106.  
 Lambin (Denis), 117, 119, 158.  
 Lamennais, 31, 275.  
 Languet (Hubert), 117.  
 Laplace, 81, 94, 102, 281.  
 La Somaglia, 260.  
 Lassaulx, 240.  
 Latins, 245.  
 Latran (concile de), 304.  
 Le Clerc (Victor), 107.  
 Lefèvre-Gineau, 178.  
 Leibniz, 32, 74.  
 Léon X, 260, 304.  
 Letronne, 107, 280.  
*Lettre à un Gentilhomme russe sur l'Inquisition espagnole*, 302.  
*Lettres (Epist.)* (de saint Augustin), 303.  
*Lettres (Epist.)* (de saint Grégoire), 304.  
 Levant, 250.  
 Lévy (Michel), 11, 29, 143.  
 Leyde, 160, 186.  
 Lhomond, 199.  
 Liban, 145.  
*Libéralisme clérical (Le)*, 21.  
*Liberté de penser (La)*, 19, 209, 283.  
*Liberté religieuse et la Législation actuelle (La)*, 235.  
 Liesse (N.-D. de), 313.  
 Ligue (la), 117, 119.  
 Ligurie, 226.  
 Lille, 208.  
 Limborch, 254.  
 Littré, 106, 161, 162.  
*Livre de Daniel*, 237.  
 Lombards, 266.  
 Londres, 186.  
 Louis XI, 41, 224.  
 Louis XIII, 75, 77, 93.  
 Louis XIV, 37, 39, 65, 72, 83, 104, 246, 270, 278, 298, 306.  
 Louis XV, 38.  
 Louis XVI, 126.  
 Louis XVIII, 40, 52, 102-104.  
 Louis-Napoléon, 20.  
 Louis-Philippe, 50, 52, 54, 105, 292.  
 Louvre (le), 221.  
 Loyola, 117.  
 Lucrèce, 315.  
 Luther, 14, 61, 210, 234, 275.  
 Lycée (d'Aristote), 59.  
 Lyon (Concile de), 294.  
 Macaulay, 78.  
 Machiavel, 270.  
 Magdebourg, 206.  
 Mahomet, 16, 171, 236, 237.  
 Maï, 260.  
 Maistre (J. de), 31, 273, 290, 291, 295, 302.  
 Makrizi, 133.  
 Malebranche, 305.  
 Manchester, 273.  
 Manou (Code de), 123, 150.  
 Mardochée, 242.  
 Maronites, 245, 249, 250.  
 Marseille, 132.  
 Matthiæ, 199.  
 Matthieu (Apôtre), 226.  
 Maubert (Place), 118.  
 Méditerranée, 193, 249.  
*Mélanges d'Histoire et de Voyage*, 152.  
*Mélanges scientifiques et littéraires*, 94.  
*Mémoire pour le Rétablissement en France de l'Ordre des Frères prêcheurs*, 301.  
 Mendelssohn, 187.  
*Mémoire sur les Nabatéens*, 132, 133.  
*Mémoires* (du Général La Fayette), 55.  
*Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 132.  
*Mémoires géographiques et historiques sur l'Égypte*, 133.  
*Mémoires pour servir à l'Histoire de mon Temps*, 29, 30, 33, 46, 48, 58, 67, 68.  
 Mercier, 152, 158.  
 Mercure, 211.  
*Méthode latine*, 199.  
 Michel-Ange, 210.  
 Michelet, 31, 85, 258.  
 Milan (Concile de), 301.  
 Milève (Concile de), 301.  
 Milton, 210.  
 Minerve, 223.  
*Mittheilungen ueber Erziehung und Unterricht in Frankreich*, 206.  
 Moïse, 236.  
 Molière, 312.  
 Mommsen, 86.  
 Monantheuil (H. de), 120.  
 Monge, 102, 103.  
*Moniteur universel (Le)*, 121, 140, 146, 155, 173, 174, 177-179.  
 Montaigne, 225.

Montalembert, 275.  
 Montesquieu, 65, 225.  
 Moscou, 245, 257.  
 Müller (Max), 186.  
 Munich, 134, 240.  
*Musée du Rhin*, 183.  
 Muséum, 80.  
 Musset (A. de), 314.  
 Muzzarelli, 300.  
 Nabuchodonosor, 132.  
 Nantes (Édit de), 56, 75, 144, 298, 306.  
 Naples, 244.  
 Napoléon I<sup>er</sup>, 194, 203, 223, 261.  
 Napoléon III, 20, 21, 178.  
 Narbonne (Concile de), 301.  
 Néron, 226, 258.  
 Newton, 74, 78, 168, 281.  
 Nicolas I<sup>er</sup>, 20.  
 Niebuhr, 23, 78.  
 Nîmes, 274.  
 Ninive, 133.  
 Nordlingen, 223.  
*Novelle de l'Hérétique*, 254.  
*Observations sur un Passage du Livre de Josué*, 131.  
 Occident, 73, 233, 234, 244, 252, 253, 275.  
 Océanie, 248, 273.  
 Olive (Pierre-Jean d'), 275.  
*Opinion nationale (L')*, 143.  
 Orient, 34, 36, 39, 41, 73, 77, 133, 134, 187, 226, 242, 249, 250, 252, 253, 262.  
 Oriental (l'), 73.  
 Orléans (Concile d'), 301.  
 Orléans (Duc d'), 52.  
 Othon, 226.  
 Othons (les), 252.  
 Ourmia (Nestoriens d'), 249.  
 Overweg, 186.  
 Oxford, 76, 78, 141, 186, 256.  
 Ozanam, 17.  
 Pacte de famille, 225.  
 Padoue, 75.  
 Paléologue (Manuel), 244.  
 Palgrave, 187.  
 Paraguay, 247.  
 Paris, 12, 17, 29, 55, 65, 75, 88, 90, 111, 112, 117, 118, 126, 137, 143, 157, 172, 181, 193, 194, 201, 235, 257, 305, 309, 318.  
 Paris, *Guide*, 99.

*Paris, Rome et Jérusalem, ou la Question religieuse au XIX<sup>e</sup> siècle*, 235, 238.  
 Parménien, 303.  
 Parthénon, 210.  
 Pascal, 305.  
 Passionei, 260.  
 Paul (Apôtre), 226.  
 Pausanias, 163.  
 Péloponèse, 280.  
 Penna (Horace della), 246.  
 Perpignan, 208.  
 Périclès, 221.  
 Perrotin, 309.  
 Perse, 133.  
 Persépolis, 34.  
 Pétilien, 303.  
 Pétrarque, 75.  
*Phédon*, 190.  
 Phidias, 211.  
 Philippe II, 246, 254, 258, 264.  
 Philippe le Bel, 38, 224.  
 Philippines (Iles), 249.  
 Philon, 237.  
*Philon le Juif (Phil.)*, 293.  
 Photius, 244, 246.  
 Pie V, 246, 258, 264.  
 Pie VII, 22, 287, 300.  
 Pie VIII, 22.  
 Pie IX, 304.  
 Pierre (Apôtre), 226, 266.  
 Piron, 310.  
 Pise, 60.  
 Pithou (Pierre), 257.  
 Platon, 211, 229, 240.  
 Pléthon, 244.  
 Pogge (le), 260.  
 Polignac (de), 44.  
*Politique tirée des propres Paroles de l'Écriture sainte*, 289, 290, 301.  
 Pologne, 245, 264.  
 Ponce Pilate, 213, 234, 258.  
 Portalis, 259.  
 Portique (de Zénon), 59.  
 Port-Royal, 197.  
 Prévost-Paradol, 84, 171, 235, 248.  
*Prolégomènes*, 133, 237.  
*Prophète (Le)*, 209.  
 Propylées, 211, 221.  
*Proverbes (de Salomon) (Prov.)*, 292.  
*Provinciales*, 305.  
 Prusse, 20, 23, 206.  
*Pucelle (La)*, 318.  
 Pusey (Dr), 245.

- Quatremère (Étienne), 126-137,  
 144-146, 153, 156, 159.  
 Quatremère de Quincy, 127.  
 Quatremère-Disjonval, 127.  
 Quatremère (père), 127.  
 Quatremère-Roissy, 127.  
*Questions contemporaines*, II.  
 Racine, 223.  
 Ramus, III-121, 152, 156.  
*Ramus (Pierre de la Ramée), sa  
 Vie, ses Écrits et ses Opinions*,  
 III.  
 Ranke (Léopold), 295.  
 Raphaël, 209, 210.  
 Raschid-ed-Din, 133.  
 Rébecca, 27.  
*Recherches sur la Langue et la  
 Littérature de l'Égypte*, 129.  
*Recueil des Histoires des Gaules  
 et de la France*, 254.  
 Réforme, 38, 59, 116, 255, 258.  
 Régnier (Adolphe), 139-141.  
 Renaissance, 39, 86, 92, 112, 260.  
 Renan (E.), 173, 176-180.  
 République (1<sup>re</sup>), 65, 99.  
 Restauration, 15, 33, 40, 42, 43-  
 45, 52, 62, 83, 104, 105, 108,  
 140, 194, 269, 274, 284, 306,  
 316.  
 Reuchlin, 153.  
 Reuss, 186.  
 Révolution (1789), 12, 13, 27, 33,  
 39, 62, 64, 65, 76, 79, 80, 82,  
 83, 90, 99, 127, 194, 243, 258-  
 259, 288, 317.  
 Révolution (1830), 50, 55, 59, 61,  
 62, 104, 196, 265.  
 Révolution (1848), 20, 209, 264,  
 284.  
*Revue des Deux Mondes*, 29, 69,  
 154, 155, 182, 233, 280.  
*Revue de Théologie*, 187.  
*Revue germanique*, 181, 182, 187.  
 Rhin (outre-), 187.  
 Richelieu, 65.  
 Richelieu (Rue de), 87.  
 Ritter (Karl), 85.  
 Rochelle (La), 275.  
 Rollin, 115, 163, 204.  
 Romagnes, 264, 269.  
 Rome, 39, 210, 217, 226, 238,  
 244, 245, 249-251, 256-260, 263,  
 267-269, 273, 276, 300, 304.  
 Rosmini, 276.  
 Rougé, 155, 157.  
 Rouher, 224.  
 Rouland, 146.  
 Rousseau (Jean-Baptiste), 310.  
 Rousseau (Jean-Jacques), 65, 225.  
 Russes, 245.  
 Russie, 89, 142, 248-252, 256, 264.  
 Saccas (Ammonius), 222.  
 Sacy (Silvestre de), 31, 83, 100,  
 134, 135.  
 Sadolet, 260.  
 Sadowa, 14.  
 Saïda, 132.  
 Saint Ambroise, 226, 301.  
 Saint Augustin, 287, 303.  
 Saint-Barthélemy (la), 117, 119-  
 120, 317.  
 Saint-Barthélemy (Paulin de), 246.  
 Saint Bernard, 242.  
 Saint Cloud, 47, 117.  
 Saint Dominique (Ordre de), 264.  
 Sainte-Beuve, 31.  
 Sainte Élisabeth, 242.  
 Sainte-Geneviève (Montagne), 74,  
 118.  
 Sainte Gertrude, 242.  
 Sainte Théodosie, 137.  
 Saint Florentin, 318.  
 Saint François d'Assise, 164, 242.  
 Saint-Germain (Faubourg), 273.  
 Saint-Germain-des-Prés, 120.  
 Saint-Germain latin (Fonds), 254.  
 Saint Grégoire (pape), 303.  
 Saint Hilaire de Poitiers, 303.  
 Saint Jérôme, 293, 303.  
 Saint Léon, 303.  
 Saint Louis, 35, 39, 254.  
 Saint-Maur (Congrégation de), 102.  
 Saint-Michel (Pont), 118.  
 Saint Paul, 61, 229, 238, 240, 243,  
 247, 287.  
 Saint Pierre, 19, 287.  
 Saint-Sulpice (Séminaire), 271.  
 Saint Thomas, 47.  
 Sales (François de), 271.  
 Salvador, 235-242.  
 Sarzane (Thomas de), 260.  
*Satire Ménippée (La)*, 117.  
 Saumaise, 75, 95.  
 Savigny (de), 23.  
 Savonarole, 276.  
 Scaliger, 75.  
 Schelling, 222.  
 Schiller, 312.  
 Schlegel (Frédéric), 78, 130.  
 Schlegel (Wilhelm), 82.



- Schleiermacher, 23, 240, 252, 272.  
 Scholten, 186.  
*Science et l'Art (La)*, 99.  
 Scot, 186.  
 Seine, 118.  
 Séjan, 226.  
 Séleucides, 237.  
 Sénat, 146.  
 Sénèque, 229.  
*Sermon sur l'Unité de l'Eglise*, 290.  
 Sèvres, 174.  
 Shakespeare, 312.  
*Siècle (Le)*, 160.  
 Sieyès, 103.  
 Siméon Stylite, 214.  
 Simon (Richard), 144.  
 Slane (de), 237.  
 Slaves, 244-246.  
 Socrate, 240.  
*Somme théologique (Summa)*, 47.  
 Sophocle, 222.  
 Sorbonne, 15, 147, 149, 173, 295.  
 Sparte, 34.  
 Spinoza, 187, 236, 318.  
 Staël (M<sup>me</sup> de), 89.  
 Stein (Baron de), 23.  
 Strasbourg, 88, 187, 275.  
 Strauss (David-Frédéric), 159, 162.  
 Suède, 76, 255-256.  
 Suisse, 186, 274.  
 Suisses (les), 285.  
 Suse, 133.  
 Sussy (de), 47.  
*Syllabus*, 22.  
 Syrie, 249.  
 Tacite, 226, 229.  
 Taine, 84, 106.  
 Taïtien, 247.  
 Tartaglia, 210.  
 Tauler, 275.  
*Temps (Le)*, 160.  
 Terreur (la), 13, 234, 264.  
 Texas, 248.  
 Théodoret, 293.  
 Théodose, 35.  
 Théophraste, 222.  
 Thibet, 246.  
 Thierry (Amédée), 63.  
 Thierry (Augustin), 31, 107.  
 Thiers (A.), 225.  
 Tibère, 164, 225.  
 Tieffenthaler, 246.  
 Tigre, 226.  
 Tissot, 178.  
 Tite-Live, 163.  
 Tocqueville (de), 65, 277.  
 Tolède (Concile de), 298, 301.  
 Toulouse (Concile de), 301.  
 Toulouse (Inquisition de), 254.  
*Traité des Études*, 204.  
 Trajan, 226.  
 Trente (Concile de), 275, 294, 297, 304.  
 Turcs, 245.  
 Turgot, 65.  
 Turnèbe, 117.  
 Turquie, 249, 251, 252.  
 Vacherot, 106.  
 Vanves, 117.  
 Vatable, 114, 151.  
 Vatican, 266.  
 Vautblanc (Comte de), 103.  
 Védas (les), 133, 183.  
 Venise, 267, 268.  
 Versailles, 41.  
 Versailles (Evêque de), 252.  
*Vicaire de Wakefield (Le)*, 317.  
 Vico, 237.  
*Vie de Jésus (de Strauss)*, 162.  
*Vie de saint Dominique*, 301.  
 Vienne (Concile de), 301.  
 Villemain, 15, 48, 85, 182, 212.  
 Vincent (Samuel), 235, 274.  
 Vincent de Paul, 242, 271.  
 Vitellius, 226.  
 Voltaire, 63, 77, 78, 215, 225, 260, 272, 316, 318.  
 Waddington (Charles), 111-113, 116, 117, 119-121.  
 Weber (A.), 183.  
 Weimar, 213.  
 Wight (Ile de), 48.  
 Wilson, 141.  
 Wolf, 23.  
 Xerxès, 121.  
*Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft*, 132.  
 Zend-Avesta, 133.  
 Zoroastre, 121.  
 Zurich, 186.



## TRADUCTION DES TEXTES LATINS ET GRECS

*Page 47, note 1.* Le trouble apporté à ce régime (le régime tyrannique) n'a pas le caractère d'une sédition... C'est bien plutôt le tyran qui est le séditieux (Saint Thomas, *Somme théologique*, 2<sup>e</sup> division de la 2<sup>e</sup> partie, question LXII, art. 2).

*Page 51.* Carrière politique.

*Page 82.* Il a dansé et il a plu. (*Corp. Inscript. Latin.*, vol. 12, n<sup>o</sup> 188).

*Page 96.* Heureuse faute !

*Page 117.* De l'invention. (Titre d'un traité de rhétorique de Cicéron).

*Page 119.* Le soleil le plus clair et le plus doux brilla sur la France au mois d'août dernier.

*Page 191.* Du reste, je suis d'avis qu'il faut détruire les concours.

*Page 226.* Sous le règne de César Auguste, le Christ est né à Bethléem, ville de Judée.

*Page 245.* Et du Fils. (Le Credo de l'Église latine ou symbole de Nicée dit : « *Credo... in spiritum sanctum... qui ex Patre Filioque procedit*, Je crois... au Saint-Esprit... qui procède du Père et du Fils. » L'Église grecque n'admet pas que le Saint-Esprit procède du Fils.)

*Page 246.* Ce monde romain (que les anciens se représentaient sous la forme d'un cercle).

*Page 254.* Directions pour les inquisiteurs.

*Page 263.* Dieu, (nous) te (louons).

*Page 272, ligne 5.* Le Christ règne, le Christ commande.

*Page 272, ligne 22.* (Chose) particulière.

*Page 285.* Que (les statuts de la Société de Jésus) soient comme ils sont ou qu'ils ne soient pas. (Père Ricci, général des Jésuites, 1764.)

*Page 287, ligne 7.* C'est par moi que les rois règnent (Ancien Testament, *Proverbes* de Salomon, VIII, 15).

*Page 287, ligne 7.* Soyez soumis à toute institution humaine à cause de Dieu, soit au roi comme à celui qui domine les autres, soit aux gouverneurs comme à des personnes envoyées de sa part... car telle est la volonté de Dieu. (Nouveau Testament, 1<sup>re</sup> *Épître* de saint Pierre, II, 13-15).

Page 287, ligne 10. Que toute personne soit soumise aux puissances supérieures ; car il n'y a pas de puissance qui ne vienne de Dieu ; et celles qui existent ont été réglées par Dieu. C'est pourquoi celui qui résiste à la puissance résiste à l'ordre établi par Dieu. Et ceux qui s'y opposent attirent la condamnation sur eux-mêmes... Car [le prince] est le ministre de Dieu... Aussi est-il nécessaire que vous soyez soumis non seulement à cause de son courroux, mais aussi à cause de votre conscience... Car ils sont les ministres de Dieu en s'appliquant à ces devoirs. (Nouveau Testament, *Épître de saint Paul aux Romains*, XIII, 1 à 7).

Page 287, ligne 17. Ne reconnaissons qu'au vrai Dieu le pouvoir de donner le trône et le pouvoir suprême. (Saint Augustin, *La Cité de Dieu*, V, 21.)

Page 288. Rendez donc à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. (*Évangile selon saint Matthieu*, XXII, 21.)

Page 289, note 3. Tout ce qu'il voudra, il le fera ; sa parole est toute puissante, et personne ne peut lui dire : « Pourquoi agis-tu ainsi ? » (Ancien Testament, *Ecclésiaste*, VIII, 3, 4.)

Page 293, note 1. Concile de Trente, session XXIII, canons 4, 6, 7, 8.

Page 293, note 3. Prêtre et évêque sont des titres équivalents et avant qu'une instigation du Diable ne suscitât l'esprit de parti dans la religion, ... les Églises étaient gouvernées par un conseil commun de prêtres (Saint Jérôme, *Commentaires sur l'Épître de saint Paul à Titus*, I, 694)... Sur l'identité primitive du « prêtre » et de « l'évêque », voir *Philon le Juif*, I, 1...

Page 294, ligne 19. Nous posons en principe que le pontife de Rome a reçu du Christ en la personne du bienheureux Pierre le plein pouvoir de guider et de gouverner l'Église universelle. (*Concile de Florence*, réunion XXII.)

Page 294, ligne 22. L'Église romaine a une absolue et entière primauté sur l'Église catholique universelle. (2<sup>e</sup> *Concile de Lyon*, traduction latine de la lettre écrite par l'empereur Michel Paléologue au pape Grégoire X.)

Page 294, ligne 24. Les souverains pontifes, étant donné le pouvoir suprême qui leur a été remis sur l'Église universelle... (*Concile de Trente*, session XIV, ch. 7.)

Page 296. Force-les d'entrer. (*Évangile selon saint Luc*, XIV, 23.)

Page 296, note 2. Si quelqu'un ne demeure pas en moi, il sera jeté dehors comme le sarment, il séchera, on le ramassera, on le jettera au feu, et le voilà en flammes. (*Évangile selon saint Jean*, XV, 6.)

Page 297, note 1. Si quelqu'un dit que, quand les enfants ont été baptisés tout petits, il faut, lorsqu'ils sont devenus adolescents, leur demander s'ils veulent tenir pour valables ce que leurs parrains ont promis en leur nom au moment du baptême ; et qu'en cas de réponse négative il faut les laisser faire à leur guise et ne pas les contraindre alors à la vie chrétienne par un châtiment autre que l'exclusion de l'Eucharistie et des autres sacrements jusqu'à ce qu'ils se repentent, que celui qui dit cela soit anathème. (*Concile de Trente*, session VII, *Du baptême*, canon 14.)

Page 298, ligne 5. L'enfant ne doit pas demeurer chez des personnes que l'on peut soupçonner d'attenter à son salut ou à sa vie. (*Décrétales* de Grégoire IX, livre III, titre XXXIII, *De la Conversion des Infidèles*, ch. 2.)

Page 298, ligne 7. En ce qui concerne les fils baptisés des juifs, pour leur éviter de vivre au milieu des erreurs de leurs parents, nous décidons de les soustraire à la vie en commun avec eux et de les confier à des monastères ou à des chrétiens, afin qu'ils fassent des progrès dans les bonnes mœurs et dans la foi.

Page 302, note 1. 4<sup>e</sup> Concile de Latran, canon 3.

Page 303, note 2. Saint Augustin, *Contre la lettre de Pétilien*, livre II, ch. 42, 43.

Page 303, note 3. L'aveu de si grands crimes, ... tu l'as arraché à coups de verges. Cette manière de corriger est habituellement admise par les maîtres qui enseignent les arts libéraux, par les parents eux-mêmes et souvent aussi dans les actions judiciaires par les évêques.

Page 304, note 1. Livre I, lettre 74 ; livre IV, lettres 7 et 31.

Page 304, note 5. (Labbe, *Collection des Conciles*, tome X, colonnes 999 ss.)

Page 305, ligne 5 Par haine pour l'auteur.

Page 305, note 1. Concile de Trente, sessions IV et XVIII, et les règles : *Des livres interdits*... (Labbe, *Collection des Conciles*, colonnes 950 ss.)

Page 314. Car j'ai appris que les dieux passent leur temps dans le repos. (Horace, *Satires*, I, 5, 101).

La traduction française est due à M. Marcel Pernot, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur agrégé de l'Université.





LA RÉFORME  
INTELLECTUELLE  
ET MORALE



## INDEX DES NOMS PROPRES

- Abel, 411.  
 Abélard, 530.  
 Achéménides, 512.  
 Acropole, 528.  
 Algérie, 494.  
 Allemagne, 327-331, 354, 358, 359, 363, 365, 366, 369, 371, 372, 383, 392, 394-396, 398, 403, 405, 409-421, 424, 428, 431-434, 437-441, 443-446, 451, 452, 454, 455, 458, 460, 462, 479, 488, 530, 537, 540.  
 Allemand (s), 329, 330, 350, 363, 371, 391, 394, 398-400, 412, 419, 423, 424, 431, 434, 439, 452, 453, 457, 459, 460, 461, 500.  
 Allophyles, 454.  
 Alsace, 327, 339, 358, 372, 413, 419, 427, 444, 445, 454, 455, 465.  
 Alsaciens, 455.  
 Amboise, 339.  
 Amérique, 340, 350, 351, 380, 407, 453, 491, 493, 505, 510, 512, 527.  
 Amérique du Sud, 350.  
 Anglais, 349.  
 Angleterre, 327, 336, 337, 341, 349, 350, 358, 364, 390, 403, 406, 410, 414, 416, 417, 421, 430, 431, 442, 444, 458, 477, 480, 481, 488, 489-495, 501, 504, 515, 519, 520, 530, 537, 540.  
 Anglo-Saxons, 458.  
 Anthuse, 536.  
 Antioche, 536.  
 Apocalypse, 334, 456.  
 Arioste, 406.  
 Aristote, 381.  
 Asie, 410, 457, 507.  
 Assemblée constituante, 531.  
 Assemblée législative, 531.  
 Assemblée nationale, 530.  
 Assise, 485.  
 Athènes, 359, 375, 457, 480, 528.  
 Athéniens, 406.  
 Australie, 494.  
 Autriche, 371, 405, 414, 419, 420, 425, 453, 456.  
 Avignon, 400.  
 Baltique, 415.  
 Bastille, 337.  
*Baudoin de Sebourg* (Roman de), 498.  
 Belgique, 431, 455.  
 Belleville, 505.  
 Bénévent, 454.  
 Berlin, 371, 423, 424, 431, 441, 457.  
 Beulé, 528.  
 Biarritz, 422.  
 Bismarck, 371, 417, 420-423, 425, 426, 440, 451.  
 Blois, 339.  
 Blücher, 364.  
 Boèce, 519.  
 Bohême, 453, 457, 458.  
 Bonaparte, les Bonapartes, 354, 378, 503.  
*Borbitomagus*, 357.  
 Bordeaux, 338, 385, 463.  
 Bossuet, 335, 489, 524.  
 Bourbon (s), 339, 378, 490, 503, 518.  
 Brandebourg (Electeur de), 335.  
 Bretagne, 537.  
 Bretons, 458.  
 Caïn, 411.  
 Calédoniens, 458.  
 Canada, 494.  
 Capétiens, 339, 367, 378.  
 Carlovingien (s), 338, 412, 460.  
 Carnot (Hippolyte), 523, 525.  
 Caroline, 494.  
 Carolingie, 338, 339.  
 Castlereagh, 349.  
 Catalogne, 338, 454.

- Celtes, 349.  
 Cévennes, 338.  
 Charlemagne, 335.  
 Charles I<sup>er</sup> (d'Angleterre), 491, 492.  
 Charles II (d'Angleterre), 492.  
 Charles VII, 345, 414.  
 Charles X, 340.  
 Charles le Chauve, 338.  
 Charles le Gros, 412.  
 Charte (la), 340.  
 Chine, 359, 390.  
 Chinois, 390, 391.  
 Chrysostome (Jean), 536.  
 Cirque du Prince impérial, 523.  
 Cobden, 349.  
 Collège de France, 396.  
 Commune (la), 335, 366, 389.  
 Condorcet, 357, 531.  
*Consolation de la Philosophie*, 519.  
 Constantinople, 427.  
 Consulat, 481, 482, 531.  
 Convention, 481, 531.  
 Cousin (Victor), 342.  
 Crimée, 345, 358, 499.  
 Croatie, 457.  
 Cromwell, 477, 481, 491, 492.  
 Danois, 458.  
 Dante, 418.  
 Dauphinois, 339.  
 David (Roi), 487.  
 Décembre (Deux), 342, 504.  
*De la Vertu et de la Fortune d'Alexandre*, 365.  
*De la Vertu et de la Fortune des Romains*, 365.  
 Diderot, 460.  
 Directoire, 482.  
 Dithmarse (s), 385, 487.  
 Dresde, 371.  
*Du Suffrage universel...*, 385.  
 Ecclésiaste (l'), 331, 462.  
 École de Saint-Cyr, 348, 382, 508.  
 École normale, 354, 395, 396.  
 École polytechnique, 354, 395, 396, 508.  
 Écosse, 417.  
 Elbe, 458.  
 Empire (I<sup>er</sup>), 334, 347, 363, 364, 372, 391, 395, 413-415, 418, 439, 450, 452, 479, 481, 482, 492, 497, 498, 501.  
 Empire (Saint), 419.  
 Empire (Second), 499.  
 Empire allemand, 431, 445.  
 Empire carlovingien, 411, 412.  
 Empire ottoman, 457.  
 Empire romain, 389, 411, 431, 457, 529.  
 Epiménide, 425.  
 Eschyle, 462.  
 Espagne, 355, 435, 445, 504, 510, 512.  
 États du Sud (Amérique), 453.  
 États généraux, 336, 337, 531.  
 États-Unis, 339, 350, 379, 389, 410, 421, 427, 429, 493, 511, 516.  
 États-Unis d'Europe, 429, 446.  
 Europe, 328, 337, 349, 355, 356, 363, 364, 371, 373, 384, 390, 391, 395, 404, 410, 411, 415, 417, 421, 422, 424, 427-429, 431, 432, 446, 452, 455, 458, 494, 499, 501, 507, 510, 511, 514, 530.  
 Évangile, 447.  
 Favre (Jules), 464.  
 Féridoun, 332.  
 Ferrières, 464.  
 Fichte, 327, 448.  
 Finnois, 454.  
 Flandre, 338.  
 Fleury (Abbé), 337.  
 Florence, 359, 480.  
*Fonctions de l'État*, 385.  
 Fortoul, 342.  
 Foulon-Ménard, 385.  
 Français, 325, 329, 352, 353, 363, 367, 369, 385, 399, 400, 406, 439, 450, 453, 461, 467, 484, 521.  
 France, 327, 329-331, 333-340, 342-351, 353-356, 358, 361-363, 365, 367, 369-380, 384-386, 388, 389, 391, 392, 394-396, 399, 401, 403-406, 409-419, 421-428, 430-433, 435, 438, 440-446, 450, 452, 454, 455, 460-469, 471-475, 478-481, 483, 487-502, 504-506, 508, 510, 514-521, 530, 541.  
 Francfort, 419.  
 Franche-Comté, 339.  
 François I<sup>er</sup>, 345.  
 Francs, 390.  
 Frédéric II, 372, 414, 419, 453.  
 Frédéric-Guillaume III, 345.  
 Gambetta, 335.  
 Gaule, 338.  
*Gazette d'Augsbourg*, 437, 438, 449, 450.  
 Genève, 416.  
 Gengis Khan, 410, 457.  
 Germain, 330, 508.



- Germanie, 458.  
 Gœthe, 327, 330, 418, 431, 438, 448, 460.  
 Grec (s), 330, 375, 453, 521.  
 Grèce, 331, 414, 424, 479, 512, 536.  
 Guadet, 385.  
 Gubbio, 485.  
 Guerre de Trente ans, 413.  
 Guillaume III, 490, 491, 493, 495.  
 Hébreux, 374.  
 Hellènes, 529.  
 Henri IV, 362.  
 Herder, 327, 418, 438, 526.  
 Herwegh, 462.  
 Hirzel, 451.  
*Histoire de la Restauration*, 341.  
*Histoire littéraire de la France*, 488.  
 Hohenstaufen, 413.  
 Hohenzollern, 441.  
 Hollande, 431, 454.  
 Holstein, 415.  
 Hongrie, 453.  
 Hôtel de Ville, 464.  
 Hugo (Victor), 330.  
*Hugues Capet* (Roman de), 498.  
 Hugues le Blanc, 339.  
 Humbert (le dauphin), 339.  
 Hyacinthe (le père), 399.  
 Iéna, 345, 372, 373, 388, 415, 461.  
 Iles britanniques, 349.  
 Iles de la Manche, 455.  
 Iles des Morts, 442.  
 Inde, 390, 427.  
 Internationale (1'), 344, 347.  
 Invalides (Hôtel des), 451.  
 Irlandais, 458, 460.  
 Institut, 388.  
 Isaïe, 384.  
 Israël (Rois d'), 488.  
 Italie, 329, 331, 345, 358, 399, 400, 407, 411-414, 417, 418, 420, 454, 479, 499, 504, 510, 512.  
 Italiens, 399, 400, 419, 460, 521.  
 Jacob (Patriarche), 515.  
 Jean II, 345.  
 Jeanne d'Arc, 414, 488.  
 Jérusalem, 325.  
 Jésus (Compagnie de), 530.  
 Jésus-Christ, 380, 447, 451, 460.  
*Journal des Débats*, 345, 437, 449, 450, 463.  
 Judée, 331, 479.  
 Juif, 521.  
 Jupiter, 462.  
 Kalaat-el-Hosn, 441.  
 Kant, 327, 418, 487.  
*Krieg und Friede...*, 451.  
 La Fayette, 407, 421.  
 Lamartine, 532.  
 Lambèze, 493.  
 Landau, 450.  
 Languedoc, 338, 349.  
 Lapons, 454.  
 La Rochefoucauld, 330.  
 Latins, 330.  
 La Vallière (Mlle de), 330.  
 Leipzig, 415, 451.  
 Lenclos (Ninon de), 330.  
 Lévy (Michel), 325.  
 Libanius, 536.  
 Lithuaniens, 487.  
 Littre (Émile), 330.  
*Livre de Job*, 331.  
 Loire, 466.  
 Loire-Inférieure, 351.  
 Lombards, 390.  
 Lorraine, 327, 339, 372, 427, 444, 454, 457, 465.  
 Louis XI, 339.  
 Louis XIV, 335, 345, 362, 371, 378, 412, 435, 489.  
 Louis XVI, 340, 378.  
 Louis XVIII, 340.  
 Louise (Reine), 370.  
 Louis-le-Grand (Collège), 539.  
 Louis le Jeune, 362, 530.  
 Louis-Napoléon, 352, 353.  
 Louis-Philippe, 346, 358, 378, 415, 442, 443, 490-493, 496, 504, 517.  
 Luxembourg, 422, 423, 441, 454.  
 Lyon, 338, 463.  
 Macédoine, 414, 457.  
 Machiavel, 480.  
 Marc-Aurèle, 529.  
 Marie de Bourgogne, 454.  
 Marseille, 463.  
 Maurepas (M<sup>me</sup> de), 382.  
 Maximilien I<sup>er</sup>, 454.  
 Mayence, 457.  
 Mérovingiens, 338.  
 Metternich, 405.  
 Metz, 454.  
 Mexique, 350, 359, 512.  
 Michelet, 330.

- Milan, 453.  
 Milanais, 453.  
 Mirabeau, 337, 525.  
*Moguntiacum*, 457.  
 Moltke (de), 372, 394, 451.  
 Mommsen, 443.  
*Monarchie constitutionnelle*, 336, 433.  
 Montesquieu, 487.  
 Moravie, 457.  
 Moselle, 458.  
 Munich, 371.  
 Nantes, 385.  
 Naples, 355.  
 Napoléon (Prince), 518.  
 Napoléon I<sup>er</sup>, 340, 345, 353, 372, 378, 413, 415, 435, 481, 482, 491-493, 503, 533.  
 Napoléon III, 335, 342, 343, 344-346, 353, 354, 356, 358, 359, 417, 421, 422, 425, 440, 498-500, 502, 517.  
 Nerva, 329.  
 Nice, 417, 421, 422, 441, 455.  
 Normands, 390, 391, 458.  
 Notre-Dame, 530.  
 Occident, 325, 412, 458.  
 Oder, 458.  
 Orient, 325.  
 Orléans (Duchesse d'), 498.  
 Orléans (Maison d'), 378, 492, 495-497.  
 Ozanam, 397.  
 Palamède de Forbin, 339.  
 Palatinat, 416.  
 Paniscole, 400.  
 Paris, 337-339, 342, 351, 355, 376, 380, 381, 388, 389, 394-396, 412, 449, 463, 464, 466, 467, 471-473, 496, 504, 507, 514, 515, 517, 530, 538.  
 Perse, 529.  
 Pétrarque, 418.  
 Philippe-Auguste, 530.  
 Philippe le Bel, 336, 339, 362.  
 Piémont, 414, 420, 457.  
 Pierre de Lune, 400.  
 Pitt, 349.  
 Plutarque, 365, 405, 433.  
 Polignac (de), 340.  
 Pologne, 329, 377, 453.  
 Poméranie, 415, 457.  
 Poméranien (s), 485, 487.  
 Port-Royal, 537.  
 Posen, 419, 458.  
 Prague, 376.  
 Prévost-Paradol, 351.  
 Prodicus, 379.  
 Prométhée, 362.  
*Prométhée enchaîné*, 362.  
 Provence, 339, 349.  
 Prusse, 349, 358, 364, 365, 369-374, 382-384, 388, 402, 404, 405, 407, 414-416, 419, 420, 422-426, 430, 432, 433, 435, 439-441, 445, 447, 451, 457, 465, 500.  
 Prusse (Prince et princesse de), 424.  
 Prusse (Roi de), 424, 445.  
 Prussiens, 364, 469, 472.  
*Questions contemporaines*, 327.  
 Ranke, 454.  
 Réforme, 331, 438, 479.  
*Réforme intellectuelle et morale*, 325.  
 Reims, 487, 488.  
 Renaissance, 331, 413, 418.  
 République (I<sup>re</sup>), 372, 386, 482, 489, 492, 502.  
 Restauration, 326, 346, 404, 415, 491, 492, 499.  
 Révolution (1688), 341.  
 Révolution (1789), 326, 329, 331, 334, 337, 348, 357, 365, 378, 395, 412, 413, 415, 453, 455, 478-482, 486, 492, 495, 503, 514, 530, 531, 533.  
 Révolution (1830), 463.  
 Révolution (1848), 342, 343, 378, 404, 463, 495-498.  
*Revue des Deux Mondes*, 409, 438, 440, 477.  
 Rhin, 364, 423, 500.  
 Richelieu, 337, 489.  
 Ritter, 449.  
 Rollin, 537.  
 Romagnols, 453.  
*Roman de Roncevaux*, 339.  
 Rome, 358, 375, 399, 400, 420, 424, 461.  
 Rosbach, 372, 453.  
 Rouher, 356.  
 Rousseau, 337.  
 Russes, 457.  
 Russie, 349, 358, 364, 384, 410, 421, 430, 433, 453, 457, 513.  
 Sadowa, 358, 359, 405, 422, 423, 425, 426, 440, 525.  
 Saint-Antoine (Faubourg), 505.

Saint Boniface, 460.  
 Saint-Denis (Abbé de), 339.  
 Saint-Denis, 339, 487.  
 Sainte-Beuve, 330, 502.  
 Sainte Catherine, 488.  
 Saint-Évremond, 330.  
 Saint-Germain-des-Prés, 339.  
 Saint Louis, 488.  
 Saint Martin de Tours, 339.  
 Saint Michel, 488.  
 Saint Paul, 460.  
 Saint-Petersbourg, 457.  
 Saint Pierre, 488.  
 Saint-Simon, 330.  
 Saint-Sulpice (Séminaire), 437.  
 Salomon, 488.  
 Samuel, 374.  
 Sand (George), 330.  
 Saône, 338.  
 Sarre, 416, 422  
 Sarrelouis, 450.  
 Sauzet, 498.  
 Savigny (de), 379.  
 Savoie, 417, 421, 422, 441.  
 Saxe, 431.  
 Scharnhorst, 364.  
 Schiller, 418.  
 Scythe, 406.  
 Scythie, 359.  
 Sedan, 345, 369, 373, 450.  
 Seine, 444.  
 Seine-et-Marne, 347, 351, 448.  
 Septembre (Quatre), 334, 363, 372, 374.  
 Serbie, 457.  
 Sévigné (M<sup>me</sup> de), 330.  
 Sèvres, 451.  
 Sforza, 503.  
 Silésie, 419, 457, 458.  
 Synamary, 493.  
 Slaves, 371, 419, 431, 453, 456-458, 461.  
 Socrate, 528.  
 Sorbonne, 488.  
 Souabe, 431.  
 Sparte, 424, 457, 480, 529, 531, 541.  
 Stein, 370, 414.

Stoffel, 379.  
 Strasbourg, 445.  
 Strauss (David-Frédéric), 437.  
 Stuarts (les), 491, 493.  
 Stuttgart, 371.  
 Suger, 530.  
 Suisse, 416, 431, 454, 455, 458.  
 Sybel (Henri de), 454.  
 Syrie, 441.  
 Talleyrand, 531, 533.  
 Tamerlan, 457.  
 Terreur (la), 335, 510.  
 Thiers (A.), 423, 465, 471, 533.  
 Thucydide, 480.  
 Tilsitt (Paix de), 370.  
 Timour, 512.  
 Tours, 466, 470, 471.  
 Tromsøe, 441.  
 Turc (s), 453.  
 Turgot, 326, 337, 382, 487.  
 Turquie, 358, 453.  
 Tyrol, 488.  
 Valois, 380.  
 Vandales, 431.  
 Vendée, 415.  
 Venise, 375, 453, 480.  
 Vénitiens, 453.  
 Verdun (Traité de), 338, 339, 412, 454.  
 Versailles, 335, 361.  
 Véry (Abbé de), 382.  
 Victoria (Reine), 480.  
 Viel-Castel (de), 341.  
 Vienne, 371, 457.  
 Vindobona, 457.  
 Virginie, 494.  
 Visconti, 503, 512.  
 Voltaire, 443, 453, 460.  
 Walhalla, 347, 360.  
 Wallenstein, 328.  
 Washington, 339.  
 Wellington, 349.  
 Worms, 457.  
 Zohak, 332.



## TRADUCTION DES TEXTES LATINS

Page 331. Rien n'est stable sous le soleil (*Ecclésiaste*, II, 11).

Page 335. Et maintenant, rois, comprenez ! (*Psaumes*, II, 10 ; repris par Bossuet comme texte pour l'oraison funèbre d'Henriette de France).

Page 336. Soldats du roi.

Page 340. La présomption doit être élevée contre celui qui a parlé le plus clairement.

Page 351. Fin de la France.

Page 355. Des brebis sans berger (*Évangile selon saint Matthieu*, IX, 36).

Page 367. Sièges communs des sensations, sens commun.

Page 379. Hercule à l'embranchement des chemins.

Page 384. Toi aussi, tu as été blessé comme nous ; tu es devenu semblable à nous (*Isaïe*, XIV, 10).

Page 390, ligne 24. Soumettre le monde à notre empire (Virgile, *Énéide*, VI, 851).

Page 390, ligne 28. Consécration du printemps.

Page 407, ligne 19. Cela ne sert de rien (*Histoire Auguste*, Spartien : *Vie de Septime Sévère*, XVIII).

Page 407, ligne 20. Travaillons (*Id.*, XXIII).

Page 435. Malheur aux vainqueurs !

Page 441. Sois riche, sois sage, sois beau ; pour souiller tous ces dons, il suffit de l'orgueil s'il se joint à eux.

Page 452, ligne 9. Nous sommes réservés à la mort, nous et nos biens.

Page 452, ligne 28. Aime comme si tu devais haïr. (D'après Cicéron, *De Amicitia*, 59. Cicéron dit qu'on attribue généralement ce mot à Bias, un des sept Sages de la Grèce.)

Page 460. Il n'est ni Juif ni Grec.

Page 498, ligne 6. Qui supporterait les Gracques déplorant une sédition ? (Juvénal, *Satires*, II, 24.)

Page 498, lignes 17-19. Que périsse le souvenir de ce jour, que les siècles à venir n'y croient plus ; et nous, taisons-nous et laissons une épaisse nuit recouvrir la souillure des crimes de notre peuple (Michel de l'Hôpital).

Page 501. Un ivrogne au milieu d'hommes sobres.

Pages 504 et 519, ligne 30. Les destins découvriront la route.

Page 519, ligne 19. Dernier argument.

La traduction française est due à M. Marcel Pernot, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur agrégé de l'Université.





DIALOGUES  
ET  
FRAGMENTS  
PHILOSOPHIQUES



## INDEX DES NOMS PROPRES

- Abel, 608.  
 About, 548.  
 Afrique, 635.  
 Agathocle, 613.  
 Albe (Duc d'), 613.  
 Alexandre, 623, 628.  
 Allemagne, 603, 619, 636, 680, 681, 685, 687.  
 Allemands, 619.  
 Amérique, 702.  
 Ampère, 596.  
 Anaxagore, 561, 565.  
 Anaximène, 561.  
 Angleterre, 603, 682.  
*Annales de Physique et de Chimie*, 693.  
 Annamite, 562.  
 Arabes, 635.  
 Aristophane, 611.  
 Aristote, 637, 661, 662, 680, 692, 693, 695.  
 Aryas, Aryens, 635, 667.  
 Ases, 617.  
 Asgaard, 617.  
 Asie, 562, 614, 617, 635, 705.  
 Athènes, 603, 689.  
 Australie, 607.  
*Avenir de la Science (L')*, 556.  
 Baal-Hamon, 567.  
 Babylone, 705.  
 Bachkirs, 614.  
 Bacon (Roger), 695.  
 Balbiani, 548.  
 Baluze, 698.  
 Beauce (la), 650.  
 Beethoven, 596, 712.  
 Békaa (la), 561.  
 Berkeley, 709.  
 Bernard (Claude), 548, 633.  
 Berthelot (Marcellin), 547, 633, 651.  
 Bois (de Boulogne), 596.  
 Bona-Meyer (Jürgen), 682.  
 Bopp, 596, 691.  
 Bosphore (le), 638.  
 Bossuet, 687.  
 Bouddha, 648.  
 Bréal, 635.  
 Bretagne, 636.  
 Binsen, 641.  
 Burnouf (Eugène), 617.  
 Byron, 579.  
 Calmann-Lévy, 547.  
 Cantimpré (Thomas de), 632.  
 Carthage, 567.  
 Carthaginois, 567, 613.  
 Cauchy, 608.  
 Celtes, 634.  
*Chaire d'Hébreu au Collège de France (La)*, 674.  
 Chalifert, 674.  
 Chéphrem, 624, 627.  
 Chine, 562, 634.  
 Chinois, 562.  
 Christ (le), 554, 648.  
 Clarke, 687.  
 Colomb (Christophe), 632.  
 Condorcet, 549.  
 Cousin (Victor), 664, 680, 681, 683, 686, 707.  
*Critique de la Raison pure*, 664.  
 Cuvier, 596, 636, 691.  
 Danemark, 636.  
 Daniel, 702.  
 Darcoin, 638.  
*De rationis imperio*, 649.  
 Descartes, 555, 562, 588, 596, 644, 663-666, 683, 687, 695, 708.  
 Diagoras de Milos, 566.  
 Didot, 621.

- Dinard, 633.  
 Diogène, 661.  
*Discours de la Méthode*, 663, 666.  
 Ducange, 698.  
 Ecclésiaste (1'), 572.  
 École normale, 685, 688, 689.  
 Écosse, 680, 682.  
 Eden, 705.  
 Édimbourg, 682.  
 Égypte, 634, 637, 644.  
 Égyptien, 624, 627.  
 Empédocle, 661.  
*Entretiens sur la Métaphysique*, 559.  
*Épîtres (Epistolae, d'Horace)*, 586.  
*Épître aux Corinthiens (I. Cor.)*, 621.  
 Eschyle, 679.  
*Esquisse des Progrès de l'Esprit humain*, 549.  
*Essais de Critique générale*, 682.  
 Europe, 562, 680, 700.  
*Évangile selon saint Jean (Jean)*, 678.  
*Évangile selon saint Matthieu (Matth.)*, 678.  
 Fénelon, 687, 706.  
 Fichte, 578, 579, 682.  
 Flaubert, 548.  
 Florence, 603, 657.  
*Fragments des Philosophes grecs (Fragm. philos. graec.)*, 621.  
 Français, 549, 619.  
 France, 547, 548, 553, 603, 618, 619, 621, 644, 660, 680, 682, 685, 687, 688, 706.  
 Francs, 613.  
 Frédéric II, 598.  
 Ga ilée, 553, 588, 596, 657, 666, 709.  
 Galilée, 627, 649.  
 Gengis Khan, 613.  
 Germain, 591, 634-636.  
 Glasgow, 682.  
 Gobelins (les), 572.  
 Gœthe, 625, 636.  
 Grèce, 656.  
 Grecs, 624, 634, 635, 656.  
 Grimm, 635.  
 Groenland, 639.  
 Guérault (Adolphe), 674.  
 Hamilton, 682, 683.  
 Hartz (le), 635.  
 Hébreux, 635.  
 Hegel, 563, 597, 648, 664, 666, 680-683, 687, 695.  
 Heine (Henri), 579.  
 Hékla, 569.  
 Hellènes, 667.  
 Hengstenberg, 681.  
 Héraclite d'Ephèse, 661.  
 Herculaneum, 632.  
 Hérodot, 636.  
 Hippase de Métaponte, 661.  
 Hippone, 563.  
*Histoire de l'École d'Alexandrie*, 685, 706.  
 Homère, 587.  
 Horace, 586.  
 Hugo (Victor), 548.  
 Hume, 680.  
 Huyghens, 596, 708.  
 Inquisition (1'), 620.  
 Institut, 657.  
*Introduction à l'Esthétique*, 682.  
 Islandais, 569.  
 Islande, 569, 639.  
 Issy (Séminaire d'), 633.  
 Italie, 592, 681.  
 Jésus, 627, 649, 678, 709.  
 Joachim (Abbé), 624.  
 Job, 626.  
 Jorullo, 569.  
*Journal de Philosophie*, 682.  
 Kalmouks, 614.  
 Kant, 562, 577, 631, 642, 658, 664, 683, 687, 692, 695, 706.  
 Kuhn, 635.  
 Lagny, 674.  
 Laplace, 592, 639, 708.  
 Latins, 635.  
 Lavoisier, 667.  
 Leibniz, 680, 687, 695, 706.  
*Lettre à M. Villemain sur la Méthode en général*, 664.  
 Lévy (Michel), 674.  
 Linné, 596.  
 Lithuanien, 635.  
*Livre de Job*, 589.  
 Locke, 680.  
 Loges (les), 554.  
 Louis XIV, 592, 621.  
 Louis XV, 621.  
 Lulle (Raimond), 695.  
 Lyell, 637.



- Mabillon, 698.  
Malebranche, 559, 560, 564, 631, 637, 677, 687, 695, 705, 706, 708, 709.  
Malthus, 605.  
*Manuel de l'Histoire de la Philosophie*, 664.  
Marc-Aurèle, 628.  
Marly (machine de), 597.  
Mars, 593.  
Meaux, 612.  
*Mécanique céleste (La)*, 592.  
*Méditations chrétiennes*, 677.  
Méditerranée, 639.  
*Métaphysique*, 661, 662.  
*Métaphysique et la Science (La)*, 684.  
Mexicains, 569.  
Mézerai, 702.  
Michel-Ange, 554.  
Mickiewicz, 636.  
Mozart, 712.  
Müller (Max), 635.  
Muratori, 698.  
Napoléon I<sup>er</sup>, 598.  
Newton, 588, 596, 708.  
Nord (Pôle), 567.  
Occident, 632.  
Opéra, 596.  
Ophir, 705.  
*Opinion nationale (L')*, 674.  
Orient, 578.  
Osiris, 566.  
Ouadi-Hamoul, 594.  
Palatin, 572.  
Papou, 696.  
Paris, 551, 559, 603.  
Parménide, 661.  
Pas-de-Calais, 638.  
Persépolis, 703.  
Pétrarque, 681.  
*Phédon (Le)*, 626, 661.  
Phénicie, 705.  
Philippe II, 593.  
Pictet, 635.  
Pierron, 661, 662.  
Platon, 626, 661, 665, 680, 687.  
Posidon, 566.  
Pothos (fils de Cronos), 572.  
*Prométhée*, 679.  
Prusse, 681.  
Pythagore, 665.  
*Questions contemporaines*, 674.  
Raphaël, 554, 625.  
Réforme, 699.  
Reid (Thomas), 683, 696.  
Renaissance, 593, 699.  
Renouvier (Charles), 682.  
*République (La)*, 665.  
Richter (Jean-Paul), 554.  
Rome, 634.  
Rupert de Tuy, 624.  
Saba, 705.  
Saint Augustin, 563, 706.  
Saint Bernard, 624.  
Saint-Hilaire (Geoffroy), 636.  
Saint-Malo, 633.  
Saint Martin, 613.  
Saint Paul, 621.  
Saint-Sulpice (Séminaire), 633.  
Saint Vincent de Paul, 625.  
Sand (George), 548.  
Schelling, 681, 695.  
Schopenhauer, 578, 579.  
Scythie, 636.  
Sebaoth, 553.  
Seguin (Noël), 682.  
Servandoni (Rue), 549.  
Sixtine (Chapelle), 554.  
Slaves, 591, 619, 634-636.  
Socrate, 648, 680.  
Sodome, 578.  
Souabe, 635.  
Stahl, 681.  
Stewart (Dugald), 696.  
Strauss (David-Frédéric), 588, 710.  
Suse, 705.  
Syrie, 594.  
Syriens, 635.  
*Système du Monde (Le)*, 639.  
Taine, 548.  
*Talmud (Le)*, 571.  
Tamerlan, 613, 628.  
Tanith, 567.  
Tennemann (G.), 664.  
Terre (La), 563, 589, 591-593, 595, 598, 616, 619, 622, 627, 638-641, 643, 646.  
Terreur (la), 549.  
Thalès, 661.  
Timée, 665.  
Ulrici, 682.  
Vacherot (Étienne), 684-687, 690-692, 696, 704, 707, 709.  
Védas, 635.  
Velly, 702.  
Venise, 603.

Vénus, 593.

Vera, 682.

Versailles, 551, 559.

Wilson, 700.

Xénophane, 621.

Yémen (1'), 705.

Zévort, 661, 662.

## TRADUCTION DES TEXTES LATINS ET GRECS

Page 553. Notre cœur n'était-il pas brûlant en nous, tandis qu'il nous parlait en chemin ? (*Évangile selon saint Luc*, XXIV, 32.)

Page 562. Les préceptes des philosophes, les doctrines.

Pages 564, 571, 585, 631, ligne 17. Devenir.

Page 566. Un mince gâteau et Osiris se laisse corrompre. (Juvénal, *Satires*, VI, 541.)

Page 570, ligne 9. Toute créature gémit et enfante.

Page 570, ligne 33. Effort.

Page 572. *Pothos*, transcription du grec Πόθος, le Désir.

Page 573. Travaille, petit âne, comme moi j'ai travaillé, et tu t'en trouveras bien.

Page 580. Il y a un dieu en nous ; sous son action nos cœurs brûlent. (Ovide, *Fables*, VI, 5.)

Page 586, ligne 8. Quels sont la signification et le pouvoir de l'harmonie discordante des choses ? (Horace, *Épîtres*, I, XII, 19.)

Page 586, ligne 35. L'esprit met en mouvement la masse. (Virgile, *Énéide*, VI, 727.)

Page 603. Organe des sens.

Page 604. Petits hommes, hommes inférieurs.

Page 605, ligne 13. Petit homme, homme inférieur.

Page 605, ligne 38. La foule des croyants ne formait qu'un cœur et qu'une âme.

Page 607. Par ses principes actifs, par sa vertu propre.

Page 615. Ce qui avant tout créa les dieux dans le monde, c'est la crainte.

Page 617. Celui dont la liqueur séminale remonte à la tête.

Page 621, ligne 10. Afin que Dieu soit tout en tous. (Saint Paul, *Première épître aux Corinthiens*, XV, 28.)

Page 621, ligne 13. Il voit tout entier, il comprend tout entier, il entend tout entier. (Xénophane, *Fragments des Philosophes grecs*, éd. Didot, t. I, p. 101.)

Page 623. (Au regard) de la divinité.

Page 626, ligne 12. C'est là l'espérance qui repose dans mon cœur. (Ancien Testament, *Job*, XII, 27.)

Page 626, ligne 34. Dans l'attente de la bienheureuse résurrection.

Page 627. Brilleront comme des étoiles.

Page 630. (De) particulier.

Page 631, ligne 7. Quelque chose d'immobile.

Page 631, ligne 13. Dieu est à la fois dans l'être et dans le devenir.

Page 632. Et si quelqu'un ressuscite d'entre les morts, ils ne le croiront pas. (*Évangile selon saint Luc*, XVI, 31).

Page 637. Dans l'être... dans le devenir.

Page 644. L'esprit met en mouvement la masse... Un principe spirituel pénètre et vivifie... (Virgile, *Énéide*, VI, 727 et 726.)

Page 647. Dans le devenir.

Page 649. *Le Pouvoir de la Raison*.

Page 662, note 2. C'est par eux et à partir d'eux que tout le reste est connu, et non pas eux par ce que nous percevons.

Page 672. *De la Nature*.

Page 685. Pour sauver sa vie, perdre ce qui est la raison de vivre. (Juvénal, *Satires*, VIII, 84.)

Page 692. Ce qui est au-dessus de nous, que nous importe ?

Page 707. En partant du néant.

Page 713. Quel dieu ? on ne sait, mais là habite un dieu.

*La traduction française est due à M. Marcel Pernot, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur agrégé de l'Université.*

DISCOURS  
ET  
CONFÉRENCES





## INDEX DES NOMS PROPRES

- Abbas, 948.  
 Abbasides, 948.  
 Abbé-de-l'Épée (Rue de l'), 859.  
 Abélard, 876, 877, 952, 962.  
 Aboul-Abbas, 949.  
 Aboul-Faradj, 947.  
 Aboulféda, 880.  
 Abraham, 799, 936.  
 Abyssin, 800.  
 Abyssinie, 940.  
 Abyssinie (Roi d'), 814.  
 Académie des inscriptions et belles-  
 lettres, 729, 766, 818, 880, 883.  
 Académie des sciences, 730, 736,  
 744, 360.  
 Académie française, 723, 729, 759,  
 769, 779, 799, 802, 819, 835, 837.  
 Acropole, 787, 901, 922.  
 Adiabène, 934.  
 Adriatique, 810.  
 Afghan, 961.  
 Afghanistan, 962.  
 Africains, 940.  
 Afrique, 805, 936.  
 Aglaure (Autel d'), 901.  
 Aix, 831.  
 Alain, 892.  
 Alaric, 890.  
 Albanais, 806.  
 Albatéri, 954.  
 Albe la Longue, 800.  
 Albert le Grand, 954, 962.  
 Albert (M<sup>me</sup>), 833.  
 Albouin, 890.  
 Alcuin, 962.  
 Alembert (d'), 728, 731, 755, 766.  
 Alexandre, 752, 806, 889, 902,  
 932, 937.  
 Alexandrie, 807, 932, 933.  
 Alexandrie (Bibliothèque d'), 948.  
 Alexandrie (École d'), 913, 918,  
 922, 933.  
 Alfarabi, 951.  
 Alfort, 740.  
 Alides, 956.  
 Alkindi, 951, 954.  
 Allemagne, 749-752, 757, 786, 793,  
 888, 890, 892, 896, 940.  
 Allemande, 792.  
 Allemand (s), 749, 899, 901, 902.  
 Allier, 831.  
 Almiès (Euphrosine), 836.  
 Alpes, 733.  
 Alsace, 825, 898.  
 Alsace-Lorraine, 826.  
 Alsaciennes, 825.  
 Amalfitain, 901.  
 Amérique, 767, 799, 803, 887.  
 Amérique espagnole, 899.  
 Ampère, 875.  
 Angelico da Fiesole, 732.  
 Anglais, 897, 902.  
 Angleterre, 753, 767, 799, 802, 805,  
 812, 887, 888, 890, 894, 896,  
 899, 940.  
 Anglo-Saxon, 898.  
 Annales (de Tabari), 880.  
 Anthuille, 831.  
 Antioche, 796, 853, 918, 932, 933,  
 939.  
 Antiochus Épiphanes, 902.  
 Antonin le Pieux, 938.  
 Apocalypse (de Baruch), 915.  
 Apocalypse (desaint Jean), 914, 916.  
 Apocalypse (d'Esdras), 915.  
 Apologistes (les), 916.  
 Appienne (Voie), 783.  
 Arabe (s), 800, 887, 890, 940, 945,  
 948, 954, 955.  
 Arabie, 805, 940, 947, 954.  
 Ardèche, 832.  
 Aristote, 919, 951, 953.  
 Arménien, 890.  
 Arnauld de Bresse, 876.

Arot (Marie), 831.  
 Asiatique, 961.  
 Asie, 880, 960, 962.  
 Asie Mineure, 893, 916.  
 Asmonéens, 934.  
 Aspasia, 773.  
 Assemblée nationale, 944.  
 Assistance publique, 833.  
*Association scientifique de France*,  
 887, 897.  
 Assyrie, 931.  
 Assyriens, 927, 932.  
 Astrée, 789.  
 Athènes, 787, 887, 889, 895, 901,  
 932, 937.  
 Athénien (s), 728, 901.  
 Atlantique, 803.  
 Attila, 960.  
 Auffret, 850.  
 Auguste, 752, 756.  
 Autriche, 893.  
 Autriche (Consul d'), 810.  
 Avenzoar, 957.  
 Averroès, 951-954, 957, 961-963.  
 Avicenne, 951, 954, 957, 961.  
 Avignon, 832.

Babylone, 882, 931.  
 Babylonie, 887.  
 Bacon (François), 954.  
 Bacon (Roger), 954, 962.  
 Bagdad, 880, 949-952.  
 Barbe (Germain), 836.  
 Barbier de Meynard, 880.  
 Bar-Coziba, 938.  
 Barmékides, 949.  
 Barthélemy Saint-Hilaire, 763, 809.  
 Baruch, 915.  
 Basile, 884.  
 Basse-Pointe (la), 836.  
 Beaujolais, 733.  
 Beauvais (Maréchal de), 801.  
 Beauvillier, 795.  
 Bède, 962.  
 Belbeis, 804.  
 Belgique, 892, 902.  
 Belle-Isle (Maréchal de), 801.  
 Beni Israël, 895, 928.  
 Beni-Omeyya, 948.  
 Berber (s), 946.  
 Bergerac, 832.  
 Berlin, 749, 787.  
 Berlinois, 792.  
 Bernard (Claude), 729, 731, 733-  
 743, 745.  
 Bert (Paul), 744.

Berthier, 803.  
 Berthollet, 803.  
 Bessarion, 952.  
 Beyrouth, 943.  
 Biarritz, 903.  
 Bible (la), 810, 870, 908, 918, 923,  
 924, 940.  
 Bibliothèque impériale, 923.  
 Bibliothèque nationale, 923, 941.  
 Bichat, 739, 743.  
 Biot, 760, 770.  
 Bohême, 892.  
 Bokhara, 954.  
 Bombay, 926.  
 Bonaparte, 803.  
 Bonhomme, 822.  
 Bosphore, 814.  
 Bossuet, 767.  
 Boulestreau (Françoise), 831.  
 Bourgneuf, 831.  
 Bresse (la), 896.  
 Bretagne, 772, 773, 854, 858, 890.  
 Breton (s), 849, 851, 853, 898.  
 Britanniques (Iles), 896, 898.  
 Brotteaux (Quartier des), 821.  
 Bruno (Giordano), 732.  
 Budé, 952.  
 Buffon, 731.  
 Buloz (François), 788, 789, 792.  
 Burgonde (s), 890, 892, 898.  
 Burgondie, 889.  
 Burnouf (Eugène), 730, 787, 875.  
 Byzantins, 952.

Caire (Le), 803.  
 Caire (Paquebot *Le*), 827.  
 Californie, 803.  
 Calmann-Lévy, 719, 907, 925.  
 Calvados, 831.  
 Calvaire (le), 785.  
 Calvin, 790.  
 Cambrai (M. de), 730.  
 Camos, 910-912, 928, 929.  
 Canossa, 756.  
 Capet (Hugues), 780, 891.  
 Capitole, 808.  
 Carlovingsiens, 949.  
 Carrel, 764.  
 Carrousel (Place du), 763.  
 Carton (Abbé), 826.  
 Caudéran, 831.  
 Celse, 927.  
 Celtes, 851, 899.  
 Cenis (Mont-), 803.  
 César, 898.  
 Cévennes (les), 762, 785.

Chaix (Calixte), 826, 827.  
 Chaix (Édouard), 826, 827.  
 Chaldée, 888.  
 Challoufet-er-Rabah, 811.  
 Chancelade, 834, 836.  
 Chapelle-Saint-Sauveur (la), 831.  
 Chardon (Désirée), 831.  
 Charlemagne, 896, 940.  
 Charlemagne (Lycée), 845.  
 Charles I<sup>er</sup> (d'Angleterre), 738.  
 Charles-Quint, 752, 888.  
 Château-l'Évêque, 834-836.  
 Château-l'Évêque (Curé de), 834-836.  
 Chaudenay-sur-Dheune, 832.  
 Cherbuliez (Victor), 788, 789.  
 Chicago, 800.  
 Chilpéric, 940.  
 Chine, 803, 887, 888.  
 Chosroès Nouschirvan, 948.  
 Cicéron, 770, 884.  
 Cilicie, 935.  
 Cinq-Cents (Conseil des), 764.  
 Circassien, 946.  
 Clément d'Alexandrie, 918.  
 Clément Romain, 915, 917.  
 Cléon, 937.  
 Clermont, 939.  
 Clermont-l'Hérault, 831.  
 Clos-Bruneau, 877.  
 Clovis, 890.  
 Colerus, 773.  
 Collège de France, 730, 737, 742, 744, 760, 787, 841, 873, 875, 877, 879.  
 Colomb (Christophe), 802.  
 Comagène, 935.  
 Commerce (Cour du), 736.  
 Comte (Auguste), 766, 767, 769.  
 Comte Kostia (Le), 789.  
 Condom, 827.  
 Condorcet, 729, 755, 766.  
 Condrieu, 821.  
 Congo, 803.  
 Constantin, 918.  
 Constantin l'Africain, 953.  
 Constantinople, 948, 952.  
 Consul (Premier), 725, 805.  
 Contre Apion, 935.  
 Convention (la), 725, 764.  
 Coran (le), 964.  
 Cordoue, 952, 954.  
 Corinthe, 803.  
 Cormontreuil, 831.  
 Côtes-du-Nord, 831.  
 Coustot (Marie), 827, 828.  
 Crimée, 940.

Custine, 755.  
 Cuthéens (les), 927.  
 Cuvier, 731, 738.  
 Cyrus, 789.  
 Damas, 934, 943.  
 Danois, 898.  
 Dante, 854, 884.  
 Daubrée, 832.  
 Daumin (Marguerite), 831.  
 Daunou, 764.  
 Dauphiné, 785, 896.  
 David (Roi), 928, 929.  
 Defrémery, 879.  
 Delisle (Léopold), 815.  
 Démosthène, 787.  
 Derenbourg (Joseph), 934.  
 Descartes, 725, 731, 738, 743, 765, 766.  
*Des Services rendus aux Sciences historiques par la Philologie*, 897.  
 Détourné (Sylvain-Clément), 836.  
 Deux-Églises (Rue des), 859.  
 Deux-Sèvres, 832.  
*Dictionnaire historique de la Langue française*, 764.  
 Diderot, 755.  
 Dion Cassius, 935, 936.  
 Directoire, 803.  
*Discours à la distribution solennelle des prix...*, 841.  
*Discours et Conférences*, 719.  
*Discours sur l'Histoire littéraire de la France au XIV<sup>e</sup> siècle*, 919.  
 Dombe (la), 733.  
 Domitille (Flavie), 783.  
 Dordogne, 834.  
 Douvres (Falaises de), 802.  
 Dozy (Reinhard), 950, 962.  
 Duchesne, 849.  
 Dufaure, 779-784, 797.  
 Ecclésiaste, 729, 769, 813.  
 École de pharmacie, 863.  
 École des hautes études, 881.  
 Écosse, 894, 908.  
 Égypte, 803-807, 887, 888, 900, 931.  
 Égyptien (s), 946.  
 El-Azhar, 805.  
 Elbe, 897, 903.  
 Emèse, 935.  
 Empire (I<sup>er</sup>), 762, 780.  
 Empire assyrien, 889.  
 Empire carlovingien, 887.  
 Empire d'Alexandre, 889.  
 Empire de Charlemagne, 888.  
 Empire persan, 889.

- Empire romain, 888, 889, 895, 902, 931, 962.  
*Épître à Diognète*, 916.  
 Esdras, 915, 932.  
 Espagne, 889, 890, 899, 900, 951, 953, 956, 962.  
 Espagnol (s), 950, 954.  
 États-Unis, 894, 899.  
*Éthique démontrée suivant l'ordre géométrique et divisée en cinq parties*, 773.  
 Étrusques, 896.  
 Euclide, 951, 952.  
 Euphrate, 948.  
 Europe, 720, 740, 751-753, 757, 785, 800, 803, 805, 812, 842, 867, 877, 880, 888, 892, 898, 944, 952, 953, 957, 962, 964.  
 Évangile (s), 780, 791, 915, 916.  
 Falaschas (les), 940.  
 Farcy (Georges), 764.  
 Fénelon, 795.  
 Fernet (Segondine), 831.  
 Fichte, 751, 793.  
 Finistère, 831.  
 Firmin-Didot, 723, 759, 779, 799, 819.  
 Flavius, 933.  
 Fontaine (Joachim), 832.  
 Fouarre (Rue du), 877.  
 Fourier, 804.  
 Franc (s), 890, 891, 898.  
 Français (e), 784, 785, 791-794, 891, 898, 901, 902, 920, 943, 945.  
 France, 725, 749-751, 767, 779-782, 785, 791, 794, 797, 802, 804, 805, 811, 814, 816, 818, 826, 866, 874, 877, 880, 887-894, 896, 898, 899, 919, 920, 926, 940, 942-944.  
 Franche-Comté, 896.  
 François I<sup>er</sup>, 875.  
 Frette (la), 831.  
 Gagny (Paula), 825, 826.  
 Galien, 951.  
 Galilée, 731, 732, 759, 957, 962.  
 Galles (Pays de), 900.  
 Ganem, 961.  
 Gaule (s), 889, 890, 896, 898, 900, 938-940.  
 Gaulois, 896, 898, 940.  
 Gay (Olympe), 832.  
 Gemmal-Eddine (Cheik), 960, 961, 964, 965.  
 Gémond, 832.  
 Gémond (Prix), 832.  
 Genève, 785.  
 Gengis-Khan, 960.  
*Géographie (La)* (d'Aboulféda), 880.  
 Gerbert, 953.  
 Germain (s), 887, 897, 899.  
 Gesenius, 923.  
 Gesnouin (Anne-Marie), 831.  
 Gironde, 831.  
 Goëlo (le), 855, 856.  
 Goethe, 750, 755, 793.  
 Gomorrhe, 912.  
 Gondebaud, 890.  
 Gontran, 940.  
 Goths, 890.  
 Grec (s), 800, 884, 890, 896, 908, 945.  
 Grèce, 793, 884, 885, 908, 922, 937, 949, 951.  
 Grégoire VII, 756.  
 Grégoire de Tours, 891, 939, 962.  
 Grégoire le Grand, 783.  
 Gris-Nez (Cap), 802.  
 Gros (M<sup>me</sup>), 821, 825.  
 Guadeloupe, 829.  
 Guernesey, 898.  
*Guerre des Juifs (La)*, 933.  
 Guillaume (Femme Bertrand), 831.  
 Guillaume le Conquérant, 898.  
 Guillot-Évrard (Désiré), 831.  
 Guillotière (la), 821.  
 Guizot, 784.  
 Gulf-Stream, 857.  
 Guyard (Stanislas), 879-882.  
 Habsbourg (Maison de), 892.  
 Haller, 738.  
 Hanovre, 893.  
 Haroun al-Raschid, 949.  
 Harran, 949, 952.  
 Harraniens, 952.  
 Harvey, 738.  
 Hawran (le), 934.  
 Haiiy, 760.  
 Hébreux, 887.  
 Hedjaz, 954.  
 Hegel, 787.  
 Heine, 755.  
 Hélène (Reine de l'Adiabène), 934.  
 Hellènes, 933, 934.  
 Hémon, 858.  
 Hengist, 898.  
 Henri-IV (Collège), 859.  
 Hérault, 831.  
 Herder, 750, 793.



- Hermas, 916.  
 Hérodes (les), 934.  
 Hippocrate, 764.  
*Histoire des Origines du Christianisme*, 909.  
*Histoire littéraire de la France*, 766, 920, 943.  
*Histoires* (de Tacite), 938.  
 Hollande, 892-894.  
 Hôpital (Michel de L'), 727.  
 Hôtel-Dieu, 737.  
 Hugo (Victor), 818.  
 Hyrcan (Jean), 934.  
 Iahvé, 911, 912, 928, 929.  
 Ibn-Badja, 951.  
 Ibn-Khaldoun, 954.  
 Ibn-Tofaïl, 951.  
 Ille-et-Vilaine, 831.  
 Inde, 803, 948, 949.  
 Indochine, 927.  
 Inquisition espagnole (l'), 956, 957.  
 Institut, 723, 725, 759, 779, 799, 804, 819.  
*Introduction à la Médecine expérimentale*, 741.  
 Iran, 961.  
 Irlande, 894.  
 Isaïe, 810, 921-923, 929-931.  
 Ismaéliens, 880.  
 Ismaïlia, 809, 810.  
 Israël, 844, 910-914, 917, 920, 921, 923, 928-932, 934, 938, 939.  
 Israélites, 929.  
 Italie, 787, 889, 890, 892-894, 896, 938.  
 Italiens, 901.  
 Iturée (l'), 934.  
 Jacob, 786.  
 Jannée (Alexandre), 934.  
 Japon, 803, 962.  
 Jean (Apôtre), 915.  
 Jérémie, 721.  
 Jersey, 898.  
 Jérusalem, 791, 914, 917, 922, 931, 936.  
 Jésus-Christ, 721, 785, 897, 909, 910, 912-917, 921, 927-930, 932, 933.  
 Job, 856.  
 Joinville, 768.  
 Josaphat (Vallée de), 817.  
 Joseph, 799.  
 Josèphe, 933-935.  
 Jouffroy, 845.  
 Jourdain (M.), 920.  
*Journal des Débats*, 749, 849, 1853, 859, 863, 873, 945, 960.  
 Joyaux, 831.  
 Juda, 928.  
*Judaïsme et Christianisme*, 907.  
 Judée, 908, 914, 935.  
 Judith, 915.  
 Juifs, 935.  
 Jupiter Olympien, 902.  
 Juvénal, 936, 937.  
 Kairoan, 950.  
 Kant, 750, 751, 793.  
 Khozars (les), 940.  
 Knut, 898.  
 Kordofan, 803.  
 Kurde, 890.  
 Laennec, 737.  
 Lajo, 831.  
 Lamartine, 784, 818.  
 La Mouche (Quartier de), 822.  
 Lamoute (V<sup>re</sup>), 832.  
 Landrin (Céline), 831.  
 Lanusse (Marguerite), 831.  
 Laplace, 731, 738, 766, 804.  
 Lapons, 908.  
 Laquinte (Francilie), 829, 830.  
 Lascaris, 952.  
 Lasègue, 736.  
 Lasne (Fondation Marie), 833, 836.  
 Latins, 954, 962.  
 Latium, 954.  
 Laussat, 832.  
 Laussat (Prix), 832.  
 Lavoisier, 728, 731, 738.  
 Layard, 958.  
 Le Clerc (Victor), 919.  
 Lefèvre d'Étaples, 952.  
 Légion d'honneur de Saint-Denis (Maison de la), 830.  
 Leibniz, 803.  
 Léon XIII, 756.  
 Lepère, 807.  
 Lesseps (F. de), 811, 814, 818.  
 Letronne, 730.  
 Liévin, 832.  
 Lion-sur-Mer, 773.  
 Lister, 761.  
 Littré (Émile), 763-773, 775, 776.  
 Littré (père), 762, 763.  
 Liverpool, 800.  
*Livre de Job*, 870.  
*Livre de Judith*, 915.  
*Livre des Rois*, 927, 932.  
*Livre de Tobie*, 915.

- Livre d'Isaïe*, 912.  
 Loire, 903.  
 Loire-Inférieure, 833.  
 Lombardie, 889.  
 Lombards, 890.  
 Londres, 803.  
 Lorraine (Dép<sup>t</sup> de la), 825.  
 Lorraines, 825.  
 Louis XIV, 756, 757, 803, 813, 888.  
 Louis XV, 813.  
 Louis XVI, 783, 813.  
 Louis-le-Grand (Lycée), 841, 847.  
 Louvre (Musée du), 910, 928.  
 Lozère, 831, 836.  
 Luc (Apôtre), 915.  
 Lucien, 769.  
 Lusace (la), 899.  
 Luzel, 858.  
 Lyon, 734, 821, 825, 830.  
 Macédonien, 806.  
 Maçoudi, 809.  
 Magendie, 737-740, 742.  
 Magyars, 892.  
 Mahomet, 940.  
 Mai (Cardinal), 884.  
 Maillane, 828, 829.  
 Maine-et-Loire, 831.  
 Mairan, 731.  
 Maistre (Joseph de), 762, 780.  
 Malais (le), 946.  
 Malécot (V<sup>re</sup>), 832.  
 Malus, 760.  
 Mamoun, 949, 955.  
 Manche, 831, 832.  
 Mansour, 949.  
 Marc Aurèle, 806, 916-918.  
 Marchandeau (Jenny), 832.  
 Marcion, 916.  
 Marey, 875.  
 Marie-Jeanne, 849.  
 Marne, 831.  
 Maroc, 952.  
 Marseillaise (la), 801.  
 Marseille, 827.  
 Martin (Henri), 815, 816.  
 Martinique, 836.  
 Maurepas (M<sup>me</sup> de), 813.  
 Maurepas (M. de), 813.  
 Mécène, 724.  
 Méhémet-Ali, 803, 809.  
 Mélanie (Rose), 832.  
 Méliton (Evêque de Sardes), 916.  
 Mélusine, 874.  
*Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 920.  
 Menzaleh, 808, 812.  
 Méphistophélès, 794.  
 Mesa, 910, 912, 928, 929.  
 Messie (le), 923.  
*Meta Holdenis*, 790-792.  
 Metz, 898.  
 Meuse, 903.  
 Michaud (Marcelline-Lucie), 836.  
 Michel-Ange, 859.  
 Michel (Eucharis), 831.  
 Michelet, 815, 873, 875.  
 Mickiewicz, 873.  
*Mille et une Nuits (Les)*, 809, 949.  
 Mimault, 807.  
 Mistral, 828, 829.  
 Mitscherlich, 760.  
 Moab (Roi de), 910, 911, 928.  
 Moabite (s), 928.  
 Modestin, 938.  
 Mohammed-Saïd, 806, 807, 809.  
 Moïse, 917.  
 Molière, 725, 755, 760, 791.  
 Monge, 803.  
 Montaigne, 769.  
 Montel (Émilie), 836.  
 Montesquieu, 755.  
 Montyon (M. de), 819, 832, 838.  
 Montyon (Prix), 829.  
 Moreau (Armand), 744.  
 Morlaix, 831.  
 Mossoul, 958.  
 Moulins, 831.  
 Muséum, 744, 857.  
 Nadaud (Emmeline), 834-836, 839.  
 Nadaud (Moulin), 834.  
 Nantes, 832.  
 Napoléon I<sup>er</sup>, 752-754, 888.  
 Napoléon III, 744.  
*National (Le)*, 764.  
 Néhémie, 932.  
 Népos (Cornélius), 774.  
 Néron, 804.  
 Nétrelle (Alexandrine), 831.  
 Neubauer, 920.  
 Newton, 731.  
 Nogaï, 940.  
*Nours et Rouges*, 790.  
 Nord, 855, 908.  
 Normand (s), 890, 898.  
 Normandie, 829, 898.  
 Nil, 804, 805.  
 Nubien, 946.  
 Obotrites, 899.  
 Occident, 805, 855, 889, 908, 947, 951, 952-954, 956, 962.

Odéon, 735.  
 Oder, 903.  
 Olympe, 724.  
 Omar, 948, 960.  
 Omeyyades (les), 948.  
 Orange (Maison d'), 894.  
 Orange, 787, 801, 808, 809, 853, 855, 889, 892, 902, 908, 932, 934, 935, 946-948, 951, 960, 963.  
 Oriental, 806, 809.  
 Orientaux, 939.  
 Origène, 918.  
 Orléans, 939.  
 Othons, 899.  
 Ourmia, 943.  
 Palestine, 939, 940.  
 Palmyre, 934.  
 Panama, 803, 817.  
 Panthéon, 736.  
 Paon (Françoise), 831.  
 Papias, 916.  
 Pâques (Ile de), 802.  
 Paris, 725, 734, 750, 763, 786, 787, 800, 803, 826, 830, 841, 855, 939, 952, 958.  
 Parme (Grand-duché de), 893.  
 Parthénon, 922.  
 Pascal, 725, 728, 759, 769, 770.  
 Pasco, 850.  
 Pas-de-Calais, 832, 836.  
 Pasteur (Le) (d'Hermas), 916.  
 Paul (Ermite), 819.  
 Paule Méré, 790.  
 Pécusseau (Jeanne), 832, 833.  
 Pékin, 803.  
 Pélage, 851.  
 Pélasges, 896.  
 Pépuze, 917.  
 Perron (Hélène), 831.  
 Perros-Guirec, 854, 857.  
 Persans, 949, 954.  
 Perse (la), 926, 946, 948, 949, 951, 961.  
 Perses (les), 796.  
 Perses Sassanides, 948.  
 Petit-Montrouge, 826.  
 Pharaons (Canal des), 804.  
 Phéniciens, 911, 929.  
 Phidias, 787.  
 Philé, 853.  
 Philippe II, 957.  
 Philippe-Auguste, 898.  
 Philippe le Bel, 919, 943.  
 Phrygie, 917.  
 Phrygie Catacécumène, 917.

Pie V, 957.  
 Platon, 787.  
 Plouha, 773.  
 Poitou, 785.  
 Polycarpe, 916.  
 Pompidou (le), 836.  
 Pomponius Atticus, 774.  
 Pontorson, 832.  
 Port-Royal, 741.  
 Pothier, 849.  
 Prairies d'or (Les), 809.  
 Protée, 740.  
 Provence, 896.  
 Provins, 836.  
 Prusse, 900.  
 Psaume V (Ps.), 912.  
 Psaume XV, 911, 912.  
 Pseudo-Héraclite, 933.  
 Pseudo-Phocylide, 933, 936.  
 Ptolémée, 951, 952.  
 Pusey (Dr), 923.  
 Quartier latin, 736.  
 Qu'est-ce qu'une Nation ?, 719.  
 Quinet, 873.  
 Rayer (Dr), 740.  
 Raymond (Archevêque), 953.  
 Réaumur, 738.  
 Reconnaissances, 917.  
 Recueil des Histoires arabes des Croisades, 880.  
 Regnault, 875.  
 Reinaud, 880.  
 Renaissance (la), 901, 945, 954.  
 Renan, 749, 851, 855, 856.  
 République (1<sup>re</sup>), 762.  
 République (II<sup>e</sup>), 867.  
 République (La) de (Cicéron), 884.  
 Retz (Cardinal de), 729.  
 Réunion (Ile de la), 831.  
 Révolution (1789), 727, 728, 751, 755, 762-764, 780, 783, 803, 816, 854, 887, 893, 921, 922, 945.  
 Revue des Deux Mondes, 788, 789, 792.  
 Rhin, 903.  
 Rhône (Fleuve), 822, 823, 939.  
 Richelieu (Cardinal de), 723, 725, 782.  
 Richelieu (Maréchal de), 801.  
 Rieu (Félix), 832.  
 Rifaa (Cheik), 958.  
 Rohan (Pavillon de), 764.  
 Rollon, 890.  
 Romains (les), 930, 935, 945.

- Roman d'une honnête femme (Le)*, 790.  
 Rome, 783, 861, 887, 896, 933, 954, 962.  
 Ronjoux, 788.  
 Roscoff, 773.  
 Rothschild (Baron Alphonse de), 907.  
 Rousseau, 755.  
 Roustem, 948.  
 Royaume-Uni, 898.  
 Russie, 888, 940.  
 Saint Achillée, 783.  
 Saint André, 901.  
 Saint Antoine, 819.  
 Saint-Barthélemy (la), 727, 876, 892.  
 Saint Corentin, 855.  
 Saint-Denis (Ile de la Réunion), 831.  
 Sainte-Beuve, 788.  
 Sainte-Geneviève (Bibliothèque), 764.  
 Sainte-Geneviève (Montagne), 877, 952.  
 Saint Étienne, 892.  
 Saint-François (Commune de), 829.  
 Saint-Germain (Boulevard), 942.  
 Saint-Germain-des-Prés, 830.  
 Saint-Germain-des-Prés (Curé de), 838.  
 Saint-Gothard, 803.  
 Saint Jacques, 914.  
 Saint-Jacques (Rue), 736.  
 Saint-James, 831.  
 Saint Jean, 914, 915.  
 Saint Jean Chrysostome, 884, 918, 939.  
 Saint Jude, 914.  
 Saint-Julien, 733, 741, 744.  
 Saint-Kilda, 908.  
 Saint Marc, 901.  
 Saint-Marc Girardin, 734.  
 Saint-Martin de Mâcon, 832.  
 Saint-Martin-des-Prés, 831, 838.  
 Saint-Michel-en-Grève, 853.  
 Saint Néré, 783.  
 Saint Paul, 860, 914, 931.  
 Saint Pierre, 917.  
 Saint-Servan, 831.  
 Saint-Sulpice (Séminaire), 859.  
 Saint Tugdual, 855.  
 Salomon, 817.  
 Salonique, 892.  
 Samarcande, 954.  
 Samarie, 927, 932.  
 Samaritain (s), 797, 909.  
 Sand (George), 788, 789.  
 Saône, 733, 832, 939.  
 Saône-et-Loire, 831.  
 Sara, 799.  
 Sardaigne, 894.  
 Sarthe, 836.  
 Sassanides, 949.  
 Sassy, 831.  
*Satires (Sat.)*, 936.  
 Sauray (Rosalie-Victorine), 831.  
 Savoie (Maison de), 894.  
 Saxe, 899.  
 Scandinavie, 908.  
 Schelling, 787.  
 Schiller, 750, 755.  
 Scipion l'Africain, 808.  
 Scythes, 897.  
 Segré, 831.  
 Seine, 903.  
 Seine-et-Oise, 831.  
 Sélestat, 825.  
 Sept-Iles, 857.  
 Séville, 954.  
 Sèvres, 807.  
 Sfax, 836.  
 Shetland (Iles), 857.  
 Sidon, 889.  
 Simian (Cadet), 828, 829.  
 Slave (s), 857, 887, 890, 892, 897, 899.  
 Smyrne, 892.  
 Société asiatique, 880.  
 Société de biologie, 744.  
 Société des études juives, 907, 922.  
 Société des sauveteurs de la Méditerranée, 826, 827.  
 Socrate, 773.  
 Sodome, 797, 912.  
 Solférino (Pont de), 855.  
 Solling (Georges), 749.  
 Somme, 831.  
 Sorbonne, 744, 782, 813, 960, 961.  
 Soudan, 805, 806.  
 Soudanien (s), 946.  
 Souriau, 832.  
 Souriau (Prix), 832.  
 Spallanzani, 738.  
 Sparte, 727, 887, 889, 895, 901, 927.  
 Spinoza, 773, 954, 962.  
 Suez, 803, 804, 807, 817.  
 Suisse, 720, 887, 892-894, 899.  
 Suze (la), 836.  
 Syrie, 808, 916, 917, 934, 935, 943, 951, 952.  
 Syrien (s), 890, 943, 952.

- Tabari, 880.  
 Tacite, 752, 938.  
 Tahiti, 802.  
 Taïfale, 892.  
 Talleyrand, 805.  
 Talmud (le), 919, 938.  
 Tamerlan, 806.  
 Tartuffe, 792.  
 Tatar, 940.  
 Temps (Le), 859, 863, 869, 879, 883.  
*Thesaurus philologicus criticus linguae hebraeae et chaldaee Veteris Testamenti*, 923.  
 Thierry (Augustin), 815.  
 Thiers (A.), 781, 784.  
 Thora (la), 939.  
 Thueyts, 832.  
 Tigre (le), 948.  
 Tobie, 828.  
 Toktamisch, 940.  
 Tolède, 952, 953.  
 Tornea, 902.  
 Toscane, 893.  
 Tourguéneff, 790, 869-871.  
 Transoxiens, 954.  
 Tréguier, 849, 850, 853.  
 Trieste, 787.  
 Tripoli, 917.  
 Tromsoë, 853.  
 Troyes, 919.  
 Tufféry (Sophie), 831.  
 Tunisie, 836.  
 Turc, 800, 890.  
 Turgot, 729, 755, 813.  
 Turquie, 890, 893.  
 Tyndall, 761.  
 Tyr, 889, 931.  
 Tyrtée, 801.  
 Université de Paris, 953.  
 Vaise (Fg. de), 734.  
 Valbert, 784, 793, 797.  
 Valérien, 796.  
 Van, 943.  
 Vénitien, 901.  
 Verdun (Traité de), 889, 894, 896.  
 Versailles, 751, 826.  
 Véry (Abbé de), 813.  
 Vésuve, 781, 867.  
 Vicq-d'Azir, 731.  
 Vie (de Colerus), 773.  
 Vieil-Hesdin, 836.  
 Villars (Maréchal de), 801.  
 Villefranche, 733, 734.  
 Villemain, 815, 883, 884.  
 Virgile, 913.  
 Visigoth, 892.  
 Voltaire, 728, 755, 763, 767, 769.  
 Walch, 823.  
 Wiesbaden, 749.  
 Wiltzes, 899.  
 Yvor (Paula), 830.  
 Zacharie, 931.  
 Zagazig, 809.  
 Zama, 808.





## TRADUCTION DES TEXTES LATINS ET GRECS

Page 724. Je n'éprouve jamais aucune gêne parce qu'un tel est plus riche et plus savant que moi ; chacun a sa place (dans la maison de Mécène) (Horace, *Satires*, I, 9, 50 à 53).

Page 727. Laissons le voile de la nuit recouvrir les crimes de notre pays.

Page 733. Leurs œuvres les suivent.

Page 752. Grande portion de la vie d'un mortel. (Tacite, *Vie d'Agricola*, 3.)

Page 770. Ce qui est soutenu sans preuves, on le nie sans preuves.

Page 800. Cf. : *Misereor super turbam*. J'ai pitié de ce peuple. (*Évangile selon saint Marc*, VIII, 2.)

Page 805. Sens.

Page 847. Le procès du siècle.

Page 850. J'ai chéri la vérité. [Cf: *Veritatem diligit Deus*, Dieu chérit la vérité (Ancien Testament, *Psaumes*, LXXXIII, 12), *Veritatem diligite*, Chérissez la vérité (Ancien Testament, *Zaccharie*, VIII, 19).]

Page 861. L'enceinte.

Page 864. Réjouissons-nous donc tant que nous sommes jeunes ; après les plaisirs de la jeunesse, après les chagrins de la vieillesse, nous appartiendrons à la terre.

Page 867. J'ai parlé, j'ai sauvé mon âme.

Page 881. Se donner du bon temps. (Perse, *Satires*, V, 151.)

Page 885. Tout ce que nous avons aimé, tout ce que nous avons admiré de lui demeure.

Page 890. La langue des Francs, la langue des Goths.

Page 917. Doctoralement, avec compétence.

Page 923, note 1. *Dictionnaire philologique et critique des langues hébraïque et chaldéenne du Vieux Testament*.

Page 933. Vivre en juif, pratiquer la doctrine juive.

Page 934, ligne 1. Ceux qui craignent (Dien), ceux qui révèrent (Dieu), ceux qui ne sont pas déclarés juifs.

Page 934, ligne 22. Hommes qui révèrent Dieu.

Page 934, ligne 37. Contrainte (littéralement : force-les d'entrer). (*Évangile selon Saint Luc*, XIV, 23.)

Page 936, ligne 25. Certains hommes auxquels le sort a donné un père

qui observe craintivement le sabbat, n'adorent rien que la puissance des nuages et du ciel, et, pour eux, il n'y a pas de différence entre la chair de l'homme et celle du porc dont leur père s'est abstenu ; bientôt même, ils se font circoncire ; et, accoutumés à mépriser les lois de Rome, ils n'étudient, ils n'observent, ils ne craignent que tout ce droit judaïque qu'a transmis Moïse dans un livre mystérieux ; ils ne montrent le chemin qu'à celui qui a les mêmes pratiques religieuses, ils ne guident vers la source cherchée que les seuls circoncis. Mais le responsable, c'est leur père qui a consacré à la paresse un jour sur sept et l'a laissé entièrement hors la vie. (Juvénal, *Satires*, XIV, 95, ss.)

*Page 936, ligne 39.* Homme qui craint (Dieu).

**Page 938.** Ceux qui ont adopté leur religion suivent la même pratique. (Tacite, *Histoires*, V, 5.)

TABLE  
DES  
MATIÈRES





## QUESTIONS CONTEMPORAINES

Préface .....	II
Philosophie de l'Histoire contemporaine .....	29
L'instruction supérieure en France .....	69
L'Institut de France.....	99
Trois Professeurs au Collège de France .....	III
I. Ramus.....	III
II. Eugène Burnouf.....	121
III. Étienne Quatremère.....	126
La Chaire de Sanscrit au Collège de France .....	139
La Chaire d'Hébreu au Collège de France .....	143
Dstitution d'un Professeur au Collège de France.....	173
Les Études savantes en Allemagne .....	181
L'Instruction publique en France jugée par les Allemands.....	189
Réflexions sur l'État des Esprits (1849) .....	209
L'Avenir religieux des Sociétés modernes .....	233
Du Libéralisme clérical .....	283
La Théologie de Béranger .....	306

## LA RÉFORME INTELLECTUELLE ET MORALE

Préface .....	325
La Réforme intellectuelle et morale de la France.....	333
La Guerre entre la France et l'Allemagne.....	409
Lettre à M. Strauss.....	437
Nouvelle Lettre à M. Strauss .....	449
De la Convocation d'une Assemblée pendant le Siège ....	463
La Monarchie constitutionnelle en France .....	477
La Part de la Famille et de l'État dans l'Éducation .....	523

## DIALOGUES ET FRAGMENTS PHILOSOPHIQUES

A M. Marcellin Berthelot .....	547
Préface .....	551

### DIALOGUES PHILOSOPHIQUES

Premier dialogue. — Certitudes.....	559
Deuxième dialogue. — Probabilités .....	584
Troisième dialogue. — Rêves .....	602

### FRAGMENTS PHILOSOPHIQUES

Les Sciences de la Nature et les Sciences historiques. — Lettre à M. Berthelot .....	633
La Science idéale et la Science positive. — Réponse de M. Berthelot.....	651
Lettre à M. Adolphe Guérault .....	674
La Métaphysique et son Avenir.....	680

## DISCOURS ET CONFÉRENCES

Préface .....	719
Discours de réception à l'Académie française (3 avril 1879) .....	723
Lettre à un ami d'Allemagne ( <i>Journal des Débats</i> , 16 avril 1879).....	749
Réponse au discours de réception de M. Pasteur (27 avril 1882).....	759
Réponse au discours de réception de M. Cherbuliez (25 mai 1882) .....	779
Réponse au discours de réception de M. de Lesseps (23 avril 1885) .....	799
Rapport sur les prix de vertu, lu dans la séance publique annuelle de l'Académie française du 4 août 1881.....	819
Discours prononcé, le 7 août 1883, à la distribution des prix du lycée Louis-le-Grand.....	841
Discours prononcé à Tréguier, le 2 août 1884 .....	849
Discours prononcé à Quimper, le 17 août 1885 .....	853
Discours à la conférence <i>Scientia</i> (Banquet en l'honneur de M. Berthelot, 26 novembre 1885) .....	859
Discours à l'Association des étudiants, le 15 mai 1886 ...	863
Adieu à Tourguéneff, prononcé à la gare du chemin de fer du Nord, le 1 <sup>er</sup> octobre 1883.....	869
Discours prononcé au Collège de France, pour l'inauguration du médaillon de MM. Michelet, Quinet, Mickiewicz, le 13 avril 1884.....	873
Discours prononcé aux funérailles de M. Stanislas Guyard, professeur au Collège de France, le 9 septembre 1884..	879
Discours prononcé au nom de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, aux funérailles de M. Villemain, le 10 mai 1870.....	883
Qu'est-ce qu'une Nation ? (Conférence faite en Sorbonne, le 11 mars 1882).....	887
Identité originelle et Séparation graduelle du Judaïsme et du Christianisme (Conférence faite à la Société des études juives, le 26 mai 1883).....	907

Le Judaïsme comme Race et comme Religion (Conférence faite au cercle Saint-Simon, le 27 janvier 1883).....	925
L'Islamisme et la Science (Conférence faite à la Sorbonne, le 29 mars 1883).....	945
Appendice à la précédente conférence.....	960

## INDEX

Questions contemporaines.....	969
La Réforme intellectuelle et morale.....	985
Dialogues et fragments philosophiques.....	995
Discours et conférences.....	1003
Table des matières.....	1017







ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE CRÉTÉ A CORBEIL.  
CALMANN - LÉVY, ÉDITEURS  
3, RUE AUBER, PARIS

N<sup>o</sup> 7585

— Dépôt légal, 1<sup>er</sup> trimestre 1947. —  
4473-2-1947. — C. O. L. 31-1631.















